RECUEIL D'AUCUNS NOTABLES ARRESTS DONNEZ EN LA COUR DE PARLEMENT DE...

Francia, Georges Louet, Giovanni Battista Coccini

Digitized by Google

34.

BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMANUELE
13
5 C
17

Ex Bibliotheca
majori Coll. Rom.
Societ. Jesu

13. 5. K. 9

37
a
20

~~13. 20. A. 14~~

37
a
20

Digitized by Google

Digitized by Google

RECVEIL

D'AVCVNS NOTABLES ARRESTS DONNEZ EN LA COVR DE PARLEMENT DE PARIS,

Pris des Memoires de feu monſieur Me GEORGES LOVET Conſeiller du Roy en icelle.

Reueuz & corrigez en ceſte ſeconde Edition.



A PARIS,
Chez ABEL L'ANGELIER, au premier Pillier de la grand' Salle du Palais.
CIƆ IↃC X.

AVEC PRIVILEGE DV ROY.

Digitized by Google

Digitized by Goog

A MONSEIGNEVR,

MESSIRE ANTOINE SEGVIER CHEVALIER, SIEVR DE VILLIERS, CONSEILLER DV ROY EN ſon Conſeil d'Eſtat, & Preſident en ſa Cour de Parlement.

MONSEIGNEVR,

Ce recueil de notables Arreſts pris des Memoires de defunct monſieur Louët, m'ayant eſté mis entre les mains par l'Angelier, pour le reuoir & en faire part au public, i'ay fort volontiers entrepris la conduite de l'impreſſion de ceſt œuure, tant par ce que i'auois eſté acertené de bonne part, que ce vous ſeroit choſe bien agreable pour l'amitié qui eſtoit entre vous & l'Autheur, que pour l'obligation que dés long-temps il auoit acquiſe ſur moy, m'ayant touſiours

Digitized by Google

faict l'honneur de m'aymer & de me voir de bon œil. I'ay ſoigneuſement conferé la copie de ce Recueil auec l'original manuſcrit qu'on a eu par voſtre moyen, & de Monſieur voſtre frere Doyen de l'Egliſe de Paris, & pris garde le plus qu'il m'a eſté poſsible à ce que l'impreſsion en fuſt correcte. Tous les gens de Lettres ont iuſte ſubiect de regretter, que l'Autheur ayt eſté preuenu de ſon dernier iour auparauant que d'auoir le loiſir de reuoir ce Recueil, le polir & y mettre la derniere main; eſtant à croire pour l'erudition ſinguliere recogneue en luy, & longue experience qu'il auoit des affaires du Palais, qu'il ne s'y pourroit rien deſirer: mais au fort, lon a eſtimé qu'il eſtoit plus raiſonnable de donner au public ce labeur tel qu'il ſe trouuoit, que de l'en priuer pour n'eſtre entierement paré des ornemens deubs. Par la lecture d'iceluy, on verra qu'il y a grand nombre de queſtions de droict eſcrit & couſtumier, & de practique tant en matiere beneficiale que prophane diſputees de part & d'autre, & decidees par Arreſts, leſquels pour la plus grand' part ont eſté donnez au rapport de l'Autheur, ou iugez és Chambres des Enqueſtes, y ayant eſté Conſeiller par pluſieurs annees iuſques à ce qu'il fuſt monté en la grand' Chambre. Il y en a auſsi pluſieurs qu'on a prononcé ſolennellement en ro-

Digitized by Google

bes rouges ; d'autres, dont on a demandé l'aduis des Chãbres ; & meſmes quelques-vns, qui ayans eſté partis en opinions, ont en fin eſté departis ; & pour le faire court, ces Arreſts apportẽt vne grande lumiere & eſclairciſſement à noſtre droict François. Il faut ingenuement recognoiſtre, que le public vous eſt infiniment obligé d'auoir empeſché que ces Memoires ne demeuraſſent en tenebres & obſcurité, & qu'ils ne tombaſſent entre les mains d'aucuns, qui les euſſent peu ſupprimer. C'eſt donc la raiſon, MONSEIGNEVR, puis que ce liure eſt mis en lumiere par voſtre moyen, qu'il vous ſoit dedié, qu'il ſoit aduoué de vous, & qu'il vous plaiſe le prendre en voſtre protection, & le garentir de tout ce qu'on luy pourroit obiecter de manque & d'imparfaict. Ce qui ſera couuert de la ſplendeur de voſtre nom treſ-illuſtre, qu'il porte inſcrit ſur le front, & de la grande & excellente reputation que vous & vos predeceſſeurs auez acquiſe par vos merites & integrité de vie en ceſt Auguſte Parlement, auquel Meßieurs voſtre pere & frere aiſné ont longuement preſidé auec honneur, & vous leur auez dignement ſuccedé, apres auoir paßé par les plus grandes dignitez qu'on puiſſe ſouhaiter. Car ayant commencé à paroiſtre en ceſte Cour des Pairs en qualité de Maiſtre des Requeſtes ordinaire de l'hoſtel du Roy,

Digitized by Google

vous auez par quelques annees exercé l'Eſtat de Lieutenant Ciuil en la Preuoſté & ſiege Preſidial de Paris, puis la charge d'Aduocat General au Parlement durãt les plus furieux orages des troubles paſſez; & en fin vous eſtes paruenu à ce haut degré d'honneur de Preſident de la Cour, de Conſeiller d'Eſtat, & d'Ambaſſadeur pour le Roy vers la Sereniſsime Republique de Veniſe, où vous auez faict & continuez de faire encores de notables & ſignalez ſeruices à ſa Maieſté, & à l'Eſtat, & particulierement en la diſtribution de la iuſtice que vous rendez egálement à vn chacun, comme il eſt notoire à toute la France, meſmes aux eſtrangers, ce qui rendra voſtre memoire honorable & perpetuellement recommandable à la poſterité. Ie me deporteray d'en dire dauãtage pour le preſent, craignant d'eſtre importun & ennuyeux en voſtre endroict, ou d'eſtre iuſtement repris de ne dire aſſez d'vn ſubiect ſi digne & releué, qui merite plus de louanges que ma plume n'en ſçauroit eſcrire, & vous ſupplieray treſ-humblement me vouloir permettre que ie demeure toute ma vie & me ſouſcriue,

MONSEIGNEVR,

Voſtre treſ-humble, treſ-obeiſſant & obligé ſeruiteur

De Paris ce 1. iour d'Aouſt, 1609.

GABRIEL MICHEL DE ROCHE-MAILLET.

Digitized by Google

IN PLACITA SVPREMÆ PARIS. CVR. A CLARISS. ET ILLVSTRISS. V. D. D. LOVETO, IN EAD. SENATORE coacta; Et piâ Nobiliſſ. & Clariſſ. v. D. D. SEGVIERII, in eâd. etiam Senatoris æquiſſ. & Pariſ. Eccleſ. Decani. curâ, in lucem edita.

IMMATVRA *Patris tibi, Poſthume, fata volebant,*
Quod dederat vitæ, te docuiſſe mori:
His, te, præſcribens, reddit SEGVIERVS *alendum,*
Hic dedit, ille fouet: Par vtriuſq. decus.

CLAVD. GVERINVS Andens.
in eâd. Cur. Cauſar. Patronus.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES TILTRES,

ET MATIERES PRINCIPALES DECIDEES PAR ARRESTS CONTENVS EN ce Liure de Recueil.

A

ACqueſts fueil. 1.2.3.

2. *Aliments de baſtards.* 4.

3. *Alienation de bieñ de mineur ſans diſcuſſion.* 5.

4. *Alienation forcée pour le bien public.* 6.

5. *Arrerages deubs par vn tiers detenteur.* 7.

6. *Amende faute de payement du cens.* 8.

7. *Si femme mariée peut comme Procuratrice de ſon mary contracter ſans eſtre de luy ſpecialement Authoriſee s'agiſſant de deliurer ſon mary de priſon.* eod.

8. *Adiournement dóné dans l'an & jour, l'aſſignation eſtant apres l'an & jour.* 14.

9. *Quand l'on doit commencer l'année, pour la partition des fruicts ſuyuant la loy.* diuortio. 15.

10. *S'il l'heritier eſt tenu faire Amortir l'heritage donné à gens de main-morte.* 16.

11. *De celuy qui ſciemment Acquiert l'heritage qui n'appartient au vendeur.* 17.

12. *Si au contract d'Achapt & vente faict auec faculté de remerer y a vſure au denier dix.* 19.

13. *Arrerages de rentes ou penſions ne ſe peuuent demander que du temps du beneficié titulaire.* 21.

14. *De la ſucceſſion des Aubains*

& de leurs enfans. 22.
Debte pour Aliments preferée aux creanciers. 23.
L'Action qui prouient du delict quand elle ſe donne contre l'heritier. 24.

B

1. BEnefice vacant pour auoir aßiſté à iugement de mort. 26.
2. Couppe de Bois ayant vingt ans dependant de l'Egliſe. 27.
3. Qu'il faut exprimer tous Benefices és prouiſions de Cour de Rome. 28.
4. Benefice Sacerdotal de fondation, s'il requiert l'ordre de Preſtriſe lors de la fondation, & l'aage qui y eſt requiſe. 31.
5. Bail à ferme de bien d'Egliſe faict par anticipation. 35.
6. Capacité des nommez aux Benefices. 36.
7. Du ſeruiteur nourry & eleué par ſon maiſtre, qui reſigne Benefices euz par la liberalité du maiſtre, ſans ſon conſentement. 37.
8. Si l'on peut eſtre pourueu de deux Prieurez dependans d'vne meſme Abbaye. 38.
9. Benefice tenu en confidence ſãs qu'il apparuſt de promeſſe par eſcrit. 39.
10. De confidence auctoriſée par ſentence & par tranſaction. 40.
11. Du poſſeſſoire en matiere Beneficiale. eod.
12. Du ſeculier eſtant pourueu en commande ſe rendant Religieux, ſi le benefice vacque ou s'il va en tiltre. 41.
13. De celuy qui ayant reſigné ſon Benefice en extremité de maladie, reuenu en conualeſcence y veut rentrer ſans nouuelle prouiſion. 45.
14. Bail à rente caſſé pour enorme lezion. 50.
15. Derogation à la Reigle de 20. diebus au preiudice de l'indult d'vn Cardinal. eod.
16. Si les Graduez ſont preferez aux Indultaires du Parlement. 53.
17. Si les Bannis peuuẽt agir. 56.

C

1.& DRoict de Chemin.
2. eod.
3. Compromis pardeuant Arbitres. 58.
4. Compromis fait par vn Tuteur. 60.
5. Ceßion d'actions de droict litigieux. 62.
6. Communauté d'entre Mary & femme ſoubs quelle couſtume ſe doit reigler, ou par l'ancienne ou par la reformée. 63.
7. Conſignation de deniers. 65.
8. Cheualiers de Sainct Iean de Hieruſalem. 67.
9. Caution. eod.
10. Complainte. 68.
11. Conſentement du Tuteur en iugement, & s'il faut s'en faire releuer. eod.
12. Ceßion generale de droicts & actions ſi elle comprend les reſcindãtes & reſciſoires. eod.
13. En Ceßion de droict litigieux ſi la L. ab Anaſtaſio, a lieu. 70.
14. Ceſsion de biens. eod.
15. Communauté d'entre mary & femme, par quelle couſtume ſe doit reigler. 71.
16. Quand les Acqueſts faicts pendant le mariage ſont ſituez en diuerſes Couſtumes. 72.
17. Le domicile de ceux qui ſuiuent la Cour. 73.
18. Cheualiers de Sainct Iean de Hieruſalem heritiers auãt leur vœu, & diſpenſez de pouuoir ſucceder. eod.
19. Droict de Champart. 75.
20. Le iour de de l'obſeruation de la Couſtume. eod.
21. Cenſiue ou Champart eſtãt droict ſeigneurial ſi il ſe peut preſcrire par cent ans. 76.
22. Conſeillers de la Cour, & Commiſſaires aux Requeſtes ne peuuẽt executer les Arreſts. 84.
23. Eſtats de Conſeillers en la Cour non ſubiects à rapport. 85.
24. Conſeillers de la Cour s'ils gaignent les fruicts de leurs Prebendes pendant le ſeruice qu'ils font au Roy, au Parlement. Et ſi les autres Parlements vſent du meſme priuilege. 86.
25. Condamnez par Contumace

ſ'ils peuuent ſucceder, & ſi leurs creanciers peuuent s'addreſſer aux biens du pere du fils condamné. 90.
26. Mort Ciuile. eod.
27. Du Procureur ou Curateur en cauſe, apres que le Tuteur du mineur eſt decedé & ſ'ils peuuent occuper. 91.
28. Contre-lettre en contract de mariage. eod.
29. Apoticaires & Chirurgiẽs preferez à tous autres creanciers, meſmes contre la vefue pour ſes conuentions. 92.
30. Continuation de communauté pour n'auoir faict inuẽtaire ſolennel en pays où la couſtume n'en diſpoſe. 93.
31. Si l'ordonnãce de Moulins art. 48. a lieu en la perſonne des Maiſtres des Requeſtes & les Conſeillers de la Cour. 96.
32. Chantres de la Chappelle du Roy, & ſ'ils gaignent frãc. 98.
33. Si les Chantres de la Chappelle de Muſique vſent de ce priuilege pour les benefices parculiers affectez au ſeruice des Egliſes. 100.
34. Confeßion faicte en iugement. 101.
35. Confiſcation à qui appartient. eod.
36. Si la femme que l'on pretend auoir mal pris quelques meubles apres le deceds de ſon mary peut eſtre pourſuiuie Ciuilement ou criminellement. 103.
37. Changer de volonté pour cas fortuit. 105.
38. De la Ceßion faicte par le creancier apres l'obligation acquittée. 110.
39. Concordat non emologué en Cour de Rome. 112.
40. Du creancier s'oppoſant aux criées, pour rente deuë ſur l'Hoſtel de ville de Paris au preiudice de l'Edict des ſurſeances. eod.
41. Quand il s'agiſt de la qualité de la perſonne, quelle Couſtume l'on doit garder. 114.
42. La cognoiſſance d'vn Concordat entre Eccleſiaſtiques pour benefices à qui appartient. 115.
43. Des fraiz faicts par vn Creancier qui ne vient en ſon ordre. 116.

Digitized by Google

44. *Caution iudiciaire & certificateurs.* *117.*
45. Liberi in Conditione poſiti an ſint in diſpoſitione. eod.
46. *L'action Criminelle & ce que l'on demande pour la reparation s'ils ſe preſcriuent par vingt ans.* *119.*
47. *Pour Canonique & congruë portion,* *121.*
48. *Pour offres de foy & hommage, quelle Couſtume l'õ doit tenir.* *eod.*
49. *Perte des deniers Conſignez ſur qui doit tomber.* *123.*
Si en Confiſcation de biens pour le delict du mary la part des biẽs de la communauté de la femme y vient. *126.*
En Cauſe de fief ſi le Seigneur eſt tenu aux debtes des creanciers hypothecaires. *127.*
Communauté d'entre mary & femme acceptée par benefice d'inuentaire. *134.*
Congez defauts donnez en l'audience en premiere inſtãce comme ſe doiuent iuger. *135.*
Celuy qui faict Ceßion de biens doit porter le bonnet vert. *136.*
Si le fermier peut faire Ceſſion de biens. *137.*

D

1. *Donation faicte à vn fils illegitime.* *138.*
2. *Deſpens.* *141.*
3. *De la Donation ou fondation d'vn benefice, decretée apres la reuocation.* *eod.*
4. *Donatiõ non inſinuee.* *142.*
5. *Donation nõ acceptée.* *143.*
6. *De la Donation inſinuée du viuant du donateur apres les quatres mois, & ſi elle preiudicie aux creanciers,* *eod.*
7. *Donation par contract de mariage des meubles & acqueſts, ſi elle eſt ſuiecte aux debtes comme ſi elle eſtoit par la couſtume.* *145.*
8. *Dixme infeodée.* *146.*
9. *Dixme infeodée alienée* ſine vniuerſitate fundi. *150. 223. & 233.*
10. *Donner & retenir.* *151.*
11. *Donation d'entre vifs, ou à cauſe de mort.* *152.*

12. *Alienation du Dot de la femme; & ſi la L.* Iulia *a lieu en pays de droict Eſcrit.* 153.

13. *Debte du fils, l'ayeule luy ſuccedant par la renonciation de la veſue du fils.* 154.

14. *Debtes qui ſe payent* pro modo emolumenti *la Couſtume n'en diſpoſant.* 155.

15. *Comment ſe doit entendre ce mot de debtes.* eod.

16. *Debtes entre l'aiſné & les puiſnez, l'aiſné prenant preciput & aduantage.* 158.

17. *Donatiõ faicte au fils de celuy auquel l'on ne peut dõner, par la Couſtume de Paris.* 163.

18. *Deuolutaire.* 169.

19. *Demãde du payemẽt des deniers dotaux dix ans apres la conſommatiõ du mariage.* 170.

20. *Douaire propre aux enfans, quãd ſe peut preſcrire & purger l'hipotheque par decret.* 171.

21. *Douaire quand a lieu ſur biens ſubſtituez,* idem *pour la Donation.* 173.

22. *Donatiõ de tous biens faicte en iugement ſi elle vaut l'inſinuation n'ayant eſté faicte autrement, & ſi bailler ſon bien pour eſtre nourry, & entretenu, eſt Donation ou autre contract.* 175.

23. *Donation d'vſufruict ſi elle ſe doit inſinuer.* 178.

24. *Donation de meubles quãd ſubiecte à inſinuation.* eod.

25. *Si l'ordonnãce des inſinuatiõs deroge aux Couſtumes.* 179.

26. De donatione facta ſucceſſuro. eod.

27. *Qu'il ſe faut pouruoir contre vn decret dãs les dix ans.* eod.

28. *Donation faicte pour cauſe pie nõ acceptee ne inſinuee.* 181.

28. *Donatiõ entre fiancez depuis leur cõtract de mariage & auãt la conſummation d'iceluy.* 182.

29. *Action pour payement de Dixmes entre Eccleſiaſtiques ſans complainte ſe renuoye deuant le Iuge d'Egliſe.* eod.

30. *Terre noble du Domaine du Roy, engagee comme ſe partage.* 183.

31. *Si pour le Delict de l'vn des deux conioincts, la part de la communauté peut eſtre deterioree & alienee.* 186.

32. *Si vn decret peut eſtre caſſé pour ne s'eſtre le mineur, ne ſon curateur oppoſez pour droict d'hypotheque.* 188.

Digitized by Google

33. *Depoſt receu par vn hoſte, receu à verifier par teſmoins.* 190.
34. *Doublement & tiercement à faute de payer.* 191.
35. *Dixme infeodée ſe preſcript par poſſeſsion immemoriale contre l'Egliſe.* 192.
36. *Douaire n'eſt deu pour mort Ciuile, mais ſeulemẽt prouiſiõ.* eod.
37. *Si la couſtume prohibitiue d'aliener plus que le tiers de ſes propres, ou de ſes acqueſts n'y ayant propres, a lieu au Droict de desherãce ou d'aubaine.* 193.
38. *Quand le petit fils n'eſt tenu rapporter à la ſucceſsion du pere, le Dõ de ſon ayeule.* 194.
39. *Deniers dotaux ne ſe rendent en pays couſtumier s'ils ne ſont ſtipulez.* 195.
40. *Si le Dot & Toüaire ont meſme priuilege, & ſi la mere ne renonçant au droict Velleian demeure obligee aux conuentions de mariage.* 197.
41. *Si en Deguerpiſſement l'on eſt tenu rebaſtir vne maiſon bruſlee par les gens de guerre.* 200.
42. *Deſpens s'ils viennent du iour du contract en ordre des creanciers.* 202.
43. *Du faict d'adultere receu pour annuler vne Donatiõ.* 204.
44. *Du Doüaire.* 207.
45. *Donatiõ de ſes acqueſts pourueu que l'on ait des propres.* 208.
46. *De la Donation generale de tous biens, preſens & à venir, faicte en faueur de mariage en pays couſtumier.* 209.
47. *De l'inſinuation faicte au temps que l'on ne ſe pouuoit plus Donner.* 211.
48. *Si le mary peut Donner des biens de la communauté au preiudice de la femme.* 212.
49. *Diſcution.* eod.
50. *De la Donation faicte en faueur de mariage au fils de la perſonne prohibee.* eod.
51. *De la Donation faicte hors cõtract de mariage au premier fils qui viẽdra du mariage.* 214
52. *Si la Donation faicte en contract de mariage par vn collateral peut eſtre reuoquée* ex ſuperueniẽtia liberorũ. 217.
53. *Dixme infeodée & Nouale.* 223. & 233.
54. *Si le Donataire contribue aux debtes auec l'heritier.* 224.
55. *Donatiõ acceptée par le pere tuteur naturel de ſa fille abſẽte, ſans auoir pouuoir ſpecial.* 228.

Digitized by Google

56. *Donation teſtamentaire faicte par l'ayeule à aucun de ſes petits enfans d'vne brãche, & ſi cela peut diminuer la portiõ des enfans de la meſme branche.* 229

57. *Cheualiers de Malte exempts de payer dixmes.* 231.

58. *De la Donatiõ faicte en vn mineur, non valablement acceptée par ſon tuteur.* 232.

59. *Pour la degradation des gens d'Egliſe condamnez.* 233.

60. *Dixme infeodée & reünie à l'Egliſe, & de la congruë & canonique portion.* eod.

61. *Si la Donatiõ faicte en aduancement de droict ſucceſsif ſe doit inſinuer, à peine de nullité au regard du creãcier.* 247.

62. *De Deports & comme ils ſont deubs.* 248.

63. *Douaire ſur vn office hereditaire.* 251.

64. *Si les conuentions portans aduantage à l'vn des deux conioincts, emportent Donation pour deuoir eſtre inſinuée.* 252.

65. *De l'adiudication par Decret faicte par prouiſion au preiudice d'vn appel.* 253.

66. *Deniers deſtinez pour eſtre employez en immeuble, ſi c'eſt immeuble.* 254.

67. *S'il faut Diſcution l'hypothecaire & la perſonnelle concurrans.* 255.

68. *Si le mineur peut eſtre releué du defaut de l'inſinuation de la Donation qui luy eſt faicte.* 256.

69. *Du Donataire de tous les biẽs, & s'il eſt tenu aux creanciers.* 257.

70. *Si l'ordonnance des inſinuations Deroge aux couſtumes.* 258.

E

1. *EAge pour tenir vne Prebende.* ead.

2. *Eſcus.* 260.

3. *Exploict.* 261.

4. *De la ſucceſsion d'vn Eueſque Religieux.* eod.

5. *De l'Enfant nay auant le terme de ſept mois.* 266.

6. *Si l'Eſcolier en faueur de ſes eſtudes, peut gaigner les fruicts d'vne prebende, n'ayant faict ſon ſtage.* 272.

7. *Droict*

7. *Droict d'aineſſe ne peut eſtre oſté ne baillé au ſecond fils* etiã *du conſentement de l'aiſné, qui auoit receu commodité.* eod.

8. *Des Enfans yſſus d'vne femme condamnée à mort, qui a obtenu lettres de commutation de peine, & s'ils peuuent ſucceder.* 275.

9. *Pour les places & bans des Egliſes parochiales.* 276.

10. *Des baſtimens faicts de noueau par l'Emphitheotaire, & s'il les peut repeter, ou demander pour ce prorogation de ſon bail.* 277.

11. *Si l'Emphitheoſe finie l'Emphitheotaire eſt tenu reparer les lieux, meſmes ceux qu'il a baſty de nouueau durãt l'Emphitheoſe.* 280.

12. *Erreurs.* 281.

F

1. *Fief entre coheritiers n'y ayant autre choſe à partager.* eod.

2. *Fideicommis.* 282.

3. *Fief.* eod.

4. *Preference pour les arrerages des fruicts d'vne Ferme.* 283.

5. *Du Seigneur de Fief qui acquiert des cenſiues en ſon fief, ſi elles ſont feodales & reunies ſans declaration du Seigneur de fief.* 286.

6. *De la clauſe Fournir & faire valoir en contract d'eſchãge.* 289.

7. *Fruicts de legitime de quel iour ſont deubs.* 290.

8. *Foy & hommage deuë par vn Conſeiller de la Cour de Parlement pendant qu'il eſt en ſeruice.* 291.

9. *Du Vaſſal qui a offenſé ſon Seigneur de Fief en iugement.* eod.

10. *De la douairiere decedant lors que les Fruicts sõt preſts à recueillir & à maturité.* 292.

11. *Femme condamnée à payer certaine sõme de deniers, ſi elle peut eſtre cõtraincte par corps apres les quatre mois.* eod.

12. *Des Fruicts du benefice le titulaire decedant, & s'ils appartiennẽt aux heritiers.* 294.

Digitized by Google

13. De la fortereſſe baſtie ſãs la volonté du Seigneur de Fief par le Vaſſal n'ayãt haute iuſtice. 296.
14. Pour celuy qui n'a que ſimple cenſiue. 298.
15. Si par la Faute du mary la femme peut eſtre priuee de ſon propre. 299.
16. De retention des Fruicts du benefice par le reſignant. 300.
17. De la Femme obligee en ſon nom, auec ſon mary qui renonce à la communauté. 304.
18. Ce qui eſt donné par le Fiancé; s'il ſe doit rendre le mariage ne s'eſtant enſuiuy. 305.
19. Le Fief par quelle couſtume ſe doit regir. 306.
20. De la ſaiſie Feodale. eod.
21. En quel degré le Fiſque exclud les parens. 307.
22. Qui eſt preferable de la Femme ou du Seigneur de Fief au droict de Desherance. eod.
23. Du Fideiuſſeur donné en iugement, & du certificateur, & s'ils peuuent eſtre cõtraints ſans diſcußion. 308.
24. De la Fēme qui s'oppoſe pour ſon doüaire aux criees de l'immeuble de ſon mary condamdé en groſſes amendes vers le fiſque. 309.
25. De celuy qui ne s'eſt oppoſé au decret, s'il peut agir contre ſon cedant, en vertu de la clauſe Fournir & faire valoir. 310.
26. Quand la Foy & hommage eſt deuë par pluſieurs heritiers, ſi vn peut couurir le Fief pour les autres ou pour ſa part. 315.
27. Du Fideiuſſeur racheptant la rente auec ceßion d'actions, & s'il peut contraindre à rachepter. 316.
28. De la Clauſe, la Femme renonçant à la communauté doit reprendre ce qu'elle a apporté, ſi cela a lieu aux enfans. 218.
29. Pour les Filleuls & Filleules. 319.
30. Femme ſeparee de biens ſi elle peut aliener ſans eſtre auctoriſee de ſon mary. 320.
31. De la qualité que peut prendre vn Seigneur de Fief en concurrence d'autres Fiefs ſis en meſme lieu. 322.

G

1. GRaduez. 321.
2. Graduez nommez. 324.
3. Gradué nommé. 325.
4. Si les Graduez nommez peu-

Digitized by Google

uent requerir les benefices des Egliſes affectez aux habituez & Muſiciens, & ſi tels benefices ſe peuuent reſigner. eod.

5. *De deux Graduez, l'vn eſtãt remply, l'autre ayant benefice incompatible.* 326.

6. *Si la Garde noble peut eſtre en iugemẽt au lieu du tuteur.* 3[illegible]

7. *Gros ſur des dixmes.* 328.

8. *De la reſignation admiſe en fraude des Graduez.* eod.

9. *Si l'õ eſtime vn Greffier exerçant vn greffe majeur.* 329.

10. *Du Graduẽ qui a reuenu ſuffiſant en Benefices ſituez hors le Royaume.* 330.

H

1. *Heritier par Benefice d'inuentaire* 331.

2. *Hypotheque ſur vn* [illegible] *entre coheritiers.* 334.

3. *Action Hypothecaire.* 336.

4. *Hypotheque.* eod.

5. *Heritier.* eod.

6. *Heredité.* 337.

7. *Si la Loy II.* de reſcind. vend. *C. a lieu en Vendition d'heredité.* eod.

8. *Si en Vendition de droicts ſucceßifs à lieu de leſion d'outre moitié.* 339.

9. *Hypotheque ſpeciale quand requiert diſcußion.* eod.

10. *Si conuention ſur les biens d'vne Heredité emporte acte d'heritier.* 343.

11. *De l'Hypotheque creée ſur vn fonds poſſedé par indiuis, & ſi elle ſe change par partage de ſubſequent.* 346.

12. *Si l'Heritier ſe peut inſtituer par contract comme par teſtament.* 354.

13. *Si l'Heritier par Benefice d'inuentaire peut eſtre donataire* in linea directa. eod.

14. *De la donotion nulle faicte par la femme ſans eſtre auctoriſee, & ſi elle eſt vallable* reſpectu hæredum. 362.

15. *Si cedule recogneuẽ par deuant Iuge d'Egliſe emporte Hypotheque.* eod.

Digitized by Google

16. *Heritier & Donataire ou legataire.* 363.
17. *Si le Collateral donataire en faueur de mariage peut eſtre Heritier.* 364.
18. *Si l'ordonnance des comptables a lieu és maiſons des particuliers.* eod.
19. *Si l'Heritier deguerpiſſant ou n'eſtant plus detenteur de l'heritage, qu'il a eu en ſon lot peut eſtre tenu plus que ſa part hereditaire hypothecairement.* 365.
20. *L'Hypotheque ne ſe diuiſe,* & tota eſt in qualibet parte. 366
21. *Si l'Hypotheque eſt priuilegiee, quand l'heritage eſt acquis des deniers d'vn creancier.* 367.
22. *Hypotheque de quel iour quand il y a continuation de contract.* 370.
23. *De quel iour le tuteur a ſon Hypotheque ſur les biens de ſon mineur, de ce qui luy eſt deub par ſon compte.* 372.
24. *Heritier par benefice d'inuẽtaire, mineur qui a ſouſtraict les tiltres & papiers de l'heredité.* 375.
25. *Hypotheque en pays de nantiſſement.* 378.
26. *Hypotheque en pays de nantiſſement pour la tacite hypotheque.* eod.

I

1. *INſinuation de Donation.* 379.
2. *Peremption d'Inſtance.* 380.
3. *Inſinuation de Donation faicte en faueur de mariage auant l'Ordonnance de l'an 1549.* 382.
4. *De la fille arguant l'Impudicité de ſa belle mere, pour la priuer de ſes conuentions.* eod.
5. *De la Reigle de Chancellerie* de Infirmis reſignantibus, *& ſi elle a lieu en l'ordinaire.* 383.
6. *Si des Executoires de deſpens il eſt deub Intereſt du iour de la demande, & de quel iour les Intereſts ſont deubs.* 384.
7. *Si l'heritier qui n'a faict Inuentaire prenant les meubles, peut empeſcher la deliurance des legs, diſant qu'ils excedent le quint des propres.* 386.
8. *Intereſts commẽt ſont deubs,*

& de quel iour. 387.
9. Intereſts payez ſur vne obligation. 388.
10. S'il eſt deub Intereſt d'augment de dot, n'eſtant demandé, & ſi l'augmēt de Donation eſt ſubiect à inſinuation. 391.
11. Solennité d'Inuentaire en la Couſtume de Paris. 394.
12. De quel iour les Intereſts ſont deubs, ou de l'obligation ou du iour qu'ils ſont demandez, pour le regard de l'hypotheque. 396.
13. De la peremption d'Inſtance quand l'vne des parties eſt decedee dans les trois ans. 397.
14. En quel cas l'on peut prendre à partie les Iuges en leur nom. eod.

L

1. Legitime. 398.
2. Pactum de quota Litis. 407.
3. Penſion ſur Leproſeries. 408.
4. Locataires contraincts deſloger. 409.
5. Legs d'vne notable ſomme à diſtribuer par la volonté d'vn Curé, ſelon l'intention du teſtateur declaree au Curé. eod.
6. L'on n'eſt receuable à impugner vn teſtamēt apres auoir demandé le Legs y cōtenu. 410.
7. Legitimation des enfans sās l'expres conſentement du pere ne vaut. 411.
8. Legs faict à vn Religieux Iacobin, & à vn Religieux de l'ordre S. Benoiſt. 412.
9. Lots & ventes & droicts Seigneuriaux de licitations entre coheritiers, de contracts d'eſchange, les rētes rachetees. 413.
10. De la Loy deuxieſme de reſcind. venditione. 418.
11. Si ladicte Loy a lieu en bail à rente. eod.
12. Des profits de fief de l'heritage vendu auec retention de foy. 419.
13. De la Loy ab Anaſtaſio, & la Loy per diuerſas. C. mandati. eod.
14. Legitimation des enfans naiz primo viuente marito, ciuiliter tamen condem-

Digitized by Google

nato. eod.
15. *Si des rentes conſtituees l'on en peut demander Lots & ventes.* 420.
16. *Du Locataire loüant partie de ſon bail, & ſi le proprietaire peut executer pour le tout.* 422.
17. *Du preciput de l'aiſné.* eod.
18. *Lots & ventes des cõtracts d'eſchange auec rentes que l'on promet rachepter.* 423.
19. *Si choſe Litigieuſe ſe peut aliener & preſcrire par dix ans, auec bonne foy.* 424.
20. *Si vn Legataire peut agir pour euiction de legs, contre vn autre legataire.* 426.

M

1. *SI le Mary eſt curateur de de ſa femme mineure.* 427.
2. *Don de Meubles.* 428.
3. *Don auec condition de ſe Marier.* 429.
4. *Si conuentions de contracts de Mariage ſe peuuent reformer.* 430.
5. *De l'ordonnance que les Meres ne ſuccederont à leurs enfans.* 435.
6. *Defaut de publication de bãs, ſi c'eſt nullité de Mariage, ſuyuant le 40. art. de l'ordonnance de Bloys.* eod.
7. *Mineur qui s'eſt dict majeur.* 438.
8. *Saiſie de Meubles quand emporte priuilege le debteur eſtant inſoluable.* 439.
9. *Si vn Mineur peut ameublir & donner de ſon immeuble en faueur de mariage, ſans ſolennité & auctorité de Iuſtice.* 440.
10. *Saiſie de Meubles faicte par diuers creãciers en meſme iour, ſi elle dõne preferãce.* 443.
11. *De l'adiournement fait à la requeſte du Mineur ſans l'auctorité de ſon curateur.* 444.
12. *L'Ordonnance prohibitiue aux Meres de ſucceder à leurs enfans, a lieu en pays de droict eſcript.* eod.
13. *Moulins ſur bateaux ſe doiuent decreter, bien que par la Couſtume ils ſoient entre les meubles.* 445.
14. *Si le Mary pour delict peut preiudicier à la femme, en la communauté.* eod.

Digitized by Google

15. *Du decret faiɛt d'vn heritage appartenant à des Maieurs & Mineurs, ſans diſcuſsion prealablement faiɛte.* eod.
16. *Si la preſcription encommencée contre vn Maieur, tombant en la perſonne du Mineur ſon heritier, a lieu, & quelle leſion eſt requiſe.* 446.
17. *Si le Seigneur de fief n'ayãt droiɛt de bànalité en ſes Moulins, peut empeſcher les Meuſniers circonuoiſins de venir chaſſer en ſa terre.* eod.
18. *Si en pays de droiɛt eſcript le fils ou la fille ſont hors de la puiſſance du pere par Mariage.* 449.
19. *Si c'eſt au Mineur à prouuer le prix de la venditiõ eſtre tourné à ſon profit.* 450.
20. *Du Mineur ſe mariant duquel le bien ne conſiſte qu'en meubles, & s'ils entrent en la communauté.* 452.
21. *Du Moulin bãnier enclos dãs l'arpent de terre qui appartient à l'aiſné par preciput.* 453.
22. *Interpretatiõ de l'ordõnance de 67. prohibitiue aux Meres de ſucceder à leurs enfans.* 454.
23. *Des baulx à loyer des boutiques de la ſalle & Cour du Palais ſi c'eſt Meuble ou immeuble.* 455.
24. *De la peine ſtipulée, dommages, & intereſts à faute d'eſpouſer.* 456.
25. *Si le Mary acceptant vne ſucceſsion eſcheuë à ſa femme, rend ſa femme heritiere ſans qu'elle ait parlé.* 458.
26. *Du Mariage pretendu par la conſommation.* 462

N

1.2. &3. *Secondes Nopces eod. &* 463.
4. *Nobleſſe des Conſeillers de la Cour.* 464.
5. *Notaires de Cour d'Egliſe.* 462
6. *Du Notaire qui reſoit vn cõtraɛt, & s'il renonce à ſon hypotheque.* 463.
7. *De la Nouation.* 465.
8. *Secondes Nopces.* 466.
9. *Notaires quand ſont tenus és dommages & intereſts des parties pour omiſsion faiɛte és contraɛts.* 467.
10. *Du Notaire non Royal qui inſtrumẽte hors ſon reſſort.* 471.

Digitized by Google

O

1. OFficiers quand peuuent eſtre oſtez. 472.
2. Officiers de Cour d'Egliſe. eod.
3. Officier du Roy, quand peut eſtre pris en ſon nom. 474.
4. Si le Seigneur eſt tenu du faict de ſes Officiers. eod.
5. Office venal, ſi c'eſt meuble ou immeuble. 475.
6. Oblations. 477.
7. Oblat autrement dict Religieux lay. eod.

P

1. PReſcription contre l'Egliſe. 479.
2. Pendant que l'on eſt payé d'vne rente, ſi les coobligez peuuent preſcrire. 481.
3. Peine ſtipulee à faute de payement. 483.
4. Peine du doublement & tiercement. 484.
5. Practique d'vn Procureur. 485.
7. Prebende pour le ioyeux aduenement. eod.
8. Procés party en opiniõs. 486.
9. & 9. Contracts Pignoratifs. 488. & 491.
10. Si l'on peut contraindre à rendre le ſort principal en contract Pignoratif. 494.
11. Contract Pignoratif n'ayant les trois marques. 497.
12. Contract Pignoratif la terre venduë n'eſtant de la valeur de la debte. 498.
13. Payement de debtes entre des heritiers paternels & maternels. 500.
14. Peremption d'inſtance pour les appellations verballes. 502.
15. Peremption d'appel. 505.
16. Si vn Procés par eſcrit conclud en la Cour, eſt ſubiect à peremption. eod.
17. Du Procez en eſtat de iuger deuant le premier Iuge, auant l'ordonnance de l'an 1563. diſcontinué par vingt trois ans. 506.
18. S'il y a Peremptiõ d'inſtance en vn procez eſtant en eſtat

Digitized by Google

de iuger aux Requeſtes du Palais. 508.

19. Vendeur preferé pour le Prix de la choſe, bien qu'il ne ſoit le premier ſaiſiſſant. eod.

20. Pour eſtre en poſſeßion de Preſenter à vn benefice, ou le conferer, ſi vn ſeul acte ſuffit. 509.

21. Faculté perpetuelle de rachepter ſe Preſcrit par trente ans. 511.

22. La reigle Paterna Paternis. 512.

23. Prohibition d'aliener par contract, ſi elle a effect. eod.

24. Du Partage faict par la mere de ſa ſucceßion, & ſi de ſon viuant elle le peut reuoquer l'ayant auparauant approuué. 513.

25. Quand la Preſentation du Patron Eccleſiaſtique empeſche la preuentiõ du Pape. 517.

26. Si pour l'execution d'vne Prouiſion, l'on peut empriſonner, ou vendre l'immeuble 525.

27. Si en execution d'vne Prouiſion l'on peut vendre par decret. 526.

28. Paterna Paternis en la Couſtume ancienne de Paris. 528.

29. Paterna Paternis en la Couſtume de Paris. 533.

30. Penſions creées ſur Benefices. 535.

31. Penſion ſur les fruicts d'vn benefice. 538.

32. Penſion ſur Benefice Curé. 539.

33. Penſion ſur benefice de la retention des collations. eod.

34. Le procés eſtant à l'opinion ſi l'on peut Produire de nouueau en Commiſſaires. 541.

35. Quand au Partage l'õ baille du bien paternel au lieu du maternel. 542.

39. Si la Preſcription conuentionnelle encommencée contre vn majeur, court contre vn mineur. eod.

37. Si au Procés criminel auquel les parties ſont receuës en procés ordinaire, la Peremption d'inſtance a lieu. 543.

38. Si l'inſtance perie les actes Probatoires demeurent. 544.

39. Si le Procureur General du Roy peut eſtre recuſé. 545.

40. Des Propres ameubliz & meubles ſtipulez Propres & comme ſe doit entendre. 546.

41. Du contract Pignoratif

Digitized by Google

quand le creancier iouyt par ſes mains. 548
42. *Si en la Permutation des benefices, la reigle des vingt iours a lieu.* 549
43. *De la Preuention du Pape contre l'ordinaire qui auoit ia conferé* incapaci. 551
44. *Peine à faute d'eſpouſer.* 553
45. *Procés party en opinions.* eod.
46. *De Penſion creée ſur vne Prebende.* 554.
47. *Propre ne remonte en pays couſtumier.* 555.
48. *Pour les Couſtumes qui veulēt que celuy qui n'a Propres ne peut diſpoſer que du tiers de ſes acqueſts.* 558.
49. *De la Preſcription de cent ans* 559.
60. *Des clauſes Penales ou reſolutiues des contracts.* eod.

R

1. R*Enonciation à la communauté apres la ſubſtraction.* 561.
2. *Retraict feodal ou lignager.* 562.
3. *Retraict de mydenier.* 563
4. *Reproches de teſmoins.* & 5. 566.
6. *Rentes diuiſees par la preſtation.* eod.
7. *Reſtitution en entier au retraict lignager.* 567.
8. *Rentes creées à eſcus* eod.
9. *Rappel à la ſucceſſion.* 569.
10. *Rentes de blebs creées à argent, quand ſe peuuent preſcrire.* 570.
11. *Pour la bonté de la monnoye.* 571.
12. *Rente racheptee par l'vn des coobligez, auec ceſſion des droicts du creancier.* 572.
13. *Rentes de bleds creées à prix d'argent impreſcriptibles, & de la bōté de la monnoye pour le rachapt.* 573.
14. *Rapport par la femme de ce que le mary a emprunté de la mere.* 574.
15. *Rentes acquiſes par vn tiers detenteur, qui eſt contrainct vuider.* 575.
16. *Deniers de rachapt de Ren-*

Digitized by Google

tes comme ſe doiuent partir entre coheritiers. eod.
17. Si en vête d'heritage auec retention de droict de cens, il y a Retraict feodal. eod.
18. Renonciation faicte par la & fille mariee par Pere & Me-
19. re, en couſtume où l'on ne peut aduantager l'vn des enfans. 576.
20. Renonciation faicte par le debteur à la ſucceßion eſcheuë en fraude de ſes creanciers. 579.
21. De Renonciation à l'heredité en ligne collaterale en fraude du creancier. 580.
22. Pour la directe. 501.
23. Si l'heritier du mary peut demander Remploy des propres alienez. 582.
24. Sentence de Recreance en benefice ſe doit executer auant que l'on puiſſe pourſuiure le iugemẽt du procés principal. eod.
25. Remploy ſe prenant ſur les acqueſts de la communauté, de quel temps l'on doit prendre le prix des acqueſts. 583.
26. Retraict lignager de partie d s choſes acquiſes. eod.
27. Si vn heritage feodal baillé à cens, ſans la volõté du Seigneur de fief, le vaſſal ayant retenu la foy, auec la cenſiue, il y a Retraict feodal. 585.
28. De la Rançon de pluſieurs habitans pris à l'aſſaut d'vne ville. 587.
29. De ſentence de Recreance confirmée par Arreſt. 588.
30. Si en matiere beneficiale celuy qui demande à eſtre Reintegré doit auoir tiltre. 589.
31. Si Remploy eſt deub de propres alienez par le mary n'eſtant ſtipulé. 592
32. Des Rentes cõſtituées & ſelõ quelles couſtumes elles ſe doibuent partager, quand il y a hypotheque ſpeciale. 595.
33. Rentes foncieres ſur maiſons des villes, & qui ſont aux Eccleſiaſtiques, ſi elles ſont racheptables. 596.
34. De la Reſignation d'vn benefice, faicte en fraude des Graduez. 597.
35. Du Seigneur de fief qui veut pour ſon droict de Relief, ou Rachapt prendre tous les fruicts en eſpeces. eod.
36. Le defaut de la conſignation au Retraict lignager. 598.

Digitized by Google

37. *Requeſtes du Palais.* eod.
38. *Preſidiaux ne cognoiſſent en dernier reſſort du Retraict Lignager.* 599.
39. *Retraict Lignager au nom* 40. *de celuy qui n'eſtoit nay lors* & 41. *du contract.* eod.
42. *Repreſentation que les font aſcendans.* 600.
43. *Du Religieux profés diſpoſant entre vifs au preiudice de ſon Abbé.* 601.
44. *Du Rachapt ou Relief, s'il ſe doit eſtimer* inter fructus naturales, aut ciuiles. 606.
45. *Deniers Dotaux, qui ſe doiuent employer, ſi c'eſt meuble ou immeuble.* 607.
46. *Si femme ſeparee de biens d'auec ſon mary doit Rachapt.* 608.
47. *Les dix ans de Reſciſion d'vn contract de vente, auec faculté de Rachapt, de quel iour ils doibuent commencer.* 612.
48. *Si le Roy peut admettre vne reſignation d'vn benefice vacant en Regale en faueur.* 613.
49. *Du Recelé, & de la peine.* 614.
50. *Les ſix moix des Requeſtes ciuiles de quel iour ſe doibuent compter.* 618.
51. *Reparations pour terres d'Egliſe, & de quel iour les biens du titulaire ſont obligez & hypothequez.* 619.
52. *Des ſolennitez requiſes au Retraict Lignager, quand l'inſtance eſt intentee hors de la Couſtume.* 621.
53. *Fraude en Retraict Lignager, entre deux Lignagers.* 624.
54. *Si l'on eſt Receu à rapporter l'argent que l'on a eu en mariage, ou l'action que l'on a contre le mary, qui ne l'a employé.* 627.
55. *De la fille mariee par pere & mere des deniers de la communauté, qui n'eſt heritiere du pere & qui a renoncé à la cōmunauté.* 629.
56. *Quand en Rente conſtituee l'on faict entrer des intereſts d'vne rente.* 632.
57. *De la Regale au ſpirituel au dioceſe d'Angouleſme.* 633.
58. *Sentence de Recreance ſe doit executer nonobſtant l'appel, & les fruicts pris eſtre rendus.* 636.
59. *Regale en tout le Royaume.* eod.

Digitized by Google

S

1. SEruitudes. 637.
2. Saluations. 638
3. Subſtitution. eod.
4. Serment deferé. 639.
5. Subrogation en matiere Beneficiale. eod.
6. Subrogation apres l'an. 640.
9. Preuues de Seruitudes perſonnelles. eod.
8. Si en toutes Subſtitutions les enfans & petits enfans ſont touſiours entendus, encores qu'ils ne ſoient appellez, & ſi la ſubſtitutiō poſſit tranſmitti ante conditionis euentum, & quando filiorum appellatione nepotes continentur. 641.
9. Des Subſtitutions contractuelles & ſi elles ſont de pareil effect, pour la prohibition d'aliener, que les teſtamentaires. 646.
10. In quibus Subrogatum ſapit naturam ſubrogati. 650.
11. Le Succeſſeur au benefice quand eſt tenu du faict de ſon predeceſſeur. 652.
12. Sequeſtre. 653.
13. Difference entre Societé coniugale & contractuelle. eod.
14. Saiſie feodale, ſi elle peut durer plus de trois ans ſans eſtre renouuellee. 654.
15. De la Subſtitution ſi ſine liberis deceſſerit, l'heritier inſtitué, & les enfans eſtans hors le Royaume, ne pouuans ſucceder aux biens eſtans en France. 655.
16. De femme ſeparee de biens d'auec ſon mary. 660.
17. De la Succeſſion de ceux qui ne ſont conioincts que d'vn coſté, auec ceux qui le ſont des deux. 662.
18. Du Stellionat, tāt en rentes conſtituees, qu'en vente, qu'en obligation. eod.
19. Si les heritiers des Secretaires du Roy partagent noblement. 666.
20. Quand les enfans ſont exclus de Succeſſiō, pour le delict du pere, ou de la mere. 667
21. Sacs des procés dans quel temps ſe peuuent demander

aux Procureurs & Aduocats. 670.
22. Vn Secretaire du Roy venant au retraict lignager ſur vn acquereur, Secretaire du Roy, & s'il faut rendre les lots & ventes. 671
23. Sentence de recreance emporte reſtabliſſemēt de fruicts. 672.

T

1. Tuteur non ſoluable. 673.
2. Tuteur teſtamentaire. 675.
3. Tranſaction faicte par vn Tuteur, ſur la reddition de ſon compte. eod.
4. Tuteur prenant ceßion de la debte de ſon mineur. 677.
5. Acquiſition faicte par Tranſaction pendant la communauté, ſi la femme a la moitié de la choſe acquiſe, ou la moitié des deniers. 678.
6. Tranſaction faicte ſur contracts vſuraires, auec ſupplement du iuſte prix, ſi elle eſt vallable. 679.
7. Fraude receuë à verifier par Teſmoins, contre la teneur du contract, & que l'ordonnance de Moulins n'y a lieu. 683.
8. Teſtament militaire en pays Couſtumier. 684.
9. Du Teſtateur qui a voulu que ſon ſecond Teſtament ne valuſt, s'il n'y auoit quelques mots particuliers appoſez. 686.
10. Teſtament mutuel, faict par mary & femme, s'il ſe peut reuocquer apres la mort du mary par la femme qui l'a approuué. 687.
11. Tabellions peuuent commettre à leur charge pour receuoir contracts & Teſtamens. 689.
12. Si les ſolennitez d'vn Teſtament ſe peuuent verifier par Teſmoins. 690.
13. En quel cas eſt tenu vn Tuteur ſubrogé. eod.

Digitized by Google

V

1. *Vendition faicte à deux, ſi la L.* Quotiens, *a lieu.* 692.
2. *De la* Reigle *de Chancellerie,* de Veriſimili notitia. 694.
3. *Le frere Vterin exclud les couſins paternels, és acqueſts du pere, eſcheuz au fils,* de cuius ſucceſſione agitur. 691.
4. *Droict de Viſitation à argent.* eod.
5. *Viſa.* 697.
6. *De la renonciation au droict Velleian, ſans que l'on l'aye donné à entendre, & de la femme qui vend ſolidairemẽt auec ſon mary, ſans renoncer au droict Velleian.* eod.
7. Renonciation *au droict Velleian, ſans expreſſion.* 700.
8. *Vſufruict de tous les propres, legué en pays où l'on ne peut diſpoſer que du quint de ſes propres.* 702.
9. *Si l'Vſufruictier ou proprietaire doiuent acquiter le relief ou rachapt.* 703.
10. *Si le Seigneur de Fief peut changer ſon Vaſſal retenant ſon Fief.* 705.
11. *Si les heritiers doiuent fournir la Vefue d'habits de dueil.* 706.
12. *Si d'vn contract de Vente faict auec faculté de rachepter, executee dans la grace, eſt deub lots & Ventes.* 707.
13. *Si la Vefue exclud le fiſque en la ſucceſſion du mary eſtranger.* 711.

FIN.

Digitized by Google

Digitized by Google

RECVEIL D'AVCVNS NOTABLES ARRESTS donnez en la Cour de Parlement.

ACQVESTS.

I.

IVGE' par arreſt que la veſue conuolant en ſecondes nopces peut diſpoſer de ſa part des acqueſts qui luy appartiennent de la premiere communauté de ſon defunct mary, & que lon ne peut dire tels acqueſts eſtre *lucra nuptialia primi matrimonij*, moins prouenus de l'aduantage ou liberalité du mary, eſtans tels acqueſts deferez *legis municipalis beneficio, non ab homine*.

Monſieur le Preſtre en la cinquieſme des Enqueſtes, le 21. Feurier 1595. Le Iabins d'Orleans.

La difficulté prouenoit des mots de l'Ordonnance des ſecondes nopces, *meubles & acqueſts*, ce qui ſe doit entendre des meubles & acqueſts prouenants *ex liberalitate mariti*, *ex lucris nuptialibus*, & le faut prendre de la loy *fœminæ. de ſecund. nupt. C.* de laquelle & de la loy *hac edictali*, l'Ordonnance eſt priſe.

ACQVESTS.

II.

IVGE' que *donatio facta ſucceſſuro in linea collaterali*, bien que ce fuſt des acqueſts, eſtoit fait propre au donataire *ex eo* que la donation eſtoit par teſtamẽt, & que le donataire *eodem inſtanti* auoit pris qualité d'heritier & de donataire, & demandé deliurance du legs, & que par la Couſtume nul ne pouuoit eſtre heritier & legataire: tellement que le donataire ayant pris qualité d'heritier, la qualité de legataire

Digitized by Google

eſtoit eſteinte & le legs tenoit lieu de partage. Monſieur Brizard Rapporteur, 5ᵉ. des Enqueſtes 1594. 25. Septembre.

Pour les donations faites à l'heritier preſomptif, ſi elles eſtoient reputees entre les propres ou acqueſts du donataire, lon a diſtingué de l'heritier, en ligne directe ou collaterale. En ligne directe, telles donations faictes *ſucceſſuro*, eſtoient reputees entre les propres du donataire par la loy 1. *de his qui ſibi adſcr. in teſt. C. non idē in collaterali:* & en cela nous ne gardōs la loy vnique, *de imponenda lucratriua deſcript. li.* 10. *C.* qui veut que *donatio facta ſucceſſuro, ſiue in directa ſiue in collaterali ſit inter propria nō inter acqueſtus*, trop bien s'aide lon de la raiſon de ceſte loy, que *ſub hac liberalitate naturæ debitū perſoluitur. Nullū autē naturæ debitū heredi collaterali, cùm in linea collaterali ceſſet Falcidia & legitima.*

Au procés de Meſſieurs les Leſcots s'eſt preſenté meſme difficulté, le frere ſouſtenant que *donatio facta à parente ſucceſſuro*, eſtoit *inter propria & non inter acqueſtus*, ſuiuant le chap. *vnique de vaſal. decrepitæ ætat. in vſib. feud. ſi pater feudum dederit filio, nil ex tali mutatione patrono debetur, cùm nouum feudum non ſit, ſed paternum*, & en la loy *quæſtus. ff. pro ſocio*, le Iuriſconſ. ayant demandé, *ſi donationes quæ inter quæſtus computantur ſocietati ſubijciantur:* diſtingue *de donatione facta à parente*, ou *ab extraneo: à parente, non venire, quia tunc non tam ex meritis quàm iure naturæ factæ videantur*, qui eſt l'aduis de *Ioh. Fab. in proœm. Inſtitut. in verbo*, Alemanicus, ſuiuy par la gloſe de la pragmat. *tit. de concubinariis. §. quia verò. in verbo quæſtus.*

Souſtenant au contraire le ſieur Leſcot Abbé de Clermont, que la diſtinction que lon auoit gardee au Palais eſtoit *de donatione facta in directa ab auo, aut patre, nepoti aut filio*, que lon auoit cenſee propre, *non idem in collaterali linea, propter debitum naturæ*, l'autre *non tam ex naturæ debito, quàm ex mera donantis liberalitate:* les vnes ſubjectes à eſtre rapportees à la ſucceſſion de l'ayeul ou pere, ſuiuant la loy *quoniam nouella, l. omnimodo. §. imputari, de inoffic. teſtam.* & ainſi s'eſt iugé par pluſieurs arreſts, arreſt des Aniorans, de Viole d'Athis & l'art. 246. de la Couſtume refor. de Paris l'a ainſi prejugé cōtre l'opinion de Chaſſan. ſur les Couſt. de Bourg. Rub. des droicts & acqueſts à gēs mariez. §. 2. *in verb.* & acqueſts *diſtinguant de parte in qua frater erat ſucceſſurus*, voulant que l'outreplus fuſt acqueſt, *arg. l. ſi*

Digitized by Google

*ſeruus communis.de donat.int.vir.& vxor.ff.*que lors que le procés pour Meſſieurs de Chambon fut iugé en la cinquieſme au rapport de Monſieur Bouin,où il s'agiſſoit de ſemblable queſtion,furent veus les Arreſts interuenus en meſme faict,& en fut trouué de contraires, les vns ayans ſuiuy l'opinion de Chaſſaneus, les autres que *in collaterali* c'eſtoit tout acqueſt, *in directa* tout propre. Arreſt au rapport de Monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes le 27. Auril 1589. par lequel la donatiõ faicte de l'oncle au nepueu a eſté declaree acqueſt.

Voy du Luc en ſes Arreſts *lib.* 8. *tit.* 5. Arreſt 2. il ſuit l'opinion de Chaſſaneus & en allegue arreſts, en quoy y a grande equité, *quod enim ſucceßionis partem excedit, non iure hæreditario euenit, ſed ex mera liberalitate procedit: ideo inter acqueſtus computatur, vt & reliquæ donationes,* comme au contraire ſi vn frere dõnoit tous ſes propres à ſon frere ſon ſeul & vnique heritier, bien qu'il n'en peuſt diſpoſer par donation que du tiers, il ſeroit raiſonnable & equitable que les deux tiers des propres donnez fuſſent *inter propria donatarij*, qui ne peuuent venir *ex liberalitate donantis*, pour n'en auoir peu diſpoſer au preiudice de la Couſtume, que telle donation des deux tiers ſe validoit par la qualité d'heritier, voire que ſi il y auoit autre heritier, il pourroit faire reduire telle donation au lieu des propres, deſquels deux tiers ceſſant la liberalité du donateur *ex defectu poteſtatis*, doibt auſſi ceſſer le nom de donation : mais pour l'autre tiers qui vient *ex mera liberalitate donantis*, qu'il eſtoit raiſonnable le mettre entre les acqueſts, ſelon l'opinion d'vn Ancien, *vbi liberalitas, ibi donatio, vbi natura debitum, ibi ſucceſsio.*

ACQVESTS.
III.

IVgé que la femme ne peut rien pretendre aux acquiſitions faictes par le mary auant le mariage, nonobſtãt que le prix en ait eſté payé pendant le mariage, mais peut ſeulement demander part au prix qui en a eſté payé pẽdant le mariage. Monſieur du Four, 5. des Enqueſtes le 1. Decembre 1588. entre Maillard & des Iardins. Du depuis iugé par autre arreſt dõné au rapport de M. Bouin, entre le Clerc & c Roy le dernier Septẽbre 1589. qui n'a eſté pronõcé que le

7. Decembre 1594. & depuis entre les meſmes parties, iugé au rapport de M. Louet en Decembre 1601. *nam tempus contractûs inſpicitur*, & le mary *eſt dominus rei emptæ*, du iour du contract, encores que *ſit debitor pretij*, & ſe peut dire *in rei veritate*, qu'il n'y a eu que le prix payé pendant la communauté, & qu'il n'y a que le prix payé qui y vienne, & qui ſoit des biens de la communauté.

ALIMENTS DE BASTARDS.
IIII.

AV procés d'entre Nicolas du Bois, tailleur d'habits, & Eſtienne Dorron, lon a demandé ſi ledict du Bois eſtoit baſtard, nay *ex ſoluto & ſoluta*, tel recogneu, eſtoit receuable en l'aage de 40. ans, & ayant appris meſtier de tailleur d'habits, à demander ſes aliments aux heritiers de ſa defuncte mere.

Le baſtard diſoit, qu'en France lon auoit ſuiuy la diſpoſition du chapitre, *cùm haberet. de eo qui dux. in matr. quam poll. per adult.* & tiré vne maxime que *ex æquitate canonica*, les aliments eſtoient deubs aux baſtards, *qui non peccauerunt, ſed vitio paterno laborant*. Que tels aliments eſtans deubs *iure naturæ*, ne pouuoient eſtre deſniez: que lon auroit bien fait difference entre les illegitimes, nays *ex damnato & inceſtuoſo coitu*, & ceux *qui ex ſoluto & ſoluta*: aux vns tenu toute rigueur: ſi le droict Canon leur a ordonné quelque choſe, ç'auoit eſté *ne partus periret*, aux autres comme approchans de plus pres du mariage par le chap. *tuta via. qui filij ſint legit.* on leur a donné quelque choſe d'auantage, qui eſt au lieu d'vn partage, d'vne legitime. Qu'és grandes maiſons les baſtards portent le nom & les armes auec la barre ſeulement, pour monſtrer qu'ils ne ſont du tout exclus de la maiſon, & que participans au nom & és armes, qui eſt *in gente & familia*, pouuoient auſſi demander du bien de la maiſon. Que c'eſtoit choſe qui ſe pouuoit remarquer és baſtards des Princes, des Rois de France, leſquels eſtans en ceſte qualité recogneus auoient eſpece d'appanage à vie ſeulement.

Les heritiers de la mere au contraire diſoient que tels aliments n'eſtans deubs que d'equité naturelle, il les falloit iu-

Digitized by Google

ger cõme ès autres animaux, les petits deſquels doyuent eſtre nourris & eſleuez iuſques à ce que Nature leur ait donné le moyen de chercher leur vie, qui eſt en effect la diſpoſition du chap. *cùm haberet*, qui eſt *ne partus pereat*. Que lon auoit eſleué le demandeur, donné moyen de gaigner ſa vie, fait apprendre meſtier de tailleur, fait paſſer maiſtre, *ideo excludendus à domo materna, vt nidis aues, cùm volare incipiunt & deferri, excluduntur*. Que de diſpoſition de droict les aliments n'eſtans deubs *à lege, ſed ex naturali æquitate, aut potius pietatis officio, ei non debentur alimenta, qui aliũde habet vnde alatur*, & en ce cas le pere n'eſt tenu *præſtare alimẽta filijs etiam legitimis*, auſquels ils ſont deubs *à lege, l. ſi quis à liberis. §. ſed ſi filius, de lib. agnoſc.* & la gloſe *in verbo, vt aperit*, le tient ainſi ſuyuãt l'opinion d'Alexand. *conſ. 27. li. 4. quanto magis* ès aliments des baſtards qui n'ont telle faueur. Par arreſt le demandeur debouté & condamné ès deſpens.

Monſieur Veau Rapporteur en la troiſieſme des Enqueſtes, prononcé le 22. Auril 1595.

Pareil arreſt donné en l'Audience le 20. Iuillet 1605. entre Charles Plateul appellant du Preuoſt de Paris, & Paul Girantin inthimé, Mauguin & Boutillier plaidants.

Alienation de bien de mineur, ſans diſcuſſion.

V.

LE bien ordonné eſtre vendu par le teſtament du pere, eſt alienè par le fils mineur ſans la ſolennité requiſe par la *l. prædium. quando decreto opus non eſt, C.* la *l. 1.* la *l. multomagis.* la *l. Paulus reſpondit, de rebus eor.* lon a demãdé ſi telle alienation pouuoit ſubſiſter: la raiſon de douter eſtoit d'Alexandre en ſon conſ. 62. liu. 2. & de monſieur Tiraqueau, *in legib. connubialib. l. 16. gl. 8. n. 194.* qui deſiroient ladite ſolennité, eſtimant que telles loix ſ'obſeruoyent: iugé neantmoins au contraire, & que *voluntas teſtatoris excuſat à diſcuſſione mobilium in alienatione bonorum minoris*, & eſt vne fallence à la *l. à diuo Pio, & id operatur iudicium paternum*: mais pour faire vendre l'heritage, il faut que ce ſoit au plus offrant, *& publico programmate, vt iuſto pretio alienetur*, & ne peut le pere, ou autre par ſon teſtament, diſpenſer de ceſte ſolennité, *vt illæſum minorum ſeruetur patrimo-*

Digitized by Google

nium, & qui ne ſe peut vẽdre *ſpreta iuris ſolennitate*, qui eſt du decret, ſolennité qui concerne la faueur de la perſonne du mineur à laquelle le pere n'a peu déroger. Monſieur Larcher Rapporteur cinquieſme des Enqueſtes 18. Aouſt 1588. entre de Diou & de Bourbon.

Alienation forcee pour le bien public.

VI.

IVgé qu'vn particulier ayant vn jardin pres du cimetiere eſtoit contraint le bailler à l'Egliſe pour accroiſtre le cimetiere, en payant la iuſte valeur.

Le particulier diſoit qu'il y auoit ſoixãte ans qu'il poſſedoit le jardin, que ſon pere le luy auoit laiſſé, il y auoit de l'affection particuliere, la commodité de ſa maiſon, ſon plaiſir, & en vne ville: que la premiere regle des contracts ç'eſtoit le conſentement & la volõté, qu'il ne le vouloit, qu'il y auoit d'autres places auſſi commodes à l'Egliſe, qu'au Leuit. 25. il eſtoit eſcrit *in venditionibus non contriſtabis proximum tuum:* qu'il n'eſt neceſſaire que les cimetieres ſoyẽt touſiours proches des Egliſes, qu'il n'auoit que faire d'argent, & en ayant ne pourroit auec telle ſeureté l'employer, comme la preſcription de ſoixante & quatre vingts ans luy a aſſeuré ſon jardin.

Les Marguilliers au contraire, que l'accroiſſement de leur cimetiere eſtoit forcé, l'vtilité publique ſuppleoit le defaut du conſentement du deffendeur, qu'en choſe moins fauorable, n'y allant que de l'vtilité particuliere, la loy auoit condamné le particulier à bailler chemin pour aller au ſepulchre d'vne famille particuliere en luy baillant la iuſte valeur. *l. ſi quis ſepulchrum. §. ait Prætor, de relig. & ſumpt. funer. compellere poteſt vt iter ei iuſto pretio præſtetur*, en la loy, *ſi locum. § fina. quemad. ſeruit. amit. ff.* Le particulier contrainct bailler ſon heritage pour accommoder le chemin public. L'vtilité publique paſſe par ſus tout intereſt particulier. En la loy 2. *de ædif. priuat. C.* & en la loy, *ſi quis poſt hanc*, au meſme tiltre, vn particulier peut eſtre contraint non ſeulemẽt à vendre ſon heritage, mais peut eſtre contraint changer la maiſon ruinee & demolie pour la decoration de la ville, ce qui eſt du public. En la loy *Lucius. de euict.* lon peut aſſigner aux gens de guerre les terres des particuliers, *etiam his con-*

Digitized by Google

tradicentibus & inuitis: & Oldra. en ſon conſ. 161. a tenu que le particulier pour accommoder ſon ſeigneur de fief pouuoit eſtre contraint bailler *iuſto pretio* ſon heritage, *vt in eo erigantur furcæ patibulares*, & a eſté de cet aduis *Ioan. And. in addit. ad Specu-lat. rubr. de execut. ſentent. in fine: publica id fit vtilitate quæ neceſſitatem in ſe continet*, neceſſité publique qui ne regarde le particulier, & qui ne peut eſtre bornee par aucune loy: & particulierement les Canoniſtes *in cap. qui in Eccleſiar. de conſti.* vouloyent que le particulier peuſt eſtre contrainct bailler ſon heritage *arbitrio boni viri*, pour faire augmenter le cimetiere, *cauſſa enim religionis eodem aut fortiori iure nitebatur, quàm cauſſa ciuitatis & publicorum ædificiorum.* Le particulier hors d'intereſt receuant le iuſte prix de ſon heritage, le pourroit employer en infinis autres lieux auſſi commodes, l'Egliſe neceſſitee prendre tel heritage pour l'augmentation du cimetiere.

Monſieur Bouin Rapporteur, en la 5. des Enqueſtes 20. Nouembre 1584. Les Marguilliers de S. Martin de Leſtree en la ville de S. Denys, demandeurs.

Du Moulin ſur le 16. §. de la Couſtume de Par. *num.* 98.

Arrerages deubs par vn tiers detenteur.

VII.

IVgé en conſequence d'vn ancien arreſt que le tiers detenteur condamné payer les arrerages d'vne rente fonciere n'eſt tenu que iuſques à la concurrence des fruicts de la choſe, l'arreſt prononcé en robes rouges.

Monſieur Iabin Rapporteur, 5. des Enqueſtes.

Du Moulin ſur la couſtume de Paris au commentaire general des couſtumes en amene l'arreſt & en rend la raiſon au tilt. des actions perſonnelles. *num.* 1. fondee ſur la bõne foy du tiers detenteur, *ſecus in poſſeſſore malæ fidei*, tellement qu'vn tiers detenteur qui a paſſé tiltre nouuel n'vſe de ce priuilege de payer les arrerages à raiſon des fruicts; mais les doibt entierement, meſmes en deguerpiſſant comme a eſté iugé par arreſt du 2. Auril 1602. en la 5. des Enqueſtes, au rapport de mõſieur Boucher, contre Rozee Aduocat en Parlement. Ceſt arreſt eſt fondé en grande equité, que le tiers detenteur acquereur de bonne foy ne puiſſe eſtre tenu aux arrerages de rẽte qu'il a.

Digitized by Google

ignoree eſtre deue que iuſques à la concurrẽce des fruits qu'il a faits ſiens pendant ſa bonne foy, *& imputandum* au creancier qu'il n'a pluſtoſt conuenu le tiers detenteur : que balançant ceſte bonne foy du tiers detẽteur, auec la negligence, demeure ou patience du creancier, l'equité eſtoit que lon ne fuſt tenu que iuſques à la concurrence des fruicts, autrement il n'y auroit acquereur qui ne ſe miſt au hazard, qui ne fuſt deſtourné d'acquerir, ſeroit oſter les contracts volontaires, qu'il y alloit de l'intereſt du public.

Amende faute de payement du cens.

VIII.

IVgé que l'amende qui eſt commiſe par la couſtume, faute de payemẽt du cens, ne ſe commet qu'vne fois: tellement qu'eſtãt deu 29. annees d'arrerages du cenſif, il n'eſt deu qu'vne amende.

Monſieur de Turin, cinquieſme des Enqueſtes.

Voy du Moulin ſur le §. 62. de la couſtume de Paris, *num.* 14. qui eſt de ceſt aduis, & *num.* 16. *fallit quãdo vaſſallus paſſus eſt ſingulis annis manum dominicam apponi aut condemnationem.*

Si femme mariee peut, comme procuratrice de ſon mary, contracter ſans eſtre de luy ſpecialement authoriſee, s'agiſſant de deliurer ſon mary de priſon.

IX.

LE mary priſonnier pour debte, paſſe procuration à ſa femme, pour s'obliger & vendre vne meſtairie pour les deniers en prouenans eſtre employez au payement des debtes du mary, à ce qu'il fuſt deliuré de priſon, ſans que pour ceſt effect la femme ſoit particulierement authoriſee de ſondit mary: la femme vend en ceſte qualité, & ſans eſtre authoriſee de ſon mary s'oblige à la garentie du contract, deliure ſon mary de priſon, qui decede peu apres inſoluable, la femme pourſuiuie pour la garentie de la choſe vendue, qui ſe trouuoit hypothequee à autres creanciers obtient lettres pour faire caſſer ceſte clauſe de garentie,

Digitized by Google

garentie, fondee ſur la nullité & defaut d'authoriſation requiſe par la Couſtume d'Anjou, diſant pour ces moyens, Que par la Couſtume generale du Royaume, femme eſtant en puiſſance de mary ne pouuoit valablement contracter ſans l'auctorité de ſondit mary, couſtume atteſtee par Iean Fabre, *in* §.1.*Inſt.ad ſenatuſ.Tertullia.* & en la loy *1.C.de bon.mater.* que la Couſtume d'Anjou eſtoit ſemblable, artic.510. que c'eſtoit la premiere loy eſtablie de Dieu, apres que l'homme fut mis hors du Paradis terreſtre, diſant à la femme, en Geneſ.3. chap. *Sub viri poteſtate eris, & ipſe dominabitur tui*: les Theologiēs explicans ce paſſage diſent *mulieri ob peccatum fuiſſe multum de naturali dignitate detractum, vt quæ æqualis viro eſſe potuiſſet nunc ei penitus ſubijciatur.* Couſtume qui a eſté eſtroictement obſeruee par les anciens Gaulois, comme remarque Ceſar au 6. de ſes commentaires, parlant de la puiſſance que les maris auoyent ſur leurs femmes. Ce qui ſe pourroit encores à preſent remarquer en nos Couſtumes, que par le mariage eſt deu aux ſieurs de fief le relief ou rachapt du bien de la femme, comme entrant la femme en nouuelle puiſſance du mary, ſon bien changeant de main, n'eſtant plus capable rendre la foy & hommage, dependant entierement de la puiſſance & authorité de ſon mary. La loy generale ou Couſtume vſe de ces mots, *femme en puiſſance de mary ne peut contracter ſans l'authorité de ſon mary. Quæ verba negatiua ſeu prohibitiua auferunt poteſtatem.* Quant à la volonté, elle n'y pouuoit eſtre, eſtant contre la loy. D'ailleurs *caput mulieris eſt vir, in capite voluntas,* & ce que lon dit que *caput mulieris eſt vir*, c'eſt aſſez à dire que *mulier ſine capite, eſt corpus ſine anima, cadauer ſine ſenſu,* bref que la femme mariee de ſoy ne peut rien faire. Vouloir dire, qu'en ce particulier y auoit vne tacite authoriſation du mary, lequel donnant pouuoir de vendre & s'obliger, que c'eſtoit aſſez l'authoriſer: d'auantage, que ceſte authoriſation, eſtant vne ſolennité neceſſairement requiſe par la loy, par la Couſtume, ſe deuoit accomplir *in forma ſpecifica, & non per æquipollens, ſecundum Angel. in l. ſi quis mihi bona.* §. *iuſſum. de acquir. hered.* & eſt la commune opinion des Docteurs en la loy, *non dubium. C. de legib. Innocent.* au chap. *conſuetudinis. de conſuetud.* remarque particulierement que *au-*

Digitized by Google

thoritas quæ debet interponi à marito, debet formaliter inſcribi in contractu, ſont les mots deſquels il vſe, *per verbum*, *authoriſo*: c'eſt le mot qui rend la femme mariee capable de pouuoir contracter, & qui repreſente ceſte Ordonnance & commandement de Dieu, *ſub viri poteſtate eris*. Balde en la loy finale, *Cod. de bon. mater.* & plus particulierement en la loy, *ſi ſine. ad Velleia. C.* demande, *ſi ex ſtatuto in contractu mulieris propinquorum requiratur conſenſus, an ſola propinquorum præſentia ſufficiat*, & tient que *expreſſus deſideratur conſenſus, cùm verba in ſtatutis in propria ſignificatione ſint accipienda*, & Alexand. a ſuyui ceſte opinion en ſon *conſ.* 114. *lib.* 5. & Felin a eſté de meſme aduis ſur le tiltre, *de præſcript. apud Greg.* & Bart. *in l. cùm lex. verſ. his præmiſſis. & verſ. ſed iuxta prædicta, de fideiuſſorib. ff.* a eſté le premier de ceſte opinion, voire que ceſte obmiſſion de ſolennité ainſi requiſe à ceſte authoriſation de mary neceſſaire pour valider les contracts de la femme, *annullat contractum ab initio, & ex tali contractu nec naturalis nec ciuilis obligatio naſcitur*, qui eſt particulierement l'opinion de Bartole en ladite loy, *cùm lex*: car ceſte omiſſion de ſolennité requiſe par la loy & couſtume, ceſte prohibition de la loy, *tollit omnem potentiam ſiue poteſtatem & iuris & facti*, comme le tient *Ioan. And. in cap. cùm plures. de offic. de leg. lib.* 6. & de fait qu'eſt-ce autre choſe quand la loy a dict que la femme ne peut contracter, ſinon qu'elle a oſté à la femme le pouuoir & la faculté de contracter: & qui en voudroit remarquer infinies autres raiſons: voire que *mulier non tantùm naturaliter obligatur, nec eius fideiuſſor*, mais que *mortaliter peccat*, contreuenant au commandement qui luy eſt enioint d'obeyr à ſon mary, ne faudroit que lire monſieur Tiraqueau, *in legib. connubial. gl.* 4. *in verbo*, ne peut. Les Canoniſtes traitans de l'authorité que les Abbez ont ſur leurs Religieux & licence que les Religieux deuoyent demander à leurs Abbez ont tenu pour regle certaine que *licentia expreſſa deſideratur verbis expreſſis concepta: nam hæc verba dant eſſe rei, dant formam & poteſtatem, ex Io. And. in cap. ſi abbatem. de elect. in* 6. & de Bal. *in l. obſeruare. §. finali, in fine, de offic. proconſ. & leg.* ſouſtient que *vbi licentia requiritur, non ſufficit tantùm conſenſus, ſed authoritas expreſſa deſideratur.* Auſſi eſt-ce regle certaine au Palais, que quand la

Digitized by Google

Couſtume requiert quelque ſolennité en vn acte ſoit cōtract ou teſtament, il la faut garder *ad vnguem & non per æquipollens, nam hoc caſu multa imperfecta non reddunt actum perfectum*, en la loy *ſpadonem. §. qui iura multa, de excuſat. tut. ff. non à tutela excuſantur qui duas tutelas habent, duos filios, qui ſexagenarij, hæc enim omnia imperfecta perfectum facere non poſſūt*: encores qu'il y ait de grandes conſiderations, voire vne eſpece d'equité prenant tant de particularitez enſemble, qui ſeulement ont quelque marque & cauſe d'excuſe: c'eſt vne volonté requiſe par la Couſtume auec vne ſolennité, ſans laquelle lon ne peut dire eſtre volonté, y ayant grande difference entre la volonté nue & ſimple, & la ſolennelle, *ad inſtar voti*, y en ayant vn ſimple, l'autre ſolennel, lequel ſans la ſolennité requiſe *non obligat.*

De vouloir couurir ce defaut d'authoriſation par la faueur de l'obligation, qui eſt pour vne deliurance de priſon du mary, que c'eſtoit mal couurir vne cauſe pure particuliere, pallier vn profit d'vn particulier pour deſroger à vne loy generale, voire du Royaume, ayant auec ſoy vne vtilité publique fondee ſur vn commandement de Dieu. Le defendeur en lettres diſoit, que c'eſtoit vne ingratitude, & qu'il n'eſtoit ſeant à la bouche de la demandereſſe vouloir faire vne tromperie, ſous ombre d'vne ſubtilité de droict, & oublier vn plaiſir ſignalé qu'elle a receu, que la procuration du mary donnee à la femme de pouuoir ſtipuler & s'obliger en ſon nom, de garentir en ſon nom les choſes qu'elle deuoit vendre, que tels mots pour ne tromper perſonne s'entendoyent de vendition & obligation, *cum effectu* bonne & valable. Que l'authoriſation portee par la Couſtume, n'eſtoit ſi expreſſément requiſe que le mot d'authoriſer fuſt neceſſaire, & que l'obmiſſion d'iceluy emportaſt nullité, les mots n'eſtans inuentez que pour la ſignification de la choſe, que le pouuoir de vendre emportoit ſon authoriſation pour vendre, car le mot de vendre s'entend *cum effectu* auec toute ſeureté, telle permiſſion de vendre emporte auec ſoy pouuoir de garentir, la garentie eſtant de la nature du contract de vendition, *omnia ſine quibus, conceſſo vno reliqua conceduntur l. 2. de iuriſd. omn. iud. ff.* que nos couſtumes

Digitized by Google

auoyent aſſez declaré, quand en la ſolennité de l'acte elles auoyent deſiré *ipſa verba* pluſtoſt que *verborum interpretationem & ſubſtantiam*, declarans que pour la validité de l'acte il ſoit fait mention des mots, ce qui ſe voit és teſtamens par les mots *leu & releu, dicté & nommé*, adiouſtant la Couſtume, *& qu'il en ſoit fait mention*, laquelle particularité ceſſant, la ſubſtance & interpretation des paroles auoit meſme & ſemblable effect que les paroles meſmes: c'eſt choſe qui ſe peut remarquer en la prononciation des ſentences & iugemens eſquels ces mots ſont neceſſaires & de l'eſſence, *condemno, abſoluo. l. Præſes. l. cùm iudex. de ſent. & interlocut. om. iud. C.* & neantmoins tels mots ſe peuuent ſuppleer & entendre *per æquipollens. l. in ſumma. de re iud. ff. l. quid tamen. §. ſi arbiter. de arbit. l. ſi Prætor, in principio. de indic.* Ce qui s'obſerue *in authoritate tutoris requiſita in actu minoris*, comme le tient le Bartole en la loy, *legitimos, in principio. de legit. tut.* & a eſté ſuiuy par Paul de Caſtre en la loy troiſieſme, *de authorit. tut.* loy qui eſt expreſſe pour la deciſion de ceſte queſtion, *hoc eſt enim authorem fieri* dit le Iuriſc. Paul, *probare id quod agitur*. Que ceſte authoriſation eſtant requiſe en faueur du mary ne ſeroit raiſonnable la retorquer contre luy, eſtant vray-ſemblable que ſa volonté a eſté d'authoriſer la demandereſſe, volonté qui authoriſe & non les paroles. Que de diſpoſition de droict, *lex præſupponit authoritatem tutoris & ſuperioris in alienatione bonorum tutoris & eccleſiæ*, pourueu que les contracts ſoyent en leur faueur & à leur profit, *l. neque tutores, de inut. ſtipul. C.* en la loy, *multum de acquir. hæred.* & eſt la commune opinion des Canoniſtes, *in cap. 1. de reb. eccleſ. alienand.* autant en doit-lon dire pour les contracts faits par la femme mariee contractant à ſon profit & pour la deliurance de ſon mary: que la particularité ſeule de ceſte cauſe, s'agiſſant de la deliurãce de la perſonne du mary, rend la demandereſſe mal fondee en ſes lettres. En premier lieu lon ne pouuoit deſirer vne authoriſation valable du mary eſtant priſonnier, *cùm metus ſemper præſumatur. l. qui in carcerem. de eo quod metus cauſa*, & comme dit Balde *ad rub. de reſcind. vend. C. quando non eſt corporis libertas, non eſt etiam mentis*, pour la correſpondance qui eſt entre l'vn & l'autre: faudroit-il qu'en ceſte miſere, en laquelle la femme de bien participe

auec ſon mary, que vn mary ne peut eſtre ſecouru des biens de ſa femme aiſee & qui ne manque de moyens? que deuiendroit ce lien indiſſoluble de mariage, ce commandement de Dieu, *de relinquere patrem & matrem & adhærere vxori?* ces mots, *erunt duo in carne vna?* Encores que de diſpoſition de droict la femme ne puiſſe aliener ce qui eſt de ſon dot & conuentions de ſon contract de mariage par l'Auth. *ſiue à me, ad Vell. C.* neantmoins elle peut aliener & s'obliger *fauore libertatis*, par la loy *veterum ambiguitates. C. ad Velleian.* y a-il plus grande liberté que deliurer ſon mary de priſon? y a-il plus dure ſeruitude en France que de demeurer priſonnier, meſmes pour le regard de la femme qui eſt la meſme perſonne que celle de ſon mary, la priſon duquel eſt celle de la femme, & la liberté de l'vn eſt celle de l'autre? Et neantmoins la loy veut ſans renonciation au Senatuſconſulte Velleien, que la femme ſe peut valablement obliger. Y a-il plus beau ſubiect d'eſtendre ceſte faueur de liberté qu'à la deliurance de la perſonne du mary priſonnier? qui a-il à la femme de plus proche d'elle que ſon mary? Sont les raiſons qui ont meu Romanus en ſon *conſ.* 316. qui ſe commence, *circa propoſitam conſultationem*, *lib.* 2. de tenir l'obligation de la femme ſans l'auctorité de ſon mary, valable en ce cas particulier de priſon. Lon a demandé *ſi filius familias* qui eſt *in poteſtate patris*, qui ne peut aliener *neglecta paterna authoritate*, peut contracter valablement pour deliurer ſon pere de priſon. Le Bald. en ſon *conſ.* 213. qui ſe commance, *Occurrit dubium lib.* 2. ſouſtient que l'obligation eſt valable pour la faueur de la liberation du pere, qui n'a plus d'authorité ſur ſon fils que le mary de puiſſance ſur la femme: en l'Auth. *ſi captiui. de epiſcop. & cler. C.* l'heritier preſomptif eſt tenu de deliurer de priſon celuy auquel il ſuccede, autrement il eſt priué de la ſucceſſion. L'Empereur demande, *ſi hæres ſit minor* 18. *annorum qui nec contrahere nec alienare poteſt, rectè in eam cauſam contrahit, & captiuus reuerſus venditionem ratam habere cogitur.* Le defendeur eſt bien en plus forts termes, ayant la procuration du mary de la demandereſſe pour s'obliger en ſon nom, ce qui ne ſe peut faire ſans authoriſation qui vient en conſequence neceſſaire de la permiſſion, laquelle d'ailleurs ſeroit illuſoire & inu-

Digitized by Google

tile. La queſtion demandee aux Chambres, & ne s'eſtant trouué aucun arreſt en ceſte particularité, la demandereſſe a eſté deboutee de l'effect & entherinement de ſes lettres, & l'obligation pour la garantie de la demandereſſe declaree bonne & valable.

Monſieur Parét Rapporteur cinquieſme des Enqueſtes 27. Aouſt, 1594. Iean Fileſoye & Maurice, & Marin Marquis plaidans. Voy du Moulin ſur le 114. article de la Couſtume de la Preuoſté de Paris, où il tient la femme qui s'oblige ſans l'authorité de ſon mary n'eſtre obligee, & que iuger autrement c'eſt vn abus.

Adiournement donné dans l'an & iour, l'aſſignation eſtant apres l'an & iour.

X.

LE troiſieſme Iuin 1589. iugé au rapport de Monſieur de Bragelonne en la ſeconde Chambre des Enqueſtes, entre Guillaume du Coin & Iean Regnard, que l'adiournement donné en action de retraict lignager, au dedans de l'an & iour, bien que l'aſſignation fuſt apres l'an & iour eſtoit valable, & furent audit du Coin adiugez les heritages par droict de retraict lignager, parce qu'il ſuffit en telles actions & és reſciſoires & reſcindantes interrompre *ſola citatione*, encores que l'aſſignation ſoit hors le temps de la preſcription. Et auoit auparauant eſté iugé en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Iabin: & ce que en France tout adiournement interrompt la preſcription, c'eſt que par l'Ordonnance de l'an 1539. les adiournemens contiennent la demande, & eſtant libellez *conſtituunt in mala fide propter notitiam rei alienæ*, & ne gardons la doctrine de Balde en la loy *ſi pater. ne de ſtatu defunct.* ny de Bart. en la loy *accuſaturus. ad leg. Iul. de adulter.* & de Panor. *in cap. vt cũ debitus, de appellat.* qui parlent des adiournemens non libellez & donnez pardeuant Iuges du tout incompetãs: car pour ces deux particularitez concurrantes, l'adiournement n'interrompoit, voire que l'adiournement non libellé, *non conſtitueret reum in mala fide*, & n'interrompoit, d'autant que nonobſtant tel adiournement, le poſſeſſeur ne delaiſſe de demeu-

Digitized by Google

rer poſſeſſeur de bonne foy, ne pouuant deuiner ce que lon luy demande.

Au ſtil du Parlement ſe trouue vn Arreſt du 17. Iuillet 1515. *part. 7. arreſtorum*, arreſt 102. par lequel l'adiournement donné pardeuant iuge incompetant interrompt la preſcription; mais du Moulin interpretant ceſt Arreſt dit que *citatio erat libellata*, partant interrompoit.

Quand lon doit commencer l'annee, pour la partition des fruicts ſuyuant la loy, diuortio.

XI.

PAr arreſt du 6. Iuillet 1585. donné entre Guillaume Luſſon Docteur en Medecine, & Barthelemy de Gouron Secretaire de la Royne de Nauarre & conſors, a eſté iugé qu'aduenant le decez d'vn Prelat ou autre beneficier, les fruicts de l'annee du decez ſe partagent & diuiſent entre le nouueau Prelat & les heritiers ou fermiers du defunct, *pro modo & rata temporis*, que ledit defunct a veſcu en l'annee de la vacance, à commencer ladite annee du mois de Ianuier. Tellement que ſi le demandeur titulaire eſt decedé à la Sainct Iean, ſes heritiers auront demie annee, & le nouueau titulaire, le ſurplus qui eſt vne nouuelle iuriſprudence de commencer l'annee en Ianuier, d'autant que les anciens arreſts commençoient l'annee les vns à la Sainct Baptiſte pour commencer tous les baux à ferme à ce iour, les autres commençoient l'annee à Paſques, d'autant qu'en France auant l'an 1566. lon commençoit à compter l'annee à Paſques: mais puiſque nous commençons l'annee en Ianuier, il a eſté trouué equitable, y commencer l'annee pour les fruicts, ce qui a eſté du depuis ſuiuy par autre arreſt du 12. Iuillet 1586. entre Anthoine Iardin & conſors. L'arreſt principal qui auoit iugé la premiere queſtion, fut donné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Bouin le 12. May 1577. i'en ay veu vn autre ſur le regiſtre de la chambre, en Ianuier 1569. & ce que par arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport dudit ſieur Bouin le vnzieſme May 1587. entre Guillaume Bertrand ſieur de Villemor Maiſtre des Requeſtes, heritier du Cardinal Bertrand, & Iacques de Roſtin,

Digitized by Google

lon a commencé l'annee à Paſques, c'eſt que ledit ſieur Cardinal eſtoit decedé auant l'annee 1566. auparauant, laquelle lon gardoit au Palais, les arreſts qui auoient commancé l'annee à Paſques, l'arreſt par lequel lon auoit commancé l'annee à Paſques & non à la Sainct Iean, fut donné en 66. au rapport de Monſieur Broué en la quatrieſme des Enqueſtes.

Si l'heritier eſt tenu faire amortir l'heritage donné à gens de main-morte.

XII.

LE Ieudy deuxieſme Iuillet 1579. fut plaidé la cauſe des gouuerneurs de l'Hoſpital de Montreul ſur la mer, contre les ſeigneurs de fief de quelques heritages qui leur auoient eſté leguez, & contre les heritiers de la reſtatrice, & par arreſt leſdits heritiers condamnez à faire mourir, & indemner leſdits heritages ainſi leguez audit Hoſpital, tant enuers le Roy que ſeigneurs particuliers: & alleguoit-lon vn autre arreſt donné ſur meſme faict au profit des gouuerneurs de l'Hoſpital de la Trinité de Paris contre les heritiers de la Dame Briçonnet du 22. Mars 1558. en la grand' Chambre. On allegue à ce propos le §. *idem teſtator*, de la loy *his verbis, de legat.* 3. où l'heritier eſt tenu *præſtare onera omnia & introitus militiæ legatæ.* cela s'appelle *omnia ſine quibus res legata teneri & poſſideri non poteſt*, ce qui eſt conſideſirable quand le legs eſt faict *cum onere*, comme de ſeruices ou de nourriture de pauures: car s'il falloit que les gens de main-morte fiſſent amortir & indéner à leurs deſpens, il faudroit vn tiers pour le droict d'amortiſſement & autres droits pour l'indemnité, tellement que les deux tiers reſtants ne ſuffiroient à porter les charges, *& in ijs pijs legatis voluntates decedentium latiſsimè interpretantur*, & a lon receu au Palais l'opinion de Bart. en la loy *pater. parag. Tuſculanus. de legat.* 3. que *pia legata integra & ſolido iure præſtari debẽt*, voire que par l'Auth. *ſimiliter. ad leg. Falcid. C. nec iure Falcidiæ ex eis quid detrahi debet*, & preſume-lon que le teſtateur ſçachant la qualité des legataires gens de main-morte, qui ne pouuoient poſſeder l'immeuble ſans amortiſſement, a voulu que ſes heritiers fiſſent

poſſeder

Digitized by Google

poſſeder l'heritage & baillaſſent ce qui eſtoit neceſſaire, *vt vti & frui liceat*, comme eſtant vn acceſſoire du legs & en faiſant partie: fait à ce propos *l. ſi res obligata. de lega.* 1. *ſi teſtator rem per fidei commiſſum relictam obligatam ſciuerit, ab hærede luenda eſt, niſi teſtator alio animo fuerit*, tellement que ſçachant le teſtateur la qualité des legataires, que la choſe leguee ne ſe pouuoit poſſeder ſans amortiſſement, & que la volonté du teſtateur eſtoit qu'elle fuſt poſſedee par les legataires, l'heritier doit ce qui eſt requis, pour rendre les legataires capables de poſſeder.

De celuy qui ſciemment acquiert l'heritage qui n'appartient au vendeur.

XIII.

AV procez d'entre Marpault, & Potee au rapport de Monſieur Loüet, en la cinquieſme des Enqueſtes, lon à demandé ſi Potee ayant acquis vne portion de moulin qu'il ſçauoit n'appartenir à ſon vendeur, a recours de garentie, apres l'euiction contre ſon vendeur. Le vendeur diſoit, que par la diſpoſition de droict, *qui ſcienter rem alienam vel alteri obligatam emit ſibi imputet niſi nominatim de euictione ſit ſtipulatus: quod enim emptor eo nomine dedit contra iuris poſcit rationem l. ſi fundum C. de euictionib.* Ce qui a lieu, *in iudicio familiæ herciſcundæ*, où les garanties entre coheritiers ſont bien plus fauorables, en la loy *ſi fratres C. com. vtriuſque iudic. ſi fundi ſcientes obligationem domini ſuſcepiſtis, re euicta datur actio, ſi de euictione cautum ſit, nec aliâs: qui enim ſciens & prudens rem alienam ſtipulatur, rei alienæ euentum & periculum in ſe ſuſcipere dicitur. l. ſi familiæ. C. fam. herciſ.* que *certus non debet certiorari*: or ſi le vendeur auoit declaré l'hypothecque, ou declaré le peu de droict qu'il auoit en la choſe venduë, il en ſeroit quitte & ne luy en pourroit lon rien imputer. Le Poëte diſoit, *prudens emiſti vitioſum, dicta tibi lex eſt, volenti non ſit iniuria.* Au contraire l'acquereur diſoit que és contracts où la bonne foy eſtoit requiſe, l'equité ne permettoit, *quem cum aliena iactura locupletem fieri*, c'eſt pourquoy *ij contractus hanc conuentionem reijciunt, vt emptor re & pretio careat*, en la loy *ex empto §. qui autem. ver. Ibidem de act. empt. aliâs non eſſet emptio.* Il faut que *res*

Digitized by Google

ſit quæ veneat, il faut que *ſit merces & pretium*, pourquoy? *non aliàs contracturus, venditor pretium ſine cauſſa haberet*, en effect, *detentor eſſet rei alienæ*, & encores que *in ijs venditionibus euictionis nomine venditorem non teneri conuentum ſit*, ſi eſt-ce que *pretium reſtituere tenetur* par ledit §. *qui autem. verſ. Ibidem*, & eſt la doctrine de Balde, *in l. non dubitatur. C. de euict.* Que la forme de laquelle lon dreſſoit les contracts en France pardeuant Notaires, donnoient aſſez l'action de garantie par les clauſes ordinaires & generales des Notaires, qui y ſont *de ſtilo*, promettãt, &c. obligeant, &c. que les opinions alleguees au contraire ſoit des Empereurs, ou Iuriſconſultes, ſont fondees ſur vne ſubtilité, que *qui ſciens & prudens id facit præſumitur donare, cuius per errorem dati repetitio eſt, eiuſdem conſultò dati donatio eſt*: mais la nature des contracts d'achapt renuerſe ceſte preſomption, *ij namque contractus cauſſam oneroſam continent, nil ex mera liberalitate*, & n'y a rien ſi contraire à la donation, que le contract d'achapt & vente, *nec veriſimile*, dit la loy, *vt qui in neceſſitatibus conſtituti rem propriam alienant, donare videantur*, que ſi il y auoit donation, par l'ordonnance il faudroit inſinuation, que la loy, *ſi iactum retis*, & ledit §. *qui autem*, ont bien voulu que *quando ſpes emitur*, que *valeat venditio*, encores que ceſte eſperance ne produiſe aucun fruict, le Bald. ſur la loy, *ſi fratres. com. vtriu. iud. C.* ſe mocque de la ſubtilité de nos Iuriſconſultes, & eſt d'aduis que *datur condictio ob cauſſam non ſecutam: re enim euicta qui tradidit ex parte ſua non impleuit: impletione perfecta non videtur factum niſi duret factum, idem ac ſi nil tradidiſſet*, & pourroit en tout cas l'acquereur *re euicta pretium condicere*, lequel ſeroit & demeureroit pardeuers l'acquereur *ſine cauſa. Vlp.* en la loy *ex empto. parag. is qui vina, in fine de act. emp. dicit condici poſſe, quoniam ſine cauſſa anulus penes venditorem remaneret. Vide Alexand. conſ. 69. nu. 2. lib. 4. ſi in contractu venditionis pateat euidenter, & notum ſit rem venditam alienam, tenetur venditor pretium reſtituere, nec alia damna reſarcire, niſi nominatim de pretio non reſtituendo cautum ſit: quod ſi in ipſo contractu non conſtet rem eſſe alienam, poſt euictionem tenetur venditor non ſolum pretium reſtituere, ſed damna & intereſſe. Diſtinguendum tamen in hoc vltimo caſu in emptore ſcienter aut ignoranter rem alienam emente: maiora enim damna emptori ignoranti rem alienam quàm ſcienti præſtabuntur, nec inutilis videtur hæc diſtinctio,*

Digitized by Google

an in ipſo contractu conſtet rem venditam alienam, cùm eo caſu nullum intereſſe emptori debeatur qui decipi voluit, qui tacitè omne intereſſe remiſit ob eius non ſolum ſcientiam ſed declarationem in ipſo contractu contentam: ſi autem non conſtet ex ipſo contractu, ſed aliunde emptor ſciebat rem alienam, damna & intereſſe emptori licèt ſcienter rem alienam ementi non denegabuntur, cùm rei alienæ emptio eſſe poſsit, ſed longè minora quàm emptori ignoranti rem alienam ementi. Le procez party l'vne des opinions eſtant à rendre le prix, l'autre à mettre les parties hors de Cour ſur la garantie, Monſieur de Meſme compartiteur.

Si en contract d'achapt & vente fait auec faculté de remeré y a vſure au denier dix.

XIIII.

AV procez d'entre le ſieur de Chambes Comte de Monſoreau, & Farouelle, s'eſt entre-autres queſtions meu ceſte difficulté, ſi ledit Farouelle ayant achepté le Greffe de Monſoreau auec faculté de remeré de quatre ans pour le prix de deux mil liures, ledit Greffe lors du contract affermé à deux cens liures, ſi lon pouuoit declarer ledit contract vſuraire. L'acquereur diſoit que, *in contractibus emptionis licebat ſe inuicem circumuenire in pretio,* qu'il y auoit le remede de la loy pour les leſions meſmes d'outre moitié de iuſte prix, qu'il eſtoit inaudit, qu'en leſiõ d'outre moitié, voire des quatre cinquieſmes dont les 5. font le tout, lon peuſt alleguer de l'vſure, ne meſme pretendre que l'acquereur deuſt rapporter ce que les fruits auroient excedé le denier douze du prix de la vente, que le contract duquel il s'agiſſoit eſtoit de l'an 1576. que l'action n'eſtoit intentee qu'en 95. partant apres les dix ans, qui eſtoit vne fin de non receuoir de l'ordonnance, que la vilité du prix, quelle qu'elle fuſt, ne pouuoit changer ne alterer le contract d'achapt qu'il ne demeuraſt en ſon nom habile pour transferer la proprieté, & acquerir, ce qui ne ſe peut dire où il y a de l'vſure, qu'il auoit eſté iugé aſſez de fois, que la ſeule faculté de remerer auec la leſion ne rendoient le contract pignoratif ne vſuraire.

Le vendeur au contraire diſoit, que la loy defendant l'intereſt au denier dix, tel intereſt ne ſe pouuoit couurir

Digitized by Google

par quelque contract ou conuention, *hæc enim vſura à lege prohibita non cadit in conuentionem, crimen eſt*, n'importe au debteur par quelle eſpece de contract on luy fait payer dix pour cent, non plus que le creancier n'eſt excuſable, par quel moyen directement ou indirectement, il paye dix pour cent, en cela *concurrunt omnia extrema, ſubiectum, mater. , effectus improbi fœnoris*, & ne peut le creancier couurir ſon vice que par le moyen d'vn cõtract d'achapt: mais cõme le contract d'achapt ne fut oncques introduit pour couurir ou pallier vne vſure, auſſi n'eſt-il raiſonnable que le creancier ſe couure de ce mãteau pour authoriſer ce vice qui n'a oncques eſté auctoriſé par la loy ſous quelque pretexte, authorité & couleur que ce ſoit, autrement il ſeroit permis aux creanciers ſous vn faux fait & ſimulé pretexte de paroles, piper les debteurs, couurir & authoriſer leur vice, ſeroit adapter le contract d'achapt & vente qui eſt de bonne foy pour couurir vne vſure, ſeroit indirectement contreuenir à la prohibition de la loy, ſeroit en effect pallier les vſures, & par la ſeule difference du nom conuertir l'achapt en vſure, la bonne foy en vice & *emptionis verbo & vſuram & fœnus exercere*. Par Arreſt le contract caſſé en rembourſant ſuiuant les offres ſans leſquelles lon euſt imputé au ſort principal. L'arreſt du dernier Iuillet 1596. Monſieur d'Eſpinoy rapporteur. La difficulté eſtoit ſur l'opinion de du Moulin, *an emptor reditus ſciuerit aut ignorauerit, in tract. cont. vſura. quæſt.* 56. Mais *hæc ſcientia aut ignorantia debitoris ſeu venditoris* n'empeſche le profit du creancier & la perte du vendeur, & ſe trompe du Moulin, car la prohibition de fenerer eſt tant au profit du debteur qu'en charge du creancier, & la ſcience ou ignorance du creancier n'opere que pour la peine, Boërius en ſon conſeil 12. *num.* 3. eſt de contraire opinion à du Moulin eſtimant, que *etiam in contractu emptionis pactum de retrouendendo cum vilitate pretij vltra dimidium inducit pignus* ſans autres marques, ce qui eſt ſans difficulté quand y a vſure laquelle ſurpaſſe & eſt contre toutes les preſomptions de bonne foy.

Digitized by Google

Arrerages de rentes ou penſions ne ſe peuuent demander que du temps du beneficié titulaire.

XV.

AV procés d'entre les Religieux Abbé & conuent de Mairmouſtier & Iouaneau Prieur de Fonteines, lon a demandé ſi leſdicts Abbé & Religieux peuuent demander les arrerages des rentes ou penſions que deuoit ledict Prioré des annees eſcheues auparauant que ledit Iouaneau fuſt titulaire. Diſans leſdicts Religieux qu'ils pouuoyent demander 29. annees d'arrerages qui ne ſe pouuoyent preſcrire que par 30. ans, que c'eſtoit vne rente, deuoir, preſtation annuelle à laquelle tout le domaine & reuenu du Prioré eſtoit affecté & que la mutation des titulaires ne pouuoit diminuer aucune partie du temps de l'action qui competoit auſdicts Religieux, autrement que changeant chacune annee de titulaire, telle preſtation ſeroit du tout illuſoire, le recours contre les titulaires precedens Religieux eſtant inutile : ſeroit en effect obliger ſeulement les titulaires à la preſtation de la rente & oſter l'hypotheque qui eſt ſur le reuenu d'iceluy Prioré, ſeroit reſtraindre l'action à la perſonne du Prieur. Que pour la preſtation de telles rentes, *& perſonam habebãt obligatam & fundum, & poterant hypothecaria experiri.* Que le particulier eſtoit condemnable, telles rentes eſtant deues par les Priorez dependans de l'Abbaye eſpars par tout le Royaume, & qui ne ſe peuuent bonnement demãder qu'auec le temps. Au contraire que telles preſtations annuellees eſtans pluſtoſt penſions que rentes foncieres, penſions accordees par les Prieurs à l'Abbé, non que le fond & reuenu du Prieuré ait eſté donné à ceſte charge, qu'il ſuffiſoit au titulaire payer les charges de ſon temps ſans acquitter les debtes de ſon predeceſſeur, *à quo nullum ius habebat, ſed tantum à collatore*, qui n'eſt tenu de ſa negligence, que c'eſt choſe que leſdits Religieux pouuoyent preuoir. Pour le particulier, c'eſtoit que la demande eſtoit de 29. annees d'arrerages que le procés auoit duré iuſques en 98. que quatre annees du reuenu du Prieuré n'y ſuffiroyent, que tel laps de temps de 29. ans eſt vne trop grande

BIBLIOTECA NAZ. ROMA VITTORIO EMANUELE

Digitized by Google

negligence qui ne doit ny profiter aux Religieux ne nuire au Prieur, que c'eſtoit donner occaſion aux Religieux d'eſtre à l'aduenir plus diligens à la recherche de leurs droicts, que telles penſions n'eſtoyent deuës que *ratione viſitationis* quand lon viſite les Prieurez de la part de l'Abbé, qu'il n'en a receu aucuns arrerages. Par arreſt du 28. Nouembre 1598. donné au rapport de monſieur Brizard en la 5. des Enqueſtes, iugé en conſequence d'autres arreſts donnez contre leſdits Abbé, Religieux & Conuent le ſeptieſme Septembre 1588. & dixſeptieſme Mars 1582. produits au procés, que leſdits arrerages n'eſtoyent deubs, que du temps du titulaire, ſauf à s'addreſſer contre les titulaires precedens pour les autres arrerages. La raiſon des arreſts eſt que telles redeuances ne ſont rentes foncieres, mais recognoiſſances deuës par les Prieurs à l'Abbé, qui ont autant & plus de perſonalité, pour la recognoiſſance que le Prieur doit à l'Abbé, ou pour viſitation, ou droict du Chapitre general, qui ſe deuoit tenir chacun an, ou autre marque de recognoiſsãce que de realité, que le fons du Prieur ait eſté baillé à ceſte charge. Autant en peut lon dire pour les gros des Prieurez qu'ils doyuent aux Abbez: car proprement ce ne ſont rentes foncieres, encores que lon ait voulu dire que anciennement tout le reuenu des Priorez venoit à la menſe Abbatiale, & que enuoyant les Prieurs ſur les Priorez rendoyent compte, & depuis ont eſté chargez faire les redeuances à l'Abbé quand on les a emãcipez & permis iouyr de tout le reuenu des Priorez, mais telle permiſſion eſtant contre la reigle, n'eſt aucunement fauorable, & ne peut lon dire que *ea lege donatum ſit*, que *ſit conuentio in traditione rei appoſita*.

De la ſucceſſion des Aubains & de leurs enfans.

XVI.

L'Vne des maximes du Parquet des gens du Roy eſt, que le Roy ſeul peut ſucceder aux aubains, *ad excluſionem* des hauts iuſticiers, quelques Couſtumes particulieres qu'il y ait au contraire: du Moulin neantmoins reſiſte à ceſte opinion ſur le quarante-deuxieſme article de

Digitized by Google

la Couſtume d'Anjou, ſouſtenant que *ex veteri ſtilo Parlamenti & ex antiqua Gallorum conſuetudine*, les hauts Iuſticiers ſuccedoyent à tous biens vacans, ſoit par droict de baſtardiſe, deſ-herance ou d'aubaine, & qu'ils y eſtoyent fondez: mais il dit que *memoria noſtra quæſtuarij, fiſcales iura dominorum contra veterem conſuetudinem reſtringere cœperunt in peregrinorum ſucceſſionibus*, au parſus que *Albinatus non eſt mera incapacitas nec mera indignitas, ſed potius impedimentum & occupatio quæ fit per Regem deficientibus hæredibus in regno ſuo*: Voy le meſme autheur du Moulin, pour ſçauoir ſi le fiſque eſt preferé aux enfans des aubains, & de la ſucceſſion des baſtards, ſur le cinquieſme article de la Couſtume de Melun, & chapitre quatre-vingts cinq des Couſtumes de Henault: Voy le meſme autheur ſur le vingtieſme article de la Couſtume locale de ſainct Aignan ſous la Couſtume de Blois, & ſur le cent quatre-vingts huictieſme article de la Couſtume de Bourbonnois, où il cite pluſieurs authoritez, & que le contraire eſt vne vſurpation faicte *à fiſcalibus*, tellement que és Couſtumes qui donnent aux hauts Iuſticiers ce droit, il eſt ſans difficulté, & ne peut lon dire que par telles Couſtumes lon ait peu preiudicier aux droicts du Roy: mais y auroit plus de difficulté és Couſtumes qui n'en diſpoſent, le Procureur General ſouſtenant qu'il eſt fondé en la loy du Domaine, & ne doute qu'il ne l'emportaſt contre l'opinion de du Moulin, *hæc ſunt iura Regis in quorum poſſeſſione eſt procurator generalis, & ea eſt Molinei ſententia ad conſuet. Pariſ. §. 30. nu. 182. verſ. Quantum ad tertium, in fine.*

Debte pour aliments preferee aux creanciers.

XVII.

LE ſieur des Arpentis par ſon decez delaiſſe trois enfans, vn fils & deux filles, ſe trouue quantité de creanciers, les deux filles demandent prouiſion attendu que le bien de la ſucceſſion eſtoit ſaiſi à la requeſte des creanciers, & à eſtre preferees pour le payement de ce qui leur ſera adiugé, le ſyndic des creanciers l'empeſche, qu'ils ſont creanciers du pere, que le fils ne peut rien pretendre

Digitized by Google

en la ſucceſſion du pere, que les creáciers paternels ne ſoyent payez, *Bona dicuntur de ducto ære alieno, creditores hæreditarij hæredibus præferuntur.* Les filles au cōtraire, qu'elles eſtoyent de grande maiſon reduites à mendicité, qu'il y auoit du bien pour ſatisfaire à tous les creanciers, mais que tout le bien eſtant ſaiſi à leur requeſte, qu'il n'eſtoit raiſonnable deſnier les alimens aux filles.

Par arreſt ordonné que les filles auront penſion, & d'icelle payees par preference aux creanciers, aux inſtances iugees en la grande Chambre, Hippolite de Prouence, Barthelemy de Balſac, & Maudet, & aux plaidoieries le quatorzieſme Aouſt 99. ſemblable arreſt donné pour les aliments du fils qui eſtoit deuenu inſenſé, le
1604. Forget, contre Belleuille.

Toutes penſions pour aliments ſe payent par preferēce, autremēt elles ſeroyēt inutiles, voire illuſoires, ce qui eſt du courant des penſions & non des arrerages, qui n'ont telle faueur.

L'action qui prouient du delict quand elle ſe donne contre l'heritier.

XVIII.

AV mois d'Aouſt 1604. i'ay veu demāder aux Chambres vne queſtion de la deuxieſme, ſi l'action qui prouenoit d'vn delict fort cruel n'ayant eſté intentee du viuant du delinquant ſe pouuoit pourſuiure contre l'heritier, c'eſtoit pour reparations, dōmages & intereſts. Ceſte queſtion a eſté traictee diuerſement, & ſemble que par la diſpoſition de droict ciuil, *exceptis criminibus læſæ maieſtatis & repetundarum*, l'action ne ſe donne contre l'heritier, ſi elle n'a eſté commencee contre le deffunct, *l. ex iudiciorum. de accuſat. ff. morte pœna extinguitur. l. defuncto. de publ. iud. ff.* la loy vnicque, *ne ex delict. defunct. C.* & la regle de droict y eſt, *l. pupillum. §. in hæredes. de reg. iur.* qui parle *de actionibus ex maleficio venientibus* comme *ex furto, damno dato, iniuria illata*, & au contraire la diſpoſition canonique au chapitre dernier, *de ſepult. ext.* veut que *hæredes teneantur exonerare conſciētiam defuncti*, & que *turpia lucra ad hæredem non pertinent*, & a eſté de ceſt aduis Alexandre en ſon conſeil 77. *lib. 6.* neantmoins Dynus ſur le §. *in hæredes* ſuiuant

Digitized by Google

ſuyuant l'opinion de Iean Faber ſur la loy vnique *ex delict. defunct.* eſt de contraire aduis, pour ce qui eſt des dõmages & intereſts, & non pour ce qui eſt paruenu du delict à l'heritier du defunct. I'ay touſiours eſtimé la dictinction que Mr Charles du Moulin apporte ſur l'annotation de Dynus ſur ledict §. *in hæredes*, eſtre la plus equitable, & laquelle i'ay veu auctoriſer par arreſt, que l'action ſ'eſtant intẽtee contre celuy qui a commis le delict, lon ne peut demãder à ſon heritier aucuns dommages & intereſts, reparations ne autres peines prouenantes du delict, ne ſe pouuant demander qu'en conſequence du delict, n'y eſtant que choſe acceſſoire, qui ne peut ſubſiſter ſans le delict, & de tels dommages & intereſts, & reparations pecuniaires ſe doit entendre le §. *in hæredes*, & toute autre diſpoſition ciuile, bien que la Loy ſemble eſtre contraire. Mais ſ'il ſ'agiſt de la repetition de ce qui eſt paruenu au deffunct par le moyen de tel delict, *perſecutoria eſt in rem actio quæ datur in hæredem*, qui doit *turpia lucra à defuncto facta reſtituere, conſcientiam defuncti exonerare*: & tout ainſi que *ex delicto defuncti hæredes teneri non volunt*, auſſi ne doyuent ils amender d'aucune choſe de ce qui prouient du delict. *Sed quid ſi ex tali delicto nihil ad hæredem peruenit*? il y a plus de difficulté. Aucuns ont voulu dire que *aut ſcripto conſtat*, que le deffunct en a faict ſon proffit, ou a conſommé ce qu'il en a eu, & en ce cas que *hæres tenetur defuncti conſcientiam exonerare*: ou bien lon le veut verifier par teſmoins, ce que aucuns n'ont voulu admettre, comme eſtant renouueller l'inſtance criminelle. Ie trouue l'opinion de Dynus equitable *quoquo modo probari poſſit quid ad defunctum delinquentem perueniſſe*, ſoit qu'il en ait faict ſon proffict, ou qu'il l'ait perdu, que l'heritier en eſt tenu *actione in rem & rei perſecutoria, quæ ſemper datur in hæredem*. La loy *in hæredem. de calumniatorib. ff.* dict que *datur hæc actio in heredes de eo quod ad defunctum peruenit, vt turpia lucra ab hæredibus extorquentur licet crimina extinguantur*. La loy ne dit *ſi talia lucra ad hæredes peruenerint*: mais *turpia lucra à defuncto facta ab hærede exigenda*, quelque choſe que vueille dire le Bartole qui ſemble vouloir reſtraindre la loy à ce qui eſt paruenu à l'heritier: auſſi que telles actions *quæ ſunt rei peſecutoriæ, ſiue in rem, in bonis noſtris ſunt pecuniariæ, quæ morte non extinguuntur* par la loy *Gaius. in fine, ad ſena-*

Digitized by Google

tuſconſ. Sillania. ff. que lon tire pour ce en argument.

De l'Aubain ou eſtranger,& ſi ſa vefue exclud le fiſque, *vide infra in V. pag. 711.*

Propre ameubly par cõtract de mariage,& s'il ſe partage *ſoluto matrimonio* entre les heritiers *liberis non extãtibus*.j.*pag*. 546.

BENEFICE VACANT POUR *auoir aſſiſté à iugement de mort.*

I.

AV procés d'entre M. Raoul Garnier demandeur contre Pierre Germain defendeur ſ'eſt preſentee ceſte queſtion, ſi vn Eccleſiaſtique ayant aſſiſté au iugemẽt de mort d'vn criminel eſt irregulier & priué de ſes benefices. La raiſon de doubter eſtoit que de diſpoſition de droict Canon *nunquam irregularitas contrahitur, niſi in caſibus à lege expreſſis. In cap. is qui. de ſent. excommunic.* que par le chap. *ſententiam ſanguinis. ne cler. vel monac.* pour toute peine eſt dit, que *monendus eſt qui ſententiam ſanguinis pronuntiauit.* Au contraire lon diſoit, par le chapitre *ex litteris. de exceſſibus prælat.* chap. *Clericus. ne cler. vel monac.* le Ca. *Si quis viduam.* 50. *diſtinctio.* la priuation des benefices eſtre exprimee, que la cõmune opinion des Docteurs y auoit paſſé *In dicto cap. ſententiam ſanguinis.* Par arreſt l'irregularité a eſté iugee, & le defendeur priué du benefice cõtentieux, au rapport de monſieur Gayant au mois de Mars 1531.

Quę iure diuino Eccleſiaſtici viri ſanguinis dabant iudicia. Ananias & Saphira pro crimine furti & mendacij à Petro vltimo damnati ſupplicio, Act. 5. *& Paulus conuictum fornicatorem condemnauit.* 1. *ad Corinth.* 5. *cap.*

Aucuns ont voulu dire qu'au procés pendãt au grand Conſeil pour raiſon du poſſeſſoire du prieuré de Rueil dependant de la Charité, la reſignation faicte en Cour de Rome en faueur de monſieur Molé Conſeiller en la Cour, auoit eſté annullee, pour ledit S^r. Molé auoir aſſiſté à la Tournelle, *& quia ſæuis ſe immiſcuerat*, neantmoins la lecture de l'arreſt monſtre tout le contraire. C'eſt que le Pape auoit diſpenſé de la reigle *de infirmis* au preiudice de l'indult du Sieur de Lenoncourt Prieur de la Charité, indult verifié au grand Conſeil, par ſur

laquelle verificatiõ noſtre ſainct Pere ne peut paſſer,& moins d'icelle diſpenſer,& de faict l'arreſt prononce ſur l'appel comme d'abus interietté de ladite diſpenſe & derogation, & y faiſant droict, qu'il a eſté mal & abuſiuement &c. & declare ladicte prouiſion nulle.

Vide Concil. Toletan. 4. can. 30. can. ſæpe Principes. 23. quæſt. 8. *Epiſt. 192. Iuonis Carnot. Epiſcop.* le Canon du Concile de Tolete y eſt fort exprés. *Et ſacerdotes rei ſunt apud Chriſtum effuſi ſanguinis & proprium gradum amittunt.*

COVPPE DE BOIS AYANT 20. ans dépendant de l'Egliſe.

II.

EN la cauſe de l'Abbé de Bohoris, lon a demandé ſi vn bail d'vne couppe de bois ayant vingt ans fait ſans aucune ſolennité eſtoit valable. La particularité eſtoit & de laquelle les parties demeuroyẽt d'accord que les bois ne ſe couppoyent que de vingt en vingt ans, & que le bail ne ſe pouuoit faire à moindres annees, que c'eſtoit *veluti ſylua cædua, quæ erat in fructu*; partant qu'il ſe pouuoit bailler ſans aucune ſolennité : & bien que le bail fuſt pour 20. ans, que neantmoins tels bois eſtans inutiles à moindres annees qu'il falloit ſ'accommoder par neceſſité à ce qui eſtoit *ex ipſa rei natura*: mais d'autant que par la Clem. *de reb. Eccleſiaſt. alienand.* bail de biens d'Egliſe pour 20. ans requiert ſolennité,& que lon pouuoit deſigner la couppe des bois par annees: par arreſt le bail a eſté caſſé. Peu auparauant auoit eſté iugé au rapport de monſieur Iabin, en la couſtume de Paris, prohibitiue au mary affermer le bien de la femme pour plus de 6. ans; qu'vn bail faict de bois taillis qui ne ſe couppoit que de 9. en 9. ans ne pouuoit ſubſiſter pour 9. ans; & fut reduit à 6. ans, fondé ſur ce que lon peut accõmoder les coupes par annees & que de 10. en 10. ans le prix & valeur des fruicts ſe change, que le temps de 10. & 20. ans emporte alienation prohibee és biens de l'Egliſe ſans ſolẽnité, que c'eſtoit priuer vn beneficier 20. ans de ſon reuenu. Mõſieur de Grieu

Digitized by Google

Rapporteur 21. Aouſt mil cinq cens octante huict, cinquieſme des Enqueſtes.

QV'IL FAVT EXPRIMER TOVS benefices és prouiſions de Cour de Rome.

III.

AV procés du Prieuré de S. Georges dioceſe de Bourges, au rapport de monſieur des Landes, premiere des Enqueſtes en l'annee 1577. lon a demãdé ſi pour n'auoir exprimé au Pape vne chappelle benefice ſimple, & qui ſe pouuoit tenir à ſimple Tonſure, la prouiſion dudict Prieuré eſtoit nulle.

Le pourueu dudit Prieuré diſoit que par le chapitre. *Super literis. de reſcript. apud Grego.* lon diſtinguoit de l'obmiſſion faicte *data opera per malitiam vel dolum* & pour choſe *quæ ſummum Pontificem ſuadere, mouere vel diſſuadere poſſet*, & en ce cas que le reſcript, la prouiſion eſtoit nulle: ou de celle que lon auoit faicte par ignorance, ſimplicité ou meſgarde, *quo caſu ſi aliàs ſummus Pontifex ex iure, forma communi & ſtilo curiæ idem eſſet conceſſurus*, que telle obmiſſion ne l'ait deſineu a octroyer la prouiſion, que l'acte eſtoit bon & valable; la raiſon en eſt bonne, *vt malitia nemini eſſet in lucro, ſimplicitas autem aut legitima ignorantia in damno*, qu'au particulier l'obmiſſion n'eſtoit que de chappelle benefice ſimple, qui ne tient lieu en Cour de Rome, que *huiuſmodi omiſſio, ſicut nec expreſſio prouiſioni & gratiæ cauſſam non dederat.* au chap. *ſi proponente. de reſcript. ſi quis beneficij mentionem non fecerit veluti fraudulenter, &c.* ce mot eſt à propos & deciſif, *ſi enim per ſimplicitatem vel ignorãtiam, ſecus eſſet ſtatuendum*, & la gloſe *in cap. ſi motu proprio. de preb. in 6. in verbo modicum*, approuue la diſtinction du ch. *ſuper literis. aut fraudulenter aut per ſimplicitatem*, & la gloſe au ch. *Cùm* [illegible]*antur. de præbend. apud Grego. beneficium ſufficiens ad ſuſtentationem exprimendum, alia autem non exprimenda* comme la chappelle que lon n'a exprimee n'eſt de valeur de 20. liures de rente, & ce qui eſt en la meſme gloſe: *melius tamen ſi alia exprimantur beneficia*, cela eſt *conſilij non præcepti, voluntatis non neceſſitatis*. Et de faict lors que les benefices furent inſtituez en tiltre, chaſque benefice

Digitized by Google

ſe donnoit *ad ſuſtentationem Clerici.* C'eſt pourquoy *Beneficium habenti aliud non dabatur:* mais qu'il n'eſtoit raiſonnable garder ceſte reigle & rigueur és benefices ſimples & de modique valeur, qui n'ont eſté fondez pour tenir lieu à vn Eccleſiaſtique, deſquels le reuenu n'eſtoit ſuffiſant pour entretenir vn homme d'Égliſe. Et au chap. *cùm gratia. de reſcript. in. 6. quod per ignorantiam omiſſum eſt, non vitiat actum,* cõme au particulier lon ne peut remarquer autre conſideration, cauſe, ne ſubtilité, pour laquelle lon ait obmis à exprimer ceſte chappelle, que vne ignorance ou ſimplicité. Que telles chappelles *non tam erant beneficia quàm commiſsiones, nec antiquitùs dabantur in titulum. Proèus in additio. ad gloſ. pragmat. ſanct. in cap. licet. de electio. in verbo poſitiui. num. 1. conſuetudo generalis inoleuit in Eccleſia, quam Papa ſcit & tolerat, vt plura beneficia ſimplicia Canonicè quis obtineat liberè ſine diſpenſatione.* Et pour oſter toute difficulté le demandeur diſoit qu'il renonçoit à ladite chappelle, n'y pretendoit aucun droict, & conſentoit que le collateur ordinaire y pourueuſt.

Le pourueu par l'ordinaire dudict Prieuré diſoit au contraire, qu'il y auoit grande difference *inter reſcripta ad lites, & prouiſiones beneficiorum* par l'opinion du Panorme au ch. *ſuper litteris. num. 5. de reſcript.* & de Monſieur Selue *in tract. de beneficijs. 3. parte. queſt. 12. num. 37. in reſcriptis videndum quid malitioſè factum, ſi expreſſa aut omiſſa ſuadere aut diſſuadere, mouere aut demouere ſummum Pontificem potuerint.* En ce cas le reſcript eſt nul, *non idem ſi per ſimplicitatem aut ignorantiam omiſſum formam aut eſſentiam reſcripti non mutat,* & ſans lequel lon n'euſt delaiſſé de donner le reſcript *in forma communi.* au chap. *cæterum. de reſcriptis ſi reſcriptum diuerſa capita contineat,* en aucuns il peut eſtre bon, és autres vicieux, ſubreptice, d'autant que les reſcripts *ſunt iuris ordinarij, ſunt neceſsitatis & iuſtitiæ, & petentibus neceſſariò conceduntur; ſecus in prouiſionibus beneficiorum, in reſcriptis ad beneficia, quæ ex mera liberalitate & mera gratia largiuntur.* C'eſt pourquoy *in his quælibet ſubreptio vitiat gratiam & imponit nullitatem. cap. 1. & 2. de filio presbyter.* Et le Panor. au chap. *ſi proponente, num. 2. de reſcript. ſubreptio in beneficiis non tantùm gratiam, ſed etiam reſcriptum vitiat.* Que ceſte queſtion eſtoit auiourd'huy inutile, bien que *antiquo iure* elle peuſt receuoir quelque difficulté, d'autant que

Digitized by Google

par la conſtitution de Boniface *in cap. ſi motu proprio. de præb. in quantulumcunque beneficium in prouiſionibus exprimendum nullitatis & obreptionis pœna oppoſita.* Conſtitution gardee au Palais à la rigueur, recours à ce qu'en a eſcript Monſieur de Selue. *in tractatu de beneficiјs.3.parte.quæſt.*11.*num.*13.*gloſ. in cap. gratia. de reſcript. in 6. in verbo, ignoranti.* Et au chap. *adeo, in verbo, de præbenda. de reſcript. expeditum, inquit, qualecumque exprimendum beneficium.* Ne faiſoit au contraire ce que diſoit le demandeur qu'il renonçoit à ladicte chappelle, telle declaration eſtant faicte apres le droict acquis au defendeur, partant qui ne luy peut nuire, renonciation non admiſe par le collateur. *Non enim per renunciationem ſed per reſignationis admiſſionem vacat beneficium, vt vnumquodque eodem iure diſſoluatur, quo contractum eſt, cap.2. de renunciat.* par Arreſt, le pourueu par l'ordinaire a eſté maintenu.

En l'annee 1587. la meſme queſtion a eſté iugee en la premiere chambre apres en auoir demandé aux chambres, *vide cap. non poteſt. de præb. in 6. cap. in noſtra. cap. poſtulaſti. cap. ad aures. de reſcript. apud Greg. vbi communiter Doctores ita ſentiunt. D. Ruzeus. tractat. iur. regal.* 29. *priuileg. num.* 3. qui tient pour maxime que telle expreſſion ſe doit faire.

Ceſte queſtion eſt decidee par arreſt recité, *in quæſt. Ioh. Gal. in.5. parte quæſt.* 170. l'arreſt en date du 28. Ianuier 1388. & la queſtion agitee *in vtramque partem. Vide Rebuffum in ſua Praxi Beneficior. titulo de forma nouæ prouiſionis, in verbo, nec non omnia & ſingula beneficia Eccleſiaſtica, num.*4.5.6. lon demande *ſi in prouiſionibus à Legato à latere obtentis eadem fieri debebit beneficiorum expreſſio*, cela eſt decidé *in cap. collatio. de offic. Legati in 6.* & que *collatio eſt nulla ob non expreſſionem factam.*

Que lon ne doiue exprimer en Cour de Rome, tous les benefices deſquels lon eſt pourueu, n'y a aucune difficulté, & faut voir la 573. deciſion de la Rote qui ſe commence *quidam Cardinalis.* qui eſt ſous le tiltre *de Renunciatione.* Auquel lieu appert que celuy qui a droict *in re, in beneficio*, le doit exprimer, *alias ſubreptitia eſt impetratio.* Et maiſtre Charles du Moulin tient la meſme opinion au commencement de la regle *de infir. reſignantib. num.* 4. *in fine & num.* 72. & plus particulierement la gloſe de la Pragmatique, §. *Item quod vniuerſitates, in*

Digitized by Google

verbo, qualitates, de collationib. A ce propos lon allegue la Clement. *Si Romanus Pontifex. de præb. ſi motu proprio ſummus Pontifex beneficium contulerit, non eſt neceſſe alia beneficia exprimere.* Il en eſt dict autant au chap. *Si motu proprio. de præb. in 6.* lon infere *à contrario ſenſu, ſi igitur non motu proprio, erit facienda aliorum beneficiorum expreſſio.*

BENEFICE SACERDOTAL DE fondation, s'il requiert l'ordre de Preſtriſe lors de la fondation, & l'aage qui y eſt requiſe.

IIII.

AV procés party en la quatrieſme des Enqueſtes entre Monſieur de Bragelonne Rapporteur & Monſieur Beſnard compartiteur departy en la cinquieſme pour raiſon du poſſeſſoire de la chappelle Sainct Iean, deſeruie en l'Egliſe Sainct Geneſt dioceſe d'Amyens, ſe ſont preſentees deux queſtions, l'vne ſi la Chappelle eſtant Sacerdotale de fondation, il eſtoit requis que celuy qui en eſtoit pourueu fuſt Preſtre, *ipſo actu, tempore prouiſionis*, l'autre quel aage eſtoit requis pour en eſtre pourueu.

Ceux qui diſoient que l'ordre de Preſtriſe eſtoit neceſſaire au temps de la prouiſion, faiſoient difference entre les benefices ſacerdotaux, *à lege, aut à fundatione*: ceux qui eſtoient *à lege* eſtoient *in legis poteſtate*: la loy a retraint le temps *ad libitum*, le chap. *licet*, le chap. *dudum. de præbend. intra annum*, tantoſt *intra tempora proximiora*, tantoſt *à die pacificæ poſſeſsionis: totum enim hoc poſitum in poteſtate legis, ad exemplum tacitæ hypothecæ*, laquelle introduicte par la loy *poteſtatem, & limitationem à lege accipit: non idem in expreſſa, quæ ex conuentione, quæ non eſt in poteſtate legis, ſed tota ex conuentione dependet.* Auſſi *ſacerdotalis qualitas quæ ex fundatione beneficij deſideratur*, ne peut eſtre limitee par la loy, *cum non ſit in legis poteſtate, lex dicta contractui, lex fundationem diligenter obſeruanda.* Ceux qui font telles fondations *cum publico contrahunt.* C'eſt pourquoy *fundationum obſeruatio eſt iuris publici, publicam vtilitatem continet, publica fides hoc deſiderat.* &c.

Digitized by Google

eſt la qualité ſacerdotale requiſe *tempore prouiſionis*: Rebuffe a tenu ceſte opinion en ſa pratique *benef. in* 3. *parte ſignaturæ. num.* 44. & en ſon traicté des Nominations. *quæſt.* 15. *num.* 30. & l'auoit appris de Monſieur Guymier en la gloſe de la pragmat. *in* §. *ſicut. in verſ. Deinde. in verbo. ordinibus. in fine, de elect.* approuuee par *Ioha. Prob. in addit. addictam gloſ. num.* 3. & Monſieur de Selue. *in* 3. *parte tractat. Benefic. quæſt.* 11. *num.* 26. *verſ. & ita dicunt fuiſſe obſeruatum*. Ce qui ſe void és derogatoires que le Pape faict aux fondations des benefices, le ſtile du Palais nous apprenant, qu'il y en a appel comme d'abus, *quia contra publicam vtilitatem*, & la raiſon pour laquelle telle qualité eſt requiſe au temps de la prouiſion, c'eſt que *capacitas in beneficijs tempore prouiſionis deſideratur. Gloſa Pragmat. ſanct. in parag. quòd ſi quis. in verſ. tempore vacationis. de collat. & addit. Prob. num.* 1. Panorm. au chap. *Cùm in cunctis. parag. inferiore. num.* 10. *in fine, & num.* 11. *de electione: nec ſuperueniens capacitas confirmat quod ab initio non voluit. l. ſed & ſi. parag. ſolemus. de hæred. inſtit. argum. l. ſi filius familias. de teſtam. ff. quod enim ab initio non valuit, &c.* que ceſte queſtion vuidoit la ſeconde de l'aage, eſtant decidé par la *Clemen. generalem. de ætate & qualitate*, qu'il faut 24. ans accomplis pour prendre l'ordre de preſtriſe; or que c'eſt vne maxime en droict Canon, que *defectus ætatis tempore proueniens reddit prouiſionem nullam, cap. ſi eo tempore. de reſcript. in* 6. le chap. *& qui. de præbend. in* 6. le chap. 1. *de ætat. & qualitate, in* 6. la Clementine, 1. *de ætate & qualitate*, la gloſ. *in verbo, & cui, in verbo, ætate, de præbend. in* 6. demande *an valeat prouiſio facta de beneficio ſacerdotali, promoto ante legitima tempora*, & dict que non, *ſit enim ordinum ſuſpenſio donec promotus legitimam ætatem attigerit*, & que *defectus ætatis reddit prouiſionem nullam*. Monſieur de Selue le tient, *in tractatu beneficior. in* 3. *parte. quæſt.* 5. *in quibus beneficijs ſacerdotalibus ea ætas requiritur, quæ in ſacro ordine deſideratur.*

Pour l'opinion contraire, que l'aage de 24. ans accomplis n'eſtoit requiſe, non plus que l'ordre de preſtriſe, lon diſoit que *defectus ordinis non vitiat prouiſionem.* En la Clementine, 1. *de ætate & qualitate*, trois choſes ſont requiſes comme eſſentielles de la prouiſion de benefice, *ætas, ſcientia & mores.* Il en eſt autant dict au chap. *eam te. de ætate & qualitate, apud Gregor.*

gor. in cap. cùm in cunctis parag. inferiora. de elect. apud Gregor. n'eſt parlé *de ordine*, le Panorm. ſur le chap. *cùm in cunctis. parag. inferiora, de electione* le tient ainſi. Que la diſtinction que lon vouloit apporter, *de beneficijs ſacrum presbiteratûs ordinem deſiderantibus, aut à lege, aut à fundatione*, c'eſtoit ſe tromper, l'vn & l'autre eſtant *in legis poteſtate*, n'y ayãt aucune fondation de benefice, qui ne ſoit decretee par l'Eueſque, partant ſubiette à la diſpoſition Canonique, que par le chap. *ſi pro Clericis. de præbend. in 6.* ces difficultez ou ſubtilitez ſont oſtees; & ſuffit, *ſacrum presbiteratûs ordinem obtinere poſt prouiſionem proximis temporibus.* Et ſe fonde le chap. ſur vne raiſon infaillible, que les Archeueſques & Eueſques s'eſliſoient n'ayans l'ordre de Preſtriſe, comme encores de diſpoſition canonique ſe peuuent eſlire *cap. cùm in cunctis parag. præſenti decreto, de elect. & elect. poteſt*, & les autres benefices ayans charge d'ames, comme il eſt porté par le *parag. inferiora* dudit chap. *cùm in cunctis*. Ce qui doit auoir lieu à plus forte raiſon és autres benefices, bien qu'ils ſoient ſacerdotaux de fondarion, n'ayant plus de force la fondation que le droict meſme, qui deſire que les benefices ayans charge d'ames ayent l'ordre de Preſtriſe, voire que le Pape peut eſtre eſleu n'ayant l'ordre de Preſtriſe, encores y a-il au conſiſtoire des Cardinaux, les vns Diacres, les autres Preſtres, que ceſte qualité ſacerdotale ſe pouuoit prendre dans l'an, & n'eſtant requiſe *tempore collationis*, l'aage de 24. ans n'eſtoit non plus neceſſaire, aage qui eſt de droict poſitif, ayant quelquesfois eſté requis 35. ans, puis 30. puis 25. Encores par le concordat ſubſequent ladite Clementine generale, eſt permis pourueoir à 23. aux Prieurez conuentuels qui ont charge d'ames, & ce que Sainct Paul dit, *Nemini citò manum imponas*, il n'entend parler, *de ætate*, mais il veut dire *ante perſonæ cognitionem*, & le peut lon dire auſſi bien à celuy qui a 60. ans, qu'à celuy qui n'en a que 20. Et de faict ſainct Paul priſt Timothee *cùm adhuc iuuenis eſſet*. Et ſainct Iean *à Domino aſſumptus eſt, & in eius ſortem electus in iuuentute*, au ch. 2. de l'Epiſtre ſainct Iean, *ſcripſi vobis adoleſcentes quoniam fortes eſtis & verbum Dei manet in vobis, & viciſtis malignum. Et Hieremias, Daniel, Dauid, & Salomon in adoleſcentia vocati ſunt, & Ioannes Euangeliſta, cùm adhuc eſſet adoleſcens, à*

BAIL A FERME DE BIEN D'EGLISE faict par anticipation.

V.

LE dernier Feurier 1587. iugé en la 5. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur de Monthelon, au procés d'entre l'Abbé de l'Eſpau, dioceſe du Mans, & qu'vn bail à ferme du bien d'Egliſe faict par anticipation eſtoit nul, pour n'eſtre en la puiſſance de l'Eccleſiaſtique bailleur, pouuoir deuiner la iuſte valeur des fruicts de ſa terre, lors que le bail doit commencer; l'anticipation eſtant de quatre ans que duroit l'ancien bail. Le ſemblable auoit eſté iugé, pour Monſieur de S. François Maiſtre des Requeſtes, Abbé du Perré, lequel fit caſſer vn bail à ferme de la terre de Cornillé dependante de ladite Abbaye, fait par Pierre Pierres Abbé precedant, & duquel il eſtoit reſignataire, ledit bail par anticipation de cinq ans à Iean Pinſon fermier en l'an 1572. Il ſe remarque vn Arreſt dans du Luc du 5. Decembre 1539. donné au profit du Chapitre S. Germain de l'Auxerrois de Paris, au regiſtre des plaidoyers, fol. 273. *tit. de locat. & cond. lib. 9.* du depuis iugé en l'audience, en la cauſe de l'Abbeſſe de Maubuiſſon, contre Pouſſepin, pour vn bail à rente des maiſons de ceſte ville de Paris faict par anticipation, que tel contract pour l'anticipation eſtoit nul, encores que depuis le bail lon euſt acquis la rente par le moyen des venditions du bien de l'Egliſe, Robert & Bauſſan plaidans, & Monſieur Seruin pour le Procureur general le 21. Mars 1600. Ceſte meſme queſtion s'eſtant preſentee en la 5. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Mareſchal, au procés du Sieur Cardinal de Giury, Abbé de Champagné dioceſe du Mans, pour caſſer deux baux à ferme faicts par anticipation, & deſquels il reſtoit encores à expirer trois ans du premier qui auoit eſté faict en l'an 1587. pour commencer en l'an 1591. pour le temps de neuf ans, lon a apporté ceſte diſtinction, que pour les baux qui eſtoient ja commencez de quelques annees, bien qu'ils fuſſent faicts par anticipation qu'ils ſe deuoient continuer, *res non erat integra* le bail eſtant

ja encommencé, le fermier ayant commencé quelques annees de ſon bail, iouy de la ſterilité ou fertilité, faict ſes preparatifs pour la ferme, l'Abbé reſignataire ne ſe pouuant plaindre que lon ait faict telle anticipation à ſon preiudice. *Non idem* pour le bail auſſi faict par anticipatiõ, & qui n'eſtoit encores encommencé lors du procés intenté, d'autant que l'Abbé, bien qu'il fuſt reſignataire peut en ce cas empeſcher que le fermier n'entre en exercice d'vn bail nul, qui n'a peu eſtre faict par vn titulaire, pour commencer au temps que le bailleur n'auoit plus aucun droict au benefice, que *negotium deuenerat ad eum caſum à quo incipere non potuerat*: que l'action contre le reſignataire pour entretenir ce qui auoit eſté faict par ſon reſignant n'eſtoit conſiderable, s'agiſſant d'vn acte nul & reprouué par les arreſts, pour lequel acte n'y a aucune garantie, par arreſt du Lundy 9. Iuillet 1601. & ſi telle anticipation de baulx eſtoit permiſe au beneficier, il feroit par ce moyen vn bail à plus de dix ans, le bail ordinaire à 7. ou 9. ans, & ceux de l'anticipation à pareilles annees, qui ſeroit 18. annees, feroit indirectement, ce qu'il ne peut directement, eſtant defendu par la Clementine 1. *de rebus Eccl. alienand.* faire aucun bail excedant 10. ans ſans ſolennité eſtant eſpece d'alienation.

CAPACITE' DES NOMMEZ aux Benefices.

VI.

EN la cauſe d'entre frere Vincent de la Roche & Gilles Gueſnim, iugé que *capacitas perſonæ nominatæ conſideratur & requiritur tempore vacationis beneficij, & non nominationis, & quòd in religioſo nominato tranſlatio ſufficit tempore vacationis beneficij*, le procés ayant eſté party en opinions en la 3. des Enqueſtes, c'eſt ſuiuant le chap. *& cui prouideri mandatur. de præbend. in 6. Rebuffum in comment. concordat. in parag. volumus, in verbo. tempore vacationis, de collationibus diſtinguit cùm agitur de ſubreptione, validitate, ſeu nullitate reſcripti tunc tempus datæ conſideratur. cap. ſi eo tempore de præſcriptionib. in 6. ſi autem de capacitate perſonæ nominatæ, tempus vacationis beneficij*

Digitized by Google

conſideratur, & auoit ſuiuy ceſte opinion monſieur Guymier en la gloſ. de la Pragmat. *In §. quod ſi quis. in verbo. tempore vacationis. de collationib.* & Probus en ce meſme lieu, *num.* 1. concilie de ceſte façon les gloſ. deſdits chap. *Et cui prouideri, & ſi eo tempore*, qui ſemblent eſtre contraires: c'eſtoit vne queſtion fort problematique auparauant l'an 1537. qui ayant eſté partie en opiniõs fut departie, par arreſt recité par du Luc, *lib.* 2. *tit.* 4. *cap.* 11.

DV SERVITEVR NOVRRY & eleué par ſon maiſtre, qui reſigne benefices euz par la liberalité du maiſtre, ſans ſon conſentement.

VII.

IL ſe trouue vn arreſt au regiſtre des plaidoyers du Vendredy 12. Ianuier 1564. entre Benoiſt du Pont, Guillaume Roullard, & Nicole Heulant, plaidans du Meſnil, Briſſon, Aduocats des parties, & Boucherat pour le Procureur general: par lequel la Cour declare les reſignatiõs faictes par vn ſeruiteur de ſes benefices au deſceu de ſon maiſtre, *etiam* qu'elles fuſſent faictes *cauſa permutationis* nulles, de nul effect & valeur, comme non aduenues; ordonne que les parties rentreroyent en leurs benefices, ſans nouuelle prouiſion, & defenſes audit ſeruiteur de reſigner cy apres ſeſdits benefices ſans le vouloir & conſentemẽt de ſondit maiſtre, fondé ledit Arreſt ſur ce que ledit ſeruiteur auoit eſté nourry dés ſa ieuneſſe par ſon maiſtre, par luy entretenu au College, eleué, faict pouruoir aux ſainctes Ordres, & faict pouruoir des deux benefices qu'il auoit reſignez, & que telles reſignations auoyent eſté pratiquees par les defendeurs *malis artibus*, ayans deſbauché ledit ſeruiteur du ſeruice de ſon maiſtre, & faict reſigner *breui manu* les benefices que lon luy auoit dõnez *cauſa permutationis*. La perfidie d'vn ſeruiteur à ſon maiſtre, le dol & mauuaiſe foy que lon auoit apportee pour paruenir à telles reſignations ont donné cauſe à l'arreſt, qui ſemble eſtre extraordinaire, & approuuer vne confidence.

SI LON PEVT ESTRE POVRVEV de deux Prieurez dependans d'vne meſme Abbaye.

VIII.

AV procés pendant au Parlement, pour raiſon du poſſeſſoire du Prieuré du S. Sepulchre, au rapport de monſieur Mareſchal, en la cinquieſme des Enqueſtes, lon a demandé, ſi Gaultier pourueu en Cour de Rome, en commande *vnà cum prioratu de Rueil* dependant du Prieuré de la Charité, pouuoit ſouſtenir ſa prouiſion, ſur ce que lon diſoit, que telles prouiſions eſtoyent reprouuees. C'eſtoit en effect vn mariage des deux ſœurs, s'il eſt loiſible argumenter *de ſpirituali ad carnale matrimonium*, le titulaire acceptant la prouiſion du benefice, contractant mariage auec l'Egliſe, auec le benefice: iugé neantmoins que telles prouiſions eſtoyent legitimes, & qu'il eſtoit loiſible à vn Religieux tenir deux benefices *in titulum* dependans d'vne meſme Abbaye. Ce qui a eſté remarqué par Rebuffe en ſa Pract. benef. *tit. de diſpẽſatione cum regularibus facta, num.* 11. ſuiuãt l'opinion de Panorme au chap. *final. de inſtit. in fine*. Monſieur Magiſtri en ſon traicté des appellations comme d'abus, arreſt 1. a eſté de ce meſme aduis, & que lon ne pouuoit eſtimer telle prouiſion abuſiue pour ce regard: & ce que lon dit ordinairement, que les diſpenſes *de matre & filia, de duabus ſororibus, de duobus filijs*, ſont abuſiues, cela ſ'entend *de carnali matrimonio*, comme faictes *lege diuina prohibente*, ce qui ne ſe peut bonnement adapter au mariage ſpirituel, ſinon en vn cas, quand d'vne meſme Abbaye dependent des Prieurez conuentuels ou d'autres Abbayes que lon appelle filles, qui ne ſe peuuent tenir qu'en tiltre par Religieux qui doyuent reſidence particuliere ſur le benefice, ſans ſ'en pouuoir diſpẽſer, ce qui ſe peut remarquer en l'ordre de Ciſteaux, auquel y a des Abbayes que lon appelle filles de l'ordre, filles *ad differentiam* de l'Abbé, neceſſaires toutesfois à l'ordre: *idem* de Clugny *ſcilicet* les Prieurez de S. Martin, & la Charité, l'arreſt eſt du 29. Aouſt 1598. Gaultier & Petit parties litigantes: ledit Gaultier pourueu *in commendam ſecularem. Diſputat Molineus in reg. de infir. reſignan. num.* 246. *an Abbas ex Apoſtolica diſpen-*

Digitized by Google

ſatione ſuæ abbatialis dignitatis prioratum poßit obtinere, diſsipationem non diſpenſationem vocat : ſed alia conſideratio d'vn Abbé, qui ſe faict pouruoir d'vn Prieuré dependant de ſon Abbaye, *alia ratio*, d'vn qui ſe faict pouruoir de deux Prieurez dependans d'vne meſme Abbaye, comme il ſe peut voir par ce qu'en eſcrit monſieur le Maiſtre audit lieu.

BENEFICE TENV EN CONFIDENce ſans qu'il apparuſt de promeſſe par eſcript.

IX.

AV procés du Prieuré de Beaupreau, dioceſe d'Angers, litigieux entre Couldrin, Grimault & Fouyn, iugé au rapport de monſieur Ribier en la 5. des Enqueſtes, que Fouyn pourueu par deuolu ſur Couldrin, comme confidenciaire du ſieur maiſtre des Requeſtes, eſtoit bien fondé, & de fait a eſté maintenu, encores qu'il n'apparuſt de la confidence que par les baulx à ferme, reception des deniers des fermiers, & par autres actes faicts par ledit ſieur ſe faiſant fort du Prieur & autres eſquels il eſtoit obligé en ſon nom pour le reuenu dudit prieuré, fait expedier les prouiſions en Cour de Rome, & icelles receues & ſon eſcript chargé ſur le liure du Banquier, ayant eſté nommé Procureur pour reſigner ledit Prieuré en faueur de telle perſõne qu'il voudroit nommer, & par le meſme arreſt, les fruicts pris par ledit ſieur ont eſté affectez partie aux reparations de l'Egliſe du Prieuré & maiſons en dependans, partie aux pauures de l'hoſpital S. Iean d'Angers, & l'autre tiers à l'hoſtel Dieu de ceſte ville de Paris, par arreſt du 24. Auril 1599. C'eſtoit vn appointé au Conſeil, renuoyé de la grand' Chambre.

DE CONFIDENCE AVCTORISEE *par ſentence & par tranſaction.*

X.

LE dixhuictieſme Decembre mil ſix cens s'eſt preſenté autre difficulté en la 5. des Enqueſtes au rapport de monſieur Louet, au procés d'entre de Leage & Fillault ſur le poſſeſſoire de la cure S. Hippolyte de la Chappelle dioceſe de Tours. Celuy qui tenoit la cure en confidence, confidence verifiee & par eſcript & par teſmoings, obtient ſentence de maintenue, qui eſtoit de Leage ; Fillault deuolutaire tranſige & conſent que la ſentẽce ſoit executee & compoſe pour les deſpens, dommages & intereſts, du depuis Fillault interiette appel de la ſentence, obtient lettres pour eſtre releué de la trãſaction, par Arreſt l'appel receu, Fillault maintenu, les lettres entherinees. La raiſon de l'arreſt eſt que par tranſaction, lon ne peut donner tiltre en matiere beneficiale, à celuy qui n'en a aucun, lon ne peut faire par tranſaction plus que par vne collation & prouiſion de l'ordinaire, & cõme vne telle prouiſion ſeroit nulle en la perſõne d'vn confidenciaire, auſſi telle tranſaction. *Siquidem beneficia non pactione, non tranſactione, ſed canonica inſtitutione obtineri debent.* Seroit directement approuuer vne prouiſion, qui eſt reprouuee par les conſtitutions canoniques, & par le meſme arreſt a eſté ordonné que les heritiers du Sieur de Villeruil, qui auoyent iouy de la Cure, ſeroyent appellez à la requeſte du Procureur general du Roy ſur la reſtitution des fruicts de ladite Cure.

DV POSSESSOIRE EN *matiere beneficiale.*

XI.

DEs cauſes poſſeſſoires en matiere beneficiale, & pourquoy en France le iuge lay en prend cognoiſſance, & non le iuge d'Egliſe, & de la bulle du Pape Martin de l'an 1429. qui recognoiſt que c'eſt au Roy, & à ſes officiers

Digitized by Google

officiers de cõſeruer les poſſeſſeurs, & les maintenir, & non au iuge d'Egliſe, voy Guido Papæ deciſion premiere, où la bulle eſt inſeree de mot à autre, lequel Pape Martin. 5. Genebrard en ſa Chronologie loue grandement pour ſa ſaincte vie, voy Rebuffe en ſes commentaires ſur les ordonnances. *In tracta. de ſentent. executo. gl. 1. art. 1. & ibi tractatur, quomodo de petitorio iudices ſeculares non cognoſcere poſſunt, ſed tantùm Eccleſiaſtici, vt ſenatuſconſulto & regia conſtitutione deciſum fuit ibidem.*

DV SECVLIER ESTANT POVRueu en commande ſe rendant Religieux, ſi le benefice vacque, ou s'il va en tiltre.

XII.

Maiſtre Pierre Brandis, Preſtre eſt pourueu en commande du Prieuré Cure de Moulins dependant de l'Abbaye de Mauleon, dioceſe de Maillezais, Brandis deſirant ſe faire pouruoir de l'aumoſnerie de ladicte Abbaye, ſe fait Religieux profés en ladicte Abbaye, & apres l'an de la profeſſion expreſſe reſigne ledict Prieuré, & paſſe deux procurations du meſme iour, l'vne en faueur d'vn ſeculier, taiſant la qualité de Religieux, l'autre d'vn regulier, & demandoit lon, *ſi per illam profeſſionem regularem* le benefice auoit vacqué, ou ſi ceſte commande eſtoit *ipſo iure* tournee en tiltre.

Lon diſoit d'vn coſté, que les cõmandes ſeculieres eſtoyent odieuſes contre les fondations des benefices Reguliers, qui eſtoient affectees aux Religieux profés, que combien que telles commãdes fuſſent en tiltre & irreuocables, ſi eſt-ce qu'elles auoyent ceſte tacite condition, que les titulaires qui en eſtoyent pourueus ſe faiſans Religieux, & de la qualité requiſe, pour en eſtre les vrais titulaires, elles ſe conuertiſſoyent en tiltre, & retournoyent à leur premiere origine. Que ceſte diſpenſe de commande, *etiam ſine alia prouiſione*, eſtoit eſtimee tiltre au regulier, ce qui receuoit moins de difficulté, que bon nombre des ſaincts Peres ont tenu que telles diſpenſes en l'Egliſe *non erant ſine diſpendio animarum*: voyla pourquoy lon deuoit fauoriſer ceux, qui pour oſter ce ſcrupule qu'ils pouuoyẽt

Digitized by Google

auoir, prēnent la qualité requiſe & neceſſaire, Que *res de facili redit ad ſuam primæuam naturam*. Autrement ſeroit eſtre puny pour vn bon œuure, & que bien que par la profeſſion lon renonçaſt à ce que lon peut auoir, cela ne ſ'entendoit, que de ce que lon peut ne poſſeder en qualité de religieux profés. *Secus* quand telle qualité ne repugne, au contraire quand elle compatiſt, voire quand telle qualité eſt requiſe, lon conſerue au lieu d'eſtre priué, c'eſt ce qui eſtoit decidé au chap. *beneficium. de regularibus in 6. quod per profeſsionem ſæculare amittitur beneficium*, parce que la qualité de religieux eſt incompatible & y reſiſte, *ſecus* ſi elle eſtoit compatible: qu'il n'eſtoit requis en ce faict particulier vn nouueau titre, par ce que *hæc cōmēda tranſibat in titulum*. Mutation facile, fauorable, qui remet la choſe en ſa premiere nature, qui d'vne diſpenſe de ſoy odieuſe entre en la diſpoſition de droict commun, bref qui du mal entroit au bien. Que *ex denominatione commendæ*, il ſe pouuoit cognoiſtre, quel en eſtoit l'effect. *Commenda eſt depoſitum, commendare, deponere. l. commendare, de verborum ſignificat.* Que le vray & ſeul moyen de rendre ce depoſt, c'eſtoit de prendre la qualité de Religieux, pour en rendre cōpte à celuy auquel il appartient: de deſirer vn nouueau tiltre, c'eſtoit trop de formalité pour rendre vn depoſt à celuy auquel il appartient. La gl. du *can. qui plures. in verbo, commendatione. 21. quæſt.* 1. expliquant ce mot *commendare*, dict que *qui Eccleſiæ eſt commendatarius, eſt velut procurator, quæ procuratio ex mutatione perſonæ mutatur & penitus euaneſcit*, mais pour ce changement, *verus dominus re ſua priuari non debet*. Que ſi lon trouuoit tant de difficulté à ce changement de cōmēde ſeculiere en titre, qu'il ſe pouuoit en choſe ſi fauorable ſouſtenir & auec raiſon, que telle commende ſeculiere *ipſo iure* ſe conuertiſſoit en commende reguliere, *ex ipſa hominis mutatione* de ſeculier en regulier. Car la commende ſoit ſeculiere ou reguliere n'a eſté introduicte à autre occaſion que pour empeſcher que *quis duas in titulum haberet Eccleſias, can. qui plures, 21. quæſt.* 1. Et n'y a autre difference entre la commende ſeculiere & reguliere, ſinon *ex qualitate perſonæ* du ſeculier au regulier, & ont meſme efficace, tellement que le ſeculier pourueu en commende ſeculiere ſe faiſant Religieux, telle commende perd ſon nom, comme le pourueu

Digitized by Google

perd ſa qualité, & prend celuy de regulier comme faict celuy qui en eſt pourueu,& ny auroit ce faiſant que le changement de la ſeule qualité de commende, la meſme commende demeurant.

Ceux au contraire qui ſouſtenoyent le benefice auoir vacqué *per ipſam profeſsionem* diſoyent, qu'il y auoit grande difference de ſçauoir ſi le pourueu en commende ſeculiere eſtoit plus capable de tenir le benefice en tiltre *poſt ipſam profeſsionem*, ou bien *ſi poſt profeſsionem ipſa commenda mutata eſſet ipſo iure in titulum: primo caſu*, qu'il eſtoit ſans difficulté, que la capacité y eſtoit plus grande, la raiſon & la faueur y eſtoyent: mais que telle commende ceſſoit *poſt profeſſionem* ſans qu'elle retournaſt en tiltre, ſans nouuelle prouiſion. Qu'il ne falloit plus conſiderer en France les commendes,comme elles ont anciēnement eſté introduites en droict, ſoit par le *can. qui plures. 21. quæſt. 2.* ou le chap. *nemo. de elect. in 6.* commendes qui n'eſtoyent eſtimees tiltres de benefices, mais pluſtoſt vn depoſt pour vn temps, vne charge ou procuration de receuoir les fruicts: mais qu'en France les commendes eſtans tiltres, eſtoyent perpetuelles comme les tiltres non reuocables & eſquelles les reigles de Chancellerie & autres droicts introduicts par la diſpoſition canonique, pour les tiltres & prouiſions auoyent lieu, que lon pouuoit permuter, *de beneficio commendato* auec vn benefice tenu en titre:bref que c'eſtoit *canonica inſtitutio*. Et de faict, au Concile de Trente, lon a receu les Abbez commendataires, & ont eu rang au Concile, du depuis és Conciles prouinciaux lon a baillé rang aux Abbez commendataires comme eſtans canoniquement pourueus. Que ce fondement poſé il ſe pouuoit ſouſtenir que ceſte commende ne ſe pouuoit changer ſans l'authorité du ſuperieur, ne ſe conuertir en autre tiltre. Par-ce que c'eſt vne regle aſſez vulgaire, que les tiltres & prouiſions des benefices dependent de deux, de celuy qui confere, de celuy auquel lon confere, *poteſtas in conferente, capacitas in accipiente.* Lon a receu en droict Canon, qu'vn pourueu de benefice ne peut y renoncer ſans l'authorité du ſuperieur, d'autant que ce n'eſt choſe qui depende ſeulement de ſa volonté, car acceptant le benefice il contracte *cum Eccleſia*, & tel contract

Digitized by Google

comme il eſt *ab initio voluntatis*, *ex poſt facto* il eſt *neceſſitatis*. Bref qu'en droict Canon, il eſtoit certain que *nulla collatio ſeu prouiſio beneficij ſine collatore*, duquel collateur le mot de collation a pris ſa denomination. Il eſt aiſé à celuy qui ſe veut rendre Religieux prendre nouuelle prouiſion, ou du Pape, ou de l'ordinaire; s'il ne le fait, il ſe le doit imputer. Rebuffe en ſa matiere benefic. tit. *de commenda. num*. 50. demande ſi le Religieux qui eſt pourueu de deux benefices, l'vn en titre & l'autre en commande reguliere, voulant mettre en titre celuy qu'il tenoit en cõmande le pouuoit faire ſans le ſuperieur, ce qui ſembloit receuoir moins de difficulté, que la commande reguliere approche de plus prés du tiltre de benefice regulier que la commande ſeculiere, & que le changement en ſeroit plus aiſé. Souſtient neantmoins au contraire, & que ce changement ne ſe peut faire *ſine ceſsione & prouiſione*; comme à la verité toute prouiſion de benefice, changemẽt & mutation d'icelle en autre titre, ne ſe peut faire que *ab habente poteſtatem conferendi*: qu'il ſe pouuoit dire au contraire que *per talem profeſsionem beneficium in commendam ſæcularem obtentum vacabat*, car *Religioſi per profeſsionem renunciant ſæculo, ſæcularia amittunt. Clement. ne in agro. de ſtatu monac.* C'eſt pourquoy *commenda illa quæ ſæcularis eſt extinguitur & vacat beneficium*, comme n'y ayant rien ſi contraire à la regularité que ce qui eſt de la ſecularité: que par le chap. *beneficium. de regul. iur. in 6. per profeſsionem ſæcularia amittebantur beneficia*: qu'il n'y auoit rien de fauorable en ceſte cauſe, vn qui a faict vœu pour eſtre pourueu d'vn benefice clauſtral, qui a faict vœu de pauureté pour auoir du reuenu en l'Egliſe plus grand qu'il n'auoit auparauant. Iugé par arreſt, que le benefice auoit vacqué par la profeſſion le 2. Mars 1602. au rapport de monſieur Boucher 5. des Enqueſtes, les noms des parties Groulleau, Preuoſt, Emereau. Et la vraye raiſon de l'arreſt, c'eſt qu'en France, ayant receu les commandes ſeculieres pour le vray titre du benefice, la mutation de titre ne s'eſt peu faire ſans nouuelle prouiſion, encores qu'il ſemble que l'arreſt ſoit dur, contre l'equité, *nam in his ſpiritualibus controuerſiis*, ce qui eſt du titre de benefice, ſe prend à la rigueur, pour obuier à plus grand inconuenient, & la particularité qui ſe peut remarquer c'eſt le

Digitized by Google

peu de faueur que meritoit ce Religieux, qui n'auoit eſté meu à la profeſſion que par auarice.

DE CELVY QVI AYANT RESIGNE' ſon Benefice en extremité de maladie, reuenu en conualeſcence y veut rentrer ſans nouuelle prouiſion.

XIII.

ENtre Hureau & Veſſier Chanoines de l'Egliſe de Clermont, procés s'eſt meu pardeuant le Seneſchal d'Auuergne ou ſon Lieutenant à Clermont, ſur ce que Veſſier diſoit qu'en Aouſt 1558. eſtant en extremité de maladie detenu d'vne fieure chaude, ayant receu l'extréme-onction, reſigna ſa prebende entre les mains de l'ordinaire, qui eſt le Chapitre, lequel admiſt la reſignation & en pourueut Pouliac nepueu dudit Veſſier, Pouliac ne leue la prouiſion, ne préd poſſeſſion, ne faict acte aucũ d'acceptation de ladicte prouiſion: Au mois de Septẽbre enſuiuant, Veſſier ayant recouuert ſa ſanté, enuoye querir Pouliac, qui luy declare qu'il n'a oncques voulu ne entendu accepter la prebende, ne depoſſeder Veſſier: & de fait Veſſier eſtant entré en Chapitre, ſupplie qu'il rentre au meſme lieu, & droict & rãg, ce qui luy eſt accordé, & qu'il priſt pour ceſt effect l'aduis du Conſeil, ſuiuant lequel il prend eſpece de prouiſion du Chapitre comme vacant la prebende, *per non acceptationem dicti de Pouliac, eius in quantum opus eſſet demiſſionem ſine præiudicio iuris in dictis canonicatu & præbenda quæſiti virtute primæ prouiſionis.* Et y a clauſe, *vt dictus Veſſier antiquum locum & ſtatum, tam in choro quàm in capitulo retinere, conſeruare & poſſidere liberè poßit, ſine alia poſſeſſione & aliorum iurium ſolutione.* Hureau s'oppoſe & proteſte que telle clauſe ne luy puiſſe preiudicier, & qu'aduenãt vacation du droict de petit pain, il optera auant ledict Veſſier: de laquelle oppoſition lon donne acte à Hureau, nonobſtant laquelle, Veſſier eſt remis en ſon ancien rang, & precede Hureau iuſques en Feurier enſuiuant, que par le decés d'vn des plus anciens Chanoines, vn droict de petit pain

Digitized by Google

eſtant venu au rang d'option de Veſſier, Hureau intente ſon action, ſans qu'auparauant il donnaſt empeſchement au rang dudit Veſſier.

Hureau diſoit que Veſſier ayant reſigné purement & ſimplement entre les mains de l'ordinaire, la reſignation admiſe, que Veſſier ne pouuoit rentrer ſans nouuelle prouiſion, qu'il auoit en effect pris nouuelle prouiſion, quelque proteſtation qu'il euſt faite & clauſe que lon y euſt apposee, qu'il ne pouuoit prendre rang que du iour de ſa nouuelle prouiſion, que *renuncianti iuri ſuo nullus dabatur regreſſus*, autrement ſeroit admettre vn regrés prohibé par les ſaincts decrets, ordonnances & arreſts: que ſeroit vne perilleuſe conſequence de redemãder vn benefice qui auoit vacqué par reſignation pure, admiſe par l'ordinaire, & à vn que l'ordinaire a peu choiſir tel que bon luy a ſemblé à la deſcharge de ſa conſcience: que ceſte action ſeroit nouuelle contre toutes les reigles & maximes: qu'il falloit diſtinguer les reſignations, *in fauorem aut cauſa permutationis*, d'auec les reſignations pures & ſimples, *ſine conditione*, aux vnes y pouuoit auoir regrés, aux autres non. Le Canon, *quàm periculoſum*, y eſt exprés, *toto tit. de renuntiat.* le chap. *ſi tibi abſenti. de præbend. in 6.* en telles prouiſions de l'ordinaire, le titulaire *habet ius à collatore, non à reſignante*, voire que le collateur *potuit reſignationem admittere*, ſans conferer le benefice *& reſignatione admiſſa libera penes collatorem eſt eiurati beneficij diſpoſitio*, tellement que le reſignant ne peut rien demander à celuy qui a eſté pourueu par l'ordinaire, lequel ſouuent ne cognoiſt le reſignant, & auquel il n'a obligation, mais ſeulement au collateur: l'inconueniẽt qui en arriueroit, c'eſt que celuy qui auroit reſigné ſon benefice ſoubs pretexte de quelque maladie, pourroit agir contre le pourueu d'iceluy par l'ordinaire, & redemander ce qu'il auoit reſigné, il faudroit figurer vne paction qui ſeroit reprouuee par le chap. dernier, *de pactis*. Que ſi pour quelques particularitez le regrés auoit eſté receu par l'arreſt de Bouchetel Chanoine de Bourges, ç'auoit eſté *in fauorem, reſignatione non acceptata per reſignatarium*. Si par l'arreſt de Benoiſt Curé de ſainct Innocent ç'auoit eſté *in reſignatione in fauorem*, laquelle bien qu'elle fuſt acceptee, ſi eſt-ce que ce fut pour inſigne perfidie, arreſt ex-

traordinaire donné au Conſeil priué, mais que *in reſignatione ſimplici*, telle perfidie ne pouuoit auoir lieu, en laquelle le reſignant *nullum cum reſignatorio contrahit negotium*, la reſignation n'eſtant en faueur d'aucun.

Veſſier au contraire diſoit, que toute la faute qui auoit eſté faicte, ç'eſtoit par le mauuais conſeil qu'il auoit receu à Clermont, au lieu de faire appeller Pouliac par deuant le Iuge ordinaire & demander que Veſſier rentraſt *ſine noua collatione*, & obtenir ſur ce iugement; qu'il s'eſtoit addreſſé au Chapitre, qui auoit ſur ſa plainte ordonné en effect la meſme choſe, remis en ſon lieu & rang du conſentement d'vn chacun, excepté de Hureau. Que s'il y auoit de la faute que *hæc iuris ignorantia in conſeruatione iuris legitimè quæſiti nocere non poterat*: que *nouum non erat* receuoir *conditionem in reſignatione, qua conditione non ſecuta reſignantes ſine noua prouiſione redibant ad reſignata beneficia. In permutatione* lon en auoit longuement douté. Et Boërius, deciſ. 97. a recité la contrarieté des opinions qui auoient lieu de ſon temps, qui furent decidees par arreſt de l'an 1520. au Parlement de Bourdeaux. De Selue *de Beneficÿs, 3. part. quæſt. 32.* ayant diſputé la queſtion, *in vtramque partem*, ſe reſoult que celuy qui eſt euincé du benefice qu'il a eu par permutation, *poteſt redire ad beneficium compermutatum ſine noua collatione*. De Reſignac *in commentario Pontific. lib. tert. tit. 39.* diſpute auſſi ceſte meſme queſtion, ſe reſoult *ex æquitate*, & que *ſine noua collatione* lon rentre *in compermutato beneficio*, & du Moulin ſur la reigle *de publicam. num. 186. 187. hæc enim permutatio fit ſub conditione qua non ſecuta compermutans redit ad ſuum beneficium ſine noua poſſeßione, ſine nouo titulo, nec dicitur eo caſu reſignatum vnquam beneficium fuiſſe licet poſſeßione ex vtraque parte adepta, & ita notoriè ſeruatur in regno. In reſignatione in fauorem facta* lon a auſſi longuement diſputé, *ſi reſignatario non acceptante reſignans ſine nouo titulo & noua collatione rediret ad reſignatum beneficium*, & d'autant que *hæc reſignatio hanc conditionem continet, ſi reſignatarius ratam habeat reſignationem*, a eſté reſolu que *ſine noua prouiſione* lon pouuoit rentrer: ce qui a eſté ſuiuy depuis l'arreſt donné au profit de Bouchetel, du 23. Ianuier 1549. Monſieur de Thou lors Aduocat des parties, & depuis premier Preſidét recogneut au cõmencement de ſon

Digitized by Google

plaidoyé, que la queſtion n'auoit encores eſté decidee, qu'elle eſtoit nouuelle. De Rûſignac au 3. liu. cy-deſſus allegué ch. 14. ſouſtient ceſt arreſt, que Bouchetel rentre en ſon lieu & rang ſans nouuelle prouiſion, parce que *conditio ſub qua reſignatio admiſſa fuerat, defecerat, ideo nulla reſignatio*. Du Moulin ſur la reg. *de publica num.* 245. ſouſtient ceſt arreſt, & par ceſte meſme raiſon *conditione non ſecuta, ſub qua tamen reſignatum fuerat*, & ne s'eſt trouué que Rebuffe de contraire aduis, ſçauoir en ſa pratique beneficiaire, tit. *de permutatione*, *num.* 16. & de l'arreſt de Bouchetel *in tractatu nominat. quæſt.* 21. *num.* 21. encores qu'il ſoit contrainct de ſe rendre par l'auctorité de l'arreſt de Bouchetel. Reſte de monſtrer que *reſignationes factæ in manibus ordinariorum hanc conditionem recipere poſſunt, qua non ſecuta redeant ad reſignata beneficia ſine noua collatione*, & que ceſte condition ſoit approuuee en droict Canon. Lon a demandé au ch. *ſi beneficia. de præb. in* 6. ſi celuy qui eſtoit pourueu d'vn benefice, luy en ayant eſté conferé vn autre incompatible, ayant reſigné ſon premier benefice entre les mains de l'ordinaire, & le pourueu d'iceluy pris poſſeſſion, mais depuis eſté euincé de ce dernier benefice, s'il pouuoit *repetere primum beneficium reſignatum contemplatione ſecundi ſub ea conditione* qu'il demeureroit paiſible du benefice, c'eſtoit vne reſignation faite *in manibus ordinarij* conditionnaire: toutesfois eſt decidé qu'il pouuoit rentrer en ſon premier benefice ſans nouuelle prouiſion ne poſſeſſion. *Ea enim lege & conditione reſignauit primum beneficium, vt ſecundum retineret; qua conditione non ſecuta, nulla eſt reſignatio; nec cenſetur vnquam reſignatum*, en l'eſpece particuliere qui ſe preſentoit *in infirmo reſignante*. Le Canon. *Gonſaldus*. 17. *quæſt.* 2. a decidé que celuy qui eſtant *in extremis quaſi moriens, renunciauit ſuo beneficio ea conditione*, que ſi *de ea infirmitate non decederet, votum in regula Diui Benedicti emitteret*, eſtant reuenu à conualeſcence, & ne pouuant par ſon infirmité ſupporter la fatigue de la reigle, qu'il pouuoit rentrer en ſon benefice qu'il auoit reſigné *in manibus Patroni & aduocati*, ſous condition; voicy les mots, *beneficia & altaria recipiat, habeat, & quietè retineat*. Et encores qu'il ſemble qu'au ch. *Ex tranſmiſſa. de renunciat.* il ſoit decidé le contraire, la particularité eſt que *temperata valetudine reſignans in monaſterio diu remanſerat votum implendi cauſa.*

Et

Digitized by Google

Et ne faut trouuer eſtrange ſi telles conditions ſont receuës & approuuees, le chap. *ſuper hanc, de renuntiat.* en rend la raiſon *nec vlla ratio veriſimilis reddi poteſt, vt beneficium multis fortè laboribus & ſumptibus quæſitum, quo quis ſuſtentari debeat ſine magna cauſa reſignet, ideo cauſa reſignationis diligenter conſideranda*, ce qui s'obſerue encores à preſent en toutes prouiſions qui s'admettent en cour de Rome, eſquelles faut exprimer *cauſam reſignationis* ou bien *aliunde commodè viuere habens*, ou bien *ex certis cauſis animum mouentibus*. Par l'arreſt de ſainct Innocent du 25. Auril 1558. l'on auoit iugé deux queſtions l'vne de la perfidie, l'autre de la reſignation *in fauorem* faicte *à moriente*, lequel reuenu en conualeſcence, rentroit en ſon benefice: Arreſt qui ſeruoit au different particulier, d'autant que *reſignatio acceptata fuerat à reſignatario*, qui auoit iouy deux ans, tellement que telle reſignation ne differoit de la reſignation pure & ſimple, par ce que *conditio in fauorem purificata fuerat per acceptationem reſignatarij*, l'arreſt enregiſtré au Parlemẽt pour ſeruir de loy à l'aduenir, ce qui ſembloit receuoir moins de difficulté qu'en telles reſignatiõs qui ſe font *à morientibus*, *nihil ſit* que *mortis contemplatione, cogitatio mortis dat cauſam reſignationi*, tellement que *morte non ſecuta non dicitur reſignatum, nulla eſt reſignatio.* Qu'il y auoit beaucoup de particulier en ceſte cauſe: l'on auoit receu Veſſier en ſon rang premier, Hureau ſeul s'y eſtoit oppoſé ſans auoir pourſuiuy ſon oppoſition, que ce qui eſtoit ordonné *à maiori parte capituli & saniori*, ſe deuoit obſeruer *toto tit. de his quæ fiunt à maiori parte capituli*, que tout l'intereſt ne pouuoit eſtre qu'au collateur, qui eſtoit le Chapitre qui conſentoit que Veſſier repriſt ſa place, le reſignataire la rendoit, le reſignant la demandoit, que *reſignatio facta fuerat ſub conditione ſi reſignans de ea infirmitate decederet*: la collation faicte ſoubs ceſte meſme condition: cõdition receuë & approuuee par la diſpoſition canonique, collation qui portoit la maladie extreme du reſignant.

Le procés party en opinions en la 5. des Enqueſtes, l'vne à conſeruer Veſſier en ſon premier rang & luy adiuger le droit de petit pain, l'autre à Hureau, & ordonner que Veſſier n'auroit rang que du iour de ſa dernierre prouiſion. Et du depuis party pour la deuxieſme fois en la premiere des Enqueſtes,

Digitized by Google

Monſieur Hennequin Rapporteur, & Louet compartiteur, & ſe ſont du depuis les parties accordees, par le moyen d'vne vacance aduenuë en ladite Egliſe de Clermont d'vn droit de petit pain accordé par tout le Chapitre audit Veſſier.

*BAIL A RENTE CASSE' pour enorme le*Z*ion.*

XIIII.

SE trouue au regiſtre des procés par eſcrit vn arreſt donné au rapport de Monſieur Iabin en la 5. des Enqueſtes, du huictieſme May 1574. par lequel vn bail à rente faict à vingt ſols par chacun an eſt caſſé, ſi mieux les preneurs n'aymoient ſuppleer iuſques à neuf liures de rête fonciere, outre & par ſus ladite rente de vingt ſols : fondé ledit arreſt ſur l'enorme leziõ qui emporte vn dol auec ſoy. Ie ne voudrois tirer cet arreſt en conſequêce, & faut qu'il ait eſté iugé par le particulier: car aux baux à rente, aux emphitheoſes, l'on ne conſidere la lezion de la part des preneurs, qui ſont ſubiects à infinis cas fortuits, en conſideration deſquels la vilité en leurs perſonnes n'eſt cõſiderable: ioinct que pour le long temps que dure la rente ou emphitheoſe, il y a telle & ſi grande incertitude à la valeur des fruicts, que telle lezion n'eſt aucunement conſiderable.

DEROGATION A LA REIGLE DE 20. diebus *au preiudice de l'indult d'vn Cardinal.*

XV.

AV procés pendãt au grãd Conſeil pour le poſſeſſoire du prieuré du Lyon d'Angers dioceſe d'Angers dependant de l'Abbaye ſainct Aubin, de laquelle les collations appartiennent à Monſieur le Cardinal de Gondy, s'eſt meuë ceſte difficulté. Iouſſelin dernier titulaire reſigne en faueur de Iouſſelin ſon frere, la reſignation remiſe en Cour de Rome, le 17. iour meurt le reſignãt, l'ordinaire pretẽd qu'il a vacqué par mort le reſignãt eſtant decedé dans les 20. iours, le reſignataire au contraire que le reſi-

Digitized by Google

gnant n'eſtoit malade lors de la reſignation, en tout cas qu'il n'eſtoit mort de la meſme maladie, qu'il y auoit derogation à la regle de *infirmis reſignăt*. L'ordinaire au contraire que *ex eo*, que le reſignant eſtoit mort dans les 20. iours, que le benefice vacquoit, que le Pape n'auoit peu deroger à la reigle, au preiudice de l'indult accordé audit ſieur Cardinal, que c'eſtoit abus, qu'il eſtoit appellant comme d'abus de la derogation. Indult verifié audit Conſeil, que l'indult ne faiſoit mention de la reigle *de infirmis*, mais bien de la reigle *de* 20. *diebus*, qu'en tout l'indult pour ce regard n'eſtoit parlé *de infirmitate, de morbo*, mais ſeulement *de* 20. *diebus*. Par arreſt donné au commencement de Septembre 1605. le pourueu par ledit ſieur Cardinal maintenu ſans deſpens ne reſtitution de fruicts, grand Pierre, Iouſſelin. & Rjollé parties plaidantes.

Cet arreſt iuge deux queſtions, l'vne que le Pape ne peut deroger à la reigle de 20, *diebus*, au preiudice de l'indult de Meſſieurs les Cardinaux verifié audit Conſeil, & qu'il y a lieu d'appeller comme d'abus de la derogatiõ, ne pouuãt noſtre ſainct Pere deroger à ce qui eſt verifié en ce Royaume en Cour ſoueraine, ſeroit entrepriſe de Iuriſdiction, & ſur l'auctorité du Roy, & de ſes Cours ſouueraines: ce qui auoit autresfois eſté iugé contre Monſieur Molé pour le prieuré de Rueil, *ſupra. p.* 26. & l'appel comme d'abus receu.

La ſeconde queſtion, l'indult ne faiſant mention de la reigle *de infirmis*, mais ſeulement de la reigle de 20. *diebus*, le reſignant decedant dans les 20. iours, ſoit qu'il fuſt malade ou non, au temps de la reſignation, que *vacat beneficium per obitum*, & veut l'on fonder ceſte opinion ſur ce qu'anciennement les Papes n'admettoient les reſignations au preiudice des ordinaires, meſmement celles *in fauorem* & s'eſtans les Papes mis en ceſte poſſeſſion & vſé de ce droit de les admettre, la grande frequence a apporté tel & ſi grand preiudice aux ordinaires que meſſieurs les Cardinaux, s'ẽ sõt plaints pour leurs intereſts particuliers, ce qui leur a eſté accordé quelquefois, mais les Papes derogeoient à la reigle, & eſtoient fruſtrez de leurs collations, ſe trouuant touſiours vne reſignation en Cour de Rome auec derogation à la reigle, & iugeoit l'on fort diuerſement telles derogations

Digitized by Google

bien que l'indult fuſt verifié: neantmoins du temps du Pape Paul 4. enuiron l'an 1560. ſur la grande plainte de tout le college des cardinaux, leur fut accordé *per contractum indultum & cõpactum iuramento ſolenni corroboratum*, que le Pape ne derogeroit à la reigle de 20. *diebus* à leur preiudice, l'indult leur fut accordé, qui ne fait mẽtion q̃ de la reigle *de 20. dieb.* & nõ *de infir. reſignãtib.* que les reſignãs decedãs dans les 20. iours, *vacarent beneficia per obitum*. Voyez ce qu'en eſcrit M. Charles du Moulin ſur la reigle *De infirmis reſignantib. num.* 163. 164. 165. 166. & pour bien entendre la vraye raiſon de l'arreſt de ceſte derniere queſtion, l'on a eſté quelque temps à Rome, lors que l'on commença à admettre les reſignatiõs & vſer de preuentions ſur les ordinaires, que le Pape pour ſe conſeruer en ce droict accordoit aux ordinaires, que les reſignans decedans dãs les 20. iours les benefices reſignez vacqueroient, par mort, & eſtoit lors la reigle de 20. *diebus*, & non *de infirmis reſignatibus* qui n'a eſté faicte que ſoubs boniface 8. l'an. 1295. auparauant lequel l'on ne parloit que de la reigle *de 20. diebus*, & non *de infirmis reſignantibus*, & fut ledict Boniface 8. qui premier fiſt la reigle *de infirmis reſignantibus*, laquelle pour auoir ſuccedé à la reigle de 20. *diebus*, a retenu le nom *de 20. diebus*, *& promiſcuè* encores à preſent l'õ vſe des deux qualitez. C'eſt pourquoy Meſſieurs les Cardinaux quand il a eſté queſtiõ de la cõſeruation de leurs droicts, *ius antiquum & primæuũ petierunt ſcilicet* la reigle *de 20. diebus*, & non *de infirmis*, l'vn eſtant plus aduantageux que l'autre, & eſt la vraye & ſeule raiſõ pour laquelle leur indult ne parle que de la reigle *de 20. diebus*, & non *de infirmis*. Pour la verification de ce il ſe trouue encores auiourd'huy vn vieil Commentateur des reigles de Chancellerie faictes ſoubs Boniface 8. & qui fit ſon commentaire du temps dudit Boniface. lequel fait mention de la reigle *de 20. diebus*, & que *à Bonifacio* 8. *infirmitatis verba addita fuere*. I'ay voulu voir ſi en aucun des indults, parlant de ceſte reigle, il y auoit les mots *de in infirmitate cõſtitutis* ou la reigle *de infirmis*, & ay verifié ſur les indults du Cardinal de Ferrare, d'Eſt, de Lorraine, de Bourbon, de Ioyeuſe, de Guiſe, qu'il n'y a que la reigle *de 20. diebus*, & non *de infirmis reſignantib.* La marque qui nous en reſte encores à preſent en ce Royaume, c'eſt pour la reſignatiõ des offices Royaux eſquels

Digitized by Google

eſt requis que le reſignant viue 40. iours, ſoit qu'il fuſt malade lors de la reſignatiõ ou non. Et a lieu la reigle *de 40. diebus*, au lieu de celle *de 20. diebus*, &ne peus eſtre de l'opiniõ deceux qui ont eſtimé, q̃ ç'a eſté le Pape Innocẽt 8. qui a fait ceſte reigle, *de infir. reſignãtib.* l'an 1484. ou Clemẽt 7. vers l'an 1525. lequel la voulut extendre *ad reſignationes in ſanitate & recta valetudine factas.* Comme il ſemble que veut dire Gomes ſur ceſte reigle *de infirmis reſignantib.* encores qu'il y ait quelque apparence, parce que Paul 3. reitera la meſme conſtitution dudit Pape Clement 7. & la renouuella, mais deſlors la reigle auoit lieu *in infirmo tempore præſtiti conſenſus.* Mais il faut noter qu'il n'y a eu aucune reigle de Chancellerie de Rome qui ait plus changé & à laquelle l'on ait plus augmenté ou diminué qu'à ceſte reigle. *Bonifacius* 8. *Martinus quintus*, *Nicolaus quintus*, *Eugenius* 4. *Innocentius* 8. *Iulius* 2. *Adrianus* 6. *Clemens* 7. & *Paulus* 3. l'õt augmẽtee. Et ne faut s'eſtonner ſi en ceſte grãde varieté, & par tant d'annees le college des Cardinaux, ſoubs le Pape Paul 4. a ſceu prendre ſon aduantage en l'annee 1560. que l'on preſſoit la reformation de l'Egliſe par la cõtinuation du Concile de Trente. Reformation que Paul 4. apprehẽdoit autant qu'il deſiroit, auſſi ne fut ledit Concile paracheué que ſoubs ce bon ſainct Pere Pie quatrieſme.

SI LES GRADVEZ SONT PREFEREZ aux Indultaires du Parlement.

XVI.

L'on a autrefois fort diſputé ſi les Graduez eſtoient preferables pour la requiſition des benefices aux Indultaires du Parlement, pour ce qui vacquoit au mois de Ianuier, Auril, Iuillet & Octobre.

Les graduez diſoient auoir eſté introduicts *ob publicam vtilitatem*, pour recompenſe de leurs labeurs faicts aux Vniuerſitez en l'inſtruction de la ieuneſſe, qu'ils n'auoient autre recompenſe de leur trauail, que tel droit leur eſtoit accordé en Frãce par le Cõcordat verifié, auquel on n'auoit peu deroger par quelque bulle & indult ſubſequent. Que les nommez

de la Cour n'eſtoient que de 39. ans apres le Concordat, & pourroient les graduez reparer leur droict de la Pragmatique Sanction de l'an 1438. que pour ces cauſes Rebuffe en ſon Conſeil 15. auoit tenu pour la preference des graduez, leſquels n'ayans que *tertiã partem beneficiorũ*, ne leur doit eſtre enuié, joint que les indults du Parlement ne ſont que ſur les ordinaires, & ne peuuent pretendre plus de droict que les ordinaires, leſquels ordinaires pour leſdits nommez cedent auſdits graduez, voire que conferans à autres qu'aux graduez, *his conquerentibus nulla eſt prouiſio*.

Les indultaires au contraire, dient qu'ils ſont bien plus anciens que les graduez: que leur indult eſt de *Eugenius* 4. en l'an 1431. lequel indult porte preference & prerogatiue à tous autres mandataires, à toutes graces expectatiues, reſerué aux mãdataires Apoſtoliques, & ſe refere la bulle de Paul de l'an 1538. à celle de Eugene. Et pour monſtrer que la bulle d'Eugene porte ces particularitez, c'eſt que les premieres lettres de nomination du Roy François premier, accordees apres la verification de l'indult du Pape Paul en l'an mil cinq cens trẽte neuf, portent particulieremẽt la preferẽce aux graduez. Ce qui ſe verifie par les lettres obtenuës par Maiſtre François Tanel Conſeiller au Parlement, qui ſe trouuent entre les Conſeils de Rebuffe *Conſil. 6.* Que par la bulle de Paul 3. n'y a qu'vne reſeruation aux mandataires Apoſtoliques, indult verifié & au Parlement & au grand Conſeil, que par les ordonnãces attributiues de iuriſdiction au grãd Conſeil, du mois de Septembre 1545. l'article faiſant mention des indultaires du Parlement, porte la preference aux graduez: que ce n'eſt aux graduez à alleguer que l'on n'a peu deroger au Concordat: il ſuffiſt que l'indult d'Eugene & du Pape Paul ſoient verifiez: que les graduez ne s'y ſont oppoſez, que le Roy ne ſon Procureur general ne s'en plaignẽt: que par le Concordat, *mandatarij Apoſtolici graduatis præferuntur*, §. *declarantes*, *de mandat. Apoſtol. in concord.* Et encores à preſent le Pape vſe de preuention contre les graduez, & que les mandats Apoſtoliques ont eſté oſtez en France en conſideration deſdits indultaires, & le furent l'an 1545. lors que l'on commença d'vſer du droict de nomination ſuiuant ladicte

Digitized by Google

bulle d'Eugene: que au grand Conſeil c'eſt choſe ordinaire, & laquelle comme d'vn commun ſtile ordinaire s'obſerue. Par arreſt du mois d'Aouſt 1600. l'indultaire preferé au gradué & ſans deſpens. Monſieur Laſnier Rapporteur: au grand Conſeil la meſme queſtion auoit eſté iugee en Feurier 1582. au rapport de Monſieur de Languetot Cõſeiller audit grand Conſeil.

Maiſtre Charles du Moulin traicte ceſte queſtion en ſes Commentaires ſur la reigle *de infirmis reſignantib. num.* 229. *in fine*, & eſt de meſme aduis que l'arreſt, & tient la queſtion ſans difficulté. Que s'il faut decider la queſtion par l'antiquité du temps, les graduez ne peuuent pretendre que le temps du Concile de Baſle, par lequel le tiers des benefices fut affecté aux hommes de literature, lequel Concile eſtoit l'an 1431. que l'indult octroyé au Parlement n'eſt pas ſeulement du Pape Eugene 4. de l'an 1431. mais il ſe trouue és regiſtres du Parlement: que le premier Septembre 1303. fut faict vn roolle de ceux qui par ordre doiuent ſe nommer, & auquel les Greffiers & les 4. Notaires & Secretaires de la Cour furẽt mis & en recite l'arreſt du Luc *placit. lib.* 4. *tit.* 12. arreſt premier, tellement qu'Eugene 4. ne fiſt que renouueller ce qui auoit eſté concedé par ſes predeceſſeurs: & pourroit l'on ſouſtenir que les deux arreſts recitez par ledit du Luc au meſme titre, donnez l'vn le 27. Iuin 1434. & l'autre le 10. d'Auril 1498. ſont pour le roolle qui ſe faiſoit pour raiſõ deſdites nominations, n'y ayant apparence que ce fuſt pour les mandats Apoſtoliques comme aucuns ont voulu dire, pour n'auoir oncques tels mandats appartenu aux Preſidents & Conſeillers du Parlement.

Banc d'Egliſe parochiale concedé par les Marguilliers, s'il eſt perſonnel ou s'il va aux heritiers. *Vide i. in littera E. 276. pag.*

Quand le ſucceſſeur au benefice eſt tenu du faict de ſon predeceſſeur. *Vide i. in littera S. pag.* 652.

Digitized by Google

SI LES BANNIS PEVVENT AGIR.

XVII.

IVgé en l'audience le Lundy ſeizieſme Septembre mil ſix cens ſept, que celuy qui n'eſt banny que du Parlement de Paris peut agir, *non idem* de celuy qui eſt banny du Royaume.

DROICT DE CHEMIN.

I.

AV procés d'entre le ſieur de Vaſſé, & le ſieur de Conan, la difficulté eſtoit de ſçauoir ſi ledit ſieur de Conan, ayant à cauſe de ſa terre de Rabaſtan vn pré, pour aller dans lequel eſtoit neceſſaire paſſer par ſur les terres du ſieur de Vaſſé, meſmement pour tirer les foins, s'il pouuoit contraindre le ſieur de Vaſſé à luy bailler chemin ſans le deſdommager. Le ſieur de Conan diſoit que les ſeruitudes s'acqueroient, *aut ex natura loci, aut ex pactione, ſeu conuentionne, aut præſcriptione*: que le premier des trois eſtoit le plus fort, comme prouenant des ſources & fontaines de la nature, eſtant accompagné de neceſſité vrgente, laquelle ne receuoit excuſe.

Les hommes ont eſté creez pour s'ayder les vns aux autres & ſe ſecourir en leurs neceſſitez, auſſi la poſſeſſion des terres leur a eſté laiſſee pour en vſer & iouyr, eſtant choſe certaine qu'au commencement *fundi regionibus & finibus non erant diſtincti.* Par meſme moyen on a laiſſé les chemins pour aller aux terres, c'eſt pourquoy *fundo conceſſo, ea etiam conceſſa fuere ſine quibus* la choſe ſeroit du tout inutile. Et ſi ceſte premiere eſpece de ſeruitude a cet auantage qu'elle eſt aſſiſtee d'vne preſcription preſque immemoriale, eſtant certain que *ab omni æuo* le pré a eſté, que l'on y a pris & recueilly l'herbe, acquis preſcription plus que centenaire qui vaut titre, *cap. fin. de præſcrip. in 6.* Preſcription qui eſt *iuris & de iure*, n'admettant preuue au contraire: & eſt ceſte ſeruitude par laquelle *loca inferiora ſuperioribus ſubijciuntur, & è conuerſo*, & n'eſt tant ſeruitude

Digitized by Google

ſeruitude que *naturalis quadam neceſſitas ex ipſa re procedens;* autrement le pré demeureroit du tout inutile. Le Iuriſconſulte & la l. *ſi locus.§.cùm via. quemad.ſeruit. amitt.ſi via publica fluminis impetu amiſſa ſit, vicinus proximus viam præſtare debet.* Et la raiſon eſt de ceſte neceſſité accompagnee de la ſituation de la choſe, & de faict la gloſe demande *an oblato pretio*, dit que non. Et en la loy vnique de *glande leg. ſi ex tuo arbore glans in meum fundum ceciderit, in ea intra triduum colligenda vim fieri veto.* Ce qui monſtre deux choſes ſeruantes à ceſte queſtion; la premiere que l'on peut auoir arbre qui ait ſes branches & rameaux ſur le fond d'autruy *etiam ſine ſeruitute*, ſi ce n'eſt celle qui eſt naturelle & qui deſpend de la choſe meſme: l'autre c'eſt *ius itineris*, pour aller ſerrer mes fruicts ſur la terre du voiſin *etiam ſine ſpeciali ſeruitute*, ſinon de ceſte ſeruitude comme generale & naturelle, pour aller recueillir les fruicts, cõme ſi les fruicts emportoient auec ſoy ceſte ſeruitude, & ſans laquelle ils ſe perdroient ſur la terre, auſſi que la diuiſion des terres n'a peu eſtre faicte qu'auec ceſte condition, ce droict de chemin, autrement *diuiſio inutilis & illuſoria eſſet.* Il y va de l'intereſt public, qui ſurpaſſe les incommoditez que les particuliers pourroient receuoir du paſſage ſur les terres: ſouſtenoit par ce moyen eſtre bien fondé en ſa complainte, & demander que le ſieur de Vaſſé ne le puiſſe troubler & empeſcher en ſon droict de paſſage pour aller recueillir les foins de ſon pré.

Souſtenant au contraire le ſieur de Vaſſé, que c'eſtoit choſe dure d'accorder vne ſeruitude ſur la terre *inuito domino*, que tel droict de ſeruitude ſe doit monſtrer par eſcrit: que la poſſeſſion du ſieur de Conan ne luy pouuoit ſeruir, eſtant trop iuſtifié au procés, que ce qu'il en a iouy c'a eſté *precario*, en tout cas, qu'il ne peut pretendre telle ſeruitude, que l'acheptant *iuſto pretio* & en le deſdommageant, en cas beaucoup plus priuilegié, en la l. *ſi quis ſepulchrum. de relig. & ſumpt.fun. ſi quis ſepulcrum habeat, iter autem non habeat, præſes vicinum compellere poteſt, vt iuſto pretio iter præſtet. Quòd ſi in ſepulcro in cauſa religionis itineris dandum eſt pretium, quanto magis* au faict particulier? Et quant au §. *Si via*, il y a lieu *in loco publico, ſecus in priuato;* car nul n'eſt tenu bailler ſeruitude ſans eſtre deſ-intereſſé.

Digitized by Google

Par arreſt le ſieur de Vaſſé condamné donner paſſage, payant par le ſieur de Conon à vn ſeul payement l'eſtimation du droict du chemin au dire de gens à ce cognoiſſants: & fut donné ſur vn autre arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Paſtoureau. Monſieur Loüet Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, du 26. Mars mil cinq cens quatre vingts-huict.

Boerius en ſa Deciſ. 322. num. 2. 3. tient contraire opinion, & que *fundus poteſt eſſe ſine via*, ce qui ſeroit difficile de croire, ou dire que le chemin a eſté vſurpé.

CHEMIN.

II.

EN la cauſe d'entre Michel Fernel demādeur, & Iean de la Val defendeur: l'ō a demādé ſi le defendeur qui auoit ſes terres au long d'vn chemin particulier qui eſtoit rompu, & par lequel le demandeur auoit droict de chemin, le defendeur deuoit refaire ledit chemin, ſuiuant la loy, *Si locus*. §. *cùm via. quemadmod. ſeruit. amitt.* a eſté ſuiuie l'opinion de Barthol. en la loy. 2. *C. de immunit. nem. conceden-da. lib.* 10. *C.* qui diſtingue *in refectione viæ publicæ aut priuatæ*, en l'vne, *domini prædiorum vicinorum viam reficere debent aut viam præſtare*, ſuiuant la loy. 2. *ne quid in loco publico.* la l. *honor.* §. *viarum. de muneribus & honoribus*, mais *in viæ priuatæ refectione ſecus*, laquelle appartient à celuy qui *habet viam & fundi domino debet tantùm præſtare patientiam, l.* 3. *de vſufruct. ff.* & le demandeur debouté de ſa demande, par arreſt du mois de Ianuier 1531, au rapport de Monſieur Belaud.

COMPROMIS PARDEVANT *Arbitres.*

III.

DEux ayant compromis en trois Aduocats de la ville de Bellac, les Aduocats donnent leur ſentence, laquelle l'vn d'eux refuſe de ſigner, diſant que

la ſentence n'auoit paſſé és termes eſquels elle eſtoit conceuë, combien que deux des arbitres l'euſſent ſignee.

L'on diſoit que la ſentence eſtoit nulle, que ſans raiſō les parties auoient compromis en trois, ſi chacun n'y auoit ſa voix. Que les arbitres ſont *ad inſtar iudicũ* qui ont leur voix, & à l'opinion, & à ſigner la ſentence, qu'il iroit de leur conſcience, ſignant au contraire de ce qu'il a paſſé, ſeroit vn crime de faux. Si l'abſenſe de l'vn des arbitres rend la ſentence donnee nulle, & qu'il ſoit neceſſaire que *aut omnes dicant, aut nullus dicat, l. 19. §. Item ſi plus de recept arbit.* que par meſme raiſon ſe pouuoit dire que *aut omnes ſubſcribant aut nullus ſubſcribat,* d'autant que par telle ſubſcription l'on prouue que les trois arbitres ont aſſiſté au iugement. De dire que la pluralité le doit emporter, & que l'opinion de deux emporte la troiſieſme, cela ſe doit entendre ſelon la loy. 22. *§. ſi plures de recept. arbit. quando vnus in 15. alius in 10. tertius, in. 5. condemnauit, omnes enim,* dit la loy, *in 5. conſenſerũt.* Mais au particulier il s'agiſt de ſçauoir par où il a paſſé, le refuſant ſigner n'y e auoir conſenti a la condẽnation: les arbitrages tiennẽt de la nature des contracts, la foy deſquels eſt reuoquee en doute ſi l'vn des Notaires *negat conctratum fuiſſe.*

Au contraire on diſoit qu'auec grande raiſon le Iuriſc. en la loy. *Item ſi vnus §. principaliter. de recept. arb.* auoit deſiré nõbre impair és arbitres pour obuier à la diuerſité des opinions & iugements, diuerſité non moins grande que celle qui ſe remarque és vſages des hommes: que n'y ayant que deux arbitres, chacun diroit pour celuy qui l'a nommé, l'arbitrage demeureroit inutile. La loy rend la raiſon de ce, *Si diſſentiant arbitri pares, maior inuenitur cuius arbitrio ſtabitur.* Autrement il ſeroit en la puiſſance d'vn opiniaſtre que l'on nommeroit volõtiers, d'empeſcher l'arbitrage: & ſeroit faire indirectement ce que la loy & l'ordonnance defend de faire directement, qui eſt d'eluder en tout le faict des iugements des arbitres. Et tout ainſi qu'vn ſeul ne peut empeſcher que l'opinion des deux ne l'emporte, auſſi ſon opiniaſtreté ne peut empeſcher que la ſignature des deux ne contraigne le 3. à ſigner, la ſignature n'eſtant plus fauorable que l'opinion, ſignature qui n'eſt que l'execution de l'opinion.

Digitized by Google

Par arreſt l'arbitre refuſant condamné à ſigner, & à ſon reffus, que la ſentence ſignee des deux ſeroit de pareil effect, que ſi le troiſieſme l'auoit ſignee, 5. des Enqueſtes, 11. Decembre 1585. Monſieur Louet Rapporteur, *in l. duo ex tribus. de re iud. ff. ſed ſi vnus adſit & contradicat, ſtabitur duorum ſententiæ, quid enim minus verum eſt omnes iudicaſſe.*

COMPROMIS FAICT PAR vn Tuteur.

IIII.

VN tuteur ayant en ceſte qualité compromis pour ſes mineurs auec peine au contreuenant, interjette appel de la ſentence des arbitres, eſtoit empeſché par fin de non receuoir qu'au prealable il n'euſt payé la peine, & que la ſentence n'euſt eſté executee ſuiuant l'ordonnance des arbitres de l'an 1560.

L'on diſoit contre le tuteur, que *minor qui iure communi erat vſus*, n'auoit ſubiect de ſe plaindre : que l'ordonnance des arbitres eſtoit fauorable, introduitte pour vn bien public, qui concernoit autant l'vtilité des mineurs en l'abbreuiation des procés que des maieurs de diſpoſition de droict le cõpromis fait par le mineur *non interueniente tutore*, eſtoit nul, mais *tutore auctore* eſtoit valable. *l. ſi pupillus, de recept. arbit. ff.* Et combien que la loy *ſi minor. §. minores de minorib. ff.* ſemble eſtre contraire, neantmoins la gloſe en demonſtre aſſez la particularité, qui eſt que *iure Romano ab arbitro non appellabatur, ideo ſi in compromiſſo, minor eſſet læſus, reſtituendus erat* : mais que *iure noſtro*, y ayant appel des iugemens des arbitres, la raiſon ceſſoit : que iuger autrement ſeroit priuer les mineurs du fruict de l'ordonnance, leur deſnier ce qui eſt accordé aux majeurs. Le Balde ſur la loy derniere. *de reſt. in integrum. C.* approuue le ſtatut qui permettoit aux tuteurs compromettre pour les differents de leurs mineurs.

Au contraire, le tuteur diſoit qu'il y auoit deux ordonnances des arbitres de l'an 1560. l'vne pour faire compromettre les proches parens pour vuider leurs differents, l'au-

tre pour auctoriſer les iugemens des arbitres, ſans que l'on fuſt receuable d'en interjetter appel que l'on ne payaſt la peine promiſe, & que nonobſtant l'appel la ſentence deuoit eſtre executee: pour l'vne iugé par arreſt de l'an 1571. Fontenay & Marion plaidans le : que les mineurs n'y eſtoient compris, mais qu'il y auoit plus d'occaſion de les exempter de l'autre ordonnance: que l'on auoit recherché tous moyens pour la conſeruation des biens des mineurs, & reprouué ceux par leſquels l'on pouuoit directement ou indirectement paruenir à l'alienation d'iceux, qu'il ſeroit aiſé faire appoſer és compromis faits par les tuteurs, vne ſi bonne & notable ſomme de peine ſtipulee, qu'il ſeroit plus expediẽt aux mineurs acquieſcer à la ſentẽce, bien qu'elle fuſt inique, que de payer la peine: & neãtmoins par telle ſentẽce ils ſeroiẽt priuez de leur biẽ, ou pour le payement de la peine il faudroit paruenir à vne alienation. Alexand. en ſon Conſeil 32. du 2. liure a traicté ceſte queſtion, & par grandes raiſons monſtre que comme les contracts des tuteurs ne pouuoiẽt preiudicier aux mineurs, auſſi q̃ par tels cõpromis qui ſõt vrais cõtracts leur cõditiõ ne pouuoit eſtre deterioree: le cõpromis eſt pur volontaire cõparé à la trãſactiõ, *& eſt rei dubiæ nõ certæ*, en l'Auth. *ſi vero cõtigerit, C. de iud.* & plus particulieremẽt en l'Auth. *vt differrẽt iud.* c'eſt pourquoy la meſme ſolẽnité requiſe *in tranſactione* eſt neceſſaire *in cõpromiſſo.* Le titulaire d'vn benefice a plus de pouuoir en l'adminiſtration des fruicts & droicts du benefice, que le tuteur és biens de ſon mineur: & le beneficier ne peut compromettre ſans l'auctorité du ſuperieur, ſans les ſolennitez requiſes *in alienatione, aliàs læſa Eccleſia reſtitueretur. cap. veniens. cap. de cætero. de tranſact. apud Greg. cap. Quintavallis. de iud.* Et de faict que le Balde pour ſes raiſons en la l. 2. chap. *ſi aduerſ. tranſact.* auoit tenu que *tutor compromittere non poterat*, & que *qui non poteſt alienare nec compromittere, de reſtit.* & ce qui ſẽble auoir eſté de cõtraire aduis en la l. derniere, *in integrum*, c'eſt *propter ſtatutum* lequel *ligat etiam minores*: qu'encores qu'il y ait appel de la ſentence des arbitres, que les mineurs eſtoient lezez par le payement de la peine & execution de la ſentence nonobſtant l'appel: que la raiſon de l'ordonnance eſtoit qu'il falloit imputer aux contractans d'auoir compromis és arbitres, de les auoir

Digitized by Google

choiſis, ne pouuoit auoir lieu *in perſona minorum*, le tuteur deſquels n'apporte le plus ſouuent telle diligence & fidelité qu'il doit, eſtant eſleu ou par contrainte ou faueur : que ceſte raiſon eſtoit le vray & ſeul fondement de l'ordonnãce, lequel ceſſant en la perſonne des mineurs, l'effect de l'ordonnance & la rigueur ne deuoit eſtre gardee.

Par arreſt les lettres obtenues par le tuteur entherinees, & ce faiſant qu'il pourroit pourſuiure ſon appel, ſans payer la peine du payant, de laquelle il eſt abſous, le 18. Mars 1595. cinquieſme des Enqueſtes, Monſieur de Meſmes Rapporteur, Mulard & du Gué. *Melior eſt conditio bonæ cauſæ cùm ad iudices itur, quàm cùm ad arbitros, ex Seneca. Qui non poteſt alienare, non, poteſt cum pœna compromittete.*

CESSION D'ACTIONS DE *droict litigieux.*

V.

L'On a demandé au proces d'entre Meſſieurs les Leſcots Conſeillers en la Cour, ſi comme la loy. *per diuerſas*, & la loy *ab Anaſtaſio. C. mandati* auoit lieu, *in actionib. perſonalib.* comme il auoit eſté iugé par pluſieurs arreſts, meſmes par vn de l'an 1588. au mois de Septembre au rapport de Monſieur Bouyn en la cinquieſme des Enqueſtes, entre la Duguie & la vefue Ferrant, auoient auſſi lieu, *in immobilibus*. Et ſi vn coheritier ayant acquis d'vn creancier vne terre litigieuſe, ou s'eſtant fait ceder des droicts reels litigieux, pouuoit eſtre contraint par les autres coheritiers à receuoir ſon principal pour la part des coheritiers, ſuiuant le. §. *quatuor*, de la l. derniere. *de legat.* 2. Iugé par arreſt que le rembourſement ſe pouuoit faire, & qu'en ce particulier le. §. *quatuor* deuoit eſtre obſerué. Monſieur Iabin Rapporteur, cinquieſme des Enqueſtes, vingt-huictieſme Auril mil cinq cens quatre vingt-neuf.

Digitized by Google

COMMVNAVTE' D'ENTRE MARI *& Femme ſoubs quelle couſtume ſe doit reigler, ou par l'ancienne ou par la reformee.*

VI.

FRançoiſe Quentin, fut mariee auec Pierre Pillet en l'annee 1557. auant la reformation de la couſtume du Baillage de Touraine, Pillet decede en l'annee 1584. apres la reformation de la couſtume, l'on a demandé ſi la communauté ſe deuoit reigler par l'ancienne couſtume, ſoubs laquelle le mariage auoit eſté contracté, ou ſelon la nouuelle couſtume, ſous laquelle la diſſolution du mariage eſtoït aduenuë. Par l'ancienne couſtume le ſuruiuant auoit la iouiſſance de tous les acqueſts, moitié en proprieté, moitié en vſufruict, *etiam liberis ex quocunque matrimonio exiſtentibus*, & par la couſtume reformee, la iouïſsãce deſdits acqueſts n'appartient au ſuruiuant que pour la part des enfans du deuxieſme lict, & pendant leur puberté ſeulement.

L'opinion de ceux qui vouloient reigler la communauté ſuiuant l'ancienne couſtume, eſtoit fondee ſur ce que les couſtumes eſtans comparees aux contracts. pour en auoir les meſmes effects, *Vt in contractibus tempus contractus, ita in his ſtatutis tempus ſtatuti ſpectandum erat. l. Rutilia Paula. de contrah. empt. l. ſi filius famil. de verborum obligat.* Que les contractans ne pouuoient preuoir vne reformation de couſtume, vne nouuelle loy: que par le contract de mariage *ius quæſitum erat*, l'on ne s'eſtoit donné peine ſtipuler ce que la loy municipale accordoit: que la couſtume reformee *futuris non præteritis dabat formam negotijs*. qu'elle n'eſtoit vn droict acquis par vn contract de mariage fauorable de ſoy, qu'il ſeroit dur reigler vne communauté ſur vne couſtume qui n'eſtoit lors du contract de mariage, comme incogneuë par les parties contractantes, & qu'il leur eſtoit impoſſible de ſçauoir: que de diſpoſition de droict l'on regarde la loy du domicile qui eſtoit lors du contract de mariage, *l. exigere dotem. de iudic. ff.* Et de faict iugé par arreſt de l'an 1572. qu'vn mary ayant contra-

Digitized by Google

ĉté mariage en la couſtume d'Auuergne, & depuis la conſommation du mariage s'eſtant allé tenir au pays de Montpenſier, la communauté ſe deuoit regler par la couſtume d'Auuergne, & non par la couſtume de Montpenſier, qui eſt en effect dire que la couſtume du domicile qui eſtoit lors du contract ne ſe peut changer, au preiudice du droict acquis par le contract de mariage: que la couſtume qui eſtoit lors du contract de mariage, & qui s'obſeruoit en Touraine auoit meſme effect qu'vne conuention que l'on euſt appoſee au contract de mariage: que la nouuelle couſtume n'oſte les conuentions particulieres des contracts.

Pour l'opinion contraire, l'on diſoit que ceſte queſtion ſe decidoit par l'opinion de Barth. en la loy, *omnes populi*, *num. 47. de iuſtit. & iure*, où il demande, *quando antiqua aut noua lex ſit conſideranda*, *diſtinguit*, que *aut ius quæſitum eſt in antiqua lege, tunc lex antiqua ſeruanda; modò lex antiqua ius tribuat ſine aliquo facto, ſed ex mera & pura voluntate & diſpoſitione legis & ſine facto & miniſterio alicuius* comme *in dote, doario & in alijs iuribus ex ipſo matrimonij contractu merè competentibus ſine alio hominis miniſterio: aut verò, vt ius quæratur, factum hominis deſideratur, nec purè ex lege ius quæritur ſed factum aliquod requiritur, tunc illa lex aut conſuetudo ſeruanda ſub qua tale factum incidit.* L'exemple qu'il en donne eſt aſſez familier. *Dicit ſtatutum maritum morte vxoris tertiam partem dotis lucrari, dote ante ſtatutum data, vxore autem poſt ſtatutum defuncta*, il demande, *an maritus tertiam partem dotis poſſit lucrari virtute primi ſtatuti*, ou bien la moitié en vertu de la loy ſoubz laquelle la femme eſt decedee, & *quia ius illud non datione dotis marito quæritur, ſed morte vxoris*, dict que le mary en doit auoir la moitié: & peut l'on dire que la loy de la communauté eſt celle en laquelle finiſt la communauté, la couſtume deſirant le deceds de l'vn des conjoincts: & quand les futurs conioincts contractent ſoubz la loy du ſtatut, ou de la couſtume ſans y auoir ſtipulation expreſſe, comme d'vn doüaire prefix & loy particuliere en la communauté, comme que le ſuruiuant n'auroit que quelque portion reiglee, cela s'entend de la couſtume qui aura lieu lors de la diſſolution de la communauté, le droict n'en eſtant pluſtoſt acquis: que ceſte queſtion auoit eſté iugee

gee

Digitized by Google

gee en la meſme couſtume de Touraine, en la cinquieſme chambre en l'annee 1580. le 23. Decembre en la cauſe des Drouyns & Heſſelin, au rapport de Monſieur Bouyn.

La Cour a ſuiuy l'opinion de Barthole, & reiglé la communauté ſuiuant la couſtume reformee, ſoubs laquelle le mariage auoit eſté diſſolu. Monſieur Louet Rapporteur en la 5. des Enqueſtes, le 17. Octobre 1587. *Vide i. pag. 71.*

CONSIGNATION DE *Deniers.*

VII.

L'On a demandé ſi vne conſignation faicte par vn creancier & pourſuiuant criees au Greffe du Chaſtellet de Paris, ayant l'acte de la conſignation des deniers en bonne forme, apparoiſſant neantmoins qu'il n'y auoit que du papier cõſigné, ſi telle conſignation eſtoit nulle.

Le creancier diſoit que la conſignation ayant vne fois eſté faicte auec numeration de deniers, que la partie n'auoit plus d'intereſt de ce que deuenoient les deniers, le Greffier en eſt reſponſable, qui les doit rendre incontinent qu'il eſt ordonné: que les defendeurs eſtans en cela ſans intereſt, n'eſtoient receuables à agir, que l'inconuenient que l'on voyoit arriuer de iour à autre des deniers conſignez, inuitoit aſſez les creanciers de s'accommoder auec les recepueurs des conſignations, & les aſſeurer en papier au lieu de leur bailler argent pour en euiter la perte, qu'il faut en ceſte miſere s'accõmoder au temps, que les creanciers aduiſent à leur ſcureté, ſans que les depteurs en reçoiuent aucun dõmage, au cõtraire *pecuniæ amiſſione non liberaretur debitor*: qu'il n'y a ny dol ny fraude du creancier qui *otioſam & promptam ſemper habet pecuniam* pour la rendre à l'inſtant qu'elle eſt demandee.

Au contraire que telle conſignation eſtoit imaginaire contre l'eſſence de la conſignation qui eſtoit comme vn depoſt, *cuius vſus vt furtum prohibetur*, qu'il vaudroit autant que les deniers demeuraſſent *penes conſignantem ſub idonea cautione.* en la l. 1. *in fine, qui potior. in pign. C. cùm pecuniam accipere noluiſſet eam depoſuit, nec in vſus ſuos conuertit, Iohan. Fab. in*

Digitized by Google

lege, acceptam. C. de vſuris, dict que *vtendo pecunia depoſita aut eam recipiendo, depoſitioni renunciaſſe dicitur*, ſuiuant la loy. *debitor, de vſur.* que l'ordonnance vouloit qu'en l'acte de conſignation l'on y employaſt les eſpeces des deniers conſignez, pour monſtrer qu'il ne faut conſigner en papier, que les inconuenients que l'on alleguoit ne faiſoient rien au contraire, qu'il y falloit bien donner ordre & conſiderer *non quod Romæ fit, ſed quod fieri debet*, autrement la corruption des mœurs changeroit de iour à autre, ce qui a eſté ſainctement inſtitué. L'on adiouſtoit qu'admettant telles conſignations imaginaires, l'on donneroit occaſion à vn adiudicataire d'auoir intelligence auec quelques creanciers, en ſuſciter pour iouyr plus longuement des fruicts de la terre acquiſe & de l'intereſt du prix de l'adiudication, & tenir les criees en longueur, & rendre vn ordre immortel.

La queſtion demandee aux Chambres, par arreſt la conſignation declaree bonne & valable, Monſieur Bouyn Rapporteur, cinquieſme des Enqueſtes, 7. Mars 1588. à l'extraordinaire *multis contradicentibus*, qui ſe fondoient ſur ce qu'il falloit faire, & pour euiter vn abus manifeſte qui ſe commettroit cy apres par les adiudicataires, qui priueroient les creanciers *re & pretio*. Les autres de Meſſieurs qui ne voyoient au particulier aucun dol ne mauuaiſe foy, au contraire que l'adiudicataire l'auoit faict au meſme temps que le Roy prenoit les deniers des conſignations, tellement que ce qu'en auoit fait l'adiudicataire s'eſtoit *cōmodo* du proprietaire & des creanciers. Que ſi l'on cognoiſt qu'il y ait de la fraude ou colluſion de la part de l'adiudicataire, il le faut condamner en des dommages & intereſts: que s'il n'y a aucune colluſion, c'eſt le receueur des conſignations qui eſt debiteur, & non l'adiudicataire, contre lequel le receueur a ſon recours: & faut conſiderer qu'au temps que cet arreſt fut dōné, le Roy faiſoit prendre les deniers des conſignations, pour euiter cet inconuenient, l'on toleroit plus facilement la conſignation en papier.

Digitized by Google

CHEVALIERS DE SAINCT *Iean de Hieruſalem.*

VIII.

PAr arreſt prononcé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident de Thou, iugé que les Cheualiers de Malte ne peuuent ſucceder ne demander part & portion ſoit en proprieté ou par vſufruict en l'heredité, d'autant qu'ils font vœu de pauureté & ſont Religieux, qui ne ſuccedent *ex lege regni*, auſſi ne leur ſuccede l'on, & n'ont autres heritiers que l'ordre, en la pronunciation de Decembre 1573. Chaillou, la Blanchaye, & la Princeſſe d'Yuetot plaidants *i. pag.* 73.

La difficulté eſtoit de ce que rapporte Rebuffe au 141. Conſeil, auoir veu au grand couſtumier vn art. qu'il recite par lequel les Cheualiers de Malte peuuent ſucceder, & que de la reigle generale, les hoſpitaliers ſont diſpenſez & exẽpts, & le rapporte ſur le different de la maiſon de Laſtic : ie n'ay oncques veu ce couſtumier, & n'eſtime qu'il puiſſe eſtre, & ne l'obmettroient les Cheualiers de Malte, qui ne manquent ny de pouuoir ny de credit, ioint que par leurs ſtatuts & priuileges qui ſont imprimez, il n'en eſt porté aucune choſe.

CAVTION.

IX.

IVgé en la cauſe de Iean Thierry, & Creſtreux, qu'vne caution ne poſſedant que des meubles, ſans auoir aucuns immeubles n'eſtoit ſuffiſãte, ſuiuãt la *l. ſciendum. qui ſatis d. cogant. ff*, d'autant que les meubles n'ont ſuite par hypotheque, ſe peuuent deſtourner, & n'y auroit ſeureté aucune, en Nouembre 1530. Et à ceſte occaſion au Chaſtellet de Paris, & Requeſtes du Palais, l'on a accouſtumé demander que la caution baille declaration de ſes immeubles, & ſeroit tenu le creãcier *perpetuò vigilare* pour empeſcher le diuertiſſement des meubles, leſquels *etiam momento* ſe pourroient deſtourner.

Digitized by Google

COMPLAINTE.

X.

IVgé, que celuy qui a acquis ou qui a ceſſion d'vn heritage ne peut intenter complainte, s'il n'a poſſeſſion reelle & actuelle de l'heritage, pour raiſon duquel il veut former complainte, quelque clauſe de conſtitution ou precaire qui ſoit au contract, d'autant que celuy qui n'a poſſeſſion actuelle ne peut pretendre trouble ſuiuant la l. *ſi ex ſtipulatione, de acquir. poſſeſſione. ff.* au rapport de Monſieur Megret, en Iuillet 1531. le procés ayant eſté party.

CONSENTEMENT DV TVTEVR *en iugement, & s'il faut s'en faire releuer.*

XI.

EN la cauſe d'entre Gabriel Seguier & d'Aigremōt, iugé que l'appel d'vne ſentence donnee du conſentement du tuteur contre ſes mineurs eſtoit ſuffiſant, bien que les mineurs venus en majorité ne ſe fuſſent faicts releuer de ce conſentement dans les dix ans de la majorité.

Monſieur de Grieux Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, du 2. Auril, à l'extraordinaire 1595. Cet arreſt eſt fondé en grande equité, mais la rigueur eſt au contraire: le tuteur peut obliger le mineur, il eſt *verus & legitimus procurator*, mais l'on a conſideré que ce n'eſt qu'vne formalité, & qu'à *die notitiæ* le mineur ſeroit releué.

CESSION GENERALE DE DROICTS *& actions ſi elle comprend les reſcindantes & reſciſoires.*

XII.

THomas Grauier ayant ceſſion de tous & chacuns les droicts maternels & actions qui en dependoient, a voulu intenter des reſciſions de contracts, ſouſtenant ſouz ceſte generale ceſſion les actions reſcindantes & reſ-

Digitized by Google

ciſoires y eſtre compriſes, *qui totum dicit, nil excludit*, ceſſion generale d'actions qui comprend celles qui *ſunt in bonis*, comme ſont les reſciſoires. Que ſi l'on auoit donné à vn Procureur pouuoir general auec telle clauſe, il pourroit intenter telles actions, voire *vendere, alienare, permutare, nouare, exigere, l. 58. de procurat.* & s'il en arriue de la faute, *imputandum* a celuy qui *tam effuſo ſermone locutus eſt*; autrement ceſte ceſſion de droicts generaux, indefinis & vniuerſels ſeroit ſans effet.

Les acquereurs de l'heritage aliené ſouſtenoient que le demandeur n'eſtoit receuable, eſtoit ſans action, d'autant que de diſpoſition de droict, *in generali ceſſione ea non veniebant*, qui deſiroient vne ſpeciale deſignation, *cap. quid ad agendum. de procurat. in 6.* Voire que ſi en telle generale ceſſion l'on y appoſe ces mots, *etiam ſi mandatum ſpeciale exigeret*, toutesfois *quæ ſpeciali nota indigent, non veniunt*: que les actions reſcindantes deſiroient vne deſignation ſpeciale, *in l. illud, §. ſi talis. de minorib.* Et le meſme §. parlant *in procuratore* vſe de ces mots, *ſi procuratori nominatim mandatum ſit.* Et en la l. *patri pro filio. de minorib. cognati, & affines minoris reſtitutionem in integrũ petere non poſſunt, niſi de voluntate minoris conſtet*: & la gloſe deſire *voluntatem expreſſam.* Le particulier que l'on pouuoit remarquer és actions reſcindantes, c'eſt qu'elles dependoient du tout de la volonté de celuy qui auoit aliené, quelquesfois y alloit de ſon honneur & reputation pour contreuenir à ſa promeſſe: en la l. *Pomponius, de procurat. ff. reſtitutionis in integrum actio à procuratore ſpeciale mandatum non habente intentari non poteſt.*

Par arreſt le demandeur declaré non receuable, & iugé qu'en ceſſion generale de droicts & actions, les reſcindantes & reſciſoires ne venoient. Monſieur Bouyn Rapporteur, cinquieſme des Enqueſtes.

Des clauſes penales ou reſolutiues des contracts, & ſi l'on eſt receu à purger la demeure, *i. in littera P. pag. 559.*

Digitized by Google

EN CESSION DE DROICT LITIgieux ſi la l. ab Anaſtaſio, a lieu.

XIII.

IVgé que la l. *ab Anaſtaſio*, & la l. *per diuerſas. C. mandat.* auoient lieu, & que l'on eſtoit receu à rembourſer celuy qui auoit acquis vn droict litigieux. L'on en allegue vn ancien arreſt dõné en l'Audience, en l'an 1566. plaidant Monſieur Forget à preſent Preſident: en conſequẽce duquel, i'ay veu iuger la meſme queſtion au rapport de Monſieur de Meſmes en la cinquieſme, pour la vendition d'vn cheual, ſur vn appel du Bailly de Touraine à Tours, & en l'annee 1583. en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur du Viuier, la meſme queſtion a eſté iugee pour vn retraict lignager, contre Monſieur Iuffé Conſeiller au ſiege Preſidial d'Angers, & eſt l'arreſt du mois de Mars 1583. Et le troiſieſme iour de Septembre 1588. au rapport de Monſieur Bouyn en la cinquieſme des Enqueſtes, entre la Duguye & la vefue Ferrant, ſur vn appel du Seneſchal de Poictou ou ſon Lieutenant à Poictiers, & du depuis ſolennellement iugé en la grand Chambre au rapport de Monſieur Courtin au mois de Iuin ſur la fin, au profit de Monſieur l'Eueſque de Bazas Pontac, contre Gourgues & Bourbon Daſpremont, 1596. *Vide in littera L. pag. 419.*

CESSION DE BIENS

XIIII.

SE trouue au regiſtre des plaidoyers le 12. Ianuier 1553. de l'apres-diſnee iugé qu'vn Maiſtre des Monnoyes n'eſtoit receuable à faire ceſſion de biens pour ſedule baillee à vn particulier, qui auoit eſté contraint ſuiuant l'Edit porter à la monnoye pieces decriees & deffendues, Rochefort & Bechet plaidants: parce que c'eſt perſonne publicque, qui pour le deu de ſa charge contracte debte, & par les mains duquel les par-

Digitized by Google

ticuliers ſont forcez & neceſſitez de paſſer : laquelle foy publique empeſche la ceſſion de biẽs. Mais les particuliers debteurs de perſonnes publiques, bien que ce ſoit *ratione officij*, comme pour deſpenſe de bouche faicte en la priſon, ou de ceux qui ont pris par aduance les gages des receueurs, peuuẽt faire ceſſion de biens n'eſtant que debte pure ciuile, & peut l'on imputer à telles perſonnes publicques, qu'elles n'ont contracté plus ſeurement, n'y ayant que de leur pure volonté ſans qu'ils y ſoient contraincts.

COMMVNAVTE' D'ENTRE MARI *& Femme, par quelle couſtume ſe doit reigler.*

XV.

Le 21. Mars 1588. c'eſt preſentee vne difficulté en vn procés au rapport de Monſieur Brizard, en la cinquieſme des Enqueſtes ſi l'on reigleroit vne communauté d'entre mary & femme ſelon la couſtume du domicile, que le mary auoit lors du mariage contracté, ou du domicile, que le mary auoit lors de la diſſolution du mariage. *Vide Boerium* ſur la couſtume de Berry, tit. des marys & doüaires, §. 5. *verſic. tertia concluſio eſt.* Aucuns diſoient qu'il conuenoit reigler la communauté par la couſtume du domicile que le mary auoit lors du deceds de la femme, d'autant que la communauté n'a lieu que de ce iour, pouuãt du viuant de la femme en diſpoſer à ſon plaiſir, & en eſtant *ſolus & verus dominus* : que la couſtume reigle, lie & oblige les ſubiects qui ont leur bien dans le deſtroit d'icelle, ſans qu'il faille aller rechercher vne autre couſtume, au dedans de laquelle il n'y a plus rien, ny biens, ny domicile, adiouſtant que pour monſtrer que la communauté n'eſt acquiſe à la femme du viuant du mary : c'eſt qu'apres le deceds du mary, la femme la peut accepter ou y renoncer, ne luy eſtant rien acquis auparauant.

Au contraire, que le droit de communauté eſtoit acquis du iour du contract de mariage, qui ne ſe pouuoit oſter à la femme *pendente matrimonio etiam facto mariti*, non plus que

conſentiente vxore , nam mulier non aliâs erat matrimonium contractura ſuiuant la l. *exigere dotem, de iudic*. Que la queſtion auoit eſté autrefois ſolennellement diſputee en vn procés party en la premiere des Enqueſtes, entre Meſſieurs de L'hoſpital & Tiraqueau, & departy en la deuxieſme des Enqueſtes, pour vn mariage contracté à Lyon, & depuis les conjoincts vindrent demeurer à Paris, & iugé qu'il n'y auoit aucune communauté non plus qu'a Lyon. Du depuis la meſme queſtion a eſté iugee en la cinquieſme au Rapport de Monſieur de Monthelon. Maiſtre René Choppin en allegue vn meſme arreſt, prononcé a la Pentecoſte 1572. *de Priuilegijs, Ruſticorum, lib. 2. cap. 2.* & Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne, au tiltre des droicts appartenans a gens mariez §. 2 *in verbo.* au Duché de Bourgongne. L'on a ſuiuy leſdits arreſts, apres en auoir demandé aux chambres: du Luc en recite vn arreſt notable appellé l'arreſt du Prince Maure *lib.* 8. *tit.* 3 Arreſt 3. du mois de Mars 1549. voy du Moulin en ſon 31. Conſeil. num. 20.

QVAND LES ACQVESTS FAICTS pendant le mariage ſont ſituez en diuerſes couſtumes.

XVI.

DV depuis arreſt prononcé en robes rouges par Monſieur Potier Preſident, le 12 de May 1595. en la cauſe d'entre de Larchant & de Viuonne, que les acqueſts faicts pendant la communauté, bien qu'ils fuſſent ſituez en diuerſes couſtumes, en aucunes deſquelles le ſuruiuant des deux conioincts, n'auoit communauté, en autres le mary ſeul prenoit les acqueſts ſans que la femme y peuſt rien pretendre, comme en Normandie, ſe deuoit reigler ſelon la Couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, ſoubs laquelle les parties auoient contracté mariage & s'y eſtoient ſoubmiſes derogeãs à toutes autres couſtumes, encores que l'ors du contract ledit ſieur de Larchant fuſt demeurant en Normãdie, où eſtoit la principale terre de ſa maiſon; vray eſt qu'il eſtoit d'ordinaire à la ſuite de la Cour.

Digitized by Google

LE DOMICILE DE CEVX *qui ſuiuent la Cour.*

XVII.

PAr le meſme arreſt iugé que les Seigneurs qui ſuiuent la Cour, peuuent contracter ſoubz la couſtume de ladicte Preuoſté, comme y ayant leur domicile, Paris eſtant la ville capitale, voire *caput regni*, & le Roy y ayant ſon domicile, & les Princes & Pairs de France, & autres officiers de la couronne, qui doiuent eſtre à la ſuite du Roy *vbi caput regni, ibi Regis domicilium*, les premieres compagnies du Royaume y eſtans, les titres du domaine de la couronne, le Parlement, auquel les Pairs du Royaume & officiers de la couronne doiuent le ſerment, le Palais ancienne & vraye maiſon des Rois, & le domicile de la iuſtice qu'ils doiuent à leurs ſubjects. La raiſon de douter eſtoit, que les immeubles ſe deuoient regler ſelon les couſtumes eſquelles ils eſtoient ſituez, couſtumes reelles *& quæ totum afficiebant territorium.* Mais la communauté ſe reglant par vne couſtume, attire auec ſoy ce qui eſt de la communauté comme les acqueſts.

CHEVALIERS DE SAINCT IEAN *de Hieruſalem, heritiers auant leur vœu, & diſpenſez de pouuoir ſucceder.*

XVIII.

LE Commandeur de Diou Cheualier de Malte, heritier du pere auant qu'il fiſt vœu, depuis ſon vœu diſpenſé du Pape de pouuoir ſucceder, intente actions reſciſoires pour alienations faictes par ſon pere & frere aiſné, debouté par arreſt, & qu'il n'eſtoit receuable. Le Specule au tit. *de ſtatu. mona. verſ.* 36. demande *an milites diuæ Mariæ ſint religioſi profeſſi*, d'autant que *non tria vota, ſed tantùm*

obedientiam emittebant, dict que non, *& inter ſeculares numerabantur*, *ſecus ſi tria vota emitterent* au chap. *ad Apoſtolicam. de regularib. ſtatim atque quis tria vota ſolenniter profeſſus eſt, paupertatis, caſtitatis, & obedientiæ, vere monachus cenſendus.* Auſſi diſons nous en France, Religieux profés *à profeſſione regulæ vel voti*, ce qui eſt indubitable, *quando regula eſt approbata*, & que *votum eſt ſolenne* : que les Cheualiers de Malte faiſoient les trois vœux, recours à la reigle eſcrite par Raimondus de Podio leur grand maiſtre, par laquelle *proprium habere non poſſunt*. Et ont exemption au droictCanon de ne payer dixmes *cap. dudum. de decim. idque* en qualité de religieux, & ſont appellez *fratres Hieroſolimitani*, & font pareil vœu que les autres religieux de ſainct Benoiſt, S. Auguſtin & de Ciſteaux : que par la loy generale du Royaume les religieux profés ne ſuccedoient, & l'atteſte ainſi *Benedict. in cap. Rainutius, in verbo. & vxorem. num.* 220. & plus particulierement Chaſſaneus, ſur les couſtumes de Bourgongne, où il allegue Maſuerius & Boerius au titre *de ſucceſſionib. §.* 14. Et d'autāt que par l'ordonnance & couſtume generale du Royaume, les religieux ne ſuccedent, autrement que les religieux de ceſt ordre, qui ſont de grandes maiſons, auec ſucceſſion de temps attireroient tout le bien à leur religion, ſuccederoient & l'on ne leur ſuccederoit : que par arreſt de Decembre 1573. il auoit eſté ainſi iugé; que le Cheualier de Seure grand Prieur de Champagne, ayant obtenu diſpenſe pour pouuoir teſter de partie de ſes meubles, en auoit eſté par arreſt debouté : que la diſpenſe que ledict de Diou auoit obtenuë eſtoit abuſiue, le Pape ne ayant pouuoir en France *in temporalibus, in hæreditate* : que le Roy ſeul y eſt ſouuerain; & de droict le Pape ne peut diſpenſer. *Vt monachus habeat proprium, cap. cùm ad monaſterium, de ſtatu. monac. cùm hoc ſit de eſſentia monachationis*, par le chap. *ſuper quodam Canonico, de ſtatu. monachorum. ſepultura priuātur monachi proprium habentes*; *Iuo Carnot. Epiſt.* 42. *&* 62. *licèt enim in hoc ſæculo condemnati non ſunt, iuris tamen fictione, & ex legis præſumpta diſpoſitione, iam in hoc ſæculo condemnati, vt Ananias & Saphira.* N'eſtoit auſſi conſiderable, que ledict de Diou eſtoit ja heritier lors qu'il fiſt vœu, d'autant que *ex lege regni per profeſſionem regulæ & ingreſſum religionis hæredes ab inteſtato ſuccedunt*

Digitized by Google

& eo caſu religioſus ciuiliter mortuus eſt, & n'auons gardé *l. Auth. ingreſſi.* que *per ingreſſum religionis monachi ſe & ſua dicabant monaſteriis.* & ainſi l'atteſte Rebuf. *in proœmio conſtit. regiar. in verbo.* Loix abrogees ſuiuant *l. Auth. ingreſſi*, & eſt la commune opinion des Couſtumiers, Boërius, Chaſſaneus, Petrus Rat, & autres, *gloſa pragmat. ſanct. tit. de ſublat. clem. litteris. in verbo. cuicumque. verſ. & eodem modo, circa medium.* Bien eſt-il interuenu quelques arreſts par leſquels l'on a ordonné quelques aliments aux Cheualiers de Malte, d'autant qu'en la religion ils ont *victum & veſtitum reſidendo* & non autrement. Mais en France ils n'ont rien de l'ordre, auſſi eſtans pourueus de Commanderies la penſion ceſſe. Monſieur Larcher Rapporteur 5. des Enqueſtes, du 18. Aouſt 1588. de Diou & de Bourbon.

DROICT DE CHAMPART.

XIX.

IVge qu'il n'eſtoit neceſſaire s'oppoſer aux criees pour vn droict de Champart, pourueuqu'il ſoit ſeigneurial, & la preuue qu'il y auoit au procés, que le Champart eſtoit ſeigneurial, c'eſt qu'il eſtoit *in feudo*, du Chapitre de S. Spire de Corbeil, & ſur les terres qui n'eſtoient ſubiectes au droict de Champart, ils prenoient la cenſiue, & ſur celles qui eſtoient ſubiectes au droict de Champart, ne prenoient autre droict que le Champart, ne ſe preſentant autre Seigneur qui y pretendiſt aucun droict, le vingtieſme Iuillet 1587. Monſieur Scaron Rapporteur, en la 5. des Enqueſtes, entre le chapitre ſainct Spire de Corbeil, & la vefue Gaumont.

LE IOVR DE L'OBSERVATION de la Couſtume.

XX.

IVgé au rapport de Monſieur de Thurin en la 5. des Enqueſtes, ſuyuant vn autre arreſt donné en l'audience en la couſtume d'Amiens au procés du Vi-

Digitized by Google

dame d'Amiens, ſieur de Pigueny, que la couſtume reformee a lieu, & ſe doit obſeruer du iour qu'elle eſt reſoluë, arreſtee & publiee en l'aſſemblee des Eſtats, ores que long temps apres ne ſoit apportee au Greffe de la Cour, d'autant que les couſtumes ne s'omologuent & ne ſe verifient en la Cour, mais ſeulement s'apportent au greffe d'icelle, pour y auoir recours. Autre choſe ſeroit, ſi les trois Eſtats auoient renuoyé la reſolution de quelques articles à la Cour, car en ce cas, tels articles n'auroient lieu que du iour que la Cour y auroit prononcé par ſon arreſt.

La diſtinction que l'on apporte en ceſte queſtion eſt que *aut factum hominis deſideratur, aut non.* Comme quand vne ſolennité eſt preſcripte par la couſtume nouuelle, ou aux contracts ou teſtaments, & en ce cas la couſtume nouuelle n'a lieu du iour qu'elle eſt arreſtee, ne pouuãs les Notaires ou autres perſonnes deuiner ce qui a eſté arreſté auãt la publication, & qu'il ſoit venu à la cognoiſſance d'vn chacun. Et pour-ce le iuge peut arbitrer le tẽps qu'il faut, ou de 8. iours, *in ciuitate*, ou de quinze ou d'vn mois, *extra ciuitatem*, ſelon la diſtance des lieux : *ſed quando factum hominis non deſideratur*, mais *ſine facto & miniſterio hominis ius quæritur*, comme aux ſucceſſions, la couſtume nouuelle a lieu du iour de la publication faicte en l'aſſemblee des trois Eſtats, & s'obſerue ainſi au Palais.

CENSIVE OV CHAMPART ESTANT *droict ſeigneurial ſi il ſe peut preſcrire par cent ans.* XXI.

Les Religieux de Reaulieu prés Compiegne, ont par leur fondation faicte par le Roy Philippes le Bel les Champarts du territoire de Choiſi, le Roy ſe reſeruant la haute iuſtice, & laiſſant la baſſe iuſtice dudict territoire aux Religieux. Les Marguilliers de la parroiſſe de Choiſi refuſent payer le droict de Champart de quatre arpens de terre ſiz audict territoire de Choiſi, alleguans preſcription de plus de cent ans, ſouſtenans au contraire leſdicts Religieux, que ce droict de Champart eſt ſeigneurial par la couſtume de Senlis, que leſdits Marguilliers

Digitized by Google

ne payent autre cenſiue : que par ladicte couſtume droict de cenſiue & Seigneurial eſt impreſcriptible : que par la meſme couſtume nulle terre ſans Seigneur, que ledit droict de Champart ayant eſté donné par Phillippes le Bel eſt domanial, impreſcriptible.

Les Marguilliers diſoient que ſi le Champart duquel il s'agiſſoit entre les parties, eſtoit de pareille nature & qualité que celuy que Ioſeph fiſt accorder en Egypte de la cinquieſme partie des fruits, laiſſant les quatre autres parties aux proprietaires la difficulté ne ſeroit grande, l'vn eſtant deu *in ſignum dominij vniuerſalis*; l'autre de particulier à particulier. Que ſi l'on vouloit prendre la deciſion de la queſtion par la couſtume de Senlis, ou par la qualité de la choſe demandee, que les Marguilliers eſtoient bien fondez par la couſtume, premieremẽt en ce qu'elle porte que droicts de cẽs & droicts ſeigneuriaux ne ſe peuuent preſcrire, & que le Chãpart eſtoit droict ſeigneurial, partant impreſcriptible, y auoit bonne reſponſe, pour eſtre reigle infaillible *quæ centenaria præſcriptio non expreſſa nunquam intelligitur, quibuſcunque verbis lex concepta ſit, etiam generalibus omnem quãcunque præſcriptionem continentibus*, cela eſt pris de la gloſ. en l'authent. *vt de cætero commutationes, in verba. preſcriptione*, & par les mots de l'authẽtique *Eccleſia in perpetuum vindicare poterit nonobſtante quacunque temporis præſcriptione, excipitur centenarium.* Du Moulin ſur le 7. §. de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, num. 12. expliquant les mots de la couſtume, pareils que ceux de la couſtume de Senlis, dict que *non procedunt in præſcriptione centum annorum quæ habet vim conſtituti. l. hoc iure. §. ductus aquæ, de aqua quotid. & æſt. ff.* Et que *nunquam cenſetur excluſa etiam per legem prohibitiuam & per vniuerſalia negatiua & geminata verba omnem quãcunque præſcriptionem excludentia.* Chaſſaneus expliquant les mots de la couſtume de Bourgongne au titre des mainmortes. §. 2. ne peut preſcrire par quelque laps de temps que ce ſoit, excepte le ſentenaire, *quod verbis quantumcumque generalibus non continetur* : & le meſme du Moulin en ſon 26. Conſeil, num. 25. a ſuiuy la meſme opinion que *omiſſa hæc præſcriptio nunqnam intelligitur.* Monſieur Tiraqueau en ſon traicté du retraict conuentionnel, §. 1. gloſ. 2. num. 15. ſuit la

Digitized by Google

meſme opiniõ, & l'atteſte eſtre cõmune des Docteurs *quæ verbis generalibus non ſubmouetur*. Alexand. en ſon Cõſeil 6. du premier liure a tenu la meſme opinion pour indubitable, & a eſté ſuiuy par le meſme du Moulin en ſon Annotation ſur ledict Conſeil, & cite Angelus *in l. 1. C. ne rei dominicæ vel templo*. Le Balde, & Barth. ſur l'auth. *quæ actio, de ſacroſanct. Eccleſ. His enim verbis generalibus quæ ſunt iuris communis continentur, non quæ ſunt iuris ſpecialis & diſpoſitionis particularis.* Meſmement en ceſte cẽtenaire preſcriptiõ, *quæ nõ tã preſcriptio dicitur quàm titulus*: que ce qui eſt acquis par vn tel temps *non tam iure præſcriptionis quæritur, quàm præſumptionis iuſtitiæ reſultante ex poſſeſſione tanti temporis*, comme le dict le meſme du Moulin ſur le 46. §. de ladicte couſtume de Paris, num. 15. Auſſi en l'ancienne couſtume de Paris pareille voire plus expreſſe que celle de Senlis, l'on iugeoit que la centenaire n'eſtoit compriſe *in tali prohibitione ſtatuti*, & par la reformee l'on a adiouſté la centenaire preſcription, ſçachant bien que *omiſſa*, n'euſt eſté compriſe en la generale diſpoſition, & que *quæ ſpeciali nota indigent non veniunt ſub generali clauſula*. Quant au 2. article de la meſme couſtume, qui veut que nulle terre ſoit ſans Seigneur, & qu'eſtant au particulier le droit de Champart, ſeroit oſter toute la recognoiſſance feodale, voire rendre la terre allodiale, diſoient les Marguilliers que ceſte couſtume n'auoit plus d'effect que la couſtume generale du Royaume, nulle terre ſans Seigneur, laquelle n'empeſchoit la preſcription du droict Seigneurial, du droict de cens, & de faict nonobſtant ceſte couſtume generale l'on ne delaiſſe d'auoir *alaudialia prædia*, qui ne doiuẽt aucune recognoiſſance, recognoiſſans toutesfois le Roy, ou autre haut Iuſticier. Du Moulin ſur le 45. §. de la couſtume de Paris, num. 12. expliquant ceſte loy generale en ce Royaume dit pour reſolution, num. 15. qu'elle ſe doit entendre en ceſte façõ, que *fundus non ſubſit dominationi & iuriſdictioni Regis vel ſubalterni domini ſub eo*. Que ſi les Marguilliers ſe vouloient exempter de la iuſtice de Choiſy, ne recognoiſtre aucun ſouuerain, la loy generale du Royaume y reſiſteroit. Mais de preſcrire vn droict ſeigneurial plus profitable que honorable, c'eſt tout autre choſe: de vouloir ſouſtenir que ce droict de Champart, comme repreſentant le

Digitized by Google

cẽs eſtoit de ſa nature impreſcriptible, c'eſtoit s'abuſer, attẽdu la diſtinction que l'on auoit apportee au Palais, des choſes qui ſe pouuoient preſcrire d'auec celles qui de leur nature ne pouuoient receuoir aucune preſcription, voire centenaire: que ce qui eſtoit deu *in ſignum ſuperioritatis & obedientiæ*, par droict de ſouueraineté, *in ſignum vniuerſalis dominij, etiam per mille annos*, dict le Balde, *in l. 1. ne rei domin. vel templo. C.* ne ſe peut preſcrire. *l. competit. de præſcript.* 30. *vel* 40. *annor. C.* comme *tributorum præſtatio*, cela eſt *iuris publici. cap. omnis anima, de cenſibus. cap. cùm non liceat, de Iudic. toto tit. de cenſibus & procurat. apud Greg. Ideo tributa præſtatio, quia eſt probatio ſubiectionis*, contre ceux qui voudroiẽt preſcrire *perpetua legis probibitio reſiſtit*: cela eſt *præcepti, omnis anima ſublimioribus poteſtatibus ſubdita ſit. Reddite Cæſaris quæ ſunt Cæſari*, cela eſt *iuris publici, non cadit in contentionem, nec præſcriptionem.* Mais ce qui eſtoit deu d'vn droict pur particulier, non pour marque de ſouueraineté, d'obeiſſance, d'honneur, mais pour le profit ſeulement qu'il ſe pouuoit preſcrire. La reigle la plus aſſeuree qu'ayons és preſcriptions c'eſt, *quæ cadunt in commercium præſcribi poſſunt*: & n'eſt autre choſe de la preſcription que *tacitus partium conſenſus, præſumptus titulus ex tacita partium voluntate, & longo temporis interuallo procedens, præſcriptio tacitam pactionem continet.* Or que l'immunité de payement du droict de Champart ſe pouuoit acquerir par conuention, les fiefs eſtoient *in commercio hominum*, le cens ſe pouuoit acquerir, vendre, eſchanger, par conſequent preſcrire par cent ans, *quæ præſcriptio vim habet tituli & conſtituti, dicto §. ductus aquæ. cap. fin. de præſcript. in 6.* Et les Marguilliers apportans auiourd'huy ceſte centenaire preſcription apportent vn tiltre ſolennel hors de tout contredict de l'immunité de ce droict de Champart, la loy preſumãt par vn tel laps de temps, qu'il y a eu titre entre les parties. preſcription *quæ eſt iuris & de iure non admittens probationem in cõtrarium, eſt vetus atq; probus centum qui perficit annos.* Nature prouide à la conſeruation des hommes, des familles & poſſeſſions, n'ayant peu empeſcher que par cent ou deux cens ans, les tiltres, les pactions ne fuſſent conſommees par le tẽps, a trouué ce ſeul moyen, ceſte centenaire preſcription pour aſſeurer les hommes. Auſſi du Moulin audict 46. §. dict que le Vaſſal

qui s'ayde contre ſon Seigneur de ceſte centenaire preſcription, ne fonde tant ſon intention *in tempore & præſcriptione, quàm in præſumptione iuſtitiæ, reſultante ex poſſeſſione tanti tẽporis*; & au §. 7. de la meſme couſtume, num. 12. *& ideo per centum annos vaſſallus, omne ius feudi præſcribit.* Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne, au tiltre des cenſiues. §. 2. num. 33. tient pour choſe indubitable, que *cenſus priuatus præſcribi poteſt, ideo*, dit-il, parlant *de cenſu priuato, teneo indiſtinctè quòd præſcribi poteſt, cùm non ratione obedientiæ, aut iuriſdictionis debeatur.* Guido Papæ deciſ. 416. num. 1. decidant ceſte queſtion, apporte la meſme diſtinction, *de cenſu debito Regi aut reipub. iure ſuperioritatis, iure obedientiæ,* qui eſt impreſcriptible, *non idem in cenſu priuato*, y ayant eu opinions contraires, l'vne que par 30. ans il ſe pouuoit preſcrire, l'autre que par cent ans ſeulemẽt, & en allegue vn arreſt du Parlement de Grenoble, de l'an 1460. Qu'en l'anciẽne couſtume de Paris pareille à la couſtume de Senlis il ſe pratiquoit ainſi, & s'en trouue trois arreſts donnez l'vn en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur de Helin en l'an 1570. le ſecond en la cinquieſme des Enqueſtes, au Rapport de Monſieur de Monthelon, entre le Chapitre de Chartres, & le Curé de Iouy, le troïſieſme en la meſme Chambre, au rapport de Monſieur du Four, entre les Celeſtins de Paris, & le Chapitre ſainct Germain de l'Auxerrois pour les cenſiues de la terre d'Atinuille, le 2. Ianuier 1587. Qu'il y auoit vne particularité en ceſte cauſe, c'eſt que les Marguilliers eſtoient gens de main-morte deuẽment amortiz, & bien que par les amortiſſements ils ſoient exemptez des droicts reels, ſi eſt-ce que quand les terres leur ſont donnees par les Rois, ou ceux qui peuuent amortir, c'eſt *cum omni iure & integritate, liberè & ſine onere*, & eſtans telles terres ſans aucun fruict pour les Seigneurs de fief, les droicts en ſont delaiſſez, & pourroient dire les Marguilliers qu'ils ſont auſſi anciens que les Religieux de Reaulieu fondez auparauant. Que quand bien il faudroit decider ceſte cauſe par la particularité de la couſtume nouuellement reformee de Paris, le cens ne ſe preſcript par 100. ans quand il y a recognoiſſance particuliere ou titre certain que le cens ait eſté autresfois deu, mais que les Religieux pour tout droict & titre

Digitized by Google

tiltre n'ont qu'vne ſentence de l'an 1435. donnee contre vn fermier, & ſans cognoiſſance de cauſe, que ce n'eſt *cum legitimo contradictore.l.male agitur.de præſcript.30. vel. 40. annorum.*

Les religieux de l'Abbaye de Reaulieu diſoient au contraire, que ſoit par la couſtume de Senlis prohibitiue de toute preſcription de cens & droicts ſeigneuriaux, ſoit par autre art. que nulle terre ſans Seigneur, prenant le champart au lieu de cens, il ne ſe pouuoit preſcrire. La maxime du Palais eſt, que le ſens eſt impreſcriptible, nulle terre ſans Seigneur, la couſtume particuliere de Senlis eſt, que tous ceux qui ſont au dedans du reſſort d'icelle doiuent ſçauoir, interrompt de iour à autre ceux qui contre la prohibition d'icelle voudroiēt eſtablir vn nouueau droict, *clamat quotidie perpetua legis prohibitio, impedit præſcriptionem.* La centenaire preſcription eſt fauorable, mais n'a lieu en ce qui ne ſe peut de ſa nature preſcrire, *res ipſa reſiſtit.* Les fiefs en ce Royaume ſont venus de la couronne & y retournent, retenant la nature de leur origine. La cōparaiſon en eſt faite par Balde des riuieres qui prennent leur ſource de la mer & leur fin. Ce qui eſt *de iure regio, iure coronæ; in ſignum obedientiæ, ſuperioritatis*, n'eſt ſubiect à preſcription par les maximes vulgaires, cela eſt *præcepti*, auſſi n'eſt ce choſe *quæ cadat in hominū cōmerciū*, conuention de ne payer aucū tribut, de ne recognoiſtre aucun ſuperieur, nul Seignr, nulle ſouueraineté, cela eſt contre toutes maximes, *cōtra bonos mores, diſciplinam publicam ſtatum & legem regni.* Que le ſens eſt deu & le champart qui entre en ſon lieu, ny ayant autre recognoiſſance *in ſignum ſuperioritatis & obedientiæ*, non pour le profit, mais pour l'honneur & recognoiſſance que la terre tiēt de quelqu'vn. La meſme raiſon que *cenſus reipub. aut Regi debitus*, ne ſe preſcrit, a lieu *in cenſu priuato.* C'eſt touſiours pour la recognoiſſance & non pour le profit. Nous ne receuons en France les conuentions d'entrē le vaſſal & le Seigneur de fief, pour ſe redimer ou liberer de la recognoiſſance feodale, le Roy y a intereſt, c'eſt à luy à qui les fiefs retournent, & ceſſant cet intereſt, la loy du Royaume y reſiſte, nulle terre ſans Seigneur. Ceſte raiſon eſt correſpondante entre les Seigneurs de fief & le Roy, eſt demonſtree par les adueus que doiuent les vaſſaux aux ſeigneurs de fief, les ſeigneurs de fief

Google

aux Barons, les Barons aux Comtes, les Comtes aux Ducs, & les Ducs au Roy, & diminuant le ſens, ſeroit diminuer les adueus, oſter les droicts du Roy. Encores ſe remarque-il que le vaſſal, le ſubiect cenſier, doit quelque honneur à ſon Seigneur de fief plus qu'à vn autre, auſſi l'offenſant la punition en eſt plus griefue, perte de fief. Les Seigneurs de fief doiuent iuſtice à leurs ſubiects, ceſte marque eſt de ſuperiorité, partant ce qui eſt deu pour marque d'icelle eſt impreſcriptible, & meſme par nos couſtûmes s'eſt peu remarquer quelques droicts deubs aux Seigneurs de fief, qu'ils peuuent impoſer ſur leurs ſubiects *ex legitima cauſa*, qui demonſtre quelque veſtige qui eſt reſté de ceſte ſouueraineté Royale, de ceſte ſource de laquelle les fiefs ont eſté deriuez; qu'il eſtoit aiſé alleguer des arreſts, mais qu'il falloit conſiderer en quelles couſtumes ils eſtoient donnez, cõme en Anjou, le Maine, Touraine, Blois, Orleans, Poictou, y a non ſeulement preſcription entre le Seigneur de fief & le vaſſal, mais franc aleu, & en telles couſtumes, le ſens ſe preſcrit comme en l'ancienne couſtume de Paris qui admettoit le franc aleu, le cens ſe pouuoit preſcrire par cent ans : mais és autres couſtumes qui reiettent toute preſcription entre le Seigneur de fief & le vaſſal, qui veulent que nulle terre ſoit ſans Seigneur, le ſens eſt impreſcriptible. Que ſi l'on vouloit prendre la cauſe par la particularité, qu'il s'agiſſoit d'vn droict de châpart ſeigneurial, par la couſtume repreſentant le cens, n'eſtant deu autre recognoiſſance, ce droict Domanial ayant eſté dõné par Philippes le Bel, au moins l'vſufruict auec retention de la directe, qui ſeroit en effect preſcrire vn cens, vn droict ſeigneurial donné du Roy, droict pour raiſon duquel il y a tiltre, *ſcilicet* ſentence de l'an 1435. laquelle bien qu'elle ne ſoit donnee que contre vn fermier, ſi eſt-ce que *præſumuntur omnia ſolenniter acta* par vn ſi long temps.

La queſtion demandee aux chambres, & s'eſtant trouué diuerſité d'arreſts, le procés a eſté party en opinions. Monſieur le Preſtre Rapporteur, & Monſieur Faye compartiteur, le huictieſme May. 1595. les deux opinions conuenans en la preſcription du droict de Champart. Mais l'vne appoſant, ſans preiudice du droict de cens, les autres prononçant par ab-

Digitized by Google

ſolution ſans vouloir rien reſeruer.

L'arreſt donné en la meſme chambre, au rapport de Monſieur du Four entre les Celeſtins de Paris, Seigneurs d'Atinuille demandeurs, & le Chapitre ſainct Germain de Lauxerrois defendeur, en date du 24 Ianuier 1587. & qui eſt auec les arreſts de la chambre & non auec les Iugez, comme en procés par eſcrit, eſtoit fort prefix pour gẽs de main morte, mais la particularité eſtoit qu'il ne ſe trouuoit de la part des Celeſtins aucun tiltre ne recognoiſſance de cens ou champart demandé ſur vingt-ſept arpens de terre, & qu'il ſemble que par la couſtume nouuellement reformee de Paris, il eſt requis tiltre ou recognoiſſance de cens pour ne pouuoir eſtre preſcript par cent ans, & qu'il ſe pouuoit remarquer particularité es gens de main morte, que la longueur du tẽps de cẽt ans, preſumoit que l'on leur auoit donné l'heritage amorty, *cum omni iure & libertate, pleno dominio ſine vlla recognitione: ad onus tantùm diuini muneris*, qui eſt en effect *in allaudium* & que telles donnations pouuoient auoir eſté faictes auant les loix du domaine, ce qui ſeruoit de reſponſe à l'arreſt donné contre le chapitre de Chartres, au profit du Curé de Iouy. Le vnzieſme May 1595. le procés departy en la 2. des Enqueſtes, & iugé que le cens ne ſe pouuoit preſcrire *etiam* par cent ans fondé ſur la couſtume particuliere, qui veut que terre aucune ne puiſſe eſtre ſans Seigneur, couſtume qui n'a lieu *quo ad iuriſdictionem*, comme l'a voulu interpreter du Moulin, mais pour la cenſiue *quando iura ſuperioritatis, & obedientiæ preſcribi poſſunt, & cum ſine titulo per priuilegium præſcripitonis temporis immemorialis aut* 100 *annorum, conſule dom.* Ruzeum, *in tractat, priuileg. regal, priuileg.* 42 *num.* 11. *cuius opinio licèt in iure, & à multis ſit probata, in Senatu tamen habet procuratorem generalem contradictorem, conſule Boerium deciſ.* 39. *num* 11. 22. & en la deciſion 211. & deciſ. 294. num. 19. & ſur la couſtume de Berry tiltre des preſcriptions 2.34.

Le 7. Aouſt 1599 iugé en la 5. des Enqueſtes au rapport de Monſieur Ribier qu'en la couſtume de Niuernois, qui admet le franc aleu, & qui veut que pluſieurs terres, ſoient tenues libres & franches, que le vaſſal ne peut preſcrire par 150. ans & plus contre ſon Seigneur de fief, & que ces mots de la

couſtume, que le vaſſal ne peut preſcrire par quelque laps de tẽps que ce ſoit, ont lieu *etiam in centenaria præſcriptione*, la queſtion demãdee aux chambres. Tellement qu'il faut tenir pour maxime que *etiam* és couſtumes qui admettent le franc aleu, le vaſſal ne peut preſcrire la foy contre ſon Seigneur, *etiam* par 100. ans, ce qui auoit eſté autrefois iugé, au rapport de Monſieur de Helin à la 3. des Enqueſtes en l'annee 1570. en l'ancienne couſtume de Paris qui n'admettoit preſcription entre le vaſſal & le Seigneur de fief, par quelque laps de temps que ce fuſt, ſuiuant lequel arreſt, on a adiouſté à la couſtume nouuellement reformee de Paris, meſmes par cent ans, non tant pour loy nouuelle, que pour interpretation de ces mots quelque laps de temps, *quæ eſt noua iuriſprudentia, contra communem doctorum ſententiam*, qui n'admettent telle preſcription centenaire que *in iuribus ſuperioritatis, in quibus nec conuentio nec præſcriptio cadit.*

CONSEILLERS DE LA COVR, *& Commiſſaires aux Requeſtes ne peuuent executer les arreſts.*

XX.

En la cauſe d'entre Meſſire Martin Fumee ſieur de Genilly, & Septier, il y a eu arreſt interlocutoire portant qu'il ſeroit faict enqueſte d'office & figure de quelques heritages, l'arreſt addreſſant au premier Conſeiller de la Cour trouué ſur les lieux, l'on s'addreſſe à Maiſtre Remond Colin Conſeiller aux Requeſtes, les parties procedent volontairement par deuant luy, il execute l'arreſt en la preſence & du conſentement des parties. Du depuis l'enqueſte d'office, & la figure ſont receus en la Cour, l'on demande ſi l'arreſt auoit eſté bien executé, *& ab habente poteſtatem.* L'on diſoit d'vn coſté que Meſſieurs des Requeſtes du Palais ſont Conſeillers de la Cour, & n'y auoit long temps que l'on les prenoit de la grand Chambre, & les enuoyoit on aux Requeſtes & eſtoient Commiſſaires de la Cour aux Re-

Digitized by Google

queſtes, que l'execution eſtant adreſſee au premier Conſeiller trouué ſur les lieux, qu'ils y eſtoient compris. Que Meſſieurs les Maiſtres des Requeſtes pouuoient executer les arreſts, comme eſtans du corps de la Cour, que les parties approuuoient ce qui auoit eſté faict, & preſenté requeſte à ce que le procés fuſt iugé, ſur ce qui auoit eſté faict par ledit ſieur Colin. Au cõtraire on diſoit que la plus grande nullité c'eſtoit celle qui eſtoit *ex defectu poteſtatis*: que Meſſieurs des Requeſtes du Palais faiſoient vn corps ſeparé, pour ce qui eſtoit des iugements & inſtructions des procés, encores qu'ils fuſſent du corps de la Cour toute la Cour aſſemblee: que comme en l'execution de leurs iugements ils eſtoient diſtincts & ſeparez d'auec Meſſieurs de la grand Chambre, & des Enqueſtes, auſſi pour l'execution des arreſts n'y pouuoiẽt eſtre appellez s'ils n'eſtoient particulieremẽt denommez és commiſſions, premier des Conſeillers de la Cour, & Commiſſaires aux Requeſtes du Palais trouué ſur les lieux, que le conſentement des parties *iudicem non faciebat qui iudex non erat.*

Par arreſt tout ce qui a eſté faict par ledit ſieur Colin, caſſé, declaré nul, & neantmoins ayant eſgard aux Requeſtes reſpectiuement preſentees par les parties, ordonné qu'elles conteſteroient pardeuant le Rapporteur du procés, tant ſur la figure que procés verbal d'icelle, & que l'enqueſte d'office ſeroit miſe en vn ſac à part, pour au iugement du procés y auoir tel eſgard que de raiſon, ſauf aux parties à ſe pouruoir pour leurs dommages & intereſts, comme ils verront bon eſtre par raiſon. Monſieur de la Vau Rapporteur, 4. des Enqueſtes, le douzieſme May 1595. apres auoir demandé la queſtion aux Chambres.

ESTATS DE CONSEILLERS DE la Cour non ſubiects à rapport.

XXIII.

LE ſeptieſme Septembre 1582. fut prononcé l'arreſt donné au rapport de Monſieur du Puy, en la grand' Chambre, au profit de Monſieur Maiſtre Nicolas

Fauier Cõſeiller en la Cour, cõtre Damoiſelle Marie Fauier, ſa ſœur, par lequel ladicte Fauier a eſté deboutee de ſes fins & concluſions, en ce qu'elle auoit requis que ledit Maiſtre Nicolas Fauier ſon frere, fuſt tenu rapporter ſon eſtat de Conſeiller, duquel il auoit eſté pourueu par la reſignation de ſon pere, ou moins prendre en la ſucceſſion dudit pere. Et par ledit arreſt iugé que la prouiſion faicte par le Roy dudit eſtat, n'eſtoit aduantage prohibé par la couſtume. Fondé l'arreſt ſur ce que tels eſtats ne ſont venaulx, *pretium non recipiunt*, que le reſignataire *ius habet à Rege*, *non à reſignante*, *ſicut in beneficijs à collatore, non à reſignante*, & ne ſe trouuoit que l'eſtat euſt couſté aucune choſe au pere, & que pour iceluy, ou la reſignation l'on euſt financé, tellement que l'eſtat prouenoit de la liberalité du Roy François qu'il auoit faict au reſignant, & de la liberalité du Roy Henry troiſieſme, qui auoit gratuitement admis la reſignation au profit du reſignataire, qui eſt le vray particulier de l'arreſt. Ioint que lors au Parlement de Paris l'on faiſoit encores le ſerment à la Cour, que l'on eſtoit paruenu à l'eſtat de iudicature, ſans auoir payé aucune choſe, ce qui a eſté oſté depuis.

CONSEILLERS DE LA COVR S'ILS *gaignent les fruicts de leurs prebendes pendant le ſeruice qu'ils font au Roy, au Parlement, & ſi les autres Parlements vſent du meſme priuilege.*

XXIIII.

IL a eſté iugé par pluſieurs arreſts que Meſſieurs les Conſeillers clercs, gaignoient franc és Egliſes eſquelles ils auoient prebendes, & n'y auoit rien de reſerué que les diſtributions manuelles, l'arreſt obtenu par Monſieur de Saueuſes, contre le Chapitre ſainct Hylaire de Poictiers. Celuy obtenu par Monſieur Sçauant, contre le Chapitre de Soiſſons. Celuy obtenu par Monſieur Gillot, contre le Chapitre de Langres, en font foy. Leſdicts arreſts fondez ſur deux arreſts dõnez l'vn entre Maiſtre Loys Chabrier Conſeiller en la Cour, Abbé & Chanoine de Cler-

mont demandeur, & ledict Chapitre defendeur les 19. Iuillet 1550. & 19. May 1551. en la grand' Chambre. Et autre arreſt donné par defaut pour Maiſtre Alexandre Goëurot Conſeiller en la Cour, & Chanoine du Mans, contre ledict Chapitre, en date du 18. Iuillet 1551. par lequel les fruicts & autres reuenus de ladicte prebende, fors leſdictes diſtributions manuelles, furent adiugees depuis qu'il auoit eſté Chanoine, tant qu'il le ſeroit, & qu'il auroit actuellement ſeruy le Roy & le ſeruiroit audit Parlement audit eſtat de Conſeiller, encores que ledit ſieur Goëurot n'euſt faict ſa reſidence rigoureuſe conformement aux Priuileges octroyez par les Papes Clement 7. & Pie 2. aux Roys de France, pour les domeſtiques officiers, & Chappelains du Roy & de la Royne, & enfans de France, l'vn deſquels priuileges eſt recité par Monſieur Guymier, en la gloſe de la Pragmat. tit. *qualit. hor. ſunt dicen. ext. hor. in verbo. teneantur. verſ. ſi ſimiliter.* Priuileges verifiez en Parlement, & par leſquels l'on eſt diſpenſé en faueur dudit ſeruice, des ſtatuts deſdictes Egliſes, & que toute la rigueur que l'on pourroit tenir auſdits Conſeillers, eſtoit celle que les Chapitres ont exercé à l'endroit des Chantres & Chapellains de la Chappelle du Roy, les priuer des fruicts de leurs prebendes, à la raiſon du temps qu'ils n'ont faict le ſeruice actuel en la Chapelle du Roy, & qu'ils ne rapportent atteſtation de leur ſeruice, ſuiuant l'ordonnance de Melun, de l'an 1580. art. 7. comparant en cet eſgard les Conſeillers Clercs des Cours ſouueraines aux domeſtiques de la maiſon du Roy, faiſans le ſeruice ordinaire en l'adminiſtration de la iuſtice, comme Commis par le Roy, & le repreſentans au ſeruice ordinaire faict au Palais, qui eſt la vraye maiſon Royale. Auſſi que leſdicts Conſeillers pour monſtrer qu'ils eſtoient comme domeſtiques, c'eſt que leurs gages leur eſtoient baillez par chaſque iour de ſeruice, ce qui ſe pouroit encores à preſẽt recognoiſtre par leur *debẽtur*, qui ſe baillent pour les iours du ſeruice ſeulemẽt: Auſſi qu'il n'y auroit apparẽce priuer leſdits Conſeillers des fruicts de leurs prebendes, pour ne pouuoir reſider auſdictes Egliſes, d'autant qu'ils ſont aſtrainćts à autre ſeruice duquel ils ne ſe peuuent diſpenſer, ſeruice deu au public qui ne peut & ne doit eſtre deſtourné pour autre ſerui-

ce particulier : ioint que les Parlements en France ont eſté compoſez de perſonnes Eccleſiaſtiques *propter publicam regni & Eccleſiæ vtilitatem*, & que tenant rigueur au contraire auſdits Conſeillers, ils ſeroient incapables tenir benefices, meſmes au temps que les Commendes n'eſtoient encores inſtituees, n'y ayant autres benefices ſeculiers, que les Cures, prebendes & dignitez des Egliſes. Pour les Cures, la reſidence y reſiſtoit, pour les dignitez le canonicat eſtoit preallable, *cùm in regno dignitates Eccleſiarum ſolis canonicis debeantur*. Et de ce que deſſus, l'on n'a oncques douté au Palais, bien que l'on ait voulu alleguer l'arreſt du Conſeil priué, dõné entre Monſieur Coqueley Conſeiller en la Cour, & le Chapitre de Meaux, qui n'adiuge les fruicts que pour la moitié, mais il y auoit du particulier, d'autant que ledict ſieur eſtoit Chanoine de Paris, & qu'ayant deux prebendes, *priuilegium plus operari non poterat, quàm ipſa veritas ceſſante priuilegio*, ne ſe pouuant faire que l'on peuſt reſider en deux diuerſes Egliſes. Mais en la cauſe d'entre Monſieur de Mouſſy Chanoine de Sens, & Conſeiller au Parlement de Rouën demandeur, contre ledit Chapitre de Sens, ſe ſont preſentees deux autres queſtions, l'vne, ſi ce priuilege auoit lieu pour les Conſeillers d'Egliſe, des autres Parlements pourueuz de prebendes des Egliſes eſtans au dedans du Parlement de Paris. L'autre, ſi les fruicts venoient du iour de la poſſeſſion priſe par procureur, ou s'il eſtoit requis vne poſſeſſion reelle en perſonne : & a eſté iugé par arreſt, que n'y ayant qu'vn Parlemẽt en France, premierement eſtably à Paris, & du depuis diſtribué en pluſieurs Prouinces, ſelon que la neceſſité & commodité des ſubiects du Roy l'a requis, que tous faiſoient ſeruice au Roy en l'adminiſtration actuelle & ordinaire de la iuſtice, que tel priuilege ſe deuoit communiquer à tous les Conſeillers clers des Cours ſouueraines, y ayant meſme raiſon. Ioint que le Priuilege de Clement 7. parle *indefinitè* des officiers du Roy, faiſans ſeruice ordinaire, qu'y ayant meſme raiſon de l'abſence neceſſaire & vtilité publique, la loy y deuoit eſtre egale. Pour le regard de la poſſeſſion qui admettoit la poſſeſſion par Procureur, ſeroit admettre double fiction : que telle poſſeſſion n'eſtant que *ad conſeruationem iuris*, qu'elle n'eſt

Digitized by Google

le n'eſt telle, que le Chapitre ſoit tenu faire gracieuſeté *igno-to fratri*; que à tout le moins *oſculum pacis erat neceſſarium*, & que les fruicts ne venoient que du iour de la poſſeſſion reelle & actuelle, l'arreſt portant ceſte modification, les gros & autres fruicts & reuenu de ladite prebende adiugez audict de Mouſſi depuis le iour de la poſſeſſion actuelle, fors leſdites diſtributions manuelles, tant qu'il a faict ſeruice au Roy, & qu'il le fera audit Parlement de Roüen, audit eſtat de Conſeiller, preiugeant la Cour que ledict de Mouſſi deuoit aller audit Chapitre au temps des vacations, qu'il n'eſtoit en exercice en ſondict eſtat de Conſeiller, autrement qu'il perdroit les fruicts au prorata. Le 25. Iuin 1595. de Mouſſi, & le Chapitre de l'Egliſe de Sens, Monſieur Mareſchal Rapporteur.

Conſule do. Boërium deciſ. 17. *quaeſtionem in vtramque partem agitantem, & ſolenni Senatus conſulto deciſam.*

Y a autre arreſt donné en l'audience, le 9. Iuin 1600. entre Monſieur du Tillet Conſeiller en Parlement, & le Chapitre du Mans, par lequel eſt ordonné que ledit ſieur du Tillet iouyra de tous les fruicts de la prebende, hors-mis les diſtributiõs manuelles en argẽt, au chœur apres le ſeruice, Chauuelin pour l'appellant, Montereul pour les intimez, & Seruin pour le Procureur general.

Autre arreſt donné à la 4. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Habert, entre Monſieur maiſtre François le Pelletier Conſeiller en Parlement, & les Doyen, Chanoines, & Chapitre de Tours, prononcé le 24. May 1604. Tout ce qui entre en tables prouient en diſtribution excepté ce qui ſe paye manuellement.

Autre arreſt donné en l'audience, le Ieudy dernier Ianuier 1608. de Monthelon plaidant pour le Chapitre de Chartres, & Roy pour Meſſieurs Buiſſon & de Thelis, auſquels l'on a oſté les diſtributions manuelles qui auoient anciennement accouſtumé d'eſtre baillees manuellement aux aſſiſtans & depuis miſes en tables, & ordonné qu'elles ſeroient miſes és tables *ad conferenda beneficia*.

Digitized by Google

CONDAMNEZ PAR CONTVMACE *ſ'ils peuuent ſucceder, & ſi les creanciers peuuent s'addreſſer aux biens du pere du fils condamné.*

XXV.

EZechiel le Brun, ayant eſté condamné à mort par defaut & cõtumace, & du depuis decedé ſans s'eſtre repreſenté ne purgé, ſes creãciers font proceder par ſaiſie ſur les biens de Loys le Brun ſon pere decedé auant ledict Ezechiel, & apres ladicte condemnation, ſouſtenans que ledict Ezechiel luy auoit ſuccedé nonobſtant ladite condemnation qui n'eſtoit conſiderable pour n'auoir eſté executee. Ioinct que telle ſucceſſion eſtoit *iuris naturalis*, qui n'auoit peu eſtre oſtee par vne mort ciuile. Les heritiers dudit Loys le Brun frere dudit Ezechiel ſouſtenoient au contraire, que *ciuiliter mortuus ſuccedere non poterat*, que *iura ſuccedendi à lege introducta ciuiliter mortuis non dabantur*, que ledict Ezechiel n'ayant ſuccedé au pere, ſes creanciers ne pouuoient pretendre aucune hypotheque ſur les biens du pere lors du deceds duquel ledict Ezechiel *nec partem faciebat in ſucceſſione patris nec ad partem admitti poterat* Par arreſt donné au rapport de Monſieur Durand, en la 3. des Enqueſtes les creanciers ont eſté deboutez, le 25. Iuin 1595.

MORT CIVILE.

XXVI.

DV Luc cite vn arreſt ſolennel donné au Parlement, le Roy Henry 2. tenant ſon lict de iuſtice, le 4. Iuin 1549. par lequel fut iugé qu'vn abſent condamné à mort par contumace eſtoit reputé viuant, n'auoit lieu la condemnation ſtipulee par contract de mariage, ſi tel decede le premier, liu. 8. tit. 8. arreſt 3. *in ea enim conuentione ſi prius quis deceſſerit, mors naturalis non ciuilis venit*, ioinct qu'il n'eſt à preſumer, qu'en contract de mariage, la ſtipulation du

Digitized by Google

deceds ait eſté entenduë par les parties, d'vne condemnation ciuile, *melius ominandum*.

DV PROCVREVR OV CVRATEVR *en cauſe, apres que le tuteur du mineur eſt decedé & s'ils peuuent occuper.*

XXVII.

VN Procureur creé curateur en cauſe d'vn mineur, ne peut pl⁹ occuper apres le deceds du curateur ou tuteur du mineur, nõ plus que le Procureur chargé de la cauſe par le tuteur: *idem*, quãd le mineur eſt venu à puberté, & que par la couſtume la tutelle finiſt, & eſt neceſſaire pouruoir au mineur d'autre curateur ou tuteur, par l'aduis de parens *ſeruatis ſolennitatibus*, le Procureur ne curateur en cauſe n'ayant non plus de pouuoir, que quand la partie entre maieurs eſt decedee. Iugé par arreſt du 26. Nouembre 1551. François poiſſon & Claude Quetier, & René Guilloppé parties plaidantes.

CONTRE-LETTRE EN CONtract *de mariage.*

XXVIII.

PAr arreſt du 3. Auril auant Paſques, 1549. iugé que toutes contre-lettres faictes au preiudice d'vn contract de mariage eſtoient nulles, pour le regard de ceux qui n'y auoient parlé, eſtant vn dol pour tromper vne femme & les parens. Ce qui a eſté du depuis confirmé par pluſieurs arreſts.

Il ſe trouue aux regiſtres des plaidoyers de l'an 1595. du 27. Feurier, vn arreſt deciſif de ceſte queſtion entre Robert le Clerc ſieur Darmenonuille tuteur des enfans du ſieur Fleurette appellant du Preuoſt de Paris, & Richard de Petremol ſieur de Viaſpre, & Damoiſelle Loyſe Alligret, Ro-

Digitized by Google

bert & Talon Aduocats des parties, par lequel vne donation de mil liures de rente, faicte par contre-lettre auant le mariage par le mary faicte à ſa future eſpouſe, eſt declaree nulle, comme eſtans telles contre-lettres contre l'honneſteté publique bien que ladicte donation faicte par ladicte contre-lettre fuſt inſinuee dans les 4. mois du iour du mariage.

Autre arreſt donné en la 5. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, le dixieſme Feurier 1596. entre Monſieur de la Gueſle Procureur general, & Marie de Rouuille, par lequel vne donation de 20. mille liures, faicte par Daniual à Darchial ſon mary, deux iours auant le contract de mariage fut declaree nulle.

Autre arreſt donné en ladicte 5. Chambre au rapport de Monſieur Ribier le 21. Mars 1597. entre Aldoine Carmen & Granſerault, ſur vn appel du Seneſchal d'Anjou, la donation eſtant de mil eſcus, faicte pardeuant les meſmes Notaires, qui auoient paſſé le contract de mariage, & le meſme iour en l'abſence toutesfois des parens communs. La raiſõ fondee ſur l'honneſteté & vtilité publique, que l'on eſtimeroit à voir vn contract de mariage (qui dõne vne loy en vne famille) qu'il y euſt des moyens qui ſeroient renuerſez par vne contre-lettre, que ce qui ſe faict ſans les parens eſt ſuſpect de fraude, qu'il arriueroit qu'vn homme rauy d'amour ſe deſpouilleroit de toute ſa ſubſtance, s'il n'eſtoit retenu par la preſence de ſes parens, voy le 258. article de la couſtume de Paris, *vide i. in littera D. pag. 182.*

APOTICAIRES ET CHIRVRGIENS *prefereZ à tous autres creanciers, meſmes contre la vefue pour ſes conuentions.*

XXIX.

LE Ieudy 8. Feurier 1596. fut donné arreſt en l'audience entre les Colots, & la vefue du ſieur D'o, ſur ce que les Colots diſoient, qu'ayans auec beaucoup de peine ſeruy le defunct ſieur D'o en ſa maladie, l'ayant taillé, ledict defunct les pria en preſence de ſa

Digitized by Google

femme de demeurer prés de luy pour eſtre ſecouru, & leur dõna cinq cens eſcus, pour auoir payement de laquelle ſomme auroient fait ſaiſir, que la dette eſtoit priuilegiee, autremẽt il n'y auroit Seigneur le moins endetté qui peuſt eſtre ſecouru en ſa neceſſité s'il n'auoit argent cõptant : qu'il auoit eſté iugé en 82. pour vn Apoticaire, & preferé à tous creanciers pour le contenu és parties des medicaments qu'il auoit fournis au defunct, que le public y a intereſt. Au contraire la vefue ſouſtenoit eſtre la premiere creanciere plus priuilegiee, premiere ſaiſiſſante, quoy que ce ſoit, tous les meubles ſaiſis à la requeſte des creanciers, que chacun deuoit venir en ſon ordre, ou pluſtoſt *in tributum* : la maladie du defunct ſieur D'o, n'auoit peu changer la nature & priuilege des conuentions matrimoniales, qu'il n'y auoit dequoy ſatisfaire aux creanciers. Par arreſt ordonné que les Colots ſeroient premiers payez de la ſomme de trois cens eſcus, à quoy furent taxez leurs ſalaires, & ladite ſomme de cinq cẽs eſcus reduite.

CONTINVATION DE COMMV*nauté pour n'auoir faict inuentaire ſolennel, en pays où la couſtume n'en diſpoſe.*

XXX.

AV procés d'entre François Callot & René Berard, ſe ſont preſentees deux queſtions, l'vne ſi la couſtume d'Anjou ne faiſant mention de continuation de communauté à faute d'auoir faict faire inuentaire, l'on pouuoit introduire en ladite couſtume continuation de communauté. L'autre ſi Callot ayant fait faire vn inuentaire dix ans apres la communauté finie & diſſolue, inuentaire nul de toute nullité, ſi tel inuentaire auoit empeſché la continuation de communauté

L'on diſoit pour la premiere queſtion que la couſtume ne faiſant mention de la continuation de communauté, l'on ne la deuoit introduire en Aniou. Les couſtumes ſont *ſtricti iuris* ne doiuent eſtre eſtendues meſmes *in pœnalibus*, comme au faict particulier de continuation de communauté

introduite *in pœnam non confecti inuẽtarÿ*: que de diſpoſition de droict, *morte ſocietas diſſoluitur*, ſi aucunes couſtumes auoient introduit telle continuation, cela ne ſe deuoit extendre.

Quant à la ſeconde queſtion, que en tout cas, quand bien l'on voudroit adiouſter à ladite couſtume la continuation de communauté, ſi eſt-ce qu'elle n'auroit lieu que iuſques au iour que l'inuentaire a eſté faict, bien que moins ſolennel, eſtant vn acte derogeant à la communauté, vne volonté contraire & declaration que l'on ne veut demeurer en communauté *l. verum. §. ſocietas. pro ſocio, ff. voluntate diſſoluitur ſocietas.*

Au contraire l'on diſoit que la continuation de cõmunauté ſe deuoit entendre en toutes couſtumes qui n'eſtoient de ce prohibitiues, telle continuation eſtant introduite par la raiſon & equité en la l. *actione diſtrahitur. §. morte vnius ſocij, pro ſocio. ff. quod finita ſocietate ex re communi poſtea quæſitum eſt, hæredi præſtandum eſt*, parce que l'on preſume que les acquiſitions qui ſont faictes *etiam diſſoluta ſocietate, ſunt ex re ſocietatis*: voila pourquoy le fonds de la ſocieté eſtant commun, auſſi les acqueſts & le profit de la ſocieté eſt commun, iuſques à ce qu'il y ait partage. C'eſt pourquoy au meſme. §. il eſt dit que *ſi integris omnibus manentibus alter deceſſerit, deinde ſequatur res de qua ſocietatem inierunt, valet ſocietas*, car tout ainſi que quand *ſeparatim ſocij agere ceperunt. & vnuſquiſque ſibi negotia gerit, ſocietatis ius diſſoluitur. l. itaq;. pro ſocio.* Auſſi quand la ſocieté eſt geree & adminiſtree confuſement maniee par le ſuruiuant, *non diſtinctis nec ſeparatis rationibus*, il y a continuation *ex ipſa voluntate gerentis.* Que tout ainſi que *ex mixtione & confuſione rerum eiuſdem materiæ & generis nobis res quæruntur*, meſmement qu'elles ne ſe peuuent diſcerner ne ſeparer l. *adeò. §. præterea. verſ. ſed ſine voluntate, de acquir. rerum dominio. ff. l. Marcellus. §. Pomponius ſcribit. de rei vind. ff.* Auſſi quand les biens de deux communautez ſont entrez l'vne dans l'autre, & tellement confus qu'il eſt impoſſible de les pouuoir diſtinguer & rapporter à chaſque cõmunauté, ce qui luy en appartient, *talis confuſio ex neceſſitate continuationem admittit.* C'eſt ce que dict la gloſe *in l. 7. verſ. ſed ſi ſine voluntate, in verbo. idem iuris de acquir. rerum dominio. ff. Quod ergo facit voluntas, hic facit inſeparabilis*

Digitized by Google

confuſio. Comme au faict particulier, l'on ne faict inuentaire que dix ans apres le deceds de la femme, comme peut l'on dire ce qui eſtoit de la premiere communauté, les meubles, les deniers qui ſe celent, ſe changent, ſe perdent d'heure à autre? autrement ou il faudroit croire le ſuruiuant de ce qu'il y auoit *in bonis* lors du deceds de ſa femme, ce qui ſeroit de perilleuſe conſequence, ou donner le ſerment *in litem* aux heritiers de choſe qui n'eſt de leur cognoiſſance, ou informer *iuncta communi fama* ce que vray ſemblablement il y auoit en meubles lors du deceds, qui ſeroit encores plus à craindre *cùm in bonis plus ſæpe ſperent homines quàm in his ſit.* Qu'il y auoit autre raiſon plus pertinente, c'eſt que par le deceds de la mere il y auoit des enfans mineurs deſquels le pere ſuruiuant eſtoit tuteur; mineurs qui auoient la moitié és biens de la communauté: *quod autem ex pecunia minorum acquiritur ad minorem pertinet, etiam ſi alieno nomine, l. ſi vt Pomponius, de rei vind. C. l. curator. arbitr. tutel. C.* tellement que l'on preſumera que ce qui a eſté acquis par leur pere leur tuteur, ç'a eſté des biens de la communauté, en laquelle comme ils auoient la moitié, auſſi doiuent-ils auoir la moitié du profit. Maiſtre Charles du Moulin ſur la couſtume de Vitry, laquelle ne diſpoſe de la continuation de communauté non plus que celle d'Anjou, eſt d'aduis qu'il y a continuation de communauté s'il n'y a inuentaire faict. Du Moulin ſur la couſtume de Bourbonnois, art. 270. ſemble eſtre d'aduis contraire, & que la femme decedee auparauant la redaction de ladicte couſtume, faict que l'on ne garde la couſtume nouuelle, qui admet continuation de communauté.

Que la ſeconde queſtion eſtoit facile à iuger, le pere recognoiſſant que l'inuentaire qu'il auoit faict dix ans apres le deceds de ſa femme eſtoit nul, faict ſans auoir creé curateur aux enfans, *de quorum bonis agebatur.* Que quand l'on dict, que acte derogeant à la communauté empeſche la continuation, cela eſt bon és lieux où la couſtume particulierement en diſpoſe, encores eſt-il requis que ce ſoit acte valable, ſolennel, que ſi il eſt nul *nullum producit effectum.* Que ceſte queſtion auoit eſté ſolennellement iugee par arreſt du 23. Decembre 1529. recité par du Luc, au titre *de comiſſa inter coniuges rerum communita-*

Digitized by Google

te. Ceſte queſtion demandee aux Chambres & s'y eſtát trouué diuerſité d'aduis, comme auſſi à l'opinion, en fin la cauſe iugee par le particulier, encores qu'vne bonne partie de Meſſieurs fuſſent d'aduis iuger la theſe, & qu'il y auoit continuation de communauté ceſſant la particularité du procés.

Par arreſt du 16. Auril.1596. Monſieur du Refuge Rapporteur, en la 5. des Enqueſtes. Du depuis au procés des Prouleaux, le Ieune & Richard, au rapport de Monſieur Faye à l'extraordinaire, en la cinquieſme des Enqueſtes, iugé qu'vne vefue ayant trois moys apres le decez de ſon mary acquis quatre vingts liures de rente pour mille, que s'eſtoit acqueſt de la communauté, l'inuentaire n'ayant eſté faict que deux moys apres ladicte acquiſition. Par arreſt du 19. Decembre 1598. c'eſtoit en la meſme couſtume d'Anjou.

Le meſme autheur du Moulin ſur ledict 270. art. de ladite couſtume de Bourbonnois, cite vn ancien arreſt donné en la couſtume de Paris, au profit du fils du Procureur Nigron, que le pere mariant ſa fille apres le decez de la mere *inuentario non confecto*, il y auoit diſſolution de communauté pour le regard de ladite fille, bien qu'elle n'euſt renoncé à la communauté, & fut la cõmunauté adiugee au frere ſans que la ſœur mariee euſt part en l'augment d'icelle, qui s'eſtoit fait depuis le mariage contracté.

SI L'ORDONNANCE DE MOVLINS *art. 48. a lieu en la perſonne des Maiſtres des Requeſtes, & des Conſeillers de la Cour.*

XXXI.

AV procés d'entre de la Grange, & Monſieur .... Maiſtre des Requeſtes, l'on a demandé deux queſtions, l'vne ſi ledit .... pouuoit eſtre condamné apres les quatre mois par empriſonnement de ſa perſonne, pour debte ciuile, l'autre ſi le iuge ordinaire le pouuoit ordonner.

La raiſon de douter eſtoit, que bien que l'ordonnance fuſt generale, ſi eſt-ce que les Eccleſiaſtiques en auoient eſté exclus, *Senatores autem erant iuſtitiæ ſacerdotes*, partant que pareil-

Digitized by Google

le excluſion ſe deuoit faire de leur perſonne. Qu'il eſtoit honteux voir en priſon ceux qui en vn moment ſe pouuoient ſeoir au Senat: que cõme l'on ne pouuoit arreſter leurs gages pour debte ciuile, que leur perſonne eſtoit auſſi priuilegiee: que ſi l'on ne pouuoit empriſonner ne executer vn homme d'armes allant ou eſtant *in expeditione propter publicam vtilitatem*, qu'il y auoit meſme raiſon; l'adminiſtration de la iuſtice eſtant neceſſaire pour la conſeruation de l'eſtat, qu'il y auoit plus de raiſon en ce miſerable temps, auquel vn chacun par le malheur des guerres ciuiles eſtoit ruiné *non ſuo ſed fortunæ vitio*. Qu'il ne falloit rien imputer à ceux qui ayſez & auec beaucoup de moyens auoient emprunté argent, s'ils eſtoient pendant ces guerres ciuiles reduits à mendicité, leſquels ſeroient contraincts pluſtoſt faire ceſſion de biens que d'endurer vne priſon, l'vn & l'autre leur eſtant honteux,

Pour la ſeconde queſtion, qu'il n'appartenoit à vn iuge ſubalterne, ordonner contre la perſonne d'vn Senateur, perſonne priuilegiee: que les Senateurs *partem corporis Principis faciebant*: que les rayons de ceſte ſouueraineté ne ſe pouuoient ſeparer d'auec eux; qu'il eſtoit plus ſeant aux iuges ordinaires ordonner que les parties ſe pouruoiroient pour la contrainte par corps, quand bien elle ſe pourroit ordonner.

Iugé neantmoins que les Maiſtres des Requeſtes & Conſeillers de la Cour, eſtoient ſubiects à ladicte ordonnance, & qu'ils pouuoient eſtre contraints pour debte ciuile par empriſonnement de leurs perſonnes, apres les quatre mois, l'ordonnance eſtant generale, à l'obſeruation de laquelle les Conſeillers eſtoient plus aſtraincts que nuls autres, pour l'auoir verifiee: que ſeroit extendre leurs priuileges, pour ne payer leurs debtes: que s'exemptant de l'ordonnance, infinis autres voudroient participer en cette extenſion, ſeroit faire vne nouuelle loy plus generale que l'ordonnance: meſmes que la queſtion auoit eſté iugee par trois arreſts, le premier donné contre Monſieur de Laulnay Conſeiller de la Cour, l'an 1568. le ſecond, contre Monſieur . . . . . Maiſtre des Requeſtes, en la premiere des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Beſnard, le troiſieſme contre Monſieur . . . . . Maiſtre des Requeſtes & Preſident au grand Conſeil, au rapport de Mon-

Digitized by Google

ſieur le Pelletier en la grand' Chambre en Auril 1597.

Pour la deuxieſme queſtion, que l'execution des ordonnances verifiees en la Cour appartenoit aux Iuges ordinaires, que leur oſter ceſte cognoiſſance ſeroit leur defendre de garder l'ordonnance, qu'il y auoit appel de leurs iugements en la Cour où la partie ſe pouuoit pouruoir, que *conceſſa iuriſdictione reliqua omnia conceſſa erant &c.* Iugé au rapport de Monſieur de Grieu cinquieſme des Enqueſtes le troiſieſme May, par arreſt prononcé le vnzieſme dudit mois, la queſtion ayant eſté demandee aux Chambres 1597.

L'ordonnance du Roy Henry troiſieſme verifiee en Parlement le neufieſme Aouſt 1576. exempte particulierement les Eccleſiaſtiques, pour le regard deſquels le Roy deroge ſpecialement à l'ordonnance de Moulins, pour la faueur ſpeciale deſdits Eccleſiaſtiques, bien que ladicte ordonnance de Moulins parle generalement de toutes perſonnes, *quæ particularis exceptio firmat regulam in reliquis*, meſmes en la perſonne des Conſeillers des Cours ſouueraines & Maiſtres des Requeſtes.

CHANTRES DE LA CHAPPELLE *du Roy, & s'ils gaignent franc.*

XXXII.

ENcores que pour les Chantres & Chappellains de la Chappelle du Roy, de la Royne & enfans de France l'on ait obtenu pluſieurs priuileges de nos ſaincts Peres les Papes pour gaigner francs és Egliſes & eſtre diſpenſez de la reſidence, meſmes de Clement ſixieſme, comme il eſt contenu au ſtyle du Parlement, *parte* 3. *tit.* 44. §. 8. neantmoins ſur les differents qui ſe ſont preſentez du nombre des Chanoines, du tẽps qu'ils pouuoient gaigner francs, s'ils eſtoient exempts des droits d'entree, aux autres charges & conditions des ſtatuts des Egliſes, & quels fruicts ils deuoient gaigner, ſe ſont meuz pluſieurs procés & interuenus diuers arreſts, particulierement pour les diſtributions dictes manuëlles, qui tomboient en tables & diſtri-

bution & les quotidiennes, d'autant que ledit priuilege les exempte, pour leſquels differents terminer ſont interuenuës lettres patentes donnees à Fontaine-bleau le 28. Septembre 1580. portans reiglement de tout ce que deſſus. Et d'autant que telles lettres sembloient preiudicier à l'Edict de Melun accordé au Clergé en l'aſſemblee generale de l'an 1579. art. 7. verifié en Parlement le 8. Mars 1580. les agēts du Clergé s'oppoſerent à la verification deſdites lettres & les parties ouyes en l'audience par arreſt du 12. Auril 1548. leſdictes lettres furent verifiees, à la charge que les impetrans d'icelles ſeroient tenus chacun an apporter au Chapitre des Egliſes cathedrales ou collegiales eſquelles ils ſeroient pourueuz certificat comme ils ſont en ſeruice & du temps qu'ils ont ſeruy, & ce faiſant qu'ils ſeroient reputez preſents ainſi que les autres Chanoines, & auſſi à la charge du nombre porté par les arreſts, & en ceſte conſideration les impetrans iouyront des fruicts du paſſé. En conſequence deſquelles lettres ſont interuenus pluſieurs arreſts, l'vn du 7. Ianuier 1584. entre Gilbert Bourdais Chappellain ordinaire de l'oratoire & Chanoine en l'Egliſe d'Artune demandeur & les Abbé, Chanoines & Chapitre de ladicte Egliſe defendeurs, par lequel les diſtributiōs manuelles ſont exceptees. Et ſe trouue au regiſtre des Iugez autre arreſt donné en la grand chambre le 23. Aouſt 1584. entre Vrſin de Tournay Chantre de la chappelle du Roy Chanoine de l'Egliſe S. Siphorien de Rheims demandeur & les Chanoines & Chapitre de ladite Egliſe defendeurs, par lequel tous les fruicts ſont adiugez en rapportant certificat du ſeruice actuel. Autre arreſt du premier Feurier 1586. donné en la grand chambre entre Iean du Hamel Chanoine de l'Egliſe de Roüen Chantre ordinaire de la chappelle de Muſique demandeur & les Doyen, Chanoines & Chapitre de ladicte Egliſe defendeurs, par lequel tous les fruicts ſont adiugez en rapportant certificat, excepté les diſtributions manuelles qui ſe payent en argent ſec. Autre arreſt donné aux Enqueſtes le 7. Mars 1587. entre Iean Beſnard Chanoine de l'Egliſe S. Eſtienne de Troyes & Chappellain de la chappelle du Roy demandeur & les Doyen Chanoines & Chapitre defendeurs, par lequel l'on a ſuiuy

Digitized by Google

de mot à autre leſdites lettres de reiglement cy deſſus ſpecifiees. Autre arreſt donné en la 5. des Enqueſtes au apport de Monſieur Faye le 29. Iuin 1597. au profit de Chriſtophle Laboureau contre le Chapitre de ſainct Georges de Vendoſme, qui adiouſte certificat tant du grand Aumoſnier que Threſorier de la maiſon, pour obuier aux fraudes qui ſe commettoient auſdits certificats.

SI LES CHANTRES DE LA CHAPpelle de Muſique vſent de ce priuilege pour les benefices particuliers affectez au ſeruice des Egliſes.

XXXIII.

L'On a demandé ſi tels priuileges auoient lieu indifferemment pour tous benefices, meſmes pour ceux qui ſont du tout affectez aux Chantres actuellement reſidans és Egliſes & qui doiuent le ſeruice ordinaire, comme Semi-prebendes, Vicaireries, grands Vicaires, Maires Chappellains, qui doiuent le ſeruice actuel & ordinaire eſdictes Egliſes, & qui ne peuuent *per Vicarium deſeruire*. Le different s'eſtant preſenté en la Cour au procés d'entre François Textoris Chantre ordinaire de la chappelle de Muſique & Chanoine ſacerdotal de l'Egliſe de Clermont demandeur d'vne part & le Chapitre de ladicte Egliſe defendeur d'autre. La queſtion demandee aux Chambres par arreſt du vingtſeptieſme Iuillet 1571. iugé que tel priuilege n'auoit lieu & que la reſidence ne ſe pouuoit ſeparer d'auec le benefice, d'autant que les fruicts ſont plus ſpecialement affectez au ſeruice & que pour l'abſence des titulaires le ſeruice demeureroit, ne pouuans deſeruir *per Vicarios*, auſſi que tels benefices ne ſe peuuent reſigner, pour l'abſence peuuent vacquer, *& non tam beneficia dicuntur quàm officia ſeu potius onera*. Ledit arreſt contient les moyens des parties & ſe trouue au regiſtre des Iugez.

Digitized by Google

CONFESSION FAITE EN *iugement.*

XXXIV.

L'On a diſtingué des confeſſions faictes en iugement és cauſes ciuiles ou és cauſes criminelles, en cauſe ciuile elles emportent plus de preuue pourueu que la perſonne ſoit capable : en cauſe criminelle n'ont aucune preuue *ſi aliunde* il n'appert du crime, bien ſert telle confeſſion de preſomption, ſuiuant l'aduis du Moulin en ſes Annotat. ſur le 174. art. de la couſtume de Bretagne, ce qui a lieu quand il y va de la vie, *non enim auditur perire volens*, & allegue de ce pluſieurs auctoritez.

CONFISCATION A QVI *appartient.*

XXXV.

C'Eſt vne queſtion de long temps diſputee au Parquet des gens du Roy, ſi les confiſcations appartenoient du tout au Roy ou aux Seigneurs hauts Iuſticiers, & ſi tous les biens tant meubles, acqueſts que propres ſe peuuent confiſquer au preiudice des heritiers. Du Moulin en ſes Annotat. ſur le 23. art. de la couſtume de Sens eſtime qu'en telle confiſcation y viennent ſeulement les meubles & acqueſts ſans que les propres qui ſont affectez à la legitime y puiſſent venir, eſtant les parents preferez au fiſque conformement aux anciennes ordonnances de Charlemaigne, & eſt l'opinion de Barthole en la l. 3. *de interd. & relegat.* & faudroit en tout cas vne legitime aux enfans comme de la moitié ou du tiers comme remarque le meſme autheur du Moulin ſur le 144. article de la couſtume de Montfort, legitime de laquelle le pere n'a peu frauder ſes enfans par quelque contract, par tant *nec per delictum.* Le meſme du Moulin ſur le 135. art. de la couſtume de Troyes allegue le Barth. en la l. *ſi quis in tantam. C. vnde vi.* & ſur le

Digitized by Google

12. art. de la couſtume de Vermandois, & bien qu'il die que *æquiſſima eſt ſententia*, neantmoins il adiouſte *quam ab hinc* 40. *annis contra veterem regidum ſtilum propugnaui in Senatu*, & allegue vn arreſt de l'an 1532. donné conformement à ſon opinion ſur le dixieſme art. de la couſtume du Duché de Bourgongne & dict que *quamuis aliter practicaretur Pariſiis, tamen morem illum corrigi fecit*, & ſur le 30. art. de la couſtume d'Auxerre perſeuere d'auantage en ſon opinion, en rendant ceſte particuliere raiſon, *iniuſtum eſt vt perdat mulier mediam partem mobilium & conqueſtuum quam extraneus ſocius non perderet & quam maritus alienare non poterat vniuerſaliter*, autrement tel contract ſeroit eſtimé eſtre faict en fraude de la femme. Le meſme autheur dict qu'il a corrigé ce vieil erreur qui eſtoit en la couſtume de Paris, & que l'on ne peut confiſquer que la part du mary ſur le 176. art. de la couſtume d'orleans, & à la verité ſi telles confiſcations ne ſont tant acquiſes par le crime commis que par le iugement & condemnation, voire que *alienationes ante ſententiam factæ non reuocantur*, il y auroit apparence de regler tels iugemens à la part & portion de laquelle le mary euſt peu diſpoſer par teſtamẽt, le teſtament n'ayant lieu que *poſt mortem naturalem*, la confiſcation *poſt mortem ciuilem, hunc tamen antiquum rigorem approbat Boërius in conſtit. Bituric.* ar. 10. tit. des couſtum. concernans les Iuges & leur iuriſdict. *in verbo*, & par la couſtume, & en rend par la raiſon *quia maritus bonorum ſocietatis verus dominus bona vendere, diſſipare & perdere poteſt. vide Ren. Choppinum. lib. de Domanio. cap. 7. lib. 1. num. 13. Molinei opinionem & rationem, auctoritates & exempla ſequentem. Vide eundem* Molineum. *in conſuetud. Paris. §. 30. num. 74. in fine, & 75. Vide ī. in littera D. pag.* 186, & plus particulierement *in littera C. pag. 126.*

SI LA FEMME QVE L'ON PRETEND *auoir mal pris quelques meubles apres le deceds de ſon mary peut eſtre pourſuiuie ciuilement ou criminellement.*

XXXVI.

IEanne de Champrant neuf ans apres le deceds d'Aimé Goutier ſon mary, eſt accuſee par les creanciers du mary d'auoir faict emporter de nuict lors du deceds deux bahuts, vne valiſe, & vn grand ſac de toile pretendant qu'il y auoit en cedules, or, argent & autres papiers pour 4000. eſcus & d'auantage, obtiennent commiſſion du Bailly de Foreſt, font informer, obtiennent decret d'adiournement perſonnel, le procés criminel inſtruict par recollement & confrontation, l'on a demandé, ſi ceſte procedure extraordinaire eſtoit iuridicquement faicte ou s'il faloit auoir recours à l'action ciuile.

Les creanciers diſoient que *rerum amotarum actio* ne pouuoit bonnement auoir lieu en France, n'eſtant introduitte de droict que *contemplatione diuortij*, qui eſtoit reietté par la loy Canonique, *qui diuortij cauſa res amouerit*, dict la loy. *Marcellus. §, qui rerum. ff. rerum amotarum* la l. *ſi mulier.* au meſme titre, comme à la verité toutes les eſpeces des loix, *ff. & C. rerum amotarum* ne parlent que *de rebus amotis ante diuortiũ*, ne permetans que *turpis actio pendente matrim. contra vxorem intentari poſſit*: Mais que *ceſſante diuortio* l'on ne pouuoit s'ayder de ceſte action, laquelle en effect eſtoit criminelle, prouenant *ex dolo, ex furto*, la. l. *ſi mulier. § . hæc actio. rerum amotarum. ff. hæc actio licèt ex delicto naſcatur. &c.* qu'il falloit conſiderer qu'au fait particulier l'accuſee lors de ſon larrecin n'eſtoit *plus vxor, non erat amplius matrimonium* qui eſtoit finy par le deceds du mary, & eſtoit l'accuſee *veluti extranea* & indigne de la faueur de l'action *rerum amotarum*, ceſſant l'honneur & reuerence du mariage, ſeule cauſe de ceſte action, & comme *vxor quæ poſt diuortium res contrectauerat furti actione poterat conueniri* par la l. 3. *rerum amotarum. ff.* Auſſi ayant mal pris & emporté les meu-

bles apres le deceds du mary, apres le mariage finy elle peut eſtre pourſuiure criminellement pour ſon delit, que l'action *rerum amotarum* n'eſtoit en rien differente *ab actione furti* ſinon pour la peine, c'eſt à dire que la vefue ne ſera punie corporellement, mais non pour la procedure qui pouuoit eſtre ſemblable, qu'il y auoit notable intereſt en la diuerſité des pourſuites ciuilement ou criminellement intentees, eſtant comme impoſſible pouuoir verifier par action ciuile tel larrecin pour les longueurs, pour les delais, pendant leſquels l'on ne manque de conſeil. L'on ne reſpond par ſa bouche, mais par celle d'vn Aduocat, la iuſtification pluſtoſt inſtruite que la charge: mais par l'action criminelle extraordinaire la vefue eſt contrainte de recognoiſtre la verité, ce qui eſt de ſon faict, n'a le loiſir de ſuborner teſmoins, meſmes en France où la malice eſt telle, que ſi la preuue d'vn larrecin n'eſt verifiee promptement la verité ne ſe peut deſcouurir. Que c'eſtoit vn larrecin comme domeſtic, difficile à verifier ſi ſur le champ l'on ne prend la preuue par les domeſtiques, que la vefue ſe deuoit contenter d'euiter la punition corporelle qui eſtoit en effect obtenir le benefice de l'action introduite en ſa faueur, que c'eſtoit à preſent choſe par trop ordinaire & ſi frequente qu'il eſtoit neceſſaire que la Cour y apportaſt quelque remede, qu'il n'y auoit rien de fauorable en tel delict & qui meritaſt faueur.

La vefue du defunct au contraire diſoit que l'honneur du mariage auoit inuité les Iuriſconſultes & Empereurs à oſter ceſte action ſi extraordinaire & en ſon lieu y mettre *actionem rerum amotarum*, *vt leniori vocabulo triſtitiam rei mitigarent*: que nous deuons faire quelque choſe d'auantage pour la reuerence du ſacrement de mariage, & que les creanciers ou heritiers du defunct mary ſe deuoient repreſenter que *vna caro*, *corpus vnum*, que la femme *erat ſocia diuinæ & humanæ domus*, voire *quodammodo domina*: que telle action ſe denioit *etiam contra hæredes mariti*, qu'il y auoit toute autre conſideration du diuorce, d'autant que *poſt diuortium mulier veluti extranea*, n'auoit plus aucun priuilege ne marque de mariage. Mais *Chriſtianorum moribus* les vefues repreſentent leurs Maris iouyſſans de leurs priuileges tant qu'elles ſont en viduité, *coruſcant radijs*

maritorum

maritorum, & a l'on voulu que les heritiers de leurs maris leur portaſſent reſpect & honneur pour la memoire de celuy auquel ils ſuccedent. Que le doüaire que doiuent les heritiers du mary donne aſſeuree preuue de la qualité de veſue, qui ſont les aliments que les heritiers doiuent, la veſue nourrie par les heritiers du mary pour ſe contenir en chaſteté, doüaire qui ſe perd pour l'impudicité, autrement l'on pourroit dire, que *nullo caſu* ceſte action *rerum amotarum competeret moribus noſtris*, ſi ce n'eſtoit *de rebus ſubſtractis poſt mortem mariti*. Telle action n'oſte en rien la preuue de la ſubſtraction, au contraire prenant la voye extraordinaire il iroit de l'intereſt public pour eſtre en ce cas les veſues abandonnees à la miſericorde des heritiers de leurs maris, leſquels pour venger leur paſſion & inimitiez ordinaires, trouueront du ſubiect aſſez pour faire decreter contre les veſues, quand bien n'auroient autre aduantage ſinon que les faire conſtituer priſonnieres pour peu de choſe pris qui ſeroit par trop augmenter leur douleur.

Par arreſt du 19. Feurier mil ſix cens, la procedure criminelle caſſee ſauf aux creanciers à intenter leur action ciuile pour la repreſentation des meubles qu'ils pretendent auoir eſté pris par la veſue, & pourront faire ouyr de nouueau les teſmoins ouys és informations. Monſieur Louet Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes.

CHANGER DE VOLONTE' *pour cas fortuit.*

XXXVII.

EN l'annee 1589. la Greue eſtant priſonnier par ceux du party contraire au Roy, eſt contraint vendre vne maiſon & jardin qu'il auoit dãs la ville d'Amiens pour payer ſa rançon, apres la reduction d'Amiens en l'obeïſſance du Roy obtient lettres en 1595. pour faire caſſer ſon contract, ſoit pour leſion d'outre moitié, neceſſité de vendre ou autre miſere fondee ſur le malheur du temps en 96. obtient ſentence par laquelle ayant aucunement eſgard aux lettres le cõtract

Digitized by Google

caſſé. Beſnard acquereur condamné à ſe deſiſter & departir des choſes par luy acquiſes en rendant par la Greue les impenſes & meliorations. La Greue fait ſignifier ſa ſentẽce, l'on proteſte d'appeller, l'on eſt 8. mois ſans parler de cet affaire, ſoit pour n'auoir la Greue argent pour rembourſer, ou pour ne faire à Beſnard liquider ſes impenſes, frais & loyaux couſts. En Mars 1597. la ville d'Amiens eſt priſe par l'eſtranger, pendant la priſe *mutatur facies fundi*, ny a plus de maiſon, plus de iardin, la ville du depuis remiſe en l'obeyſſance du Roy, la Greue ſe veut departir du profit de la ſentence, qu'elle eſt donnee à ſon profit, qu'il y peut renoncer en payant les deſpens, en la l. *ſi iudex 42. de minoribus, etiam minor poſt ſententiam mutare poteſt voluntatem*, encores qu'elle ſoit donnee à ſon profit & que le contract par luy faict ſoit caſſé. La raiſon de la loy eſt generale, & qui a lieu *etiam in maiore, licet enim vnicuique contemnere ea quæ pro ſe introducta ſunt*, & ſur ce la gloſ. *in lege. illud ſciendum, in verbo reſtituere. de ædilit. edic. ſi emptor qui obtinuit non vult vti victoria, poterit*: il ne ſeroit raiſonnable que ce qui eſt introduit en la faueur de quelqu'vn fuſt retorqué contre luy *ſine ſuo facto vel culpa*, qu'il n'eſtoit neceſſaire d'appeller de la ſentence laquelle n'eſtoit pure & ſimple, mais conditionnelle en rendant, tellement que iuſques à ce que le demandeur ait rendu *potuit pœnitere*, voire qu'à faute de rendre le pris, impenſes & meliorations, le defendeur pouuoit demeurer ſeigneur incommutable *etiam ſine nouo conſenſu ſeu contractu*, auſſi eſt-il demeuré en poſſeſſion. Quand l'eſlection & option eſt baillee par contract ou ſentence *admittitur variatio etiam poſt ſententiam*, en la l. *eum qui certarum. §. cùm purè. de verb. oblig.* & du Moulin ſur le §. nu. 10. de la couſtume de Paris explicant ces mots du §. *cùm purè quotiens voles mutare voluntatem, dicit ex communi Doctorum opinione*, que *etiam poſt ſententiam licet variare*, la ſentence eſtant donnee ſur des lettres de benefice du prince, ſur vn priuilege introduit en la faueur de l'impetrant & non d'autre, & ny peut auoir celuy qui ſouſtient au contraire intereſt que des deſpens faicts à la pourſuite, qu'il n'eſtoit neceſſaire à la Greue interietter appel de la ſentence qui entherinoit ſes lettres, au contraire que l'execution de la ſentence rendoit

Digitized by Google

la cauſe indubitable, d'autant que ledit Beſnard deuoit rendre les choſes *in eodem ſtatu*, autrement la Greue n'eſt tenu les receuoir; l'action intentee par la Greue en ceſte intention pour rentrer en ſes heritages par luy vendus en eſtat qu'ils eſtoient lors du contract, l'ors de l'action, les lettres obtenuës à meſme intention, ce qui ne ſe pouuoit à preſent executer, il ny auroit apparence retorquer *in odium & necem*, dudit de la Greue ce qui a eſté introduit en ſa faueur, *idque* contre ſa volonté: que ſi la Greue a eſté en demeure de rembourſer le prix apres la ſentence, & Beſnard en meſme demeure de le demander, faut-il qu'en ceſte concurrence vn cas fortuit qui depend de la ſeule volonté de Dieu ou de la miſere publique & qui ne pouuoit eſtre preueu, tombe ſur la Greue ſeul, lequel a cet aduantage ſur Beſnard, qu'il n'eſtoit tenu rendre le prix qu'au preallable les impenſes frais & loyaux couſts ne fuſſent liquidez: liquidation qui dependoit du faict ſeul de Beſnard, aduantage que lors du cas fortuit Beſnard eſtoit poſſeſſeur, aduantage que lors du cas fortuit Beſnard pouuoit eſtre declaré proprietaire faute de rendre par la Greue le prix, fraiz & loyaux couſts, *qui rem vendidit ſi ante traditionem res perierit perit venditori*: diſoit d'auantage que ſi *in venditionis contractu* cela eſtoit de ſpecial, que *venditor re & pretio carere non poterat* voire que la conuention au contraire eſtoit *contra naturam emptionis, in l. emptorem.§. qui autem. de actio. empt. ff.* que *in diſtractu ſeu reſolutione emptionis* il eſtoit inique que *venditor re vendita careret & pretium reſtitueret.* En dernier lieu ſouſtenoit la Greue qu'il n'eſtoit proprietaire lors du cas fortuit, d'autant que Beſnard n'eſtoit condamné ſe deſiſter & departir que *ſub conditione* en rendant, laquelle condition n'eſtant purifiee Beſnard eſtoit le proprietaire, partant le peril à ſa perte.

Beſnard au contraire qu'il eſtoit mal ſeant à la Greue changer ſi ſouuent ſa volonté, que la loy permettant la variation auoit entendu *rebus ſic ſtantibus, rebus integris, ſine preiudicio tertÿ*, que quand vne ſentence eſt donnee *cauſa cognita*, le droit eſtoit acquis à l'vn & à l'autre des parties, *mutare autem conſilium in alterius preiudiciũ* la 33. regle du droict Canon l'empeſchoit, & par autre regle *quod ſemel placuit amplius diſplicere non*

poteſt, autrement n'y auroit riẽ d'aſſeuré ny és cõtracts ny és iugements eſquels *quaſi contrahimus*, & le particulier de ceſte cauſe c'eſt que les lettres ont eſté intherinees ſuiuant les offres de Beſnard, tellement que l'obligation y eſt, la conuention aſſiſtee de la ſentence de laquelle ny a aucun appel, que ſi la loy auoit voulu que telles variations & changemẽs de volonté ne fuſſent permiſes és options qui eſtoient donnees par les teſtaments au preiudice d'vn tiers, *rebus non integris*, à plus forte raiſon és options qui ſe pouuoient faire par contract qui ne ſont ſi fauorables. Lon a demandé en la l. *municipiorum. de opt. legat. ff. ſi ſeruorum electione teſtamento data legatario certum tempus ſit præfinitum à iudice vt eligeret* autrement qu'il ne ſeroit plus receu, *ſi poſt ſtatutum tempus velit variare* il y eſt permis, *quia non eſt damnum ſubiturus hæres, ſed quid*, ſi apres auoir dilayé il veut encores varier la loy le luy permet *ſi omnia integra ſunt*: l'on dit en droict que *quod meum eſt, quod mihi quæſitum ſine facto meo auferri non poteſt*; par la ſentence le droict eſt acquis à Beſnard, la reſtitution de prix, frais & loyaux couſts luy ſont adiugez, peut-on les luy oſter ſans ſon conſentemẽt? la ſentence donnee ſur les offres des parties, ſur leur conſentement, peut elle eſtre renuerſee ſans le contraire cõſentement? *vnũ quodque eo iure diſſoluitur quo contrahitur*, qu'arriueroit-il s'il eſt permis *poſt ſentẽtiam variare, idẽ poſt arreſtum*? En quelle peine mettra l'on vn acquereur qui aura souſtenu ſon contract, ou bien conſenty de rauoir ſes deniers, obtenu iugement, & ſur le moindre changement l'on rendra le tout illuſoire? qu'il y alloit de l'intereſt du public, nul ne voudroit acquerir, les acquereurs *etiam poſt diſtractum* ſeroient ſubiects aux haſards & inconueniens, *poſt diſtractum non ſunt amplius domini*; pourquoy donc ſubiects aux cas fortuits, *cùm vnaquæque res domino ſuo pereat*? de dire que Beſnard fuſt *in poſſeſſione*, partant que *ſubire tenetur periculũ* c'eſtoit s'abuſer, car ce que les acquereurs *reſciſa venditione* demeurent *in poſſeſſione*, iuſques à ce que l'on leur ait rendu le prix ce n'eſt *vt domini*, ceſt *quaſi iure pignoris*, en la l. *Iulianus, §. offerri. de act. empt.* ſur ces mots, *quaſi pignus retinere poteſt rem quam vendidit* moins y auoit-il apparence de dire que Beſnard eſtoit *in mora* de n'auoir demandé l'execution de la ſentence, demandé ſon prix, faict liqui-

der ſes fraiz. La ſoixantieſme reigle du droict Canon, dit que *non eſt in mora qui exceptione legitima ſe poteſt tueri*, la ſentence luy donnoit la retention des choſes acquiſes iuſques au rembourſement du prix. Que la Greue ne fuſt proprietaire *poſt ſententiam* en apparoiſſoit par les mots de la ſentence, condẽné ſe deſiſter & departir, *termini ſunt proprietatis*. Que ſi la priſe d'Amiens ne fuſt aduenuë, la Greue n'euſt changé de volonté, *præuidere debuit* qu'ayant ſentence à ſon profit il a eſté ſubject aux cas fortuits, *non potuit mutare voluntatem in necem alterius*: que l'on diſoit en droict que *reprobare non poſſum quod ſemel probaui, l. Pomponius, verſ. ſed eo dicto. de nego. geſt. ff. gloſ. in cap. cùm Vintonenſis. in verbo. admiſerant, de elect.* ce qui eſt indubitable *quando in necem ſeu præiudicium tertij mutatur voluntas.* ce qui eſt remarqué ſur la gloſe de la reigle, *quod ſemel placuit*, c'eſt la gloſe ſur l'authentique *de exhibend. reis. in. §. ſi verò. in verbo. repudiare. collat. 5.*

La queſtion demandee aux chambres s'eſt trouué vn arreſt du 21. Mars 1595. au profit de la Barde donné ſur vn appointé au Conſeil. De la Barde en 87. auoit acquis vne maiſon par decret ſiſe au Cloiſtre ſainct Merry pour dix mille liures, appel par les proprietaires pendant l'appel les barricades arriuent à Paris; la Barde quelque temps apres, veut ſe departir de ſon decret, conſent le mal iugé, ce qui eſt empeſché par le proprietaire *tādem* la cauſe iugee *ex meritis* ſans que l'on ait voulu receuoir la Barde à ſe deſiſter du profit de la ſentence: mais l'on diſoit que l'appel interietté rendoit la particularité toute autre, que tel appel auoit empeſché la Barde faire ſon profit de la maiſon auãt le cas fortuit, ceſſant laquelle particularité la Cour euſt autrement iugé par la l. *cùm reus. §. finali. de leg. 1. potuiſſet ante caſum fortuitum vendere prædium.*

Le procés a eſté party en opinions Monſieur le Rapporteur voulant receuoir la Greue à ſe departir du profit de la ſentence en payant les deſpens des procedures: Monſieur le compartiteur cõdamnoit la Greue à rendre le ſort principal, fraiz & loyaux couſts du contract, ſans que Beſnard peuſt repeter les impenſes & meliorations par luy faictes és choſes acquiſes & qui auoient eſté ruinees pendant la priſe de la ville d'Amiens *vt vnaquæque res domino ſuo periret.* Monſieur Petau

Rapporteur, Monſieur de Grieu compartiteur, le Lundy 27. Feurier 1600. & depuis departy en la premiere des Enqueſtes ou l'opinion dudit ſieur Petau a eſté ſuiuie.

DE LA CESSION FAICTE PAR LE creancier apres l'obligation acquittee.

XXXVIII.

L'On a demandé au procés de de l'Eſpine, du But & de Segraye, ſi ladite du But ayant payé ſuiuant ſon contract de mariage à Vaſſé, quatre cens trente trois eſcus vn tiers pour acquiter vne obligation de pareille ſomme, de laquelle Iean de l'Eſpine ſon pere eſtoit obligé par contract de l'an 1573. & ayant eu ceſſion des actions dudict Vaſſé que deux ans apres le payement & rembourſement, ſi telle ceſſion eſtoit valable au preiudice des creanciers ſubſequents en hypotheque l'annee 1573. La queſtion tomboit ſur la difficulté de la loy. *Modeſtinus, de ſolutionib, ff.* & de la gloſe en la l. *Papinianus. mãda. ff.* par la l. *Modeſtinus, ceſſio facta ex interuallo* qui n'eſt faicte *tempore ſolutionis* n'eſt conſiderable, par ce que *ſolutione omnis tollitur obligatio, poſt ſolutionẽ nullus creditor, imò nil penes creditorem remanet*, voila pourquoy il ne peut plus rien ceder: mais la gloſe de ladite l. *Papinianus*, faict vne diſtinction, *aut ſolutio facta nomine debitoris, & tunc nulla ceſſio admittitur, aut nomine ſuo ſeu ſoluentis, & tunc valet ceſſio facta etiam ex interuallo, aut ſimpliciter fit, tunc ceſsio fieri debet incontinenti.* La loy, premiere & derniere. *C. de his qui in prio. credit. locum ſuccedunt*, apportent vne autre diſtinction *de creditore aut extraneo ſoluente*, & la gloſe, meſmes le Faber ſur ladicte loy. dict *ceſſionem in continenti fieri debere extraneo ſoluente.* Neantmoins pour les particularitez qui eſtoient aux procés, meſmes que tel payement eſtoit faict en vertu du contract de mariage, & que ladite du But & Segraye auoient ſtipulé en payant ladicte ſomme de quatre cens trente trois eſcus vn tiers la groſſe du contract de l'obligation pour s'en ſeruir, ce qui ne ſe pouuoit entendre que pour entrer en l'hypotheque dudict Vaſſé: la ceſſion ainſi faicte *ex interuallo* a eſté iugee bonne

& valable, par arreſt du dernier Feurier mil ſix cens Monſieur Louet Rapporteur.

Alia quæſtio quando non conſtat ex qua pecunia antiquus creditor dimiſſus eſt.

XXXIX.

Qvand le creancier *qui antiquum creditorem ſua pecunia dimiſit* veut entrer en ſon lieu, ou c'eſt *iure creditoris, quia ſecundus creditor* & le peut faire *etiam ſine ceſſione iurium, aut extraneus* & faut *ceſſionem iurium*: *vtroque tamen caſu neceſſe eſt pecunia antiquum creditorem dimiſſum*. Ce qui ſe prend de la loy. 1. *qui potior.* & la loy. 1. *de his qui in prior. cred. C.* & comme il s'obſerue au Palais, il eſt neceſſaire que par l'acquit de l'argent que l'on baille à l'ancien creancier, au droict duquel l'on veut entrer, qu'il ſoit declaré que c'eſt des deniers de celuy qui veut entrer en ſon lieu & hypotheque, *vt liquidò conſtet ſua pecunia dimiſſum creditorem*. Cela ſe prend de la loy. 1. *qui potior. C. ſi priori creditori debitam pecuniam ſoluerit*, de la l. 3. *de his qui in prior. cred. loc. C. pecunia tua dimiſſi ſunt, ita vt pretium ad eoſdem priores creditores perueniret.* & eſt neceſſaire *que ſcripto conſtet de ea ſolutione*: autrement il ſe pourroit commettre beaucoup de fraudes. Voy du Moulin en ſes traictez vſuraires, queſt. 37. num, 276. Ainſi a eſté iugé par arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Charton à l'extraordinaire le 22. Decembre 1604. ſur vn appel du Preuoſt de Paris, duquel la ſentence a eſté confirmee encores qu'il n'y euſt que cinq iours d'interualle entre le contract faict auec ceux qui empruntoient les deniers, & le payement d'iceux faict au creancier, mais la quittance du creancier ne le portoit. La raiſon de douter prouenoit de la l. *Ariſto. quæ res pig. oblig. poſſ. ff.* laquelle ne deſire *pecunia dimiſſum antiquum creditorem, ſed ſolùm ceſſionem iurium*. mais la l. 1. *qui potior. C. requirit pecunia dimiſſum creditorem*. La meſme queſtion auoit eſté iugee contre Monſieur le Preſident le Clerc au procés de l'ordre des creanciers de Gerbault, au rapport de Monſieur le Preſtre en la cinquieſme des Enqueſtes, encores qu'il n'y euſt que 5. iours entre le contract & le payement.

Digitized by Google

CONCORDAT NON EMOLOGUÉ en Cour de Rome.

XL.

Le premier Decembre mil cinq cens octante huict, c'eſt plaidee la cauſe en l'audience d'entre les Chabots & Choppin, pour raiſon du Prieuré S. Lambert, auquel Monſieur Seguyer demanda que l'on n'euſt aucun eſgard aux concordats en matiere beneficiale s'ils n'eſtoient emologuez en Cour de Rome, ne pouuans autremẽt donner aucune action: telles conuentions eſtant reprouuees ſi elles n'eſtoient approuuees & auctoriſees par noſtre S. Pere: requerant qu'il pleuſt à la Cour en faire vn arreſt general. Par arreſt faiſant droict ſur les concluſions du Procureur general du Roy la Cour faict inhibitions & defences aux Iuges eſtants ſoubz le reſſort du Parlement d'auoir aucun eſgard aux concordats, s'ils n'eſtoient premierement emologuez en Cour de Rome. Et faict auſſi defenſes aux Iuges de prononcer tant difinitiuement que par prouiſion, ſinon és cas qui ſont ſubjects à prouiſion par l'ordonnance. Et que l'arreſt ſeroit leu & publié en la Seneſchauſſee d'Angers l'audience tenant, & enjoinct au Subſtitut du Procureur general du Roy tenir la main à l'execution & publication & en certifier la Cour au mois.

DV CREANCIER S'OPPOSANT *aux criees pour rente deuë ſur l'Hoſtel de ville de Paris au preiudice de l'Edict des ſurſeances.*

XLI.

L'On s'eſt trouué en diuerſité d'opinions ſi l'on deuoit mettre en ordre en la diſtribution des deniers prouenans des adiudications par decret, les creanciers pour leurs rentes deuës ſur l'hoſtel de ville de Paris que l'on auoit promis garentir, fournir & faire valoir. Le faict eſt

Digitized by Google

eſt que R. mariant ſa fille luy baille quatre cens liures de rente à prendre ſur l'hoſtel de ville de Paris, laquelle rente il luy promet garẽtir, fournir & faire valoir tant en principal qu'arrerages: lon decrete vne ferme appartenante audit R. la fille s'oppoſe à la diſtribution des deniers, demande eſtre miſe en ſon ordre pour le principal & arrerages de ladite rente de quatre cens liures, ſouſtenant que telle clauſe de fournir & faire valoir à meſme effect que ſi R. auoit creé la rente ſur luy & obligé tous & chacuns ſes biens, comme il a eſté iugé par pluſieurs arreſts, ce qui receuoit moins de difficulté que la fille vraye creanciere eſtoit priuee de ſon hypotheque. Lon diſoit au contraire que mettant la fille en ſon ordre en la diſtribution des deniers que c'eſtoit indirectement contreuenir à l'Edict de la ſurſeance des rentes. Que ſi telles ouuertures auoyent lieu il ſeroit aiſé ſuſciter des autres creanciers qui mettroyent des heritages en criees à ce que tels creanciers de rentes ſur ledit hoſtel de ville vinſſent en leur ordre. Que par l'Edict des ſurſeances des rentes toute action eſtoit deſniee à tels creanciers, que telle garantie & le iugement de telle clauſe de fournir & faire valoir *pendebat ex futuro & incerto euentu* de l'Edict & du Reiglement que le Roy promettoit faire ſur telles garenties importantes au public & qui alloyent à la ruine de la ville de Paris capitale du Royaume. Que la vraye occaſion de l'Edict eſtoit à ce que le Roy ne fuſt appellé en garentie de toutes ces rentes deſquelles il eſt garend formel, & qui admettroit que les creãciers ſe peuſſent oppoſer la garantie ſe pourroit intenter contre le Roy. Sur ceſte difficulté lon s'eſt trouué en diuerſité d'opinions, les vns eſtimans eſtre raiſonnable mettre tels oppoſans en leur ordre, baillant par eux caution de rendre s'il eſtoit dict par le reglemẽt qui ſe deuoit faire ſur telles garanties. Les autres ne trouuoyent raiſonnable que leſdits oppoſans touchaſſent les deniers, mais bien que les ſubſequents creanciers baillaſſent caution de rendre s'il eſtoit ordonné par ledit reiglement. Finablement ceſte queſtion iugee au procés d'entre Meſmin & Guerin au rapport de monſieur Cocqueley en la grand'Chambre, & ordonné que les creanciers ſubſequents toucheroyent les deniers en baillant par eux caution ſans que les autres creãciers

Digitized by Google

deſdites rentes deues ſur l'hoſtel de ville puiſſent toucher deniers mais ſeulement eſtre mis en leur ordre. L'arreſt prononcé le 28. Mars 1600. à l'extraordinaire, & a eſté ce reiglement du depuis ſuiuy par les arreſts, encores que le Preuoſt de Paris ſe fuſt licencié de mettre en ordre les creanciers.

QVAND IL S'AGIST DE LA QVALITÉ *de la perſonne, quelle couſtume lon doit garder.*

XLII.

PAr la couſtume d'Anjou, lon eſt reputé majeur à 20. ans accomplis, & tel peut vendre ſes immeubles ſans autre ſolennité. Lon a demandé ſi vn eſtant hors le Duché d'Anjou, ſçauoir en la ville de Senlis, ayāt des heritages en Anjou pouuoit conſentir à l'alienation d'iceux ayant attaint l'aage de 20. ans, ou ſ'il falloit qu'il euſt l'aage de 25. ans comme il eſt requis en la couſtume de Senlis en laquelle eſtoit ſon domicile. La difficulté eſtoit en ce que lon diſoit que telle couſtume d'Anjou bien qu'elle fuſt perſōnelle, que neantmoins elle diſpoſoit de l'heritage & eſtoit pour ce regard reelle, voire que l'heritage ſitué en Anjou eſtoit ſubject à ceſte loy, que lon en pouuoit diſpoſer à 20. ans, que tel ſtatut eſtoit fait *& contemplatione rei & perſonæ*, partant mixte, & ce qu'en la couſtume d'Anjou lon eſtoit majeur à 20. ans ce n'eſtoit qu'au païs les eſprits fuſſent plus prompts, que les perſonnes euſſent autre particularité qu'és autres couſtumes; mais que lors de la couſtume redigee qui fut en l'an 1508. ce pays eſtoit pays de frontiere à la Bretaigne, pays de guerre, ou la vie la plus briefue, auſſi les preſcriptions moindres, comme du tenement de 5. ans, l'aage aduancee ce qui eſt raiſonnable puis que la vie eſt abregee. Iugé au contraire ſuiuant l'opinion du Bartole *in l. cūctos populos. num. 26. De ſumma Trinitate & fide Cath. C.* ſommee par les Docteurs, que *quotieſcunque de capacitate aut habilitate perſonarum quæritur, domicilij leges & ſtatuta ſpectantur.* Eſtant vne autre maxime, que *ſtatuta municipalia nunquam diſponunt ſuper capacitate aut habilitate eorum qui non ſunt in poteſtate*

Digitized by Google

ſtatuti, comme le tient Paul de Caſtre *in dicta l. cunctos populos. ſtatuta enim ſuo clauduntur territorio, nec vltra territorium diſponunt.* Par arreſt du 28. Aouſt 1600. donné en la cinquieſme des Enqueſtes à l'extraordinaire au rapport de monſieur Fortia, au profit de Anthoine Potier appellant du Seneſchal de Beaumont ou ſon Lieutenant à la Fleſche contre les Fontaines. Voy d'Argentré, *lib. de donationib. num.* 114. Et feroit abſurde qu'en vne meſme couſtume vne meſme perſonne fuſt eſtimé majeur & en vn autre mineur, la capacité eſtant egale auec meſme iugement & entendement de pouuoir diſpoſer de ſes affaires.

LA COGNOISSANCE D'VN CONcordat entre Eccleſiaſtiques pour benefices, à qui appartient.

XLIII.

C'Eſt choſe aſſez vulgaire au Palais, que cõme le petitoire des benefices eſt de la iuriſdiction Eccleſiaſtique, auſſi le poſſeſſoire appartient au Iuge lay, comme eſt recité cy deſſus, *pag.* 40. *in B.* Mais ſ'eſt trouué diuerſité d'opinions de quelle iuriſdiction eſtoit la cognoiſſance des concordats faicts entre Eccleſiaſtiques par leſquels lon promettoit ou reſigner benefices, ou en fournir de telles valeurs en certains dioceſes, il y a eu diuerſité d'arreſts. Quelquesfois la Cour voyant que les parties auoyent volontairement procedé, & que le concordat n'eſtoit homologué en Cour de Rome n'a voulu r'enuoyer les parties pardeuant le iuge d'Egliſe pour vn droict qui n'eſtoit point, pour vne conuention nulle, & qui ne pouuoit engendrer aucune action, comme dict eſt cy deſſus pag. 112. eſtimant que ſeroit vn preiugé pour l'action, ſi lon ordonnoit que les parties ſe pouruoiroyent pardeuant le Iuge d'Egliſe, & a mis les parties hors de Cour. Se trouue neantmoins vn arreſt donné entre monſieur de Gondy lors Eueſque de Paris & Guillaume Boureau en datte du 27. Nouembre 1574. au rapport de monſieur Feu en la 2. des Enqueſtes, auquel

Digitized by Google

il ſ'agiſſoit de l'entretenement d'vn concordat non homologué, par lequel Boureau auoit promis rendre des benefices, & ledit ſieur de Gondy l'en faire pouruoir d'autres, par lequel arreſt eſt ordonné que les parties ſe pouruoiroyent pour l'entretenement dudit concordat pardeuant le Iuge d'Egliſe, & du depuis par ſentence de monſieur Seguyer Iuge conſeruateur où les parties procederent, furent leſdictes parties miſes hors de Cour & de procés.

DES FRAIZ FAICTS PAR VN *creancier qui ne vient en ſon ordre.*

XLIIII.

LEs premiers creanciers ont ſouſtenu que les derniers creanciers qui pourſuiuoyent des criees ou vn bail à ferme des biens d'vn debteur ne deuoyent eſtre rembourſez par preferēce des fraiz & deſpens par eux faicts ſinon en leur ordre, que comme pour les fraiz des criees eſt ordonné que le pourſuiuant ſera rembourſé des fraiz des criees, c'eſt choſe reiglee que lon peut ſçauoir que peuuent couſter fraiz de criees, que lon ne peut rendre immenſes; auſſi que les fraiz faicts par les derniers creanciers deuoyent donc eſtre reiglez, certains, encores qu'il y ait bien de la differēce entre l'vn & l'autre: l'vn cōcerne le bien & vtilité de tous les creanciers & choſe neceſſaire d'eſtre faite, mais pour vn bail à ferme, les anciens creanciers n'y ont tel intereſt, leur debte n'en eſt en rien aduancee ne retardee; & ſi lon pourroit compter en fraiz plus que ne ſe mōteroient les fruits. Iugé neantmoins au contraire d'autant que tels fraiz concernent tous les creanciers & plus les anciens que les derniers, pour eſtre en leur ordre d'hypotheque ſur les deniers du bail iudiciaire, n'eſtant conſiderable l'immēſité des fraiz qui ne ſeront taxez par le Iuge s'ils ne ſont raiſonnables, autrement il arriueroit que le creācier qui a faict les fraiz ne venant en ſon ordre *vtiliter negotium gereret commodo priorum creditorum* ſans rembourſement de ſes fraiz, par arreſt du dernier Septembre 1589. & prononcé le 7. Decembre 1594. entre Pierre le Clerc & Da-

me Nicole le Roy au rapport de Monſieur Bouyn.

C'eſt à preſent choſe ordinaire au Palais, que tout pourſuiuant criees qui eſt contraint faire des fraiz extraordinaires qui ne viennent ſur l'adiudicataire a preference pour le rembourſement de ſes fraiz, *exempli gratia*, pour faire iuger des oppoſitions afin de diſtraire, pour ſouſtenir les criees, & la raiſon eſt que tels fraiz ſe font *ad rei conſeruationem, commodo omnium creditorum*, & ne ſeroit raiſonnable qu'vn pourſuiuant criees, lequel ne vient ſouuent en ſon ordre de diſtribution, fiſt des fraiz pour l'eſclarciſſement des droicts des premiers creanciers, fraiz neceſſaires pour paruenir à faire l'ordre, ou que tel pourſuiuant criees fuſt tenu faire pour autant de fraiz comme ſa debte ſe pourroit monter.

CAVTION IVDICIAIRE & certificateurs.

XLV.

SI les cautions & certificateurs donnez en iugement, ſe peuuent ayder de diuiſion & diſcuſſion. *Vide* 1. *in littera F. pag.* 308.

LIBERI IN CONDITIONE poſiti an ſint in diſpoſitione.

XLVI.

C'A eſté vne queſtion fort agitee en droict, *an liberi in conditione poſiti eſſent in diſpoſitione, an conditio diſponeret & ſubſtitutionem induceret*, & aucuns ont voulu y apporter ceſte diſtinction, *in filijs & nepotibus, aut in extraneis vel tranſuerſalibus fit diſpoſitio; primo caſu* que *conditio diſponebat, & ſubſtitutionem inducebat, & filij non ab inteſtato veniebant ſed ex teſtamento vocabantur ad bona teſtatoris, filij & eo caſu alienata à patre reuocare poterant, & Boërius* en ſa 155. deciſion nu. 11. a tenu ceſte opinion ayant rapporté tous les Docteurs, qui auoiẽt approuué & reprouué la gloſe de la loy *Lucius* 2. *de*

Digitized by Google

hæred. inſtit. ſur laquelle contrarieté Boërius ſemble ſe reſoudre ſur ceſte diſtinction, *aut agitur de liberis teſtatoris, & poſiti in conditione videntur eſſe in diſpoſitione, aut de alijs liberis puta inſtituti aut ſubſtituti, tunc poſiti in conditione non ſunt in diſpoſitione*, comme à la verité l'eſpece de la loy *Lucius* 2. ſemble ne parler *in liberis teſtatoris, & vt cõditio in liberis inſtituti aut ſubſtituti diſponat* faut que *alia concurrant* & que *aliunde conſtet de voluntate teſtatoris* ou autres faits particuliers qui viennent *ex præſcripta mente teſtatoris fauore liberorum:* c'eſt pourquoy *exiſtentia liberorum facit deficere fidei commiſſum, l. filius familias. § cùm quis. de legat.* 1. la loy *iubemus. in fine, ad Trebellian. C. ſecundo vero caſu, quando in tranſuerſalibus aut extraneis fit diſpoſitio conditio non diſponit, vt in l. Lucius 2. de hæredib. inſtit.* neantmoins la commune opinion & qui a eſté ſuiuie au Palais eſt contraire, que *liberi in conditione poſiti non erant in diſpoſitione*, & que la gloſe de la loy *Lucius* 2. *de hæredib. inſtit.* ſe gardoit. Alexandre en ſon conſeil 108. du premier liure, *num.* 3. & en ſon conſeil 109. du 2. liure *num.* 4. traicte ceſte queſtion & ſe reſout *ex communi & ſaniori Doctorum ſententia* ſuyuant ladite gloſe, & que *conditio nunquam diſponit* s'il n'y a quelque autre particularité qui donne à cognoiſtre la volonté du teſtateur, & reprend l'opinion d'Oldrade qui auoit eſté ſuiuie par Boërius au lieu cy deſſus allegué. Guido Papæ en ſa deciſion 39. qui eſt particuliere pour ceſte queſtion ſe reſout ſur l'opinion de la gloſe de la loy *Lucius*, & que *ſeruatur in iudicando etiam inter liberos*, & qu'il a eſté iugé par diuerſes fois au Parlement de Dauphiné. *Et hæc opinio gloſæ ſanctè & iuſtè ſeruatur*, dit-il, & tient la meſme opinion en ſon conſeil 22. *num.* 5. & conſ. 25. en la loy *ex facto §. ex facto. ad Trebel. ff. liberi in conditione poſiti faciunt deficere fideicommiſſum, ſed non excludunt fiſcum, at ſi liberi veniunt ex teſtamento excludunt fiſcum.* Du Moulin en ſon 7. conſeil, *num.* 21. ſe reſout auec l'opinion de la gloſe de la loy *Lucius, & hæc eſt communis ſententia.* Mais que ſi *aliunde conſtet de voluntate teſtatoris, ſi filios in conditione poſitos onerare voluerit, facilè hæc conditio diſponit*, & par l'eſpece du fait allegué par du Moulin *in cõditione non ponitur filius teſtatoris, ſed inſtituti*, comme auſſi en la queſtion propoſee par Guido Papæ, en ſa queſtion 39. & eſt ce qu'a voulu dire le meſme Alexandre en ſon conſeil 64. du 5. liure, que *conditio*

Digitized by Google

diſponit inter liberos ſi onerati ſunt, quia quos onerare voluit eos etiam honorare, aut aliàs de voluntate teſtatoris conſtet. tellement que *facilius inter liberos conditio diſponit*, ſi il y a quelque choſe qui puiſſe ayder à la volonté du teſtateur *quàm inter alios hæredes*, & fault ladite loy *Lucius, in fratre, non in liberis*, & ſemble que par ce moyen lon puiſſe concilier l'opinion de Oldrade & de Boërius d'auec les autres Docteurs.

Ceſte queſtion s'eſt preſentee en la 5. des Enqueſtes au rapport de Monſieur d'Eſpinoy entre -----------

L'ACTION CRIMINELLE ET CE que lon demande pour la reparation s'ils ſe preſcriuent par 20. ans.

XLVII.

LE mecredy 11. Feurier 1604. plaidans en la chambre de l'Edict Nauarrot, Martelliere & Monſieur Marion pour le Procureur general du Roy, ſçauoir des marchands ayans eſté volez en plaine paix pour dix mille liures de marchandiſe, & dont il apparoiſſoit tant par informations que procés verbaux, les marchands ayans eſté tuez, ſi leurs heritiers 20. ans apres le tẽps des troubles deduits, pouuoient demãder l'intereſt ciuil, ou au moins la valeur des marchandiſes, diſans leſdits heritiers qu'il ne s'agiſſoit de la peine & punition du crime qui ſe preſcriuoit par 20. ans *l. querela. C. ad l. Cornel. de falſis*: mais de la reſtitution des marchandiſes mal priſes, qui eſt choſe pure ciuile, & dont l'action alloit à 30. ans, comme les autres actions perſonnelles par la loy derniere, *l. ſicut. de præſcriptionib. 30. vel 40. annorum. C.* que *ex delicto vel quaſi contrahitur obligatio*, qu'il eſt en l'election du demandeur ou d'agir criminellement ou ciuilement, voire que l'action criminelle n'appartient qu'au Procureur general qui eſt *vindex publicus diſciplinæ*, qu'en toute matiere criminelle y a la partie pour le crime qui eſt le Procureur general du Roy, y a la partie ciuile que lon dict la partie intereſſee: que ce que la punition des crimes a eſté li-

Digitized by Google

mitee a 20.ans, ce n'eſt que *propter pœnam* qui eſt odieuſe, pour la recherche du crime qui tient le delinquant en captiuité, en ſeruitude, que c'eſtoit choſe odieuſe que vouloir retenir par preſcription de 20. ans le bien d'autruy ſans tiltre, par force, de mauuaiſe foy, que tant que les voleurs auoient detenu les marchandiſes c'auoit eſté en continuant la meſme force & violence, de laquelle ils auoient vſé en les prenant, *quæ ſibi non mutauerunt cauſam poſſidendi*, que s'il ſe trouuoit quelque arreſt qui euſt autrement iugé qu'il y auoit de la particularité, *ſcilicet* quand lon demandoit vne reparation qui depend de l'action criminelle, & qui ne peut eſtre qu'acceſſoire & ſubiecte à la meſme preſcription : que l'action principale qui eſt de 20. ans a eſté coarctee à ce temps de 20. ans, *odio criminis propter pœnam* ſans qu'oncques lon ait eſtimé parler de l'intereſt ciuil. Au contraire les heritiers des delinquants ſouſtenoient la preſcription de 20. ans non ſeulement pour le crime & peine d'iceluy mais pour ce qui en dependoit, eſtãt ridicule que l'acceſſoire qui ne peut de ſoy ſubſiſter duraſt d'auantage que ſon principal, ſans lequel il ne pouuoit eſtre: que comme l'action criminelle eſtant intentee cõmunement y auoit de grandes particularitez contre les delinquants, que lon l'appelloit extraordinaire, fauorable à ceux qui accuſent, auſſi auoit ce bien particulier pour les accuſez de finir l'action par 20. ans, *ne in continuis & perpetuis vinculis detinerentur & permanerent*, que lon ne pouuoit dire qu'il y auoit cõtinuation de mauuaiſe foy, la loy aſſiſte les accuſez, les met en bonne foy, les auctoriſe, leur donnant apres 20. ans la liberté qui ne leur pouuoit eſtre oſtee. Par arreſt les accuſez abſous de la reſtitution des marchandiſes ſans deſpens, encores que Monſieur Marion euſt pris concluſions pour les heritiers des marchands contre les heritiers des delinquants : fondé l'arreſt ſur ce que toutes choſes qui s'acquierent par preſcriptiõ ſont fauorables, *cùm præſcriptio ſit patrona generis humani, ad vtilitatem publicam introducta*, hors de toute enuie, la longueur du temps introduite par la loy donnant ceſte liberté, preſcription appellee *tutum & legitimum præſidium*, lequel *litibus finem imponit*, qui apporte toute ſeureté aux actions des hommes & repos à leurs eſprits.

POVR

Digitized by Google

POVR CANONIQVE ET congruë portion.

XLVIII.

PAr arreſt donné au rapport de Monſieur Deſlandes en la grand Chambre le 14. Aouſt 1599. entre Thomas Aubert Vicaire de ſainct Pierre d'Angers appellant & demandeur en portion congruë, les parties ont eſté renuoyees pardeuant l'official d'Angers. Ceſt arreſt fondé ſur ce que telles actions ſont pluſtoſt perſonnelles que reelles introduites pour auoir des alimens, & eſtãs entre perſonnes Eccleſiaſtiques la cognoiſſance en appartient au Iuge d'Egliſe.

POVR OFFRES DE ROY & hommage quelle couſtume l'on doit tenir.

XLIX.

AV procés du ſieur de Maintenon Baron de Neſle s'eſt preſenté vne difficulte, ſi le vaſſal qui deuoit la foy & hõmage à la Barõnie de Neſle ſituee en la couſtume de Chartres pour raiſon d'vn fief ſitué à Neuuy qui eſtoit en autre couſtume, deuoit obſeruer la forme preſcripte par la couſtume de Chartres, où eſtoit ſitué le fief dominant ou la couſtume en laquelle eſtoit ſitué le fief ſeruant. Sur ce que l'on diſoit que le vaſſal eſt aſtrainct à la couſtume en laquelle ſon fief eſt ſitué; que n'eſtant obligé qu'à raiſõ de ſon fief ne pouuoit eſtre aſtrainct à autre couſtume, qu'il n'en pouuoit recognoiſtre d'autre, qu'il portoit la foy de ſon fief au fief dominãt: & à raiſon de ſon fief. Que chaſque couſtume bornee de ſon territoire bailloit & preſcriuoit la loy à ce qui eſtoit au dedans de ſon deſtroit & non hors iceluy, que ſ'il ſ'agiſſoit des droicts pretẽdus par le ſeigneur ſur le

Digitized by Google

vaſſal, l'on ſuyuoit la couſtume en laquelle le vaſſal auoit ſon fief ſitué, *ſi quidem feudorum onera realia ſunt, rem ipſam reſpiciant*, iugé au contraire qu'au particulier la couſtume du fief dominant ſe deuoit ſuiure, Que c'eſtoit au fief dominant que la foy & hommage eſtoit deuë, partant ſelon la couſtume du fief dominant, *ſecus* s'il s'agiſſoit des proficts de fief ou d'vne ſaiſie feodale, auſquels cas l'on obſerueroit la couſtume du fief qui doit le relief, la couſtume où ſe faict la ſaiſie, la queſtion demandee en la grande Chambre au rapport de Monſieur Foucquet le Vendredy 27. d'Aouſt 1604. *vide ſ. in littera F. pag.306.*

Ce qui pouuoit faire la difficulté c'eſt de l'opinion de Monſieur Tiraqueau au Traicté du retraict lignager, §. 36. num.20. iuſques à la fin du §. gloſ. 3. où ayant fort particulierement traicté quelle couſtume ſe doit obſeruer du fief dominant ou fief ſeruant en ce qui eſt de la realité, & diſputé quelle couſtume l'on deuoit obſeruer pour ce qui eſtoit des ſolẽnitez, *vt puta in alienatione bonorũ Eccleſiæ*, ſi la couſtume du benefice ou la couſtume du benefice duquel il depẽd, du Prieuré ou de l'Abbaye, s'il y à des notifications à faire & autres ſolennitez plus en vne couſtume qu'en l'autre ſur la diuerſité des opinions & des arreſts au num.27. *Ego verò in tot tãtiſque huiuſmodi dubiorũ & quæſtionũ tenebris, conſulo, vt eſt à nonnullis conſultum, in auctoritate alienationũ rerum Eccleſiæ & minoris, vt in vtraque hæc notificatio fiat, & in loco in quo res tenetur in feudum, & in loco in quo res ſita eſt, donec iudicio Senatus aliter declaratum ſit.* Neãtmoins le meſme auteur eſt d'aduis qu'en ce qui eſt reel, il faut ſuyure la diſpoſition de la couſtume où la choſe eſt deuë, & non de la choſe qui doit, en la 50. queſtiõ *de iure primigeniorum*, audit lieu du retraict lignager, §. dernier queſt. 3. numero 21. 22. ce qui feroit moins de difficulté au faict particulier que la foy & hommage ſont deuz au fief dominant partant ſelon la couſtume du lieu où il eſt ſitué, Et ce qui ſe peut dire auoir eſté iugé par cet arreſt c'eſt que pour ce qui eſt deu au fief dominant, foy & hommage, l'on regarde la couſtume du fief dominant auquel telles choſe ſont deuës: mais pour ce que pretẽd le ſieur de fief ſur le fief ſeruant, relief, rachapt, lots, ventes, quints, c'eſt ſelon la couſtume en laquelle eſt ſi-

Digitized by Google

tué le fief ſeruant. Du Luc cite vn arreſt du 7. Septembre 1537. par lequel fut iugé que pour les droicts que doit le vaſſal l'on conſidere la couſtume ſoubs laquelle le fief du vaſſal eſt ſitué. Sainct Simeon & les heritiers de Michel Chartier parties. Monſieur Spiſame Rapporteur.

PERTE DE DENIERS CONSIgnez ſur qui doit tomber.

L.

L'On a demandé ſi les deniers conſignez au greffe procedans de l'adiudication d'vn decret eſtans perdus par vn malheur du temps ou inſuffiſances d'vn receueur ou autre cas fortuit, eſtoient ſur le debteur ſur lequel on auoit decreté ou ſur les creanciers; Les creanciers diſoient que la conſignation faicte par le ſaiſi qui eſtoit debteur ne le liberoit, *ſolutione eius quod debetur extinguitur obligatio*, que ce n'eſt par la faute des creanciers que le cas fortuit eſt aduenu, ne leur peut eſtre impute ſi les deniers ont eſté conſignez bien que ce ſoit à leur requeſte, d'autant que telle conſignation qui ſe faict de deniers procedans d'vne adiudication par decret au greffe vient *ex natura rei ſcilicet* du decret, bien que les creanciers ne le demandaſſent, le Iuge d'Office l'ordonneroit; Auſſi que c'eſt vn lieu public, duquel nul n'eſt reſponſable, Que l'on auoit fait difference entre les cõſignations qui ſe failoiẽt entre mains de marchands cõmis par les parties, d'auec celles qui ſe faiſoient *in loco publico* qu'en ce cas la perte alloit ſur les creanciers qui ont eſleu & choiſi le lieu, qu'ils ſe ſont contentez de la ſeureté d'iceluy, Mais en l'autre ce n'eſt ny la volonté ny le conſentement des parties, c'eſt la loy qui le veut ainſi, & auparauant que l'on ait verifié les Edicts portans erection des greffes des conſignations l'on a remarqué cét inconuenient, nonobſtant lequel la Cour l'a verifié. que pour monſtrer que telle conſignation ne liberoit le debteur, c'eſt que nonobſtant icelle l'interreſt court au profit des creanciers iuſques à l'ordre faict, que *nil imputandum erat* aux creanciers qui ne peuuent retirer leur

Digitized by Google

denier iuſques à ce que l'ordre ſoit faict, ils ne ſont *nec in mora, nec in culpa, nec melius vigilare poſſunt.* De dire que le debteur n'eſt plus ſieur des deniers conſignez, tellement que le cas fortuit ne le concerne plus, l'on en diroit autant de l'heritage ſaiſi & mis en criees, duquel le proprietaire eſt tellement depoſſedé, que l'on peut dire qu'il n'y a plus rien, ne le peut aliener, c'eſt *pignus prætorium*, & neantmoins ſi tel heritage periſſoit *aut caſmate aut incendio*, ſeroit aux perils & fortunes du ſaiſi, par ce que non *imputandum creditoribus* qui n'ont laiſſé paſſer aucune occaſion ſans pourſuiure, qui n'ont rien obmis de diligence pour eſtre payez.

Iugé au contraire que telle perte tomboit ſur les creanciers, & non ſur le ſaiſi duquel l'heritage ayant eſté decreté & adiugé, il en pert la proprieté & la poſſeſſion, ſans qu'il y puiſſe rien pretendre, y ayant vn autre proprietaire & nouueau ſeigneur qui eſt l'adiudicataire & comme *vnaquæque res domino ſuo perit*, le ſaiſi ayant perdu tout droict de proprieté en la choſe decretee, ne peut plus eſtre tenu du peril ny cas fortuit, & de la perte non plus que du prix qui repreſente la choſe decretee : auquel prix le ſaiſi n'a & ne peut pretendre aucune choſe iuſques à ce que les creanciers ſoient entierement ſatisfaicts. Il ſuffiſt au ſaiſi que ſon heritage a eſté decreté & le prix payé par l'adiudicataire pour sõ regard, *vēditio verè perfecta fuit, pretium ſolutum, res tradita, dominium tranſlatum* apres leſquels cas *nil perit venditori.* Que ſi les creanciers eſtiment qu'il n'y ait aucune choſe qui leur puiſſe eſtre imputee, qu'il n'y ait de leur faute, il y en a encores moins du pauure debteur, duquel le bien eſt vēdu, qui eſt depoſſedé, en la puiſſance des creanciers, qui peuuent reculer ou aduancer l'affaire qui n'eſt plus maiſtre de ſon bien, qui en conſent la vēte pour eſtre ſes creanciers ſatisfaicts. Par deux arreſts l'vn dõné ſur vn procés par eſcrit entre les maiſtres & gouuerneurs des confrairies de la Conception, du S. Eſprit, & du ſainct Sacrement fondees en l'Egliſe ſainct Germain demandeurs contre François Pechart, le 3. Octobre mil cinq cens nonãte quatre. L'autre arreſt en l'audience entre Philippes Baſtard & Iacques & Marie Vigile intimez le 20 Iuillet 1598. les proprietaires ſur leſquels l'on a decreté sõt aſſez affligez de payer les

ſix deniers pour liure pour le droict de conſignation & en quelques ſieges comme au Chaſtellet quatre deniers pour liure aux Commiſſaires.

AVTRE QVESTION.

LI.

Mais l'on a demandé ſi la perte des deniers conſignez tombe ſur tous les creanciers au ſol la liure, ou ſur ceux qui venoient en ordre ſeulement. Les derniers creanciers diſoient qu'ils n'auoiēt aucun interreſt en la perte des deniers qui ne leur pouuoient appartenir ny ayans profit ny cōmodite, n'y pouuoient auoir de la perte, que *nullo caſu facti domini* de tels deniers, *nec fieri potuerant*, qu'il ſeroit dur que tel cas fortuit les peuſt concerner. Que ce qu'ils eſtoient oppoſans c'eſtoit pour eſtre payez ſur les autres biens, pour faire-faire l'ordre, pour puis apres y venir en leur rang. Que les anciens & premiers creāciers eſtoiēt vrais proprietaires auſquels ſans difficulté les deniers deuoiēt appartenir, encores que l'ordre ne fuſt fait. Qu'il falloit conſiderer ce qui eſtoit *in rei veritate* & non par vne ſubtilité, que l'ordre n'eſtant fait, les creanciers ſont incertains ſ'ils seront mis en ordre; car ce n'eſt l'ordre qui leur adiuge les deniers, mais declare les droicts acquis aux creāciers *etiam* auparauāt l'ordre. Que tel ordre ne peut eſtre que ſelō la diſpoſition de droict, la raiſon, l'equité, & commune vſance du Palais, que *priores ſunt potiores.* Au contraire, qu'auparauāt l'ordre fait des deniers cōſignez la perte d'iceux venoit au ſol la liure ſur tous les oppoſans, *eadem enim & communis cauſa omnium creditorum.* auparauant l'ordre nul ne peut dire pour quelle ſomme il viendra en ordre, le premier creancier peut eſtre oſté par vn creancier priuilegié. Bref c'eſt vn denier deſtiné & affecté à tous les creanciers, ſans qu'aucun d'iceux puiſſe auāt l'ordre dire qui luy appartienne: que le cas fortuit qui arriue ſur la perte des deniers conſignez apres l'ordre faict concerne ſeulement les creanciers qui ſont mis en ordre iuſques à la concurrēce des ſommes pour leſquelles ils ſont en ordre, d'autāt que dés le iour de l'ordre faict *facti ſunt domini*, il ne tient plus

Digitized by Google

qu'à eux. Le procès eſtant aux opinions a eſté interrompu par vn appel d'vne ſentence.

SI EN CONFISCATION DE BIENS *pour le delict du mari la part des biens de la communauté de la femme y vient.*

LII.

AV procés d'entre de ſainct Iulien & la Celle au rapport de Monſieur du Four en la cinquieſme des Enqueſtes l'on a demandé ſi le mary condamné à mort & ſes biens confiſquez la femme eſtoit priuee de la moitié des acqueſts qui luy appartenoient à cauſe de la communauté, meſmes d'vne terre feodale acquiſe par le mary pendant la communauté mouuant de celuy que le mary auoit tué.

L'on diſoit contre la femme que par la couſtume le mary eſtoit non ſeulement le maiſtre des biens de la communauté & qu'il en pouuoit diſpoſer, mais qu'il les pouuoit perdre, les ioüer à ſa volonté, en telle ſorte que la femme n'y auoit autre eſperance que ce qui en reſtoit apres le deceds du mary : que ſi le mary les pouuoit perdre, *etiam delinquendo*, *per contractum* n'y auoit difficulté, que *delinquendo quaſi contrahebamus*, qu'il n'y auoit qu'vn cas excepté par la couſtume, quãd le mary donne ou aliene en fraude. Que l'on ne peut dire que tel delict ait eſté commis par le mary pour fruſtrer ſa femme de la part de la communauté, ſeroit ſe faire mourir & condamner à mort à credit. Ne faiſoit au contraire ce que l'on a voulu dire que *nulla delictorum erat ſocietas, l. quòd autem. pro ſocio, ff. l. adeo. §. quod in alea. pro ſoc. ff.* Cela s'entend *in ſocietate legali & ex contractu*, en laquelle *vnus ex ſocijs* n'a plus de pouuoir que l'autre *duo domini eandem poteſtatem in re communi habentes ſecus in ſocietate viri & vxoris*, en laquelle l'vn qui eſt le mary eſt le maiſtre, peut tout ſans la femme, peut vendre, donner, perdre ſans la femme. Que pour ceſte raiſon Maiſtre Charles du Moulin ſur le 30. §. de la couſtume de Paris, num. 74. a eſté d'aduis que *ex delicto mariti bonis confiſcatis*, la femme perdoit ſa part de la communauté, *eſt enim*

maritus pendente matrimonio pleno iure dominus rerum ſocietatis & amiſit delicto quod per contractum potuit.

Que ceſte queſtion auoit eſté iugee lors que le Roy d'Angleterre Henry 6. occupant la ville de Paris octroya par ſpecial aux femmes de Paris que pour le delict de leurs maris elles ne ſeroient priuees de la moitié des biens de la communauté au mois de Decembre 1431. & furent tels priuileges verifiez au Parlement au mois de Ianuier enſuiuant.

La femme au contraire diſoit que par la couſtume elle eſtoit fondee és biens de la communauté pour moitié. Que le pouuoir particulier qu'auoit le mary de donner, diſpenſer, aliener, ſe deuoit entendre ciuilement, & non extendre les mots *ad delicta*, qui ne ſe deuoient preſumer *verbo contractus*, meſmes *in odioſis*, que *delicta erant extra ſocietatem, horum nulla ſocietas*: que la couſtume ne permettoit au mary la diſpoſition que *inter viuos, nil verò cauſa mortis*. Or que la confiſcation n'eſtoit que *per ſententiam* qui condamnoit à mort, qui ne ſe pouuoit aucunement adapter *ad contractus factos inter viuos*, au contraire auoit le tout traict à la mort. Que maiſtre René Choppin *lib.1.de Domanio.tit.7.num.*13. auoit eſté de cet aduis *in cõfiſcatione bonorũ, ex delicto mariti*. Que l'opinion de du Moulin a lieu *in felonia à marito commiſſa, puta quando patronum ſuum denegat ratione acqueſtuum pendente ſocietate factorum*, ce qui eſt conſiderable, d'autant que *ſolus maritus fidelitatem præſtare poteſt, capax fidelitatis, capax feloniæ, poteſt fidelitatem præſtare, poteſt denegando patronum, feudum amittere.*

Par arreſt a eſté ordonné que les heritiers du vaſſal ſeront appellez, & cependant la femme du vaſſal obtenu la prouiſiõ de la moitié des fiefs acquis pendant la cõmunauté le 5. Mars 1605. Voy ceſte queſtion *s. in littera. C. pag.*101. & *i. in D. pag.*186.

EN CAVSE DE FIEF SI LE SEIGNEVR *eſt tenu aux debtes des creanciers hypothecaires.*

LIII.

EN ce meſme proces s'eſt preſenté autre difficulté la femme du vaſſal qui auoit tué ſon Seigneur pretendoit ſes conuentions, doüaire, aſſignation de

deniers dotaux ſur les deux fiefs adiugez en commiſe pour la felonnie du vaſſal, à la vefue du defunct Seigneur de fief l'empeſchoit, diſant pour ſes moyens que *lex dicta fuerat in conceſsione feudi* pour la reuerſion és cas de felonnie ou denegation de ſon Seigneur: que telle conceſſion eſtant reſoluë *ex antiqua illa & primæua cauſa*, la reſolution eſtant *ex cauſa inherente contractui* toutes les hypotheques qui auoient eſté miſes depuis ladicte conceſſion ne pouuoient en rien preiudicier au Seigneur de fief, la l. *lex vectigali fundo. de pignorib. ff.* y eſtoit expreſſe, *reſoluto iure dantis reſoluitur ius accipientis*. C'eſt ce que l'on dict, que *reſoluto iure authoris reſoluitur ius ſucceſſoris*: ce qui ſe peut voir au faict de la l. 2. *de reſcind. vend. ff. Reſoluto contractu venditionis ex cauſa contractui inherente*, pour la leſion d'autre moitié, *reſoluuntur hypothecæ & alienationes*, comme eſt la commune opinion des Docteurs, particulierement de Bartholé, & plus particulierement au §. *Idem Marcellus*, de la loy, *ſi ex duobus. de in diem addict.* tous les creanciers hypothecaires du vaſſal n'auoient plus de droict ſur les deux fiefs adiugez au Seigneur de fief par droict de commiſe, que le vaſſal meſmes lequel ne les poſſedoit, n'en eſtoit proprietaire que ſoubs condition, qu'à la charge de la commiſe le cas aduenant; que ſi le vaſſal pour la felonnie perd tout ſon fief, *quanto magis* les hypotheques qui ne ſont qu'acceſſoires ſe perdent il arriueroit autres grands inconuenients, que le vaſſal mauuais menager pourroit auoir ſi grand nombre de creanciers hypothecaires, que le Seigneur de fief ſeroit contrainct renoncer au droict de commiſe, ſeroit le priuer de ſon bien *ſine ſuo facto & culpa*, & auquel Seigneur de fief l'on ne pourroit rien imputer de negligence. Qu'il ſe voyoit par vne commune vſance qu'aduenãt ouuerture de fief pour relief pour ſaiſie feodale que le Seigneur ioüyſſoit *ſine onere creditorem*, & quand il ſe preſenteroit aucun creancier le Seigneur de fief l'empeſcheroit. Qu'il ſe voit en l'emphitheoſe qu'aduenant reuerſion d'icelle elle ſe faiſoit *ſine onere creditorem & hypothecæ*. Et a eſté ceſte opinion ſuiuie par Tiraqueau ſur le traicté qu'il a faict ſur la *l. ſi vnquam, in verbo. reuertatur, num.* 330. *de reuocand. donat.* Que ceſte queſtion auoit eſté iugee par arreſt donné entre le Seigneur

Digitized by Google

gneur de Racapé Seigneur de Meignagne & Catherine Bachelet & autres creãciers du Seigneur de Rouueraye ſieur de Breſſault, pour felonnie commiſe par ledit de Rouueraye contre ledit de Racapé ſon Seigneur de fief & les creanciers qui ſe vouloient addreſſer ſur le lieu de Breſſault tombé en commiſe furent deboutez, ſauf à eux à s'addreſſer ſur les autres biens. Par arreſt du 17. Septembre 1574. la cauſe ayant eſté auparauant appointee au Conſeil. Qu'il eſtoit aiſé de reſpondre aux objections qui ſe faiſoient au cõtraire, *ſcilicet* que le vaſſal *eſt pleno iure dominus*, que *feuda ſunt patrimonialia*, que ce qui eſt alienê auparauant la commiſe eſt bien aliené, ne ſe peut reuoquer, qu'il y va de l'intereſt du public que telles alienations tiennent, que les creanciers ayans leurs hypothecques ſur les lieux obligez meſmes ſur le fief tombé en commiſe, qu'il ſe pourroit autrement faire beaucoup de fraudes *in necem creditorum*. Premierement qu'il n'eſtoit veritable que *vaſſallus ſit pleno iure dominus*, il ne l'eſt que *ſub conditione ad onus commiſsi propter feloniam, aut ingratitudinem*; qu'encores que l'alienation de partie du fief tienne, que *aliud in pignore aut hypotheca*, & de faict la l. *his ſolis, de reuocand. donat. C.* ne parle que *de donatione, alienatione, venditione, permutatione, aliáque legitima alienatione*, mais ne parle *de pignore ſeu hypotheca*, qui ne vient *alienationis verbo in odioſis*; qu'au faict particulier d'vn vaſſal qui à tué ſon Seigneur de fief l'on ne peut preſumer aucune fraude *in necem creditorum*.

La femme du vaſſal qui auoit tué ſon Seigneur diſoit que les delicts ſont perſonnels que la faute de ſon mary ne la pouuoit priuer de ſa debte legitimement deuë par ſon contract de mariage, debte fauorable, deniers dotaux, doüaire, Que ce n'eſtoit ſans occaſion que l'on tenoit que *feuda erant patrimonialia*, d'autant que d'iceux l'on s'en pouuoit ſeruir comme d'vn autre patrimoine, le vendre, engager, aliener & en diſpoſer: que les cõuentions & hypothecques miſes ſur vn fief *tempore non ſuſpecto*, non en fraude du Seigneur au temps que l'on ne penſoit rien moins à la felonnie ou ingratitude cõtre ſon Seigneur de fief eſtoient valables, ne ſe pouuoient reuoquer ny oſter ſans le fait ou conſentement du creancier. Que le vaſſal eſtoit *pleno iure dominus fundi ſeruientis*, le pou-

Digitized by Google

uant aliener, le vendre partie ou portion *contradicente patrono*, qui ſe doit contenter des droits qui luy ſont deubs par la couſtume, ſoit à mutation ou autrement. Que le fief tomboit en commiſe *ex delicto vel culpa vaſſalli*, au meſme eſtat & meſmes charges auſquelles le fief eſtoit ſubject lors de la commiſe, & la commiſe du fief ne s'entend que du droict que le vaſſal à au fief lors qu'il commet l'ingratitude. C'eſt l'opinion de du Moulin ſur le 30. §. de la couſtume de Paris, num. 81. Qu'il ne nous falloit conſiderer les fiefs ſelon les loix des Lõbards mais comme conceſſions ou donations qui ſe pouuoient reuoquer *propter ingratitudinem*, que par la diſpoſition de droict, en la l. *his ſolis*. §. *cæterum, de reuoc. donat. C. vendita, donata, permutata, in dotem data cæteriſque modis legitimè alienata à donatario ante ingratitudinem commiſſam tenent*. Qu'il falloit entendre ces mots, *legitimè alienata, etiam ad iura creditorum*, en choſe fauorable, comme eſt celle qui ſe preſente fauorable pour le bien public, pour le libre commerce & negotiation auec les vaſſaux, qui n'ont autre bien que des fiefs, & auec leſquels autrement nul ne voudroit & ne pourroit ſeurement contracter, ſi leſdicts vaſſaulx n'auoient la libre diſpoſition de leur bien, leſquels vaſſaux ſeroient autrement de pire condition que s'ils poſſedoient leur bien par ſubſtitution, auquel cas encores auroient-ils leur legitime & Trebellianique, que comme *prohibita alienatione hypotheca prohibetur*, auſſi *ea conceſſa conceditur hypotheca*. l. *ſancimus. de reb. alien. non alienand. C.* Que les plus grandes maiſons du Royaume s'y oppoſeroient, le bien deſquelles conſiſte en grãdes terres feodales & qui n'auroiẽt moyen d'aſſeurer à vne femme ny doüaire ny autre conuention; tels ſeigneurs ſeroient comme vſufruictiers au hazard que commettans felonnie ou ingratitude leurs enfans demeureroient deſnuez de moyens, ſeroit reduire les meilleures & plus grandes maiſons du Royaume au deſeſpoir, les priuer de la ſocieté des hommes, & ſeroit comme impoſſible aux creanciers de pouuoir cõtracter. Qu'il ſe pourroit cõmettre infinies fraudes qu'il ſeroit impoſſible aux creanciers de verifier: que du Moulin auoit traicté ceſte queſtion au *§. 30.* num. 35. en ſes Commentaires ſur la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris & contre l'aduis de Tiraqueau. S'en-

ſoit que la commune vſance eſtoit au Palais, que *feudum non committebatur ex culpa vel delicto vaſſalli* que *cum onere creditorum*, reſerué és couſtumes qui diſpoſoient du contraire, comme Neuers, Troies, Chaumont. Qu'il y auoit bonne reſponſe à l'arreſt de Racapé, c'eſtoient creanciers chirographaires, creãciers pour reparation des excez commis en leur perſonne au meſme temps que la felonnie auoit eſté commiſe. Qu'il deuoit ſuffire au Seigneur de fief d'vſer du priuilege du tiers detenteur, pour diſcuſſion ſuiuant l'aduis de du Moulin, ſur le meſme §. num, 102. particularité qui ſe pouuoit remarquer par ledit arreſt de Racapé: que ſi anciennement l'on auoit gardé le contraire, grands inconuenients s'en eſtoient preſentez, voire l'vtilité publique auoit fait chãger telles maximes & reduire à la raiſon, au bien & vtilité des ſubjects du Roy. Que ceux qui voudroiẽt ſouſtenir le cõtraire *pugnarent contra propria commoda*, n'y ayant aucun au Royaume à qui le mal peuſt toucher de plus prés qu'aux grãdes maiſons, qui ont les grands fiefs, qui ſeroient eux meſmes comme exclus de tout commerce, de tous contracts ſoit d'achapt ou vente, priuez de contracter mariage, qui ſeroit vn moyen de les ſupprimer en peu de temps. Que c'eſt vtilité publique que les grandes maiſons ayent toute liberté de cõtracter, de pouuoir conuerſer parmy le monde, vtilité que l'on peut dire neceſſité ſurpaſſe ceſte ſubtilité de droict, ceſte reigle que *reſoluto iure authoris reſoluitur ius ſucceſſoris*, & qu'il ſeroit trop perilleux de l'adapter au fait particulier. L'on cite à ce propos l'arreſt de Colligny pour crime de leze Majeſté, qui receut les creanciers precedans le crime & les creanciers de Charles Duc de Bourbon, furent receus ſur les biens confiſquez. Les creanciers ont vne hypotheque ſur les biens de leur debteur qui leur eſt legitimement acquiſe *tempore non ſuſpecto* octroyee *ab habente poteſtatem contrahendi, alienandi, vendendi, donandi*. hypothecque *quæ res & bona debitoris attingit*, & qui ne peut eſtre oſtee aux creanciers *ſine eorum facto*. Du Moulin ſur le 30. §. de la couſtume de Paris, queſt. 23 num. 94. demande *ſi colonus hypothecam fundi conducti habens* peut eſtre oſté par le Seigneur de fief entrant en l'heritage *poſt feloniam aut commiſſam ingratitudinem* & ſouſtient que *hypotheca ma-*

Digitized by Google

net, que *colonus habet ius retentionis*, *quanto magis* l'hypothecque ſera elle conſeruee aux creanciers, qui ont acquis rentes conſtituees, qui portent alienation de partie de l'heritage, & autres qui ont legitimement ſtipulé leur hypotheque pour leur deu, pour leur garantie, pour leur intereſt. Le meſme du Moulin au §. 30. num. 91, apporte ceſte diſtinction *in creditore hypothecam habente aut non habente*, *ſi habeat hypothecam manet hypotheca etiam poſt commiſſam feloniam ſeu ingratitudinem, ſequitur enim hypotheca quemcunque poſſeſſorem. Si autem hypothecam non habeat, ſed actionem tantùm perſonalem, ſingularem ſucceſſorem non habet obligatum nec tenetur ſingularis ſucceſſor eo caſu creditoribus.* & eſt l'vne des particularitez de l'arreſt de Racapé. L'autre particularité de l'arreſt, eſt quand il n'y a qu'hypotheque generale, & que par la couſtume il faut diſcuſſion; en ce cas les creanciers ſeront tenus diſcuter les autres biens ſuiuant l'aduis de du Moulin audit §. num. 112. Tellement qu'il faut conclure que les hypotheques acquiſes par les creanciers ſans fraude *tempore legitimo* demeurent *etiam poſt commiſſam feloniam* & ne ſont pas oſtees *per ingratitudinem & feloniã*. Le meſme du Moulin le tient en plus forts termes ſur ladite couſtume, §. 22. num. 57. Donc pour reſolution les creanciers ayans hypothecque peuuent *hypothecaria actione*, agir contre le Seigneur de fief, bien qu'il ſoit particulier ſucceſſeur de l'heritage acquis par la felonnie ou ingratitude du vaſſal, diſcutant les autres biens du vaſſal ſi la couſtume requiert diſcution en hypothecque ſpeciale ou generale, ſi elle n'en requiert l'action hypothecaire ſe continue *cum effectu*.

Aufrerius in ſtilo parlamenti, parte 3. tit. 20. de libelli oblatio. §. 3. c. 4. & conſil. Philippi. 4. anno domini 1303. ſi bona alicuius veniant in commiſſum dos vxori reddatur. & au §. 4. *ſi contingat bona alicuius venire in commiſſum ratione delicti, ſtatim ſatisfiat vxore de dote & alijs creditoribus, ſi quos habet.* Voy maiſtre René Choppin *de Domanio lib.* 7. chap. 7. num. 4. qui cite l'ordonnance de 39. par laquelle en crime de leze Majeſté, le bien confiſqué appartient au Roy *ſine onere ſubſtitutionum*, cas ſpecial en crime particulier lequel *firmat regulam in alijs criminibus*.

En ceſte diuerſité d'opinions & de treſgrands perſonna-

Digitized by Google

ges, mon aduis a touſiours eſté ſuyure la diſtinction de du Moulin au §. 13. gloſe 5. queſt. 5. & au §. 30 queſt. 2. qui ſemble aucunement concilier les autres de Boër. Bart. & Tiraqueau: ou le fief ſeruant retourne au ſieur de fief en vertu des conuentions appoſees au contract d'infeodation; ou des adueuz & denombremẽs, & en conſequence neceſſaire deſdites conuentions ſans le faict du vaſſal, ne qu'il le puiſſe aucunement enpeſcher, en ce cas eſt la vraye & naturelle conſolidation & vnion de fief, ou tenure ſeruãt au fief dominant & la choſe ainſi reünie & reconſolidee reprend ſa premiere origine, eſt cenſee de la meſme nature que le fief dominant, & ſont toutes hypotheques, ſeruitudes creés depuis l'infeodation reuoquees, c'eſt le vray cas de la regle de droict *reſoluto iure dantis reſoluitur ius accipientis*; *imputandum* au creancier qui n'a preueu ceſte reuerſion qui venoit *ex lege contractus*, tout ainſi que l'emphyteotaire à longues annees ne peut faire que l'emphyteoſe finie toutes hypothéques creés *medio tempore* ne ſoient oſtees, *idem* de l'infeodation qui vient *ex lege contractus ſine facto hominis*, c'eſt le cas de la l. *vectigali fundo. Digeſt. de pig.* & a eſté de cet aduis Guid Pape en ſa decision. 575. Mais quand telle reuerſion ſe faict par la felonie du vaſſal pour ſon delict, d'autant que c'eſt pluſtoſt *facto & voluntate vaſſali* que *non ex lege contractus*, que ceſte reünion eſt pluſtoſt *reſolutio acceſſoria* que *naturalis*, & que le vaſſal *per delictum* ne peut priuer les creanciers de leur deu, les hypotheques & ſeruitudes creés *medio tempore* demeurent diſcution prealablement faite par les creanciers ſur les autres biẽs auant que s'addreſſer au ſeigneur de fief qui a le preuilege du tiers detenteur s'il ne luy eſtoit oſté par la couſtume. C'eſt ce qui a eſté iugé par l'arreſt de l'Admiral de Colligny du 13. Septẽbre 1569. Choppin à ſuiuy ceſte opinion comme eſtant auctoriſee des derniers arreſts *lib. 3. de domanio. cap. 12.* c'eſt pourquoy l'on iuge au Palais que telles reſolutions & reüniõs qui viennent par le moyen du delict du vaſſal ſoit par cõmiſe ou autrement *inter acqueſtus computantur & non inter propria*, par ce qu'elles viennẽt *facto vaſſalli*, viennent au ſeigneur de fief *ex cauſa lucratiua*, & à ce propos on allegue le 31. §. *in verbo. noxe*, de la l. *apud Celſum. ff. de doli mali except.* que cela vient *ex*-

Digitized by Google

cauſæ lucratiua. c'eſt pourquoy l'on dit *in quæſtione domanij* que *Rex poteſt alienare res confiſcatione quæſitas*, & sẽble que Grimauldet ayãt traicté la queſtion de part & d'autre & du commencement meſme l'opinion de Tiraqueau ſuiuant l'arreſt de Racapé, en fin ſe rend à ceſte diſtinction de du Moulin comme la plus equitable voire neceſſaire pour le cõmerce des hommes bien que contraire à l'aduis commun des anciens Feudiſtes, au liure qu'il a faict des mõnoyes ch.17.num.28.29.30.31.

Par arreſt du 5. Mars 1605. au rapport de Monſieur du Four 5. des Enqueſtes, ordõné que les heritiers du vaſſal ſeront appellez n'ayãt voulu la Cour riẽ preiuger ſans partie legitime.

Solennitez des couſtumes, comme ſe doiuent obſeruer, *vide 1. in littera R. pag. 621.*

COMMVNAVTE' D'ENTRE MARY, *& femme acceptee par benefice d'inuentaire.*

LIIII.

EN pluſieurs couſtumes de ce Royaume ceux qui prennent les meubles à quelque tiltre que ce ſoit ſont tenus de toutes les debtes perſonnelles, ne ſe pouuant telles debtes ſeparer d'auec les meubles. Autres couſtumes veulent que la femme prenant la communauté ne ſoit tenuë des debtes que iuſques à la concurrence de la communauté faiſant bon inuentaire, neantmoins eſt arriué par la trop grande ſubtilité d'aucuns faire porter les femmes vefues communes par benefice d'inuentaire, cõme eſtant vne eſpece d'heredité des meubles & acqueſts inuentoriez pour eluder les couſtumes qui veulent que la femme prenant toute la communauté ſoit tenuë des debtes perſonnelles. Par le moyen duquel benefice d'inuentaire ſe commettoient pluſieurs fraudes aux creanciers & prenoient ſubject les vefues faire tel inuentaire que bon leur ſembloit, & pour les autres couſtumes qui n'obligeoiẽt les vefues que iuſques à la concurrence de la communauté & de ce qu'elles en auoient amendé, telle ſubtilité de benefice d'inuẽtaire eſtoit

Digitized by Google

inutile comme au ſemblable aux donataires qui ne pouuoiẽt eſtre tenus que iuſques à la concurrence du don, s'eſtant preſentee autre difficulté ſemblable en l'audience en la couſtume de Meaux d'vne vefue qui auoit accepté la communauté par benefice d'inuentaire le 8. Mars 1605. plaidant Simon & de Monthelon & Seruin pour le Procureur General, entre Marguerite Muſnier & Pierre Cagnet, les acceptations qui ſe font des communautez ſous benefice d'inuẽtaire ſont declarees nulles, de nul effect & valeur, & ordonné que l'arreſt ſera publié en l'audience au ſiege de Meaux à la diligence du ſubſtitut du Procureur general du Roy.

CONGEZ DEFAVTS DONNEZ *en l'audience en premiere inſtance comme ſe doiuent iuger.*

LV.

EN iugeant le defaut obtenu en l'audience au profit de la Royne Marguerite contre Charles Baſtard de Valois pour raiſon du Comte d'Auuergne, l'on a demandé ſi le defaut ſe pouuoit iuger diffinitiuement comme les autres congez & defauts donnez en l'audience à tour de roolle ou par aduenir. Aucuns diſoient que l'on ne pouuoit que debouter de defenſes, non plus qu'à vn defaut obtenu à la barre pardeuant vn commiſſaire : iugé au contraire que quand la cauſe de ſa nature doit eſtre traictee en premiere inſtance en la Cour comme de regale, de Duché, ou Comté, le defaut ou le congé qui ſe donnoit en l'audience ſe iugeoit comme les autres congez & defauts de l'audience, auſſi y apportoit l'on plus de ſolennité pour les delais, qu'à ceux qui ſe prennent à la barre, y ayant aux audiences d'autres delais, tellement que la contumace eſtant plus grande elle merite d'eſtre plus griefuement traictee. L'arreſt eſt donné en la grand' Chambre au rapport de Monſieur de Fleury le quatorzieſme Iuin 1606.

Digitized by Google

CELVY QVI FAICT CESSION de biens doit porter le bonnet verd.

LVI

SVr la difficulté qui s'eſt preſentee pour ceux qui eſtoient receus à faire ceſſion de biens ſi pour eſtre tenus porter le bonnet verd il falloit conſiderer la cauſe de la ceſſion *an vitio fortunæ*, ou par mauuais meſnage, eſtimans aucuns que le malheur de la fortune eſtãt la ſeule cauſe de la ceſſion de biens, fortune qui commande aux hommes, qui ſurpaſſe leur preuoyãce, il n'eſtoit raiſonnable qu'vn benefice de droict notaſt comme s'il y auoit de la faute, du dol & mauuaiſe foy, que ce bonnet verd n'eſtoit que l'acceſſoire de la ceſſion & abandonnement de biẽs, que la ceſſion ne notãt celuy qui eſt receu à la ceſſion, que l'acceſſoire ne pouuoit noter, que ce ſeroit aſſez noter vn hõme que luy faire porter le bonnet verd. Que les arreſts qui ont remis ceſte diſtinction *an dolo malo, an vitio fortunæ* eſtans aſſiſtez de grande raiſon, qu'il les falloit ſuiure, au contraires que les premiers arreſts qui auoient ordonné le bonnet verd n'auoient faict aucune diſtinction, que l'ordonnance eſtant pure & ſimple qui admettroit ceſte diſtinctiõ, il n'y auroit celui qui n'apportaſt quelque excuſe, quelque accidẽt ſuruenu en ſes biẽs. Que le bonnet verd n'eſtoit pour noſter, mais pour aduertir vn chacun que l'on n'euſt plus à contracter auec luy, qui n'admettroit le bonnet verd que pour ceſſion faicte par dol il faudroit punition comme eſtãt vn crime, vn vol, que trop grande frequẽce de tels ceſſionaires inuitoit les Iuges à y apporter de la rigueur, qu'y apportant de la facilité, ſeroit inuiter les ceſſionaires au benefice de ceſſion. Apres auoir veu les arreſts meſmes ceux donnez pour Hubault, a eſté en fin reſolu faire la loy generale ſans diſtinction, & que tous faiſans la ceſſion & abandonnement de biens deuoient ſans aucune diſtinction porter le bonnet verd. Par arreſt du 7. Septembre 1606. donné au rapport de Monſieur Bouyn entre Vimont & Loizeau. Et par autre arreſt la meſme queſtion iugee au rapport de Monſieur de Heere pour Valet le 16. Decembre

audit

Digitized by Google

audit an 1506. apres auoir ouy mondit ſieur Boüyn ſur la particularité que aucuns diſoient auoir eſté en ſon arreſt tellement qu'il ne faut à preſent plus douter de la queſtion.

SI LE FERMIER PEVT faire ceſſion de biens.

LVII.

LE 10. May 1607. en l'audience plaidans Mauguin & Roy; Vertamont partie, iugé qu'vn fermier tenant ſa ferme à argent ayant iouy de ſa ferme pour laquelle il ne demandoit aucun rabais ne pouuoit faire ceſſion de biens, & la ſentence du Iuge d'Angouleſme a eſté reformee. La raiſon de douter eſt que la ceſſion de biẽs eſt *iuris beneficium* qui appartiẽt à tous debteurs reſerué à ceux qui ſont exceptez, qu'il ne ſe trouuoit en droict aucune exception pour les fermiers; que la debte d'vn fermier eſt pure ciuile procedant d'vn bail à ferme, mais c'eſt eſpece de larrecin à vn fermier qui a pris les fruicts & qui ne veut payer, les fruicts ne luy appartiennent qu'en payant le prix de la ferme *ſicut in emptione* par le §. *vendita verò res*, en la loy. *ſi ſeruus*, la 63 §. *locaui. de furt. ſi conductor clam fructus deportauit furti tenetur.* Il auoit eſté iugé auparauant en l'an mil cinq cens quatre-vingts ſix au rapport de Monſieur Bellanger en la quatrieſme des enqueſtes, & n'y a grande difference entre le fermier *qui clam fructus tranſportauit*, & celuy qui les a conſommez ſans vouloir payer ſa ferme, *reſpectu domini res eadem*, le faict du tout ſemblable. Ceſt arreſt adiouſte aux precedents qui n'auoient iugé la queſtion qu'au bail fait en eſpece de grain & non à argent: & à la verité n'importe au proprietaire que ſon fermier luy face ceſſion pour des loyers d'vn bail faict en bled ou argent, en l'vn & l'autre cas la ceſſion priueroit le maiſtre de ſes fruicts ou reuenu, Monſieur le premier Preſident de Harlay preſidant.

DONATION FAICTE A *vn fils illegitime.*

I.

AV procés de Damoiſelle Barguin heritiere de feu Barguin viuant PreſtreChanoine en l'Egliſe ſainct Martin de Tours & Curé de S. Pierre demandereſſe contre Marguerite & Iourdain les Bellesfors defendeurs, s'agiſſoit de ſçauoir ſi la donation faicte par ledit defunct auſdits defendeurs les enfans nez *ex damnato & nefario coitu* eſtoit valable, ayant ledit defunct auſſi impudiquement & auec autant de ſcandale conuerſé auec deux filles deſquelles il auoit eu les defēdeurs qu'il ſe pouuoit imaginer.

L'on diſoit contre telles donations que les Empereurs les auoient reprouuees, *auth. ex complexu nefario, de inceſt. nupt. C. auth. licet. de natur alib. lib. C.* tels illegitimes *indigni alimentis.* choſe introduite *in criminis deteſtationem*, & n'y auoit rien de ſpecial au contraire. Quand la diſpoſition canonique a d'vne equité de nature ordonné les alimens ce n'eſt que *certo caſu*, lors que l'enfant eſt ſur la terre ſans pouuoir gaigner ſa vie ne prendre alimens d'ailleurs, *vt partus non pereat*, ſans auoir approuué telles donations, leſquelles ont eſté quelquefois approuuees par les arreſts mais reduites aux alimens, comme en l'arreſt de Prouenchere D'o; non qu'elles ayēt eſté auctoriſees à perpetuité. Il eſt dit en Geneſe que *dedit Abraham filijs ſuis cuncta quæ poſsidebat, filijs autem ancillarum largitus eſt muner. . ap.* 25. que l'on auoit apporté quelque diſtinction entre les baſtards nez *ex ſoluto & ſoluta* & ceux qui *ex damnato illo coitu nati erant*, aux vns l'on pouuoit donner à perpetuité, aux autres *alimentorum nomine propter honeſtatem publicam, matrimonij pudorem, & vt vitia paterna reprimerentur*, illegitimes n'ayans *nec gentem, nec progeniem*, eſtans *extra familiam*, conceuz *ex corrupto ſanguine*, ne ſont capables de receuoir telles donations à eux faictes *iure quodam hæreditario ſibi ſuiſque*, qui ſeroit indirectement les rendre heritiers, n'y ayant autre difference que du tiltre de donataire à l'heritier, la choſe eſtant

en effect ſemblable, que la donation qui auoit eſté faicte aux defendeurs eſtoit 240. liures de rente, & en icelles ſubſtituez les vns aux autres decedans ſans enfans.

Pour la validité de la donatiō l'on diſoit qu'il n'eſtoit moins mal-ſeant aux heritiers releuer la turpitude de celuy auquel ils ſuccedent qu'aux defendeurs deſ-honneſte de ſouſtenir ce qui leur eſtoit legué par leur defunct pere, de la qualité duquel ils demeureroiēt d'accord, mais que la donation portoit ceſte condition que les defendeurs decedans ſans enfans, la rente retourneroit aux heritiers du teſtateur. Q'il ne falloit faire difference *inter natos ex damnato coitu & ex ſoluto & ſoluta*, *Nobis namque Chriſtianis omnis coitus extra matrimonium prohibitus*, nous vſons du mot *baſtardos ſeu naturales*, *quia natura eos creauit*, *non honeſtas conjugij*, que les baſtards n'eſtoient tant à meſpriſer meſmement en France leur eſtant permis porter *arma*, *inſignia & nomen* des maiſons illuſtres, *ex Chaſſan.* en la couſtume de Bourgongne, Rubr. des retraicts, §. 1. num. 7. *in verbo*. le plus prochain : & pour le monſtrer plus particulierement, le meſme Chaſſan. ſur la meſme couſtume, au tiltre des ſucceſſions des baſtards, § 3. *in verbo* le baſtard, num. 7. en donne des marques, raiſons & exemples aſſez familiers. Que s'il y auoit de la défaueur en ceſte cauſe, elle eſtoit *in perſonna patris non filiorum*, que *filij non peccauerant*, que l'heritier ne deuoit eſtre ouy alleguāt le vice du defunct pour en tirer quelque profit, que la Cour auoit confirmé telles donations par l'arreſt du Protenotaires D'o. Chaſſaneus en recite vn autre plus remarquable au tiltre des ſucceſſions des baſtards, §. 5. *in verbo.* & au regard du fils du Cardinal Roulin, & recite de mot à autres les lettres de legitimation; Cardinal qui eſtoit Eueſque d'Authun Preſtre. Qu'en France l'on auoit ſuiuy l'equité canonique au chap. *cum haberet*, *qui filij ſunt legit.* par laquelle la rigueur du droict ciuil eſt corrigee, que l'on pouuoit par moyens plus honneſtes & raiſonnables punir les peres pour l'honneſté publicque, deteſtation & horreur du crime, qu'en la perſonne des enfans qui n'y participoient. Que tels enfans bien que illegitimes eſtoient creanciers de nature, qu'ils deuoient eſtre nourris *liberorum educatio eſt iuris naturalis*, qui ne peut eſtre oſtee par la loy ci-

uile. Que ſi la Cour a quelquefois reduit telles donations *ad alimenta*, ç'a eſté pour refrener la diſſolution des Eccleſiaſtiques, non pour annuller telles donations, *ſed ut ſingulorum iniuria cum publica honeſtate compenſaretur.* C'eſt la diuerſité des arreſts aucuns ayans confirmé telles donations, les autres reprouué, que les Docteurs qui ont traicté ceſte queſtion ſont demeurez d'accord que l'on pouuoit donner aux enfans des baſtards, *ſi modo ex legitimo matrimonio nati eſſent.* Chaſſaneus au meſme lieu §. 3. num. 15. allegant le Bartole au Conſ. 118. *Editus Corneti. pœna patris*, dit-il, *nocet filio, in his tantùm quæ ex patris perſona deſcendunt, ſecus in his quæ aliunde eueniunt.* Alexandre a eſté de ce meſme aduis *in l. Gallus § quid ſi iјs. in fine de liberis & poſt.* & le Iaſon en la l. *hæreditas. C. de his quib. vt ind. Bened. in cap. Raynutius. in verbo. condidit. num. 15. de teſtam.* Or les demandeurs accordent que la donation eſt valable pourueu qu'elle ne ſoit que viagere en la perſonne des defendeurs. Tellement que le defunct a donné aux defendeurs & aux enfans qui prouiendront d'eux en loyal mariage, que l'on auoit bien faict difference *quando ſtatutum prohibet donare ſpurio*, l'on auoit tenu que *etiam eius filio*, & l'a ainſi tenu Chaſſaneus audit lieu, §. 5. *in verbo*, & au regard. num. 43. Mais que de diſpoſition Canonique il eſtoit permis *donare ſpurio, ergo & eius filio.* Que Monſieur Guymier ayant agité ceſte queſtion en la gloſ. de la *Pragmat. tit. de concub. §. qui etiam. in verbo, patres, & in verbo, cohabitare*, tient que *de æquitate canonica* au chapitre. *cùm haberet, de eo qui duxit in matrim. quam poll. per adult. clerici de fructibus Eccleſiæ ſpurios ſuos alere debent cùm teneantur prouidere pauperibus, licet peccauerint eos procreando, ne filij priuati alimentis pereant.* & peu apres: que *ſacerdos poteſt donare & legare filio ſpurio pro alimentis*, & ſuit l'opinion de Balde *in l. fin. §. ſi à ſocero. de his quæ in fraud. cred. ff.* & du Bart. *in l. ſi gener. de iјs quib. vt indig. ff.* & au meſme lieu apres auoir agité la queſtion *in vtramque partem* ſe reſout *quòd etiam de bonis intuitu Eccleſiæ quæſitis poteſt clericus filiæ ſuæ ſpuriæ legare pro dote intuitu eleemoſinæ, ſi aliunde non habeat vnde poſſit ei ſubuenire*, & ſe fonde ſur le chap. *omnimodo. 31. diſt. an ca. non ſatis. 86. diſtinct. cap. relatum. § licet. de teſtament.* que ſi telle donation eſt licite *ſpurio, quanto magis* faicte à ſon fils qui eſt ce que le defunct à voulu faire.

Par arreſt le legs teſtamentaire confirmé aux charges y appoſees, *ſcilicet* que *deficientibus legitimis hæredibus* des baſtards la rente retourneroit aux demandeurs. Monſieur Scaron cinquieſme des Enqueſtes 10. Mars mil cinq cens quatre-vingts huict. Voy Boërius en ſa deciſion 127. *Quando pater ſpuriam dotare teneatur ad alimenta tantùm. num. 27. & quando ad alimenta pater teneatur, quando ad dotem. num. 11. & omnia ad alimenta reducit.*

DESPENS.

II.

IVgé que combien que par arreſt il ſoit dit ſans deſpens de la cauſe d'appel, neantmoins celuy qui a aduancé les frais de l'arreſt interlocutoire en peut apres l'arreſt diffinitif demander executoire pour le rembourſement de la moitié, la queſtion demandee aux Chambres; d'autant qu'en aucunes d'icelles il ſe iugeoit diuerſement, Monſieur Cheualier Rapporteur cinquieſme des Enqueſtes le 26. Iuin 1587.

Le 28. Mars 1588. iugé au rapport de Monſieur Iabin en ladite chambre, qu'apres l'arreſt definitif celuy qui a payé les eſpices de l'arreſt interlocutoire peut demander executoire pour le rembourſement de la moitié.

DE LA DONATION OV FONDATION d'vn benefice decretee apres la reuocation.

III.

IVgé que la donation faicte à l'Egliſe pour employer en fondation d'vne Chappelle ſe pouuoit reuoquer auant le decret & homologation & que c'eſtoit l'homologation qui donnoit la forme à la donation ou fondation auparauant laquelle *omnia erant integra.* Par arreſt prononcé en robbes rouges par Monſieur le premier Preſident de Harlay le vingt-troiſieſme Decembre 1598. le procés ayant eſté party en la

grand' Chambre Monſieur du Viuier Rapporteur, & Monſieur de Fleury, Compartiteur.

Le particulier eſtoit que le decret auoit eſté pris en Cour de Rome vingt-quatre ans apres la reuocation & par celuy *qui breui manu* s'eſtoit faict pouruoir de la Chappelle, duquel decret il y auoit appel comme d'abus comme faict *de remeré prophana & Deo amplius non dicata propter reuocationem.*

DONATION NON INSINVEE.

IIII.

IVgé que l'heritier ne peut objecter à la femme le defaut d'inſinuation d'vne donation faicte par cõtract de mariage, d'autant que c'eſt au mary qui a la conduite & direction des actions à faire faire ladite inſinuation & non à la femme, laquelle eſtant *in ſacris mariti* ne peut eſter en iugement ſans eſtre de luy auctoriſee. Monſieur du Vair Rapporteur le 14. Iuillet 1587. les Droulins & de Cours.

Au procés d'entre de Vignes & du Freſne au rapport de Monſieur Louet c'eſt preſentee vne difficulte, ſi les heritiers du mary eſtoient receuables à alleguer à la vefue le defaut d'inſinuation & que la donation n'auoit eſté inſinuee au ſiege Royal plus prochain de la ſituation des choſes donnees. Les heritiers diſoient que la femme eſt bien excuſee de l'inſinuation diſans qu'elle eſt ſoubs la puiſſance du mary, mais qu'apres le deceds de ſon mary elle eſt *ſui iuris*, tous les empeſchements ceſſent, peut aſſiſter en iugement ſans aucune auctorité, rien ne l'excuſe de l'inſinuation: au contraire l'ordonnance de Moulins l'en deſcharge en ce que le defaut d'inſinuation emporte nullité tant pour le regard de l'heritier que du creancier. Au contraire la vefue ſouſtenoit que l'heritier n'eſtoit receuable à alleguer ce defaut d'inſinuation, que c'eſtoit le mary qui la deuoit faire, *vt hæredes, defuncti factum preſtare tenebantur*, que l'ordonnance de Moulins ne les en exempte ne ſe pouuant entendre des inſinuations que le

mary eſt tenu & obligé de faire, que l'arreſt des Droulins cy-deſſus allegué ſe deuoit ainſi entendre.

Par arreſt prononcé le 17. Iuin mil ſix cens ſix l'heritier du mary declaré non receuable à obiecer à la vefue le defaut d'inſinuation.

DONATION NON ACCEPTEE.

V.

PAr ce meſme arreſt, iugé qu'en donation faicte par contract de mariage l'acceptation expreſſe n'eſtoit neceſſaire quand les parties eſtoient preſentes au contract, qui eſt vne limitation à l'ordonnance en choſe fauorable & la donation eſtãt acceſſoire au mariage faict en conſequence d'iceluy, & ne faut autre acceptation que la conſommation du mariage.

DE LA DONATION INSINVEE *du viuant du Donateur apres les quatre mois ſi elle peut preiudicier aux creanciers.*

VI.

ENcores que par l'ordonnance de Moulins les donations faictes entre vifs doiuent eſtre inſinuees dans les quatre mois, neantmoins a eſté iugé que l'inſinuation faicte du viuant du donateur encores qu'elle fuſt inſinuee apres les quatre mois eſtoit valable, *potuit enim inſinuationis tempore de nouo donare*, l'arreſt eſt du troiſieſme Aouſt 585. donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Loüet entre Blãchart & Gallichon. Auſſi que l'ordonnance de Moulins ne met la nullité à faute de l'inſinuation que pour le regard de l'heritier du donateur & creancier, & ne ſeroit receuable le donateur à debattre le defaut d'inſinuation mais y pourroit eſtre contraint, comme a eſté iugé en la quatrieſme des Enqueſtes. Auſſi que l'ordonnance de l'an 1549. & ſoixante-ſix n'ont requis l'inſi-

nuation pour le regard du donateur, c'eſt à dire pour ſon intereſt & n'y a nullité pour ſon regard. Ce que deſſus n'a lieu *reſpectu creditorum, qui elapſis quatuor menſibus ante inſinuationem contraxerunt* car encores que du viuant du donateur l'inſinuatiō ſe face apres les quatre mois cela ne preiudicie aux creanciers qui ont contracté auant l'inſinuation, *quibus ius eſt plené quæſitum, nec res eſt amplius integra* pour le regard. C'eſt l'arreſt prononcé par Monſieur le Preſidēt Seguyer le 20. Mars 1595. au rapport de Monſieur de Bourdeaux en la troiſieſme des Enqueſtes. L'arreſt ſe trouue d'vn autre date *ſcilicet* du 26. Auril 1594 entre Gabriel le Doux & Paſchal Pajoüin Monſieur de Bourdeaux Rapporteur.

Mais l'on a demandé au procés des Bouzons au rapport de Monſieur d'Eſpinoy en la cinquieſme des Enqueſtes, ſi la donation faicte entre vifs par contract de mariage n'eſtoit inſinuée du viuant du mary qui eſtoit donataire de ſa femme, mais ſeulement inſinuée dans les quatre mois du decedsdu mary decedé douze ans apres la donation & inſinuee en la preſence de la femme & non contrediſante ſi telle donation pouuoit ſubſiſter. Pour la donation l'on diſoit qu'il ſuffiſoit d'inſinuer du viuant du donnant que par l'opinion d'Argentré en ſon traicté *de donationib. num. 13. poſt quatuor menſes non inſinuata donatio corruit, quod ipſum tribunalia interpretata ſint tempore lapſo & mortuo poſt id donatore aut expreſſo diſſenſu donationem reuocante. Nam donatore viuente & non repugnante quandocunque factæ inſinuationes admittuntur ad inſtar Regulæ de publicandis reſignationibus, quæ quandocumque factas reſignationes viuente tamen reſignante non reijciunt.* Qu'il auoit eſté iugé que le donnant pouuoit apres les quatre mois eſtre contraint à paſſer procuration pour inſinuer, que telle action *tranſmittebatur ad hæredes.* Que l'ordonnance de Moulins n'auoit declaré les donations nulles faute d'inſinuation, que pour le regard de l'heritier du donnant, & non pour le regard du donnant, eſtant ridicule que le donnant fuſt receu à contreuenir à ſon propre faict, à debatre vne donation qu'il a faicte. Au contraire l'on diſoit que l'ordonnance eſtoit generale annullant les donations entre vifs pour n'auoir eſté inſinuees dans les quatre mois, que ſi pour aucunes conſiderations l'on auoit admis

admis les inſinuations faictes apres les quatre mois du viuant des donateurs & donataires, que c'eſtoit que lors de l'inſinuation ils ſe pouuoient de nouueau donner. Et que ce que l'on auoit admis l'action contre le donnant qui refuſoit de paſſer procuration pour inſinuer, que cela auoit eſté fauorablemẽt admis du viuant du donataire *rebus adhuc integris*, mais que par le deceds de l'vn des donnant ou donnataire *res non erat integra*, voire que l'on ne pouuoit plus donner au decedé, falloit nouuelle donation pour valoir en la perſonne de l'heritier, que pour ſeureté l'on à accouſtumé conſtituer nouuelle procuration pour preſter nouueau conſentement, qu'il faut que la donation ſoit acceptee, que ceſte acceptation n'eſt parfaicte ſans eſtre inſinuee dans les quatre mois, tellement que la donation n'ayant encores ſubſiſté en la perſonne du donataire faute de l'inſinuation, qui eſt vne ſolennité eſſentielle, ne peut plus eſtre validee par l'inſinuation qui ſe faict apres la mort, *rebus non integris*, *& imputandum marito* qui à eſté negligent à inſinuer ce qui dependoit entierement de luy. Par arreſt la donation declaree nulle, du 17. Auril 1600.

DONATION PAR CONTRACT DE *mariage des meubles & acqueſts ſi elle eſt ſuiecte aux debtes comme ſi elle eſtoit par la couſtume.*

VII.

AV procés d'entre le ſieur de Torci & de Feuronne s'agiſſoit de ſçauoir ſi le mary ayant dõné à ſa femme par cõtract de mariage les meubles & acqueſts de la cõmunauté au cas que la femme ſuruecuſt, elle eſtoit tenuë acquiter les debtes & rentes creees pour acquitter les debtes du mary d'auparauãt le mariage. La fẽme diſoit qu'elle auoit les meubles & acqueſts *titulo particulari donationis*, que la couſtume vouloit biẽque le ſuruiuant entre nobles fuſt tenu aux debtes prenãt les meubles & acqueſts, mais *aliud erat* prẽdre les meubles & acqueſts *à lege aut ab homine*. Que le mary ce faiſant rendroit ſon don inutile, pourroit creer tant de debtes qu'il ſeroit plus onereux que profitable à la

femme Qu'a la verité l'on auoit faict parler la femme à telles debtes, mais que ce n'eſtoit qu'vne interceſſion pour le faict de ſon mary pour debte creée auant le mariage, que c'eſtoit en fraude de la donation que l'on l'auoit faict obliger, qu'au lieu des meubles & acqueſts on luy feroit acquiter les debtes de ſon defunct mary qu'il deuoit de ſon chef.

Au contraire les heritiers du mary diſoient que la femme ayant parlé aux debtes qu'elle y eſtoit tenuë pour le tout vers les creanciers d'auoir ſon recours cõtre les heritiers ou pour parties qu'elle n'y eſtoit receuable prenant les meubles & acqueſts. Que par la couſtume les meubles & acqueſts eſtoient ſubiects au payement des debtes de la communauté, que la donation faicte par le contract de mariage eſtoit ſubjete à la loy municipale de Meaux. Que par telles donation le mary ne s'eſt mis en curatelle, ne s'eſt lié les mains de ne pouuoir créer des debtes, la vefue peut renoncer, doit prendre le don auec le hazard des debtes actiues ou paſſiues.

Par arreſt la vefue condamnee d'acquiter les debtes de la communauté & rentes creées par le mary pendant icelle, & ſur le recours contre les heritiers hors de Cour. Monſieur de Monthelon cinquieſme des Enqueſtes le neufieſme Ianuier mil cinq cens ſeptante quatre.

Puis que le rachapt des rentes entre en la communauté & que la femme en a le profit prenant icelle communauté, il eſt raiſonnable qu'elle paye les rentes qui ont augmenté ſa communauté, ce qui a lieu ſoit que le bien de la communauté *à lege municipali aut contractu deferatur*, parce que ſi les rentes n'euſſent eſté creées les debtes fuſſent demeurees en la communauté qu'il l'euſſent autant diminuee, *ſentiat onus qui ſentit commodum.*

DIXME INFEODEE.
VIII.

ENtre le Curé de Tiers dioceſe de Meaux & l'hoſtel-Dieu de la ville de Paris s'eſt preſẽté vne queſtion, ſi le Curé pouuoit demander ſa cõgrue & canonique ſur dixmes infeodees n'y en ayant autres Eccleſiaſtiques.

Pour l'hoſtel Dieu l'on diſoit que les dixmes infeodees eſtoient patrimoniales, n'eſtoient ſubiectes aux charges de l'Egliſe ne affectees à la congruë & canonique des Curez, autrement diminueroient les dixmes infeodees, il faudroit reformer les adueuz, rompre les partages des Gentils-hommes, Que le temporel & ſpirituel eſtoient choſes du tout diſtinctes qui n'auoient aucune communication l'vn auec l'autre, *diuiſum imperium cum Ioue Cæſar habet, nil Petro & poſſeſſioni*. Que les Canoniſtes ſe pouuoient tromper prenant les dixmes infeodees de Charles Martel l'an ſept cens quarãte auctoriſees par le Cõcile de Lattran, l'an 1179. Que ſainct Ieroſme qui eſtoit l'an 420. nous auoit laiſſé par eſcript que de ſon temps les laiz poſſedoient les dixmes, Can. *quoniam. 16. quæſt. 1.* Que les dixmes n'eſtans du droict diuin, ains de droict pur poſitif ſe peuuent changer, preſcrire & adapter à autre vſage. Que ce qui eſt en fief depend de la puiſſance temporelle, *cap. nouit ille qui nihil ignorat, de iudic. apud Greg.* Et s'il falloit rechercher ce qui eſt de l'hiſtoire les laiz en la primitiue Egliſe poſſedoient les dixmes, ne ſe trouue aucun commandement de Dieu ny des Apoſtres de les payer, ny en l'hiſtoire Eccleſiaſtique, & le droict n'en eſt inſtitué que par Charlemaigne qui fiſt pluſieurs conſtitutions en l'Egliſe. *Vt vnuſquiſque homo ſuam decimam donet & per iuſsionem Epiſcopi diſpenſabitur decima.* Le Concile de Mayence qui eſtoit l'an huict cens treize au chapitre trente-huictieſme n'vſe que du mot *admonemus vel præcipimus vt decima de omnibus dari non negligatur.* L'on fut plus rigoureux au Concile de Chaalons, *qui verò decimas poſt crebras admonitiones & precationes ſacerdoti dare neglexerint excommunicentur.* Et au Concile tenu à Rheims *vt decimæ pleniter dentur.* Que ces commencemens qui n'eſtoient qu'exhortations admonitiues, aumoſnes volontaires ſe conuertirent en purs commandemens auec peines aux contreuenans. Et de fait au cinquante-cinquieſme chap. du Concile de Latran, les dixmes *ſunt præcepti* & preferables aux tributs deuz par le peuple. Que l'on ſe trompoit prẽdre l'inſtitution & tiltre des dixmes infeodees du Concile de Latran lequel ne les concedoit à la nobleſſe Françoiſe que *ad vitam*, & ſans

les pouuoir aliener. Nous n'auons gardé le Concile pour ce regard mais bien iugé que les dixmes infeodees eſtans patrimoniales & domaniales n'eſtoiẽt ſubjectes a receuoir aucune reſtriction ne loy de l'Egliſe, & de faict telles dixmes tant pour le petitoire que poſſeſſoire ſe plaidoient pardeuant le Iuge lay. Auſſi ſainct Paul parlant de la nourriture deuë au miniſtre de l'autel n'a parlé de la dixme, & n'en eſt non plus faicte mention és Actes des Apoſtres. Et encores qu'au troiſieſme & quatrieſme chapitres des Canons des Apoſtres l'on ſpecifie *quæ offerri debent altari*, & au cinquieſme *de primitijs*, l'on ne parle des dixmes. Item és Epiſtres ſainct Clement quand il parle *de bonis & reditib. Eccleſiarum & eorum diſpenſatoribus*. Moins és premiers Conciles tenus en l'Egliſe, *nec in Niceno, nec in Romano, Arelatenſi, Gangrenſi, Carthaginenſi. I. Antiocheno, Aurelianenſi I. Turonenſi I.* eſquels particulieremẽt eſt parlé *de bonis & reditibus Eccleſiæ quæ præſcribi non poſſunt* iuſque audit Cõcile de Mayence. Et pour iuſtifier plus clairemẽt que *decimarum præſtatio non eſt iuris diuini*, nous ne trouuons en tout le nouueau Teſtament qu'vn endroit où il en ſoit parlé *de ſolutione decimarum*, en ſainct Matthieu 23. *circa medium: Væ vobis Scribæ & Phariſæi quia decimaſtis mentam & anetum & cuminum & reliquiſtis quæ ſunt grauiora legis, hæc oportuit facere & alia non omittere.* Il eſt dict *oportuit*, qui eſt *in antiqua lege*, il n'eſt pas dict *oportet*. Donc concluoit que les dixmes infeodees par temps plus qu'immemoriales eſtãs preſcriptes, hors de l'Egliſe, eſtans domaniales ne deuoient contribuer à la nourriture des Eccleſiaſtiques non plus que les autres terres prophanes.

Le Curé au contraire ſouſtenoit qu'il s'agiſſoit des dixmes vray patrimoine de l'Egliſe, d'vne legitime fauorables, que l'on pouuoit ſouſtenir que les dixmes eſtoient *iuris diuini*. En geneſe 14. *Et dedit Deo decimas ex omnibus*, & au 28. *cunctorum que quæ dederis mihi decimas offeram tibi.* Et au Leuitique 27. *Omnes decimæ terreæ ſiue de frugibus, ſiue de pomis arborum domini ſunt & illi ſanctificantur.* Et en l'Exode 22. *Decimas tuas & primitias tuas non tardabis reddere.* Que ſi l'on vouloit dire que ce n'eſtoit qu'en l'ancienne loy il eſt eſcript au Nombre, 18. *Primitias quas vouerint & obtulerint filij Iſrael, tibi dedi*

& filijs tuis ac filiabus tuis iure perpetuo, qui n'eſt limitatif à l'ancienne loy, au contraire tant que les Leuites qui ſont les Eccleſiaſtiques ſeront. C'eſt ſurquoy eſt fondé le Can. *Quoniam. 16. quæſt.* 1. qui veut que *ſint iuris diuini*, meſmes que les Payens les ont dediees à leurs ſacrificateurs, comme il ſe voit en Herodote de Crœſus qui diſoit à Cyrus, *ſiſte ad ſingulas portas aliquos ex tuis ſatellitibus cuſtodes qui vetent exportari opes vt earum decimæ Ioui neceſſariò reddantur.* Que ceſte queſtion n'eſtoit la principale & deciſiſue mais bien que les dixmes eſtoient donnees à l'Egliſe pour la nourriture & entretenement des Sacrificateurs, c'eſt leur heritage qui eſt voüé & conſacré. Et encores en France ceſte reigle ſe tient que les dixmes infeodees ne ſe poſſedent par les laiz que *ex priuilegio*, eſtans anciennement à l'Egliſe : que ſi elles ont eſte inſtituees par quelques Cõciles ç'a eſté pour l'Egliſe & non pour autre effect. Or l'Egliſe ny le Concile de Latran n'en a peu conſentir l'alienation qu'aux charges ordinaires, neceſſaires & eſſentielles, qui eſt de la legitime, de la nourriture du Curé, de ſa congruë, portion legitime ſur laquelle l'on ne peut tranſiger eſtant queſtion d'alimens, *l. cùm hi. de tranſact. ff.* Si vn donateur eſtoit deuenu en pauureté il ſeroit bien fondé à demander ſes alimens au donataire, & les deniant ſeroit vne ingratitude qui cauſeroit la reuocation de la donation. Le pere ne peut par paction ne conuention priuer du droict de legitime c'eſt vn droict de nature, à plus forte raiſon, le Curé qui n'eſt deuenu en pauureté par ſa faute ne par cas fortuit ne peut eſtre priué de la congruë qu'il demande ſur l'heritage qui eſt affecté au miniſtere dedié à la nourriture du ſacrificateur, legitime qui n'eſt ſubiecte à aucune preſcription que pour les arrerages du paſſé, & contre les refuſans payer telle legitime l'on pourroit dire auec ſainct Ieroſme, *Apoſtolicis viris & Euangelizatoribus Chriſti in ſuis neceſſarijs nolle tribuere ſe ipſum condemnare eſt.* Que la prouince en laquelle il y a plus de dixmes infeodees, c'eſtoit la Touraine, qu'il n'y auoit aucun qui pour raiſon de la dixme infeodee ne fiſt quelque recognoiſſance au Curé, qui eſt le fils legitime de l'Egliſe auquel les dixmes ont eſté baillees pour sõ partage qu'il n'a deu perdre *ſalua legitima*, que par infinis ar-

DONNER ET RETENIR.

X.

ENcores que par la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Viconté de Paris au titre des donations il ſoit expliqué que c'eſt que donner & retenir, neantmoins au proces de Pommeraye & de Loüynes l'on a demãdé ſi la donation des meubles qu'elle auroit lors de ſon deceds faicte à la charge que le donataire ſeroit tenu acquiter ſes debtes eſtoit valable: ſur ce que l'on diſoit que c'eſtoit aſſez retenir, pouuoir diſpoſer de la choſe donnee par le donateur que d'augmẽter ou diminuer le don, voire le pouuoir rendre inutile & illuſoire par debtes. Qu'il euſt eſté bien plus à propos de limiter quelque ſõme au payement de laquelle l'on obligeoit le donataire. L'on diſoit au cõtraire que la donation *pendebat ex euentu*, ſi les debtes payees il reſtoit des meubles le don demeuroit pour ce regard, ſi les debtes les abſorboient en effect le don eſtoit inutile. Le procés party au rapport de Monſieur Larcher en la cinquieſme des Enqueſtes Monſieur du Vair compartiteur, du depuis departy en la ſeconde Chambre, & par arreſt la donation declareé bonne & valable le 18. Ianuier 1586. Du depuis le Parlement ſeant à Tours en l'annee 1592. à mon rapport au procés d'entre le Comte de Choiſi & la vefue du ſieur de Villequier de Sauonnieres l'on a demandé, ſi la donation faicte par la Dame de Pizieux Dame Dargy à ladite de Sauonnieres des meubles qu'elle auroit & delaiſſeroit lors de ſon deceds bien que la donation fuſt entre vifs, inſinuee, irreuocable, eſtoit à cauſe de mort, ou entre vifs, en ces mots, que i'auray lors de mon deceds & qui ſe trouueront apres mon deceds & deſquels à preſent ie me conſtituë poſſeſſereſſe pour & au nom de ladite de Sauonnieres: Par arreſt la donation declaree à cauſe de mort & les meubles adiugez audit ſieur de Choiſi. Encores que l'on diſt que *aliud erat ſtatuendum in donatione certæ rei* ou bien *omnium mobilium*, mais qu'au particulier *euentus donationis pendebat ex morte donantis*.

Vide Molinæum Conſil. 60. num. 15. & Renat. Chop. de priuileg. Ruſt.lib. 3. chap. 4. num. 3. qui cite l'arreſt de l'an 1549. donné au rapport de Monſieur Thibouſt. *Conſule etiam dominum* Dargentré. *lib. de donationibus. in conſuetud. Britan. num.* 358. & ſe trouue vn autre arreſt donné en la 5 des Enqueſtes au rapport de Monſieur du Vair au proces des Droulins le 14. Iuillet 1587. par lequel la donation faicte par contract de mariage des meubles que la donatrice aura lors de ſon deceds ores qu'il n'y euſt clauſe de precaire ne inuentaire faict, eſtoit valable.

DONATION D'ENTRE *vifs ou à cauſe de mort.*

XI.

IVgé par arreſt du mois de May 1574. au rapport de Monſieur Gillot 3. des Enqueſtes, qu'en la couſtume d'Amiens donation faicte par la femme au cas qu'elle n'euſt enfãs eſtoit à cauſe de mort, que *habitus donationis pendebat à morte donantis*, bien que la donation portaſt clauſe qu'elle eſtoit entre vifs & irreuocable, *vt enim mentio mortis non facit donationem cauſa mortis, ita nec hæc clauſula* entre vifs, *l. vbi ita donatur. de mort. cau. donat. ff.* & encores que ces mots, irreuocable, ſoit la vraye marque pour diſtinguer les donations à cauſe de mort & entre vifs. Si eſt-ce que *quando vis & effectus donationis pendet à morte donantis*, & que rien n'eſt incommutablement acquis au donataire que par la mort du donateur, elles ſe iugent à cauſe de mort, *vide Alexand.conſ. 14. lib.1. & ibi Do. Molinæum.*

Conſule Alexand. conſ. 152. num. 10. lib. 6. alij etiam differentiam conſtituunt inter donationem inter viuos & donationem cauſa mortis, vt donatio inter viuos ſit contractus inter dantem & accipientem vltrò citróque obligatorius & qui reuocari non poßit, ideo dicitur inter viuos, duæ namque perſonæ deſiderantur, & per regulam conſtitutionum in his inter viuos donationibus acceptatio non tantùm deſideratur donatarij ſed præſentia partium aut eorum procuratorum ſpecialem poteſtatem habentium : non idem in donatione cauſa mortis

ſa mortis quæ ſolùm donantis conſenſum requirit nec præſentiam donatarij nec acceptationem, & dicitur cauſa mortis quia vires tantùm à morte donantis accipit, & pœnitentia donantis reuocari poteſt.

Quid ſi en donation des meubles que i'ay à preſent & que i'auray lor . de mon deceds s'il faut faire inuentaire, l'on dict que c'eſt donner & retenir, qu'il eſt en la puiſſance de celuy qui donne reduire les meubles à neant, creer des debtes à ſõ plaiſir, que le ſeul inuentaire y peut pouruoir: au contraire qu'il eſt impoſſible faire inuentaire des meubles qui s'augmẽtent & deperiſſent d'heure à autre, qui ne ſont que pour l'vſage, qu'il faut diſtinguer *in vniuerſitate mobilium, aut in certis mobilibus*, que *hæc mobilium vniuerſitas recipit augmentum & diminutionem & pendet omnino à morte donantis*, ſçauoir de la qualité qu'ils ſe trouuent apres le deceds de celuy qui donne, & ſuffiſt que le droict de ceſte vniuerſité de meubles ſoit tellement acquis du viuant du donateur qu'il ne puiſſent eſtre reuocqué, & eſtre don entre vifs, *& ita ſeruatur* encores que la ſubtilité ſemble eſtre au contraire.

ALIENATION DV DOT DE LA femme, & ſi la l. Iulia *a lieu en pays de droict Eſcrit.*

XII.

SVr la diuerſité de la cõſtitution de Iuſtinian de la l. *Iulia, de alienatione prohibita fundi dotalis* auec la diſpoſition Canonique du chapitre, *cùm contingat, de iureiurando*, l'on a iugé que la femme n'ayant aucune cõmunauté auec le mary, aucun profit en pays de Droict Eſcrit, que la loy *Iulia* eſtoit & fauorable & equitable pour la conſeruation du dot, nonobſtant l'opinion des Canoniſtes & d'Alexandre en ſon conſeil. 38. liu. 2. approuuee par du Moulin audit conſeil & de Benedicti ſur le chap. *Raynutius. in verbo. & vxorem. de teſtam.* & de Iean Fabre ſur l'auth. *ſiue à me. ad Velleian. C.* fondee ſur ce que c'eſtoit mettre les femmes en tutelle, leur oſter leur volonté & diſpoſition de leur bien, & que le ſerment qu'elles font valide tels cõtracts d'alienation: à quoy l'on peut reſpondre que l'intereſt public de la con-

Digitized by Google

ſeruation du dot eſtoit plus forte, que ce n'eſtoit mettre les femmes en tutelle que leur conſeruer leur bien. Que d'ailleurs où il y alloit de l'vtilité publicque *iuramentum non confirmabat quod nullum erat* n'eſtant *vinculum iniquitatis*, que les femmes pouuoyent auoir des biens *extra dotem*, deſquels elles pouuoient diſpoſer, qu'elles pouuoient renoncer à la loy *Iulia*. Monſieur de Meſmes Rapporteur en la 5. des Enqueſtes le 15. May 1585. du Mont & Henry de Lyon.

L'on peut dire de ceſt arreſt ce que l'on dit du Velleyan, que la malice des parties ou ſtile des Notaires eſtoit telle que l'on obmettoit à faire renoncer les femmes au benefice de la loy *Iulia*, lequel leur eſtoit par ce moyen du tout inutile, comme eſt en France le droict Velleyan par le moyen de telles renonciations.

DEBTE DV FILS, L'AYEVLE luy ſuccedant par la renonciation de la vefue du fils.

XIII.

LE defunct ſieur de Boiſuerd Conſeiller aux Requeſtes du Palais à Paris eſtãt marié auec Damoiſelle de Tudert decedé ſans enfans, la vefue renonce à la communauté ſe tenant à ſes conuentions matrimoniales qui luy eſtoient plus aduantageuſes, l'ayeule du defunct eſt appellee à ſa ſucceſſion pour les meubles & acqueſts qui eſtoit tout le bien de la communauté, ne veult cõtribuer aux debtes du defunct que *pro modo emolumenti* ſuyuant la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, les heritiers des propres ſouſtenoient que l'ayeule ne prenoit la communauté *beneficio ſtatui*; mais par la renonciation de la vefue, qu'elle entroit en ſon lieu, comme ſi elle l'auoit acceptee, ce qu'elle n'euſt peu faire ſans payer toutes les debtes mobilieres. Layeule ſouſtenoit au contraire, qu'elle prenoit la communauté par la couſtume, que la vefue n'y contribuoit rien du ſien, n'auoit ceſſion d'elle, qu'elle y a renoncé *ſpeciali legis beneficio* qui permet aux vefues renoncer à la commu-

nauté de leurs maris.

Par arreſt iugé que l'ayeule n'eſtoit tenuë aux debtes que *pro modo emolumenti* ſuyuant ladite couſtume, & qu'elle n'auoit la communauté par la renonciation de la vefue; mais par la diſpoſition de la couſtume. Monſieur de Monthelon Rapporteur 5. des Enqueſtes le 23. Aouſt 1586. de Meruillau, Preuoſt, Linier.

DEBTES QVI SE PAYENT PRO modo emolumenti *la couſtume n'en diſpoſant.*

XIV.

LE dixieſme Iuin 1590. iugé par arreſt au rapport de Monſieur Louet en la 5. des Enqueſtes entre Laulne & Damas, que celuy qui ſuccedoit aux meubles n'eſtoit tenu contribuer aux debtes des legs du defunct auſquels ils auoient appartenu que *pro modo emolumenti*, & qu'à ceſte fin eualuation ſeroit faicte de tous les biens du defunct conformement à la couſtume de Paris, laquelle l'on à extenduë en autres couſtumes qui ne diſpoſoiēt au contraire comme en la couſtume de Troyes, & ainſi ſe gardoit au Palais auparauant la reformation de la couſtume de Paris ſuyuant l'arreſt des Boulards.

COMMENT SE DOIBT ENTENdre ce mot, de debtes.

XV.

S*Ed quid* s'il n'y a que debtes de la communauté eſquelles la femme n'a parlé & n'eſt par ce moyen obligee que iuſques à la concurrēce d'icelles en l'acceptant ou y renōçant n'y eſt aucunement tenuë, ſi toutesfois apres le deceds de la fēme ſans enfans, ſa mere accepte la moitié des meubles & acqueſts, les autres heritiers collateraux des propres ſeront-ils tenus contribuer *pro modo emo-*

Digitized by Google

des propres de la femme, auroient par ce moyen les heritiers des acqueſts & meubles plus d'auantage que les heritiers des propres, qu'il n'y auoit rien du faict de la defuncte feme qui la peuſt obliger, que l'adition de la communauté par la mere ne pouuoit obliger les heritiers des propres, qu'ils n'eſtoient tenus du faict de la mere de la defuncte. Repliquãs les heritiers des meubles & acqueſts, qu'ils pouuoient accepter la communauté qui eſtoit la moitié des acqueſts & meubles, la loy *municipale* le leur permettoit, partant pouuoient par telle adition d'heredité des meubles & acqueſts obliger la defuncte, c'eſt à dire ſes heritiers des propres pour contribuer aux debtes *pro m do emolumenti*, & qu'il ne falloit conſiderer ſi la defuncte auoit parlé aux debtes, qu'il ſuffiſoit monſtrer qu'elles eſtoient de la communauté, D'autant que *ipſa aditione omnes hæredes defunctæ obligati erant agnoſcere creditores cuiuſlibet hæreditatis pro modo emolumenti*, ſoit de l'heredité des propres, ſoit des meubles & acqueſts: que quand la couſtume auoit parlé de la contribution des debtes elle auoit vſé du mot de debtes *indiſtincte*, ne diſtinguant celles auſquelles la femme auoit parlé, & celles qu'elle deuoit de ſõ chef d'auec celles de la cõmunauté, l'heritier des meubles & acqueſts parle pour la defuncte *lege municipali permittente*. Ceſte queſtion s'eſtant preſentee en la couſtume de Meaux en laquelle les heritiers des propres ne peuuẽt eſtre chargez de legs ou d'autres debtes plus que du tiers, demeurans les deux tiers franchement & quittement aux heritiers des propres, premier & 3. article des teſtamens voire que par ladite couſtume le legataire vniuerſel des acqueſts, meubles & tiers des propres ne ſeroit receuable à demander aucune choſe ſur les deux tiers des propres ne contribution aux debtes, à eſté ordonné qu'il ſeroit informé en turbes ſur la commune vſance qui eſtoit alleguee par la mere de la defuncte. Par arreſt du dixieſme Decembre 1598. prononcé le 12. enſuyuant Monſieur de Grieu Rapporteur 5. des Enqueſtes.

DEBTES ENTRE L'AISNE' ET LES *puiſ-nez, l'aiſné prenant preciput & aduantage.*

XVI.

AV meſme procés s'eſt meu different entre les heritiers paternels du defunct ſieur de Boiſuert, ſi l'aiſné qui prenoit aduantage par la couſtume ſur ſes puiſ-nez ne deuoit contribuer aux debtes du defunct non plus que l'vn des puiſnez.

Les puiſ-nez qui eſtoient en bon nombre, remonſtroient qu'il y auoit peu de difference par nos couſtumes payer les debtes *aut pro modo emolumenti, aut pro portionibus hæreditarijs, emolumentum enim ipſa eſt portio hæreditaria*, & qui vient *iure hæreditario*, octroyé aux aiſnez par nos couſtumes aux titres des ſucceſſions qui vient *iure ſanguinis* & inſeparable d'auec la qualité d'heritier, voire que l'aiſné renonçant ne peut rien pretendre, ce qu'il feroit *ſi tantùm eſſet legatarius*, aduantage mis entre les parties de l'aiſné & non des acqueſts, comme eſt le legs de ſa nature; iuger autrement ſeroit en effect exhereder les puiſnez qui ſont 17. le defunct leur a laiſſé 6000. liures de rente, l'aiſné en prend 4000. liures, leur en reſte deux, il y a pour dixhuict mil eſcus de debtes ſeroit mil eſcus pour chaſque puiſné, plus que ne ſe monteroit ſa portion hereditaire, *omnes æqualiter ſunt hæredes*, l'aiſné aduantagé comme heritier par ſus ſes puiſ-nez leſquels ne doiuent eſtre greuez d'vne ſecōde affliction de debtes qui conſommeroit leur legitime, legitime qui leur deuroit venir *ſine onere*, immune de toutes debtes, *l. quoniā in proprionibus. de teſtam. ino ff. C.* Qu'il eſt abſurde qu'en vne meſmes ſucceſſion *inter hæredes*, les debtes aillent d'vn coſté, & les biens de l'autre, *cùm æs alienum totum patrimonium afficiat*, ſeroit en effet bailler la legitime des puiſnez aux creanciers & en exempter l'aiſné: ques les debtes ont eſté creées par le defunct *ratione totius ſui patrimonij*: qu'il n'en faut exempter les deux tiers de l'aiſné, ſeroit autremēt l'aiſſer des enfans de bonne maiſon en neceſſité, les inuiter *ad turpia*, & les filles à ſe proſtituer. Caſſiodorus dict à ce propos, *ne ſub*

Digitized by Google

confuſione largiatur quod decet ſub ratione diſtribui, *ne quod neceſſariò tranſmittendum ſit afflictus*. *ſuperfluò tribuatur illæſis. Variar*, *lib*. 2. *cap*. 8. Que la condition des puiſ-nez ſeroit pire que des baſtards auſquels la couſtume ordonne aliments, ſans eſtre tenus aux creãciers de leur pere naturel. Que l'aiſne s'abuſoit vouloir couurir tel aduãtage d'vn bien public de la nobleſſe, pour le ſeruice du Roy, conſeruation des grandes maiſons, que c'eſtoit bien ruiner 50. maiſons pour en penſer conſeruer vne & appauurir 50. puiſ-nez, le moindre deſquels ne cederoit en valeur à vn ſeul que l'on enrichiſt. Que s'il falloit ſubtilizer en ceſte queſtion, comment eſt-ce qu'il ſe pouroit ſouſtenir que la couſtume donnant aux aiſnez vn preciput, & outre les deux tiers ou autre aduantage, que l'vn & l'autre fuſt *iure præcipui*, *per præceptionem*, *aut iure prælegati*, *& non iure hæreditario*? Il fraudroit que *duplex eſſet prælegatum*. Qu'il ſuffiſoit aux puiſ-nez iuſtifier par la meſme couſtume que ceſſant aux aiſnez la qualité d'heritier, ils ne pouuoient rien pretendre en ce qu'ils appellent legs ou preciput. Auſſi que nous tenons en pays couſtumier, que *ex his ſolis cauſis Pater primogenitum iure primogenituræ priuare poteſt ex quibus & exhæredare*, *nec aliàs*: mais *detur* que ſoit vn legs, vn don particulier que la couſtume face aux aiſnez, ſi eſt-ce que n'eſtant *rei particularis*, mais *per modũ quotæ*, comme des deux tiers des immeubles & de tous les meubles, comme il y a beaucoup de couſtumes en ce Royaume, ils ſeroient tenus aux debtes par la loy. *multum intereſt. de vſu & vſufruct. legat. ff.* à plus forte raiſon ces deux moyens concurrents & ſe rencontrans en vne meſme perſonne, heritier & donataire ou legataire *per modum quotæ*. Que s'il falloit decider ceſte queſtion par l'vſage du Palais & authorité de ceux qui l'ont veuë iuger, Monſieur le Cirier Conſeiller en Parlement au liure qu'il à faict *de iure primogenit. lib*. 1. *quæſt*. 5. Monſieur Tiraqueau *de iure primigenitorum. quæſt*. 35. approuue la meſme opinion, qui eſt que *pro modo emolumenti æs alienũ ſoluatur à primogenito*, *cùm quis quod iure primogenituræ habet*, *citra ius & nomen hæredis habere non poßit*. & ſe mocque de l'opinion de du Moulin qui ſeul a eſtë contraire, laquelle ayant lieu s'enſuyuroit que l'aiſné ayant les deux tiers *iure primogenituræ non iure hæreditario*, ne ſeroit tenu aux debtes,

Digitized by Google

ains comme legataire les reieteroit ſur ſes puiſ-nez heritiers.

De la part de l'aîné eſtoit dict que priuger ceſte cauſe par auctoritez pluſtoſt que par la raiſon il ne ſe deuoit faire, mais bie par les raiſons meſmes ſur leſquelles Meſſieurs Tiraqueau & le Cirier fondoient leur opinion,& ſe deuoit ſouuenir Mõſieur Tiraqueau des droicts, prerogatiues & preeminences qu'en toutes nations les aiſnez ont obtenus par ſur leurs puiſnez &qu'il a remarquees au commencement de ſon traicté *de iure primigen.* Se deuoit ſouuenir de l'arreſt qu'il allegue ſur vn procés qui fut party entre defunct Monſieur l'Hoſpital& luy en la premiere des Enqueſtes, departy en la troiſieſme. Se preſentoit meſme queſtion qui fuſt iugee au profit du puiſné, *propter quaſdam clauſulas in contractibus ſuorum maiorum appoſitas, manſitque integrum in alijs cauſa vt diſputaretur, an primogeniti & cæteri ſecundo geniti ſoluerent debita pro virili aut pro rata bonorum.* Et ne voulut la Cour toucher à ceſte queſtion generale, pour ne preiudicier à beaucoup d'autres dellors pẽdantes en ladicte Cour, *de iure primig. quæſt. 35. num. 32.* Tous ces trois grãds perſonnages, alleguent meſmes moyens & meſmes raiſons, & tous trois conuiennent en ce, meſmes du Moulin au §. 11. num. 8. 9. 10. de la couſtume de Paris. Que ſi l'aduantage que l'aiſne prend par la couſtume luy appartient *iure hæreditario*, qu'il faut payer les debtes *pro modo emolumenti: ſi iure prælegati*, il les faut payer *pro portionibus hæreditarijs*. Pour monſtrer que l'aduantage que la couſtume donne à laiſné ce n'eſt *iure hæreditario*, mais *iure prælegati*, c'eſt que *nec pars nec quota hæreditatis datur*, mais *pro omni iure primogenituræ certorum corporum tantùm pars datur*, qui ne peut appartenir à l'aiſné que *iure prærogato, & velut quoddam prælegatum à conſuetudine introductum.* Autre choſe ſeroit ſi *certæ partis totius hæreditatis portio primogenito deferretur.* Comme en beaucoup de couſtumes, eſquelles l'aiſné prend les deux tiers de tous les immeubles ſoient propres ou acqueſts roturiers, feodaux, *non enim iam eſſet prælegatum*, & quand ſeroit *prælegatum* il ſeroit *per modum quotæ*, & ſeroit ſubiect aux debtes par la loy derniere. *de vſu & vſufruct. leg.* Et ſe peut entendre l'opinion de Meſſieurs le Cirier & Tiraqueau en telles couſtumes. Mais quand

la

Digitized by Google

la couſtume ne donne à laiſné que les fiefs, que quelque portion és choſes hommagees, l'on ne peut pas dire que ce ſoit *iure hereditario*, *cum tantùm certa portio in corporibus certis detur.* Alexand: en ſon Conſeil 12. *lib.* 2. *num*. 10. dict que comme *æs alienum reſpicit patrimonium*, par la loy. *ſi certarum* §. *quod ſi alterutra. in fine, de milit. teſt. Ita quota pars vniuerſalis patrimonij pro rata æs alienum reſpicit, l. multùm intereſt. de vſu & vſufruct. legat. nunquam autem de certis rebus vel bonis aut facultatibus certi loci æs alienum deducitur*. Et eſt la commune opinion des Docteurs, meſmes de Barthole en la l. *ne amplius. in fine, de legat.* & en la l. *ſi quis ſeruum.* §. *finali. de legat.* 2. Or en la couſtume de Poictou *nec tota hæreditas nec vniuerſalis ſucceſsio primogenito defertur, imo nec quota hæreditatis ſed tantùm quædam in certis corporibus portio*, voila pourquoy *non iure hæreditario ſed iure prælegati*, & partant non tenus aux debtes pour ce regard *l.* 1. *C. ſi certum petatur*. Qu'il y auoit bonne reſponſe à ce que les puiſnez vouloient dire, que *prælegatum illud* eſtoit tellement lié & inſeparablement conioinct auec la qualité d'heritier, que *nec momento quidem ab ea ſeparari poterat atque eius erat beneficium.* Le meſme ſe void en la l. *ex facto. de hæred. inſtit. ff. in qua inſtitutus in certo fundo excedente donationem hæreditatis non dicitur inſtitutus niſi in ſua virili, & quod hæreditariam partem excedit nec iure nec titulo hæreditario conſequitur, nec tanquam hæres ſed particulari iure prælegati tanquam legatarius*, pourquoy? *quia in fundo particulari, in certis corporibus inſtitutus eſt non in tota hæreditate aut eius parte*, encores que l'on peuſt dire que tel inſtitué n'euſt peu auoir ceſte terre, ſans la qualité d'heritier inſeparablement vnie à ſa qualité d'heritier inſtitué. Auſſi que la couſtume vſe de ce mot de preciput & aduantage, ce n'eſt donc *iure hæreditario* que *defertur*: qu'il à eſté iugé au profit des aiſnez en la quatrieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Fouſcher au mois de Septembre 1585. Par arreſt ordonné que les debtes ſe payeront *pro portionibus hæreditarijs non pro modo emolumenti*, & que laiſne deuoit auoir ſon preciput & aduantage, que la couſtume luy donne exempt de toutes debtes.

Monſieur de Monthelon Rapporteur, Linier, Preuoſt, de Maruillau, le 28. Aouſt 1586. Voy Robert *lib. rerum iudica-*

tarum libro quarto, capite decimotertio. Du Moulin ſur le cent cinquantieſme article de la couſtume de Paris en ſes Annotations, apporte vne limitation qui ſemble auoir beaucoup d'equité, que les debtes entre les coheritiers ne ſe payent pour la part du profit, ſinon apres les meubles & acqueſts eſpuiſez, voulant dire que tels meubles & acqueſts ſont ſpecialement affectez aux debtes; mais quand il faut venir à la vente des propres, que les debtes ſe doiuent payer *pro modo emolumenti*. Ce qui receuoit moins de difficulté és couſtumes eſquelles l'aiſné n'a part és propres *per modum quotæ*, vn tiers, vn quart, ou autre portion, cinquieſme ou ſixieſme, *ſecus ſi non per modum quotæ* comme s'il n'a qu'vn tiers, s'il n'a que des fiefs, *tunc enim certum corpus eſt prælegatum à lege*. Le meſme autheur du Monlin prend ceſte opinion pour equitable ſur le 71. art. de la couſtume de Mante, & que *quando quid legatum eſt per modum quotæ* il eſt ſubiect aux debtes, *ſecus ſi ſit legatum vel donatio rei particularis* en ſes Annotations ſur le 316. art. de la couſtume de Bourbonnois.

Faut voir l'arreſt prononcé en robes rouges le 24. May 1577. entre de Longueual ſieur Haraultcourt & Iean de Gouy Vicomte d'Arcy, où il a eſté iugé qu'és couſtumes où le droict d'aiſneſſe n'eſtoit qu'és biens feodaux & non roturiers, comme és couſtumes d'Amiens, Arthois, Coucy, Clermont, les debtes ſe payoient *pro portionibus hæreditariјs*, encores que les puiſ-nez n'euſſent qu'vn quart, l'arreſt contient les moyens.

Sit igitur regula, ſi primogenitus ius præcipui habeat in quota parte totius hæreditatis, æs alienum exoluit pro modo emolumenti, ſi verò in certis tantum corporibus, non in omnibus bonis, puta ſi tantùm in feudis pro portione hæreditaria tantùm, non pro modo emolumenti æs alienum agnoſcit, ſont les arreſts de Longueual & de du Bellay.

DONATION FAICTE AV FILS *de celuy auquel l'on ne peut donner, par la couſtume de Paris.*

XVII.

EN la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, l'on a demandé au procés de du Crocq & ſi eſtant defendu d'eſtre heritier & legataire le fils de la perſonne prohibee pouuoit eſtre legataire, que le pere fuſt heritier & le fils legataire *in collaterali*. Le legataire diſoit que le defunct n'auoit legué que ce que la couſtume luy permettoit, que le fils de l'heritier n'eſtoit compris en la prohibition de la couſtume, que *in prohibitione ſtatuti non fit extenſio de perſona ad perſonam nec de gradu ad gradum, l. quidquid aſtringendæ. de verborum obligati. capit. fin. de donat. ext. à verborum propria ſignificatione non recedimus in ſtatutis.* qu'il y auoit moins d'apparence comprendre le fils ſoubs la perſonne du pere, que *in fauorabilibus patris & filij vna erat perſona cùm de lucro captando quæritur*, en ce cas *filius ergo hæres, filius imago patris, ſecus in odioſis*, ceſt pourquoy le pere ne peut confiſquer au preiudice de la legitime du fils encores que *inter viuos* il puiſſe diſpoſer de ſon bien: autrement ce qui eſt introduit en faueur du fils luy ſeroit preiudiciable contre la reigle de droict. Qu'en droict l'on peut donner aux enfans deſquels les peres ſont perſonnes prohibees, la loy a reprouué *donationes inter virum & vxorem*, l'on a douté de la validité de la donation faicte aux enfans ou freres de la femme. Le Iuriſconſulte en la loy troiſieſme, *de donationibus inter virum & vxorem* diſtingue *de filio familias in poteſtate patris aut emancipato, in emancipato valere donationem, in alio non, nam quidquid acquirit filius in poteſtate patris acquirit patri, & nec momento quidem manet donatio in perſona filij.* Au faict particulier que le legataire *ſibi acquirebat, nil verò patri*, que l'on n'auoit rien donné au legataire que l'on n'en euſt peu valablement diſpoſer à vn eſtranger. Que la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris auoit du particulier, faiſant di-

Digitized by Google

ſtinction des donations faictes *in linea directa aut collaterali linea, in directa vt pater perſona prohibita, ita filius: in collaterali ſecus*, en la directe *vna eſt perſona*, en la loy *dedit dotem, de collat. ff. quod pater meus filiæ meæ dedit, perinde ac ſi ego dediſſem.* En l'Eccleſiaſt. chap. 30. *Pater eius mortuus, non mortuus, filius eius viuit, & in libro generationis* il y a *Ioram genuit Oziam*, encores qu'il y euſt *Ezechias, Ioas & Amazias* entre deux: cet amour qui deſcend faict vne telle liaiſon qu'elle cõfond les peres auec les enfans, & les peſtriſt enſemble en telle ſorte que ſouuent l'vn eſt pris pour l'autre. Mais en la collaterale il n'y a telle preſomption *nec iuris, nec naturæ, & omnis ceſſat fraudandi occaſio*, l'amitié du donateur peut eſtre en la perſonne du legataire ſans paſſer par la perſonne du pere, *duo ſunt reſpectu donantis*, peut aymer l'vn, hayr l'autre, n'ature ne l'oblige ſi eſtroitement, l'amour ne deſcend *ordine naturæ*, mais peut ſauter *de perſona in perſonam*. Que ce que l'on auoit adiouſté aux autres couſtumes de Tours, de Bloys, du Mayne, ne à l'heritier de l'heritier, monſtroient aſſez que ceſſant ces mots la donation eſtoit valable: que ceſte ſeule particularité, qui ſe remarque en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris faiſant diſtinction de la directe & de la collaterale, eſtoit ſuffiſante pour la deciſion de la cauſe, *quod in vno prohibitum fuerat, in altero ſatis conceſſum erat.* Que ceſte queſtion auoit eſté iugee par deux arreſts en la deuxieſme des Enqueſtes, l'vn du 26. Septembre 1587. entre Iean Habert & Anthoine Bourdin, Monſieur de Murat Rapporteur, en conſequence d'autre arreſt donné en la meſme chambre au rapport de Monſieur de Heere en la meſme couſtume de Paris, auquel il y eut deux de Meſſieurs de chaſque chambre deputez s'agiſſant de l'interpretation de ladicte couſtume: l'arreſt donné au rapport de Monſieur de Heere eſt du mois de Iuin 1587. & fut iugé qu'en la nouuelle couſtume de Paris la donation faicte par le mary qui n'auoit enfans aux enfans du premier lict de ſa ſeconde femme eſtoit valable, l'arreſt du quatrieſme Iuillet entre Baron & Brion: que s'il ſe trouuoit autres arreſts, c'eſtoit en quelques couſtumes qui n'auoient la particularité de celle de Paris.

Les heritiers du teſtateur diſoient que prenant ceſte que-

Digitized by Google

ſtion où par la particularité de la couſtume ou par le droict ciuil ou par les arreſts, que telle donatiõ ne pouuoit ſubſiſter. De diſpoſition de droict depuis que la loy eſt cõceuë *per verba prohibitiua vel negatiua* l'on n'y peut contreuenir ſoit directement ou indirectement qui eſt la commune opinion des Docteurs en la l. *non dubium. C. de legib.* autrement la diſpoſition de la loy ſeroit inutile, & ſeroit plus aiſé à y contreuenir indirectement *per interpoſitam filij perſonam* que directemẽt; par la l. 1. *C. de nat. lib.* il eſtoit defendu donner à ſes baſtards, l'Empereur demande ſi la donation faite aux enfans des baſtards eſtoit valable compriſe *in prohibitione legis*, dict que la donation ne vaut, comme faicte *per interpoſitam perſonam*: de meſme en la l. 3. *hæc ratio. §. ſi ſeruus. verſ. non tantùm. de donationib. inter virum & vxorem, non tantùm vxor & maritus ſibi inuicem donare prohibentur ſed nec per interpoſitas perſonas.* Seroit autrement la meſme choſe, & les bons trompeurs auroient l'aduantage au lieu d'eſtre punis pour auoir fraudé la loy: de reuoquer en doute que la donation faicte au fils de la perſonne prohibee ne ſoit en fraude de la loy, faire en la couſtume vn heritier & vn legataire par vne accõmodation de nom qu'il n'y auoit difficulté, que c'eſtoit meſme choſe de donner au pere ou au fils *in quibus eadem erat ratio.* Si le fils decede ſans hoirs le pere luy ſuccede, le fils ſeul heritier du pere, meſmes en pays couſtumier où l'eſperance de ſucceder eſt plus certaine, *cùm nec contractu nec teſtamento auferri poſſit, patres liberis congregare dicuntur. Patres liberis omnia ex voto comparant.* La loy, *in ſuis de lib. & poteſt. vna eſt perſona, bonorum continuatio,* voy Charles du Moulin ſur les couſtumes de Paris, §. 2. *quidquid naturali ſanguine continuatur, vnum & idem corpus exiſtimatur, ex ſanguinis continuatione idem ſanguis, eadem perſona.* Par nos couſtumes, de mutation du pere au fils és fiefs n'eſt deu aucun profit *vnitas perſonæ ſubrogatio perſonæ Qui dat filio, ſatis in patrem confert beneficium, fortuna filij, fortuna patris, filiorum commendatio ex bene meritis patris.* Auſſi le pere ayme autant que l'on donne à ſon fils qu'à luy meſme, auſſi bien quand on luy donneroit, ſeroit pour le garder à ſon fils, & par le moyen de telles donations les peres ſont d'autant deſchargez de donner de leur ſubſtance à leurs enfans, que s'agiſſant

en ceſte queſtion de fraude entre perſonnes ſi proches auec
l'euenement qui en eſt reüſſi, que ceſt preune que la loy à te-
nuë pour indubitable, *l. qui teſtamentum. de probati. ff.* les lega-
taires ſont mineurs *& ex ſe nil mereri potuerunt*, n'ont faict ſerui-
ce au donateur qu'il l'ait peu inuiter ny obliger à vſer de libe-
ralité à laquelle la ſeule parenté & proximité l'a pouſſé, d'ail-
leurs le pere pendant ceſte minorité iouïſt de la donation, *&*
ſic perſona prohibita per perſonam ſuſpectam & interpoſitam accipiet
En la loy *iſti quidem .§. hæc quæ diximus. de eo quod met. cauſ. ff. nil*
intereſt in ſe quis veritus ſit an in liberis, cùm pro affectu parentes
magis in liberis terreantur. Auſſi quand il y va du profit des en-
fans *nil refert an patri, an filio donatum.* Pline recite en ſes E-
piſtres que Gallus Aquilius ne pouuant tenir plus de 500.
iournaux de terre, *propter legis Agrariæ prohibitionem* en bailla
500. autres à ſon fils, *fraudis propoſita quæſtione in Senatu* Aqui-
lius fut cõdamné en l'amende, & les 500. iournaux luy furent
oſtez, le fils d'Aquilius pouuoit dire que *alia erat perſona pa-*
tris, alia filij. Que le fils pouuoit n'eſtre heritier de ſon pere,
que c'eſtoiẽt deux maiſons qui auoiẽt charge de leur famille,
que quand le fils n'euſt eu les 500. iournaux de terre, qu'vn
autre les auroit, neãtmoins voyãt au Senat vne telle conion-
ction de perſonnes, que la preſomption & de la loy & de la na-
ture y eſtoit defenduë, l'on n'en fiſt difficulté au Senat: que la
particularité de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de
Paris n'apportoit rien au contraire, car ſi la couſtume auoit
permis donner *in collaterali inter viuos* au fils du frere, & que
les conioincts n'ayans enfans, que l'on peuſt donner aux en-
fans du premier lict, cela eſtoit ſpecial *in ſuo caſu*, mais que
hæc exceptio in cæteris firmabat regulam, ſans que l'on deuſt ex-
tendre telle permiſſion en autres cas & à autres perſonnes.
Que la prohibition de la couſtume de n'eſtre heritier & lega-
taire eſt fondee ſur vne grande equité, de n'aduantager ſes
heritiers les vns plus que les autres, que s'il falloit argumenter
par la raiſon de la couſtume *ſi in directa* la donation eſt prohi-
bee au fils du pere auquel l'on ne peut dõner, n'y a-il pas meſ-
me raiſon *in collaterali* du fils au pere, *cùm prohibitio ſtatuti non*
ſit tam in perſona donantis quàm donatarij, qui repreſente ſon
pere perſonne prohibee? Que s'il falloit decider la queſtion

Digitized by Google

par les arreſts, l'arreſt donné au profit de Gouuot en la 3. au rapport de Monſieur le Grand, a declaré la donation faicte au fils de ſon mary nulle, que ce n'eſtoit qu'vn accommodation de nom. Autre arreſt donné en la couſtume de la Rochelle l'audience tenant le 6, Mars 1586. entre Ieanne Faureau & Iean Berger, par lequel telle donation declaree nulle, couſtume pareille à celle de Paris pour ce regard.

Repliquoit le legataire, que ceſte preſomption de droict qui repreſente le pere par la perſonne du fils auoit beaucoup de limitation, qu'en pays couſtumier ſouuent le fils n'eſt heritier du pere, que s'agiſſant de l'honneur du pere, de ſa vie, de la conſeruation de ſa perſonne, *vna erat patris & filij perſona*, la loy de nature le vouloit ainſi: mais quand il n'y va que du bien c'eſtoient deux *ſeparata erant patrimonia*, qui n'auoient rien de commun l'vn auec l'autre, le pere & le fils plaident enſemble, le pere ſe remarie ſouuent, que telle donation faicte au fils eſtoit *inter acquæſtus non inter propria & patrimonialia*, que le pere n'y contribuoit rien du ſien, que la qualité de parent auoit peu inuiter le donateur de donner, que quand elle n'y ſeroit que *ſola & vera donationis cauſa erat voluntas*.

La queſtion demandee aux Chambres & veu les arreſts que l'on alleguoit qui ſembloient eſtre contraires, la donation a eſté confirmee & les heritiers condamnez à faire deliurance des choſes donnees. Monſieur de Grieu 5. des Enqueſtes le 8, Feurier 1589.

A ce propos du Luc en ſes arreſts en allegue deux ſolennellement donnez és annees 1552. & 53. en ſon 8. liure, tit. 6. arreſt 1.2.3. meſme quand il y a fraude, qui eſt le 3. par leſquels arreſts ceſſant la fraude, les donations ont eſté confirmees & ſur ce faut prendre la conciliation des arreſts, encores qu'il ſoit difficile voir la fraude, autrement que par l'euenement & conionction des perſonnes. Voy Dargentré en ſon traité *de Donationib. num.* 120. iuſques à 135. qui diſtingue *in directa vel collaterali*, & quelles ſont les preſomptions de fraude, qui eſt donner occaſion de plaider & grand aduantage aux iuges.

Au mois de Iuin 1596. en la couſtume d'Anjou ſur la queſtion de la donation faicte au fils de la perſonne prohibee, la

Digitized by Google

Cour a ordonné qu'il ſeroit faict enqueſte en turbes la couſtume prohibant aduantager l'vn de ſes heritiers plus que l'autre. Monſieur le Vois Rapporteur.

La diſtinction que l'on gardoit au Palais eſtoit, ſi les donataires enfans de la perſonne prohibee pouuoiēt de ſoy meriter, ou s'ils eſtoient en ſi bas aage qu'ils ne peuſſent meriter: *primo caſu* la donation eſtoit permiſe & eſtoit exempte de fraude & accommodation de nom, car ſi l'on pouuoit donner à eſtrangers, *quanto magis* auſdits enfans, qui de leur chef pouuoient meriter, autrement la qualité d'enfans leur ſeroit preiudiciable. *Secundo caſu*, par-ce que le donnant ne pouuoit eſtre meu d'autre affection que du chef de la perſonne prohibee Pere ou Mere des donataires, *non tam contemplatione filiorum, quàm Patris vel Matris donatum præſumitur.* Ce que deſſus auoit lieu & ſe gardoit au Palais, ceſſant toute fraude & accommodation de nom, qui eſt le ſeul moyen de concilier les arreſts ſur ce interuenus. Ceſte diſtinction ſe iuſtifie par le plaidoyé de M. de Thou lors Aduocat du Roy inſeré en vn arreſt donné en l'audience le 12. Iuillet 1584. entre Bonaueuture de Longmont & Françoiſe Bernard, & par autre arreſt donné aux Enqueſtes en l'ancienne couſtume de Paris le 25. Feur. 1558. entre Eſtienne de la Dehors, Yſabeau Luppé & les Picards; par lequel la donation faicte aux enfans de la perſonne prohibee qui eſtoient en fort bas aage & qui ne pouuoient *ex ſe mereri*, fut declaree nulle, encores qu'il ſe trouue arreſts contraires, & qui ont *omni caſu* caſſé telles donatiōs comme faictes indirectemēt contre la prohibition de la couſtume, & que *tutius erat* d'annuller telles donations que de laiſſer vn moyen de pouuoir frauder la couſtume, & que la preſomptiō de la loy eſtoit plus aſſeuree que *nil datur filio* que *contemplatione patris*, & qu'il ne falloit autre preuue de la fraude que la conionction des perſonnes. Neantmoins la contrarieté des arreſts, les procés ordinaires qui eſtoient ſur telles donations, les fraudes & ſuggeſtions ordinaires que l'on mettoit en auant, & la diuerſité des preuues qui ſe faiſoiēt par enqueſtes le plus ſouuent contraires, ont eſté cauſe qu'en fin pour faire vne regle certaine & aſſeuree qui apportaſt quelque repos aux ſubiects du Roy, l'on a deputé deux de Meſſieurs de

Parlement

Parlement de chaſque Chambre des Enqueſtes au iugement du procés d'entre Iean & Charles Baron, Iulien Cuiget & Deniſe Puriet prononcé le 4. Iuillet 1587. leu & publié au Chaſtellet de Paris, par lequel iugé que l'vn des deux conioincts n'ayant enfans, pouuoit donner à l'enfant de l'autre conioinct d'autre lict, ſans y apporter aucune diſtinction de l'aage des enfans, s'ils pouuoient meriter ou non, & bien que la prohibition des 282. & 83. art. de la couſtume de la Preuoſté de Paris fuſt des plus expreſſes, neantmoins qu'au 283. art. ces mots ſeroient adiouſtez. Que les conioincts ne pourroient donner aux enfans l'vn de l'autre au cas qu'ils ayent enfans de leur mariage, ou que le donnant en ait d'autre mariage precedant, & où le donnant n'auroit aucuns enfans, vaudra la donation faicte aux enfans de l'autre des conioincts. L'arreſt donné en la 2. des Enqueſtes au Rapport de Monſieur de Heere.

Que ſi l'on veut dire telles donations auctoriſees eſtre vn moyen de priuer les vrays & legitimes heritiers par des ſecondes nopces, l'on peut dire que l'on ne donne rien aux enfans de l'vn des conioincts, que l'on ne puiſſe donner à vn eſtranger & que leſdits enfans ne peuuent eſtre de pire condition qu'vn eſtranger. Et combien que cet arreſt ſoit en vn cas particulier *inter coniuges*, ſi eſt-ce qu'il preiuge la queſtion des donations faictes *in linea collaterali* aux enfans des perſonnes prohibees en toutes couſtumes qui ne diſpoſent au contraire & ſe garde ainſi au Palais.

DEVOLVTAIRE.

XVIII.

L'Ordonnance de Blois de l'an 1580. veut que toute audience ſoit deſniee aux deuolutaires qui plaidēt des benefices iuſques à ce qu'ils ayent baillé caution, l'on a demandé ſi apres conteſtation en cauſe la cautiō ſe pouuoit demander, iugé que non & que *hæc dilatoria exceptio ante litis conteſtationē omiſſa remiſſa eſſe videtur, non idē in aliјs exceptionibus falſi procuratoris, ſuſpecti tutoris, hæ litis ordi-*

nationem & inſtructionem reſpiciunt, & in quacumque parte litis obiici poſſunt, ſicut rerum pupillarium conſeruandarum cura: quæ in iure perpetua eſt etiam perpetuò obijcitur, mais ceſte dation de caution ne cõcerne ne l'vn ne l'autre, ne peut plus eſtre obijcee apres conteſtation. Par arreſt donné au rapport de M. Faye en la 5. des Enqueſtes le 21. Nouembre 1584. Gregoire &

Semblable queſtion a du depuis eſté iugee en la 5. des Enqueſtes au rapport de Monſieur Ribier pour le Prieuré de ſainct Martin de Beau preau, au profit de Iacques Fouyn deuolutaire contre lequel Coudrin demandoit caution le procés eſtant en eſtat de iuger le 24. d'Auril 1599. Moins y a il de difficulté le procés eſtãt ſur le bureau, quand l'on voit le bon droict du deuolutaire & que telles cautions ſeroient du tout inutiles. Et le Ieudy 4. Ianuier 1607, a eſté plaidee la cauſe de Cointerel deuolutaire intimé contre appellant des Requeſtes du Palais, de ce que l'on l'auoit debouté de ſa requeſte tendant afin que Cointerel deuolutaire baillaſt caution ſuyuant l'ordonnance de Blois. Cointerel au contraire que la cauſe eſtoit conteſtee, les parties auoient eſcrit & produict, les procés en eſtat de iuger. Par arreſt la ſentence confirmee & le deuolutaire abſous de la caution Mauguin plaidant pour l'inthimé.

DEMANDE DV PAYEMENT DES deniers dotaux dix ans apres la conſommation du mariage.

XIX.

IVgé en la cauſe de la Threſoriere du Lac que bien que le contract de mariage ne porte numeration des deniers dotaux, ſi dans les dix ans de la conſõmation du mariage le mary ou ſes heritiers n'en ont faict demande ou pourſuite ils n'y ſont plus receuables, la preſomption eſtant que les deniers ayant eſté payez ſinon qu'il apparuſt du contraire.

La meſme queſtion iugee en la 5. des Enqueſtes au rap-

Digitized by Google

port de Monſieur Bouchard en Iuillet 1584. en la cauſe des de la Barre.

DOVAIRE PROPRE AVX EN-fans quand ſe peut preſcrire & purger l'hypotheque par decret.

XX.

IVgé au rapport de Monſieur Bouyn en la 5. des Enqueſtes que la vendition par decret faicte du viuãt du pere des choſes ſubiectes au doüaire qui eſt propre aux enfans ne leur peut preiudicier, & ſont receuables à en interietter appel ſi c'eſt par ſentẽce, ou ſe pouruoir par requeſte ciuile ſi par arreſt, d'autãt que les enfans ne peuuent agir ne s'oppoſer pour ledit doüaire, *quia incertum eſt* ſi doüaire aura lieu & s'ils ſe porteront heritiers de leur pere, & que la preſcription contre les enfans ne commençoit que du iour du deceds de la mere, d'autant que les enfans en la couſtume de Paris n'õt rien au doüaire qu'apres le deceds de leur mere & ne le peuuent pluſtoſt demander le 8. Feurier 1590. Gode, Bizard, du Lyon.

Le 5. d'Auril 1584. fut iugé en la chambre de l'Edit au rapport de Monſieur du Drac & l'arreſt prononcé en robes rouges qu'vn tiers detenteur qui a iouy 30. ans d'vn heritage ſubiect à doüaire peut eſtre pourſuiuy pour le doüaire, & que la preſcription ne commençoit à courir que du iour du deceds du mary du viuant duquel la femme n'a peut agir *& non valenti agere non currit præſcriptio.*

Sed quid ſi la mere decedee delaiſſant ſes enfans majeurs *viuente patre* les enfans peuuent agir pour le doüaire, l'on diſoit qu'ils pouuoient agir l'action eſtant nee par le deceds de la mere. Au contraire l'on diſoit que *viuente patres* ils ne pouuoient agir ne ſçauoir s'ils ſeront heritiers du pere ou s'ils renonceront à ſa ſucceſſion, que le doüaire n'eſt deu que par le deceds du pere lequel viuant ne paye doüaire, que par le 250. artic. de la couſtume de Paris le doüaire appartient aux

enfans qui ne ſe portent heritiers du pere, tellement que tant que l'euenement eſt incertain s'ils ſe peuuent porter heritiers ou non, la preſcription ne peut courir. La queſtion demandee aux Chambres & s'eſtant trouué diuerſité d'opinions pour le faict particulier auquel il s'agiſſoit de la preſcription d'vne action hypothecaire que les enfans pouuoient auoir ſur vn heritage ſitué en autre couſtume en laquelle le douaire n'eſt propre aux enfans, heritage obligé neantmoins audict douaire, & que le douaire eſtant acquis aux enfans du iour du contract de mariage leſdicts enfans *facti maiores* auoient peu *etiam viuente patre* agir *ſaltem ad declarationem hypothecæ*, qu'il n'eſtoit neceſſaire que les enfans attendiſſent le deceds de leur pere d'autant que pour agir *ad declarationem hypothecæ* il ſuffiſoit que les enfans diſſent & cottaſſent leur intereſt du douaire, au cas qu'ils ne ſe portaſſent heritiers de leur pere, ce qu'ils pouuoient faire *etiam pendente incerto euentu* s'ils ſe porteroient heritiers du pere ou non, iugé conformement à pluſieurs arreſts que la preſcription ne commençoit que du iour du deceds du pere duquel iour l'action du douaire commence ſeulement. Par arreſt donné à l'extraordinaire au rapport de Monſieur Fortia en la 5. des Enqueſtes le vingt huictieſme Aouſt 1600. Antoine Pothier & Fontaines.

C'eſt choſe fort dure, contraindre vn fils s'oppoſer pour la conſeruation d'vn droict pretendu du douaire du viuãt de ſon pere, ſeroit aſſez dire au pere qu'il ne ſe veut porter heritier de luy, donneroit ſubiect au pere de perdre ſon bien. Que ceſte conſeruation du droict de douaire eſtant fauorable, l'on ne doit enuier au fils s'il s'ayde de moyens legitimes, *ſcilicet* qu'il ne peut agir qu'il n'ayt fondé qualité d'heritier du pere ou douairier, qu'il ne pouuoit prendre ceſte qualité du viuant du pere ne pouuant cognoiſtre *eo viuente quid ſit in bonis* ne pouuant par ce moyen agir, que la preſcription ne court contre luy.

Digitized by Google

DOVAIRE QVAND A LIEV SVR *biens ſubſtituez*, idem *pour la donation.*

XXI.

L'On a demandé ſi ſur biens ſubſtituez auec prohibition expreſſe d'aliener l'on pouuoit aſſigner nõ ſeulement douaire mais donation *propter nuptias* y ayant autres biens du mary que les ſubſtituez.

La veſue qui demandoit ſon douaire & ſon don porté par ſon contract de mariage diſoit que l'auth. *res quæ. comm. de legat. C.* permettoit aſſigner *dotem & donationem propter nuptias* ſur biens ſubſtituez, que *donatio propter nuptias*, eſt noſtre douaire couſtumier, auth. fondee ſur grande raiſon, que le teſtateur appellant à la ſubſtitution ſes petits enfans *nepotes*, vouloit que ſes enfans ſe mariaſſent : or ne ſe pouuant marier ſans aſſigner le dot de la femme, ſans pouuoir donner, auoit auſſi conſenty l'alienation pour l'vn & l'autre. *Omnia ſine quibus conceſſo vno.* Que le pere n'a peu empeſcher l'alienation *ex hac cauſa*, voire que telle prohibition n'a lieu *reſpectu legitimæ filij in qua grauari non potuit.* La loy. *quoniam. 2. de inoffic. teſtam.* Qu'en tout euenement le dot & donation *propter nuptias* iroient ſur la legitime du fils mary de la demandereſſe. Qu'il y alloit de l'vtilité publicque pour la cõſeruation des deniers dotaux: qu'autrement les peres ſubſtituans le bien en leur famille empeſcheroient l'effect de la ſubſtitution, empeſchans que leurs enfans ne ſe peuſſent marier: que les heritiers du defunct qui ſont les defendeurs, auoient aſſiſté au contract de mariage de la demandereſſe, partant renoncé à la ſubſtitutiõ pour ce regard.

Les defendeurs freres du defunct mary de la demandereſſe diſoient au contraire, que ceſte ſubſtitution accompagnee d'vne prohibition expreſſe de pouuoir aliener les biens ſubſtituez auec clauſe irritante empeſchoit que le defunct ait peu pour quelque cauſe que ce ſoit aliener, de droict que *ſubiecta reſtitutioni prohibentur alienari vel obligari. l. vlt. §. ſed quia, com. de legat. abſurdum namque & irrationabile rem quam quis*

purè in ſuis bonis non poſſidet ad alios poſſe transferre & hypothecæ nomine obligare. Qu'vn vſufructier ne pouuoit obliger la proprieté, que le pere auoit laiſſé autres biens que les ſubſtituez pour aſſigner vn doüaire, & les deniers dotaux: que l'on auoit limité l'auth. *res quæ. comm. de legat.* quand auec la ſubſtitution n'y auoit prohibition expreſſe d'aliener, qui eſt l'aduis de Socinus en ſes reigles de droict, *reg. alienare prohibita an dotem dare poſſit, fallentia 2.* & faict pour ceſte opinion la gloſe *in l. nulla C. de iure dot.* & Balde & Salic. ont eſté de meſme aduis, & plus particulierement le Balde, *in capit. 1. §. donare, qualiter olim feuda amitteb. in vſib. feud.* En tout cas quæ l'auth. *res quæ.* n'auoit lieu que *alijs bonis deficientibus*, que l'on ne ſe pouuoit addreſſer que ſubſidiairement aux biens ſubſtituez pour l'aſſignation du dot ſuiuant l'opinion d'Alexand. en ſon Conſeil 56. *lib.* 1. receu par du Moulin au meſme lieu, & le texte de l'auth. y eſtoit aſſez exprès en ces mots *ſed ſi legitima nõ ſufficiat*, que vouloir adapter l'auth. au douaire n'y auoit propos, le douaire ayant eſté incogneu & aux Iuriſconſultes & Empereurs, que vouloir induire vne tacite renonciation à la ſubſtitution par la preſence des defendeurs au contract de mariage la loy. *Gaius de pignorat. act.* y reſiſtoit.

Par arreſt les defendeurs condamnez payer le douaire & don ſur les biens non ſubſtituez ſi tant ſe peuuent monter, où ils ne ſuffiroient à parfournir le douaire ſur les biẽs ſubſtituez ſans que leſdicts biens puiſſent eſtre affectez à la donation. Monſieur Louet Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes le dixieſme Decembre 1588. du Luc, de Serre, le Clerc.

En France nous abuſons du mot de ſubſtitution, *nec eſt vulgaris nec pupillaris quæ hæreditatis aditione extinguitur*, mais toutes nos ſubſtitutions en pays de droict Eſcript ou couſtumier ſont fideicommis qui ſont ſubſtitutions graduelles.

Au mois de May 1584. iugé au rapport de Monſieur Veau en la troiſieſme des Enqueſtes en la cauſe de Villepreux, qu'en ligne collaterale l'heritier inſtitué ne pouuoit aſſigner dot ne douaire ſur les biens ſubſtituez.

Et auparauant iugé en la meſme chambre au rapport de Monſieur le Maiſtre en la cauſe de Polignac, qu'en ligne

Digitized by Google

collaterale l'on ne pouuoit conſtituer doüaire ſur les biens ſubiects à reſtitution, mais ſeulement en ligne directe, *ſcil. et* quand celuy qui cree le douaire eſt deſcendu en droicte ligne du teſtateur. *Fallit* quand les enfans de l'inſtitué ſont ſubſtituez, car en ce cas l'on preſume que la volonté du teſtateur a eſté que l'inſtitué ſe mariaſt & luy permettre ce qui eſt neceſſaire ou ordinaire pour contracter mariage comme douaire. Mais du depuis le 14. iour d'Aouſt 1607. en la cauſe d'entre Rocheſort & Comont au rapport de Monſieur de Fleury iugé que l'authentique, *res quæ.* n'auoit lieu que *in liberis primi gradus* & non *in liberis liberorum*, autrement és ſubſtitutions graduelles tous les biens ſubſtituez ſeroient abſorbez par douaires, dots Trebellianiques.

DONATION DE TOVS BIENS FAIcte en iugement ſi elle vaut l'inſinuation n'ayant eſté faicte autrement, & ſi bailler ſon bien pour eſtre nourry & entretenu eſt donation ou autre contract.

XXII.

VN mary & vne femme valetudinaires aagez l'vn de ſeptante quatre, l'autre de 77. ans vont en iugemēt, prient leur nepueu qui eſt vn de leurs heritiers les vouloir nourrir, ſecourir d'habillements, ſupporter les incommoditez de leur vieilleſſe, ſe charger de leurs funerailles, offrans ſe deſſaiſir de tous leurs biens meubles & immeubles au profit de leur nepueu, ce qui eſt accepté par leur nepueu qui eſt condamné de ſon conſentemēt. Tant que le mary & la femme ont veſcu qui a eſté 17. ans, le contract a eſté entretenu: apres le decés les funerailles faites, s'eſt meu different entre les autres parents & heritiers tant du mary que de la femme pretendans part és biens deſdits defuncts d'vne part & le dit nepueu ſe tenant à ſon contract d'autre.

Les parents diſoient que tel contract ne ſe pouuoit ſouſtenir pour deux moyens, l'vn que c'eſtoit vne donation non inſinuee, l'autre que c'eſtoit donation de tous les biens faicte

entre vifs, donation ſoit que l'on prenne l'intention des parties, le ſubject qui ſe preſentoit & ce qu'elles negotioient. En la loy. 1. *C. de donat. quæ ſub modo. Si nepti ea lege donatum vt auunculo alimenta præſtaret* l'Empereur dict, que ceſte conuention eſt vne donation, laquelle n'ayant eſté inſinuee bien qu'elle ſoit *ob cauſam* ou onereuſe eſt nulle par l'ordonnance de Moulins, ſans que l'on puiſſe ſuppleer ceſte obmiſſion d'inſinuation de ce que la donation a eſté faite en iugement: en la loy. *Item veniunt. §. petitam. de petit. hæred. ff. cùm quid deſideratur certa forma fieri à lege ad lucrum conſequendum* il le faut accomplir *in forma ſpecifica & non per æquipollens.* Quant à ce qu'elle eſt *omnium bonorum liberam teſtandi facultatem adimit, eſt contra bonos mores, l. ſtipulatio hoc modo, de verborum obligat. l. vlt. C. de pact. l. ſi totas. de inoffic. donatio. C. gloſ. Pragmat. Sanct. titul. de ſubl. Clement. litteris. in verb. cuicunque. Alexand. Conſil. 35. num. 4. lib. 1.* dit que telles donations *fraudem continent.*

Le nepueu ſouſtenoit au contraire que ce contract n'eſtoit vne donation, mais *facio vt facias & non do vt des, l. ſi extraneus, de iure dot. ff. l. ſi ſponſus. §. circa. de donat. inter vir. & vxor.* L'on demande *an omne quod ob cauſam datur, donatio dici poſſit*, reſpondent les Docteurs, que quand outre la charge appoſee il y a vn profit euident, vne eſperance certaine & infallible en laquelle n'y a aucun hazard, eſtre donation, mais *quando ſpes eſt incerta, dubius euentus*, que *commodum ſi quod ſit, pendet omnino ex euentu*, l'on a dict que *contractus erat innominatus, facio vt facias.* A ceſte occaſion en la loy. 1. *C. de pact. propter incertitudinem nulla donatio eſt, cùm ſit nulla ſpes lucri.* Que le hazard qui ſe repreſentoit au faict particulier monſtroit que *permutatio potius erat*, en la loy. *ſed & ſi. §. conſuluit, Senatus in fine. de pet. hæred. ff.* & eſt la commune opinion des Docteurs en la loy. *ſi pater. §. 1. de donat.* que tels contracts ne ſont ſubjects à la loy. *ſi vnquam, de reuocand. donat. nec in his locum habent ſtatuta de donationibus diſponentia*, encores que *ſtatuta omnem quamcunque donationem contineant*, & ainſi l'a remarqué Monſieur Tiraqueau en la loy. *ſi vnquam, in verbor. donatione. num.* 11. Quand ſeroit donation que non, qu'elle ſeroit valable, ſoit qu'elle fuſt *omnium bonorum*, ou pour le defaut d'inſinuation; *omnium bonorum, quia non impedit liberam teſtandi facultatem, imò* ceux qui ont

Digitized by Google

ont contracté *vſq; ad extremum vitæ ſpiritum in ea voluntate conſtanter permanſerunt* partant valable, *Arg. l. fin. C. de pact.* qu'il n'y auoit defaut d'inſinuation. La raiſon de l'ordonnance de Moulins pour l'inſinuation des donations & le ſeul motif eſtant, *vt omnibus innoteſcat donatio*, qu'elle ſoit faicte *palàm & publicè* pour obuier aux fraudes, pour pouruoir aux creanciers en faueur deſquels l'ordonnance de l'an 1539. & 66. ſont faictes. Pour le particulier toutes les parties demeurantes au dedans de la iuriſdiction en laquelle les defuncts ſe ſont deſſaiſis en iugement de leur bien, au profit du defendeur leur nepueu, n'ont peu ne deu ignorer ceſte demiſſion ſolennellemẽt faicte en iugement plus publique & notoire que l'inſinuatiõ, *ratio eſt anima legis*, auſſi *vbi eadem ratio, ibi idem ius conſtituendum*. L'on à faict plus que l'ordonnance ne requiert, nul creancier ſe plaint, les demandeurs *certiores facti*, & que quand l'on voudroit tant inſiſter en ce pretendu defaut d'inſinuation, diſoit le defendeur que la rigueur de l'ordõnance de 66. deuoit ceſſer en ce particulier, ceſte demiſſion eſtant faite *ex cauſa verè pia, officio pietatis facta aut potius paupertatis:* que bien que les ordonnances ſoient conceuës *per verba generalia* ne comprennent les perſonnes & choſes priuilegiees & pies. L'ordonnance de Moulins veut que toutes condemnations ſoient apres les quatre mois executoires par corps l'on en excepte les Eccleſiaſtiques & les femmes mariees, l'ordonnance a oſté la diſcuſſion des meubles, l'on a excepté les mineurs, l'Egliſe, parce que telles clauſes generalles ne comprennent que ce qui eſt de droict commun & non de droict ſpecial & priuilegié.

Par arreſt faiſant droict tant ſur le procés par eſcript que appellation verbale contenant le deſſaiſiſſement de tous les biens des defuncts au profit du defendeur, ordonné que partage & diuiſion ſeroit faict des biens delaiſſez par leſdits defuncts rendant par les appellants les fraiz des nourritures, des obſeques & funerailles en ce qu'ils ont excedé les fruicts des immeubles.

Le defendeur alleguoit que chacun an il y auoit eu 25. ou 30. eſcus de perte, au contraire les demandeurs cent eſcus de profit. Monſieur Loüet Rapporteur en la cinquieſme des

Digitized by Google

Enqueſtes le dix huictieſme Auril mil cinq cens quatre-vingts ſept.

DONATION D'VSVFRVICT SI elle ſe doit inſinuer.

XXIII.

IVgé qu'vne donation d'vſufruict eſt ſubiecte à inſinuation d'autant que telle donation preiudicie tant à l'heritier qu'au creãcier, au rapport de Monſieur Louet en la cinquieſme chambre des Enqueſtes.

DONATION DE MEVBLES quand ſubiecte à inſinuation.

XXIIII.

IVgé en la quatrieſme chambre que donation de meubles n'eſt ſubiecte à inſinuation ſi elle n'eſt *vniuerſorum mobilium*, faut diſtinguer des meubles ou de l'argent, autremẽt ſeroit aiſé donner argent au lieu de terres & fruſtrer les creãciers; & ſuiuãt ce a eſté iugé en la chambre de l'Edict au rapport de Monſieur Catinal au procés concernant l'ordre des creanciers du Comte de Tonnerre que les donations faictes par defuncte la Dame d'Vſez de pluſieurs ſommes de deniers n'eſtoient valables, n'eſtans inſinuees pour auoir lieu ſur les immeubles. Ne faict au contraire ce que l'on a voulu induire des mots de l'ordonnance, inſinuee aux lieux où les choſes ſont ſituees que *mobilia ſitum non habent*; car l'ordonnance ſoit de 39. 49. ou 66. ne diſtingue des meubles ou immeubles, partant ſe doit entendre de toutes choſes donnees; & veut que l'inſinuation ſe face au lieu du domicile de celuy qui donne, ce qui ſe peut entendre pour les meubles & autres choſes *quæ ſitum non habent*: s'en pourroit dire autãt des rentes conſtituees *quæ ſitum non habent*, l'arreſt eſt du mois de Iuin 1605. qui n'a eſté prononcé qu'à la ſainct Martin enſuiuant, *ſecus* quand l'argent ſe donne ma-

Digitized by Google

nuellement & qu'il n'eſt à prendre ſus les immeubles apres le deceds du donateur.

SI L'ORDONNANCE DES INſinuations deroge aux Couſtumes.

XXV.

DV Moulin ſur le quarãte-vnieſme article de la couſtume d'Auuergne au titre des inſinuatiõs cite vn arreſt donné au profit de Charron par lequel vne donatiõ non inſinuee fut declaree nulle en ladicte couſtume, bien que par ledict article il ſoit expreſſement porté que donation eſt valable ſans inſinuation.

DE DONATIONE FACTA ſucceſſuro.

XXVI.

DE donation faicte à ſon heritier preſomptif ſi c'eſt acqueſt ou propre, *vide ſ. in littera* A. acqueſts. *pag.* 1. *&* 2.

QV'IL SE FAVT POVRVOIR contre vn decret dans les dix ans.

XXVII.

IVgé au rapport de Monſieur Preuoſt en la troiſieſme des Enqueſtes qu'il ſe faut pouruoir contre vne adiudication par decret dans les dix ans, & qu'apres ledit temps l'appel n'en eſtoit receuable s'il n'y auoit minorité, d'autant que le decret ſert de titre & de bonne foy pour preſcrire par dix ans entre preſents & qu'interjettant appel dudit decret apres les dix ans ſeroit eluder la couſtume, qui admet preſcription auec titre & bonne foy entre preſents par dix ans, apres leſquels *res non eſt amplius integra & plenum ius quæſitum fuit*, lequel ne peut eſtre

Digitized by Google

eſtoient compris. Que le vice du contract peut eſtre conſideré en l'vne & en l'autre eſpece; que tels decrets auoient plus de force que les autres contracts, celuy qui poſſede en vertu d'iceux *melius poßidet & tutius*: qu'il ſeroit dur que l'on fuſt de pire condition, & que l'on ne peuſt preſcrire à moins de tẽps que de trente ans. Ce qui ſembleroit eſtre d'autant ridicule, que par tel laps de temps l'on pourroit preſcrire ſans titre. Qu'il faudroit en effect que tels decrets fuſſent inutiles à la preſcription, & de ce inferer que ce n'eſt titre. Sur la diuerſité d'opinions, l'on à trouué autre moyen pour ſortir de procés & caſſer le decret.

DONATION FAICTE POVR *cauſe pie non acceptee ne inſinuee.*

XXVIII.

Le 7. Septembre 1588. fut prononcé l'arreſt donné en la 3. des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Bourdeaux entre Deſcremeaux & Claude de Belan, par lequel vne donation faicte entre vifs à l'Egliſe pour fondation de quelques ſeruices nõ acceptee ne inſinuee fut declaree nulle ſuyuant l'ordonnance de l'an 1539. 49. & 66. qui ſont generales pour toutes donations. La raiſon de douter eſtoit de ce que par leſdites ordonnances, meſmes celles de 66. qui eſt la plus generales, il n'eſtoit parlé des donations *ad pias cauſas*, qui ont touſiours eſté exceptees de la diſpoſition generale & *quæ indigebant ſpeciali nota*, comme en cas ſemblable l'on auoit iugé par pluſieurs arreſts que l'ordonnance de l'an 1549. ne comprenoit les remuneratoires bien que ladite ordonnance fuſt generale. Mais l'intention de l'ordonnance de 66. à ſurpaſſé ceſte raiſon, ordonnance qui a voulu comprendre toutes donations ſans rien excepter. La queſtion ayant eſté demandee aux Chambres, Voy Maiſtre Charles du Moulin ſur le 60. de ſes conſeils, num. 23. pour le defaut d'acceptation l'ordonnance eſt fort expreſſe.

Digitized by Google

DONATION ENTRE FIANCEZ *depuis leur contract de mariage & auant la conſommation d'iceluy.*

XXVIII.

LE 6. May 1589. fut prononcé l'arreſt donné en la 4. des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Longueil entre Iacques Angilbert & Claude le Roux, par lequel donation faicte particulierement apres le contract de mariage & auant la conſõmation d'iceluy entre les fiancez ſans qu'aucuns parens y fuſſent appellez a eſté declaree nulle pour deux raiſons. L'vne que telle donation eſt clandeſtine; l'autre qu'elle eſt *veluti inter virum & vxorem*, y ayant lien *inter ſponſum & ſponſam* par la diſpoſition canonique pour ſe marier, voire obligation qui ne ſe peut oſter ſans cognoiſſance de cauſe, donation entre mary & femme reprouuee par la couſtume ſoubs laquelle les choſes donnees eſtoient ſituees. L'on diſoit dauantage qu'apres le contract de mariage faict en aſſemblee de parens l'on ne pouuoit plus s'en departir autrement par vn fol amour qui eſt entre les fiãcez, l'on ſe ruineroit l'vn l'autre. La raiſon de douter eſtoit que *iure ciuili donatio inter ſponſum & ſponſam* ſubſiſtoit; auſſi telles fiances n'auoient telle obligation au mariage & accõpliſſement d'iceluy, comme de diſpoſition canonique, *Vide ſ. in littera C. pag.* 91. pour les contrelettres entre fiancez.

ACTION POVR PAYEMENT DE *dixmes entre Eccleſiaſtiques ſans complainte ſe renuoye deuant le Iuge d'Egliſe.*

XXIX.

AV procés d'entre Michel Aubourg Curé de Marolles & Macé Durant Abbé de Tironneau, s'agiſſoit du payement des dixmes que le Curé pretendoit ſur quelques terres eſtãs en ſa paroiſſe de-

pendantes de ladite Abbaye, l'Abbé au contraire pretendoit exemption & encores que le Curé euſt pris concluſions pardeuant le Senechal du Maine à ce que defenſe fuſſent faictes audit Abbé d'enleuer les fruicts ſans payer leſdites dixmes, neantmoins n'y ayant aucune complainte formes s'eſt enſuiuy arreſt, par lequel a eſté ordõné que les parties ſe pouruoiroient deuant le Iuge d'Egliſe, encores que les parties euſſent volontairement procedé & conteſté au fonds, d'autant que tel conſentement *iudicem facere eum non potuerat qui iudex non erat, nec partes prorogare iuriſdictionem fori Eccleſiaſtaci, cui etiam renuntiare non poterant.*

Du 15. Iuillet 1589. Monſieur le Picart Rapporteur en la 2. des Enqueſtes.

Se trouue autre arreſt donné en la meſme chambre au rapport de Monſieur de Heere entre maiſtre Martin de Beaulne Abbé de Coulons & Martin de Breſt Curé dudit Coulons pour la preſtation du Gros que le Curé demandoit audit Abbé le 27. Mars 1574.

TERRE NOBLE DV DOMAINE *du Roy engagee comme ſe partage.*

XXX.

AV rapport de Monſieur de Bourdeaux en la 3. des Enqueſtes eſt interuenu arreſt le 15. Iuillet 1589. entre Monſieur Bailly Preſident aux Comptes & Monſieur de Meſmes Conſeiller en la Cour; par lequel ſur ce que le defunct Preſident Bailly auoit acquis par engagement du Domaine du Roy la Baronnie de la Ferté Aleps, ladite terre auroit eſté partagee cõme noble apres le deceds dudit Preſidẽt Bailly, & puis ladite terre retiree: & les deniers receus par ledit Preſident Bailly fils qui maintenoit les deniers luy appartenir en la meſme ſorte & y eſtre fondé pour les meſmes parts qu'il eſtoit en ladicte terre; ledict ſieur de meſmes, ſouſtenant au contraire que le partage ne deuoit operer que tant que la terre eſtoit demeuree ſans eſtre rachepte, mais que le rachapt apportoit vn nouueau droict. Que

Digitized by Google

le rachapt du Domaine eſtoit perpetuel & empeſchoit l'ef-fect de l'alienation & ſeigneurie incõmutable : que le rachat ayant eſté faict & l'alienation reuoquee pour cauſe neceſſaire & dependant de la nature de la choſe meſmes, & non de la volonté des parties, ſe pouuoit ſouſtenir que *nulla fuerat venditio quæ ſub neceſſaria conditione reſoluta fuerat*, à ceſte occaſion que les deniers prouenans du rachapt eſtoient vrayement de la ſucceſſion comme vne ſimple debte mobiliaire prouenuë d'vn engagement, & partageable comme meuble egalement entre les coheritiers.

La Cour a condamné ledit Preſident fils rapporter & rendre audit ſieur de Meſmes ſon beau frere ſa part & portion hereditaire & egale des deniers prouenus dudit rachapt ſans aucun droict d'aineſſe.

Ce qu'il y auoit de particulier, c'eſt que les arbitres conuenus par les parties pour la confection deſdits partages, auoient reſerué auſdites parties à ſe pouruoir ladite Baronnie racheptee ainſi qu'ils verroient bon eſtre.

En Mars 1584. fut donné vn arreſt au rapport de Monſieur Lallement en la 2. des Enqueſtes entre Chotard & Rolland, Coiſcault & Iarry, par lequel a eſté iugé que les deniers prouenans d'vn heritage feodal acquis auec faculté de remeré, executé & retiré apres le deceds de l'acquereur, ſe partagent egalement ſans aucune prerogatiue de fief ne droit d'aineſſe ne excluſion des filles en ligne collaterale.

Il faut qu'auec la faculté de rachapt y euſt autres marques de pignoration, car la vendition ſe peut faire auec la faculté de remeré encores qu'aucuns ont voulu dire que le rachapt qui ſe faict *ex natura contractus aut ex conuentione contractui appoſita* reſoult le contract en deniers, le conſiderant pluſtoſt du iour d'iceluy contract que du iour du rachapt.

Le particulier de ces arreſts donnez en contracts ſubiects à remeré & tirez en vertu de la grace appoſee aux contracts, c'eſt que *non eſt alienatio perpetua nec vera*; mais ſubiecte à reſolution en vertu du contract, voila pourquoy n'y a droict d'aineſſe qui n'eſt donné que pour l'immeuble en fief incommutablement acquis, c'eſt à dire qui n'eſt ſubiect à reſolution par le contract d'acquiſition, *aliud eſt* de iuger ſi tel heritage eſt

eſt meuble ou immeuble. Car en ce cas lon conſidere *tempus delatæ hæreditatis*, & leſdicts contracts, bien qu'ils ſoyent ſubiects à retraict conuentionel, ſont eſtimez immeubles. Voy à ce propos du Moulin ſur la couſtume de Paris art. 11. num. 31. *in fine*, qui diſtingue *de reſolutione facta in vim contractus, aut ex alia cauſa*. Et pour monſtrer qu'il ne doit y auoir en ce particulier droict d'aiſneſſe, c'eſt que *feudum in rei veritate & cum effectu numquam fuit in bonis defuncti, id eſt incommutabiliter, ſed potius actio, non ad rem, ſed ad fructus, vt in antichreſi*, & aux contracts pignoratifs, *in quibus actionibus numquam datur ius primogenituræ. Sed quid dicendum* des contracts de conſtitution de rente à prix d'argent? la difficulté eſtoit que tels contracts ſont ſubiects à remeré perpetuel *ex natura contractus*; partant que *quocunque tempore*, que les rentes ſeroyent rachetees qu'il faudroit conſiderer *non tempus delatæ hæreditatis*, mais du rachapt, & les partir entre les heritiers comme meubles, puis que le rachapt ſe faict *in vim contractus, & non ex noua cauſa*. Mais la reſponſe eſt que tels contracts de conſtitution de rente, emporte auec ſoy vne alienation reelle & actuelle, c'eſt *emptio reditus*, le vendeur vend autant de ſon immeuble: tels contracts receus par l'extrauagante *regimini, ſub his legibus & conditionibus*, le contract en ſoy parfaict, & le rachapt n'eſt tant *ex conuentione*, que *ex ipſius natura rei*, & comme eſſencielle & inſeparable; rentes tenues pour immeubles bien que racheptables à perpetuité; tellement que conſiderant leur qualité *tempore delatæ hæreditatis*, le rachapt *nil mutat*, pour faire changer la qualité immobiliaire. Le 10. de May, 1608. au procés de la ſucceſſion de defunct Monſieur Pinart, au rapport de Monſieur Gillot, iugé que les terres acquiſes par defunct Monſieur Pinart du Domaine du Roy à faculté de rachapt perpetuel ſeront partagees, & aduantage à l'aiſné ſur la cenſiue, à la charge que le rachapt eſtant payé, les deniers ſe partiront egalement ſans aucune prerogatiue, ſuyuant l'arreſt de la Ferté Aleps, pour Meſſieurs de Meſmes & le Preſident Bailly. Iugé dauantage par le meſme arreſt, que tel partage ſe deuoit faire non ſeulement pour les fiefs & terres feodales, mais pour les terres nobles, bien qu'il n'y euſt fief, *vt puta* pour les peſcheries des ponts de Pillemy de Nantes dépendantes

Digitized by Google

du Comté de Nantes qui auoyent eſté acquiſes par ledict defunct Pinart.

SI POVR LE DELICT DE L'VN des deux conioincts, la part de la communauté peut eſtre deterioree & alienee.

XXXI.

LE Mardy 23. d'Octobre 1582. à la matinee fut plaidee vne cauſe à Clermont, les grands Iours y ſeans, entre Gautier, Argis, & Hode, Buiſſon & Rauel plaidans, par laquelle fut iugé en la couſtume d'Orleans, en laquelle les moulins à eau eſtans en bateau ſur la riuiere de Loyre, ſont meubles, que ledit moulin ne pouuoit eſtre ſaiſi & vendu *ex delicto mariti*, que pour ſa part, & non celle de ſa femme: *cùm delictorum nulla ſit ſocietas*. Et que ce que le mary eſt le maiſtre de la communauté, cela ſ'entend, *vt recte adminiſtrare liceat, non alienare, nec perdere delinquendo*, non plus qu'en mal vſer, ou abuſer au preiudice de la communauté de la femme, comme il a eſté iugé par pluſieurs arreſts, ſuyuant l'aduis de Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne, au Tiltre des droicts appartenans à gens mariez. §. 10. *in verbo.* de toutes debtes, *num.* 5. D'autant que ceſte liberté que le mary a de pouuoir diſpoſer du bien de la communauté, & d'en eſtre le maiſtre, cela s'entend *ciuili modo, non perdendo per delictum, quæ delicta perſonalia ſunt.* Alexandre en ſon conſeil 70. *num.* 1. eſt d'aduis que *ſi vnus ex ſocijs omnium bonorum ex delicto condemnatus fuit*, que la condemnation ſe prend ſur la part du delinquant.

Se trouue neantmoins vn arreſt donné à la Chambre de l'Edict, au rapport de monſieur Bouyn, tout au contraire, que reparation ſe prenoit ſur les biens de la communauté, que comme *contrahendo maritus obligat vires communitatis*, auſſi *delinquendo.* Tout ainſi que la reparation adiugee au mary *pendente ſocietate*, entre en la cõmunauté, auſſi *è contrario* ce qui

eſt adiugé pour reparation *ex delicto mariti*, eſt de la communauté, & ſe prend ſur toute la communauté. C'eſt pourquoy Boërius ſur la couſtume de Berry, §. 10. au tit. des Iuges, & de la iuriſdict. eſt d'aduis que *per delictum mariti conqueſtus amittitur etiam* pour la part de la femme: d'autant qu'il faut conſiderer que *tempore delicti, maritus vt dominus poteſt totum perdere*: & ne peut lon dire que ce fuſt *in fraudem* de la femme que *delictum maritus commiſerit*, qui eſt le cas auquel le mary ne preiudicie à la part de la femme. Et ſi ceſte maxime n'euſt eſté receue en Parlement dés l'an 1431. pour neant Henry ſixieſme d'Angleterre euſt-il baillé priuilege ſpecial aux femmes de Paris, qu'il feit verifier en Parlement, Que les femmes ne ſeroyent tenues des amendes & condemnations dõnees contre leurs maris ſur leur part de la communauté: la verification eſt 10. *Calendas Ianuarij*, 1434. Voy René Chopin *de Domanio lib. 1. cap. 7. num. 13.* qui traicte ceſte queſtion *in vtramque partem*, & ſemble ſe reſoudre ſur le premier arreſt, qui a eſté iugé au profict de la femme, *vide l. cùm duobus. §. finali. §. ſolùm vniuerſa, verſ. per contrariam. ff. pro ſocio. vide* 3. *in littera C. pag. 126.*

Pour la conciliation des arreſts, faut diſtinguer du delict, *aut per delictum diſſoluitur ſocietas, putà* ſi le delict emporte mort ciuile, ou autre condemnation de mort: ou ſi quelque amende ou reparation, nonobſtant laquelle *remanet ſocietas, primò caſu*, la part de la femme n'y eſt contenue, *delictorum nulla ſocietas*; *ſecundo caſu*, telle reparation ſe prend ſur la communauté. *Primo caſu*, la condemnation d'amende & reparation, & la diſſolution de communauté *pari paſſu ambulant*, ſe font *eodem momento, nil prius aut poſterius dici poteſt. Secundo caſu, remanet ſocietas, remanet mariti in bonis ſocietatis poteſtas, dominium, eorúmque adminiſtratio & diſpoſitio*, ſans que la femme y puiſſe rien pretendre.

SI VN DECRET PEVT ESTRE CASſé pour ne s'eſtre le mineur, ne ſon curateur oppoſez pour droict d'hypotheque.

XXXII.

LE 23. d'Octobre 1582. aux grands Iours tenus en la ville de Clermõt, iugé qu'vn decret ſolennellement faict ne pouuoit eſtre caſſé, ſur ce qu'vn mineur diſoit que ſon curateur ne s'eſtoit oppoſé audit decret, pour des hypotheques qu'il auoit ſur la terre decretee, ſauf le recours dudit mineur contre ſon curateur: d'autant que le decret pour le bien public eſt tant contre mineurs, l'Egliſe, que majeurs: autrement ne ſe trouueroit aucune aſſeurance auſdits decrets; & quelque ſolennité que lon y peuſt apporter, il y auroit touſiours quelque mineur, ou Egliſe qui auroyent obmis à s'oppoſer: c'eſt pourquoy les tuteurs *vigilare debent*, autrement en ſont reſponſables par ledict arreſt, les Brichotiats & Deſchenaux parties plaidantes. *Vide j. in littera T. pag. 675.*

Du depuis la Cour a paſſé plus outre, par arreſt prononcé en robes rouges par M[r] le Preſident Seguyer, à la prononciation de Paſques 1598. pour vne nommee Richard appellante du bailly de Touraine, ou ſon Lieutenant à Tours, par lequel arreſt vn mineur s'eſtant pourueu par appel contre vne adiudication par decret d'vne maiſon, ſur ce que ſon curateur ne s'y eſtoit oppoſé, & ne pouuant auoir ſon recours contre le curateur decedé inſoluable, & à la ſucceſſion duquel il y auoit curateur aux biens vacans, ſouſtenoit eſtre bien fondé en ſon appel, encores que lon ne remarquaſt aucun deffaut de ſolennité, le decret a eſté confirmé, *& hoc exemplum habẽs aliquid ex iniquo contra ſingulos, publica vtilitate compenſatur*, qui eſt vne nouuelle iuriſprudence fondee ſur l'vtilité publique des decrets, plus fauorable que la cõſeruation du bien des mineurs, encores que par ledict arreſt ſe puiſſent remarquer quelques particularitez en la queſtion, *ſcilicet* que l'adiudicataire auoit poſſedé 15 ans auant l'appel, colluſion alleguee en la creation du

curateur aux biens vacans. Monſieur de Monthelon Rapporteur en la grand'Chambre.

Sed quid, de celuy qui ne ſ'eſt oppoſé au decret pour vne rente fonciere, de laquelle il a eſté payé par le fermier iudiciaire pendant les criees; ſçauoir ſ'il perd ſa rente, & le fond adiugé en eſt liberé: du Moulin ſur le 76. art. de la couſtume de Berry, eſtime eſtre equitable, qu'il doit eſtre conſerué en ſa rente: *dubitarem, cum reſpectu emptoris* telle rente a eſté iuſtement ignoree, & a enchery à plus haut prix, ceſte rẽte euſt faict part du prix ſi elle euſt eſté declaree, lon peut dire que l'acquereur l'a peu voir par le bail iudiciaire, ou autres actes de criees, faiſant mention de la rente fonciere, ou bien que le payement qu'en a faict le fermier equipolle à vne notorieté, *modò* que *re vera conſtet* de tel payement.

Sed quid, s'il ſe trouue leſion d'outre moitié de iuſte prix en la choſe vendue par decret, ſçauoir s'il y a lieu de reſtitution, ſuiuant la l. 2. *de reſc. vend. C.* il ſembloit qu'il y auoit lieu. *Primò*, que telles ventes ne ſont volontaires, mais forcees. *Deinde*, qu'il y a plus de raiſon aux decrets, qu'au contract volontaire, le decret ne ſe faiſant que ſur les pauures debteurs, *ad effectum* d'acquiter leurs debtes. *Tertiò*, cela eſt fauorable pour les creanciers, qui en ſeront plus aiſément ſatisfaits. En dernier lieu, qu'en contract volontaire, *liberum* à l'acquereur *quærere emptorem*; mais en cas de decret le temps donne le prix, c'eſt à dire, s'il ſe trouue des encheriſſeurs. Neantmoins du Moulin en ſes Annotations ſur le 487. article de la couſtume de Bourbonnois, ſouſtient le contraire, & qu'il a eſté ainſi iugé par infinis arreſts, tellement que le prix du decret eſt preſumé le iuſte prix, *poſt publicationem & licitationem plus offerenti factam, quæ præſumptio iuris eſt & de iure, quæ non admittit probationem in contrarium*. Voy la loy 2. & 5. *de fide inſtr. & iure haſt. fiſca. lib.* 10. *C.* & la gloſe *in l. fin. ſi aduerſus vend. pign. C. & ibi Cynum*. Voy Monſieur le Maiſtre en ſon traicté des Criees chap. 29. *in fine*. Et bien que ce ne ſoit que *in minore*, ſi eſt-ce qu'il preiuge *in maiore*. Le meſme du Moulin en ſes Annotations ſur le 122. art. de la couſtume de la Marche, allegue l'arreſt du Bouchage, encores qu'il y trouue vne grande rigueur, voire iniquité.

A preſent la queſtion eſt ſans difficulté, ayant eſté ſolen-

nellement iugee en la grand Chambre, & en cauſe fort fauorable pour les creanciers, contre vn adiudicataire par decret, que la lezion n'eſtoit aucunement cõſiderable, quelque qu'elle puiſſe eſtre, & s'obſerue ainſi pour l'vtilité publique de tels contracts. Vray eſt que ſe preſentant ſi grãde lezion, la moindre ſolennité du decret obmiſe annulle le decret. Et ſe ſont commis puis les Edicts de la pacification derniere tant d'abus aux adiudications par decrets, tant de pauure Nobleſſe oberee deſpouillee de ſon heritage à vil prix par les menees & monopoles qui ſe commettent aux adiudications, qu'il ſeroit neceſſaire d'y apporter quelque remede extraordinaire.

Sed quid, du decret faict ſur vn mineur & majeur, ſçauoir ſi le decret ſe peut caſſer pour le regard du mineur, & valider pour le regard du majeur, iugé qu'il ſe peut, par arreſt donné au rapport de Monſieur Deſlandes en la premiere des Enqueſtes, le 13. Mars 1574. lequel ſe trouue au regiſtre des procés par eſcript, Monſieur du Puy Preſident audit arreſt.

DEPOST RECEV PAR VN HOſte, receu à verifier par teſmoings.

XXXIII.

LE Ieudy 25. d'Octobre 1582. en la cauſe d'entre Catherine de Vaulx, hoſteſſe des trois Roys de Lyon appellante, & Pierre le Grand & Macé Papillon, marchands fourniſſans l'argenterie du Roy, plaidee à Clermont, les grands Iours y eſtans, s'agiſſoit de ſçauoir ſi les inthimez eſtoyent receuables, vouloir prouuer par teſmoings vn depoſt pretendu par eux faict de 1600. eſcus entre les mains de l'appellãte, qui empeſchoit la preuue par teſmoings, fondee ſur l'ordonnance de Moulins, & arreſt de la Cour prononcé en robes rouges par Monſieur Seguyer : les inthimez au cõtraire, qu'il y auoit du particulier, pour la qualité de l'appellante hoſteſſe & commune vſance de ceux qui voyageoyent ; que baillant en garde aux hoſteſſes ſans en retirer aucune recognoiſſance, l'hoſteſſe eſtant comme perſonne publique, qu'il faudroit que les paſſans euſſent touſiours vn

Notaire, & ſe pourroient trouuer en tel village où la facilité des Notaires leur eſtant deſniee, ſeroient contraincts garder eux meſmes leurs hardes.

Repliquant l'appellante, que c'eſtoit indirectement contreuenir à l'ordonnance, & ce que lon ne luy pouuoit demander *ex cauſa mutui*, on le qualifioit *ex cauſa depoſiti*. Que cela ayant lieu, il n'y auroit hoſteſſe qui ne fuſt ruinee, par la facilité de deux teſmoins que lon diroit neceſſaires, que lon prendroit domeſtiques des parties. Par arreſt, le faict receu à verifier par teſmoings, fondé ſur la fidelité que doiuent les hoſteſſes en telles charges, adiouſtee la qualité des parties marchans de l'argenterie, & qui lors eſtoient cogneuz, autrement l'arreſt ſubſequent monſtre du contraire.

Ce 28. Iuin 1599. iugé en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, au procés d'entre Catherine & Artus, que le depoſt ne ſe pouuoit verifier par teſmoings, excedant cent liures, & qu'encores qu'il n'y euſt appel de l'appointement de contrarieté, voire qu'il fuſt executé, & l'enqueſte receuë; neantmoins lon ne deuoit voir l'enqueſte, qui ſeroit du tout inutile, puis que lon ne doit auoir eſgard à la depoſition des teſmoings, depoſans d'vn faict excedant cent liures. Ce qui eſt d'autant fauorable au depoſt, lequel *totum fidei eius committitur, cui cuſtodiendum datur*, & pourroit arriuer que celuy qui *bona fide depoſitum accepit* ſeroit en peine, voire hazarderoit ſon honneur, par la depoſition de deux teſmoings. Bref celuy qui n'a pour toute preuue de ſon depoſt que la foy de celuy auquel il le baille, doit ſuiure ceſte meſme foy en la reſtitution du depoſt.

DOVBLEMENT ET TIERCEMENT *à faute de payer.*

XXXIIII.

Sçauoir ſi à faute de payer vne ſomme adiugee par ſentẽce ou par arreſt lon peut demãder le double ſuiuãt l'ordonnance de Moulins. *Vide* ȷ. *in littera P. pag.* 484.

DIXME INFEODEE SE PREſcript par poſſeſsion immemoriale contre l'Egliſe.

XXXV.

L'VNE des queſtions du procés d'entre Emar de Marillac, & Claude de Carauldi Curé Doüaille, eſtoit s'il falloit pour la preuue de dixme infeodee mõſtrer tiltre precedent le Concile de Latran, ou s'il ſuffiſoit l'alleguer, & pour preuue mõſtrer la poſſeſſion immemoriale. Par arreſt iugé qu'il ſuffiſoit la poſſeſſion immemoriale, laquelle equipolle à tiltre: & s'enſuiuroit qu'en France, à l'occaſion des guerres ciuiles, qui ont eſté depuis le Concile, les tiltres eſtans perdus, la nobleſſe ſeroit priuee des dixmes infeodees. L'arreſt eſt du 20. Nouembre 1568. au rapport de Monſieur de Monthelon, en la 5. Chambre des Enqueſtes.

De his feudis Decumarum ſeu decimarum infeodatarum, ſiue ante, ſiue poſt Concilium Lateranenſe, & quæ, etiamſi ad Eccleſiaſticos peruenerint, non mutant naturam, quæ manent feuda Domanialia, ſeu patrimonialia, & non Eccleſiaſtica, & quæ ad ſimilitudinem aliorum feudorum reguntur, vide Molinæum in Conſuet. Pictauenſem in ſuis annotationib. art. 105. vide J. in ead. littera D. pag. 233. & ſequentibus.

DOVAIRE N'EST DEV POVR mort ciuile, mais ſeulement prouiſion.

XXXVI.

LE Samedy 27. Ianuier 1596. iugé en la Tournelle, l'audience tenant, que la femme n'eſt receuable à demander ſon doüaire ſur les biens de ſon mary condamné par defaut & contumace, encores qu'il ne ſe fuſt purgé; mais bien luy fut adiugé prouiſion ſelon ſa qualité, & eu eſgard aux biens du mary. Tellement que pour mort ciuile, n'eſt deu doüaire; mais ſeulement pour mort naturelle. *In his enim quæ ſtatuto, aut conuentione debentur, mortis appellatione mors ciuilis non venit; doarium autem aut à conuentione, aut à conſue-*

Digitized by Google

conſuetudine, ſeu ſtatuto, quæ conſuetudines noſtris moribus vim conuentionis habent. Monſieur le Preſident de Riant prononçant ſur le plaidoyé de monſieur l'Aduocat du Roy Seguier plaidant pour le Procureur general.

Du Moulin ſur la reigle *de infir. reſignantib. num.* 351. dict que *ſtatutum loquens de morte, intelligitur de naturali, non autem de ciuili, nec extenditur ad ciuilem, niſi in caſibus iure expreſſis, gl. & canoniſt. in cap. ſuſceptum de reſcript. in 6. Oldrad. conſil. 284. in fine. Alexand. conſ. 139. num. 4. lib. 2. & quæ ibi notantur, & quando eadem eſt ratio in vtraque morte, an fieri debeat extenſio, Ægidius Bellemera in cap. ne innitaris, in fine. de conſt. & ibi Panormit. facit. l. vlt. de his qui veniam ætat. impetrar. C. & ſeruatur ea opinio in Senatu.*

SI LA COVSTVME PROHIBITIVE d'aliener plus que le tiers de ſes propres, ou de ſes acqueſts n'y ayant propres, a lieu au droict de desherance, ou d'aubaine.

XXXVII.

IACQVES de Champagne eſtranger, ayant obtenu lettres de naturalité, diſpoſe de ſes biens au profit de François Regnicole demeurant à Tours: apres le deceds dudit de Champagne, le Procureur du Roy en la Chambre du Threſor, pretend la donation nulle eſtant *omnium bonorum*, à tout le moins qu'elle ſe deuoit reduire *ad legitimum modum*, ſuiuant la couſtume de Touraine, où les biens eſtoyent aſſis, *ſcilicet* au tiers: que ce que la couſtume prohiboit l'alienation des deux tiers, c'eſtoit en faueur des heritiers: que le Roy ſuccedoit à l'eſtranger, repreſentoit l'heritier, comme le ſieur de fief ſuccedant par droict de desherance. Au contraire que ceſte couſtume ne cõſideroit que la perſonne des vrays heritiers, & non du Roy, qui ſuccede par droict d'aubaine, ny des Seigneurs de fief qui ſuccedent par droict de desherance, que *non tam hæredes dicũtur*, que *bonorum poſſeſſores, ſeu potius ſucceſſores*; auſſi ne ſont-ils tenus aux debtes que iuſques à la concurrẽce du bien & non purement

& ſimplément : que telle prohibition portee par la couſtume eſt pour conſeruer les deux tiers du bien aux vrais heritiers, qui eſt leur legitime couſtumiere, c'eſt à dire limitee par la couſtume, laquelle en ce particulier ne parle que dés vrais heritiers, non de ceux qui ſuccedent aux biens *lege quadam ſpeciali citra qualitatem hæredis* : que ce que la couſtume a ordonné pour la faueur des heritiers, ne pouuoit eſtre eſtendu à vn droict qui n'eſt fondé que par faute d'heritiers.

Par arreſt la donation declaree bonne & valable, le Procureur du Roy debouté, le 8. Iuin 1576. au regiſtre du plaidoyé.

QVAND LE PETIT FILS N'EST tenu rapporter à la ſucceſſion du pere, le don de ſon ayeule.

XXXVIII.

IVgé au rapport de Monſieur de Refuge en la cinquieſme des Enqueſtes, au procés d'entre Laurens & Caignart, qu'vn petit fils pouuoit eſtre donataire de ſon ayeule, & heritier de ſon pere, le pere n'eſtant heritier, mais legataire & donataire vniuerſel de ſa mere ayeule du petit fils : bien que la couſtume de Senlis ſoit prohibitiue aduantager *in linea directa*, & que lon ne puiſſe eſtre heritier & legataire ou donataire : *ſecus*, ſi le pere euſt eſté heritier, par la loy *dedit dotem auus. de collat. bonorũ. l. profectitia, de iure dotium* : & encores qu'au procés il apparuſt de la volonté de l'ayeule, que la choſe donnee ne fuſt ſubiecte à rapport, & qu'au contraire le pere par ſon teſtament euſt voulu qu'elle fuſt rapportee, lon n'a eu eſgard à l'vne ne à l'autre volonté, n'ayant en ce cas lieu la loy *auus. de iure dot.* meſmes en pays couſtumier, où lon ne ſe contente de la ſeule volonté de ne rapporter la choſe donnee, mais lon regarde la cauſe du don, ſi elle eſt remuneratoire pour recompenſe de ſeruices faicts, en telle ſorte que lon puiſſe auoir quelque action pour les demander : d'autant que la loy eſt prohibitiue de tout aduantage, venant à la ſucceſſion. Encores qu'en ligne directe n'y ait grande difference entre l'heritier & le donataire vniuerſel, ſi

eſt-ce que ce qui a eſté iugé par pluſieurs arreſts, que le petit fils eſtoit tenu rapporter à la ſucceſſion de ſon pere le don qui luy auoit eſté faict de ſon ayeule, a lieu quand le pere eſt heritier, *tunc enim vna eſt & eadem patris & matris ſucceſſio, vna perſona, & quod donatur nepoti, videtur donatum filio aut contemplatione filij, & per hæreditatis aditionem fit patris & filij perſonarum confuſio, idem eſt patrimonium*: *ſecus*, quand il n'eſt que donataire, n'ayant le bien *à lege*, mais *à teſtatore*, c'eſt pourquoy *ceſſat collatio*, ce qui eſt indubitable *ceſſante fraude*. Le 16. Mars 1596. prononcé en robes rouges par Monſieur le Preſident Riant. *Conſule Alexand. conſil.* 117. *lib.* 6. *& domin.* d'Argentray *lib. de donationib. num.* 120. *&* 304.

Ceſt arreſt paſſa *multis contradicentibus*; car la couſtume de Senlis eſtant prohibitiue aduantager l'vn de ſes heritiers *in directa*, *idem* eſt donner au fils ou au pere, *eadem perſona*: de ſe vouloir excuſer, ſur ce que le pere n'eſt heritier, mais donataire vniuerſel, c'eſt la meſme choſe *reſpectu aliorum hæredum*, qui ſont priuez du bien par telle donation; & n'y a difference entre vn heritier & donataire vniuerſel, ſinon que l'heritier *indiſtinctè* eſt tenu aux debtes; le donataire iuſques à la concurrence des choſes donnees. Admettant telles ouuertures, c'eſt ouurir la porte aux fraudes, & inuiter à faire indirectement ce qui eſt defendu directement, comme au faict particulier, le pere n'aura le bien de ſa mere comme heritier, mais comme donataire vniuerſel: diroyent volontiers les autres heritiers, *Quid refert vri virgis, ferróue necari?* il eſt bien plus ſeur ſe roidir à l'obſeruation de la loy, & empeſcher tous moyens d'y pouuoir contreuenir.

DENIERS DOTAUX NE SE RENdent en pays couſtumier, s'ils ne ſont ſtipulez.

XXXIX.

LON a demandé ſi la fille mariee par pere & mere pouuoit, apres la diſſolution du mariage, demander aux heritiers de ſon mary ſes deniers dotaux, n'ayant eſté ſtipulé par le contract. La difficulté eſtoit, que le dot

eſtoit le propre de la femme, lequel de ſa nature ſe rendoit à la femme, ou à ſes heritiers, bien que lon n'en euſt ſtipulé la reuerſion, meſmement quand en pays couſtumier la femme renonçoit à la communauté. Mais d'autant qu'en pays couſtumier il y a communauté, & que les deniers & meubles que les deux conjoincts apportent entrent en la communauté, que du iour du mariage ils ſont vns & communs en biens, les deniers dotaux entrent en la communauté, & ne demeurent le propre de la femme, & ne ſe peuuent repeter *diſſoluta ſocietate*; voyla pourquoy ordinairement en pays couſtumier lon ſtipule que les deniers dotaux, ou partie d'iceux ſeront employez au profit de la femme & ſeparez de la communauté: la queſtion demandee aux chambres, pour la conſequence & faueur du dot, & qu'il ſembloit inique que la femme renonçant à la communauté fuſt priuee de ſon dot. Par arreſt, la femme bien qu'elle euſt renoncé à la communauté, a eſté deboutee de la repetition de ſes deniers dotaux, & les heritiers du mary abſouls, en la couſtume de Lorris. Bouzy, & Chartier, Monſieur Portal Rapporteur, 5. des Enqueſtes, le 25. Iuin 1596.

Boërius traicte ceſte queſtion *in vtramque partem*, en ſa deciſion 208. & ſe reſoult ſuiuant la deciſion de ceſt arreſt, pour ce qui eſt du pays couſtumier, encores qu'il ſemble douter la femme renōçant à la communauté, & perdant par ce moyen ſes deniers dotaux, & au moyen de ce reduite pour la pauureté *ad turpia & illicita lucra*: adiouſtant que ces deniers dotaux ſont la meilleure partie du partage de la femme, & qui pourra ſe tenir à ſon dot. Tellement que lon vouloit dire que tels deniers pouuoyent en choſe ſi fauorable repreſenter le partage, qui eſt vn immeuble: en tout cas tels deniers eſtoyēt la vraye legitime de la femme, des biens qu'elle pouuoit eſperer de pere & de mere.

SI LE DOT ET DOVAIRE ONT *meſme priuilege, & ſi la mere ne renonçant au droict Velleian demeure obligee aux conuentions de mariage.*

XL.

AV procés d'entre Deniſot Saunier, & Satrian, ſe ſont meuës deux queſtions; L'vne, ſi la mere ratifiant le contract de mariage de ſon fils ſans renoncer au droict Velleian, quoy que ce ſoit ſans qu'il luy fuſt donné à entendre particulierement, l'obligation eſtoit valable, au moins pour vne moictié; L'autre, ſi ſ'eſtant obligee au douaire, ſi telle obligation ſubſiſtoit pour le tout, n'ayant renõcé au droict Velleian, & que lon iugeaſt le douaire auoir moins de faueur que le dot. Pour la premiere queſtion lon diſoit que combien que de droict Romain *pater filiam dotare tenetur*, & que *paternum non maternum eſſet officium*, par la loy *ſi pater dotem. §. neque enim. de dotis promiſſ. C.* que cela eſtoit bon pour ne pouuoir contraindre les meres *officio iudicis*, comme lon pouuoit faire les peres, *l. qui liberos. de ritu nuptiarum. ff.* encores que *ex magna cauſa matres ad dotem teneantur*, en la loy *neque mater. de iure dot. C.* Mais que *aliud erat ſtatuendum quando pura voluntate matres pro dote ſe obligauerant*, y eſtans obligees *naturali æquitate vel pietate*, que la raiſon de la loy eſtoit pertinente, *ſcilicet* que le mary prenant tout le profict du dot de la femme, faiſant tous les fruicts ſiens, eſtant par ce moyen obligé *ad ſuſtinenda onera matrimonij*, que la femme ne prenoit rien au profict, qu'il n'y auoit aucune communauté: qu'il eſt trop dur d'obliger la mere à porter les charges du mariage, auquel elle ne prenoit aucun profict. Qu'en pays couſtumier c'eſtoit toute autre conſideration, le mary & la femme eſtans communs en biens, participans egalement au profict de la communauté, aux meubles & acqueſts, qu'il eſtoit raiſonnable qu'ils contribuaſſent egalement aux charges de la commu-

Digitized by Google

nauté du mariage, charges qui eſtoit *educatio liberorum*, & les colloquer en mariage, qui eſt la plus belle acquiſition que les pere & mere peuuent faire, leur image eſtant repreſentee en la perſonne de leurs enfans, qu'à toute la rigueur, la mere y deuoit contribuer *pro media*, & qu'en ceſte moitié *proprium non alienum gerebat negotium*, ce n'eſtoit interceſſion, que comme les meres ont part au contentement de leurs enfans, qu'elles doyuent y apporter auſſi du leur. L'Africain en la loy *vir vxori: §. mulier & Titius. ad Velleian. ff.* veut que *ſi mulier in rem communem mutuam accepit pecuniam, pro parte ſocij non omnino videri interceſſiſſe*, & en ce cas *Velleiani beneficio non iuuandam*: elle y a intereſt de ſon chef, *propriam ſuſcepit obligationen*; il y a meſme raiſon au faict particulier, *mater pro communi negocio interuenit, rem communem geſſit*. Et de faict qu'il ne ſe trouueroit cas en droict où la mere s'obligeant pour les conuentions d'vn contract de mariage, fuſt ſecourue du Velleian. Auſſi qu'en pays couſtumier en la plus part des contracts de mariage, les meres ne renonçoyent au Velleian.

Pour la ſeconde queſtion concernant le douaire, lon ne pouuoit plus proprement adapter le douaire que *ad donationem propter nuptias*, que Iuſtinian auoit egalé *& dotem & donationem propter nuptias*, que la Cour par pluſieurs arreſts auoit eſtendu le priuilege de la loy *ſi conſtante. ſoluto matrimon. ff. de dote, ad doarium*, que la raiſon eſtoit egale, que les couſtumes auoyent donné aux vefues le douaire pour la meſme conſideration, que la loy auoit conſerué aux femmes le dot pour viure honneſtement en chaſteté, pour maintenir leur eſtat, voire que beaucoup de couſtumes, pour l'impudicité de la femme la priuoyent du douaire. Tellement que comme *fauore dotis ceſſabat Velleianum: l. ſi dotare*, la loy derniere, *ad Velleian. C. idem in doario erat ſtatuendum*, la meſme honneſteté & vtilité publique militoyent en l'vn & en l'autre.

Par arreſt, la mere a eſté condamnee à payer les conuentions matrimoniales, tant des deniers promis à ſon fils par ſon contract de mariage, qui eſtoit vne moitié, que le douaire.

De l'vnzieſme Ianuier mil cinq cens quatre vingts dixſept, monſieur Louet Rapporteur, cinquieſme des Enqueſtes, la mere condamnee en la moitié qui eſtoit ſa part, le mary de-

uoit l'autre moitié ; & quant au douaire elle s'y eſtoit ſolidairement obligee.

Pour monſtrer que la renonciation au Velleian n'eſt neceſſaire de la part de la merç quand elle s'oblige pour le dot de ſa fille ou ſon fils, voy du Moulin en ſes Annotations ſur le 87. art. de la couſtume de Troyes, *num.* 4. & ſe fonde ſur la loy derniere, *ad Velleian. C.*

Iugé en la grand Chambre, au rapport de monſieur Deſlandes, que les deniers dotaux eſtoyent preferables au douaire, & ſe deuoyent premierement payer que le douaire, tellement que les creanciers qui n'eſtoyent obligez, les vns aux deniers dotaux, les autres au douaire, eſtoyent mis en hypotheque, ſçauoir ceux des deniers dotaux les premiers, & les autres apres ; & que ce que la femme receuoit ſe deuoit premierement imputer ſur les deniers dotaux, qui deuoyẽt eſtre acquitez auparauant qu'elle receuſt ſon douaire. La raiſon de douter eſtoit, que le dot & douaire eſtoyent par meſme contract, meſme inſtant, meſme hypotheque, pour meſme ſubject, ſçauoir le mariage, partant que le tout deuoit venir en concurrence au ſol la liure : mais *& ordine naturæ & ſcripturæ*, le dot precede le douaire, le dot eſt auec le mariage, *nullum ſine dote fit matrimonium, ſecundum facultates fiat dos*, ſe peut demander *viuente marito & vergente ad inopiam*, le douaire n'eſt que *poſt matrimonium, in conſequentiam matrimonij*, n'eſt deu que *ſoluto matrimonio morte mariti*, voyla pourquoy il va apres le dot ioinct que le douaire eſt deu, *potius ex cauſa lucratiua quàm oneroſa*, c'eſt *donatio propter nuptias*, qui ne ſe paye qu'apres les vrayes debtes, comme les deniers dotaux. *Quid ſi* par le contract de mariage *ordine turbato*, il eſt parlé premier du douaire que des deniers dotaux, *& cùm eodem contractu id ſtipulatum fuerit & eodem momento*, le dot & douaire doyuent venir au ſol la liure, & ne peut lon donner autre effect à ce que lon a parlé premierement du douaire ; ce qui ne doit eſtre inutile.

SI EN DEGVERPISSEMENT LON eſt tenu rebaſtir vne maiſon bruſlee par les gens de guerre.

XLI.

AV procés d'entre monſieur de Lauau Conſeiller en Parlement, & Chenu contre Chartier, lon a demandé, ſi en deguerpiſſant & delaiſſant vne meſtairie acquiſe par decret, à la charge d'vne rente de trois muids de bled, lon eſtoit tenu remettre & rebaſtir vne maiſon qui auoit eſté bruſlee en 94. par l'armee du Roy, ladicte maiſon dependante de ladicte meſtairie. La difficulté eſtoit de la loy 1. *de iure emphit. C. quando tota rei ſubſtantia perit, aut quedam portio rei*, en vn cas *extinguitur ipſa obligatio quæ præter fundum nullum ſubiectum habet: ſecundo caſu remanet, nec poteſt emphytheota diminutionem canonis petere*; ioinct que *res perit domino*: or en ces emphitheoſes perpetuelles & baux à rentes *fit proprietatis & totius rei abdicatio*, & le preneur *eſt verus dominus*, peut vendre, donner & diſpoſer. Au contraire lon diſoit que le deguerpiſſement eſtoit fauorable, tendant à la liberation; qu'il ſeroit dur en ce temps miſerable contraindre les tiers detenteurs payer vne rente excedant le reuenu, ou les aſtraindre à rebaſtir ce que le malheur general du Royaume a demoly, que *res æquè erat peritura penes dominum directum*: que ce qui eſtoit de particulier, c'eſt que la rente a touſiours eſté approchante des fruicts de la terre; tellement qu'en effect celuy auquel la rente eſtoit deue, eſtoit *dominus fundi*, au moins *fructuum* par le moyen de la rente: & comme en ce particulier le preneur pouuoit demander rabais, *ſicut in locatione*; auſſi n'eſtoit-il tenu *præſtare caſum fortuitum*, qui eſt la commune opinion des Docteurs recitee par Alexand. en ſon conſeil 112. liu. 1. que ceſte meſme queſtion auoit eſté iugee *in diuiduo* par arreſt du 1. Iuillet 1596. entre Gabriel le Galoys, & Touſſaincts Triguier, pour vne maiſon ſiſe és fauxbourgs de Chaſteaudun bruſlee par les gens de guerre lors du ſiege.

Par

Par arreſt ledict ſieur de la Vau receu à deguerpir, en remettant les heritages en bon eſtat, ſans qu'il fuſt tenu rebaſtir la maiſon bruſlee par l'armee du Roy en l'annee 1594.

Du 9. Aouſt 1597. monſieur Louet Rapporteur en la 5. des Enqueſtes.

Conſule dominum Boerium deciſ. 309. num. 6. in fine, exulatis bonis exulatæ ſunt obligationes, nec veriſimile debitorem ab initio ſic intellexiſſe, & ſe obligaſſe.

Du depuis iugé que l'heritier du preneur pouuoit deguerpir vne place de moulin & quelques iſleaux ſituez ſur la riuiere d'Yonne, ſans eſtre tenu rebaſtir vn moulin qui auoit eſté démoly par le gouuerneur pendant les troubles, au rapport de Mr Creſpin en la 5. des Enqueſtes, au commencement de Ianuier 1601. & ce que l'heritier peut deguerpir nonobſtant l'obligation perſonelle, outre que cela a eſté iugé par pluſieurs arreſts, la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris le monſtre aſſez, pourueu qu'il n'y ait clauſe de fournir & faire valoir, ou faire quelques amendemens qui n'ont eſté faicts, d'autant qu'en telles priſes à rente *cauſa & ſubiectum obligationis* c'eſt *fundus, quo extincto extinguitur obligatio, & perſonalis obligatio quæ deſcendit ex tali contractu perſonam non tam habet obligatam quàm fundum, & perſonalis eſt acceſſoria reali obligationi.*

Eſt à noter, qu'és baillees à rente, bien qu'elles ſoyent perpetuelles, ſi eſt-ce que le bailleur *quaſi dominus remanet*, pour auoir des priuileges ſpeciaux & particuliers ſur la choſe baillee à rente, que n'ont les autres creanciers, *eſt ſpecialiſſima hypotheca* qui eſt *ad inſtar dominy*, & les meſmes droicts & priuileges baillez *locatori ſuper fructibus rei conductæ* appartiennent au bailleur à rente ſur les fruicts de la choſe arrentee.

L'an 1543. Gouget prend des heritages à rente fonciere, en ſoixante & quinze les enfans font partage, & au lot de deux eſcheent leſdicts heritages à la charge de la rente. En 86 l'vn des enfans vend ſa part des heritages à la charge de la moitié de la rente. En 88. l'autre fils vend l'autre moitié, & le creancier de la rente la reçoit des acquereurs iuſques en 90. que les heritages ſont totalement ruinez par la violence de la guerre. En 97. le creancier s'addreſſe à l'vn des enfans, demande

Digitized by Google

la rente, que l'enfant eſt l'vn des heritiers du preneur, bien tenant, obligé perſonnellement. Que la ruine aduenue ſur les heritages ſubiects à la rente, n'eſtoyent que l'hypotheque ſpeciale, la generale demeurant, & particulierement l'obligation perſonnelle, qui eſtoit la vraye caution & ſeureté de la rente.

L'heritier ſouſtenoit au contraire, qu'il auoit cedé les heritages en 88. ſans aucun profit, lors les heritages eſtoyent en bon eſtat, les arrerages de la rente payez, lon ne ſe pouuoit addreſſer à celuy qui ne poſſede plus l'heritage. Que par le 109. article de la couſtume de Paris, ceſte obligation perſonnelle ne s'entend que tant que lon eſt detenteur, qu'elle n'eſt que *ratione detentionis rei*, & que *euaneſcit* renonceant à l'heritage, que le creancier auoit recogneu le tiers detenteur receuant de luy quatre annees de la rente, qu'autrement lon demeureroit touſiours obligé, bien que lon renonceaſt à l'heritage qui eſt la vraye & ſeule cauſe de la rente, que ceſte couſtume de Paris deuoit auoir lieu en toutes autres qui ne diſpoſoyent au contraire.

Iugé par arreſt en la 5. des Enqueſtes, monſieur Louet Rapporteur, que le creancier n'auoit aucune action contre l'heritier, qui n'eſtoit plus detenteur de l'heritage, qu'il n'y auoit plus d'obligation perſonnelle qui eſtoit eſteinte ſuiuant la raiſon contenue audit 109. article de ladicte couſtume de Paris, qui auoit lieu en la couſtume de Sens qui ne diſpoſoit au contraire. Le 9. Feurier 1602. Gouget, Iouſſelin, le Riche parties plaidantes.

DESPENS S'ILS VIENNENT DV iour du contract en ordre de creanciers.

XLII.

LE ſixieſme Iuin 1598. a eſté departy vn procés en la grand Chambre, entre monſieur de Fleury Rapporteur, & monſieur Molé Compartiteur, par lequel vn creancier a eſté mis en ſon ordre du iour de ſon contract de conſtitution de rente, tant pour ſon ſort

Digitized by Google

principal, intereſts, que deſpens. La difficulté eſtoit que les deſpens qui ſont perſonnels n'emportoyent hypotheque que du iour de l'executoire, au moins du iour du iugement portant la condemnation des deſpens, ne dependant tant du contract que de l'inſtance, venant pluſtoſt pour la mauuaiſe foy du debteur qu'autrement. Mais lon a conſideré que le contract eſtant le fondement de l'action, la cauſe & origine & fondement des deſpens, comme acceſſoires ils prennent leur hypotheque de ce iour, en quoy il y a moins de difficulté. Quant au contract, il y a clauſe, à peine de tous deſpens, dommages & intereſts, leſquels dommages & intereſts emportent les frais & deſpens du iour du contract, ***non idem*** pour les intereſts des obligations, d'autant qu'ils ſont deubs pluſtoſt *ex mora quàm ex obligatione*, & neantmoins viennent du iour de l'obligation, qui eſt la vraye cauſe de l'intereſt, les noms des parties, Sauueré, Colin.

Il s'eſt preſenté autre difficulté ſur vn appel du Seneſchal d'Anjou à Angers, au rapport de monſieur Fouquet en la 5. des Enqueſtes le 21. Iuillet 1600. à l'extraordinaire, de quel iour viennent les intereſts d'vne obligation portant à peine de tous deſpens, dommages & intereſts, ou de l'obligation, ou du iour de la demande; & s'eſtant trouué contrarieté d'arreſts, la queſtion demandee aux Chambres, s'eſtant trouué qu'il ſe iugeoit diuerſement: par arreſt iugé que le creancier pour tels intereſts d'vne obligation, venoit non du iour qu'ils eſtoyent demandez, mais du iour de l'obligation, en vertu de ladicte clauſe à peine de tous deſpens, dommages & intereſts: la raiſon eſt, qu'encores que tels intereſts, par l'ordonnance *potius ex petitione, quàm ex obligatione debeantur*; ſi eſt-ce qu'ils ne ſont qu'acceſſoires, *& ſine obligatione nec peti poſſent nec deberentur*: par conſequent pendent *ex obligatione*, & en vertu de ladicte clauſe, Peletier intimee.

Digitized by Google

DV FAICT D'ADVLTERE RECEV pour annuller vne donation.

XLIII.

IVgé au procés d'entre de Vaugirauld, & Foreſtier, en la couſtume de Poictou, que le faict d'adultere mis en auant par le frere, pour annuller vne donation faicte par teſtament de tous les meubles, acqueſts & cõqueſts immeubles à vne ſeruante, de laquelle le teſtateur auoit abuſé, & qui auoit occaſionné vn diuorce auec ſa femme, eſtoit receuable, pour eſtre verifié par teſmoings: bien que la ſeruante ſe fuſt mariee depuis le deceds du teſtateur, & que la preuue de ce faict ne ſe peuſt faire ſans bleſſer la memoire du defunct par celuy qui la deuoit conſeruer, ayant la Cour preiugé que ce qui alloit à l'honneſteté publique ſurpaſſoit l'intereſt des particuliers, & qu'il eſtoit à propos pour reprimer ce vice par trop frequent en ce Royaume, oſter toutes les occaſions par leſquelles il pouuoit eſtre continué: la queſtion demandee aux Chambres, le 5. d'Auril 1599. monſieur Louet Rapporteur en la 5. des Enqueſtes.

La difficulté eſtoit double; l'vne pour le mariage de ladicte Foreſtier, que lon vouloit indirectement troubler, lequel *quieſcens erat*, bleſſer l'honneur des enfans qui en eſtoyent prouenus; l'autre que n'y ayant ſentence ne iugement, n'autre acte par lequel ladicte Foreſtier fuſt diffamee, que *turpis perſona non erat*, ce qui eſtoit neceſſaire, ſuyuant la loy *Claudius Seleucus. de his quibus vt indig. ff.* que admettant ceſte ouuerture la facilité des teſmoings pouuoit renuerſer infinies diſpoſitions ſoit d'entre vifs, ou teſtamentaires. *Tertiò*, qu'il eſtoit mal ſeant à vn heritier, remuer les cendres, l'honneur, & la reputation du defunct, pour empeſcher l'effect d'vne donation, meſmement la femme du teſtateur ne s'eſtant oncques plainte *viuente marito* de ce pretendu crime d'adultere. En dernier lieu, que le defunct n'auoit diſpoſé que de ce qu'il luy eſtoit permis par la couſtume, & de ce *in quo omnis ceſſabat querela inofficioſi, vt in milite, aut filio-familias de caſtrenſi peculio diſ.*

Digitized by Google

ponentibus, tunc enim ceſſat querela, etiam turpi perſona inſtituta, ſuyuant l'opinion de Iean Fabre, *in §. ſoror autem. in fine. de inofficioſo teſtam. ff.* Mais conſiderant que ceſte donation a pris ſon fondement, ſa cauſe & origine ſur vne turpitude qui merite pluſtoſt peine que recompenſe, turpitude qui eſtoit *tam ex parte donantis* que *ex parte petentis*, auquel cas *etiam denegatur omnis actio, l. ſi ob turpem cauſam. de cond. ob turp. cauſ.* turpitude qui alloit au public, & les effects de laquelle il eſtoit neceſſaire de reprouuer pour en oſter la cauſe, effects qui d'ailleurs ne ſe pouuoyent tolerer ſans approuuer l'adultere reprouué par les loix *C. toto titul. de adulterijs*, reprouué par la loy de Dieu & conſtitutions de l'Egliſe: adultere qui eſt contre l'honneſteté publique, l'honneur du mariage, contre le bien public, le bien de l'eſtat du Royaume, ayant toutes les Republiques decliné & pris leur fin par ce vice; que ce que les heritiers du teſtateur vouloyent verifier c'eſtoit en ſe defendãt, *excipiendo non agendo*, exception qui leur eſtoit neceſſaire pour conſeruer ce qui leur appartient *ab inteſtat*, & ce que le teſtateur *malis artibus, malo animo, adulterinis delinimentis* leur auoit voulu oſter; & que ce n'eſtoit troubler le mariage de ladite Foreſtier que verifier ce faict d'adultere *per modum exceptionis*, qu'il n'y alloit rien de commis pendant ſon mariage qui le peuſt troubler, qu'il ſeroit dur que tel mariage contracté apres le deceds du teſtateur peuſt *mutare cauſam agendi*, priuer les heritiers de leurs iuſtes defenſes, & qui leur eſtoyent legitimemẽt acquiſes auant tel mariage, en tout cas qu'il y auoit moins d'inconuenient *talia turbare matrimonia*, & de permettre qu'en ce particulier, l'heritier peuſt remuer l'honneur du defunct qui a donné cauſe au mal, que de permettre & tolerer telles donations, qui eſtoient de trop perilleuſe conſequence.

Toute la particularité qui eſtoit au procés, c'eſt que par le teſtament il y auoit quelque lumiere de ceſte affection deſbordée, voulant le teſtateur que ladicte Foreſtier l'aſſiſtaſt à ſon conuoy, ſe remettant à elle d'eſlire ſa ſepulture au lieu où elle voudroit, & ſans faire mention par ſon teſtament, ny de ſa femme ny de ſes heritiers. En ce procés s'eſt meu autre queſtion, *ſcilicet* que n'y ayant aucune preuue par eſcript que ladite Foreſtier fuſt notee ſoit de ce crime d'adultere, ou d'autre,

Digitized by Google

qu'il n'y auoit contre elle aucune ſentẽce de condemnation, qu'elle eſtoit capable, *turpis non erat perſona, in quam nulla condemnationis ſententia*, qu'en France *nullus ipſo iure condemnatus fuit; quæ condemnabat, & infamiam irrogabat ſola iudicis ſententia, quæ cùm cauſæ cognitione dari conſueuerat.* En France *nullum erat ipſo iure notorium, ſed per ſententiam tantùm, aut tranſactionem*, qui equipolle en ce cas à la ſentence. *l.5.de his qui notant.infam.ff.* que *ſola ſententia facit rem publicam & notoriam. cap. veſtra. cap. finali.de cohabitat.cler.& mulier. cap. cùm olim.de verbor.ſignif.* & eſt la commune opinion des Docteurs, en la loy *in donationib. C. de donationib.* autrement chacun ſe pourroit imaginer telle qualité de la perſonne qu'il voudroit infame, excommunié, contre la diſcipline Eccleſiaſtique & honneſteté publique. Iugé neantmoins, que *turpis perſona dici poterat, in quam nulla condemnationis ſententia*, pourueu que la preuue fuſt du faict, que la notorieté ſe pouuoit alleguer, encores qu'il n'y euſt iugement de condemnation. Iean Fabre auoit eſté de cet aduis au §. *ſocer autem.num.8.de inoffic.teſtam.apud Iuſtinian.* allegant pour ſon opinion la loy 2. *de dignitat. lib.* 11. *C.* faiſant diſtinction *de notato per ſententiam*, auec ceux *quos infamia ab honeſtorum cœtu ſegregat*: & en la pluſpart du tiltre *de his qui notant. infamia*, eſt parlé de ceux contre leſquels n'y a ſentence de condemnation. Faict à ce propos le §. *publicè autem intelligendi. de concubina. in Pragmat. & ibi gloſ. in verbo, publicè*, & plus particulierement *in verbo, euidentiam*, & qui ſe peut adapter à la preuue du faict particulier *eſt notorium facti permanentis, quod ita publicè fit quod in aliquo tergiuerſari non poteſt, & habet facti cõtinuationem, putà ſi quis tenet publicè & continuè concubinam in domo, menſa, & lecto.*

Monſieur Louet Rapporteur, en la cinquieſme des Enqueſtes, le 5. Auril 1599. La queſtion demandee aux chambres, *multis contradicentibus*, pour la couſtume de Poictou, qui n'eſt prohibitiue de donner à concubine, au contraire qui permet donner à quelque perſonne que ce ſoit, *ſed in generali illo ſtatuti ſermone turpis perſona non intelligitur*, meſmes vn adultere tel que celuy duquel il s'agiſſoit. Il y auoit grande difference receuoir ce faict d'adultere *ad effectus ciuiles tantùm*, pour annuller la donation, ou le receuoir pour en faire vne punition; & l'vn eſt plus aiſé & fauorable que l'autre.

Digitized by Google

DV DOVAIRE.

XLIV.

EN douaire n'y a entre les enfans aucun preciput ne aduantage, mais ſe partiſt egalement. Du Moulin en cite l'arreſt donné pour la maiſon de Mont-morency en ſes Annotations ſur le 127. art. de la couſtume de Paris, & autres ſur le 131. art. de la couſtume d'Eſtampes; & la raiſon eſt *quia capiunt doarium iure contractus, & non iure ſucceßionis*. Du Moulin ſur le 112. article de la couſtume de Valois *num*. 1.

Ce que lon dict que le douaire eſt propre aux enfans, cela s'entend *ſi patri ſuperuixerint*; mais ſi le pere ſuruit les enfans, le douaire demeure au pere purement & ſimplement: voire que les enfans *viuente patre* ne le peuuent engager, *cùm ſit res ſubiecta reſtitutioni certo caſu, ſi ſine liberis decedant*. Du Moulin tient ceſte opinion en ſes Annotations, ſur le 178. artic. de la couſtume de Senlis, & 53. art. de la couſtume de Chartres, tellement que *pater remanet dominus*. Il ne faut donc prendre ceſte maxime, douaire propre aux enfans, pour auoir lieu en tous les cas qui ſe pourroyent preſenter és autres biens propres des enfans, car tel douaire eſt propre *à lege*, non purement & ſimplement, *ſed limitatione, ſi liberi ſuperuixerint patri*, c'eſt vn propre ſubiect à reſtitution ou à reuerſion. *Idem Molinæus* ſur le 8. article du huictieſme chapitre de la couſtume de Niuernois.

Le douaire eſt ſubiect à rapport, & recite du Moulin l'arreſt ſolennellement donné à la prononciation de Noel, 1535. en ſes Annotations ſur le 178. article de la couſtume de Senlis. *Sed quid*, s'il y a quatre enfans, l'vn deſquels renonce, les autres ſe portent heritiers: ſçauoir, ſi celuy qui renonce aura tout le douaire excluant ſes autres freres qui ſont heritiers, ne pouuant eſtre heritiers & douairiers. Du Moulin ſur le 186. article de la couſtume de Senlis, rend la raiſon pour laquelle il ne peut pretendre que ſa part, *quia cæteri fra-*

tres non perdunt partes ſuas vt hæredes, ſed viâ exceptionis coguntur eas partes conferre cohæredibus, & ſic non deficiunt partes nec accreſcũt renuncianti hæreditati paternæ, il ſembloit neantmoins qu'il deuoit ſeul auoir tout le douaire, les autres en eſtans exclus par la qualité d'heritiers incompatible auec le douaire.

Quand par la couſtume de Touraine femme noble ne peut auoir que le tiers des propres en douaire, quelque conuention qu'il y ait au contraire: ſi le mary baille partie d'vne terre en douaire excedant le tiers des propres ſituez en Touraine,& n'approchãt du tiers des propres ſituez en autres couſtumes, ſi telle conuention aura lieu. Lon diſoit que le douaire eſtoit reel, partant reglé par la couſtume: au contraire, que l'heritier n'auoit intereſt, d'autãt que chaſque couſtume baille le douaire, & le faudroit couſtumier en toutes les couſtumes où les propres ſont aſſis & ſuyuant icelles, ou ſe tenir au conuentionel. *Idem* contre le creancier, & a eſté ainſi iugé par arreſt du dernier Septembre 1589. prononcé le 7. Decembre 1594 entre le Clerc & Dame Nicole le Roy, en la 5. des Enqueſtes, Monſieur Bouyn Rapporteur.

DONATION DE SES ACQVESTS, pourueu que lon ait des propres.

XLV.

EN beaucoup de couſtumes il eſt permis de diſpoſer & donner ſes meubles & acqueſts, pourueu que lon ait des propres, ſans que par telles couſtumes il ſoit parlé de la qualité. Lon a demandé ſi ce mot de *propres* s'entendoit de quelque peu de choſe, pourueu que ce fuſt propre, poſé que tel a dix mil liures de rente en acqueſts, & n'a qu'vn arpent de vigne de propres, n'y ayant aucune proportion. Du Moulin en ſes Annotations ſur le 49. article de la couſtume d'Angoulmois, eſtime que ce mot de *propre* ne ſe doit entendre *de vili ceſpite terræ*, mais que ces mots eſtans adiouſtez au profit des heritiers, auſquels la loy municipale a voulu conſeruer quelque bonne partie du bien

de

Digitized by Google

de celuy qui diſpoſe ; il les faut entendre *cum effectu*,& allegue Maiſtre Matthieu Chartier auoir eſté de ſon aduis, *& ex veriſimili mente ſtatuti* on a deſiré conſeruer à l'heritier apparent autre choſe des propres, que ſi peu de choſe qu'vn ſep de vigne,ou autre choſe vile de meſme valeur.

I'ay veu arriuer la meſme difficulté pour la validité des donations des meubles & acqueſts contenues au teſtament de l'Abbé de Cheminon Chanoine de la ſaincte Chappelle, qui ſe montoiēt à plus de 70. mil eſcus,& tous ſes propres ne conſiſtoient qu'en deux iournaux de terre de fort petite valeur;& bien qu'il y euſt arreſt au rapport de Monſieur Briſard en la grand' chambre, par lequel le teſtament eſtoit entretenu par prouiſion,ſi eſt-ce que Monſieur de Lozon legataire fut conſeillé d'en accorder. En l'annee 1605. au mois de Iuillet, lon eſt venu demander aux chambres, de la premiere, Monſieur Sauarre Rapporteur la meſme queſtion pour le defunct Abbé de S.Prix,lequel ayant diſpoſé de ſes meubles & acqueſts,qui ſe montoient à plus de 60.mil eſcus, ſes heritiers n'auoiēt que ſes propres, qui ne ſe montoient à 400.liures en valeur : mais d'autant que telles diſpoſitions eſtoient pour la plus part faictes de ſon viuant,& à aucuns de ſes parents,bien qu'ils ne fuſſent ſes plus proches heritiers, les autres à choſes pies, aux Egliſes, à fondation de college, lon n'y a voulu toucher, c'eſtoit en la couſtume du Maine, qui ne requeroit que patrimoine pour pouuoir diſpoſer de ſes autres biens, *idque in qualitate,non in quantitate*,particularité grande,par ſus laquelle il eſt difficile de paſſer,ſans informer en turbes *ſuper modo vtendi.*

DE LA DONATION GENERALE de tous biens, preſens & aduenir, faicte en faueur de mariage en pays couſtumier.

XLVI.

LON a demandé en la couſtume du Perche-Gouet,ſi vne donation faicte par la femme au mary par contract de mariage, de tous les biens preſens & aduenir

auec retention d'vſufruict, en cas de ſuruie eſtoit valable, la couſtume ne diſpoſant quelle portion de ſon bien lon peut donner.

Les heritiers de la femme ſouſtenoient telle donation nulle, contre bonnes mœurs, empeſchant la liberté de pouuoir diſpoſer, mettant la femme en interdiction, en curatelle & ſuruiuant ſon mary ſans enfans, delaiſſer tout ſon bien aux heritiers du mary, ſans qu'elle ſe peuſt remarier. Que telles donations *præſentium & futurorum bonorum*, auoyent eſté reprouuees, comme prouenãtes pluſtoſt d'vne furie que d'vne liberalité, & reprouuees par le Bart. en la loy, *ſtipulatio hoc modo. de verborum obligat.* par le Balde en la loy derniere. *C. de pact.* Que c'eſtoit choſe inaudite en droict, que donner *futura bona*, eſtant choſe incertaine & incogneue à celuy qui donne; c'eſt donner ſans ſçauoir que c'eſt, donner ſans raiſon, ſans iugement: que la faueur du contract de mariage ne pouuoit auctoriſer ce qui eſtoit par ailleurs reprouué, *non erat vinculum iniquitatis*, meſmes que la donation n'auoit rien de connexe auec le mariage.

Au contraire, que la loy ny la couſtume ne prohibant telles donations, qu'elles eſtoyent valables. Lon a demandé en la loy, *Nulla. de iure dot. C.* s'il eſtoit permis à la féme, *omnia bona ſua dare in dotem, & licere cùm nulla lege prohibitum ſit.* Que tant s'en faut, que telles donations *bonorum præſentium* ſoyent deffendues par la loy; qu'au contraire elles ſont permiſes, meſmes quand il y a retention d'vſufruict, voire de quelque choſe moindre, comme de cinq ſols pour pouuoir diſpoſer: mais que ceſte reſeruation eſtoit conſiderable en pays de droict eſcript, auquel toutes conuentions portans directement, ou indirectement prohibition de pouuoir teſter ſont illicites, mais non en pays couſtumier, où telle curioſité de teſter n'eſt requiſe. Mais cõme par la loy des douze Tables lon pouuoit diſpoſer de tous ſes biens, ce qui a eſté du depuis corrigé, au profit de ceux auſquels la legitime eſtoit deue: auſſi par nos couſtumes eſt-il permis de diſpoſer de tous ſes biens, excepté par les couſtumes qui ont particulierement reduict telles liberalitez, ou au tiers, ou au quart, ou au quint en faueur des heritiers, laquelle prohibition ceſſoit en la couſtume du

Perche-Gouet : que nos docteurs François auoyent auctoriſé telles donations. Mõſieur Guymier en la gloſe de la Pragmat. *tit. de ſublat. Clement. liter. in verbo, cuicunque* : & ſe peut remarquer en droict, que *donationes omnium bonorũ confirmantur*, pourueu qu'elles ne ſoyent faictes en fraude des creanciers, *in l. omnes. §. Lucius. de his quæ in fraudem credit. ff. l. ſi totius. de inoffic. donat.* Et pour le regard de celles qui ſont *futurorum bonorum*, qu'elles eſtoyent licites & approuuees par la loy *ſpem. de donat. C.* & la loy *Pactum. in fine. ff. de Pactis* : qu'il y auoit bonne reſponſe aux inconuenients que lon mettoit en auant, leſquels ſe repreſentant, le donataire ou ſon heritier ſeroit repris d'ingratitude s'il n'y pouruoyoit. La queſtion pour la conſequence demandee aux chambres, par arreſt la donation confirmee, *multis contradicentibus*, l'arreſt donné en la troiſieſme des Enqueſtes au rapport de monſieur Feydeau à l'extraordinaire, le Samedy treizieſme Feurier 1600. les noms des parties, le Mercier, le Roy.

DE L'INSINVATION FAICTE AV temps que lon ne ſe pouuoit plus donner.

XLVII.

S'Eſt preſentee vne autre difficulté, vne donation faicte par contract de mariage, le mary ne faict inſinuer dans les quatre mois, mais vn an apres du viuant des deux conioincts : lon debatoit ceſte inſinuation de nullité, d'autant que lors d'icelle, les conioincts *de nouo dare non poterant propter prohibitionem ſtatuti*, qui defendoit toutes donations entre mary & femme : que *imputandum marito*, ſi par ſa negligence l'inſinuation *deuenerat in id tempus à quo incipere non poterat* : au contraire que ceſte inſinuation n'eſtoit qu'vne execution de la donation du contract de mariage : que telles donations eſtoyent fauorables ; par arreſt l'inſinuation declaree bonne & valable.

Digitized by Google

SI LE MARY PEVT DONNER DES *biens de la communauté au preiudice de la femme.*

XLVIII.

ON a demandé ſi le mary pouuoit donner des biens de la communauté au preiudice de la femme: la raiſon de douter eſtoit que *maritus dominus ſocietatis poterat vendere, perdere, alienare, ſed non donare*, eſtant ce dernier acte *contra legem ſocietatis*, autrement vn mary priueroit du tout la femme du profit de la communauté. Iugé au contraire, que le mary pouuoit donner *inter viuos* au preiudice de la femme, *ſed non cauſa mortis*, qui n'a lieu que *diſſoluta ſocietate morte mariti*. L'arreſt prononcé en robes rouges par monſieur le Preſident Hēnequin, ſur vne donation faicte par vn Huiſſier de la Cour.

DISCVSSION.

XLIX.

IVgé en la troiſieſme chambre des Enqueſtes, au rapport de monſieur Larcher le vingt-vnieſme Ianuier mil ſix cens ſix, que le creancier ne deuoit faire diſcuter les biens immeubles eſtans hors le Royaume; les noms des parties, Didier Abigut, & Gilles Iacotin.

DE LA DONATION FAICTE EN *faueur de mariage au fils de la perſonne prohibee.*

L.

ON a diſputé aſſez amplement *ſupra pagina* 163. des donations faictes par teſtament, ou entre vifs, par les belles meres aux enfans de leurs maris du premier lict, & allegué l'arreſt donné en la deuxieſme des Enqueſtes, ſur l'interpretation de la couſtume de Paris, qui ſembloit auoir mis fin à telles queſtions, ne ſe pouuant trouuer couſtume plus preciſe que celle de la Preuoſté & Vicomté

de Paris, contre telles donations. Neantmoins d'autant que ceux qui ont faict vn recueil des arreſts & mis en lumiere, depuis que ledict arreſt a eſté prononcé pour faire loy, meſmes maiſtre Anne Robert, en ſon Traicté *lib. 2. Rerum Iudicatarum cap. 13.* ont mis en auãt pluſieurs arreſts qui declarent telles donations nulles, comme faictes en fraude de la prohibition de la couſtume, & que la preuue de la fraude n'eſtoit fondeę que ſur la conjonction des perſonnes pere & fils. Lon a diſputé au procés d'entre de la Butte & ſainct Symon de Beaujeu, & Dauantigny, au rapport de monſieur Louet en la 5. des Enqueſtes, ſi la donation faicte par dame Claude de Fontenay à Marie Dauantigny, fille de Loys Dauantigny, mary de ladicte Claude, icelle donation en faueur de mariagé eſtoit valable, & apres auoir veu tous les arreſts qui ſembloyent eſtre contraires, lon a conſideré la particularité de la donation, qui portoit clauſe expreſſe, Qu'au cas que les futurs conioincts ſainct Symon & Dauantigny decederoyent ſans enfans, & leurs enfans ſans enfans, que les choſes dõnees retourneront à ladicte de Fontenay, ou à ſes heritiers; tellement que *nullo caſu* les choſes donnees ne pouuoyent reuenir au pere de la fille, qui eſtoit la perſonne prohibee: partant ſuyuant les anciennes maximes des premiers arreſts, ceſte donation eſtoit valable en la couſtume de Lorris; prohibitiue de tout aduantage entre mary & femme, les arreſts ſont alleguez par du Luc *lib. 8. tit. 6.* arreſt 1. 2. lon allegue à ce propos la loy, *hæc ratio. §. videamus. de donat. inter vir. & vxorem. ff. de donatione facta filio in poteſtate, aut emancipato,* la loy, *qui teſtamento tutelam, de teſtam. tut. ff. quando donatio facta filijs contemplatione patris, aut filiorum qui ex ſe mereri potuerant.* la loy *dedit dotem, de collat. bonorum.* la loy *auus de iure dot. ff.* ce qui a lieu ceſſant toute fraude, comme eſt remarqué par du Luc au lieu cy deſſus, arreſt 3. laquelle fraude & accõmodation de nom ſe prouuę & preſume aiſément, y ayant quelques coniectures & adminicules ioincts auec ceſte conionction & proximité des perſonnes pere & fils, mere & fils, & font à ce propos les loix, *nil intereſt. §. ſed nunquid. de bonis libertorum, faciliórque ſuſpicio per filium ſcriptum hæredem quamuis emancipatum, cùm omnia quæ noſtra ſunt liberis noſtris ex voto legis & naturæ queramus.* & la loy *Iulianus, ſi quis omiſſa cauſa teſt. ff.*

Digitized by Google

L'Arreſt en ladicte cauſe de la Butte eſt du 22. Auril 1600. pour lequel ladicte donation a eſté faicte : & ne faut prendre que la Cour ſe ſoit fondee ſur la faueur de la donation faicte en faueur de mariage : au contraire c'eſt vn des argumens de accommodation de nom, en ce que le pere auoit marié ſa fille aux deſpens de ſa femme, s'eſtant liberé de debte qu'il deuoit, *cùm patris ſit officium filiam dotare*.

DE LA DONATION FAICTE HORS *contract de mariage au premier fils, qui viendra du mariage.*

L I.

AV procés d'entre le Baron de Gymel, & le Comte d'Ambijoux, s'eſt meu vne difficulté ſur la validité d'vne donation faicte par Edme de Gymel, en l'an 1502. deux ans apres ſon contract de mariage, au premier fils qui viendroit de ſon mariage, de la terre & ſeigneurie de Pouſolz, pays couſtumier d'Auuergne : en l'an 1504. Edme de Gymel vend ceſte terre de Pouſolz au Comte d'Aubijoux : en l'an 1507. naſquit Pierre de Gymel, lequel vient en âge de majorité, & apres le deceds de ſon pere, à la ſucceſſion duquel il auoit renoncé, ſe tenant à la donation qui luy auoit eſté faicte par le contract de mariage de ſon pere de trois terres, intente ſon action, ſouſtient ſon action bonne & valable faicte *naſcituro*, irreuocable, le pere donateur, s'eſtant conſtitué poſſeſſeur au nom du premier fils qui viendroit du mariage, les Notaires ayans ſtipulé. Que bien que par quelque ſubtilité de droict, telles donations ne fuſſent valables, pour le defaut d'acceptation, pour n'y auoir aucun qui peuſt ſtipuler, ſi eſt-ce que l'equité, la raiſon, & la commune vſance ont eſté au contraire, par la loy *Diui. verſ. pactis quæ matrimonij tempore. C. de naturalib. lib.* la loy *pater pro filia. C. de Pact. conuentis.* les donations, ſtipulations faictes *naſcituro* eſtoyent valables ; & bien que ce ſoit par contract de mariage, & en faueur d'iceluy ſi eſt-ce qu'eſtãt choſe aſſez vulgaire, que tel-

les donations ſont receues en contract de mariage, recours à ce qu'en a eſcrit Guido Papæ, en ſa deciſ. 267. en ſon conſeil 60. du Moulin en ſon conſeil 39. La meſme raiſon milite pour la validité de telles donations faictes hors contract de mariage, la meſme faueur des enfans aſſiſte telles donations en l'vn & en l'autre. Le donataire n'eſt au monde *nec natus, nec conceptus* pour accepter, pour ſtipuler, mais qu'il ſuffiſt que *ſit perſona publica*, ſçauoir le Notaire qui *poſſit ſtipulari*, que *pendet talis donatio* iuſques à la natiuité du fils, *per eius natiuitatem retrotrahitur*, & tout ce qui a eſté faict *medio tempore* au preiudice de telle donation eſt inualide, parce que *ius quæritur* du iour du contract, la donation eſtant irreuocable, comme ſi elle eſtoit faicte entre vifs. C'eſt vn contract valable, qui empeſche que lon ne puiſſe plus diſpoſer au preiudice d'iceluy. Que ſi les Iuriſconſultes ont eſté d'vn contraire aduis en la loy *Titio exheredato. & l.3. de ſuis & legit. hered. ff.* que *tempore delatæ hæreditatis quis ſit aut natus, aut ſaltem conceptus, vt ſuccedere poſſit*, c'eſt *propter legem 12. Tabularum*, qui l'auoit ainſi ordonné: mais que ceſte rigueur n'auoit eſté approuuee *in alio caſu*, par les meſmes Iuriſconſultes, en la loy *Paulus reſpondit. §. Paulus reſpondit. de bonis libert. ff. etiam nepotem poſt mortem aui conceptum bonorum poſſeſsionem contra tabulas petere poſſe.* & ce que Iulianus en ladicte loy *Titio exheredato.* eſtoit d'opinion contraire, c'eſtoit *in legitima hæreditate propter legem 12. Tabularum.* que la commune vſance nous monſtroit que telles ſtipulations & donations eſtoyent valables *ad inſtar* des ſubſtitutions, qui ſe pouuoyent faire par contracts comme par teſtament, recours à l'ordonnance de Moulins, qui parle des ſubſtitutions contractuelles, *etiam* hors des contracts de mariage: qu'és emphytheoſes il eſtoit permis ſtipuler *non ſolùm pro conceptis*, mais *pro non natis, nec conceptis, pro liberis, & liberis liberorum*, en la loy 22. §. *final. de ſeruit. vrba. præd. etiam futuro ædificio quod nondum eſt, ſeruitus imponi poteſt*: s'il falloit ſubtiliſer, lon prendroit ceſte regle pour vn paradoxe, *ſeruitus ſine ſubiecto eſſe non poteſt*, parce que *per ſe non ſubſiſtit*; neantmoins l'equité y reſiſte.

Au contraire, que telle donation ne pouuoit ſubſiſter *non erat, cuius nomine ſtipulari poſſet*: lon ne peut dire que ce ſoit do-

nation entre vifs, *quando non eſt qui acceptare valeat, non eſſe poteſt conuentio, nec minus alias contractus*: que ſi telles donations ont eſté *iure quodam ſpeciali* receues en contract de mariage, c'a eſté pour la faueur d'iceluy, le mary & la femme ont peu ſtipuler pour les enfans qui viendront du mariage, pour l'intereſt particulier qu'ils ont au bien de leurs enfans, ce qui n'a lieu hors le contract de mariage. Seroit inepte dire que telle donation fuſt *inter viuos, vno tantùm viuente, donante nempe*, qu'elle fuſt irreuocable n'eſtāt entre vifs, le droict en demeurant du tout *penes donantem*, iuſques à la natiuité ou conception du fils. Les ſubſtitutions contractuelles; ou fideicommis faicts par contracts ne ſont en rien plus fauorables que par teſtament, ayans pris leur origine des teſtamens, & faicts *ad inſtar* d'iceux. Or *legata & fideicommiſſa, facta his qui teſtamenti aut codicillorum tempore non ſunt in rebus humanis, non valent*, par la loy *quidam referunt. de iure codicillor. ff.* il eſt requis *in legatis & fideicommiſſis legatarij, vel fideicommiſſarij nomen adſcribere*, autrement *nullum eſt legatum & fideicommiſſum. l. Paulus 2. de reb. dubijs.* Il faut que *certa ſit perſona*, ce qui ne ſe peut dire de celuy qui *non eſt natus nec conceptus*: de vouloir fauoriſer telles donations, ſous pretexte que le notaire ſtipule pour le fils qui doit naiſtre, eſt ridicule, d'autant que le Notaire n'y a aucun intereſt: *non idem*, quand le mary & la femme ſtipulent qui ont intereſt particulier au bien de leurs enfans. En tous cas que telle donation eſt *in pendenti ante filij natiuitatem*, rien d'aſſeuré ny de certain, *pendet ex futuro & incerto euentu, ſi filius naſcatur.* Tellement que *ante conditionis euentum*, le donateur a peu vendre & aliener, & vaut telle alienation, *cùm ius donatario plenè quæſitum non ſit*: & en ce particulier, il y va de l'intereſt du public, lon pourroit rendre telles donations ſecretes, au preiudice deſquelles lon vendroit les choſes donnees, & apres la natiuité d'vn fils, lon reuoqueroit & annulleroit-on telles venditions, meſmement auparauant l'ordonnance de l'an 1539. que les inſinuations n'eſtoyent neceſſaires en France.

La queſtion demandee aux chambres, & s'eſtant trouué diuers aduis, a eſté iugé pour la donation: mais d'autant que par lettres obtenues en cauſe d'appel, lon ſouſtenoit le fils auoir faict acte d'heritier du pere, lon a receu le faict par arreſt,

Digitized by Google

reſt du dernier iour de May 1600. monſieur de Meſmes Rapporteur en la 5. des Enqueſtes.

An nondum nato nec concepto donari, aut teſtamento relinqui aliquid poßit, vide Hottoman. in queſtion. queſtio. 6. & Vallam de reb. dubijs. iure quidem ciuili prohibitum, ſed iure pretorio permiſſum fideicommiſſo relinquere. l. penult. de legat. 1. l. Titio. 85. de cond. & demonſt. ff. l. cùm pater. 77. §. penult. de legat. 2. l. in annalibus, 22. C. de legat. l. ſi ita fuerit. de legat. 3. & etiam ſtatuit Iuſtinianus, in §. poſtumo. de legat. du Val *de rebus dubijs*, traicté quatrieſme, traicte la meſme queſtion; & bien qu'autresfois il ait eſtimé que telles donations ne pouuoyent ſubſiſter: neantmoins ſur ce qu'il a veu iuger au Palais, il a changé d'aduis, & vſe de ces mots, *& hanc opinionem vſus probauit, firmauit rerum perpetuò iudicatarum auctoritas: eam ergo ſequi debemus.*

SI LA DONATION FAICTE EN contract de mariage par vn collateral peut eſtre reuoquee ex ſuperuenientia liberorum.

LII.

LON eſt demeuré d'accord que la loy *ſi vnquam. de reuocandis donationibus. C.* auoit lieu *in vera donatione, pura & ſimplici,* mais non *in donatione remuneratoria, donatione ob cauſam oneroſam.* D'autant que ceſte loy eſtant extraordinaire, de ſoy odieuſe, allant *ad diſtractum*, ne peut eſtre entendue que *de vera donatione*: or *donationes ex cauſa oneroſa facta, remuneratoria, compenſatoria, non propriè ſunt donationes, l. Attilius Regulus. de donationib. ff.* c'eſt pluſtoſt *contractus innominatus, do vt des*, pluſtoſt *compenſatio de re ad rem.* & telle eſt la commune opinion des Docteurs ſuiuie & receue au Palais, comme recite Tiraqueau au traicté qu'il a faict ſur la loy *ſi vnquam. in verb. donatione largitur. num. 12.* Ce qui n'a oncques receu aucune difficulté, mais la queſtion a eſté grãde, de iuger la qualité de la donation, qui eſtoit *ob cauſam oneroſam*, s'il faut que *onus ſit non ſolùm ex parte donatarij ſed etiam donantis*, meſmes ès donations faictes *ab extraneis*, &

Digitized by Google

par autres que par les aſcẽdans en contract de mariage: comme par exemple, ſi quelque amy ou parent donne en faueur de mariage, ſçauoir ſi telle donation ſera reuoquee *ex ſuperuenientia liberorum*. Ceux qui ſouſtenoyent la donation, & qu'elle ne ſe peut reuoquer diſoyent, que *omnis donatio in contractu matrimonij facta* eſtoit *ob cauſam oneroſam*, *ad ſuſtinenda onera matrimonij facta*, c'eſt pourquoy *maritus rei donatæ fructus ſuos facit ad ſuſtinenda onera matrimonij*; que telle donation faiſoit tellement part des deniers dotaux, que le mary euſt demandé d'auantage à ceux qui eſtoyent tenus doter ſa femme ſans telle donation, que le mary auoit conſtitué plus grand douaire en conſideration de telle donation, que toutes conuentions appoſees en contract de mariage venoyent *ex contractu & conuentione, non ex mera liberalitate*, autrement le mary pourroit agir en dommages & intereſts contre tels donateurs, & leur diroit qu'ils ſont cauſe du contract de mariage, qui n'euſt autrement eſté faict, demanderoit dommages & intereſts, qui ſeroyent en effect la choſe donnee, *cùm donator rei præſtandæ facultatem haberet*. En dernier lieu, que la loy *ſi vnquam*, de ſoy odieuſe, n'auoit lieu, *quando de liberis futuris cogitatum fuerat*: car la ſeule & vraye raiſon de la loy, c'eſt vne preſomption que *ſi donator cogitaſſet, non ita donaſſet*; or il ne ſe pouuoit dire que *in contractu matrimonij de liberis cogitatum non fuerit, cùm effectus matrimonij ſit liberorum procreatio*. Ceux qui tenoyent l'opinion contraire, diſoyent que pour iuger les donations pures & ſimples ou onereuſes, ou remuneratoires, qu'il falloit conſiderer non tant la perſonne du donataire, que du donateur, ſe pouuant rencontrer que *onus ſit ex parte donatarij, mera verò liberalitas ex parte donantis*, & que quand lon a excepté de la loy *ſi vnquam*, les donations *ob cauſam* remuneratoires, c'eſt *quando ex parte donantis indicantur ob cauſam, quando donans, aliquid vtilitatis percipit ex donatione*, autrement c'eſt *mera liberalitas*, lon ne peut dire premierement donations *ob cauſam, quando ex parte donantis nulla alia cauſa donandi conſideratur quàm mera liberalitas*: & Papinian qui iuge l'eſpece de la loy *Attilius Regulus, donationem ob cauſam*, c'eſt que *cauſa erat ex parte donantis, qui à donatario beneficium acceperat*. De dire que *omnis donatio facta ab extraneo, aut ab alio quàm à patre, vel aſcen-*

Digitized by Google

dente in contractu matrimonij, etiam fauore matrimonij facta ob cauſam cenſenda erat, que c'eſtoit contre toute raiſon: les contracts de mariage, bien qu'ils ſoyent fauorables, ſi eſt-ce qu'ils n'ont oncques eſté inſtituez pour faire valider des conuentions, donations ou autres contracts de ſoy illicites, & ce que lon dict tels contracts fauorables, c'eſt quand lon les conſidere *in ſua eſſentia*, qui eſt à dire *reſpectu contrahentium matrimonium, de re ad matrimonium pertinente, reſpectu perſonarum quæ dotare tenentur, perſonarum quarum conſenſus deſideratur*. Ce qui ſe pouuoit remarquer par la diſtinction de la loy *ſi extraneus dotem. de iure dot. ff. de extraneo dotante ob neceſſitatem patris*, parce qu'il y eſtoit obligé par remuneration, par bien-faict, ou autre conſideration, ou bien *ob liberalitatem; primo caſu, ad donatum ob cauſam omni caſu donator cogendus; alio verò caſu*, en eſt tenu *vt hi qui ex mera liberalitate conueniuntur, vt ex donatione ſimplici*. Auſſi en droict a lon faict difference *inter dotem datam à parente, aut ab extraneo, in l. final. §. ſi à ſocero. de his quæ in fraud. credit. ff. & Alexand. conſil. 71. lib. 4.* ſuiuy par la commune opinion des Docteurs, a tenu que *dos ab extraneo data*, c'eſt *titulus merè lucratiuus*, ce qui eſt expres en la loy derniere, *C. de iure dot. dos data ab extraneo reſpectu vxoris, indiget inſinuatione, quia eſt mera liberalitas*, & la gloſe ſur le mot, *cùm quidem* l'a ainſi tenu. C'eſt pourquoy lon a eſtimé que *donationes factæ in contractu matrimonij etiam à conſanguineo vel ab extraneo inter donationes merè ſimplices, & cauſam merè lucratiuam habentes iudicatæ erant*, qui eſt ſuyuant l'opinion de Bartole en la loy derniere, *de iure dot. C.* & la gloſ. de la loy *Nerua, in §. fundus æſtimatur, in verb. ipſi. ſolut. matrim. ff.* a ſuiuy ceſte opinion: & ſeroit ridicule de dire que *donatio ea lege facta & conditione vt fundus emeretur*, fuſt *ex cauſa oneroſa*: pourquoy? tout le profit demeure pardeuers le donataire, ſans que le donateur en reçoyue ne retire aucune commodité; & faut prendre pour maxime que *quando donatio procedit ex mera liberalitate donantis nulla præcedente obligatione*, que c'eſt *ſimplex donatio, & non oneroſa*. C'eſt ce que dit le Bartole *vbi mera liberalitas, ibi pura donatio*: encores les donations faictes en faueur de mariage *à parente* ſont eſtimees *inter donationes ob cauſam oneroſam*, iuſques à la concurrence de la legitime part & portion de la fille,

Digitized by Google

mais en ce qu'elles excedent on les a eſtimees eſtre *inter donationes ſimplices*. C'eſt pourquoy telles donations ſont reuoquees *per ſuperuenientiam liberorum*, ſuiuant la diſpoſition de la loy *ſi vnquam*.

Par arreſt prononcé en robes rouges par monſieur le Preſident de ſainct André le 12. Auril 1551. la donation faicte par l'oncle à la niepce, par contract de mariage a eſté reuoquee par la natiuité des enfans du donateur.

Voy du Moulin au traicté qu'il a faict *de donationib. fact. vel confirm. in contract. matrim. num. 85.* d'Argentré au traicté *de donationib. num. 208.* qui fait la difficulté pour le regard du mary, qui ſemble auoir telle donation à tiltre onereux, *ad ſuſtinenda onera matrimonij*, & que *pendente matrimonio, rei donatæ fructus percipere debet.*

Le 28. Ianuier 1606. s'eſt preſenté autre difficulté au rapport de monſieur de Bragelonne, en la 5. des Enqueſtes au procés de la Faye & Chandon.

Vn oncle donne à ſon nepueu par contract de mariage vne terre, qui faiſoit la meilleure partie de ſon bien; l'oncle deſlors de telle donation entretenoit vne concubine, de laquelle il auoit trois enfans; quatre ans apres le mariage de ſon nepueu, il eſpouſe ſa concubine, & met les trois enfans ſous le poiſle: l'oncle decede, ces trois enfans auec vn autre enfant nay depuis le mariage, obtiennent lettres pour faire caſſer ou reuoquer telle donation. Se ſont preſentees trois queſtions; l'vne, ſi de telle donation ſe pouuoit reuoquer au profit des enfans legitimez *per ſubſequens matrimonium*; la ſeconde, ſi telle donation ſe pouuoit reuoquer au profit du fils nay depuis le mariage; la 3. ſi reuoquant telle donation la terre donnee demeurera affectee & hypothequee aux conuentions de la femme du donataire, à tout le moins ſubſidiairement, au cas que les biens du donataire ne ſoyent ſuffiſans.

Les deux premieres queſtions ont eſté iugees par deux arreſts, l'vn cy deſſus allegué, donné au profit de maiſtre Charles du Moulin; l'autre, par arreſt de Pellegrue de l'an 1547. recité par ledict du Moulin: pour la premiere raiſon de douter, c'eſtoit que les donatiõs faictes en faueur de mariage eſtoyẽt onereuſes, que combien que par l'ordonnance de 39. toutes

donations fuſſent ſubiettes à eſtre inſinuees, neantmoins celles faictes en faueur de mariage en eſtoyent exceptees & n'y furent ſubiectes que par l'ordonnance de l'an quarante neuf. Que la loy, *ſi vnquam*, n'a lieu qu'és donatiõs ſimples: dire que telles donations *reſpectu donantis* eſtoyent ſimples, que *dotare non tenebatur*, qu'il y auoit reſponſe, parce que comme parent, oncle, auoit intereſt au mariage, que ſon nepueu fuſt marié en bon lieu, intereſt aux conuentions: ce qui a eſté preiugé par infinis arreſts qui ont decidé, que les conuentions de mariage faictes en preſence des parens ne ſe pouuoyent changer, ne ſe pouuoyent défaire en leur abſence; le mary & la femme peuuent dire que telles donations ſont la meilleure partie de leur mariage, & ſans leſquelles ils n'y euſſent voulu entendre. Si lon pretẽdoit que telles donatiõs exceſſiues ſe pouuoyent reduire iuſques à la concurrence de la legitime, & non les reuoquer: qu'il y auoit en droict vn tiltre particulier *de inofficioſis donationib.* & non *de reuocandis donationibus*, que les reuoquant lon ruinoit les enfans d'vn mariage, & naiz ſoubs l'aſſeurance de telles donations, pour rendre les choſes donnees aux enfans du donateur, qui *nec nati, nec concepti tempore donationum, quibus nec ius quæſitum, nec vlla ſpes quæſita erat*: que y ayant pareille faueur des enfans, ceux auſquels *ius quæſitum erat* le doiuent emporter.

Neantmoins ceſte queſtion ayant eſté iugee par l'arreſt donné au profit de Maiſtre Charles du Moulin, & prononcé en robes rouges n'y auoit plus lieu de douter, prononçant diſertement qu'ayant aucunement eſgard aux lettres obtenues par ledit du Moulin, a declaré & declare les renonciations & donations faictes par iceluy du Moulin à monſieur Feron ſon frere le deuxieſme Feurier 1535. des terres & ſeigneuries de   & de tous droicts ſucceſſifs tant paternels que maternels, auoir eſté & eſtre reuoquees & reſolues par le moyen de la naiſſance des enfans naturels & legitimes dudit du Moulin, aduenue depuis leſdictes donations & renonciations, ledit Feron condãné laiſſer & ſouffrir iouyr ledit du Moulin deſdictes choſes ainſi à luy donnees, tout ainſi qu'il faiſoit auparauant leſdictes renonciations & donations, & luy en rendre les fruicts par iceluy Feron pris & perceus de-

Digitized by Google

puis conteſtation en cauſe : par lequel arreſt iugé que *ſuperuenie̅tia liberorum reuocantur donationes*, bien qu'elles ſoyent faictes en faueur de mariage. Pour la deuxieſme queſtion, que *filij legitimati per ſubſequens matrimonium verè & propriè erant legitimi*, ne differoyent en rien des naturels & legitimes, le chap. *tanta vis. qui fil. legit.* y eſtoit exprés. Que l'arreſt de Pellegrue de 47. donné au Grand Conſeil auoit iugé la queſtion. Tiraqueau au traicté qu'il a faict ſur la loy *ſi vnquam, in verbo, ſuſcepit liberos, num.* 71. l'a ainſi tenu. Boërius en ſa decis. 159. a eſté de meſme aduis, & a lon eſtimé que le pere a pareille affection à tels enfans legitimes *per ſubſequens matrimonium*, qu'aux autres naturels & legitimes ; n'y ayant difference des vns aux autres pour ſucceder, pour tenir offices & benefices, *verè & propriè dicuntur legitimi :* & bien que tels enfans fuſſent naiz au temps de telles donations, lon ne peut neantmoins dire, que *cogitatum fuit de liberis: nati quidem erant, ſed non legitimi*, eſtoyent baſtards, mais tel vice purgé par le mariage ſubſequent, ſont comme regenerez pour les biens, les honneurs, la legitimation, cela ſe faict *vi & virtute matrimonij*. Pour ce qui eſtoit de la troiſieſme queſtion concerna̅t l'hypotheque, la difficulté prouenoit de l'arreſt obtenu par ledit Charles du Moulin, qui portoit ces mots, A la charge de l'hypotheque dudict douaire prefix conſtitué par ledit Feron, par ledit traicté de mariage à ladicte Marguerite Maillard ſa femme, pour laquelle hypotheque leſdits biens donnez demeureront chargez & hypothequez ſubſidiaireme̅t, au cas que leſdits biens dudit Feron ne ſoient trouuez ſuffiſans pour iceluy douaire, ſauf audit du Moulin ſon recours contre ledit Feron. Par lequel arreſt on diſoit que la femme dudit Feron s'eſtoit aſſeuree ſur telles donations pour la ſeureté de ſon douaire, ſans leſquelles elle euſt aduiſé à ſes ſeuretez : que ledit Charles du Moulin, ayant aſſiſté au contract de mariage, eſtoit capable de reſpondre du douaire, *qui licet dotare non teneretur*, pouuoit neantmoins reſpondre du douaire : que ledit Feron ayant obligé en la preſence dudit du Moulin, par ledit contract de mariage tous ſes biens au douaire, auoit auſſi obligé ceux que du Moulin luy auoit donnez, & que ceſte obligation ayant eſté faite en la preſence dudit du Moulin, il y auoit aſſez preſté ſon conſentement: Tout

ainſi que ceſſant leſdictes donations ledict Feron euſt obligé le bien dudit du Moulin ou partie d'iceluy en ſa preſence, ne le contrediſant, telle obligation auroit lieu; à plus forte raiſon des choſes donnees, & qui appartenoyent audit Feron, par le moyen de telle donation. Au contraire lon diſoit que ceſte hypotheque n'eſtant qu'acceſſoire à la donation ne pouuoit ſubſiſter, la donation eſtant reuoquee: que telle reuocation eſtoit *cum effectu, ac ſi nihil donatum fuiſſet, nulla vnquam fuiſſet donatio*, ce ne ſeroit reuoquer telle hypotheque, & pourroit arriuer que le douaire ſeroit tel, les conuentions de mariage ſi grandes, qu'elles pourroyent abſorber entierement les choſes donnees, & priuer les enfans du donateur, au profit deſquels ſe reuoquent telles donations, du benefice de la loy *ſi vnquam*: que la femme ne ſe pouuoit dire auoir eſté deceue ayant pris vne hypotheque, qui ſe pouuoit reuoquer *per ſuperuenientiam liberorum, conditio eſt à lege*, elle l'a deu preuoir: telle donation a eſté faicte *cum ſua cauſa ſub conditione renunciationis*, au cas de la loy: que du Moulin, ſur le tiltre qu'il a faict *de donationibus fact. vel confir. in contr. matrim.* auoit ſouſtenu telle clauſe auoir eſté appoſee audit arreſt ſuyuant ſes offres, & qu'autrement la Cour n'y euſt prononcé. Par arreſt du troiſieſme Feurier mil ſix cens ſix, la donation declaree reuoquee par la ſuruenance des enfans, auec reſtitution des fruicts depuis la demande: n'ayant voulu la Cour prononcer ſur l'hypotheque, pour n'y auoir eſté conteſté, ny partie legitime pour la demander.

DIXME INFEODEE ET Nouale.

LIII.

IVgé au procés d'entre le Curé de S. Iean de Nemours & le ſieur de Puizieulx, que le ſeigneur de fief, qui eſt fondé en bons tiltres & arreſts de prendre les dixmes au dedans de ſon fief, eſtoit capable preſcrire les nouales par le temps de quarante ans, ayant en ce particulier meſme droict que la perſonne Eccleſiaſtique,

Digitized by Google

qui preſcriuoit par le meſme tẽps les dixmes, par le chapitre, *ad aures. de præſcriptionib. apud Gregor*. La difficulté eſtoit que de diſpoſition Canonique, quelque priuilege qu'il y ait de poſſeder dixmes, les nouales n'y ſont cõpriſes par le chapitre, *Cùm contingat. de decimis* : par autre diſpoſition Canonique nul ne peut preſcrire dixmes contre vn Curé auquel elles appartiennent de droict commun s'il n'y a tiltre ou poſſeſſion immemoriale, par le chapitre premier *de præſcriptionib. in 6*. Que ſi l'Eccleſiaſtique n'eſtoit fondé en la preſcription des dixmes cõtre vn Curé s'il n'auoit tiltre, ou l'immemoriale poſſeſſion, *quanto magis* vn lay incapable de poſſeder dixmes pour la preſcription des nouales, leſquelles *recentiori iuris diſpoſitione* appartiennent aux Curez priuatiuement aux autres Eccleſiaſtiques. Iugé par le meſme arreſt qu'vn ſieur de fief pur lay, qui eſtoit fondé en titre ſuffiſant de prendre *decimas antiquas in territorio*, auoit les nouales d'auparauant quarante ans, *cùm tempus quadraginta annorum antiquum dicatur in iure*. Monſieur le Preſtre Rapporteur en la cinquieſme chãbre des Enqueſtes.

SI LE DONATAIRE CONTRIBVE aux debtes auec l'heritier.

LIIII.

CE a eſté vne queſtion diuerſement agitee au Palais, ſi celuy qui prenoit les meubles & acqueſts par cõtract particulier, eſtoit tenu aux debtes, comme s'il les prenoit *titulo vniuerſali, aut à lege*. Par la diſpoſition de droict il y a peu de difficulté, *æris alieni neceſſitas non eius eſt qui titulo particulari poſſidet, ſed totius iuris vniuerſalis ſucceſſoris onus eſt. l. æris alieni, ff. de donat.* & en choſe des plus fauorables, l'Empereur a deſnié l'action au creancier du futur eſpoux, contre la future eſpouſe donataire des biens. *l. de rebus. de donationib. ante nup. C.* eſtant par la diſpoſition de droict choſe aſſez vulgaire, que les debtes ſuiuent l'heritier, celuy qui *titulo vniuerſali poſſidet*, & non celuy qui *titulo particulari*, en la loy 1. au §. *ſi hæres. ff. ad Senat. Trebell. nec enim*, dit le Iuriſconſulte,

conſulte, *æris alieni perſonalis actio fundum ſequitur, ſed eum cui hæreditas ex Senatuſconſulto Trebelliano reſtituitur.* Du Moulin ſur le 268. article de la couſtume de Tours, diſputant ſi la veſue qui prend les meubles & acqueſts eſt tenue acquiter les debtes, apporte ceſte diſtinction, ou elle préd les meubles & acqueſts *in vim conſuetudinis*, & eſt tenue aux debtes, parce que c'eſt *titulus vniuerſalis. Idem* ſi par contract qui diſpoſe *ad inſtar* de la couſtume: car bien que ce ſoit tiltre particulier, ſi eſt-ce que contenant la meſme choſe que la couſtume, eſtant relatif à la couſtume lon preſumera que c'eſt pluſtoſt *in vim legis municipalis* que lon a voulu imiter. *Secus*, dit-il, *ſi per merum contractum*, non relatif à la couſtume: car en ce cas elle n'en eſt tenue. Et ainſi a eſté iugé par arreſt ſolennellement donné au profit de la veſue de Iacques Teſſon contre Fondettes, apres enqueſte en turbes. Que ſi lon veut adapter l'opinion de du Moulin à la diſpoſition particuliere de la couſtume de Tours, il ſe trouue vn autre arreſt donné au profit de la veſue Daniel Robert au rapport de monſieur Angenouſt en la premiere des Enqueſtes, le 22. Decembre 1571. par lequel ladite veſue donataire par ſon contract de mariage des meubles & acqueſts, feit condamner l'heritier de l'acquiter de la demande que luy faiſoyent les creanciers de ſon defunct mary, & ſur la demande que l'heritier faiſoit contre ladicte veſue de payer les debtes en fut abſoulte par ledict arreſt. Et celuy qui a recité cet arreſt en ſon liure *de priuilegijs Ruſticorum lib. 3. cap.* 10. & d'Argentré au traicté *de donationib. num.* 176. 183. ſe ſont contentez de ceſte ſeule raiſon, que celuy qui *titulo particulari poſſidet* n'eſtoit tenu aux debtes qui regardent l'heritier, ou celuy qui *titulo vniuerſali poſſidet.* Ce ſont neantmoins donnez arreſts qui ont iugé le contraire, fondez en grande raiſon & equité: l'arreſt du 9. Ianuier 1574. donné au rapport de monſieur de Monthelon, en la cinquieſme des Enqueſtes, de Fourone, *ſup. pag.* 146. a condamné la veſue donataire des meubles & acqueſts, par ſon contract de mariage acquiter l'heritier des debtes creées pendant la communauté; d'autant qu'en pays couſtumier le bien de la communauté d'entre le mary & la femme eſtans du tout diſtincts d'auec les propres des deux conjoincts, la couſtume admettant vn heritier aux meubles

Digitized by Google

& acqueſts, & autre aux propres, lon peut diſtinguer ces deux eſpeces de biens, & charger ceux qui les detiennent des debtes, *cùm bona non dicantur niſi deducto ære alieno*. Il ſeroit rude que celuy qui auroit les meubles & acqueſts, ne fuſt chargé des debtes creées pour les acqueſts; debtes qui font part des meubles: ce ſeroit auoir le profit, & oſter la charge. Il eſt bien plus equitable, que *eum ſequantur incommoda quem commoda*. De ſubtiliſer ſi lon poſſede les biens de telle communauté *aut lege, aut titulo particulari*, qu'il y auoit peu de ſubject, c'eſtoit ſe tenir aux mots, & non à la choſe; n'y ayant grande difference en ce particulier, poſſeder les biens de la communauté *aut à lege, aut ex donatione*, c'eſt touſiours *titulo bonorum vniuerſitatem poſſidere*, & l'vn n'attribue plus de droict que l'autre. Auſſi la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, compilee des arreſts, art. 334. au tiltre des ſucceſſions a confondu ceſte diſtinction de tiltre vniuerſel ou particulier, voulant que le donataire *quotæ aut totorum bonorum* contribue aux debtes: & long temps auparauāt Imbert en ſon Enchiridion, *ſub littera, B. Bonorum differentia, circa medium*, auoit eſté de cet aduis, ſuyuant les arreſts donnez de ſon temps, qui l'auoyent ainſi iugé: que ſi le donataire *totorum mobiliũ, aut quotæ*, ou bien des acqueſts, eſtoyent deſchargez des debtes, il ſe pourroit commettre infinis abus, lon pourroit faire grandes acquiſitions, & ſe bien meubler aux deſpens de l'heritier: il y a plus de raiſon que comme les debtes actiues augmentent les meubles & acqueſts, que les paſſiues les diminuent. Car la communauté, qui eſt en effect vne vniuerſité ne ſe peut imaginer ſeparee d'auec les debtes, non plus qu'vne heredité, ne le bien de la communauté s'eſtimer que lon n'en deduiſe au preallable les debtes. Et de faict s'eſtant preſentee ſemblable difficulté en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de monſieur Ruellé, en l'annee 1587. le quatorzieſme Feurier, au procés d'entre de Murel & Amirault, la vefue qui auoit don par ſon contract de mariage de la moitié des meubles, & l'vſufruict des acqueſts; & ceux qui auoyent don de la proprieté des acqueſts, & du quint des propres, ſe voulans deſcharger des debtes, meſmes la vefue cōme ayant tiltre particulier, qu'elle pretēdoit n'y pouuoir eſtre ſubiecte, la queſtion demandee aux Chambres, & les arreſts cy deſſus

rapportez ſur le bureau ; ladicte vefue & autres donataires furent condamnez acquiter les debtes en la couſtume de Melun ; celuy donné au rapport de monſieur de Monthelon en la couſtume de Meaux , & le dix-neufieſme Mars 1601. La meſme difficulté s'eſtant preſentee en la cinquieſme des Enqueſtes , au rapport de monſieur de Grieu, en la cauſe d'entre de Villiers & de Caſſignau, la vefue qui auoit les meubles par ſon contract de mariage ſuruiuant ſon mary , a eſté condamnee acquiter les debtes auec l'heritier des acqueſts *pro modo emolumenti* , apres auoir veu leſdits arreſts ſur le bureau , & la queſtion demandee aux chambres. L'vne des raiſons eſtoit, qu'en pays couſtumier la communauté comprenoit les debtes actiues , qui ne ſe peuuent entendre que *deducto ære alieno*; & bien que par la diſpoſition de droict *qui titulo particulari poſſident æris alieni onera non agnoſcant* , encores que *omnia bona poſſideant* , ſi eſt-ce qu'en ce cas *bona non intelliguntur niſi deducto ære alieno*, qui eſt en effect la meſme choſe. *Paulus* en la loy, *Mulier bona ſua. de iure dot. maritus qui omnia bona mulieris in dotem accepit, creditoribus hæreditariјs non tenetur , ſed in datione bonorum æs alienum deducitur.* Les debtes actiues & paſſiues des deux conjoincts entrent en la communauté par nos couſtumes , les acqueſts ſont le vray immeuble de la communauté , pour leſquels acquerir lon contracte des debtes; il ne ſeroit raiſonnable ſeparer l'vn d'auec l'autre, la valeur de la communauté ne ſe pouuant eſtimer que les debtes payees. Et il y a plus de ſubtilité que de verité en l'opinion contraire , qui pourroit auoir lieu contre vn qui poſſede quelque heritage ou choſes particulieres, mais non contre celuy qui poſſede *vniuerſitatem bonorum aut quotam , tunc enim bona non dicuntur, niſi ære alieno deducto* ; & celuy qui eſt *dominus vniuerſitatis, aut quotæ titulo particulari*, a les meſmes droicts en effect que celuy qui les a *titulo vniuerſali aut à lege, vel teſtamento*; voyla pourquoy *ius idem eſt ſtatuendum.*

Digitized by Google

DONATION ACCEPTEE PAR LE *pere tuteur naturel de ſa fille abſente, ſans auoir pouuoir ſpecial.*

L V.

IVgé au procés d'entre Chenu & Bonuoyſin, au rapport de monſieur Louet, en la cinquieſme des Enqueſtes, que l'ordonnance de l'an 1539. contenant l'acceptation des donations faictes à perſonnes abſentes n'auoit lieu, quand vn pere tuteur naturel de ſa fille mineure auroit accepté ladite donation en l'abſence de ſa fille, ſans pouuoir ſpecial de ſadicte fille; d'autant que le pere tuteur naturel de ſon fils ou fille *eſt procurator generalis*, pour ce qui eſt du bien & vtilité de ſon fils mineur, & qu'il ne luy faut *aliud mandatum ſpeciale*, meſmement en acte où il y va notoirement du profit du mineur, autrement s'enſuiuroit que l'ordonnance auroit deſnié les donations que lon feroit à des mineurs, qui pour leur bas aage ne peuuent accepter. La difficulté prouenoit des mots de l'ordonnance, qui veut telles donations faictes à perſonnes abſentes, n'eſtre valables que du iour qu'elles ſont acceptees par les donataires preſens, ou par leur procureur ayant pouuoir ſpecial, bien que les Notaires perſonnes publicques euſſent accepté pour les donataires abſens. Que ſi telles perſonnes publicques ne pouuoyent en ce particulier accepter, que les peres ou tuteurs perſonnes pures priuees ne le pouuoyent non plus. L'arreſt eſt de l'vnzieſme Aouſt 1601. Voy Maiſtre Charles du Moulin en ſon Conſeil. 60. *num.* 23.

Digitized by Google

DONATION TESTAMENTAIRE faicte par l'ayeule à aucun de ſes petits enfans d'vne branche, & ſi cela peut diminuer la portion des enfans de la meſme branche.

LVI.

VNE ayeule ayant ſurueſcu ſes deux enfans, conſidere que d'vne branche il y en auoit ſix repreſentans leur pere, & de l'autre branche vn ſeul, qui venoyent à ſucceſſion par repreſentation, & non de leur chef, & auoit chaſque branche la moitié en ſes biens, faict ſon teſtament en la couſtume d'Auxerre prohibitiue d'aduantager l'vn de ſes heritiers venans à ſa ſucceſſion l'vn plus que l'autre, & donne à quatre des ſix, tous ſes acqueſts, meubles & quint de ſes propres, ce qui luy eſtoit permis de diſpoſer par ladicte couſtume. Double queſtion, ſi le legs eſt valable & n'eſt aduantage indirect, ſi les deux enfans qui reſtent de la brāche des ſix peuuent prendre la moitié aux quatre quints des propres reſtans de toute la ſucceſſion, & celuy qui eſt ſeul en l'autre branche ſe doit contenter de l'autre moitié deſdicts quatre quints.

La premiere difficulté eſtoit, & tomboit ſur l'interpretation de l'art. de ladicte couſtume: mais eſtant neceſſaire que ces mots *venans à ſa ſucceſſion* ayent quelque effect particulier, il eſt neceſſaire donner à ſon heritier preſomptif, pourueu qu'il ne vienne à la ſucceſſion & qu'il ſe tienne à ſon don, que la couſtume de Paris qui diſpoſe le ſemblable s'obſerue de ceſte façon, & par pluſieurs arreſts la donation faicte à l'vn de ſes enfans eſt valable, pourueu qu'il ſe tienne à ſon don: *non idem* és autres couſtumes qui prohibent *indiſtinctè* d'aduantager l'vn de ſes heritiers, n'adiouſtans point ces mots, *à ſa ſucceſſion.*

Pour la ſeconde queſtion, les deux heritiers en la branche des quatre legataires diſoyent qu'il falloit conſiderer ce legs comme fait *extraneis*, comme à la verité les quatre legataires

Digitized by Google

ne venoyent à la ſucceſſion, *reſpectu* de laquelle *erant extranei, non faciebant partem, nec ad partem admittebantur*, que ceſte ſucceſſion ſe partageant par repreſentation ne falloit conſiderer le nombre de ceux qui eſtoyent en la branche, autant vn que ſix, & les ſix comme vn; pource que toute la branche ne repreſente que le fils de l'ayeule, l'autre branche n'y a aucun intereſt, chaſque branche ſuccede à la moitié. Tellement que ſoit que les quatre legataires renoncent, ſoit qu'ils ſoyent heritiers, il n'y va que l'intereſt de ceux d'vne des branches, & non de l'autre. Celuy qui eſt ſeul en ſa brãche n'a intereſt que le legs ſoit faict pluſtoſt aux heritiers preſomptifs d'vne branche qu'à vn eſtranger, ſa part n'en augmẽte ny n'en diminue, ſi le legs eſtoit faict à vn eſtranger, il ny auroit lieu de douter, & puis qu'il eſt faict à l'heritier *lege permittente*, que ceſte enuie eſtoit mal à propos. Celuy qui eſtoit ſeul en ſa branche diſoit au contraire, que la couſtume eſtant prohibitiue lon n'y auoit peu contreuenir directement ou indirectement, que neantmoins par le moyen de ce legs les deux qui veulent ſucceder en la moitié de quatre quints, ſeront aduantagez, & leur portion hereditaire plus grande : s'ils fuſſent venus *ab inteſtato*, ils n'auroyent que le tiers en la moitié des biens : car ils eſtoyent ſix en leur branche, *ſi ex teſtamento* & que le legs euſt eſté faict à vn eſtrãger, ils n'euſſent eu qu'vn tiers en la moitié des quatre quints reſtans de tous les biens de la ſucceſſion : tellement que leur part augmenteroit *ex eo*, que le legs eſt faict à leurs quatre freres, lequel aucunement prouiendroit *medio* dudit legs: & ce qui eſt fort conſiderable, c'eſt que ce que les quatre legataires ne ſe portent heritiers, c'eſt moyennant ledict legs, qui diminue d'autant la part de l'autre branche, & arriueroit qu'vne meſme branche auroit en effect double aduantage, l'vn du legs qui tient lieu de partage aux legataires, & de faict *hæ donationes inter propria computantur* eſtans faictes *ab auo nepoti, non idem in collaterali*: l'autre que ceux qui reſteront de la branche auroyent plus grande part. Que ſi la couſtume a voulu qu'il fuſt permis gratifier par donation l'vn de ſes heritiers, il ne le faut tellement eſtendre, que *directè* les autres heritiers de la meſme brãche & venans à la ſucceſſion y ayent de l'aduantage au preiudice des heritiers de l'autre branche: au contrai-

Digitized by Google

re ceſte couſtume comme extraordinaire, & contre l'egalité entre les enfans doit eſtre reſtrainɛ̃te & contenue en ſes termes.

Du Moulin a remué ceſte queſtion en ſes Commentaires ſur la couſtume de Paris. §. 8. *gloſ. 1. in verb.* le fils aiſné, *num. 13. in fine*, & ne l'a decidee. Ceſte queſtion demandee aux Chambres, & s'eſtant trouué diuers aduis; Par arreſt donné au rapport de monſieur Fortia en la cinquieſme des Enqueſtes le 20. Decembre 1602. iugé que la part qu'euſſent peu auoir és quatre quints leſdicts quatre legataires, qui eſtoit les deux tiers en vne moitié, ſeroit egalement partagee entre les deux branches, & à chacune branche baillé vne moitié, les biens de ceſte ſucceſſion ſe partageans par repreſentation, *& non in capita.*

La vraye raiſon c'eſt que la part & portion des quatre legataires *accreſcit hæreditati*, & non à la branche ſeule. Car *cauſa abſtentionis ſeu renunciationis*, c'eſt ce que lon donne de l'heredité qui diminue d'autant de ce que les deux branches euſſent amendé : partant *lucrum abſtentionis ſeu illa portio non petentium* accroiſt aux deux branches pour les meſmes parts qu'ils ſuccedoyent, *ſcilicet* chacune par moitié.

Les noms des parties, Vuidot, Grillot.

CHEVALIERS DE MALTE exempts de payer dixmes.

LVII.

IVgé au rapport de monſieur Mareſchal en la 5. des Enqueſtes le 5. d'Auril 1603. entre frere Iean de Seraucourt, Cheualier de l'ordre ſainct Iean de Ieruſalem Commandeur de Rueil demandeur, & Iacques Girard, & Claude Didier deffendeurs, que les Cheualiers de ſainct Iean de Ieruſalem eſtoyent exempts de payer dixmes de ce qui eſtoit du domaine de leurs Commanderies ſuiuāt leurs priuileges octroyez à leur Ordre; ce qui auoit eſté auparauant iugé en plus forts termes, par deux autres arreſts, l'vn contre Charles de Vienne Curé de Bremont demādeur,

Digitized by Google

& frere Pierre de Heureus Religieux dudict ordre vſufrui-ctier des Granges de Maurepaire dependants du grãd Prieu-ré de France, & ſubrogé au droict de frere Pierre de la Fon-taine viuant grand Prieur de France, & Commandeur du Temple de Troyes le 11. Feurier 1581, & l'autre arreſt du 21. Mars 1581. entre le Chapitre de ſainct Laurens de Coſne, & Iean Dauid Cheualier dudit ordre Commandeur d'Auxer-re. L'arreſt n'a eſté prononcé que le 12. d'Auril 1603.

DE LA FONDATION FAICTE A VN *mineur, non valablement acceptee par ſon tuteur.*

LVIII.

SVr la difficulté qui s'eſt trouuee en l'acceptation des donations faictes à des mineurs, ſi lon deuoit obſer-uer la rigueur de l'ordonnance de 39. & 49. ſi les tu-teurs acceptans pour eux au meſme contract de donation eſtoyent tenus de ſigner la donation, ou ſ'il ſuffiſoit faire men-tion dans ladicte donation, qu'ils auoyẽt accepté, & ſi c'eſtoit ſatisfaire à l'ordonnance, s'eſtant trouué diuerſité d'arreſts lors que la queſtion a eſté demandee aux Chambres, ayant eſté iugé par aucuns que l'ordõnance ne faiſant ſpeciale men-tion des mineurs, qu'ils ny eſtoyent compris: par les autres au contraire, que l'ordonnance eſtant generale, faicte pour le bien public & repos des ſuiects du Roy, & qu'il ne fuſt en la puiſſance des dõneurs de valider ou reuoquer les donations, comprend les mineurs, meſmes *in quærendis*, que les dona-tions eſtoyent nulles ſans acceptation, qu'il falloit que celuy qui acceptoit iuſtifiaſt l'acceptation par acte valable, qui por-taſt obligation pour la perfection de la donation: que par autre ordonnance tous actes & contracts deuoyẽt eſtre ſignez des parties à peine de nullité, tellement que le tuteur acce-ptant pour ſon mineur n'ayant ſigné l'acte d'acceptation, tel acte eſtoit nul; d'en eſtre releué, qu'il n'y auoit apparence: qu'il auoit eſté iugé contre l'Egliſe, que la donation non ac-ceptee eſtoit nulle. Par arreſt prononcé en robes rouges le 6. Septem-

Digitized by Google

Septembre 1603. par monſieur le premier Preſident, la donation declaree nulle, & le mineur debouté des lettres au rapport de monſieur Marion en la cinquieſme des Enqueſtes, du Fay & Martin.

POUR LA DEGRADATION DES *gens d'Egliſe condamnez.*

LIX.

PAr l'ordonnance du Roy Charles IX. du 16. Auril 1571. verifiee en Parlement le ſeptieſme Septembre enſuyuant, art. 14. ceux qui ſeruent actuellement à l'Egliſe iouyront du priuilege de Clericature, & les Preſtres & promeuz aux ordres ſacrees, ne ſeront executez en cas de crimes & condemnation de mort ſans degradation.

DIXME INFEODEE, ET DE LA *congrue & canonique portion.*

LX.

ENtre le Curé de ſainct André de Beau-lieu en Touraine pres la ville de Loches, le ſieur de l'Eſtang, l'Abbé de Beau-lieu, & l'Abbé de Maubec, s'eſt meu procés auquel ſe ſont preſentees deux queſtions. L'vne, ſi les dixmes infeodees reuenans à l'Egliſe, perdoyent leur qualité d'infeodation, & demeuroyent Eccleſiaſtiques. L'autre, ſi les dixmes infeodees eſtoyent ſujectes à la contribution des congrues & canoniques des Curez.

Pour la premiere queſtion, lon diſoit que les dixmes ayant eſté oſtees aux Eccleſiaſtiques par Charles Martel, vers l'an 720. les Eccleſiaſtiques auroyent du depuis faict plainte pour la reuerſion des dixmes, qu'elles eſtoyent non ſeulement Eccleſiaſtiques, mais ſpirituelles, de droict diuin; partant qu'elles ne ſe pouuoyent poſſeder par gens laiz. Qu'elles ne fuſſent

Digitized by Google

droict diuin, en l'Exode 22. *Decimas tuas & primitias non tardabis offerre Domino*, au Leuitique 27. *Omnes decimæ terræ ſiue de frugibus, ſiue de pomis arborum, Domini ſunt*; aux Nombres 18. *Decimæ pretium pro miniſterio quo ſeruitis in tabernaculo Domini.* Sainct Auguſtin eſtime que *Decimæ ex debito exiguntur, & qui eas dare noluerint, res alienas inuadunt.* Sainct Hieroſme *in Malachiam, ſi decimæ ſolutæ non fuerint iraſcitur Dominus, & fructuum vbertatem denegat*; que la plainte des Eccleſiaſtiques auoit continué iuſques au concile de Latran, tenu ſous Alexandre 3. 1179. & continué iuſques à Innocent 3. que l'expediant que lon auoit trouué au Cōcile de Latran c'eſtoit d'oſter le commerce deſdictes dixmes infeodees, que lon ne les peuſt transferer, vendre, aliener, par le chap. *Prohibemus. de decim.* qui eſt le 14. dudit Concile, que telles dixmes infeodees *ad hæredes non tranſeant*, par le chap. 9. dudit Concile; qu'auparauant ledict Concile lon auoit tenu vn Cōcile prouincial à Tours en l'an 1096. par lequel defenſes ſont faictes aux laiz, prendre & poſſeder les dixmes de l'Egliſe. Tellement que les laiz ne pouuans *in foro conſcientiæ* poſſeder les dixmes qu'aux charges & conditiōs du Concile, reuenans à l'Egliſe, *iure poſtliminij* reprenans leur premiere qualité demeureroyent Eccleſiaſtiques, ſuiectes & affectees aux meſmes charges. Que ſur ce, ſainct Loys auoit faict deux Ordonnances; l'vne de l'an 1269. qui ſe trouue aux grandes Ordonnances, & en du Luc *de decimis*, arreſt 1. liure 2. tit. 5. par laquelle les laiz *ſine conſenſu Regis* pouuoyent donner à l'Egliſe les dixmes infeodees, ce qui n'euſt eſté ſi telles dixmes euſſent eſté pures domaniales, patrimoniales, ſans aucune limitation. L'autre Ordonnance dudit Roy ſainct Loys eſt de l'an 1257. par laquelle les dixmes infeodees, reuenues à l'Egliſe, *amittunt nomen & qualitatem infeudationis*, reprennent leur premiere qualité, & ſont pures Eccleſiaſtiques, & ſe peuuent poſſeder ſans amortiſſement: que ſuyuant ces Ordonnāces, s'eſtoit preſenté vne queſtion pour l'Eueſque de Couſtances en Normandie, qui auoit acquis des dixmes infeodees qui eſtoyent en ſon Eueſché, il eſt appellé en retraict lignager, l'Eueſque l'empeſche diſant que *non erant amplius decimæ infeudatæ*, mais Eccleſiaſtiques, non ſuiectes à retraict, par arreſt debouté du retraict. Que ceux qui auoyent du depuis

traicté ceſte queſtion, l'auoyent tenue pour reſolue. Boërius ſur la couſtume de Berry, au tiltre des couſtumes prediales §. 11. a eſtimé que les dixmes infeodees reuenans à l'Egliſe *nomen & qualitatem infeudationis amittebant*, & eſtoient faictes Eccleſiaſtiques *iure quodam poſtliminij*. Monſieur Ruzé en ſon traicté des Regales *priuil. 55. num.* 4. tient la meſme opinion, Rebufe au traicté qu'il a faict *de decimis, queſt.* 10. tient la queſtion pour indubitable, que *res de facili redit ad primam naturam*, Choppin en ſon liure *de Domanio. lib. 3. cap.* 23. eſt de meſme aduis, & ſemble fonder ſon opinion ſur l'ordonnance de S. Loys cy deſſus mentionnee. Et à la verité ſi telles dixmes infeodees, poſſedees par l'Egliſe ſe peuuent tenir *ſine conſenſu & auctoritate Regis*, ſans payer aucun amortiſſement, il faut recognoiſtre, que *non ſunt ad inſtar aliorum feudorum*, ne prophanes, mais Eccleſiaſtiques.

Pour la ſeconde queſtion, le Curé de S. André ſouſtenoit que toutes dixmes infeodees eſtoient ſubiectes à la congrue & canonique des Curez, n'ayãs peu telles dixmes eſtre tranſportees, miſes hors de l'Egliſe, ſans la charge de la legitime, que les dixmes appartiennent naturellement & par la diſpoſition de droict commun aux Curez qui font le ſeruice, dixmes qui ſont *precium pro miniſterio ſacerdotum, qui deſeruiunt in tabernaculo Domini*, aux Nombres 18. la vraye part & portion des Curez, qui ne leur a peu eſtre oſtee ſans la charge de leur legitime, qui eſt leur congrue & canonique, leurs alimens, que anciennement les dixmes ayans eſté accordees aux Eccleſiaſtiques par les gens laiz, c'a eſté aux Curez, à ceux qui faiſoient le ſeruice, qui adminiſtroient les ſaincts Sacremens aux paroiſſiens: de ſurcharger dauantage leſdits parroiſſiens, qu'il n'eſtoit raiſonnable, s'eſtans vne fois acquittez de leur deuoir, auoient pourueu aux entretenemens des miniſtres de l'Egliſe, qu'il falloit donner au Curé dequoy viure, *non alligabis os boui trituranti, qui ſeruit altari de reditibus altaris viuere debet, dignus operarius mercede ſua*, que c'eſt au Curé de chaſque paroiſſe, que *decimæ prædiales debentur, cap. final. de paroc. cap. cum ſuis. de decimis. apud Greg. ab eis temporalia exigunt quibus ſpiritualia miniſtrant*: que les dixmes infeodees n'eſtoient tellement domaniales, que les Curez par le

Digitized by Google

ſeul tiltre de leur clocher ne les peuſſent vendiquer, ſi les laiz ne monſtroyent l'infeodation ou poſſeſſion immemoriale; d'autant que la diſpoſition du droict commun donne les dixmes aux Curez, & pour les infeodees viennent en l'exception de la reigle, qu'il les faut verifier, autrement la preſomption eſt pour le droict commun, que les dixmes infeodees n'eſtoyent purement temporelles & domaniales, mais retenoyent vne marque & qualité qui les rendoit ſubiectes & affectees à leur premiere origine, de laquelle elles retenoyent la qualité, ſçauoir dixmes, auſſi qu'en certains cas elles perdent leur qualité d'infeodation, & dont du Moulin ſur le 46. §. de la couſtume de Paris demeuroit d'accord, *ſcilicet,* quand elles venoyent à l'Egliſe, *ſine onere feudi, ſine fidelitate*, & que celuy qui les donne à l'Egliſe, ne les tenoit en fief d'aucun, ce qui eſt conforme à l'ordonnance de ſainct Loys cy deſſus alleguee : que Rebuffe au traicté *congruæ portionis quæſt.* 5. auoit eſtimé que les dixmes infeodees deuoyent cõtribuer à la congrue, comme les autres dixmes Eccleſiaſtiques, & ce que Grimaudet au chap. 8. du 2. liure des dixmes, eſtime que les dixmes infeodees n'y doyuent contribuer, il entend des dixmes qui n'ont oncques appartenu à l'Egliſe, *& num.* 21. ne perſiſte en ceſte opinion pour celles qui ont appartenu autresfois à l'Egliſe, qu'il y auoit trop de preuue que c'eſtoit Charles Martel, qui en l'an 720. oſta les dixmes aux Eccleſiaſtiques & les donna à la Nobleſſe, les Ordonnances de ſainct Loys, la Philippine en donne preuue certaine, & du Moulin ſur le §. 46. *num.* 21. de la couſtume de Paris recite l'Ordonnance de ſainct Loys, *Ludouicus nonus Rex Francorum ſtatuit, quòd decimæ ad Eccleſiam reuerſæ extunc & deinceps ſemper conſeruantur & reputantur res merè Eccleſiaſticæ, tanquam ad originem & primitiuum ſtatum ſuum reuerſæ, etiamſi conſtaret quòd prius ſpectarent laicis iure infeudationis ante concilium Lateranenſe*; & ſe peut recueillir par l'hiſtoire, que les Eccleſiaſtiques ont continué leurs plaintes depuis Charles Martel iuſques au Concile de Latran, meſmes ceux de la Prouince de Touraine au Concile qui fut tenu l'an 1096. par lequel lon fit deffenſes aux laiz de ceder & tranſporter les dixmes, les inuitans de les rẽdre à l'Egliſe. Et à la verité que les Eccleſiaſti-

ques auoyent occaſion de ſe plaindre de Charles Martel, il ſe peut recueillir *ex Frodoardo, in vita Pontificum Rhemenſium,* parlant de Charles Martel. *Hic Carolus, ex ancillæ ſtupro natus, vt in Annalibus Regum de eo legitur, cæteris qui ante ſe fuerant audacior, non ſolùm Rhemenſem, ſed etiam alios Epiſcopatus regni Francorum, laicis hominibus & comitibus dedit, ita vt Epiſcopus nil poteſtatis in rebus Eccleſiæ permitteret, ex Annalib. Maſſoni, in vita Dagoberti ſecundi Regis.* Gaguin ancien Croniqueur, *Annalium lib.* 3. recite que l'infeodation des dixmes eſt du temps de Charles Martel, qu'elles furent oſtees à l'Egliſe, voicy les mots *in vita Caroli Martelli, num.* 20. *Carolus Martellus per tot bella cenſu pecuniáque exterminatus cùm compertum haberet proceres egregiam operam reipublicæ nauaſſe fortuniſque deſtitutos eſſe, Decimas quæ cleri erant non diſſentientibus Epiſcopis, proceribus, dum bellum aduerſus Chriſtianæ religionis hoſtes gererent percipiendas attribuit, perſanctè iurans, ſi vitam diù viueret, ſe omnia & multo maiora ſacerdotibus repenſurum*, en parlant en meſme lieu dudict Martel, voicy les mots, *Martello Caroli nomen ei erat, ex pellice nato, quam Pipinus in delicijs habuerat.* Si le Concile de Latran n'apportoit aucun preiudice aux dixmes infeodees, s'il ne deſiroit de les remettre à l'Egliſe leur premiere origine, *ad quid* eſtce que Philippes le Bel 4. obtint priuilege du Pape, par lequel le Concile, pour ce qu'il preiudicioit aux laiz en ce qu'il ne pouuoyent vendre les dixmes infeodees, qu'elles n'iroient à leurs heritiers, n'auroit lieu en France? Ce priuilege eſt rapporté par Chaſſaneus, *in conſ. Burgund.* tit. des Iuſtices, Rub. 1. § 6. *num.* 35. que ce priuilege eſt en la chambre des Comptes, c'eſt ce que lon appelle la Philippine, pour les dixmes infeodees. Imbert en ſes Inſtitutions Forenſes *lib.* 1. § 25. recognoiſt que les dixmes infeodees ſont parties de l'Egliſe, du temps de Charles Martel. Et quand du Moulin (bien qu'il ſoit ſuſpect en cet affaire) ſur le 105. article de la couſtume de Poictou, dict que *Decimæ infeudatæ pactione publica & conuentione generali laicis conceſſæ fuerunt*, il entend du don de Charles Martel, & nul autre ne s'en peut cotter. Que tout ainſi que de diſpoſition de droict *legitima nulla conuentione, nulla conditione tolli, minui aut alterari poterat*, par la loy *quoniam in prioribus. de inoffic. teſtam. nulla ſubſtitutione onerari, nullo onere grauari*

Digitized by Google

parce que ſont aliments deubs, ſur leſquels lon ne peut tranſiger, ne faire aucune paction pour les oſter ou diminuer, *ex oratione Diui Marci l. cum his. de tranſactionib. l. de alimentis. de tranſact.* & ce que *auctoritas Pretoris in his actionibus deſideratur*, c'eſt à ce que *alimenta maneant in futurum.* Car oſtant les aliments, ſeroit donner occaſion au mal, *necare videtur qui alimenta denegat.* Qu'il en falloit dire autant des Congrues, & Canoniques portions, c'eſtoit la legitime des Curez, leurs aliments, qui leur eſtoyent deubs ſur leur ancien patrimoine, qui ſont les dixmes, dixmes qui auoyent eſté baillees par les paroiſſiens pour l'entretenement du Curé qui faiſoit le ſeruice, & adminiſtroit les ſaincts Sacrements, legitime qui n'eſtoit ſubjecte à preſcription, à conuention : que ceſte paction & conuẽtion publique de laquelle parle du Moulin au §. 105. de la couſtume de Poictou, n'a peu empeſcher ces aliments, ceſte portion congrue. Que ſi ceſte paction publique eſt fauorable, s'il y va du repos des ſubiects du Roy : lon en peut autant dire de la congrue des Curez, s'ils n'ont dequoy viure, les ſubjects du Roy n'auront les ſaincts Sacrements, n'auront aucun Curé. Qu'il ſe remarquoit en Touraine, que ceux qui poſſedoyent les dixmes infeodees, faiſoyent gros aux Curez, preuue certaine que les dixmes infeodees ſont ſubjectes à la contribution des congrues & canoniques: que ceſte queſtion auoit eſté preiugee par pluſieurs arreſts, entre leſquels s'en pouuoit remarquer deux ſolennellement donnez, l'vn le 17. Iuillet 1539. en l'audience, plaidans Meſſieurs le Maiſtre & Seguier pour les parties, & Capel Aduocat du Roy, monſieur Lizet Preſident, pour l'Abbé d'Orcan & vn Curé, par lequel le Curé demandant à l'Abbé d'Orcan congrue ſur dixmes infeodees que poſſedoit l'Abbé, & pour raiſon deſquelles il faiſoit la foy & hommage au Roy, bailloit homme viuant, mourant & confiſquant, ayant eſté condamné par trois ſentences par le Iuge d'Egliſe à la congrue, s'en ſeroit porté pour appellant comme d'abus: par arreſt les parties renuoyees pardeuant le Iuge lay, pour proceder ſur la congrue, & par le plaidoyé de monſieur le Maiſtre grand perſonnage, & qui ſçauoit cõme telles queſtions ſe iugeoient au Pal[illegible] il offre au Curé par prouiſion la portion congrue.

Il y a autre arreſt donné en l'audience, le 18. May 1557. entre Anthoine de Hericourt & le Curé de Cayeulx, ſur meſme demande de congrue, les parties renuoyees pardeuant le Iuge lay, pour proceder ſur la demande de congrue. S'il n'y auoit aucune action de congrue & canonique portion contre les dixmes infeodees, la Cour n'euſt renuoyé pardeuant le Iuge lay, pour y proceder. Et eſt à remarquer qu'il ſe void par le plaidoyé de monſieur Seguyer audit arreſt du 17. Iuillet 1539. que ſix de Meſſieurs des Conſeillers d'Egliſe, auoyent condamné l'Abbé d'Orcan à payer la congrue ſur les dixmes infeodees.

Pour la premiere queſtion, diſoit l'Abbé de Beau-lieu, & l'Abbé de Maubec, que lon auoit apporté vne diſtinction au Palais en l'interpretation de l'ordonnance de ſainct Loys, & de laquelle diſtinction du Moulin eſtoit demeuré d'accord au 45. §. de l'ancienne couſtume de Paris, *num.* 19. 20. 21. *quando Decima datur Eccleſiæ in feudum*, à la charge de faire la foy, de bailler homme viuant & mourant, *tunc decima retinet nomen & qualitatem infeudationis*, & n'a lieu en ce cas particulier l'ordonnance de ſainct Loys; & la raiſon y eſt apparente, l'Egliſe eſtant chargee porter la foy & hommage, bailler homme viuant, doit auſſi iouyr des meſmes priuileges accordez aux fiefs, aux dixmes infeodees, *qui ſentit onus, ſentiat & commodum*, auoir les charges & n'en auoir les commoditez y annexees ce ſeroit *contra naturam*: auſſi qu'il ſeroit abſurde & contre les maximes des canoniſtes, que pour raiſon de dixme Eccleſiaſtique qui eſt choſe comme ſpirituelle lon portaſt la foy & hommage, lon baillaſt homme viuant & mourant, ce ſeroit contre toute diſpoſition, voire diuine, *ſpiritualia ſpiritualibus, temporalia temporalibus viris, quæ ſunt Cæſaris, Cæſari; quæ Dei, Deo.* Les dixmes Eccleſiaſtiques *proprios habent iudices*, cela va deuant le iuge d'Egliſe, & par appel au Pape; pour les infeodees comme temporelles, pardeuant le Iuge lay, & par appel aux Cours ſouueraines. Seroit confondre les deux iuriſdictions, & comme les Eccleſiaſtiques *in rebus ſpiritualibus ſolùm Papam agnoſcunt, ita in rebus temporalibus ipſi Eccleſiaſtici Regem, ex doctrina Innocentij in cap. nouerit, de ſentent. excommunicat.* Mais *quando Laici dant decimas Eccleſiæ ſine*

Digitized by Google

vllo onere feudi, & qu'ils ne les tiennent en fief d'aucun; telles dixmes retournent à leur premiere origine, à leur premiere nature. Et neantmoins qui voudroit ſuyure l'opinion de du Luc en ſes arreſts, *lib. 2. tit. 5. de Decimis*, arreſt 1. telle ordonnance de ſainct Loys n'auroit lieu, que pour les dixmes baillees par les Eccleſiaſtiques aux laiz, depuis le Concile de Latran. Et l'arreſt 2. dudit tiltre donné au profit de l'Eueſque de Bayeux, eſt interpreté de ceſte façon. Et de faict il ſe peut remarquer qu'il y eut des dixmes donnees aux laiz du temps du Roy Philippes 2. appellé Dieu-donné, qui eſtoit l'an 1181. & l'interprete ainſi ledit du Luc au premier arreſt. Que du Moulin auoit appris ceſte doctrine de monſieur Lizet premier Preſident, comme il recognoiſt & ſe peut remarquer en la couſtume ancienne de Berry, reformee par ledit ſieur Lizet, au tiltre des couſtumes preſidiales §. 2. qui permet d'aliener les dixmes infeodees, d'en diſpoſer comme de choſe prophane, meſme aux Egliſes: que la queſtion auoit eſté iugee par l'arreſt du 17. Iuillet 1539. cy deſſus recité. Car l'Abbé d'Orcan auoit acquis les dixmes d'vn lay, les auoit longuement poſſedees, *ex eo* que l'Abbé en portoit la foy & hommage, furent declarees infeodees & non Eccleſiaſtiques. Quant à la ſeconde queſtion, qu'il eſtoit difficile de remarquer l'origine des dixmes infeodees, ſi c'eſtoit du temps de Charles Martel ou auparauant: que ceux qui en prenoient l'origine dés le temps des fiefs, ne manquoient de raiſon, & ſe remarque que dés le temps de ſainct Hieroſme, 424. es laiz les poſſedoyent, comme il ſe remarque au Canon. *Quoniam. 16. quæſt.* 1. où le Pape Damaſe, demande aduis à ſainct Hieroſme, *ſi in foro conſcientiæ* les laiz pouuoyent retenir les dixmes: qu'il y auoit peu d'apparence que Charles Martel euſt oſté les dixmes aux Eccleſiaſtiques, qu'il n'y auoit aucun autheur digne de foy qui l'atteſte: que ſoubs pretexte que Charles Martel depoſſeda quelques Prelats du Royaume, leur oſta leur bien, lon a pris ce pretexte; que cela pouuoit eſtre remarqué par l'hiſtoire du temps. Que lon voye les premiers Conciles tant generaux que particuliers, meſmes ceux tenus en France, *Concilium Aurelianenſe* 1. 2. *Turonenſe* 1. *Rhemenſe* 1. tenus auparauant 720. qu'eſtoit Charles Martel, n'eſt parlé

parlé aucunement des dixmes, & y a apparence qu'en France les Eccleſiaſtiques ne poſſedoiẽt les dixmes, ce qui ſe peut verifier par les Cõciles d'Arles, Magẽce, Chaalons, tenus ſous Charles-maigne l'an 800. depuis Charles Martel. Lon admoneſte les laiz payer les dixmes aux Eccleſiaſtiques, on met puis peine aux refuſans, puis par excommunication, recours aux Capitulaires de Charles-maigne: & ne ſe trouue auparauant Charles-maigne aucune loy, ſoit en l'Egliſe Gallicane, ou de nos Rois, qui parle des dixmes: que lon pouuoit remarquer en pluſieurs fondatiõs faites par le Roy Charles-maigne d'Egliſes cathedrales, eſquelles n'eſt faite aucune mẽtion de dixmes. De vouloir dire que les dixmes ſont *iuris diuini*, il n'y a apparẽce, recours à ce qu'en dict ſainct Thomas, de Soto *de iuſtitia & iure, lib.* 8. *cap.* 3. 4. & le paſſage qui ſe remarque en ſainct Matthieu 23. & ſainct Luc 11. *Væ vobis, Scribæ & Phariſæi, qui decimatis mentham & anetum, & quæ ſunt grauiora legis relinquitis; hæc oportuit facere, & alia non omittere*, ce qu'il dict, *hæc oportuit*, c'eſt *vt legem antiquam oſtenderet*, & n'a dict *oportet*, ne voulant que lon en peuſt induire vn commandement *in lege gratiæ.* Et S. Hilaire eſcriuant ſur ſainct Matthieu audit 23. chap. explique ainſi ce mot de *oportuit*, & que *in lege gratiæ iugum decimarum Chriſtus abſtulit*, auſſi les Apoſtres n'en ont parlé: au contraire ſainct Paul reproche aux qu'ils ne luy auoient baillé ce qui luy eſtoit neceſſaire pour ſon viure, & en vn autre endroict *quæ mihi neceſſaria ſunt miniſtrauerunt manus iſtæ*, n'a parlé des dixmes, meſmes qu'il a dict, que *nemo militabat proprijs ſtipendijs*, & en l'Egliſe Grecque, *nullum præceptum decimarum.* Que le Concile de Latran ne pouuoit preiudicier aux dixmes infeodees, leſquelles eſtoient pures temporelles, de meſme nature que les autres fiefs. Du Moulin ſur le §. 105. de la couſtume de Poictou, *hæc feuda Decimarum, ſunt ante Concilium Lateranenſe, non ex priuilegio, ſed ex contractu & conuentione publica*, & puis il conclud, *ſunt ergo hæc feuda decimarum merè temporaliæ, vt alia quæque feuda ſubiecta conſuetudinibus & legibus regni, vt alia feuda.* Que les congrues & canoniques ſe prenoient *de rebus & reditibus Eccleſiæ*, par la Clementine 1. *de iure patro.* & non de ce qui n'eſtoit du patrimoine & domaine de l'Egliſe: que s'il eſtoit loiſible pren-

Digitized by Google

dre congrue ſur les dixmes infeodees, ce ſeroit vne confuſion entre les ſubjects du Roy, & les incommoder, il faudroit rompre des partages, intenter des garanties, rendre les dixmes infeodees à neant, ſupprimer en effect les fiefs : que l'ordonnance d'Orleans y auoit aſſez pourueu, renuoyant aux Eueſques à pouruoir aux congrues & canoniques, par vnions de dixmes, de benefices, preiugeant qu'il n'y auoit en cela à prendre que ſur les choſes ſpirituelles, ſur les dixmes Eccleſiaſtiques, & non ſur les choſes pures temporelles & domaniales, deſquelles la cognoiſſance n'appartient aux Eccleſiaſtiques. Que Grimaudet au liure des dixmes, chapitre 8. du 2. liure, nombre 20. & 21. n'eſtoit ſeul de cet aduis : que Bacquet au traicté des nouueaux acqueſts chapitre 30. ſur la fin, auoit eſté du meſme aduis, n'y ayant rien ſi contraire à la nature des fiefs, que les faire contribuer aux charges Eccleſiaſtiques. Et quand bien ce que lon veut dire de Charles Martel auroit lieu, il y auoit vn ſubject legitime de donner les dixmes aux laiz : c'eſtoit pour la defenſe de l'Egliſe, pour la recompenſe de ceux qui y auoient expoſé leur vie & conſommé leur bien : pour laquelle cauſe il eſt permis aliener le bien de l'Egliſe. Que ſi les Gentils-hommes au tẽps de Charles Martel, auoient obtenu ſur le reuenu de l'Egliſe quelques dixmes, que cela ne leur deuoit eſtre enuié, leurs heritiers en auoient du depuis donné ample recompenſe, par les dotatiõs & fondations qu'ils ont faictes aux Egliſes, & ſeroit à craindre que troublant les vns en l'vn lon remuaſt l'autre, qui n'apporteroit que de la confuſion entre les ſubjects du Roy, & n'eſtoit à propos troubler vn repos aſſeuré par tant de ſiecles, tant d'annees, renuerſer tant de familles, qui ont dormy en ſeureté depuis 700. ans & d'auantage. Qu'il eſtoit aiſé de reſpondre aux arreſts de 39. & 57. qui n'auoient rien preiugé, par iceux *nondum cognitum de infeudatione decimarum*, les parties n'eſtoient d'accord ſi la dixme eſtoit infeodee ou non, on les renuoye pardeuant le Iuge lay pour en cognoiſtre, & caſſe-lon & declare abuſif, ce qui auoit eſté faict par le Iuge d'Egliſe depuis l'infeodation alleguee.

Repliquoit ledit Curé, que reprenãt le premier fondement, que les dixmes infeodees auoient pris leur origine en l'Egli-

ſe, qu'elles auoient anciennement appartenu à l'Egliſe, que les laiz ne les pouuoient poſſeder, qu'à la charge de la congrue & canonique portion deuë au Curé, & encores que les dixmes *non ſint iuris diuini*, ſi eſt-ce que ce qui eſt deub au Curé pour ſon viure, pour ſon entretenement eſtoit deu de droict Canon, *Decima pretium miniſterij ſacerdotum deſeruientium in tabernaculo domini, num.* 18. *Non alligabis os boui trituranti*, 6. *Lucæ*, 10. *Dignus operarius mercede ſua; qui ſeruit altari de altari viuere debet, cap.* 11. *ad Corinth. cap.* 9. *nemo ſine ſtipendijs militauit vnquam, ibidem, ſi ſpiritualia ſeminatis, cur non temporalia metitis?* qu'il eſt du droict diuin que celuy qui ſert à l'Autel viue de l'Autel; il n'y a oncques eu loy, ou nation, qui n'ait donné les aliments à ceux qui adminiſtrent les Sacrements. Que les dixmes ont eſté baillees, à l'Egliſe, tant pour l'entretenement des Preſtres, des Curez qui adminiſtroient les ſaincts Sacrements, que pour les pauures, l'entretenement des Egliſes : que quand bien lon accorderoit que les dixmes infeodees demeureroient aux laiz, que lon tolereroit ceſte vſurpation qui en a eſté faicte ſur l'Egliſe, & que pour vn repos & pour n'empeſcher & troubler les ſubjects du Roy, telles dixmes infeodees demeureroient, ſi eſt-ce que ce ſeroit pour les parts & portions qui demeureroient le Curé nourry, d'autant que ſi telle nourriture eſt du droict diuin, il n'y a conuention ny paction publique, mais plus que centenaire poſſeſſion qui la puiſſe oſter : c'eſt vne charge qui eſt nee auec les dixmes, ſoit infeodees, ſoit Eccleſiaſtiques, charge inſeparable: que telles dixmes infeodees ne ſont donnees aux laiz pour en abuſer, mais pour en bien vſer, meſmes à la charge naturellement affectee, qui eſt la congrue. Que ce que les laiz tenoient telles dixmes infeodees, ce n'eſtoit que *ex priuilegio, ex diſpenſatione ſpeciali*, ou pour mieux parler, par vne tolerance, tout cela ne leur donnoit plus de droict qu'aux Eccleſiaſtiques meſmes, auſquels naturellement elles appartenoient : que pour reſpondre en vn mot à tant de diſcours & d'inconuenients mis en auant, au contraire, qu'il y auoit grande difference de vouloir oſter du tout les dixmes infeodees ou les aſſubjectir à la congrue deuë au Curé : on ne leur veut oſter les dixmes, on leur en accorde la

Digitized by Google

poſſeſſion,mais non les exempter de la congrue, à laquelle le mot de dixme les aſſubiectiſſoit.

Souſtenoit au contraire ledit ſieur de l'Eſtang, que ſa dixme eſtoit vn fief, de la nature des fiefs, ſur leſquels l'Egliſe ne pouuoit rien pretendre, que du temps de Charles Martel les dixmes auoient eſté accordees aux laiz *de conſenſu Epiſcoporum*, & combien que du depuis les Eccleſiaſtiques en ayent faict plaintes pour les recouurer, ſi eſt-ce que du temps de Pepin & Charles-maigne leurs plaintes furent inutiles, & combien qu'ils vſaſſent d'excommunications, meſmes de remonſtrances à Loys le debonnaire fils de Charles-maigne,& l'euſſent tellement intimidé & rendu ſon naturel à neant,qu'il ſe rendit religieux, ſi eſt-ce que les nobles ſe ſont conſeruez en leur tiltre qu'ils auoiét acquis,par le don que leur en fit Charles Martel,on voulut remuer ceſte querelle & pour mieux y paruenir, les Eccleſiaſtiques ſe vouloient ayder de faux fondemens,que la preſtation des dixmes eſtoit *iuris diuini*, & faire à croire à la nobleſſe, qui poſſedoit en France les dixmes qu'il y alloit de leur conſcience, il y a eu grands remuemens en France, & le peu de valeur de nos Rois qui eſtoient lors, aſſiſtoit & fauoriſoit ceſte plainte. Gregoire 7. voyant combien ce remuement apporteroit de confuſion, & le peu de profit que rapporteroient les Eccleſiaſtiques, il iugea que c'eſtoit erreur de dire que *decimæ* fuſſent *iuris diuini*, eſperant donner quelque ſubiect de contentement aux Eccleſiaſtiques,& que leur oſtant leur principal fondement, il ſe departiroiét de leurs pourſuites, mais n'ont delaiſſé de les pourſuiure iuſques au Concile de Latran, où Alexandre 3. prenant ſon aduantage ordonna audit Concile que telles dixmes ne ſe pourroient plus aliener,ceder ny tranſporter, à ce qu'en peu de temps elles reuinſſent à l'Egliſe : mais que la nobleſſe s'oppoſa à l'execution de ce Concile, qui ne fut oncques gardé pour ce regard : & Clement 5. enuoya vn bref à Philippes le Bel,par lequel il declaroit que ledit Concile de Latran n'auroit lieu en France pour ce particulier, que lors les laiz donnerent vn nom particulier aux dixmes qu'ils poſſedoient, les appellans *dixmes infeodees*, afin de monſtrer que c'eſtoient fiefs,choſe pure temporelle, ne tenant plus rien de l'Egliſe,

Digitized by Google

que lors la cognoiſſance des dixmes infeodees fut du tout oſtee au Iuge d'Egliſe, attribuee au Iuge lay pour preiuger d'auantage ſa qualité de choſe pure Domaniale, que deſlors lon commença à les bailler par adueu, & ne ſe trouuera qu'auparauant Philippes le Bel, lon ait vſé du mot de dixme infeodee, que la nobleſſe ayāt du depuis continué ſa poſſeſſion par plus de 300. ans, il n'y auoit plus aucun lieu aux Eccleſiaſtiques de reprendre ces anciennes pourſuites, deſquelles la longueur & laps de temps les auroit aſſez deboutez; de faire diſtinction d'oſter toutes les dixmes infeodees, ou d'en prendre ſeulement la congrue & canonique, c'eſtoit à dire que lon permiſt d'en oſter vne bonne partie, & comme la charité refroidira, que les dixmes ne ſe payeront qu'à la moitié, ceſte congrue augmentera d'annee à autre, & conſommera entierement le reuenu des dixmes infeodees.

Le procés party en opinions, en la premiere des Enqueſtes au rapport de monſieur Bret, monſieur de Villemereau Compartiteur, du depuis le procés veu en la 5. des Enqueſtes, l'opinion de monſieur le Rapporteur, eſtoit de condamner ceux qui tenoyent dixmes Eccleſiaſtiques en la paroiſſe à parfournir la congrue, & au cas que toutes leſdites dixmes Eccleſiaſtiques ne fuſſent ſuffiſantes, icelles preallablement baillees au Curé, que les dixmes infeodees y contribueroyent pour ce qu'il faudroit à parfournir la congrue & canonique du Curé, preiugeant que lon ne ſe pourroit addreſſer ſur les infeodees que ſubſidiairement. Monſieur le Compartiteur au contraire eſtoit d'aduis, de declarer les dixmes infeodees du tout, & en tout cas exemptes de la congrue & canonique, ſans que le Curé peuſt auoir aucune action de congrue contre les dixmes infeodees, ſauf au Curé à ſe pouruoir pardeuers ſon Eueſque, pour luy eſtre pourueu ſuyuant l'ordonnance d'Orleans.

Le procés derechef party, & Meſſieurs le Rapporteur & Compartiteur admonneſtez que pour la grande conſequence de l'affaire, il eſtoit à propos de n'en plus parler, le ſeptieſme Iuillet 1604.

Lon adiouſtoit pour le ſieur de l'Eſtang, que lon liſoit en l'Hiſtoire de Charles-maigne qu'ayant vaincu les Saxons, il

Digitized by Google

oſta aux Eccleſiaſtiques les dixmes, les bailla aux laiz, & laiſſa aux Eccleſiaſtiques ſeulement pour viure. Que le Roy Henry 2. ayant reconquis Calais, il s'empara de toutes les dixmes deſquelles le receueur du domaine iouyſt encores à preſent, & laiſſa lon 27. iournaux de terre à chaſque Curé, pour luy donner moyen de viure, que lon les peut appeller dixmes infeodees, comme celles de Charles Martel: que pour monſtrer combien eſt incertaine l'origine des dixmes infeodees, c'eſt, outre le peu de preuue qu'il y en a, & de treſ-grandes preſomptions au contraire, que Charles Martel s'eſtant emparé non ſeulement des dixmes, mais des autres biens temporels appartenans aux Egliſes, les Roys ſubſequents ayans rendu le temporel, il eſt vray ſemblable que lon euſt pluſtoſt rendu les dixmes, qui eſtoyent le vray patrimoine. Qu'auparauant Innocent 3. il ne ſe trouue aucun autheur parlant des dixmes infeodees, qu'il y a plus de 500. ans d'interualle, que le gros que le ſieur de l'Eſtang faiſoit au Curé qui eſtoit de 12. liures; c'eſtoit pour compoſition faicte auec les Curez precedents, pour leur droict, que cela ayant duré plus de 300. ans, qu'il n'y auoit apparence remuer d'auantage ceſt affaire.

Auparauant ce partage, la commune opinion du Palais eſtoit de faire contribuer les dixmes infeodees à la congrue des Curez, au cas que toutes les dixmes Eccleſiaſtiques de la paroiſſe ne fuſſent ſuffiſantes, qui eſtoit vne eſpece de diſcuſſion, qu'il falloit faire des dixmes Eccleſiaſtiques auparauant que lon ſe peuſt addreſſer aux infeodees. Voyla que ceſt que rechercher trop curieuſement ces grandes queſtions, eſquelles ſe trouuans raiſons tant de part que d'autre ſe departant de la commune vſance lon demeure ſans reſolution, laquelle en ceſte queſtion ſe pouuoit prendre des arreſts de 39. & 57. reſolution neantmoins qu'il eſt neceſſaire de prēdre pluſtoſt que de laiſſer l'affaire en incertain.

SI LA DONATION FAICTE EN aduancement de droict ſucceſſif ſe doit inſinuer à peine de nullité au regard du creancier.

LXI.

AV procés d'entre Boulanger, & l'Eueſque, au rapport de monſieur Scaron en la 5. des Enqueſtes, lon a demandé, ſi la donation faicte au fils par pere & mere en aduancement de droict ſucceſſif, eſtoit nulle faute d'inſinuation, & ſi le creancier ſubſequẽt telle donation la pouuoit impugner de nullité. Le creancier du pere diſoit que par l'ordonnance de 39. toutes donations deuoient eſtre inſinuees, mais ſur la difficulté que lon faiſoit des donations remuneratoires, *ob cauſam*, en faueur de mariage, s'eſtoit enſuiuy autre ordonnance en l'an 1549. par laquelle a eſté ordonné que toutes donations ſans aucunes en excepter, ſeront inſinuees à peine de nullité, & pour oſter toute ambiguité, que par l'ordonnance de Moulins, de l'an 1566. il en eſt autãt ordonné, & ce tant pour le regard du creancier que de l'heritier, que telles ordonnances ſont faictes, principalement en faueur des creanciers, que lon ne peut reuoquer en doute que ce qui eſtoit donné en aduancement d'hoirie, ne fuſt donation, c'eſt *titulus ſingularis*, qui vient *ex ſola & libera voluntate & liberalitate donantis*. Si lon veut pretendre tel don pour vn partage & eſpece de legitime, que la proprieté en appartenoit aux pere & mere iuſques à leurs deceds, tellement qu'ils en ont peu obliger la proprieté à leurs creanciers, & n'y auoit reſponſe à ce dilemme, ou c'eſtoit don, & ſubject à inſinuation par l'ordonnance, ou ce n'eſtoit don, & en ce cas, il demeure *in bonis* du pere & de la mere, qui le peuuent obliger à leurs creanciers. Au contraire lon diſoit que tels aduantages n'eſtoient propremẽt donations, mais pluſtoſt eſpeces & formes de partages legitimes, qui n'eſtoient ſubiectes à inſinuation, que la commune vſance le demonſtroit en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, en laquelle tels contracts n'e-

Digitized by Google

ſtoyent proprement donations, mais *pendebat ex euentu, ſcilicet* ſi apres le deceds du pere ou de la mere lon ſe tiendroit à ſon don, ou ſi lon ſe porteroit heritier; que ſi lon inſinuoit, lon recognoiſſoit que c'eſt vn don, partant preiugé qu'il s'y faudroit tenir, & que lon renonceroit à l'heredité des pere & mere.

Ce qui faiſoit plus de difficulté, c'eſt que ſur ſemblable different pendant en la premiere des Enqueſtes, pour vn don faict en aduancement de droict ſucceſſif, debatu par vn frere heritier, lon deputa deux de Meſſieurs pour aller au Chaſtelet & ſçauoir la commune vſance de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, & ayant faict aſſembler les plus anciens des Iuges, Aduocats, & Procureurs, ſe trouuerent partis ſur la commune vſance de ne faire inſinuer tels contracts, ou les faire inſinuer.

Neantmoins par arreſt, apres en auoir demandé aux chambres, la donation declaree nulle, pour le regard des creanciers qui ont contracté depuis la donation, du ſeptieſme Iuin 1605. au rapport de monſieur Scaron à l'extraordinaire.

DES DEPORTS, ET COMME *ils ſont deubs.*

LXII.

ON a longuement douté au Palais, ſi les deports que pretendent les Eueſques, Archediacres ou Archipreſtres ſur les Curez eſtoyent legitimement deubs, ſe trouuant diuerſité d'arreſts, les vns qui les auoyent declarez abuſifs, les autres qui les auoyent tolerez. Que lon auoit voulu tirer l'origine des deports de Iean 22. dont nous auons l'extrauagante *ſuſcepti. de elect.* qui reçoit *ex laudabili conſuetudine, priuilegio, ſtatuto Annalia*, qui eſtoyent les fruits *primi vel ſecundi anni beneficiorum vacantium*: que de là eſtoyent venu les Annates condamnees par les Conciles de Baſle, de Florence, Pragmat. Sanction, declarees abuſiues; il faut que *beneficia Eccleſiaſtica ſine diminutione conferantur*, c'eſt bien vn abus que d'oſter les fruicts à vn Curé contre ſa volonté, abus de le contraindre à ſe demettre pour vn temps de l'exercice de

de ſon benefice, & le laiſſer deſeruir par vn qui n'a aucun tiltre. Si les Archidiacres & Archipreſtres n'auoient aucun reuenu, c'eſtoit à l'Eueſque à les nourir, puis qu'en cela ils font ſa charge, ce n'eſt aux Curez à les entretenir : lon les peut pouruoir par vnion de prebendes, ou de Chappelles. Que les plus grands perſonnages qui en auoyent eſcript, auoyent d'vn commun conſentement condamné telles Annates, & tels deports. *Iuo Carnotenſis Epiſcopus* en ſa 94. Epiſtre, condamne le Doyen de ſon Egliſe de Chartres, qui par vne cõrruptelle auoit de couſtume de prendre partie des fruicts de la premiere annee és prebendes de l'Egliſe de Chartres. La gloſe de la Pragmat. tit. de Annat. *in verb. conſuetudinis. in fine*, reprouue tels déports, & cõdamne les couſtumes quelles qu'elles ſoyent. Qu'il eſt du tout inutile d'en diſputer apres vn arreſt fort ſolennellement donné au Parlement le vnzieſme Aouſt 1553. contre l'Archipreſtre de Tours, plaidant monſieur Seguyer pour le Procureur general, appellant comme d'abus du deport que pretendoit ledict Archipreſtre contre les Curez eſtans en ſon Archipreſtriſe, Amelot & la Vergne Aduocats des parties, par lequel la Cour reçoit l'appel comme d'abus, faict defenſes de leuer ledit deport : qu'il s'en trouuoit vn autre arreſt de l'an 1563. donné contre l'Archediacre de Sablé au pays du Mayne, recité par Choppin *de ſacra Politia, lib.1. tit.8. & lib.3. tit.3.* Lon diſoit au contraire, que lon auoit admis en droict Canon *laudabilem conſuetudinem legitimo vſu approbatam*, meſmement pour prendre quelque argent *pro ſacramentorum adminiſtratione*, la gloſe de la Pragmatique ſanction, *de Annat. in verb. conſuetudinis*, approuue ceſte opinion, & le plus rude qui ait eſté contre tels deports, ç'a eſté Probus en ſa 51. queſtion du traicté des Regales, encores admet-il telles couſtumes, meſmement immemoriales, & que telle a eſté l'opinion la plus commune des Canoniſtes, que les arreſts auoyent ſuiuy ceſte opinion, qu'il s'en trouueit au regiſtre des procés par eſcript du quatorzieſme Mars 1544. donné au profit du Doyen de l'Egliſe du Mans contre le Curé d'Oyſeau : vn autre qui contient les moyens des parties du ſeptieſme Iuillet 1601. au profict de Melot Archidiacre de l'Egliſe du Mans : qu'en toute la Prouince de Normandie

Digitized by Google

lon vſe des deports, & au diocefe de Paris: que la Pragmatique, les Conciles de Baſle, & Florence, ſont en ce faict particulier abrogez par le concordat verifié au Parlement. Que lon pouuoit remarquer aux premieres compagnies des Egliſes, que les fruicts de la premiere annee des prebendes, n'appartenoiẽt aux Chanoines. *Idem*, en l'ordre de ſainct Iean de Hieruſalem, que la faueur des Archidiacres eſtoit grãde, leur charge neceſſaire, n'auoyent aucun reuenu, contraincts diſcontinuer leurs viſites par le dioceſe pour leur pauureté.

Faut noter qu'en aucuns dioceſes il y a tiltres anciẽs de plus de 200. ans, auec continuation de poſſeſſion, auſquels dioceſes la Cour par ſes arreſts a toleré les deports, mais en certains cas, ſçauoir pour le litige iuſques à la recreance, & en cas de vacation, c'eſt à dire, que n'y ayant aucun titulaire, l'Archidiacre peut commettre & prendre les fruicts au *pro rata* du temps que le litige dure. Que l'arreſt de 44. le porte, auſſi l'arreſt de 53. Ce qui ſemble receuoir moins de difficulté, qu'il eſt du deuoir de l'Archidiacre, voire neceſſaire commettre à l'exercice de la Cure pendant le litige *propter rectoris incertitudinem*, n'eſtant raiſonnable que lon permette l'adminiſtration des Sacremens à ceux *de quorum titulo dubitatur*. Pour la vacance, qu'il eſt raiſonnable, que iuſques à ce qu'il apparoiſſe vn titulaire, que l'Archidiacre y commette: qu'il n'eſt raiſonnable en ces deux cas qu'il commette à ſes deſpens, attendu que les fruicts de la Cure ſont affectez à celuy qui fait le ſeruice, qui adminiſtre les ſaincts Sacremens.

Ceſte queſtion s'eſtant preſentee en la cinquieſme des Enqueſtes du Parlement, au rapport de monſieur Boucher, entre les Archidiacres de l'Egliſe du Mans, & vn Curé, & veu les arreſts lon y a apporté ce reiglemẽt. Que les Archidiacres prendroyent tous les fruicts des Cures vacantes, iuſques à ce qu'il y euſt vn titulaire qui euſt pris poſſeſſion, & des Cures litigieuſes ſans fraude depuis l'appointement de conteſtation, iuſques à la recreance faiſant deſeruir les Cures, & portant les charges au *pro rata* du temps de la iouyſſance, le Samedy troiſieſme Septembre 1605.

Maiſtre Charles du Moulin ſur les Annotations du ſtyle de Parlement, *in ſeptima parte arreſtorum art.* 108. *in verbo. deport.*

vſe de ces mots, *ius abuſiuum & prorſus abolendum*. Voy Rebuffe ſur les ordonnances, *tractat. de ſequeſtris ſeu Commiſſariјs, gl.2. num. 18. in verbo. & melius faciet*, approuuant par ce moyen le droict de deport en cas de litige: & ce que la Cour a receu au particulier, l'appel comme d'abus, ce fut pour l'entrepriſe de iuriſdiction, l'Archidiacre ayant excommunié les ſequeſtres faiſans leur charge, qui auoyent eſté eſtablis par ſentence du Iuge ordinaire.

DOVAIRE SVR VN OFFICE *hereditaire.*

LXIII.

LE 30. Ianuier 1607. au roolle de Senlis, Cornoaille, Chauuelin, & Loyſel plaidans, iugé qu'vne vefue ne pouuoit pretendre douaire ſur vn eſtat de Receueur des decimes du dioceſe de Senlis, encores que tels eſtats fuſſent hereditaires. La raiſon de doubter, que cet eſtat eſtoit vn immeuble, qu'à preſent lon mettoit la meilleure partie de ſon bien en offices, argent, & obligations, que n'admettant en ce cas le douaire, c'eſtoit priuer les femmes du douaire, lequel eſt de ſoy fauorable, partant l'extenſion facile: mais la couſtume de Senlis n'admettant douaire que ſur les anciens heritages, couſtume qui eſt *ſtricti iuris*, en laquelle *non eſt à verborum proprietate recedendum,* qui n'admet aucune extenſion, tels offices ne peuuēt venir ſoubs ce mot d'heritages, ioinct que pour proprement parler, tels offices comme les autres non venaux ne ſont de leur nature ne meubles ne immeubles, meubles auant que d'eſtre ſaiſis, immeubles apres la ſaiſie, encores pour l'effect de l'hypotheque ſeulement.

Digitized by Google

SI LES CONVENTIONS PORTANS *aduantage à l'vn des deux conioincts, emportent donation pour deuoir eſtre inſinuee.*

LXIIII.

AV procés d'entre Claude de Marle, & Suſanne de Heluin, lon a demandé ſi ceſte conuention appoſee en contract de mariage, que le ſuruiuant des deux conjoincts aura tous les meubles, ſans eſtre tenu aux debtes, eſtoit vne donation ſubjecte à inſinuation, ou vne ſimple conuention de ſocieté, ou communauté. Les heritiers de la femme decedee debatent la conuention que c'eſtoit donation, qui ne ſe pouuoit autrement appeller, qui donnoit en effect des meubles, qui en ſeparoit les debtes, qui ſe deuoyent de leur naturel deduire ſur les meubles. Que lon a faict diſtinction de telles conuentions appoſees aux contracts de mariage du pays de droict eſcript, ou pays couſtumier. Au pays qui ſe regit par le droict eſcript, la ſeule conuention des parties donne la loy, & bien qu'elle contienne vn aduantage, voire extraordinaire, ſi eſt-ce que lon peut dire que c'eſt *lex dicta ſocietati, non donatio*, car telle ſocieté depend entierement de la loy que lon luy a donnee. Mais en pays couſtumier la ſocieté ou communauté ſe regle par la loy de la couſtume, qui la dõne par moitié à l'vn des conioincts, tellement que changeant ceſte ſocieté, & oſtant aux heritiers du predecedé ce que la couſtume luy donne, c'eſt vn aduantage, c'eſt vne donation, qui eſt ſubjecte à l'Edict des inſinuations.

Au contraire que ceſte conuention, ſoit en pays couſtumier, ou de droict eſcript n'eſt donation, la couſtume n'empeſche d'impoſer à la ſocieté telle conuention que lon veut, elle ſe reigle auſſi toſt par la conuẽtion des parties, que par la diſpoſition de la couſtume, & ſe peut en pays couſtumier la communauté appeller auſſi-toſt conuentiõnelle que couſtumiere. Que ſi lon prenoit telles conuentions pour donations, il faudroit inſinuer tous les contracts de mariage, qui ſeroit contre la liberté publique: que telle conuẽtion eſtoit d'autãt

fauorable que chacun des conjoincts y pouuoit profiter, *pendebat ex futuro & incerto mortis euentu.*

Par arreſt donné en la grand'Chambre, du dixieſme iour de May 1600. la cauſe appointee au Conſeil, & par autre arreſt du dix-huictieſme May 1602. telle conuention (bien que par le contract lon l'euſt appellee donation) a eſté exempte d'inſinuation, comme n'eſtant vraye donation, mais conuention de ſocieté, apres que les arreſts que lon apportoit au contraire ont eſté veuz.

DE L'ADIVDICATION PAR decret faicte par prouiſion au preiudice d'vn appel.

LXV.

L'Vnzieſme iour d'Aouſt 1604. fut plaidee la cauſe d'entre Vrbane Commeau appellante des ſaiſies, criees, verification d'icelles, ſentences de nonobſtant l'appel, d'vne part, & Charles Geruais inthimé, Ragueneau & Bouyn Aduocats des parties, & Seruin pour le Procureur general du Roy, par lequel la Cour dict, qu'il a eſté mal & nullement iugé & adiugé, en ce que le Iuge a ordonné qu'il ſeroit procedé à l'adiudication par decret nonobſtant l'appel de ladicte verification, faict inhibitions & defenſes aux Iuges & tous autres de paſſer outre auſdictes adiudications nonobſtant l'appel, & adiuger par prouiſion, leur enjoinct deferer aux appellations, à peine de tous deſpens, dommages & intereſts des parties.

Le vingt-huictieſme de Iuillet 1607. autre arreſt entre de la Riuiere, & de Houuel, au rapport de Monſieur Louet, par lequel vn decret fait par le Bailly de ſainct Pierre le Monſtier, ou ſon Lieutenant de trois terres, par ſus des appellations, & ſans preiudice d'icelles a eſté caſſé.

la conuention qui changeoit de nature le propre conuentiõnel, tellement que tels deniers eſtoient cenſez immeubles entre ceux qui auoient contracté, ce qui ſembloit rendre la diſtinction inutile, ſi les deniers eſtoient payez ou non. Lon recite à ce propos pluſieurs arreſts, le premier de Rambures, qui auoit iugé tels deniers meubles, quelque diſtinction qu'il y euſt, l'autre arreſt de Chaſtelus, qui les auoit rendus immeubles *reſpectu* des heritiers de la femme & du mary. Neantmoins le contraire a eſté iugé, & que tant que les deniers deſtinez ſont entre les mains de celuy qui les a prins, ſont meubles, quelque deſtination qu'il y ait, & n'opere telle deſtination & conuention que *inter maritum & vxorem & eius hæredes*, & a eſté de ceſt aduis Maiſtre Charles du Moulin ſur la couſtume de Neuers, art. 17. au tiltre des droicts appartenans à gens mariez, *hoc eſt indiſtinctè verum contra maritum, ſed non reſpectu aliorum, niſi eſſet aſsignatio annua, & ſic habens vim immobilis*, & n'a lon eu eſgard à la particularité, qui eſtoit que lon auoit pris l'intereſt au denier quinze à faute de payemẽt, par arreſt du vingt-vnieſme iour d'Aouſt 1607. au rapport de Monſieur Midorge. Ceſt arreſt ayant iugé la queſtion generale & paſſé par ſus toutes les particularitez interprete la couſtume de Paris, art. 93. deniers donnez par pere & mere, faut adiouſter & payez, & eſt ſuyuant l'opinion de Ferronius au lieu preallegué, il faut que les deniers ne ſoient plus entre les mains de celuy qui les a pris, ce n'eſt lors que meuble, ce qu'il doit n'eſt que meuble, l'action pour en auoir le payement eſt mobiliaire.

S'IL FAUT DISCUSSION, L'HYPOTHECAIRE & la perſonnelle concurrans.

LXVII.

LE 29. de Decembre. 1607. iugé au rapport de Monſieur Bouyn, contre Monſieur Alaman, Preſident au grand Conſeil, que l'hypothecaire & la perſonnelle concurrentes enſemble emportent condemnation ſolidaire ſans diſcuſſion, tellement que ledit ſieur Alaman, bien

qu'il ne fuſt heritier de ſon pere que pour moitié, neantmoins comme detenteur il a eſté condamné pour le tout, ſauf ſon recours.

SI LE MINEVR PEVT ESTRE releué du defaut de l'inſinuation de la donation qui luy eſt faicte.

LXVIII.

On a demandé, ſi le mineur, auquel lon a faict donation, eſtoit bien fondé és lettres par luy obtenues pour eſtre releué de ce que ſon tuteur pendant ſa minorité n'auoit faict inſinuer la donation, diſant le mineur, que *in eo læſus*, que la faute & negligence de ſon tuteur ne luy peut preiudicier, que *nihil imputandum minori*, lequel eſtant *in tutela curatoris* ne pouuoit rien de ſon chef, que comme la femme eſtant *in ſacris & poteſtate viri* eſt releuee de ce qu'elle n'a inſinué la donation qui luy eſt faicte *viuente marito*, la peut inſinuer quatre mois apres le deceds du mary, le mineur ne meritoit moindre faueur. Les creanciers au contraire diſoient que l'ordonnance de 39. 49. & 66. eſtoient generales faictes en faueur des creanciers, ordonnance faicte pour le bien public, la ſeureté des contractans, que les donations n'eſtoient valables ſans inſinuation, que les mineurs ne pouuoient pretendre qu'il leur fuſt acquis aucun droict en vertu deſdites donations qu'elles ne fuſſent inſinuees : que *in quærendis minores iure communi vtebantur*, que la leſion ny eſtoit conſiderable au preiudice du bien public, qu'il n'y auroit creancier aſſeuré pour contracter, ſi vn mineur pouuoit eſtre releué du defaut d'inſinuation à ſon preiudice, que lors que le creancier contracte, il luy ſuffit voir au Greffe du lieu, pour voir s'il y a donation inſinuee, n'y trouuant rien inſinué, il eſt fondé on l'ordonnance, qui luy baille la ſeureté de cõtracter, que *ex poſt facto* le mineur eſtant releué, *res non eſſet amplius integra reſpectu creditoris*, qui perdroit ſon hypotheque, ſe pourroit preſenter tel particulier qu'il n'auroit aucun recours, *conſultus clariſſimus Senator Bannius, reſpondit multoties contra minores*

iudicatum

iudicatum, nil in præiudicium creditorum, quibus ius plenè quæſitum fuit reſtituendum, nil imputandum creditoribus qui ſub legis publicæ auctoritate legitimè contraxerunt, quo ſpeciali caſu, minoribus ſæpiſſimè denegatam reſtitutionem contra eos qui in primum ſtatum re amplius non integra reſtitui non poſſunt.

DV DONATAIRE DE TOVS BIENS, & s'il eſt tenu aux creanciers.

LXIX.

AN donatarius vniuerſalis, vel per modum quotæ omnium bonorum teneatur ad debita, ç'a eſté vne grande queſtion, quand la donation eſt entre vifs par contract de mariage eſtant parfaicte en ſoy, & ne peut eſtre alienee par autres alienations, donations, ou debtes ſubſequentes; autrement il ſeroit en la puiſſance du donateur rendre la donation inutile. Il y a eu diuerſité d'opinions, qui ſont recitees par Ferronius ſur la couſtume de Bourdeaux, *lib. 2. tit. 5. de teſtament. §. 6.* l'aduis duquel eſt conforme à celuy de Benedicti ſur le ch. *Rainutius. in verb. cætera bona. de teſtament.* ſinon que les debtes fuſſent contractees *ex cauſa neceſſaria*, qui ſe prend *ex qualitate perſonarum, & donatarius ſingularis ſucceſſor æri alieno non ſubijcitur* par la maxime de la loy *æris alieni, de don. Cod.* Ce qui eſt accompagné de grandes raiſons pour les biens compris expreſſément en la donation, & deſquels le donataire eſt ſaiſi, & eſquels la donation eſt parfaicte en ſoy, faicte entre vifs irreuocable, qui acquiert deſlors du contract pleine proprieté des choſes donnees au donataire, ce qui a lieu és ſubſtitutions contractuelles : neantmoins d'Argentré eſt d'opinion contre, quand le donneur n'a dequoy ſatisfaire à ſes creanciers, ou qu'il n'a aucun heritier, & que le donataire emporte tout, *tit. de donat. art. 219. gloſ. 6. num. 182.* & bien que ceſte opinion ſoit fort plauſible, ſi eſt-ce que l'arreſt d'Alluye eſt au cõtraire, & l'arreſt cité par du Moulin ſur le 268. art. de la couſtume de Touraine, *& nouiſſimè*, en la cauſe celebre plaidee au Parlement, entre la Roine Margue-

Digitized by Google

rite de Valois,& les creanciers, pour le Comté de Clermont, la prouiſion a eſté iugee contre les creanciers, *etiam* qu'il n'y euſt aucun heritier, en May 1606. ce qui auoit eſté iugé au Parlement de Thoulouſe, pour le Comté de Lauraguays, en faueur de la meſme Royne, contre Monſieur Deſcars, & ſe trouue iugé par arreſt en la Chambre de l'Edict, au profit de la maiſon de Candale, au rapport de Monſieur Iourdain, que les debtes creées depuis la ſubſtitution, outre & par ſus ce dont le donateur s'eſtoit reſerué de diſpoſer, ne ſe deuoit acquiter par le donataire ou ſubſtitué.

SI L'ORDONNANCE DES inſinuations deroge aux couſtumes.

LXX.

DV Moulin ſur le 41. art. de la couſtume d'Auuergne, au tiltre des donations, cite vn arreſt donné au profit de Charon, par lequel vne donation non inſinuee fut declaree nulle en ladicte couſtume, bien que par ledict article il ſoit expreſſément porté, que donation eſt valable ſans inſinuation.

AAGE POVR TENIR vne Prebende.

I.

ENtre Henry Bidauld & l'Eſcuyer s'eſt meu procez pour raiſon du poſſeſſoire d'vne Prebende, de l'Egliſe collegiale de Champeaux Dioceſe de Paris, auquel s'agiſſoit de ſçauoir ſi à 9. ans ou à 8. ans lon pouuoit tenir vne prebende en ladicte Egliſe, qui n'eſt que collegiale.

Pour le deuolutaire pourueu par le defaut d'aage, lon diſoit que la reigle 17. de Chancellerie a vuidé la queſtion, par laquelle il eſtoit requis 10. ans *in collegiata*, & 14. *in Cathedrali.* reigle receue & approuuee par les plus grands Cano-

Digitized by Google

niſtes de noſtre temps, Monſieur Ruzé *de iure regali. priuileg. 24. in fine.* Monſieur de Selue, *de benefic. tract. 3. quæſt. 5. num. 29. in fine.* Monſieur Guymier en la gloſe de la Pragmatique *de collat. §. Item cenſuit. in verbo. cathedralibus.* Mr. le Preſident de Rufignac *lib. de re Sacerd. lib. 3. tit. 1. cur. ca. med.* Rebuffe *de diſpenſat. ratione ætat.* de ſa Practique *num.* 2. Monſieur Coras *de Sacerd. tit. de ætate beneficiandorum.* Que ceſte commune & concordante opinion eſtoit preuue plus que ſuffiſante, aſſiſtee neantmoins de grandes raiſons, *beneficium propter officium*; que auant l'aage de dix ans, lon ne pouuoit deſirer aucun ſeruice des enfans és Egliſes, qui eſt la raiſon de la gloſe au chapitre *ex eo, in 1. notab. de elect. in 6.* & la commune opinion des Docteurs, au chapitre, *ſuper inordinata. de Præbendis.*

Le pourueu par l'ordinaire diſoit au contraire, Que les reigles de Chancellerie de Cour de Rome, ne nous obligeoient en France, ſinon en tant qu'elles eſtoient fondees ſur la raiſon: que l'auctorité de tant de grands perſonnages alleguee par le deuolutaire ne vuidoit la queſtion. Monſieur Ruzé pour le premier tient la queſtion problematique; & que les Canoniſtes n'ont tous eſté d'vn aduis: que lon auoit bien apporté vne diſtinction, que *in cathedralibus canonici ante 14. ann. quædam officia præſtare poſſunt, Reſponſoria cantare, candelabra deferre, poſt. 14. ann. alia præſtare officia.* & Monſieur de Selue ne s'eſloigne de ceſte diſtinction: tels enfans n'entrent en Chapitre pour donner aduis, non plus que les autres Chanoines, qui ſont *tantùm in minoribus ordinibus conſtituti*: qui eſt pour reſpondre au chapitre, *ſuper inordinata,* que non *praualent maturitate iudicij*: joint qu'en la meilleure partie des Egliſes, les Chanoines gaignent leur gros ſans reſider ne faire autre ſeruice à l'Egliſe, que prier Dieu en leurs maiſons. A la verité Monſieur de Selue, *lectorem incertum relinquens* dict que la queſtion auoit eſté decidee à Rome, par la reigle de Chancellerie: mais oncques ceſte reigle n'a eſté approuuee en France, n'a eſté receue és Cours ſouueraines, la raiſon y reſiſte.

En France, lon a mis les prebendes *inter beneficia merè ſimplicia,* qui ne tiennent lieu & ne doiuent reſidence que volontaire, & n'ont charge d'ames: voila pourquoy on les peut conferer à l'aage que lon baille la Tonſure, qui eſt à 7. ans,

Digitized by Google

Et faut prendre pour reigle & maxime, que puis qu'à 7. ans lon peut auoir l'ordre de Tonſure, que à ceſt aage lon peut eſtre pourueu de quelque benefice, comme d'vn ſimple. Lon a bien faict difference au chapitre vnique *de ætate & qualitate. in 6.* des benefices ayans charge d'ames, & requis 25. ans, des benefices ayans dignité ſans charge d'ames à 20. ans, ſans y apporter autre difference d'aage, & pour les autres qu'ils ne puiſſent eſtre legitimement tenus à 7. ans, l'exemple en eſtoit au chapitre *ex eo. de elect. in 6.* où il eſt parlé d'vn Chanoine en vne Egliſe cathedrale eſtant au deſſous de l'aage de 14. ans. Que l'eſcriture ſaincte nous monſtroit le contraire, admettant les enfans à l'Egliſe, *ſinite paruulos ad me venire*: & de faict anciennement les chapitres des Egliſes collegiales, *erant iuuentutis ſeminaria.* Et encores auiourd'huy en beaucoup d'Egliſes les enfans pourueus de telles prebendes ſe mettẽt auec les enfans de Chœur, qui ſe reçoiuent ordinairement à ſept ans. La queſtion ayant eſté demandee aux Chambres, par arreſt la reigle de Chancellerie approuuee, & la prebende adiugee au deuolutaire. Monſieur Pelletier Rapporteur, en la 5. des Enqueſtes, le 27. Mars 1586.

Vide ſup. in littera B. aage requiſe en benefice, pag. 31. & ſuiu. *Molinæus in regul. de publicand. reſignat. num. 372. exiſtimat prebendas in collegiali Eccleſia, ab impubere legitimè poſſideri poſſe.*

ESCVS.

II.

IVgé qu'vne ſomme d'eſcus donnee par contract de mariage, ſe rapporte entre coheritiers, au prix que valoient les eſcus lors du mariage, & non au temps de la ſucceſſion eſcheuë.

Monſieur Pelletier Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le deuxieſme Auril 1588. le Noir & des Hayes. La raiſon eſt, que les eſcus ont eſté lors du mariage employez au prix qu'ils valoient, & auſſi toſt aux fraiz des nopces, & à ſe meubler qu'en autre meilleur employ, ou bien en rente conſtituee, qui n'augmente ou diminue: que ſi le prix des eſcus

Digitized by Google

a augmenté au tẽps que les deux conjoincts ne les pouuoyent plus auoir, il ne ſeroit raiſonnable les obliger à rapporter ceſte augmentation, duquel ils n'ont peu iouyr ne profiter.

EXPLOICT.

III.

IVgé qu'vn exploict d'eſtabliſſement de Commiſſaires eſt nul, faute de n'auoir interpellé les Commiſſaires de le ſigner, bien que l'exploict fiſt mention que leſdits Commiſſaires en auoyent eu copie.

Monſieur Boucher Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, du dernier iour de May 1588. Courtenay, & du Puy. L'ordonnance de Blois porte, que lon fera ſigner les Commiſſaires, autrement ne ſont obligez, n'ayant vn Sergent plus de pouuoir d'obliger les parties qu'vn Notaire, l'article de l'ordonnance de Blois eſt le 174.

DE LA SVCCESSION D'VN *Eueſque Religieux.*

IIII.

POur la ſucceſſion de l'Eueſque de Chaalõs, qui auoit eſté Iacobin, & depuis Eueſque de Chaalons, s'eſt meu procés entre les Iacobins, le Chapitre de l'Egliſe de Chaalons, l'Eueſque moderne, & les freres & neueuz du defunct Eueſque, nommé Fouré.

Pour les Iacobins, il ſe diſoit que *monaſterium ſuccedit Religioſo*, que la dignité Epiſcopale n'y apportoit aucune particularité : au contraire que le vœu de chaſteté, pauureté & obedience fait par le defunct n'eſtoyent oſtez par la dignité Epiſcopale. Les Theologiens diſent que *vota iſta ſolemnia obligant abſque facultate reuocandi*, c'eſt *materia per ſe libera, quæ per votum fit neceſſaria, quæ nec reuocari nec amitti poteſt*, par-ce que *hæc obligatio, non homini ſed deo facta eſt*: Les Hebrieux appellent *vota, promiſſiones Deo factas, ideo ab homine diſſolui non poſſunt, cùm Deum*

ſolum auctorem habeant : & bien que le Pape *plenitudinem poteſtatis à Deo habeat*, toutesfois *in voti diſpenſatione eius poteſtas deficit*, & l'ont ainſi tenu les Canoniſtes au chap. *cùm ad monaſterium. in verb. abdicatio proprietatis. de ſtatu monac.* & pour iuſtifier que la qualité Epiſcopale n'oſte ce charactere regulier, c'eſt que tels Eueſques, pour preuue qu'ils demeurent en leur regularité, & qu'ils ne ſont *purè mancipati, nec in ſecularium ordinem reducti vtuntur habitu monachali, non Rocheto monachis prohibito*, le texte eſt au chapitre, *Clerici. §. Pontifices. de vita & honeſtate clericorum, gloſ. in titulo de elect. cap. ſicut, §. quibus. in verbo, collegium, num. 4. in pragmat. Sanct.* & le Panorm. audit chapitre. *Clerici. in verbo, anulos* dit que *monachus factus Epiſcopus non penitus abſoluitur à regula monachali, imò nec ab habitu*, & tout le priuilege & liberté que ceſte dignité Epiſcopale luy apporte, n'eſt que *in diuinis officijs, in manducatione carnium, in ordinario regulæ*, encores eſt-ce auec les limitations de la gloſe du Canon. *de monachis. in verb. diſcedere, 16. quæſt. 1. ad vitandum ſcandalum*: d'auantage que *abdicatio paupertatis ſeu paupertas* eſtoit *de eſſentia voti*, qui ne ſe pouuoit ſeparer *etiam per ſummum Pontificem, cap. ad monaſterium. in fine, de ſtatu monac.* & pour monſtrer combien eſt choſe odieuſe *in monacho* que *habere proprium aut peculium, communione & ſepultura priuantur, cap. 2. de ſtatu monac.* que les freres & nepueuz du defunct n'eſtoyent receuables par la regle aſſez vulgaire, *in ſucceſſionibus, ſi vis mihi ſuccedere, fac vt tibi ſuccedere poſſim, §. filium. quibus modis natur. effici. ſui. l. penult. §. & ideo ſancimus. C. de adopt. gloſ. in l. hac parte. ff. vnde Cogna. eadem enim ſuccedendi debet eſſe ratio & reciproca hæreditatis delatio*, que le defunct Eueſque ne pouuoit ſucceder à ſes freres & nepueuz *ex lege regni*.

Les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Egliſe de Chaalons, diſoyent au contraire, que la dignité Epiſcopale oſtoit ceſte ſeruitude & obligation de regularité, qu'en l'Egliſe les ſeculiers & reguliers auoyent eſté tellement diſtinguez que chacun *auctorem proprium habere voluit*, les ſeculiers noſtre Seigneur qui a laiſſé pour ſes ſucceſſeurs les Apoſtres & diſciples qui ſont repreſentez par les Eueſques & Curez, les reguliers ſainct Iean Baptiſte vray religieux ſolitaire, viuant au deſert, *carnes non edens*, & qui voudroit confondre l'vn auec

l'autre, ſeroit *arâre in boue & aſino*, la diſtinction des benefices y reſiſte, ſeculiers & reguliers, & ſeroit abſurde qu'vn Eueſque ſucceſſeur des Apoſtres purs ſeculiers fuſt d'vne profeſſion reguliere repugnante à l'Epiſcopale,& qui a functions diametralement contraires à la reguliere, qui eſt au deſert, l'autre parmy les hommes, l'vne eſtant *in pura oratione*, l'autre *in verbo & miniſterio*, & que tout ce que pouuoyent pretendre les Iacobins,c'eſtoit d'amander du defunct iuſques à la concurrence de ce qu'il auoit acquis en ſon cloiſtre, ce qu'on leur quitteroit fort volontairement, mais de ce qu'il auoit acquis du reuenu de l'Eueſché de Chaalons,que la raiſon & equité y reſiſtoyent, qu'il falloit que *vbi parta ibi maneret res,& per adoptionem Epiſcopalis dignitatis* le defunct a eſté non ſeulement emancipé *de familia fratrum*, mais adopté *in alienam domum*, & faut en ce particulier que *ſuum quiſque repetat*: & a ſuiuy ceſte equitable opinion Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne au tiltre des ſucceſſions des baſtards, §. 5. *in verb.* quand le preſtre baſtard, *num.*58.*in fine*, & prend pour auteur Henry Bohic. *in cap. relatum. 2. de teſtament.* mais auparauant eux le Specule, *de ſtatu monac.num.*23.& Iean Fabre, *in authent. licentiam. C. de Epiſcop.& cleric.* auoit trouué ceſte partition; le Canon, *alia*, 16. *queſt.* 1. dict *aliam eſſe cauſam monachi, aliam clerici*, auſſi *diſtinguenda ſunt tempora*, l'vn de la regularité, & de ce qui y a eſté acquis, l'autre de la ſecularité, & bailler au monaſtere ce qui luy appartient,& à l'Egliſe ce qui luy eſt acquis. Aufrer. *in Deciſ.Tholoſ.*39. dict que par ceſte equité vn chacun aura ce qui luy peut appartenir, & de faict le Scapulaire que doyuent porter les Eueſques qui ont eſté religieux, c'eſt vne marque qui empeſche la cõfuſion de l'vn & l'autre reuenu, qui demonſtre qu'il faut partir en deux,rendre au Scapulaire ce qui luy appartient du bien du Conuent, & à la mitre ce qui eſt du reuenu de l'Eueſché:que tout ce que pouuoyent pretendre les nepueuz & freres du defunct,c'eſtoit que le defunct auoit acquis des heritages en leurs noms, ce qu'ayant eſté faict en fraude de la loy indirectement, ce que directement il ne pouuoit faire contre la prohibition expreſſe de la couſtume, ne pouuoit ſubſiſter, *l.* 1. *C. de nat. liber.* Moins le peut lon preſumer donation, d'autant que *eo animo non fecit*,

Digitized by Google

quod potuit, noluit; quod voluit, non potuit.

Les freres & nepueuz du defunct diſoyent, qu'il n'y auoit vœu ny dignité Epiſcopale qui peuſt empeſcher que le defunct ne fuſt leur frere & oncle, qualité qui leur eſtoit dõnee par la loy de Nature inuiolable & perpetuelle, quelque paction ou conuention que lon peuſt apporter au contraire, qui ne pourroyent eſtre que de droict poſitif, mais bien la qualité reguliere ſe pouuoit oſter par autre dignité plus grande, qui eſt l'Epiſcopale, & que ces deux qualitez du tout contraires en fonctions, ne ſe pouuoyent rencontrer en meſme ſubiect, l'vne eſtoit eſteinte par l'autre, & le tient ainſi S. Hieroſme en l'Epiſtre *ad Paulinum*, canoniſee au Canon. *ſi cupis*. 16. *queſt*. 1. Ceſte queſtion s'eſtant autrefois preſentee, a eſté decidee par vn Concile fort ſolennel tenu *apud Alethum*, recité au Ca. *ſtatutum*. 18. *queſt*. 1. *ſtatutum eſt & rationabiliter ſecundum ſanctos Patres à ſynodo confirmatum, vt monachus quem electio canonica à iugo regulæ monaſticæ profeſſionis abſoluit, & ſacra ordinatio de monacho Epiſcopum fecit, velut legitimus hæres paternam ſibi hæreditatem iure vindicare poſſit. Sed quidquid acquiſierit, vel viſus fuerit habere monaſterio relinquat.* Deux queſtions ſont decidees par ce Concile, l'vne que la dignité Epiſcopale comme la plus noble efface & oſte la reguliere, & ce qui en depend. L'autre que l'Eueſque ne retenant aucune choſe de ce qui eſtoit de la regularité eſt rendu pur ſeculier, habile à ſucceder aux fiés, & qui luy peuuẽt ſucceder: vouloir ſubtiliſer, que les Eueſques par telles promotions ne ſont diſpenſez du vœu, le texte du Canon eſt au cõtraire, *abſolutio à iugo regulæ monaſticæ*: & ce qui eſt encores plus exprés *paternam hæreditatem ſibi vendicare*, qui oſte tout vœu de pauureté; le Concile a rendu raiſon de la conſtitution, *propter publicam vtilitatem, Epiſcopalis dignitatis authoritatem*, & en ceſte particularité lon ne peut dire que *ſit voti diſpenſatio*: mais bien *voti commutatio de voto priuato in bonum publicum*, commutation de perſonne pure priuee particuliere, en vne qui a charge publique qui eſt de la Hierarchie de l'Egliſe, inſtituee pour la conſeruation & perpetuation de l'Egliſe: que s'il falloit prendre ceſte queſtion *à ſimili*, le vœu de chaſteté eſt auſſi grand, auſſi religieux, que celuy de pauureté, & ſont en meſme balance, & neantmoins les Theologiens tiennent

tiennent que *ſummus Pontifex pro vtilitate regni*, peut *à voto caſtitatis monachum diſpenſare*, & non ſeulemẽt le rendre ſeculier, mais pur lay, ce qui auoit eſté obſerué au Royaume de Pologne,& au Royaume de Portugal: que les Iacobins eſtás mendians, n'eſtoyent capables poſſeder immeubles, c'eſtoit contre leur profeſſion,que les Doyen,Chanoines,& Chapitre de Chaalons, eſtoyent auſſi mal fondez, d'autant qu'en France *Epiſcopus vt Epiſcopus non ſuccedit, ſicut nec Eccleſia vt Eccleſia*, mais *deferuntur hæreditates legitimis hæredibus*. Loy du Royaume introduicte, à ce que l'Egliſe, qui n'eſt que l'vn des 3. eſtats, par ſucceſſion de temps n'emportaſt toute la ſubſtance des deux autres,& n'attiraſt tout le temporel,qu'il y auoit de la particularité en ceſte cauſe, les acquiſitions faictes au nom des freres & nepueuz *ex æquis portionibus*,autãt aux nepueuz *qui ex ſe mereri non poterant*,comme à ceux qui auoyẽt faict ſeruice au defunct, que c'eſtoit vne eſpece de partage faict par le defunct, de choſe de laquelle il pouuoit diſpoſer, meſmes *inter viuos*, qui ne ſe pouuoit reuoquer.

Par arreſt la queſtion demandee aux Chambres, & pour la conſequẽce, apres en auoir deputé de Meſſieurs de toutes les Chambres des Enqueſtes, les heritages ont eſté adiugez aux freres & nepueuz du defunct, aucuns prenãt leur opinion par la particularité des acquiſitions, les autres par le chapitre *ſtatutum*,aucuns par la loy du Royaume, que *Eccleſia non ſuccedit, multis diſſentientibus quorum numerus non præualuit*.

Voy Rebuffe en ſon conſeil 14. qui diſpute la queſtion *in vtramque partem*, & ſe reſoult auec l'opinion du Specule, que *quæſita ante adeptionem Epiſcopatûs ſunt ditionis abbatialis, quæſita poſt Epiſcopatum ad Eccleſiam Epiſcopi: nullo autem iure hos Epiſcopos ad ſucceſſiones admitti poſſe.*

Vide Bart. in l. ſi ſeruus communis, num. 6. de ſtipulat. ſeruorum. ff. de monacho cui diuerſarum Eccleſiarum data fuit adminiſtratio, & eundem Bart. in l. idem Vlpianus. §. ſunt & alij. de excuſ. tutor. ff. & Alexand. conſil. 32. num. 8. lib. 5.

Pour ſouſtenir la deciſion du *can. ſtatutum* 18. *quæſt.* 1. les nepueuz diſoyẽt que le ſacre de l'Eueſque effaçoit le vœu de religieux, c'eſtoyent deux vœux rendus à Dieu, & non aux hommes, que le dernier eſtant plus grand ſupprimoit le pre-

mier qui ne pouuoit compatir auec le dernier,que ce dernier qui eſt le ſacre de l'Eueſque eſtant agreable à Dieu, rendoit le premier *ad non eſſe*, pour les diuerſes voire contraires fonctions, que comme vn religieux ayant faict vœu en l'ordre S. Auguſtin, faiſant puis apres vœu en la regle S. Benoiſt, n'eſt plus de la regle S. Auguſtin, & ſon vœu premier n'eſt plus conſiderable, & change tellement d'habit qu'il ne retiẽt rien de la premiere regle: qu'à plus forte raiſon le religieux rendãt vn plus grand vœu eſtant ſacré Eueſque, entrant en vn autre ordre plus grand, ne retenoit rien de ſon premier, & ne faut autre preuue que le ſacre ſoit vn plus grand vœu, vn acte plus ſolennel, c'eſt qu'il eſt aſſiſté du S. Eſprit, de la grace de Dieu, du pouuoir baillé à l'Eueſque. Sacre faict par trois Eueſques, qu'argumentant *à paritate rationis*, s'il eſt en la puiſſance du Pape *propter bonum publicum diſpenſare à voto* & rendre vn religieux profés capable de ſe marier, comme le tiẽt le chapitre, *veniens, qui clerici vel vouent*. la gloſe *in cap. propoſuit. de conceſſion. præbend.* le Panorm. *in cap. cùm ad monaſterium, de ſtatu. monach.* & par ce moyen d'vn religieux en faire vn pur ſeculier, ſans aucune marque de regularité, à plus forte raiſon le peut-il faire en la perſonne d'vn Eueſque qui eſt perſonne publicque, Prince en l'Egliſe, y ayant plus de conformité & de proportion d'vn religieux à vn Eueſque, que d'vn religieux à vn homme pur ſeculier & lay.

DE L'ENFANT NAY AVANT le terme de ſept mois.

V.

ON a demandé ſi l'enfant nay auant le temps que Nature requiert pour pouuoir viure, pouuoit auoir eu vie, & ſi le pere luy pouuoit ſucceder au preiudice des heritiers naturels, qui demandoient la ſucceſſiõ de la mere qui eſtoit decedee *execto eius vtero* pour tirer l'enfant de ſon ventre, enfant de la groſſeur du poulce, formé de tous ſes membres, ayant remué par trois fois, la premiere en la main du Chirurgien vne iambe, la ſecõde vn bras,

eſtant mis en vn plat, dans lequel il y auoit du vin tiede, la troiſieſme eſtant ſur des eſtouppes, remué les leures & menton, la mere ayant eſté malade pendant ſa groſſeſſe, qui eſtoit de quatre à cinq mois au plus.

Le pere diſoit que c'eſtoit choſe plus difficile pouuoir remarquer les ſignes de vie qui ſont en vn enfant ſortant extraordinairement du ventre de la mere, lors que lon eſt plus empeſché de ſauuer la vie à la mere, qui eſt à l'extremité & *quæ agit animam*, que de contempler les actions particulieres du fils qui n'eſt en moindre peril, que neantmoins il ſe pouuoit remarquer aſſez de preuue pour iuſtifier que le fils *de cuius ſucceſsione agebatur*, auoit eu vie & ſurueſcu la mere: partant que le pere luy deuoit ſucceder. En la loy, *quod dicitur. de lib. & poſth. hæred. inſt.* lon a demandé *an qui execto matris vtero natus eſſet rumperet teſtamentum, & rumpere iudicauit Vlp. ſi eſſet in poteſtate*, & d'autant que *qui execto matris vtero naſcebantur imperfecti aliquando naſcebantur*, lon a reuoqué en doute *de animali non perfectè nato, non integrè nato & ſi viuus dici poſſet*, le meſme Iuriſconſulte eſtime que *vitam habuit*, que *perfectè natus eſt, ſi modò cum ſpiritu natus eſſet. Et Cæſar execto matris vtero natus eſt, & ab execto matris vtero dictus, idem de Scipione.* Et en ce que *Vlpianus requirit in perfectione partus ſpiritum*, il ſe monſtre Philoſophe & Theologien. Theologien en ce que *Deus creat animas, creando infundit in formatis corporibus & infundendo creat, & creando infundit. gloſ in Can. quòd ſi nondum. Can. Moyſes. 32. qu. eſt.* 2. & de faict *poſt partus formationem anima formato corpori infunditur*: c'eſt pourquoy *poſt formationem, anima ſtatim infunditur, perfectum eſt corpus, habet animam, habet vitam.* Ceſte doctrine ſe prend de Moyſe en l'Exode 21 *ſi quis prægnantem percuſſerit mulierem, ſi mulier formatum partum ediderit, reddat animam pro anima; ſi imperfectum, pecuniam*, en la loy *ſi viuo. de ſuis & legit. hæred. ff.* le Iuriſconſulte dit fort à propos, que *conceptus quodammodo in rerum natura eſſe dicitur*: ce mot de *quodammodo* n'eſt inutile pour la difference qu'il y a *inter conceptionem & formationem partus*, & n'euſt le Iuriſconſulte vſé du mot de *quodammodo*, s'il euſt entendu *de corpore tantùm formato, tunc enim habet animam viuẽtem, & eſt in rerum natura.* L'Eſcriture nous enſeigne qu'incontinant que Dieu eut creé l'homme *ad imaginem ſui, ſpi-*

rauit eum ſpiritu vitæ, qui eſt que *animam formato corpori infudit*, & liſons que S. Paul voulant reſſuſciter vn enfant nommé Eutychus, *qui de tertio cœnaculo mortuus in terram ceciderat, incubuit ſuper eum*, & dit incontinant *anima ipſius in eo eſt*, voulant dire que *vbi anima ibi vita* : que la preuue eſtoit au procés que l'enfant eſtoit formé de tous ſes membres, auoit *animam viuentem formato & perfecto corpori infuſam, viuentem in vtero matris*. Le Iuriſconſulte Paulus en la loy, *non ſunt liberi. de ſtatu homin. ff.* priſe du 4. de ſes ſentẽces, qui eſt le commentaire que Paul auoit faict ſur le Senatuſc. Tertullian, ſur le meſme ſuject que celuy qui ſe preſente, dit que *partus qui membrorum humanorum officia ampliauit, aliquatenus videtur effectus, & ideo inter liberos connumeratur*, ſi l'ame infuſe au corps formé, voire incontinant que le corps eſt formé, eſt parfaicte de telle perfection, que ſi elle auoit demeuré 50. & 60. ans au monde, *quæ nec augmentum nec incrementum, nec perfectionem in tempore accipit, cùm à Deo perfecte ſit creata, & nihil à Deo imperfectum creari poſſit*, comme nous en auons l'exemple *in primo homine à Deo formato, creato in perfectione vitæ* : pourquoy le corps formé au ventre de la mere, qui ne prend vie que par l'ame, ne viura-il lors que l'ame en ſoy parfaicte y entre, l'ame donnant la vie en entrant, & l'oſtant en ſortant? *Principium & finis vitæ*, comme diſent les Theologiens, le cœur eſtant formé donne la vie, c'eſt *primum mouens, vltimum moriens* : le mouuement naturel & volontaire eſt la preuue de la vie, le defunct auoit le cœur formé, parfaict, battant en ſon ſiege, *in quo vitalis & puriſsimus ſanguis reſidebat*, c'eſt preuue entiere qu'il a eu vie, auſſi auoit-il eſté baptiſé par la ſage femme, comme il eſt permis en cas de neceſſité; & encores que pour l'imbecillité du corps l'enfãt ne puiſſe viure par le cours de Nature, ſi eſt-ce que l'Empereur en la loy *vxoris abortu. de liber. & poſth. hæred. inſt. C.* parlant en la meſme hypotheſe, *qui execto matris vtero natus, illico deceſsit, modò natus viuus fuerit, rumpit teſtamentum* en la loy *quod diu certatum*, au meſme tiltre parlant *de eo partu qui teſtamentum rumpere poteſt, & cui ſuccedi poteſt*, l'Empereur deſire que *viuus perfectè natus ſit, licèt illico poſtquam in terram ceciderit, aut in manibus obſtetricis deceſſerit, & ſi vocem non emiſerit, viuus enim natus poſtea deceſſit*. Que ſi l'enfant ayant enduré au ventre de la mere pen-

dant qu'elle auoit eſté malade, voire depuis ſon deceds auec la ſection, s'il auoit paty en la ſection, & neantmoins fait du depuis tant de preuue qu'il auoit eu vie, remué tant de fois; c'eſt preuue certaine qu'il auoit eu vie: qu'il y auoit reſponſe à ce que lon a voulu tirer en argument de la loy *ſeptimo menſe. de ſtatu hom. ante 7. menſem legitimum partum dici non poſſe.* Le Iuriſconſulte Paulus n'ignoroit la loy. *Cicero de pœnis. mulierem medicamentis partum abigere poſſe, ream capitis damnari, quia homicidium commiſerat, viuentem animam, viuentem partum ſuffocauerat veneno.* Il parloit en toute autre eſpece, *ſcilicet, quando ante 7. menſem matrimonij partus editur*, comme *de partu poſt* 10. *menſem finiti matrimonij edito*, & que *y non ſint legitimi, quia non ex patre*, non qu'il ait voulu dire que *ante 7. menſem viuus partus non naſceretur*, mais il parle *de generatione patris & conceptione matris*, & bien que *viuus partus naſcatur, non tamen de vero patre*, comme nous liſons d'Auguſte, qui eſpouſa Liuia, qu'il oſta à Tibere, & laquelle accouchee *in 6. menſe*, les Medecins eſtimerent que l'enfant eſtoit à Tibere, & non à Auguſte: donc puis que l'enfant *viuus & perfectus natus eſt, qui viuus natus mortuus eſt in terris*, que le demandeur eſtoit bien fondé à demander la ſucceſſion pour les meubles, ayant furueſcu la mere.

Au contraire, les heritiers de la defuncte diſoient, que la forme & groſſeur du part, duquel eſtoit queſtion, monſtroit qu'il n'auoit oncques eu vie. Qu'il y auoit grande difference de *formato corpore animum in vtero matris habente, aut de legitimo partu*, & mal argumenté de l'vn à l'autre: que lon demeuroit d'accord de la maxime, que *formato corpori anima infundebatur*, & que s'agiſſant *de ſalute animæ, de peccato originali, de ſuffocatione partûs, qui partum occidit homicida eſt, parique afficitur ſupplicio.* C'eſt comme il faut entendre la loy de Moyſe, la loy *Imperator. de ſtat. homin. de muliere grauida condemnata*, la loy 3. *ad L. Corneliam de ſica.* Mais *cùm de ſucceſſione & legitimo partu agitur*, c'eſt toute autre conſideration: & ce qu'en la loy *quod diu certatum*, l'Empereur a deſiré que *partus perfectè natus eſſet, hæc perfectio non eſt in formatione & animi infuſione*, elle eſt *in tẽpore*, eſtant neceſſaire que *partus ſit quodã tempore in vtero matris, vt perfectè natus dici poſſit.* Ceux qui ont voulu concilier la loy *quæret aliquis. de verborum ſignificat.* auec la loy *non ſunt liberi. de ſtatu homin.* ont dict

qu'en la loy *quæret aliquis. agitur de vitanda pœna legis Papiæ Poppeæ de maritandis ordinibus*, pour laquelle euiter il ſuffiſoit que *quoquo modo partus editus fuiſſet*, mais en la loy, *non ſunt liberi, agebatur de lucro captando à patre vel matre per mortem filij ex ſenatuſc. Tertullian.* & en ce cas eſtoit requis que *partus ſecundum formam humani generis natus & procreatus eſſet.* Or ceſte forme requiſe par la nature prenant partie de ſon eſſence *ex tempore naturæ*, ayant deſiré en l'homme comme en toutes autres choſes ayãs vie quelque temps certain pour la perfection & la faculté de pouuoir viure, & ſans lequel laps de temps ne ſe peut faire que *per rerum naturam* la choſe puiſſe viure, comme il ſe peut voir en tous animaux; que la loy de nature a ſtatué vn temps, aux vns plus grand, aux autres moindre, & que le fruict venant auant ce temps, eſt nay *contra formam ſeu regulam naturæ*, & que pouuons pluſtoſt *abortiuum quàm partum dicere*, & pour parler en Iuriſconſulte, dire que *non eſt in fructu*, au contraire choſe de neant ſans aucun profit: que ſi aux fruicts qui ne prennent leur maturité qu'auec le temps, nous diſons que *etiam à ſolo ſeparati intempeſtiuè, fructus non ſunt*, nous en pouuons autant dire *de partu ante 7.9. aut 10. menſem edito*: dans lequel temps, le fruict eſtant au ventre de la mere, pouuoit prendre ſes perfections & facultez de vie, & ce qui eſtoit nay auparauant n'eſtoit *in ſua vitali facultate, natus non erat perfectus.* Voila la diuerſité, de conſiderer l'ame *in corpore formato*, parfaicte en ſoy, & de parler de la punition de ceux qui ſont cauſe de ſa perte, ou bien vne ſucceſſion, choſe pure terreſtre regardant les affaires de ce monde: à ceſte occaſion lon deſire puiſſance & faculté de vie, en celuy qui deſire ſucceder, auquel lon veut ſucceder, qui doit recueillir les biens de ce monde, donnez de Dieu aux hommes eſtans au monde, ou qui y peuuent eſtre, & non à ceux qui ne ſont du monde, ne oncques eſté, & qui n'en peuuent eſtre ſelon le cours de nature. Vn ancien diſoit, *viuus ſit partus quoad animum in cœlis, non ſit legitimus in terris quoad ſucceſsionem*, parlant *de partu ante legitimum tempus edito.* En la loy *in teſtamento de ſuis & legit. hæred.* le Iuriſconſulte par l'aduis des Medecins & pour en donner vne reigle aux Pontifes, ſtatue le temps que le fruict peut eſtre au ventre de la mere, pour pouuoir eſtre dict

capable de viure & de ſucceder, *vt legitimus ſit partus*, c'eſt le mot duquel il vſe au §. *poſt decem menſes* 182. *die natus poſt mortem patris, legitimus partus*, voulant dire que *antea natus legitimus non eſt quoad ſucceſſionem*, ne regardant tant *animam viuentem* que *facultatem ipſam viuendi*: & tous ces remuemens de bras, jambes & menton que lon veut remarquer, ne ſont ſignes ny de vie ny de mort; la comparaiſon des Medecins eſt à propos du liege, ou de quelque autre choſe molle preſſee de long temps en vn coffre, lequel en ouurant le coffre remue comme il ſemble, comme ceſte chair molle ayant long temps eſté enfermee & enſerree au ventre de la mere en ſortãt remue: auſſi que l'enfant ſortant du ventre de la mere ayant encores quelque ſentiment de la chaleur qu'il auoit recentement receue quelque odeur des alimens vitaux, ſe ſentant de la chaleur du ſang duquel il eſtoit nourry, a peu auoir ſes remuemens, comme il ſe void és animaux tuez, qui ſe ſentans de la recente chaleur naturelle remuent les membres. Que *idem erat ita naſci, vt quis viuere non poſsit, aut mortuum naſci*: qu'en l'annee 1587. auoit eſté iugé au rapport de Monſieur du Vair en la cinquieſme des Enqueſtes, auec grande cognoiſſance de cauſe, & ſuiuant l'aduis des Medecins, qui furent oys d'office par l'ordonnance de la Cour, que *partus* 5. *menſe editus ſecundum naturam viuere non poterat*, nonobſtant l'arreſt de Chaſteau-vilain, qui auoit vne particularité, que *paulò ante* 7. *menſem filius natus fuerat*, ſept iours auant le ſeptieſme mois.

Par arreſt le pere debouté de la demande, la ſucceſſion de la mere adiugee aux heritiers, & que l'enfant eſtoit nay mort, que *vitam in ſæculo non habuerat*. Monſieur de Meſmes Rapporteur, le deuxieſme Decembre 1594. Gilbert Prala heritier de Ceſar Corbel, & Germaine Maillard. *Vide Boërium in deciſione* 220.

SI L'ESCOLIER, EN FAVEVR DE ſes eſtudes, pour gaigner les fruicts d'vne prebende n'ayant faict ſon ſtage.

VI.

Le vingt-vnieſme May 1583. fut donné arreſt en l'Audience plaidant Chauuelin, pour maiſtre Antoine Loyſel Eſcolier eſtudiant en l'Vniuerſité de Paris demandeur, & du Boille pour les Doyen, Chanoines & Chapitre de ſainct Pierre de Laon defendeurs, par lequel, encores que le demandeur n'euſt faict ſon ſtage, ſuiuant le ſtatut de ladite Egliſe, la Cour adiugea au demandeur le gros de ſa prebende pour l'aduenir, tant qu'il ſeroit eſcolier eſtudiant, & pour le paſſé que les fruicts & arrerages dudit gros luy ſeroient rendus depuis le iour de ſa reception.

Speciale pour le gros, qui eſt ordinairement deu és Egliſes, *non tam ratione reſidentiæ, quàm ratione præbendæ*, & beaucoup ont tenu, que n'y ayant ſtatut au contraire, que ce gros ſe gaignoit *ſine onere*, non que de cet arreſt lon puiſſe induire que les eſcoliers ſoient *fauore ſtudiorum* exempts de la reſidence rigoureuſe qui eſt *ex ſtatuto particulari Eccleſiæ*.

DROICT D'AISNESSE NE PEVT eſtre oſté ne baillé au ſecond fils, etiam du conſentement de l'aiſné, qui auoit receu commodité.

VII.

Le quatorzieſme Aouſt 1584. fut departy en la deuxieſme des Enqueſtes vn procez qui auoit eſté premierement party en la troiſieſme, & puis en la quatrieſme, au rapport de Monſieur le Maiſtre, Monſieur du Viuier Compartiteur, entre René & Marguerite de Venoix, & Iean de Venoix: par lequel, ſur ce que le pere des parties mariant ſon puiſ-nay en vne grande & notable famille, l'auroit en ceſte conſideration recognu & inſtitué ſon heritier en

tous

tous ſes biens,tant meubles qu'immeubles, propres & conqueſts,auec promeſſe de ne rien aliener au preiudice de ſondict fils : à quoy ſeroit interuenu l'aiſné qui auroit recognu auoir pris vacation en l'Egliſe, & par le moyen de ſon pere auoir eſté pourueu de huict mil liures de rente en l'Egliſe, & entant que beſoin ſeroit ledit aiſné auoit donné audit puiſné tout le droict qu'il pouuoit pretendre és biens de ſes pere & mere en faueur dudit mariage, lequel autrement n'euſt eſté faict,& ledict aiſné apres le deceds de ſeſdicts pere & mere ſe ſeroit marié, eu des enfans qui reuoquoient en doute la diſpoſition & clauſes dudit contract de mariage,& les aduantages que lon auoit faicts audit puiſné, diſant que c'eſt vne inſtitution d'heritier contractuelle reprouuee, meſmement faite au preiudice des autres enfans, que *pactis non dabatur hæreditas*,que *inter liberos æqualitas ſeruari debebat:* au particulier, que *pater impetu quodam immenſæ liberalitatis aut prodigalitatis in vnum filiorum totum patrimonium contulerat*, ce qui eſtoit reprouué *l. Pater,l.ſi totas,de inoffic.donat. C.l. Titia Sejo. §. Imperator.de legat.* 2. que la donation ou renonciation du fils aiſné au puiſné eſtoit nulle, faicte ſans cauſe *de hæreditate viuentis* par crainte & commandement du pere, l'aiſné lors mineur: que l'aiſné s'eſtoit depuis marié,auoit eu enfans, que *per liberorum ſuperuenientiam donatio reuocata fuerat* par la loy *ſi vnquam, de reuocand.donationib.C.*voire la donation du pere par la ſuruenance de ſes petits enfans, fils de l'aiſné, *cùm in fauorabilibus liberorum appellatione nepotes contineantur*, que *nepotes veniunt ad aui ſucceſſionem vt filÿ,& inofficioſam aui donationem reuocant, dicta l.ſi totas:* que les benefices baillez à l'aiſné ne validoient telle donation ou renonciation,n'eſtans *in commercio hominum*, benefices quitez par l'aiſné lors de ſon mariage: que le pere n'auoit peu faire quiter à l'aiſné le droict d'aiſneſſe deu & acquis par la nature,par la primogeniture, non par le pere ny par ſon bien-faict, donné par la couſtume, à laquelle le pere n'a peu deroger au preiudice de ſon aiſné mineur, en la puiſſance du pere qui luy deuoit conſeruer ce que Nature luy auoit donné, partant bien fondé à demander partage, que telles donations fuſſent caſſees, declarees nulles, contre les bonnes mœurs. Qu'il eſtoit mal à propos couurir toutes ces nullitez

Digitized by Google

par la faueur d'vn contract de mariage, lequel n'eſt *vinculum iniquitatis, non facit licitum quod de ſe eſt illicitum.* Les enfans du puiſné au contraire, fondoient leur donation ſoubs la faueur du contract de mariage, la grande alliance priſe en conſideration de tel auantage, ſur la prudence & conſeil du pere, qui auoit iugé le puiſné propre pour eſtre au monde, & l'aiſné pour eſtre d'Egliſe: que *pro liberis prudens conſilium pater acceperat:* que le pere auoit acquis tout ſon bien de la liberalité des Rois: que voyant ſon puiſné propre pour les armes auoit voulu recognoiſtre ceſte liberalité & voüer ſon puiſné à leur ſeruice, auſſi ayant eu huict ou dix mil liures de rente en l'Egliſe par la meſme liberalité, auoit dedié ſon aiſné à l'Egliſe, ſon naturel y eſtant propre, preiugeoit le pere qu'il euſt eſté dur & contre raiſon, qu'vn de ſes enfans euſt emporté tout le bien qui eſtoit en la maiſon: que le mariage ayant eſté contracté, pris ſon commencement, ſa perfection & conſommation ſoubs ceſte qualité, ſoubs la faueur de telles donations, qu'il n'y auoit lieu d'en priuer les enfans qui en eſtoient yſſus. Que lon ne pouuoit en ce particulier adapter la loy *ſi vnquam, ſatis cogitatum de liberis*, eſtant la donation faicte en contract de mariage: que les inſtitutions contractuelles n'eſtoient prohibees par noſtre droict François, meſmes en contracts de mariage approuuez, & par les ordonnances d'Orleans & de Moulins, & par nos Docteurs François, Boërius en ſa deciſion 155. *num.* 7. 8. meſmes en droict permiſes *de conſenſu eorum* qui y auoient intereſt & eſtoient decedez en ceſte volonté, *l. vlt. de pactis. C.* que le pere pouuoit diſpoſer de tous ſes meubles, acqueſts, conqueſts & quint de ſes propres, qui eſtoient en effect, ce dont il auoit diſpoſé ayant fort peu de propres, eſquels meubles, acqueſts & conqueſts, il auoit plus de puiſſance de diſpoſer que des propres, les ayant acquis de ſon labeur, induſtrie & liberalité des Rois.

L'opinion de Monſieur le Rapporteur, eſtoit d'adiuger aux enfans deſcendus du puiſné tous les meubles, acqueſts & conqueſts du pere, & quint des propres, les autres quatre quints demourans à partir entre les autres enfans yſſus de l'aiſné, ſi mieux n'aymoient prendre leur legitime ſur tous leſdits biens.

L'opinion de Monſieur le Compartiteur eſtoit, que partage & diuiſion ſeroient faicts de tous & chacuns les biens, tant meubles, acqueſts, conqueſts & propres immeubles, ſelon les couſtumes des lieux, & encores que lon diſt que *primogenitura alienari poterat*, ſi eſt-ce que l'opinion de Monſieur le Compartiteur a eſté ſuiuie.

DES ENFANS YSSVS D'VNE FEMme condamnee à mort, qui a obtenu lettres de commutation de peine, & s'ils peuuent ſucceder.

VIII.

LE Mardy vingt-ſixieſme Iuin 1582. fut plaidee vne cauſe par Toublanc & Cornu Aduocats, en laquelle on reuoquoit l'eſtat de deux enfans yſſus d'vne Damoiſelle fille du premier Maiſtre d'hoſtel du Roy François, laquelle ayant faict mourir ſon mary par poiſon fut condamnee à eſtre bruſlee, la ſentence confirmee par arreſt, *differtur ſupplicium quia grauida*, obtient par faueur lettres de commutation de peine qui luy ſont refuſees, en fin apres quatre iuſſions luy ſont entherinees, & la peine commuee en priſon perpetuelle & miſe aux filles Penitentes, auec clauſe & condition expreſſe qu'elle ne pourra obtenir autres lettres de commutation de peine, autrement que la premiere ſentence ſera executee, du depuis obtient autres lettres preſentees à la Cour, ſont refuſees, finablement en obtient d'autres addreſſantes au grand Preuoſt de l'hoſtel qui les entherine, elle ſe remarie, a deux enfans, *agitur de ſucceſſione matris*, entre les enfans du premier & ſecond lict. Ceux du premier lict diſent *defunctam matrem ciuiliter mortuam, matrimonium contrahere non potuiſſe, nec ex tali matrimonio liberos nec hæredes dici*, attendu meſmes qu'il y auoit appel de l'entherinement des lettres de commutation de peine faict par deuant le Preuoſt de l'hoſtel, entherinement nul contre l'arreſt: que la commutation de peine ne rendoit la perſonne condamnee à mort capable: que le premier arreſt demeuroit touſiours, *quo ad condemnationem ciuilem*.

Digitized by Google

Au contraire les enfans du ſecond lict diſoient que la bonne foy de leur pere qui auoit eſpouſé la defuncte leur mere, lors capable de ſe marier au moyen des lettres entherinees par deuant le grand Preuoſt de l'hoſtel, deſquelles lors n'y auoit aucun appel: que lon ne pouuoit dire qu'il y euſt nullité au iugement donné par ledit grand Preuoſt, bien qu'il s'agiſt d'vne commutation de peine ordonnee par arreſt, d'autant qu'il auoit pleu au Roy addreſſer ſes lettres de commutation de peine au grand Preuoſt: qu'il n'y auoit apparence aucune en l'appel interjecté, *res non erat amplius integra*, que *ſufficit bona fides patris vel matris, vt filij dicantur legitimi*, ſuiuant la gloſe du chapitre *ex tenore, in verbo legitimum, qui filij ſunt legitimi, apud Gregor.* Qu'il ſe pouuoit dire que la bonne foy eſtoit non ſeulement du mary, mais de la femme qui auoient iugement à leur profit, donné auec cognoiſſance de cauſe, fondé ſur la grace du Roy, de laquelle diſputer, ſeroit vouloir reuoquer en doute ſa puiſſance: que comme la condemnation portee par le premier arreſt rendoit la defuncte incapable, auſſi le iugement de la Preuoſté de l'hoſtel la rendoit capable. Perſiſtans les enfans du premier lict, que la commutation de peine n'oſtoit l'effect de la condemnation *quo ad actus ciuiles*; mais commuoit l'execution en autre peine. La cauſe appointee au conſeil, & l'arreſt qui s'en ſeroit enſuiuy, prononcé en robes rouges, le quatorzieſme Aouſt 1585. par lequel les enfans du ſecond lict ont eſté exclus de la ſucceſſion de la mere, *quæ ciuiliter mortua propter condemnationem, matrimonium contrahere non potuerat. Vide Chaſſaneum in conſuetud. Burgund.* tit. des iuſtices. §.5. *in verbo*, s'il n'a grace, *num.* 110.

POVR LES PLACES ET BANS *des Egliſes parochiales.*

IX.

IVgé au rapport de Monſieur le Pelletier, en la 5. des Enqueſtes, le 22. May 1574. Monſieur Preuoſt preſidant, que les bancs & places és Egliſes ne ſe pouuoient bailler à perpetuité, ny à vne famille, pour en

iouyr à perpetuité, mais que telles places eſtoyent pures perſonnelles, & le don d'icelles reſolu par le deceds de la perſonne à laquelle la place auoit eſté concedee, eſtant en la liberté des Marguilliers ou Procureurs de fabrique d'en diſpoſer puis apres à leur volonté, n'y ayant eſdites Egliſes qu'vne place affectee aux laiz, qui aille à l'heritier ou ſucceſſeur, celle du patron ou fondateur, ce qui a fauorablement depuis eſté eſtendu à ceux qui ont faict baſtir dans les Egliſes des Chappelles *à fundamentis* & dotees pour la celebratiõ de quelque ſeruice.

DES BASTIMENS FAITS DE NOVueau par l'emphitheotaire, & s'il les peut repeter, ou demander pour ce prorogation de ſon bail.

X.

LE 3. Mars 1597. il s'eſt preſenté vne cauſe en l'audience entre le Chappellain de Paſſi, & l'Egliſe S. Geruais de ceſte ville de Paris, & Ieanne du Bois, Arnaud & du Moulin Aduocats des parties, & monſieur Seguier pour le Procureur general. Les predeceſſeurs de du Bois auoient pris à emphitheoſe vne maiſon ſize en ceſte ville à 99. ans, à la charge d'vn canon ou penſion annuelle, payable audit Chappellain auquel ladicte maiſon appartenoit, l'emphitheotaire baſtit en la maiſon pour 5000. eſcus qu'il n'eſtoit tenu, quelque temps auant l'emphitheoſe finie, il demande au Chappellain ou que lon rende les 5000. eſcus, au moins ce qui a amelioré la maiſon, ou que lon proroge le bail emphytheotique, ou qu'il fuſt permis le bail finy faire remporter les materiaux, ſans preiudicier au fonds, qu'en la loy. *in fundo. de rei vend. ff.* lon l'auoit permis *poſſeſſori malæ fidei*, *qui ſciens & prudens in fundo ædificauerat*: que la regle de droict defendoit *quem cum aliena iactura diteſcere*, ſeroit auoir du bien d'autruy ſans cauſe ne raiſon, plus mal ſeant à vn Eccleſiaſtique qu'à nul autre: ce qui pouuoit receuoir moins de difficulté, que les heritiers de du Bois eſtans en cauſe mineurs, qui demandoyent le plus beau de leur bien *certabant de damno vitando*, contre vn Chappellain *qui certabat de lucro captando*, que le logis comme il

Digitized by Google

eſtoit baſty ſurpaſſoit la qualité du Chappellain pour y pouuoir demeurer: que comme la peinture plus excellente que le tableau l'attiroit auec ſoy, bien qu'elle ne fuſt qu'acceſſoire, auſſi que ce grand baſtiment pouuoit attirer le reſte d'vne place & petite maiſon. Iugé neantmoins que la maiſon demeureroit au Chappellain, ſans qu'il fuſt tenu rendre le prix, prolonger le bail emphitheotique, ne qu'il fuſt permis auſdits mineurs emporter les materiaux des baſtimens, fondé ſur ce qu'en bail emphitheotique faict à lõgues annees, lon ne peut repeter les meliorations, baſtimens, ou autres augmentations faictes par celuy qui ſçauoit le bail emphitheotique *& qui veluti in ſuo ædificauit*, eſtant *dominus vtilis*, qui a baſty tant pour ſa commodité iouyſſant de l'emphitheoſe, que profit du proprietaire, auquel elle retourne l'emphitheoſe finie. Que ſi par la diſpoſition de la loy 7. §. *cùm in ſuo, de acquir. rerum dominio. omne quod ædificatur, ſolo cedit*: à plus forte raiſon ſe doit-il admettre *in emphitheoſi*, où la volonté de celuy qui baſtit s'y accommode, & qui y eſt aucunemẽt tenu par la nature du contract, qui eſt contre l'opinion de Charles du Moulin, ſur la couſtume de Paris, §. 1. *gloſ.* 5. *in verb.* le fief. *num.* 69. *& ſequentibus, & nominatim num.* 74. laquelle opinion eſt contre le texte de la loy 2. *de iure emphitheutico, C. verſ. nulla & in poſterum*; & ce que du Moulin reſtrainct ſon opinion ſur le mot de *emponemata*, il ſe trompe la loy vſant auſſi de ce mot *melioramenta* plus general. Il y a autre conſideration, c'eſt que ſi lon bailloit la repetition à l'emphitheotaire, *dominus re ſua carere cogeretur*, n'ayant moyen de rembourſer, ou faudroit vendre le fonds pour rendre le prix, ce ſeroit en effect rendre l'emphitheoſe perpetuelle: neantmoins les raiſons de du Moulin ſont grandes aſſiſtees de la loy & la raiſon naturelle: & de faict à bien prendre la particularité de cet arreſt, ſemble y auoir eu du dol de la part de l'emphitheotaire qui auoit baſty peu auparauant l'emphitheoſe finie, & que l'action qui fut incontinant intentee monſtroit quelle eſtoit l'intẽtion de faire prolonger l'emphitheoſe, & la rendre perpetuelle: & la reſponſe à la regle de droict *neminem cum aliena iactura diteſcere* eſtoit, que les predeceſſeurs auoyent longuement iouy du bien de l'Egliſe, pour fort peu de choſe. *Vide.* §. *emptor. l. fin. C. comm. de legat.*

repetitionem meliorationum denegamus ei qui ſciens & prudens in alieno ædificauit.

Et pour ſçauoir plus particulierement les queſtions qui ſe preſentent pour les meliorations ſoit qu'elles ſoyēt faictes par l'emphitheotaire ou par le mary ſur le fonds de ſa femme, ou tout autre qui baſtit ſur le fonds d'autruy, & quand la loy en baille ou deſnie la repetition, voy Tiraqueau en ſon traicté du retraict lignager, §.32.*gloſ.*1.*num.*52.iuſques au nombre.56. Faber ſur le. §. *certè illud conſtat.de rerum diuiſione apud Iuſtinianum*, & ſemble que le texte dudict §. ſoit decisif de ceſte queſtion, *nam ſcienti alienum ſolum eſſe obijci poteſt culpa quod ædificauerit temerè in eo ſolo quod intelligebat alienum eſſe*, & ſemble que la loy *ſi in area communi. de rei vend.C.*ſoit à ce propos, que *datur meliorationum & ædificiorum repetitio propter bonam fidem. Nō idem* de ce qui eſt baſty *in fundo alieno ſcienter non animo repetendi* ſans proteſtation, encores qu'il ſemble qu'il faille touſiours venir à ceſte regle de droict, à ceſte equité naturelle, *neminem cum aliena iactura locupletari debere*, qui a lieu *tam in bonæ quàm malæ fidei poſſeſſore*, & que *dominus in quantum locupletior factus fuerit omnimodo teneatur*, ſans diſtinguer *an ſit per modū actionis aut exceptionis, an de iuris rigore, an de æquitate*, qui eſt la diſtinction que du Moulin allegue entre la loy *ſi in area.de condict.indeb.ff.* & le §.*ſed & ſi quis* de la loy.*ſi pupilli, in fine, de negot.geſt.ff.* par lequel.§.*etiam malæ fidei poſſeſſor & qui improbè ad negotia gerenda acceſſit, repetit expenſas in quantum dominus locupletior factus eſt*. Que ſi lon veut dire que *ſcientia illa in malæ fidei poſſeſſore præſumptam donandi voluntatem inducit*, la reſponſe eſt que difficilement croira lon telle donation, *quando alius contractus aut actus præſumi poteſt: quid ſi eo animo ædificauerit vt repeteret lege permittente, ſcilicet in quantum dominus locupletior factus eſt*, voy la loy *in hoc iudicium.§.diuerſum.comm.diuid.ff.* par lequel *propter impenſarum repetitionem etiam bona fide factarum datur tantùm retentio non actio*, lequel mot *tantùm* ſe doit entendre *ex rigore iuris, ex actionis formula, non ex æquitate, quæ dat actionem in factum* & ainſi l'explique du Moulin audit §.*1. gloſ.5.num.95.*

Digitized by Google

SI L'EMPHYTHEOSE FINIE L'EMphiteotaire eſt tenu reparer les lieux, meſmes ceux qu'il a baſty de nouueau durant l'emphitheoſe.

XI.

AV procés d'entre Robert Leſquieuin, Curé de ſainct Hilaire de Paris & Charpentier & Viuian, au rapport de monſieur Ribier, en la 5. des Enqueſtes, ſe ſont preſentees deux queſtions : la premiere, ſi Charpentier heritier de l'acquereur d'vne emphytheoſe de maiſon ſize deuant l'Egliſe ſainct Hilaire dependant de ladite cure baillee à 99. ans, à la charge d'employer deux cens liures en reparations & augmentations, eſtoit tenu rendre la maiſon en bon eſtat de groſſes & menues reparations, ou icelles deduire & compenſer ſur les baſtimens baſtiz de nouueau, & auſquels lon n'eſtoit tenu : la ſeconde, ſi non ſeulement ladite maiſon priſe à emphytheoſe, mais auſſi eſtoit tenu de reparer les deux corps d'hoſtel baſtiz de nouueau par le preneur, & aux baſtimens deſquels il n'eſtoit tenu, diſant l'emphytheotaire qu'ayant baſty pour plus de deux mille eſcus, auſquels il n'eſtoit obligé, que cela deuoit eſtre compenſé auec ce peu de reparations du vieil logis beaucoup moindres que la valeur deſdits logis : pour la ſeconde difficulté, qu'il n'eſtoit raiſonnable de rendre vne choſe donnee en bon eſtat, mais qu'il falloit prẽdre comme elle ſe trouuoit à la fin de l'emphytheoſe. Iugé que Charpentier eſtoit tenu de rendre l'ancien corps de logis baillé à emphytheoſe en bon eſtat, de groſſes & menues reparations, mais non les logis baſtiz de neuf, auſquels par le bail il n'eſtoit tenu & obligé, & qui eſtoyent cõme donnez au fonds de l'emphyteoſe, par arreſt du douzieſme Aouſt 1599. *Ne liberalitatis ſuæ donator damnum patiatur, l. ad res donatas, de ædili. edicto. ff. vnde ad res donatas ceſſat edictum ædilium, & ex liberalitate ſua inops fieret*, ce qui n'eſt raiſonnable, *l. 50. de re iudic.* auſſi que *hæ donationes quæ ex præſumpta mente procedunt, nunquam*

quam extra cauſam extenduntur, l'emphitheotaire baſtiſſant l'on preſume qu'il a voulu donner, mais non rendre les lieux à la fin de l'emphitheoſe reparez comme les autres lieux auſquels il eſtoit tenu.

ERREVRS.

XII.

LE Ieudy 15. Nouembre, 1607. l'on a demandé au procés des erreurs des heritiers de defunct Monſieur de la Roche Thomas Iupille, s'il falloit que Meſſieurs les gens du Roy prinſſent cõcluſions, comme aux inſtances des Requeſtes ciuiles pour eſtre en eſtat de iuger, la difficulté propoſée par Monſieur des Landes Rapporteur, iugé qu'il n'en falloit, & que les gens du Roy n'y auoient aucun intereſt.

FIEF ENTRE COHERITIERS N'Y ayant autre choſe à partager.

I.

IVgé qu'en vn fief, qui ne conſiſte qu'en vn arpent de terre ou moins, l'aiſné y eſt fondé pour le tout par droict de preciput, ſans que les puiſnez y puiſſent rien pretendre. Monſieur Pelletier Rapporteur, le 2. Auril 1583. le Noir, des Hayes.

Il y a ſemblable arreſt recité par du Luc, en ſon recueil d'arreſts, *in addit. ad titulum familiæ herciſcundæ*, du 25. May 1555. au rapport de Monſieur Tiraqueau, en la ſucceſſion des Moiſens en la couſtume de Montfort.

Contrariam opinionem tenet Molinæus in conſuetud. Parſ. §. 8. gloſ. 4. num. 6.7. nunquam enim ius primogenituræ excludit filiorum legitimam: imò legitima præfertur iuri primogenituræ, ius autem legitimæ debetur poſt legitimam, nec dici poteſt ſtatutum feudalem manſionem primogenito concedens alios filios ſecundo genitos ſua defraudare legitima, quæ ſtatuto tolli non poteſt, niſi hoc nominatim & di-

Digitized by Google

ſertis verbis ſit expreſſum: filij, ergo hæredes, legitima iure naturæ debetur, licèt taxatio ſit à iure ciuili, & ſtatuti verba reſtringenda, imò improprianda potius vt abſurdum vel iniquitas euitentur, l. ſcire oportet. §. aliud autem, verſ. ſed & ſi maximè. de exc. tutorum. ff. & hoc caſu ſpeciali, verba ſtatuti legalem interpretationem & tẽperamentum æquitatis recipiunt, & quando cortex verborum legalis diſpoſitionis vel ſtatuti inducit aliquam abſurditatem, à verbis recedendum & mens legis amplectẽda, & hæc ratio & naturalis æquitas quæ verè lex viua dicitur, tantum valet & mouere debet, quantum lex ſcripta, & rationi omnia ſubijcienda ſunt, cap. ex eo. in verbo, rationis. & ibi gloſ. de elect. in 6.

FIDEICOMMIS.

II.

IVgé que le fideicommis conditionel *non tranſmittitur ad ſuos hæredes ante euentum conditionis etiã ſi factum ſit ab auo, contra opinionem glo. in l. is qui. de act. & obli.* & la gloſ. de la l. *in perſonam C. de fideicom. & Alex.* en la l. *cùm ex filio, de vulg. ff.* & en la l. *cùm quidã. C. de impub.* L'arreſt dõné ſuiuant la l. vnique, *de Caduc. toll. C. §. ſin autẽ*, & eſt l'opinion commune des Docteurs remarquee par Bened. *in cap. Rainutius, in 2. parte. in verb.* Monſieur Cheualier 5. des Enqueſtes le 28. Mars 1589. Garnier & de Vobis.

FIEF.

III.

EN la cauſe d'entre Poſſard, Gaultier & le Procureur general a eſté iugé, que combien qu'vn fief ſoit choſe indiuiduë, neantmoins qu'il pouuoit tenir de deux diuers Seigneurs, & auoir des arriere-fiefs releuans deſdicts Seigneurs, fondé ſur vn autre ancien arreſt donné en la 3. des Enqueſtes, & ſe iuſtifioit au procés que depuis 150. ans les deux Seigneurs de fief auoient eſté ſeruis dudit fief, ſans pouuoir iuſtifier pour quelles portions.

Digitized by Google

Monſieur Malon Rapporteur en la 5. des Enqueſtes le 19. Auril, 1595.

PREFERENCE POVR LES ARrerages des fruicts d'vne ferme.

IIII.

SVr la queſtion qui s'eſt preſentee ſur vne ſaiſie faite par vn creancier ſur vn fermier qui tenoit pluſieurs terres de diuerſes perſonnes à tiltre de ferme, ſi l'ō ſe pouuoit oppoſer à la ſaiſie des fruicts de ſon heritage baillé à ferme tant pour le prix de la ferme de l'annee courante que des arrerages deubs, & pour raiſon d'iceux preferé aux autres creanciers premiers ſaiſiſſans les fruicts pendans par les racines.

Le creancier premier ſaiſiſſant diſoit que combien que l'on die vulgairement en droict *fructus pendentes partem fundi facere*, neantmoins c'eſtoit pluſtoſt *iuris quadam fictione* qu'autrement, auſſi que les fruicts pendans par les racines approchoient pluſtoſt de la nature des meubles que d'immeubles, *cùm perpetuæ moræ cauſa ibi deſtinati non ſint vt maneant*, mais pour vn certain temps attendant leur maturité, que les creāciers premiers ſaiſiſſans auoient *priuilegium exigendi*, priuilege ſans enuie, eſtant donné *diligentiori qui ſibi vigilauerat*, que toute la faueur que pouuoient pretendre les proprietaires eſtoit pour le payement de l'annee courante, les fruicts y eſtās ſpecialement affectez, telle ſpecialité ceſſant és arrerages deubs des annees precedentes, qui auoiēt perdu leur hypotheque ſpeciale auec les fruits: annees diſtinctes par cueillettes, par payemens, autant d'obligations cōme d'annees, autrement qu'il arriueroit de grands inconueniens, ne pouuans les creanciers proceder par ſaiſie ſur les terres enſemencees & fruicts d'vn fermier d'autruy, qui auroit recours à ſon maiſtre, qui aiſement pourroit colluſoirement pretendre des arrerages, eſtant ſaiſi des quittances, que puis que le proprietaire eſtoit *in mora* de faire payer ſon fermier *ei nociua eſſe debebat*, que *exigendi priuilegium cum ipſa re, cum ipſis fru-*

Digitized by Google

ctibus perierat, que les fruicts qui prouenoient de l'induſtrie du laboureur & fermier eſtoient pluſtoſt *in bonis* du fermier, que du proprietaire de la terre, que ſes creanciers n'en deuoient eſtre fruſtrez, creanciers premiers en date & en ſaiſie que le proprietaire, qu'il s'agiſſoit de ſaiſie de bleds eſquels *præponderabat induſtria coloni*, qu'à tout le moins en vne moitié des fruicts *ceſſare debebat domini priuilegium*, moitié qui appartenoit pour le tout au fermier pour ſes ſemences & labours.

Le proprietaire des terres ſaiſies diſoit au contraire, que la regle de droict eſtoit certaine, les fruicts pendans par les racines eſtre entre les meubles & de meſme nature que le fonds, ils y ſont attachez & n'en peuuent eſtre oſtez *ante maturitatem ſalua eorum ſubſtantia*, c'eſt pourquoy *ſunt eiuſdem naturæ, l. 15. de contra. empt. ff.* & n'y peut l'on pretendre aucun droict de preference pour auoir preuenu en ſaiſie s'agiſſant d'vn immeuble: mais le proprietaire ſouſtenoit qu'il auoit ce droict particulier d'exclure tous creanciers qu'au prealable il ne fuſt ſatisfaict par ſon fermier de ſon deub. L'on dict en droict *venditorem rei venditæ dominium retinere donec pretium receperit, aut fides per fideiuſſionem habita ſit de pretio, l. procuratoris. §. plane, de tribut. actio. ff.* la l. *quod vendidi & tradidi, de cont. empt. ff.* le monſtre aſſez, *non enim aliâs venditurus, niſi ſub ſpe futuræ numerationis*, condition *quæ ineſt ex natura contractus*: en la l. *Iulianus, §. offerri, de act. empt. ff.* l'on demande *ſi is qui rei venditæ partem pretij recepit poßit totam rem venditam retinere*, & dict *poſſe quaſi iure pignoris, rectè quidem* dit vn de noſtre temps *quaſi iure pignoris, res enim vendita venditori remanet donec pretium ſolutum fuerit*: que ſi *emptio, venditio, locatio & conductio iiſdem iuris regulis conſiſtunt*, l'on peut dire que *colonus rei conductæ fructus ſuos non facit niſi ſoluto conductionis pretio*, n'eſtant à preſumer que l'on ait baillé ſa ferme qu'à la charge de payer & ſoubs eſperance d'en receuoir le prix, *& hæc in locatione reciproca obligatio, vt conductor fructus percipiat & pretium conductionis præſtet*, ce qui eſt tellemẽt de la nature du contract, qu'on a demandé en la loy *quæro. §. inter locatorem. loc. & cond. ff.* que *licèt in locationis contractu cautum eſſet colonum expelli non poſſe, colono tamen in ſolutione biennio ceſſante expelli poſſe, ineſt enim hæc conditio contractui, ſi colonus penſionem præſtiterit.* Il a eſté iugé par arreſt

qu'vn fermier qui auoit iouy ne pouuoit faire ceſſiõ de biẽs. *Colonus qui fructus percepit ſi penſionem nõ præſtat domino furtum committit, alienos fructus ſub ſpe locationis conſumpſit*. De vouloir diſtinguer entre l'ãnee courante & les arrerages que c'eſtoit auec peu de raiſon, ce qui ſe peut monſtrer *ab inuectis & illatis in domum vrbanam ad fructus domus ruſticæ*, en l'vn & l'autre y ayant tacite & priuilegiee hypotheque *pro ſolutione penſionis*, & la raiſon pour laquelle la loy. 7. *in quibus cauſis pig. vel hypotheca*. ne veut *inuecta & illata* eſtre tacitement obligez *pro penſione ruſticorum prædiorum*, c'eſt que les fruicts ſupplee͂t au lieu des meubles mis en la maiſon, eſtimãt la loy auoir aſſez pourueu au proprietaire, & de fait *fructus qui in prædio naſcuntur* ſont obligez, *etiam ſi nominatim id non conuenerit*, qui eſt la meſme tacite hypotheque que la loy donne és meubles. Or par la l. 2. *in quibus cauſis ff. inuecta & illata in domum vrbanam tacitè ſunt obligata non ſolùm pro penſione* mais *pro deterioratione habitationis*, à plus forte raiſon pour les arrerages. Et n'eſt autre choſe que la diſpoſition de ceſte loy 2. ſinon que *inuecta & illata in domum vrbanam ſunt tacitè obligata pro tota conductione*, pour ce qui eſt *ex natura conductionis*, comme ſont les arrerages de la ferme: auſſi la loy vſe du mot *pro penſionibus*, & non *pro penſione*. Que ſeroit impoſer vne dure condition aux proprietaires de les neceſſiter chacunes annees à faire executer leurs fermiers ou prendre d'eux cautions, n'auoir ceſte liberté de les attendre pour faciliter la vente de leurs fruicts. Ce que la loy a voulu que le fermier pour la ſterilité des annees ne peuſt demander rabais, mais qu'il deuoit attendre la fertilité des annees ſubſequentes, diſoit ſeruir à ſon maiſtre quand pour la commodité du fermier il laiſſe eſcouler les payemens des mauuaiſes annees, & attend quelque fertile annee qui luy apportera autant de fruicts comme la ſterilité luy en a oſté: ſi le meſme priuilege n'eſtoit ſur les fruicts ceſte grace ſeroit du tout inutile, & au fermier & au maiſtre, & ſeruiroit aux autres creanciers ſeulement, ceſte eſperance de fertilité, ceſte attente de bonne annee, n'oſte l'hypotheque ſpeciale que le proprietaire a ſur les fruicts: dauantage que le fermier n'eſtoit que comme gardien & depoſitaire des fruicts, tant qu'il deuoit quelque choſe du prix de ſa ferme. Par arreſt le

Digitized by Google

proprietaire a eſté preferé ſur les deniers prouenans des fruicts ſaiſis tant pour le payement de l'annee courante qui luy eſtoit deuë, que pour les arrerages du paſſé. Monſieur Louet Rapporteur du dernier Decembre 1594. en la cinquieſme des Enqueſtes, Gouin & Rigolet plaidans.

L'article 171. de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris *in verb.* premiers payez, ſemble decider ceſte queſtion.

DV SEIGNEVR DE FIEF QVI ACquiert des cenſiues en ſon fief ſi elles ſont feodales & reunies ſans declaration du Seigneur de fief.

V.

AV procés de la vefue & heritiers de maiſtre Ieā Poiſle contre le ſieur de Fontenelle & Duduict l'on a demandé ſi le Seigneur de fief acquerant cenſiues mouuantes de luy elles demeuroient en cenſiue ou comme reünies au fief demeuroient feodales & comme telles ſe partageoient entre les heritiers.

Les heritiers de Poiſle diſoient, que la declaration expreſſe ou tacite du Seigneur de fief eſtoit neceſſaire, tacite ſi par adueu la cenſiue auoit eſté renduë auec le fief, qu'autrement la cenſiue demeuroit en ſa nature. Qu'en France les fiefs eſtoient purs reels regardans pluſtoſt la choſe feodale ou cenſuelle que la perſonne. Et comme dict le Balde *Dominus fendi oculos magis ad feudum quàm ad vaſſalum habet*: qu'il n'eſt inconuenient que le ſeigneur de fief ne puiſſe ſeparément poſſeder *& feudum & cenſum diuerſis tamen reſpectibus*, & en ce cas *ſeruiens fundus & dominans fundus ſeparati remanent* ſans aucune confuſiō, & comme diſent les Feudiſtes *realia habentia extrema ſuper quibus hæ relationes fundantur*, qui empeſche l'vnion ou reünion de l'vn à l'autre, ce qui depend de la volonté du ſeigneur de fief: que ce que l'on diſoit que la reünion ſe faiſoit *ipſo iure*, que la cenſiue *veluti quædam ſeruitus extinguebatur*, que *dominus non poterat eſſe vno momento & creditor & debitor ratione eiuſdem rei*, que la confuſion ſe faiſoit: qu'il y auoit bonne reſponſe, d'autant que le tout n'eſtoit que *feudi ratione*,

Digitized by Google

rien de perſonnel. Nous tenons en France que *vaſſallus etiam inuito domino feudum alienare poteſt, perſona enim vaſalli non eſt obligata*, & au particulier la cẽſiue peut eſtre poſſedee d'autre intention & autre effect que la choſe feodale, choſes diſtinctes *& fine & definitione*: tel ſe contentoit d'auoir des cenſiues qui ne les deſiroit feodales. Que du Moulin auoit ſuiuy ceſte opinion au §. 13. gloſ. 1. num. 69. de ſes Commentaires ſur la couſtume de Paris & au §. 30. num. 181.

Au contraire, que c'eſtoit choſe ridicule que *res propria ſibi ſeruiret*, qu'il ne ſe pouuoit faire que *quis eſſet vno eodemque momento & debitor & creditor ratione eiuſdem rei*, que l'vn abſorboit l'autre. *l. ſi debitori, C. de pactis*, cela ſe voit és ſeruitudes deües ſur les maiſons *l. binas ædes, de ſeruit. vrb. præd.* qu'il n'eſtoit requis aucune declaration, *quando ipſo iure fit confuſio*, autrement ſeroit vne meſme perſonne, ſeroit *agens & patiens* en meſme temps, que la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté de Paris l'auoit ainſi iugé: que la queſtion auoit eſté iugee en la cinquieſme au rapport de Monſieur Paſtoureau au procés des Clercs, & en la quatrieſme au rapport de Monſieur du Tillet le vingt-vnieſme Iuin 1570. entre Claude Odoart & Gratien Pouleuille, eſtoit au liure des arreſts de ladicte chambre, que la declaration requiſe c'eſtoit pour empeſcher la confuſion ou reünion, que ce ſeroit *ipſo iure facto hominis non accedente.*

La queſtion demandee aux chambres iugé que le cens eſtoit faict feodal, reüny & conſolidé au fief, bien qu'il n'y euſt aucune declaration du Seigneur de fief. Monſieur Iabin Rapporteur le quinzieſme May 1589. prononcé le dix-neufieſme enſuiuant.

Le vingtieſme Feurier 1599. iugé en la quatrieſme des Enqueſtes en la cauſe d'entre Baudry & les Guerets, que ayant acquis le fief duquel pluſieurs cenſiues ſont mouuantes & qui appartiẽnẽt à l'acquereur elles ſont faites feodales ſans autre declaratiõ expreſſe de l'acquereur, & ce en la couſtume de Blois, qui ne diſpoſe en ce particulier, c'eſtoit pour l'acquiſition de la terre de la Ciſteriere dependante de ſainct Sauueur de Blois, venduë en vertu de l'Edict d'alienation du temporel de l'Egliſe, & par ledit arreſt iugé que leſdicts

heritage ſe departiroient comme feodaux entre les heritiers de l'acquereur auec l'aduantage & preciput à l'aiſné.

Le fondement de ces arreſts eſt pris ſur vn ancien arreſt appellé l'arreſt des Bouchards & Simõ du 27. Iuillet 1529 par lequel l'on dict qu'il eſt iugé que les heritages cenſiers acquis par defunct Simon Eueſque de Paris en la cenſiue de Champigny demeuroient cenſiers & non feodaux, d'autant que ledict Bouchard ayant rendu ſon adueu de ſon fief de Champigny ne les auoit employez, qui eſt vne declaration de la volonté de l'acquereur, qu'il ne vouloit reünir & incorporer en ſon fief de Champigny les heritages cenſiers qu'il auoit acquis en ſon fief, & de faict l'arreſt vſe de ces mots, *in dinumeramentis minimè contenta*, dont l'on infere qu'il faut declaration, que l'on ne veut reünir & incorporer autrement que *fit reunio ipſo iure*, mais par la lecture dudict arreſt le faict eſt clair. L'Eueſque de Paris Simon qui eſtoit ſieur de Champigny prés Paris auoit acquis des heritages en ſa cenſiue, Ieanne Simon ſa ſœur auoit de ſon patrimoine quelques heritages en ladicte cenſiue, du depuis ladicte Simon eſpouſe Iacques Bouchart & pendant ce mariage ladicte Simon eſt faicte Dame dudit fief par le deceds de ſon frere Eueſque de Paris acquiert quelques heritages audict fief de Champigny, pendant ladicte communauté procés entre les enfans, l'aiſné pretendant la moitié, les puiſ-nez au contraire ſouſtenoient qu'il n'y auoit aucune declaratiõ ny du defunct Eueſque ny de ſa ſœur, iugé que les heritages acquis par ledict Eueſque & ceux qu'auoit acquis ladicte Simon de ſon propre ſe partageroient comme feodaux, bien qu'il n'y euſt aucune declaration, mais pour ceux acquis pendant la communauté qu'ils ſe partiroient comme pure cenſiue. Et la raiſõ eſt que le mari maiſtre de la communauté, maiſtre des acqueſts, n'eſtoit ſieur dudict fief de Champigny qui eſtoit des propres de ſa femme.

Le vingt deuxſieſme de Feurier 1601. ſemblable queſtion s'eſtant preſentee en l'ancienne couſtume de Paris en la cauſe d'entre Meſſieurs de Bragelõne & de Monthelon pour la ſucceſſion de defunct Thomas Bragelõne Lieutenant Criminel decedé en l'annee 1571. iugé que les heritages cenſiers

eſtans

eſtans en fief du Prieuré de l'Iſle Adam acquis par ledict defunct de Bragelonne en l'annee 1564. ſe partageroient comme feodaux, Monſieur Sauarre Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes en laquelle il auoit eſté renuoyé.

Du Moulin ſur la couſtume de Paris, §. 1. gloſ. 1. *in verbo*, le Seigneur feodal, num. 45. allegue vne raiſon qui eſt à ce propos fort deciſiue, *augmentum accedens per modum vnionis & eandem rem conſtituens omnes qualitates & conditiones rei cui vnitur ſuſcipit, & omnino iudicatur ſicut eadem res, per textum in l. inter ſocerum. §. cum inter. tibi, nec ſeparabitur portio dotis, quæ eſt data additamenti cauſa, ff. de pactis dotalib.* Or cet accident ou pluſtoſt confuſion des cenſiues au fief rendent le tout vne meſme choſe qui prend ſa qualité, ſa denomination & ſon eſſence de la plus noble qui eſt la feodale.

DE LA CLAVSE FOVRNIR ET *faire valoir, en contract d'eſchange.*

VI.

AV rapport de Monſieur Boucher en la cinquieſme des Enqueſtes iugé qu'en contract d'eſchange d'vne rente de 500. liures deuë ſur l'hoſtel de ville de Paris auec vne maiſon ſiſe en la ville d'Orleans, auec clauſe de fournir & faire valoir la rente ſoluable & bien payable aux termes accouſtumez ſans diminution le bailleur de la rente eſtoit tenu payer les arrerages deubs d'icelle rente, la faire valoir bonne, ſoluable, & la garantir de toutes fortunes, iniure du temps & autres inconueniens, ſi mieux le bailleur de la rente n'aimoit conſentir à la reſolution du contract d'eſchange, & iugé que la diſcuſſion n'eſtoit neceſſaire pour les rentes de l'hoſtel de ville de Paris, autre choſe ſeroit des rentes deuës ſur des particuliers, la diſcuſſion ne ſe pouuant faire ſur le Roy qui ne peut eſtre declaré inſoluable, l'arreſt donné en conſequence d'autre donné en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur le Boſſu, où il y eut deux de Meſſieurs deputez de chaſque chambre, Baignaulx partie plaidante en l'annee 1587. Autre arreſt du depuis donné

Digitized by Google

en la meſme chambre au rapport de Monſieur de Gouſſancourt, ceſſant laquelle clauſe de fournir & faire valoir, les contractans l'eſchange *futuros euictionis caſus non præſtaret, ſed res domino periret poſt perfectum contractum*, ſuiuant la l. *neceſſariò, de peric. & com. rei vend. ff.* & ainſi en contract d'eſchange qui ne contenoit la clauſe de fournir & faire valoir, a eſté iugé en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur le Boſſu au mois d'Auril 1595. pour les rentes de l'hoſtel de ville baillees en contre-eſchange d'autres terres, Gallemert & Berthomier plaidans le ſixieſme May 1595. *Vide Molin. in Cont. vſur. quæſt. 8.*

Les mots du contract d'eſchange eſtoient, fournir & faire valoir ladite rente ſoluable & bien payable aux termes accouſtumez ſans diminution.

Au mois de May audict an, 1595. vn procés au rapport de Monſieur des Landes fut en la premiere des Enqueſtes party auquel s'agiſſoit ſçauoir, ſi en contract de vente la clauſe fournir & faire valoir auoit meſme effect qu'en contract d'eſchange, du depuis departy en la deuxieſme, & autre arreſt en la deuxieſme au rapport de Monſieur le Coq du vingt-deuxieſme Iuillet 1595. entre Gaſpard de Chombert & Bellemarche, & qu'elle auoit meſme effect, & auparauant en la grand' chambre en l'audience le vingt-deuxieſme Iuin 1595. entre Eſſelin & le ſieur de Ville-pinte.

FRVICTS DE LEGITIME DE *quel iour ſont deubs.*

VII.

IVgé au rapport de Monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes que les fruicts de la legitime ſont deubs du iour du deceds & non du iour qu'ils ſont demandez ſeulement du vingt-deuxieſme Ianuier 1590. Bourbon & Papon.

La raiſon eſt que *fructus legitimæ à die mortis defuncti debentur ad inſtar ſucceſſionis, & vt fructus augent hæreditatem ita & legitimam.*

FOY ET HOMMAGE DEVE PAR vn Conſeiller de la Cour de Parlement pendant qu'il eſt en ſeruice.

VIII.

SVr ce que Maiſtre Charles Briſard Conſeiller en la Cour l'a ſuppliee luy permettre aller faire la foy & hommage qu'il eſt tenu pour vn muid de terre aſſis au lieu de Heruille au Seigneur de Maupertuis, lequel auroit faict ſaiſir ledict muid de terre, ladicte Cour a ordonné & ordonne que ledict Briſard ne deſ-emparera le ſeruice qu'il doit au Roy en ladite Cour, ains ſera receu à faire ladicte foy & hommage par procureur, ſi mieux ledict ſieur de Maupertuis n'ayme luy bailler ſurſeance iuſques à la premiere commodité.

Autre arreſt pour Maiſtre Georges Loüet Conſeiller en ladicte Cour du vingt cinquieſme Iuin 1604.

DV VASSAL QVI A OFFENSE' ſon Seigneur de fief en iugement.

IX.

LE dernier de Decẽbre 1556. fut donné arreſt à la Tournelle, du depuis prononcé en robes rouges entre Bizan & de Partenay, par lequel le vaſſal pour auoir dementy ſon Seigneur de fief en iugement fut condamné faire amende honorable, & ordonné que ledit Seigneur de fief iouyroit du fief appartenant à ſon vaſſal tant que ledict vaſſal viuroit.

Ceſt arreſt ſemble vn peu rigoureux pour la condemnation de l'amende honorable, & faut que le dementy fuſt qualifié ou accompagné de quelques paroles & iniures, ledict arreſt donné au rapport de Monſieur de Chantecler.

Digitized by Google

DE LA DOVAIRIERE DECEDANT *lors que les fruiɛts ſont preſts à cueillir & à maturité.*

X.

LE dix-neufieſme de May 1589. fut donné arreſt en la grand' Chambre au rapport de Monſieur Anroux entre Carel & Courtabeuf prononcé en robes rouges, par lequel a eſté iugé que les heritiers de la doüairiere qui eſtoit decedee lors que les fruicts eſtoient pendans par les racines encores qu'ils fuſſent meurs & preſts à cueillir, ne les pouuoient pretendre, nonobſtant la loy *defunɛta. de vſufruɛ. ff.* qui diſpoſe *in fruɛtibus tam perceptis quorum penſionis dies expectabatur., non in percipiendis qui ſolo cohærent & fundi partem faciebant. Conſ. dom. Ruzeum in 30. priuileg. traɛtat. iuris regaliorum.*

FEMME CONDAMNEE A PAYER *certaine ſomme de deniers, ſi elle peut eſtre contrainte par corps apres les quatre mois.*

XI.

L'On a demandé ſi l'ordonnance de Moulins article 48. a lieu pour le regard des femmes non mariees cõdamnees à payer ſomme de deniers, & ſi apres les quatre mois on les pouuoit contraindre par empriſonnement de leurs perſonnes. La raiſon de douter eſtoit que ceſte ordonnance eſtoit odieuſe contre les miſerables debteurs, qu'il ne la falloit extendre outre ſes termes & bornes : que le creancier n'auoit ſubieɛt de ſe plaindre ayant la liberté de ſaiſir le bien de ſon debteur, de tenir ſon corps priſonnier & les biens ſaiſis, que c'eſtoit double rigueur. Que l'ordonnance priſe en ſes termes ne comprenoit les femmes ſoit en ces mots, des condamnez, & repete ces mots, & ſi les condamnez, & en autres mots, retenus priſonniers : que faire ceſte extenſion *de perſona ad perſonam, ſexu ad ſexum* qu'il n'y auoit apparance , ioinɛt

qu'il y a diuerſité de raiſons, l'infamie plus grande à la femme pour eſtre priſonniere qu'en l'homme, le danger plus grand: & ſans difficulté, que l'ordonnance euſt ſpecifié la femme ſi elle luy euſt voulu comprendre; qu'il ſe trouuoit vn arreſt donné à Tours le Parlement y ſeant au rapport de Monſieur Faye en 93. par lequel la vefue du Bois Threſorier des parties Caſuelles obtint qu'elle ne pourroit eſtre empriſonnee pour debtes: & quant à l'arreſt donné contre ladicte vefue en May 1585. en l'audience qu'il y auoit de la particularité, l'on diſoit qu'elle auoit renoncé *in fraudem creditorum*, qu'elle auoit ſouſtraict, vefue d'vn Threſorier, que la debte que l'on demandoit eſtoit comme debte du Roy, que les vefues n'y peuuẽt en ce cas renoncer. Au contraire on diſoit que l'ordonnance de Moulins eſtoit generale, faicte pour le bien public, pour obuier aux ſubterfuges, delais & tergiuerſations des condamnez, tellement qu'elle eſt *in odium* des condamnez, *& ſic maſculinum concipit fœmininum*: qu'il n'y a pas plus de raiſon en l'vn qu'en l'autre, meſmes moyens de ſubterfuges, delaiz & tergiuerſations: que de l'ordonnance l'on n'auoit excepté que des Preſtres pour le reſpect de l'ordre, auſſi que l'ordonnnance ne les exprimoit, il ſembloit qu'ils n'y pouuoient eſtre compris *cùm eorum perſona priuilegiata ſit potius fori Eccleſiaſtici quam ſecularis*: & que les ordonnances qui diſpoſent *in perſonam* des ſubiects du Roy, ne comprennent les Eccleſiaſtiques, s'ils ne ſont denommez *propter diuerſitatem fori*. Quant aux femmes mariees l'on ne les auoit exemptees de l'ordonnance d'autant que eſtans *in poteſtate viri* ne pouuoient s'obliger à autre qu'au mary, qui *ſolus corporis poteſtatem habebat*, & qui n'en pouuoit eſtre priué *propter Sacramentum matrimonij*, voire que la femme auant le mariage ſe fuſt obligee par corps, *res enim deuenit ad eum caſum à quo incipere non potuit*, Quant à l'arreſt de la vefue du Bois, qu'il faut diſtinguer le temps qu'il fut donné pour la miſere du temps, l'on ne condamnoit lors par corps, que ladicte vefue eſtoit refugiee de Paris, hors de ſes moyens, s'agiſſoit d'obligation de ſon mary ſaffrannier, en laquelle elle auoit entré, & contre laquelle il y auoit eu arreſt en May 1585. par lequel elle auoit eſté condamnee par corps.

Digitized by Google

Pararreſt apres auoir demandé la queſtion aux Chambres & s'eſtre trouué diuerſité d'arreſts, meſmes deux, l'vn donné contre la vefue du Comte de la Suze en l'annee 1580. l'autre contre la Dame de Baillon vefue du ſieur Preſident du Gaſt, veu auſſi les arreſts obtenus auec la vefue du Bois, iugé que l'ordonnance auoit lieu pour le regard des femmes non mariees, & qu'apres la condemnation des quatre mois elles pouuoient eſtre contrainctes par empriſonnement de leurs perſonnes. Monſieur de Bourdeaux Rapporteur, 3. des Enqueſtes, le 20. May. 1595. Bouchereau & la Damoiſelle de Nantoüillet.

DES FRVICTS DV BENEFICE *le titulaire decedant & s'ils appartiennent aux heritiers.*

XII.

IL a eſté iugé par pluſieurs arreſts qu'és fruicts des benefices ayans charge d'ames les heritiers ſuccedoient, l'annee commençant en Ianuier combien que par les arreſts precedans l'annee commençaſt à Paſques, & que les fruicts n'appartiennent aux heritiers qu'à la proportion de l'annee, en laquelle le titulaire eſt decedé, il a eſté iugé par pluſieurs arreſts ſ. cottez 5. *in littera A. pag.* 15. & eſt ſuiuant la doctrine de Iean Fabre *in §. ius verò, de rerum diuiſio. apud Iuſtin.* ſuiuy par Monſieur Guymier, *in §. item quod ſi Eccleſia, in verb. acquiſitus. de Annat. tollend.* qui atteſte que *ex generali regni conſuetudine fructus beneficiorum percepti tranſmittuntur ad hæredes*, ce qui eſt certain *in beneficijs curã animarũ habentibus, in quibus fructus ita diuino cohærẽt muneri vt ab eo nullo caſu ſeparari poßint*, c'eſt pourquoy celuy qui a ſupporté les charges doit gaigner les fruicts à ceſte proportiõ de tẽps, encores qu'il ſe trouue vn arreſt donné en l'audience du 24. Ianuier 1576. entre Guillaume Mazieres Curé de Gueruille & Guillaume Lamy heritier du defunct Curé par lequel la cauſe a eſté appointee au Conſeil, Eſcorcheuel & Choppin plaidãs, L'appointé au Cõſeil n'eſtoit que ſur la queſtion ſça-

Digitized by Google

uoir ſi l'on commenceroit l'annee à Paſques ou Ianuier, & n'auoit encores eſté iugé en la grand'Chambre, & depuis iugé le 19. d'Auril 1578. entre Mazille Abbé de ſainct Vincent & Thibault & conſors que l'an ſe deuoit commencer en Ianuier. Mais l'on a demandé s'il y auoit meſme regle aux benefices ſimples, comme Chappelles, Prieurez ſimples, eſquels n'y a aucune charge, *& quibus ceſſat ratio legis. diuortio. ſoluto matrimonio*, y ayant de la particularité aux benefices ayans charge d'ames, les fruicts de chaſque annee eſtans ſpecialement affectez à accomplir les charges de toute l'annee, autrement arriueroit qu'vn Curé eſtant decedé à la my-Aouſt *fructibus incollectis*, laiſſeroit à faire les charges à ſon ſucceſſeur, laiſſeroit les fruicts à ſes heritiers *ſine onere*, & le ſucceſſeur feroit les charges ſans auoir les fruicts: ce qui ſemble ne ſe pouuoir dire aux benefices ſimples qui ſe peuuent meſmes conferer à 7. ans. Neantmoins a eſté iugé le contraire, & que la regle auoit lieu *in omnibus beneficijs*, & la raiſon eſt que *beneficium tantùm datur propter officium*, & n'y a aucun benefice qui n'ait charge du ſeruice diuin, les vns plus les autres moins, comme auſſi les fruicts plus chargez les vns que les autres. C'eſt pourquoy de diſpoſitiõ canonique l'on a tenu que tout benefice eſt ſubiect à reſidence, *ſed ex conſuetudine* aucuns en ſont exempts, comme le monſtre Monſieur Guymier en la gloſe de la pragmatique, *in proœm. in* §. *nam Eccleſiarum, in verb. reſident.* ce qui eſt traicté *toto tit. de cler. non reſidentib.* & a eſté ſuiuy par Monſieur de Selue, *tractat. de beneficijs. tractat.* 4. *quaeſt.* 1. *&*. 2. voire que ſi vn benefice ſimple eſtoit de valeur de 500. liures de reuenu & ne fuſt chargé que d'vne Meſſe par an, les fruicts y ſeroient affectez comme ſeroient ceux d'vne Cure de 50. eſcus de reuenu aux charges de toute l'annee. L'arreſt eſt du douzieſme Iuillet 1586. entre Antoine Iardin & conſors.

Digitized by Google

DE LA FORTERESSE BASTIE *ſans la volonté du Seigneur de fief par le vaſſal n'ayant haute iuſtice.*

XIII.

AV procés d'entre les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Egliſe de Chartres, demandeurs & Baignaux Maire de la Mairie de Dauge dependant de ladite Egliſe, l'on a demandé ſi le Chapitre Seigneur de fief, & ayant la haute Iuſtice pouuoit empeſcher ſon vaſſal baſtir vn chaſteau auec fortereſſe de foſſez & pont leuis, diſant le vaſſal que la defenſe & conſeruation de ſa perſonne eſtoit permiſe à vn chacun voire de droict de nature & en la l. *per prouincias. de ædif. priuat. C. cunctis volentibus permittebatur murali ambitu fundos proprios ſeu loca ſui dominij conſtituta vallare*, qu'il eſtoit hors d'enuie au vaſſal de ſe fortifier, & en ce que par la l. *quicunque, de fund. limitroph. lib. 11. C.* il eſtoit ſeulement & ſpecialement defendu faire & edifier Chaſteaux & fortereſſes és frõtieres du Royaume, par tant *alijs in locis conceſſum erat*, & ce qui rendoit leſdits Doyen, Chanoines & Chapitre moins receuables c'eſt qu'ils eſtoient ſans intereſts, au cõtraire tant que la maiſon de leur vaſſal ſeroit grande & forte ils y auroient plus de profit pour les lots & ventes le cas aduenant, le ſeul intereſt qu'il pourroient remarquer, que le vaſſal ſe voudroit fortifier contre ſon Seigneur de fief, n'eſtoit conſiderable en France, le Roy eſtant le maiſtre en ſon Royaume, pour faire executer ce qui eſt ordonné par les Iuges ordinaires, & ne ſe peut dire forteresse autre que celle du Roy, & par ce moyẽ la diſtinctiõ qu'aucuns auoient voulu apporter eſtoit oſtee, *quando vaſſallus ad æmulationem patroni ædificat fortalitium*, ioinct qu'vn Seigneur de fief tant petit & foible ſoit il peut rompre & renuerſer ſon vaſſal de fer & acier.

Le Chapitre au contraire diſoit qu'il y auoit grande differẽce *inter domus ædificationem* qui ſe faict *ad tutelam vitæ corporiſque defenſionem*, ou bien de baſtir vn chaſteau auec forteresſe, ce que

Digitized by Google

que la gloſe en la l. *per prouincias, de ædif. prouinc. C.* auoit remarqué y requerant l'authorité du Prince, & le Faber en ceſt endroict apporte la meſme limitation, *niſi poſſet præiudicare alij qui ius habet ibi vel reditus, ideo* dit-il *non credo quod loca quæ tenentur in feudum vel cenſum poſſint incaſtellari ſine dominorum voluntate*, c'eſt vn droict ſpecial concedé aux Seigneurs de fief qui peuuent auoir Chaſteau & fortereſſe ſelon leur qualité de Baron, Chaſtelain, Comte ou Duc, & eſt vne vraye marque feodale, & ce que l'on dit que *vaſſallus ad æmulationem patroni non poteſt fortalitium conſtruere*, c'eſt à dire au preiudice de ſon Seigneur, preiudice qui ſeroit que le Seigneur de fief voulant exploiter le fief de ſon vaſſal, ou y tenir & exercer ſa iuſtice ne ſeroit le plus fort, *liberas ædes non haberet*, que comme nul n'auoit Chaſteau ſans Seigneurie, voire s'il faut dire ſans Chaſtellenie, auſſi eſtoit-il raiſonnable que celuy qui baille ou la haute iuſtice ou le droict de Chaſtellenie conſente à telle fortereſſe, ſi ce n'eſt que *vaſſallus iure ſuo & ratione dignitatis id faciat*: que puis que le Roy en France auoit la force en la main pour maintenir & conſeruer ſes ſubiects ſans que d'ailleurs ne par autres fortereſſes ils ſe vouluſſent conſeruer, que nul ne pouuoit deſirer fortereſſe pour ſa conſeruation. Qu'au faict particulier l'on a edifié vne place forte munie de tourelles, faict des foſſez, les parties alleguant pluſieurs arreſts, celuy de Mougé & Villeauldé donné au rapport de Monſieur Broué en la 4. des enqueſtes, 23. Decembre 1566. & vn autre donné au rapport de Monſieur Angenouſt en la premiere des Enqueſtes à la prononciation de Paſques 1573. entre Saligny & Beaufremont, la queſtion demandee aux Chambres, & l'arreſt de l'an 1566. leu au Bureau.

Par arreſt le Chaſteau & fortereſſe ſont demeurez & iugé qu'il eſtoit loiſible au vaſſal de fortifier *irrequiſito domino*, à la charge neantmoins que pour l'exercice de la iuriſdiction le vaſſal ſeroit tenu laiſſer entre les officiers deſdicts Doyen, Chanoines & Chapitre.

L'arreſt du 29. Mars 1586. M. de Monthelon Rapporteur.

Digitized by Google

en la meſme chambre au rapport de Monſieur de Gouſſancourt, ceſſant laquelle clauſe de fournir & faire valoir, les contractans l'eſchange *futuros euictionis caſus non præſtaret, ſed res domino periret poſt perfectum contractum*, ſuiuant la l. *neceſſariò, de peric. & com. rei vend. ff.* & ainſi en contract d'eſchange qui ne contenoit la clauſe de fournir & faire valoir, a eſté iugé en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur le Boſſu au mois d'Auril 1595. pour les rentes de l'hoſtel de ville baillees en contre-eſchange d'autres terres, Gallemert & Berthomier plaidans le ſixieſme May 1595. *Vide Molin. in Cont. vſur. quæſt.* 8.

Les mots du contract d'eſchange eſtoient, fournir & faire valoir ladite rente ſoluable & bien payable aux termes accouſtumez ſans diminution.

Au mois de May audict an, 1595. vn procés au rapport de Monſieur des Landes fut en la premiere des Enqueſtes party auquel s'agiſſoit ſçauoir, ſi en contract de vente la clauſe fournir & faire valoir auoit meſme effect qu'en contract d'eſchange, du depuis departy en la deuxieſme, & autre arreſt en la deuxieſme au rapport de Monſieur le Coq du vingt-deuxieſme Iuillet 1595. entre Gaſpard de Chombert & Bellemarche, & qu'elle auoit meſme effect, & auparauant en la grand' chambre en l'audience le vingt-deuxieſme Iuin 1595. entre Eſſelin & le ſieur de Ville-pinte.

FRVICTS DE LEGITIME DE *quel iour ſont deubs.*

VII.

IVgé au rapport de Monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes que les fruicts de la legitime ſont deubs du iour du deceds & non du iour qu'ils ſont demandez ſeulement du vingt-deuxieſme Ianuier 1590. Bourbon & Papon.

La raiſon eſt que *fructus legitimæ à die mortis defuncti debentur ad inſtar ſucceſſionis, & vt fructus augent hæreditatem ita & legitimam.*

FOY ET HOMMAGE DEVE PAR vn Conſeiller de la Cour de Parlement pendant qu'il eſt en ſeruice.

VIII.

SVr ce que Maiſtre Charles Briſard Conſeiller en la Cour l'a ſuppliee luy permettre aller faire la foy & hommage qu'il eſt tenu pour vn muid de terre aſſis au lieu de Heruille au Seigneur de Maupertuis, lequel auroit faict ſaiſir ledict muid de terre, ladicte Cour a ordonné & ordonne que ledict Briſard ne deſemparera le ſeruice qu'il doit au Roy en ladite Cour, ains ſera receu à faire ladicte foy & hommage par procureur, ſi mieux ledict ſieur de Maupertuis n'ayme luy bailler ſurſeance iuſques à la premiere commodité.

Autre arreſt pour Maiſtre Georges Loüet Conſeiller en ladicte Cour du vingt cinquieſme Iuin 1604.

DV VASSAL QVI A OFFENSE ſon Seigneur de fief en iugement.

IX.

LE dernier de Decẽbre 1556. fut donné arreſt à la Tournelle, du depuis prononcé en robes rouges entre Bizan & de Partenay, par lequel le vaſſal pour auoir dementy ſon Seigneur de fief en iugement fut condamné faire amende honorable, & ordonné que ledit Seigneur de fief iouyroit du fief appartenant à ſon vaſſal tant que ledict vaſſal viuroit.

Ceſt arreſt ſemble vn peu rigoureux pour la condemnation de l'amende honorable, & faut que le dementy fuſt qualifié ou accompagné de quelques paroles & iniures, ledict arreſt donné au rapport de Monſieur de Chantecler.

Digitized by Google

DE LA DOVAIRIERE DECEDANT *lors que les fruicts ſont preſts à cueillir & à maturité.*

X.

LE dix-neufieſme de May 1589. fut donné arreſt en la grand' Chambre au rapport de Monſieur Anroux entre Carel & Courtabeuf prononcé en robes rouges, par lequel a eſté iugé que les heritiers de la doüairiere qui eſtoit decedee lors que les fruicts eſtoient pendans par les racines encores qu'ils fuſſent meurs & preſts à cueillir, ne les pouuoient pretendre, nonobſtant la loy *defuncta. de vſufruc. ff.* qui diſpoſe *in fructibus iam perceptis quorum penſionis dies expectabatur, non in percipiendis qui ſolo cohærent & fundi partem faciebant. Conſ. dom. Ruzeum in 30. priuileg. tractat. iuris regaliorum.*

FEMME CONDAMNEE A PAYER *certaine ſomme de deniers, ſi elle peut eſtre contrainte par corps apres les quatre mois.*

XI.

L'On a demandé ſi l'ordonnance de Moulins article 48. a lieu pour le regard des femmes non mariees cōdamnees à payer ſomme de deniers, & ſi apres les quatre mois on les pouuoit contraindre par empriſonnement de leurs perſonnes. La raiſon de douter eſtoit que ceſte ordonnance eſtoit odieuſe contre les miſerables debteurs, qu'il ne la falloit extendre outre ſes termes & bornes : que le creancier n'auoit ſubiect de ſe plaindre ayant la liberté de ſaiſir le bien de ſon debteur, de tenir ſon corps priſonnier & les biens ſaiſis, que c'eſtoit double rigueur. Que l'ordonnance priſe en ſes termes ne comprenoit les femmes ſoit en ces mots, des condamnez, & repete ces mots, & ſi les condamnez, & en autres mots, retenus priſonniers : que faire ceſte extenſion *de perſona ad perſonam, ſexu ad ſexum* qu'il n'y auoit apparance, ioinct

qu'il y a diuerſité de raiſons, l'infamie plus grande à la femme pour eſtre priſonniere qu'en l'homme, le danger plus grand: & ſans difficulté, que l'ordonnance euſt ſpecifié la femme ſi elle luy euſt voulu comprendre; qu'il ſe trouuoit vn arreſt donné à Tours le Parlement y ſeant au rapport de Monſieur Faye en 93. par lequel la vefue du Bois Threſorier des parties Caſuelles obtint qu'elle ne pourroit eſtre empriſonnee pour debtes: & quant à l'arreſt donné contre ladicte vefue en May 1585. en l'audience qu'il y auoit de la particularité, l'on diſoit qu'elle auoit renoncé *in fraudem creditorum*, qu'elle auoit ſouſtraict, vefue d'vn Threſorier, que la debte que l'on demandoit eſtoit comme debte du Roy, que les vefues n'y peuuēt en ce cas renoncer. Au contraire on diſoit que l'ordonnance de Moulins eſtoit generale, faicte pour le bien public, pour obuier aux ſubterfuges, delais & tergiuerſations des condamnez, tellement qu'elle eſt *in odium* des condamnez, *& ſic maſculinum concipit fœmininum*: qu'il n'y a pas plus de raiſon en l'vn qu'en l'autre, meſmes moyens de ſubterfuges, delaiz & tergiuerſations: que de l'ordonnance l'on n'auoit excepté que des Preſtres pour le reſpect de l'ordre, auſſi que l'ordonnnance ne les exprimoit, il ſembloit qu'ils n'y pouuoient eſtre compris *cùm eorum perſona priuilegiata ſit potius fori Eccleſiaſtici quam ſecularis*: & que les ordonnances qui diſpoſent *in perſonam* des ſubiects du Roy, ne comprennent les Eccleſiaſtiques, s'ils ne ſont denommez *propter diuerſitatem fori*. Quant aux femmes mariees l'on ne les auoit exemptees de l'ordonnance d'autant que eſtans *in poteſtate viri* ne pouuoient s'obliger à autre qu'au mary, qui *ſolus corporis poteſtatem habebat*, & qui n'en pouuoit eſtre priué *propter Sacramentum matrimonij*, voire que la femme auant le mariage ſe fuſt obligee par corps, *res enim deuenit ad eum caſum à quo incipere non potuit*, Quant à l'arreſt de la vefue du Bois, qu'il faut diſtinguer le temps qu'il fut donné pour la miſere du temps, l'on ne condamnoit lors par corps, que ladicte vefue eſtoit refugiee de Paris, hors de ſes moyens, s'agiſſoit d'obligation de ſon mary ſaffrannier, en laquelle elle auoit entré, & contre laquelle il y auoit eu arreſt en May 1585. par lequel elle auoit eſté condamnee par corps.

Digitized by Google

Pararreſt apres auoir demandé la queſtion aux Chambres & s'eſtre trouué diuerſité d'arreſts, meſmes deux, l'vn donné contre la vefue du Comte de la Suze en l'annee 1580. l'autre contre la Dame de Baillon vefue du ſieur Preſident du Gaſt, veu auſſi les arreſts obtenus auec la vefue du Bois, iugé que l'ordonnance auoit lieu pour le regard des femmes non mariees, & qu'apres la condemnation des quatre mois elles pouuoient eſtre contrainctes par empriſonnement de leurs perſonnes. Monſieur de Bourdeaux Rapporteur, 3. des Enqueſtes, le 20. May. 1595. Bouchereau & la Damoiſelle de Nantoüillet.

DES FRVICTS DV BENEFICE le titulaire decedant & s'ils appartiennent aux heritiers.

XII.

IL a eſté iugé par pluſieurs arreſts qu'és fruicts des benefices ayans charge d'ames les heritiers ſuccedoient, l'annee commençant en Ianuier combien que par les arreſts precedans l'annee commençaſt à Paſques, & que les fruicts n'appartiennent aux heritiers qu'à la proportion de l'annee, en laquelle le titulaire eſt decedé, il a eſté iugé par pluſieurs arreſt s̃.cottez 5. *in littera A.* pag. 15. & eſt ſuiuant la doctrine de Iean Fabre *in §. ius verò, de rerum diuiſio. apud Iuſtin.* ſuiuy par Monſieur Guymier, *in §. item quod ſi Eccleſia, in verb. acquiſitus. de Annat. tollend.* qui atteſte que *ex generali regni conſuetudine fructus beneficiorum percepti tranſmittuntur ad hæredes*, ce qui eſt certain *in beneficijs curã animarũ habentibus, in quibus fructus ita diuino cohærẽt muneri vt ab eo nullo caſu ſeparari poßint*, c'eſt pourquoy celuy qui a ſupporté les charges doit gaigner les fruicts à ceſte proportiõ de tẽps, encores qu'il ſe trouue vn arreſt donné en l'audience du 24. Ianuier 1576. entre Guillaume Mazieres Curé de Gueruille & Guillaume Lamy heritier du defunct Curé par lequel la cauſe a eſté appointee au Conſeil, Eſcorcheuel & Choppin plaidãs, L'appointé au Cõſeil n'eſtoit que ſur la queſtion ſça-

uoir ſi l'on commenceroit l'annee à Paſques ou Ianuier, & n'auoit encores eſté iugé en la grand'Chambre, & depuis iugé le 19. d'Auril 1578. entre Mazille Abbé de ſainct Vincent & Thibault & conſors que l'an ſe deuoit commencer en Ianuier. Mais l'on a demandé s'il y auoit meſme regle aux benefices ſimples, comme Chappelles, Prieurez ſimples, eſquels n'y a aucune charge, *& quibus ceſſat ratio legis. diuortio. ſoluto matrimonio*, y ayant de la particularité aux benefices ayans charge d'ames, les fruicts de chaſque annee eſtans ſpecialement affectez à accomplir les charges de toute l'annee, autrement arriueroit qu'vn Curé eſtant decedé à la my. Aouſt *fructibus incollectis*, laiſſeroit à faire les charges à ſon ſucceſſeur, laiſſeroit les fruicts à ſes heritiers *ſine onere*, & le ſucceſſeur feroit les charges ſans auoir les fruicts: ce qui ſemble ne ſe pouuoir dire aux benefices ſimples qui ſe peuuent meſmes conferer à 7. ans. Neantmoins a eſté iugé le contraire, & que la regle auoit lieu *in omnibus beneficijs*, & la raiſon eſt que *beneficium tantùm datur propter officium*, & n'y a aucun benefice qui n'ait charge du ſeruice diuin, les vns plus les autres moins, comme auſſi les fruicts plus chargez les vns que les autres. C'eſt pourquoy de diſpoſitiõ canonique l'on a tenu que tout benefice eſt ſubiect à reſidence, *ſed ex conſuetudine* aucuns en ſont exempts, comme le monſtre Monſieur Guymier en la gloſe de la pragmatique, *in proœm. in §. nam Eccleſiarum, in verb. reſident.* ce qui eſt traicté *toto tit. de cler. non reſidentib.* & a eſté ſuiuy par Monſieur de Selue, *tractat. de beneficijs. tractat.* 4. *quæſt.* 1. *&* 2. voire que ſi vn benefice ſimple eſtoit de valeur de 500. liures de reuenu & ne fuſt chargé que d'vne meſſe par an, les fruicts y ſeroient affectez comme ſeroient ceux d'vne Cure de 50. eſcus de reuenu aux charges de toute l'annee. L'arreſt eſt du douzieſme Iuillet 1586. entre Antoine Iardin & conſors.

Digitized by Google

que la gloſe en la l. *per prouincias, de ædif. prouinc.* C. auoit remarqué y requerant l'authorité du Prince, & le Faber en ceſt endroict apporte la meſme limitation, *niſi poſſet præiudicare alij qui ius habet ibi vel reditus, ideo* dit-il *non credo quod loca quæ tenentur in feudum vel cenſum poſſint incaſtellari ſine dominorum voluntate*, c'eſt vn droict ſpecial concedé aux Seigneurs de fief qui peuuent auoir Chaſteau & fortereſſe ſelon leur qualité de Baron, Chaſtelain, Comte ou Duc, & eſt vne vraye marque feodale, & ce que l'on dit que *vaſſallus ad æmulationem patroni non poteſt fortalitium conſtruere*, c'eſt à dire au preiudice de ſon Seigneur, preiudice qui ſeroit que le Seigneur de fief voulant exploiter le fief de ſon vaſſal, ou y tenir & exercer ſa iuſtice ne ſeroit le plus fort, *liberas ædes non haberet*, que comme nul n'auoit Chaſteau ſans Seigneurie ; voire s'il faut dire ſans Chaſtellenie, auſſi eſtoit-il raiſonnable que celuy qui baille ou la haute iuſtice ou le droict de Chaſtellenie conſente à telle fortereſſe, ſi ce n'eſt que *vaſſallus iure ſuo & ratione dignitatis id faciat*: que puis que le Roy en France auoit la force en la main pour maintenir & conſeruer ſes ſubiects ſans que d'ailleurs ne par autres forteteſſes ils ſe vouluſſent conſeruer, que nul ne pouuoit deſirer fortereſſe pour ſa conſeruation. Qu'au faict particulier l'on a edifié vne place forte munie de tourelles, faict des foſſez, les parties alleguant pluſieurs arreſts, celuy de Mouge & Villeaulde donné au rapport de Monſieur Broué en la 4. des enqueſtes, 23. Decembre 1566. & vn autre donné au rapport de Monſieur Angenouſt en la premiere des Enqueſtes à la prononciation de Paſques 1573. entre Saligny & Beaufremont, la queſtion demandee aux Chambres, & l'arreſt de l'an 1566. leu au Bureau.

Par arreſt le Chaſteau & fortereſſe ſont demeurez & iugé qu'il eſtoit loiſible au vaſſal de fortifier *irrequiſito domino*, à la charge neantmoins que pour l'exercice de la iuriſdiction le vaſſal ſeroit tenu laiſſer entre les officiers deſdicts Doyen, Chanoines & Chapitre.

L'arreſt du 29. Mars 1586. Mr de Monthelon Rapporteur.

Digitized by Google

POVR CELVY QVI N'A *que ſimple cenſiue.*

XIIII.

S'Eſt preſenté autre queſtion au procés d'entre Roul & Gullin appellans du gouuerneur de la Rochelle ſi celuy qui tenoit vn heritage en pure cenſiue & non en fief, foy & hommage, pouuoit baſtir fortereſſe contre la volonté du Seigneur haut Iuſticier, meſmes en temps de guerre, que nul ne pouuoit demeurer aux champs auec ſeureté ſans auoir maiſon forte, voire en pays eſtant en l'obeïſſance du Roy.

Par arreſt le proprietaire condamné à demolir ſa forterеſſe iugeant la Cour qu'il y auoit autant d'inconueniens permettant à vn chacun baſtir fortereſſe pendant la guerre, pour les voleries qui pourroient s'en enſuiure que de ſeureté aux ſubiects du Roy.

Du 22. Feurier 1595. Monſieur du Refuge Rapporteur.

Chaſſaneus a traicté ceſte queſtion en ſes commentaires ſur la couſtume de Bourgongne, Rub. 13. §. dernier. des paſturages & riuieres, & auant luy Boërius en ſa deciſ. 320. conformément à ce dernier arreſt a eſté iugé en la 5. des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Meſmes en la cauſe de Hamen & ſainct Eſtienne en la couſtume de Poictou, que le vaſſal qui auoit faict pont leuis & des foſſez oſteroit le tout à ſes deſpens, bien que la couſtume n'en diſpoſaſt, par arreſt du 2. Ianuier 1602. & n'y auoit autre particularité ſinon que la maiſon fortifiee eſtoit à cinquãte pas de celle du Seigneur de fief, & qui deſcouuroit de tous coſtez en la maiſon du Seigneur & y auoit eu grand procés entre le Seigneur de fief & le vaſſal, qui auoit peu donner ſubiect à la fortereſſe.

SI PAR LA FAVTE DV MARY LA femme peut eſtre priuee de ſon propre.

XV.

EN la couſtume de Niuernois par laquelle les heritages tenus à droict de bourdelage tombent en commiſe par ceſſation de trois ans de la rente & deuoir s'eſt preſentee ceſte queſtion, que le mary ayant diſcontinué de payer la rente non ſeulement par trois ans, mais interpellé de ce diſcontinué par neuf ans entiers, le Seigneur ſuiuant la couſtume demande la commiſe, pendant le procés le mary decedé, la vefue à qui appartenoit l'heritage offre les arrerages, ſouſtiẽt que *ex delicto mariti fundo dotali priuari nõ debet*, que comme ſon mary ne pouuoit alienner *ea inuita*, auſſi ne peut-il confiſquer, que toute la rigueur eſtoit de priuer le mary des fruicts de ſon viuant, & autrement que le mary indirectement pourroit aliener le bien de ſa femme. Le Seigneur au contraire ſouſtenoit qu'il y auoit grande difference *inter culpam, quæ ex delicto aut quæ ex omiſsione proueniebat*, que *delinquendo maritus rebus dotalibus non præiudicare poterat, ſecus omittendo* ſuiuant l'opinion des Docteurs au chap. 1. *de dolo & cont.* ce qui eſtoit decidé plus particulierement en la gloſe du chapitre, *conſtitutus. de relig. domib.* où le Prelat Eccleſiaſtique *non ſoluendo conuentionem ſeu penſionem nocet Eccleſiæ*, ce qui eſt ſpecial, *quia hæc pœna deſcendit ex contractu, & in pœnis conuentionalibus nec minor, nec Eccleſia reſtituuntur, lex enim dicta contractui quæ potius ex lege & natura contractus acquiritur. l. legem. C. de pactis.* & eſt la commune opinion des Docteurs, Iean Fabre, Bal. Paul de Caſt. *in auth. qui rem. in verb. repelli poteſt. C. de ſac. ſanct. Eccleſ.* où ils tiennent que *Eccleſia non eximitur à pœnis conuentionalibus & procedentibus ex natura contractus & diſpoſitione hominis*, ce qui a lieu *in fundo dotali cum maritus ſit legitimus fundi dotalis adminiſtrator, vt prælatus rerum Eccleſiæ*, car *in his pœnalibus quæ ex conuentione procedunt* l'on peut dire *non aliâs contracturus*: n'importe au Seigneur *per quã ceſſatum fuit in ſolutione canonis*. La femme, l'Egliſe peut auoir ſon re-

cours, & quand bien le recours ſeroit inutile cela n'empeſche que *ex facto ius domino quæſitum non ſit*, que la couſtume de Niuernois eſtoit generale, ne diſtinguoit de la femme en puiſſance du mary ou autrement, que le mary *erat generalis procurator in rebus uxoris*, qui pouuoit regir & adminiſtrer le bien, qui ne pouuoit eſtre deſaduoué, autrement que telle couſtume de Niuernois n'auroit lieu pour les femmes mariees leſquelles iouïſſent du profit de l'emphitheoſe de la choſe baillee à bourdelage, ce debuoit eſtre *cum omni cauſa.*

La queſtion demandee aux Chambres par arreſt, la commiſe a eſté adiugee prononcé le premier de Iuin 1596. au rapport de Monſieur Fouquet en la 5. des Enqueſtes Leonard Eulin demandeur & Ieanne Pluuinet defendereſſe.

Du Moulin traicte ceſte queſtion, au § 30. de la couſtume de Paris, art. 59. & 60. *in fine & num. 65. in fine, quando Prælatus omittendo puta non ſoluendo canonem poteſt præiudicare Eccleſiæ, non committendo vel delinquendo.*

DE RETENTION DES FRVICTS du benefice par le reſignant.

XVI.

L'On a demandé au procés pendant au grand Conſeil pour raiſon du poſſeſſoire du Prieuré de S. Sauueur ordre de S. Benoiſt dependant de l'Abbaye de Bonneual ſitué au Dioceſe de Sens entre le Gendre & Pelué, ſi le Cardinal de Pelué ayant reſigné en Cour de Rome ledit Prieuré qui eſt conuentuel en faueur dudit Pelué ſon nepueu, le reſignant & reſignataire preſents ſe reſeruant le reſignãt tous les fruicts & collations, à la charge de bailler 200. eſcus par ſes mains chacun an audit reſignataire, le Prieuré eſtoit lors affermé à deux mil ſix cens eſcus, & ledit Cardinal iouy iuſques à ſon deceds, ſi l'on pouuoit dire ledit prieuré auoir vacqué par la reigle *de publicandis*, & que telle reſignatiõ de fruicts fuſt abuſiue, & de laquelle il y auoit appel comme d'abus, ſi elle vicioit ladite reſignation eſtant ladite reſerue faicte le meſme

iour de la reſignation faicte *ea lege præſente reſignatario*, ledit reſignant ayant veſcu pres de quatre ans apres la reſignation, ou bien ſi la reſignation qui auoit eſté *tempore & loco* publiee, priſe de poſſeſſion en vertu d'icelle, que telle reſerue fuſt permiſe *fauore Cardinalium*, en tout cas que telle reſerue fuſt abuſiue & vicieuſe, ſans pour ce vicier la reſignation.

Le Gendre pourueu par l'Abbé de Bonneual comme vacant par le deceds dudict ſieur Cardinal ſouſtenoit qu'il y auoit lieu à la regle *de publicandis*, que *reſignans in poſſeſſione remanſerat*, n'importoit à l'ordinaire à quel tiltre le reſignant demeuroit en poſſeſſion, la regle ayant eſté introduitte en faueur des ordinaires, *vt per poſſeſſionem ſuos agnoſcere poſſent titularios ſeu beneficiarios*, ce qui eſtoit ſans difficulté, *quando per reſignationem talis poſſeſſio continuabatur*, comme au faict particulier la reſignation ayant eſté faicte *ea lege vt reſignans reſeruaret fructus*, ce qui vicie le tiltre qui eſt faict à ceſte charge & de laquelle le reſignataire ne le pouuoit ſeparer, qui eſt la fallence de la regle, *Vtile non vitiatur per inutile, fallit enim in connexis*, telle reſerue de fruicts eſtoit vn vray regrés prohibé comme abuſif par le tiltre *de regreſſ. & reſeruat. ſublatis tam in Pragm. quàm in concord.* contre la regle Canonique qui veut que *Eccleſiaſtica beneficia ſine diminutione conferantur*, qu'au fait particulier ce ne pouuoit eſtre vne penſion qui n'a oncques lieu *in reſignatarij perſona* trop bien *in reſignantis*, mais icy c'eſt le reſignāt qui baille par ſes mains la pēſion au reſignataire cōtre le tiltre *de Cler. ægrotis*. c'eſtoit ſeparer le tiltre d'auec les fruits, ſeparer les fruicts d'auec les charges cōtre la doctrine de l'Apoſtre, *qui altari ſeruit de altari viuere debet*, que du Moulin ſur la regle *de publicandis*, *num.* 293. auoit ſuiuy ceſte opinion, & qu'ainſi fuſt iugé par arreſt de l'an 1512. du 5. Mars. *hæc enim*, dit-il, *fructuū reſeruatio nulla & abuſiua eſt & talis donatio retento vſufructu vitioſa eſt in Spiritualibus*, que c'eſt *hæredem inſtituere in beneficio*, que c'eſt *in fraudem decreti*, *de reſeruatio. & antiquorum Canon. de vetita ſucceſſione*, & comme il dit au num. 194. *Quandiu reſignans per manus ſuas fructus precipit vulgo titularius reputatur, ideo procedit in eo caſu regula de publicandis*. Rebuffe en ſa practique ſur la regle *de publicand. gloſ.* 1. en rend la meſme raiſon, & plus particulierement au tiltre *de reſeruat. tam generalib. quam*

Digitized by Google

*ſpecialib.num.*13.& en allegue autre arreſt de l'ã 1496. adiouſtãt q̃ *in patria cõſuetudinaria talis reſeruatio erat abuſiua.* Le meſme Rebuffe au tiltre de ſadicte practique, *ratione perſonæ vel rei, num.* 23. *&* 24. allegue le meſme arreſt de l'an mil cinq cens douze s'aydant des meſmes raiſons. Et quand la reigle *de publicand.* requiert *poſſeſsionem ex parte reſignatarij*, elle parle *de vera & actuali poſſeſsione, non ficta & ſimulata, cùm verba legis cum effectu & in propria ſignificatione accipiantur, maximè cùm de vitanda fraude agitur, nec poſſeſſio dici poteſt quæ non durat nullúmque habet effectum.* Rebuffe en rend la raiſon ſur la reigle *de publicandis. gloſ.* 13. *num.* 8. que telle retention de fruicts eſt du tout contraire à la poſſeſſion du reſignataire, poſſeſſion *in nube*, imaginaire, ſans effect. Monſieur Ruzé en ſon traicté des Regales, priuileg. 4. num. 7. dit que *poſſeſsio quæ requiritur per regulã de public. realis & corporalis eſſe debet, non ficta & ſimulata, vbicunque enim res tendit in præiudicium tertij, putà ordinarij id dicta regula, retentio fructuum inducit vitium ſimulationis,* & en allegue pluſieurs raiſons. monſieur Guymier en la gloſe de la pragmat. *tit. de collat.* §. *cui rei, in verbo, titulo. in fine,* parlant de tels benefices deſquels l'on a retenu les fruicts, dict que *ventoſa ſunt beneficia non beneficia, cùm bene non faciant*, & que *ſicut corpus ſine anima non corpus ſed cadauer dicitur, ita beneficium ſine reditu non eſt beneficium.* Et Gomes ſur la reigle *de Ann. poſſeſſore, quæſt.* 47. *num.* 3. tient la meſme opinion fondees ſur les meſmes raiſons: qu'il n'y auoit apparence mettre en auant le priuilege des Cardinaux pour ſouſtenir le contraire, priuilege qui n'eſtoit en tout cas verifié és cours ſouueraines de ce Royaume, priuilege qui ne peut eſtre, veu que les Cardinaux ſont ſubiects à la reigle *de publicandis* comme le remarque du Moulin ſur la reigle *de public.* num. 309. Et Gomes en la meſme reigle *quæſt.* 12. *cùm in ijs militet ratio coërcendi & puniendi doli & fraudis.* De Pelué au contraire diſoit que telle reſeruation de fruicts n'eſtoit qu'vne penſion qui eſtoit reductible pluſtoſt que vicieuſe, & quand bien elle ſeroit vicieuſe *non vitiabat titulum*, que *in ſeparatis & non connexis, vtile non vitiabatur per inutile*: que la retention des fruicts eſtoit par vn acte ſeparé de la reſignation bien qu'il fuſt du meſme iour; que du Moulin entendoit parler quand il y auoit frau-

de: qu'au particulier n'y en auoit aucune, que la qualité de Cardinal en purgeoit tout le ſoupçon, que l'on viuoit ainſi ſoit en Cour de Rome ou en France, ce qui ſe pouuoit remarquer au procés en pluſieurs reſignations de benefices conſiſtoriaux, que cela eſtoit *ſine inuidia*. Que bien que *reſignans in poſſeſſione deceſſiſſet*, que nõ *tam poſſeſſio, quàm cauſa poſſidendi erat condemnanda* y ayant tiltre particulier de retention de fruicts: que telle retention de fruicts eſtoit ordinaire aux Cardinaux qui auoient ce priuilege particulier, qui ne leur deuoit eſtre enuié, c'eſtoit *ad ſuſtinenda onera dignitatis, erant Principes in Eccleſia*.

Par arreſt le reſignataire maintenu, & ſur l'appel comme d'abus hors de Cour au rapport de Monſieur le Normant au quartier d'Hyuer le vingt huictieſme Mars 1597. preferãt la commune vſance és benefices conſiſtauriaux ou pluſtoſt erreur & abus à la reigle Canonique, raiſon & arreſts de la Cour, auſſi l'arreſt a paſſé à la pluralité *& voces numeratæ fuere, ſed non ponderatas iudiciorum alea demonſtrauit*.

Il y auoit vne autre particularité au procés, *ſcilicet* que le reſignataire iuſques à ſon deceds s'eſtoit dict Prieur, plaidé en ceſte qualité pour les droicts du Prieuré, tranſigé auec les fermiers, mais le reſignataire diſoit que *ſimulata erat cauſa poßidendi*, & qu'il y falloit reigler toutes les actions du reſignant. Que ſi l'on vouloit ſouſtenir la queſtiõ par ce qu'eſcrit Gomes ſur la reigle *de public. quæſt.2.* qui ſemble eſtimer que la publication faite par le reſignataire purge le vice de la retention des fruicts, & que l'ordinaire peut par ce moyen cognoiſtre le titulaire par le deceds duquel il peut conferer le benefice, & ſon pourueu demander la moderation & reductiõ de la penſion: il ſe pourroit dire que telle retention de fruicts opere vne preuue beaucoup plus grãde de celuy qui eſt eſtimé titulaire, que non telle publication: vne eſt reelle & actuelle, & ſur laquelle la reigle *de public.* a pris ſa preuue & fondement, & l'autre n'eſt qu'imaginaire & ſoubs laquelle ſe peuuent commetre infinies fraudes, le papier endurant tout: & neantmoins que ledit Gomes eſtoit contrainct recognoiſtre que telle retention de fruicts eſtoit *contra Eccleſiaſticam regulam & cultum diuinum*, qui eſt ſurquoy en France l'on fonde

Digitized by Google

l'appel comme d'abus, & n'y a moyen de ſauuer l'arreſt que dire que telles reſeruations de fruicts ſe doiuent reduire, & quand elles ſeroient nulles que *titulum ſeu reſignationem non afficiunt*, à quoy ſe pourroit reſpondre qu'il y a grande difference de vouloir agir à la nullité & reduction de telle retention de fruicts, ou ſouſtenir que le reſignãt eſtant decedé en poſſeſſion, en vertu de telle reſerue qu'il y a lieu à la reigle *de public. ſed hæ ſpiritualium controuerſiarum quæſtiones multum pendent à iudicantium arbitrio & mera voluntate.*

DE LA FEMME OBLIGEE EN SON *nom, auec ſon mary qui renonce à la communauté.* XVII.

L'On a demandé au procés de Poiſſon, Saguyer & Creſpin au rapport de Monſieur Boucher, ſi la femme eſtant obligée auec ſon mary vn ſeul & pour le tout en la ſomme de ſix cens eſcus, n'ayant renoncé au Velleian elle eſtoit valablement obligée, ſoit pour le tout ou pour la moitié renonçant à la communauté: iugé qu'elle n'eſtoit en rien obligée & que ce n'eſtoit qu'vne interceſſion n'y ayant rien tourné à ſon profit, d'autant que le mary eſtant le maiſtre des meubles ſur leſquels la femme n'a aucun pouuoir, diſpoſe entierement des deniers empruntez par luy & la femme, ſans que ſur iceux la femme ait aucun pouuoir & en puiſſe prendre aucune choſe à ſon profit, le tout entrant en la communauté en laquelle la femme ne prend aucune choſe par le moyen de la renonciation, auſſi que par le moyen de telle obligation la femme n'en eſt en rien plus riche, rien n'en tourne à ſon profit, & ſi elle eſtoit contraincte de payer *pauperior efficeretur*, partant *vera eſt interceſſio* ſuiuant l'opinion d'Africain en la l. *vir vxori, in* §. *mulier, ad Velleian.* ce qu'il faut prendre par la raiſon d'Africain, *ſi enim in rem communem mutuatum ſit mulier obligatur* d'autant que *in rem verſum eſt*, elle a part en la ſocieté, mais auſſi renõçant à la ſocieté *nihil in rem verſum*, n'a aucun intereſt. Du Moulin s'ayde de ceſte raiſon en ſes contracts vſuraires, *quæſt.* 38. *num.* 290.

Par

Par arreſt la femme a obtenu & iugé qu'elle n'eſtoit valablement obligee n'ayant renoncé au Velleian ne accepté la communauté du vingt-troiſieſme Aouſt 1597. en la cinquieſme des Enqueſtes.

Ceſte meſme queſtion auoit eſté auparauant iugee en la meſme chambre au rapport de Monſieur d'Eſpinoy le quatrieſme Aouſt 1588. contre de Compans.

Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne, au tiltre des droicts & appartenances à gens mariez. §. 13. num. 2. 3. & 10. Du Moulin ſemble tenir l'opinion contraire, *vide i. pag. 698. ſub littera V. num. 6.* mais c'eſt quand la femme accepte la communauté où il y va de ſon faict, de ce où elle a parlé, *ſecus* ſi elle renonce à la communauté & n'a intereſt aucun en l'obligation qui eſt la vraye conciliation des arreſts & de l'opinion de du Moulin.

CE QVI EST DONNE' PAR LE fiancé, s'il ſe doit rendre le mariage ne s'eſtant enſuiuy.

XVIII.

AV procés d'entre Boulanger, Collombeau, Piart, & Regnard au rapport de Monſieur Ribier en la cinquieſme des Enqueſtes l'on a demandé ſi ce que defunct Collombeau auoit donné à Boulanger ſa fiancee en bagues & habits nuptiaux *contemplatione futurarum nuptiarum*, qui n'auoiēt peu s'accomplir pour auoir eſté peu apres les fiances ledict Collombeau tué en la ville d'Orleans, le prix deſdictes bagues & habits eſtant encores deu chez les marchands de draps de ſoye & Orfeures, ſe pouuoit demander par les heritiers du fiancé, diſant ladicte Boulanger que *per eam non ſteterat*, que le cas fortuit aduenu par le deceds dudit fiancé y auoit mis l'empeſchement, qui eſt vne fallance que Iohan. Fab. a apportee à la loy, *cùm veterum. de donat. ante nupt. C.* qu'en tout cas ladite Boulāger en deuoit auoir la moitié pour les baiſers qu'elle auoit donné audict fiancé ſuiuant la l. *ſi à ſponſo, de donat. ante nupt. C. quaſi delibata fuiſſet pudicitia.* Iugé

neantmoins que le prix deſdicts habits & bagues ſe deuoit rendre par ladicte Boulãger & que l'on ne gardoit en France la diſpoſition de la loy *ſi à ſponſo*.

Le ſixieſme Decembre 1598. à l'extraordinaire prononcé le vnzieſme enſuiuant. *Vide gloſ. in regul. cùm non ſtat. in fine, de reg. iuris in 6.*

LE FIEF PAR QVELLE COVſtume ſe doit regir.
XIX.

LE fief ſe doit gouuerner par la couſtume en laquelle il eſt ſitué & aſſis & non par la couſtume où eſt aſſis le fief dominant. Du Moulin atteſte ceſte couſtume comme generale en France en ſes Annotations ſur la couſtume de Vermandois, art. 234. & art. 21. de la couſtume de Poictou & en ſes commentaires ſur les reigles de Chancellerie *ad reg. de infir. num.* 281. *in fine, & in* §. 7. *in fine, &* §. 53. *num.* 11. ſur les couſtumes de Paris.

DE LA SAISIE FEODALE.
XX.

PAr pluſieurs couſtumes les Seigneurs de fief ſont fondez en ſaiſie feodale à faute d'homme, droicts non payez & faict les fruicts ſiẽs, & par les meſmes couſtumes le Seigneur de fief eſt aſtrainct à quelque ſolennitez auant que la ſaiſie puiſſe eſtre valable. L'on a demandé ſi y ayant lieu de faire ſaiſir & le ſeigneur de fief n'ayant obſerué la ſolennité preſcrite par la couſtume la ſaiſie eſtant par ce moyen nulle, ſi elle emporte dommages, intereſts & deſpens. Du Moulin ſur le 76. art. de la couſtume de Blois apporte ceſte diſtinction, où y auoit lieu de ſaiſie, & en ce cas le ſeigneur pour auoir ſaiſi ſans obſeruer la ſolennité de la couſtume ne doit aucuns deſpens, dommages & intereſts bien que la ſaiſie ſoit nulle, *quia cauſa ſuberat*, *non idem* s'il n'y auoit lieu de ſaiſir, *putà*, s'il n'eſtoit rien deu: car en ce cas la

ſaiſie ſeroit pluſtoſt tortionnaire que nulle, tortionnaire faicte *pro non debito*, nulle *ex defectu ſolennitatis.*

EN QVEL DEGRE' LE FISQVE excl*ud les parens.*

XXI.

AVcuns ont voulu dire & ſouſtenir que *poſt 10. gradum nulli ad ſucceſſionem admittebantur* finiſſant en tel degré, toute parentelle & alliance. Ce qui ſemble auoir eſté introduit pour la difficulté voire impoſſibilité de verifier telle genealogie. Du Moulin neantmoins eſtime que c'eſt vn erreur & que tant que l'on peut iuſtifier la parenté en quelque degré que ce ſoit le fiſque eſt exclus, ſur le 328. article de la couſtume de Bourbonnois, & pour obuier à la difficulté qu'il pourroit y auoir à la preuue du degré le meſme du Moulin ſur le 32. art. de la couſtume de Tours eſtime qu'il ſuffit eſtre *in quaſi poſſeſſione parentelæ* & en allegue pluſieurs autheurs qui ont eſté de cet aduis.

QVI EST PREFERABLE DE LA FEMme *ou du Seigneur de fief au droict de desherance.*

XXII.

LE ſeptieſme Septembre 1600. a eſté prononcé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident l'arreſt donné en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Poiſle, par lequel la vefue a eſté preferee au ſeigneur haut iuſticier en la ſucceſſion de ſon mary decedé ſans heritiers. Ce qui auoit eſté iugé auparauant en la cinquieſme des Enqueſtes en l'annee 1582. au rapport de Monſieur du Four le 22. Aouſt. *multis contradicentibus, cum vxor non ſit de gente, progenie & agnatione mariti, nec inter aſcendentes, deſcendentes & collaterales poſſit numerari*, & que ayant ſes conuentions elle ait occaſion de ſe contenter, & ne permettroit-on l'exteſion du droict de deſ-

herance au droict d'aubaine *fauore fiſci*, contre le droict duquel en France le tiltre *vnde vir & vxor* n'a lieu, ce qui eſt remarqué par Bacquet en ſa quatrieſme partie du droict d'aubaine, chapitre 33. voy neantmoins Maiſtre René Choppin, *de domanio Franciæ, lib.1. cap.12. num.9.* qui en eſcrit amplement. Voy auſſi Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances. *In proœmio gloſ.5. num.71. in fine*, & ſur le traicté *de liberis naturalibus, gloſ.1. in fine*. L'arreſt cy deſſus allegué de 82. fut dóné contre Monſieur de Montpenſier Seigneur de Champigny en la couſtume de Touraine qui ne diſpoſoit particulierement du faict particulier, & fut dellors la queſtion demandee aux chambres l'arreſt donné au profit de la vefue Frapin autrement de la Frapiniere. Voy Bened. *in cap. Raynutius. in verbo. & vxorem, num.867. de teſtament. Sed quid* de la vefue d'vn eſtranger. *Vide in littera V. pag. 711.*

DV FIDEIVSSEVR DONNE' EN iugement & du certificateur, & s'ils peuuent eſtre contraints ſans diſcuſſion.

XXIII.

L'On a demãdé ſi le benefice de diſcuſſion baillé aux fideiuſſeurs par l'authẽtique a lieu és creanciers & ſacrificateurs iudiciaires qui ſe baillent en iugement, la difficulté prouenant de ce que la loy eſt generale ne diſtinguant aucunement, partant tels fideiuſſeurs ne doiuent eſtre priuez du benefice de diſcution: neantmoins il ſe iuge au contraire & que tels fideiuſſeurs & certificateurs n'ont ce benefice de diſcution par la l. 1. *iudicatum ſolui. ff.* la l. derniere. *C. de vſuris rei iud.* Ceſte doctrine eſt priſe de la gloſ. du chap. *de iniurijs. in 6. in verbo. prægrauatur, circa medium*, qui diſtingue *de fideiuſſore contractus & de fideiuſſore iudicij, primo caſu condemnato reo non condemnatur fideiuſſor ſed requiritur diſcutio, ſecundo verò caſu condemnato reo condemnatur & fideiuſſor*, autrement l'on rendroit le iugement illuſoire & cela ſe faict *propter authoritatem iudiciorum.* L'on allegue à ce propos vn arreſt ſolennellement donné

Digitized by Google

aux grands iours à Tours 1533. recité par Rebuffe en ſes commentaires ſur les ordonnances *tractat. de litteris obligator. gloſ. 9. num. 8. art. 5. fol.* 84. de l'impreſſion de Rouuille de Lion. Voy Barth. ſur la l. 1. num. 2. *in fine ſud. ſolut. ff.* Ioinct que *fideiuſſor iudicij eſt veluti depoſitarius bonorum iuſtitiæ*, & peut eſtre cõtrainct par corps. *Vide Boërium, deciſ. 277. num.* 3: qu'il y auoit grande diuerſité de raiſon entre la caution contractuelle & la iudiciaire; la contractuelle eſtoit du conſentement des parties, le creancier s'eſt peu pouruoir, à peu faire renoncer au benefice de diuiſion; la iudiciaire depend du debteur, du iuge qui la reçoit, *& talis fideiuſſor iudicij eſt potius expromiſſor*, c'eſt luy qui eſt ſeul cauſe de l'execution du iugement.

DE LA FEMME QVI S'OPPOSE pour ſon doüaire aux criees de l'immeuble de ſon mary condamné en groſſes amendes vers le fiſque. XXIIII.

LE Samedy vingt-deuxieſme Decembre mil ſix cens vn a eſté prononcé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident de Harlay l'arreſt interuenu ſur vn appointement au Conſeil. Vn mary ayant eſté condamné aux grands Iours de Troyes en groſſes amendes, le receueur des amendes pour auoir payement faict decreter la principale terre, la vefue s'oppoſe aux criees pour ſon doüaire pour en joüir à part & à diuis, ce qui eſt empeſché par ledict Receueur qui ſouſtient *ex ſpeciali fiſci priuilegio*, qu'ayant le fiſque *partem in fundo* il peut contraindre celuy qui y a part à vendre pour la commodité du fiſque, à ce que *meliori pretio fundus diſtrahatur* ſuiuant la l. vnique, *de vendit. rerum fiſcal. cum priuato communium. lib.* 10. C. autrement que *viliſſimo pretio fieret venditio*, nul ne voulant acquerir à ceſte charge du doüaire: que la vefue eſtoit ſans intereſt puis qu'on luy offroit la iuſte valeur de ſon doüaire, qu'elle prendroit ſur les premiers deniers du prix de la vendition, que le doüaire ſe pouuoit eſtimer, que *idem erat rem aut pretium habere*, que tout l'intereſt n'alloit que *vt iuſto pretio fundus diſtraheretur*,

Digitized by Google

que le doüaire n'eſtoit que *ad tempus*. La vefue au contraire diſoit que *partem in fundo habebat ante fiſcum*, que la loy vnique n'auoit lieu que *quando fiſcus partem in fundo ſibi vendicabat, non idem ſi tantùm hypothecam*; qu'au faict particulier le fiſque agiſſoit en vertu de l'hypotheque generale qu'il auoit ſur tous les biens du defunct condamné en groſſes amendes, que ſi l'on vouloit extendre ceſte conſtitution de ſoy aſſez odieuſe & qui eſt cõtre la liberté au droict d'hypotheque il en arriueroit infinis inconueniens, car pour chaſque amende *etiam* du fol appel, le Roy ayant hypotheque ſur tous les biens pourroit faire decreter. Par arreſt, ordonné que la terre ſeroit venduë à la charge du droict de doüaire pour en iouyr par la vefue tant que doüaire auroit lieu à part & à diuis. La vefue du Seigneur de Vernancourt & le receueur des amendes parties Monſieur de Heere Rapporteur. *Vide l. 2. de rerum communi. alienat. C.* & la l. 2. *C. de quadr. præſcript. ſpeciale fiſci priuilegium.*

DE CELVY QVI NE S'EST OPPOSE' au decret, s'il peut agir contre ſon cedant en vertu de la clauſe, fournir & faire valoir.

XXV.

AV procés d'entre Claude & Ieanne Guillon & Charles Godefroy au rapport de Monſieur Garrault en la 5. des Enqueſtes, l'on a demãdé vn particulier auquel on a cedé vne rente de dix eſcus auec clauſe de la garantir, fournir & faire valoir tant en principal qu'arrerages, ne s'eſtant oppoſé au decret d'vne maiſon qui eſtoit de l'hypotheque general de ladite rente & auquel decret il pouuoit venir en ſon ordre pour partie de la rente, & du depuis s'eſtant oppoſé à la vente des autres heritages qui eſtoient de l'hypotheque ſpeciale de la rente, & n'eſtant venu en ſon ordre ſi ayant ſon recours contre ſon cedant en vertu de ladite clauſe de fournir & faire valoir, on luy pouuoit deſduire ſur les arrerages & principal de ladite rente les deniers pour leſquels il pouuoit venir en ordre au decret auquel il ne s'eſtoit

oppoſé & luy payer & continuer ladite rente.

Le demandeur qui auoit ceſſion de la rente diſoit qu'il y auoit grãde difference entre la ſimple garantie, ou la garantie auec ceſte clauſe ſpeciale de fournir & faire valoir, la garantie n'auoit autre effect ſinon *nomen idoneum præſtare tempore contractus*, ſans eſtre tenu de ce qui pouuoit aduenir *poſt perfectum contractum*, mais ceſte ſtipulation de fournir & faire valoir auoir toute autre emphaſe, la ſignification des mots toute autre qui eſt de rendre *in perpetuum* la rente bonne & ſoluable. Auſſi ceſte obligation a deux effets l'vn de la perſonne s'obligeant celuy qui cede telle rente & ſes heritiers, l'autre de l'hypotheque ſur tous les biens. C'eſt pourquoy l'on tient qu'en vertu de ceſte obligation perſonnelle celuy qui cede la rẽte n'eſt liberé de ceſte obligation perſonnelle pour aucun cas fortuit qui puiſſe aduenir, *incendium ære alieno non liberat debitorem*, *l.* 11. *ſi certum petat C.* d'autant que *hypothecis vel pignoribus à creditoribus venundatis, in id quod de eſt aduerſus reum vel fideiuſſorem actio competit*, par la *l.* 3. *de diſtract. pign. C.* Recognoiſt le demandeur qu'il ne s'eſt oppoſé à la vente par decret d'vne maiſon, & qu'il pouuoit venir en ſon ordre pour quelque choſe, mais qu'il ſeroit dur le priuer de ſa rente, voire de l'action de garantie qu'il a contre ſon autheur pour ceſte omiſſion. Premierement l'on ne peut rien imputer au demandeur pour n'auoir eſté ſi exact, ſi diligent de s'eſtre enquis en quoy pouuoient conſiſter tous les biens du debteur de la rente, les pl⁹ aduiſez y ſõt de iour à autre ſurpris. *Deinde* les affiches que l'on peut voir aux portes des maiſons qui ſont en criees, ſont bien aiſees à voir, mais tres-difficile de s'enquerir ſur qui l'on decrete, meſme en la ville de Paris en laquelle la grande quantité des affiches fait que ſouuent l'on les neglige, *Tertiò* le demandeur n'a eſté ſi exact à ceſte recherche, par ce qu'il voyoit quantité d'autres biens qui eſtoient ſpecialement obligez à ſa rente, auſquels biens il s'eſt oppoſé quand ils ont eſté vendus & n'eſt venu en ſon ordre. En dernier lieu il ſe repoſoit ſur les facultez de ſon garend qui luy eſtoit perſonnellement obligé en vertu de ladite clauſe de fournir & faire valoir non ſeulement à la garantie des ſpeciales hypotheques & ſur leſquelles le demandeur ſe pouuoit aſſeurer, mais ſa perſonne & tous ſes biens. Que ſi l'omiſſion qu'a

Digitized by Google

faicte le demandeur de ne s'eſtre oppoſé diminuoit d'autant ſa rente pour ce qui eſt de la garentie, quelle difference y auroit il entre la garantie ordinaire qui deſire *hypothecas eſſe idoneas tempore contractus*, & la clauſe fournir & faire valoir? car celuy qui cederoit la rente ſeroit en repos, pourueu que lors du cõtract il y euſt des heritages ſuffiſans, car ce ſeroit à celuy qui a la rente à veiller qu'aucun des heritages ne fuſt ne preſcrit ne vendu par decret ou autrement, & neantmoins la commune vſance du Palais nous enſeigne tout le contraire, que telle clauſe de fournir & faire valoir emporte *hypothecas in futurum eſſe idoneas*, celuy qui cede la rente *perpetuò eſſe obligatum, caſus fortuitos præſtare debere*. Car c'eſt la perſonne de celuy qui cede la rente qui eſt obligee à fournir la rente & à la faire valoir : diſoit le demandeur qu'il n'y auoit de ſa faute, pour ne s'eſtre oppoſé, mais bien de celle du defendeur lequel comme garand de ceſte rente, eſtant perſonnellement obligé à la garantie deuoit veiller pour la conſeruation de la choſe, à la garantie de laquelle il eſtoit ſi eſtroitement obligé, & en tout cas il y auroit de la faute de l'vn & de l'autre qui ſe pourroit compenſer : que la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris qui regloit les parties en ceſte cauſe art. 109. auoit aſſez demonſtré quel eſtoit l'effect de ceſte clauſe de fournir & faire valoir, & comme elle obligeoit *in perpetuum*, qu'il falloit conſiderer ceſte rente, comme ſi c'eſtoit le defendeur qui la deuoit & qui l'euſt conſtituee ſur luy. C'eſt l'effect de l'obligation de fournir & faire valoir, qui oblige particulierement la perſonne, & tout ainſi que le defendeur debteur d'vne rente au demandeur ne ſeroit receuable à dire que l'on a vendu quelque heritage ſur luy auquel le demandeur ne s'eſtant oppoſé deuroit perdre autant de la rente, par meſme identité de raiſon, l'on ne peut obijcer au demandeur qu'il ne s'eſt oppoſé. Ne faiſoit au contraire ce que le defendeur vouloit dire, que telle clauſe de fournir & faire valoir n'empeſchoit la diſcuſſiõ des biens du debteur de la rente, & que ceſte diſcuſſion obligeoit le demandeur à s'oppoſer à la vente de tous les heritages, d'autant que telle diſcution ne regarde que les biens appartenãs au debteur lors que la diſcution ſe faict, ſans que l'on conſidere

dere

dere ce qui a eſté autrefois és biens du debteur, & en tout cas tout ainſi que l'on ne doit eſtre ſi exact à la diſcutiõ qu'il faille diſcuter iuſques à la moindre partie du bien, *ceſpitem terra*, comme la Cour l'a iugé par infinis arreſts, auſſi ceſte diſcuſſion n'obligeroit le demandeur d'vſer de ſi exacte diligence à deſcouurir tous les decrets & s'y oppoſer, qu'en eſchappant quelqu'vn il n'euſt iuſte occaſion de l'ignorer & ne l'excuſaſt pour ne s'y eſtre oppoſé.

Le defendeur au contraire diſoit qu'il n'eſtoit raiſonnable d'eſtendre la clauſe de fournir & faire valoir, au contraire comme choſe odieuſe la reſtraindre. Que combien qu'il peuſt ſouſtenir que telle clauſe de fournir & faire valoir n'opere qu'vne ſimple garantie, neantmoins quand l'on voudra plus auant extendre ſon effect *futuras hypothecas idoneas fore*, ſi ne pourra l'on induire qu'elle emporte vne obligation perſonnelle, telle que celuy qui cede vne rente auec ceſte clauſe demeure perſonnellement obligé, & que l'on ſe puiſſe addreſſer à luy, qu'au preallable il ne faille diſcuter les biens ſubiects à la rente, & les meſmes arreſts qui ont authoriſé ceſte clauſe de fournir & faire valoir, les meſmes ont ordonné ceſte diſcution: argument tres-certain que ceſte clauſe n'induit proprement vne obligation perſonnelle, contraire à la diſcuſſion qui eſt introduite en faueur du tiers detẽteur ſeulement, que de ceſte diſcuſſion requiſe dependoit la raiſon deciſiue de ceſte queſtion, car ceſte diſcution eſtant introduite en faueur de celuy qui a cedé la rente auec ceſte clauſe ſeroit du tout inutile, ſi le proprietaire de la rente n'eſtoit tenu de s'oppoſer à la vente des heritages qui eſtoient ſubiects à la rente, s'il n'empeſchoit qu'vn tiers detenteur ne peuſt preſcrire, c'eſt l'effect de ceſte diſcuſſion & n'en peut auoir d'autre, d'auantage que le proprietaire de la rente eſtãt porteur du contract de conſtitution, c'eſt à luy & non à autre à s'oppoſer, c'eſt à luy à demander tiltre nouueau, que ſi les hypotheques ſont oſtees, ſoit par les decrets ou par preſcriptiõ *res perit domino*, qu'il eſtoit bien plus raiſonnable que le proprietaire de la rente qui auoit le principal intereſt à la conſeruation d'icelle, qui eſtoit ſaiſi du contract de conſtitution fuſt tenu de s'oppoſer, que celuy qui l'a cedee, d'autant que

Digitized by Google

l'on n'a aucune action perſonnelle contre luy n'y aucun recours que la diſcuſſion ne ſoit preallablement faicte. Tellement que le proprietaire de la rente *debet vigilare cùm res ſuo pereat periculo*, que le demandeur ne ſe pouuoit excuſer par faute de ne s'eſtre oppoſé, n'ayant peu ignorer ce qui ſe vendoit par decret ſur celuy qui deuoit la rente, cela ſe faict *publico programate, idque* à Paris, où les vns & les autres des parties demeurent, *idoneas hypothecas ſua culpa deteriores fecit*, qu'il ne falloit diſtinguer des hypotheques ſpeciales & des generales. Car & les vnes & les autres ſe decrettent ſous le meſme nom du debteur de la rente, *& ex eo* que le defendeur a baillé au demandeur les contracts de conſtitution & de ceſſion & les autres tiltres concernans la rente l'a aſſez chargé de s'oppoſer, & s'en eſt le defendeur deſchargé, n'ayant plus ce qui eſt neceſſaire pour s'oppoſer qui eſt le tiltre, & faut que le demandeur obſerue la l. 6. *de remiſſione pignor. Cod. ſi eo tempore quo prædium diſtrahebatur programmate admoniti creditores ius ſuum executi non ſunt, poſſunt videri obligationem pignoris remiſiſſe.*

Par arreſt du Vendredy 26. Ianuier, 1602. la ſentence du Preuoſt de Paris a eſté reformee, & le defendeur condamné payer les arrerages de ladicte rente, & icelle continuer, diſcuſſion preallablemẽt faite des biẽs du debteur de la rente, deduction faite premierement ſur leſdits arrerages & puis ſur le ſort principal des ſommes de deniers pour leſquelles ledit demandeur pouuoit venir en ordre s'il ſe fuſt oppoſé au decret, apres que la queſtion a eſté demandee aux Chambres & qu'il s'eſt trouué grande contrarieté d'opinions.

In l. pupilli, §. ſoror, in verb. ad eam, de ſolut. ff. qui nomen ceſſit periculum inopiæ ante ceſſionem præſtare tenetur, poſt ceſſionem autem non tenetur præſtare.

Par ce meſme arreſt a eſté iugé que celuy qui auoit ceſſion de la rẽte auec clauſe de fournir & faire valoir, deuoit faire diſcuter les biẽs obligez à la rente auparauãt q̃ ſe pouuoir addreſſer à celuy qui a cedé la rẽte & le porte l'arreſt par expres.

L'on dit en droict, *qui patitur rem præſcribi, alienare vel remittere videtur, l. alienationis, de verborum ſignificat. ff. imputatur autem creditori remittẽti aut conſentienti, igitur & patienti præſcribi*, c'eſt pourquoy le creancier qui ne s'eſt oppoſé ne ſe peut excuſer.

QVAND LA FOY ET HOMMAGE *eſt deuë par pluſieurs heritiers, ſi vn peut couurir le fief pour les autres ou pour ſa part.*

XXVI.

IL y a beaucoup de couſtumes eſquelles pour le parage qui y eſt eſtably entre nobles l'aiſné porte la foy pour les puiſnez, & en ce cas les puiſnez font la foy & hommage à leur aiſné qui eſt le parageur: mais l'on a demandé ſi entre roturiers où il n'y a aucun droict de parage pluſieurs enfans ſuccedent à leur pere, ſi l'vn d'eux peut faire la foy & hommage pour les autres ou chacun pour ſa part & portiõ. Le Seigneur de fief ſouſtenoit que hors le parage nul ne pouuoit faire la foy pour les coheritiers, que tous les heritiers deuoient venir en perſonne, la foy ne ſe diuiſe point *aut ab omnibus præſtari debet aut à nullo*, ſeroit d'vn vaſſal en faire quatre, diuiſer vn fief, receuoir la foy par Procureur, que *ex qualitate perſonarum ius feudi mutari non poterat*; iugé au contraire que chacun des heritiers pouuoit faire la foy pour ſa part & portion hereditaire, auoir main leuee de ſa part par indiuis ſuiuant l'opinion de du Moulin, au §.2. gloſe 4. num. 25. 30. de la couſtume de Paris, & la raiſon pertinente c'eſt que le Seigneur s'entendant auec l'vn des heritiers iouyroit de tous les fruicts, les heritiers n'auroient aucun recours, car la part de celuy là ſeroit auſſi en pure perte, ne ſeruiroit au vaſſal de ſe mettre en ſon deuoir, ſans ſon fait, ſans ſa faute, perdroit les fruicts & ne ſeroit en ſon pouuoir d'y remedier. L'õ allęguoit au procés la commune vſance du pays par ſur laquelle la Cour a paſſé par ſon arreſt prononcé le 7. Septẽbre 1604. au rapport de Mõſieur Boucher en la 5. des Enqueſtes. Lunoys, Tranchelyon parties plaidantes: & par ceſt arreſt ceux qui auoient fait la foy & hommage pour leur part bien qu'elle fuſt poſſedee pas indiuis ont eu main-leuee, ſauf au Seigneur de fief à ſe pouruoir contre ceux qui n'auoient fait la foy & hommage pour leſquels la ſaiſie eſt demeuree.

Digitized by Google

DV FIDEIVSSEVR RACHEPTANT *la rente auec ceßion d'actions & s'il peut contraindre à rachepter.*

XXVII.

I'Ay veu reuoquer en doute au Palais ſi le fideiuſſeur d'vne rente auquel l'on auoit promis rachepter dans quatre ans apres les quatre ans expirez racheptant la rente auec ceſſion d'actions de la part du creancier, pouuoit contraindre le debteur à rachepter, en effect demeurer fideiuſſeur & auoir les droicts du creancier.

Pour le fideiuſſeur l'on diſoit que ſa qualité le rendoit d'autant fauorable qu'il n'eſtoit entré en l'obligation que pour faire plaiſir au debteur ſans aucun profit, que ceſte qualité auoit trop donné de peine & d'ennuy pour y renoncer aiſément, auoit payé pour le debteur, eſte executé & empriſonné, qu'il eſtoit fondé en bon contract, par lequel le debteur s'eſtoit obligé vers luy de rachepter, que la conuention eſtoit licite, que la qualité de creancier ſuruenuë en la perſonne du fideiuſſeur ne confondoit & ne ſupprimoit la qualité de fideiuſſeur, qualitez diſtinctes, diuers droicts, diuerſes actions, que la confuſion ſeroit du tout au profit du debteur, & dommage du fideiuſſeur, qui ſeroit directement contre l'intention du fideiuſſeur, lequel racheptant la rente auec ceſſion des actions du creancier, n'a oncques penſé au profit du debteur & ſe preiudicier, mais faire ſon profit ſeulement, ſeroit faire extention contre la volonté des contractans, qu'il n'eſtoit inconuenient que *quando diuerſa ſunt extrema rerum, hæc diuerſitas impediat confuſionem*, meſmes *in contractibus & actionibus ſingularibus*, comme au faict particulier qu'il falloit diſtinguer des ceſſions volontairement faictes & ſtipulees par les fideiuſſeurs comme en la l. 1. *de dolo*. *Cod.* auec celles qui ſont forcees & contrainctes eſtant vne force & neceſſité à vn fideiuſſeur de rachepter vne rente pour ſe liberer des payemens, des executions en ſes biens, obuier à l'empri-

ſonnement de ſa perſonne, en laquelle particularité de force & contrainɛte, n'y a apparence que l'intention du fideiuſſeur ait eſté de renoncer à ſa qualité pour prendre celle de creancier, qui ne luy apporte telle cõmodité : que telle confuſion d'actions venoit pluſtoſt d'vne ſubtilité de droict que par raiſon & equité, d'autant que *media extrema* eſtans *diuerſa, poſſunt vno eodemque tempore eſſe in eodem ſubiecto.*

Le debteur au contraire diſoit que ces deux qualitez de fideiuſſeur & creancier ne pouuoient ſubſiſter en vne meſme perſonne, l'vne excluoit l'autre, la l. *hæres* §. *quòd ſi ſeruus, verſ. quia tunc, de fidejuſſorib. ff. duplex obligatio ciuilis in eodem eſſe non poteſt* : qu'il ſeroit non ſeulement ridicule, mais contre la nature & eſſence de la rente conſtituee qu'vne meſme perſonne peuſt contraindre à rachepter & payer les arrerages. La qualité du creancier a cet effect que pour ſon regard *ſit ſortis perpetua alienatio*: ce qui ne peut ſubſiſter auec la qualité de fideiuſſeur, c'eſt pourquoy *vt verè contrariis & ex diametro pugnantia vnum per aliud extinguitur*, il faut que le creancier de la rente *hoc præſtet debitorem ſortis dominum* , & eſt le debteur qui eſt ſon garẽd en cas d'euiction de la rente, ce ſeroit *ex vno eodémque ore calidum & frigidum*, le blanc & le noir : vne meſme perſonne *principalem & acceſſoriam actionem*, la l. *ſi reus promittendi, de duobus reis, ff.* dict que *cùm principalis actio concurrit cum fideiuſſoria alteram ab altera perimi, ſecus*, dict il, *quando hæ duæ cauſæ ſunt eiuſdem poteſtatis, alteram ab altera non conſummari* : & s'il falloit decider ceſte queſtion par raiſon, le debteur n'eſt aucunement tenu enuers le fideiuſſeur ſinon entant que le fideiuſſeur eſt obligé au creancier: ce qui eſt tellement veritable que ſi le fideiuſſeur n'eſtoit tenu & obligé au creancier il n'auroit aucune action contre le debteur. Or le fideiuſſeur ayant ceſſion du droict & actions du creancier ne peut plus eſtre ny contrainct ny pourſuiuy par luy meſmes: c'eſt pourquoy il y a par neceſſité confuſion de ſes actions. Que Maiſtre Charles du Moulin auoit ſuiuy ceſte opinion en la 29. opinion de ſon traicté des contracts vſuraires.

Ceſte queſtion diſputee au procés des Palluaux, aucuns de Meſſieurs ayans ja opiné le bureau a eſté diſcontinué par

Digitized by Google

vn appel de ſentence de prouiſion qui portoit quelque preiugé au debteur.

De la ſucceſſion eſcheuë à la femme mariee acceptee par le mary ſans que la femme ait parlé. *Vide i. in littera M. pag.* 458.

DE LA CLAVSE LA FEMME RE-nonçant à la communauté doit reprendre ce qu'elle a apporté, ſi cela a lieu aux enfans.

XXVIII.

LA femme par ſon contract de mariage ſtipule que ſuruiuant ſon mary elle peut renoncer à la communauté & ce faiſant reprendre ce qu'elle a apporté & ce qui luy eſt eſcheu par ſucceſſion directe ou collaterale: eſt aduenu que la femme eſt predecedee ſon mary, ſes enfans yſſus du mariage ſe veulent ayder contre leur pere de ceſte clauſe renonçant à la communauté, demandent ce que leur mere a apporté: que telle ſtipulation *tranſit ad hæredes* : que la mere a ſtipulé non ſeulement pour elle mais vray-ſemblablement pour ſes enfans: que *in directa* ceſte extenſion ſe faiſoit aiſement pour la conſeruation des deniers dotaux, *eadem perſona matris, eadem filiorum* : que la ſtipulation de renoncer à la communauté auoit lieu non ſeulement aux enfans, mais auſſi aux collateraux qui peuuent renoncer, *idem* pour la clauſe de reprendre en cas de renonciation: que par telle clauſe *vxor non tam ſibi quàm liberis futuris proſpexerat* : qu'encores que par la loy *priuilegium dotis non tranſeat ad hæredes* , neantmoins par l'authentique *tranſit ad liberos.*

Le pere diſoit au contraire que telle clauſe eſtoit accordee à la femme en ſa contemplation: que ce qui eſtoit accordé à la femme ne ſe pouuoit extendre aux enfans, *in contractibus nulla extenſio de perſona ad perſonam* ; ce que le mary a trouué bon en la perſonne de ſa femme ne l'euſt trouué raiſonnable en la perſonne de ſes enfans, *verbum tantum valet quantum ſonat, in contractibus nulla fit extenſio*, c'eſt choſe qui depend *ex*

contrahentium voluntate: qu'il y auoit grande difference des clauſes ordinaires admiſes par la couſtume cõme de renonciation à vne communauté, ou des clauſes extraordinaires, en l'vn *de facili fit extenſi non tam propter contractum, quàm quòd ex iuris communis diſpoſitione hoc ſit conceſſum*, en l'autre faut regarder *quid conuentum* & en quel cas & à quelle perſonne.

La queſtion demandee aux chambres & veu les arreſts qui ſembloient eſtre contraires, iugé que ceſte renonciation ſtipulee par la femme en cas de ſuruie ne s'extendoit aux enfans: & que les enfans ne pouuoient en renonçant reprendre ce que la mere auoit apporté en deniers à ſon mary, encores qu'il y euſt beaucoup de particularitez au procés, & que les deniers que la mere auoit apportez ce fuſt pour vendition qu'elle auoit faicte à ſa mere par le meſme contract de mariage de ſes droicts ſucceſſifs paternels. Monſieur Ribier Rapporteur Ioubert & les Religieuſes des filles Dieu à l'extraordinaire le Ieudy 13. iour de May 1605.

Ces ſtipulations de reprendre en cas de ſuruie ſont tellement perſonnelles, que *cùm perſona extinguuntur*, comme faictes *contemplatione perſonarum*: le mot de ſuruie monſtre aſſez combien ceſte conuention eſt pure perſonnelle, tellement qu'en conuention rude & extraordinaire *contra communem contrahendi modum*, l'on reſtraint à la rigueur telle conuention, & ſe tient-on aux mots qui bornent la volonté des contractans, encores qu'en conuention plus fauorable, ordinaire & vſitee l'extenſion ſe pourroit faire plus aiſement *in perſonam filiorum, bonus igitur iudex variè ex cauſis perſoniſque iudicabit*.

POVR LES FILLEVLS & Filleules.

XXIX.

AVcuns ont voulu dire que les mots de filleul & filleule, eſtoient dicts *quaſi* petits fils, petites filles, pour la connexité d'aliance & d'amitié qui doit eſtre entre les parreins & marreines, & les filleuls & filleules. Alexãd. en ſon Conſeil, 143. du 2. liure: parreins & marreines ſont

eſtimez comme pere & mere adoptifs, au can. *ita deligere.* 30. *quæſt.*3. le parrein pere ſpirituel, la marreine mere ſpirituelle, c'eſt pourquoy le mariage eſt defendu entre le parrein & la filleule, & le Panorme ſur le tiltre *de purgat. canon.* tient que *Ecclesia Romana nunquam diſpenſauit ſuper matrimonio* entre le parrein & la filleule, ſuiuant le canon. *poſt ſuſceptum.* 30. *quæſt.*3. le can. *præſentatu*, au meſme lieu *l. ſi quis alumnam. C. de nupt.* Faber ſur la l. 1. *de alend. lib.* que le filleul doit eſtre nourry par le parrein. *Budæus de Philologia. lib,*1. eſtime que les filleuls & filleules ont vne action qu'il appelle *honorariam* contre les parreins, *ad eorum nutricationem ſi egeant.*

FEMME SEPAREE DE BIENS SI elle peut aliener ſans eſtre auctoriſee de ſon mary.

XXX.

AV procés d'entre Chauſſepied, Beauxamir, Beaulieu Bouju contre le tuteur des enfans de la Dame de la Roche Pichemer en la chambre de l'Edict au rapport de Monſieur Bouchet, l'on a demandé ſi les conſtitutions de rente faictes par la defuncte Dame de la Roche Boiſſeau tante deſdits enfans lors mariee au ſeigneur de la Roche Boiſſeau ſeparee de biens d'auec luy & conſtituees ſans eſtre auctoriſee eſtoient valables

Les creanciers diſoient, que la ſeparatiõ de biens permettoit à la femme de s'obliger, que ceſte obligation eſtoit inutile ſi en vertu d'icelle l'on ne pouuoit proceder à la vente des immeubles, ſuiuant la loy derniere. *de rebus alien. non alienand. C.* par le moyen de telle ſeparation la femme eſt *ſui iuris*, hors la puiſſance du mary, a libre diſpoſition de ſon bien, peut valablement contracter, bailler à ferme, vẽdre ſes fruits, ſa perſonne eſt libre: que ceſte ſeparation eſt vn diuorce auquel l'on dict *res tuas tibi habeto*, peut aſſiſter en iugement de ſon chef, bref *ſoluta à lege viri*: nos couſtumes comparent la marchande pubique à la femme ſeparee: que la marchande publique pouuoit vendre, s'obliger, aliener, ſans l'authorité du mary, autrement que tel pouuoir de s'obliger ſeroit illuſoire.

luſoire, ſans aucun effect, car ce qui ſe peut obliger peut *pignori & hypothecæ dari*, en la loy 2. & 3. *de diſtrat. pignorum. ff.* Le tuteur au contraire diſoit que telle ſeparation ne concernoit que l'adminiſtration du reuenu, que *mulier ſemper remanebat in poteſtate viri*; qu'en France nous ne gardions la diſpoſition du droict qui donnoit la puiſſance aux peres ſur les femmes mariees, que nous gardiõs la diſpoſition du droict diuin. Sainct Paul, *ad Epheſios. 5. cap: mulieres viris ſuis ſunt ſubditæ ſicut domino, quoniam vir caput eſt mulieris, ſicut Chriſtus caput Eccleſiæ, & ad Coloſſenſes. 3. cap. mulieres ſubditæ eſtote viris, ſicut oportet in domino*, en la premiere de ſainct Pierre, chapitre 3. Que c'eſt en vertu du mariage que ceſte puiſſance eſt octroyee & qui demeure tant que le mariage dure, tellement que la ſeparation de biens n'oſtant le mariage, n'oſte non plus ceſte puiſſance, & faut ciuilement interpreter que la femme ſeparee ſe peut obliger c'eſt à l'effect de la ſeparation qui n'eſt que pour l'adminiſtration du bien, & non pour l'alienation : & en ce particulier faut diſtinguer l'obligation à l'alienation ou vendition: que ceſte queſtion auoit eſté ſolennellement plaidee au Parlement le 24. Auril 1586. Monſieur Mangot lors Aduocat du Roy plaidant, & iugé au profit des heritiers de la femme ſeparee de biens qui auoit creé des rentes ſans eſtre auctoriſee de ſon mary, que telles rentes eſtoient nulles *ex defectu poteſtatis*, entre Guillaume Bouchart appellant du Bailly d'Orleans & Guillaume Bidault s'agiſſant de deux cens liures de rente.

La Cour pour le particulier qui s'eſt trouué en la cauſe, ſe verifiant que les rentes conſtituees par ladicte Dame de la Roche Boiſſeau eſtoient pour ſon viure, pour eſtre par ſes coheritiers tout ſon bien ſaiſi, que lors elle auoit de grands procés pour ſon partage, verifiãt l'employ de ſes deniers pour cet effect, a approuué leſdictes rentes attendu la modicité d'icelles.

Et le ſeizieſme Iuillet 1605. la meſme queſtion s'eſtant preſentee en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Ribier entre Fouquet appellant du Seneſchal du Maine & Goyet, les arreſts veuz ſur le bureau vne donation faicte par ladicte Goyet femme ſeparee de biens a eſté decla-

ree nulle. Et ce que par l'arreſt le don de deux cens eſcus eſt confirmé, c'eſt que par le contract de mariage ladicte Goyet s'eſtoit reſerué pouuoir diſpoſer de ſix mil liures, de laquelle ſomme les deux cens eſcus faiſoient part: c'eſtoit vne ancienne queſtion longuement diſputee au Palais meſmes pour la donation faicte de la terre d'Egreuille par la Dame d'Eſtampes lors ſeparee de biens d'auec le Seigneur d'Eſtampes ſon mary, la cauſe appointee au Conſeil; ce qui faict à remarquer c'eſt qu'encores que l'arreſt de 86. cy deſſus allegué ſoit donné en l'audience, c'eſt qu'il y a arreſté audict arreſt, que combien que la queſtion fuſt iugee en la couſtume d'Orleãs, que l'arreſt pour la theſe auroit lieu en autres couſtumes ne diſpoſans au contraire.

DE LA QVANTITE' QVE PEVT prendre vn Seigneur de fief en concurrence d'autres fiefs ſis en meſme lieu.

XXXI.

ES Prouinces eſquelles il y a quantité de fiefs, & en vne paroiſſe pluſieurs, meſmes en vn village trois ou quatre, l'on a demandé ſi chaſque ſeigneur de fief pouuoit prendre qualité de ſeigneur de tel lieu, ou de partie de tel lieu, *putà* vn fief aſſis à Gentilly il y a pluſieurs qui ont fief, ſi chacun ſe pourra dire ſeigneur de Gentilly, ou de Gentilly en partie: ceſte cauſe s'eſt preſentee en l'audience en la cauſe des Budez de Marly la ville, le vingt-ſixieſme Feurier 1550. plaidans Riant & Seguier pour le procureur general du Roy: a eſté iugé qu'il faut faire diſtinction des fiefs qui n'ont aucun nom particulier, que celuy du village où ils ſont ſituez, auec ceux qui ont vn nom ſpecial: aux vns, l'on dict ſeigneur de Gentilly en partie, aux autres ſeigneur de tel fief ſitué à Gentilly.

Digitized by Google

GRADVEZ.

I.

L'On a demandé au procés meu pour raiſon du poſſeſſoire de la Cure de Iouys dioceſe de Chartres litigieuſe entre le Veſt, Beurier, Treard, & Godard graduez nommez, quel reuenu eſtoit requis pour remplir vn gradué ; que par la Pragmat. Sanction & par le Concordat leur reuenu eſtoit borné & limité à deux cens Florins de la chambre, mais que Monſieur Guimier ſur le §. *quod ſi quis de collat. in pragmat.* reduiſoit les deux cens florins à deux cens liures tournois : & que ceſte reduction auoit eſté faicte tant pour le florin que ducat, par la vingt-ſixieſme reigle de Chancellerie, & de faict que les indults octroyez à Meſſieurs de Parlement, eſtoient moderez à ceſte ſomme de deux cens liures tournois.

Au contraire l'on diſoit que la taxe ayant eſté faicte à florins & non à liures, qu'il falloit en choſe fauorable ſuiure la valeur du florin de la chambre pareille à celle du ducat. Mõſieur Guimier audit §. *in verbo, florenorum*, faict ceſte eſtimation du florin de la chambre au ducat, & au §. 1. *de friuol, appellat. in Pragmat.* l'explique encores plus clairement, & Probus au meſme lieu y adiouſte qu'en France ceſte eſtimation a eſté faicte à ceſte raiſon : & ce que par ladite reigle 26. le florin de la chãbre a eſté reduict à la liure tournois, c'eſt qu'en l'an 1498. que ceſte reduction fut faicte du florin à la liure du petit tournois, le florin, le ducat, ou l'eſcu ne valoient d'auantage : que l'on auoit iugé en choſe moins fauorables que les rentes conſtituees à eſcus auec ſtipulation de les payer en eſpece d'eſcus, bien que puis la creation de la rente le prix de l'eſcu euſt augmenté de moitié, que neantmoins la rente ſe deuoit continuer en eſpeces d'eſcus. Que l'on pouuoit aiſement iuger par le texte tant du Concordat que de la Pragmat. que l'intentiõ a eſté toute autre que de reduire le florin à la liure tournois : pouuans les graduez *in vim gradus* requerir *duas præbendas tam in Cathedrali, quàm metropolitana Ec-*

Digitized by Google

cleſia in §. volumus, de collat. in concord. in §. quod ſi quis, de collat. in pragmat. qu'en France il n'y auoit prebende d'Egliſe cathedrale qui ne fuſt du reuenu de plus de deux cens liures: que ſeroit rendre le benefice & priuilege octroyé aux graduez inutile, n'ordonner que deux cens liures de rente à vn Docteur en Theologie pour ſon entretenement. Que l'argument n'eſtoit valable des nommez de la Cour, la bulle ne faiſant aucune mention de florins ne ducats, mais ſeulement de leurs tournois. Que ſi par le Concordat le prix du florin de la chambre euſt diminué, c'eſtoit *in necem* des graduez, ſi auſſi il a augmenté, qu'il eſtoit dur de les priuer de ceſte cõmodité que le temps leur donnoit: ſouſtenoit que le florin de la chambre eſtant de meſme prix que le ducat, & le ducat que l'eſcu qu'il leur falloit deux cens eſcus de rente auant qu'ils fuſſent remplis.

La queſtion demandee aux chambres & s'eſtant trouué diuerſité d'opinions par arreſt iugé qu'vne prebende de S. Aignan d'Orleans que l'on eſtimoit quatre cens liures de rente ou à peu prés, n'eſtoit de reuenu ſuffiſant pour remplir vn gradué, Monſieur Mareſchal Rapporteur le 14. Feurier 1595. en la cinquieſme des Enqueſtes.

Boërius ſur la couſtume de Berry au §. 28. ſur la fin, eſtime que le florin & le ducat ſont de meſme valeur.

GRADVEZ NOMMEZ.

II.

PAr arreſt du mois de May 1532. iugé en la cauſe de Iean Bourguineau & Iacques des Barilleries donné au rapport de Monſieur Bourgouyn, que la collation faicte à vn gradué nommé d'vn benefice vacant au mois affecté aux graduez ſans mettre en la collation ſes mots, *tibi tanquam graduato nominato* eſtoit nulle, combien qu'il y euſt *tibi tanquam capaci ; habili & idoneo*, & fut audi Bourguineau adiugé la recreance.

Le ſemblable iugé par arreſt du quinzieſme Auril 1535. apres Paſques au procés par eſcrit d'entre Maiſtre Mathurin

Guybouſt appellant du Preuoſt de Paris & Maiſtre Cantic Beſſeau inthimé. Rebuffe en cite vn autre arreſt prononcé la vigile de la Purification noſtre Dame l'an 1544. *in cõcord. in §. teneantur, in verbo, alteri, verſic. Item ſecus proceſſus eſt nullus, Conſule eundem Rebuffum in tractat. nominationum, quæſt. 21. num. 3. in verbo, notandum eſt quod quando confertur.*

GRADVE' NOMME' III.

AV procés de la Cure S. Pierre de Dreux contentieuſe entre deux graduez a eſté qu'vn gradué n'ayant baillé à l'ordinaire coppie des lettres datteſtation de ſon temps d'eſtude non plus que de ſes autres lettres, que telle nomination eſtoit nulle pour eſtre ceſte ſolennité requiſe, par le §. *præſatique nominati, de collat. in concord.* reiterez au §. *teneantur*, que au §. *ſtatuimus. de collat. omiſſio enim ſolennitatis per contractum requiſitæ vitiat actum maximè cùm de lucro captando quæritur*; il y auoit deux raiſons de douter, l'vne qu'il y auoit trente ans paſſez que la nomination auoit eſté faicte, que *in antiquis omnia præſumũtur ſolenniter acta*, que l'ordinaire qui y auoit ſeul intereſt *non conquerebatur*, au contraire *graduatum gratificauerat in menſe graduatis ſimplicibus affecto*, qu'il falloit venir *ad verum*, ſi ledict gradué eſtoit deuëment qualifié. Monſieur Loüet Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le ſixieſme Septembre 1588.

SI LES GRADVEZ NOMMEZ PEVuent requerir les benefices des Egliſes affectez aux habituez & Muſiciens & ſi tels benefices ſe peuuẽt reſigner. IIII.

LE vingt-huictieſme Nouembre 1573. s'eſt donné arreſt au rapport de Monſieur Forget en la troiſieſme des Enqueſtes, Monſieur Brulard preſidant, entre le Chapitre de l'Egliſe du Mans & Gaultier, par lequel les benefices affectez à la Muſique & ha-

Digitized by Google

bituez de l'Egliſe & ſemiprebendez ont eſté declarees affectees aux graduez nommez & ſimples vacans és mois à eux affectez, pourueu que leſdicts graduez ſoient ſuffiſamment experimentez en l'art de plain chant, & non autrement: fondé l'arreſt ſur ce que ſoit par la Pragmatique, ſoit par le Concordat les benefices vacans en certains mois ſont affectez auſdits graduez, pour l'vtilité publique de l'Egliſe, qui emporte l'vtilité particuliere des Chapitres & Egliſes cathedrales. Autre choſe ſeroit-il s'il s'agiſſoit de reſignation bien qu'elle fuſt faicte en Cour de Rome, d'autant qu'en ce particulier n'y ayant aucune recommẽdation ne faueur, moins d'vtilité de l'Egliſe, telle reſignation ſeroit nulle & abuſiue, eſtant tels benefices affectez à ceux qui ont conſommé vne bonne partie de leur temps au ſeruice de l'Egliſe. Ce qui a eſté ſolennellement iugé par autre arreſt donné entre Truchet, Ioubert & le Chapitre de l'Egliſe d'Angers, pour vne Garcorbeillerie de leur Egliſe au rapport de Mõſieur de la Garde en la grãd' chambre le vingt-neufieſme Ianuier 1575. & declaré tels benefices affectez à ceux qui auoient eſté enfans de chœur & deſeruy par vn long temps en ladicte Egliſe *in præmium laboris*, & ordonné que l'arreſt ſeroit publié au ſiege Preſidial d'Angers l'audience tenant à ce qu'il fiſt loy pour les autres Egliſes du reſſort du Parlement.

DE DEVX GRADVEZ L'VN ESTANT remply, l'autre ayant benefice incompatible.

V.

AV procés d'entre Montauban, Cheualier, Simon & Beſnard pour raiſon du poſſeſſoire de Cure de Perigny l'Eueſque dioceſe du Mans, l'on a demandé quel de ces deux graduez eſtoit preferable à ladicte Cure vaquee en Auril, ou de Montauban gratifié pourueu *à legitimo patrono*, qui eſtoit remply de plus de ſix cens liures de rente, ou dudict Beſnard qui eſtoit pourueu par l'Eueſque apres les ſix mois, ayant vne Cure de laquelle il eſtoit paiſible poſſeſſeur,

Contre Montauban l'on alleguoit la repletion, & que les graduez remplis de deux cens ducats, en reuenu en benefices, ne pouuoient requerir, eſtoient exclus de leur degré, auoient ce qui eſtoit requis, ſoit par le Concordat ou Pragmat. Sanction, par le texte deſquels leur priuilege leur eſtoit baillé iuſques à ceſte valeur, ne pouuans plus rien requerir en vertu de leur degré, *in* §. *volumus, de collationib. in Concord.* que *his conditionibus gratia eis conceſſa fuerat.*

Au contraire contre Beſnard, l'on obijçoit l'incompatibilité de deux cures, *ſcilicet* celle de laquelle il eſtoit paiſible, & celle qu'il requeroit, & bien que celle qu'il auoit ne fuſt de la valeur requiſe pour la repletion, ſi eſt-ce que Monſieur Guimier *in gloſ. Pragmat. Sanct. in* §. *quod ſi quis. in verbo. tempore vacationis,* & Rebuffe ſur le Concordat *in* §. *volumus, in verſ. tempore vocationis. verſ. & per iſtum textum,* tenoit que *in compatibilitas beneficij priuabat nominatum gradu ſuo*, ſuiuant la Clementine, *gratia. de reſcript. hæc enim qualitas beneficiorum ſupplet valorem,* comme porte la gloſe de la Pragmatique audict §. *quod ſi quis. in verbo. duas.*

Iugé par arreſt que la repletion en la perſonne de Montauban eſtoit plus grand vice que l'incompatibilité de deux Cures, l'vn eſt exprimé par le Concordat qui limite le priuilege des graduez à deux cens florins, & pour l'autre vice *per adeptionem ſecundi incompatibilis vacat primum.* Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le Samedy trentieſme Aouſt 1597. adiouſtez que *intra annum pacificæ poſſeſſionis hæc beneficiorum incompatibilitas non ita conſideratur, vt per adeptionem ſecundi vacet primum,* mais *poſt annum, cap. licèt, de præbend. in 6.*

SI LA GARDE NOBLE PEVT *eſtre en iugement au lieu du tuteur.*

VI.

Ceux qui ont la garde noble ou bourgeoiſe ne peuuent vendre ny aliener le bien des mineurs, ne aſſiſter en iugement pour la defence du bien des mi-

Digitized by Google

neurs, mais c'eſt au tuteur ou curateur. Du Moulin ſur le 103. article de la couſtume de Paris en ſes Annotations.

GROS SVR DES DIXMES.

VII.

IVgé par arreſt, que le Iuge lay ne pouuoit cognoiſtre d'vn gros pretendu par vn Curé ſur des dixmes, en matiere petitoire, mais ſeulement pour la complainte, & les parties renuoyees pardeuant le Iuge d'Egliſe du vingt ſeptieſme iour de Mars 1574. Monſieur de Heere Rapporteur en la deuxieſme chambre des Enqueſtes. *Vide ſ. pag. 182. in littera D.*

DE LA RESIGNATION *admiſé en fraude des Graduez.*

VIII.

D'Autant qu'il n'y a que les benefices vacans par mort qui ſont affectez aux graduez, & non ceux qui vaquent par reſignation, par le §. *volumus, in verbo, quódque beneficia, de collationibus, in concord.* L'on a demandé quand les reſignations ſont admiſes par les ordinaires pendant l'extreme maladie des reſignāts aux mois affectez aux graduez nommez, ſi les graduez peuuent requerir tels benefices comme vacans par le deceds de tels reſignāts decedans peu de iours apres, meſmes quand il y a autres preſomptions de fraude que l'on aye voulu faire aux graduez. Semble que Rebuffe ſur le Concordat au tiltre *de collationibus. in §. præfatíque ordinarij, in verbo, libere, verſ. & ideo in gloſa*, tient que les graduez n'y peuuent rien pretendre, & qu'il ſuffit que *collatio facta ab ordinario ab initio tenuerit*, & que *mors ſuperueniens reſignantis non vitiat, nec irritat collationem ab initio legitimè factam*, encores que le meſme Rebuffe limite ſon opinion au §. *volumus, in verbo, vocantis, de collat. in concord. modo fraus abſit.*

Semblable

Semblable queſtion s'eſtant preſenteé au Parlement en la quatrieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Foucher entre Sebaſtien Lalleman contre François Chenille plaidans pour le poſſeſſoire de la Cure S. Cire d'Iſſouldun dioceſe de Bourges, le reſignant decede trois iours apres la permutatiõ admiſe en Iuillet permutation d'vne Chappelle de peu de reuenu eu eſgard à la mort reſignation faicte au nepueu du reſignant.

La queſtion demandee aux chãbres la recreance adiugee au gradué, la maintenuë ne s'eſtant peu vuider à ſon profit, pour quelques faicts d'incapacité que l'on mettoit en auant contre luy. Et a l'on ſuiuy l'opinion de du Moulin ſur la reigle *de infirmis num.* 111.112.113. *Quando tres fraudis præſumptiones ſimul concurrunt. Vide i. in littera P. pag.* 549. *quid in permutatione fraude facta, quid in reſignatione ſimplici.*

SI L'ON ESTIME VN GREFFIER exerçant vn greffe majeur.

IX.

D'Autant que l'on admet ſouuent à l'exercice des Greffes des perſonnes qui n'ont attaint l'aage de vingt-cinq ans, que les Greffiers ne font à leur reception preuue de leur aage comme les autres officiers qu'il n'y a aucune ordonnance qui deſire la maiorité de telles perſonnes, l'on a demandé au procés d'entre Verdier & Moinet, pendant par appel en la Cour de Parlement au rapport de Monſieur de Meſmes en la cinquieſme des Enqueſtes, ſi le Greffier pouuoit eſtre releué d'vn contract de vendition qu'il auoit faict de quelques immeubles depuis qu'il auoit eſté admis à exercer le Greffe d'vn ſiege Royal.

Iugé qu'il n'eſtoit receuable & que ſa qualité de Greffier le rendoit majeur de vingt-cinq ans, & la raiſon que tels Greffiers eſtoient perſonnes publiques, qui pouuoient obliger les parties *ad inſtar* des Notaires, qu'ils ont autant de pouuoir que les Notaires. Qu'il auoit eſté iugé par arreſt que les

Notaires n'eſtoient receuables à ſe pretendre mineurs: l'arreſt donné contre ledit Greffier en conſequence d'vn autre arreſt donné au rapport de Mõſieur de Meſmes Roiſſi premierement party & depuis departy en la deuxieſme des Enqueſtes le vingt ſeptieſme Feurier 1593. entre du Puy Greffier des Auditeurs du Chaſtellet appellant d'vne ſentence donnee par le Preuoſt de Paris ou ſon Lieutenant Ciuil le dix-neufieſme Septembre 1592. & Pierre Drouard Huiſſier au Chaſtellet.

L'arreſt de Verdier & de Moinet donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport dudict Sieur de Meſmes le dix-huictieſme May 1604.

Si les Graduez ſont preferables aux indultaires du Parlement. *Vide § in littera B. pag. 53.* & ſuiuantes.

DV GRADVE' QVI A REVENV SVFFIſant en benefices ſituez hors le Royaume.

X.

VNe Cure du dioceſe de Langres eſt contentieuſe entre deux graduez l'vn & l'autre bien qualifié, la Cure vacãte en Iuillet affectee aux graduez nommez, mais le plus ancien auoit des benefices de valeur de ſix cens liures & plus hors du Royaume. Diſoit à ce moyen le ſecond gradué qu'il deuoit obtenir, d'autant que par le Concordat de la grace cõcedee aux graduez n'eſt que *in forma pauperum*, auſſi a l'on limité quel reuenu ils pouuoient auoir & quel reuenu les excluoit de leur degré, *ſcilicet* deux cens florins qui valent tout au plus ſix cens liures: que l'ancien gradué auoit plus de ſix cens liures en reuenu, & bien que ce fuſt hors le Royaume ſi eſt-ce que le §. *volumus de collationib. in concord.* ne diſtinguoit partant *indefinitè* tel reuenu s'entendoit ſoit dans le Royaume ou dehors, en l'vn & en l'autre la repletion ſe iuſtifioit, & tel ancien gradué faiſoit autant de tort aux autres graduez ſubſequents qui n'auoient aucun reuenu.

L'ancien gradué au contraire diſoit, que le Concordat

donnãt la loy aux graduez, leur preſcriuant leur reuenu, n'a-uoit lieu que *in regno*, nul effect *extra regnum, ſuo claudebatur territorio*, ne pouuoit ordonner ne diſpoſer des benefices eſtans hors le Royaume : que parlant le Concordat des benefices en pluſieurs endroicts, *nominatim* il y a *in regno Delphinatu & patria Britaniæ* : que les graduez ne pouuoient pretendre aucun intereſt n'y ayant que les benefices ſituez au Royaume qui leur ſont affectez. Par arreſt l'anciẽ gradué a eſté maintenu & gardué n'ayãt la Cour eu aucun eſgard au reuenu qu'il auoit *extra regnum* : l'arreſt eſt du mois d'Aouſt 1602. Monſieur Fouquet Rapporteur en la 5. des Enqueſtes.

HERITIER PAR BENEFICE d'inuentaire.

I.

AV procés d'entre, de Viuonne ſeigneur de la Chaſteigneraye, & Turpin ſeigneur de Montoiron, l'on a demandé ſi en ligne directe vn puiſné ſe portant heritier pur & ſimple de ſa mere pouuoit exclure ſon aiſné qui s'eſtoit porté heritier par benefice d'inuentaire.

L'on diſoit de la part de l'aiſné que la *l. ſcimus. C. de iure delib.* auoit donné ce benefice à l'heritier *qui ſuſpectam habebat hæreditatem*. Que la meſme loy auoit ſpecifié les cas eſquels ceſſoit le benefice hors leſquels la loy demeuroit en ſon entier, entre leſquels n'eſtoit parlé du faict qui ſe preſente : que le ſeul intereſt eſtoit aux creanciers de l'heredité leſquels ne diſputoient la qualité à l'aiſné. qu'il n'eſtoit raiſonnable que vn puiſné qui n'auoit que hazarder ſoubs vn deſir de conſommer le bien de l'heredité pluſtoſt que de volonté qu'il euſt de ſatisfaire aux creanciers peuſt exclure ſon aiſné, qui ayant plus à perdre auec occaſion craignoit d'obliger ſa maiſon exempte de toutes debtes, nette & aiſee aux creanciers du defunct & l'embroüiller auec vne heredité oberee. Que la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris auoit decidé ceſte queſtion voulant qu'en

Digitized by Google

ligne directe l'heritier pur & ſimple ne peuſt exclure l'heritier par benefice d'inuentaire comme il faiſoit en ligne collaterale. Aux vns *debetur magis ſucceſſio, vna ſucceſſionis continuatio, vnum patrimonium, ij viuo defuncto vocati, qui poſt mortem patris non tam hæreditatem precipiunt, quàm liberam bonorum adminiſtrationem conſequuntur*, couſtume reformee ſuiuant les anciẽs arreſts & maximes du Palais & qui ſe doit obſeruer és autres couſtumes qui ne diſpoſent au contraire.

Le puiſ-né au contraire ſouſtenoit que la qualité d'heritier par benefice d'inuentaire auoit de ſa premiere inſtitution receu quelque faueur, mais que l'abus en auoit eſté ſi grand qu'il auoit rendu ceſte grace odieuſe: qu'il ſe pouuoit remarquer en de grandes maiſons de ce Royaume, que l'on payoit des creanciers par vn benefice d'inuentaire cinquante ans apres vne ſucceſſion eſcheuë: que prenant la deciſion de ceſte cauſe par la loy *ſcimus*, la queſtion eſtoit aiſee à decider d'autant que tel benefice n'a eſté octroyé qu'à l'heritier, qui ne ſe vouloit porter heritier pur & ſimple, non qu'elle ait voulu que ſe preſentant vn heritier pur & ſimple le benefice euſt lieu: ſi par noſtre droict Frãçois qui eſt du ſtyle de Chãcellerie & clauſe que l'on a accouſtumé d'appoſer és lettres que l'on obtient pour ſe porter heritier par benefice d'inuentaire il eſt encor plus aiſé, la clauſe eſt, pourueu qu'il ne ſe preſente autre parent qui ſe vueille porter heritier, clauſe qui eſt de la ſubſtance des lettres & qui eſt atteſtee par Chaſſaneus ſur la couſtume de Bourgongne au tiltre des ſucceſſions, Reb. 7. §. 13. num. 7. & dit auoir veu obſeruer que *conſanguineus etiam gradu remotior* a exclus l'heritier par benefice d'inuentaire: que *in directa* il auoit eſté iugé par arreſt des Auberts Monſieur du Faur Aduocat du Roy plaidant, qu'il y auoit grande raiſon eſtans choſes du tout contraires qu'en vne meſme ſucceſſion y euſt deux ſortes d'heritiers, l'vn par benefice d'inuentaire, l'autre pur & ſimple, l'vn tenu aux creanciers *indefinitè*, l'autre iuſques à la concurrence des biẽs de l'inuentaire: l'heritier pur & ſimple ſeroit ſeul greué, & l'autre ſoulagé, le partage tres-difficile voire impoſſible entre ces deux qualitez d'heritiers.

Par l'arreſt des Auberts auquel plaida defunct Monſieur

l'Aduocat du Roy du Faur eſt du troiſieſme Iuillet 1571. Briſſon & Ramat Aduocats des parties en l'audience, eſt reſerué à l'aiſné qui s'eſtoit porté heritier par benefice d'inuentaire de ſes pere & mere ſe pouuoit porter heritier ſimple auec ſes autres freres & ſœurs dans quarante iours.

Par l'arreſt d'entre Charles de Viuonne, Charles, Angelique & Marguerite Turpins donné au rapport de Monſieur de Monthelon en la cinquieſme des Equeſtes du douzieſme Septembre 1587. l'aiſné exclus par ſes puiſ-nez ne ſe voulant porter heritier ſimple.

L'arreſt d'entre Denis, Paul & Arnauld du Meſnil heritiers par benefice d'inuentaire de maiſtre Baptiſte du Meſnil viuant Aduocat du Roy & Catherine Morely & Antoine Loyſel eſt du deuxieſme Feurier 1571. au rapport de Monſieur Broué.

La queſtion pour la conſequence demandee aux chambres par arreſt le puiſ né a exclus ſon aiſné en la ſucceſſion maternelle, Monſieur de Monthelon Rapporteur à l'extraordinaire le douzieſme Septembre 1587.

Aucuns de Meſſieurs eſtans d'opinion contraire ſur ce que les creanciers ne ſe plaignoient & qu'il n'y auoit moins d'inconuenient en vn heritier pur & ſimple, pauure, mauuais meſnager, qu'en vn herititier par benefice d'inuentaire aiſé: que l'aiſné qui d'ailleurs riche de douze mil liures de rente auoit iuſte occaſion pour le douteux euenement des affaires, ne ſe mettre purement en vne maiſon oberee : qu'en la maiſon des Auberts il y auoit des creanciers.

Boërius a decidé ceſte queſtion en propres termes en ſon Conſeil 53. num. 15. qui eſt de l'aduis de l'arreſt *propter ſtilum Cancellariæ*, & le traicte plus particulierement ſur les couſtumes de Berry au tiltre des teſtaments, §. *6. in 2. additio.* & Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances au commencement *gloſ. 5. num.* 80.

Neantmoins à la prononciation de Paſques 1601. Monſieur le Preſident de Thou prononçant en robes rouges, iugé en la couſtume d'Orleans que les enfans du ſecond lict heritiers purs & ſimples, n'excluoient les enfans du premier lict heritiers par benefice d'inuentaire : c'eſt ſuiuant l'arreſt

Digitized by Google

des Auberts de Poictiers qui fut donné en l'audiẽce, & bien qu'il ſoit allegué diuerſement ſi eſt-ce que Aubert Aduocat en la Cour fut receu à ſe porter heritier par benefice d'inuẽtaire de ſon pere encores que ſes deux ſœurs ſe portaſſent heritieres pures & ſimples, & n'y auoit autre particularité ſinon que les ſœurs n'auoient autre bien que de l'heredité du pere, & le fils quelque bien qu'il ne vouloit hazarder auec celuy de la ſucceſſion, & ſemble que ſuiuant cet arreſt la couſtume de Paris reformée ait eſté arreſtee, article 342. Voy Rebuffe aux Commentaires ſur les ordonnances au commencement gloſe 5. num. 80. qui atteſte la commune vſance du Palais par le ſtyle de Chancellerie ſuiuant ledict arreſt, *& in tract. de literis obligat. gloſ. 2. num. 33. fol.* 17. il y a de la particularité en cet arreſt pour les enfans de diuers licts.

HYPOTHEQVE SVR VN lot en coheritiers.

II.

S'Eſt meuë vne queſtion au procés d'entre les Feillets ſçauoir ſi les partages faicts entre coheritiers eſtoient non ſeulement ſubiects à garantie les vns des autres, mais tacitement hypothequez bien que l'hypotheque ne fuſt ſtipulee, & que le tiers detenteur du partage aliené peuſt eſtre conuenu hypothecairement. Le tiers detenteur diſoit que toute hypotheque eſtoit *aut ex conuẽtione, aut ex natura rei, in l. contrahitur, de pignorib. ff. hypotheca cùm per pactum conuentum*, & n'y a aucune hypotheque expreſſe qui ne ſoit *à conuentione*, mais celle qui eſt *ex natura rei*, elle eſt *aut ex ipſa re, aut à lege, quib. mod. pign. vel hypoth. tacitè cõtrah.* qu'en partage l'hypotheque n'eſtoit *ex natura rei*, au contraire *inter cohæredes familiæ herciſcundæ datur actio quæ perſonalis eſt, non in rem ſcripta contra tertium titulo ſingulari poſſeſſorem.* Le Iuriſconſulte dict que *iudicium famil. herciſ. ſpeciem permutationis continet. In permutatione autem nulla tacita hypotheca, nec tertius poſſeſſor conueniri poteſt etiam euictionis nomine l. cùm precibus, C. de rerum permutatione.*

Il y en a vn autre exemple en la loy, derniere, §. *finali. de contrah. empt. ff.* que *pactione fundus ita affici non poteſt vt tertius poſſit conueniri.* qu'en la l. *familiæ, C. famil. hercisſ. euictione inter cohæredes ſtipulata dabatur præſcriptis verbis actio quæ tantùm perſonalis eſt,* & ce qu'en droict *tertius poſſeſſor. hipothecaria conuenitur,* c'eſt au cas de la l. *ſi creditor.* §. *quæritur. quibus mod. pign. vel hypothec. ſolut. ff.* encore ſemble-il eſtre contre les maximes de la l. *ea lege, de cond. ob cauſam dat. l. ſi ita quis.* §. *ea lege, de verborum obligat.* & pour ſtipuler hypotheque pour pouuoir agir *contra tertium*, il faut la ſtipuler *in rei traditione*, que *tacita hypotheca erat tantùm à lege*, qu'il n'y auoit loy qui la donnaſt en ce particulier.

Le coheritier au contraire maintenoit eſtre choſe dure, qu'entre coheritiers vn lot ne fuſt obligé & hyporhequé pour l'autre, que l'intention des parties y eſtoit: que le tiltre *quib. mod. pign. vel hypothec. tacit. cont.* ne contenoit toutes les eſpeces de la tacite hypotheque, l'vſage & la raiſon y en auoit adiouſté. Nous tenons en France que depuis que quelqu'vn s'eſt obligé pardeuant Notaires que tous les biens ſont tellement obligez, que le tiers detenteur peut eſtre conuenu hypothecairement, bien que le Notaire ne ſoit qu'vne perſonne particuliere: que l'ordonnance en auoit faict la premiere ouuerture que tous iugemens emportoient hypotheque, pourquoy non vne obligation pardeuant Notaires, pardeuant leſquels les partages ont eſté faicts? qu'au particulier entre coheritiers vn partage deuoit garantir le lot de ſon coheritier, *idem ex natura rei*, qu'il n'y auoit rien plus equitable que d'octroyer l'hypotheque à l'effect de ceſte garantie: garantie d'ailleurs inutile ſi elle n'auoit lieu contre le tiers detenteur l'action perſonnelle eſtant ſuffiſante contre le coheritier: que faiſant autrement ce ſeroit mettre vne iniquité entre les coheritiers, qui pourroient de iour à autre alienner leur part & ce faiſant fruſtrer leurs coheritiers.

Par arreſt vn lot declaré hypothequé pour la garentie de l'autre & l'action hypothequaire receuë contre le tiers detenteur. Monſieur Bouyn Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le dix-ſeptieſme Nouembre 1587.

L'action de partage eſt mixte & non pure perſonnelle, *ſed*

Digitized by Google

quid ſi le partage n'auoit eſté faict que ſoubs ſing priué & non pardeuant Notaires? il y auroit beaucoup de difficulté & ne l'ay veu iuger, & la verité eſt qu'vne bonne partie des Iuges prindrent leur principal fondement ſur la clauſe appoſee au partage qui eſtoit du ſtyle du Notaire, obligeant, &c.

ACTION HYPOTHECAIRE.

III.

IVgé que l'action hypothecaire eſtant conioincte auec la perſonnelle eſt prorogee iuſques à quarante ans en pays couſtumier ſuiuant la diſpoſition de la l. *cùm notiſſimi, de præſcription. 30 vel 40. annorum C.* Monſieur Deſpinoy cinquieſme des Enqueſtes ſixieſme Septembre mil cinq cens quatre vingts ſept, Nolet & Paſtoureau à l'extraodinaire.

HIPOTHEQVE.

IIII.

IVgé qu'vne debte recongnuë en iugement emporte hypotheque du iour de la recongnoiſſance tant pour le principal que pour les intereſts, qui courent depuis la demande faicte en iugement. Monſieur du Four Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes le 17. Feurier 1588. Denis le Gros & Mathieu le Caron.

HERITIER.

V.

IVgé que les enfans qui ſe ſont portez heritiers de leur pere homicidé ſans eſtre voulu rendre parties pour la pourſuite du crime contre le meurtrier de ce faire interpellez en iugement eſtoient indignes de la ſucceſſion du pere, & en ont eſté priuez par arreſt, & ſur ce

ce que le Procureur general du Roy pretendoit la ſucceſſion contre le haut iuſticier en la iuſtice duquel le meurtre auoit eſté commis & les biens eſtoient ſituez, les parties appoinctees au Conſeil le vingt-quatrieſme Iuillet 1573. Tuffier Modeau Aduocats des parties & de Thou pour le Procureur general du Roy. Il faut qu'il y euſt charge contre l'accuſé autrement l'heritier n'eſt tenu ſe rendre partie.

HEREDITE'.

VI.

EN la cauſe d'entre Antoine de la Couſture demandeur & Louys de Blancheſour defendeur, a eſté iugé que la vendition d'heredité bien qu'elle fuſt faicte du conſentement de celuy *de cuius hæreditate agebatur* eſtoit nulle, & les lettres obtenues pour faire caſſer le contract entherinees, encores que le vendeur & celuy auquel l'on ſuccedoit euſſent longuement veſcu, & ce faiſant la renonciation de la vendition & conſentement preſté faict par teſtament declaree bonne ſuiuant la loy, derniere, *de Pactis*. C. la loy, *quidem*, §. *finali*, *de donationib*. *ff*. en Ianuier 1530.

SI LA LOY II. A LIEU EN vendition d'heredité.

VII.

IVgé qu'en vendition d'heredité l'on ne regardoit la lezion d'outre moitié de iuſte prix pour laquelle le contract ne pouuoit eſtre reſcindé, d'autant que la l. 2. *de reſcind. vend.* C. n'a lieu *in venditione hæreditatis propter incertum nomen hæredis*, & que *hæreditas eſſe poteſt licèt nihil ſit in hæreditate*, *&* *valet hæreditatis venditio licèt ſit damnoſa*: ioinct que par l'ordonnance du Roy Louys douzieſme toutes reſciſions de contracts ſe doiuent entre majeurs intenter dans les dix ans; & l'on ne peut cognoiſtre les debtes paſ-

Digitized by Google

ſiues de la ſucceſſion qu'apres les trente ans dans leſquels les actions perſonnelles ſe peuuent intenter : qu'acheptant vne heredité *lucrum hæreditatis emptorem ſpectat vt & damnum*, c'eſt *ſpei emptio.l.2.de hæred.vel act.vend.* §. *non ſolùm. verſ. ſicuti* de la meſme loy; & à ce propos l'on dit que *hæredis qualitas non eſt in pretio.* Il ne faut qu'vne promeſſe, qu'vne garantie du defunct pour ruiner vn heritier : c'eſt pourquoy n'y pouuant auoir de ſupplément pour n'en pouuoir ſçauoir la vraye valeur, la l.2. n'y peut auoir lieu. Et encores que l'on diſt que l'heredité de laquelle il s'agiſſoit eſtoit certaine, qu'il n'y auoit aucunes debtes, que le defunct eſtoit aiſé ne maniant que les affaires de ſa maiſon, qu'il ne ſe preſentoit aucũs creãciers, qu'il eſtoit verifié au procés que ce qui auoit eſté vẽdu cent eſcus en valoit douze cens eſcus, lezion *quæ dolum continebat*, contre la bonne foy, que c'eſtoit pluſtoſt donner que vendre. Au Leuitique quinzieſme chapitre *quando vendes quidpiam ciui tuo velemes ab eo non contriſtabis fratrem tuum*, ſeroit bien *contriſtare* que le priuer de ſon bien, & au quatrieſme Theſſalonicenſes ſainct Paul dict, *ne quis circunueniat in negotio fratrem ſuum, quoniã vindex eſt dominus de his omnibus*: que lors que l'or & monnoye ont eſté en vſage & que la vendition ont ſuccedé à la permutation, l'on a eſtimé que *omnes res in pretio functionem & æſtimationem recipiebant*, & que tout ainſi que *in permutatione ſpecies pro ſpecie dabatur, ita in venditione pretium loco rei ſuccedebat*: que l'on ne pouuoit dire *pretium rei*, y ayant telle lezion, telle inegalité des vnze parts, dont les douze ſont le tout : l'on a entendu la reſponſe du Sage, *nec tibi, nec mihi, diuidatur*, qu'en choſe non ſienne, douteuſe partir par moitié n'eſtoit faulte, mais qu'en choſe propre telle partition eſtoit intolerable. Neantmoins par arreſt donné au rapport de Monſieur de Meſmes en la cinquieſme des Enqueſtes le deuxieſme Aouſt 1584. iugé que la l.2. n'auoit lieu, le demandeur debouté de ſes lettres. Du depuis la meſme queſtion a eſté iugee au rapport de Monſieur Malon en la meſme chambre pour vn batelier de Noyon qui auoit vendu pour trois cens eſcus la ſucceſſion du Bailly du Palais, que l'on eſtimoit à quatre mil liures de rente, & fut le batelier debouté : & le vingt-ſeptieſme May 1589. a encores eſté

iugee en la meſme chambre au rapport de Monſieur Fortia. Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, *tractat. de reſciſionib. cont. in præfat. num.* 1. recite vn arreſt de ce donné le vingt-troiſieſme Iuin 1516. entre Dagues & Machecol. *Spem pretio non emo. ex Terent. in Adelph. nec enim tam res quàm alea rei emitur.*

SI EN VENDITION DE droicts ſucceßifs &c.

VIII.

Le trentieſme & dernier iour d'Auril 1583. fut iugé en la chambre de l'Edict au rapport de Monſieur le Clerc au proces d'entre Iacques de Veil & Marie Babien, qu'en vendition de droicts ſucceſſifs qui pouuoient appartenir au vendeur par le deceds de ſon oncle n'y auoit lieu de lezion d'outre moitié & fut le demandeur debouté de l'entherinement de ſes lettres, & auoit eſté iugee la meſme queſtion par autre arreſt donné entre Lucas de la Foſſe & Iean Roy le vingt-neufieſme Mars 1580.

HYPOTHEQVE SPECIALE quand requiert diſcußion.

IX.

L'On a demandé ſi vn tiers detenteur d'vn heritage ſpecialement obligé & hypothequé à vne rente conſtituee à prix d'argent peut eſtre conuenu ſans preallable diſcuſſion des biẽs du debteur principal generalement obligez à la rente.

Le creancier de la rente diſoit que par la l. 2. *de pignorib.* C. le creancier pouuoit pourſuiure ſa ſpeciale hypotheque & laiſſer la generale, en l'auth. *de litigioſis, circa medium*, l'Empereur le decidoit plus particulierement. *Si debitor fundum ſpecialiter obligatum vendiderit, poteſt creditor fundum vendicare*, en la l. *ab eo.* 3. *de ſeruo pignori dato manum.* C. *ſi quis omnia bona ſua genera-*

Digitized by Google

liter obligauit ſeruos manumittere poteſt ſi modò ſpecialiter non ſunt obligati. Le Balde en rend la raiſon en la l. *liberatio*, *de ſeruo pign. dato manumiſ. C. quod ſpecialiter declaratur validius operatur quam quod in genere prædicatur*, autrement la ſpeciale hypotheque ſeroit ſans effect. Monſieur le Maiſtre en ſon traicté des criees chapitre trente deux atteſte l'vſage du Palais de ceſte authent. & en allegue deux arreſts donnez contre les enfans de defunct Monſieur Picot premier Preſidēt des generaux, & Monſieur Bouueri maiſtre des Requeſtes, l'vn du trentieſme Aouſt 1538. l'autre du ſeizieſme Decembre 1560. Du Moulin ſuiuant meſme ceſte opinion au §. 11. num. 13. de la couſtume de Paris dict qu'il eſt en l'option du creancier de s'addreſſer aux choſes qui luy ſont ſpecialement ou generallement obligees & eſt de meſme aduis en ſon traicté des vſures *quæſt. 89. num. 670. circa medium*. Qu'en France les rentes conſtituees eſtoient vrayes venditions par l'extrauag. *Regimini*, *de empt. & vend.* & ne ſe pouuoit creer que ſur les immeubles & non ſur les meubles *quæſitum non habent*, auſſi le vendeur qui cree la rente ſe deſſaiſit des fruicts de ſes immeubles iuſques à la concurrence du reuenu de la rente, tellement que *vt fructuum rei ſpecialiter obligatæ dominus creditor recta via* ſe peut addreſſer à ce qui luy appartiēt, ce qui luy eſt vendu: c'eſt ſurquoy la couſtume nouuellemēt reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris s'eſt fondee, voulant que l'on ſe puiſſe addreſſer *recta via* ſans diſcuſſiō à l'heritage ſpecialemēt obligé, couſtume dreſſee ſur les arreſts de la Cour.

Le tiers detenteur diſoit au contraire que par l'auth. *ſed hodie*. l'auth. *hoc ſi debitor, de act. & oblig. & de pignorib. C.* la diſcuſſion eſtoit preallable & introduicte en faueur des tiers poſſeſſeurs, la raiſon de l'authentique palpable, en ces hypotheques il y a deux obligations qui cōcurrent, la perſonnelle & l'hypothecaire : la perſonnelle eſt la premiere comme la plus noble & par laquelle l'on deuoit commencer, qu'il y auoit reſponſe à l'authent. *litigioſa res*, *de litigioſ. C.* qui ſe deuoit entendre *iuris ordine ſeruato*, qui eſt la diſcuſſion comme la gloſe y eſt expreſſe, ou bien ſe doit entendre *de fundo lite pendente alienato, & propter vitium litigij id inſtitutum* pour augmenter *de rubro ad nigrum* : que ce droict de diſcuſſion eſt aſſi-

ſté d'vne grande raiſon fauorable aux debteurs, qui peuuent librement diſpoſer de leur bien quelque ſpecial hypotheque qu'ils accordent à leurs creanciers, aux creanciers qui ſont ſans intereſt leur debteur eſtant ſoluable, autrement que l'on ruineroit les debteurs ne ſe trouuant creancier qui ne ſe fiſt ſpecialement obliger pour ſa rente dix fois plus de bien qu'il ne luy en faudroit & empeſcheroit que le debteur ne peuſt diſpoſer de la choſe ſpecialement hypothequee, au moins n'en pourroit diſpoſer librement & qu'auec incommodité. Qu'en France la generale & ſpeciale hypotheque ne differẽt & ont meſme effect, ſinõ que la ſpeciale *releuat creditorem à probatione dominij*, au contraire, la ſpeciale charge le creancier de la diſcuter auant que de s'addreſſer aux biens generalement obligez, qui eſt le cas de l'arreſt des Picots, & Bouuery. Que la couſtume de Paris ne preiugeoit rien en ceſte cauſe les heritages ſe reiglans par autre couſtume, couſtume de Paris extraordinaire cõtre la diſpoſition du droict commun partãt qui ne ſe doit extẽdre en autres couſtumes.

La queſtion demandee aux chambres d'vn commun conſentement a eſté troué bon *non recedere ab eo iure quod diu æquum & bonum viſum fuerat*, & que les rigoureux creanciers pouuoient trouuer moyen de tenir en tutelle leurs debteurs, auſquels ils feroient ſpecialement obliger tout leur bien. Par arreſt iugé qu'il falloit diſcuſſion Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le deuxieſme iour d'Auril 1587.

Boërius en ſa deciſion vingt-deuxieſme eſtime qu'il faut que le tiers detenteur ou fideiuſſeur demandent la diſcuſſion *ante litis conteſtationem*, & que ne la demandant ne leur doit eſtre concedee, encores qu'elle ſoit de droict, *ex gloſa in l. 23. in verbo, vtetur, de pactu. ff.* & eſt la commune opinion des Docteurs, ſur l'auth. *præſente. quæ enim iure acceptionis competunt ſi non petantur non conceduntur, tale namque beneficium datur petenti.*

De la difference qu'il y a de l'hypotheque generale & de la ſpeciale voy Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, *tract. de conſtitut. redit. gloſ. 14. in verbo,* & hypotheques. *num. 1. 2. 3. 4. 5. vſque ad num. 11.* voy du Moulin ſur le 30. §. de la couſtume de Paris, num. 96. de l'effect de la ſpe-

Digitized by Google

ciale & generale hypotheque, *quia generaliter*, dit-il, *tantum operatur generalis hypotheca quantum ſpecialis, l. generaliter. ff. qui potiores in pignore habeant. l. ſi is qui. de iure fiſci. ff. ſpecialis à probatione dominij, generalis non notantur differentiæ à Rebuffo in loco citato, ſpecialis quidem magis afficit & operatur.*

SI CONVENTION SVR LES BIENS d'vne heredité emporte acte d'heritier.

X.

CAtherine de Malſec tranſige auec ſes couſins germains ſur l'heredité de Touſſaincts de Malſec ſon oncle, ſe deſiſte & depart de tout droit de proprieté de toutes actions tant perſonnelles que mixtes, ou de tout autre droict qu'elle euſt peu pretendre ſur la terre d'Archābault du chef de Touſſaincts de Malſec ſon oncle & ce au profit de ſeſdits couſins, & moyennāt ce ſe libere des hypotheques qui pouuoient eſtre ſur ladite terre, & pour raiſon deſquelles elle ne pourroit eſtre conuenuë, ladite terre appartenant au pere de ladite de Malſec & à ſondit oncle par moitié. Outre auoit ladite Catherine pris vne cedule de quarante neuf eſcus deuë à ſondict oncle & ſur icelle eſcrit, cedule de mō oncle qu'il faut recouurer, ſi pour ſes deux actiōs elle auoit faict acte d'heritiere de Touſſaincts de Malſec.

Le demandeur diſoit qu'il y auoit difference *inter adire hæreditatem & gerere pro hærede*, l'vn requerant vne expreſſe volonté, l'autre bien que la volonté y fuſt requiſe ſi eſt ce que n'eſtant expreſſe ſe preſumoit par l'acte commis par le pretendu heritier, la loy, *quandiu inſtitutus, de acquir. vel omittend. hæred. l. vt ſi quis. §. plerique, de relig. & ſumptib. funer.* monſtrent la difference *neque pro hærede gerere, neque hæreditatem adire, neque hæreditatis aditio, neque pro hærede geſtio*, il y a *aut adeat aut pro hærede gerat*. Et pour la declaration de volonté prouenant du faict & qui en eſt preſumé, la l. *pro hærede. §. Papinianus, in fine, de acquir. hæred. pro hærede gerere dicendum eſt quoties quis accipit quod citra ius & nomen hæredis accipere non poteſt:* que ceux auec leſquels l'on a trāſigé n'ont autre acquiſition

de partie de ladicte terre d'Archambault que la tranſaction: que ces mots y appoſez au profit emportent aſſez vne ceſſion qui ne ſe pouuoit faire ſans la qualité d'heritier: qu'en pays couſtumier n'y ayant diſtinctiõ *inter ſuos & extraneos hæredes in adeunda hæreditate* parce que le mort ſaiſit le vif, la volonté d'apprehender l'heredite ſe preſumoit plus ayſément, & n'y ayãt renonciation à l'heredité les actes faicts par le preſumptif heritier eſtoient interpretez contre luy. En la l. *pro hærede.* §. *ſi quid tamen, in fine. de acquirend. vel omitt. hæred.* eſt rapportée la diuerſite des opinions des Iuriſconſultes *Papin. & Iul. de eo qui in hæreditarium ſepulchrum mortuum intulerat, paternis an teneretur creditoribus,* l'vn ſouſtenant que ceſtoit acte d'heritier, Papin. au contraire que *pietatis erat officium,* opinion qui a eſté ſuiuie pour n'obliger tel acte non plus que les fraiz funèraux. *in l. ſi quis. de relig. & ſumpt. fun.* laquelle particularité ceſſant tous actes emportans quelque commodité ou proffict ſont interpretez actes d'heritier. En la l. *fuit quæſtionis. de acquir. vel omitt. hæred.* L'on a demandé *ſi quis pecuniam acceperit vt ab hæreditate ſe abſtineret. An hæres eſſet,* & a l'on dict *hæredem non eſſe propter expreſſam declarationem* ſans laquelle ſeroit acte d'heritier. Au faict particulier qu'il n'y auoit de declaration contraire, que *pretium acceptum fuerat,* quoy que ce ſoit l'on auoit ſtipulé vne liberation des hypotheques deſquelles Catherine euſt eſté tenuë comme heritiere de ſon pere. Vlpian en la loy *ſi pupillus,* §. *ſi ſeruum de acquir. vel omittend. hæred. ſi filius paternum ſeruum manumiſerit ſine dubio paternæ hæreditati ſe miſcuiſſe videtur:* au fait particulier *fundum auunculi manumiſit,* quoy que ce ſoit *ab hypothecis liberauit.* Que l'on auoit bien faict difference pour iuger vn acte d'heritier *quando hæres circa totam hereditatem vel ius vniuerſum hæreditatis, aut quando circa rem particularem & ſpecialem hæreditatis quid agit:* & par ce §. *ſi ſeruum,* les Docteurs iugent que *notio circa res particulares ſpecialiter clarior & verior eſt quàm circa vniuerſales,* & que *in his magis operatur animus, intenſio facilior,* l'acte faict ſur la choſe particuliere de l'heredité induit plus aiſement la volonté d'eſtre heritier; ce qui eſt indubitable quand l'acte eſt *circa rem hæreditariam vt hæreditariam.* Comme au particulier la terre d'Archambault appartenant en partie à Touſſaincts de Malſec.

Digitized by Google

Quant à la cedule de quarante neuf eſcus qu'elle eſtoit priſe par Catherine de Malſec auant la renonciation par elle faite & auoit eſcript de ſa main, cedule de mon oncle pour recouurer: en la l. *ſi ſeruum.* §. *Prætor ait de acquir. hæred. ſi ante abſtentionem ſeu renuntiationem quis rem hæreditariam acceperit abſtinendi denegatur beneficium, etiam ſi rem vnam tantùm celauerit, ſi verò poſt renonciationem furti nomine tenetur*, donc c'eſtoit vn acte d'heredité.

Catherine de Malſec diſoit au contraire que comme c'eſtoit choſe de conſequence de declarer aucun heritier meſmes en ſucceſſion onereuſe, auſſi y deuoit l'on deſirer vne preuue certaine & non ſimples conjectures, *vt enim quis hæres dici poßit*, il faut que *probationes ſint de neceſſariò concludentibus*, ſuiuant l'opinion de Balde & Salicete, *in l. non hoc, vnde legitimi. C.* en laquelle l'Empereur ne requiert ſeulemẽt *rerum hæreditariarum poſſeßionem vt quis hæres pronuntietur, ſed aditionem hæreditatis*. En droict l'acte ſeul n'induit l'adition d'heredité, mais la volonté certaine & aſſeuree de faire l'acte en ceſte intention d'eſtre heritier; la l. *pro hærede, de acquirend. vel omittend. hæred.* vſe de ces mots, *magis eſt animi quàm facti, eo animo eſſe debet vt velit eſſe hæres*: c'eſt pourquoy tous les actes qui ſe font hors ceſte volonté ne rendent aucun heritier: en la meſme loy il eſt porté, *ſi ſeruos hæreditarios pauit, iumenta hæreditaria diſtraxit, ſi ædes aut fundos locauit vel fulſit*, & n'enfaut autre raiſon *quia non eo animo fecit*, en la l. *Antiſtius, de acquir. vel omittend. hæred. ſi ſub cõditione hæres inſtitutus ſit etiamſi conditionem impleuerit ſi tamen non animo hæredis, hæres non eſt*: en la loy. *duo fratres*, au meſme tiltre l'on a demandé *ſi vſus & alienatio rerum communium hæreditatis aditionem induceret*, l'on a dict que non, *niſi eo animo & conſilio vſus fuerit vt eſſet hæres*, & ce mot *cõſilio*, eſt à remarquer qui ne cõtient vne ſeulle volonté, ſi elle n'eſt aſſiſtee d'vn meur iugemẽt, de deliberation prudente. Si la verité eſt que l'aditiõ d'heredité oblige l'heritier aux creanciers, le rend perſonnellemẽt obligé, bien qu'il n'y euſt aucuns biens en l'heredité, n'eſt-il pas raiſonnable qu'il y ait vne volõté aſſiſtee d'vn conſentemẽ exprés tout ainſi qu'en vn autre contract où la volonté & le conſentement ſont requiſes,

quiſes? c'eſt pourquoy en la l. *cum bonis*, au meſme tiltre, *qui fundum paternum pro materno poßidet, patris hæres non eſt*, pourquoy? il y a de l'erreur, de l'equiuoque en ce conſentement ou volonté. Et de faict *aditio hæreditatis tota eſt animi, hæres eſt licet nil hæreditarium attigerit*, dict la l. *pro hærede*: par la l. *in repudiendis*, au meſme tiltre, *incertus de iure ſuo hæreditatem repudiare non poteſt*, auſſi *in adeunda* il faut que *certa ſit intentio, certus animus*. Si pour contracter, s'obliger & vendre tout ſon bien l'on deſire vne volonté expreſſe, vn conſentement accompagné de deliberation, pourquoy n'en deſire l'on autant pour apprehender vne heredité, pour faire vn acte d'heritier, où l'on oblige tout ſon bien, voire à debtes ſouuent incognuës, comme au particulier à quarante mil eſcus plus que ne vaut le bien de Touſſaincts de Malſec? Quant à la cedule de quarante neuf eſcus l'on l'a renduë, l'on n'a exigé ne demandé le contenu en icelle, ladicte Catherine *interuertere noluit*. Et de faict le demandeur la produict ſaine & entiere, argument pour monſtrer que l'intention de ladicte Catherine n'a eſté d'eſtre heritiere. Quant à la clauſe de la tranſaction ceux auec qui l'on contractoit eſtoient tous *in eodem gradu*, couſins germains, tous heritiers preſomptifs de Touſſaincts de Malſec, & neantmoins n'ont pris qualité d'heritiers, par ladicte tranſaction l'on ne ſtipule aucuns biens de l'heredité, on ne faict aucune ceſſion: que ce qu'elle a faict, c'eſt *vt hæres non eſſet*, a vſé des mots, qu'elle euſt peu pretendre en ladicte terre, preuue qu'elle ne vouloit eſtre heritiere, autrement euſt dict qu'elle pretendoit, bref que par tels mots apparoiſſoit qu'elle n'auoit voulu eſtre heritiere. La queſtion diſputee & auec contrarieté d'opinions par arreſt ladicte Catherine de Malſec enuoyee des demandes, fins & concluſions dudict demandeur & ſans deſpens. Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le ſixieſme Octobre 1594. Diouagio & Catherine de Malſec plaidans.

Du Moulin ſur le §. neufieſme de la couſtume de Paris, gloſe quatrieſme *in verbo*, deux enfans *num.* 7. decide que *renunciatio hæreditati facta cum ceſſione* emporte de neceſſité qualité d'heritier. Or lon diſoit que *idem erat* de ceder ou renoncer au profit d'vn particulier, & que *tunc non tam deſertur*

hæreditas per renunciationem quàm per ceſſionem. Mais à biẽ prendre il y a difference renoncer au profit, ou bien de ceder, car renoncer au profit ſe peut faire ſans ceſſion au profit, par ce que c'eſt l'heritier immediat apres celuy qui rononce, *ſed nil habet à renuntiante*, au contraire eſt heritier *ab inteſtat*. Du Moulin vſe de ces mots, *tunc defertur hæreditas à defuncto, à lege, non à renuntiante.*

DE L'HYPOTHEQVE CREE' SVR vn fonds poſſedé par indiuis, & ſi elle ſe change par partage ſubſequent.

XI.

AV procés d'entre Baudouyn Huiſſier en la Cour, Guillard & Guenault s'agiſſoit ſçauoir, ſi Thomaſſe Pajot ioüiſſant par indiuis des acqueſts de ſon defunct mary & d'elle attendant partage auec ſes enfans, ayant creé vne rente de cent liures & à icelle ſpecialement obligé vne moitié de maiſon qui luy appartenoit par indiuis auec ſes enfans comme eſtant toute la maiſon d'acqueſt, du depuis ayant faict partage auec ſes enfans au lot deſquels toute ladicte maiſon ſeroit aduenuë, ſi le creancier ſe pouuoit addreſſer contre leſdits enfans comme detenteurs de ladicte moitié, ou s'il falloit que le creancier s'addreſſaſt ſur l'heritage eſcheu au lot à ladicte Pajot.

Le creancier diſoit que les parties demeurans d'accord que Thomaſſe Pajot eſtoit dame & proprieterеſſe par indiuis de la choſe ſpecialemẽt obligee à la rente, qu'il ne reſtoit grande difficulté eſtant choſe decidee par infinis autheurs, aſſiſtee de trop de raiſons, voire iugee par pluſieurs arreſts. Pour les autheurs commençons par ceux qui ont eu creance au Palais. Du Moulin au §.1. de ſon Commentaire ſur la couſtume de Paris ſur la fin du §.num.44. de la gloſe derniere, traicte ceſte queſtion comme ayant de ſon temps eſté reuoquee en doute, voire qu'aucuns ſe vouloient preualoir d'arreſts donnez contre les creanciers, mais il les reprend & apres en auoir demandé l'aduis aux premiers du Palais, ſe

trouua des arreſts donnez au profit du creancier & la raiſon qu'il en rend eſt indubitable, *hypotheca enim eſt ius formatum in re hypothecata, & non eſt alterabile, nec auferibile per debitorem, ne dum per alienationem merè voluntariam, ſed etiam pretextu diuiſionis quæ hoc non obſtante ſiue res tota uni adiudicetur, ſiue æquis regionibus diuidatur, ſemper remanet hypothecata in ſtatu ſuo & portione indiuiſa vt prius:* ioinct que *iuri proprio non poteſt facto alieno derogari.* Mõſieur le Preſident le Maiſtre en ſes Memoires ſur l'ordonnance des criees chapitre quarante trois tient la queſtiõ ſans difficulté au profit du creancier. Iean Faber ſur la l. vnique. *ſi com. res pign. data ſit. C.* a tenu ceſte meſme opinion, & ſe fonde ſur l'hypotheque *ſecus ſi tantùm eſſet obligatio perſonalis*, & le Balde en ce meſme lieu a eſté de ce meſme aduis. L'authorité des Iuriſconſultes y eſt encores plus particulierement en la l. *ſi quis putans*, §. *ſi fundus, com. diuid. ff. ſi fundus communis nobis ſit ſed pignori datus à me, venit quidem in communi diuidundo iudicium, ſed ius pignoris creditori manebit, etiamſi adiudicatus fuerit.* le Barthole ſur le §. dernier, de la l. troiſieſme, *qui pot. in ping.* le tient *ex propoſito*, & de faict l'eſpece dudict §. ſeroit autrement inutile voire ridicule, & au §. *duo fratres.* de la l. *qui Romæ, de verborum obligationib.* ſuiuy de Iaſon & d'Alciat en la l. *ſi conſenſit*, §. *illud tenendum eſt, quib. mod. ping. vel hypoth. ſoluit.* & diſtingue la force & vertu de l'hypotheque auec celle de la conuention & action perſonnelle, *ſi res communis hypothecæ nomine data diuiſione poſtea facta, non pars quæ debitori obtigit creditori erit obligata, ſed pars pro indiuiſo remanebit obligata*, & la gloſe dict, *ſecus in obligatione perſonali*, En la l. *is qui fundum, de vſu & vſufructu lega. ff.* ceſte queſtion eſt diſputee par deux grands Iuriſconſultes, qui n'ont rien obmis à ſouſtenir leur opinion, eſtimant Trebatius que *eâ pars creditori remanebat obligata quæ ex diuiſione debitori obtigerat: Sabinus hoc falſum putat, ius enim creditori ante diuiſionem quæſitum eſt, nec potuit arbiter inter alios iudicando alterius ius mutare, quod etiam receptum eſt.* Que s'il en faut venir à la raiſon, diſoit le creancier qu'en France les rentes conſtituees ne ſe peuuent contracter que auec les debteurs qui ont fonds en immeubles, voire que n'ayans que meubles la rente ne ſe pouuoit creer: & c'eſt pourquoy le debteur ſe doit deſſaiſir du reuenu de ſon im-

meuble, iuſques à la concurrence de la rente duquel il ſaiſit le creancier: ce preſuppoſé que la moitié de ladicte maiſon a eſté ſpecialement obligee, c'eſt pluſtoſt auec la maiſon que l'on a contracté pour la ſeureté que non auec ladicte Pajot: donc le creancier ſeigneur de ceſte maiſon iuſques à la concurrence des cent liures de rente, ce qui ne luy a peu eſtre oſté par ladite Pajot, ſoit par partage, diuiſion ou autrement. *Secundo* ſi par tels partages & diuiſions l'on oſtoit aiſément le droict aux creanciers, il faudroit par neceſſité les y appeller en faiſant les partages parce que *habent ius in re*, & qui repreſentent le coheritier pour la part qui leur eſt venduë ou hypothequee. *Tertio* le creancier a bien voulu auoir hypotheque ſur vne bonne maiſon aſſiſe en bon lieu, mais ſi l'on luy changeoit ſon hypotheque par vn partage on le renuoyeroit ſur des heritages ſituez en couſtume où il y a nantiſſement, comme en Picardie, où il y a profits de fiefs en hypotheque comme en vendition, ou en vne couſtume où il y a tenement de cinq ans que l'hypotheque ſe preſcript par cinq ans, ce faiſant la rente diminuëroit de prés de moitié, en vne couſtume où il faut diſcuſſion: bref l'on bailleroit au creancier, *aliud pro alio eo inuito*, pourroit arriuer pis, que l'on bailleroit au lot du debteur ou de l'argent ſeulement, ce qui ſe peut faire aux contracts pignoratifs, qui s'eſuanouïſſent du iour au lendemain, ou rentes conſtituees qui ſe peuuent rachepter: ce ſeroit priuer le creancier de ſon deub, & arriueroit que ceſuy qui n'auroit du bien que par indiuis, ne trouueroit moyen de creer rente ſur luy pour le douteux euenement du partage: autre inconuenient, c'eſt que l'on pourroit mettre en criees l'heritage eſcheu au lot du debteur le creancier ne s'y oppoſeroit, pour eſtre ignorant du partage, ce faiſant le creancier *ſine culpa* ſeroit priué de ſon hypotheque.

Au cõtraire ſouſtenoient les coheritiers qu'ils ne cognoiſſoient le creancier, n'auoient oncques eu aucun affaire auec luy, moins pouuoit pretendre aucun droict d'hypotheque ſur ce qui eſtoit aduenu en leur lot, *ius à creditore non habẽt, nec ab eius debitore, ſed à patre communi cum quo creditor non contraxit*, L'on demeure d'accord de toutes ces loix, encores que Mõſieur du Val en sõ traicté *de rebus dub.* traicté 10. les refere *ad iu-*

dicis particularia, non ad vniuerſalia, mais il faut voir ſi la raiſon de tant de loix eſt bonne, & ſi elle ſe peut adapter à l'hypotheſe particuliere n'eſtant aſtraincts en France iuger ſelon les loix, mais nous les approuuons entant qu'elles ſont conformes à la raiſon, le fondement ſeul de la loy & la vraye raiſon de du Moulin, c'eſt que *dominus rei communis pro indiuiſo poſſeſſæ dominus eſt & verè dominus, potuit igitur partem ſuam creditori ſuo obligare, hypotheca autem ſemel quæſita ius tribuit in re nec extinguitur*. Or pour renuerſer toutes ces propoſitions, en premier lieu *qui rem communem pro indiuiſo poſſidet, non eſt dominus incommutabilis*, meſmement *quando de hæreditate quæ in diuerſis corporibus conſiſtit agitur*, mais *dominus ad tempus donec hæreditatis diuiſio facta ſit*, voire que *ante diuiſionem ſi quid alienauerit emptor communi diuidundo iudicio erit prouocandus*, & n'aura en vertu de ſon acquiſition autre part que ce qui viendra au lot de ſon vendeur: *ius quidem certum habet* & qui ne luy peut eſtre oſté, ou vn tiers, ou vn quart *& numero cohæredum*, mais *rei certæ, nec corporis certi dominus non eſt niſi cum onere diuiſionis*, c'eſt pourquoy il ne peut vendre, aliener & hypotheque qu'auec la condition du partage & diuiſion: condition qui eſt aſſez declaree au creancier, *ex eo* qu'il ſtipule ſon hypotheque ſur choſe poſſedee par indiuis. Or en termes de droict comme ſe peut il faire que celuy qui n'eſt *dominus* qu'auec ceſte charge & condition de partage & diuiſion, puiſſe hypothequer ou aliener ſa part de l'heritage commun, tout ainſi que s'il le poſſedoit purement & ſimplement, & euſt ſa part à diuis, & s'il en eſtoit le ſeigneur abſolut, & ce faiſant qu'il trãſfere au creãcier plus de droict que luy meſme n'en peut pretendre contre ſes autres coheritiers? & en ceſte queſtion il faut cõſiderer quel eſt l'effect du partage & diuiſiõ, qui n'eſt ſeulement *vt quis non teneatur in communione manere*, mais à ce que chacun puiſſe iouyr de ſon lot ſeparement ſans autre charge que de ſa part des debtes de la ſucceſſion. Que ſi ce que deſire le creancier auoit lieu, les coheritiers ſeuls demeureroient miſerables penſant auoir vn lot pour en iouyr, ils prendroient des debtes d'autruy à acquiter au lieu de iouyr de leur part hereditaire: ils ſeroiẽt tourmẽtez par des creanciers eſtrangers, c'eſt à dire, qui ne ſont de la ſucceſſion: bref

Digitized by Google

vn coheritier ſaffrannier infecteroit toute la ſucceſſion de ſes debtes, & neantmoins les coheritiers ne pourroient pas pouruoir à cet inconuenient ny par conuention ny autrement, où les creanciers peuuent preuoir cet inconuenient qui eſt *ex natura rei*, voire ont contracté à ceſte charge: le contract de conſtitution de ladicte rente de cent liures portant ces mots (poſſedant leur vendeur par indiuis.) Il s'enſuiuroit vn plus grād inconuenient aux coheritiers, c'eſt qu'ayant en leur lot vne terre ou maiſon vn creancier de celuy des coheritiers qui en auroit hypothequé ſpecialement ſa part *pro indiuiſo*, *putà* vn tiers, pourroit faire vendre ceſte portion iuſques à la concurrence de ſon deub, pourroit faire vendre ou liciter vn tiers de la maiſon qui ne ſe pourroit partager aiſemēt, qu'en aduiendroit-il? Vn coheritier qui a eu ſō partage, ſō lot, qui n'eſt tenu qu'aux debtes de celuy *de cuius ſucceſſione agitur*, ſeroit il contraint d'auoir recours contre ſes coheritiers quelquesfois de difficile conuention, qui propoſeroient vne diſcuſſion ſur les biens de ce ſaffrannier coheritier? qui ſeroit en effect priuer ce coheritier de la ſucceſſion & par vn creancier qui auroit plus de faueur que ſon debiteur, ce ſeroit rendre l'effect du partage du tout inutile, & au lieu de partager le bien entre les heritiers, ce ſeroit les faire viure & demeurer & plaider auec les creāciers de l'vn de leurs coheritiers. Si l'acquereur de partie de l'heritage commun peut eſtre cōtraint à ſubir la meſme loy du partage qu'euſt peu ſouffrir ſon autheur, pourquoy non le creancier la meſme loy de ſon debteur, & ce faiſant renuoyer ſon hypotheque ſur ſon lot & en purger les autres lots? les puiſnez ne voudront partager auec vn aiſné ſaffrannier & leur ſeroit plus à propos renoncer à leur partage que ſe charger de reſpondre aux creanciers de leur aiſné & encores que ce ne peuſt eſtre que ſur la part que l'aiſné auoit par indiuis, ſi eſt ce que la perte de ceſte part gaſte le plus ſouuent toute vne maiſon, & ce qui reſte eſt inutile, l'intereſt des coheritiers plus fauorable que des creanciers: auſſi ceux qui de noſtre temps ont ſur ces raiſons renuerſé la diſpoſition de la loy ciuile ont vſé de ces mots, *at noſtri Senatus prudentia maior ſanctiſſimè decreuit poſt diuiſionem regionibus factam creditori tan-*

tùm in ea parte ius pignoris diuiſim competere quam arbiter communi diuidundo ſumptus debitori adiudicauerit, & en allegue vn arreſt donné en la premiere des Enqueſtes le vingtieſme Iuillet 1571. au rapport de Monſieur de Vignoles entre de l'Aulne & Ferrieres, *cap. 3. lib. 3. de priuilegiis ruſticorum*. Cet arreſt ſe trouue ſur le regiſtre mais allegué fort mal à propos & qui a iugé tout le contraire: & de faict, les anciens du barreau recitent vn autre arreſt donné preſidant Monſieur Magiſtri qui auoit iugé la meſme queſtion, & ne ſe faut eſtonner de ce qu'il eſcript au chapitre quarante-troiſieſme du traicté des criees, car il dict ſeulement que de diſpoſition de droict n'y a difficulté, *non idem ex vſu forenſi* : que la meſme queſtion auoit eſté plus ſolẽnellemẽt iugee en la Cour ſur vn appel du iuge de la Rochelle appoincté au Conſeil, & depuis decidé par arreſt du 6. May 1531. entre les Pineaux & Gentils, & auparauant le 8. Iãuier 1569. entre Claire Verſoris vefue du Procureur de la Cour Corard, au rapport de Monſieur Anroux en la cinquieſme des Enqueſtes : bref qu'vn coheritier ne pouuoit par hypotheque ou autre conuention donner plus de droict à ſon creancier qu'il en auoit luy meſme, & que le coheritier ne pouuant faire que ce qu'il a par indiuis ne ſoit ſeparé par le partage & transferé en vne part ſeparee, qu'en conſequence l'hypotheque qui n'eſtoit qu'acceſſoire au fonds ne fuſt auſſi transferee au lot qui aduenoit au coheritier: le §. *ſi debitor, in verbo, ſolum.* de la l. *cõmuni diuidundo. ff. com. diuid.* dict *ſolùm illud ſpectandum eſt ſi fraus interuenerit*, qui eſt le ſeul cas auquel il eſt permis au creancier de ſe plaindre quãt aux partages il y a de la fraude: & en cela le creancier eſt ſans intereſt, d'autant que ce qui eſt aduenu au lot de ſon debteur eſt de pareille valeur que ce qu'il auoit auant le partage par indiuis: il s'eſuiuroit vne autre abſurdité, c'eſt que le creãcier ayãt ceſte partie par indiuis hypothequee il auroit encores tout le lot & partage de ſon debteur obligé, double hypotheque deux debteurs pour vn. Autre inconuenient plus grand, c'eſt que ceſte hypotheque demeurant *in parte indiuiſa*, le creancier feroit vendre la part qui luy eſt obligee, ou le coheritier ſeroit contraint de deguerpir, au moyen de laquelle euiction ou déguerpiſſement procedant du faict de

Digitized by Google

l'vn des coheritiers, l'on feroit reſoudre & caſſer les partages & n'auroit ce faiſant le creancier aucune choſe, & faudroit rapporter ce qu'il auroit receu & faire partage *inuito creditore*, auquel inconueniēt il n'y a aucune reſponſe, feroit le creancier ce que ſon autheur ne pourroit faire: & n'eſt à propos la loy. *Sabinus.com. diuid.* que ſi *ſocius in re communi inuito ſocio quid fecerit, id communi diuidundo iudicio reſarciri debet.* ceſte loy n'a lieu *quādo ſūi pars euincitur*, car en ce cas l'ō caſſe les partages: que la loy *Iulianus.* §. *Idem Celſus. de contrah. empt. ff.* la loy 3. *C. cum. diuid.* auoit iugé la queſtion *in emptore*, & qu'il ne pouuoit auoir plus de droict que ſon autheur, ſe deuant contenter de la portion qui eſtoit aduenuë au lot du vendeur, ſans pouuoir rien pretendre *in fundo indiuiſo*: qu'il n'y auoit plus de raiſon *in hypotheca ſeu creditore.* Que par la loy vnique, *ſi communis fundus pign. dat. C.* il eſt dict que *cohæredes partem fundi communis alienando, aut pignori dando portioni cohæredis præiudicium adferre non poſſunt*; feroit bien *cohæredi adferre præiudicium* ſi le creancier auoit ſon hypotheque ſur le fonds aduenu au lot du coheritier: que la l. 7. au §. *ſi debitor, commu. diuid. ff.* auoit ſeulement demandé *an fraus in diuiſione facta fuiſſet*, que *ceſſante fraude emptor fundi communis tenebatur ſtare diuiſioni* & ſe contenter de l'heritage aduenu au lot ſon vendeur. Que c'eſtoit vne maxime en droict, que *reſoluto iure dantis ius accipientis reſoluebatur*, en tout cas que *ipſe creditor ad diuiſionem prouocari poterat. l. ſi probatum, verſ. idem præſes, com. diuid. C.* Diſant au contraire le creancier, que *ſatis cohæredibus erat proſpectum* par la l. *ſi fratres. com. vtriuſ. iud. C. actione præſcriptis verbis aut ex ſtipulatu*, meſmes en l'eſpece particuliere qui ſe preſente, que les arreſts auoient leurs ſpeciales conſiderations.

La queſtion demandee aux chambres s'eſt trouué quelques arreſts, l'vn cy deſſus datté de l'an 1569. de Claire Verſoris, vefue de Corard Procureur en Parlement, du huictieſme Ianuier au rapport de Monſieur Anroux, par lequel le creācier au lieu de l'heritage qui luy eſtoit ſpecialement obligé par indiuis ſe deuoit addreſſer à l'heritage aduenu au lot de ſon debteur, & que le §. *final.* de la l. *ſi conſenſit*, ne ſe gardoit au Palais. Autre arreſt donné en la troiſieſme des

quiſes? c'eſt pourquoy en la l. *cum bonis*, au meſme tiltre, *qui fundum paternum pro materno poßidet, patru hæres non eſt*, pourquoy? il y a de l'erreur, de l'equiuoque en ce conſentement ou volonté. Et de faict *aditio hereditatis tota eſt animi, hæres eſt licèt nil hæreditarium attigerit*, dict la l. *pro hærede*: par la l. *in repudiendis*, au meſme tiltre, *incertus de iure ſuo hæreditatem repudiare non poteſt*, auſſi *in adeunda* il faut que *certa ſit intentio, certus animus*. Si pour contracter, s'obliger & vendre tout ſon bien l'on deſire vne volonté expreſſe, vn conſentement accompagné de deliberation, pourquoy n'en deſire l'on autant pour apprehender vne heredité, pour faire vn acte d'heritier, où l'on oblige tout ſon bien, voire à debtes ſouuent incognuës, comme au particulier à quarante mil eſcus plus que ne vaut le bien de Touſſaincts de Malſec? Quant à la cedule de quarante neuf eſcus l'on l'a renduë, l'on n'a exigé ne demandé le contenu en icelle, ladicte Catherine *interuertere noluit*. Et de faict le demandeur la produict ſaine & entiere, argument pour monſtrer que l'intention de ladicte Catherine n'a eſté d'eſtre heritiere. Quant à la clauſe de la tranſaction ceux auec qui l'on contractoit eſtoient tous *in eodem gradu*, couſins germains, tous heritiers preſomptifs de Touſſaincts de Malſec, & neantmoins n'ont pris qualité d'heritiers, par ladicte tranſaction l'on ne ſtipule aucuns biens de l'heredité, on ne faict aucune ceſſion: que ce qu'elle a faict, c'eſt *vt hæres non eſſet*, a vſé des mots, qu'elle euſt peu pretendre en ladicte terre, preuue qu'elle ne vouloit eſtre heritiere, autrement euſt dict qu'elle pretendoit, bref que par tels mots apparoiſſoit qu'elle n'auoit voulu eſtre heritiere. La queſtion diſputee & auec contrarieté d'opinions par arreſt ladicte Catherine de Malſec enuoyee des demandes, fins & concluſions dudict demandeur & ſans deſpens. Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le ſixieſme Octobre 1594. Diouagio & Catherine de Malſec plaidans.

Du Moulin ſur le §. neufieſme de la couſtume de Paris, gloſe quatrieſme *in verbo*, deux enfans *num*. 7. decide que *renunciatio hæreditati facta cum ceßione* emporte de neceſſité qualité d'heritier. Or l'on diſoit que *idem erat* de ceder ou renoncer au profit d'vn particulier, & que *tunc non tam defertur*

Digitized by Google

hæreditas per renunciationem quàm per ceſſionem. Mais à biẽ prendre il y a difference renoncer au profit, ou bien de ceder, car renoncer au profit ſe peut faire ſans ceſſion au profit, par ce que c'eſt l'heritier immediat apres celuy qui rononce, *ſed nil habet à renuntiante*, au contraire eſt heritier *ab inteſtat*. Du Moulin vſe de ces mots, *tunc defertur hæreditas à defuncto, à lege, non à renuntiante.*

DE L'HYPOTHEQVE CREE' SVR vn fonds poſſedé par indiuis, & ſi elle ſe change par partage ſubſequent.

XI.

AV procés d'entre Baudouyn Huiſſier en la Cour, Guillard & Guenault s'agiſſoit ſçauoir, ſi Thomaſſe Pajot ioüiſſant par indiuis des acqueſts de ſon defunct mary & d'elle attendant partage auec ſes enfans, ayant creé vne rente de cent liures & à icelle ſpecialement obligé vne moitié de maiſon qui luy appartenoit par indiuis auec ſes enfans comme eſtant toute la maiſon d'acqueſt, du depuis ayant faict partage auec ſes enfans au lot deſquels toute ladicte maiſon ſeroit aduenuë, ſi le creancier ſe pouuoit addreſſer contre leſdits enfans comme detenteurs de ladicte moitié, ou s'il falloit que le creancier s'addreſſaſt ſur l'heritage eſcheu au lot à ladicte Pajot.

Le creancier diſoit que les parties demeurans d'accord que Thomaſſe Pajot eſtoit dame & proprieteresſe par indiuis de la choſe ſpecialemẽt obligee à la rente, qu'il ne reſtoit grande difficulté eſtant choſe decidee par infinis autheurs, aſſiſtee de trop de raiſons, voire iugee par pluſieurs arreſts. Pour les autheurs commençons par ceux qui ont eu creance au Palais. Du Moulin au §.1. de ſon Commentaire ſur la couſtume de Paris ſur la fin du §.num.44. de la gloſe derniere, traicte ceſte queſtion comme ayant de ſon temps eſté reuoquee en doute, voire qu'aucuns ſe vouloient preualoir d'arreſts donnez contre les creanciers, mais il les reprend & apres en auoir demandé l'aduis aux premiers du Palais, ſe

trouua des arreſts donnez au profit du creancier & la raiſon qu'il en rend eſt indubitable, *hypotheca enim eſt ius formatum in re hypothecata, & non eſt alterabile, nec auferibile per debitorem, ne dum per alienationem merè voluntariam, ſed etiam pretextu diuiſionis quæ hoc non obſtante ſiue res tota vni adiudicetur, ſiue æquis regionibus diuidatur, ſemper remanet hypothecata in ſtatu ſuo & portione indiuiſa vt prius*: ioinct que *iuri proprio non poteſt facto alieno derogari*. Môſieur le Preſident le Maiſtre en ſes Memoires ſur l'ordonnance des criees chapitre quarante trois tient la queſtiõ ſans difficulté au profit du creancier. Iean Faber ſur la l. vnique. *ſi com. res pign. data ſit. C.* a tenu ceſte meſme opinion, & ſe fonde ſur l'hypotheque *ſecus ſi tantùm eſſet obligatio perſonalis*, & le Balde en ce meſme lieu a eſté de ce meſme aduis. L'authorité des Iuriſconſultes y eſt encores plus particulierement en la l. *ſi quis putans*, §. *ſi fundus*, *com. diuid. ff. ſi fundus communis nobis ſi ſed pignori datus à me, venit quidem in communi diuidundo iudicium, ſed ius pignoris creditori manebit, etiamſi adiudicatus fuerit*. le Bartholeſur le §. dernier, de la l. troiſieſme, *qui pot. in ping.* le tient *ex propoſito*, & de faict l'eſpece dudict §. ſeroit autrement inutile voire ridicule, & au §. *duo fratres.* de la l. *qui Romæ, de verborum obligationib.* ſuiuy de Iaſon & d'Alciat en la l. *ſi conſenſit*, §. *illud tenendum eſt, quib. mod. ping. vel hypoth. ſoluit.* & diſtingue la force & vertu de l'hypotheque auec celle de la conuention & action perſonnelle, *ſi res communis hypothecæ nomine data diuiſione poſtea facta, non pars quæ debitori obtigit creditori erit obligata, ſed pars pro indiuiſo remanebit obligata*, & la gloſe dict, *ſecus in obligatione perſonali*. En la l. *is qui fundum, de vſu & vſufructu lega. ff.* ceſte queſtion eſt diſputee par deux grands Iuriſconſultes, qui n'ont rien obmis à ſouſtenir leur opinion, eſtimant Trebatius que *ea pars creditori remanebat obligata quæ ex diuiſione debitori obtigerat: Sabinus hoc falſum putat, ius enim creditori ante diuiſionem quæſitum eſt, nec potuit arbiter inter alios iudicando alterius ius mutare, quod etiam receptum eſt*. Que s'il en faut venir à la raiſon, diſoit le creancier qu'en France les rentes conſtituees ne ſe peuuent contracter que auec les debteurs qui ont fonds en immeubles, voire que n'ayans que meubles la rente ne ſe pouuoit creer : & c'eſt pourquoy le debteur ſe doit deſſaiſir du reuenu de ſon im-

Digitized by Google

meuble, iuſques à la concurrence de la rente duquel il ſaiſit le creancier: ce preſuppoſé que la moitié de ladicte maiſon a eſté ſpecialement obligee, c'eſt pluſtoſt auec la maiſon que l'on a contracté pour la ſeureté que non auec ladicte Pajot: donc le creancier ſeigneur de ceſte maiſon iuſques à la concurrence des cent liures de rente, ce qui ne luy a peu eſtre oſté par ladite Pajot, ſoit par partage, diuiſion ou autrement. *Secundò* ſi par tels partages & diuiſions l'on oſtoit aiſément le droict aux creanciers, il faudroit par neceſſité les y appeller en faiſant les partages parce que *habent ius in re*, & qui repreſentent le coheritier pour la part qui leur eſt venduë ou hypothequee. *Tertiò* le creancier a bien voulu auoir hypotheque ſur vne bonne maiſon aſſiſe en bon lieu, mais ſi l'on luy changeoit ſon hypotheque par vn partage on le renuoyeroit ſur des heritages ſituez en couſtume où il y a nantiſſement, comme en Picardie, où il y a profits de fiefs en hypotheque comme en vendition, ou en vne couſtume où il y a tenement de cinq ans que l'hypotheque ſe preſcript par cinq ans, ce faiſant la rente diminueroit de prés de moitié, en vne couſtume où il faut diſcuſſion: bref l'on bailleroit au creancier, *aliud pro alio eo inuito*, pourroit arriuer pis, que l'on bailleroit au lot du debteur ou de l'argent ſeulement, ce qui ſe peut faire aux contracts pignoratifs, qui s'eſuanouïſſent du iour au lendemain, ou rentes conſtituees qui ſe peuuent rachepter: ce ſeroit priuer le creancier de ſon deub, & arriueroit que celuy qui n'auroit du bien que par indiuis, ne trouueroit moyen de creer rente ſur luy pour le douteux euenement du partage: autre inconuenient, c'eſt que l'on pourroit mettre en criees l'heritage eſcheu au lot du debteur le creancier ne s'y oppoſeroit, pour eſtre ignorant du partage, ce faiſant le creancier *ſine culpa* ſeroit priué de ſon hypotheque.

Au cõtraire ſouſtenoient les coheritiers qu'ils ne cognoiſſoient le creancier, n'auoient oncques eu aucun affaire auec luy, moins pouuoit pretendre aucun droict d'hypotheque ſur ce qui eſtoit aduenu en leur lot, *ius à creditore non habet, nec ab eius debitore, ſed à patre communi cum quo creditor non contraxit*, L'on demeure d'accord de toutes ces loix, encores que Mõſieur du Val en sõ traicté *de rebus dub.* traicté 10. les refere *ad in-*

dici t particularis,non ad vniuerſalia, mais il faut voir ſi la raiſon de tant de loix eſt bonne, & ſi elle ſe peut adapter à l'hypotheſe particuliere n'eſtant aſtraincts en France iuger ſelon les loix, mais nous les approuuons entant qu'elles ſont conformes à la raiſon, le fondement ſeul de la loy & la vraye raiſon de du Moulin, c'eſt que *dominus rei communis pro indiuiſo poſſeſſæ dominus eſt & verè dominus, potuit igitur partem ſuam creditori ſuo obligare, hypotheca autem ſemel quæſita ius tribuit in re nec extinguitur.* Or pour renuerſer toutes ces propoſitions, en premier lieu *qui rem communem pro indiuiſo poſſidet, non eſt dominus incommutabilis*, meſmement *quando de hæreditate quæ in diuerſis corporibus conſiſtit agitur*, mais *dominus ad tempus donec hæreditatis diuiſio facta ſit*, voire que *ante diuiſionem ſi quid alienauerit emptor communi diuidundo iudicio erit prouocandus*, & n'aura en vertu de ſon acquiſition autre part que ce qui viendra au lot de ſon vendeur: *ius quidem certum habet* & qui ne luy peut eſtre oſté, ou vn tiers, ou vn quart *& numero cohæredum*, mais *rei certæ, nec corporis certi dominus non eſt niſi cum onere diuiſionis*, c'eſt pourquoy il ne peut vendre, aliener & hypotheque qu'auec la condition du partage & diuiſion: condition qui eſt aſſez declaree au creancier, *ex eo* qu'il ſtipule ſon hypotheque ſur choſe poſſedee par indiuis. Or en termes de droict comme ſe peut il faire que celuy qui n'eſt *dominus* qu'auec ceſte charge & condition de partage & diuiſion, puiſſe hypothequer ou aliener ſa part de l'heritage commun, tout ainſi que s'il le poſſedoit purement & ſimplement, & euſt ſa part à diuis, & s'il en eſtoit le ſeigneur abſolut, & ce faiſant qu'il trãſfere au creãcier plus de droict que luy meſme n'en peut pretendre contre ſes autres coheritiers? & en ceſte queſtion il faut cõſiderer quel eſt l'effect du partage & diuiſiõ, qui n'eſt ſeulement *vt quis non teneatur in communione manere*, mais à ce que chacun puiſſe iouyr de ſon lot ſeparement ſans autre charge que de ſa part des debtes de la ſucceſſion. Que ſi ce que deſire le creancier auoit lieu, les coheritiers ſeuls demeureroient miſerables penſant auoir vn lot pour en iouyr, ils prendroient des debtes d'autruy à acquiter au lieu de iouyr de leur part hereditaire: ils ſeroiẽt tourmẽtez par des creanciers eſtrangers, c'eſt à dire, qui ne ſont de la ſucceſſion: bref

Digitized by Google

vn coheritier ſaffrannier infecteroit toute la ſucceſſion de ſes debtes, & neantmoins les coheritiers ne pourroient pas pouruoir à cet inconuenient ny par conuention ny autrement, où les creanciers peuuent preuoir cet inconuenient qui eſt *ex natura rei*, voire ont contracté à ceſte charge: le contract de conſtitution de ladicte rente de cent liures portant ces mots (poſſedant leur vendeur par indiuis.) Il s'enſuiuroit vn plus grãd inconuenient aux coheritiers, c'eſt qu'ayant en leur lot vne terre ou maiſon vn creancier de celuy des coheritiers qui en auroit hypothequé ſpecialement ſa part *pro indiuiſo*, *putà* vn tiers, pourroit faire vendre ceſte portion iuſques à la concurrence de ſon deub, pourroit faire vendre ou liciter vn tiers de la maiſon qui ne ſe pourroit partager aiſemẽt, qu'en aduiendroit-il? Vn coheritier qui a eu ſõ partage, ſõ lot, qui n'eſt tenu qu'aux debtes de celuy *de cuius ſucceſſione agitur*, ſeroit il contraint d'auoir recours contre ſes coheritiers quelquesfois de difficile conuention, qui propoſeroient vne diſcuſſion ſur les biens de ce ſaffrannier coheritier? qui ſeroit en effect priuer ce coheritier de la ſucceſſion & par vn creancier qui auroit plus de faueur que ſon debiteur, ce ſeroit rendre l'effect du partage du tout inutile, & au lieu de partager le bien entre les heritiers, ce ſeroit les faire viure & demeurer & plaider auec les creãciers de l'vn de leurs coheritiers. Si l'acquereur de partie de l'heritage commun peut eſtre cõtraint à ſubir la meſme loy du partage qu'euſt peu ſouffrir ſon autheur, pourquoy non le creancier la meſme loy de ſon debteur, & ce faiſant renuoyer ſon hypotheque ſur ſon lot & en purger les autres lots? les puiſnez ne voudront partager auec vn aiſné ſaffrannier & leur ſeroit plus à propos renoncer à leur partage que ſe charger de reſpondre aux creanciers de leur aiſné & encores que ce ne peuſt eſtre que ſur la part que l'aiſné auoit par indiuis, ſi eſt ce que la perte de ceſte part gaſte le plus ſouuent toute vne maiſon, & ce qui reſte eſt inutile, l'intereſt des coheritiers plus fauorable que des creanciers: auſſi ceux qui de noſtre temps ont ſur ces raiſons renuerſé la diſpoſition de la loy ciuile ont vſé de ces mots, *at noſtri Senatus prudentia maior ſanctiſſimè decreuit poſt diuiſionem regionibus factam creditori tan-*

tùm in ea parte ius pignoris diuiſim competere quam arbiter communi diuidundo ſumptus debitori adiudicauerit, & en allegue vn arreſt donné en la premiere des Enqueſtes le vingtieſme Iuillet 1571. au rapport de Monſieur de Vignoles entre de l'Aulne & Ferrieres, *cap. 3. lib. 3. de priuilegijs ruſticorum*. Cet arreſt ſe trouue ſur le regiſtre mais allegué fort mal à propos & qui a iugé tout le contraire: & de faict, les ançiens du barreau recitent vn autre arreſt donné preſidant Monſieur Magiſtri qui auoit iugé la meſme queſtion, & ne ſe faut eſtonner de ce qu'il eſcript au chapitre quarante-troiſieſme du traicté des criees, car il dict ſeulement que de diſpoſition de droict n'y a difficulté, *non idem ex vſu forenſi*: que la meſme queſtion auoit eſté plus ſolẽnellemẽt iugee en la Cour ſur vn appel du iuge de la Rochelle appoincté au Conſeil, & depuis decidé par arreſt du 6. May 1531. entre les Pineaux & Gentils, & auparauant le 8. Iãuier 1569. entre Claire Verſoris vefue du Procureur de la Cour Corard, au rapport de Monſieur Anroux en la cinquieſme des Enqueſtes: bref qu'vn coheritier ne pouuoit par hypotheque ou autre conuention donner plus de droict à ſon creancier qu'il en auoit luy meſme, & que le coheritier ne pouuant faire que ce qu'il a par indiuis ne ſoit ſeparé par le partage & transferé en vne part ſeparee, qu'en conſequence l'hypotheque qui n'eſtoit qu'acceſſoire au fonds ne fuſt auſſi transferee au lot qui aduenoit au coheritier: le §. *ſi debitor, in verbo, ſolum.* de la l. *cõmuni diuidundo. ff. com. diuid.* dict *ſolùm illud ſpectandum eſt ſi fraus interuenerit*, qui eſt le ſeul cas auquel il eſt permis au creancier de ſe plaindre quãt aux partages il y a de la fraude: & en cela le creancier eſt ſans intereſt, d'autant que ce qui eſt aduenu au lot de ſon debteur eſt de pareille valeur que ce qu'il auoit auant le partage par indiuis: il s'ẽſuiuroit vne autre abſurdité, c'eſt que le creãcier ayãt ceſte partie par indiuis hypothequee il auroit encores tout le lot & partage de ſon debteur obligé, double hypotheque deux debteurs pour vn. Autre inconuenient plus grand, c'eſt que ceſte hypotheque demeurant *in parte indiuiſa*, le creancier feroit vendre la part qui luy eſt obligee, ou le coheritier ſeroit contraint de déguerpir, au moyen de laquelle euiction ou déguerpiſſement procedant du faict de

l'vn des coheritiers, l'on feroit reſoudre & caſſer les partages & n'auroit ce faiſant le creancier aucune choſe, & faudroit rapporter ce qu'il auroit receu & faire partage *inuito creditore*, auquel inconueniẽt il n'y a aucune reſponſe, feroit le creancier ce que ſon autheur ne pourroit faire: & n'eſt à propos la loy. *Sabinus. com. diuid.* que ſi *ſocius in re communi inuito ſocio quid fecerit, id communi diuidundo iudicio reſarciri debet.* Ceſte loy n'a lieu *quãdo fũdi pars euincitur*, car en ce cas l'õ caſſe les partages: que la loy *Iulianus.* §. *Idem Celſus. de contrah. empt. ff.* la loy 3. *C. cum. diuid.* auoit iugé la queſtion *in emptore*, & qu'il ne pouuoit auoir plus de droict que ſon autheur, ſe deuant contenter de la portion qui eſtoit aduenuë au lot du vendeur, ſans pouuoir rien pretendre *in fundo indiuiſo*: qu'il n'y auoit plus de raiſon *in hypotheca ſeu creditore.* Que par la loy vnique, *ſi communis fundus pign. dat. C.* il eſt dict que *cohæredes partem fundi communis alienando, aut pignori dando portioni cohæredis præiudicium adferre non poſſunt*; ſeroit bien *cohæredi adferre præiudicium* ſi le creancier auoit ſon hypotheque ſur le fonds aduenu au lot du coheritier: que la l. 7. au §. *ſi debitor, commu. diuid. ff.* auoit ſeulement demandé *an fraus in diuiſione facta fuiſſet*, que *ceſſante fraude emptor fundi communis tenebatur ſtare diuiſioni* & ſe contenter de l'heritage aduenu au lot ſon vendeur. Que c'eſtoit vne maxime en droict, que *reſoluto iure dantis ius accipientis reſoluebatur*, en tout cas que *ipſe creditor ad diuiſionem prouocari poterat. l. ſi probatum, verſ. idem præſes, com. diuid. C.* Diſant au contraire le creancier, que *ſatis cohæredibus erat proſpectum* par la l. *ſi fratres. com. vtriuſ. iud. C. actione præſcriptis verbis aut ex ſtipulatu*, meſmes en l'eſpece particuliere qui ſe preſente, que les arreſts auoient leurs ſpeciales conſiderations.

La queſtion demandee aux chambres s'eſt trouué quelques arreſts, l'vn cy deſſus datté de l'an 1569. de Claire Verſoris, vefue de Corard Procureur en Parlement, du huictieſme Ianuier au rapport de Monſieur Anroux, par lequel le creãcier au lieu de l'heritage qui luy eſtoit ſpecialement obligé par indiuis ſe deuoit addreſſer à l'heritage aduenu au lot de ſon debteur, & que le §. *final.* de la l. *ſi conſenſit*, ne ſe gardoit au Palais. Autre arreſt donné en la troiſieſme

des

des Enqueſtes & eſcrit ſur le liure des arreſts de la chambre conforme à l'arreſt precedant en l'an 1571. ledit arreſt de l'an 1569. veu ſur le bureau auec l'arreſt de l'an 1582. & le commun conſentement de toutes les chambres.

Par arreſt la ſentence de Meſſieurs des Requeſtes infirmee qui auoit condamné les coheritiers cõme detenteurs de la moitié de la maiſon eſcheuë en leur lot & qui eſtoit ſpecialement obligee au creancier payer ladite rente tant & ſi longuement & declaré icelle moitié de maiſon affectee, & en icelle emendãt leſdits coheritiers ont eſté abſous des demãdes, ſauf audict creancier à s'addreſſer ſur l'heritage aduenu au lot de ladicte Pajot debitrice du deuxieſme Aouſt 1595. en la cinquieſme des Enqueſtes Mõſieur Loüet Rapporteur.

Voy du Moulin ſur la couſtume de Paris §. 1. gloſ. 9. num. 42. qui cite vn arreſt ſemblable à ceſtui-cy, & que le creancier a ſon hypotheque ſur le lot eſcheu à ſon debiteur, & explique le §. *Celſus.* de la loy *Iulianus. de action. empt. ff.* auoir lieu *in perſonali actione, non in hypothecaria.* Demandant la queſtion aux chambres Monſieur le Preſident Champrond diſt auoir veu iuger tout le cõtraire quand les heritages eſcheux au lot du debteur eſtoient en pays de nantiſſement, pour l'intereſt grand du creancier qui eſtoit fruſtré de ſon deub & qui le priuoit de ſon hypotheque.

Donc pour reſolution il ſe iuge à preſent au Palais, que le creancier qui a contracté auec vn heritier poſſedant par indiuis auant le partage ne ſe peut adreſſer ſur l'heritage qui luy eſt obligé, & qui n'eſt aduenu au lot de ſon debteur, mais que l'hypotheque eſt transferee ſur ce qui eſt aduenu au lot de ſon debteur, ce qui a lieu *ceſſante fraude*, & quand le partage n'incommode tellement le creancier que ſon deub en diminuaſt, *puta*, ſi c'eſtoit en pays de nantiſſement que ſon debiteur euſt ſon partage, ou en autre prouince qui diminuaſt l'hypotheque.

Digitized by Google

SI L'HERITIER SE PEVT INSTI- *tuer par contract comme par teſtament.*

XII.

SI l'heritier ſe peut inſtituer par contract, comme par teſtament. *Vide in littera S. i.* Subſtitution contractuelle. pag.646.

SI L'HERITIER PAR BENEFICE *d'inuentaire peut eſtre donataire* in linea directa.

XIII.

AV Procés d'entre Iean de Conteual & Gilles de Lomel plaidans en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Louet s'eſt preſentee ceſte queſtion, ſi Gilles de Lomel heritier de Iacques de Lomel ſon frere qui eſtoit heritier par benefice d'inuentaire de Gilles leur pere, eſtoit tenu rapporter à l'inuentaire des biens dudict Gilles pere ce qu'iceluy Iacques auoit eu de don de ſon pere par ſon contract de mariage.

Conteual creãcier de Gilles de Lomel pere diſoit que la couſtume d'Amiens comme toutes les autres couſtumes vouloit que l'heritage en ligne directe venant à la ſucceſſion ceuſt tenu de rapporter ce qu'il auoit eu par donation de celuy auquel il ſuccedoit : ce qui ſe deuoit entendre tant de l'heritier ſimple, que de l'heritier par benefice d'inuentaire, puis que la couſtume vſoit de ce mot *indefinitè*. Que l'heritier par benefice d'inuentaire eſt heritier, par conſequent tenu rapporter, ce qui reçoit moins de difficulté que ces deux qualitez par la couſtume ſont incompatibles, heritier & donataire *in linea directa*, ce qui ſe donne par le pere au fils *datur ſucceſſuro & certo hæredi*. Telle donation n'eſt reputee *inter acqueſtus ſed inter auita & propria*, & ce qui ſe pouuoit dire au commencement appartenir au fils *titulo particulari donationis, fit hæreditarium* par la qualité d'heritier, & faut imputer au fils donataire qui ſe porte heritier par benefice d'inuentaire & qui ne ſe tient à ſon don, il eſt en luy de le pouuoir faire, mais

voulant pour profiter venir à la ſucceſſion, il ne peut pas retenir & l'vn & l'autre. Ce qui ſe doit plus exactement obſeruer qu'à preſent l'on abuſe du benefice d'inuentaire qui ne s'obtient que pour fruſtrer les creanciers, contre l'intention de la l. *ſcimus, de iure delib*. C. Que quand bien n'y auroit autre occaſion que l'abus par trop notoire & commun, qu'il eſtoit de la prudence de la Cour d'y apporter quelque reiglement: qu'il ſe voyoit au particulier l'ayeule & pere de Lomel eſtre obligez à la rente que l'on demandoit, qui auoient diſpoſé de la meilleure partie de leurs biens à leurs enfans, & apres leurs decez il ne ſe trouuoit que des heritiers par benefice d'inuentaire, qui eſtoient donataires du plus beau du bien des defuncts: que ſur ces meſmes conſiderations ceſte queſtion ſe trouuoit iugee en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris pareille en ce particulier à celle d'Amiens, en la cauſe de la fille de Sainct Yon & d'Orleans, plaidans le Noir Bauſſan & Garnier, & Monſieur l'Aduocat du Roy Marion le 21. May 1599. S. Yon s'eſtoit portee heritiere par benefice d'inuentaire de ſon pere, & ſes freres & ſœurs heritiers ſimples, qui empeſchoient l'entherinement des lettres de benefice d'inuentaire, qu'au prealable ladite de S. Yon ne rapportaſt ce qu'elle auoit eu de dō par ſon contract de mariage. Par arreſt condamnee prendre qualité d'heritiere pure & ſimple auec ſes freres & ſœurs, ou rapporter ce qu'elle auoit eu de don, prenant la qualité d'heritiere par benefice d'inuētaire. *Inter cohæredes in directa* ceſte qualité d'heritier & donataire incompatibles, ou il faut ſe tenir à ſon don ou rapporter le tout: la qualité d'heritier oblige au rapport, qualité qui a cet effect que les biens dōnez au fils ſont eſtimez de la ſucceſſion, *ſunt in bonis defuncti, ex ſubſtantia eius profecta eſt donatio de cuius hæreditate agitur*. Qui eſt la raiſon de l'Empereur en la l. *quoniam nouella, de inoffic. teſtam.* & ce que par l'auth. *ex teſtamento, de collat. C. dotis & aliorum datorum collatio non erat*, c'eſtoit *ſi parens hæc expreſſim prohibuiſſet*. Prohibition que nous n'admettrōs en pays couſtumier cōme faite en fraude des autres enfans que la couſtume appelle egalement à la ſucceſſion: Ioint que telles donations ainſi faites *ſucceſſuro*, voire *neceſſario hæredi* ſont preſumees faictes *in anticipationē ſucceſſionis*,

Digitized by Google

redib. inſtituend. dict, *hæres ſub conditione inſtitutus pendente conditione eſt neceſſarius, exiſtente conditione voluntarius, non vt deſinat hæres eſſe, ſed vt ius in eo mutetur ſucceſſionis.* c'eſt la raiſon de l'auth. *vnde & ſi parens. de inoffic. teſtam. C.* que *filius donatarius renuncians hæreditati paternæ ex donatione diſtrahere in ſupplementum quartæ ſeu legitimæ debet.* Ne faiſoit au contraire ce qu'on diſoit que par tels arreſts l'on auoit iugé que l'heritier par benefice d'inuentaire deuoit rapporter ce qu'il auoit eu à ſes coheritiers, *ſed creditorum reſpectu diuerſum ius ſtatuendum erat* pour y auoir toute autre raiſon, d'autant que la l. *ſcimus. de iure delib. C.* a eſté fauorable pour l'heritier par benefice d'inuentaire: non que l'heritier peuſt prendre quelque profit en l'heredité, mais à ce qu'il n'y allaſt aucune choſe du ſien, ce qui ſe peut remarquer du §. *licentia, vt vndique veritate exquiſita neque lucrum, neque damnum aliquod hæres ex huiuſmodi ſentiat hæreditate.* Or ſi l'heritier par benefice d'inuentaire ne rapportoit ce qu'il a eu du don de ſon pere *commodum ſentiret ex hæreditate*, car il faut tenir pour conſtant que la qualité que l'on prend d'heritier faict *hæreditarium quod antea erat titulo particulari donationis, amplius non habet ex donatione ſed ex hæreditate. Secundò* le creancier qui vient *ex cauſa oneroſa, qui certat de damno vitando*, eſt plus fauorable que l'heritier par benefice d'inuentaire *qui certat de lucro captando. Tertio* ſi telle donation ſe doit rapporter par l'heritier par benefice d'inuentaire, comme il a eſté iugé par les arreſts cy deſſus ſpecifiez pour eſtre telle donation *de ſubſtantia patris donantis, de eius hæreditate*, eſtre *in bonis defuncti*, puis qu'elle vient *eo caſu in collationem*, pourquoy les creanciers ne ſeront-ils bien fondez à demander que l'on employe dans l'inuentaire des biens du defunct ce qui eſt de ſa ſucceſſion, ce qui s'y doit rapporter? la conſequence n'eſt elle pas neceſſaire venant *in collationem, in quartam, in legitimam, ergo in bonis hæreditatis*? Que ſi ceſte qualité d'heritier bien qu'elle ſoit par benefice d'inuentaire oblige à rapporter aux coheritiers, pourquoy non aux creanciers? L'heritier par benefice d'inuentaire, eſt-il en autre qualité auec ſes coheritiers qu'auec ſes creanciers? la qualité eſt elle changee? le nom demeure, la definition y eſt, rien n'en eſt innoué, tel heritier n'eſt non plus obligé à ſes coheritiers,

Digitized by Google

non confunduntur: que ce qu'il poſſede *titulo donationis*, *titulo particulari poßidet*, n'eſt affecté aux creanciers, *æris alieni quod ex hæreditaria cauſa venit, non eius eſt qui titulo donationis poßidet*, *ſed totius iuris ſucceſſoris onus eſt, l. æris alieni, de donat. C.* Le creancier n'eſt fondé à demander tel rapport, qui eſt baillé *tantùm cohæredi non extraneo:* que l'on n'allegue qu'il y ait rien faict *in fraudem*, que les creanciers eſtoient hors d'intereſt, ou que le donataire print qualité d'heritier par benefice d'inuentaire, ou qu'il ſe tinſt à ſon don, car ſoy y tenant, il faudroit touſiours creer vn curateur aux biens vacans, *eodem res recideret, idem per idem*, touſiours inuentaire, reddition de compte, & oſté la qualité d'heritier, l'vn auroit meſme effect que l'autre: que ſi l'heritier beneficiaire abuſe de ſa qualité, s'il s'y cõporte mal, il eſt aiſé d'y remedier, encores y a il plus d'abus au curateur aux biens vacans Diſoit dauãtage que les creanciers *certabant contra propria commoda*, car l'heritier par benefice d'inuentaire ne prend aucun ſalaire de ſon adminiſtration, de ſa peine, le curateur en prend & diminuë d'autant le bien de la ſucceſſion au preiudice des creanciers, voire employe tout le contenu en parties de neant. Et le cõmun prouerbe eſt que qui veut prendre du bien il le faut faire manier par telles gens de neant: qu'il ſe pouuoit dire, que tels creanciers s'efforçoient ſans aucun intereſt moleſter l'heritier par benefice d'inuentaire, *nihil laturi niſi vt officiant*.

La queſtion pour la conſequence ayant eſté demandee aux chambres où s'eſtant trouué diuerſité d'opinions & les arreſts veuz ſur le bureau, meſmes celuy de Moreau & Bechet du 18. Iuillet 1592. par arreſt l'heritier par benefice d'inuentaire condamné mettre & employer audit inuentaire ce qu'il auoit eu par donation par ſon cõtract de mariage auec fruicts depuis le deceds du pere, ſi mieux n'aimoit renoncer à la ſucceſſion, & ce faiſant ſe tenir à ſon don, laquelle option il feroit dans huictaine, autrement, &c. Le Samedy 16. Iuillet 1599. & depuis prononcé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident le ſeptieſme Septembre enſuiuant 1599.

Si l'heritier peut eſtre legataire & ſi ces deux qualitez peuuent concurrer enſemblement, voy Boërius ſur la couſtume de Berry au titre des teſtaments & dernieres volontez, §.

Digitized by Google

6. ſur la fin, *ex conſuetudine regni Franciæ quis non poteſt eſſe hæres & legatarius, &c.* ce qui eſt general par teſtament, *ſecus donatione inter viuos* ſelon les couſtumes.

DE LA DONATION NVLLE FAICTE par la femme ſans eſtre auctoriſee, & ſi elle eſt valable reſpectu hæredum. XIIII.

NVl ne reuoque en doute que fẽme mariee ne peut par donation entre vifs donner ſans l'authorité de ſon mary, elle eſt *in ſacris mariti, non eſt ſui iuris,* mais l'on a demandé ſi l'heritier de la femme qui a donné ſans eſtre authoriſee de ſon mary peut debattre telle donatiõ, fõdee la difficulté ſur ce que l'heritier eſtoit tenu des faicts & promeſſes non receuables à impugner telle donation, la nullité de laquelle ne pouuoit eſtre que pour le regard du mary. Du Moulin neantmoins en ſes Annotations ſur le 100. article de la couſtume de Sens tiẽt pour conſtant, que *etiam reſpectu hæredum* telle donation ne peut ſubſiſter, & atteſte que c'eſt l'ancien vſage du Palais & que ſi aucuns lõt voulu alterer ſouz pretexe, que *nihil in fraudem hæredum factum fuerat* qu'ils s'eſtoient abuſez, *quod nullum eſt nullum producit effectum,* nullité *ex defectu poteſtatis* c'eſt *voluntas ſine poteſtate.*

SI CEDVLE RECOGNEVE PARdeuant Iuge d'Egliſe emporte hypotheque. XV.

LA iuriſdiction Eccleſiaſtique eſtant du tout diſtinguee d'auec la ſeculiere, n'ayant l'Eccleſiaſtique rien de commun auec ce qui eſt de la poſſeſſion, de la realité, ſuiuant cet ancien prouerbe, *quid tibi & Petro, quid tibi & poſſeßioni?* L'on a demandé ſi vne cedule recogneuë en iugement pardeuant le Iuge d'Egliſe emportoit hypotheque du iour de la recognoiſsãce & ſembloit qu'elle deuoit emporter hypotheque d'autant que l'ordonnance eſt generale, cedule recogneuë en iugement, & y a meſme raiſon, quelque part que la reco-

Digitized by Google

gnoiſſance ſoit faicte, la loy ne diſtingue non plus pardeuant quel iuge, voire quand telle recognoiſſance ſe feroit pardeuant vne perſonne publique, n'eſtant requis en telles hypotheques que le conſentement du debteur qui ſe pouuoit atteſter par perſonne publique, qui en pouuoit faire foy, que l'ordonnance vouloit que tous iuges fuſſent competans pour les recognoiſſances: neantmoins du Moulin en ſes Annotations ſur le 69. article de la couſtume d'Eſtempes ſouſtient le contraire, & que l'ancien vſage du Palais & par luy remarqué ſur le ſtile du Parlemēt eſt que telle recognoiſſance faicte pardeuant le iuge d'Egliſe n'emporte hypotheque, & en remarque pluſieurs arreſts ſans en cotter la date: & à la verité le iuge d'Egliſe ne cognoiſt rien de ce qui eſt de l'hypotheque, & les ordonnances qui ſont du reglement de la iuſtice bien qu'elles ſoient conceuës en termes generaux ne comprennent la iuriſdiction Eccleſiaſtique *quæ eſt alterius poteſtatis, ſi nominatim* n'en eſt faicte mention.

HERITIER ET DONATAIRE ou legataire.

XVI.

LA plus part des Couſtumes defendent, que aucun ne puiſſe eſtre heritier & legataire ou donataire *in linea directa*, & de l'heritier & legataire c'eſt *ex generali regni conſuetudine* atteſtee par Boërius ſur le 6. §. des Couſtumes de Berry, au tiltre des Teſtaments, ſur les mots, le mort ſaiſit le vif. L'on a demandé ſi cela auoit lieu *indiſtinctè, etiam* és couſtumes eſquelles l'heritier ne prenoit rien *vt hæres*: comme quand les biens de la ſucceſſion ſont ſituez en diuerſes couſtumes, & qu'en aucunes d'icelles les neueuz ſont exclus pour n'y auoir lieu la repreſentation, ſçauoir ſi en telles couſtumes les neueuz pouuoient eſtre donataires ou legataires és biens qui y ſont ſituez & heritiers és autres couſtumes. La raiſon de douter eſtoit que *hæredis qualitas ita perſonalis*, que *perſonam hæredis ſequitur, nec ab ea ſeparari poteſt*: qu'il ſuffiſt que *in aliquo ſit hæres*. Iugé neantmoins au contraire par l'arreſt donné au mois de Ianuier 1563. pour les heritiers de

Digitized by Google

Pierre Bureau recité par du Moulin en ſes Annotations ſur le nonante-deuxieſme article de la couſtume de Mont-fort, & la raiſon eſt grande, d'autant que c'eſt la couſtume en ce cas particulier qui appelle à la ſucceſſion ou qui exclud : & comme és ſucceſſions il y a ce qui eſt de perſonnel, qui ſuit la perſonne comme les meubles, il y a ce qui eſt de reel, comme les propres, n'eſt inconuenient que celuy qui n'eſt heritier aux propres y puiſſe eſtre legataire, & peut l'on dire qu'és couſtumes qui excluent les neueuz pour n'y auoir repreſentation le neueu eſt *veluti extraneus & non hæres*.

AVTRE QVESTION. XVII.

SEd quid du collateral donataire en faueur de mariage, ſçauoir s'il peut eſtre heritier diſant que telle donation *ex cauſa oneroſa*, ne giſt en collation ? Du Moulin en ſes Annotations ſur les couſtumes article quarante-deux de la couſtume de la Rochelle eſtime que telle donation eſt ſubiecte à rapport, ſi mieux le donataire n'aime ſe tenir à ſõ dõ: ce qui eſt iuridic pourueu que la couſtume n'admette ces deux qualitez d'heritier & donataire *in collaterali*, ou que l'on ſuccedaſt aux propres & on fuſt donataire des acqueſts auſquels on ne ſuccederoit par la couſtume.

SI L'ORDONNANCE DES COMPTABLES a lieu és maiſons des particuliers. XVIII.

PAr l'ordonnance de l'an 1563. article ſeizieſme eſt porté que les enfans ou heritiers des financiers & Treſoriers du Roy n'ont le benefice d'inuentaire ſoient en ligne directe ou collaterale, mais ſont contraints ou renoncer à la ſucceſſion ou ſe porter heritiers purs & ſimples, mais d'autant que ceſte ordonnance eſt ſpeciale pour ceux qui ont adminiſtré les finãces du Roy, l'on a demãdé ſi

Digitized by Google

l'on ne pouuoit extendre aux heritiers des comptables des grandes maiſons, ceſte queſtion s'eſtant preſentee en la maiſon de Neuers contre les enfans mineurs de Doüet & la Chaſſagne ſa femme, ledict Doüet Threſorier general de la maiſon.

Par arreſt du dix-neufieſme Iuin 1599. donné en la grand' chambre leſdits enfans ont eſté deboutez de l'entherinement de leurs lettres de benefice d'inuentaire pour le regard de la reddition du compte ſauf à les faire entheriner auec les autres cranciers dudit defunct Doüet. Arreſt qui de prime face ſemble extraordinaire, qu'on ſoit receu heritier par benefice d'inuentaire *reſpectu creditorum*, & heritier pur & ſimple pour le reliqua d'vn compte, *hæc hæreditatis aditio eſt, actus legitimus non recipit diem nec conditionem*, mais cela ſe faict *diuerſis reſpectibus ex natura negotij dependentibus*.

SI L'HERITIER DEGVERPISSANT ou n'eſtant plus detenteur de l'heritage, qu'il a eu en ſon lot peut eſtre tenu plus que ſa part hereditaire hypothequairement.

XIX.

AV procés d'entre Anne le Bel, Droinet, Claude Lambourg s'eſt preſentee ceſte difficulté, ſi l'vn des heritiers ayant eu ſon partage en quelques immeubles qui ont du depuis eſté decretez à la requeſte des creanciers hereditaires pouuoit eſtre cõuenu hypothequairement par leſdicts creanciers hereditaires, ou ſeulement pour telle part & portion qu'il eſt heritier.

La raiſon de douter eſtoit que les heritiers *adeundo hæreditatem cum creditoribus hæreditarijs contrahere videbantur* par la l. *apud Iulianum in fine quibus ex cauſis in poſſeſſ. eat. ff.* que *adita hæreditate patrimoniorum erat confuſio, vnus dominus, vnum patrimonium*, qui ne ſe pouuoit ſeparer qu'à la requeſte des creanciers par le titre *de ſeparat. bono.* qu'il ne falloit en ce particulier argumẽter du tiers detenteur à l'heritier; l'vn a acquis de bonne foy ignorãt la rẽte de laquelle l'heritage eſtoit char-

Digitized by Google

gé, l'heritier *ſciens adijt hæreditatem* ſçachant particulierement la rente & ce qui eſtoit mentionné aux partages. Iugé neantmoins au contraire que l'heritier ne pouuoit eſtre conuenu que pour telle part & portion qu'il eſtoit heritier, *idque* en qualité d'heritier, mais comme bien tenant des heritages obligez à la rente pouuoit eſtre conuenu hypothequairement pour le tout, par la l. *pro hæreditarijs partibus. de hæred. act. C.* Que bien qu'ils fuſſent detenteurs n'y auoit telle confuſion de patrimoines, qu'y renonçant ou iceux deguerpiſſant ou eſtans decretez ne fuſſent exempts de l'action hypothequaire: que le bien que l'heritier auoit *aliunde & quàm iure hæreditario* n'y eſtoit hypothequé ſuiuant la l. *Paulus reſpondit. de pignorib.* expreſſe pour ceſte deciſion, & ſuiuant laquelle ſemble que le trois cent trente-deuxieſme article de la nouuelle couſtume de Paris ait eſté arreſté: que ſi l'on priuoit le coheritier du deguerpiſſement de l'heritage de l'heredité, ou qu'il peuſt eſtre ſolidairement conuenu ne tenãt plus rien de l'immeuble de la ſucceſſion, ce ſeroit en effect luy oſter le benefice de la loy qui diuiſe l'obligation *inter cohæredes pro hæreditarijs partibus*, ce ſeroit obliger vn heritier à payer pour ſes autres coheritiers, bref l'action hypothequaire ne pouuoit eſtre donnee que contre le detenteur de l'heritage hypothequé à la rente, par arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes le Ieudy vingt-troiſieſme Aouſt 1601. Monſieur Louet Rapporteur.

L'HYPOTHEQVE NE SE DIVISE & tota eſt in qualibet parte.

XX.

IVgé au procés contre la Dame Burgenſis que l'hypotheque eſtoit indiuiſible ſuiuant l'opinion de du Moulin ſur la couſtume de Paris §. 2. gloſ. 4. num. 48. & la l. *quamdiu. de diſtra. pig. C.* la l. 1. *de luitio. pig. C.* la l. *hæredes. §. quod pro emptore. in fine. ff. fam. hercis.* La mere de ladicte Burgenſis auoit acquis vne maiſon, payé la moitié du prix, pour l'autre moitié creé rente, la maiſon ſe vendant

par decret le vendeur preferé ſur tout le prix de la maiſon pour la rente & arrerages, bien qu'il euſt receu la moitié du prix, parce que *hypotheca non diuiditur, tota eſt in toto, tota in qualibet parte rei*, le procés ayant eſté party en la cinquieſme des Enqueſtes, eſtimans aucuns de Meſſieurs que le priuilege ne deuoit auoir lieu que ſur la moitié des deniers de la maiſon, *priuilegia enim ex cauſa non ex tempore*; que *cauſa priuilegij* de la preference de l'acquereur qui vouloit par priuilege eſtre preferé ſur le prix de toute la maiſon aux creãciers precedés, eſtoit que la maiſon eſtoit ſiéne, que ceſte rente failoit part du prix, *non aliàs cõtracturus*. Au contraire l'on diſoit que receuant la moitié du prix *dominium partis domus transtulerat in emptorem*, ceſte moitié de maiſon eſtant *in bonis emptoris* obligee à ſes creanciers precedens: qu'en ceſte moitié le vẽdeur ne deuoit auoir aucun priuilege, mais deuoit venir auec les autres cranciers en ſon ordre d'hypotheque, que *hæc ſpecialis cauſa priuilegij limitabat priuilegium* ſur les deniers de la moitié de la maiſon: que ce que le vẽdeur auoit obligé toute la maiſon, cela ſe deuoit entendre vne moitié ſur tous ſes autres biens *iure communi*, & l'autre moitié auec priuilege pour la moitié de la rente comme ceſte moitié ſuccedant au lieu de la rente, & la rente au lieu de ceſte moitié de maiſon: le procés departy en la premiere des Enqueſtes & prononcé le Samedy de la ſepmaine d'apres la Pentecoſte 1602.

SI L'HYPOTEQVE EST PRIVILEgiee quand l'heritage eſt acquis des deniers d'vn creancier.

XXI.

Monſieur le Preſident le Clerc en l'an 1583 acquiert vne rẽte de cinq cens liures ſur Gerbault pour deux mil eſcus, declare Gerbault par le meſme contract que c'eſtoit pour employer en l'acquiſitiõ des Greffes d'Auxerre, cinq iours apres il acquiert les Greffes, & l'onzieſme iour du contract de conſtitution il paye, & par la conference de la numeration des eſpeces du contract de conſtitution,

auec la quictance du payement du prix des Greffes, ſe pouuoit colliger eſtre les meſmes eſpeces; ces Greffes ſe vendẽt par decret, Monſieur le Preſident le Clerc veut eſtre le premier en ordre, *ex ſua pecunia res comparata*, ces Greffes n'euſſent eſté *in bonis* de Gerbault ſans ledit contrat de conſtitution, que tout ainſi que *in refectionem nauis mutuata pecunia creditor præfertur. l. Interdum qui potiores. ff* que *in refectionem domus habet priuilegium exigendi. l. creditor. de reb. cred. ſi certum petatur.* à tout le moins *in quantum fundus locupletior factus eſt* ſuiuant le §. *domus*, de la loy, *Paulus reſpondit, de Pignorib. ff.* Qu'il falloit que ceſte clauſe portee par ledit cõtract euſt quelque effect, que ce qui s'eſtoit enſuiuy, l'employ des deniers demonſtroit l'intention des parties, qu'il ne falloit autre conuention: qu'il ſuffiſoit au creancier *mutuatam pecuniam fuiſſe in emptionem prædiorum* par l'authentique, *de æqualitate dotis* & plus particulierement par la l. *Latinè de exerc. act. ff.* il ſuffiſt au creancier qui a preſté ſon denier *in reffectionẽ nauis, ſi cùm pecunia crederetur nauis in ea cauſa fuiſſet vt refici deberet* : que ce que l'on deſiroit eſtoit vne conuention, mais qu'elle y eſtoit aſſez *ex eo* que l'on auoit declaré par le contract de conſtitution de rente que c'eſtoit pour employer en l'acquiſition des Greffes. Iugé au contraire, la queſtion demandee aux chambres, qu'il falloit vne ſtipulation du creancier que la choſe luy demeuroit obligee ſuiuant la doctrine de la l. *licèt. C. qui pot. in pig. hab. ſi probauerit creditor mutuatam pecuniam & conuentum ſit, & idem* en la loy. *quotiens. 3. de pignor. C.* & l'auth. qui ne requiert que *numeratã pecuniam* eſt ſpeciale *in dote*, & eſt l'opinion du Bartole *in l. interdum, qui pot. in pig. habeantur*, ſuiuie au Palais: *ſi ex mea pecunia res empta* ſans aucune declaration, il n'y a aucun priuilege par la loy vulgaire, *quod ex mea pecunia comparatum eſt meum non eſt, l. ſi ex aliena, de rei vind. ſi autem mutuauit pecuniam creditor vt prædia comparentur ſed ſine ſtipulatione, habet priuilegium inter perſonales, ſi cum ſtipulatione habet priuilegiũ inter hypothecarios.* Car pour acquerir vn droict reel, vne hypotheque ſpeciale qui ait cet effect de preference aux creanciers precedens en hypotheque, il faut que *in ipſa rei traditione, in ipſo contractu emptionis interueniat conuentio*, & que l'on puiſſe dire que *res ad debitorem non peruenit, nec fuit in ſuis*

bonis

Digitized by Google

bonis, niſi cum ea cauſa priuilegij & s'eſt l'on trompé en ce qu'a eſcrit Monſieur le Preſident le Maiſtre, en ſon traicté des Criees, qui ne parle qu'en vn eſtat, ſur lequel ny peut auoir hypotheque, tellement que l'on ne preiudicie à l'hypotheque des creanciers qui ont droict auparauant.

Ceſte meſme queſtion auoit eſté iugee à Tours, le Parlement y ſeant en l'an 1592. au procés d'Alluye, le procés ayant eſté party, entre Monſieur Scaron Rapporteur, & Monſieur Lopin Compattiteur, & du depuis au rapport de Monſieur de Fleury, en la grãd Chãbre, qu'il faut ſtipulatiõ ſuiuant la l. *licèt, qui pot. in pig. C.* & l'opinion de Bart. & en ceſte loy *interdum, nuda enim enuntiatio nil, operatur hipotheca à cõuentione* pour auoir priuilege *inter hypothecarios creditores, ſecus in perſonalibus*, ſuyuant la gloſe de la l. *quod ſi quis nauis, de priuileg. cred. ff.* Monſieur le Preſtre Rapporteur en la 5 des Enqueſtes, par la l. 1. *de ijs qui in priorum cred. locum ſuccedunt C.* eſt requis que *creditor pecuniam ſub hoc pacto credat, vt pignus ei obligetur.* Et pour auoir par le creancier ce priuilege de preference, ce n'eſt aſſez qu'il ait preſté ſon denier pour achepter vne terre, mais faut qu'il monſtre que de ſon denier elle ait eſté acquiſe, & que le cõtract d'acquiſitiõ en face foy. Voy du Moulin en ſes contracts vſuraires queſtion 37. num. 276. Les plus aduiſez ne ſe contentent de mõſtrer que *ex eorum pecunia res eſt empta*: mais ſtipulent l'hypotheque & le priuilege, ſe fondãs ſur ce que ceſte hypotheque ne vient, tant *à lege quã à conuentione*, & que c'eſt le plus ſeur, ie l'ay veu ainſi iuger, au procés d'entre Lafemas, Gamin & autres, au rapport de monſieur le Preſtre, en Septembre 1605.

Le 19. Iuillet. 1606. au procés d'entre Monſieur du Houſſay, & les Sublets, au rapport de Monſieur Courtin en la grand Chambre iugé qu'encores que par preſomption violentes il apparuſt *ex pecunia dotali fundum comparatum*, pour la proximité des dates des contracts & quittãces, neantmoins *ex eo*, que le cõtract d'acquiſition ne portoit declaration iugé que *fundus dotalis non erat*, par la loy *ex pecunia dotali, C. de iure dot.* qui deroge à la l. *res quæ ex dotali pecunia de iure dot. ff.* que l'on requeroit *voluntate mulieris emptionem ex dotali pecunia factum eſſe*, ce que le commencement de la l. *ex dotali pe-*

cunia le demõſtre aſſez, que par les arreſts l'õ auoit interpreté *hãc mulieris voluntatẽ, declarationẽ mulieris, conſenſum mulieris,* ſans laquelle declaratiõ quelque preuue qu'il y ait *ex pecunia dotali fundum comparatum*, l'on ne iuge *fundum eſſe dotalem.*

HYPOTHEQVE DE QVEL IOVR, quand il y a continuation de contract.

XXII.

AV procés d'entre Monteſcot, & Edeline, au rapport de Monſieur Louet, en la premiere des Enqueſtes, par renuoy qui en auoit eſté faict, s'eſt preſenté ceſte queſtion : Loys Euue eſt commis par Monteſcot à la recepte des decimes au Dioceſe de Chartres, pour cinq ans & demy, à commencer en Iuillet 1580. le temps expiré Euue continuë la recepte ſans nouueau mandement, decede en 87. redeuable de huict mil cinq cens eſcus, l'on met ſes biens en criees, Monteſcot veut eſtre mis en ordre de Iuillet 1580. encores que le reliqua demandé fuſt pour la recepte faicte depuis le temps du contract expiré, que la continuation du contract apparoiſſoit en ce que Euue auoit continué la recepte dudit contract, que comme *in conductione qui impleto conductionis tempore fructus percipit, non ſolum reconduxiſſe videtur, ſed etiam pignorum obligatio durare dicebatur,* par la l. *item quæritur* §. *qui impleto. loca & conduct. ff.* ce mot *durare*, operoit, que l'hypotheque du contract continuoit, qu'elle duroit, que ce n'eſtoit qu'vn contract, que la continuation prouenoit de la nature du contract, non point *ex tacito concenſu,* que *idem iudicandum erat in tutore, qui finita tutela adminiſtrabat rationibus non redditis,* comme il eſt traicté ſur la l. *Lucius, in* §. *Paulus reſpondit de adminiſtat. tut. ff.* Que du Moulin ſur le 27. conſeil d'Alex. du 4. liure eſtimoit que *qui impleto locationis tempore in re locata remanſerat*, que c'eſtoit *ſub iiſdem conditionibus, conuentionibus, & clauſulis ordinariis, & quæ ex ſtilo communi apponi ſolent*, que les deniers des decimes eſtoient deniers Royaux, qui ont priuilege ſpecial, que c'eſtoit le contract de Iuillet 1580. qui eſtoit la vraye & ſeule cauſe de la continuation, que telle continuation eſtoit vn accident du con-

tract,& qui ne ſe pouuoit ſeparer d'auec luy,c'eſtoit l'effect, & le cõtract la cauſe efficiente,que les creanciers qui auoiẽt contracté depuis Iuillet 80. auec ledit Euue, ont deu preuoir, que ledit cõtract pouuoit eſtre continué par ledit Euue demeurant en la recepte, cela eſtoit de droict, de la nature du contract,que ce qui eſtoit dict *in tutore*, auoit lieu *in quolibet adminiſtratore.* Edeline au contraire ſouſtenoit quelle eſtoit creanciere de 84. Euue ayant dés ce temps eſté ſon tuteur,& adminiſtré ſon biẽ,demeuré reliquataire par le cõpte de douze cẽs eſcus,que telle cõtinuation qu'Euue auoit faicte,n'auoit plus d'efficace qu'vn tacite conſentemẽt,le §. *quod autem* de la l. *item quæritur*, dict que *tacirturnitate recõductio facta eſt, & tacitus conſenſus non plus operatur, quàm expreſſus*, que quand bien il y auroit vne conuention expreſſe, vn contract faict apres le cõtract de Iuillet expiré, l'hypotheque n'auroit lieu q̃ du iour dudit cõtrat, pour ce qui ſeroit deu de reliqua du cõpte de l'adminiſtratiõ des deniers faite en vertu dudit cõtract, car l'hypotheque cõuẽtionnelle n'a oncques effect retroactif *in necẽ tertij, cui ius eſt quæſitũ*, qui peut dire que l'hypotheque acquiſe auant la continuation du cõtract, ne luy peut eſtre oſtee *ſine ſuo facto, quod meũ eſt ſine meo facto ad alium transferri non poteſt*, que la l. *legem C. de loca. & cond.* parlant *de pignoris obligatione in recõductione*, n'vſoit du mot *durante*: mais du mot *renouare*, qui emporte pluſtoſt vn ſecõd cõtract que vne continuation du premier. *Idem* de la l. *item quæritur*, la l. *legem*, que du Moulin ſur ledit 27. conſeil d'Alex. eſtoit bien d'aduis que *pignorum renouata erat obligatio*, mais ne diſent pas que ce fuſt l'hypotheque du premier cõtract. Que telle reconduction prouenant d'vn tacite conſentemẽt, ne dõnoit que hypotheque legale, *quæ eſt à lege*, laquelle ne pouuoit preiudicier à l'hypotheque expreſſe, cõuẽtiõnelle & precedẽte. Par arreſt du Samedy 22. iour d'Aouſt, 1604 iugé que la continuation ne donnoit hypotheque qu'apres le temps du precedent contract expiré, & que les creanciers precedans la continuation eſtoient à preferer, & ce qu'il ſemble le contraire, par la ſentence confirmee par l'arreſt, c'eſt que Euue auoit eſté cõmis à la recepte par les deputez du Clergé par contract ſeparé precedent de deux iours, celuy que

Monteſcot auoit faict, qui ne portoit aucune limitation de temps, ſur lequel particulier la ſentence a eſté confirmee.

DE QVEL IOVR LE TVTEVR A ſon hypotheque ſur les biens de ſon mineur, de ce qui luy eſt deu par ſon compte. XXIII.

AV procés de l'ordre des creanciers, de la terre de la Cloche, Prouſt Rabaté ſeigneur de Beaulieu pourſuiuant les criees, au rapport de Monſieur le Grand en la chambre de l'Edict, s'eſt meu vne difficulté, le tuteur de mineur ſur lequel l'on auoit decreté s'eſtoit oppoſé, pour ce qui luy eſtoit deu du reliqua de ſon compte, voulant eſtre mis en ordre du iour de l'acte de tutelle, qui eſtoit de l'an 1584. les oppoſans ſouſtenoiēt que le tuteur pour ledict reliqua de compte ne deuoit venir en ordre que du iour de la reddition de compte qui eſtoit de l'an 1588.

Diſoient les creanciers oppoſans, qu'il y auoit grande difference *inter directam & contrariam tutelæ actionem*, *in directa* l'hypotheque venoit du iour de la tutelle, par ce que *ab eo die minor cum tutore contraxit, minoris fauore introductum fuit*: que la tutelle dōnoit l'hypotheque de ce iour pour la conſeruatiō de ſon bien, *in contrariis*, *non item*, par ce que venant *à lege recipit conditiones & limitationes à lege introductas*, *ſcilicet*, la tacite hypotheque ſeulement par le §. *& vt plenius* de la loy 1. *de rei vxor. actio. C. in adminiſtratione pupillarium rerum, & in aliis multis iuris articulis tacitas hypothecas ineſſe accipimus*, parlant *de contraria actione tutelæ quæ datur tutori, cōtra pupillum, qui tacita hypotheca nunquam præiudicat expreſſa*, l'vne vient *à lege*, l'autre vient *ab expreſſa partium conuentione.* La loy qui a introduict la tacite hypotheque *inter legales hypothecas*, la met en tel ordre qu'elle veut, mais nō au preiudice de l'expreſſe ſur laquelle la loy ne diſpoſe: qu'il y auoit grande difference entre le tuteur qui ſe pretend creācier de ſon mineur, par la reddition de compte de la tutelle, & le mineur auquel il eſtoit deu par le tuteur. *Primo caſu*, la debte n'eſtoit aucunement fauorable, nul pri-

Digitized by Google

uilege par la loy *imputãdum* au tuteur, qui a plus deſpẽdu que le reuenu de ſon mineur ne pouuoit porter : il deuoit prendre l'aduis des parens, le faire en iuſtice, *auctore Prætore*, auec cognoiſſance de cauſe: la qualité de tuteur eſtant principalement pour l'adminiſtration des biens du mineur, conſeruation d'iceux, & non pour les engager & obliger, ſans cognoiſſance de cauſe : qu'en ce particulier le tuteur pour ce qui luy eſt deu par l'yſſuë de ſon cõpte n'eſt plus priuilegié qu'vn receueur, vn treſorier, vn comptable, qui n'ont hypotheque pource qui leur eſt deu par le *finito* de leur compte, nõ du iour qu'ils ont entré en la recepte, mais du iour qu'ils ont rendu compte. Comme il auoit eſté iugé ſolennellement, contre le Sieur Feron, treſorier de la deffuncte Royne mere, au rapport de Monſieur Bouin, au procés d'ordre des creanciers de la Royne mere; la raiſon eſt que tels receueurs & treſoriers, n'ont leur principale charge que pour la recepte & pour la deſpence ſur la recepte : que *ſi aliunde*, ils font des deſpenſes extraordinaires, cela n'eſt de leur recepte, ils doiuent demander fonds pour cet effect, s'il eſtoit permis au contraire, qu'il en arriueroit grands inconueniẽs à tous, l'on pourroit & ſeroit aiſé employer toutes les debtes d'vne grande maiſon en vn compte d'vn ancien receueur, qui eluderoit tous les creanciers.

Au contraire le tuteur diſoit que comme *actio tutelæ directa & contraria*, prouenoit d'vn meſme acte de tutelle, pour meſme effect de l'adminiſtratiõ des biens de la tutelle, il n'ẽ falloit diſtinguer l'hypotheque, le tuteur auſſi fauorable pour la repetition de ce qu'il auoit employé du ſien pour la conſeruation des biens de ſon mineur, que euſt peu eſtre le mineur pour la demande du reliqua de ſon cõpte, tuteur fauorable, qui pour l'amitié qu'il portoit à ſon mineur a aduãcé le ſiẽ en qualité de tuteur, & en la ſeule qualité de tuteur, nõ pour deſpẽſe inutile, mais pour ſouſtenir des procés que ſon mineur auoit pour reparations neceſſaires: que la tutelle eſt auſſi biẽ pour la deſpẽſe que pour la recepte, le tuteur inſtitué non ſeulement pour receuoir, mais pour conſeruer le biẽ de ſon mineur, & y deſpẽdre ce qui eſt neceſſaire pour la conſeruation: que *præcipuum tutoris officium erat, ne indefenſum*

Digitized by Google

minorē relinqueret; l. 31 de adm. & per. tut. ff. ce qui ne ſe pouuoit faire ſans entrer en aduance par les tuteurs, que ce ſeroit deſtourner l'amitié & bonne volonté des tuteurs à l'endroict des mineurs qui preiudicieroit par trop. Que le §. *& vt plenius* de la loy vnique, *de rei vxor. act.* eſtoit general, *tam in minore contra tutorem*, que *in tutore contra minorem, in marito contra vxorem, in vxore contra maritum*, ne donnant aux vns & aux autres que *tacitam hypothecam*, & neantmoins c'eſt choſe triuiale au Palais & qui ſe iuge de iour à autre, que *minores habent expreſſam hypothecam in bonis tutorum*, du iour de la tutelle, *vxores in bonis maritorum, in repetitione dotis, à die contractis matrimonij*, & la raiſon y eſt apparante, d'autant que les tutelles ſe baillant en iugement, l'acte de tutelle oblige tous les biens du tuteur, ce qui eſt ſi ordinaire & du ſtyle de la dation de tutelle, & de l'acte de la tutelle, que quand bien il y ſeroit obmis il s'y entendroit, comme eſtant choſe de l'eſſence de la tutelle: que ſi l'on vouloit ſubtiliſer que le mineur ne peut pas par l'acte de tutelle obliger ſon bien à ſon tuteur, l'on diroit que *minores non reſtituuntur quando iure maioris vtuntur*, quand ils ne font que ce qui eſt ordinaire, ce qui ne leur preiudicie, ce qui eſt à leur profit, & en quoy ils ne ſont lezez, *l. verum §. ſciendum, de minoribus, ff.*

Par arreſt ordonné que le tuteur ſeroit mis en ordre, pour le reliqua de ſon compte du iour de l'acte de tutelle, qui eſt de 84. & non de 88. que le compte auoit eſté rendu, *multis magniſque nominis Senatoribus contradicentibus*, prononcé le Samedy vnzieſme Decembre 1604.

Meſſieurs qui eſtimoient que l'hypotheque ne venoit que du iour de la reddition de cõpte rendu par le tuteur ſe fondoient, qu'il n'y a hypotheque en droit ſi elle n'eſt exprimee par la loy, que *in toto iure*, nulle hypotheque au tuteur *contra minorem*: au contraire, que *contraria tutelæ actio erat tantùm perſonis ex quaſi contractu*: que ſi le mineur auoit l'hypothecaire, c'eſtoit *à lege*, en la l. *pro officio. de adminiſt. tut. C.* la loy 1. *de rei vxoriæ act. C.* qui baillent *tacitam hypothecam*, mais *non è conuerſo tutori contra minorem*: qu'il y auoit diuerſité de raiſon, le priuilege du mineur, qui eſt *in publica cuſtodia*, *non idem* du tuteur, *cuius officium eſt tantùm adminiſtrare*: mais quand l'on

conſidere que par l'acte de tutelle qui ſe faict en iugement, l'hypotheque expreſſe eſt acquiſe au mineur : que par l'ordonnance les iugemens emportent hypotheque, telle acte & iugement de tutelle eſtant pour toute la tutelle qui concerne autant le mineur que le tuteur ; il eſt raiſonnable que de ce iour l'hypotheque ſoit acquiſe, à l'vn & l'autre : que comme en la loy vnique *de rei vxoriæ act. C.* l'Empereur auoit baillé l'hypotheque à la femme, & au mary, & repete ces mots par deux fois *ex vtroque latere hypothecam*, comme eſtant raiſonnable que le mary l'ait *in petenda dote*, comme la femme *in ea reſtituenda*, meſme faueur procedât de la dot: & bien que la femme y ait tout priuilege par la loy, non le mary, ſi eſt-ce que l'on a eſtimé equitable que l'hypotheque fuſt baillee & à l'vn & à l'autre : *idem iudicandum erat* du tuteur & du mineur, & conſiderer que la qualité du tuteur, bien que neceſſaire, eſt en pure perte, rien que de la peine, du mal, de la diligence, vigilance, & de la plainte, quelque deuoir qu'il apporte en ſa charge, autrement ſeroit rebuter vn chacun de ceſte charge ſouz pretexte d'vne ſubtilité que la loy n'a donné l'hypotheque, & qui eſt auſſi fauorable & equitable en la perſonne du tuteur qui s'eſt bien comporté en ſa charge, qu'en la perſonne du mineur. Et eſtime que cet arreſt ſoit le premier qui ait iugé l'hypotheque au tuteur, pour ce qui luy eſt deu par le reliqua de ſon compte du iour de l'acte de tutelle, la rigueur ou ſubtilité de droict eſtant au contraire.

HERITIER PAR BENEFICE D'INuentaire, mineur qui a ſouſtraict les tiltres & papiers de l'heredité.

XXIIII.

LE ſeizieſme iour de May 1605. s'eſt preſentee vne difficulté au procés des Rolants, Gaſpart, & Matthieu, au rapport de Monſieur Louet en la cinquieſme des Enqueſtes, ſi en pays de droict eſcrit, vn heritier inſtitué s'eſtant porté heritier par benefice d'inuentaire de ſon pere, n'ayant que vingt-quatre ans deux mois, lors

Digitized by Google

qu'il a faict inuentaire, verifié beaucoup de maluerſations, quantité de fraudes, deſtournement de debtes en fraude des creanciers du pere, recelemens de tiltres, & partie de telles fraudes faictes depuis la majorité cóme comptes de l'heredité rendus defectueux en la recepte & deſpenſe, ſi l'ō le declaroit obligé aux creanciers purement & ſimplemēt, on le condamneroit au double de ce qu'il auoit mal pris, ſuiuāt la loy *ſcimus*, au §. *licentia, in fine, de iure delib. C.* L'heritier deſnioit la fraude, en tout cas qu'il y auoit plus d'oubliāce que de mauuaiſe foy, offroit employer en l'inuentaire ce qui y auoit eſté obmis, employer en la recepte des comptes ce que l'on y deuoit employer: qu'à toute rigueur il ne pouuoit aller que du double de ce que l'on pretēdoit auoir eſté pris, la loy y eſtoit expreſſe, n'eſtāt reuoquee par l'auth. *de hæred. & Falcid.* §. *ſi vero inuentarium qui parte in Falcidia*: qu'en tout cas la minorité en ce faict particulier excuſoit, diminuoit la fraude, ce que la l. *auxilium de minorib.* la l. 1. & 2. *ſi aduerſus delictum*, ont deſnié aux mineurs leur priuilege, la reſtitution, c'eſt *in atrocioribus delictis*, que le recelé eſtoit *quaſi delictum* pourſuiuy ciuilement: que l'on n'auoit pris qualité que d'heritier par benefice d'inuentaire, que l'on n'auoit oncques eu intention de ſe porter heritier pur & ſimple, ce qui n'eſt *tam facti quàm animi*, en tous cas que *initio inſpecto*, le fondement eſtoit l'inuentaire faict apres le deceds du pere: inuentaire faict en minorité, que tout ce qui auoit eſté baſty ſur cé fondement eſtoit ſubjećt à reſtitution, faict en conſequence du premier acte faict par vn mineur, ſuiuant la diſpoſition du droict *l. 3. §. ſcio. de minorib. ff.*

Les creanciers au contraire ſouſtenoient que tout heritier par benefice d'inuentaire, qui pour fruſtrer les creāciers, deſtournoit & abuſoit de ſon benefice, deſtournoit ce qui eſtoit de meilleur de l'heredité: eſtoit tenu aux creanciers, non au double de ce qui eſtoit mal pris, mais *indefinitè*, le §. *licentia* auoit eſté corrigé par l'auth. *de hæred. & Falcid. in* §. *ſi vero inuentarium*, & la gloire *in verbo lucrari*, dict que *iure cohæredes ſubripientes in duplum puniebantur, ſed addit hoc conſtitutioni. Guido Papæ, conſ.* 42 ayant diſputé ceſte queſtion ſe reſoult *ex communi doctorum ſententia*, que *in totum tenetur*, & au parauant

uant luy le Barth. ſur le §. *licentia* l'auoit ainſi tenu, Chaſſananeus, ſur la couſtume de Bourgongne, au tiltre des droicts des gẽs mariez, §. 21. *in verbo*, ayant pris ou recelé, eſt de meſme aduis: ce qui ſemble non ſeulement raiſonnable mais neceſſaire en ce temps pour deſtourner les heritiers, de mal verſer en vn priuilege ſpecial, que la l. *ſcimus, de iure delib.* leur a baillé, nõ pour tromper les creanciers, mais pour par voyes licites conſeruer les biens de l'heredité, autrement que ſouz la douceur & legereté de ceſte peine du double, ſeroit l'on inuité au mal, à la ſubſtractiõ pour la difficulté qui ſeroit en la preuue, qui n'approcheroit à peu pres du recelé d'vne dixieſme partie, meſme en ce temps, qu'vne bonne partie du bien, n'eſt que en papiers, en cedules, promeſſes, ſoit entre marchands, ou autres, la negotiation de l'argent eſtãt trop vſitee, que le mineur n'eſtoit releué du dol, *deceptis, & non decipientibus iura ſubueniunt*! La l. *ſi ex cauſa iudicati. ff. de minoribus* ne parle ſeulement *in criminibus*, mais *in dolo, in merè ciuilibus*, la l. 2. *ſi minor ſe maiorem dixerit. C. ſi dolo, decipiendi animo, non vtitur priuilegio*, la l. *ſi ex iudicati cauſa* §. *nunc videndum. verſ. & placet. ſi damnum minor iniuria dedit, non reſtituitur*, la reigle de la l. *auxilium, de minorib.* eſt certaine, *non ſit ætatis excuſatio aduerſus legum præcepta ei, qui dum leges inuocat, contra eas committit*. Ce ſeroit ſe mocquer, fauoriſer ceux qui ſe veulent ayder de la loy, y contreuenant, & la prenant pour voiler leurs trompzries. L'Empereur en la l. *ſcimus in* §. *ſi verò. de iur. delib. nec legis noſtræ beneficio perfruantur, quam contemnendam eſſe cenſuerunt*, que le §. *ſcio*, n'eſtoit à propos en ceſte cauſe: car les trois comptes qui auoient eſté rendus en majorité, plains de dol, de tromperie, de mauuaiſe foy, ne dependoient de ce qui auoit eſté faict en minorité. Ce §. ne s'entend ſinon de ce qui ſe faict *in conſequentiam neceſſariam*, & non d'vn acte pur volontaire, qui a ſa cauſe & ſon effect du tout diſtinct du premier.

Par arreſt l'heritier par benefice d'inuentaire condamné payer en ſon nom les creanciers, ſuiuant la ſentence du Iuge de Beaujolois, qui l'auoit ainſi ordonné.

HYPOTHEQVE EN PAYS de nantiſſement.

XXV.

LE huictieſme Ianuier 1607. Duranti, & Bernage plaidans pour les Cheualiers de Malte, iugé en conſequence d'autres arreſts, meſmes de celuy contenant l'ordre des creanciers de la maiſon de Humieres, au rapport de monſieur Courtin, qu'ẽ pays de nantiſſement, comme Picardie, la ſentence donnoit hypotheque, ſuiuant l'ordõnance: la raiſon de douter eſtoit, qu'és trois fermes preſcrites, pour auoir hypotheque en la couſtume d'Amiens, & Ponthieu, la ſentence n'y eſtoit denommee, & qu'elle ne ſe deuoit ſuppleer en ce qui eſtoit de la couſtume: mais ſi cela auoit lieu, il s'enſuiuroit qu'en pays de nantiſſement l'ordonnance ne pourroit auoir lieu, ce qui ne ſeroit raiſonnable.

HYPOTHEQVE EN PAYS DE nantiſſement pour la tacite hypotheque.

XXVI.

IVgé par arreſt du ſeptieſme Septembre 1602. que la fille auoit ſon hypotheque ſur les biens de ſon pere, pour ſes conuentions matrimoniales, encores qu'elle n'euſt pris nantiſſement en la couſtume d'Amiens, ſuiuant le 139. article de ladicte couſtume, laquelle aucuns vouloient reſtraindre au mineur ſur les biens du tuteur, à la femme ſur les biens du mary, ſuiuant le 124. article de ladite couſtume, & a l'on pris interpretation de tacite hypotheque, par la loy vnique *in* §. *& vt plenius, de rei vxor. act.* C. les noms des parties, Ioſſe de Saueuſe, Suſanne d'Acheul, Anthoine d'Acheul.

L'INSINVATION DE donation.

I.

IVgé que le temps de quatre mois, dans lequel l'on doit faire inſinuer les donations par l'ordonnance, ne court cõtre la femme tant qu'elle eſt en puiſſance de mary, & que la femme faiſant inſinuer la donation qui luy eſt faicte par ſon mary, dans les quatre mois de la diſſolution du mariage, a ſatisfaict à l'ordonnance : la raiſõ de cet arreſt eſt, que la fẽme eſtant en puiſſance de mary, ne peut comparoir en iugement ſans ſon authorité, mais eſtant *ſoluta à lege viri*, peut faire l'inſinuation. Mõſieur le Preſtre Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le 21. Feurier 1595.

Pareil arreſt auoit eſté donné au parauant en la meſme Chambre, au rapport de Monſieur du Vair, au procez des Droulins, le quatorzieſme Iuillet 1587.

Ces deux arreſts apportent vne limitation à vn arreſt donné en la troiſieme des Enqueſtes, au rapport de Mõſieur le Grand, que les heritiers du mary ne peuuent obijcer à la femme le defaut d'inſinuation, ce qui a lieu, pourueu que la femme face inſinuer dans les quatre mois du deceds de ſon mary, & non autrement, d'autant que l'ordõnance de Moulins concernant la nullité des donations, eſt tant pour l'heritier que pour le creancier.

I'ay veu iuger par arreſt que la femme ſeparee de biens d'auec ſon mary, doit faire inſinuer la donation dans les quatre mois de la ſeparation pendant leſquels la femme peut agir, *habent directionem actionum*, & bien qu'elle demeure *in poteſtate viri*, apres la ſeparation & tant que le mary vit, ſi eſt-ce qu'elle peut agir, partant faire inſinuer.

Iugé en la chambre de l'Edict, au rapport de Monſieur Catinat, au procez d'ordre du Cõte de Tonnerre, pẽdant les vacations de l'annee 1605. que les donations entre vifs inſinuee apres les quatre mois du viuant du donateur, eſtoient bonnes, mais que les creanciers qui auoiẽt contracté depuis les quatre mois, & auparauãt l'inſinuatiõ eſtoiẽt preferables.

comme auſſi que les creanciers qui auoient contracté entre le iour de la donation, & la fin des quatre mois, ne preiudicioient aucunement au donataire, d'autant que ces quatre mois *ſunt legales induciæ*, octroyées par la loy pour inſinuer, qui ne doiuent nuire au donataire, au profit & faueur duquel ils ſont ordonnez ; tellement que l'effect de telle donation inſinuee *intra legitima tempora à lege præſcripta*, eſt retroactif au iour de la donation.

PEREMPTION D'INSTANCE.

II.

L'On a demandé ſi és inſtances poſſeſſoires annales, meſmes celles qui concernent les ſubrogations en benefices & autres complaintes peremption auoit lieu, ſuiuant l'ordonnance de Rouſſillon.

Le demandeur en lettres de ſubrogation d'vne Cure du dioceſe de Neuers, diſoit qu'ayant preſenté ſes lettres pour eſtre ſubrogé, & ſur ce pris appoinctement en droict, & delaiſſé l'inſtance l'eſpace de deux ans ſans aucune pourſuite, pouuoit faire iuger ſon inſtance : que par l'ordonnance les perẽptions n'auoiẽt lieu que par diſcõtinuation de trois ans: que l'inſtãce eſtoit conteſtee *ex eo*, qu'il y auoit appointemẽt en droict: que l'ordonnãce n'auoit fait diſtinctiõ des actions annales d'auec les perſonnelles ou reelles ; que ceſſant l'ordonnance par la loy vnique *de ann. except. C.* l'action annale eſtoit prorogee par la conteſtation iuſques à quarante ans, d'autant que par la conteſtation ſe contracte & engẽdre vne action perſonnelle, qui perpetuë *ex nouo conſenſu* l'action annale, & le Barth, en la l. *cùm lite mortuo, iud. ſol.* la decidé particulierement, & qui fonde ſon opinion ſur la l. *nam poſteaquam, §. ſi quis temporali, de iureiurando, ff.* qui parle *de temporali actione*, qui eſt perpetuee par la conteſtation, tellement que ceſſant la diſpoſition de l'ordonnance, ceſte action particuliere iroit à trente ans, *ad minus* à trois ans par la reigle *de pacificis poſſeſſoribus*, qui reſtraint toute action, pour le tiltre du benefice à trois ans: or l'ordonnance n'a diminué les trois ans,

au contraire a donné ce delay pour le ſeul reſpect de la conteſtation, qui a cet effect de perpetuer l'inſtance de quelque action que ce ſoit à trois ans, & ne ſ'agit d'vne preſcription de l'action, qui eſt toute autre de la peremption d'inſtance *de qua hic agebatur, non de actione, alio enim iure præſcribitur inſtantia, alio iure actio.*

Au contraire le defendeur en lettres de ſubrogation, diſoit que la ſubrogation ſe deuoit demander dans l'an, ne duroit qu'vn an: que l'ordonnãce de Rouſſillon n'auoit entendu perpetuer les inſtãces plus que la nature de l'actiõ ne permettoit, au contraire l'abbreger, & eſt l'opinion de Mõſieur du Val, au traicté qu'il a faict *de reb. dub. titulo, de perempt. inſtantiæ.* Qu'il en falloit autant dire de toutes les actions annales poſſeſſoires, *quæ anno pereunt*, l'ordõnance n'ayant dõné ceſt effect à la conteſtation de rẽdre l'inſtance de plus lõgue duree que l'action. De le prendre par la diſpoſition de droict, que la l. *properandum* ne parloit que *in perſonalibus & realibus actionibus*, que ſi le fondement que veut prendre le demandeur auoit lieu, il faudroit dire que l'inſtance meuë pour l'action *de glande legenda*, dureroit plus que l'action qui n'eſt que de trois iours, *idem*, pour l'actiõ du retraict lignager, coarctee à vn an, *etiam* contre mineurs. Rebuffe a decidé ceſte queſtion, & par arreſt & par raiſon en deux endroicts, *Rub. de mand. Apoſtolicis* §.1. *declarantes, in verbo ſucceſſores noſtros, verſ. ad hæc ſi motam. in concord.* & en ſa Pratique benefic. tit. *de ſubrogat. num.* 59. par arreſt donné le quatorzieſme Decembre 1528. par raiſon *quia in materia ſubrogationis, non eſt litis conteſtatio.* par la l. *non poſtea,* §, *ſi quis in temporali, de iureiurando ff.* & en la l. 1. *de interd. vt per annum vtendo acquiritur poſſeſſio, ita per annum non vtendo amittitur*, & en la l. 2. §. *præſcriptio, ne de ſtatus defunct. ff. conteſtatio non perpetuat actionem*, outre les cinq ans que dure l'action. Le demãdeur repliquoit que l'ordõnance de 63. a apporté vn droict tout nouueau, qu'au parauant l'on diſputoit au Palais ſur la l. *cùm lite mortua, iud. ſolui*, ſi la conteſtation perpetuoit l'action à plus que l'action poſſeſſoire ne duroit, mais que l'ordonnance oſtoit toute ceſte difficulté, ordonnant que toute inſtance conteſtee periſt par diſcontinuation de trois ans, ſans pouuoir perpetuer l'action.

Par arreſt apres que la queſtion a eſté demādee aux chambres, les lettres de ſubrogation entherinees, & le demandeur ſubrogé au lieu & droict de ſon reſignant, ſans auoir eſgard à la peremption, du deuxieſme Aouſt 1584. Monſieur Bouyn Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes.

Il ſe trouue vn ſemblable arreſt dans du Luc, *titulo de varijs circa ſacra beneficia controuerſ.* Arreſt 8. en datte du 1. Feurier 1547. Voy Tyraqueau du retraict lignager §. 1. *in verbo* dans l'an, num. 84. & ſi par conteſtation l'an du retraict lignager ſe peut proroger, & comme il ſe garde au Palais contre ſon aduis, *ſcilicet*, que la conteſtation perpetuë l'inſtance à trois ans.

INSINVATION DE DONATION faicte en faueur de mariage auant l'ordonnance de 1549.

III.

IVgé au rapport de Monſieur du Four en la cinquieſme des Enqueſtes, au procés d'Oliuier, & Hardy, que l'ordonnance des inſinuations de l'an 1549. pour les donations faites en faueur de mariage, *non retro trahebantur*, & n'annulloit les donations precedentes ladite ordonnance, bien que du depuis elles ne fuſſent inſinuees: & à la verité, ſi par l'ordonnance de l'an 1539. telles donations eſtoient ſubjectes à inſinuation, l'ordonnance de 49. ſeroit fruſtratoire, laquelle iuſtifie aſſez la diuerſité des arreſts.

DE LA FILLE ARGVANT L'IMPVdicité de ſa belle mere, pour la priuer de ſes conuentions.

IIII.

AV procés d'entre Catherine de Brandebourg, & Dame Barbe de Chaſtenay, eſt interuenu arreſt au rapport de Monſieur de Gouſſancourt, en la deuxieſme des Enqueſtes le vingt-ſeptieſme Iuin 1589. par lequel la fil-

le deboutee de la preuue du fait par elle mis en auãt de l'impudicité & mauuais gouuernement de ſa belle-mere, du viuant de ſon mary, voulant la faire priuer de ſes conuentions matrimoniales, ledict mary ayant mis ladicte Biandebourg en procés, & en pluſieurs endroits d'iceux allegué la longue abſence de ladite de Branbebourg, ſes mauuais deportemẽs en ſon endroit, auec declaration toutesfois qu'il n'entẽdoit l'arguer d'impudicité. *Nota*, que le mary ne ſ'eſtoit plainct de ſon viuant, ce qui deſnie l'action à l'heritier, quand le mary a eu temps ſuffiſant pour s'en plaindre; car en ce particulier il n'y a que le mary qui ſoit receuable à arguer ſa femme d'impudicité, & en intenter l'action: le mary que l'on preſume curieux de conſeruer ſon honneur & celuy de ſa maiſon, n'intentera aiſément ceſte action, au contraire ſeroit perilleux la receuoir en la perſonne de l'heritier, lequel par teſmoins pour eſperance de profit, ou vengeance qu'apportent les deux licts, mettroit en hazard l'honneur & les biens d'vne femme.

DE LA REIGLE DE CHANCELLErie de infirmis reſignantibus, *& ſi elle a lieu en l'ordinaire.*

V.

EN Mars, 1585. fut prononcé l'arreſt, donné au rapport de Monſieur Anroux, party en la cinquieſme chambre des enqueſtes, puis departy en la premiere, Monſieur Cotel cõpartiteur. Entre Bichelet, Pontet, & de Langue, par lequel fut iugé, que la reigle *de infirmis reſignantibus*, n'auoit lieu en l'ordoinaire qui auoit admis la reſignation, & le pourueu en vertu de ladicte reſignation fut maintenu & gardé contre le pourueu *per obitum* par l'ordinaire. La raiſon de doubter eſtoit, que par les anciẽs arreſts ladite reigle auoit lieu *in ordinario*, & qui ſont rapportez par Rebuffe, *in tractatu nominationum*, *quæſt. 17. num. 5. verſ. nec refragatur*, & tient ceſte opinion Rebuffe, & bien que du Moulin, en la reigle *de infirmis*, *num.* 30. ait diſputé la queſtion

de part & d'autre, meſme *in permutatione*, qui eſt la plus grande queſtion, d'autant que *in reſignatione ſimplici*, il n'y auoit que l'ordinaire qui y euſt intereſt, & ne pouuoit eſtre contrainct d'admettre la reſignation ou conferer le benefice, que à qui bon luy ſembloit, *non idem in permutatione*, auquel cas l'ordinaire eſtoit contraint, & que par l'arreſt de la Boiſſiere, la queſtion n'auoit eſté iugee *in permutatione*, mais *in reſignatione ſimplici*, & que ce qu'auoit trouué bon le meſme du Moulin en ladicte reigle *de infirmis, num.* 135. *& ſequentibus* que la permutation eſtoit reſeruee, ſ'entendoit *de vera permutatione facta* ſuyuant le chapitre 1. *de rerum permutat. in 6. pro vtilitate Eccleſiæ & non permutantium ſine fraude* comme audit lieu, *num.* 138. 139. meſmes quand la reſignation eſt faicte *à moriente* és mois affectez aux graduez nommez, ou aux indultaires, & que admettant telles fraudes, les indultaires graduez ſeroiēt entierement fruſtrez : que Monſieur de Selue en ſon traicté *de beneficijs in* 3. *parte quæſt.* 18. auoit reprouué telles fraudes, & en ce cas eſtoit d'aduis, que *regula de infirmis locum habebat in ordinario*, ſuyuant l'opinion de Monſieur Guymier in §. *item quod omnia, in verbo, permutationis, de collat. in Pragmat.* meſmes quand telle fraude eſt faicte in *præiudicium tertij*, qui n'eſt ny preſent ny appellé pour l'empeſcher. L'arreſt au contraire fondé ſur ce que la permutation eſtant permiſe & les ordinaires ne pouuans reprouuer ce qu'ils auoient admis *lege permittente*, voire qu'à leur refus le ſuperieur y pouuoit pouruoir, *nemini faciebat iniuriam, qui iure permittente id agebat*, n'y ayant preuue bien claire de la fraude. *vide Rebuff. Con.* 22. *contra ſentientem. Vide i. in littera P. pag.* 549.

SI DES EXECVTOIRES DE DESPENS il eſt deu intereſt du iour de la demande, & de quel iour les intereſts ſont deubs.

VI.

AV procés de Ruſignac au rapport de Monſieur du Val, en la cinquieſme des Enqueſtes, le troiſieſme iour de Iuin, 1595. a eſté arreſté que l'on pouuoit

uoit demander intereſts du iour du cõmandement de payer vne ſomme contenue en vn executoire de deſpens, arreſté auſſi que les intereſts eſtoient deubz, non ſeulement du iour que l'on les demande particulieremẽt, mais du iour du commandement de payer le contenu audit executoire, comme il auoit eſté iugé par pluſieurs arreſts fondez ſur l'ordonnãce, qui dõne leſdits intereſts du iour du cõmendemẽt de payer. La raiſon de douter eſtoit que par l'ordõnãce d'Orleans, de l'an 1560. article ſoixante, l'intereſt à faute de payer n'eſt deu que pour ſommes deuës par cedule ou obligation: que l'executoire des deſpens n'eſtoit ny cedule ny obligation, que *appoſitè* l'ordonnance auoit mis ces deux mots, cedule ou obligation, d'autant que ce qui eſt deu en vertu d'icelles, *tanquam ex ſorte debentur vſuræ*, ce qui ne ſe pouuoit dire des ſommes deuës par executoire de deſpens, neantmoins l'on a eſtimé que les deſpens eſtans taxez *in præſentia* des Procureurs des parties, valoient bien vne cedule ou vne obligation, *quia in iudicijs etiam contrahimus*: que la ſomme contenuë en l'executoire eſt auſſi bien deuë, que du contenu en vne cedule ou obligation: que le conſentement des parties y eſtoit, comme aux cedules & obligations. *Sed quid*; ſi l'executoire n'eſt que *in abſentia* du Procureur, il y auroit difficulté, mais l'executoire eſt vn iugement en vertu duquel la ſomme eſt legitimement deuë, *ex iudicato*, & en ſont deuz les intereſts, & n'y a rien ſi bien deu que des deſpens adiugez, qui ne reuiennent ordinairement à vn quart de ce que l'on a deſpendu & deſbourſé au procés: & ce qui eſt porté par cet arreſt, que l'intereſt eſt deu du iour du commandemẽt, cela s'entend quand l'intereſt eſt particulierement demandé, & qu'il y a adiournement libellé à ceſte fin, autrement il n'eſt deu. *Vide I. in eadem litera, pag.* 388.

SI L'HERITIER QVI N'A FAICT *inuentaire prenant les meubles, peut empeſcher la deliurãce des legs, diſant qu'ils excedẽt le quint des propres.*

VII.

AV procez d'entre Houſſet & Bourdin, au rapport de Monſieur le Preſtre en la cinquieſme des Enqueſtes, l'on a demandé ſi vn heritier ayant pris les meubles ſans faire inuentaire, & iouy des acqueſts du defunct, qui auoit par ſon teſtament faict quelques legs, & lequel heritier auoit longuement diſputé le teſtamẽt de pluſieurs moyens, eſtoit en cauſe d'appel receuable à demander que les legs fuſſent reduicts à ce, dont le defunct a peu diſpoſer par la couſtume d'Orleãs, diſant l'heririer que par la couſtume, nul ne pouuoit diſpoſer que de ſes meubles, acqueſts & quint des propres: que les legs excedoient, partant bien fondé, que telle couſtume eſtoit en faueur de l'heritier, qu'il falloit que les quatre quints des propres vinſent franchement & deliurement à l'heritier *ſine onere*, eſtans les quatre quints la legitime couſtumiere de l'heritier, & qui luy eſtoit reſeruee par la couſtume.

Le legataire au contraire, qu'il ne s'agiſſoit que du legs de cent eſcus, qui eſt meuble, que l'heritier ayant pris tous les meubles, ſans en faire inuentaire, s'eſt chargé d'acquitter les legs mobiliaires, ſelon l'auth. *de hæredibus & Falcid.* §. *hinc nobis*, autrement il ſeroit en la puiſſance de l'heritier prendre tous les meubles, & en faire telle part au legataire que bon luy ſembleroit, reduiſant le legataire à vne impoſſibilité de prouuer *quid & quantum erat in bonis defuncti*: que l'heritier en pays couſtumier ne ſe deuoit immicer és meubles, qu'il ne preueuſt que le defunct en auoit peu diſpoſer *liberè*: qu'il ſe peut porter heritier, & iouïr des propres & acqueſts qui ne peuuent deperir,

Repliquant l'heritier, qu'il offroit rendre tous les meubles, s'en purger par ferment, qu'il ne luy failloit rien imputer, eſtant heritier pur & ſimple, pris les meubles en ceſte

qualité: qu'il eſtoit extraordinaire qu'vn heritier pur & ſimple fiſt inuentaire des meubles: que l'authétique n'auoit lieu en pays couſtumier, qu'vn heritier ne peut deuiner s'il y a vn teſtament ou non.

Par arreſt l'heritier condamné à payer le legs de cent eſcus, ſans que l'on ait receu l'offre n'y le faict de l'heritier, que les legs excedoient les meubles, acqueſts & quint des propres, le dix-neufieſme Decembre 1596.

La particularité qui ſe pouuoit remarquer, c'eſt qu'il y auoit cinq ans entre les offres, & le iour du deceds du teſtateur, & que le legataire n'auoit aucune cognoiſſance des meubles de la maiſon du defunct.

INTERESTS COMMENT SONT deuz, & de quel iour.

VIII.

L'On a demandé au procés d'entre la Haye: & le Seigneur de Martigny, au rapport de Monſieur Briſard en la cinquieſme des Enqueſtes, ſi la conuention faicte par ledit de la Haye, par laquelle il auoit ſtipulé l'intereſt des deniers qui luy eſtoient deuz pour vente de marchandiſe qu'il auoit faite il y auoit trois ou quatre ans, eſtoit legitime, & en vertu d'icelle ſi il les pouuoit demander, iugé que la conuention eſtoit nulle, & ne luy ont eſté les intereſts adiugez que du iour qu'il les a demandez. La raiſon eſt, qu'en France les intereſts ne ſont deuz que ſuiuant l'extrauag. *Regimini, de empt. & vendit.* (Faut que ſoit *venditio & emptio reditus*, par vn qui a fonds, ſur lequel la rente eſt conſtituee, voila pourquoy celuy qui n'a que des meubles, ne peut creér rente ſur luy.) Ce que ces trois lignes ſont miſes en parēthèſe, c'eſt quelles cōtenoient vne opinion qui a eſté refutee par du Moulin en ſes Contracts vſuraires, *num.* 22. & ſe trouue iugé par pluſieurs arreſts, que la rente conſtituee, bien que le debteur n'ait immeuble, eſt valable l'obligation perſonnelle ſubſiſte ſuffiſante pour creér la rente, bien que prenant les mots de l'extrauagante *Regimini*, à la rigueur, l'opinion con-

Digitized by Google

traire ſe peut ſouſtenir: ou bien ils ſont deuz du iour de la demande ſuiuant l'ordonnãce d'Orleans, & de Moulins. Iugé par le meſme arreſt que les intereſts n'eſtoient deuz que du iour qu'ils eſtoient demandez, en cores que l'on euſt auparauant demandé le ſort principal, le vingt-ſeptieſme Ianuier 1597. ce qui n'eſtoit ſans difficulté, par les mots de l'ordonnance d'Orleans art. 60. mais ce mot de *requis*, ſe doit referer aux mots du iour de la demande, & partant il faut demander les intereſts auec le principal. La meſme queſtion iugee au rapport de Monſieur le Preſtre en la meſme Chambre, le vingtieſme May 1600. au procés d'entre Monſieur Gillot, Bertran, Paris, & Morel.

Autre arreſt donné en l'audience, le huictieſme Aouſt, 1602. Monſieur Seruin plaidant, entre de Creuecœur, Chaireau, & Bourcel, ſur vn appel du Bailly de Touraine, ou ſon Lieutenant à Loches, Bernard, & Galand, Aduocats des parties, iugé que les intereſts n'eſtoient deuz d'vne obligation, s'ils n'eſtoient demandez en iugement, ſuiuant l'ordonnance d'Orleans, & Moulins, & que leſdicts intereſts eſtans payez volontairement ſe deuoiẽt imputer au ſort principal. Iugé au contraire en la troiſieſme des Enqueſtes au rapport de   & que tels intereſts volontairement payez, ne ſe pouuoient repeter, pour eſtre tel payement volontaire, plus fort qu'vne demande d'iceux faicte en iugement que la repetition n'eſtoit fauorable.

INTERESTS PAYEZ SVR vne obligation.

IX.

IL ſe trouue vn autre arreſt donné en l'audience, le vingt-troiſieſme May 1603. entre Pierre de Meré, Iean Loriot, & Michel Greueſche, appellans d'vne ſentence d'onnee par le Seneſchal du Maine, ou ſon Lieutenãt, le vingt-troiſieſme Nouembre 1599. Garnier & Dagues, Aduocats des parties, & Monſieur Marion pour le Procureur general du Roy, par lequel les intereſts volon-

tairement payez d'vne obligation de treize cens liures appa-roiſſant qu'il y auoit cent liures pour l'aduance de l'intereſt d'vne annee, & bien qu'il y euſt ſentence de condemnation donnee du conſentement des debteurs, ont eſté imputez au ſort principal, iuſques à ce qu'ils ayent eſté demandez en iugement, & du ſurplus de l'obligation condamné à payer les intereſts au denier douze iuſques au iour de l'Edict, & depuis l'Edict au denier ſeize, il y auoit lettres pour eſtre releué de la condemnation volontaire,

Le quinzieſme Ianuier 1604. a eſté iugee la queſtion en plus forts termes en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, au procés d'entre le Tort & Faye, ſur vn appel du Iuge de Chaſteau-Gontier en Anjou. Bouju mary de ladite le Tort, emprunta en 83. le dix-huictieſme Ianuier de la mere de Faye mil neuf cent liures, l'on met en obligation vne annee de l'intereſt montant à cinquante huict liures: cet intereſt ſe continuë iuſques en Ianuier 1595. que ladicte le Tort fait compte final des intereſts, & baille cent eſcus ſur le ſort principal qui n'eſtoit plus que de ſeize cens liures, pour leſquels ladite le Tort vend la Cloſerie de la Noterie auec faculté de remeré de ſept ans, Faye en iouïſt iuſques en l'an 1600. que l'on obtient lettres pour faire caſſer ceſte vente, & imputer en l'obligation tous les intereſts qui auoient eſté payez volontairement. Le particulier eſtoit que Bouju emprunta les mil neuf cens liures, pour employer en l'acquiſition d'vne terre, de laquelle il auoit iouy paiſiblement, les intereſts n'excedoient le denier permis par l'ordonnance en rente conſtituee: les intereſts payez chacun an volontairement ſans aucune contraincte, receuz comme de bonne foy, fondee ſur la commune vſance qui s'exerce au pays d'Anjou.) Accord faict ſur leſdits arrerages volontairement payez, en 95. l'on change l'obligation en contract pignoratif, l'on paye trois cens liures ſur le ſort principal, *mutatur cauſa debendi*: à toute rigueur que l'on deuoit condamner le creancier paſſer conſtitution de rente des ſeize cens liures, reſtantes du principal, qui eſtoit oſter tout l'intereſt du debteur, qui auoit iouy de l'argent ſans le rendre, qui n'auoit eſté contrainct rendre ſon ſort principal, la queſtion demandee en la troiſieſme des Enqueſtes, en laquelle l'õ diſoit qu'il

auoit eſté arreſté de conuertir en rente conſtituee, en cas ſemblable, les gens du Roy ouys en la chambre, qui ont repreſenté les inconueniens qui arriuent de iour à autre de telles obligations, & les arreſts ſolennellement donnez en l'audience depuis vn an, les plaintes qu'ils auoient faictes à la Cour de ceſte façon de contracts: qu'aux articles du reiglemẽt qui ſe deuoit faire de la iuſtice il y auoit eſté pourueu, & apres que les arreſts ont eſté veuz.

Par arreſt les douze annees d'intereſts volontairement payees ont eſté imputees au ſort principal, ce faiſant l'obligation declaree acquittee, le debteur quitte du contenu en icelle, le contract de vente caſſé, le creancier condamné d'en rendre les fruicts.

Du Moulin en 84. queſtion des Contracts vſuraires, dict que *mutuum eſt mera & gratuita donatio, vſus pecuniæ mutum date nil inde ſperantes.* Bon nombre de Meſſieurs eſtans d'aduis de compenſer les intereſts receuz iuſques à la concurrence des fruicts perceuz de la terre acquiſe par le debteur du ſort principal de l'obligation, *vt eſſet veluti compenſatoria vſura*, n'eſtant raiſonnable que l'on euſt faict ſon profit des deniers, *in necem* du creancier, qui euſt employé ſon denier aillieurs.

Le dixieſme Mars 1605. s'eſt preſentee ſemblable difficulté au procés du ſieur de la Feillade, au rapport de Monſieur Mareſchal en la cinquieſme des Enqueſtes, pour vne obligation de 1083. eſcus vn tiers, l'on pretendoit que les 83. eſcus vn tiers eſtoient l'aduancement de l'intereſt d'vne annee, il y auoit par eſcrit vnze quittances de quatre vingts dix eſcus par an. Ce qui eſtoit de particulier c'eſt que le Sieur de la Feillade debteur, auoit emprunté le contenu en l'obligation, pour payer la rançon de ſon nepueu, duquel il auoit pris aſſeurance, & ſtipulé la iouïſſance d'vne terre, à faute de rendre les deniers dans vn an, tellement qu'il n'eſtoit receuable à blaſmer vn vice duquel il auoit tiré profit & commodité.

L'on alleguoit vne commune vſance du pays de la Baſſe Marche de receuoir l'intereſt des obligations, à cauſe de pur & loyal preſt, & de fait, que les parties auoient paſſé les quittances de l'intereſt pardeuant Notaires, comme de choſe licite & vſitee au pays. L'autre particularité, c'eſt que les def-

fendeurs creanciers de ladite ſomme, auoient ceſſion de celuy qui auoit preſté ladite ſomme de 1083. eſcus vn tiers, ceſſion *ex cauſa oneroſa*, pour le prix d'vn heritage vendu, duquel le cedant auoit paiſiblement iouy. Par arreſt tous les intereſts receuz ont eſté imputez au ſort principal de 1083. eſcus vn tiers, & ordonné que le neueu de la Feillade rentreroit en ſa terre, rendant le principal, ſur iceluy ſuſdit ce qu'il auoit receu des fruicts de la terre qui luy auoit eſté engagee pour ladite ſomme. Les noms des parties, Turpin, la Feillade, Sauuate, Charron, Monſieur Mareſchal Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes.

S'IL EST DEV INTEREST D'AVGment de dot, n'eſtant demandé, & ſi l'augment de dot eſt donation ſubiecte à inſinuation.

X.

AV procés d'entre Berardi, & Gaillac, ſe ſont preſentees deux queſtions, l'vne ſi en pays de droict eſcrit l'augment de dot eſtoit donation ſubiecte à inſinuation, ſuiuant l'ordonnance de l'an 1549. s'agiſſant contre vn tiers detenteur de l'heritage du mary.

L'autre ſi le tiers detenteur pouuoit eſtre conuenu par la femme, pour les intereſts de ſon augment de dot, du iour de la diſſolution du mariage, ou du iour qu'ils eſtoiẽt demãdez.

Ce qui faiſoit la difficulté en la premiere queſtion, c'eſt que tel augment de dot eſtoit conuenu en ces termes, lequel futur eſpoux, a donné & donne purement & ſimplement par donation irreuocable faite entre vifs pour augment de dot, que en droict tel augmẽt eſtoit appellé *donatio propter nuptias*, que ladicte ordonnance de 49. eſtoit generale pour toutes donations, meſmes faictes en faueur de mariage. Iugé neantmoins, que l'augment de dot en quelques termes qu'il fuſt conuenu, n'eſtoit donation ſubiecte à inſinuation, & que l'ordonnance n'entendoit parler que des donations faictes *ab homine, non à lege*, or que l'augment de dot venoit *ex liberali-*

Digitized by Google

tate legis, & du deuoir du mary, par l'Auth. *dos data. C. de donat. ante nupt.* & que tant ſ'en faut que tel don prouint de la liberalité du mary que eſtant obmis au contract, pouuoit eſtre demandé, *condictione ex lege*, ſuiuant l'opinion de Iean Fab. *in dicta Authent. dos data.* Que ce que en pays couſtumier l'on appelloit *doarium*, en pays de droict, c'eſtoit, *augmentum dotis* & qu'il falloit interpreter, les mots appoſez aux contracts de mariage, *ex ſubiecta rei materia*, à l'augment du dot, *datio potius quàm donatio*, que la vraye raiſon & motif de l'ordonnance de l'an 1549. c'eſt, *vt donatio creditoribus innoteſceret*, or ne faut il autre notification ne publication d'vn augment de dot que le contract de mariage, qui emporte auec ſoy ledit augment de dot, l'vn venant en conſequence de l'autre.

Pour la ſeconde queſtion, la vefue ſouſtenoit que les intereſts des deniers de ſon augment de dot luy eſtoient deubz, du iour de la diſſolution du mariage, bien qu'ils ne fuſſent demandez, que vnze ans apres, que les intereſts bien qu'ils ne fuſſent ſtipulés par le contract de mariage, venoiẽt neantmoins *ex natura rei, ex dote ſeu augmento dotis*, la meſme action hypothecaire qui competoit pour le principal, operoit meſme effect pour les intereſts, qu'il auoit eſté iugé par arreſt que l'intereſt eſtoit deub par l'heritier du mary des deniers dotaux, bien qu'il ne fuſt ny ſtipulé ny demandé, que l'augment du dot auoit meſme priuilege que le dot meſmes, le mot l'emporte, augment de dot. Auſſi la l. *cùm multæ de donationib. ant. nupt. C.* vſe de ces mots, *cùm & nomine & ſubſtantia nil diſtet à dote ante nuptias donatio*, c'eſt pourquoy *eadem ſunt priuilegia*, en la loy *donationem, de iure dot. & Auth. donationem de iure dot. Auth. æqualitas, de pact. conuent. C.* l'vn & l'autre eſt deub pour aliments ſi fauorables qu'ils emportoient l'intereſt du denier, du iour que la ſomme eſt deuë, bien qu'elle ne ſoit demandee, que comparant tel augment de dot au doüaire couſtumier, la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Viconté de Paris, preiugeoit la queſtion par laquelle le doüaire couſtumier ſaiſit, & eſt deub ſans eſtre demandé, & courent les fruicts du iour du deceds du mary : qu'il ne falloit faire diſtinction de l'heritier du mary & du tiers detenteur de ſon heritage, qui eſt hypothequé au dot &

augment

Digitized by Google

augment d'iceluy, l'hypotheque eſtant & pour les fruicts & intereſts & pour le principal Iugé que les intereſts n'eſtoiẽt deubs, que du iour qu'ils eſtoient demandez. Que les intereſts n'eſtoient deubs que *ex conuentione, ex mora, aut ex natura rei.* Que par le contract de mariage de ladicte veufue, les intereſts n'eſtoient ſtipulez, partant par l'action hypothecaire ne pouuoient eſtre demandez, le fonds n'y eſtant obligé: que tels intereſts, ſoient deubs *ex rei natura*, ce ne ſont deniers de mineurs, que par la diſpoſition de droict, les deniers dotaux n'engendrent les vſures, ſinon *poſt annum.* en la l. vnique, §. *ſin autẽ, de rei vxor. act.* encores n'eſt-ce que contre l'heritier du mary, que la loy oblige à ce faire pluſtoſt *actione perſonali* que *hypothecaria*, tellement que ce particulier ne ſe peut extendre au tiers detenteur. Que *ex eo que poſt annum vſura pecuniæ dotalis debetur*, l'on peut inferer que *non debetur ex natura rei.* Qu'il y auoit grande difference du dot, à l'augment du dot, l'vn venoit *ex ipſa vxoris ſubſtantia*, l'autre *ex bonis mariti*, l'vn eſtãt *in lucro*, l'autre *ex cauſa oneroſa.* Que les deniers pupillaires engendrent bien l'intereſt ſans eſtre demandez, mais c'eſt quãd l'on a contracté auec des mineurs, quãd l'on prẽd deniers comme pupillaires, mais que vn acquereur de l'heritage du mary, vn tiers detenteur, ignoroit ces qualitez, ne pouuoit eſtre ſuiuy hypothecairement, que pour les deniers de l'augment du dot, non pour les intereſts, qui ne pouuoiẽt eſtre deubs ſans eſtre demandez, du vnzieſme Auril, 1598. Monſieur Mareſchal Rapporteur, en la cinquieſme des Enqueſtes.

Tranſeat, pour augment de dot qui ne merite tel priuilege que deniers dotaux, mais pour deniers dotaux, ſont deuz intereſts au denier vingt, du iour que les deniers ſont deubs bien qu'ils ne ſoient demandez, voy du Moulin en ſes contraſts vſuraires *num.* 538. qui en cite l'arreſt, *Idem num.* 539. mais ces deux arreſts ne ſon donnez contre le tiers detẽteur, mais contre l'heritier, & ſi il y auoit autre particularité, c'eſt qu'il y auoit ſtipulation d'employ, par le contract de mariage lequel employ s'il euſt eſté faict, euſt emporté profit, *nimirum* les fruicts, & pourroit l'on ſouſtenir que c'eſt ſtipulation emportant hypotheque, l'on euſt peu agir *hypothecaria contra*

Digitized by Google

tertium detentorem, pour les fruicts au denier vingt ou vingt-cinq, *Faillit* és couſtumes qui diſpoſent que le doüaire ne ſaiſiſt, s'il n'eſt demandé en iugement.

SOLENNITE' D'INVENTAIRE *en la couſtume de Paris.*

XI.

LE deux cens trente-ſeptieſme article de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, deſire que la femme renonçant à la communauté, face faire bon & loyal inuentaire, & le deux cẽs quarante-vnieſme article de ladite couſtume, veut qu'il y ait continuation de communauté, ſi l'inuentaire n'eſt fait & parfait, & clos d'vn mois apres qu'il eſt fait.

Il s'eſt preſenté ceſte difficulté au procez d'entre Forget, & Houſſay, au rapport de Monſieur le Preſtre en la cinquieſme Chambre des Enqueſtes. Vne veufue ayant renoncé à la communauté & faict faire inuentaire ſans l'auoir faict clorre que deux ans apres, eſtoit maintenuë commune par les creãciers, qui ſouſtenoient que l'inuentaire n'eſtoit ſolennellement faict ſans la cloſture, qui eſt la fin, la concluſion & perfection de l'œuure, que laiſſant l'inuẽtaire ſans le faire clorre par l'eſpace de deux ans, c'eſtoit donner beau ieu aux vefues de ſouſtraire ce qu'elles voudroient: car eſtant verifié par les creanciers quelque omiſſion en l'inuentaire les veufues en ſeroient quittes pour adiouſter en l'inuentaire & ſeroit vne attente pour employer ce que l'on ne pourroit receler aux creanciers. Que la couſtume qui deſire bon & loyal inuentaire, c'eſt en effect vne inuentaire qui ſoit parfaict, & qui contienne les parties requiſes & neceſſaires à l'inuentaire, entre leſquels eſtoit la cloſture, que le 241. article auoit aſſez declaré que la cloſture eſtoit de l'eſſence de l'inuẽtaire, & la cloſture ſe deuoit faire trois mois apres,

Souſtenoit la veufue au contraire, qu'il y auoit grande dif-

ference de la renonciation à la communauté, ou de l'acte empeſchant la continuation d'icelles, auſſi la ſolennité eſtoit diuerſement requiſe par la couſtume, laquelle n'ayãt requis par le 237. article, que l'inuentaire fuſt clos dans trois mois, mais s'eſtant contentee de l'inuentaire ſans requerir la cloſture, que ceſte cloſture ne ſe pouuoit ſuppléer à l'article, & qu'il n'eſtoit de la ſubſtance de l'acte, qu'il n'eſtoit moins à craindre d'adiouſter à la ſolennité requiſe par vne couſtume, que d'omettre celle qui eſtoit preſcripte, encores que l'inuentaire ſoit faict & non clos, l'on peut retenir beaucoup de choſes leſquelles non employees peuuent induire la continuation de communauté, & que le vray acte non ſeulement derogeant la communauté, mais qui la cloſt & ſepare entiement c'eſtoit la cloſture de l'inuentire, d'autant que par la cloſture les parts & portions ſont baillees à chacun, l'on peut aiſément cognoiſtre ce qui eſt ſien, qui eſt le vray moyen de diſſolution de communauté, choſe qui n'eſtoit ſi exactemẽt requiſe à la renonciation à la communauté.

Par arreſt du dix huictieſme Nouembre 1600, le creancier debouté, & la renonciation faite par la veufue à la communauté declaree bonne & valable, bien que l'inuentaire faict à ſa requeſte ne fuſt clos que deux ans apres qu'il eut eſté faict.

Par cet arreſt iugé la difference qu'il y a en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, entre la renonciation à la communauté, & diſſolution d'icelle communauté: en la renonciation, la couſtume n'a preſcript aucun temps pour la cloſture de l'inuentaire, il ſuffit que la femme ait declaré qu'elle renonçoit à la communauté, & qu'elle n'ait rien ſouſtraict, & que *aliquo tempore* il ſoit clos, mais pour la diſſolution de la communauté, & empeſcher qu'elle ne continuë, la femme qui ſe porte commune qui a commencé à faire l'inuentaire, la communauté continuëra ſi dans trois mois l'inuentaire n'eſt clos, autrement l'on feroit continuër tel inuentaire tant que l'on voudroit, & continuër vne communauté, reduire les enfans à vne incertitude, ce que la couſtume n'a voulu: ce qui eſt dit pour la veufue, *item in marito*, ladicte couſtume vſe du mot du ſuruiuant.

Digitized by Google

DE QVEL IOVR LES INTERESTS ſont deuz ou de l'obligation ou du iour qu'ils ſont demandez, pour le regard de l'hypotheque.

XII.

VOy l'arreſt donné pour ce regard, & cõme le creancier eſt mis en ordre pour les intereſts du iour de l'obligation, & non ſeulement de la demande pag. 203. Ledit arreſt eſcrit au liure des arreſts de la cinquieſme chambre des Enqueſtes, la queſtion demandee aux chambres.

Et le vnzieſme Auril 1602. s'eſtant preſentee meſme difficulté en la cinquieſme des Enqueſtes, pour les deſpens, s'ils venoient du iour de l'obligation, portant ceſte clauſe à peine de tous deſpens, dommages & intereſts, ou du iour de la condemnation, la queſtion demandee en la grand' chambre, les arreſts cy deſſus ont eſté alleguez, & vn autre prononcé en robes rouges par defunct Monſieur le Preſident de Harlay, & conformément à iceux, iugé que le creancier venoit en ordre du iour de ſon contract par leſdits deſpens, en vertu de la clauſe portee par iceluy, comme à la verité il y a meſme raiſon pour les deſpens, que dommages & intereſts, & s'eſt peu acquerir ce droict le creancier, l'hypotheque venant *ex conuentione & ſtipulatione*, l'arreſt dõné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Grieu, Foucquerey, & du Lys, parties plaidantes. Voy la prononciation precedente du deuxieſme Auril 1602.

Pour l'indult octroyé à Meſſieurs les Cardinaux, & ſi le Pape y peut deroger, apres la verification en Cour ſouueraine. *Vide in litera B. pag. 51. 52. & 53.*

DE LA PEREMPTION D'INSTANCE *quand l'vne des parties eſt decedee dans les trois ans.*

XIII.

LE dix-huictieſme d'Aouſt 1606. au rapport de Monſieur Scaron, en la grand' Chambre, iugé au procés d'entre Brouere, Baglan, & le Comte, Thoré & Darde Procureurs des parties, qu'en vne cauſe d'appel pendante en la Cour, le Procureur ayant faict ſignifier dans les trois ans que ſa partie eſtoit decedee, n'y pouuoit auoir peremption d'inſtance, encores que l'on euſt eſté plus de cinq ans ſans aucune pourſuite, d'autant que la partie eſtant decedee, n'y a plus Procureur ny partie, eſt impoſſible faire aucune pourſuite, *imputandum* aux parties, qu'elles n'ont faict appeller l'heritier, pour reprendre ou delaiſſer le procés.

La raiſon de douter eſtoit que l'inſtance des peremptions eſt generale, court cõtre mineurs, l'Egliſe, fauorable pour l'abreuiation des procés. Que s'il y auoit de la negligence c'eſtoit de la part de l'heritier qui doit reprendre, & non de ſa partie aduerſe, qui n'eſt tenu faire ceſte diligence, mais la vraye deciſion eſt, qu'il faut qu'il y aye partie & Procureur pour acquerir la peremption, contre leſquels l'on puiſſe faire quelque pourſuite, l'on puiſſe agir: que où il n'y a partie ny Procureur, n'y a point d'inſtance. Meſme arreſt pour le deceds du Procureur de l'vne des parties qui empeſche la peremption. *Vide i. in littera P. pag.* 504.

EN QVEL CAS L'ON PEVST *prendre à partie les Iuges en leur nom.*

XIIII.

REbuffe en ſon Commentaire ſur les ordonnances, *tractatu de ſententijs executorijs*, article ſeptieſme, *gloſ.* 15. *in verbo*, ou delinqué au fait de leurs executions, num. 2.

Digitized by Google

atteſte que *ex communi regni conſuetudine*, les Iuges ne ſont pris à partie, qu'en trois cas, dol, concuſſion, fraude.

LEGITIME.

I.

LA couſtume du Bailliage de Chartres ne donnant le droict de legitime que au fils, ſçauoir s'il ſe pouuoit eſtendre à la mere és acqueſts du fils, auſquels elle ſuccedoit, & deſquels le fils auoit par teſtament diſpoſé entierement, Meſſieurs ſe ſont trouuez partiz en la quatrieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Fauier, le dix-ſeptieſme Octobre 1589. entre Catherine Maubuiſſon, Guillaume Boiſſet, & Paſquier Troſſart.

La mere diſoit que comme de droict de nature la legitime eſtoit deuë aux enfans ſur les biens du pere, & que l'on eſtimoit vne barbarie ou folie de les en priuer, voire que la qualité du fils emportoit auec ſoy vne conſequence neceſſaire d'heritier, *filius ergo hæres*: & qu'en toute Republique ceſte legitime auoit eſté ordonnee comme eſtant vn droict par la loy de nature inuiolable, conſtant & perpetuel, c'eſt *liberorum educatio, cap. ius naturale, diſtinct.* 1. & tenu par aucuns, non tant pour vn droict de nature que droict diuin, comme il ſe void au chap. *quam periculoſum 7. queſt.* 1. *Iacob emit primogenita quæ diuinitus ſibi erant debita*: auſſi par identite de raiſon en deuoit on dire autant de la legitime deuë au pere & à la mere, d'vn coſté, l'amour & dilection des peres & des meres enuers leurs enfans, eſt le lien & le fondement de ceſte legitime naturelle deuë aux enfans, d'autre coſté l'obligation, l'honneur & le reſpect des enfans au pere & à la mere, eſt la cauſe de la legitime deuë ſur les biens des enfans, & qu'il ne falloit douter de ce ſecond poinct, le commandement de Dieu y eſtant en l'Exode 2. Leuit. 26. Deutero. 5. & de tous les commandemens de la Loy, le quatrieſme portoit l'honneur & la reuerence aux peres & meres, & ſeul qui promette recompenſe en ce monde, *vt longæuus ſis ſuper terram*. Auſſi ce grand legiſlateur Moyſe, qui n'a rien faict ſans la volonté de Dieu, a mis ce commandement immediatement apres ce qui con-

cernoit les choſes pures, celeſtes & diuines, & le premier des choſes temporelles, comme participant de la diuinité, & le premier de ce qui eſtoit commandé en ce monde. C'eſt pourquoy le Sage au 1. & 2. chapitre de l'Eccleſ. 5. ayant parlé en ce qu'eſtoit de l'honneur de Dieu au 3. immediatement, commande au fils l'honneur deu au pere & à la mere, faiſant comme ſimilitude de l'vn à l'autre des commandemens. Auſſi Dieu pour monſtrer combien il a eu ce mot de pere en recommandation, il l'a pris diſant, *Ego ſum Pater veſter*, & a voulu que nous l'appellaſſions de ceſte façon en l'oraiſon Dominicale. De quelle peine liſons nous auoir eſté punis ceux qui ont manqué en l'obſeruation de ce commandement au Deuteron. 21. *lapidibus eum obruet populus ciuitatis & morietur, vt auferatur malum de medio veſtri.* Diſoit donc la demandereſſe que la legitime deuë aux enfans, n'eſtoit en rien plus fauorable que celle deuë aux Peres & Meres ſur les biens de leurs enfans: qu'il falloit iuger la cauſe comme s'il s'agiſſoit de la legitime deuë aux enfans, y ayant indentité de raiſon, la dilection paternelle y eſtant d'vn coſté, l'obligation filiale ſe repreſentant de l'autre. Ce fondement poſé, que la cauſe eſtoit ſans difficulté, d'autant que par vn commun & general conſentement de tous les Docteurs, voire de ceux qui auoient commenté ſur nos couſtumes, la legitime ne pouuoit eſtre deſniee aux enfans, moins donc aux peres & meres, comme a doctement eſcrit la Chap. Tholoſane en ſa Deciſion 437. & Socinus en deux endroicts au 30. & 32. Conſ. du premier liure, d'autant que *naturale erat debitum, & iure naturæ, l. cùm ratio, de bonis damnat. Auth. de hæred. & Falcid.* §. 1. *& Boer. deciſ.* 188. Et combien qu'il y ait eu diuerſité d'opinions entre les autres ſi la legitime eſtoit deuë, *iure naturali aut poſitiuo*, ſi eſt-ce qu'ils conuiennent tous en ce, que *naturali ratione & æquitate debetur tam deſcendentibus quàm aſcendentibus*, tellement que ſoit *iure ſanguinis, iure naturæ, officio aut debito naturali, vel ratione & æquitate naturali*, que c'eſtoit vne maxime meſmes en pays couſtumier, que telle legitime eſtoit deuë ſoit *deſcendentibus aut aſcendentibus*, ſi par mots expres elle n'eſtoit reſeruee. Et eſt l'opinion de *Decius in l. humanitatis, num. 9. verſ. præterea, C. de impub. & aliis ſubſtitutioni-*

b.ω,& en ſon Conſeil 105. *num.* 6. Or la couſtume de Chartres ne deſniant la legitime au pere & à la mere ſur les biens des enfans, ſçauoir en leurs meubles & acqueſts, auſquels par ladite couſtume ils ſuccedẽt, il eſt ſans doute que les enfans n'ont peu diſpoſer par teſtament de leurs meubles & acqueſts qu'à la charge de la legitime; en tout cas la legitime leur eſt deuë par la diſpoſition du droict cõmun, auquel l'on doit auoir recours *in caſu omiſſo à lege*, *l. commodiſſimè, de lib. & poſt.* & le tient ainſi Iaſon, *in l. ſi extraneus, de cond. ob cauſam. ff.* Et eſt la commune opinion des Canoniſtes *in cap. bona, de appellat. & in legitima in bonis filiorum patri debita*, le tient Chaſſaneus en la couſtume de Bourgongne, & ſemblable pour ce particulier à celle de Chartres, *Rub.* 1. §. 1. *num.* 12. & dit que *benigna eſt hæc interpretatio quæ non eſt ab homine ſed à legè*, ce qui ſert de reſponce à ce que l'on veut dire *ſtatuta non eſſe extẽdenda*: ce qui ſe doit entendre *vt non ab homine ſed à lege*, ſelon la doctrine de Balde *in l. omnes populi, in 9. collat. de iuſtitia & iure, ff.* Ce ſeroit autre choſe ſi ladite couſtume par mots exprés deſnioit aux peres & meres ladite legitime, mais que ce n'eſtoit choſe nouuelle que *ſtatuta & interpretationem & extenſionẽ admittant*, quãd la cõmune opinion des doctes y a paſſé, en la l. *tale pactũ* §. *vltimo. de pactis, in verbo, per exceptionẽ*, & le Balde particulieremẽt tiẽt *in ſtatutis in dicta l. tale pactum*, ſuiuy de Barba. au Conſ. 1. *magnus ſcripſit pſalmiſta, lib.* 3. ce qui s'obſerue *in contractibus qui ſunt ſtricti iuris*, autant que peuuent eſtre nos couſtumes: comme l'a tenu *Ioh. And. in ſpecul. titulo de loca.* §. 1. *in fine verſ. quid ſi colonus.* Et le Balde en la l. 1. *C. quæ res pig. obligar. poſſ.* & le fõde ſur la loy, *Barbarius Philippus. de offic. Præt.* en ces mots, *ſi ipſe ſciuiſſet*, & de telle extenſion s'en pourroit bailler vn bon nombre d'exemples, *vt in correlatiuis ex identitate rationis ſtatutum in marito extenditur ad vxorem. l. fin. de ind. viduit. tollẽd. C. Bald. in l. libellorum, de ijs qui not. infam.* Et plus particulieremẽt en l'Auth. *quæ actiones, 2. collat. de ſacro ſanct. Eccleſ.* Voila pourquoy *ſtatutum in emptore diſponẽs locum habet in venditore*, & le tient ainſi le Iaſon *in l. fina. de ind. vid. tolled.* N'y a-il pas meſme raiſõ de ces deux legitimes? *Correlatiuæ perſonæ, pater, filius, genitor, genitꝰ, vna perſona in ſucceſſione, cõtinuatio dominij, nõ noua perſona*, & s'il faut particulariſer dauãtage par la couſtume

ſtume de Chartres il n'eſt rien deu par le fils de la ſucceſſion du pere, nuls droicts ſeigneuriaux, *eadem enim perſona*: tellemēt que la couſtume de Chartres diſpoſant par expres de la legitime du fils, elle a aſſez entendu parler de la legitime deuë au pere, & que la couſtume ne la exprimee, ç'a eſté *propter triſtem & lugubrem mortis euentum filij ex turbato mortalitatis ordine procedentem*, bref que *benigna erat interpretatio in eadem ferè perſona, eadem ſuadente naturali ratione & æquitate in re fauorabili*, & pour clorre ceſte queſtion auec l'opinion d'Alex. *in conſ. 89. lib. 6. quando ſtatutum ex identitate rationis interpretatur, nulla fit extenſio, ſed, ſicut genus comprehendit ſuas ſpecies, ſic ratio ſtatuti comprehendit diuerſas ſpecies caſuum emergentium.* En cela l'on ne contreuient à la couſtume, c'eſt *caſus à lege omiſſus*: que ceſte queſtion auoit eſté iugee en cas ſemblable en la 2. des Enqueſtes au rapport de Monſieur Lalemād le 12. Feburier 1583. en la couſtume de Laon entre Pierre le Febure, & Creſpin Cochu, que l'arreſt donné en cette cauſe d'informer par turbes n'apportoit aucun preiugé, d'autant qu'il ne ſe trouue auoir eſté iugé, & n'en faut autre raiſon ſinon qu'il ne s'eſt troué aucun enfant ſi deſnaturé qui ait par diſpoſition teſtamentaire voulu priuer ceux qui dōt il tenoit la vie, & par leſquels il reſpiroit.

Ne faiſoit auſſi au contraire la diſpoſition de ladicte couſtume de Chartres par laquelle la libre diſpoſition eſt dōnee au fils de diſpoſer des meubles & acqueſts, ce qui ſe doit entendre *ſalua legitima*, & pour le monſtrer, combien que la couſtume baillaſt l'entiere diſpoſitiō de tous les acqueſts & meubles, neantmoins ſi vn pere n'auoit que meubles & acqueſts, & auoit entierement diſpoſé au preiudice de ſes enfans, ne ſeroit-on pas bien fondé à demander la legitime, les enfans en ſeront-ils priuez par tel art. de couſtume? & neantmoins ne ſeroit-ce pas vne exception à la couſtume ou legitime interpretation priſe du droict commun & pleine de faueur. Challaneus ſur la couſtume de Bourgongne, au tiltre des ſucceſſ. Rub. 7. §. 6. *in verbo*, ne ſuccede point, num. 1. 2. 3. dit que *ſtatuta quæ matres à filiorum ſucceſſione excludunt ſunt barbara*, contre la loy de nature, l'equité & la raiſon: ſouſtenant par ces moyens eſtre bien fondee à demander la

EEe

legitime ſur les acqueſts & meubles de ſon fils, auquel elle ſuccedoit par ladicte couſtume.

Le defendeur qui auoit eſpouſé la fille de la demandereſſe, & qui eſtoit legataire de tous les meubles & acqueſts diſoit au contraire, que l'arreſt qui interuiendroit feroit loy en la couſtume de Chartres, & en tous ſes autres qui ne baillent la legitime aux peres & meres, ſur les acqueſts & meubles de leurs enfans: que ſi l'on vouloit iuger ceſte queſtion par le particulier loyer deu aux peres & meres par les enfans, le defendeur y auoit de l'aduantage, cōme auſſi ſi par la diſpoſition du droit eſcrit. Le defendeur mary de la defuncte ſur les meubles & acqueſts de laquelle l'on demāde vne legitime a cet aduantage qu'il eſt le premier en date, d'autāt que ce que luy a donné la defuncte ç'a eſté pour l'amitié maritale beaucoup plus fauorable & recōmādable que celle des peres, meres & enfans, auſſi precede elle en origine & commādement le mariage eſtant la cauſe efficiente de la procreation des enfans: ſi l'on veut faire cōparaiſon des perſonnes, l'on dit que *pater & filius eſt eadē perſona*, mais c'eſt *iuris fictione, per imaginationem, per neceſſariam repreſentationē*. Mais Dieu parlant du mary & de la femme *os ex oſſibus, caro ex carne*, la verité eſtant que la femme a eſté priſe de la coſte de l'homme, & en faiſant partie voire le meſme corps, *& erunt duo in carne vna*, auſſi Dieu a cōmandé *relinquere patrē & matrem & adhærere vxori. Geneſ. 2. cap.* Il ſemble que la couſtume de Chartres ait en quelque choſe inuenté ce cōmandement permettāt donation entre mary & femme de ce qu'ils ont acquis pendant leur mariage comme ſi le ſuruiuant repreſenroit les deux. Si l'on vouloit decider ceſte queſtion par le droict commun, qu'en France nous ne pouuōs auoir autre droict cōmun que nos couſtumes, *maximè* en pays couſtumier qui eſtoit du tout diſtinct & ſeparé du droict ciuil. Le Pape Euſebe eſcriuant aux Eueſques de France au can. *de accuſationibus 3. quæſt. 5.* leur dit que *exteras quidem leges habent*. & la Gloſe expliquant ces mots dit, *exteræ quidem leges reſpectu iuris ciuilu*, ſont nos couſtumes locales & particulieres *quæ ius Romanum non agnouerunt* & deſquelles l'obſeruation eſt ſi eſtroictement ordonnees aux Baillifs, Preuoſts & Seneſchaux. Que par l'ordonnance de l'an 1256.

on les faiſoit ſolennellement iurer & promettre de les garder à peine de punition corporelle en cas de contrauention. Monſieur Guimier en ſa gloſe de la Pragmatique titre *de cauſis* §. *ſed ad quemcumque*, explicant ce meſme paſſage du Canon *accuſationibus*, dit que ce mot *exteras* eſt baillé *reſpectu legum ciuilium*: c'eſt pourquoy il ne faut trouuer eſtrange ſi en beaucoup de matieres nos couſtumes ſont totalement cõtraires au droict commun. Auſſi y a-il diuerſité de raiſon, *cauſa, ſubſtãtia & fundamentum legis eſt ratio*: mais de nos couſtumes locales & particulieres, *ſola voluntas*. Et de faict qui voudroit ſouſtenir chaſque article de nos couſtumes par la raiſon, comme pourroit-on concilier les couſtumes qui admettent repreſentation en ligne collaterale auec celles qui la reiettẽt: celles qui ne donnent le partage aux puiſnez que par bien faict, auec celles qui le baillent en pure proprieté, & n'en faut rechercher autre raiſon, *ſic placuit, ſic pro ratione voluntas*, & deuons eſtre plus curieux de l'exacte obſeruation de nos couſtumes, que les Romains n'ont eſté de leur droict ciuil, eſtãt vne des anciennes marques de la liberté Françoiſe. Que cõbien qu'ayõs eſté quelque temps ſoubs la puiſſance des Romains, neantmoins auons eſté ſi curieux de la conſeruation de nos loix particulieres, que les auons preferees au droict ciuil. Et ne fut en la puiſſance de Charlemaigne lors qu'il fut creé Empereur, faire receuoir en Frãce ſon Capitulaire, qu'il auoit tiré en partie du droict Romain, apres qu'il vit vne cõtrarieté generale en toute la France de receuoir le droict ciuil. Que s'il cõuenoit faire cõparaiſon de nos legitimes couſtumieres à celles ordonnees par le droict ciuil, elles ſe trouueroiẽt toutes differentes, *iure ciuili legitima dicebatur portio illa hæreditatis, de qua defunctus in præiudicium hæredis, diſponere non poterat*. C'eſt pourquoy *legitima beneficiũ eſt legis, non parentis, hæres creditor legitimæ*, cõme il eſt traité en la l. *omnimodo, de inoffic. teſt.* & telle legitime n'a eſté introduicte qu'en faueur de certaines perſõnes limitees aux freres, encores *turpi perſona inſtituta*, mais la legitime couſtumiere *ad omnes hæredes propriorũ & auitorũ*, en quelque degré qu'ils ſoiẽt: de droict ciuil la legitime reglee *ex numero liberorũ*, par la couſtume autãt à vn ſeul heritier qu'à trẽte. De droit ciuil, la legitime en tous les biẽs ſoiẽt

Digitized by Google

meubles ou immeubles, propres ou acqueſts, par la couſtume és propres, la libre & entiere diſpoſition demeurant és meubles & acqueſts. Auſſi pour vrayement parler, noſtre legitime couſtumiere n'eſt proprement *legitima*, mais *ſpecies quædam legitimæ*: en effect la part & portion de laquelle nul par teſtament ne peut diſpoſer au preiudice de ſon heritier. Que la demandereſſe ſe trompoit en toutes ſortes; En premier lieu voulant ſouſtenir que *legitima iure naturali debebatur & ſtatuto tolli non poterat*, erreur remarquee par Socinus en ſon Conſ.52. *lib.* 3. par le Balde *in l.* 1. *C. de legibus*, & au §. *ius naturale. de iur. nat. gent. & ciuili, apud Iuſt.* par Lud. Romanus en ſon Conſ. 32. & s'il le falloit prendre *ab origine*, par la loy des douze Tables, *filij querelam non habebant*, la liberté de diſpoſer de tout ſon bien eſtoit permiſe, & de faict la legitime a eſté depuis inſtituee, & en prend ſa denomination, *legitima à lege dicta*, & long temps apres le Tertullian a eſté introduict, qui a baillé la legitime aux aſcendans. Que par la couſtume de Chartres on n'auoit penſé au Tertullian, au contraire, il y a deux raiſons priſes par ladite couſtume qui excluent les pere & mere de la legitime. La premiere en ce que l'on baille la totale & libre diſpoſition des meubles & acqueſts aux enfans, *qui totum dicit, nil excludit*, couſtume en ce qui concerne la diſpoſition des meubles & acqueſts, pareille aux douze Tables, qui permettoient *liberam totorum bonorum diſpoſitionem*, qui n'ont cogneu la legitime, n'y ayant rien ſi contraire à la legitime que la diſpoſition libre de tout ſon bien ſans aucune reſeruation à l'heritier. L'autre eſt que ladicte couſtume a ſpecifié vne legitime, celle du fils és biens du pere, ſans parler de celle des pere & mere és biens du fils, *qui de vno dicit, de altero negat, exceptio particularis firmat regulam in cæteris*: mais tout ce que peut dire la demandereſſe pour induire vne legitime aux aſcendans en la couſtume de Chartres, ſe reſout en deux poincts, l'vn par vne fauorable extenſion *de perſonis & legitima filiorum, ad perſonas & legitimam aſcendentium*, l'autre que *caſus omiſſus eſt à lege*.

Quant au premier que c'eſtoit s'abuſer, d'autãt que, *quãdo verba Statuti ſunt clara, certa & minimè obſcura, nec interpretationem nec extenſionem admittunt, l. quidquid aſtringendæ, de verb. oblig.*

le Bart. a ſuiuy ceſte opinio en la l. *omnes populi* 18. *collat. de iuſt. & iur. cùm verba conſuetudinis clara ſunt, non interpretanda, nec extendenda*, & ſe fonde ſur la l. *continuus.* §. *& ita de verb. oblig.* ioinct que nos couſtumes *ſunt ſtrictiſſimi iuris & ad inſtar cõtractuum iudicantur*, & prennent leur force du iour qu'elles ont eſté arreſtees & publiees aux trois eſtats, comme il a eſté iugé par l'arreſt de Piqueni en la couſtume d'Amiens, & eſt choſe aſſez triuiale qu'en matiere de couſtume *nunquam fit extenſio de perſona ad perſonam*: ce que la couſtume a ordõné pour le mary, n'a lieu pour la femme, d'autant que *verba in ſua propria ſignificatione accipiuntur*. Au chapitre, *cùm dilecti filij, de donat. in contractibus plena, in teſtamentis plenior, in donationibus pleniſſima interpretatio facienda*, ce qui a eſté limité *modò extentio non ſit de perſona ad perſonam*: tel donne au frere qui ne veut donner à la ſœur, & au pere qui ne veut donner au fils, *quanto magis* en nos couſtumes, eſquelles deuons eſplucher les mots l'vn apres l'autre.

Pour le ſecond, que *caſus fuerit omiſſus à ſtatuto*, ſi telle omiſſion n'eſtoit qu'ẽ la couſtume de Chartres y auroit quelque apparance, mais la legitime deuë aux aſcendans ayãt eſté obmiſe generalement par toutes nos couſtumes l'on ne peut dire que ce ſoit vne omiſſion, au cõtraire vn droict commun & general en pays couſtumier, qu'il n'y a droict de legitime aux aſcendans és meubles & acqueſts de leurs enfans, mais pour monſtrer que c'eſt vne omiſſion volontaire fondee ſur grande raiſon. De diſpoſition de droict ciuil, la legitime n'a onques eſté baillee que *legitimo & vniuerſali hæredi*, à ceux *qui in totum in ius defuncti ſuccedebant*, & non à ceux *qui quoad quid tantùm ſuccedebant* & qui, à proprement parler, eſtoient pluſtoſt legataires que heritiers, elle a eſté concedee *filio, fratri turpi perſona inſtituta, patri & matri, auo & auiæ*, tous heritiers vniuerſels, mais *fratri vterino*, elle a eſté deſniee, *l. fratres vterini, de inoffic. teſtam. C.* & alors que *ſublata erat differentia agnationis* par l'auth. *ceſſante, de legit. hæred. C.* tellement que lors il y auoit identité de raiſon ſoit pour faire extenſion *de fratre ad fratrem*, ou dire que *caſus omiſſus fuerat à lege*, lors que l'on bailla la legitime aux freres, ce qui a eſté deſnié, & la raiſon en doit eſtre priſe de l'Auth. *defuncto, ad Tertul. C.* que *fratres vterini non ſuc-*

Digitized by Google

cedunt in totum ius defuncti fratris, mais *quoad quid*, *ſcilicet in maternis non in paternis.* Or par nos couſtumes les aſcendans ne ſuccedent aux propres, mais ſeulement aux acqueſts & meubles, *& non ſunt veri hæredes quia in totum ius defuncti non ſuccedunt*, & ne peuuent eſtre tenus des debtes que *pro modo emolumenti*, *veluti legatarij quotæ bonorum*, par l'arreſt de Boiſuert, & meſme par l'ordonnance de l'an 1567. les meres ne ſuccedent à leurs enfans aux propres, ce qui eſt obſerué au pays qui ſe regiſt en Frãce par le droict eſcrit. Auſſi y a-il grande diuerſité de raiſon entre ces deux legitimes des deſcendans & aſcendans: celle deuë aux deſcendans fauorable du droict de nature: celle des aſcendans en droict pur particulier: & de faict au 27. chapitre des Nombres Moyſe baillant aux enfans d'Iſrael *iura ſuccedendi* il met au premier degré les enfans, puis les freres, apres les peres, les oncles, & puis *qui gradu ſunt proximiores* ſans faire mention de la ſucceſſion des peres aux enfans, au contraire preferant le frere au pere, l'oncle au pere, *dátque hoc filijs Iſrael ſanctum legè perpetua ſicut præcepit Dominus Moiſi*, & ſainct Paul dit que *patres debent theſauriſare filijs, non filij patribus.* Plutarque au traicté de *mat. in prog. ſuam charit.* ſur la fin parlant de la ſucceſſion des enfans aux peres & des peres aux enfans *non eodem modo defertur hæreditas, liberis enim vt debita defertur nec vllam habent gratiam, patri autem ſolo legis beneficio datur*: diſoit dauantage que *in omiſſione legitimæ* l'on conſideroit ſi telle omiſſion eſtoit *aut à lege aut ab homine: ſi à lege* elle ne pouuoit ſuppleer, *ſi ab homine, nunquam*, & eſt l'opinion de Decius *in lege humanitatis, C. de impub.* Tellement que nos couſtumes eſtans reglees *ad inſtar contractum* n'admettent ceſte extenſion. *Chaſſan.* en la couſtume de Bourg. au tiltre des *confiſca.* §. 1. demande ſi la couſtume ne reſeruoit par mots expres la legitime aux enfans en confiſcation des biens du pere, ſi elle ſe pouuoit ſuppleer, tient que non, & que la rigueur de la couſtume eſt au contraire, que *verba clara ſunt, à verbis ſtatutorum non recedendũ*, & allegue la l. *quod conſtitutum, in hæc verba, quantum ad verba eius, de teſta. milita. l. ſi ſeruum, in* §. *non dixit pater, de acquir. hæred.* & comme dit le Balde *in l. 1. collat. penul. C. de hæred. inſtit.* qu'il repete en la l. *omnes populi. in fine, de iuſt. & iure, quod ſtatutum*

non dicit nec nos dicere debemus. C'eſt pourquoy *debemus in hærere verbis ſtatuti, nec aliter interpretari quam ſtatuta loquentur, nam ſtatuta tantum diſponunt quantum loquuntur & nil amplius*. Recours à ce qu'en a eſcrit Monſieur Tiraqueau *in l. ſi vnquam. C. de reuocan. donat. in verbo, liberis, num.* 4.5.6. Et du Moulin ſur le 2. §. de la couſtume de Paris, gloſe 2. num. 2. Partant ceſte queſtion ſe iugeant par la diſpoſition de la couſtume de Chartres qu'elle ne pouuoit receuoir aucune difficulté.

Par arreſt la demandereſſe deboutee de la legitime par elle pretenduë ſur les biens meubles & acqueſts de la deffunƈte fille, *multis contradicentibus*. *Vide cap. ſuper ſpecula, de priuilegijs; quia tamen in Francia Laici Romanorum Imperatorum legibus non vtuntur.*

Les enfans ne ſont tenus intenter aƈtion pour ſupplement de legitime, car en France les enfans ſont ſaiſis de leur legitime, ne peuuent intenter complainƈte, & peuuent *recta* demander partage ſuiuant l'aduis de du Moulin, en ſes Annotations ſur le troiſieſme article du dix huiƈtieſme chapitre des Teſtamens de la couſtume de Berry.

PACTVM DE QVOTALITIS.

II.

AV procés de Iaquinot & Donatian, appellant du Bailly de Berry ou ſon Lieutenãt à Bourges, s'eſt preſentee ceſte difficulté *ſi paƈtio de quota litis in cohærede licita eſſet.*

L'on diſoit contre celuy qui auoit faiƈt telle paƈtion que telles conuentions eſtoient reprouuees, & que la loy auoit eſtimé qu'elles eſtoient *contra bonos mores*. Et bien que la l. *litem te redemiſſe, de Procurat. C. l. quiſquis, de poſtul. C.* parle *in Procuratore aut Aduocato*, & ſemblent eſtre ſpeciales en leurs perſonnes, pour ſçauoir à peu prés quel il faiƈt en la cauſe, toutesfois Vlpian en la l. *ſumptus, de paƈtis. ff.* a reprouué telles paƈtions *indefinitè*, comme illicites & d'vn droiƈt litigieux, duquel le iuſte pris eſt du tout incertain, quelque modification que la gloſe y ait apportee.

Au contraire que la cauſe de la prohibition de la loy ceſ-

Digitized by Google

ſoit *in hærede vterque certus de iure ſuo*, l'on ne peut dire que *cohæres ſit in fide & clientela cohæredis*, paction qui facilite les partages, la queſtion demandee aux chambres, par arreſt la conuention approuuee, & auoit au parauant eſté receuë par arreſt en la maiſon de Neuers & de Guyſe, pour la ſucceſion de la maiſon de Neuers, Monſieur du Vair rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le vingt-ſixieſme Aouſt mil cinq cens quatre vings huict.

PENSION SVR LEPROSERIE.

III.

AV procés d'entre le Curé de S. Lazare de Neuers, & les adminiſtrateurs de la Leproſerie de Neuers, s'eſt meuë ceſte queſtion, ſçauoir ſi l'ordonnance de l'an 1545. par laquelle les Hoſpitaux, Maladeries, & Leproſeries ſont oſtees aux Eccleſiaſtiques, & ordonné que pour celles qui eſtoient en tiltre, les titulaires auroient penſion : ſi telle penſion ſeroit baillee en argent, ou bien *in corporibus*, *ſcilicet*, quelque terre à iouïr par main.

Les adminiſtrateurs diſoient que l'ordonnance n'ayãt vſé que du mot de penſion, ne ſe pouuoit entendre qu'en deniers: que la Clemẽt. *quod contingit. de religioſ. domib.* n'en baille dauantage, que la raiſon & motif de l'ordonnance eſtoit ſur le mauuais meſnage des Eccleſiaſtiques.

Au contraire le Curé diſoit que la qualité de Curé auoit beaucoup de faueur, qu'il falloit reſider: que reſidant il auoit plus affaire de bled & vin que d'argent: qu'eſtant titulaire de la Leproſerie, ceſte penſion luy eſtoit *loco legitimæ*, qui ſe deuoit bailler *in corporibus hæreditariis*, qui ne leur baille qu'vne penſion en argent, au lieu d'eſtre ſur ſon bien il ſeroit *veluti aduena in terra aliena*, où eſtant de la maiſon, il faut que *partem habeat*: que l'ordonnance n'auoit preueu la reſidence des Cures qui auoient vne Leproſerie annexee, que les pauures eſtoient ſans intereſt, rien ne leur eſtoit oſté : le reuenu eſtoit auſſi bien donné à l'Hoſpital & Curé qu'aux pauures: le Curé adminiſtre les Sacremẽs aux Lepreux, *non ligandum os bouis triturantis*.

triturantis, il faut que *commedat de fructibus terræ*.

La queſtion demandee aux Chambres, la Cour a ordonné que la penſion ſeroit baillee au Curé *in corporibus*, ſans tirer à conſequence pour les autres Leproſeries n'ayans charge d'ames, du 23. Septembre 1588. Monſieur Brizard Rapporteur 5. des Enqueſtes.

LOCATAIRE CONTRAINCT deſloger.

IIII.

LE Ieudy quatrieſme Decembre 1522. fut iugé en l'audience que le proprietaire de la maiſon pouuoit faire ſortir le locataire pour y aller demeurer auec ſa femme, qu'il auoit eſpouſee peu de temps auant l'action intentee, *& fuit caſus inopinatus & neceſſaria habitatio*, ſuiuant la gloſe de la l. *ædem, in verbo, neceſſariam. C. locat.* & ſur ce que le locataire pretẽdoit dommages & intereſts, le proprietaire au contraire, qu'il n'en eſtoit deu, la Cour donna Commiſſaires à la barre, Guillaume Fournier, Nicole de la Noë plaidans.

LEGS D'UNE NOTABLE SOMME à diſtribuer par la volonté d'vn Curé, ſelon l'intention du teſtateur declaree au Curé.

V.

A La prononciation des arreſts de Noël 1580. fut prononcé en robes rouges, l'arreſt donné en la grand' Chambre au rapport de Monſieur de Longueil, entre Maiſtre François Pelletier Curé de Sainct Iacques de la Boucherie de ceſte ville de Paris d'vne part, & Maiſtre Iean Fortin & Maiſtre François Perdrier Secretaire du Roy, heritier de defunct Iacques Perdrier Seigneur de Roſny: par lequel la Cour ordonna deliurance que ſeroit faicte audict le Pelletier de la ſomme de trois mil eſcus à luy ordon-

Digitized by Google

nez par ledict deffunct pour diſtribuer aux œuures pitoyables, qui luy auoit faict entendre peu auant que de mourir, ſans qu'il fuſt tenu en rendre compte. La raiſon de douter eſtoit que les heritiers maintenoiēt que ledit legs eſtoit faict pour tourner au profit de la veufue en fraude de la couſtume, demandoient que le Curé euſt à s'en purger par ferment: que ſi c'eſtoient legs pitoyables, le Curé ne deuoit craindre de les dire à aucuns de Meſſieurs, qu'admettant ceſte façon de leguer, ſeroit donner toute liberté aux tromperies & fraudes, mais ledit le Pelletier s'excuſe de declarer en iuſtice l'intention du defunct, qui l'auoit prié de ne la declarer, & s'en eſtoit repoſé ſur ſa parole. Faut noter que le Curé auoit affermé pardeuant l'vn de Meſſieurs de la Cour, que la veufue ne participoit aux legs.

L'ON N'EST RECEVABLE A IMPVgner vn teſtament apres auoir demandé le legs y contenu.

VI.

LE Mardy vingt-cinquieſme Septembre mil cinq cens quatre-vingts deux à l'apreſ-diſnee fut donné arreſt aux grands iours tenus en la ville de Clermōt, en la cauſe d'ētre Claude Terral, & Perrette Miſſetier, demeurāt à Lyon pays de droict eſcrit, que la mere ſe pretendant heritiere de ſa fille ab inteſtat, ayant recogneu & demandé auparauant le legs à elle faict par le teſtament de ſa fille, ne pouuoit impugner le teſtament ne demander le ſupplement de ſa legitime, & ordonné qu'elle ſe contenteroit du legs qui luy auoit eſté faict par ſa fille. Faut noter la particularité qui eſt que la mere auoit longuement plaidé pour la deliurance de ſon legs, approuué le teſtamēt de ſa fille, eſtant mal-ſeant *ſola ſpe lucri* d'impugner puis apres le teſtament d'inofficioſité.

Digitized by Google

LEGITIMATION DES ENFANS ſans l'expres conſentement du pere, ne vaut.

VII.

AV mois de Iuillet mil cinq cens quatre-vingts trois, fut prononcé l'arreſt donné en la chambre de l'Edit, au rapport de Monſieur Viole, entre Iaqueline de Poix & ſes enfans naturels demandeurs, & Oliuier du Pleſſis, Sieur de Chainchabor, par lequel fut iugé que leſdits enfans ayant obtenu lettres de legitimation & icelles faict entheriner ſans l'expres conſentement de feu Iean de Laubien, Sieur de Blerencourt leur pere naturel, eſtoient nulles, & ne pouuoient operer pour ſucceder, encore que ledit pere y eut tacitement conſenty, meſmes enuoyé lettres au Procureur pour faire entheriner leſdictes lettres, & que par pluſieurs actes ſubſequens leſdictes lettres, il les euſt appellé ſes enfans, & furent auſdits enfans du conſentemẽt dudit defendeur, adiugez les meubles qui leur eſtoient leguez. Ce qu'il y auoit de particulier, eſt que depuis leſdites lettres de legitimation ladite de Poix auoit demeuré long-temps auec ledit de Laubien, ſans qu'il l'euſt eſpouſee & legitimé ſeſdits enfans *per ſubſequens matrimonium*, encores que ladicte de Poix euſt la promeſſe dudit Laubien, & fut ladicte de Poix deboutee de la communauté par elle demandee, & de ſon doüaire.

IDEM.

LE ſemblable auoit auparauant eſté iugé en la 2. des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Villemor, le vingt-neufieſme Nouembre 1577. au proces d'entre Diſpania contre les Martels, & que ſans l'expres conſentement du pere naturel, la legitimation ne peut auoir effect pour ſucceder, & fut leu l'arreſt donné pour le fils naturel du Preſident de Caluinot du Parlement de Bordeaux, au rapport de Monſieur Perrot, auquel l'on auoit adiugé ſupple-

ment de legitime, mais il y auoit de la particularité, *la mere eſtant decedee intra tempora*, que ledict ſieur Preſident auoit promis de l'eſpouſer.

S'il fault l'exprés conſentement du pere naturel, & des autres heritiers qui peuuent ſucceder *ab inteſtat* voy Boerius en ſa Deciſ. 122. Bacquet au liure 2. du droict de Baſtardiſe chap. 11. & 12. le meſme Bacquet au chap. 52. donne la raiſon de douter narrant les lettres de naturalité & verificatiõ en la chambre des comptes, ou il n'eſt parlé du conſentement des pere & mere, mais la reſponce eſt que la chambre des comptes, qui ne cognoiſt que de l'intereſt du Roy, & de la France, & non de la ſucceſſion ne parle du conſentement requis des pere & mere, mais en la verificatiõ qui ſe faict en la chambre du Treſor, y a ces mots, pourueu que les peres & meres y preſtent conſentement, auſſi que telles lettres de legitimation, le pere ny conſentant, ne ſont que *ad honores* pour tenir offices & benefices: voy Chaſſan. ſur les couſt. de Bourgongne tit. des baſtards §.3. num. 32. & eſt iugé par ces arreſts que lettres de naturalité, auſquelles le pere n'a conſenty par exprés, n'operent pour la ſucceſſion, *ſecus* pour obtenir dignitez & honneurs.

LEGS FAICT A VN RELIGIEVX Iacobin, & à vn Religieux de l'ordre Sainct Benoiſt.

VIII.

LE quatorzieſme Aouſt mil cinq cens quatre-vingts quatre, fut prononcé arreſt en robes rouges par Meſſire le Preſident Preuoſt donné en la 1. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Rubentel, par lequel vn legs faict par vn pere à deux de ſes enfans, l'vn Iacobin, l'autre Religieux de l'ordre Sainct Benoiſt, fut declaré bon & valable, & ce faiſant les heritiers condamnez faire deliurance par chacun an, & mettre és mains du Prieur des Iacobins & de l'Abbé ou Prieur de l'Abbaye en laquelle ledit Religieux auoit faict vœu, deux ſeptiers de bled mentionnez au teſtament du pe-

re, pour eſtre diſtribuez à la nourriture & entretenement & aux eſtudes deſdicts Religieux, leur vie durant ſeulement, aux charges des ſeruices portez par ledit teſtament: la raiſon de douter eſtoit pour la qualité des legataires, incapables pour le vœu de pauureté de poſſeder aucuns biens, d'auoir aucune choſe en propre.

LOTS ET VENTES ET DROICTS *Seigneuriaux de licitations entre coheritiers, de contracts d'eſchange, les rentes rachetees.*

IX.

AV procés d'entre le Majeur, Preuoſt & Eſcheuins d'Amiens d'vne part, & Pierre du Caſtel, l'on demandoit ſi en licitation de quelques maiſons faictes entre coheritiers, de la maiſon adiugée audit Caſtel heritier, il eſtoit deu lots & ventes, attendu que la licitation auoit eſté faicte non ſeulement entre les coheritiers, mais que *extranei admiſſi fuerant*.

Diſoit du Caſtel, que tant par la couſtume d'Amiens, que pluſieurs autres couſtumes de ce Royaume, n'eſtoient deuz aucuns droicts ſeigneuriaux pour partages faicts entre coheritiers, *non enim ex tali diuiſione mutatur dominium ſed ſuũ quiſque recipit*, comme dict Guido Papæ Deciſ. 88. & Conſ. 46. que comme *ex tali diuiſione non debebantur laudimia*, auſſi n'en eſtoiẽt deuz *ex licitatione facta in conſequentiam diuiſionis*, autrement les coheritiers, pour ce qui ne ſe pourroit commodement diuiſer, ſeroient de pire condition: ioint que telle licitaition & alienation eſtant forcee, neceſſaire & prenant ſon origine & ſa cauſe d'vne diuiſion, *non vera venditio ex qua debeãtur laudimia*, qui eſt l'opinion de Bart. *in l. & ideo. de cond. furt.* Et faut conſiderer & l'intention des parties qui n'a eſté *primò & principaliter vendere*, mais de partir par entre eux *iudicio familiæ herciſcundæ*. Ne faiſoit au contraire que le coheritier adiudicataire eſtoit faict ſeigneur non ſeulement de la partie en laquelle il eſtoit fondé en l'heritage, mais de celles de ſes coheritiers, ce qu'il ne peut *iudicio fam. herciſ.* par lequel il n'en

Digitized by Google

peut auoir que ſa part, mais qu'il falloit que ce fuſt *titulo particulari emptionis*, d'autant que *arbiter famil. herciſ. iudicio poteſt vni cohæredi totam rem adiudicare. l. item Labeo, §. familiæ herciſcundæ. ff. fam herciſ.* & vſe le Iuriſconſulte de ces mots *licitatione poteſt rem vni adiudicare*, & par la l. *communi, §. ſi debitor com. diuid ff. qui rei communis partem pignori dederat creditori, à ſocio licitatione victus creditor aliam partem emit, vult debitor oblato pretio partem pignori datam tantùm repetere, non audiendum debitorem iudicauit Iulianus, niſi totius rei pretium redderet*, & la raiſon qu'il en rend faict à ce propos *quia hæc pars ſeu portio beneficio alterius partis acceſſit*. Qu'il ſe trouue vn arreſt donné en la grand' chambre au rapport de Monſieur Bellanger, en la couſtume de Chartres, qui ne diſpoſoit particulierement non plus que celle d'Amiens, qui auoit iugé la queſtion, en Iuillet 1586. & auoit eſté donné arreſt en la cinquieſme, au rapport de Monſieur Bouin au profit de Monſieur Chartier, pronõcé en robes rouges, par lequel l'on auoit iugé que de ſoulte de partage n'eſtoient deuz droits Seigneuriaux, & que la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris, reformee ſur les arreſts de la Cour, l'auoit ainſi ordoonné. De vouloir en faire quelque particularité, *ex eo* que *extranei in licitatione admiſſi fuerant*, qu'il n'y auoit apparence, & qu'il le falloit iuger *ex euentu*; que le coheritier eſtoit demeuré le dernier encheriſſeur, & non l'eſtranger. Du Moulin en la deuxieſme partie de Cenſ. ſur la couſtume de Paris, §. 55. num 157. ſe moque de ceſte diſtinction *an admittatur extraneus in licitatione aut non, cùm victus & expulſus fuerit extraneus, per vnum ex cohæredibus, remanet negotium in terminis puræ diuiſionis*, d'alleguer vne poſſeſſion centenaire des defendeurs qu'il n'y auoit apparence, *cùm iuris errore ſit introductum, & vſurpatio ſit potius quàm poſſeſſio*, d'autant plus vitieuſe, que c'eſt des Seigneurs de fief, contre leurs vaſſaux & ſubiects, erreur de droict qui ne ſe preſcrit.

Diſoient au contraire leſdicts Maeiur & Eſcheuins de la Ville d'Amiens, que la diſtinction qui s'eſt gardee au Palais, & particulierement à Amiens c'eſt *quando in licitatione cohæredes tantùm admittuntur, aut quando extranei: primo caſu, non deberi laudimia cùm tantum ſit diuiſio, ſecundo caſu deberi cùm diuiſio*.

Digitized by Google

eſſe non poßit hæreditatis admißis extraneus, & a ſuiuy ceſt aduis du Moulin ſur le §. 22. de la couſtume de Paris num. 73. & de faict *diuiſio dici non poteſt* quand vn eſtranger eſt admis à encherir & achepter, & faut que l'inuention des heritiers ait eſté d'expoſer en vente, & ſortir des bornes du partage, puis que *extraneos admiſerunt*. L'on dit que *emptio vt ſit neceſſaria, ex qua non debeantur laudimia*, il faut que *emptori emendi neceßitatem imponat*: car au premier cas *cohæredibus tantùm in licitatione admißis*, mais *admiſſo extraneo non eſt cohæredi neceſſaria emptio, ſed voluntaria*, & eſt tiree ceſte raiſon de Chaſſan. ſur les couſtumes de Bourgongne au tiltre des retraicts. §. 9. num. 3. 4. explicant *quid ſit neceſſaria emptio & quando neceſſaria dici poßit*, qu'il n'y auoit apparẽce appeller partage, quand l'on admet des eſtrãgers qui ſont hors le partage, c'eſt ſe departir de l'action de partage, qui n'eſt qu'entre coheritiers. Bertrandi en ſon Conſeil 122. du premier liure, *Aufrerius decis. Tholoſ.* 77. ont ſuiuy ceſte diſtinction, que les arreſts y ont paſſé. Du Moulin en allegue vn prononcé en robes rouges le deuxieſme d'Auril 1538. interuenu ſur vn appel de la chãbre du Treſor, entre le Subſtitut du Procureur general en la chãbre du Treſor, & Becquet, c'eſt en la couſtume de Paris, §. 55. gloſ. 1. num. 174. L'on ne demandoit en ceſt arreſt s'il eſtoit deu des vẽtes pour les parts des coheritiers licitees & adiugees à l'vn des coheritiers *hoc abſurdum fuiſſet*, nul n'en doutoit, mais ſi le coheritier adiudicataire eſtoit tenu payer ventes pour ſa part, *extraneo admiſſo in licitatione*: & fut iugé qu'il n'en eſtoit deu pour la part du coheritier adiudicataire. Que le mieux que pouuoit pretendre le demandeur, c'eſtoit qu'il ne payaſt les ventes pour ſa part qu'il pouuoit pretendre en la ſucceſſion, mais *quod excedebat*, il en deuoit les ventes, ne le pouuant auoir *iure hæreditario*. Que ledit Majeur & Eſcheuins eſtoient en plus forts termes eſtans en poſſeſſion plus que centenaire, & verifiee par les comptes rendus en leur hoſtel de ville: qu'ils auoient receu les lots & ventes de telles licitations *extraneis admißis*: qu'eſtans fondez en arreſts, opinion des Docteurs, en la raiſon & en vne poſſeſſion plus que centenaire qu'ils deuoient obtenir. L'on a bien reprouué les poſſeſſions centenaires & immemoriales *quæ ad mores pertinebãt*,

mais celles *quæ ſola ratione nitebantur* ont eſté receuës. Sainct Auguſtin en l'Epiſtre qu'il eſcrit *ad Caſulanum presbiterum*. dit, *conſuetudinem laudamus quæ tamen contra fidem Catholicā nil vſurpare dignoſcitur*, & au ch. *illa autem*, 21. *diſt*. il adiouſte *quod neque contra bonos mores neque contra fidem eſt, indifferenter habendum eſt, ideo cùm Romam venio Sabbatum ieiuno, cùm Mediolani ſum non ieiuno*.

Par arreſt apres auoir demandé la queſtion aux chambres, & veu les arreſts cy deſſus alleguez, iugé que la licitation faicte entre coheritiers ſans fraude, l'vn d'iceux demeurant adiudicataire, ne ſont deuz droicts, lots & ventes, n'autres droicts Seigneuriaux.

L'on allegue à ce propos la l. *cùm in fundo* §. *ſi fundus*, *verſ. diuortio autem facto, de iure dot. ff. de fundo communi in dotem dato licitatione contra ſocium facta mulieri adiudicato, qui totus dotalis eſt*, pour monſtrer que *talis licitatio non eſt titulus emptionis, aliàs totus fundus dotalis non eſſet*, mais que *licitatio non mutat naturam primi contractus, ideo totus dotalis*.

A ce propos en conſequence des Arreſts cy deſſus, l'on en allegue vn donné en Auril 1588. en la grand' chambre, auparauant appoincté au Conſeil, entre le Seigneur de Lanſac & Monſieur Leſcot Conſeiller, & le Chapitre Sainct Germain de l'Auxerrois, ledict Chapitre demandoit les lots & ventes d'vn contract d'eſchāge de maiſon baillee à mil cinq cens liures de rente racheptable par le Seigneur de Lanſac, le Seigneur Leſcot l'a vouloit auoir par retraict lignager en l'an 1566. le Seigneur de Lanſac auoit pris ladicte maiſon & baillee en eſchange mil cinq cens liures de rente ſur l'hoſtel de ville de Paris, auec clauſe que ladite rente n'eſtant payee de terme en terme que ledit S^r. de Lanſac en faiſoit ſa debte. Ladicte rente n'eſtant payee, ledit Sieur de Lanſac la rachete, ce rachapt cauſe deux doutes; l'vn de retraict lignager par ledit Sieur Leſcot, ſouſtenant que c'eſtoit vn contract d'achapt & non d'eſchange: l'autre des droits Seigneuriaux par ledit chapitre fondez ſur meſme raiſon. Au contraire ledict Sieur de Lanſac diſoit que ce qui auoit eſté fait ce auoit eſté en conſequence neceſſaire du contract, par le moyen de la clauſe appoſee en iceluy, que c'eſtoit choſe de meſme nature

que

que le contract qui n'eſtoit pource changé, & par lequel rachapt *conuentio non tranſibat in aliud nomen contractus*, que cela ne conuertiſſoit l'eſchange en contract de vente, qu'il falloit conſiderer *quid principaliter actum*: que ce qui eſtoit fait *in conſequentiam primi contractus*, & en execution d'iceluy *non immutabat naturam*. Par arreſt tant le Sieur Leſcot, que le chapitre ſainct Germain ont eſte deboutez de leurs demandes.

L'arreſt donne contre le Maieur d'Amiens a eſté en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, le 3. Mars 1587. *Vide Boerium in Conſuetud. Biturigum.* §.7. des fiefs & cens, *verſ. ex quibus ſequitur, quia eſt neceſſaria alienatio quæ ex diuiſione dependet*.

La plus grande raiſon de douter eſtoit qu'au moyen de la conuention, qu'à faute de payement de la rente, que l'on la prenoit ſur ſoy, l'on ſe rendoit debiteur de la rente: parrant les ventes deuës pour les raiſons alleguees ï.—arreſt 18. pag. 423. Mais telle conuention n'eſt appoſee que pour la ſeureté du compermutant, caution priſe pour ne s'aſſeurer des rentes, que l'on bailloit caution qui ne change en rien la nature de la permutation, de laquelle ne ſont deuz droicts ſeigneuriaux, l'on regarde touſiours *quid principaliter agitur, non quid acceſſorié, aut in conſequentiam primi contractus*, pour le payement des lots & ventes qui ne ſont deuës qu'és cas ſpecifiez par nos couſtumes.

Et le vnzieſme Ianuier 1607. en l'audience, en la cauſe des adminiſtrateurs de l'hoſtel Dieu de Chartres, la queſtió s'eſt preſentee, *ſi licitatione facta inter ſocios*, de deux maiſons qui ne ſe pouuoiét partir entre ceux de deux communautez, la difficulté eſtant de l'article de ladicte couſtume de Paris, qui ne parle que *inter cohæredes*, iugé que *ex licitatione inter ſocios legitime & ſine fraude facta*, il n'eſtoit deu lots & ventes, *non enim ex diuiſione debentur*.

Digitized by Google

DE LA LOY DEVXIESME de reſcind venditione.

X.

SI la l. 2. *de reſcindenda vend.* a lieu *in emptore*, voy du Moulin ſur la couſtume de Paris, §. 13. gloſ. 5. num 56. & §. 22. num 47. *in fine, tamen contra Molinei opinionem Pariſiis iudicatum anno 1592. & à Dom. Præſide Magiſtro in purpura pronuntiatum l. 2. locum non habere in emptore, qui affectione ductus plus æquo emere poteſt & de facili emptores vltra iuſtum pretium emerent, vt poſtea reſciſſa venditione iuſto pretio haberent.*

SI LADICTE LOY DEVXIESME a lieu en bail à rente.

XI.

LE ſixieſme May 1574. iugé au rapport de Monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes, Monſieur Preuoſt Preſident, qu'en contract de bail à rente la l. 2 *de reſc. vend.* auoit lieu, & que le preneur auoit eſlection de ſuppleer iuſques à la iuſte valeur, tout ainſi qu'au contract de vente, *quia in contractibus bonæ fidei læſio vltra dimidiam iuſti pretij dolum & iniquitatem in ſe continet*, au 4. des Theſſaloniciens, *ne quis circumueniat in negotio fratrem ſuum, quoniam vindex eſt dominus de ijs omnibus*. Il y auoit de la particularité n'eſtant raiſonnable de caſſer vn bail à rente pour la leſion *inter maiores*, car la longueur du temps, l'incertitude des fruits, les hazards permettent au preneur prendre à bon prix & faire ſa condition aduantageuſe quand ce ne ſeroit qu'en conſideration des ſterilitez.

DES PROFITS DE FIEF DE L'HEritage vendu auec retention de ſoy.

XII.

DEs lots & ventes d'vn heritage vendu auec retention de foy & hommage, & s'il y a fraude; *vide I in R. pag.* 575.

DE LA L. AB ANASTASIO, ET per diuerſas, C. mandati.

XIII.

DV Moulin en ſes contracts Vſuraires *quæſt.* 62. *num.*413. *in fine* dit que la l. *ab Anaſtaſio*, & la loy, *per diuerſas C.mand.* ont lieu en France, & qu'elles ſont faictes *contra eos qui per auaritiam vel alias vexandi libidine vili redimunt actiones litigioſas vel dubias, ideo ſtatuunt vt reus vel prætenſus debitor litem & vexationem redimere poſſit eodē pretio, quod inſidiator ille numerauit, oblato, non autem vt veri creditores, de quibus conſtat quòd cum iactura debitorum locupletantur, vide S in littera C. pag.* 70. Imbert en ſon Enchiridion *in verbo, cedens, in fine*, eſtime que la l. *per diuerſas*, & la l. *ab Anaſtaſio C.mandati*, n'ont lieu en France.

LEGITIMATION DES ENFANS nez primo viuente marito, ciuiliter tamen condemnato.

XIIII.

L'On a demandé au procés d'entre du Meſnil, Briſeteau & Deſprez, ſi les ſolennitez requiſes par l'aut. *hodie, de repud*. C. eſtoit gardee, ou la cōſtitutiō canonique du chapitre *in præſentia, de ſpōſalib.* s'agiſſant de la legitimatiō des enfans iſſus d'vne mere rema-

Digitized by Google

ment de legitime, mais il y auoit de la particularité, la mere eſtant decedee *intra tempora*, que ledict ſieur Preſident auoit promis de l'eſpouſer.

S'il fault l'exprés conſentement du pere naturel, & des autres heritiers qui peuuent ſucceder *ab inteſtat* voy Boerius en ſa Deciſ. 122. Bacquet au liure 2. du droict de Baſtardiſe chap. 11. & 12. le meſme Bacquet au chap. 52. donne la raiſon de douter narrant les lettres de naturalité & verificatiõ en la chambre des comptes, ou il n'eſt parlé du conſentement des pere & mere, mais la reſponce eſt que la chambre des comptes, qui ne cognoiſt que de l'intereſt du Roy, & de la France, & non de la ſucceſſion ne parle du conſentement requis des pere & mere, mais en la verificatiõ qui ſe faict en la chambre du Treſor, y a ces mots, pourueu que les peres & meres y preſtent conſentement, auſſi que telles lettres de legitimation, le pere ny conſentant, ne ſont que *ad honores* pour tenir offices & benefices : voy Chaſſan. ſur les couſt. de Bourgongne tit. des baſtards §.3. num. 32. & eſt iugé par ces arreſts que lettres de naturalité, auſquelles le pere n'a conſenty par expres, n'operent pour la ſucceſſion, *ſecus* pour obtenir dignitez & honneurs.

LEGS FAICT A VN RELIGIEVX Iacobin, & à vn Religieux de l'ordre Sainct Benoiſt.

VIII.

LE quatorzieſme Aouſt mil cinq cens quatre-vingts quatre, fut prononcé arreſt en robes rouges par Meſſire le Preſident Preuoſt donné en la 1. des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Rubentel, par lequel vn legs faict par vn pere à deux de ſes enfans, l'vn Iacobin, l'autre Religieux de l'ordre Sainct Benoiſt, fut declaré bon & valable, & ce faiſant les heritiers condamnez faire deliurance par chacun an, & mettre és mains du Prieur des Iacobins & de l'Abbé ou Prieur de l'Abbaye en laquelle ledit Religieux auoit faict vœu, deux ſeptiers de bled mentionnez au teſtament du pe-

re, pour eſtre diſtribuez à la nourriture & entretenement & aux eſtudes deſdicts Religieux, leur vie durant ſeulement, aux charges des ſeruices portez par ledit teſtament: la raiſon de douter eſtoit pour la qualité des legataires, incapables pour le vœu de pauureté de poſſeder aucuns biens, d'auoir aucune choſe en propre.

LOTS ET VENTES ET DROICTS Seigneuriaux de licitations entre coheritiers, de contracts d'eſchange, les rentes rachetees.

IX.

AV procés d'entre le Majeur, Preuoſt & Eſcheuins d'Amiens d'vne part, & Pierre du Caſtel, l'on demandoit ſi en licitation de quelques maiſons faictes entre coheritiers, de la maiſon adiugée audit Caſtel heritier, il eſtoit deu lots & ventes, attendu que la licitation auoit eſté faicte non ſeulement entre les coheritiers, mais que *extranei admiſſi fuerant.*

Diſoit du Caſtel, que tant par la couſtume d'Amiens, que pluſieurs autres couſtumes de ce Royaume, n'eſtoient deuz aucuns droicts ſeigneuriaux pour partages faicts entre coheritiers, *non enim ex tali diuiſione mutatur dominium ſed ſuũ quiſque recipit*, comme dict Guido Papæ Deciſ. 88. & Conſ. 46. que comme *ex tali diuiſione non debebantur laudimia*, auſſi n'en eſtoiẽt deuz *ex licitatione facta in conſequentiam diuiſionis*, autrement les coheritiers, pour ce qui ne ſe pourroit commodement diuiſer, ſeroient de pire condition: ioint que telle licitaition & alienation eſtant forcee, neceſſaire & prenant ſon origine & ſa cauſe d'vne diuiſion, *non vera venditio ex qua debeãtur laudimia*, qui eſt l'opinion de Bart. *in l. & ideo. de cond. furt.* Et faut conſiderer & l'intention des parties qui n'a eſté *primò & principaliter vendere*, mais de partir par entre eux *iudicio familiæ herciſcundæ.* Ne faiſoit au contraire que le coheritier adiudicataire eſtoit faict ſeigneur non ſeulement de la partie en laquelle il eſtoit fondé en l'heritage, mais de celles de ſes coheritiers, ce qu'il ne peut *iudicio fam. herciſ.* par lequel il n'en

Digitized by Google

peut auoir que ſa part, mais qu'il falloit que ce fuſt *titulo particulari emptionis*, d'autant que *arbiter famil. herciſ. iudicio poteſt vni cohæredi totam rem adiudicare. l. item Labeo, §. familiæ herciſcundæ. ff. fam herciſ.* & vſe le Iuriſconſulte de ces mots *licitatione poteſt rem vni adiudicare*, & par la l. *communi*, §. *ſi debitor com. diuid ff. qui rei communis partem pignori dederat creditori, à ſocio licitatione victus creditor aliam partem emit, vult debitor oblato pretio partem pignori datam tantùm repetere, non audiendum debitorem iudicauit Iulianus, niſi totius rei pretium redderet*, & la raiſon qu'il en rend faict à ce propos *quia hæc pars ſeu portio beneficio alterius partis acceſſit*. Qu'il ſe trouue vn arreſt donné en la grand' chambre au rapport de Monſieur Bellanger, en la couſtume de Chartres, qui ne diſpoſoit particulierement non plus que celle d'Amiens, qui auoit iugé la queſtion, en Iuillet 1586. & auoit eſté donné arreſt en la cinquieſme, au rapport de Monſieur Bouin au profit de Monſieur Chartier, pronõcé en robes rouges, par lequel l'on auoit iugé que de ſoulte de partage n'eſtoient deuz droits Seigneuriaux, & que la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris, reformee ſur les arreſts de la Cour, l'auoit ainſi ordoonné. De vouloir en faire quelque particularité, *ex eo que extranei in licitatione admiſſi fuerant*, qu'il n'y auoit apparence, & qu'il le falloit iuger *ex euentu*; que le coheritier eſtoit demeuré le dernier encheriſſeur, & non l'eſtranger. Du Moulin en la deuxieſme partie de Cenſ. ſur la couſtume de Paris, §. 55. num 157. ſe moque de ceſte diſtinction *an admittatur extraneus in licitatione aut non, cùm victus & expulſus fuerit extraneus, per vnum ex cohæredibus, remanet negotium in terminis puræ diuiſionis*, d'alleguer vne poſſeſſion centenaire des defendeurs qu'il n'y auoit apparence, *cùm iuris errore ſit introductum, & vſurpatio ſit potius quàm poſſeſſio*, d'autant plus vitieuſe, que c'eſt des Seigneurs de fief, contre leurs vaſſaux & ſubiects, erreur de droict qui ne ſe preſcrit.

Diſoient au contraire leſdicts Maeiur & Eſcheuins de la Ville d'Amiens, que la diſtinction qui s'eſt gardee au Palais, & particulierement à Amiens c'eſt *quando in licitatione cohæredes tantùm admittuntur, aut quando extranei: primo caſu, non deberi laudimia cùm tantùm ſit diuiſio, ſecundo caſu deberi cùm diuiſio*...

Digitized by Google

eſſe non poßit hæreditatis admißis extraneis, & a ſuiuy ceſt aduis du Moulin ſur le §. 22. de la couſtume de Paris num. 73. & de faict *diuiſio dici non poteſt* quand vn eſtranger eſt admis à encherir & achepter, & faut que l'inuention des heritiers ait eſté d'expoſer en vente, & ſortir des bornes du partage, puis que *extraneos admiſerunt*. L'on dit que *emptio vt ſit neceſſaria, ex qua non debeantur laudimia*, il faut que *emptori emendi neceßitatem imponat*: car au premier cas *cohæredibus tantùm in licitatione admißis*, mais *admiſſo extraneo non eſt cohæredi neceſſaria emptio, ſed voluntaria*, & eſt tiree ceſte raiſon de Chaſſan. ſur les couſtumes de Bourgongne au tiltre des retraicts. §. 9. num. 3. 4. explicant *quid ſit neceſſaria emptio & quando neceſſaria dici poßit*, qu'il n'y auoit apparẽce appeller partage, quand l'on admet des eſtrãgers qui ſont hors le partage, c'eſt ſe departir de l'action de partage, qui n'eſt qu'entre coheritiers. Bertrandi en ſon Conſeil 122. du premier liure, *Aufrerius deciſ. Tholoſ.* 77. ont ſuiuy ceſte diſtinction, que les arreſts y ont paſſé. Du Moulin en allegue vn prononcé en robes rouges le deuxieſme d'Auril 1538. interuenu ſur vn appel de la chãbre du Treſor, entre le Subſtitut du Procureur general en la chãbre du Treſor, & Becquet, c'eſt en la couſtume de Paris, §. 55. gloſ. 1. num. 174. L'on ne demandoit en ceſt arreſt s'il eſtoit deu des vẽtes pour les parts des coheritiers licitees & adiugees à l'vn des coheritiers *hoc abſurdum fuiſſet*, nul n'en doutoit, mais ſi le coheritier adiudicataire eſtoit tenu payer ventes pour ſa part, *extraneo admiſſo in licitatione*: & fut iugé qu'il n'en eſtoit deu pour la part du coheritier adiudicataire. Que le mieux que pouuoit pretendre le demandeur, c'eſtoit qu'il ne payaſt les ventes pour ſa part qu'il pouuoit pretendre en la ſucceſſion, mais *quod excedebat*, il en deuoit les ventes, ne le pouuant auoir *iure hæreditario*. Que ledit Majeur & Eſcheuins eſtoient en plus forts termes eſtans en poſſeſſion plus que centenaire, & verifiee par les comptes rendus en leur hoſtel de ville: qu'ils auoient receu les lots & ventes de telles licitations *extraneis admißis*: qu'eſtans fondez en arreſts, opinion des Docteurs, en la raiſon & en vne poſſeſſion plus que centenaire qu'ils deuoient obtenir. L'on a bien reprouué les poſſeſſions centenaires & immemoriales *quæ ad mores pertinebãt*,

mais celles *quæ ſola ratione nitebantur* ont eſté receuës. Sainct Auguſtin en l'Epiſtre qu'il eſcrit *ad Caſulanum presbuterum* dit, *conſuetudinem laudamus quæ tamen contra fidem Catholicā nil uſurpare dignoſcitur*, & au ch. *illa autem*, 21. *diſt.* il adiouſte *quod neque contra bonos mores neque contra fidem eſt, indifferenter habendum eſt, ideo cùm Romam venio Sabbatum ieiuno, cùm Mediolani ſum non ieiuno.*

Par arreſt apres auoir demandé la queſtion aux chambres, & veu les arreſts cy deſſus alleguez, iugé que la licitation faicte entre coheritiers ſans fraude, l'vn d'iceux demeurant adiudicataire, ne ſont deux droicts, lots & ventes, n'autres droicts Seigneuriaux.

L'on allegue à ce propos la l. *cùm in fundo* §. *ſi fundus*, *verſ. diuortio autem facto, de iure dot. ff. de fundo communi in dotem dato licitatione contra ſocium facta mulieri adiudicato, qui totus dotalis eſt*, pour monſtrer que *talis licitatio non eſt titulus emptionis, aliàs totus fundus dotalis non eſſet*, mais que *licitatio non mutat naturam primi contractus, ideo totus dotalis.*

A ce propos en conſequence des Arreſts cy deſſus, l'on en allegue vn donné en Auril 1588. en la grand' chambre, auparauant appoincté au Conſeil, entre le Seigneur de Lanſac & Monſieur Leſcot Conſeiller, & le Chapitre Sainct Germain de l'Auxerrois, ledict Chapitre demandoit les lots & ventes d'vn contract d'eſchāge de maiſon baillee à mil cinq cens liures de rente racheptable par le Seigneur de Lanſac, le Seigneur Leſcot l'a vouloit auoir par retraict lignager en l'an 1566. le Seigneur de Lanſac auoit pris ladicte maiſon & baillee en eſchange mil cinq cens liures de rente ſur l'hoſtel de ville de Paris, auec clauſe que ladite rente n'eſtant payee de terme en terme que ledit Sr de Lanſac en faiſoit ſa debte. Ladicte rente n'eſtant payee, ledit Sieur de Lanſac la rachete, ce rachapt cauſe deux doutes; l'vn de retraict lignager par ledit Sieur Leſcot, ſouſtenant que c'eſtoit vn contract d'achapt & non d'eſchange: l'autre des droits Seigneuriaux par ledit chapitre fondez ſur meſme raiſon. Au contraire ledict Sieur de Lanſac diſoit que ce qui auoit eſté fait ce auoit eſté en conſequence neceſſaire du contract, par le moyen de la clauſe appoſee en iceluy, que c'eſtoit choſe de meſme nature

que

que le contract qui n'eſtoit pource changé, & par lequel rachapt *conuentio non tranſibat in aliud nomen contractus*, que cela ne conuertiſſoit l'eſchange en contract de vente, qu'il falloit conſiderer *quid principaliter actum*: que ce qui eſtoit fait *in conſequentiam primi contractus*, & en execution d'iceluy *non immutabat naturam*. Par arreſt tant le Sieur Leſcot, que le chapitre ſainct Germain ont eſte deboutez de leurs demandes.

L'arreſt donné contre le Maieur d'Amiens a eſté en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, le 3. Mars 1587. *Vide Boerium in Conſuetud. Biturigum*. §.7. des fiefs & cens, *verſ. ex quibus ſequitur, quia eſt neceſſaria alienatio quæ ex diuiſione dependet*.

La plus grande raiſon de douter eſtoit qu'au moyen de la conuention, qu'à faute de payement de la rente, que l'on la prenoit ſur ſoy, l'on ſe rendoit debiteur de la rente: partant les ventes deuës pour les raiſons alleguees ï.—arreſt 18. pag. 423. Mais telle conuention n'eſt appoſee que pour la ſeureté du compermutant, caution priſe pour ne s'aſſeurer des rentes, que l'on bailloit caution qui ne change en rien la nature de la permutation, de laquelle ne ſont deuz droicts ſeigneuriaux, l'on regarde touſiours *quid principaliter agitur, non quid acceſſorié, aut in conſequentiam primi contractus*, pour le payement des lots & ventes qui ne ſont deuës qu'és cas ſpecifiez par nos couſtumes.

Et le vnzieſme Ianuier 1607. en l'audience, en la cauſe des adminiſtrateurs de l'hoſtel Dieu de Chartres, la queſtiō s'eſt preſentee, *ſi licitatione facta inter ſocios*, de deux maiſons qui ne ſe pouuoiēt partir entre ceux de deux communautez, la difficulté eſtant de l'article de ladicte couſtume de Paris, qui ne parle que *inter coheredes*, iugé que *ex licitatione inter ſocios legitime & ſine fraude facta*, il n'eſtoit deu lots & ventes, *non enim ex diuiſione debentur*.

DES PROFITS DE FIEF DE L'HEritage vendu auec retention de foy.

XII.

DEs lots & ventes d'vn heritage vendu auec retention de foy & hommage, & s'il y a fraude; *vide I in R. pag. 575.*

DE LA L. AB ANASTASIO, ET per diuerſas, C. mandati.

XIII.

DV Moulin en ſes contracts Vſuraires *quæſt.* 62. *num.* 413. *in fine* dit que la l. *ab Anaſtaſio*, & la loy, *per diuerſas C. mand.* ont lieu en France, & qu'elles ſont faictes *contra eos qui per auaritiam vel aliâs vexandi libidine vili redimunt actiones litigioſas vel dubias, ideo ſtatuunt vt reus vel prætenſus debitor litem & vexationem redimere poſſit eodē pretio, quod inſidiator ille numerauit, oblato, non autem vt veri creditores, de quibus conſtat quòd cum iactura debitorum locupletantur, vide S in littera C. pag.* 70. Imber en ſon Enchiridion *in verbo, cedens, in fine*, eſtime que la l. *per diuerſas*, & la l. *ab Anaſtaſio C. mandati*, n'ont lieu en France.

LEGITIMATION DES ENFANS nez primo viuente marito, ciuiliter tamen condemnato.

XIIII.

L'On a demandé au procés d'entre du Meſnil, Briſeteau & Deſprez, ſi les ſolennitez requiſes par l'aut. *hodie, de repud. C.* eſtoit gardee, ou la cōſtitutiō canonique du chapitre *in præſentia, de ſpōſalib.* s'agiſſant de la legitimatiō des enfans iſſus d'vne mere rema-

Digitized by Google

riee *viuente primo marito*, cōdamné aux galeres perpetuelles, ayant neantmoins entendu que ſondit mary eſtoit mort aux galeres, s'eſtant contentee de ceſte nouuelle ſans particulieremēt faire ouïr le meſſager, mettre ſa depoſition *apud acta*, & attendre l'an pour ſe remarier. Et bien que la cōſtitution canonique *certū requirat nuntium*, ce mot ſe peut prendre *ex communi ſenſu*, pour induire la bonne foy de la part de la mere *ad legitimationem prolis*, ſuiuant le chapitre *ex tenore, qui filij ſunt legit.* Iugé par arreſt que la ſolennité canonique eſtoit ſuffiſante pour la legitimation des enfans, *non idem*, s'il euſt eſté queſtion de faire le procés à la femme pour s'eſtre ſi facilement remariee. auquel cas l'Auth. *hodie* auroit lieu, par l'opinion du Panor. *in cap. in preſentia, de ſponſalibus*; par arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Louet, le Samedy trentieſme Aouſt 1657. Ce qu'il y auoit de particularité au procés, c'eſt que le mariage auoit eſté ſolennisé en l'Egliſe le mary ſçachant que ſa fiancee eſtoit mariee, & ſon mary condamné, & lequel apres la natiuité de deux filles reuint des galeres, & iuſques à ce retour, la bonne foy iugee ſuiuant le can. *ſi virgo nupſerit, 34. quæſt. prima*, qui eſt de S. Auguſtin *de fide & operibus.*

Par le meſme arreſt iugé que *matrimonium morte ciuili non dirimebatur* par le can. *licite. 32. quæſt. 7. can. Apoſtolus ibid. ex præcepto Apoſtoli mulier mortuo marito ſoluta eſt à lege viri ſui, 1. ad Corint. cap. 7. Panor. in 1. cap. in præſentia, in cap. penul. & fin. de 2. nupt. cap. 17. ſin in iure peritus. de conuerſ. coniugat. cap. quanto, de diuort.* L'arreſt eſt au petit criminel.

SI DES RENTES CONSTITVEES l'on en peut demander lots & ventes.

XV.

L'On a autresfois fort diſputé s'il eſtoit deu lots & vētes des rentes cōſtituees qui auoient leur ſpecial hypotheque ſur vn fonds, eſtimans les Seigneurs de fief qu'il eſtoit raiſonnable d'en payer les profits de fief, c'eſtoit *emptio & venditio*, l'on ſe deſſaiſiſſoit reellemēt & de fait

de pareille quantité du reuenu de ſon domaine, comme ſe pouuoit monter la rente & le fonds ſpecialement hypotheque ſe diminuoit d'autant, & nul euſt voulu acquerir vn heritage *iuſto pretio*, qu'il euſt cogneu eſtre chargé de telles rentes conſtituees. Que ſi l'on auoit trouué bon que des rentes foncieres y euſt profits de fiefs, y auoit meſme raiſon pour les conſtituees: que l'hypotheque *fundum afficiebat*, faiſoit partie d'icelle, eſtoit reelle, autrement l'on pourroit par le moyen des rentes conſtituees charger tellement les heritages qu'ils n'auroient aucun prix, & en oſteroient tout le commerce: que c'eſtoit vn immeuble *non tam iuris fictione*, que *re ipſa*: qu'il ſe pouuoit preſenter infinis cas, eſquels telles rentes conſtituees aneantiſſoient du tout les heritages: Iugé neantmoins qu'il n'en eſtoit deu par arreſt du dixieſme May 1557. par lequel les 58. 59. & ſoixantieſme article de l'ancienne couſtume de Paris, rẽuoyez à la Cour ſur l'oppoſitiõ des Seigneurs de fiefs furent reformez, demeurant le 59. qui ſeroit reformé. Ce ne ſont que rentes volantes *quæ fundum afficiunt*, pour l'hypotheque ſeulemẽt qui changent de iour à autre, qui apporteroient vne grande confuſion entre les Seigneurs de fief, s'il en eſtoit deu profit; *ſcilicet*, quand pluſieurs terres mouuantes de diuers Seigneurs, ſeroient ſpecialemẽt hypothequees à la rẽte, chaſque Seigneur voudroit auoir ſõ droit, ſe pourroit preſenter telle eſpece que les vingts deniers pour liure, pour chaſque Seigneur, emporteroit le ſort principal de la rente, ce qui tomberoit ſur les pauures debteurs. Du Moulin ſur le 58. article de la couſtume de Paris en allegue autres raiſons, & meſme ſur le 59. article en ſes Annotations, où il cite ledit arreſt du dixieſme May 1557. *Item* ſur le quatre-vingts douze article de ladicte couſtume, & adiouſte que telles rentes n'eſtans que volantes, ne ſont hypothequees, que pour ſecourir à l'affaire & indigence des pauures debteurs, *non habentes ſitum perpetuum*, dictes volantes, *quia non habent certam manſionem*: & a eſté tellement arreſté du Moulin en ſon opinion, qu'il n'a laiſſé paſſer vn ſeul article en tout le couſtumier general, qui ne ſoit remarqué en ſes Annotatiõs, qu'il a eſté l'autheur de ceſte reformation ſur l'article 123. de la couſtume de Melun, cinquãte troiſieſme de Monfort.

Digitized by Google

DV LOCATAIRE LOVANT PARtie de ſon bail, & ſi le proprietaire peut executer pour le tout.

XVI.

C'Eſt choſe trop triuiale que *inuecta & illata ſunt* ſpecialement & auec preference affectez pour le prix du loüage, mais l'on a demãdé ſi vn qui a ſouz-fermé à vn particulier, *putà*, qui ne tient qu'vne chambre dans vn logis & qui y a quantite de meubles, *etiam* pretieux, ſi ce particulier peut eſtre executé en ſes meubles pour tout le prix du loüage: *Idem* du ſoubs fermier qui a pris vne terre particuliere d'vne ferme, ſi les fruicts prouenus en la ſoubs ferme peuuent eſtre pris par le maiſtre pour toute la ferme. Du Moulin ſur le 163. article de la couſtume de Paris en ſes Annotations, eſtime que nous ne tenons la loy, *ſolutum.* au §. *ſolutam, verſ. planè, de pignorat. actione ff.* & que *dominus poteſt totũ petere* à ce particulier, parce que ſont les fruicts creuz ſur ſon fonds, ſont meubles mis en ſa maiſon, la reigle *inuecta & illata* ne diſtingue, eſt generale *contra quemcumque inquilinum ſeu colonum*, qui n'õt peu ignorer que *non tam a colono quam à domino locatio facta erat*, mais ceſte opinion eſt reformee par le 162. article de la couſtume de Paris, le ſoubs locataire en payant pour ſon occupation eſt quitte, qui eſt ſuiure la l. *ſolutum. §. ſolutam. verſ. planè, de pignorat. act. nec credibile hoc conueniſſe vt ad vniuerſam penſionem inſulæ friuola mea tenerentur:* mais il ſemble que du Moulin ſe fonde ſur les mots de la couſtume de Paris qui ſemble deroger à la l. *ſolutum.*

DV PRECIPVT DE L'AISNE'

XVII.

LEs aiſnez ſont fondez en pluſieurs couſtumes de ce Royaume à prendre vn preciput & aduãtage ſur les puiſnez, mais l'on a demande ſi tel preciput ſe doit prendre en chaſque couſtume où les biens ſont ſituez, ſi en

chaſque reſſort ou en vn ſeul endroict ſeulement. Du Moulin ſur le deux cens vingt-troiſieſme article de la couſtume d'Anjou, ſouſtient que tel droict ſe doit prendre ſeulement *in eadem prouincia*, qui eſt meſme couſtume: que ſi les couſtumes où les biens ſont ſituez, donnẽt ce meſme droict à l'aiſné, il le prendra en chaſque couſtume: ce qui peut ſeruir quand en meſme couſtume y a deux Seneſchaulſées ou Bailliages, car en ce cas tel droict eſt limité à la couſtume, à ce que l'on ne ſe departe que le moins que l'on pourra de l'egalité requiſe entre les enfans.

LOTS ET VENTES DES CONTRACTS d'eſchange auec rentes que l'on promet rachepter. XVIII.

L'ON a voulu reuoquer en doute ſi ce qui eſt en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris article ſeptante huictieſme, qu'en contract d'eſchange où l'on baille rente, que l'on promet rachepter, deuoit auoir lieu en autres couſtumes qui ne diſpoſent du contraire: iugé que tel article auoit lieu, car eſtant conforme aux arreſts de la Cour: meſme vn prononcé en robes rouges qui auoit eſté donné le quinzieſme Decembre 1571. au rapport de Monſieur Vialard en la premiere des Enqueſtes, entre le Chapitre Saincte Opportune, & Nicolas Patroullart. Le meſme iugé en la couſtume d'Anjou en la chambre de l'Edict, le de Mars 1601. au rapport de Monſieur Menard au profit du Seigneur du Bellay: encores que la couſtume d'Anjou n'admet les vẽtes en bail à rente, où n'y a argent debourſé: ceſt arreſt donné au profit du Seigneur du Bellay a eſté prononcé en robes rouges à la prononciation de Paſques 1601. par Monſieur le Preſident de Thou qui y auoit preſidé en la chambre de l'Edict.

Voy du Moulin ſur les couſtumes de Paris au §. 13. *gloſ.* 5. *in verbo*, vendu, *num.* 49. *in fine*, *& eundem Molineum in tract. Cont. vſur. quæſt.* 27. *in fine*, d'autant que ceſte promeſſe de rachepter vaut & equipolle à argent contant, & celuy qui pro.

mais celles *quæ ſola ratione nitebantur* ont eſté receuës. Sainct Auguſtin en l'Epiſtre qu'il eſcrit *ad Caſulanum presbuterum* dit, *conſuetudinem laudamus quæ tamen contra fidem Catholicã nil uſurpare dignoſcitur*, & au ch. *illa autem*, 21. *diſt.* il adiouſte *quod neque contra bonos mores neque contra fidem eſt, indifferenter habendum eſt, ideo cùm Romam venio Sabbatum ieiuno, cùm Mediolani ſum non ieiuno.*

Par arreſt apres auoir demandé la queſtion aux chambres, & veu les arreſts cy deſſus alleguez, iugé que la licitation faicte entre coheritiers ſans fraude, l'vn d'iceux demeurant adiudicataire, ne ſont deus droicts, lots & ventes, n'autres droicts Seigneuriaux.

L'on allegue à ce propos la l. *cùm in fundo* §. *ſi fundus*, *verſ. diuortio autem facto, de iure dot. ff. de fundo communi in dotem dato licitatione contra ſocium facta mulieri adiudicato, qui totus dotalis eſt*, pour monſtrer que *talis licitatio non eſt titulus emptionis, aliâs totus fundus dotalis non eſſet*, mais que *licitatio non mutat naturam primi contractus, ideo totus dotalis.*

A ce propos en conſequence des Arreſts cy deſſus, l'on en allegue vn donné en Auril 1588. en la grand' chambre, auparauant appoincté au Conſeil, entre le Seigneur de Lanſac & Monſieur Leſcot Conſeiller, & le Chapitre Sainct Germain de l'Auxerrois, ledict Chapitre demandoit les lots & ventes d'vn contract d'eſchãge de maiſon baillee à mil cinq cens liures de rente racheptable par le Seigneur de Lanſac, le Seigneur Leſcot l'a vouloit auoir par retraict lignager en l'an 1566. le Seigneur de Lanſac auoit pris ladicte maiſon & baillee en eſchange mil cinq cens liures de rente ſur l'hoſtel de ville de Paris, auec clauſe que ladite rente n'eſtant payee de terme en terme que ledit S^r. de Lanſac en faiſoit ſa debte. Ladicte rente n'eſtant payee, ledit Sieur de Lanſac la rachete, ce rachapt cauſe deux doutes, l'vn de retraict lignager par ledit Sieur Leſcot, ſouſtenant que c'eſtoit vn contract d'achapt & non d'eſchange: l'autre des droits Seigneuriaux par ledit chapitre fondez ſur meſme raiſon. Au contraire ledict Sieur de Lanſac diſoit que ce qui auoit eſté fait ce, auoit eſté en conſequence neceſſaire du contract, par le moyen de la clauſe appoſee en iceluy, que c'eſtoit choſe de meſme nature

que

que le contract qui n'eſtoit pource changé, & par lequel rachapt *conuentio non tranſibat in aliud nomen contractus*, que cela ne conuertiſſoit l'eſchange en contract de vente, qu'il falloit conſiderer *quid principaliter actum*: que ce qui eſtoit fait *in conſequentiam primi contractus*, & en execution d'iceluy *non immutabat naturam*. Par arreſt tant le Sieur Leſcot, que le chapitre ſainct Germain ont eſte deboutez de leurs demandes.

L'arreſt donne contre le Maieur d'Amiens a eſté en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, le 3. Mars 1587. *Vide Boerium in Conſuetud. Biturigum*. §. 7. des fiefs & cens, *verſ. ex quibus ſequitur, quia eſt neceſſaria alienatio quæ ex diuiſione dependet*.

La plus grande raiſon de douter eſtoit qu'au moyen de la conuention, qu'à faute de payement de la rente, que l'on la prenoit ſur ſoy, l'on ſe rendoit debiteur de la rente: parrant les ventes deuës pour les raiſons alleguees ſ. arreſt 18. pag. 413. Mais telle conuention n'eſt appoſee que pour la ſeureté du compermutant, caution priſe pour ne s'aſſeurer des rentes, que l'on bailloit caution qui ne change en rien la nature de la permutation, de laquelle ne ſont deuz droicts ſeigneuriaux, l'on regarde touſiours *quid principaliter agitur, non quid acceſſorié, aut in conſequentiam primi contractus*, pour le payement des lots & ventes qui ne ſont deuës qu'és cas ſpecifiez par nos couſtumes.

Et le vnzieſme Ianuier 1607. en l'audience, en la cauſe des adminiſtrateurs de l'hoſtel Dieu de Chartres, la queſtiõ s'eſt preſentee, *ſi licitatione facta inter ſocios*, de deux maiſons qui ne ſe pouuoiẽt partir entre ceux de deux communautez, la difficulté eſtant de l'article de ladicte couſtume de Paris, qui ne parle que *inter cohæredes*, iugé que *ex licitatione inter ſocios legitime & ſine fraude facta*, il n'eſtoit deu lots & ventes, *non enim ex diuiſione debentur*.

Digitized by Google

DES PROFITS DE FIEF DE L'HERITAGE vendu auec retention de foy.

XII.

DEs lots & ventes d'vn heritage vendu auec retention de foy & hommage, & s'il y a fraude; *vide 1 in R. pag. 575.*

DE LA L. AB ANASTASIO, ET per diuerſas, C. mandati.

XIII.

DV Moulin en ſes contracts Vſuraires *quæſt. 62. num. 413. in fine* dit que la l. *ab Anaſtaſio*, & la loy, *per diuerſas C. mand.* ont lieu en France, & qu'elles ſont faictes *contra eos qui per auaritiam vel aliàs vexandi libidine vili redimunt actiones litigioſas vel dubias, ideo ſtatuunt vt reus vel prætenſus debitor litem & vexationem redimere poſſit eodẽ pretio, quod inſidiator ille numerauit, oblato, non autem vt veri creditores, de quibus conſtat quòd cum iactura debitorum locupletantur, vide S^m in littera C. pag.* 70. Imbert en ſon Enchiridion *in verbo, cedens, in fine*, eſtime que la l. *per diuerſas*, & la l. *ab Anaſtaſio C. mandati*, n'ont lieu en France.

LEGITIMATION DES ENFANS nez primo viuente marito, ciuiliter tamen condemnato.

XIIII.

L'On a demandé au procés d'entre du Meſnil. Briſeteau & Deſprez, ſi les ſolennitez requiſes par l'aut. *hodie, de repud.* C. eſtoit gardee, ou la cõſtitutiõ canonique du chapitre *in præſentia, de ſpõſalib.* s'agiſſant de la legitimatiõ des enfans iſſus d'vne mere rema-

Digitized by Google

riee *viuente primo marito*, cõdamné aux galeres perpetuelles, ayant neantmoins entendu que ſondit mary eſtoit mort aux galeres, s'eſtant contentee de ceſte nouuelle ſans particulieremẽt faire ouïr le meſſager, mettre ſa depoſition *apud acta*, & attendre l'an pour ſe remarier. Et bien que la cõſtitution canonique *certũ requirat nuntium*, ce mot ſe peut prendre *ex communi fama*, pour induire la bonne foy de la part de la mere *ad legitimationem prolis*, ſuiuant le chapitre *ex tenore, qui filij ſunt legit.* Iugé par arreſt que la ſolennité canonique eſtoit ſuffiſante pour la legitimation des enfans, *non idem*, s'il euſt eſté queſtion de faire le procés à la femme pour s'eſtre ſi facilement remariee. auquel cas l'Auth. *hodie* auroit lieu, par l'opinion du Panor. *in cap. in preſentia, de ſponſalibus*; par arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Louet, le Samedy trentieſme Aouſt 1657. Ce qu'il y auoit de particularité au procés, c'eſt que le mariage auoit eſté ſolenniſé en l'Egliſe le mary ſçachant que ſa fiancee eſtoit mariee, & ſon mary condamné, & lequel apres la natiuité de deux filles reuint des galeres, & iuſques à ce retour, la bonne foy iugee ſuiuant le can. *ſi virgo nupſerit*, 34. *quæſt. prima*, qui eſt de S. Auguſtin *de fide & operibus.*

Par le meſme arreſt iugé que *matrimonium morte ciuili non dirimebatur* par le can. *licitè. 32. quæſt. 7. can. Apoſtolus ibid. ex præcepto Apoſtoli mulier mortuo marito ſoluta eſt à legè viri ſui, 1. ad Corint. cap. 7. Panor. in 1. cap. in præſentia, in cap. penul. & fin. de 2. nupt. cap. 17. ſin in iure peritus. de conuerſ. coniugat. cap. quanto, de diuort.* L'arreſt eſt au petit criminel.

SI DES RENTES CONSTITVEES l'on en peut demander lots & ventes.

XV.

L'On a autresfois fort diſputé s'il eſtoit deu lots & vẽtes des rentes cõſtituees qui auoient leur ſpecial hypotheque ſur vn fonds, eſtimans les Seigneurs de fief qu'il eſtoit raiſonnable d'en payer les profits de fief, c'eſtoit *emptio & venditio*, l'on ſe deſſaiſiſſoit reellemẽt & de fait

de pareille quantité du reuenu de ſon domaine, comme ſe pouuoit monter la rente & le fonds ſpecialement hypotheque ſe diminuoit d'autant, & nul euſt voulu acquerir vn heritage *iuſto pretio*, qu'il euſt cogneu eſtre chargé de telles rentes conſtituees. Que ſi l'on auoit trouué bon que des rentes foncieres y euſt profits de fiefs, y auoit meſme raiſon pour les conſtituees: que l'hypotheque *fundum afficiebat*, faiſoit partie d'icelle, eſtoit reelle, autrement l'on pourroit par le moyen des rentes conſtituees charger tellement les heritages qu'ils n'auroient aucun prix, & en oſteroient tout le commerce: que c'eſtoit vn immeuble *non tam iuris fictione*, que *re ipſa*: qu'il ſe pouuoit preſenter infinis cas, eſquels telles rentes conſtituees aneantiſſoient du tout les heritages: Iugé neantmoins qu'il n'en eſtoit deu par arreſt du dixieſme May 1557. par lequel les 58. 59. & ſoixantieſme article de l'ancienne couſtume de Paris, rẽuoyez à la Cour ſur l'oppoſitiõ des Seigneurs de fiefs furent reformez, demeurant le 59. qui ſeroit reformé. Ce ne ſont que rentes volantes *quæ fundum afficiunt*, pour l'hypotheque ſeulemẽt qui changent de iour à autre, qui apporteroient vne grande confuſion entre les Seigneurs de fief, s'il en eſtoit deu profit; *ſcilicet*, quand pluſieurs terres mouuantes de diuers Seigneurs, ſeroient ſpecialemẽt hypothequees à la rẽte, chaſque Seigneur voudroit auoir ſõ droit, ſe pourroit preſenter telle eſpece que les vingts deniers pour liure, pour chaſque Seigneur, emporteroit le ſort principal de la rente, ce qui tomberoit ſur les pauures debteurs. Du Moulin ſur le 58. article de la couſtume de Paris en allegue autres raiſons, & meſme ſur le 59. article en ſes Annotations, où il cite ledit arreſt du dixieſme May 1557. *Item* ſur le quatre-vingts douze article de ladicte couſtume, & adiouſte que telles rentes n'eſtans que volantes, ne ſont hypothequees, que pour ſecourir à l'affaire & indigence des pauures debteurs, *non habentes ſitum perpetuum*, dictes volantes, *quia non habent certam manſionem*: & a eſté tellement arreſté du Moulin en ſon opinion, qu'il n'a laiſſé paſſer vn ſeul article en tout le couſtumier general, qui ne ſoit remarqué en ſes Annotatiõs, qu'il a eſté l'autheur de ceſte reformation ſur l'article 123. de la couſtume de Melun; cinquãte troiſieſme de Monfort.

chaſque reſſort ou en vn ſeul endroict ſeulement. Du Moulin ſur le deux cens vingt-troiſieſme article de la couſtume d'Anjou, ſouſtient que tel droict ſe doit prendre ſeulement *in eadem prouincia*, qui eſt meſme couſtume: que ſi les couſtumes où les biens ſont ſituez, donnẽt ce meſme droict à l'aiſné, il le prendra en chaſque couſtume: ce qui peut ſeruir quand en meſme couſtume y a deux Seneſchaulſées ou Bailliages, car en ce cas tel droict eſt limité à la couſtume, à ce que l'on ne ſe departe que le moins que l'on pourra de l'egalité requiſe entre les enfans.

LOTS ET VENTES DES CONTRACTS d'eſchange auec rentes que l'on promet rachepter.

XVIII.

L'On a voulu reuoquer en doute ſi ce qui eſt en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris article ſeptante huictieſme, qu'en contract d'eſchange où l'on baille rente, que l'on promet rachepter, deuoit auoir lieu en autres couſtumes qui ne diſpoſent du contraire: iugé que tel article auoit lieu, car eſtant conforme aux arreſts de la Cour: meſme vn prononcé en robes rouges qui auoit eſté donné le quinzieſme Decembre 1571. au rapport de Monſieur Vialard en la premiere des Enqueſtes, entre le Chapitre Saincte Opportune, & Nicolas Patroullart. Le meſme iugé en la couſtume d'Anjou en la chambre de l'Edict, le de Mars 1601. au rapport de Monſieur Menard au profit du Seigneur du Bellay: encores que la couſtume d'Anjou n'admet les vẽtes en bail à rente, où n'y a argent debourſé: ceſt arreſt donné au profit du Seigneur du Bellay a eſté prononcé en robes rouges à la prononciation de Paſques 1601. par Monſieur le Preſident de Thou qui y auoit preſidé en la chambre de l'Edict.

Voy du Moulin ſur les couſtumes de Paris au §. 13. *gloſ.* 5. *in verbo*, vendu, *num.* 49. *in fine*, *& eundem Molineum in tract. Cont. vſur. quæſt.* 27. *in fine*, d'autant que ceſte promeſſe de rachepter vaut & equipolle à argent contant, & celuy qui pro.

Digitized by Google

met rachepter le peut faire *toties quoties & etiam inuito & contradicente creditore*: *adde* que ſi telles voyes eſtoient tolerées les tromperies ſeroient trop ayſees, & quiconque auroit argent contant pour contracter, pourroit faire vn contract de conſtitution de rente qu'il rachepteroit *breui manu*.

SI CHOSE LITIGIEVSE SE PEVT *aliener & preſcrire par dix ans, auec bonne foy.* XIX.

EN la cauſe de Laurẽs de Bonneual s'eſt meuë ceſte queſtion ſi vn heritage eſtant contentieux, les parties reglées ayant eſcrit & produict: l'vne des parties ayant vendu l'heritage pendant le procés ſans exprimer le litige, & l'acquereur iouy par l'eſpace de dix ans complets, entre preſens & majeurs, le procés ayant continué & interuenu ſentence, l'acquereur pouuoit s'oppoſer & ſouſtenir auoir preſcript par dix ans auec tiltre & bonne foy, ſans qu'onques le litige fuſt venu à ſa cognoiſſance.

L'acquereur diſoit que *vitium litigij* eſtoit perſonnel & non reel, qu'en la l. *vitia poſſeſſionum, de acquir. vel ret. poſſeſſ. C. vitia alia realia, alia perſonalia, realia rem & ſucceſſorem ſingularem ſequebantur*, les autres *nec rem nec ſucceſſorem ſingularem*, que *vitium litigioſi* eſtoit *inter perſonalia vitia & non realia*, ſelon la gloſe en la loy 1. §. 1. *in verbo, non poterit, de litigijs. ff.* la gloſe ſur la loy premiere, *in verbo, à maioribus. de acquir. vel ret. poſſeſſ. C.* la gloſe en la loy premiere *de preſc. long. temp. C.* & Alciat ſur la loy *alienationis verbum, de verbo, ſignif. ff. in verbo, vſucapionem* tient que *res litigioſa alienari non poteſt ſed vſucapi poteſt, quoniam ex doctrina Accurſij tale vitium rem non afficit* & que *tale vitium eſt tantùm perſonale & non reale.* le Bart. le tient ſur la loy 1. *de litig. ff.* en la loy, *Pomponius. §. cùm quis de acq. poſſeſſ. ff.* tellement que ce vice de litige n'affectant la choſe litigieuſe, mais ſeulement la perſonne contre laquelle l'on plaide, le tiltre d'acquiſition eſt ſuffiſant de droict pour acquerir bonne foy eſtãt *inter titulos acquirendi dominij*: & quand l'on a interprete l'Auth. *malæ fidei poſſeſſ. alienante. de præſc. long. temp. C.* apres auoir veu le texte

texte de l'Authentique *vt ſponſalitia largit. §. rurſus, verſi. ſi autem ignorat, in fine*, pour auoir lieu l'on a dit que l'acquereur ſçauoit la mauuaiſe foy de ſon Autheur: bref que ce vice n'eſtant reel il ſuffiſoit vne bonne foy, vne pure ignorance du litige pour auec vn iuſte tiltre pouuoir preſcrire: qu'il ſe pouuoit remarquer vn bon nombre d'eſpeces en droict eſquelles l'on auoit approuué *venditiones rei litigioſe*. la l. *Diuus, de petit. hæred.* la l. *alienationis, fam. herc. l. ſi poſt acceptum iudicium, de rei vind. ff.* la l. *ſi poſteaquam, de pecul. ff.* parlant *de alienatione ſerui in fraudem inſtantiæ motæ facta*, baille ſeulement le recours *contra venditorem propter dolum, & non contra emptorem qui eſt in bona fide.*

Au contraire celuy qui auoit obtenu iugement à ſon profit, diſoit que *actiones reales in iudicium deductæ rem ita afficiebant* que *alienari non poterant*, autrement il s'enſuiuroit que le iugemẽt qui interuiendroit ſeroit du tout illuſoire & ſans aucun effect, que l'immeuble contentieux conteſté deuāt le iuge *erat veluti pignus Prætorium* qui ne ſe pouuoit aliener *irrequiſito Prætore* par la l. derniere, de *Præt. pig. C.* que à ceſte occaſion, la loy auoit defendu *alienationem rei litigioſæ, toto titulo. ff. & C. de litigioſis*: que la conſtitution de *Iuſtinian* decidoit ceſte queſtion *in l. cenſemus. de litigioſis*, où notammẽt l'alienation faicte *rei litigioſæ etiam* à celuy qui ignoroit le litige eſt declaree nulle *in §. ſin autem ignorans*, en ces mots, *tunc irrita rei alienatione facta*, & le Bart. ſur la l. 1. §. *ſi inter. verſ. quæro, de litig. ff.* eſt contrainct dire ſuiuant ceſte loy *cenſemus*, *hodie verò eſt certum quod contractus ſuper re litigioſa habitus eſt ipſo iure nullus*, ce que la loy auoit dit en autres termes *irrita rei alienatione facta*: qu'il n'y auoit apparence que l'on peuſt preſcrire par dix ans ſans tiltre, & appeller tiltre ce qui eſtoit nul, reprouué par la loy. Que ceſte queſtion eſtoit aſſez decidee, par la loy, 1. *de præſcript. longi temp. 10. vel 20. ann. C. cùm poſt motam & omiſſam quæſtionem, res ad noua dominia bona fide tranſierunt*, eſt dit, *& omiſſam quæſtionem, lite enim pendente ceſſaret illa præſcriptio propter vitium litigij*, que telles alienations *rei litigioſæ* ont eſte reprouuees en la Gl. du chap. *ecclesia ſanctæ Mariæ, ne lite pend. apud Gregor.* & expreſſément par le canon, *quia res in litigio poſita non poteſt alienari.* Can. final 11.

quæſt. 1. Rebuff. *in præmio regiarum conſtitut. num.* 103. *verſ. non debet. gloſ.* 5. atteſte le ſtile ordinaire de France que l'on obtient lettres en Chancellerie, pour aliener la choſe litigieuſe & pour en auoir permiſſion, eſquelles lettres il y a clauſe ordinaire *vocatis vocandis*. Imbert en ſon Enchiridion, *in verbo, cedens, in fine*, dit que *vitium rei litigioſæ Princeps ſolet remittere ſuis reſcriptis quæ ad eos reſcribuntur*, & eſtime qu'on ne gardoit en France les loix *quæ rei litigioſæ alienationem prohibent*. Que ceſte prohibition ſeroit ſans aucun effect ſi tel tiltre d'alienation *iuſtam vſucapiendi cauſam preberet*, en la l. *non dubium. C. de legibus* : depuis que la loy reprouue quelque acte vſant du mot *non poteſt*, y a nullité *ex defectu poteſtatis*, qui eſt la plus remarquable de toutes les nullitez : que tout ce que Accurſe diſoit que *tale litigioſi vitium non erat reale*, il entendoit *vt rectè vindicari res alienata poſſet vt furtiua res*, ce qui ne peut *pendente lite* eſtant encores incertain *quis litigantium ſit dominus rei contentioſæ*, dependant de l'euenement du procés, tellement que *nullus adhuc dici poteſt dominus pendente lite*, que l'on ne pouuoit imputer au demandeur qui auoit touſiours pourſuiuy le procés iuſques à ſentence diffinitiue. Le proces à l'opinion a eſté interrompu au rapport de Monſieur Creſpin en la cinquieſme des Enqueſtes.

SI VN LEGATAIRE PEVT AGIR pour euiction de legs, contre vn autre legataire.

XX.

Le Mardy vingt-vnieſme Mars mil ſix cens ſept, c'eſt preſentee vne cauſe en l'audience, Tubeuf & Douiat Aduocats des parties, & Seruin pour le Procureur General. Nicolas Anroux auroit par ſon teſtament donné à Anroux ſon neueu, le lieu de Champlan, & à Cordonnier & à ſon fils vne maiſon ſiſe à Paris ruë des Noyers. Il arriue que les creanciers du teſtateur font decreter le lieu de Champlan, les heritiers du legataire Anroux demandent contre Cordonnier qu'ils contribuë aux debtes au prorata du legs. Au contraire Cordonnier ſouſtenoit

l'action nouuelle que *legatarius contra legatarium euictionis nomine agere poſsit;* bien *hæres contra cohæredem.* Par arreſt Cordonnier a obtenu par la faute des heritiers du legataire Anroux qui auoient obmis à demander ceſſion des actions des creanciers du teſtateur.

SI LE MARY EST CVRATEVR *de ſa femme mineure.*

I.

En la cauſe plaidee en la cinquieſme des Enqueſtes, entre Meſſieurs de Montmorency, & Mõſieur de la Gueſle Procureur general, l'on a demandé ſi ledit Sieur Procureur general eſtoit partie capable d'intenter vne action reſciſoire pour le bien de la Dame de Rouille ſa femme mineure de 15. ans ſans auoir vn curateur.

L'on diſoit pour les Seigneurs de Montmorency, qu'il y auoit grãde difference entre les actions poſſeſſoires des meubles, ou d'vne rei-vindication d'vn propre de la femme. En l'vn, que le mary *veluti dominus* eſtoit perſonne capable pour agir; en l'autre, que tout ainſi que le mary ne pouuoit diſpoſer du propre de ſa femme, *ea ignorante & inuita. l. domum. de rei vend. C.* auſſi ne pouuoit-il interuenir pour elle, que la capacité & qualité eſtoit requiſe *in reo & actore.* Que ſi le mary eſtoit capable d'agir pour ſa femme il pourroit faire des offres, il pourroit induſtrieuſement obmetre quelque choſe, c'eſt pourquoy ceux qui ſont en cauſe doiuent auoir pouuoir de conſentir ou diſſentir; ce que le mary ne pouuant faire, il eſtoit neceſſaire creer curateur. Que par la l. *doce ancillam, de rei vend. C.* en la l. *maritus*, les Doct. en la l. *exigendi, C. de procurat.* le mary n'auoit ce pouuoir, *niſi data ſatisdatione. In iudicijs enim quaſi contrahimus*, qui eſt habile pour contracter, peut aſſiſter en iugement *& è conuerſo*, qu'il en arriueroit cet inconueniẽt, qu'vn mary qui s'eſtudie faire ſon profit au preiudice du bien de ſa femme, pourroit indirectement priuer ſa femme de ſes propres, & la femme venuë en aage, faire caſſer toutes les procedures.

L'on diſoit au contraire pour le Seigneur de la Gueſle, qu'en France la femme mariee eſtoit *in ſacris mariti*, que le mary eſtoit le vray & ſeul adminiſtrateur des biens de la femme. Qu'en pays couſtumier l'on ne faiſoit diſtinction *inter dotalia & paraphernalia*, que le mary eſtoit *dominus* non ſeulement pour les actions perſonnelles, mais pour les reelles, ayant plus d'affection & d'intereſt à la conſeruation du bien de la femme qu'vn curateur: qu'ẽ meſme cas le Specule tit. *de curator.* §. *quibus cauillationibus remouet. curat. ab agendo*, auoit tenu que *maritus maior curator eſſe poteſt vxoris minoris*. Et a eſté ſuiuy par Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourg. rub. des appartenances à gens mariez, §. 5. num. 44. 57. que telle curatelle du mary ne ſe pouuoit entẽdre en autres actiõs qu'es reelles, puis que *iure ſuo maritus in alijs mobilibus vt dominus agere poterat*, que ſeroit vne peine à vn mary faire faire aſſemblee de parens de ſa femme, pour faire creer vn curateur: qu'il pourroit aduenir que par les menees des parens, contre partie deſquels l'on voudroit agir, l'on eſliroit vn curateur mal affectionné, pluſtoſt pour diuertir l'action que pour l'intenter.

Par arreſt ordonné que Choüart Aduocat dudict Sieur de la Gueſle ſeroit creé curateur à ladicte de Rouuille, que neantmoins ledit de la Gueſle demeureroit en cauſe pour ſon intereſt.

DON DE MEVBLES

II.

IVgé au rapport de Monſieur du Vair en la cinquieſme des Enqueſtes au procés des Droulins, & de Cours, que la donatiõ des meubles faite à la femme, ſoit par contract de mariage ou autrement par le mary, s'entend les conuentions matrimoniales preallablement priſes, ſur tous les biens de la communauté, le quatorzieſme Iuillet mil cinq cens quatre vingts ſept.

DON AVEC CONDITION de ſe marier.

III.

POucine par ſon teſtament, donne à Marie Foucher ſa niepce la moitié d'vne terre, à la charge que ſi mariage ne ſe peut contracter entre ladicte Foucher & Foucher, eux venus en aage, que le tiers du legs appartiendra à Poucin frere de la teſtatrice, Foucher eſtant en aage, ſigne les articles du mariage, par l'aduis des parens ſont fiancez, peu apres ledict Foucher eſtãt en la ville d'Orleans pour paracheuer ſes eſtudes eſt tué, ayant auant ſon decés faict teſtament, & legué à ſa fiancee, l'appellant en ceſte qualité.

L'on demandoit ſi la condition eſtoit aduenuë, ſoubs laquelle ledit Poucin eſtoit appellé au tiers de ceſte terre leguee, Il ſe preſentoit deux raiſons de douter, l'vne que par les fiãçailles le mariage ſembloit eſtre contracté, d'autant qu'elles emportent obligation à ſe marier, l'autre que le legs faict *ſub conditione ſi nupſerit, aut ademptum ſub conditione ſi non nupſerit, id ſolum ad acquirendum legatum, aut impediendam ademptionem requirit, vt per legatarium ſtet quominus nubat*, toutefois a eſté iugé que les mots appoſez au teſtament de ladicte Poucine, ſi le mariage ne ſe peut contracter, s'entendent *quocunque caſu nuptiæ non ſequantur, vt quamuis etiam ſponſalia facta fuerint conditio tamen ademptionis exiſtat propter verbum*, ne ſe peut. Monſieur Louet Rapporteur, le treizieſme Aouſt, mil cinq cens quatre vingt ſept, Poncher, & Foucher.

Sed quid des peines dommages & intereſts à faute de ſe marier *vide i. pag. 456.*

SI CONVENTIONS DE CONTRACTS de mariage ſe peuuent reformer.

IIII.

EN l'an mil cinq cens ſoixante-vn, Monſieur le Coigneux, maiſtre des Comptes, contracte mariage auec : il y a clauſe par le contract, par laquelle le mary ſuruiuant la femme, ne donne aux heritiers, pour tout droict de cõmunauté que deux mille liures. En l'an 1567. la femme voyant que la communauté eſtoit grande de valeur de plus de cent mille liures, qu'ils n'auoient aucuns enfans, que la fẽme auoit participé en l'augmentation de ceſte communauté, font aſſemblee de parens de part & d'autre auſſi ſolennelle qu'elle auoit eſté au contract de mariage: & ayant remõſtré que la femme auoit apporté de ſon induſtrie, qu'il luy eſtoiẽt eſcheuz quelques biens de ſucceſſion: par l'aduis deſdits parens, ſe departent de ceſte rigoureuſe conuention limitatiue du droict de communauté à deux mille liures, & conſentent que les heritiers du ſuruiuant priſſent moitié en la communauté, *iure ſocietatis & legis municipalis.* Pour ceſte derniere conuention, l'on diſoit que *vnũquodq; diſſoluit poterat eo iure quo ligatum erat:* qu'il y auoit autãt de ſolennité en ce dernier contract qu'il y auoit au premier: que par le dernier, l'õ auoit reduit le droict de la communauté à l'egalité de la couſtume de Paris, ſoubs laquelle les parties auoient contracté, leur auoit oſté ce qui eſtoit de certain pour donner ce qui eſtoit incertain: profit eſgal tant aux heritiers de la femme que du mary, pour le douteux euenement de la mort, aduantage pareil à l'vn & à l'autre des conioincts: que ceſte incertitude rẽdoit la conuention plus fauorable, *l.1.l.de fidei commiſſo. C.de pact.* clauſe reformee auec raiſon, *ſcilicet*, que la femme ou ſes heritiers deuoiẽt participer au profit de la communauté, comme elle y cõtribuoit de ſon labeur & induſtrie. Qu'il eſtoit mal ſeant au mary *re amplius non integra*, apres le decez de ſa femme ſe vouloir departir de ceſte conuention. Que de diſpoſition

de droict, il eſtoit permis ſe departir des premieres conuentions matrimoniales, *in l. inter ſocerum. §. cùm inter, in fine, in hæc verba, ſi poſtea nihil aliud conuenit, de pact. dotalib. ff.* Le Coigneux au contraire, que le contract de l'an 1567. eſtoit contre les bonnes mœurs, qu'admettant ceſte façon de contracter, de changer des clauſes d'vn contract de mariage, il ne ſe trouueroit mariage en repos, ce ſeroient rixes, contentiōs, cōme les biens augmēteroient ou diminueroient, l'on changeroit les conuentions matrimoniales, ce qui ſeroit prohibé d'aliener, l'on le feroit alienable, ce qui ſeroit ſubiect à employ, l'on le diuertiroit, le propre conuentionnel ſeroit reduit en acqueſt: que le mariage eſtabliſſoit vne loy irreuocable en la famille & en la communauté confirmee par la conſommation du mariage.

Par arreſt les lettres du demāndeur entherinees, le contract de ſoixante ſept caſſé, & ce faiſant adiugé aux heritiers de la femme pour leur droict de communauté deux mille liures ſuiuant le contract de mariage, l'arreſt fondé ſur l'vtilité publique, l'honneſteté d'entre mary & femme, & repos de mariages, qui n'admet que l'on puiſſe reformer vn contract de mariage apres la conſommation. Monſieur Scaron Rapporteur cinquieſme des Enqueſtes, vingtieſme May 1589. le Coigneux, Tierſaut, le Bailly, parties plaidantes, & prononcé en robes rouges à la Pentecoſte.

Vt quibus legibus contractum & conſummatum erat iiſdem ſolueretur matrimonium, vide Boerium deciſ. 244. contrariam partem tenentem num. 2. ce qu'il tient indubitable, *quando propinquorum accedit conſenſus*, voy Robert *lib. 4. rerum iudicata. cap. 1.* qui en cite deux arreſts donnez ſolennellement, *conſule Molineum, Boerij opinionem approbantem, conſ. 53. num. 7.*

Le vingt ſixieſme Ianuier 1605. s'eſt preſentee autre difficulté en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur de Grieu, au procés d'entre Sirede, & Gueſnier, ſur vn appel du Preuoſt de Paris. L'an mil cinq cens ſoixante ſept, il y a contract de mariage entre deux particuliers deſnuez de tous moyens; il y a conuention que le ſuruiuant des deux conjoints ſans enfans, auroit tous les meubles & acqueſts en proprieté, à luy & aux ſiens, en quatre vingts trois la cōmu-

nauté s'eſtant augmentee, voire que l'on l'eſtimoit à ſept ou huict mil eſcus, font autre contract, par lequel ſe departans de la conuention, veulent que le ſuruiuant, n'ait que la moictié en proprieté, l'autre moictié par vſufruict ; s'en faiſans don mutuel, qui eſt conforme à la couſtume de Paris, en laquelle les parties demeuroient, en conſequence duquel contract de quatre-vingts trois, les deux conjoincts marient vne niepce de la femme, à laquelle ils baillent quinze cens liures en mariage confirmant d'abondant le contract de quatre-vingts trois, & que les quinze cens liures eſtoient donnees en conſideration d'iceluy contract, de quatre-vingts-trois, eſt aduenu en 99. que le mary eſt predecedé ſans enfans, la vefue demande tous les meubles & acqueſts, en conſequence de ſon contract de mariage, obtient lettres pour eſtre releuee du contract de quatre-vingts - trois, & de ce qu'elle auoit faict en conſequence d'iceluy, en ce que l'on en voudroit tirer vne approbation & conſentement.

Les heritiers du mary l'empeſchoient, que ce que par les arreſts, l'on auoit defendu les contracts faicts entre mary & femme deſrogeans à leurs contracts de mariage, c'eſtoit quand tels contracts contenoient vn aduantage outre & par deſſus ce qui eſtoit permis par la couſtume, mais qu'au faict particulier, il n'y auoit que don mutuel, permis par la couſtume de Paris, que telle conuention n'auoit plus d'efficace que la couſtume meſme baillant aux deux conjoincts la moictié des meubles & acqueſts, nonobſtant laquelle la meſme couſtume permet le don mutuel,

D'auantage que la particularité eſtoit grande en ce procés, c'eſt que l'on ne pouuoit dire que le contract de quatre-vingts-trois fiſt aucun aduantage, en droict *remiſſio incertitudinis iuſtam præbet cauſam, pacto nullus lædi intelligitur*, *l. 1. C. de pactis*, & en la. l. *de fidei commiſſo. C. de tranſact. nec minor eo caſu reſtituitur.* Pourquoy? *æqualis ſpes pendebat ex incerto euentu*, qui mouroit le premier: la femme pouuoit auſſi toſt mourir la premiere, *in reciproca remiſſione æqualis ſpei nullus lædi intelligitur, nec ſenex nec minor ex eo capite reſtituitur*, qu'il eſtoit ridicule prendre l'aduantage pour le predeceds du mary, *ex eat aula quiſquis ab euentu facta docenda putat*, & tant s'en faut que le contract

le contract de l'an 1583. fuſt contre les bonnes mœurs, qu'au contraire il eſtoit fauorable en ce qu'il corrigeoit vne conuention, *quæ votum captandæ mortis inducere poterat*: ioinct que le contract de 83. *reducit partes ad ius municipale*, à l'aduantage que la couſtume de Paris permet au mary & à la femme *liberis non exiſtentibus*, qui eſt le don mutuel: que la l. *in ſtipulatione dotis*, n'auoit pas eſtimé que *dotis cauſa deterior facta fuiſſet*, quãd elle eſtoit reduicte *ad ius cõmune. l. ſi vnus* §. *pactus ne peteret, verſ. idem dicemus, de pact. ff.* Que par la diſpoſitiõ de droict *quando conuentiones inter virum & vxorem prohibentur*, c'eſt *quando donationem continent*, *toto titulo de donat. inter virum & vxorem*. mais en la couſtume de la Preuoſté & Vicõté de Paris, qui admet le don mutuel, les conuentions qui ſe reduiſent au don mutuel ſont permiſes.

La vefue au contraire, ſouſtenoit eſtre bien fondee en ſes lettres, qu'il n'auoit eſté loiſible au mary & à la femme cõtreuenir aux conuentions de leur contract de mariage: que telles conuentions eſtoient *iuris publici*, d'autant que des contracts de mariage, *pendebat generis humani prorogatio*, l'vtilité publique tant pour la conſeruation des maiſons, que pour le repos des familles qui prennent toute aſſeurance ſur tels contracts, que *iura familiarum his legibus fouebantur*. Que ſi l'on permettoit contreuenir à tels contracts, pour quelque pretexte que ce fuſt, il n'y auroit bon mariage qui ne fuſt trauerſé, meſmement quand il n'y auroit aucuns enfans, les heritiers d'vn coſté & d'autre ne feroient que menees: qu'il n'y auoit contract de mariage qui ne contint quelque aduantage au ſuruiuant ſans enfans, que la moindre maladie donneroit ſubiect d'y pouruoir: qu'au parauant le contract de mariage, le mary & la femme eſtoient en pleine liberté de contracter & appoſer telles clauſes que bon leur ſembloit, par l'aduis de leurs parẽs, mais apres la conſommation de mariage par nos couſtumes, tout eſtoit changé: la femme ne peut rien ſans l'auctorité de ſon mary, ne peut contracter, vendre & aliener, hypothequer, elle eſt *in tutela mariti*. Seroit-il raiſonnable d'auctoriſer vn contract faict par le mary qui preiudicieroit à la femme, femme *quæ conſenſum non habet* en ce particulier, non plus que le mineur qui contracteroit auec ſon tuteur?

Digitized by Google

Que par la couſtume de Paris article deux cens quatre vingts deux, le don mutuel eſt bien permis entre mary & femme, & toutes autres conuentions & contracts defendus portãs aduantage, mais *ſecus quando per contractum matrimonij aliter conuentum fuit.* Cet article ne permet pas de deroger aux contracts de mariage, contracts tellement fauorables, que l'on à receu fauorablement toutes conuentions en faueur d'iceux. Que pour monſtrer que les contracts de mariage auoient quelque choſe de particulier par deſſus les autres contracts, c'eſt que toute contre-lettre y eſtoit defenduë, eſtoit nulle, contre les bonnes mœurs, pourquoy en ce particulier, qui n'eſt és autres contracts, d'autant qu'il n'eſt permis deroger aux conuentions des contracts de mariage, *quorum æterna & perpetua debet eſſe auctoritas*. Faut conſiderer que *per contractum matrimonij ex duabus perſonis vna fit perſona, vna caro, duo in carne vna*, ce ſont conuentions faictes *in ea coniunctione*, ce ſont perſonnes qui ſe ſont donnees l'vne à l'autre, *certis legibus*, plus fauorables que celles qui ſe font *in traditione rei*, & auſquels l'on ne peut deroger, *cùm poſt contractum & conſummatum matrimonium, res non ſit amplius integra* la l. *quæris*, autrement *Paulus, de pactis dotalib. ff.* faict diſtinction *de pactis ante nuptias & poſt nuptias, pacta dotis poſt nuptias reformari non poſſunt*, autremẽt *donatio eſt*: Que *Chriſtianorũ legibus* l'õ a eſté de beaucoup plus retenu à toucher & contreuenir aux conuentions matrimoniales, que les Payens eſtimẽt y auoir quelque connexité & ſeparation entre le lien de mariage& telles conuentions. Par arreſt, la queſtion demandee aux chambres, & veu les arreſts precedents, les lettres entherinees, les parties remiſes en tel eſtat qu'elles eſtoient auparauant le contract de 83. & ce faiſant l'heritier du mary debouté de ſes demandes, fins & concluſions, la femme comme ayãt ſur-veſcu iouyſſant des meubles & acquets en proprieté, le vingt-ſixieſme Ianuier 1605. & prononcé en robes rouges, par Monſieur le Preſident Potier, le Mardy cinquieſme d'Auril mil ſix cens cinq.

Quando ob incertum & dubium euentum conuentiones aliàs de ſe inualidæ firmari & probari poſſunt, conſule Car. Moline. in lib. ontract. vſurar. quæſt. 72. num. 463.

DE L'ORDONNANCE QVE LES meres ne ſuccederont à leurs enfans.

V.

IVgé au rapport de Monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes, que l'ordonnance de l'an 1567. prohibitiue aux meres de ſucceder à leurs enfans és biens prouenans du coſté paternel, ne diſpoſe & ne ſe doit entendre que des ſucceſſions *ab inteſtat*, & que les meres peuuent eſtre inſtituees par leurs enfans, capables de pouuoir diſpoſer le 22. Ianuier 1590. Bourbon & Papon.

DEFAVT DE PVBLICATION DE bans, ſi c'eſt nullité de mariage, ſuyuant le 40. art. de l'ordonnance de Bloys.

VI.

EN la ville de Moulins, s'eſt contracté mariage en face de l'Egliſe, par paroles de preſent ſans aucunes promeſſes precedentes, ne publication de bans, le mariage conſommé, le mary decede trois iours apres, procés entre les heritiers, & la vefue pretenduë pour la moictié des meublees de la cõmunauté, que l'on eſtimoit à 4000. eſcus. La vefue ſouſtenoit que *non fuerat matrimonium*, que par l'art. 40. de l'ordonnance des Eſtats tenuz à Blois, mariage ne ſe pouuoit valablement contracter ſans precedente publication de bans ſur les peines portees par les Conciles de l'Egliſe: que par le 44. art. de la meſme ordonnãce eſt defendu aux Notaires de receuoir aucunes promeſſes de mariage par parole de preſent, à peine de nullité, que par les Conciles & conſtitutions de l'Egliſe la publication des bãs eſtoit neceſſaire, voire ceremonie eſſentielle au can. *nullũ. 30. quæſt. 5.* pris *ex cõcilio Arelatenſi, quia cõtra prohibitionẽ Eccleſiæ talia matrimonia fiunt pro infectis habentur*, & au Concile de Trẽte, il y a peine de nullité au premier decret, de la 8. Seſ-

Digitized by Google

ſion, ce qui a eſté eſtroictement obſerué de tous temps, voire que *Euariſtus* qui eſtoit l'an 110. eſcriuant aux Eueſques d'Afrique des ceremonies requiſes ès Sacremens de mariage, *vxor petatur à parentibus propinquiorib. ſponſetur & ſuo tempore, vt mos eſt, cum precibus & orationibus, à ſacerdote benedicatur & à paranymphis, vt conſuetudo docet, cuſtodiatur & cõſocietur, aliter non coniugia, ſed adulteria vel contubernia facta dicãtur. Epiſt. 1. ad Epiſc. Africanos.* Que ſont les peines, les nullitez deſquelles l'ordonnance entend parler, que c'eſtoit mal à propos vouloir approfondir ceſte queſtion & ſçauoir ſi telles ceremonies empeſchent le Sacrement de mariage, & qu'il y auoit infinis autres conciles au contraire, meſme l'inſtitution de mariage, d'autant qu'en ceſte cauſe il ne s'agiſſoit *de ſacramento matrimonij aut eius eſſentialibus ceremoniys*, mais de la validité des conuentions du mariage, de l'acceſſoire du mariage, *de dotis communitate inter virum & vxorem*, conuentions qui ne dependent tant de deciſion de Theologie, que les ordonnances verifiees aux Parlemens, qui y donnoient la loy. Que *in ſimili* l'ordonnance de l'an mil cinq cens cinquante-ſept, declare les conuentions du mariage nulles pour le crime du rapt, l'Egliſe approuue tels mariages, l'ordonnance punit les contractans. L'ordonnance de Blois reprouue les mariages faicts par paroles de preſent, l'Egliſe les approuue. *aliud de Sacramento matrimonij diſputare, aliud de pactione dotis diſſerere, diſtinctæ ſunt poteſtates*, l'Egliſe reprouue les mariages des heretiques, l'ordonnance reçoit les enfans qui en viennẽt aux ſucceſſions de pere & de mere, & neantmoins s'il falloit en bonne Theologie diſputer ceſte queſtion, il eſt certain que *Eccleſia ceremonias in Sacramentis neceſſarias inſtituit*: que l'ordõnance eſtant conceuë *per verba prohibitiua & negatiua*, emportoit *nullitatem actus*.

Les heritiers du defunct mary diſoient au contraire, qu'il y auoit eu mariage, que l'ordonnance n'eſt qu'vne peine cõminatoire que l'on n'a gardee à la rigueur, ſinon que lors qu'il s'eſt trouué quelque legitime empeſchement au mariage, affinité, paction precedente ou vice en la perſonne, qui ſont les ſeules occaſions pour leſquelles l'Egliſe auoit introduit la publication des bans: mais que l'omiſſion de telles ſe-

lennitez, *non inducebat matrimonij nullitatem, can. ſi quis tacitè.* 30. *quæſt.* 5. & le tiennẽt ainſi les Canoniſtes au chapitre dernier, *de clandeſt. deſponſat.* Et comme dit vn Docteur de l'Egliſe, *non enim defloratio virginitatis, ſed pactio coniugalis matrimonium facit,* que c'eſtoit choſe triuiale, que *conſenſus, non concubitus nuptias facit:* qu'il n'eſtoit parlé de publication de bans, que *Sacramẽtum matrimonij duobus tantùm conſtabat conſenſu partium & verbo Sacerdotis,* comme l'inſtitution du mariage nous le demonſtre, *creſcite & multiplicamini, quos Deus coniunxit homo non ſeparet, erunt duo in carne vna;* voila ce qui eſt de l'eſſence du mariage, que *Conſilium Arelatenſe* n'auoit eſté gardé en l'Egliſe, que infinis autres Conciles y auoient derogé: que le Concile de Trente n'eſtoit gardé en France: que l'ordonnance ne mettoit que ſur les peines des Conciles: cela s'entendoit des Conciles receuz en ce Royaume, de la doctrine approuuee, priſe du can. *ſi quis tactus §. his ita reſpondetur.* 30. *quæſt.* 5. & non du Concile de Trẽte qui n'y eſt receu: que la publication des bans depend du Curé qui doit ſçauoir l'ordonnance de l'Egliſe, c'eſt ſa faute s'il eſpouſe ſans precedente publication, & non celle des parties: qu'il apparoiſſoit par acte ſolennel du Curé que les parties s'eſtoient promiſes la foy de mariage, ſe ſont fiancees, & à l'inſtãt eſpouſees *per verba de præſenti,* la mere de la deffendereſſe preſente, *Sacerdotalis benedictio acceſſerat,* l'Euangile dite *in Eccleſia. Caſſiod. Variar. lib.* 7. *cap.* 40. diſoit, *cùm ſpontanea copula cuncta animantia conſociet dignumque vnicuique videatur quod placuit, durum eſt libertatem liberam non habere in matrimonio vnde liberi procreantur:* Que c'eſtoit choſe de treſgrande conſequence d'aller rechercher la validité d'vn mariage ſur la publication des bans qui ſe fait *ſemotis partibus:* que l'acte du Curé, perſonne publique, valloit bien vn contract paſſé pardeuant Notaires: que le Curé par ſon acte declarãt qu'il auoit eſpouſé le defunct auec la deffendereſſe, *omnia ſolenniter acta præſumebantur,* meſmement ſi tant eſt que telles ſolennitez ſoient neceſſairement requiſes, *omnia ſine quibus.*

La queſtion demandee aux chambres & le procés à l'opinion, y a eu inſcription en faux contre l'acte du Curé, & bien que l'on diſt que telle inſcription en faux ne fuſt que pour arreſter les procés, que le poinct de droict demeuroit,

quand bien l'acte du Curé ne ſeroit veritable, neantmoins l'inſcription en faux receuë par arreſt du iour du mois de May 1584. Monſieur du Four Rapporteur, la commune opinion des Chambres eſtãt pour la nullité du mariage, fondee ſur ce que le Nonce du Pape Gregoire, faiſant inſtance au Roy de la publication du Concile de Trẽte en ce Royaume, ſur les difficultez qui s'y preſenterent pour ce qui eſtoit de la police de l'Egliſe. Le Roy ayant declaré qu'il ne falloit de publication de Concile pour ce qui eſtoit de la foy, que c'eſtoit choſe gardee en ſon Royaume, mais pour quelques articles particuliers, ne pouuant le Concile eſtre publié pour quelques occaſions de ce qui s'eſtoit paſſé au Concile: que par ces ordonnances il feroit ordonner ce qu'eſtoit introduict par le Concile pour la police Eccleſiaſtique en ce qui eſtoit des mœurs, comme de faict ſemble que ces articles 40. & 44. de l'ordonnance, ſont tirez de mot à mot du Concile de Trente, ordonnance qu'il falloit garder, & faiſant mention des peines portees par les Conciles, qu'il falloit entendre des derniers *ſcilicet* de celuy de Trente.

MINEVR QVI S'EST DICT majeur.

VII.

EN la cauſe d'entre Maiſtre de Bragelonne & Seneton, iugé en la troiſieſme des Enqueſtes qu'vn mineur qui s'eſt iuré & affermé majeur, n'eſtoit receuable, *quando ex aſpectu poterat iudicari major*, ledit Seneton auoit deux qualitez qui le preſumoiẽt majeur, *& ita dolo emptorem induxerat fallaci ætatis mendatio*, qui eſt le cas de la loy troiſieſme, *ſi minor ſe maiorem dixerit*, laquelle loy s'entẽd *non ex ſimplici aſſertione etiã iuramẽto firmata ex qua minor ſemper inſtituitur, ſed ſi cum ipſa aſſertione fallaci maioris ætatis mendatio creditor à minore ſit deceptus*, auec vn dol approchãt d'vn delict *tunc denegatur reſtitutio*. Et ainſi faut-il entendre ces mots de la loy troiſieſme *te deceperit*, autrement l'on feroit declarer aux mineurs par le cõtract telle aſſertion & affirmation

que l'oñ voudroit, & tourneroit en ſtyle des Notaires, comme la renonciation au Velleian *vid. l. minorem 25. annis. 1. de minorib. & ibi gloſ. in verbo, conueniri l. 3. §. ſi ſeruus, verſ. ſed & ſi, de tribut. act.* qu'il faut entendre d'vn dol qualifié, auſſi la loy 3. *ſi minor ſe maiorem dixerit*, vſe de ces mots, *fallaci maioris ætatis mendacio te deceperit*. Et ce que Seneton fut condamné au rapport de Monſieur de Therouenne en la troiſieſme des Enqueſtes, c'eſt qu'il auoit pris des qualitez faulſes, qui le rendoient ou preſumoient maieur. Il ſe trouue vn arreſt au Regiſtre des plaidoyez, du vingt-troiſieſme Iuillet, mil cinq cẽs nonante-huict, entre les enfans de Boucher, Bignon plaidant, & Mareſchal, Talon plaidant, par lequel ſur l'affirmation faicte par la femme preſent ſon mary, qui affermoit la maiorité dés tel iour, fut deboutée des lettres de reſtitution, encores que la minorité fuſt verifié par eſcrit : ce meſme different a eſté ſolennellement iugé en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Louet, au procés d'entre de Baillon, du Cheſne, Ferrant, & la Barde, de Baillon ayant eſté condamné, bien qu'il euſt contracté mineur aagé de vingt-trois ans huict mois, *ſed fallaci maioris ætatis mendacio creditorem deceperat*, luy deſignant le iour de ſa maiorité, & eſtoit couſtumier de s'affermer maieur, voire repreſenter l'extraict du papier baptiſtere antidaté par arreſt du vingt-neufieſme Mars, mil cinq cens nonante-neuf, preiugeant que c'eſt pluſtoſt *delictum quam facilitas ſeu fragilitas ætatis & animi*, que *in delictis minores non reſtituuntur, nec decipientibus ſed deceptis iura ſubueniunt*.

SAISIE DE MEVBLES QVAND *emporte priuilege le debteur eſtant inſoluable.*

VIII.

IVgé au rapport de Monſieur Larcher, en la cinquieſme des Enqueſtes, en la cauſe de Deſ-jardins, & Iouarde, qu'en la couſtume de Paris, la femme premiere ſaiſiſſant les meubles de la communauté, pour le payement de ſes conuentions matrimoniales, apres

la faillite de ſon mary n'eſtoit preferable, ains venoit en con-
tribution au ſol la liure auec les autres creanciers, la couſtu-
me de Paris oſtant en ce particulier tout priuilege.

Iugé par c'eſt arreſt qui a eſté prononcé en robes rouges,
qu'en matiere de deſconfiture, il n'y a aucun priuilege tant
fauorable qu'il puiſſe eſtre, 23. Decembre 1595.

SI VN MINEVR PEVT AMEVBLIR & donner de ſon immeuble en faueur de mariage, ſans ſolennité & auctorité de iuſtice.

XI.

VNe mineure aſſiſtee de ſon tuteur, & aucuns de ſes
parens, ameubliſt quelque partie de ſon immeuble
à ſon futur mary, & luy donne par contract de ma-
riage vne maiſon en faueur & contemplation d'ice-
luy, lequel n'euſt eſté autrement faict, le mary mineur ap-
porta quelque ſomme de deniers en la communauté, le ma-
riage diſſolu par le deceds de la femme, ſes heritiers reuo-
quent en doubte ceſt ameubliſſement & donation de mai-
ſon, pour n'y auoir les ſolennitez requiſes eſté gardees, pro-
cés pour raiſon de ce, par deuant le Preuoſt de Paris.

Le mary diſoit que les contracts de mariage eſtoient fa-
uorables, & auoient ceſt aduantage par ſus les autres con-
tracts, que les parties ne pouuoient eſtre remiſes en tel eſtat
qu'elles eſtoien auparauant le mariage: qu'il n'y auoit au par-
ticulier immenſité au don ne à l'ameubliſſement: que la pro-
hibition de la loy pour l'alienatiõ de l'immeuble du mineur,
eſtoit *in venditione, donatione pura, in quibus minor læditur, non in
donatione fauore matrimonij*, qui apporte cõmodité au mineur,
de faict la l. *Titia, de iur. dotium, admittit donationem immobiliũ* fai-
cte par vn mineur en contract de mariage, la gloſe en la l. *nul-
la lege. C. de iur. dotiũ, in verbo, prohibitum, verſ. item nec obſtat.* dict
que *immobilia minorũ in dotem dari poſſunt*, & que *falſa eſt opinio
exiſtimãtium minores in contractu matrimonij immobilia donare non
poſſe*, que le mineur eſtant capable de contracter mariage, eſt
auſſi capable des conuentions matrimoniales, acceſſoires au
contract

contract, conuentions ordinaires, accouſtumees, & ſans leſquelles tels cõtrats n'õt accouſtoumé ſe faire entre majeurs. A ceſte raiſon le Balde en ſon Conſeil nonante neuf, eſtime que *conſtitutio dotij & donationis propter nuptias à minore facta non continetur in prohibitione legis, prædia de præd. & al. reb. min.* & entre autre raiſons argumente *à poſitione habilitatis matrimonij ad poſitionem & habilitatem interponendi pacta omnia ſolita de iure apponi in contractibus matrimonij & frequentata in regione*, & du Moulin a ſuiuy ceſte raiſon en ſon Annotation ſur le 161. article de la couſtume de Blois, faiſant mention des donations faictes en faueur de mariage par des mineurs: autrement ſeroit prendre la raiſon de la loy *prædia* à contrepoil: telle prohibition eſtant faicte en faueur des mineurs, & non pour les empeſcher de ſe marier & trouuer party conuenable: ce qui arriueroit ſi l'on leur oſtoit le pouuoir de contracter & faire tels aduantages ordinaires, *in quibus minores non læduntur, qui iure communi vtuntur*, & la l. 1. *C. ſi aduerſus donat. minor non reſtituitur aduerſus donationem propter nuptias*, ſeroit ſeparer les conuentions d'auec le mariage, rompre le contract, & laiſſer le mariage. En la l. *Pomponius Philadelphus. 36. fam. herciſ. ff.* encores que de droict, *nulla ſit obligatio inter patrem & filium in poteſtate*, toutesfois *matrimonij fauore*, le iuriſc. reſpond *iuſtam cauſam retinendæ poſſeſſionis filiam habere, quoniam pater prædia de quibus querebatur, dotis eſſe voluiſſet*, conſiderant la faueur de mariage, & non la validité de l'obligation.

Les heritiers de la defuncte femme diſoient au contraire, que telle donation, tel ameubliſſement ne pouuoient ſubſiſter, & eſtoient reprouuez par la l. *prædia. de reb. min. ſine decreto non alienand. C.* qui eſtoit generale, & pour l'eſpece particuliere la l. *lex quæ tutores*, au meſme titre parlant *de donatione propter nuptias*, que telles alienations ſe deuoient faire *per inquiſitionem iudicis, probationem cauſæ & decreti interpoſitionem, vt fraudi nullus locus relinquatur*, en la l. *quotiens, de pact. dotalib. filius familias dotem conſtituere non poteſt niſi patre furioſo aut abſente*, & le Bart. en la l. *ſi conſtante, ſolu. matr.* requiert en tels actes l'interpoſition du Decret: & a eſté ſuiuy par Iean Faber en la loy premiere, *ſi aduerſ. donat.* & en la l. *prædia*, la l. *lex quæ tutores.* Et eſt mal argumenter *à capacitate matrimonij ad capacitatem*

conuentionum matrimonialium, la capacité de mariage prouient de l'aage limitee par la loy, de la capacité de nature qui rendent l'vn & l'autre des contractans capables de la conionction, au chap. *puberes, de diſpenſat. impub. puberes à pube dicti, puberes qui pubertatem oſtendunt & generare iam poſſunt*, & la gloſ. *in verbo, generare, pubertas igitur ex rigore naturali*. & en ce meſme chapitre au §. *& puerperæ, puerperæ in annis puerilibus pariunt*, tellement que *matrimonij capacitas à generatiuone dependet, ideo qui generare non poſſunt ex deffectu & impotentia naturæ, nec matrimonium contrahere*, bien qu'ils ſoient majeurs, *& ſui iuris & liberam bonorum ſuorum habeant diſpoſitionem, cap. 1. & 2. de frig. & malefic.* mais la capacité des conuentions & pactions matrimoniales prouient *non ex vi & potentia naturæ ſeu generationis*, mais *ex lege ciuili & diſpoſitione legis & capacitate contrahendi*. Le mineur peut eſtre capable de l'vn, incapable de l'autre, le maieur incapable de l'vn, capable de l'autre, *nec enim hæ cõuentiones ſunt de natura ſeu eſſentia matrimonij, nec ex forma cõtractus cùm ſine his eſſe poßit matrimonium*, lequel prend la perfection du conſentement des futurs conjoincts *accedente benedictione ſacerdotis*, mais les autres conuentions dependent de la volonté des contractans, auſſi diſſemblables comme les opiniõs ſont diuerſes & variables. En la l. *pactum quod dotali, C. de pactis*, le mariage eſt valable, & la conuention y apposee reprouuee nulle, contre les bonnes mœurs, l'vn n'a rien de commun auec l'autre, *ſuæ facilitati imputet qui ſcire debuit huiuſmodi pactum legibus improbari, ex Bald. in l. cùm Archimedoram. in fine, vt in poſſeſſ. legat. C.* Que la l. *lex quæ tutores*, eſtoit du tout à l'aduantage des mineurs, ne les empeſchoit de trouuer bon party ne de ſe marier, leur promettant particulierement *donare propter nuptias*, mais *adiecta cautione*, que cela ſe face *cum cauſæ cognitione*, ce qui eſt neceſſaire pour la conſeruation du bien des mineurs, leſquels aueuglez d'vn amour, pourroient profuſément diſpoſer de leur immeuble, ou au contraire y appellans leurs parens, le Iuge aduiſera auec eux ce qui ſera raiſonnable, & la proportion du don & ameubliſſement, eu eſgard à l'aduantage que l'on faict au mineur.

Par arreſt la donation & ameubliſſement reduicts *ad legitimum modum*, eu eſgard à l'aduantage que l'on faiſoit à la mi-

ueure par ledict contract, & à la qualité des parties, & à ce que communement l'on auoit accouſtumé d'obſeruer: Et ſe trouua auoir eſté ainſi ſolennellemẽt iugé en la troiſieſme des Enqueſtes en l'an 1568. & du depuis en 72. en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Boucher, & l'arreſt leu au Chaſtellet par Meſſieurs Boucher & du Four commis par la Cour, pour faire ledict arreſt loy à l'aduenir, la queſtion ayant eſté demandee aux chambres, Monſieur Leſcalopier Rapporteur, 5. des Enqueſtes 29. Auril 1585. Voy du Luc en ſon Recueil d'Arreſts, tit. *de minorib. arreſto 2. tit. 2. lib.* 7. l'arreſt de l'an 1535. a caſſé l'ameubliſſement, bien que les parens euſſent conſenty.

Faut noter que s'il s'agiſſoit *de vili ceſpite terræ*, que les fraiz qu'il conuiendroit faire pour le decret ſurpaſſaſſent le prix de l'immeuble, ou qu'il fuſt vtile au mineur, en ce cas n'y auroit nullité. Voy du Moulin en ſes contracts Vſuraires num. 277. c'eſt à la prudence des Iuges de n'en abuſer.

SAISIE DE MEVBLES FAICTE par diuers creanciers en meſme iour, ſi elle donne preferance.

X.

LE ſeptieſme Septembre 1588. à la prononciation generale fut prononcé l'arreſt donné au rapport de Mõſieur de Soulfour en la deuxieſme des Enqueſtes, entre Marguerite Preuoſteau & Claude d'Auuergne, par lequel fut iugé que les creanciers ſaiſiſſans & arreſtans ſur leur debteur commun en meſme iour ſans pouuoir cognoiſtre qui eſtoit le premier ſaiſiſſant, venoient tous en contribution au ſol la liure, *omnes enim ſibi vigilauerunt*, & ne peut-on ſçauoir *quis diligentior fuerit: licet creditori vigilare ad ſuum conſequendum l. ſumma cum ratione, de pecul. ff.*

DE L'ADIOVRNEMENT FAICT A *la requeſte du mineur ſans l'auctorité de ſon curateur.*

XI.

ENtre Guillaume du Coin & Iean Regnard, iugé que l'adiournement en retraict lignager donné au dedans de l'an & iour, duquel l'aſſignation eſtoit hors l'an eſtoit bon, encores qu'il fuſt faict à la requeſte d'vn mineur ſans l'authorité de ſon curateur, *licèt enim geſta cum minore ſine authoritate curatoris nullius ſint momenti, l. ſi curatorem non habens, de in integ. reſtit. mino.* C. toutefois *quia minor in acquirendo meliorem conditionem ſuam facere poteſt*, & que ledit retraict eſtoit à ſon profit, les choſes demandees luy ont eſté adiugees. Aucuns vouloient dire que le Sergent qui donnoit l'aſſignation *veluti minoris procurator aut ſeruus publicus in rem minoris ſtipulari & authoritatem præbere poterat. l. 2. rem pup. ſal. fore. ff.* La raiſon de douter eſtoit que les procedures faictes auec vn mineur eſtant nulles, le curateur n'interuenant, l'on eſtoit tenu de comparoir a vne aſſignation donnee à la requeſte du mineur, *qui ex ſua perſona in iudicio ſiſtere non poterat*, y ayant nullité de procedure: ce qu'il y auoit de particulier c'eſt que le curateur en la Cour approuuoit ce qui auoit eſté faict par ſon mineur.

L'ORDONNANCE PROHIBITI- *ue aux meres de ſucceder à leurs enfans, a lieu en pays de droict eſcript.*

XII.

LE quinzieſme Iuillet 1589. iugé au rapport de Mõſieur de Here en la deuxieſme des Enqueſtes, au procés d'entre Marie Saugé & Claude Verdure, qu'ẽ la Seneſchaulſee de Lyon, pays de droict eſcript, l'ordonnance auoit lieu, par laquelle les meres ne ſuccedoient aux propres paternels de leurs enfans,

MOVLINS SVR BATEAVX SE doiuent decreter, bien que par la couſtume ils ſoient entre les meubles.

XIII.

LE Mardy vingt-troiſieſme d'Octobre 1582. en la cauſe plaidee aux grãds Iours ſeans en la ville de Clermõt, entre Gautier appellant du Bailly d'Orleans, & Hargis & Hode inthimez, a eſté iugé que combien que les moulins ſur riuieres aſſis ſur bateaux ſoient par la couſtume d'Orleans reputez meubles, neantmoins qu'ils ſe doiuent decreter, d'autant qu'ils giſent en reuenu ordinaire & annuel, & y doit eſtre gardee la forme preſcrite par l'ordonnance des criees, & la vente qui auoit eſté faicte à l'enquant ſur le bord de la riuiere de Loire a eſté caſſee, & ordonné qu'il ſeroit procedé à nouuelle adiudication par decret, Buiſſon & Rauel plaidans.

SI LE MARY POVR DELIT PEVT preiudicier à la femme, en la communauté.

XIIII.

SCauoir ſi le Mary *delinquendo*, peut preiudicier à la femme pour ſa part de la cõmunauté, ſoit és meubles ou acqueſts, *vide S^a. in littera D. pag.*186.

DV DECRECT FAICT D'VN HERItage appartenant à des maieurs & mineurs, ſans diſcuſſion preallablement faicte.

XV.

IVgé au rapport de Monſieur Deſlandes en la premiere des Enqueſtes, Monſieur du Puy preſident au procés, le trezieſme Mars, mil cinq cens ſeptan-

te quatre, que des criees faites ſur heritages poſſedez par indiuis, par des maieurs & mineurs, ſans diſcution des meubles pour le regard des mineurs; eſtoient bonnes & le decret qui s'en feroit enſuiuy valable, *reſpectu* des majeurs ſeulement, & nul *reſpectu* des mineurs. La raiſon de doubter, eſtoit que n'y ayant qu'vne ſaiſie, les criees faictes ſur meſme procedure, comme auſſi le decret qui s'en feroit enſuiuy eſtans nuls *pro parte*, le decret qui s'en feroit enſuiuy, ne pouuoit ſubſiſter, procedures qui ne ſe pouuoient diuiſer, *nec pro parte valere & non valere*, mais l'on a conſideré que la nullité ne prouenoit que pour le priuilege du mineur qui eſt perſonnel, & qui ne ſe communique aux maieurs, ne pouuoit ſeruir en vne cauſe qui ſe peut diuiſer, ayant les maieurs leur part en l'heritage decreté, comme les mineurs, *l. vni. ſi in com. ead. cau. C.*

XVII.

De la perſecution encommencee, contre vn maieur, tombant en la perſonne du mineur ſon heritier, ſi elle a lieu, quelle leſion eſt requiſe, *vide i. in littera P. pag.* 542.

SI LE SEIGNEUR DE FIEF N'AYANT droict de bannalité en ſes moulins, peut empeſcher les meuſniers circonuoiſins, de venir chaſſer en ſa terre.

XVII.

IL y a quelques couſtumes, qui donnent droict de bannalité aux Seigneurs hauts Iuſticiers ſur leurs ſubjects, pour les contraindre de venir mouldre à leurs moulins: mais l'on a demandé ſi és couſtumes qui ne donnent ce droict, les hauts Iuſticiers, voire Seigneurs Chaſtelains n'ayans droict de bannalité ſur leurs ſubiets, peuuēt empeſcher les meuſniers des moulins circonuoiſins venir chaſſer en leur fief & ſur leurs ſubjects. Souſtenans les Seigneurs de fief que de diſpoſition de droict commun, *non erat*

Digitized by Google

rationabile inuitis dominis prædiorum in alienis agris aucupari, en la l. *Diuus Pius, de ſeruit. ruſt. prædio.* en la l. 3. §. *planè. de acquir. rer. domin. ff. qui in alienum fundum inuito domino ingrediuntur iure à domino prohiberi poſſunt, ſiue venandi ſiue aucupandi cauſa*, *idem* en la l. *iniuriarum* §. 1. *de iniur. & fam. lib. ff.* Que ceſte prohibition eſtant *iuris communis*, ne pouuoit eſtre deſniee au Seigneur de fief qui ne peut honneſtement *proprijs agris ſitientibus alios irrigare*, laiſſer ſes moulins inutiles pour faire moudre les autres, meſmes tel droict de moulins & prohibition eſtant *inter iura feudorum*. Que ſi par toutes les couſtumes tel droict eſt honoré du nom de chaſſe, comme en eſtant vne eſpece: qu'il eſtoit raiſonnable que comme le Seigneur pouuoit empeſcher que l'on vint chaſſer ſur ſa terre, par identité de raiſons, pouuoit ſe conſeruer de ceſte ſeruitude, que l'on pourroit pretendre venir chaſſer & querir les poches de ſes ſubiects: au contraire, l'on diſoit que l'on auoit donné aux Seigneurs de fief le droict de bannalité pour cõſeruer ce droict de contraindre les ſubiects venir moudre au moulin de la Seigneurie: ceſſant lequel droict les ſubiects auoient toute liberté d'aller moudre où bon leur ſembloit: Que ceſte liberté, cõme eſtant *iuris publici* eſtoit fauorable, & auoit auec ſoy ceſte commodité vnie & connexe que l'on venoit querir les poches des ſubiects: ceſſant laquelle ſeroit diminuer telle liberté, & en priuer ceux qui n'auoient le moyen d'enuoyer au moulin: que le plus aſſeuré moyen des Seigneurs de fief eſtant de faire telle condition à leurs ſubiects, qu'ils euſſent toute occaſion d'y aller moudre, ſans en tirer vn ſi grand deuoir. Par arreſt du vingt-troiſieſme May 1561. le Seigneur de fief a eſté debouté, & permis aux meuſniers circõuoiſins aller chaſſer ſur ſa terre, le procés iugé en la couſtume de Peronne, entre Iehan Ionglet Seigneur de Noxenuille, Iean & Nicole Fourniers & Iacques de Priel Seigneur de Feuquere, & l'arreſt prononcé en robes rouges, donné au rapport de Monſieur Fumee, Monſieur Preuoſt y preſidant en la premiere des Enqueſtes.

La meſme queſtion s'eſtant preſentee en la nouuelle couſtume de la Preuoſté de Paris entre Monſieur le Cardinal de Gondy, ſieur Chaſtelain de Villepreux, & le Seigneur de

Reſnemoulin, l'on a demandé deux choſes, ſi ledict Seigneur de Reſnemoulin, eſtant vaſſal de Villepreux, pouuoit y enuoyer ſes meuſniers, & ſi les ſeptante-vn & ſeptāte-deuxieſme articles de ladicte couſtume n'apportoient aucun preiugé en ceſte queſtion, eſtant dict qu'vn vaſſal vienne chaſſer ſur la terre de ſon Seigneur, *eo inuito*: & pour la particularité de ladite couſtume de ladite Preuoſté, que par ledict ſeptante-deuxieſme article, qui eſt au tiltre des fiefs, le ſeigneur n'ayant que moulin à vent, ne peut auoir droict de bannalité, & neantmoins peut auoir tiltre pour empeſcher les meuſniers circonuoiſins de venir chaſſer, tellement que ceſte prohibition en ladite couſtume, n'eſt tellement vnie auec ceſte liberté qui appartiennent aux ſubiects, qu'elle ne puiſſe eſtre ſeparee. Or ladite Couſtume ne parlant que de la liberté qui eſt concedee aux ſubiects, ne peut pas eſtre eſtēduë à telle prohibition que pretendent les Seigneurs de fief, eſtans choſes diſtinctes: ce qui receuoit moins de difficulté, quand les ſubiects ne ſe plaignoient de telle commodité, qui les regarde ſeuls, & nō leſdicts meuſniers, qui ne ſont pouſſez que pour vn profit. Iean Faber au §. 1. *de lege Fuſ. Caroll, apud Iuſtinianum*, reprouue ceſte prohibition des Seigneurs de fief, aux meuſniers circonuoiſins, *quando eis non prodeſt, alijs autem nocet, contrarium dicturus* ſi de telle prohibition les Seigneurs de fief rapportoient quelque profit ou commodité, comme au fait particulier qu'il y auoit deux moulins audit Villepreux.

La queſtion demandee aux chambres, & les arreſts cy deuant donnez en meſme faict veuz ſur le bureau, par arreſt du vingt-huictieſme Iuin 1597. donné au rapport de Monſieur Louet, en la cinquieſme des Enqueſtes, iugé que le Seigneur n'ayant droict de bannalité, ne pouuoit empeſcher les meuſniers de ſon vaſſal, de venir chaſſer ſur ſes ſubiects. L'interpretation du 72. article de la couſtume eſt, que le moulin à vent ne peut eſtre bannal, & ne peut le Seigneur de fief, empeſcher les meuſniers circonuoiſins, de venir chaſſer ſur ſa terre, ſans auoir tiltre de la prohibition, laquelle eſtant contre la liberté publique, ne ſe peut acquerir ſans tiltre.

SI EN

SI EN PAYS DE DROICT ESCRIT le fils ou la fille ſont hors de la puiſſance du pere par mariage.

XVIII.

L'On a demandé, ſi en pays de droict eſcrit, *filij vel filiæ familias, in patris remanerent poteſtate poſt matrimonium*, & ſi en cela l'on gardoit la diſpoſition du droict ciuil, en la loy, *ſi vxorem tuã*, 5. *de cond. inſert. C.* & de la gloſe, *in verbo poteſtate*, & de la l. *filiæ licet*, 2. *de collat. C.* & ce qui en rendoit la difficulté, eſtoit l'opinion de Chaſſaneus ſur les couſtumes de Bourgongne, au titre des droicts & appartenances, §. 1. *in verbo*, en la puiſſance de ſon mary, lequel ſuit la gloſe de ladicte l. *ſi vxor*, *ſcilicet* que *vxor eſt quidem in poteſtate mariti, quo ad debitum carnis, & alia obſequia.* Et comme il dit au lieu preallegué *num.* 8. *quod de conſuetudine regni Franciæ, mulier tranſit in poteſtatem viri, non tamen per hoc eximitur à poteſtate patris.* La conſequence en eſtoit grande, d'autant que la fille demeurant *in poteſtate patris*, ne pouuoit teſter ne diſpoſer *etiam patre permittente*, ſuiuant la l. *qui in poteſtate de teſtam. & qui teſtam. fac. poßint, ff.* & par le §. 1. *ad Senat. Tertullia. apud Iuſtinian. remanet vxor in poteſtate parentis.* & en la l. 2. au §. 1. *ſoluto matrim. ff. vxor patre conſentiente agere debet.* Monſieur Feron ſur la couſtume de Bordeaux, au titre *de iure & ſtatu perſonarum.* §. 3. ſuit l'opinion de Chaſſaneus, & qu'encores que *ex generali regni conſuetudine, mariti in vxores poteſtatem habeant, non ita tamen vt protinus paterna adimatur poteſtas*, & eſt l'opinion de Iean Faber au §. 1. *de Senatuſconſ. Tertullian.* & de Maſuerius tit. *de poſſeßione*, §. *item maritus*, iugé neantmoins que *per matrimonium, filij vel filiæ familias à Patris poteſtate liberabantur.* Par l'anciẽne couſtume des Gaulois, les femmes eſtoient en la puiſſance des maris, comme l'atteſte Iules Ceſar, au ſixieſme liure de ſes Commentaires, par la loy de Dieu, *mulier eſt in poteſtate viri*, & en la premiere Epiſtre de Sainct Pierre, *mulieres viris ſint ſubditæ*, & en Sainct Paul, *caput mulieris eſt vir*: ceſte couſtume generale du Royaume, que

per matrimonium mancipantur filij & filiæ familias, & à paterna poteſtate liberantur, eſt atteſtee par Boërius ſur la couſtume de Berry, au titre des teſtam. des perſonnes. §. 2. & 4. & en ſa deciſion 197. & eſt atteſtee par Maſuerius, au titre *de dote*, en ſa pratique, & par Monſieur Tiraqueau, *in legibus connubialibus*, §. 1. *in verbo*, & n'eſt plus en pouuoir de ſon pere, *verſ. illud item ſecundo loco, gloſ. 3. verſ. ſed illud quoque, & hæc conſuetudo*, dit-il *ſeruatur vbique*, & par ce moyen que le teſtament de la femme eſtoit valable, *viuente patre*. Par arreſt du cinquieſme Iuillet 1597. Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enquuſtes, les noms des parties, Guillin & Boucault.

Il ſe trouue vn arreſt donné au rapport de Monſieur le Preſtre en ladicte Chambre, le quatorzieſme Iuillet 1595. entre Poillier & Fauerion, qui a iugé la meſme difficulté.

SI C'EST AV MINEVR A PROVVER le prix de la vendition eſtre tourné à ſon profit.

XIX.

AV procés des Arnouls, l'on a demandé ſi Renee Arnoul, aagee de dix-ſept ans, ſe faiſant reſtituer contre vn contract de vente de ſon bien qu'elle auoit fait auec ſon mary, deuoit rendre le prix qu'elle monſtroit eſtre tourné à ſon profit, ou que l'aquereur iuſtifieroit eſtre tourné au profit de la mineure.

L'heritier de la mineure diſoit que par les maximes ordinaires, c'eſtoit au creancier, au vendeur à mõſtrer que le prix receu par le mineur eſtoit tourné à ſon profit, la l. 1. *ſi aduerſus credit. C.* le porte par mots exprés, & pour monſtrer qu'il n'y a rien de ſpecial en ceſte loy, *in odiũ mutui ſeu creditorũ*, l'eſpece ſe trouue ſemblable *in emptore*, en la l. *prædiorum, in fine, de prædijs & alijs reb. min. ſine decreto non alienand. C.* en la l. *ſi prædium*, au meſme titre, *emptor autem ſi probare potuerit, &c.* La raiſon eſt bonne d'autant que *qui contra legum edicta contrahit, in dolo eſt, in mala fide*, & par autre reigle de droict, *qui cum perſona ſuſpecta contrahit curioſus eſſe debet de verſione in rem, l. vir & vxor. l. finali, principio, ad Velleian. ff.* Ce qui ſe peut particu-

lierement remarquer *in his qui cum ciuitate, cum Eccleſia contrahunt*, leſquels doiuent verifier *in rem ciuitatis vel Eccleſiæ verſum. l. ciuitas. de rebus cred. ff. Auth. hoc ius porrectum, in fine. de ſacroſanct. Eccleſ. C.* Ce qui ſemble eſtre d'autãt raiſonnable que ceux qui donnent argent *perdituro, decocturo*, à perſonnes qui ne peuuent contracter ſans les ſolennitez requiſes par la loy, doiuent conſiderer que *eo caſu tantùm obligantur, ſi in rem verſum eſſe conſtiterit*. La commune opinion des Docteurs, en la l. *prædiorum. de præd. minor. C.* en la l. *ſi cùm dotem. §. 1. in fine, ſoluto matrimonio. ff.* eſt diſtinguee *quãdo cõtractus eſt nullus*, comme faict ſans aucune ſolennité, & en ce cas le mineur n'eſt tenu verifier *in rem verſum, aut venit reſtituendus ope reſtitutionis, propter læſionem*, & en ce cas c'eſt au mineur à verifier la perte du prix receu: que le contract duquel il s'agiſſoit eſtoit nul, pour le regard de la mineure par ladicte l. *prædiorũ*, vẽte d'immeuble de bien de mineur ſans ſolennité, l'argent baillé vn mary pour le mettre en la communauté, de laquelle il eſt ſeul le maiſtre, l'acquereur ſçauoit la minorité, oncle de la vendereſſe.

Au contraire, l'acquereur ſouſtenoit qu'il n'y auoit que de la bonne foy de ſa part, mais de reiecter la preuue ſur luy, ce ſeroit en effect le charger du faict d'autruy. Que ce que la loy auoit particulierement introduict *odio mutuantis pecuniam*, en faueur de l'Egliſe, des Republiques, ne ſe deuoit tirer hors ſon cas: la plus aſſeuree maxime eſtoit priſe de la l. *quod ſi minor, §. non ſemper autem, de minorib. ff. minores non quia minores, ſed quia læſi reſtituuntur*: il faut donc que *duo minor probet, & minorem & læſum*. Or le plus fort argument de la leſion eſt *nihil in rem verſum*, il en eſt autant dit en la l. *nam & poſtea. §. ſi minor, verſ. nec enim. de iureiur. ff.* & de faict par la coummune opinion des Docteurs, en la l. 1. *ſi aduerſ. cred.* & autres loix cy deſſus alleguees, c'eſt au mineur à verifier, *quid in rem verſum*. Et Maiſtre Charles du Moulin en ſes contracts vſuraires, *quæſt. 37. num. 285. 286.* ayant diſputé ceſte queſtion de part & d'autre ſe reſout, que ſi celuy qui a acquis du mineur, qui luy a baillé argent, *non ſit doloſè verſatus*, n'a rien fait d'extraordinaire; que c'eſt au mineur à verifier, *quid in rem verſum*. Par arreſt du ſeizieſme May 1598. iugé que c'eſtoit à ce-

Digitized by Google

luy qui auoit acquis ſciemment du mineur à verifier ce qui eſtoit trouué à ſon profit, Monſieur Louet Rapporteur en la cinqnieſme des Enqueſtes.

Voy Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, au traicté *de Reſciſ. contract. in præfat. num.* 10. qui allegue vn arreſt, & voy la gloſe *in cap. quod quibuſdam, in verbo, in vtilitatem, de fideiuſſoribus apud Gregor. Iſtud notabile quod creditor probet in vtilitatem Eccleſiæ verſum*, la l. *quod ſi ſeruus.* §. *vnde rectè dicitur, in fine, de in rem verſo. ff.* vſe de ces mots, *Curioſus igitur debet eſſe creditor quo vertatur.*

Voy le meſme du Moulin en ladite trente-ſeptieſme queſtion des contracts vſuraires, num. 281. 282. & la diſtinction *in nullo contractu aut valido, num.* 285. 286. *vid. l. verùm*, §. *ſciendũ, de minorib. ff. quando minor læſus ex euentu, non ab initio, & iure communi eſt viſus, non ætatis lubrico captus fecit, quod diligentiſſimus quiſque pater familias feciſſet, quod fato accidit, cuilibet patri familias accidere potuiſſet, tunc minoribus denegatur reſtitution.* Il ſe garde au Palais, que contractant auec le mineur de ſon immeuble ſans ſolennité, c'eſt à l'acquereur à verifier *quod in rem verſum*, ſi auec ſolennité, c'eſt au mineur à noter qu'il n'eſt tourné à ſon profit.

DV MINEVR SE MARIANT DVquel le bien ne conſiſte qu'en meubles, & s'ils entrent en la communauté.

XX.

IL ſe trouue vn arreſt du neufieſme Auril 1591. prononcé par Monſieur le Preſident Briſſon, donné entre Bourgeois &   par lequel fut iugé ſuiuant la l. 1. *ſi aduerſus donatio*, C. que le mineur duquel le bien conſiſte entierement en meubles, ſe mariant auec l'authorité de ſon curateur, ſans ſtipuler qu'vne bonne partie de ſon bien fuſt employee en heritage; qui ſeroit cenſé le propre du mineur, qu'il ne falloit prendre qu'vne portion moderee pour entrer en la communauté, qui fut arbitree au tiers, *ex communi vſu contrahendi*, l'arreſt eſtant au

rapport de Monſieur de Fleury, en la grand' Chambre.

La meſme queſtion iugee en l'audience au mois de Ianuier 1598. entre Nicolas Durand, appellant du Bailly d'Orleans, & Iſaac Goyet, curateur de Catherine Durand fille dudit Durand, & de Roſe Baudet, laquelle Baudet eſtant mineure, auoit eu en mariage dix mil liures, pour tout droict ſucceſſif, ſon tuteur auoit obmis d'en ſtipuler le remploy, le mary pretendoit toute la ſomme eſtre entree en la communauté. Au contraire la fille ſouſtenoit que c'eſtoit toute la ſubſtance de ſa mere defuncte, que le tuteur auoit obmis la ſtipulation du remploy, *in eo læſa*. Par arreſt le mary condamné rendre les deux tiers de la ſomme de dix mil liures, l'autre tiers demeurant ameubly en la communauté.

DV MOVLIN BANNIER ENclos dans l'arpent de terre qui appartient à l'aiſné par preciput.

XXI.

L'On a demandé ſi les couſtumes qui baillent par preciput & aduantage à l'aiſné le vol du chappon, limité à vn arpent de terre, ce qui eſt au dedans dudit arpent de terre, y eſt compris.

Iugé par arreſt que le moulin y eſtoit compris, recité par du Moulin en ſes Annotations ſur le quatorzieſme article de la couſtume de Troyes, en date du cinquieſme d'Aouſt 155. en la troiſieſme des Enqueſtes, Monſieur Deſloges Rapporteur, *ſed quid*, ſi le moulin eſt bannal, du Moulin audit lieu eſtime qu'il n'y eſt compris, d'autant que le droict de bannalité ſe diuiſe comme le fief, comme à la verité, le droict de bannalité eſt *feodal*, & n'y peut l'aiſné pretendre plus de droict qu'au fief, n'eſtant la bannalité qu'acceſſoire au fief.

Digitized by Google

INTERPRETATION DE L'ORDONnance de ſoixante ſept, prohibitiue aux meres de ſucceder à leurs enfans.

XXII.

L'On a demandé au procez d'entre Luſſon & Bachoulx, ſi l'ordonnance de l'an 1567. prohibitiue aux meres de pouuoir ſucceder à leurs enfans, auoit lieu pour la proprieté des meubles, & que les meres n'y puiſſent auoir que l'vſufruict non plus qu'aux propres, en pays de droict eſcript. Ceux qui eſtoient d'aduis que les meres ne pouuoient pretendre que l'vſufruict, ſe fondoient ſur la faueur de l'ordonnance fondee ſur le bien public, & vtilité publique du Royaume qui ſe deuoit fauorablemẽt interpreter, & nõ ſe reſtraindre: que les mots de l'ordõnance eſtoient clairs, ne donnant aux meres pour tout droit de legitime, qu'vn vſufruict, & riẽ en propre, iugé neãtmoins au contraire, apres en auoir demandé aux chambres: d'autãt que l'ordonnance n'a entendu priuer les meres de la proprieté des meubles qui ont appartenu à leurs enfans, ſinon de ceux qui leur eſtoient aduenus par ſucceſſion, & quand ils ſe peuuent recognoiſtre & diſtinguer d'auec les autres, & qui n'ont entré confuſement auec les autres meubles, & non de ceux qui auoient acquis: & n'y a apparence que l'on ait par ladicte ordonnance voulu traicter plus rigoureuſement les meres en pays de droict eſcript, qu'en pays couſtumier, auquel les meres ſuccedẽt aux meubles de leurs enfans en proprieté, & ſemble que le narré de l'ordonnance pouruoit aſſez à cela: par arreſt du cinquieſme Feurier 1600. Mõſieur Fortia Rapporteur. Et faut entendre ces mots de l'ordõnance, auſquels leſdites meres ne ſuccederont des conqueſts du pere propres au fils, & non des meubles qui ne peuuent eſtre dicts de l'eſtoc & ligne. Tels mots de l'eſtoc & ligne, n'appartenans qu'aux immeubles, ſinon que l'on vouluſt eſtendre les mots de l'ordõnance aux meubles precieux des grãdes & illuſtres maiſons, que l'õ repute de meſme nature que les im-

meubles: ce qui n'eſt ſans grande apparence, attendu que l'ordonnance prend ſon fondement ſur la conſeruation des grandes maiſons: & faut noter que l'ordonnance parlant de l'vſufruict des biens du fils auquel la mere ſuccede, ne parle des meubles.

DES BAVX A LOYER DES BOVtiques de la ſalle & court du Palais ſi c'eſt meuble ou immeuble.

XXIII.

IL ſeſt preſenté vne queſtion, au procés, d'entre du Boys, & Celeſy, au rapport de Monſieur Brizard en la 5. des Enqueſtes, ſi les boutiques de la ſalle & court du Palais, qui ont accouſtumé ſe bailler à tiltre de loyer pour neuf ans, par les Threſoriers de France, auec denier d'entrée, deuoiẽt eſtre reputées meubles ou immeubles, ſi vne vefue pouuoit pretendre doüaire ſur leſdictes boutiques pendant les neuf ans du bail, ſi vn tiers detenteur d'icelles pouuoit eſtre conuenu hypothecairement pour rentes conſtituees.

La difficulté eſtoit ſur deux arreſts qui eſtoient au procés, l'vn donné en l'audience, le douzieſme Decembre mil cinq cens quatre vingt neuf, plaidant d'Orleãs pour le Procureur general, entre Coignet, Cachaut, & Bellãger, l'autre du dixhuictieſme Ianuier, mil cinq cens quatre-vingt-cinq, entre Turgis, & Preuoſt:

L'arreſt de Decembre, qui auoit iugé telles boutiques meubles, contre les concluſions dudict d'Orleans, fondé ſur ce que l'on ne peut dire que *ius locationis* ſoit immeuble. La diſtinction que l'on a apportee aux emphitheoſes pour les iuger immeubles, c'eſt qu'elles excedoient neuf ans, portant eſpece d'alienation, *non idem* du bail à loyer, lequel n'excedant neuf ans, ne peut eſtre pris pour alienation. Qu'il arriueroit beaucoup d'inconueniens ſi l'on prenoit telles cõductions pour immeubles meſmes eſtans du domaine. Car il y faudroit les ſolennitez de l'alienation de l'immeuble, meſme

Digitized by Google

és autres baux à loyer des biens des mineurs, de l'Egliſe, l'on pourroit creer rentes, & hypotheques, qui ſeroit contre la nature du contract de bail à loyer, qui n'eſt que choſe pure momentanee, pluſieurs autres inconueniens s'en enſuyuroient, comme le locataire ne ſe pourroit departir de ſon bail, que les creanciers ne pretendiſſent hypotheque. Au contraire ceux qui ſouſtenoient l'arreſt de mil cinq cens quatre vingt-cinq, diſoient que les deniers d'entree que ces locataires bailloient de neuf ans en neuf ans, qu'ils obtiennent renouuellement de leurs baux, auoient plus de la nature de l'immeuble que de meuble, & qu'il failloit conſiderer pluſtoſt ce qui ſe faiſoit en ces boutiques, qui eſt que les preneurs, ne leurs heritiers n'eſtoient depoſſedez, c'eſtoit choſe qui leur eſtoit affectee, que les deniers d'entree que l'on bailloit au renouuellement des baux eſtoit comme vne compoſition pour paruenir au bail, que l'hypotheque que l'on pretendoit, l'immeuble que l'on pretendoit, ce n'eſtoit que pendant que le bail duroit, que *eo finito extinguebantur hypothecæ*, que l'on pouuoit decreter tels baux à loyer, ce qui ne ſe pouuoit faire du meuble.

La queſtion demandee aux chambres, & veu les arreſts qui ſembloient contraires, par arreſt du trezieſme Decēbre mil ſix cens, le bail à loyer de ladicte boutique, a eſté iugé meuble, du Boys & Celeſy plaidans, & ce faiſant le creancier qui demandoit rente ſur l'acquereur de ladicte boutique, a eſté mis hors de Cour.

Du depuis a eſté donné arreſt en la deuxieſme des Enqueſtes, par lequel leſdites boutiques ont eſté iugees immeubles, au rapport de Monſieur Ricoüart.

DE LA PEINE STIPVLEE DOMmages & intereſts à faute d'eſpouſer. XXIIII.

DEux ayans, l'vn vn fils, & l'autre vne fille, deſirans conſeruer leurs maiſons proches l'vne de l'autre, contractent enſemblement, & promettent que leurs enfans venus en aage nubile ſe mariront enſemblement

ment,&pour ſeureté de ce,la mere de la fille ſe depart de l'enchere par elle faicte,ſur la terre de ſortie de leur maiſon ,& le pere du fils en demeure adiudicataire du conſentement de la mere de la fille,en faueur dudit futur mariage, il y a ſtipulation de dommages & intereſts contre celuy qui contreuiendra auſdites promeſſes de mariage , & d'accomplir de ſa part le mariage.

Iugé ſuiuant la l. *Titia,de verborum obligat. ff.* que *inhoneſtum vinculo pœnæ matrimonia coercere*,& que les Payens ayans troué raiſonnable que la liberté fuſt aux mariages, ſans que l'on y fuſt inuité par peines, à plus forte raiſon, entre les Chreſtiens *ſumma libertas in his deſiderabatur*, entre leſquels le diuorce n'auoit lieu , que les Canoniſtes auoient ſuiuy ceſte opinion au chap.*gemma, de ſponſalib. & matrim.* & ſur la diuerſité des opinions des Docteurs,ſur la validité de la peine , & des dommages & intereſts,en la gloſe de la l. *Titia,de verb. obligat.* & de la l.2. *de ſponſalib. & matrim. ff.* & de Dinus, qui eſtimẽt la ſtipulation legitime,meſmes *cùm eſt in damno vitando & non in lucro captando*. L'opinion de Barthole,a eſté ſuiuie ſur ladite l. *Titia , num.* 3. que *nulla eſt pœnæ ſtipulatio nec damnorum & intereſſe ,ſiue cùm de lucro captando, ſiue de damno vitando agitur*, fondant ſon opinion ſur les mots de ladite loy , *Titia,inhoneſtum*,qui emporte nullité de toute conuention & action, cela eſtant *contra bonos mores & publicam honeſtatẽ*,contre laquelle *nec directè nec indirectè paciſci licet*,par la l. *pacta quæ contra, de pactis*,mais comme il n'eſt raiſonnable *cum aliena iactura diteſcere*, il faut que celuy qui ne veut accomplir les promeſſes n'emporte aucun profit , *aliàs doli actione conueniri poſſet*. C'eſt pourquoy,par arreſt du neufieſme Mars mil ſix cens ſix,donné au rapport de Monſieur Malon,les parties ont eſté miſes hors de Cour, & neantmoins celuy qui auoit la terre condamné à retroceder , autrement és dommages & intereſts procedans à cauſe de ce,les noms des parties Dame Anthoinette de Iais,Iean Oileul Sieur de Montal.

Digitized by Google

SI LE MARY ACCEPTANT VNE ſucceßion eſcheuë à ſa femme, rend ſa femme heritiere ſans qu'elle ait parlé.

XXV.

AV procés d'entre de Montmorency, Domont, Martinuille, & Girard s'eſt preſentee vne difficulté; pendant le mariage de Martinuille & Montmorency ſa femme, eſt eſcheuë la ſucceſſion de Dame Potard, mere de la femme dudit Martinuille, lequel prend les biens, iouïſt des immeubles, agiſt pour la conſeruation des droicts de ſa femme, demande moitié des biens de la communauté de ladicte defuncte Potard, & du Seigneur Domont ſon mary. Les creanciers ayans faict mettre des terres en criees, qui auoient eſté acquiſes pendant le mariage dudit Domont & ſa femme, ledit Martinuille s'oppoſe au nom de ſa femme, & demande diſtraction de la moitié, les creanciers pretendoient que c'eſtoit acte ſuffiſante pour declarer ladicte de Montmorency heritiere, & diſoit que *animo & facto*, ladicte de Montmorency s'eſtoit declaree heritiere, *animo*, voyant ſon mary iouyr d'vne ſucceſſion qui luy eſtoit eſcheuë, ne le contrediſant, ne declarant ſa volonté eſtre contraire, *tacito conſenſu*, recognoiſſant auoir le tout pour agreable, comme faict par le mary, qui a la direction des actions de ſa femme, qui eſt *procurator generalis à ſtatuto*, ayant la femme ioüy auec ſon mary, voyant les fruicts des terres entrer en la maiſon, en la communauté, ſe conſommer en la maiſon, y prenant part, ce qui reçoit moins de difficulté, qu'en pays couſtumier, le mort ſaiſiſt le vif, ce qui eſt certain, s'il n'y a declaration contraire, laquelle n'ayant eſté faicte par la femme, demeure ſaiſie des biẽs du defunct, ioinct qu'il s'agiſt d'vne ſucceſſiõ en ligne directe, où il faut declaration & renonciation expreſſe, autrement la qualité d'heritiere demeure. Il ſe peut faire que la femme a eu parties des meubles de la ſucceſſion à ſon vſage, ſoit de robes ou autres accouſtremens, & les ayãt portez *animo & facto, ſe geßit pro hærede*: le mary l'a voulu, l'a

permis, la femme a executé ſa volonté: que la commune vſance eſt que le mary iouyſſant de tout le reuenu de la femme, prend ſans autre ſolennité les biens qui aduiennent à ſa femme, par ſucceſſion ou autrement: que le iugeant d'vne autre façon il ſ'enſuiuroit vn vray moyen de trõper les creanciers: que le deſadueu faict par la femme de ce qu'auoit faict ſon mary, eſtoit à tort; en tout cas les creanciers bien fondez à conclurre contre le mary, à ce qu'il ait à faire porter ſa femme heritiere, ou qu'il ſoit condãné en tous leurs deſpens, dõmages & intereſts, de s'eſtre immiſcé *in alienæ hæreditate ſuppoſito nomine mulieris*, ſans ſon conſentemẽt, *vt falſus procurator*, & qui eſt à preſent deſaduoüé par ſa femme, dõt il doit les dõmages & intereſts. La femme au contraire diſoit qu'elle n'auoit onques declaré qu'elle acceptaſt la ſucceſſiõ, n'auoit fait aucun acte par lequel l'on le peuſt induire: que ſon mary ne l'auoit peu obliger, ne moins accepter la ſucceſſion: que comme ſon mary ne pouuoit aliener ſes propres ſoit directement ou indirectement ſans ſon exprès conſentement, auſſi ne pouuoit en ſon nõ faire acte d'heritier qui l'obligeroit aux creanciers, ce qui iroit à l'alienation de ſes propres, la femme ſeroit en pays couſtumier de miſerable condition, ſi ſon mary luy pouuoit faire perdre ſes propres ſans ſon conſentement: le mary ſe doit contenter d'eſtre le maiſtre de la communauté: qu'au particulier, la femme n'a peu ne deu contredire à la volonté de ſon mary, qui eſt le maiſtre, qui a tout pouuoir ſur la femme, qui luy doit l'obeiſſance, il ſuffiſt à la femme de n'y auoir preſté ſon conſentement, *aditio hæreditatis eſt animi, & animum potius quàm factum conſideramus*, oncques la femme n'a eu volonté de ſe porter heritiere, n'en apparoiſt aucune choſe, & pour ce que l'on pretẽd qu'elle a fait, c'eſt choſe qui n'induit adition d'heredité, la femme ne pouuant prẽdre cognoiſſance de cauſe de ce qui vient & ſe conſomme en la communauté, en laquelle le mary ſeul a tout pouuoir, & en a la diſpoſition entiere: que comme la femme ne ſe peut valablement obliger ſi elle n'eſt auctoriſee par ſon mary, n'y aſſiſter en iugemẽt, ou ſi au refus de ſon mary elle n'eſt auctoriſee par iuſtice, auſſi ne ſe peut porter heritiere n'y faire acte duquel l'on puiſſe induire adition d'heredité, qui puiſſe obliger la femme

Digitized by Google

ſi elle n'eſt valablement authoriſee, elle eſt *in ſacris mariti, in perpetua tutela* ne peut rien de ſon chef: les creanciers *ſibi vigilare debuerunt*, ne ſe ſont deubz contenter voir recueillir les biens de la ſucceſſion par le mary, ont peu & deu preuoir que cela ne rendoit la femme heritiere ſi elle ne parloit, s'ils ont eſtimé le contraire *iuris errore ducti* ſe le doiuent imputer.

Le mary contre les creanciers, ſouſtenoit qu'il n'y auoit de ſon dol, que *bona fide*, il auoit recueilly les biens de la ſucceſſion: que comme mary, il a la iouyſſance des fruicts des propres de la femme, & la proprieté des meubles qui aduiennent à la femme, par ſucceſſion ou autrement, qu'il n'a rien faict d'extraordinaire, offre rapporter aux creanciers tout ce qu'il a receu.

La queſtion demandee aux chambres s'eſtant trouué diuerſité d'opinions, par arreſt les lettres obtenuës par la femme, pour eſtre releuee de ce qu'elle auoit faict n'eſtant auctoriſee, ont eſté entherinees, & ce faiſant releuee de tous les actes que Martinuille ſon mary, auoit faict en ſon nom, pour l'adition d'heredité de ladicte defuncte Potard, & ledict Martinuille condamné rendre ce qu'il a receu des biens de ladicte ſucceſſion, le vingt-vnieſme Feurier 1605. Mõſieur Charton Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes Telles queſtions ſe doiuent iuger par la particularité de l'hipotheſe. Pour la theſe generale, il eſt certain que le mary ne peut obliger ſa femme ſans ſon conſentement, ny faire en ſon nom aucun acte qui puiſſe obliger ſes immeubles ſans quelle parle, & ſoit pour cet effect auctoriſee de ſon mary pour y conſentir, & cela eſt indubitable en pays couſtumier: mais d'autant qu'en païs couſtumier le mary a l'adminiſtration des biens de la femme, la direction des actions, eſt le maiſtre des meubles qui aduiennent à la femme par ſucceſſion, donation, ou autrement: qu'il eſt procureur de la femme, eſtably & creé par la loy municipale, *tacito conſenſu* la femme peut approuuer ce qu'il a faict, *vt puta*, ſi le mary & la femme ſont allez demeurer en vne maiſon qui eſt de la ſucceſſion eſcheuë à la femme, ſi la femme a pris à ſon vſage les meubles qui luy ſont eſcheuz par ſucceſſion, *hæc enim hæreditatis aditio fit facilius* en ce cas particulier que non par vne obligation, vne vendition de ſon

Digitized by Google

bien, encores qu'aucuns ayent voulu dire, que la femme *nec animo, nec ipſo facto adit hæreditatem*, ſi elle n'eſt auctoriſee pour ceſt effect par ſon mary. En la loy 6. §. *ſed ſi non adierit, de acquir. vel omitt. hæred. ff.* l'on a demandé *ſi filius familias non adierit, ſed diu poſſederit paternam hæreditatem*, en ce cas *cenſetur filius adyſſe hæreditatem*, qu'il faut entendre *tacito conſenſu*: l'on pourra aiſement adapter ceſte eſpece à la femme eſtãt en la puiſſance du mary: *bonus igitur iudex variè ex cauſis iudicabit.*

Pour la deuxieſme difficulté, il eſt certain que le mary, qui n'a rien faict que *vt procurator vxoris*, n'eſt ſeulement tenu que de rendre ce qu'il a pris, ſans aucuns dommages & intereſts, *cùm nihil dolo egerit: ſecus* s'il auoit trouué quelque grande ſucceſſion en meubles, qu'il n'en euſt faict bon & loyal inuentaire, en ce cas *propter dolum vel latam culpam*, il ſeroit tenu aux dommages & intereſts. *Idem*, ſi la preuue eſtoit impoſſible de iuſtifier ce qu'il auroit receu, parce qu'il a intereſt particulier, en ce qui eſt des meubles, des fruicts, qui viennent en ſa communauté qu'il faict ſiens, & en ce particulier *proprium potius quàm alienum gerit negotium*, voire que *iuris ſubtilitate* ſe pourroit ſouſtenir que le mary en pays couſtumier eſt *quodammodo hæres*, pour ce qui eſt des meubles d'vne ſucceſſion eſcheuë à ſa femme, d'autant que les meubles luy appartiennent, & la femme n'y a aucune choſe du viuant du mary, ſinon apres la communauté diſſoluë.

Du mineur aagé de vingt-quatre ans, qui s'eſtant porté heritier par benefice d'inuentaire de ſon pere, a mal verſé és biens de l'heredité, a ſoubſtraict, deſtourné, &c. ſ'il eſt tenu purement aux creanciers, *vide S^r. in littera H. pag. 375.*

Quand aux biens immeubles du mineur, n'eſt requiſe la diſcution des meubles, pour aliener les immeubles. *Vide S^r. in littera A. pag. 5.*

Digitized by Google

DV MARIAGE PRETENDV par la conſommation.
XXVI.

NOVA quadam iuris prudentia, cap. veniens, cap. is qui fide m de ſponſalibus, apud Gregor. non amplius obſeruatur in hoc regno, ſed Regia Bleſenſi conſtitutione, art. 40. matrimonia ex carnali copula non præſumuntur, ſed benedictione Sacerdotali probantur. Deleantur igitur, ex regiſtris Eccleſiaſticæ iuriſdictionis citationes in cauſis præſumpti & conſummati matrimonij, cùm ex ea conſummatione, non amplius præſumantur matrimonia. Sic iudicauit Senatus Pariſienſis, Relatore domino de Fleury pronuntiante Harlæo Protopræſide, 11. Februarij, 1606. in cauſa pour le ſieur Deſportes Beuilliers.

SECONDES NOPCES.
I.

IVgé au procés des Iabins d'Orleans, que l'Edict des ſecondes nopces, n'auoit lieu és dons & aduantages faicts *liberis communibus*, iſſus du mariage de ceux qui diſpoſoient, & auoit auparauant eſté iugé au rapport de Maiſtre Claude Larcher en la cinquieſme des Enqueſtes: Tellement que celle qui s'eſt remariee en ſecōdes nopces, peut donner à l'vn des enfans du ſecōd lict, auſſi que l'ordonnance n'eſt prohibitiue que d'aduancer directement ou indirectemēt, les maris ou les enfans, qu'ils ont d'autre mariage, Monſieur le Preſtre Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le vingt-vnieſme Feurier 1595.

IDEM.
II.

IVgé par arreſt du ſeptieſme Septembre 1584. donné au rapport de Monſieur Ruellé en la troiſieſme des Enqueſtes, prononcé en robes rouges, par Monſieur

le premier Preſident, que le nombre des enfans du premier lict, pour reduire la donation faicte par la femme à ſon mary, à la raiſon des ce que l'vn de enfãs du premier lict pouuoit amender, ſe doit prendre au temps du deceds de la femme, & non d'auparauant, ſoit du contract de mariage ou du depuis: que ſi lors du contract de mariage il y a ſix enfans, & lors du deceds de la femme n'y en ait qu'vn, la reduction ſe fera à la raiſon d'vn & non de ſix.

IDEM.

III.

IVgé au procés des Droulins, & de Cours, que l'Edict des ſecondes nopces, n'auoit lieu, pour raiſon des contracts faicts auparauant l'ordonnance, *quæ futuru non præteritu dabat formam negotijs*, Monſieur du Vair Rapporteur, le quatorzieſme Iuillet mil cinq cens quatre vingts ſept. *Idem* par autre arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de monſieur de Grieu, & prononcé le vingt-quatrieſme Decembre mil cinq cens nonante neuf, entre apres auoir veu l'arreſt prononcé en robes rouges, par Monſieur de Bellieure, depuis Chancellier, le 16. May mil cinq cẽs ſeptante-huict, en ces mots appoſez à la fin dudit arreſt, faictes ou à faire, leſquels ont eſté interpretez des diſpoſitions faictes depuis l'ordonnance ſeulement, & non de celles faictes au precedant, *notum illud facinus, vulgare eſt quod plerumque contra liberos amantur vxores, & ſequentium matrimoniorum non aliunde quàm de damno pietatis affectus eſt.*

Iugé au rapport de Monſieur Fouquet, en la cinquieſme des Enqueſtes, le vingt-cinquieſme Mars mil ſix cens quatre, au procés des Bellangers, que le pere ſe remariant, ne perd la proprieté des choſes donnees, ne s'en reſeruant que l'vſufruict, qui eſt la Nouelle vingt-deuxieſme; mais que par l'ordonnance, le pere ou mere ſont ſeulement tenus conuolans en ſecondes nopces, reſeruer les choſes donnees aux enfans du premier lict, lequel mot de reſeruer, monſtre que l'on ne

Digitized by Google

perd la proprieté, mais que c'eſt *res ſubiecta reſtitutioni*, ce qui ſert en ce faict particulier : que ſi les peres ou meres ſe remarians perdoient la proprieté n'ayans que l'vſufruict la proprieté appartiẽdroit aux enfans du premier lict, par le deceds deſquels les pere ou mere ſuccedroient en proprieté aux meubles leſquels ils trãsfereroient à leurs enfans d'autre lict.

NOBLESSE DES CONSEILLERS de la Cour.

IIII.

IVgé, que la ſucceſſion de defunct maiſtre Iacques Meſnager, viuant Conſeiller en la Cour decedé ſans enfans, ſe partiroit entre ſes ſœurs noblement, & ce faiſant à l'aiſnee baille le principal manoir du fief de Preſles, & precloſtures d'iceluy pour ſõ preciput & le ſurplus partagé *in viriles*, c'eſtoit en la couſtume de Poictou, prononcé à la prononciation ſolennelle de la Pentecoſte, mil cinq cens ſeptante-quatre.

Les puiſnez, diſoient que la qualité de Conſeiller, n'eſtoit que pure perſonnelle, les priuileges de nobleſſe ne s'eſtendoient aux heritiers, que par le tableau du Parlement qui contenoit les noms & qualitez de Meſſieurs de la Cour, il n'y auoit que Monſieur le premier Preſident qui print qualité de Cheualier, les autres de M. tel, ſans prendre qualité d'Eſcuyer. Que l'on auoit veu des femmes de Meſſieurs de la Cour, voire des Maiſtres des Requeſtes, porter le chaperon de drap, que ceſte action eſtoit nouuelle, ne s'eſtoit encores preſentee, que ce royaume eſtoit diuiſé en trois Eſtats, les Eccleſiaſtiques, la Nobleſſe, & le tiers eſtat, que és deux premiers, les Parlemens n'auoient aucun rang en ceſte qualité de Conſeillers, & n'en falloit autre preuue que les rangs qui ſe gardoient és aſſemblees generales des Eſtats du Royaume, que à la conuocation de la Nobleſſe, les Parlemens n'eſtoient appellez, au contraire telle conuocation ſe faiſoit pardeuant les Preuoſts, Baillifs & Seneſchaux.

Au contraire l'aiſné ſouſtenoit, que la qualité de Senateur

teur anobliſſoit, que de diſpoſition de droict, *in l. ius Senatorum. de dignit. Imperator Senatorum ordini ſe annumerat*, les Senateurs appellez partie du corps du Prince, *l. quiſquis, ad l. Iuliam maieſt. C.* Nobleſſe qui n'eſt ſeulement perſonnelle, mais qui s'eſtend *ad filios & nepotes, l. filiam, cum l. ſequenti de Senat. l. Diuo Marco, de quæſt. C.* meſmes à la femme *l. fœminæ, de Senatorib. ff.* que l'adminiſtration de la Iuſtice eſtoit la choſe la plus approchante de la Diuinité, Dieu prend la qualité de Iuge, pour rẽdre la Iuſtice aux oppreſſez; en l'Eſcriture l'on baille aux Iuges qualitez de Dieux, que la qualité de ſouuerain emportoit & ſurpaſſoit la qualité de Nobleſſe, que ce que l'on n'appelloit les Parlemens aux Eſtats, c'eſt qu'ils ſont par deſſus les Eſtats, qu'ils verifient ce qui a eſté arreſté aux Eſtats, y apportent des modifications, que les Pairs de France, tant Eccleſiaſtiques que Laiz, eſtoient du Parlement, c'eſtoit la plus belle qualité qu'ils pouuoient auoir, Pairs qui preſident aux Eſtats, qui ſont les premieres perſonnes du Royaume.

La meſme queſtion iugee, en la ſucceſſion de defunct M. François Thomas, Conſeiller en la Cour, qui auoit reſigné ſon eſtat, apres auoir ſeruy trente huict ans, & apres enqueſte faicte par turbes ſur la particularité de la couſtume du Maine, qui vouloit que les heritiers nobles ſuccedans à vn roturier partageroient pour la premire fois roturierement, & les roturiers ſuccedans à vn noble partageroient noblement pour la premiere fois, par arreſt du ſeptieſme Septembre, mil cinq cens nonante-cinq, entre Madelon, & Iean Thomas heritiers, la ſucceſſion a eſté declaree noble, attendu que ledit defunct eſtoit decedé Conſeiller de la Cour, Monſieur de Cheſſé Rapporteur, en la 4. des Enqueſtes.

Monſieur Tiraqueau allegue vn arreſt du vingt-neufieſme Iuillet, mil cinq cens quarante ſix, donné au profit des heritiers de defunct Maiſtre Charles de la Mothe Conſeiller en Parlement, & eut Bertrand de la Mothe ſon fils Conſeiller au grand Conſeil, le droict d'aiſneſſe appartenant aux nobles, *tit. de nobilitate, cap. 6. num. 21.* Et faut noter que les deux arreſts cy deſſus alleguez, l'vn de quarante-ſix, & l'autre de ſeptante-quatre, donnez pour les heritiers de deux Conſeillers de la Cour, celuy de quarante-ſix, eſt en datte du

NNn

Digitized by Google

vingt-ſixieſme Feurier, mil cinq cens quarante-ſix, & celuy de ſeptante-quatre, eſt du huictieſme May, mil cinq cens ſeptante trois, lequel porte Meſnager Conſeiller de la Cour.

Mais du depuis l'on s'eſt pourueu par propoſition d'erreur contre l'arreſt obtenu par Magdelon Thomas Sieur de Iupille, non ſur la Nobleſſe perſonnelle dudit defunct ſieur de la Roche-Thomas, les arreſts y auoient paſſé, mais ſur le particulier de la couſtume du pays du Maine, ſur la commune vſance de laquelle l'on auoit par arreſt interlocutoire informé en turbes, & bien verifié qu'il y auoit difference audit pays de la ſucceſſion des Nobles, & des annoblis: que celle des annoblis ſe partageoit roturierement pour la premiere fois, & de vingt trois teſmoins turbiers, il n'y en auoit que deux de contraire aduis. L'on alleguoit les partages des ſucceſſions de defunct Monſieur Poyet Chancelier de France, Quelain Preſident aux Enqueſtes, du Breil Conſeiller à la Cour, Rupé Maiſtre des Requeſtes, qui tous auoient leur bien au pays du Maine: & d'autant que les turbiers n'alleguoient aucuns iugemens ny arreſts, mais ſeulement des partages, les Iuges auoient pris ceſte Enqueſte pour vn ſimple aduis, & non pour preuue ſuffiſante d'vne commune vſance. Finallement par arreſt, au rapport de Monſieur Deſlandes, iugé au nombre de quarante iuges, qu'il y auoit erreur, & ce faiſant ordonné que la ſucceſſion dudit defunct Thomas, ſe partageroit roturierement: par lequel arreſt eſt iugé qu'au pays du Maine la ſucceſſion des annoblis ſe partage roturierement pour la premiere fois. L'arreſt du Lundy neufieſme Decembre, & prononcé le quinzieſme enſuiuant 1607.

NOTAIRES DE COVR D'EGLISE. V.

PAr la couſtume du Bailliage de Chartres eſt requis pour la ſolennité d'vn teſtament qu'il ſoit receu pardeuant deux Notaires: s'eſt preſenté vn teſtament receu par deux Notaires de Cour d'Egliſe, l'on a demandé ſi le teſtament eſtoit ſo-

lennel, attendu que particulierement la couſtume ne donnoit ceſte puiſſãce aux Notaires de Cour d'Egliſe, que d'ailleurs les teſtamens n'eſtoient *Eccleſiaſticæ ſed temporalis iuriſdictionis.* Par arreſt du mois de Nouembre 1530. donné au rapport de Monſieur Berruyer, le teſtament declaré bon & valable.

L'ordonnance de l'an 1539. diminuant la iuriſdiction Eccleſiaſtique pourroit apporter autre conſideration, & nos couſtumes ne ſe pourroient entendre de Notaires Apoſtoliques, qui n'ont leur pouuoir en telles matieres.

DV NOTAIRE QVI RECOIT VN contract, & s'il renonce à ſon hyrotheque.

VI.

LE Notaire Ninan demeurant à Paris paſſe vn contract de conſtitution de huict cens liures de rente vẽduë par le ſieur de la Marſilliere au ſieur de la Planche, auec hypotheque ſur tous & chacuns les biens du vendeur; Ninan auoit acquis deux iours auparauant ſix cens eſcus de rente dudit, de la Marſilliere, ce qu'il ne declare par le contract deſdits huict cens liures. Ses heritiers en 94. font appeller ledict de la Planche en declaration d'hypotheque, comme eſtans leſdites huict cens liures de rente obligez à ſa rente de ſix cens eſcus. La difficulté tomboit ſur la maxime du Bartole en la l. *Gaius, de pignor. actio. quando preſentia nocet in contractu*, meſmes en ce que l'on faict *ratione officij aut agitur de fide contractus & non nocet, aut de eſſentia ſeu eſſe contractus*, comme de ceux qui s'obligent & qui contractent, *& nocet præſentia & conſenſus*: ſouſtiennent par ce moyen les heritiers de Ninan, que n'eſtant interuenu que *ad fidem contractus*, rien ne l'auoit obligé à declarer ſa rente: iugé neantmoins que ſes heritiers n'eſtoient receuables en leur demande, eſtant trop triuial à Paris, que ſont les Notaires qui ſont les proxenetes des contracts de conſtitution de rente, qui inuitent les parties à contracter, & qui en prennent profit: qu'il y auoit quelque choſe de male façon au particulier, ce qui ſe iuſti-

Digitized by Google

ſioit par la vicinité des dates, qualité de la rente, & que *ex euentu* la maiſon de la Marſiliere ne s'eſt trouuee ſolu able, la rente de ſix cens eſcus emportant le plus beau du bien, par arreſt donné au rapport de Monſieur Bouyn en la chambre de l'Edict, le Decembre 1598.

Antiquitus nec teſtes nec Notarij ſubſcribebant, poſtea ſignarunt ſigno ſeu annullo: alio verò iure ſubſcripſerunt, non ideo tamen contenta in inſtrumentis intelligebant, nouo vero iure & ſubſcripſerunt, & in inſtrumentis contenta ſciuerunt & intellexerunt.

Cet arreſt eſt fort contre les Notaires qui *proprium factum ſubticent, ex quo res vendita fit deterior*, & ſemblent renoncer à leur droict; ce ſont perſonnes publiques qui doiuent de bonne foy apporter ce qui eſt de leur ſcience, pour empeſcher que les parties contractantes ne ſoient trompees; ce ſont Iuges volontaires qui condamnent les parties de leur conſentement, qui reçoiuent pour cet effect le ſerment deſdites parties, *iudices Cartularij. Vide Cujacium, in l. ſi fundum, in verbis, præſente & aſſignante, de legat. 1. vide Annæum Robert. rerum iudicatarum lib. 4. cap. 14.* pour l'arreſt donné contre le Notaire Payen.

L'on cite pluſieurs arreſts donnez contre ceux qui ſont preſens aux contracts & qui les ſignent, & que la preſence nuiſt & emporte vne renonciation à la preference de l'hypotheque, *ac ſi ipſa reticentia illius qui declarare potuit dolum indicaret*: mais d'autant qu'il ſeroit dur d'eſtendre ceſte maxime & en faire vne reigle generale contre tous ceux qui ſont preſens aux contracts, ſoit de vendition ou de mariage, & inique auſſi fauoriſer vn dol & vne tromperie de ceux qui par leur preſence peuuent empeſcher vne tromperie & ne le font, où l'on a ordonné la reigle auoir lieu au Parlement c'eſt toutesfois & quantes qu'il y a dol *aut lata culpa*. En ſecond lieu, quand il s'agiſt d'vn droict particulier, eſpece particuliere d'vn fonds, d'vn corps certain deſigné par vn contract, en ce cas c'eſt aux preſens qui y ont hypotheque, ou s'il leur appartient, à le declarer, & de faict la l. *Titius*, la l. *Paulus. quib. mod. pign. vel hypoth. ſolut. de ijſdem prædijs, de corpore certo*, le §. *non videtur.* de la l. *ſicut*, au meſme tiltre parle *de certa re vendita*. la l. *fideiuſſor. §. pater. de pignorib. ff.* parle *de domo*, la l. *Titia* §. *Lu-*

cia Titia.de legatis 2. parle *de domo per fideicommiſſum relicta. Non in idem in generali hypotheca:* ſi quelqu'vn oblige tous & à chacuns ſes biens ou à vn doüaire, ou à deniers dotaux, ou à la garantie d'vne vente ou d'autre cõtract, *tunc præſentia non nocet*, car il ſe peut eſtimer que l'obligé a dequoy garantir, *ſecus quando de ſpeciali hypotheca*, ou de quelque droict qui appartient à celuy qui eſt preſent au contract, ou quand l'on declare les choſes n'eſtre hypotheques à aucun, qui eſt le §. *Titius*. de la l. *Titius, quib. mod pign. vel hypoth.* car en ce cas l'on l'incite aſſez à parler & declarer ſon droict d'hypotheque ou de proprieté. Ce qui a eſté iugé par arreſt donné au procés des Coliers de la Rochelle en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Brizard le vingt-deuxieſme Ianuier 1599. à l'extraordinaire, & ſemble que les mots qui ſont ſur la fin dudit §. *Lucia Titia.* le demonſtrent aſſez, *niſi euidenter apparuerit omittendi fideicommiſſi cauſa hoc eum feciſſe*, tellement qu'il faut auoir ſpeciale cognoiſſance, faut qu'il ſe puiſſe induire que *ius ſuum neglexerit, omiſerit, idem* en la l. *ſicut*. §. *non videtur ff. quib. mod. pign. vel hypoth. ſoluit.* en la l. *Titius*. §. *Titius in fine, ibidem: dictum fuerat fundum nulli alij fuiſſe obligatum, non idem quando Notarius vel teſtis contenta in inſtrumento ignorauerunt*, comme en la l. *Gaius. de pig. act. ff. quia contradicere non potuerunt*: ce qui ſe peut remarquer aux Notaires & teſmoins appellez pour l'acte de recognoiſſance des ſeings priuez, qui ignorent ce qui eſt contenu en l'eſcrit, auquel cas l'on ne leur peut rien imputer: le vray cas des arreſts c'eſt quand les Notaires declarent les choſes que l'on oblige n'eſtre hypotheques à nul autre, & en cela il y a de leur dol, s'ils ſçauent du contraire *veluti in proprio facto*, ou en autre fait qu'il fuſt ſi remarquable que vray ſemblablement les Notaires ne le peuſſent ignorer.

DE LA NOVATION.
VII.

EN l'an 1583. de la Grãge contracte par eſchange, en 92. il y a autre contract entre les contractans, par lequel ils prennent autres rentes, & moyennant ce

le premier contract demeure nul & de nul effect & valeur. La Grange en 98. eſt euincé de ce qui luy auoit eſté baillé par le contract de 92. il a ſon recours ſur les biens du debteur, ſçauoir s'il aura hypotheque dés l'annee 1583. de ſon premier contract ou ſeulement de celuy de 92.

La raiſon de douter eſtoit que *diſceſſum erat à primo contractu*, il y auoit nouation aſſez expreſſe par ces mots, le contract demeure nul. Que la minute du contract auoit eſté deſchargee, ſans aucune ſtipulation de l'ancienne hypotheque, qui eſtoit par ce moyen eſteinte par la reſolution volontaire du premier contract ſuiuant la l. *aliam. de nouat. ff.* Iugé au contraire, que telle reſolution de contract eſtoit conditionnee, pourueu que le dernier contract peuſt reüſſir: que ce mot, moyennant, le demonſtroit aſſez, mais que n'ayant reüſſi par le moyen de l'euiction, qu'il falloit reprendre la premiere hypotheque ſuiuant la l. *creditor. qui potior. in pignor. ff.* & l'opinion de Barthole qui veut que *pignora intelliguntur repetita cum priuilegio prioritatis*, qu'en effect *eadem cauſa debendi remanet*: qu'il ne falloit tant conſiderer ces mots de nul effect & valeur, que le mot precedent & moyennant ce, &c. qui demonſtre la cauſe de la reſolution, par arreſt du dernier Auril à l'extraordinaire, au rapport de Monſieur de Grieu en la cinquieſme des Enqueſtes mil ſix cens deux, de la Grange, & du Puy, parties plaidantes.

SECONDES NOPCES.

VIII.

AV procés des Blancs en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Boucher, l'on a demandé ſi l'Edict des ſecondes nopces eſtoit auſſi ample pour la faueur des enfans du premier lict, que la l. *hac edictali.* & la l. *fœminæ, de 2. nuptijs*, & ce faiſant que ce qui eſt diſpoſé par l'ordonnance *in donationibus & liberalitate* ſe deuoit eſtēdre *ad ſucceſsiones*, ſuiuant ladicte l. *fœminæ*, *vt puta* en la couſtume d'Anjou les peres ſuccedēt en proprieté à leurs enfans quāt aux meubles, ſçauoir ſi ſe remarians ils perdent la proprieté

deſdits meubles, n'en ayant que l'vſufruict, ſuiuant ladicte loy *fœminæ*, qui reſerue ladicte proprieté aux enfans du premier lict. La raiſon de douter eſtoit, que l'ordonnance eſtoit fauorable, facilement ſe pouuoit eſtendre és cas eſquels il y auoit meſme raiſon, meſme occaſion, meſme faueur, meſme cauſe: que ja par arreſt l'on auoit eſtendu l'ordonnance des femmes aux maris. Au contraire que l'ordõnance auoit pris de la loy ce qu'elle deſiroit en eſtre obſerué, n'auoit parlé que des donations, liberalitez & aduantages, & non des ſucceſſions qui venoiēt *beneficio legis municipalis, non facto hominis.*

La queſtion demandee aux chambres, jugé que l'ordonnance ne deuoit eſtre eſtenduë aux ſucceſſions ne diſpoſant que des donations, liberalitez & aduantages. Qu'il y auoit difference de l'ordonnance & de la loy ciuile pour les ſucceſſions des peres & meres à leurs enfans, par la loy *in omnibus bonis patres filijs ſuccedebant, omnium bonorum mobilium & immobilium reiecta diſtinctione, non idem* par l'ordonnance & par nos couſtumes qui ne l'admettoient quant aux propres: que le preface de l'ordonnance des ſecondes nopces monſtroit aſſez que l'ō n'auoit voulu ſuiure entierement la l. *fœminæ*, mais en tirer ce que l'on auoit deſiré, le ſeptieſme Septembre mil ſix cens trois.

Voy Monſieur Ferron ſur la couſtume de Bordeaux, au tiltre *de dote*, §. 8. *in principio. verſ. ſed cùm hoc lucrum, diſtinguit enim ea quæ ex liberalitate hominis procedunt ab eis quæ lege municipali deferuntur.*

NOTAIRES QVAND SONT TENVS *és dommages & intereſts des parties pour omiſſion faicte és contracts.*

IX.

EN l'an mil cinq cens ſeptante-ſept, fut paſſé contract de conſtitution de rente, par deuant Denets & Camus Notaires au Chaſtelet de Paris, par lequel leſdicts Notaires pour la renonciation au droict Velleian, mettent ces mots, renonçant au benefice de diuiſion & ordre de diſcution, meſmes ladi-

cte vefue au benefice du Senatuſconſulte Velleian à elle exprimé par leſdicts Notaires eſtre tels, &c. & en vn autre endroict dudit contract, renonçant, &c. meſme ladicte vefue audit benefice de Velleian, à elle exprimé comme deſſus, & à tous autres droicts faicts, donnez & introduicts en faueur des femmes. La vefue eſtablie en ce contract ſouſtient qu'elle n'a vallablement renoncé, d'autant que l'on ne luy a donné à entendre le contenu au droict Velleian; que par les arreſts l'on a iugé telles renonciations nulles, ne ſçachant les femmes à quel droict elles renoncent, ſi l'on ne leur donne à entendre tel qu'il eſt. Le creancier faict appeller en ſommation les deux Notaires, à ce qu'ils ayent à faire valoir la renonciation que l'on reuoque en doute, par la faute deſdicts Notaires qui n'ont ſuiuant ce qui eſtoit de leur deuoir exprimé ce qu'ils deuoient exprimer, pour auoir obmis ce qui eſt du ſtile ordinaire des Notaires, ce qu'ils doiuent ſçauoir, comme vne ſolennité d'vn contract, de laquelle ils deuoient eſtre garans en ce qui eſt du ſtile des Notaires, de leur art & leur vacation. Les Notaires ſont perſonnes publiques qui ont le ferment à iuſtice, en la capacité & fidelité deſquels ceux qui contractent ſe repoſent pour ce qui eſt du ſtile ordinaire & de leur art, qu'il y va de l'intereſt du public, l'on eſtime qu'ils ſçauent dreſſer les contracts, c'eſt à dire, valablement, ſans nullitez; les eſtudes qu'ils tiennent en la ville de Paris auec enſeigne publique; c'eſt pour inuiter ceux qui veulent contracter vtilement, non pour eſtre deceuz par des clauſes nulles par leur defaut. Rebuffe en ſon traicté ſur les ordonnances, *tractat. de lit. obliga.* art. 4. gloſe 4. *num.* 4. *ſi Notarius*, dit-il, *in teſtamento ſolennitates obmiſerit falſi pœna puniri debet.* par la l. *iubemus, in fine. C. de teſtamentis*, & *num.* 5. que ſi *Notarius inſtrumentum inutile tradat ad id quod intereſt tenetur.* par la l. finale *C. de magiſtratib. conueniend. ſed ſuper negligentia vel dolo ſcribæ qui veram ſubſtantiæ taxationem paſſus eſt occultari legibus erit agendum.*

Qu'au fait particulier, il y auoit de la negligence, voire du dol, au moins vne faute ſi groſſiere, qu'elle approchoit du dol, la partie cõtractante auoit pris toutes les ſeuretez, auoit perſonnes capables & ſoluables, ne reſtant plus que l'office du Notaire

du Notaire, lequel ayant negligemment verſé & fait ſi lourde faute deuoit les dommages & intereſts. Qu'il ſe trouuoit des arreſts, par leſquels en ſemblable cas l'on auoit donné le recours aux parties contre les Notaires: que s'il ſe trouuoit quelques autres arreſts qui auoient enioinct aux Notaires d'eſtendre le Velleian vſant de peines comminatoires, ce a eſté pour contracts paſſez hors de la ville de Paris en quelques lieux champeſtres, eſquels l'ignorance du droict eſtoit plus tolerable, mais dans la ville de Paris au pied du Parlement, où ſe ſont donnez tant d'arreſts qui ont enioinct aux Notaires d'eſtendre le Velleian, que l'ordonãnce ne ſe pouuoit excuſer, que les arreſts qui auoient annullé les renonciations faictes au Velleian faute d'expreſſion, auoient iugé qu'il y auoit de la faute des Notaires, qui auoient obmis ce qui eſtoit de leur deuoir, de leur ſtile, ce qu'ils deuoient ſçauoir: la partie ne peut auoir ſon recours que contre celuy qui a faict la faute qui eſt le Notaire, l'on ne peut imputer à la partie qui a eſleu vne perſonne publique en charge de Notaire, ſouz la capacité duquel il s'eſt deu repoſer: perſonnes publiques ſeules garandes des actes & cõtracts qu'ils reçoiuent en ce qui eſt de leur art & ſtile, qui depend d'eux & non de la partie: s'il s'agiſſoit de quelque clauſe miſe obſcuremẽt par le Notaire, qu'il en arriuaſt quelque inconuenient l'on pourroit imputer à la partie qu'elle n'a pris vn plus experimenté Notaire, mais de ce qui eſt du ſtile, c'eſt choſe qui depend de l'art du Notaire & non de la partie. *Iuſt.* en la Nouuelle *de Tabellionib.* leur enioinct de garder quelques ſolennitez, l'obmiſſion deſquelles les faict mulcter en quelques amendes, les Notaires ſont comme Iuriſconſultes, doiuent ſçauoir ce qui eſt neceſſaire pour la validité des contracts & conuentions, iuges cartulaires.

Au contraire les Notaires qui auoient receu le cõtract, diſoiẽt qu'ils n'eſtoiẽt arguez d'aucun dol ny de choſe approchãte, que ſi la Cour auoit par ſes arreſts caſſé telles conuentions ſans expreſſe renõciation, contenãt l'extẽtion du Velleian c'eſtoit vn point de droict iugé, à la garantie duquel ils n'eſtoiẽt aucunement tenus, qu'il n'y auoit de leur faute, que leur minute portoit qu'ils auoiẽt dõné à entẽdre le cõtenu au

joindre à la comunauté des Notaires d'en faire la ſollicitation, autrement que ſe preſentant cy apres telles & ſēblables ſommations, que leſdits Notaires ſeroient condamnez aux dommages & intereſts des parties intereſſees.

DV NOTAIRE NON ROYAL qui inſtrumente hors ſon reſſort.

X.

PAr arreſt donné en la grand' Chambre ſur vn appel du Lieutenant general de Baugé en Anjou du troiſieſme Auril 1604. entre Vrbain Bailliergeau Notaire de la Barõnie de Chaſteaux en Anjou, le ſieur de Bueil Baron de Chaſteaux, & pluſieurs Notaires Royaux du reſſort de Baugé, inhibitions & defenſes ſont faictes audit Bailliergeau receuoir aucuns contracts, teſtaments & autres actes volontaires, ſinon au dedans du territoire & iuriſdiction des terres & ſeigneuries de Chaſteaux & de ſainct Germain appartenans audit ſieur Baron de Chaſteaux, entre autres perſonnes que ſubjects & demeurans au dedans deſdictes iuriſdictions & ſeigneuries, ſur peine de faux & de nullité des actes. La raiſon eſt que *extra territorium* ils ne ſont plus Notaires, ne ſont que perſonnes pures priuees, & n'eſtans que Notaires de Seigneurs particuliers, n'ont pouuoir ne iuriſdiction volontaire, ſinon qu'entre les ſubiects du Seigneur, duquel ils ſont Notaires, & ne peuuent les autres perſonnes ſubir iuriſdiction volontaire pardeuant tels Notaires, qui ont leur pouuoir borné & limité; *ſecus* aux Notaires Royaux pardeuant leſquels l'on peut ſubir iuriſdiction volontaire, encores que l'on ne ſoit de leur territoire & reſſort auquel ils ſont prepoſez, pourueu qu'ils paſſent le contract au dedās de leur reſſort.

Digitized by Google

OFFICIERS QVAND PEVVENT eſtre oſtez.

I.

EN la cauſe d'entre l'Eueſque de Poictiers & le Chaſtelain de Chauuigni, iugé qu'vn officier pourueu *ob bene merita* ne pouuoit eſtre depoſſedé: que ſi on alleguoit quelque maluerſation en ſa charge, il ne pouuoit *ante condemnationem* eſtre demis, bien octroyé l'on commiſſion au Procureur general pour informer, par arreſt du dix-ſeptieſme Decembre 1573. Villecocq & le Veſt plaidans. Voy du Luc en ſes Arreſts *lib. 8. titulo* 5. arreſt troiſieſme, & au liure neufieſme, titre ſeptieſme, arreſt ſixieſme.

OFFICIERS DE COVR D'EGLISE

II.

LE dix-ſeptieſme Iuin 1595. au rapport de Mõſieur de Thurin, ſur vn appointé au Conſeil entre Philippes l'Eſtourneau appellant comme d'abus de ſa deſtitution du Greffe de l'officialité d'Angers d'vne part, & Monſieur Myron Eueſque d'Angers d'autre part, iugé que ledit l'Eſtourneau peurueu pour recompenſe de ſeruices faicts à l'Eueſché, par defunct Monſieur Ruzé Eueſque d'Angers ne pouuoit eſtre depoſſedé ne deſmis dudict Greffe, encores que ledit ſieur Myron pretendiſt que ledict Greffe eſtoit comme domanial à l'Eueſché & que ledit defunct Sieur Ruzé n'auoit peu obliger ſon ſucceſſeur à entretenir ledict l'Eſtourneau au Greffe: que s'il l'auoit voulu recompenſer, il l'auoit peu faire *de ſuo & reditibus Epiſcopatus*.

Ceſte queſtion eſt decidee par pluſieurs arreſts alleguez par Boërius en ſa deciſion 149. num. 23. Voy Maiſtre Charles du Moulin ſur la reigle de Chancellerie, *de infirmis reſignantib.* num 390. qui allegue l'arreſt donné contre le Duc de

Neuers qui auoit depoſé l'vn de ſes officiers.

Le ſixieſme Aouſt 1594. fut donné arreſt au rapport de Monſieur de Fleury en la grand chambre entre ledict l'Eſtourneau & autres anciens officiers de ladite officialité appellans comme d'abus d'vne part, & le Chapitre de l'Egliſe d'Angers d'autre, par lequel nonobſtant l'appel comme d'abus interjetté par leſdits officiers de leur deſtitution, & que le Chapitre *ſede vacante veluti cuſtos conſeruare nec immutare poterat*, leſdits de Chapitre furent maintenus en leur poſſeſſion plus que centenaire verifiee par eſcript, de commettre auſdits offices *ſede Epiſcopali vacante*, laquelle commiſſion duroit *vſque ad aduentum noui ſucceſſoris*, & que ceſte commiſſion qui n'eſtoit que *ad certum tempus* n'eſtoit vne deſtitution, partant qu'il n'y auoit aucun abus. Ce qui a faict la difficulté pour les officiers de Cour d'Egliſe, c'eſt qu'anciennement en France les officiers tant Royaux qu'autres eſtoient deſtituables *ad nutum*, ce qui a duré iuſques à l'ordonnance du Roy Charles cinquieſme qui les a faicts perpetuels, ſans qu'ils puiſſent eſtre depoſſedez qu'en trois cas, par mort, reſignation, ou forfaicture: laquelle ordonnance n'a eſté gardee par les Archeueſques & Eueſques, n'y ayans ſpecialement eſté denommez. Mais ceſte ordonnance ayant eſté faicte pour vn bien public, pour oſter la crainte qu'auoient les officiers d'eſtre depoſſedez *ſine cauſa*, qui pour ceſte crainte obtemperoient entierement aux commandemens au lieu de rendre la iuſtice egalement à vn chacun, il y a grande apparence de la faire garder par leſdicts Archeueſques & Eueſques.

Du Moulin ſur la reigle de Chancellerie, *de infirm. reſignantib. num*, 390. eſtime que *Duces, Barones, Epiſcopi, Abbates, & ſimiles locorum domini poſſunt ad nutum reuocare officiales ſuos, ſi ſimpliciter reuocant; ſecus ſi ex cauſa infirmante, quia tunc poteſt appellari, cùm huiuſmodi priuatio fieri non poſſit niſi ex cauſa vera & probata*, & cite vn arreſt ſolennel donné au Parlement le douzieſme Ianuier 1558. contre le Duc de Niuernois. Du Moulin en ſes Annotations ſur l'octante troiſieſme article de la couſtume de Bourbonnois ſouſtient que les offices bien que donnez generalement ne ſe peuuent reuoquer, *ni-*

ſi ex cauſa infirmante & cauſa cognita, mais bien *ex cauſa honeſta*.

Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, au traicté des matieres poſſeſſoires, article quatrieſme, gloſe vnique, num. 3. 4. 5. 6. 7. & 8. declare en quel cas tels officiers peuuent eſtre deſtituez & quand ils ne le peuuent eſtre. I'en ay veu adiouſter vn, que les officiers qui ne ſont pourueuz en recõpenſe de ſeruices, *nec ex alia cauſa oneroſa* ayans ſeruy vingt ans entiers, ne peuuent eſtre depoſſedez ſans cauſe, eſtant raiſonnable qu'vn ſi long temps de ſeruice leur donne quelque priuilege.

OFFICIER DV ROY QVAND peut eſtre pris en ſon nom.

III.

IVgé en l'audience, qu'vn officier du Roy ne peut eſtre pris à partre en ſon nom, pour ce qui eſt de ſa charge, & n'eſt tenu defendre quand il y a partie ciuile, s'il n'y a concuſſion, dol ou fraude de ſa part, le Lundy dix-ſeptieſme Decembre mil cinq cens vingt ſix.

SI LE SEIGNEVR EST TENV DV faict de ſes Officiers.

IIII.

IVgé qu'vn Seigneur qui a des officiers par luy mis en ſa iuſtice eſt tenu en ſon nom reſpõdre des maluerſations de ſeſdits officiers tant en deſpens, dommages qu'intereſts, ſauf ſon recours contre leſdits officiers, eſtant en la puiſſance du Seigneur choiſir hõmes capables pour exercer telles charges, & pour ne bailler aux ſubiects du Roy des Iuges qui les trauaillent au lieu de les ſoulager par arreſt du vingt-huictieſme May 1526. ce qui ne ſe iugeroit à preſent ſinon qu'il y euſt telle faute de la part du Seigneur, que l'on pourroit dire eſtre vn dol, comme ayant mis vn infame, condamné pour maluerſation.

OFFICE VENAL, SI C'EST *meuble ou immeuble.*

V

AV procés pendant en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur le Coigneux, s'eſt preſentee ceſte difficulté en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, article nonante cinq. Vn mary par ſon premier contract de mariage ſtipule que ſon eſtat ny les deniers prouenans d'iceluy n'entrent en la communauté, conuolant en ſecondes nopces il n'en eſt parlé: pendant la ſeconde communauté l'on obtient ſuruiuance de l'eſtat finançant ſuiuant l'Edict, le mary decede, l'eſtat acquis aux heritiers par le moyen de la ſuruiuance, la vefue y pretend la moitié *iure ſocietatis*, comme eſtant vn meuble: les enfans du premier lict au contraire pretēdent l'eſtat leur appartenir, comme eſtāt vn immeuble, qu'il n'y a que la finance baillee pour obtenir la ſuruiuance que l'on puiſſe dire acqueſt de la ſeconde communauté. Iugé que c'eſtoit immeuble, Treillaut, Hardeau, & Truueau, le vingtieſme Iuin 1598.

La meſme queſtion & en plus forts termes a eſté iugee en la couſtume de Rheims, en laquelle les rentes conſtituees ſont meubles, comme les acquiſitions du domaine, & n'y a que deux ſortes de biens, meubles ou immeubles, & par autre article tous immeubles doiuent cens, & releuent de quelque fief: neantmoins l'eſtat venal declaré immeuble, auquel procés eſtoient produits les arreſts donnez en ſemblable cas, qui eſtoient contraires, vn donné au rapport de Monſſieur Michon, le entre &c. l'autre donné à Tours le Parlement y ſeant au rapport de Monſieur Ribier, le vingt-troiſieſme Decembre 1592. entre Martinet & Girault & Iean le Ieune: & bien que l'on ſe ſoit voulu fonder ſur la couſtume de Paris, neantmoins l'article bien pris, tels offices ſont meubles, non immeubles; immeubles apres la ſaiſie, meubles auparauant: & pour monſtrer qu'il n'y a hypotheque, c'eſt que les deniers ſe partiſſent entre les crean-

Digitized by Google

ciers au ſol la liure par deſconfiture, tout ainſi qu'aux meubles, le vingtieſme Iuin 1598. entre Nicolas Coquebert, Henry Bachelier, Marie Cheualier, Monſieur Deſpinoy Rapporteur.

Nec mirum, ſi ſecundùm veritatem temporum, ſtatuta mutantur humana, puis que la folie des hommes en France a eſté telle de mettre vne bonne partie de leur bien en offices; & y auoir eſté inuitez par ſuruiuances, il ne ſeroit raiſonnable ameublir le tout, les vefues emporteroient toute la ſubſtance, & les vrais heritiers ſeroient en effect exheredez.

Ce n'eſt par la couſtume nouuelle de Paris que les offices ſont reputez immeubles, mais auparauant la couſtume on les eſtimoit comme vne tierce eſpece de biens entre meubles & immeubles, & de faict en mettant les offices venaux en criees, par ce qu'en a eſcrit Monſieur le Preſident le Maiſtre au chapitre ſeptieſme des criees, num. 2. il dict qu'il faict diſtinction entre les offices qui ſont hereditaires *& in quibus hypotheca eſſe poteſt*, & ceux qui ne le ſont *in quibus hypotheca non conſiſtit*.

Neantmoins il s'eſt trouué diuers arreſts, les vns ayans iugé que le mary eſtant pourueu d'vn eſtat venal & le reſignent pendant la communauté, les deniers tomboient en la communauté: autres au contraire; y ayant raiſon de part & d'autre. Mais pour la conciliation des arreſts, l'on a deputé deux de Meſſieurs de chaſque Chambre au procés d'entre les de la Grãge, pour vn eſtat de Threſorier general d'Orleãs, au rapport de Monſieur de la Naue en la premiere des Enqueſtes, & eſt interuenu arreſt, par lequel l'on a iugé que les deniers d'vn eſtat duquel le mary eſtoit pourueu auparauant qu'il fuſt marié, & reſigné pendant la communauté, n'entroient en la communauté, l'arreſt prononcé en robes rouges par monſieur le premier Preſident le ſeptieſme Septembre 1607.

Que ſi l'on euſt eſtimé les eſtats meubles, il s'enſuiuroit qu'à preſent que tous eſtats tant de iudicature que de finance ſont venaux, le mary ſuruiuant euſt eſté tenu rapporter à la communauté la moitié du prix de ſon eſtat.

OBLA-

OBLATIONS.

VI.

LE dernier Iuillet 1599. iugé en la 5. des Enqueſtes au rappret de Monſieur Louet, au proces d'entre Cheualier Prieur de l'Egliſe ſainct Pierre de Tonnerre, & les Marguilliers de ladicte Egliſe, que combien que ledict Prieur fuſt tenu à la contribution des reparations de l'Egliſe & entretennement des ornemens requis pour la celebration du ſeruice diuin, iuſques à la concurrence du tiers du reuenu dudit Prieuré les autres charges deduites, que neantmoins en ce tiers l'on ne pouuoit imputer les oblations que ledict Prieur auoit droict de prendre en l'Egliſe. leſquelles par ledit arreſt ont eſté exceptees. de ladicte contribution, ſuiuant le Concile d'Orleans premier tenu du temps de Clouis l'an cinq cens quatorze ou enuiron, par lequel partition eſt faite du reuenu des Egliſes, chap. 3. *De oblationib. agris & poſſeſſionib. quas Dominus Rex noſter Eccleſiæ contulerit id eſſe iuſtum definimus, vt in reparationibus Eccleſiarum, alimonijs Sacerdotum, & pauperum refectione, quidquid Deus dare dignatus fuerit expendatur*: ce n'eſt que du temporel, des dixmes, & non des oblations, leſquelles ſont ſpecialement affectees à la nourriture des Eccleſiaſtiques, ſuiuant le cinquieſme canon des Canons des Apoſtres, & ſe doit entendre ainſi le chapitre premier. *de Eccleſ. ædific. vel reparand. apud Gregor.*

OBLAT AVTREMENT DICT Religieux lay.

VII.

LE Prieur de Boiſgency s'eſtant oppoſé aux lettres de prouiſion d'vn Oblat que l'on auoit obtenu du Roy pour eſtre mis en ſon Prieuré, l'on a demandé ſi le Prieuré pouuoit en eſtre deſchargé, diſant l'Oblat qu'il auoit.

eſté nommé par le Roy, comme eſtant ledict Prieuré conuentuel, & de fondation des Comtes de Boiſgency: que par l'Edict du penultieſme Decembre, 1585. conforme à autre Edict de l'an 1578. le Roy auoit ce droict d'enuoyer des Oblats aux Prieurez conuentuels eſtans de fondation Royale, Ducale ou Comtale, emportoit auec ſoy le droict de preſentation du Prieuré par les maximes vulgaires du droict Canon au chapitre, *Decernimus, cap. quicunque. 16. quæſt. 7. cap. nobis, de iure patron.* Que ſi ledit Prieuré n'eſtoit en la collation du Roy ou preſentation, ains de l'Abbé de Vendoſme, que c'eſtoit vne vſurpation qui n'oſtoit au Roy le droict de bailler vn Oblat: que ce droict eſtoit domanial, fauorable & fort ancien; les Roys en ayans vſé dés l'an 1274. que les Religieux de Coucy furent condamnez par arreſt à receuoir vn Religieux lay, l'arreſt eſtant recité au ſtyle du Parlement, parte 7. *inter arreſta & iudicia expedita in feſto Purificationis Candeloſæ*, & qu'vn de noſtre temps auoit mis tel droict auec ceux du domaine du Roy, en ſon traicté *de Domanio, lib. 3. titulo* 13. & qui en remarque d'autres antiquitez.

Le Prieur au contraire diſoit que c'eſtoit choſe nouuelle que d'enuoyer tels Religieux lays aux Prieurez collatifs qui n'eſtoient en la nomination, preſentation ou collation du Roy: que le Prieuré de Boiſgency eſtoit collatif, dependant de Vendoſme, que les deux qualitez eſtoient requiſes par l'ordonnance de l'an 1585. & 1578. de fondation Royale, Ducale, ou Comtale, & en la preſentation ou nomination du Roy, & qui ne voudroit prendre que la qualité de fondation Royale, Ducale, ou Comtale; qu'il ſe trouueroit peu de Prieurez conuentuels, qui n'euſſent receu quelque liberalité des Roys, Ducs, ou Comtes; mais que la preſomption de droict eſtoit au contraire, qu'ils n'eſtoient fondateurs *ex eo* que les Prieurez eſtoient collatifs, que la commune vſance eſtoit telle, & qu'il ne ſe trouueroit Prieurez conuentuel collatif en ce Royaume qui fuſt chargé d'oblat: que l'exemple familier s'en prenoit des communautez, auſquelles le Roy n'auoit droict de nomination ou preſentation, comme aux Chartreux, Celeſtins.

La queſtion demandee en la grand chambre, & Mõſieur

le Procureur general du Roy ouy, par arreſt ledit Prieuré declaré exempt dudit droict d'oblat du Mercredy vingt-troiſieſme Feurier mil ſix cens.

PRESCRIPTION CONTRE L'EGLISE.

I.

AV procés d'entre les Religieux Abbé & Conuent de l'Eſpau dioceſe du Mans demandeurs, contre Loyſe Cheual defendereſſe, il s'agiſſoit de ſçauoir ſi de la preſcription de quarante ans il falloit deduire le temps qu'auoit veſcu l'Abbé qui auoit faict le bail à rente, de la reſciſion duquel il s'agiſſoit, tellemēt que la preſcription n'euſt couru contre l'Egliſe de ſon viuant: le particulier eſtoit que à compter du iour du bail & entre les lettres de reſciſion il y auoit ſeptante ans, & ne comptant que du iour du decés de l'Abbé que trente huict ans.

Les Religieux diſoient que les quarāte ans qui leur eſtoiēt donnez pour la conſeruation de leur domaine eſtoient inutiles, ſi l'on commençoit la preſcription du temps & du viuant du mauuais adminiſtrateur: qu'il pouuoit aduenir qu'vn Abbé peuſt viure en ceſte qualité quarante ans, & eſtant diſſipateur ne pouuant pour ſon honneur, qu'il prefereroit au bien de l'Egliſe, reuoquer ce qu'il auoit aliené, contreuenir à ſa promeſſe & aliener par ce moyen le bien du Monaſtere, priuer l'Egliſe du benefice de la Loy, au moins le rendre ſans aucun effect. Que la cauſe du priuilege de la loy eſtoit que *ſicut ipſa religionis & fidei mater perpetua eſt*, auſſi que *eius patrimonium illæſum eſſe debebat*: qu'il n'eſtoit raiſonnable que le temps couruſt contre l'Egliſe pendant lequel elle n'auoit peu agir: qu'en ceſte conſideration au Concile de Tolete auoit eſté ordonné que tels contracts d'emphitheoſe prenoient leur commencement *non ex die quo talia ſcribendo Sacerdotes decreuerant, ſed ex quo talia moriendo definita reliquerant, can. ſi Sacerdotes. 16. quæſt. 3.*

Au contraire les heritiers du preneur diſoient que la preſcription eſtoit d'autant fauorable, qu'elle ſeule conſeruoit

Digitized by Google

OFFICIERS QVAND PEVVENT eſtre oſtez.

I.

EN la cauſe d'entre l'Eueſque de Poictiers & le Chaſtelain de Chauuigni, iugé qu'vn officier pourueu *ob bene merita* ne pouuoit eſtre depoſſedé: que ſi on alleguoit quelque maluerſation en ſa charge, il ne pouuoit *ante condemnationem* eſtre demis, bien octroyé l'on commiſſion au Procureur general pour informer, par arreſt du dix-ſeptieſme Decembre 1573. Villecocq & le Veſt plaidans. Voy du Luc en ſes Arreſts *lib. 8. titulo 5.* arreſt troiſieſme, & au liure neufieſme, titre ſeptieſme, arreſt ſixieſme.

OFFICIERS DE COVR D'EGLISE

II.

LE dix-ſeptieſme Iuin 1595. au rapport de Mõſieur de Thurin, ſur vn appointé au Conſeil entre Philippes l'Eſtourneau appellant comme d'abus de ſa deſtitution du Greffe de l'officialité d'Angers d'vne part, & Monſieur Myron Eueſque d'Angers d'autre part, iugé que ledit l'Eſtourneau peurueu pour recompenſe de ſeruices faicts à l'Eueſché, par defunct Monſieur Ruzé Eueſque d'Angers ne pouuoit eſtre depoſſedé ne deſmis dudict Greffe, encores que ledit ſieur Myron pretendiſt que ledict Greffe eſtoit comme domanial à l'Eueſché & que ledit defunct Sieur Ruzé n'auoit peu obliger ſon ſucceſſeur à entretenir ledict l'Eſtourneau au Greffe: que s'il l'auoit voulu recompenſer, il l'auoit peu faire *de ſuo & reditibus Epiſcopatus.*

Ceſte queſtion eſt decidee par pluſieurs arreſts alleguez par Boërius en ſa deciſion 149. num. 23. Voy Maiſtre Charles du Moulin ſur la reigle de Chancellerie, *de infirmis reſignantib.* num 390. qui allegue l'arreſt donné contre le Duc de

Neuers qui auoit depoſé l'vn de ſes officiers.

Le ſixieſme Aouſt 1594. fut donné arreſt au rapport de Monſieur de Fleury en la grand chambre entre ledict l'Eſtourneau & autres anciens officiers de ladite officialité appellans comme d'abus d'vne part, & le Chapitre de l'Egliſe d'Angers d'autre, par lequel nonobſtant l'appel comme d'abus interjetté par leſdits officiers de leur deſtitution, & que le Chapitre *ſede vacante veluti cuſtos conſeruare nec immutare poterat*, leſdits de Chapitre furent maintenus en leur poſſeſſion plus que centenaire verifiee par eſcript, de commettre auſdits offices *ſede Epiſcopali vacante*, laquelle commiſſion duroit *vſque ad aduentum noui ſucceſſoris*, & que ceſte commiſſion qui n'eſtoit que *ad certum tempus* n'eſtoit vne deſtitution, partant qu'il n'y auoit aucun abus. Ce qui a faict la difficulté pour les officiers de Cour d'Egliſe, c'eſt qu'anciennement en France les officiers tant Royaux qu'autres eſtoient deſtituables *ad nutum*, ce qui a duré iuſques à l'ordonnance du Roy Charles cinquieſme qui les a faicts perpetuels, ſans qu'ils puiſſent eſtre depoſſedez qu'en trois cas, par mort, reſignation, ou forfaicture: laquelle ordonnance n'a eſté gardee par les Archeueſques & Eueſques, n'y ayans ſpecialement eſté denommez. Mais ceſte ordonnance ayant eſté faicte pour vn bien public, pour oſter la crainte qu'auoient les officiers d'eſtre depoſſedez *ſine cauſa*, qui pour ceſte crainte obtemperoient entierement aux commandemens au lieu de rendre la iuſtice egalement à vn chacun, il y a grande apparence de la faire garder par leſdicts Archeueſques & Eueſques.

Du Moulin ſur la reigle de Chancellerie, *de infirm. reſignantib. num*, 390. eſtime que *Duces, Barones, Epiſcopi, Abbates, & ſimiles locorum domini poſſunt ad nutum reuocare officiales ſuos, ſi ſimpliciter reuocant; ſecus ſi ex cauſa infirmante, quia tunc poteſt appellari, cùm huiuſmodi priuatio fieri non poſſit niſi ex cauſa vera & probata*, & cite vn arreſt ſolennel donné au Parlement le douzieſme Ianuier 1558. contre le Duc de Niuernois. Du Moulin en ſes Annotations ſur l'octante troiſieſme article de la couſtume de Bourbonnois ſouſtient que les offices bien que donnez generalement ne ſe peuuent reuoquer, *ni-*

Digitized by Google

ſi ex cauſa infirmante & cauſa cognita, mais bien *ex cauſa honeſta.*

Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, au traicté des matieres poſſeſſoires, article quatrieſme, gloſe vnique, num. 3. 4. 5. 6. 7. & 8. declare en quel cas tels officiers peuuent eſtre deſtituez & quand ils ne le peuuent eſtre. I'en ay veu adiouſter vn, que les officiers qui ne ſont pourueuz en recõpenſe de ſeruices, *nec ex alia cauſa oneroſa* ayans ſeruy vingt ans entiers, ne peuuent eſtre depoſſedez ſans cauſe, eſtant raiſonnable qu'vn ſi long temps de ſeruice leur donne quelque priuilege.

OFFICIER DV ROY QVAND *peut eſtre pris en ſon nom.*

III.

IVgé en l'audience, qu'vn officier du Roy ne peut eſtre pris à partre en ſon nom, pour ce qui eſt de ſa charge, & n'eſt tenu defendre quand il y a partie ciuile, s'il n'y a concuſſion, dol ou fraude de ſa part, le Lundy dix-ſeptieſme Decembre mil cinq cens vingt ſix.

SI LE SEIGNEVR EST TENV DV *faict de ſes Officiers.*

IIII.

IVgé qu'vn Seigneur qui a des officiers par luy mis en ſa iuſtice eſt tenu en ſon nom reſpõdre des maluerſations de ſeſdits officiers tant en deſpens, dommages qu'intereſts, ſauf ſon recours contre leſdits officiers, eſtant en la puiſſance du Seigneur choiſir hõmes capables pour exercer telles charges, & pour ne bailler aux ſubjects du Roy des Iuges qui les trauaillent au lieu de les ſoulager par arreſt du vingt-huictieſme May 1526. ce qui ne ſe iugeroit à preſent ſinon qu'il y euſt telle faute de la part du Seigneur, que l'on pourroit dire eſtre vn dol, comme ayant mis vn infame, condamné pour maluerſation.

OFFICE VENAL, SI C'EST *meuble ou immeuble.*

V

AV procés pendant en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur le Coigneux, s'eſt preſentee ceſte difficulté en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, article nonante cinq. Vn mary par ſon premier contract de mariage ſtipule que ſon eſtat ny les deniers prouenans d'iceluy n'entrent en la communauté, conuolant en ſecondes nopces il n'en eſt parlé: pendant la ſeconde communauté l'on obtient ſuruiuance de l'eſtat finançant ſuiuant l'Edict, le mary decede, l'eſtat acquis aux heritiers par le moyen de la ſuruiuance, la vefue y pretend la moitié *iure ſocietatis*, comme eſtant vn meuble: les enfans du premier lict au contraire pretẽdent l'eſtat leur appartenir, comme eſtãt vn immeuble, qu'il n'y a que la finance baillee pour obtenir la ſuruiuance que l'on puiſſe dire acqueſt de la ſeconde communauté. Iugé que c'eſtoit immeuble, Treillaut, Hardeau, & Truueau, le vingtieſme Iuin 1598.

La meſme queſtion & en plus forts termes a eſté iugee en la couſtume de Rheims, en laquelle les rentes conſtituees ſont meubles, comme les acquiſitions du domaine, & n'y a que deux ſortes de biens, meubles ou immeubles, & par autre article tous immeubles doiuent cens, & releuent de quelque fief: neantmoins l'eſtat venal declaré immeuble, auquel procés eſtoient produits les arreſts donnez en ſemblable cas, qui eſtoient contraires, vn donné au rapport de Monſſieur Michon, le entre &c. l'autre donné à Tours le Parlement y ſeant au rapport de Monſieur Ribier, le vingt-troiſieſme Decembre 1592. entre Martinet & Girault & Iean le Ieune: & bien que l'on ſe ſoit voulu fonder ſur la couſtume de Paris, neantmoins l'article bien pris, tels offices ſont meubles, non immeubles; immeubles apres la ſaiſie, meubles auparauant: & pour monſtrer qu'il n'y a hypotheque, c'eſt que les deniers ſe partiſſent entre les crean-

Digitized by Google

ciers au ſol la liure par deſconfiture, tout ainſi qu'aux meubles, le vingtieſme Iuin 1598. entre Nicolas Coquebert, Henry Bachelier, Marie Cheualier, Monſieur Deſpinoy Rapporteur.

Nec mirum, ſi ſecundùm veritatem temporum, ſtatuta mutantur humana, puis que la folie des hommes en France a eſté telle de mettre vne bonne partie de leur bien en offices; & y auoir eſté inuitez par ſuruiuances, il ne ſeroit raiſonnable ameublir le tout, les vefues emporteroient toute la ſubſtance, & les vrais heritiers ſeroient en effect exheredez.

Ce n'eſt par la couſtume nouuelle de Paris que les offices ſont reputez immeubles, mais auparauant la couſtume on les eſtimoit comme vne tierce eſpece de biens entre meubles & immeubles, & de faict en mettant les offices venaux en criees, par ce qu'en a eſcrit Monſieur le Preſident le Maiſtre au chapitre ſeptieſme des criees, num. 2. il dict qu'il faict diſtinction entre les offices qui ſont hereditaires *& in quibus hypotheca eſſe poteſt*, & ceux qui ne le ſont *in quibus hypotheca non conſiſtit*.

Neantmoins il s'eſt trouué diuers arreſts, les vns ayans iugé que le mary eſtant pourueu d'vn eſtat venal & le reſignent pendant la communauté, les deniers tomboient en la communauté: autres au contraire, y ayant raiſon de part & d'autre. Mais pour la conciliation des arreſts, l'on a deputé deux de Meſſieurs de chaſque Chambre au procés d'entre les de la Grãge, pour vn eſtat de Threſorier general d'Orleãs, au rapport de Monſieur de la Naue en la premiere des Enqueſtes, & eſt interuenu arreſt, par lequel l'on a iugé que les deniers d'vn eſtat duquel le mary eſtoit pourueu auparauant qu'il fuſt marié, & reſigné pendant la communauté, n'entroient en la communauté, l'arreſt prononcé en robes rouges par monſieur le premier Preſident le ſeptieſme Septembre 1607.

Que ſi l'on euſt eſtimé les eſtats meubles, il s'enſuiuroit qu'à preſent que tous eſtats tant de iudicature que de finance ſont venaux, le mary ſuruiuant euſt eſté tenu rapporter à la communauté la moitié du prix de ſon eſtat.

OBLA-

OBLATIONS.

VI.

LE dernier Iuillet 1599. iugé en la 5. des Enqueſtes au rappret de Monſieur Louet, au proces d'entre Cheualier Prieur de l'Egliſe ſainct Pierre de Tonnerre, & les Marguilliers de ladicte Egliſe, que combien que ledict Prieur fuſt tenu à la contribution des reparations de l'Egliſe & entretennement des ornemens requis pour la celebration du ſeruice diuin, iuſques à la concurrence du tiers du reuenu dudit Prieuré les autres charges deduites, que neantmoins en ce tiers l'on ne pouuoit imputer les oblations que ledict Prieur auoit droict de prendre en l'Egliſe. leſquelles par ledit arreſt ont eſté exceptees de ladicte contribution, ſuiuant le Concile d'Orleans premier tenu du temps de Clouis l'an cinq cens quatorze ou enuiron, par lequel partition eſt faite du reuenu des Egliſes, chap. 3. *De oblationib. agris & poſſeſſionib. quas Dominus Rex noſter Eccleſiæ contulerit id eſſe iuſtum definimus, vt in reparationibus Eccleſiarum, almoniјs Sacerdotum, & pauperum refectione, quidquid Deus dare dignatus fuerit expendatur*: ce n'eſt que du temporel, des dixmes, & non des oblations, leſquelles ſont ſpecialement affectees à la nourriture des Eccleſiaſtiques, ſuiuant le cinquieſme canon des Canons des Apoſtres, & ſe doit entendre ainſi le chapitre premier. *de Eccleſ. ædific. vel reparand. apud Gregor.*

OBLAT AVTREMENT DICT *Religieux lay.*

VII.

LE Prieur de Boiſgency s'eſtant oppoſé aux lettres de prouiſion d'vn Oblat que l'on auoit obtenu du Roy pour eſtre mis en ſon Prieuré, l'on a demandé ſi le Prieuré pouuoit en eſtre deſchargé, diſant l'Oblat qu'il auoit

le Procureur general du Roy ouy, par arreſt ledit Prieuré declaré exempt dudit droict d'oblat du Mercredy vingt-troiſieſme Feurier mil ſix cens.

PRESCRIPTION CONTRE L'EGLISE.

I.

AV procés d'entre les Religieux Abbé & Conuent de l'Eſpau dioceſe du Mans demandeurs, contre Loyſe Cheual defendereſſe, il s'agiſſoit de ſçauoir ſi de la preſcription de quarante ans il falloit deduire le temps qu'auoit veſcu l'Abbé qui auoit faict le bail à rente, de la reſciſion duquel il s'agiſſoit, tellemẽt que la preſcription n'euſt couru contre l'Egliſe de ſon viuant: le particulier eſtoit que à compter du iour du bail & entre les lettres de reſciſion il y auoit ſeptante ans, & ne comptant que du iour du decés de l'Abbé que trente huict ans.

Les Religieux diſoient que les quarãte ans qui leur eſtoiẽt donnez pour la conſeruation de leur domaine eſtoient inutiles, ſi l'on commençoit la preſcription du temps & du viuant du mauuais adminiſtrateur: qu'il pouuoit aduenir qu'vn Abbé peuſt viure en ceſte qualité quarante ans, & eſtant diſſipateur ne pouuant pour ſon honneur, qu'il prefereroit au bien de l'Egliſe, reuoquer ce qu'il auoit aliené, contreuenir à ſa promeſſe & aliener par ce moyen le bien du Monaſtere, priuer l'Egliſe du benefice de la Loy, au moins le rendre ſans aucun effect. Que la cauſe du priuilege de la loy eſtoit que *ſicut ipſa religionis & fidei mater perpetua eſt*, auſſi que *eius patrimonium illæſum eſſe debebat*: qu'il n'eſtoit raiſonnable que le temps couruſt contre l'Egliſe pendant lequel elle n'auoit peu agir: qu'en ceſte conſideration au Concile de Tolete auoit eſté ordonné que tels contracts d'emphitheoſe prenoiẽt leur commencement *non ex die quo talia ſcribendo Sacerdotes decreuerant, ſed ex quo talia moriando definita reliquerant, can. ſi Sacerdotes, 16. quæſt. 3.*

Au contraire les heritiers du preneur diſoient que la preſcription eſtoit d'autant fauorable, qu'elle ſeule conſeruoit

Digitized by Google

les maiſons & les purgeoit de tous differens, appellee *Patrona generis humani* : que les conuentions eſtoient ſubiectes à eſtre contredictes, à interpretation autant bigarree comme les eſprits des hommes eſtoient diuers & diſſemblables: qu'il ne reſtoit que la ſeule preſcriptiõ exempte de tel contredict, hors de telle interpretation, c'eſtoit vn tiltre que la longueur du temps ſeule apportoit, aſſiſtee d'vne preſomption ſi forte qu'eſtant *iuris & de iure* n'admettoit preuue au contraire: que les tiltres, les contracts conſommans par le temps, ceſte preſcription prenoit ſa force & vertu du temps ſeul. Que ſi la conſeruation du bien de l'Egliſe eſtoit fauorable, que cela n'eſtoit que particulier pour l'Egliſe: que ceſte preſcription eſtoit introduite pour le bien public, auquel meſme l'Egliſe participoit pour ſes acquiſitions. Que la loy n'auoit donné que les quarante ans à l'Egliſe, qu'es cas eſquels trente ans auoiẽt lieu és choſes prophanes, les quarãte militoient contre l'Egliſe. D'apporter toute interpretation à ceſte inſcription qu'elle n'auoit lieu que du iour du decés des bailleurs, qu'il n'y auoit apparence, ce ſeroit charger les preneurs de s'enquerir & eſtre ſoigneux de ſçauoir pluſtoſt le iour du decés que le datte de leurs contracts, decés incertain, qui ne ſe pourroit qu'à peine verifier pour l'ordinaire mutation des beneficiers non ſeulement de benefices mais de prouinces: que le Canon. *ſi Sacerdotes*, n'eſtoit gardé, d'autant que lors du Concile de Tolete la preſcription de trente ans auoit lieu contre l'Egliſe, comme les mots de la conſtitution le demonſtrent. Voila pourquoy l'on eſtoit plus retenu contre la preſcription. Que ceſte conſideration ceſſoit, d'autant qu'en France la ſeule preſcription de quarante ans auoit lieu contre l'Egliſe: d'ailleurs, que la principale cauſe de ceſte conſtitution eſtoit que de diſpoſition canonique l'on eſtoit tenu d'entretenir le ſerment que l'on auoit donné à l'alienation de ſon bien, que difficilemẽt l'on en eſtoit diſpenſé, mais que *iure noſtro* ces formalitez ceſſoiẽt & pouuoient les Eccleſiaſtiques comme toutes autres perſonnes obtenir lettres, pour faire reſcinder les alienations ſans que le ſerment preſté y puiſſe donner empeſchement. Par arreſt les lettres de reſciſion entherinees, & la diſpoſition

du can. *ſi Sacerdotes*, auctoriſee & approuuee, Mōſieur Louet Rapporteur, le dix-ſeptieſme Septembre 1594. en la cinquieſme des Enqueſtes, donné ſur vn ancien arreſt d'entre les Religieux, Abbé & Conuent de Reaulmont, contre la vefue Iean Mariet, du premier Feurier 1531. Mr. Gayant Rapporteur, & ſe trouue vn autre arreſt donné en la deuxieſme des Enqueſtes, en l'annee 1543. au profit des Religieuſes, Abbeſſe & conuent du Val de grace contre Chouart, apparoiſſant de la mauuaiſe adminiſtration de l'Abbeſſe, Guido Papæ a ſuiuy ceſte opinion en ſa deciſion 150.

PENDANT QVE L'ON EST PAYE' d'vne rente ſi les coobligez peuuent preſcrire.

II.

L'On a demandé au procés du Seigneur de Leuuille Sieur de Ver demandeur ſi pendant qu'il auoit eſté payé d'vne rente par aucuns detenteurs de partie de l'heritage affecté à la rente, les autres detenteurs & obligez à la rente pouuoient preſcrire, & ſi le payement faict chacun an audit demandeur de toute la rente ne ſeruoit d'interruption pour empeſcher la preſcription.

Le demandeur diſoit, que c'eſtoit choſe fauorable à vn Seigneur de fief pourſuiure ſes deuoirs & odieuſe à vn ſubject le vouloir payer d'vne preſcription, laquelle *erat præſidium æris alieni & malæfidei*: que de diſpoſition de droict *non valenti agere non currit præſcriptio*, que le creancier & Seigneur eſtant payé de ſa rente, n'auoit occaſion de vexer ſes ſubiects *ad declarationem hypothecæ*, qu'au faict particulier tous les detenteurs des heritages ſubiects à la rente eſtoient ſolidairement obligez par le bail à rente, laquelle par ce moyen eſt *in qualibet parte fundi, tota in toto, tota in parte*, que l'hypotheque ne ſe diuiſoit ne pouuant eſtre *pro parte. l. finali, de duobus reis. ff.* & pendant que le debteur payé *correus debendi non poteſt præſcribere*; qu'il n'y auoit veriſimilitude que le demandeur euſt eſté ſi lōguement payé de la rente ſans que les defēdeurs en euſſēt eſté aduertis, moins que les vns euſſēt payé pour leurs

codetenteurs & codebiteurs ſans leur en rien demander: qu'admettant telle preſcription ce ſeroit aſtſtreindre vn Seigneur de rechercher par le menu ceux qui deſtiennent les terres ſubiectes à la rente,& faire autāt de fraiz contre vn particulier qui n'en ſeroit detenteur que de la vingt-quatrieſme partie d'vn arpent, que contre tous les detenteurs enſemble,incommodité qui ſurpaſſeroit le reuenu de la rente & ne ſeroit qu'à la foule des ſubiects.

Les defendeurs au contraire, que la preſcription eſtoit fauorable,que *hac tricenaria præſcriptione humano generi profunda quiete proſpectum fuerat*, d'autant que *perfectæ ætatis veritatē cōtinet*, & ne ſont mal à propos mis ces mots, *profunda quiete*, d'autant que par vn tel laps de temps, *naſcitur præſumptio iuris & de iure quæ non admittit probationem in contrarium*, c'eſt vn tiltre que le temps donne hors de tout contredict. Les defendeurs aſſiſtez d'vne autre faueur, *pugnant pro libertate fundi*, qu'il y a ſoixante & quatre-vingts ans, qu'ils & leurs predeceſſeurs n'ont rien payé de ceſte rente ny contribué, temps plus que ſuffiſant & qui vaut tiltre pour acquerir la liberté de leur terre, *cap. final. de præſcrip. in 6.* Que la loy derniere. *de duobus reis*, ſur laquelle le demandeur fonde ſa demande a lieu *in perſonaliter obligatis, non in tertio poſſeſſore*, que le demandeur auoit vn moyen pour empeſcher la preſcription, faire bailler aux tiers detenteurs tiltre nouueau, & bien que le demandeur fuſt payé, *potuit tamen agere ad declarationem hypothecæ*, moins pouuoit ſeruir que l'hypotheque ne ſe diuiſoit, ce qui a lieu *quando remanet hypotheca*, mais non eſtant preſcrite, *tunc enim nulla eſt hypotheca, non entis nullæ qualitates*. Par arreſt le demandeur debouté de ſa demande & les defendeurs abſouz, & ce faiſant iugé qu'il y auoit preſcription, Monſieur Deſpinoy Rapporteur, le ſixieſme Octobre mil cinq cens octante-ſept, cinquieſme des Enqueſtes.

Se trouue vn autre arreſt donné entre les Blancs-manteaux de ceſte ville de Paris,& le Seigneur de Grigny que la preſtation d'vne rente fonciere par l'vn des detenteurs de l'heritage ſubiect à rente, n'empeſchoit l'effect de la preſcription, au rapport de Monſieur Iabin, en la cinquieſme des Enqueſtes.

Du Luc recite vn arreſt, du troiſieſme Auril 1549. contre les heritiers François de Noyon au rapport de Monſieur de Montmiral, en la troiſieſme des Enqueſtes, par lequel fut iugé qu'il y auoit lieu à la preſcription, *lib.7.titul. 6. arreſt. 6. debuit enim emptor vigilare & ſuis rebus diligentius proſpicere.*

Sed quid in perſonaliter obligatus ſtatuendum? comme par exemple l'vn des deux ſolidairement obligez à vne rente conſtituee à prix d'argent paye la rente l'eſpace de 30. & 40. ans, ſans que le coobligé ſoit inquieté, pourſuiuy pour le payement, ny appellé pour paſſer tiltre nouuel, la difficulté eſtoit que *etiam contra titulum procedit præſcripto* par 30. & 40. ans, que *imputandum* au creancier qu'il na faict paſſer tel tiltre nouuel, que la preſcription eſt d'autāt fauorable qu'il ſ'agiſt d'vne liberation. Au contraire le creancier ſouſtenoit que le payement faict par l'vn des coobligez empeſchoit la preſcriptiō eſtant fait *nomine cōmuni correorum*, que tel payement *quemcunque liberat debitorem*, tant celuy qui paye que celuy au nom duquel l'on paye, ſans que le creancier puiſſe demander dauantage: iugé en ce particulier, qu'il n'y auoit preſcription, ſuyuant la loy dernier. *de duobus reis*, C. & de laquelle l'on tire ceſte maxime que *in correis debendi factum vnius nocet alteri*, & tel payement *nocet & prodeſt.* le Bartole a ſuiuy la meſme opinion ſur la l. *ex duobus. num.* 8. *de duobus reis,ff.* lequel diſtingue *inter fide iuſſorem & correum debendi.*

Faut remarquer les mots, payement fait *nomine communi*, car puiſque ils emportent liberation par tel payement, cela interrompt contre ceux qui ſont liberez.

PEINE STIPVLEE A FAVTE de payement.

III.

IVgé que la peine de 5. ſols par iour, à faute de payement de dix eſcus par an, deux pour la penſion d'vne religieuſe de l'abbaye de Fonteuraud eſt bonne & valable & le frere de la religieuſe condāné à payer ladite peine pour l'aduenir, & neātmoins d'autāt que les arrerages du paſſé ſe montoient à grand ſomme de deniers, la Cour pour

Digitized by Google

aucunes cauſes les a moderez à cent eſcus, Monſieur Louet, Rapporteur, en la cinquieſme des Enqueſtes, Auril, 1588.

PEINE DV DOVBLEMENT & tiercement. IIII.

L'On a demandé ſi l'ordonnance de Moulins & d'Orleans article ſoixante de payer le double, a eſté gardee au Palais, ou bië que l'on s'ē ſoit aydé pour peine cōminatoire pour puis apres venir *ad legitimũ intereſſe*, eſtant vray de dire que le double & deux tiers de la ſomme demandee n'eſt legitimement deu *nec ex conuentione, nec ex ipſa natura rei*, & n'auons oncques en Frãce gardé à la rigeur la l. *ſi quis in ſuo de inofic. teſtam.* C. qui veut que *ſi quis in danda legitima cōtumax fuerit in duplum poßit cōdemnari*, & que les contumax à payer quelques ſommes adiugees par arreſt bië qu'ils ſoient condamnez au doublement & tiercement des ſommes adiugee, offrant payer la ſomme principale & les intereſts au denier douze ou quinze ſuyuant l'ordonnance, telles peines ſont oſtees & n'ont eſté oncques gardees à la rigueur.

Neantmoins en la cauſe d'entre les Seigneurs de Chaſteauroux, du Bouchage & de Loüé plaidee ſolennellement le dernier Decembre mil cinq cens ſeptante-trois, Marion & Choppin plaidans, la ſtipulation faicte par tranſaction de payer par ledict Sieur de Chaſteauroux dix mil liures dans vn an, & à faute de payer s'obliger au doublement & tiercement de ladicte ſomme a eſté confirmee par arreſt & ledit Sieur de Chaſteauroux condamné payer ladicte ſomme dans deux mois, *aliàs* dés à preſent condamné au double de ladicte ſomme. Ce qui eſtoit de particulier c'eſt que ledict ſieur de Loüé pour n'auoir receu ladicte ſomme de dix mil liures au iour conuenu tomboit en de grands intereſts, & ne fuſt receuë l'offre dudit Seigneur de Chaſteauroux, de payer audit Sieur de Loüé les intereſts de ladicte ſomme de dix mil liures au denier douze.

Voy Rebuffe en ſes commentaires ſur les ordonnances, au com-

au commancement, gloſe cinquieſme, num. ſeptante-ſix & aux meſmes commentaires, *Tractatu, de chirograph. & ced. recognitione, num. 73. in fine.* diſant que *pœna dupli non ſeruatur in Francia*, ce qui eſt indubitable *iure ordinario*, mais il ſe peut preſenter telle contumace & ſi odieuſe au meſpris de la iuſtice, que l'on garde les ordonnances d'Orleans & de Moulins à la rigueur.

PRACTIQVE D'VN PROCVREVR V.

PAr arreſt de l'an mil cinq cens trente du mois de Nouembre donné entre la vefue de maiſtre Iean Ioſſet Procureur au Chaſtelet & Adrien Fournier, iugé que l'on pouuoit vendre la pratique d'vn Procureur & du prix d'icelle conſtituer rente au denier douze.

PREBENDE POVR LE IOYEVX *aduenement.* VI.

AV mois de Mars, mil cinq cens trente-vn, en la cauſe d'entre Raoul Quartier demandeur contre Pierre Germain defendeur, au rapport de Mõſieur Gayãt, fut confirmé le priuilege octroyé à l'Eueſque de Poictiers par lequel à ſon entree à l'Eueſché, il peut nommer en quelques Egliſes Collegiales de ſon dioceſe vn Eccleſiaſtique pour eſtre pourueu de la premiere prebende vacante, & fut iugé que la premiere prebende vacante n'eſtoit tellemẽt affectee au nommé par ledict Eueſque qu'elle ne peuſt eſtre conferee à vn autre, mais que les collateurs d'icelle prebẽde qui auoient conferé la prebende à autre que audict nommé, eſtoient tenus bailler & aſſigner audict nommé autant en reuenu que pouuoient valoir les fruicts de ladite prebende, pour en iouyr iuſques à ce qu'il fuſt pourueu d'vne prebẽde, & ce ſuyuant le chapitre. *dilectus. 2. de præbend. apud Gregor. Conſule Rebuffum in titulo, de mandat. Apoſtol. §. declarantes, in verb. præferendos. verſ. vnde ad nominationem.*

Arreſt du grand Conſeil du mois d'Aouſt, mil cinq cens nonante-quatre entre maiſtre Portal nommé par le Roy, pour ſon joyeux aduenement à la Couronne ſur l'Eueſché de Paris demandeur, & maiſtre Gobert defendeur, par lequel la collation faicte par Monſieur de Paris audit Gobert d'vne prebende de l'Egliſe de Paris vacante par mort depuis l'inſinuation & notification faicte audict Sieur de Paris du don & nomination de ladicte prebende faicte audit Portal eſt declaree bonne & valable, ledit ſieur de Paris condamné à pouruoir ledict Portal de la premiere prebende vacante par mort en ladicte Egliſe.

Arreſt donné à Tours le Parlement y ſeant, entre Feret nommé par le Roy pour obtenir la premiere prebende en l'Egliſe Sainct Martin de Tours pour raiſon de ſon ioyeux aduenement d'vne part & maiſtre Chotard pourueu par le chapitre defendeur d'autre part, par lequel ledit Chotard fut maintenu & gardé en ladicte prebende, bien que ledit Feret euſt faict ſignifier ſon don & nomination audict chapitre auant la vacance de ladicte prebende, & fut par ledict arreſt enioinct audict chapitre conferer la premiere prebēde vacante par mort audit Feret, Monſieur de la Guelle Rapporteur en l'annee 1591.

Conſule D. Boerium. deciſione 32, num. 11. in fine, Epiſcopi pro iucundo aduentu ob primitias precum ſiue primarias preces ſolēt conferre prebendas ſeu alia beneficia conſiliarijs magni Conſilij & ſupremarum curiarum regni.

PROCES PARTY EN OPINIONS. VII.

LE 19. Auril 1532. apres Paſques les trois chambres des Enqueſtes aſſemblees fut iugé, qu'en procés party vne production nouuelle ne deuoit eſtre receuë, & aucuns de Meſſieurs ſouſtenoient auoir eſté ainſi iugé auparauāt toutes les chābres aſſemblees, & peu de temps apres les deux chābres aſſemblees la production nouuelle auoir eſté receuë. L'opinion de ceux qui eſtoient d'aduis de receuoir la production

Digitized by Google

nouuelle eſtoit fondee ſur ce que la Cour ne iuge que par l'equité, ne veut ſurprendre aucun, que ce ſeroit vne iniquité ſi pour la negligence d'vne partie & ſouuent ſans qu'il y euſt de ſa faute de produire quelque piece nouuellement recouuerte, on faiſoit perdre vne cauſe, que l'on reçoit vne production nouuelle le procés eſtant ſur le bureau. Qu'vn arreſt donné au rappprt de Monſieur Gayant, bien qu'il fuſt mis au greffe pour eſtre prononcé, auoit neãtmoins eſté retiré pour vne piece deciſiue de nouuel produicte par la partie, qu'il y auoit moins de difficulté l'arreſt n'eſtant encores donné, que comme il falloit touſiours venir *ad verum*, auſſi en iuſtice qu'il falloit chercher tous les moyens pour rendre la iuſtice, oſter toute ſeuerité & formalité, qui emporte auec ſoy *ſummã iniuriam*. Ceux qui ſouſtenoiẽt l'opinion contraire, diſoient qu'il falloit mettre quelque fin aux procés ſans les rendre immortels, que ſi apres vn procés party l'on receuoit vne production nouuelle, l'on inuiteroit les parties à produire *in infinitũ*, qu'vn procés party ſe deuoit iuger ſur les meſmes actes, que receuant vne production nouuelle il faudroit la faire voir par les meſmes Iuges qui auoient opiné, s'ils eſtoient abſens il les faudroit attendre, faudroit opiner de noueau, l'õ inuiteroit les parties à faire & à affecter des longueurs, que les Iuges ne ſe pouuoient aiſemment raſſembler, il eſtoit fort perilleux opiner de noueau, que le procés eſtant party les opinions eſtoient acquiſes aux parties, que pour obuier à tels inconueniens & à ce que les parties fuſſent plus preuoyantes il eſtoit plus raiſonnable tenir ceſte rigueur cõtre vn particulier negligent, qu'eſliſant la voye contraire preiudicier au biẽ de la iuſtice & faire conſequence au public.

Par arreſt la production nouuelle reiette, ſauf aux parties apres le procés departy à ſe pouruoir par requeſte en la chambre où le procés auoit eſté party, Ce meſme arreſt eſt recité par du Luc *lib*.11. *titulo* 4. arreſt, 18.

Et le Ieudy quatorzieſme iour d'Aouſt 1608. au procés qui auoit eſté departy en la grand chambre entre la Royne Marguerite & le Duc de Vantadour, Monſieur de Fleury Rapporteur & Monſieur Ruellé compartiteur, la Royne qui eſtoit demandereſſe voulant apres le partage vuidé & auant que l'areſt fut ſigné produire de nouuel pieces qu'elle ſou-

Digitized by Google

ſtenoit deciſiues, en a eſté deboutee ſauf à ſe pouruoir ainſi qu'elle verroit à faire par raiſon.

Les grands ont tout pouuoir au ſeau, obtiennent aiſement lettres d'euocation ſçachant qu'ils ont perdu leur procés ne demandent qu'a fuir, empeſchement par leur faueur le cours de la iuſtice, & l'arreſt que l'on allegue donné au rapport de Monſieur Perrot, c'eſtoit le defendeur qui produiſoit pieces deciſiues, ce qui ne ſe doit eſtendre au demandeur qui doit eſtre preſt intentant ſon action.

Difference du contract pignoratif, duquel le creancier à la poſſeſſion d'auec celuy duquel le creancier ne iouiſt que par les mains du debteur, *vide i. in eadem littera pag.* 548.

CONTRACTS PIGNORATIFS.

VIII.

C'A eſté vne queſtion fort agitee au Palais & decidee par diuerſité d'arreſts, ſi les contracts pignoratifs ou antichreſes eſtoient receuz, ou s'il les falloit conuertir en rentes conſtituees. Pour les conuertir en rentes conſtituees l'on diſoit que l'on n'auoit receu qu'vn moyen de faire profiter ſon denier ſans cõmetre vſure, *ſcilicet* par rentes conſtituees ou à la raiſon du denier douze ou au denier ſeize, ſelon le prix qui y eſtoit donné par l'ordonnance: que ceſte reigle ou permiſſion ſe prenoit par l'extrauagante. *Regimini. de empt. & vendit.* auec deux conditions eſſentielles, & l'obmiſſion deſquelles *actum vitiabat*, ſçauoir *libera & perpetua redimendi facultas penes venditorem*, & l'autre *perpetua ſortis alienatio*. Or que par le moyen des contracts pignoratifs l'on vouloit tirer profit de ſon denier tel que des rentes conſtituees, & neantmoins l'on faiſoit obliger le debteur à rendre le ſort principal dans certain tẽps, qui eſt vne vraye vſure: pour receuoir l'vſage des rentes cõſtituees il a conuenu emprunter le nõ d'emption & vendition, & de faict celuy qui conſtituë rente ſur luy il vend de ſon immeuble iuſques à la concurrẽce de la rente & duquel il ſe deſſaiſſit, & le creãcier l'acquiert, & comme *in venditione res perpetuò aliena-*

tur ſicut rei pretium, auſſi ſe doit-il obſeruer en rentes conſtituees, *& in eo* les contracts pignoratifs ſont reprouuez : que le mot de vente que l'on empruntoit pour voiler tels contracts monſtroit d'auantage qu'en effect l'on ne vouloit faire autre choſe qu'vne rente, mais au lieu d'eſtre payé de la rente par les mains du debteur l'on prenoit les fruicts de la terre que l'on ſe faiſoit engager, en quoy la fraude eſtoit d'autant plus grande que la valeur des fruicts excedoit ordinairemēt le denier douze. Que la fiction & deguiſement de tels contracts ſe deſcouure par trois conjectures, *quæ ſont iuris & de iure* ne receuans preuue au contraire, *vilitas pretij*, *pactum de retrouendendo & conſuetudo fœnerandi. cap. illo vos de pignorib. cap. ad noſtram. de empt. & vendit. apud Gregor.* Que l'on auoit apporté quelque diſtinction entre tels contracts deſquels la poſſeſſion reelle & actuelle eſtoit baillee à l'acquereur le reuenu n'aprochant du denier douze, mais moderé au denier quinze: & d'autant que tels contracts approchent de l'antichreſe, voire que c'eſt vne antichreſe receuë par l'Auth. *ad hæc de vſuris.* ont eſté receuz & entretenus. *l. ſi is qui bona. §. ſi antichreſis. de pignorib. ff.* & plus particulierement en la l. *ſi ea lege poſſeſſionem. C. de vſuris.* nonobſtant que l'on ait voulu reietter tels contracts pour l'incertain prix des fruicts, quelque choſe qu'ait voulu dire du Moulin *Tract. cont. vſurar. quæſt.* 35. mais quand le vendeur eſtoit demeuré en la poſſeſſion de la choſe engagee, ou bien quād la ferme ſtipulee par l'acquereur reuenoit au denier douze du ſort principal, que l'on les conuertiſſoit en conſtitution de rente ſuiuant la l. *ſicut. §. ſuperuacuum. quib. mod. pignus vel hypoth.*

L'on diſoit au contraire, qu'il n'y auoit tant à reprendre és contracts pignoratifs comme aux rentes conſtituees, eſquelles la malice des creanciers auoit trouué tant d'artifices au preiudice des debteurs, que l'on auoit eſleu la voye d'impignoration moins dōmageable pour deux raiſons: que c'eſt qu'il falloit trouuer couendeur à la rente conſtituee, qui ne ſe faiſoit ſans donner vn quart pour le moins & ſouuent couendeur addreſſé par le creancier qui faiſoit des imaginaires executions qui tomboient ſur le debteur principal. L'autre c'eſt qu'il falloit trouuer deniers pour continuer la rēte, mais

in pignore il n'y falloit de couendeur, le reuenu ſeul obligé ſuffiſoit, le creancier ſe contentoit des fruits ſubiects aux cas fortuits, tellement que la greſle ou la guerre conſommant les fruicts du fonds hypothequé *liberant debitorem:* en rente conſtituee les inconueniens ſoient ordinaires ou extraordinaires ne ſont conſiderables; le debteur ne iouyſſant de la terre engagee ne doit aucuns arrerages, en ioyſſant eſt incontinent opprimé d'infinis arrerages qui emportent le fonds. Que l'Egliſe plus difficile à receuoir tels contracts & rentes conſtituees auoit trouué moins d'inconueniens à l'vn qu'à l'autre, *in cap. ſalubriter, cap. conqueſtus, de vſuris,* & auoit receu l'impignoration *etiam in feudo Eccleſiæ*, comme auſſi y a-il plus de commodité pour les debteurs qui ſont liberez auec la perte de leurs fruicts, auec la ſterilité du fonds engagé ſans pratiquer la l. *incendium. ſi certum petatur*, C. de laquelle s'aident ordinairement les creanciers quand ils voyent que leur debteur eſt du tout ruiné & n'a iouy de ſon reuenu. Qu'il n'y auoit propos pretẽdre vſure au prix des fruicts, car ou la ſterilité en donne peu, ou la fertilité en donne quantité à vil prix, que de tout tẽps tels contracts auoiẽt eſté en vſage.

Cùm rogo te nummos ſine pignore, non habeo, inquis,
Idem ſi pro me ſpondet agellus, habes.
Quod mihi non credis veteri, Theleſine, ſodali,
Credis colliculis arboribúſque meis.

Et de faict le chapitre. *Conqueſtus*, eſt d'Alexandre troiſieſme qui eſtoit l'an mil cent cinquate neuf, & l'exrtauag. *Regimini* n'eſt que de Calixte troiſieſme qui eſtoit l'an mil quatre cens cinquante cinq, que pour la ſeulle reſtitution du ſort principal il ne falloit reprouuer tels contracts, en laquelle reſtitution le debiteur auoit peu d'intereſt pour luy eſtre aiſé trouuer deniers en engageant ſon fonds, incommodité qui ſe recompenſe auec autres commoditez qu'il reçoit de l'antichreſe. *Tutius eſt rei incumbere & poſſidere, quàm in perſonam agere.* l. 1. §. *qui ſuperficiem, verſ. ſed lege. de ſuperficieb. ff.*

Faict grandement pour l'approbation de tels contracts la vente du domaine du Roy, qui eſt en effect vne impignoration qui ſe faict à la raiſon du denier douze, les contracts de vente verifiez en Parlement, & ne ſont que pures antichreſes, *in quibus fructus vſurarum loco percipiuntur.*

CONTRACTS PIGNORATIFS.

IX.

L'A veu par pluſieurs fois remuër la queſtion au Palais des contracts pignoratifs & iuger diuerſement & non ſeulemẽt pour les particularitez que l'on recherchoit, comme l'on a accouſtumé faire en toutes cauſes où l'on ſe veut fonder ſur les preſomptions, meſmes és matieres d'vſures, mais pour la theſe en ſoy les vns ne pouuoient ſe departir de la maxime ancienne qui eſtoit de conuertir tels contracts en conſtitutions de rente, eſtimans qu'il n'y auoit moyen licite de faire profiter argent & en ſtipuler rente, que par contract de conſtitution de rente : & ceux-là reiectoient pour le tout les contracts pignoratifs & antichreſes, & ſe trouue quelques arreſts qui l'ont ainſi ordõné: les autres approuuans tels contracts, meſmemẽt en quelques couſtumes où ils eſtoient ordinaires & vſitez, pourueu qu'il n'y euſt aucune preſomption d'vſure outre le reuenu au denier douze, & ſe trouue des arreſts pour ceſte opinion : les autres ont diſtingué quand les acquereurs eſtoient en poſſeſſion reelle & actuelle, iouïſſans par leurs mains ſans aucun vice d'vſure, & en ce cas que tels acquereurs ne pouuoient eſtre depoſſedez ſans que l'on rende leur argent, & de ce il y a arreſt donné au profit du Duc de Monbazon *qui eſt infra pag.* 548. *non idem* quand le vendeur ne demeuroit en poſſeſſion, & en ce particulier l'on diſtingue, où il s'agiſt entre le vendeur & l'acquereur, & en ce cas apres quelques delaiz donnez de payer au vendeur l'on ordonne en fin que la terre ſera venduë au plus offrant & dernier encheriſſeur & ſur le prix l'acquereur payé en ſon ordre d'hypoque, qui a eſté vne doctrine nouuelle eſtablie à Tours le Parlement y ſeant, pour la grande frequence de tels contracts en Anjou, le Maine & Touraine, par arreſt donné en l'audience le dixieſme Feurier, mil cinq cens nonante quatre, pour Perpineau, Robert & de Chezelles plaidans, ou bien entre l'acquereur & les autres creanciers du

Digitized by Google

vendeur, & en ce cas l'acquereur ſ'oppoſe pour venir en ſon ordre, & combien que l'acquereur ſoit en poſſeſſion, ſi eſt-ce que ſi les autres creanciers meſmes les premiers, & precedens font ſaiſir & mettre en criees l'heritage vendu, en ce cas l'acquereur eſt depoſſedé ſans aucun rembourſement & doit attendre qu'il vienne en ſon ordre. Ceſte diuerſité d'opiõs prouient des diuers aduis de ceux qui en ont eſcrit ſans cognoiſtre au vray que c'eſtoit que contract pignoratif. Du Moulin a eſté celuy qui a plus trauerſé ceſte matiere, & Grimauldet qui l'a voulu imiter en ſon liure des cõtracts pignoratifs y a apporté plus d'obſcurité, prenant pour ſes maximes, les premiers arreſts qui y ont eſté donnez, ſans conſiderer ce qui auoit du depuis eſté arreſté en la Cour par les autres arreſts ſubſequens, neantmoins du Moulin en ſes Contracts vſuraires, *quæſt.* 35. ou il parle *de Antichreſi*, prend ſa reſolution que l'antichreſe eſt licite pourueu que deux choſes concurrent, *ſi fundi alienati data ſit debitori perpetua redimendi facultas, quæ facultas redimendi nullo tempore, etiam* 100, *vel mille annis præſcribi non poßit*, & que *reditus fundi alienati ex communi fructuum valore æſtimetur, putà cùm ex decem vel* 15. *annis vnus componitur, ac decimamquintam partem ſortis excedere non poßit*, neantmoins tel aduis n'a eſté ſuiuy au Palais pour la reductiõ des antichreſes au denier quinze, mais le domaine du Roy a eſté aliené au denier douze, alienation du domaine qui n'eſt que antichreſe: & pour iuger des actions des hommes ſelon l'vtilité publique & la preferer au profit particulier, l'antichreſe apporte plus de commodité au debteur que la rente cõſtituee, & eſt plus tolerable & moins vſuraire, l'antichreſe eſt ſubjecte aux cas fortuits, guerre, greſle, tempeſte, feu, pour telle annee les fruicts ſont perdus par la violence du tẽps: s'il y a vberté de fruicts, le creãcier iouyſt de cet heur, ſi ſterilité, il la faut ſupporter, s'il faut des reparations, s'il y a des ruines, cela tombe ſur le creãcier, & non ſur le debteur. Les debteurs ont cet auantage qu'ils ne ſont en arriere pour les arrerages des rentes, qui eſt la plus grande ruine du debteur qui iouyſt de tout ſon reuenu, l'employe en ſa depenſe ſãs rien reſeruer, & ſe trouue tout a coup accablé d'vne quantité d'arrerages, & en ces particularitez l'antichreſe approche de plus pres à la vraye

vrayepremiere inſtitution des rentes conſtituees. En l'extrauagante. *Regimini, de empt. & vendit.* c'eſt *emptio reditus, fundi perpetua alienatio*, l'on ne penſoit en aucuns arrerages, l'on eſtimoit que l'on iouyroit du fonds à raiſon de la rente, ce qui ſe peut remarquer par la clauſe de ladicte extrauagante, *ſed idem euentus etiam ſi bona, &c.* combiẽ qu'il ait eſté reſolu au contraire par ladicte extrauagante. L'autre commodité de l'antichreſe c'eſt qu'ordinairement le debteur n'eſt greué de cautions & couendeurs qui eſt vne ruine des debteurs, voire telle que les creanciers ſtipuleront tant de cautions qu'auparauant que chaſque caution ait ſon pot de vin ou autre plus grand profit, le ſort principal eſt diminué de moitié. Autre ruine qui arriue ordinairement aux debteurs de telles cautions & couendeurs, c'eſt des executions, ventes de meubles, empriſonnement, dommages & intereſts, & pour monſtrer qu'il y a quelque intelligence entre tels couendeurs ou cautions auec les creanciers, c'eſt que telle, cautions ou couendeurs ſont gens de peu, choiſis *ad effectum* d'engendrer des dommages & intereſts pluſtoſt que pour payer, & eſtabliſſant les antichreſes au lieu des rentes conſtituees les creanciers auroient ceſte commodité, qu'il ne ſe trouueroit tant de mauuaiſes rentes, les debteurs ne pourroient pas creer tãt de rentes ſur eux, nul n'en pourroit creer qu'à raiſon de ſon domaine, il n'arriueroit ce qui a eſté veu au Palais, qu'vn en ceſte ville de Paris n'ayant qu'vne maiſon en ville, & vn lieu plus de plaiſir que de reuenu pres de la ville, le tout ne valant cinq mil eſcus, a pris ſur luy ſept mil liures de rentes conſtituee, en tous les contracts y obligeant ſa maiſon & ſon petit lieu, neantmoins comme les maximes ſe changent ſouuent au Palais pour ces contracts pignoratifs, l'on y a apporté vn temperamẽt par l'arreſt qui s'enſuit.

SI L'ON PEVT CONTRAINDRE A *rendre le ſort principal en contract pignoratif.*

X.

Omme la diuerſité des opinions en contracts pignoratifs a fait ſouuẽt changer les reigles que l'on y auoit apportees pour beaucoup de conſiderations, s'eſt preſentee en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur du Four le Vendredy à l'apreſ-dinee treizieſme d'Aouſt 1604. vne queſtion ſur vn contract qui eſtoit vrayement pignoratif pour en auoir toutes les marques, en eſtoit deu vingt ſept annees d'arrerages ou de reſtitution de fruicts, le procés encommencé dés l'an 1579. aucuns des Meſſieurs voulans le conuertir en conſtitution de rente ne ſe pouuans departir de leur ancienne forme de prononcer & eſtimans que tels contracts n'eſtoient que conſtitutions de rente, ne pouuans approuuer les derniers arreſts, que c'eſtoit eſpece d'vſure de tirer profit de l'argent & cõtraindre rachepter, qu'il eſtoit de l'eſſence de tels contracts de laiſſer la liberté de rachepter au debteur. Autres de Meſſieurs ne ſe voulans departir des derniers arreſts qu'il falloit ſuiure donnez auec cognoiſſance de cauſe & en la grãd chambre du plaidoyé & en diuerſes chambres des Enqueſtes, *dubitandum non erat Senatum ius facere poſſe.* Que l'ordonnance admettoit l'intereſt du iour de la demãde, & en ce cas l'on pouuoit contraindre le debteur & au payemẽt du principal & des intereſts, voire le contraindre par corps. Finablement pour s'accorder en opinions l'on a trouué ce temperamẽt & modifications raiſonnables de condamner le debteur payer les arrerages, payer dans vn bon delay & ſuffiſant le ſort principal, & à faute de ce faire que l'heritage engagé ſeroit vendu par decret pour des deniers eſtre le creancier payé de ſon deu & mis en ordre du iour de ſon contract, ſi mieux le debteur ne vouloit conſentir que le creãcier iouyſt de l'heritage engagé par ſes mains, iuſques à la concurrence du ſort principal à raiſon de l'ordonnance, iuſques au rem-

bourſemēt dudit ſort principal, laquelle option le debteur ſeroit tenu faire dās certain temps, *alias* n'y ſeroit plus receu: laquelle limitation ſemble auoir beaucoup d'equité & concilier les anciens arreſts auec les derniers, & purger ce vice que l'on pretendoit de contraindre à rachepter, addoucir ceſte rigueur de rachapt, & au lieu d'vne rente conſtituee qui eſtoit l'extréme rigueur, conuertir tels contracts pignoratifs en vrayes antichreſes leſquelles ſont d'autant fauorables que le debteur paye chacū an ſon intereſt, & ne laiſſe les arrerages en arriere, qui eſt la ſeule ruïne de la Nobleſſe Frāçoiſe: laquelle debuant rentes conſtituees ne delaiſſe de cōſommer tout ſon reuenu, comme ſi elle ne deuoit rien, & en peu de temps accablee des arrerages eſt contrainte ou vendre ou des arrerages conſtituer nouuelles rentes. Les nōs des parties plaidantes, Pauin, Goüeteau, Rothereau, Pauy.

Au commencement que tels contracts ſe ſont preſentez à la Cour, le debteur obtenoit lettres pour les faire cōuertir en rentes conſtituees, ſans difficulté la Cour entherinoit les lettres pour la grande facilité qu'il y auoit lors à Paris aux rentes conſtituees & le prix auquel elles eſtoient, que l'on vendoit ſon propre pour y employer les deniers, interuint l'arreſt d'Auril contre la Crilloüere. Du depuis pour le grād cours de tels contracts és pays d'Anjou, le Maine & Touraine, la Cour y a eſté plus retenuë iugeant tels contracts *ex varijs circumſtantijs*, meſmement quand il y auoit poſſeſſion actuelle & que le reuenu n'eſtoit au denier douze, & s'y eſt trouué diuerſité d'arreſts & ſe iugeoit diuerſement ſelon les chambres: & ſur le different qui ſe preſenta en la troiſieſme des Enqueſtes, entre le ſieur de Serrant & la Dame Babou Dame de la Bourdaiſiere, qui auoit acquis la terre de Serrant pour quarante-huict mil liures bien que la terre fuſt affermee à douze mil liures, la queſtion demādee aux chambres, il y eut arreſt au rapport de Monſieur Ruellé, qui fut prononcé en robes rouges par Monſieur le Preſident de Morſan, par lequel pour concilier les arreſts fut trouué vn moyen que la terre ſeroit baillee à ferme le proprietaire appellé, & ſur les deniers de la ferme la Dame de la Bourdaiſiere ſeroit payee par chacun an de l'intereſt de ſon denier par

Digitized by Google

les mains du fermier, & du depuis ſur pareil different cet arreſt fut ſuiuy en la premiere des Enqueſtes par arreſt donné au rapport de Monſieur Brulard en Iuin 1584. nonobſtant leſquels arreſts i'ay veu prononcer diuerſement & en reduire quelques contracts en rentes conſtituees, les autres les confirmer. Mais le Parlement ſeant à Tours i'ay veu donner deux arreſts fort ſolennels & qui ont eſté receuz en ces Prouinces d'Anjou, du Maine, Poictou & Touraine, eſquelles les rẽtes conſtituees ne ſont bien receuës pour quelques articles des couſtumes locales admettans preſcription de cinq ans de l'hypotheque par les tiers detenteurs, l'vn deſdicts arreſts au rapport de monſieur le Grand en la grand' chambre en l'annee mil cinq cens nonante-trois: pour Boyer ſieur de Nazelles & Damoiſelle Caillau ſa femme, l'autre en l'audience le 2. Feurier 1594. Robert plaidans & Chezelles, pour François Picqueneau, par leſquels les vendeurs ont eſté condamnez rachepter dans vn an autrement que les choſes venduës ſeroient decretees au plus offrant & dernier encheriſſeur, pour des deniers en prouenans, l'acquereur eſtre rembourſé, & cependant le vendeur condamné continuer la rente ou intereſt au denier douze. Et le 17. Feurier 1596. iugé en conſequence deſdits arreſts au rapport de Monſieur de Fortia en la cinquieſme des Enqueſtes contre le Baron de Touuerac Goulard & l'heritier de Barbezieulx, que ledit ſieur de Touuerac ſeroit rembourſé de la ſomme de quarante mille liures, fraiz & loyaux couſts d'vn an, & cependant qu'il ſeroit payé de l'intereſt au denier douze, ſi mieux n'aymoit iouïr des fruicts des heritages engagez: & à faute de faire le rembourſement dans ledit temps que les heritages ſeroient vendus au plus offrant & dernier encheriſſeur, &c. & ce que l'on a mis en l'option de l'acquereur de iouïr des fruicts, c'eſt pour la particularité qu'il n'auoit affermé pour trois ans les choſes allienees qu'à raiſon du denier vingt, bien qu'elles fuſſent auparauant affermees à mil eſcus, & qu'elles en valuſſent autant

CONTRACT PIGNORATIF n'ayant les trois marques.

XI.

AV procés d'entre Meſſire Louys d'Angennes Seigneur de Maintenon contre les Alleaulmes, l'on a demandé ſi pour la preuue d'vn contract pignoratif la faculté de remerer auec vne leſion enorme eſtoient ſuffiſantes, ou s'il falloit la troiſieſme marque, qui eſt la couſtume de fenerer. Le Seigneur de Maintenõ diſoit, que la principale marque d'impignoratiõ eſtoit la faculté de remerer, le Bart. en la loy troiſieſme §. *finali, qui potior. in pignor. habe. notat quòd ex pacto de retrouendendo præſumitur contractum pignus*, que ce que la faculté de remerer eſtoit receuë *in venditione. l. 2. de pact. int. empt. & vẽd. C.* c'eſt *in vera vẽditione nõ ſimulata*, & que ceſte loy eſt vnique *in toto iure*: qu'il n'y a apparence aucune que l'on baillaſt 6. ans de faculté de remerer ſans ſe vouloir accommoder de la terre, ſinon que l'on vueille ſeulement faire profiter ſon denier *veluti in antichreſi*, qui ſe pouuoit aiſément preſumer en ce particulier y ayant vne leſion enorme; auſſi que le chapitre. *ad noſtram, de empt. & vend.* & le chapitre, *illo vos, de pignorib.* ne requiert preciſement *cõſuetudinem fœnerandi*, vſant de ces mots, *maximè ſi ſolitus ſit fœnerari*: qu'il ſe pouuoit faire qu'vn bon vſurier fiſt pour ſon coup d'eſſay vn contract pignoratif. Du Monlin au traicté de ſes Contracts vſuraires, queſt. 56. num. 392. diſpute ceſte queſtion *in vtrãque partem*, & ſe reſoult que les deux marques ſuffiſent ſans la couſtume de fenerer: que ſi Monſieur Tiraqueau ſur la fin de ſon traicté *de Retract. conuent.* a tenu l'opinion contraire, ſi eſt-ce qu'il eſt contraint recognoiſtre que *hos contractus nunquam fecit nec faciendos conſuluit, non quod hos reprobauerit ſed quia à multis ſunt reprobati.* Diſoit dauantage qu'il y auoit prorogation de grace, qui eſtoit autre marque d'impignoration, que la terre eſtoit affermée à raiſon du denier quinze ou ſeize du ſort principal: que tout ce qui eſtoit au deſſous du denier dix-huict eſtoit rente conſtituee, impignoration & engage-

Digitized by Google

ment, & du Moulin l'auoit ainſi tenu, le fonds ne pouuoit ſe bailler à moins que du denier vingt.

Les Alleaulmes au contraire que la maxime du Palais auoit eſté, qu'il falloit les trois marques pour declarer vn cõtract pignoratif, *maximè* quand il y auoit tradition de la poſſeſſion, que la faculté de remerer eſtoit ordinaire *in venditione*, en toutes nos couſtumes eſt parlé du retraict cõuentionnel, qui eſt la faculté de remerer, & en l'ancienne loy au Leuitique 25. *annus iubilei* eſtant de 50. en 50. ans, *quo redimebantur poſſeſsiones*, que ce que au chap. *illo vos*, eſt dict *maximè ſi ſit conſuetudo fœnerandi*, c'eſt que la faculté eſt neceſſaire, que comme du premier coup l'on peut faire vn contract pignoratif, auſſi vn vſurier peut faire vn bon contract, & la faculté qui eſt requiſe au chap. *ad noſtram eſt in fauorem & gratiã emptoris & non venditoris*, qui eſt la vraye marque *liberam redimendi facultatem auferens*, mais la faculté qui au preſent contract eſt *in gratiam venditoris quæ non vitiat*, que l'on n'a acquis que au denier ſeize ou dix huict, cela eſt bon pour y venir par leſion d'outre moitié, par arreſt le Sieur de Maintenon debouté & condamné és deſpens, Monſieur Scaron Rapporteur le ſixieſme Auril 1588.

Si les trois marques ſont neceſſaires ou non, voy outre du Moulin, Boërius en ſa deciſion cent quatre-vingt-deux, num. 10. & Alexand. en ſon conſeil quarante-ſix, lib. trois, le meſme Boërius en ſon conſeil 12. num. 3. qui y apporte vne diſtinction, quand il y a leſion d'outre moitié de iuſte prix.

CONTRACT PIGNORATIF LA TERRE venduë n'eſtant de la valeur de la debte.

XII.

AV procés de Grudé appellant du Seneſchal du Maine, au rapport de Monſieur Cheualier en la cinquieſme des Enqueſtes, l'on a demandé ſi en contract conceu par paroles de vente ayans les marques d'impignoration, retention de poſſeſſiõ par le vẽdeur, ferme, au denier douze, & faculté de remerer ſi la terre venduë n'eſtoit à moitié pres

de la valeur de la debte, & prix porté par le contract, l'acquereur pouuoit eſtre contrainct prendre la terre pour ſon deu.

La raiſon de douter eſtoit que les contracts pignoratifs ſont defendus meſmes *in pacto legis commiſſoriæ*, mais que c'eſtoit *ex parte creditoris & in eius odium, non ex parte debitoris*, auquel eſtoit permis renoncer à ceſte faculté de remerer comme eſtant introduicte en ſa faueur, *& in eius odium retorqueri non debet*; ce que l'on a par les arreſts declaré les contracts pignoratifs ç'a eſté en faueur des debiteurs non des creanciers, qui ne ſont receuable d'alleguer l'impignoration ayãs achepté l'heritage: que ces marques d'impignoration ne ſont que *contra creditorem, in eius odium* pour l'vſure, & non du debteur qui a peu vendre auec leſion ſon heritage, voire d'outre moictié de iuſte prix, la l. 2. n'ayant lieu *in emptore*, par ce qu'il ne s'agiſt que de meubles.

L'on diſoit au contraire que le contract eſtant pignoratif *ex ſua natura non poterat transferre dominium*, de le faire contract de vente *altera parte inuita*, il s'enſuiuroit que *ex parte creditoris* ce ſeroit *pignus, non emptio*, *ex parte debitoris venditio, non pignoris contractus*. Que comme la volonté des parties cõtractantes eſtoit neceſſaires en tous contracts, auſſi ſans leur mutuel conſentement ne les pouuoit l'on changer *in aliud nomen contractus*, qu'en ces contracts pignoratifs qui ſont antichreſes, *pignus loco fideiuſſoris datur*: que le fideiuſſeur non ſoluable ne liberoit le debteur, *ita nec fundo perempto debitor liberabatur, remanet enim perſonalis obligatio. l. incendium. ſi certum petatur. C.* la l. *à Diuo Pio. §. ſi pignora. in verbo, contractus, de re iudic. ff.* eſt à propos pour le creancier.

Le procés party, l'vne opinion eſtant à condamner le debteur payer le ſort principal ſi mieux n'aymoit en paſſer contract de conſtitution de rente au denier douze: l'autre à abſoudre & ce faiſant, que la terre engagee demeureroit venduë au creancier, Monſieur Fortia Compartiteur le vnzieſme May 1595. l'on dict *in pignore creditor, debitor, in venditione venditor, emptor*: le procés departy en la premiere des Enqueſtes contre l'opinion du Rapporteur, le cinquieſme Aouſt mil cinq cens nonante-cinq.

Digitized by Google

PAYEMENT DE DEBTES ENTRE *des heritiers paternels & maternels.*

XIII.

ENtre les heritiers paternels & maternels du ſieur deBoiſuert Cōſeiller aux Requeſtes du palais s'eſt meu procés pour le payement des debtes creées par le defunct, ſi elles ſeroiēt payees par entre eux *pro modo emolumenti* ou bien pour moitié. Les paternels qui ſuccedoient à la plus grande partie des propres, ſouſtenoiēt que les debtes ſe deuoient payer par moitié, ſans s'arreſter à ce que les paternels amendoiēt du defunct & le peu de profit que y pouuoiēt auoir les maternels. La loy premiere, *ſi certum petatur*, C. l'auoit iugé *non pro modo emolumenti, ſed pro portionibus hæreditarijs*, que ſi l'on veut dire que ce fuſt *ratione prælegati*, que la l. *ex facto vnde ſcio, de hæredib. inſtit.* demande *in duobus hæredib. inſtitutis, vno ex dodrante, altero ex ſemiſſe, quomodo diuidatur æs alienum*, & decide *pro patronibus hæreditarijs, id eſt pro ſemiſſe*, la raiſon eſt que combien que *ex inequalibus partibus commodum ſentiant, ex æquis tamen ſunt hæredes*, que l'emolument, les biens, ne les oblige au payement des debtes, c'eſtoit la qualité d'heritier qui eſtoit egale entre eux, voire que ſi celuy qui n'eſt heritier que *ex dodrante ære alieno deducto, nihil in parte hæreditatis remaneret.* Vlpian dict que *inutilis erit inſtitutio.* Alexand. en ſon Conſeil 31. *lib.* 1. eſt de ceſte opinion & ſuiuy par du Moulin. L'on a bien voulu que *publicatis bonis, domini bonorum publicatorum tenentur æs alienum agnoſcere pro modo emolumenti, non enim ſunt hæredes, ſed bonorum ſucceſſores, arg. l. Celſus, cum l. ſequent. de relig. & ſump. fun. ff.* cela eſt decidé en la l. *ſed & ſi lege.* 28. §. *quod autem quis ex hæreditate. de petit. hæred. de impenſis factis à detentore hæreditatis & erogatis bona fide*, & qu'il les faut deſduire tant ſur les biens de l'heredité que l'on doit rendre, que ſur le propre du poſſeſſeur de l'heredité, & en faire vne eualuation: il eſt encores plus exprés, *in l. finali, de debit. ciuitat. lib.* 11. C. que *poſſeſſores bonorum debitoris ciuitatis, pro modo bonorum contribuere debent., ſi debi-*

tor non ſit idoneus, que de ceſte difference *inter bonorum poſſeſſores & hæredes* la queſtion ſe pouuoit iuger. L'on allegue à ce propos l'arreſt du ſieur Liebault du mois de Feurier mil cinq cens quarante-vn, s'il y auoit des acqueſts du defunct qui vinſent à ſe partir *inter paternos & maternos hæredes* ils y ſeroient fondez pour vne moitié *quia æqualiter hæredes*, pourquoy n'en dira l'on autãt pour les debtes? que ceſte opinion auoit eſté ſuiuie par du Moulin en deux endroicts, au §. 11. de la couſtume de Paris, num. 11. & ſur le 31. conſeil d'Alexandre, lib. 1.

Les heritiers naturels au contraire, que ceſte queſtion ne ſe iugeoit par le poinct de droict, qui n'auoit recogneu la regle *paterna paternis, materna maternis*. Que le defunct auoit creé ces debtes *ratione omnium bonorum, contemplatione totius patrimonij*, qu'il falloit donc que ceux qui plus en amendoient en payaſſẽt à ceſte raiſon, qu'en la l. *ex facto, vnum erat defuncti patrimonium, vna ſucceſſio*, voila pourquoy *ex æquis partibus æs alienum diuiditur*, mais quand l'on vient a la regle *paterna paternis, duæ ſunt hæreditates, diſtincta patrimonia, diuerſi hæredes*, l'on prend *æs alienum pro modo emolumenti*, cela eſt treſ-expres en la l. *ſi certarum, de teſtam. milit. ff. §. Iulianus*, laquelle eſt *in inſtitutione duorum hæredum*, l'vn *in bonis caſtrenſibus*, l'autre *in cæteris bonis*, la l. *quaſi duorum, duæ hæreditates & ideo ratione bonorum æs alienum conſideratur, licèt vnum ſit patrimonium, vna ſucceſſio ratione creditorum*. Au faict particulier *duæ ſunt hæreditates, diuerſi hæredes, diſtincta patrimonia & origine & ſanguine*, & de ceſte qualité l'on peut remarquer combien peu d'apparẽce il y a en la demande que l'on faict que ceux qui ne ſont aliez ne conioincts viennẽt aux debtes *pro portionibus hæreditarijs quaſi verò eſſent cohæredes* que s'il falloit augmenter *à tributoria actione*, quand deux creanciers viennent *in tributum*, & que *diuerſæ ſunt tabernæ, tributionem ſeparatim faciendam iudicauit Vlpian. in l. procuratoris, §. ſed ſi duo. de trib. act.* faiſant autrement qu'il arriueroit que les maternels ne ſuccedans que à vn arpent de terre, & les paternels à cinquante mil liures de rente ſeroient contraincts renoncer à leur part de l'heredité pour les fraiz funeraux, qu'il conuiendroit faire *ex qualitate defuncti, ex alterius merce alij indemnes eſſent, alij dannũ ſentirent*, que c'e-

SS£

ſte opinion auoit eſté ſuiuie par Monſieur Tiraqueau, *lib. de iure primigen. quæſt. 35. num.* 29. & allegue l'on. *l. ſi vir vxori. ad leg. Falcidiam. ff.* qui eſt ſemblable à la l. *Celſus. de religioſ. & ſumpt. funer.* & la l. *ſi fidei commiſſum. §. tractatum, verſ. æs enim alienum. de iudic. ff. æs enim alienum patrimonium totum imminuere conſtat, non certi loci facultates*, & que c'eſt la commune opinion des Docteurs quelque choſe que Alberic & Paul de Caſtre ayent voulu dire, que Chaſſaneus n'auoit tenu l'opinion contraire, mais bien *cogitando incertum auditorem reliquerat*, & ſemble plus s'incliner d'vn coſté que d'autre, & les modernes qui ont traicté ceſte queſtion ont ſuiuy l'opinion de Monſieur Tiraqueau, comme d'Argentré au traicté *de donationibus, num.* 198. qui ſe fonde ſur l'opinion particuliere de du Moulin, *in tractat. de diuid. parte 2. deciſ. 4. num.* 86. & que *ex hac ſententia crebrò in Senatu Pariſienſi iudicari ſolet.*

La queſtion demandee aux châbres, l'on a trouué qu'elle auoit eſté decidee par arreſt donné en la premiere des Enqueſtes en la couſtume de Montfort, & conformement à iceluy iugé que les paternels & maternels payeroient les debtes du defunct *pro modo emolumenti*, Monſieur de Monthelon Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le vingt-troiſieme Aouſt 1586. Limur, Preuoſt, Meruillau.

Parains & Maraines, vers les filleuls & filleules, & du deuoir d'iceux. *Vide S^r. in littera F. pag. 319.*

PEREMPTION D'INSTANCE pour les appellations verbales.

XIIII.

L'On a demandé ſi l'ordonnance de Rouſſillon pour les peremptions d'inſtance ſe pouuoit eſtẽdre aux appellatiõs verbales pendantes au Parlement, & aux cas que l'on la luy vouluſt eſtẽdre ſi l'appel eſtât pery l'õ pouuoit derechef appeller.

L'on diſoit que l'ordonnance des peremptions eſtoit odieuſe, reſtraignant le cours de l'action & auctoriſant vne mauuaiſe foy contractee par la conteſtation, peremption

peu fauorable en ce Royaume, que les troubles & guerres ciuiles occupoient tellement les eſprits qu'ils n'ont la commodité d'entendre à leurs affaires: que l'ordonnance ne parlant que des inſtances ne pouuoit eſtre entenduë aux appellations pour la diuerſité qu'il y a de l'vn à l'autre, eſtant en la puiſſance de la partie de pourſuiure iugement de ſon inſtance, mais non de l'appel. Que l'appel eſtant interjetté, *tutiſſimum eſt refugium ſacrum iuſtitiæ conſiſtorium* où il n'y a peremption d'inſtance: que comme en la Cour l'inſtance ou le procés par eſcrit eſtant en eſtat de iuger, il n'y auoit plus lieu à la peremption *cùm nil parti poſſit imputari*, & qu'il ne luy eſt permis en Cour ſouueraine *appellare à denegatione iuſtitiæ*: auſſi en appellation verbale la cauſe eſtant au roolle ou les aduenirs obtenus, *nil imputandum parti*, ne peut pas aduancer ou retarder le cours du roolle, moins contraindre à donner audience: qu'il y auoit moins de difficulté que admettant peremption en l'appel l'on ne peut *de nouo* appeller: que la peremption n'oſtoit le cours de l'action au contraire par la meſme ordonnance l'action auoit ſon cours, comme s'il n'y euſt eu aucune peremption, tellement que ſi lors de la peremption on eſtoit encores dans les trẽte ans de l'action, l'ō pouuoit agir n'ayant l'ordōnance oſté à la peremption que l'effect de pouuoir perpetuer l'action: or que l'on pouuoit appeller dans les trente ans, ceſte faueur ne pouuoit pas eſtre oſtee, trop bien la perpetuation, mais que dans les trente ans il eſtoit permis interjetter appel tãt de fois que l'on vouloit.

L'on diſoit au contraire, qu'il auoit eſté iugé par infinis arreſts que l'appel eſtoit ſubject à la peremption tout ainſi que l'action, l'ordonnance eſtant generale pour tous procés & inſtruction d'iceux: que l'on y auoit apporté ceſte diſtinctiō, que l'appel eſtant au roolle n'eſtoit ſubiect à eſtre pery, *nil enim parti erat imputandum*, au contraire chacuns ans il y auoit demie preſentation acquiſe au Procureur: ou bien l'appel n'a eſté au roolle, & en ce cas eſt ſubiect à eſtre pery, car l'ordonnance eſt faicte pour aduertir les parties de n'eſtre negligens à la pourſuite de leurs droicts par trois ans. Quãt au ſecond different, que l'ordonnance ſeroit ſans aucun effect ſi admettãt la peremption en l'appel, il eſtoit permis de-

rechef d'appeller,à moindre cas l'appel eſtant declaré deſert pour ne l'auoir releué dans les trois mois, ne pouuant plus eſtre releué ne derechef interjecté. Que l'inthimé pour n'auoir faict apporter la ſentence d'vn procés par eſcrit pouuoit eſtre declaré d'eſcheu du profit d'icelle:que par vn congé vne ſentence pouuoit eſtre confirmee, bien qu'elle fuſt inique;que s'il eſtoit loiſible appeller derechef, il faudroit touſiours recommencer. *Imputandum* à l'appellant qui ayant vne fois interjecté appel,ne la pourſuiuy,la negligé : que declarant l'appel pery la ſentence eſt confirmee, comme quād l'on eſt deſcheu de l'appel,& allegue l'on vn arreſt donné au roolle de Paris le quatrieſme Auril 1587. qui iugeoit les deux queſtions contre l'appellant.

Par arreſt l'appel a eſté non ſeulement declaré pery, mais iugé qu'il n'eſtoit loiſible appeller derechef,& ſur le ſecond, l'appellant a eſté declaré non receuable, Monſieur Perrot Rapporteur aux quainzaines, le neufieſme May mil cinq cens quatre-vingts-huict.

Voy Rebuffe en ſon Conſeil 53. qui eſt de meſme aduis, & qu'vn appel eſtant declaré deſert,acquiert vn tel droict à la partie inthimee,que l'appellant *de nouo* ne peut plus appeller de la meſme ſentence,& eſt la commune opinion des Canoniſtes *in capit.perſonas.de appellationibus,apud Gregorium*, autrement ſeroit inutile de declarer vn appel deſert, s'il eſtoit loiſible interjecter *de nouo* appel,il faut que ceux qui appellēt qu'ils aduiſent de releuer leur appel & s'ils y manquent, il ſemble qu'ils y renonçent.

Le vingt-deuxieſme May 1607. à l'apreſ-dinee iugé qu'vne inſtance pendante en la Cour, n'eſtoit ſubiecte à peremption quand le Procureur de l'vne des parties eſtoit decede dans les trois ans, *Procurator litis dominus,lis ſine procuratore eſſe non poteſt*, il y a en ce particulier negligence de part & d'autre pour conſtituer nouueau Procureur, Monſieur le Voix Rapporteur & ont les parties ſur la demande en peremption eſté miſe hors de Cour & de procés, Monſieur le Preſident Potier preſidant. *Vide S. in littera I. p. 397.*

Quād par le decés de l'vne des parties la perēption eſt empeſchee és inſtances pēdantes en la Cour. Voy l'arreſt ſuiuāt

PEREMPTION D'APPEL.

XV.

LEs arreſts cy deſſus cottez ont eſté donnez pour les peremptions d'appel en Cour Souueraine, *in qua ſicut in conſiſtorio Principis non licet, bis appellare, nec bis ſupplicare.* Mais le Ieudy ſeptieſme Iuin 1607. iugé en l'audience en la cauſe du Roy d'Orleans Paſquier plaidant, qu'vn appel interjecté du Preuoſt d'Orleans pardeuant le Bailly, eſtant pery par trois ans, l'on ne pouuoit plus derechef appeller de la meſme ſentence du Preuoſt, encores que l'on fuſt dans le temps de l'action *ex identitate rationis*, autrement ceſte peremption d'appel ſeroit du tout inutile.

SI VN PROCES PAR ESCRIT conclud en la Cour, eſt ſubject à peremption.

XVI.

SVr la queſtion que l'on a propoſee, ſi l'ordonnance de Rouſſillon concernant les peremptions d'inſtances auoit lieu és procés par eſcrit concluds & receuz pour iuger & qui auoient vne fois eſté en eſtat de iuger.

L'on diſoit que la maxime du Palais, que la peremption n'auoit lieu és procés par eſcript, s'entendoit tant qu'ils eſtoient en eſtat, mais qu'eſtant mis hors d'eſtat ou par lettres ou arreſt interlocutoire, il y auoit meſme raiſon qu'és inſtances, y ayant negligence triennale de la partie, que pendant que l'interlocutoire a eſté à inſtruire, le procés n'eſt en eſtat ne ſe pouuant iuger: qu'il auoit ainſi eſté iugé au procés d'entre Monſieur Boucher Preſident au grand Conſeil & Monſieur Bouëſte en l'annee 1572. & du depuis en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Bragelonne 1586.

Au contraire que l'ordonnance n'a oncques entendu parler des procés par eſcrit concluds & receuz pour iuger en

Digitized by Google

la Cour ne parle que des inſtances : que s'il y auoit peremption que la ſentence ſeroit confirmee ſans voir le procés: qu'il ſuffiſoit qu'vne fois le procés par eſcrit euſt eſté en eſtat, que *ius quæſitum erat parti*, quelques interlocutoire qu'il y euſt, que la concluſion du procés par eſcript emportoit ce droict : que l'arreſt donné contre Monſieur Bouëſte eſtoit vn inſtance en execution d'arreſt : qu'il ſe trouuoit vn arreſt donné au rapport de Monſieur Bellanger en la grand chambre en l'annee 1586. qui l'auoit ainſi iugé : que l'ordonnance n'ayant particulierement parlé des procés par eſcrit concluds en la Cour, ne s'y pouuoit eſtendre.

Sur la diuerſité des opinions la queſtion ayans eſté demandee aux chambres par l'aduis commun & conſentemẽt d'icelles iugé que le proces par eſcrit conclud & receu pour iuger mis en eſtat de iuger, n'eſtoit ſubiect à eſtre pery, Monſieur Scaron Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le 21. Mars 1586. Voy du Moulin *in regulam cancell. de pub. num.* 415. *in fine*.

DV PROCES EN ESTAT DE IVGER deuant le premier Iuge, auant l'ordonnance de l'an 1563. diſcontinué par vingt-trois ans. XVII.

PAr deuant le Seneſchal du Maine ou ſon Lieutenant s'eſt meu procés dés l'an 1557. inſtruit & mis en eſtat de iuger auant l'ordonnãce de l'an 1563. concernant les peremptions d'inſtances ſans que l'on ait fait pourſuite pour le iugement qu'en l'annee 1581.

L'on a demandé ſi le procés eſtoit pery, attendu qu'il eſtoit en eſtat de iuger auant l'ordonnance de l'an 1563. *quæ futuris tantùm, non præteritis dabat formam negotijs* : & qu'auant l'ordonnance la conteſtation ſeule perpetuoit l'action iuſques à trente ans, bien que l'inſtance fuſt ſubiecte à eſtre perie par le cent vingtieſme article de l'ordonnance de l'an mil cinq cens trẽte-neuf. Que de ce il y auoit eu pluſieurs arreſts

en cas ſemblables, l'vn au rapport de Monſieur Molé en la quatrieſme des Enqueſtes pour les Boudets, & en la troiſieſme au rapport de Monſieur Forget à preſent Preſident pour la maiſon des trois pigeons, du depuis en la cinquieſme des Enqueſtes en l'annee mil cinq cens quatre-vingts-quatre, au rapport de Monſieur de Monthelon entre Monſieur D'o, de Freſne & Ramboüillet.

La queſtion demandee aux chambres, par arreſt le procés declaré pery, ſans preiudice de l'action qui a ſon cours de trente ans, à commencer du iour de la conteſtation de la cauſe faicte auant l'ordonnance de l'an mil cinq cens ſoixante trois, Monſieur de Grieu Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le vingt-ſeptieſme May mil cinq cens quatre-vingts-huict. L'aiſné & L'aigneau.

Le quinzieſme May mil ſix cens au procés du Baron de Gimel au rapport de Monſieur de Meſmes en la cinquieſme des Enqueſtes, s'eſtant preſentee meſme difficulté, ſçauoir ſi l'inſtance conteſtee en cinquante-huict, perpetuoit l'action iuſques à trente ans, encores que l'inſtance depuis l'ordonnance de ſoixante-trois euſt eſté declaree perie ſans preiudice de l'action, la queſtion demandee en la grand' chambre, Monſieur Molé a recité ledit arreſt donné contre les Boudets, en a eſté recité vn autre par Monſieur Bouyn donné en la cinquieſme au rapport de Monſieur Paſtoureau, & que c'eſtoit choſe iugee par pluſieurs arreſts, qui auoient perpetué l'action iuſques à tren te ans, d'autant que l'ordonnance de ſoixante trois n'auoit lieu que pour l'aduenir, & combien que l'inſtance fuſt perie que l'action ne delaiſſoit de demeurer, eſtant choſe du tout diſtincte que l'action & l'inſtance, l'action prenant ſon effect d'eſtre perpetuee par la diſpoſition de droict, laquelle perpetuation n'eſt oſtee par l'ordonnance de l'an mil cinq cens ſoixante trois: mais l'inſtance ſe perit par l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, article cent vingtieſme, ſpeciale pour la peremption de l'inſtance, & non de la perpetuation de l'action.

Digitized by Google

S'IL Y A PEREMPTION D'INſtance en vn procés eſtant en eſtat de iuger aux Requeſtes du Palais.

XVIII.

IVgé au rapport de Monſieur Alleaulme en la deuxieſme des Enqueſtes que la peremption d'inſtance auoit lieu és inſtances pendantes aux Requeſtes du Palais ores qu'elles fuſſent en eſtat de iuger, d'autant que l'on peut appeller d'eux *à denegatione iuris*. Ce qui faiſoit la difficulté, c'eſt que l'on ne peut appeller *à denegatione iuris* d'vn Conſeiller de Cour ſouueraine, *citra notam & nominis exiſtimationem*, & qu'vne partie pourroit auſſi toſt renoncer à la pourſuite de la cauſe que de ſe mettre en ceſte peine.

VENDEVR PREFERE' POVR LE prix de la choſe, bien qu'il ne ſoit le premier ſaiſiſſant.

XIX.

IVgé au rapport de Monſieur de Thurin en la cinquieſme des Enqueſtes en l'an mil cinq cens quatre-vingts-vn, qu'en la couſtume de Paris le vēdeur d'vne marchandiſe eſt preferé à tous creanciers pour le payement du prix d'icelle, encores qu'il ne ſoit le premier ſaiſiſſant, *quia venditor non aliter contracturus & vendidit pretium recepturus, l. cum te, de pactis inter empt. & vendit.* C, & prend l'on en argument la l. *ſi creditor, de fideiuſſorib. C. ſi creditor in accipiendis hypothecis conditioni mandato adſcriptæ non paruerit, cùm mutuam pecuniam daret, fruſtra iudicio mandati te conuenit, quando non aliâs te obligaſſe intelligaris*, deſquels mots les Docteurs inferent ceſte maxime *ob finalem cauſam non ſecutam ſolet reſolui contractus, finalis cauſa venditionis reſpectu venditoris* c'eſt *vt precium recipiat.* L'on argumente auſſi *de creditore exigendi priuilegium habente ob refectionem nauis vel domus*, & de celuy *qui rem ſaluam fecit.* Que le vndeur a plus faict ayant mis la

choſe

choſe venduë en la puiſſance *& in bonis* de l'acquereur, & ſans laquelle vente les creanciers ne ſeroient en peine de ſaiſir, autrement que le vendeur *re & pretio careret*, ayant le vendeur ce pouuoir, que tant que la choſe venduë eſt *in bonis & poſſeſſione emptoris*, de la redemander, ou le prix qui en eſt deu, *ſecus, ſi ad tertium res vendita peruениſſet, tunc enim ceſſat priuilegium prælationis*, & eſt la conciliation des arreſts, que l'on veut dire auoir eſté contraires en ceſte queſtion. Il y auoit beaucoup de raiſons de douter attẽdu le priuilege du premier ſaiſiſſant, que *habita fide de pretio & re tradita dominium transfertur in emptorem, datur actio ad pretium*: que le priuilege & preference que le vendeur pouuoit auoir c'eſtoit *propter ſpecialem hypothecam*, par l'opinion du Bartole, *in l. procuratoris. §. planè, de tribut. act.* laquelle hypotheque ceſſoit *in mobilibus*, & que par la l. *qui ea lege, de pactis int. empt. & vendit.* C. encores que *ob non ſolutum pretium reuerſionis ſtipulatio eſſet, non dabatur rei vindicatio, ſed perſonalis ad pretium.*

Autre arreſt donné entre Bidault & Eſgal au rapport de Monſieur Louet en la cinquieſme des Enqueſtes, le douzieſme d'Auril 1588. apres auoir demandé la queſtion aux chãbres & veu les arreſts que l'on pretendoit contraires, meſmes l'vn donné au rapport de Monſieur de Grieu en ladite chambre en l'annee 1585. pour des marchands de Roüen. Faut noter ces mots, Tant que la marchandiſe eſt entre les mains de l'acquereur qui n'a payé le prix.

POVR ESTRE EN POSSESSION DE preſenter à vn benefice ou le conferer, ſi vn ſeul acte ſuffiſt.

XX.

SVr le poſſeſſoire de la Cure de Guigne pays de Boulonnois, s'eſt meu ceſte difficulté au rapport de Monſieur de Grieu en la cinquieſme des Enqueſtes, ſi vne prouiſion d'vne Cure faicte par l'Eueſque de Boulogne *ſpreto patrono* ladicte Cure vacante par mort, du depuis ladicte Cure ayant vacqué par mort & l'Eueſque y ayant

TT t

Digitized by Google

pourueu auant la preſentation du patron, la prouiſion de l'Eueſque eſt valable comme eſtant *in poſſeſſione conferendi ex primo actu.*

Le pourueu par l'Abbé qui auoit le droict de preſentation diſoit qu'vn ſeul acte *nec ius nec poſſeſſionem tribuebat*, autrement n'y auroit celuy tant clair voyant en ſes affaires qui ne peuſt quelquesfois eſtre pourueu *aut ignorantia facti, aut negligentia*, que comme *vna hyrundo non facit ver, nec vnus actus poſſeſſionem inducit*; ceſte queſtion eſt decidee en termes expres au chap. *cùm Eccleſia Sutrina, de cauſa poſſeſſion. & propriet.* où le Pape parlant *de iure electionis*, il requiert *trinum actum & ſubſecutiuum ſine interruptione*, qu'il eſt mal ſeant à vn collateur qui ne confere *pleno iure*, au lieu de conſeruer le droict de preſentation en priuer le patron, & ſe vouloir attribuer de mauuaiſe foy ce qu'il ſçait ne luy appartenir, c'eſt vouloir preſcrire contre ſon tiltre reprouué par la diſpoſition canonique, *cap. bonæ fidei. de regul. iuris in 6.* L'on dict en droict que *vnum quodque eodem iure diſſoluitur quo contrahitur & è conuerſo*; or *vnico actu non quæritur præſcriptio, nec etiam amittitur*, c'eſt pourquoy la loy a requis *geminationem actuum, l. cùm de in rem verſo. de vſur. l. ſi certis annis. de pactis, l. Procula, de probationib. ff.* que ſi la preſcription n'eſt de plus grande efficace qu'vn conſentement expres n'ayant la preſcription qu'vn tacite conſentement, comme l'exprés conſentement du defunct Abbé patron de la Cure ne pouuoit priuer le ſucceſſeur du droict de preſentation, auſſi la tolerance, conniuence, ou tacite conſentement ou negligence par vn ſeul acte.

Le pourueu par l'Eueſque de Boulogne, diſoit au contraire, qu'il y auoit grande difference de iuger le droict de preſentation ou la validité de collation, pouuant aduenir que la preſentation appartienne à l'Abbé, la prouiſion faicte par l'Eueſque tenant, comme nous en auons l'exemple au chap. *ex litteris. de iure patronatus*, qu'il faut voir *quis erat in poſſeſſione præſentandi* lors que la Cure a vaqué. Or que l'Eueſque de Boulogne y auoit pourueu le dernier tellement qu'il ne reſtoit plus qu'à iuger *ſi ex vnico actu quis ſit in poſſeſſione conferendi*, la l. 1. §. *quod autem ſcriptum, de aq. quotid. & æſtiua*, dict *ſi eo anno, non ſi eo anno, ſed ſi vna die, vel vna nocte*, & par le cha-

Digitized by Google

pitre. *conſultationibus. de iure patron.* eſt dit ſimplement *ſi quis ſit in poſſeßione præſentandi*, ſans dire *ex geminato actu*, y ayant reſponſe au chapitre. *cùm Eccleſia Sutrina*, auquel *non tam de poſſeſsione, quàm de proprietate agebatur*, comme auſſi *deduxerant in iudicium partes quidquid iuris habebant*, *ſecus ſi tantùm quæratur de poſſeſſione, quæ actu vnico quæritur.* Et le Panorme a eſté de cet aduis *in cap. cùm Eccleſia Sutrina. de cauſ. poſſeſſ. & prop. num. trigeſimo*, & Alexandre en ſon Conſeil dernier *libro primo*. le Barto. & Cynus, *in l. 1. de ſeruitut. & aqua.* & particulierement le Barto. *in l. 2. de aqua. quot. & æſt. ff.* & faict à ce propos le chapitre. *cùm acceſsiſſent. de conſt. ext.* par lequel *ex actu contrario etiam vnico amittitur priuilegium* comme au faict particulier: que les Abbez n'ont la preſentation des Cures que *ex priuilegio ſpeciali*, appartenant aux Eueſques à y pouruoir par le canon. *omnes Baſilicæ. 16. quæſt. 7.* & la gloſe ſur ledit chapitre. *cùm acceſsiſſent*, a dit que *priuatam legem tolli contrarius actus*, ce qui eſt certain *quando ius cōmune nō reſiſtit*, que *ex illo actu etiam vnico Epiſcopus erat in poſſeſſione pleno iure conferendi*, que *poſſeſſor facit fructus ſuos*, *ſunt commoda poſſeſsionis*, *res de facili redit ad primam naturam*; ioinct qu'au particulier l'on regarde pluſtoſt *capacitatem perſonæ*, l'Abbé n'y a aucun intereſt, cela eſt *in fructu honorifico non lucratiuo*, pourueu que *Eccleſiæ ſit abundè conſultum*, l'Abbé n'a occaſion de ſe plaindre.

Pour la contrarieté d'opinions, la queſtion n'a eſté iugee mais la deciſion du procés priſe par autre moyen par arreſt du 21. Feurier. 1589.

FACVLTE' PERPETVELLE DE RACHEPTER ſe preſcrit par trente ans.

XXI.

EN la cauſe d'entre Claude de Pila, Catherin Ius & Anthoine Prou plaidee aux grands iours tenus à Clermont en Auuergne le 17. Septembre mil cinq cens quatre-vingts deux, iugé par la faculté de rachepter ſtipulee à perpetuité par le contract nonobſtāt

lapreſcription de 10. 20. 30. 40.& 100. n'empeſchoit la preſcription de 30. ans cõtre l'action perſonnelle *ex contractu*, & par arreſt la ſentence du Seneſchal de Lyon cõfirmee, par laquelle le demandeur en retraict eſtoit debouté apres trente ans, d'autant que ceſte clauſe *totiens quotiens* ſe preſcrit par trente ans, *& licèt pactum valeat vt in perpetuum redhibere liceat, l. quòd ſi nolit, §. ſi quid ita. de ædilit. edict.* cela a eſté limité par les Docteurs par la raiſon de la l. *ſicut. de præſcript. 30. annorum* à trente ans, *quo tempore perpetuæ actiones extinguntur*, ioinct que *præſcriptioni bono publico introductæ pacto renuntiari non poteſt, l. nemo. de legibus. ff. l. ius publicum, de pactis, & ipſa conuentio qua centenariæ præſcriptioni quis renunciaſſet, annis 30. præſcriberetur, niſi aliud eſſet ex natura rei, vt in emphitheoſi, aut niſi materia eſſet tanto tempori diſpoſita & præparata, vt cenſus in dominijs priuatis, arg. l. comperit. de præſcript. 30. vel 40. annorum*, comme il ſe peut remarquer en la couſtume nouuellement reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris, qui n'a admis la centenaire preſcription és ſeruitudes & cenſiues.

Conſule Boerium Deciſ. 182. gloſ. in l. Prætor. §. hoc interdictum, in verbo, perpetuo, de oper. noui nunciat. ff. Vide Dom. Tiraquellum de retractu conuentionali, §. 1. gloſ. 2. in verbo, à tel temps, num. 6. & *deciſam quæſtionem duobus Senatuſconſultis num.* 28.

LA REIGLE PATERNA PATERNIS.

XXII.

SCauoir ſi en pays de droict eſcrit, la reigle *paterna paternis* a lieu, *Vide ï. in littera V.* Frere vterin. pag. 697.

PROHIBITION D'ALIENER par contract, ſi elle a effect.

XXIII.

SCauoir ſi par contract la prohibirion d'aliener ſtipulee, empeſche *dominij tranſlationem, Vide ï. in littera S.* Subſtitution contractuelle. pag. 646. & ſuiuantes.

Digitized by Google

DV PARTAGE FAICT PAR LA MEre de ſa ſucceßion, & ſi de ſon viuant elle le peut reuoquer l'ayant auparauant approuué.

XXIIII.

AV procés de de Bergues iugé en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Boucher, le vingt-ſeptieſme May mil cinq cens nonante-cinq, s'agiſſoit de la validité de donation faicte par la mere au profit de Philippes de Bergues ſon puiſné de la terre de Guymont ſiſe en la couſtume de Peronne, ladite donation debatuë par Iean de Bergues fils de Adrian aiſné de la maiſon de Bergues, diſant que la mere deſdicts Adrian & Philippes ſe voyant aagee auroit en mariant ſon fils aiſné Adrian faict partage entre ſes enfans tant des biens paternels ja eſcheuz, que des biens d'elle, & par iceluy ſtipulé dudict Adrian vn doüaire plus ample qu'il ne luy appartenoit par la couſtume. Stipulé que Adrian acquitteroit des debtes auſquelles elle eſtoit ſeule obligee, & auroit outre ledit Adrian renoncé au profit de ſes puiſnez à quelques droicts eſquels il eſtoit fondé par la couſtume: que le meſme iour elle auroit fait promeſſe ſoubs ſon ſing & en preſence de l'Archidiacre d'Arras audict Adrian, qu'aduenant la ſucceſſiō d'vn oncle lors viuāt & alиené de ſon eſprit, ledit Adriā luy ſuccederoit ſans qu'elle peuſt en quelque ſorte & maniere & pour quelque cauſe que ce fuſt vendre, aliener, donner, ou engager les terres de ladicte ſucceſſion dudict oncle, entre leſquelles eſtoit ladite terre de Guymont: qu'au preiudice de ceſte promeſſe, voyant ledict Adrian decedé delaiſſant Iean ſon fils vnique, elle auoit donné ladicte terre audict Philippes ſon fils puiſné: que telle promeſſe faiſoit part dudict partage eſtant de meſme iour, entre meſmes parties de la ſucceſſion de la mere, pour recompenſer l'aiſné qui auoit par le partage renoncé à beaucoup de droicts & aduantages eſquels il eſtoit fondé par les couſtumes. Que comme la mere encore viuante vouloit entretenir le partage faict à ſon aduantage, auſſi ne pouuoit re-

uoquer partie dudit partage qui eſtoit ladicte promeſſe, ne y contreuenir: quelle auoit tiré grand profit dudit partage, iceluy executé, meſmes ledit Adrian tant qu'il auoit veſcu acquitté les debtes de ladicte mere ſuiuant ledict partage, que telle promeſſe n'eſtoit de ſi mauuaiſe odeur eſtant vne diuiſion & partage *inter liberos*, la mere s'eſtant retenuë l'vſufruict & lié les mains de n'en pouuoir diſpoſer au preiudice dudit partage, que *nullum erat votum mortis captandæ*, qui ne ſe pouuoit preſumer *in liberis*, que telle promeſſe n'oſtoit à la mere *liberam teſtandi facultatem*, ne pouuant la mere mieux diſpoſer qu'au profit de ſes enfans heritiers neceſſaires, *& qui ea viuente domini dicuntur*: auſquels enfans les couſtumes tant de Peronne que d'Arras affectent les quatre quints des propres, *in ea parte & qualitate à lege municipali veluti instituti & ſubſtituti*: promeſſe d'autant fauorable que recompenſant l'aiſné de ce qu'il auoit remis à ſes puiſnez par le partage & donné à ſa mere *erat potius ius conſeruandæ debitæ ſucceſſionis quàm nouæ acquirendæ*. Que ceux qui auoient reprouué les pactions *de futura ſucceſſione & hæreditate viuentis*, n'auoient compris ce particulier partage *inter liberos*, & de faict que par la l. derniere, *C. famil. hercis. iudicium patris de diuidenda hæreditate inter liberos valet non tantùm teſtamento factum ſed quacunque alia ſcriptura*, & n'y peut l'on *malè ominari* la loy de nature y reſtant. Que eſdictes couſtumes le pere mariant ſon fils comme ſon principal heritier ſe lioit tellement les mains, qu'il ne pouuoit vendre ny aliener, n'y ayant rien contre les bonnes mœurs de reſtraindre la diſpoſition de ſon bien en faueur de ſes enfans: & quand il n'y auroit que le particulier qui ſe remarque en ceſte cauſe, que la mere a approuué le partage, eu du profit, comme encores de iour à autre elle en reçoit, receuant ſon doüaire, & le partage faict lors que Adrian s'eſt marié, le contract de mariage faiſant mention d'iceluy, ne pouuoit y contreuenir, moins ledict Philippes profiter de la contrauention, comme il feroit par le moyen de ladicte donation qui luy eſt faicte de ladicte terre. En la l. 1. §. *ſi parens, ſi quis à parente manumiſs. ff. ſi filio pater pecuniam dederit vt vltima iudicia filius impugnare non poſſet, an filius poſſit*, ceſte conuention ne vaut, permettant au pere de

teſter & donner contre la prohibition de la loy & neantmoins ſi le fils y veut contreuenir *exceptione doli repellĕdus erit, quăto magis* la mere qui a eu profit, qui veut reuoquer ce qu'elle a accordé par contract. Les contracts de bonne foy ont cet aduantage par ſus tous les autres que *deficiente cauſa impulſiua reſoluuntur, non enim aliàs contracturus, conuentio dedit cauſam contractui, l. cùm te, de pact. int. empt. & vendit. l. ſi creditor. de fideiuſſo. C.* Adrian n'a conſenty au partage, ne accordé à la mere le doüaire, & d'acquiter ſes debtes, ne renoncé au profit de ſes puiſnez à quelques aduantages qu'en conſideration de ladicte promeſſe qui ne ſe peut ſeparer d'auec le partage, que la femme ayant eſté conjointement auec ſon mary, & apres la mort du mary approuué le teſtament, ne pouuoit plus reuoquer ſon teſtament comme il auoit eſté iugé par arreſt. Quant à la ſucceſſion de l'oncle qui eſtoit viuant, & qui n'a conſenty, il y auoit du particulier *non erat ſanæ mentis*, ne pouuoit diſpoſer ne conſentir, *ſpes certa ſuccendi*, comme il n'a conſenty, auſſi n'auoit-il diſſenty. De dire que telle promeſſe eſtoit *liberam teſtandi facultatem*, qu'il falloit conſiderer que eſtions en pays couſtumier où les teſtamens n'eſtoient ſi fauorables. Que les teſtamens des plus ſages & aduiſez eſtoiēt les couſtumes qui diſpoſoient des biens, meſmes *in linea directa* où tout teſtament n'eſt fauorable, n'apportant que diuiſions & querelles entre les enfans.

Philippes de Bergues ſouſtient au contraire, que telles pactions *de futura ſucceſſione, de ſuccedendo*, eſtoient reprouuees, *ex quibus nulla dabatur actio*, contre les bonnes mœurs & l'vtilité publique, *l. penult. & final. de pactis. C. l. ſtipulatio hoc modo, de pact. conuent. C. l. cùm lex, de fideiuſſorib. C.* eſtoient *liberam teſtandi facultatem*, contre l'vtilité publique, & quelque faueur de mariage qu'il y ait, ne les peut valider, *l. pactum quod dotali, de pactis, C.* En ce que la loy derniere, *C. famil. hercisc.* a ſemblé les approuuer hors les teſtamens l'on a entendu les mots de la loy *aut aliis ſcripturis, etiam epiſtola, modo hoc ſaperet iudicium ſupremæ voluntatis*, & Iean Fabre l'explique ainſi aſſiſté du Balde, & de faict en tels partages *perpetua mortis cogitatio*, & ſi encores a l'on laiſſé aux pere & mere ceſte liberté de pouuoir tout reuoquer, *nam perpetua & libera volūtas* qui ne

peut eſtre oſtee par quelque paction que ce ſoit, que *vtile non vitiatur per inutile*, le partage pouuoit eſtre bon & la promeſſe nulle, vitieuſe, à laquelle Phillippes n'eſt interuenu, & laquelle peut eſtre reuoquee ſans dol ne mauuaiſe foy, *cùm id præuideri debuerit inter contrahentes*, promeſſe faite *de ſucceſſione viuentis* qui pouuoit reuenir *ad ſaniorem mentem*: & quand bien telle promeſſe ſeroit valable, ſi eſt ce que la promeſſe y cõtenuë de *nõ alienando*, n'ẽpeſchoit que la mere n'euſt diſpoſé & transferé *dominium in tertium*, par la loy. *ſi ita quis.* §. *ea lege de verborum obligat. l. ea lege, de cond. ob cauſam dat. l. quotiens. de donationib. quæ ſub modo.* C. & n'y auroit action que *ad id quod intereſt, non contra tertium poſſeſſorem*, & la couſtume de Peronne y eſt aſſez expreſſe eſtant pays de nantiſſemeut, auquel nul n'a droict reel ſans eſtre nanty & en poſſeſſion. Or Adrian n'a oncques eu droict reel, n'a oncques eſté en poſſeſſion de ladicte terre, la ſucceſſion de l'oncle n'eſtoit eſcheuë, tellement que la mere qui ſeule poſſedoit apres l'oncle, à peu valablement diſpoſer. *arg. l. quotiens. de rei vindic.* C. de celuy qui a vendu à deux le premier en poſſeſſion l'emporte, & n'en faut autre raiſon ſinon que ladicte couſtume *nõ pactis & conuentionibus ſed traditionibus rerum tranferuntur dominia.* & de vouloir approuuer telle vitieuſe paction par la validité & connexité du partage qu'il n'y auoit apparence, bien que la mere l'euſt approuué & pris du profit, cela eſtoit bon pour rendre ce qu'elle a receu, & non pour approuuer ce qui eſt contre l'vtilité publique. Repliquoit ledit Iean de Bergues que la prohibition d'aliener contenue en ladicte promeſſe eſtoit faicte *fauore certæ perſonæ* dudit Adrian, empeſchoit *tranſlationem dominij veluti in teſtamentis*, puis qu'en Frãce nous auons approuué par contract telles prohibitions *arg. l. filius familias.* §. *diui. de legat.* 1. diſant ledit Philippes que quand l'on lapprouue par contracts, c'eſt *propter ſpecialem hypothecam, l. ſi creditor.* §. *quæritur, de diſtration. pignor.*

Par arreſt la ſeconde donation faicte à Philippes declaree nulle & la terre de Guimont adiugee audit Iean de Berques, pour en iouyr apres le decés de la mere ſuyuant ladicte promeſſe: preiugeant la Cour, que ladicte promeſſe eſtant du meſme iour que le partage entre meſmes parties

faiſoit

faiſoit part du partage, qui ne pouuoit eſtre reuoqué par la mere, qui en auoit receu profit & iceluy approuué, que ledit Philippes ne pouuoit non plus au preiudice dudict partage & promeſſe receuoir ladicte donation, attendu qu'il auoit aduantage audict partage, par le moyen de la renonciation que ledict Adrian auoit faicte par ledict partage de quelques droicts qui luy appartenoient. *Conſule Alciatum, in l. licèt. C. de pactis. num.* 5.

Aucuns de Meſſieurs eſtoient d'aduis mettre, ſi mieux Philippes & la mere n'aymoit faire reſoudre le partage & paction, ne voulans d'vn coſté approuuer la paction, ne voulans auſſi que la mere & Philippes receuſſent profit dudict partage.

Sçauoir ſi la reigle *de publicandis reſignationibus* a lieu quand le reſignant decede auec retention de tous les fruicts, *vide ſ. in littera F. pag.* 300. & ſuiuantes.

Preſidiaux, & leur pouuoir, *vide i. littera R. pag.* 599.

QVAND LA PRESENTATION du Patron Eccleſiaſtique empeſche la preuention du Pape.

XXV.

AV procés d'entre du Mons & Brodequin pour raiſon du poſſeſſoire du Prieuré Cure de Vernueil, ſe ſõt preſentees deux queſtions, l'vne ſi Brodequin pourueu en Cour de Rome auec la clauſe *in forma dignum* ayant pris poſſeſſion ſans auoir le *Viſa* de l'Eueſque eſtoit *intrus*: l'autre ſi la prouiſion du Pape eſtant entre la preſentatiõ du Prieur faicte dudict Mons luy preſent & acceptant, & la collation de l'Eueſque, eſtoit valable & s'il auoit peu preuenir en Cour Rome.

Pour la premiere queſtion concernant le *Viſa*, l'on diſoit que par le douzieſme article des eſtats tenus à Blois reiteré par le quatorzieſme article de l'Edict de Melun, ceux qui eſtoient pourueuz en Cour de Rome auec la clauſe de *in forma dignum*, ne pouuoient prendre poſſeſſion ne s'immiſcer

en la iouïſſance d'iceux benefices ſans au prealable auoir obtenu le *Viſa* de l'ordonnance : que ceſte ordonnance conceuë *per verba prohibitiua* emportoit auec ſoy peine de nullité, par la l. *non dubium. C. de legibus, legiſlatori prohibuiſſe ſufficiat, & quæ lege fieri prohibentur ſi fuerint facta non ſolùm inutilia, ſed pro infectu habentur*, c'eſt la difference qui eſt entre la l. 1. & la l. *ſtatutis, de ſent. ex breuiculo recitand. quando lex quid ſub certa forma fieri deſiderat, pœna non adiecta aut nullitatis pœna adiecta, ſecus ſi quid fieri prohibuerit, ex doctrina Alexand. in Conſ. 24. lib. 4.* ſuiuy de du Moulin, de Monſieur Tiraqueau *in legibus connubialib. in verbo*, ne peut, & de Monſieur le premier Preſident le Maiſtre au chapitre dix-huict de ſon traicté des criees, ordonnance d'ailleurs faicte pour obuier aux abus qui ſe commettent aux prouiſions de Cour de Rome, qui concernent la police de l'Egliſe, accordee à la poſtulation de l'Eſtat Eccleſiaſtique, en tous cas que le Pape n'auoit octroyé la prouiſion qu'à ceſte condition, ſans laquelle il ne l'euſt octroyee.

La ſeconde queſtion pouuoit receuoir plus de difficulté, Monſieur de Selue en ſon traicté *de beneficijs, quæſt. 11. in 3. parte, num. 55. & 56.* recognoiſt que *poſt præſentationem patroni legitimè factam ceſſat omnis Papæ præuentio*, mais *vt illa præſentatio legitima dici poſſit*, il eſt requis que *collatori facta ſit*, autrement *ius non tribuit, imò antequam collatori ſit nunciata, Patronus Eccleſiaſticus variare poteſt*, ſuiuant le chapitre. *bonæ. de poſtul. Prælat. Si quidem tres perſonæ in præſentatione requiruntur, antequam legitima dici poſſit, Patronus, præſentatus & collator, quorum vno deficiente, non poteſt dici præſentatio quæ debet eſſe cum effectu antequam ius tribuat.* Monſieur Guymier a ſuiuy ceſte meſme opinion, en la gloſe de la *Pragmat.* au §. *Item circa in verbo, non valeant. verſic. aliqui aliter dixerunt, de collat.* demeurans tous deux d'accord, que *præſentatio collatori facta ius tribuit, & Papæ præuentionem impedit, ſecus ſi collatori nunciata non eſſet* ſuiuant la deciſion de la Rote 248. au chap. *cùm autem. in fine, de iure patron. ſi Patronus Eccleſiaſticus, collatori duos præſentauerit primo ius eſt quæſitum*, tellement que *antequam ius quæratur collatori præſentatio inſinuata eſſe debet*, au chap. *Paſtoralis. de iure patron. ſi Patronus Clericum idoneum collatori præſentauerit, eique conferre no-*

luerit, & poſtea alij ad Patroni præſentationem contulerit benficium, deſquels mots l'on peut inferer, que *præſentatio ius non tribuit, ſi collatori nuntiata non ſit.* Du Moulin en ſon Conſeil 53. num. 16. expliquant ce mot *præſentatio, & quæ requirantur vt præſentatio dici poßit,* dict que *præſentatio non dicitur, niſi aures ſuperioris pulſauerit ſeu ordinarij, imò non ſatis eſſe quod pulſauerit aures ſuperioris, niſi admiſerit præſentatum ſeu habuerit pro rite præſentato*, & ſe fonde ſur la gloſe de la Clementine, *dudum, de ſepult. in verbo. præſentari, præſentatio de neceßitate requirit fieri exhibitionem ſenſibus corporeis eius cui fit præſentatio*, & le Panorm. a ſuiuy ceſte opinion au chap. *ea noſcitur. in 2. not. de ijs quæ fiunt à Prælat. ſine conſ. cap. & Roc. Curt.* en a dict autant *in rub. de iure patron. in princip. nu. 6.* Tellement que ceſte preſentation n'ayant eſté preſentee qu'apres la prouiſion du Pape n'a empeſché la preuention, *idem Molin. in reg. de infirm. reſignantibus, num 41. dat tantùm ius ad rem, non in re.* A la premiere queſtion, l'on reſpond que telle ordonnance eſt mercenaire, introduite par la priere des ordinaires, pour auoir de l'argent de leur ſeau ſans rechercher autre capacité en la perſonne des pourueuz que de l'argent, & de faict que le *Viſa* ſe baille le plus ſouuent *abſenti* ſans le cognoiſtre, c'eſt pourquoy telle ordonnance ne ſe garde à la rigueur, mais il ſuffit que le pourueu ſoit capable, *in ætate, ſcientia & moribus*, ce qui ſe remarquoit en la perſonne de Brodequin.

Pour la ſeconde queſtion concernant la preuention du Pape qu'il falloit prendre pour reigle, que *præuentio Papæ locum tantùm habet re adhuc integra*, que *per Patroni præſentationem res non erat integra, ius erat quæſitum præſentato ad beneficium*, que *iuri quæſito Papa derogare non poterat*, qu'il ſe dict en droict, que *quando aliquid in negotio geſtum eſt res deſinit eſſe integra, l. 1. §. cæpiſſe, de pollicitatio. ff.* Au chapitre. *in cauſis, §. quia verò, de elect.* il eſt dict, *res non erat integra, quia in tractatu electores iam proceſſerant*, au chapitre. *ſi eo tempore. §. præſenti, de electio. in 6. ſi cùm iam ad electionem proceſſum eſſet inhibuit Papa ne quid vltra fieret,* & *ſibi electionem reſeruauerit cum decreto irritantem clauſulam continente, ſi iam ad electionem ſit proceſſum valere electionem, & talem reſeruationem & decretum nullius eſſe momenti.* le chapitre. *quod autem, de iure Patron. per præſentationem in-*

Digitized by Google

choatum eſt negotium, or que *Patroni præſentatio idem ius præſentato dabat* que *electio electo*, *vtrunque ius dat ad beneficium*: que Monſieur de Selue au meſme lieu, *verſ. 25. qualitas*, tenoit pour maxime que *in impetratione beneficiorum facienda erat mentio de iure ad rem quæſito per electionem aut patroni præſentationem, quia illud non tollitur ſed reſeruatur*, qui eſt la commune opinion des Docteurs, comme l'atteſte ledict ſieur de Selue, & de faict au chapitre. *dilecto, de verborum ſignificatione, Papa non tollit ius ad rem*, ce qu'il a pris de Monſieur Guymier, *in* §. *item circa*, *in verbo*, *non valeant*, *verſ. nec eſt preſumendum, de collat.* Que la diſtinction que l'on veut faire *de præſentatione collatori non inſinuata aut à præſentato non acceptata* n'eſtoit conſiderable, *cùm ſufficiat Patrono negligentem non fuiſſe*, *ea peregiſſe quæ erant ſui muneris*, & de faict leſdicts Sieurs Guymier & de Selue eſdicts lieux alleguez cy deſſus demeurent d'accord, que ſi *Patronus diligens in præſentando fuerit*, *ſed propter collatoris abſentiam aut locorum diſtantiam à Papa ante collationem præuentus fuerit non valere præuentionem*, & en rendent vne pertinente raiſon, *cùm enim præſentatio ſit de eſſentialibus & ſubſtantialibus collationis*, voire que *neglecto Patrono collatio nulla ſit conquerente patrono*, par le chapitre *ex inſinuatione*, *de iure Patron. negotium poſt præſentationem non eſt amplius integrum*. Le chapitre. *ſi tibi abſenti, de prebend. in 6.* faict à ce propos, *collatio abſenti facta ius nullum tribuit ante acceptationem*, *nihilominus ante refutationem aut acceptationem nec collator*, *nec quilibet alius beneficium conferre poteſt*, *licèt*, dict le texte, *ius in ipſo beneficio non habeas*, mais bien *ad beneficium acceptandum*. Vouloir dire que *non eſt præſentatio legitima, quæ collatori inſinuata non eſt*, qu'il y auoit reſponſe priſe deſdicts ſieurs Guymier & de Selue eſdicts lieux alleguez, que *oblatio præſentationis collatori facta non ius tribuit*, *ſed acceptatio à præſentato facta etiam ignorante collatore*, *hæc enim acceptatio eſt veluti contractus inter præſentatum & Eccleſiam*, qui emporte auec ſoy neceſſité au collateur de conferer *capaci*, & vaut l'argument *ab electione ad præſentationem*, *per electionem ius ad beneficium acquiritur*, *ſuperior confirmare tenetur legitimè electum*, ſuiuant le chapitre, *dudum ad audientiam*, *de elect.* au chapitre. *poſtquam, de elect. confirmationem petentium deſideria impleantur*: c'eſt ce que diſent les Canonoſtes, *electiones ſunt*

voluntatis, *confirmationes neceſſitatis*, *& ideo tranſeunt ad capitulum ſede Epiſcopi vacante*, *cap. cùm olim*, *de maior. & obedient. idem in præſentato*, voire que *ſi collator malitioſè præſentatam recuſauerit*, *ei de competenti beneficio prouidere tenetur*, par le chapitre, *Paſtoralis officij*, *de iure Patron.* que *electio ante confirmationem etiam ſuperiori non inſinuata ius tribuit ad beneficium*, voire *in beneficio*. Il ſe void au *canon. quanto*, 63. *diſtinct. per electionem ius adminiſtrandi datur electo*, *per confirmationem exercitium*, *confirmatio ius non tribuit*, *ſed quæſitum confirmat*, *qui confirmat nil de nouo dat*, & au chapitre *nil eſt*, *de elect. legitimè electi Epiſcopi ſi propter itineris difficultatem aut longinquitatem Romanum Pontificem adire non potuerint*, *in ſpiritualibus & temporalibus poſſunt exercere*, *hæ enim confirmationes ideo inſtitutæ*, *vt idonei tantùm eligerentur & admitterentur*, & n'y a que le chapitre *noſtri*, *de electione*, qui tienne que *electus ante confirmationem præbendas aut alia beneficia non poteſt conferre*. Mais le Panorme num. 2. l'explique & que *poteſtas adminiſtrandi deſcendit ex confirmatione*, *per electionem autem ius tantum in habitu*: auſſi que par le meſme chapitre il eſt mandé que *collationes factæ ante confirmationem reuocentur*, *quæ reuocatio inducit ius eſſe quæſitum & collationes non eſſe ipſo iure nullas*: qu'il ſe trouuoit en droict Canon que *electus ante confirmationem iuri ſuo renuntiare poterat*, *gloſa in verbo. confirmatus*, *in cap. inter corporalia*, *de tranſlat. ius ideo habebat & in electo inhærebat*. De ce que l'on diſoit, que *Patronus Eccleſiaſticus variare poterat donec præſentatio collatori facta & inſinuata fuiſſet ideóque præſentato ius nullum competere*, qu'il falloit diſtinguer que *Patronus variare non poterat*, *quando nulliter præſentauerat*, *cùm præſentatio nulla præſentatio dici non poßit*, *ſecus quando rectè præſentauit*, comme il eſt remarqué par Rebuffe, *tractat. nominat. quæſt.* 17. §. *nec obeſt*, *verſ. iure idem Patronus*, ce qui eſt pris du chapitre, *quod autem*, *de iure Patron.* en ces mots, *poſt modum alius*, & au chapitre *Paſtoralis*, *de iure Patron. in verbo. putandum ſecundo loco*, & au chapitre, *cùm dilectus*, *in verbo*, *non primus ſed ſecundus*, *de iure patron.* le chapitre. *quod autem.* le decide en ces mots expres. *antequam præſentatio per diœceſanum Epiſcopum approbetur ratum non eſt quod à Patrono laïco fuit inchoatum*, *cùm variare poßit*: *ſecus in Patrono Eccleſiaſtico*, *qui variare non poteſt*, & au chapitre. *cùm Bertoldus*, *de ſentent. &*

Digitized by Google

re iudic.etiam præſentatio laici dat ius ad beneficium licèt collatori non ſit inſinuata, mais comme l'explique le Panorme au chapitre. *quod autem,num. 7. ſi Patronus manſerit in ſua præſentatione, & alium nominauerit*, au chapitre. *publicato, de elect. publicato ſcrutinio variare non poſſunt electores*, la gloſe *in verbo, variare* en rend la raiſon, *quia res non eſt amplius integra, ius eſt quæſitum*, il ne ſe dit que *electio ſuperiori ſit inſinuata, imò poteſt ſuperior compelli ad collationem ſeu confirmationem*, & au chapitre. *quod ſicut, de electione, non nuda nominatio facta Principi ſed ſolennis electio ius tribuit. ex gloſa, in verbo, iuris, ibidem.* Que Rebuffe au §. *declarantes. in verbo, iure præuentionis, in fine, in verbo, vltimò ſi Patronus, de mandat. Apoſtolicis, in concord.* voulant concilier les opinions qui ſembloient eſtre contraires diſtinguoit *ſi Papa præſentationi collatori non inſinuatæ derogauit, valere præuentionem, ſecus ſi non derogauit, poteſt enim iuri ad rem tantùm quæſito derogare, ſecus iuri in re quæſito.* Et rapporte la queſtion auoir eſté iugee en l'annee 1544. la premiere & 2. chambre des Enqueſtes aſſemblees. Du Moulin ſur la reigle *de infirmis, num. 72. 73. 74.* tient pour choſe certaine, que *præſentatio ſola impedit Papæ præuentionem, quæ ius tribuit ad beneficium, cùm res deſinat eſſe integra*, voire que *ſi præſentationis mentio facta non fuerit* que *Papæ ſubreptitia eſt prouiſio*, & que *talis Papæ derogatio ſit neceſſaria* de Selue le tient ainſi, *tractat. 3. quæſt. 11. §. decima ſeptima qualitas. verſ. da inſtantiam*, & eſt la pratique obſeruee à la Rote, en tout cas que *præuentiones Papæ erant odioſæ contra ordinariorum libertatem.* L'ordonnance du Roy Louys douzieſme des mandemens & preuentions Apoſtoliques article huictieſme decidoit ceſte queſtion, qu'apres la requiſition des mandataires & graduez faicte au Patron Eccleſiaſtique du benefice vacant le Pape ne pouuoit preuenir : que telle requiſition ne pouuoit plus donner de droict que la preſentation acceptee partie preſente, qu'au faict particulier *præſentatio facta fuerat præſente & acceptante præſentato.*

Souſtenant au contraire le pourueu par le Pape que *nulla erat in ſummo Pontifice præuentio, imò* que *iure ordinario contulerat* eſtant *ordinariorum ordinarius*, que *electi & præſentati non eadem erat ratio, in electo confirmatio quæ ius non tribuit, in præſentato titulus deſiderabatur* qui donnoit *ius in re.*

Par arreſt la recreance adiugee au pourueu par l'ordinaire,& ſur le faict mis en auant que le *Viſa* que le pourueu par le Pape diſoit auoir obtenu *legitimo tempore* auoit eſté perdu à Poictiers,& que celuy *per obitum* duquel le benefice vaquoit n'eſtoit decedé qu'apres la prouiſion du Pape, bien qu'il y euſt atteſtation de la mort au procés les parties reglees en contrarieté, Monſieur Malon Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le ſeptieſme Septembre mil cinq cens nonante-cinq.

Il y auoit quelque mauuaiſe odeur au procés non ſeulement contre la perſonne du pourueu en Cour de Rome, mais contre ſon *Viſa* & priſe de poſſeſſion, qui eſt vn fait particulier. Ceſte queſtion eſt des plus difficiles, & diuerſement agitee par deux grands Canoniſtes, Guymier *in* §. *Item circa. in verbo, non valeant, de collation. in pragmat.* & par Rebuffe *in* §. *declarantes, in verbo, iure præuentionis, in fine, verſ. vltimo ſi patronus, de mandatis Apoſtol. in concord.* l'vn & l'autre ſe fonde ſur maximes certaines en droit Canon & neantmoins de contraire opinion, Guymier traicte la queſtion *in vtramque partem*, & ſans difficulté de ſon temps l'opinion des Canoniſtes qui s'obſeruoit eſtoit que *ſola præſentatio antequam pulſauerit aures ordinarij non impedit præuentionem Papæ*, neantmoins contraint ſouſtenir l'opinion contraire, par ce que par ledict §. *item circa*, l'on vouloit oſter toutes preuentions du Pape dans les ſix mois accordez aux collateurs ordinaires par le Concile de Latran, neantmoins il prend vne opinion que *donec peruentum ſit ad ſubſtantialia præſentationis & collationis, res eſt adhuc integra & poteſt Papa præuenire.* Et Probus au lieu de declarer quelle eſt ſur ce ſon opinion, nous renuoye à ce qu'il en a eſcrit *in tractatu penſionum*, que nous n'auons en lumiere, encores que ſur le mot *per præuentionem. num.* 3. il renuoye à la gloſe du §. *declarantes, in verbo, iure præuentionis, de mandat. Apoſtol. in concord.* qui tient l'opinion contraire à Guymier. Rebuffe au contraire ſouſtient, que *res non eſt amplius integra, quando inchoatum eſt negotium*, s'il le faut prendre *quando peruentum fuit ad ſubſtantialia collationis*, que *præſentatio eſt de eſſentia collationis*, puis que *eius omiſsio annullat collationem conquærente Patrono*, mais il ſe reſoult ſur vne autre raiſon, que par le

Concordat audiɛ̃t §. *declarantes, in omni beneficiorum prouiſione ſummus Pontifex præuentionem tantùm ſibi reſeruauit*, & qu'il y a grande difference *iure ordinario conferre vt putà vt ordinariorum ordinarius, aut tantùm iure præuentionis*, en l'vn *lata eſt interpretatio* qui ne peut eſtre reſtrainte ny eludee par le Concile de Latran qui baille ſix mois aux ordinaires, pourquoy? *ſummus Pontifex eſt ordinariorum ordinarius* partant *eo iure vtitur* que les ordinaires, *ſed ſi tantùm iure præuentionis* faut *quando res eſt integra, nondum cœptum negotium*, par ce que *rebus tantùm integris poteſt Papa preuenire*, puis on dira que *Patronus non negligens, qui non eſt in mora, non eſt in culpa iure ſuo præſentationis priuari non debet*. D'ailleurs preuention odieuſe contre la liberté des ordinaires, contre le Concile de Latran, parce que les ſix mois qui ſont baillez aux collateurs *ſunt induciæ legales*, fauorables, pendant leſquelles *ceſſat omnis præuentio*, autrement elles ſeroient inutiles, illuſoires, ſans aucun effect. Auſſi que les Canoniſtes meſmes ceux qui ont ſouſtenu telles preuentions, ont dit que *Papa vt ordinariorum ordinarius præuenire poterat*. Et Rebuffe ne ſe voulant departir ne l'opinion des Canoniſtes de ſon temps, dict que par ledict §. *declarantes, ius nouum ſtatutum fuit*, & que le Pape s'eſt contenté de la preuention encores à luy ſeul & non à ſon Legat *licèt ſit à latere*, & ſemble que Rebuffe n'approuue la diſtinction de Guymier, quand l'impetrant en Cour de Rome a donné à entendre au Pape que le Patron auoit ja preſenté & que le Pape y peuſt deroger, ou bien ne la donné à entendre *& tūc* que *ſubreptitia eſt impetratio*, & ſouſtient que par ce §. *declarantes*, il n'en faut plus venir là. Que tel §. *ius nouum ſtatuit*, ce qu'il ne faut trouuer eſtrange, car par le Concordat l'on ſupprimoit la Pragmatique par laquelle audit §. *item circa*, les ordinaires demandoient que toute preuention fuſt oſtee pendant les ſix mois. Voila pourquoy le Pape s'eſt aiſement contenté de la ſeule preuention craignāt de perdre d'auantage: prenant Rebuffe ſa reſolution ſur ce que ceſte queſtion s'eſtant preſentee de ſon temps en Mars 1544. fut decidee, en la premiere & deuxieſme Chambre des Enqueſtes aſſemblees contre la preuention du Pape, au profit du pourueu par l'ordinaire. Ce qui eſt aſſiſté de grande raiſon, & quand les

les ordinaires feroient leur deuoir & confereroient *capaci & idoneo*, il ſeroit aiſé de ſupprimer telles preuentions, contre leſquelles voy ce qu'en eſcrit Maiſtre Charles du Moulin ſur la reigle *de infirmis*, *num.* 102. & plus particulierement *in num.*232. de la meſme reigle *de infirmis*, *num.* 74. 172. 435.

SI POVR L'EXECVTION D'VNE prouiſion l'on peut empriſonner ou vendre l'immeuble.

XXVI.

AV procés d'entre le Seigneur de Creuant ſieur de Cingé, & ſes fermiers de la terre d'Azay, l'on a demandé ſi l'on pouuoit par prouiſion executer vn bail à ferme non ſeulement par la vente des immeubles, mais par l'empriſonnement de la perſonne des fermiers qui ſe ſeroient obligez par corps, au payement de leur ferme. Ledit ſieur de Cingé diſoit, que tant par la diſpoſition de droict. *in l.* 2. *de edict. diui Adriani tollendo*, que par l'ordonnance de Moulins & de Blois, tous cõtracts eſtoient executoires par prouiſion nonobſtant appel en baillant caution. Que pour neant ſeroiẽt-ils executoires, s'il n'eſtoit permis faire vendre, autrement l'action ſeroit ſans aucun effect: que la caution que l'on baille aſſeure le debteur de ſes dommages & intereſts s'ils luy ſont adiugez: pour l'empriſonnement de la perſonne des fermiers qu'il y auoit moins de difficulté pour s'eſtre obligez par corps au payement de leur ferme: & quand bien vn empriſonnement ſeroit tortionnaire, qu'il ſe peut aiſément reparer par condemnation de dõmages & intereſts, c'eſt choſe pure ciuile procedant *ex conuentione*, qui ſe peut liquider.

Les fermiers au contraire diſoient & ſouſtenoient que tous contracts & ſentences de prouiſion s'executoient pendant l'appel par prouiſion en ce qui eſtoit reparable en diffinité, *ſecus* en ce qui n'eſtoit reparable, comme vente d'immeubles & empriſonnemens, d'autant que telles prouiſions n'eſtans que momentanees, *ad certum tempus*, n'ayans fonde-

Digitized by Google

ment certain, aſſeuré ne perpetuel & qui ſe peut renuerſer, ne peuuent auoir ceſt effect que faire vendre les immeubles par decret, *certum enim non eſt debitum*, & ſe pourroit trouuer en fin de cauſe les contracts eſtans caſſez que le decret auroit eſté faict *pro non debito*, & qui ſeroit par ce moyen renuerſé; *non idem in venditione mobilium quorũ vilis poſſeßio*, y ayãt grãde differẽce entre l'vn & l'autre. Quant à l'empriſonnemẽt c'eſt choſe qui ne ſe peut faire par prouiſion, *hoc enim ſemel factum infectum amplius eſſe non poteſt*, voire qu'vn empriſonnement tortionnaire ne ſe peut ſi bien reparer en dommages & intereſts, qu'il n'y aille du ſcandale & iniure à la perſonne, ce qui ne ſe peut reparer. La Cour a euoqué le principal, renuerſé la ſentence & condamné au fonds, ne voulant iuger l'empriſonnement ne vente des immeubles par prouiſion, Monſieur Cotel Rapporteur en la deuxieſme des Enqueſtes le vingt-vnieſme Octobre 1585.

SI EN EXECVTION D'VNE PROuiſion l'on peut vendre par decret.

XXVII.

SCauoir ſi pour l'execution d'vne prouiſion l'on peut vendre les immeubles nonobſtant opoſitions ou appellations quelconques, meſmes quand l'arreſt condamne à payer par prouiſion nonobſtant oppoſitions ou apellations quelconques, il y a eu diuerſité d'opinions & ſe trouue contracté d'arreſts. Ceux qui n'admettent la vente des immeubles par prouiſion sõt fondez ſur la maxime ordinaire que ce qui eſt irreparable en definitiue ne s'execute par prouiſion appriſe du Bartole ſur la l. 2. *de appellationib. recipiendis. ff.* approuuee par Socinus en ſes reigles de droict *regul. 26. ſolut. 1.* & par Iaſon ſur la loy quatrieſme au §. *condemnatum de re iud. ff.* & Aufrerius en ſes decisions de Thouleuſe queſt. 54. le tient ainſi; la raiſon eſt euidente car la prouiſion n'eſt touſiours confirmee en definitifue, tel condamné par prouiſion qui au fonds ne doit rien & qui vendroit, ſon heritage ſeroit vendu *pro non debito, non idem* pour les meubles, *quia vilis eorum poſſeßio*, ſe peuuent aiſément recouurer, ſe changeans

d'heure à autre, mais ce que l'on a tenu que c'eſtoit choſe irreparable que la vente des immeubles, c'eſt pour la difficulté voire impoſſibilité de ſe pouuoir approprier d'autres heritages pour les hypotheques des demandeurs, qu'il n'y a rien aſſeuré comme eſt *auitorum poſſeßio*, le partage, *auitum patrimonium*, ce que le temps, la preſcription exempte de tout contredict a aſſeuré en vne maiſon, & s'eſt ainſi iugé par infinis arreſts que les creanciers auoient en cela peu d'intereſt, pouuans en moindre eſpace de temps faire iuger le principal que à faire decreter les heritages, & euiteront par ce moyen de grands dommages & intereſts eſquels ils pourroient tomber ſi la prouiſion eſtoit renuerſee : que les ordonnances qui ont voulu que les prouiſions adiugees s'executaſſent nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques n'ont entendu que ſur les meubles, ſans auoir oncques parlé des immeubles ; au contraire parlé d'vne execution prompte & ſommaire qui ne ſe pouuoit entendre que de la vente des meubles, ou de l'empriſonnement de la perſonne, *qui ex ea cauſa* n'emporte aucune infamie ne note aucune; ioint que les dommages & intereſts d'vn immeuble vendu d'vn propre ancien en vne maiſon ne ſe peuuent eſtimer pour la difficulté voire quaſi impoſſibilité qu'il y a à preſent de bien s'aſſeurer d'vn heritage en vne maiſon.

L'opinion contraire a eſté fondee ſur l'authorité des arreſts & des iugemẽs donnez ſur contracts authentiques qui prouuent aſſez vne debte pour faire decreter vn heritage, que quand l'on auoit dict ce qui eſtoit irreparable, cela ſe deuoit entendre *quando nullo caſu* l'intereſt ne ſe peut reparer, mais quãd par condamnation de dommages & intereſts les executions ſe pouuoient reparer, qu'elles ſe pouuoient faire; que c'eſtoit vne regle aſſez vulgaire que ce qui reçoit eſtimation, ce qui eſt au commerce ordinaire, qui a prix certain ſe peut reparer par dõmages & intereſts : les immeubles ont leur prix certain, par la vente qui s'en faict par decret, il n'y a ſi belle terre qui ne ſe puiſſe recõpenſer par autre terre, que la malice des hommes eſtoit telle que ſi l'on ne permettoit l'execution des prouiſions que ſur les meubles, les iugemens demeureroient illuſoires & ſans effect, meubles ſe de-

Digitized by Google

ſtournent; d'ailleurs la longueur telle au Palais, que l'on peut rendre vne prouiſion immortelle ſans que l'on puiſſe faire vuider le principal. Bref que tout ce qui ſe peut reparer par dommages & intereſts ſe peut executer par prouiſion, que les derniers arreſts l'auoient ainſi iugé meſmement quand les prouiſions eſtoient adiugees par arreſts donnez ſur bons & authentiques contracts contre leſquels l'on n'alleguoit aucun payement.

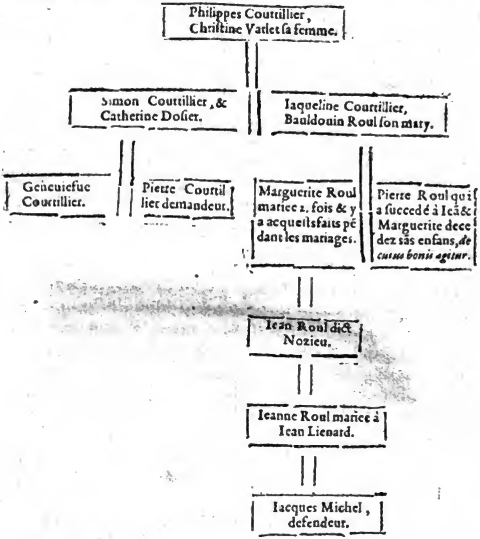
La queſtion demandee aux chambres où s'eſtant trouué diuerſité d'aduis & contrarieté d'arreſts aucuns ne trouuans bon que l'on ſe departiſt de ce que l'on auoit accouſtumé de iuger, & qu'vne prouiſion n'eſtant que choſe de peu de duree, momentanee, ſubiecte à eſtre renuerſee, n'eſtoit raiſonnable decreter comme en vertu d'vne debte aſſeuree: les autres au contraire que ce qui eſtoit iugé par prouiſion, eſtoit legitimement deu, que l'on pouuoit faire decreter en vertu des deniers adiugez puremẽt par arreſt, & neantmoins par les voyes de droict ſe pouruoir apres le decret contre l'arreſt, le decret en ce cas demeurant, ſauf au proprietaire ſur lequel l'on auoit decreté à ſe pouruoir pour ſes dommages & intereſts, qu'il s'en pouuoit dire autant de la prouiſion adiugee & puis oſtee, la queſtion n'a eſté iugee mais le procés vuidé ſur autre particularité.

PATERNA PATERNIS EN LA couſtume ancienne de Paris.

XXVIII.

EN la regle *paterna paternis materna maternis* l'on a demandé en la couſtume ancienne de la Preuoſté & Vicomté de Paris, s'il falloit eſtre yſſu de l'acquereur de l'heritage, quoy que ce ſoit de l'eſtoc & ligne, ou bien ſeulement de celuy en la perſonne duquel il auoit faict ſouche, auſſi ſi le plus proche ſuccedoit, ou bien s'il falloit conſiderer le plus proche és biens yſſus des parens paternels & maternels chacũ pour ſon regard, & à ce propos l'on allegue l'arreſt des Courtilliers du quatorzieſme Auril

mil cinq cens quatre-vingts-huict donné auec grande cognoiſſance de cauſe & apres enqueſtes faictes en turbes, duquel la genealogie s'enſuit.



Par cet arreſt les biens paternels de Pierre Roul adiugez à Iacques Michel, comme eſtant yſſu de Bauldouyn Roul, & les maternels de Iaqueline Courtillier à Pierre Courtillier, comme eſtant le plus proche & excluant eſdicts biens Iacques Michel.

Du depuis en l'an mil cinq cens nonante-cinq, s'eſt preſentee autre difficulté au Parlement en la couſtume reformee de ladicte Preuoſté de Paris, entre les Guyberts, ſçauoir ſi pour ſucceder aux propres il eſtoit requis eſtre parent du

Digitized by Google

coſté & ligne de celuy qui premierement auoit acquis ou apporté l'heritage en la famille, ou ſeulement de celuy par le decés duquel l'heritage eſtoit aduenu & eſcheu à celuy *de cuius bonis & ſucceſſione agebatur*, & par les acqueſts qui auoient faict ſouche deux fois *in directa*, il eſtoit auſſi requis eſtre parent du coſté & ligne de l'acquereur ou de celuy en la perſonne duquel il auoit faict ſouche.

La difficulté pour les propres dependoit des 326. 329. & 330. articles de ladite couſtnme, par le 326. article ſont appellés les plus proches parens du coſté & ligne dõt ſont aduenuz & eſcheuz au defunt les heritages, il ne ſe dit parẽt du coſte & ligne de celuy qui a apporté l'heritage en la famille, & par le 329. article ſont reputez parens du coſté & ligne ſuppoſé qu'ils ne ſoient deſcenduz de l'acquereur de l'heritage, lequel mot reputez, *fictionem denotat*. Partãt n'eſtoit requis par ladicte couſtume eſtre parent *de facto ſed legis fictione* eſtre reputé parent, & en cela ſemble que ladicte couſtume ne s'eſtoit du tout voulue departir de la diſpoſition ciuile bornãt ladicte regle *paterna paternis ad certos gradus & perſonas*, ſans la laiſſer aller *in infinitum*, meſmes *aſcendendo* & faire en chaſque paternel vn maternel, & en vn maternel vn paternel, ce qu'aucunes couſtumes de ce Royaume ont aſſez ſuiuy en ce qu'elles ont ſeulement deſiré eſtre du coſté & ligne, les autres du coſté & ligne de l'acquereur recherchant *ſtipitem communem & originem*, qui eſtoit vne recherche qui apportoit beaucoup d'obſcurité, de difficultés & de differens es familles, & n'eſt hors de propos ce que maiſtre Charles du Moulin en ſon Conſeil vingt-troiſieſme parlant de ceſte regle fait difference entre les couſtumes qui ſeulement vſent du mot *paterna paternis* & celles qui paſſent plus outre y adiouſtant *auitina auitinis*, ſçauoir celles *quæ principium & originem bonorum requirunt*, ce que ladite couſtume de Paris n'ayãt deſiré l'on ne l'y pouuoit ſuppleer. Quant aux acqueſts qui auoient fait ſouche *in directa*, la difficulté y pouuoit eſtre plus grande pour la contrarieté qui ſembloit eſtre és 230. & 314. article d'icelle couſtume, le 230. deſirãt pour ſucceder auſdits acqueſts que l'on fuſt parent & plus prochain heritier de celuy qui les auoit acquis: & le 314. que l'on fuſt ſeulement parent des enfans en

la perſonne deſquels leſdits acqueſts auoient eſté faicts.

Ce qui faiſoit au contraire c'eſtoit qu'il ſembloit que ladicte regle *paterna paternis* n'auoit eſté introduite que pour conſeruer les heritages à ceux de la famille, que par le 330. article de ladicte couſtume tant qu'il y a des parens de ladicte ligne dont ſont prouenus les heritages tous autres en ſont exclus: que par le 340. & 341. art. *coniuncti ex vno tantùm latere* ſuccedent egalement aux acqueſts, *non idem igitur* aux propres, & de fait que par vne loy du Royaume *hæredia antiqua ſunt affecta lineæ ſeu gentilitati ad excluſionem* de ceux qui ne ſont de la ligne. Et du Moulin en ſon Conſeil 7. num. 47. dit *hanc eſſe Francorum regulam à Carolo magno inſtitutam*, & en prend Balde pour ſon autheur en ſon Conſeil 174. d'auantage que ladicte couſtume en tant d'endroicts repetant ces mots, parent de coſté & ligne, que *hæc linea habebat ſuũ principium*, l'acquereur de l'heritage celuy qui l'auoit apporté à la famille, *habebat & finem* celuy *de cuius bonis agitur*, que ces mots repetez en tant d'endroicts, venuz & eſcheuz, deuoient auoir quelque force *& deſignationem ſpecialem*, venuz *ſcilicet* originairement.

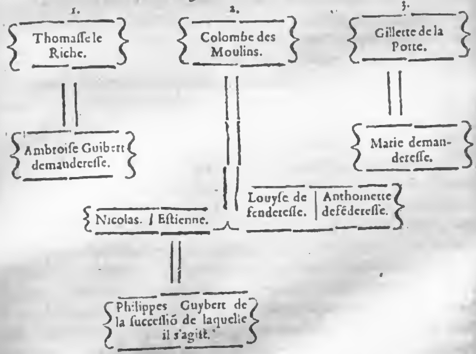
Sur ces difficultez meſmes que les parties alleguoient reſpectiuement la commune vſance de ladicte couſtume & que la ſentence du Preuoſt de Paris de laquelle il y auoit appel, auoit adiugé les propres à ceux qui eſtoient parens du coſté & ligne de celuy qui auoit apporté les heritages en la famille, & les acqueſts à ceux qui eſtoient parens du coſté & ligne de ceux en la perſonne deſquels leſdits acqueſts auoiẽt eſté propres. Par arreſt du vingt-deuxieſme Septembre 1595. auant proceder fut ordonné qu'il ſeroit faict enqueſte par turbes ſur la commune vſance des articles de ladite couſtume, ce que ayant eſté faict par maiſtre Iean Gabriel de Meſmes & Georges Louet Conſeillers de ladite Cour, & d'vn commun accord & conſentement des teſmoins turbiers du Chaſtelet trouué que tant en l'ancienne couſtume que reformee pour ſucceder aux propres & acqueſts qui ont ſouche, il falloit eſtre parent du defunct *de cuius bonis agebatur* & du coſté & ligne de celuy qui premierement & originairement auoit apporté leſdicts heritages propres & acqueſts en la famille & qu'il falloit entendre les mots de ladite couſtu-

me venuz, originairement venuz, & qu'en ladicte Couſtume nul ne pouuoit ſucceder auſdicts propres & acqueſts qui auoient faict ſouche qu'il ne fuſt parent du coſté & ligne de l'acquereur de l'heritage, ou qui l'auoit premieremēt apporté en la famille. Par arreſt, du 2. Decembre. 1595.

L'ēqueſte faicte en turbe a eſté miſe au Greffe de la Cour le 23. Nouembre 1595.

GENEALOGIE DES GVIBERTS.

Claude Guybert a eu trois femmes, & des enfans des trois.



Il s'agiſſoit des propres de Colombe des Moulins & autres propres des freres & ſœurs de ladicte Colōbe qui eſtoiēt aduenus par leur decés à Nicolas & Eſtienne, & depuis par le decés de Nicolas à Eſtienne, & par le decés d'Eſtienne à Philippes ſa fille, *idem* des acqueſts de ladicte Colombe, tellement que tant les propres que acqueſts auoient faict ſouche deux fois *in directa*, deux fois en la perſonne d'Eſtienne & de Philippes, Ambroiſe & Marie eſtoient bien parentes du coſté

coſté & ligne d'Eſtienne, de Nicolas, eſtoiẽt freres & ſœurs, mais eſtoient *extra gentem & familiam* des des Moulins.

PATERNA PATERNIS EN LA couſtume de Paris.

XXIX.

IL s'eſt preſenté vne autre difficulté en la couſtume de ladicte Preuoſté de Paris au procés d'entre Enguerrãd de Vernon & les Tourneurs en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Meſmes, ſçauoir ſi ne ſe trouuant aucun parent de celuy qui a apporté le bien en la famille à qui tels biens appartiennent, ou à ceux qui ſont de la ligne de l'acquereur qui eſt celuy qui a apporté les biens en la famille, bien qu'ils ne ſoient parẽs dudict acquereur, ou aux plus proche du defunct *de cuius ſucceſſione agitur* bien qu'ils ſoiẽt d'vne autre ligne, voire du tout eſtrangers *reſpectu* de l'eſtoc & ligne de celuy qui a apporté les biens en la famille, & en cela l'on apportoit les meſmes raiſons que celles cy deſſus pour l'intelligence des 326. 339. & 330. articles de la couſtume de ladicte Preuoſté, les vns prenans les mots, les autres l'vſance commune que l'on colligeoit les Enqueſtes faictes en turbes, adiouſtans les vns, que l'on eſtoit en la regle *paterna paternis* puis que l'on n'eſtoit parent de l'acquereur, ce qui eſtoit requis par ladite couſtume, partant que ceux de la ligne ne ſe pouuoient plaindre ſi l'on bailloit aux plus proches bien qu'ils ne fuſſent de la ligne, ce que l'on euſt peu bailler au fiſque par droict de deſherance, ſuiuant l'article 330. Les autres ſouſtenoient que tels articles auoient lieu quand la diſpute ſe preſentoit, lors qu'il y en auoit vn parent de l'acquereur qui excluoit les autres, mais que l'article 330. s'entendoit quand il n'y en auoit aucun de la ligne, n'eſtant à preſumer que la couſtume euſt voulu exclure ceux de la ligne pour l'adiuger à des eſtrangers. La genealogie eſtoit telle.

Digitized by Google

MARIE DE LA CHASTRE A eſté mariee deux fois.

Et en premieres nopces a eſpouſé	Et en ſecondes nopces a eſpouſé	
Iean Truchon.	Enguerrād du Hamel.	
Robert Truchon.	Iean du Hamel.	
Philippes Truchon mariee à Iēa Vernon.	Louyſe du Hamel mariee à Gabriel le Tourneur.	Les freres du Tourneur defendeurs.
Enguerrand de Vernon, demandeur.	Iſaac le Tourneur, *de cuius bonis agitur*, & qui eſtoient propres à Enguerrand du Hamel.	

Le demandeur diſoit auſſi que les mots dudit trois cens trentieſme article, de l'autre coſté & ligne, ſe deuoiēt entendre, de l'autre coſté & ligne de l'acquereur de l'heritage & non de celuy *de cuius bonis agebatur*, ce faiſant que les defendeurs eſtoient du tout exclus. A quoy reſpondoient leſdicts defendeurs que telle interpretation eſtoit inepte, & qu'il faudroit ce faiſant *patere principium* : mais qu'il ſe deuoit entendre de l'autre coſté de la ligne de celuy *de cuius ſucceſsione agebatur*, ſuiuant la diſpoſition du droict commun.

Par arreſt du 18. Iuin 1597. iugé qu'en la couſtume de ladite Preuoſté de Paris il eſtoit requis eſtre parent de celuy qui a apporté l'heritage en la famille, & que ne ſe trouuans aucuns parens l'heritage appartenoit au plus proche parent de celuy *de cuius ſucceſsione & bonis agitur*, & par ce moyen l'heritage adiugé aux Tourneurs.

De la preſcription d'entre le Seigneur de fief & le vaſſal *vide ſ*. *in littera C. pag.* 76. & ſuiuantes.

PENSIONS CREEES SUR *Benefices.*

XXX.

C'Eſt choſe triuiale & ordinaire au Palais que les penſions ne ſe peuuent creer ſur benefices que par noſtre S. Pere au profit des reſignans, & en trois cas ſeulement, *ne reſignans nimium patiatur diſpendium, pro bono pacis, & in permutatione beneficiorum quando in reditu eſt inæqualitas, cap. niſi eſſent viri prouidi, de præbend. cap. ſuper, de renunciat. cap. ad quæſtiones, de rerum permutat.* cela eſt reſolu par les arreſts du Parlement & paſſé comme en vne regle & loy ordinaire, comme recite Rebuffe tant en ſa Pratique beneficiaire, tit. *de reſeruat. tam generalib. quàm ſpecialib. lib.* 1. *cap.* 30. *num.* 21. 22. 23. que ſur ſon traicté *de pacif. poſſeſſorib. num.* 110. 116. Maiſtre Charles du Moulin ſur la reigle *de infirmis reſignantibus num.* 302. & ſur la reigle *de publicandis. num.* 280. ſouſtient vne autre reigle & maxime au Palais que ſoit *ex ſtilo curiæ*, ſoit du Palais telles penſions *tertiam partem fructuum excedere non poſſunt*, bien que *ſummus Pontifex in his quæ ſunt iuris poſitiui omnimodam habeat poteſtatem*, & ſe fonde ſur l'ordonnance de Charles ſixieſme faicte en la conuocation tenuë au Palais à Paris pour la conſeruation des libertez de l'Egliſe Gallicane, les deux autres tiers demeurans au titulaire *qui ſuſtinet onera beneficij pondus & æſtum diei.* Rebuffe eſt de meſme aduis en ſadicte Practique beneficiaire au tiltre preallegué, num. 21. & atteſte ceſte meſme vſance Monſieur Coras en ſa Paraphraſe *de Sacerdot. cap.* 4. *de Penſio.* encores que Monſieur Boerius en ſa Deciſion cent ſoixante-deux reduiſe telles penſions à la moitié des fruicts & que la penſion s'y peut creer ſuiuant l'Extrauagante, *ſuſcepti, de elect.* Il ſe remarque vne autre reigle ou maxime au Palais aux benefices non cures, n'eſtans Archeueſchez, Eueſchez, & E-

Digitized by Google

gliſe parochiales que telles penſions *etiam tertiam partem fructuũ excedunt inter reſignantem & reſignatarium*, & ne ſeroit l'appel comme d'abus receuable *propter fidem datam*, & que *ex proprio dolo, ex ſua perfidia reſignatarius, lucrum conſequeretur; cedat vel diſcedat*; qu'il paye ou qu'il reſigne ce qu'il a eu, *lex dicta reſignationi* pour ſon regard, & qui doit tenir, *non idem ſi ſucceſſor ſit per obitum nec ius habeat à prædeceſſore*, car en ce cas bien que la penſion ſoit legitimement creée ne peut exceder le tiers du reuenu, ie l'ay veu ainſi iuger pour Meſſire Nicole Curé de Iouy en Mars mil cinq cens ſeptante huict, & en ceſte meſme annee en Iuin plaidans Monſieur le Preſident Seguier de Villiers lors Aduocat pour ſon precepteur appellant comme d'abus; a eſté du depuis iugé le Parlement ſeant à Tours en la cauſe d'entre de Thou Abbeſſe des Clerets le 8. Mars mil cinq cens nonante-vn, Robert plaidant à huis clos, & par autre arreſt donné en l'audience ſur vn appel comme d'abus le 8. Feurier, mil cinq cens nonante-quatre pour frere Robert Yon, & de ces maximes l'on n'en doubte aucunement au Palais. Mais au procés d'entre Pelerain & maiſtre Michel Sublet Abbé de l'Abbaye de Ferrieres, l'on a demandé *quid in reſignatario reſignatarij, ſcilicet* Pelerin auoit reſigné ladicte Abbaye à Claude Sublet *retenta penſione* de cinq cens eſcus, Claude reſigne à Michel ſon nepueu reſignation admiſe par le Roy breuet expedié ſuiuant la procuration, mais d'autant que lors de la reſignation qui fut en 93. la voye d'aller à Rome eſtoit prohibee, l'on ſe contente des aſſeurances qui auoient cours, d'vn arreſt du grand Conſeil pour prendre poſſeſſion & iouïr du reuenu, *interea* le reſignant qui eſt Claude decede, Michel pourueu trois ans apres *per obitum* en Cour de Rome demande auec Pelerin reduction de la penſion au tiers des fruicts; Pelerin ſouſtient que *ius habet à ſuo reſignatario*, que *ius idem ſtatuendum, militat eadem ratio, eadem cauſa reſignationis, eadem mala fides* par l'Auth. *malæ fidei poſſeſſore, de præſcript. long. temp. C.* Claude n'a peu reſigner l'Abbaye *ex cauſa merè lucratiua* que *cum ſua cauſa*, Michel repreſente Claude ſon reſignant & contre lequel Pelerin auoit la meſme action.

Michel Sublet au contraire que c'eſtoit Claude Sublet ſon frere aiſné & nepueu de Claude Sublet reſignant en faueur duquel l'on auoit reſigné & qui auoit iouy trois ans en ceſte qualité n'eſtant lors ledict Michel en tel aage qu'il peuſt eſtre pourueu: qu'il n'a que faire de telles reſignations, qu'il luy ſuffit monſtrer ſa procuration par laquelle ſur breuet du Roy il eſt pourueu *per obitum* de ſon oncle, *ius non habet à prædeceſſore, ſingularis eſt ſucceſſor & per obitum*, que les arreſts qui ont condamné les reſignataires continuer la penſion c'eſt *propter fidē datā, propter obligationē perſonalē, propter perfidiā, ingratitudinē*, mais qu'au faict particulier rien de ſemblable, nulle mauuaiſe foy en la perſonne de Michel, n'eſt obligé perſonellement, n'a rien promis, nulle perfidie, nulle ingratitude, ne ſe reſſentāt de la liberalité de ſon oncle Claude qui a creé la penſion à Pelerin, *nondum iudicatum* que le reſignataire de celuy qui a creé ſoit tenu *vltra tertiam partem*, & quand on le voudroit eſtendre en la perſonne du reſignataire du reſignataire, il faudroit que *reſignatio facta fuiſſe in fraudem* du penſionnaire & pour le priuer de ſa penſion, ce qui ne ſe pouuoit dire au faict particulier, eſtant Claude oncle decedé que l'on ne peut dire auoir reſigné pour faire reduire la penſion deuë à Pelerin, mais pluſtoſt pour cōſeruer apres ſon decés l'Abbaye à ſes nepueuz, qu'il ne falloit ſe departir de la particularité ſur laquelle les arreſts qui auoient condamné les reſignataires à payer la penſion excedant le tiers s'eſtoient fondez, qui ne pouuoient auoir lieu *in tertia perſona* exempte de toute fraude.

Souſtenu au contraire par Pelerin, que *idem in reſignatario erat iudicandum, eadem cauſa lucratiua, eadem reſignantis & reſignatarij perſona, ceßio potius quàm reſignatio*, qui ne ſe faict que *cum eadem cauſa, cùm totum ius habeat à reſignante in Canon. quamuis ſit triſte, 7. quæſt. 1. in fine, ex beato Gregorio, de Epiſcopo non ob delictum ſed legitima de cauſa reſignante, ſic tamen vt quouſque eumdem Epiſcopum in hoc ſæculo vita tenuerit, ſumptus ei debiti de eadem Eccleſia miniſtrentur.*

Digitized by Google

PENSION SVR LES FRVICTS d'vn Benefice.

XXXI.

L'On n'a oncques douté en France que les penſions ſur les benefices ne fuſſent permiſes creées par le Pape, pourueu qu'elles n'excedent le tiers du reuenu, *idque* ſur les benefices ſimples, & ſur les Eueſchez & Cures en vn ſeul cas *ſcilicet inter reſignantem & reſignatarium*, autrement les penſions abuſiues, laquelle reduction au tiers des fruicts eſt introduicte par Charles ſixieſme, & eſt la commune vſance du Palais, cõme l'atteſte du Moulin ſur la reigle *de infirmis. num.* 323. mais l'on a demandé, ſi la reſeruation de tous les fruicts par le reſignãt *loco penſionis aut per modum penſionis* annulloit entierement la reſignation, ou bien ſi telle penſion de tous les fruicts eſtoit ſeulement ſubiecte d'eſtre reduicte au tiers des fruicts. Ceſte queſtion s'eſt preſentee au Parlement pour raiſon du poſſeſſoire de la Cure de S. Aignan de Maſcon contentieuſe entre Vincent Flamant & Barthelemy Meguyn, le reſignant ayãt retenu tous les fruicts, & bien que le reſignataire euſt pris poſſeſſion ſolennelle & icelle ſignifiee au collateur ordinaire & le reſignans veſcu quatre ans apres, le pourueu par l'ordinaire *per obitũ* du reſignãt obtint, fondé l'arreſt ſur ce que telles prouiſiõs ſont vrays regres, le reſignataire decedant le reſignant ne pert rien, l'ordinaire trompé en ce qu'il eſtime le vray titulaire celuy qui iouyſt, que telles reſeruations ſont contre les conſtitutions Canoniques, Pragmatique Sanction, & bonnes mœurs, c'eſt ſeparer les fruicts d'auec le tiltre, laiſſer le titulaire en effect ſans benefice, ſans profit ne reuenu, encores y auoit-il en l'arreſt ceſte parlicularité que le reſignataire auoit deſeruy la cure.

Arreſt du cinquieſme Mars mil cinq cens douze lequel contient les moyens, & ce que la Cour n'a iugé que la recreance bien que ſelon la forme de prononcer que nous obſeruons de preſent l'on deuſt euoquer le principal & iuger la

plaine maintenuë, c'eſt auparauant l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente-neuf, que l'on faiſoit deux inſtances diſtinctes & ſeparees, l'vne ſur la recreãce, l'autre ſur la maintenuë.

Rebuffe tit. *de reſeruat. tam generalib. quàm ſpecialib. num.* 13. allegue vn autre arreſt du dix-neufieſme Auril 1546. prohibitif de telle reſeruation de fruicts *ex præcepto Apoſtoli, qui altari ſeruit de altari viuere debet.*

PENSION SVR BENEFICE CVRE. XXXII.

IL ſe trouue vn arreſt au regiſtre des plaidoyers du vingt-huictieſme May mil cinq cens octante-quatre plaidant Grandin pour maiſtre Denys Petit & Rapouël pour Maiſtre Iean de Place, par lequel ſur vn appel comme d'abus, de la creation d'vne penſion ſur la Cure de comme n'eſtant vn benefice Cure ſubiect à penſion, *etiam* entre le reſignant & le reſignataire du reſignataire: la Cour entre les concluſions de Monſieur Faye Aduocat du Roy, qui ſouſtenoit telle penſion eſtre abuſiue & que ce que la Cour par quelques arreſts les auoit approuuees *inter reſignantem & reſignatarium etiam* ſur des Cures c'eſtoit *propter perfidiam*, ce qui ne ſe pouuoit eſtendre *in reſignatario reſignatarij*, a cõdamné le reſignataire du reſignataire à payer & continuer ladicte penſion, ſauf à deſduire la penſion ou retroceder le benefice Cure: & ſur l'appel comme d'abus, les parties hors de Cour.

PENSION SVR BENEFICE DE la retention des collations. XXXIII.

LE ſixieſme Iuillet mil ſix cens fut plaidé l'appel comme d'abus interiecté par Monſieur l'Aduocat du Roy Seruin de l'execution de la Bulle concedee à Monſieur le Cardinal de Gondy reſignant Eueſché

Digitized by Google

de Paris à ſon nepueu, par laquelle il s'eſtoit retenu les collations des benefices ſimples & de quelques autres terres *loco penſionis*, fondé ledit appel ſur la maxime ordinaire *ne beneficia Eccleſiaſtica cum diminutione conferantur*, qui ſeroit admettre deux Eueſques *in eadem ciuitate*, que ſur benefices ayans charge d'ames l'on ne pouuoit creer penſion. Au contraire Boutillier pour ledit ſieur Cardinal ſouſtenoit que *non erat in iure prohibitum* que le reſignant ne ſe peuſt retenir *loco penſionis* les collations: qu'en meſme eſpece il s'eſtoit gardé en l'Eueſché de Paris comme recite Probus en ſon traicté des Regales queſt. 32. que *collationes erant in fructu*, *partem reditus faciebant propter gratificationem*: que l'on n'eſtoit au cas de la reigle *vt Eccleſiaſtica beneficia &c.* Que les benefices conferez par ledit ſieur Eueſque c'eſtoit *ſine vlla diminutione*, que l'on ne pouuoit dire que *duo eſſent Epiſcopi*, que le Roy auoit conſenty à ladicte retention des collations, ce qui auoit eſté auctoriſé par noſtre Sainct Pere, leſquels deux *magnam*, voire comme l'on viuoit en France, *omnimodam poteſtatem habebant in conſiſtorialibus beneficijs*: que particulierement ceſte prerogatiue ou priuilege auoit eſté accordé à Meſſieurs les Cardinaux qui en auoient de tout temps ainſi vſé en France: par arreſt la cauſe appointee au Conſeil.

Il ſe trouue vn ſemblable arreſt ſur meſme appel comme d'abus interjetté par defunct Monſieur l'Aduocat du Roy du Meſnil, & du temps du Roy Henry ſecond il y eut ſemblable appel comme d'abus interietté par le Procureur general du grand Conſeil qui fut appoincté au Conſeil, ce fut contre le defunct ſieur Cardinal de Lorraine qui fiſt euoquer le tout au Conſeil priué.

Que le Legat ne peut en France creer penſion excedant le tiers du reuenu *etiam* du conſentement du reſignant, voy la verification de la Cour ſur les facultez du Legat *Verallo* du ſeizieſme Decembre 1551. aux grandes ordonnances.

Si penſion ſe peut creer ſur des prebendes, *vide i. in eadem littera pag.* 554.

LE PROCES ESTANT AUX OPINIONS ſi l'on peut produire de nouueau en Commiſſaires.

XXXIIII.

L'On a demandé ſi le procés eſtant ſur le bureau en la Cour voire aux opinions, s'il eſtoit loiſible de produire de nouuel & rompre par ce moyen le bureau.

L'on diſoit qu'anciennement l'on refuſoit telles productions faites pluſtoſt pour dilayer que pour auoir iuſtice, & en recite l'on vn arreſt du premier iour de Mars, 1495. recité par du Luc en ſon traicté des arreſts, lib. 11. tit. 4. arreſt. 8. Mais comme il y a du danger en ceſte rigueur & qu'il pourroit arriuer que la partie ayant de nouueau recouuert quelque piece deciſiue ſeroit pour le temps fruſtree de ſon droict l'on y a apporté ceſte diſtinction. Qu'aux procés qui ſe iugent à l'ordinaire l'on reçoit la production nouuelle: aux procés qui ſe iugent à l'extraordinaire, la partie qui par ſa faute ou demeure interrompt le bureau par productiõs nouuelles eſt tenu de rembourſer les vacations des Commiſſaires, & la raiſon eſt que l'on a accouſtumé aduertir les Procureurs des parties auant que mettre tels procés ſur le bureau non pour ſçauoir ſi le procés eſt en eſtat, c'eſt choſe qui depend du Rapporteur, mais ſçauoir ſi les parties ont quelque choſe à produire auant que le mettre ſur le bureau. Ainſi a eſté iugé par le Parlement ſeant à Tours en l'annee mil cinq cens nonante trois en Septembre entre la Dame d'Vzes & le Seigueur du Bellay, lequel ayant produit de nouueau apres quelques vacations faictes au procés, la production & les lettres furent receuës & ledict Seigneur condamné rembourſer les vacations.

Du depuis a eſté ainſi iugé au rapport de Monſieur Louet en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au procés d'entre le ſieur Leſcot Conſeiller en la Cour & Chaufour en Decembre mil cinq cens nonante cinq, lequel ſieur Leſcot ayant obtenu lettres pour articuler faits nouueaux & par ce moyen.

interrompu le bureau, les lettres receuës & ledit ſieur condamné rembourſer les vacations. *Idem* iugé en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Faye audiƈt mois de Decembre en la cauſe de Breton Trompette du Roy en l'annee mil cinq cens nonante ſix.

Priſonniers pour egaler leur rançon taxee à la priſe d'vne ville, & ſi l'on ſe doit arreſter à la taxe ou en faire vne autre, & s'il y en a aucuns exempts, *vide i. in littera R.* rançon, pag. 587.

Faueur d'obligation pour deliurance de priſon, encores que la perſonne qui s'oblige de ſoy ne ſoit capable de contraƈter, *vide S^e in littera A. pag.* 8. & ſuiuantes.

QVAND AV PARTAGE L'ON baille du bien paternel au lieu du maternel.

XXXV.

IVgé au rapport de Monſieur de Refuge en la cinquieſme des Enqueſtes au procés de Sainƈt Yon & des Danes en la couſtume de la preuoſté & Vicomté de Paris, que les biens maternels qui auoient eſté baillez en partage à l'vn des enfans pour la part qu'il pouuoit auoir aux biens paternels ſont cenſez & reputez paternels à cauſe de la ſubrogation, ſoit pour la reigle *paterna paternis*, ou le retraiƈt lignager, la queſtion demandee aux chambres le trentieſme Mars mil cinq cens nonante ſix.

SI LA PRESCRIPTION CONVENtionnelle encommencee contre vn majeur court contre vn mineur.

XXXVI.

MOnſieur Tiraqueau en ſon liure du Retraiƈt conuentionel au §. 1. gloſ. 2. num. 56. *in verbo*, à tel temps, à traiƈté aſſez obſcurement, ſçauoir ſi la preſcription conuentionnelle de retirer vn heritage alienè par vn majeur & contre luy encommen-

ce tombant en la perſonne du mineur heritier du majeur auoit lieu ſans eſperance de reſtitution; & allegue quantité de lieux & aduis de Docteurs pour l'vn & l'autre opinion, & cõme en la l. *Æmilius, de minoribus. ff.* le Iuriſconſulte laiſſe le lecteur incertain voire ſans aſſeuree decision, auſſi ledict ſieur Tiraqueau *incertum relinquit lectorem*, encores qu'il ſemble incliner en la faueur du mineur par la l. *ſi creditor, § illud, de diſtractione pignorum*, qui ſemble decider la queſtion en termes exprés: le different s'eſtant preſenté en la cinquieſme des Enqueſtes au procés d'entre Anian Frottier & Oignon au rapport de Monſieur Cheualier, l'on a ſuiuy l'opinion de Iean Fabre en la l. premiere & deuxieſme, *ſi aduerſ. vend. pig. C.* conformément à ladicte l. 1. *in verbo, enorme damnum*, que *currit præſcriptio* mais *reſtituuntur minores non propter modicam læſionem ſed propter enorme damnum.* En ce qu'aucuns requierent *dolum vel fraudem* il n'eſt neceſſaire, eſtant d'ailleurs aſſez preſumé *ex tali enormi læſione*, & ainſi ſe doit concilier l'opinion de Fabre en la l. *Sanſimus, in quibus caſib. reſtit. in integrum non eſt neceſſaria*, & partant n'eſt gardee au Palais la gloſe de la l. 1. *ſi aduerſ. vſucap.* L'arreſt eſt du quinzieſme Iuillet mil cinq cens octante cinq, la leſion approchant de la moitié de iuſte prix.

Du depuis la meſme queſtion iugee au rapport de Monſieur le Preſtre en la meſme chambre le vingt-neufieſme Mars mil cinq cens nonante-ſept entre Trotereau & du Lyon, la leſion excedant la moitié de iuſte prix.

SI AV PROCES CRIMINEL AVQVEL les parties ſont receuës en procés ordinaire la peremption d'inſtance a lieu.

XXXVII.

ENcores que les ordonnãces de l'an mil cinq cens trente-neuf & ſoixante-trois concernans les peremptions d'inſtances, art. 120. & 15. ſoient conceuës *per verba indefinita*, & qu'il ſemble y auoir eſté cõpris toutes inſtãces ſans aucunes en excepter, neant.

Digitized by Google

moins l'on a douté ſi en vne procedure criminelle les parties eſtans receuës en procés ordinaire par ce moyen l'inſtance eſtant ciuiliſee ſi l'ordonnance y auoit lieu, meſmement quand la peremption emporte la preſcription de l'action: les vns fondãs leur opinion ſur la faueur des recherches des crimes, de la punition d'iceux: que l'ordonnance n'auoit lieu en matiere criminelle, & que combien que les parties fuſſent receuës en procés ordinaire, ſi eſt-ce que ce n'eſtoit inſtance pure ciuile y ayant touſiours clauſe ſauf à reprendre le criminel: que l'ordonnance n'eſtoit ſi fauorable que l'on peuſt faire ceſte execution, meſmement pendant les guerres ciuiles qui ont eu cours en ce Royaume depuis trente ſix ans: neantmoins l'inſtance a eſté declaree perie, & iugé que l'ordonnance parlant des inſtances ſans aucune diſtinction comprenoit telles inſtances qui eſtoient ciuiliſees, inſtances qui n'auoient aucune faueur ne priuilege ſpecial, au contraire par les ſentences de reception en procés ordinaire l'on preiuge qu'il n'y a preuue aucune du crime, & que l'on doit pluſtoſt incliner à l'innocence, par arreſt du dixieſme May mil cinq cens nonante-ſept donné en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur le Picart, la queſtion demandee aux chambres, Pierre Acton demandeur, Antoine & Denys Roy, & Sabourin.

Pour les matieres criminelles intentees extraordinairement par information, recolement & confrontation elles ne ſont ſubiectes à peremption, & n'a lieu l'ordonnance qu'és matieres ciuiles ou ciuilement intentees.

SI L'INSTANCE PERIE LES actes probatoires demeurent.

XXXVIII.

L'On a reuoqué en doute ſi l'ordonnance de l'an 1539. & 63. pour les peremptions d'inſtance auoit lieu, tant pour les inſtances que pour les actes probatifs, enqueſtes, que autres pieces deſquelles la preuue ſe peut tirer.

La raiſon de douter fondee ſur ce que l'inſtance eſtant perie ce qui dependoit de l'inſtance, voire acceſſoire à l'inſtance eſtoit ſubiecte à la meſme peremption, ſoit enqueſtes, extraicts, procés verbaulx, auditions de compte, qui ne peuuent eſtre ſans l'inſtance : que ſi les reglemens en vertu deſquels les Enqueſtes ont eſté faictes, des comptes rendus, viſitations ont eſté faictes ſont periz, ce qui eſt faict en conſequence d'iceux eſt ſubiect à la meſme peremption. Iugé neantmoins au contraire & que *acta probatoria manebant*, & qu'ils ſe pouuoient ſeparer de l'inſtance par deux arreſts dõnez à Clermont les grands Iours y ſeans, l'vn du vingt-deuxieſme Septembre mil cinq cens octante-deux entre Claude Baratin & la vefue Beauuillier, du Val & Martin plaidans, & l'autre du dix-neufieſme Octobre mil cinq cens octante-deux à l'apreſ-diſnee entre Gabriel & Pierre Ruiſſel & Anthoine du Pont dict Baguyer, Seruin & Martin Aduocats des parties.

SI LE PROCVREVR GENERAL du Roy, peut eſtre recuſé.

XXXIX.

EN la cauſe contre maiſtre Paul de Conſeiller en Parlement, s'eſt preſentee ceſte difficulté, ſi Monſieur le Procureur general du Roy eſtant ſeul partie en procés criminel, contre ledit de il pouuoit eſtre recuſé de cauſes de recuſation pertinentes qui eſtoient du ſtile ordinaire, & és cas de l'ordonnance contre vn autre iuge, fait ſon propre fait, ſollicité, inimitié capitale, menaces, querelles, iugé qu'en ceſte cauſe comme en toutes autres où le Procureur General eſt ſeul partie ſoient criminelles ou ciuiles, pour le domaine du Roy, ou autres publiques, le Procureur General eſtant la vraye & ſeule partie ne ſe pouuoit recuſer, non plus que l'on ne pouuoit impoſer ſilence à vne partie ciuile qui faict quelque demãde de ce qui luy peut appartenir. *Non idem* quand eſdictes cauſes ledit ſieur Procureur General eſt partie ioincte, quand il y a autre

Digitized by Google

partie ciuile, en ce cas il ſe peut recuſer, & en ce particulier ſa charge participe en quelque choſe non tant de vraye partie, que de iuge, par arreſt donné les chambres aſſemblees le Vendredy 27. Iuillet 1601. Monſieur Iabin Rapporteur. *vide Boerium, deciſ.* 258. *num.* 8.

DES PROPRES AMEVBLIZ ET meubles ſtipulez propres & comme cela ſe doibt entendre.

XL.

C'Eſt choſe qui a eſté aſſez de fois iugee par pluſieurs arreſts, que les propres conuentionnels eſtoient eſtimez propres & les propres ameublis meubles, ſelon la conuention & entre les perſonnes qui contractoient, meſmes iugé par les derniers arreſts, que quand la conuention portoit ces mots, pour ſortir nature de meuble ou immeuble en l'eſtoc & ligne, *in verbu* d'eſtoc & ligne, l'immeuble ſtipulé eſtoit partagé cõme *ſi in rei veritate* & *ſine fictione* il eſtoit immeuble, & ſans que l'õ puiſſe dire que ce ſoit double fiction, & n'en faut plus douter ayant l'arreſt eſté prononcé en robes rouges à la pronõciation de Paſques 1600, ſur vn procés party en la grand' chambre entre Monſieur de Monthelon Rapporteur & Monſieur du Tillet Compartiteur, departy en la premiere des Enqueſtes. Mais il s'eſt preſenté autre queſtion en la deuxieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur Baron au procés d'entre Thierſault & Deſnots, ſi par vn contract de mariage la femme ayant ameubly deux mil eſcus ſur ſes propres auec aduis de parens, pour entrer en la future communauté, la femme decedee ſans enfans comme auſſi le mary, la mere voulant ſucceder à ladicte femme qui eſtoit ſa fille, pouuoit demander aux freres heritiers des propres la moictié deſdicts deux mil eſcus comme meubles, & qu'à ceſte fin luy fuſt baillé vne maiſon appartenant en proprieté à ladicte femme ſur laquelle l'ameubliſſement auoit eſté ſtipulé, diſant la mere que c'eſtoit vn propre ameubly par conuention faicte *ex legitima cauſa* en faueur de mariage,

ameubliſſement faict auec aduis de parens, & autres ſolennitez requiſes, que c'eſtoit choſe ordinaire que d'ameublir des propres, que par le moyen de telle conuention le propre changeoit de nature d'immeuble en meuble, que par la couſtume la mere ſuccedoit à ſes enfans aux meubles & acqueſts.

Les freres heritiers des propres diſoient au contraire, que ceſte conuention ne ſe pouuoit eſtendre *extra perſonas contrahentium*, le mary & la femme, ne ſe pouuoient eſtendre outre la communauté, *ad effectum* de laquelle le propre auoit eſté ameubly, que ceſte conuention *limitatum habuerat effectū*, hors lequel la maiſon demeuroit en ſa propre nature d'immeuble, qu'en l'eſtendant hors ſon cas ſtipulé, ce ſeroit autant de fictions que de cas eſquels l'on l'eſtendroit. Du Moulin ſur le dix-ſeptieſme article de la couſtume de Niuernois, au tiltre des droicts appartenans à gens mariez, expliquant ces mots dudict article, deniers ſortiſſans nature d'heritage, &c. dict que cela s'entend *inter virum & vxorem, non idem aliorum reſpectu*, & n'y a apparence que ce qui a eſté trouué bon pour paruenir au mariage euſt ſon effect en choſe lugubre, & qui eſt contre le cours de nature, que ce fuſt au profit d'vne mere ſuccedant à ſa fille. Que la meſme queſtion auoit eſté iugee en la chambre de l'Edict au rapport de Monſieur Iourdain, que le fils n'ayant que meubles fut ſtipulé par ſon contract de mariage, qu'il n'entreroit que cinq mil liures en la communauté le ſurplus demeurant propre ſans qu'il peuſt y entrer apres la mort du fils ſans enfans, le pere demande tous les meubles, *etiam* ceux qui eſtoient ſtipulez propres, les heritiers des propres l'empeſchoient, par arreſt tous les meubles adiugez au pere, d'autant que telle conuention ne pouuoit auoir lieu *extra caſum conuentum*.

Par arreſt la maiſon adiugee aux heritiers des propres, ſans que l'heritier des meubles y peuſt pretendre leſdits deux mil eſcus.

Digitized by Google

DV CONTRACT PIGNORATIF, quand le creancier iouiſt par ſes mains.

XLI.

AV procés du Duc de Monbazon contre le Mareſchal du Boiſdaulphin iugé le deuxieſme Mars mil ſix cens-deux, au rapport de Monſieur Louet en la cinquieſme des Enqueſtes, que le creancier qui a par contract gracieux acquis vn heritage ne pouuoit eſtre depoſſedé, ſoit par ſō vendeur ou par autre ayant droict de luy qu'en le rembourſant de ſon ſort principal, fraiz & loyaux couſts, ſuyuant la diſpoſition de la l. *quæſitum*, §. *creditor, qui ſatiſdar. cogant. ff.* qui veut que *licèt creditor poſſeſſor dici non poßit, poſſeſſionem tamen habet*, & autant en eſt dict en la l. *cum & ſortis* §. *pignus*, la l. *ſi pignus, de pignorat. act.* & en la gloſe dudict §. *creditor. poteſt creditor qui poſſeßionem habet interdicto Vti poßidentis experiri, non idem in pignore iudiciali, tunc enim mittitur in poſſeßionem cauſa rei ſeruandæ*, & tel creancier conuentionel ayant la poſſeſſion de ſon coſté a autant de droict que le locataire, lequel au moyen de l'hypotheque ſpeciale de la choſe baillee à loyer ne peut eſtre depoſſedé *per ſingularem ſucceſſorem*, à plus forte raiſon tel creancier qui a la poſſeſſion & la choſe engagee ſpecialement affectee, autrement tels vendeurs feroient indirectement ce que eux meſmes ne pourroient faire, bailleroient plus de droict qu'ils n'en ont: a eſté neantmoins ordonné que tel acquereur pouuoit rembourſer tel creancier & entrer en ſon lieu & hypotheque, l'on a pris l'exemple de l'alienation du Domaine du Roy par forme d'antichreſe, qui eſt vn contract fort approchant du contract pignoratif, les fruicts eſtans en l'vn & en l'autre baillez pour l'intereſt du denier de l'acquereur, duquel domaine il ne peut eſtre depoſſedé qu'en rembourſant, mais quand la poſſeſſion n'eſt par deuers le creancier, au contraire quand elle demeure par deuers le proprietaire, qui paye par main au creancier la ferme qui eſt en effect la rente ou profit du denier, & que telle ferme approche au prix de la rente, en ce cas

cas la Cour a conuerty tels contracts pignoratifs en conſtitution de rente à l'option du debteur, & s'en trouue vn arreſt donné en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Anroux, le dernier iour d'Auril, mil cinq cens ſeptante-quatre, qui eſt au regiſtre des procés par eſcrit, ſigné de Monſieur Preuoſt Preſident en ladicte chambre : & ne faut entendre cét arreſt obtenu par le Sieur de Monbazon contre les creanciers precedens en hypotheque, leſquels pourroient faire decreter l'heritage, & depoſſeder en vertu de la ſaiſie.

SI EN LA PERMVTATION DES benefices, la reigle des vingts iours a lieu.

XLII.

L'On a longuement douté au Palais, ſi la reigle *de infirmis reſignantibus* auoit lieu *in ordinario, in ſimplici reſignatione*, bien que Rebuffe *tractat. nominat. quæſt.* 17. *num.* 5. decide la queſtion par pluſieurs arreſts donnez de ſon temps, par leſquels a eſté iugé, que la reigle auoit lieu *in ordinario.* Toutesfois du Moulin ſur la reigle de Châcellerie, de 20. *diebus num.* 34. recite l'arreſt de la Boiſſiere, donné *conſultis claſſibus*, & pronócé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident le Maiſtre, en l'an mil cinq cens cinquante : mais le meſme du Moulin met en doute, ſi ceſte reigle a lieu, *in permutatione admiſſa per ordinarium ſpreto patrono Eccleſiaſtico num.* 30. de ladicte reigle *de infirmis reſignantibus*, & bien qu'il y ait grande raiſon & difference, & que la cauſe principale qui a meu la Cour d'ordóner que la reigle n'auoit lieu *in pura reſignatione ab ordinario admiſſa*, par ce qu'en ce cas *ordinarius volens admiſit reſignationem*, au contraire *in permutatione* l'ordinaire *volens nolens* y eſt contrainct, ce neantmoins il ſe trouue vn arreſt au regiſtre des procés par eſcrit du Parlement, qui contient les moyens du douzieſme Iuillet, mil cinq cens ſeptante-huict, entre Iean Poiret demandeur, pour raiſon du poſſeſſoire de la Cure de Coherie, Dioceſe de Langres, & Mathieu Brichelet, par lequel le reſignant trois iours

auparauant ſon decés, paſſa procuration à ſon nepueu, pour reſigner la Cure *cauſa permutationis*, auec vn autre benefice de peu de valeur, la permutation admiſe par l'Eueſque, *ſpreto patrono Eccleſiaſtico*, & bien que l'on alleguaſt la fraude, reſignation faicte *à moriente* à ſon nepueu, *de pingui beneficio*, auec vn de peu de reuenu, & que *ex euentu* la fraude fuſt verifiee, le reſignant decedé trois iours apres la reſignation, bien que ce fuſt au mois de Iuin, *ſecus* ſi en vn mois affecté aux Graduez nommez, ou que le benefice fuſt affecté à vn Indultaire, auquel cas ne ſe pourroit la reſignation admettre au preiudice des Indultaires ou Graduez, *vide ſup. in littera G.* par lequel ſur les faicts, les parties reiglees en contrarieté, & le Prieuré adiugé au reſignataire: & depuis par autre arreſt du deuxieſme Mars mil cinq cens octante cinq, la plaine maintenuë a eſté adiugee audit reſignataire, & ſemble que l'opinion de du Moulin ſur ladicte regle, num. 110. ſoit au contraire, & conforme à vn arreſt qui ſe trouue ſur le liure de la troiſieſme des Enqueſtes, que ladicte reigle n'auoit lieu *in permutatione ab ordinario admiſſa ſpreto patrono Eccleſiaſtico*, mais c'eſt és mois des Graduez nommez, & que telle permutation eſt admiſe *in fraudem expectãtium*, auquel cas ſemble que la reigle d'euſt auoir lieu, & que le benefice vacaſt *per obitum*, au profit des Indultaires ou Graduez, meſmement quand l'on voit que telles permutations ſont faictes *potius contemplatione perſonarum*, que *fauore Eccleſiarum*: autrement qui admettroit telles permutations, & les auctoriſeroit, oncques benefice ne vacqueroit, mais le peu de deuoir que font les ordinaires és collations, donne ſubject aux Iuges de ſe diſpenſer de la rigueur du droict eſcrit, & conſtitutions canoniques, introduites en faueur des ordinaires, vrays & legitimes diſpenſateurs des benefices qu'ils ont en leur collation. *Vide deciſionem 22. Thomæ Faſtoli*, qui eſt *in volumine deciſionum Rotæ poſt antiquiores deciſiones.*

Faut noter que du viuant la permutation eſtoit remplie de part & d'autre, & le Patron ne ſe plaignoit en l'arreſt, lequel *non conquerendo jus ſuum remiſiſſe videbatur*, mais le pourueu à la preſentation du Patron ſe plaignoit, & c'eſt ce qui eſt difficile en l'arreſt.

Prudentiores Patroni, qui ſola conſcientia moti, beneficijs prouidere ſtudent, ſecundum canonicas conſtitutiones, ſanctorúmque Patrum decreta, à compermutantibus interpellati ſolent reſpondere ſe promptos & paratos, permutationi conſenſum præbere, ſi modò permutatio fauore Eccleſiæ ſit facta, ſine fraude & perſonæ capaci, & dilationem competẽtem petere, vt de negotio & permutatione certiores fieri poſſint & ſi quid in contrarium factum fuerit, id nullum & irritum fore: c'eſt vn moyen pour eluder telles permutations & gaigner temps ſuffiſant, pour empeſcher qu'elles ne ſoient remplies, & ne voudrois autrement approuuer telles permutations faictes *ſpreto Patrono*, combatuës par les trois preſomptiõs de fraude.

DE LA PREVENTION DV PAPE contre l'ordinaire qui auoit ja conferé in capaci.

XLIII.

L'On a longuement diſputé en France ſi noſtre Sainct Pere le Pape pouuoit vſer de preuention contre les ordinaires. Les raiſons fondees ſur le Concile general de Latran, qui ne donne pouuoir au Pape, que conferer *iure deuoluto: idem in Conſilio Baſilienſi*, que la clauſe s'obſeruoit encores à preſent en Cour de Rome, *tanto tempore vacauerit vt eius prouiſio ad ſedem Apoſtolicam ſecundum ſtatuta Lateranenſis Concilij deuoluta fuerit*, que par la Pragmatique telles preuentions faictes au preiudice des ordinaires eſtoient oſtees: neantmoins telles preuentions ſont approuuees par le Concordat, *in §. declarantes, de mandatis Apoſtolicis, ad quæcumque beneficia collatiua, in quibuſcumque menſibus vacantia, vide. ſ. in eadem litterea. p. 253.* Mais au procés du Prieuré de Montrion, Dioceſe de Chartres, dependant de l'Abbaye de Tiron, diſputé entre Morin & Fougeou, l'on a demandé ceſte queſtion: ce Prieuré eſtant vaccant par le decés de Fouquet ſeculier, les grands Vicaires des Abbayes de Tyron & Ioſaphat, ordre de Sainct Benoiſt, y pouruoyent vn Religieux de l'Abbaye de Ioſaphat, *ſine ſpeciali tranſlationis clauſula*, ce qui eſtoit neceſſaire, enco-

res que les deux Abbayes fuſſent de meſme ordre, par le chapitre *cùm ſingula.* au §. *prohibemus, de præbend. in* 6. grand Vicaire qui pouuoit transferer *ad effectum collationis*, ſuiuant le pouuoir ſpecial qu'il en auoit par ſon Vicariat, vn mois apres ceſte collation, le Religieux reſigne entre les mains de l'ordinaire, Camus diſpenſe *ad ſecularia*, en eſt pourueu par l'ordinaire, qui reſigne en Cour de Rome à Morin, Fougeou auoit enuoye à Rome eſt pourueu *per obitum* de Fouquet, huict iours apres le Religieux: Fougeou diſoit que la prouiſion du grand Vicaire eſtoit nulle, *defectu tranſlationis*, par ledit §. *prohibemus*, que *de facto* ce Religieux n'auoit eſté transferé, que le grand Vicaire n'auoit plus de pouuoir que l'Abbé commendataire, duquel il eſtoit grand Vicaire, qui ne pouuoit transferer, que c'eſtoit au Prieur: que celuy qui reçoit les Religieux, qui reçoit la profeſſion, celuy-là peut transferer; que les commendataires n'auoient ce pouuoir; qu'en tout cas, qu'il faudroit le conſentemẽt des Religieux, par la gloſe du chap. dernier, *de regularibus in* 6. que ceſte prouiſion eſtant nulle, le Pape auoit peu preuenir, & ne falloit conſiderer telle prouiſion eſtant nulle, *quod nullum eſt nullum producit effectum.*

Morin au contraire diſoit que la prouiſion de l'ordinaire eſtoit bonne, que le commendataire auoit peu transferer *tacitè, ſcilicet conferendo*, que *hæc tranſlatio quæ fit per collationem*, n'eſt que *ad tempus*, & de faict incontinent que le benefice eſtoit reſigné, le Religieux *ad primum redibat monaſterium*: que les commandes eſtoient vrays tiltres, perpetuelles, *in temporalibus & ſpiritualibus.* Que du Moulin ſur la reigle *de infirm. num.* 434. explique le §. *prohibemus*, & qu'il ſuffiſt que *tranſlatio fiat intra ſex menſes*, que *interea valebat prouiſio, ſaltem non erat ipſo iure nulla.* Qu'en France, l'on auoit touſiours diſputé au Pape les preuentions, auparauant le Concordat, & eſtoit *inter priuilegia Eccleſiæ Gallicanæ*: que l'on ſçait les empeſchemens donnez à la publication du Concordat, voila pourquoy le Pape s'eſtant ſeulement reſerué la preuention, par ledict §. *declarantes, de mandat. Apoſtolicis, in Conc.* telle preuention comme odieuſe, auoit touſiours eſté reſtrainte, *ſcilicet rebus integris*, l'ordinaire ne s'eſtant mis en deuoir de conferer, la

prouiſion de l'ordinaire n'eſtant nulle *ipſo iure*, ſuiuãt la gloſe de la Pragmatique Sanction, *in §. item circa, in verbo, non valeant de collat.* Monſieur de Selue *in tertia parte de Beneficijs, quæſt.* 67. & du Moulin ſur la reigle *de infirm. reſignantib. num.* 74. 82. 102, 434. que ceſte reigle s'obſeruoit en France en toutes les Cours ſouueraines, qui eſt à dire *rebus integris Papa poteſt præuenire, non autem integris non poteſt præuenire*, par arreſt Morin maintenu & gardé, au rapport de Monſieur Fouquet, le douzieſme Decembre 1603.

Iugé par cét arreſt, que *collatio ordinarij etiam inualida, & quæ annullanda veniebat, impedit præuentionem ſummi Pontificis.* Que *talis ſummi Pontificis præuentio nulla erat, dicitur enim præuenire ordinarium, rebus omnino integris*, en telle ſorte *quòd ſi quid de collationis ſubſtantialibus factum fuerit à collatore, ceſſat omnis Papæ præuentio.*

PEINE A FAVTE D'ESPOVSER.

XLIIII.

PEine ſtipulee à faute d'eſpouſer, *vide ſup. in littera folio.*

PROCES PARTY EN OPINIONS.

XLV.

AV procés party en opinions en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur du Four au mois de 1904. Monſieur Ribier Compartiteur, l'vne des parties ayant entendu les opinions, a preſenté requeſte à la Chambre, à ce que la partie aduerſe euſt à opter telle des deux opinions que bon luy ſembleroit, luy en donnant le choix, s'agiſſoit de l'interpretation de leur couſtume, ſi l'on ſuccederoit *in collaterali per capita, aut in ſtirpes*, ſur la difficulté que l'on a faicte ſi la chambre où le procés auoit eſté party en pouuoit opiner, auſſi que paſſer l'arreſt à l'vne des deux opinions, ſans autre cognoiſſan-

Digitized by Google

ſans autre cognoiſſance de cauſe, s'agiſſant de l'interpretation de la couſtume, la queſtion a eſté demandee en la grand chambre, en fin arreſté que la requeſte ſeroit communiquee à la partie, & miſe au ſac, & du depuis au veu de l'arreſt, & que le diſpoſitif commenceroit, la Cour ayant eſgard à ladicte requeſte, ordonne, &c. à ce que l'on veiſt que la cauſe auoit eſté iugee pluſtoſt ſuiuant les offres, *quàm ex meritis*.

DE PENSION CREEE SVR *vne Prebende.*

XLVI.

L'On a diſputé ſi l'on pouuoit creer penſion ſur vne Prebende, laquelle ne conſiſtant pour tout reuenu qu'en diſtribution deuë à celuy qui reſidoit & aſſiſtoit au ſeruice, l'on ne pouuoit en rien ſeparer le reuenu, eſtant d'ailleurs ridicule aſſigner penſion ſur vn reuenu incertain, qui depend de la reſidẽce que pourra faire le titulaire, en la volonté duquel il ſera de payer la penſion en reſidant, ou rendre la penſion ſans effect en ne reſidãt.

Au contraire, l'on diſoit que tels benefices eſtoient ſimples ſans charge d'ames, ſur leſquels les penſions eſtoient admiſes & receuës en ce Royaume : que telles diſtributions eſtoient en reuenu, que telle penſion eſtant crée en Cour de Rome du conſentement du reſignataire eſtoit valable, iugé que telle penſion eſtoit valablement creée, & qu'elle ſe deuoit payer à la vie du reſignant, par arreſt du dernier Decembre mil ſix cens cinq, Monſieur Charton Rapporteur, Monſieur Roſe Eueſque de Senlis demandeur, pour le payement de deux annees d'arrerages de penſion, creée ſur vne prebende de Ienuille Dioceſe de Chaalons.

Digitized by Google

PROPRE NE REMONTE EN *pays couſtumier.*

XLVII.

C'Eſt choſe commune en toutes nos couſtumes, que propre ne remonte point, & que les aſcendans ſont exclus par les collateraux, & ſur la diuerſité des couſtumes, les vnes diſans ſimplement que les aſcendans ne ſuccedoient aux propres, mais les collateraux *liberis deficientibus*: les autres adiouſtans qu'aux choſes donnees par pere ou mere, aux enfans en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, les pere & mere ſuccedoient à leurs enfans decedans ſans enfans.

L'on a demandé ſi és couſtumes qui diſpoſent ſeulement que les propres ne remontent, & que les aſcendans n'y peuuent ſucceder, cõme la couſtume ancienne de Paris, & celle de Chaulny, l'on pouuoit ſuppleer le droict de retour des choſes donnees par les aſcendans: ceux qui diſoient que l'on deuoit prendre les termes de la couſtume en leur propre ſignification, ſans y adiouſter le droict de retour, ſe fondoient ſur l'ordonnance de ſoixante ſept des meres, qui contient entre autres choſes, que en pays couſtumier les propres ne remontent, & que c'eſt vne regle en tout le pays couſtumier, que le droict de retour, n'eſt qu'vne exception de la regle, laquelle exception eſtant obmiſe, la loy eſt generale, pure & ſimple, ſans limitation, que le droict de retour eſtoit fauorable en droict, par ce que *emancipatis filijs pater non ſuccedebat, ſed ad eorum ſucceſſionem, liberis deficientibus fratres vocabantur*, c'eſt pourquoy *in ſolatium amiſſorum liberorum bona profectitia ad patrem redibant*, nous n'en auons autre choſe par nos couſtumes, *non idem* que les peres ſuccedẽt à leurs enfans és meubles & acqueſts, que s'ils ſuccedoient aux propres ils ſeroient ſeuls heritiers, à quoy nos couſtumes ont pourueu, leur oſtant les propres des enfans, qu'en tel retour des choſes donnees n'y auoit aucune faueur, eſtant contraire à la nature du don, *vera donatio quæ nullo iure reuertitur ad donantem,*

Digitized by Google

qui donat amittit. Il eſt en la puiſſance de celuy qui donne ſtipuler le retour, s'il n'eſt ſtipulé *pura remanet donatio*, l'on vſe de la comparaiſon des graces que Dieu donne aux hommes, aux donations, faictes par les peres à leurs enfans c'eſt ſans aucune remuneration, reuerſion, ne recompenſe, la diuerſité des couſtumes qui ont adjouſté le droict de retour, d'auec celles qui l'ont obmis monſtre aſſez l'intention de ceux qui dreſſent les couſtumes, les vnes l'ayans trouué raiſonnable, les autres au contraire, qu'il eſtoit extraordinaire d'adiouſter aux couſtumes, que telles couſtumes diſpoſoient de telles ſortes de, biens, meubles, acqueſts & propres, *nulla quarta ſpecies*, donnoient les meubles & acqueſts aux aſcendans, & les propres aux collateraux, *liberis deficientibus*, que les choſes donnees par pere & mere, eſtoient le vray propre des enfans, tenans lieu de partage, de legitime, venans *non tam ex liberalitate parentis*, que par vn droict & debuoir de nature qui y oblige les peres: de diſtinguer ce droict de retour d'auec la ſucceſſion des propres des enfans, la couſtume nouuelle de Paris y reſiſtoit, qui appelloit tel retour droict de ſucceſſion, partant nos autres couſtumes diſpoſans des ſucceſſions des biens propres des enfans, au profit des plus proches collateraux, à l'excluſion des aſcendans, on prenoit tel droict de retour, que par l'ancien droict Romain *bona profectitia filiorum emancipatorum ad patres non redibant ſine ſtipulatione*, mais du depuis *ex æquitate*, par la l. *iure ſuccurſum, de iure dotium. ff.* tel retour leur a eſté donné, *idem* en la l. 2. *de bon. quæ liber. C.* que ceſte equité eſtoit fauorable en pays de droict eſcrit, qui ne ſe pouuoit ſuppleer en pays couſtumier, où la raiſon de ſucceder eſtoit toute autre. Au contraire ceux qui fauoriſoient le droict de retour, & qui eſtoient d'aduis de l'adiouſter és couſtumes qui diſpoſoient ſeulement que les propres ne remontoient, ains qu'ils appartenoient aux collateraux, ſouſtenoient que ceſte regle, que propre ne remontoit, n'eſtoit que pour conſeruer les propres *in linea*, pour l'effect de la regle *paterna paternis*, ce auoit eſté l'opinion de du Moulin, en ſon Ann. ſur le 130. article de la couſtume ancienne de Paris, qu'il falloit diſtinguer ceſte regle, propre ne remonte, auec le droict de retour, qui n'auoict rien de cõmun l'vn auec l'autre,

tre, le meſme Du Moulin, ſur le 75. article de la couſtume d'Artois le tient expreſſement, où il adiouſte à ces mots de ladicte couſtume, propres ne remontent point, excepté, dit-il, aux venuz de leur part, car ce n'eſt pas remonter, mais retourner, & le monſtre plus particulierement en ſon Annotation ſur le quatrieſme article de la couſtume d'Auuergne au tiltre des ſucceſſions, où expliquant que le propre ne remonte, il s'entend ſi le pere n'eſt de l'eſtoc & ligne dont eſt procedé le propre heritage, *ſecus* s'il eſt de l'eſtoc & ligne, qu'il falloit entendre ces mots, propres ne remontent, des propres aduenus aux enfans par ſucceſſion qui ne peuuent remonter aux aſcendans qui n'eſtoient de la ligne, ny de l'eſtoc, dont les propres procedoient, mais que ce droict de retour eſtant choſe du tout particuliere, vn droict ſpecial fondé ſur vne equité, ſur vne tacite ſtipulation preſumee de la loy, que le pere qui donne à ſon fils, ne donne qu'à la perſonne du fils, & de ſes deſcendans, & non aux collateraux, aymãt mieux la choſe donnee pour luy, que pour des collateraux, auſquels il n'a aucune obligation ne ſubiect de donner, c'eſt vn droict de reuerſion preſumé par la loy tres-veritable en ſoy, que ce n'eſt vne exception à la regle, propre ne remonte, mais vn droict ſpecial & particulier, les peres ſont obligez par la loy de nature, de donner à leurs enfans, ou par aduancement d'hoirie, ou autremẽt il ſeroit dit que des collateraux qui ne ſont riẽ au pere receuſſent l'effect de ceſte liberalité & debuoir de nature, inique de le leur communiquer, la cauſe du don ceſſe, par la mort du fils decedant ſans enfans, nul ſubiect, ny raiſon de preſumer que le pere ſe ſoit voulu deſpoüiller pour autre que pour ſon fils & ſes fils deſcendãs, que nos couſtumes qui ont iugé le don faict par les aſcendans propres, & celuy faict par des collateraux acqueſts, ont iugé la difference: celuy qui eſt propre, il eſt *in patre & filio eadem perſona*, ne change de main, l'acqueſt tout au contraire: iuger autrement ce ſeroit deſtourner les pere de donner à leurs enfans, les contraindre en donnant de penſer à la mort de leurs enfans pour ſtipuler le retour, c'eſt pourquoy les couſtumes qui ne diſpoſent particulierement de ce droict de retour, n'en priuent les pere & mere, par ce que c'eſt vne loy

Digitized by Google

particuliere, qui a pour ſon fondement l'equité & raiſon qui ſe peuuent aiſement ſuppleer en la couſtume qui n'en diſpoſe au contraire.

Ceſte queſtion s'eſtant preſentee en la couſtume de Chaulny, qui ſemble eſtre des plus expreſſes pour ceſte regle, propre ne remonte, ne parlant neantmoins des droicts de retour des choſes donnees, bien qu'en termes generaux elle parle des propres & des naiſſans, és articles 38. 44. 74. il y a eu arreſt interlocutoire pour informer en turbes, mais les turbiers s'eſtans remis au iugement de la Cour, pour n'auoir veu arriuer ſemblable queſtion; par arreſt du vingtneufieſme iour d'Auril, mil ſix cens ſix, iugé en faueur du droict de retour, & ſe ſont trouuez quelques arreſts donnez en ſẽblables couſtumes qui ne diſpoſent du droict de retour.

Les noms des parties, Monſieur de la Gueſle, curateur de la fille du Marquis de Menelay, & Dame Louyſe de Haluin, pour la terre de l'Aunoy, Monſieur de Grieu Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes.

POVR LES COVSTVMES QVI *veulent que celuy qui n'a propres ne peut diſpoſer que du tiers de ſes acqueſts.*

XLVIII.

PLuſieurs couſtumes de ce Royaume, veulent que celui qui n'a aucuns propres ne peut diſpoſer que du tiers de ſes acqueſts, & celuy qui n'a propres ny acqueſts, ne peut diſpoſer que du tiers de ſes meubles, l'on a demandé s'il faut auoir des propres, ou acqueſts en la meſme couſtume, ou s'il ſuffiſt en auoir hors la couſtume. La raiſon de douter eſtoit de l'opinion de d'Argẽtré, ſur le traicté qu'il a fait *de donationibus num.* 108. qui deſire que l'on ayt des propres *in eadem prouincia*, en laquelle l'on diſpoſe, n'eſtant vray-ſemblable que *lex vel ſtatutum, de aliјs quàm ſibi ſubiectis ſtatuere voluerit*: iugé au contraire, & que la couſtume ne deſiroit que la qualité de propres, sãs ſpecifier l'endroict où il les falloit auoir, & qu'il ſuffiſoit que la qualité ſe

verifiaſt en la perſonne de celuy qui donne, qu'en cela la couſtume *nihil ſtatuebat* ſur les propres, ne les chargeoit aucunement, ne deſiroit que la qualité, par arreſt prononcé le dixſeptieſme Iuin, mil ſix cens ſix, entre de Freſnes, & de Vignes, Sieur de la Baſtide, au rapport de monſieur Louet en la cinquieſme chambre des Enqueſtes.

DE LA PRESCRIPTION de cent ans.

I L.

De la preſcription centenaire, *vide ſ. in littera C. pag. 76.* & ſuiuantes.

DES CLAVSES PENALES reſolutiues ou des contracts.

I.

AV procés d'entre la Dame de Breſſieux, & Dame de la Fare, s'agiſſoit de ſçauoir ſi eſtant ſtipulé en vne tranſaction ſolemnellement faicte, & qui vuidoit des procés de ſubſtitutions qu'il y auoit trēte ans qui duroient, que dās deux mois l'on bailleroit trois cautions denommees par la trāſaction, & à faute de ce faire qu'il ſeroit loiſible d'opter la reſolution de la tranſaction, ou en pourſuiure l'execution auec dommages & interreſts, le dixieſme iour apres les deux mois expirez, ſans aucune ſommation & interpellation ne option ſignifiee: la Dame de la Fare cedde les meſmes choſes pour le meſme prix à vn tiers, trois iours apres la Dame de Breſſieux offre ſes trois cautions.

La Dame de la Fare diſoit, que par la loy, *magnam. de contrahenda & committit. ſtip. C. dies interpellabat pro homine*, que *quando dies eſt & pœna, moram purgare non licebat*, il en eſt autant dict en la l. *Celſus, de recept. arb. ff. qui ſtatuta die non ſoluit, licèt illico offerat, verum eſt certa die non dediſſe*, que *pœna debetur, conuentio legem dedit contractui, non aliàs contracturus*, ſi à faute de payer *certa die*, il y a peine, *aut à lege, aut à conuentione mora pur-*

Digitized by Google

gari non poteſt, pœna debetur. & ainſi le tient maiſtre Charles du Moulin ſur le ſoixante-deuxieſme §. de la Couſtume de Paris, num. 9. gloſe 1. que quand l'on voudroit *celeri ſatisfactione purgare moram*, il faudroit y venir dans dix iours, *l. promiſſor, §. 1. verſ. mediam, de conſt. pec. medium autem tempus, eſt decem dierum*: que c'eſtoit la commune opinion des Docteurs, en la l. *inſulam. de verborum obligat.* & paſſoit plus outre, que *hæc moræ purgatio*, venant *ex æquitate, bono & æquo, in l. ſi ſeruum, §. ſequitur, de verborum obligat.* ſi eſt-ce que *hæc æquitas non patitur, vt quid cum damno alterius fiat*, il faut que cela ſe face *rebus integris, ſi partis non interſit, ſi poſt diem res deterior facta non ſit*, comme il eſt dict, *in l. ſi ita quis. §. ſera, de verborum obligat.*.

La Dame de Breſſieux diſoit au contraire, qu'il y auoit grande difference *in ſtipulatione pœnali*, ou és ſtipulations contenans peines comminatoires, clauſes contenans la reſolution des contracts, *primo caſu*, la l. *magnam*, ſe pouuoit obſeruer, & la l. *Celſus, die elapſo pœna committitur, dies pro homine interpellat, ſi certò die non dederis, non feceris, decem pœnæ nomine dabis, idem ſi à lege id ſtatuatur*, ſinon que telles peines fuſſent apposees *in fraudem vſurarum*, mais aux autres conuentions qui contiennent la reſolution des contracts, l'on y eſt plus retenu, & par l'equité canonique du chap. *non potuit. de loc. & cond. celeri ſatisfactione mora purgari potuit*, & equité de la loy *ſi ita quis. §. ſera, de verb. obligat. moræ purgatio admittitur.* La queſtion a bien eſté entre les Iuriſconſultes & Docteurs, *quænam tempora deſiderari poſſent ad purgandum moram*, aucuns *decem dies*, en la l. *promiſſor. §. 1. de conſt. pecun.* autres iuſques à la conteſtation, *l. ſi inſulam, de verb. obligat.* mais la plus commune opinion a eſté, que *hoc iudicis arbitrio relinquendum erat*, & par ledict *§. ſera, in fine*, & par la gloſe du chapitre *mora, de regul. iuris in 6.* & eſt l'opinion de du Moulin ſur le §. 1. gloſe 7. num. 5. de ſes Commentaires ſur la couſtume de Paris, & au §. 62. num. 9. Par arreſt la Dame de Breſſieux a eſté receuë à bailler ſes cautions, *& ad moræ purgationem, etiam poſt decem dies*, l'arreſt donné au rapport de Monſieur Deſlandes, à la prononciation de Noel, 1607.

RENONCIATION A LA COMmunauté apres la ſubſtraction.

I.

SVR la queſtion qui ſ'eſt preſentee à la Cour, ſçauoir ſi vne veſue trouuee ſaiſie de pluſieurs meubles de la communauté de ſon defunct mary, & d'elle, ayant neãtmoins renoncé à la cõmunauté de ſon mary & d'elle, deuoit eſtre declaree cõmune ou non.

A eſté iugé que l'acceptation de communauté eſtoit ſemblable à l'adition d'heredité, c'eſtoit comme vne ſucceſſion de biens particuliers, *ſcilicet* de meubles & acqueſts, que tel pouuoit ſucceder aux meubles & acqueſts, ſans rien prendre aux propres, que les debtes eſtoient diſtinctes: partant que comme l'heritier ayant faict acte d'heritier, n'eſtoit plus receuable à renoncer, auſſi ayant par la ſubſtraction accepté la communauté, n'y auoit lieu d'y pouuoir renoncer, que par la l. *ſi ſeruum §. Prætor. ait. de acquir. vel omit. hæred. ff.* l'on diſtinguoit de celuy qui auoit faict acte d'heritier *ante vel poſt renunciationem: ſi ante,* ne pouuoit plus renoncer, *ſemel enim hæres &c. ſi poſt, vt prædo tenebatur.* Auſſi la veſue ayant pris des meubles auant la renonciation, elle eſt declaree commune, ſi depuis condamnee à rendre les meubles mal pris, & és dommages & intereſts du larcin. En la l. *Paulus reſpondit 48 ad Senat. Trebell. ſubſtracta per fidei commiſſarium ex hæreditate, reſtitui hæredi, & in caſum fidei commiſſi, non repeti, propter ſubſtractionem, in l. reſcriptum, de his quib. vt ind. in ſubſtractis hæres inſtitutus non habet quartam odio ſubſtractionis, indignus enim legis beneficio, qui in legem committit.* Cét arreſt donné au rapport de Monſieur Cheualier en la cinquieſme des Enqueſtes, le vnzieſme Ianuier 1587. ſur vn appel des Preſidiaux d'Angouleſme.

Autre arreſt donné en la meſme chambre, au rapport de Monſieur l'Archer, pour vne veſue de la ville de Langres.

Autre arreſt au rapport de monſieur de Montelon en ladicte Chambre, contre la veſue de l'Huiſſier Drouard.

Autre arreſt au rapport de monſieur Louet en ladicte chambre, entre Iacques Girard & les Guillaudins, le troiſieſme Feurier 1588.

Digitized by Google

Autre arreſt au rapport de monſieur de Meſmes en ladicte chambre, le dernier iour de Decembre 1594. entre Bruneau & le Page.

Chaſſaneus in conſuetud. Burgund. rub. 4. §. 21. *in verbo*, ayant ſubſtraict, num. 3. 4. 5.

Le vingt-ſeptieſme Octobre mil cinq cens nonante cinq, arreſt au rapport de Monſieur de Grieu, en la cinquieſme des Enqueſtes, entre Monuillier, le Moyhier, & Genebriais, par lequel iugé, ſuiuant la l. *ſi ſeruum*. §. *ait Prætor, verſ. hoc edictum, de acquir. vel omitt. hæred.* qu'apres la renonciation l'on ne peut faire aucun acte d'heritier, *ſed qui poſt renunciationem res hereditarias ſubſtraxit, furti actione creditoribus tenetur, ſi quidem poſt renunciationem, eſt veluti extraneus.*

RETRAICT FEODAL *ou lignager.*

II.

SVR la queſtion qui s'eſt preſentee au procés d'entre Madame la Princeſſe de Condé contre le Seigneur de Graffart, ſi en la couſtume de Perche, qui donne au Seigneur de fief droict de relief à toute mutation de vaſſal, vn contract de vente d'vne terre fait en Ianuier mil cinq cens nonante, & en Iuin enſuiuant, la meſme terre reuenduë, retiree par vn lignager ſur le premier contract, il eſtoit deu à ladicte Dame relief du ſecond contract, ou autres profits de fiefs, attẽdu que *mutatum fuerat dominium*: & que le ſecond acquereur auoit faict la foy & hommage pour raiſon de ladicte terre, & exhibé ſon contract d'acquiſition. Iugé par arreſt qu'il n'eſtoit deu aucun profit du ſecond contract, pour auoir eſté reſolu par le moyen du retraict lignager que *cum effectu mutatum non fuerat dominium*, que le ſecõd acquereur *incommutabiliter dominus non fuerat*? que telles couſtumes ſe deuoient entendre des contracts qui pouuoient ſubſiſter, & non de ceux qui ſe reſoluoient *inuitis & contradicentibus poſſeſſoribus*, reſolution qui eſtoit *à lege, non ab homine*: que tels profits de fief eſtoient reels, & non purs perſonnels, & *re euicta nihil amplius deberi.*

L'on allegue vn autre arreſt donné au rapport de Monſieur Boucher, en l'annee mil cinq cens nonante deux, contre le Chapitre de l'Egliſe de Paris, par lequel fut iugé qu'vn acquereur ayant eſté contrainct deux ans apres ſon acquiſition de deſguerpir pour les grandes hipotheques, ne deuoit aucunes ventes de ſon acquiſition. *Non enim videtur factum niſi duret factum*, & peut l'on dire que les contracts de vente ſubſequẽs celuy ſur lequel le retraict a eſté executé ſon nuls *ipſo iure*, comme non aduenus: & de faict la terre n'eſt aucunement affectee aux debtes du ſecond acquereur, non plus que du premier ſur lequel l'on a retiré, Monſieur Malon Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le ſeptieſme Octobre 1594. La couſtume nouuellement reformee de la couſtume de Paris article 79. au titre des cenſiues, a pourueu à ceſte queſtion, & ne ſont deuës que ventes de l'vn des contracts.

L'opinion de ceux qui ont eſtimé y auoir retraict lignager, ou feodal aux rentes conſtituees, n'a eſté receuë au Palais, d'autant que ſont rentes volantes, *quæ ſitum non habent, nec perpetuò fundum afficiunt:* du Moulin a eſté de meſme opinion en ſes Annotations ſur le 159. article de la couſtume de Montfort, num. 1. *vide* 7. *in littera L. pag.* 420. & 421.

RETRAICT DE MY-DENIER.

III.

AV procés d'entre du Tertre, & Dozanuille, s'eſt preſentee ceſte queſtion, ſi en la couſtume de Boulonnois, en laquelle n'eſt parlé du retraict de my-denier, qui veut neantmoins qu'il y ayt communauté entre mary & femme, des meubles & acqueſts, ſi le mary pendant la communauté, ayant acquis par retraict feodal vn heritage pour raiſõ d'vn fief qui eſtoit de ſon eſtoc & ligne, le mariage diſſolu la femme eſtoit bien fondee à demander aux heritiers du mary à luy offrir ſeulement la moitié du prix, pour lequel l'heritage auoit eſté retiré.

La vefue diſoit que la loy de la communauté vouloit que

Digitized by Google

les acquiſitions faictes pendant le mariage ſe diuiſaſſent par egales portions entre le ſuruiuant & l'heritier du predecedé, que le retraict feodal eſtoit acqueſt, que la choſe ainſi retiree ne pouuoit eſtre entre les propres, pour n'eſtre venüe de ſucceſſion, mais acquiſe des deniers de la communauté, que l'offre des heritiers n'eſtoit raiſõnable d'autãt que la loy de la communauté donne droict *in ipſis corporibus non in precio tantùm*, & il y a difference de l'vn à l'autre, meſmes au faict particulier, que l'heritage fut retiré l'an mil cinq cens cinquãte-deux, que les heritages eſtoient à fort vil prix au Boulõnois & la diſſolution du mariage aduenuë en l'an mil cinq cens quatre-vingts-huict, que les heritages auoient triplé de prix, que quelques couſtumes de ce Royaume admettoient le retraict de my-denier au retraict lignager, mais non au feodal, que la difference eſtoit grande de l'vn à l'autre, & de faict que le lignager ne ſe pouuoit ceder mais bien le feodal, voire bailler à ferme, comme eſtant *in fructu*, comme l'a tenu du Moulin ſur la couſtume de Paris, §. 13. num. 38. & au §. 25. num. 152. 153. qu'il y auoit moins de difficulté pour ceſte conſideration, meſmement que la couſtume de Boulonnois ne parloit du retraict de my-denier, qu'il ne ſe pouuoit ſuppleer moins ſ'adapter au retraict lignager qui eſt plus fauorable, & qui exclud le feodal.

L'heritier du mary au contraire, diſoit qu'il auoit eſté iugé par pluſieurs arreſts, que ce qui eſtoit introduit en faueur du retraict lignager, auoit lieu au feodal, que le retraict de my-denier n'eſtoit tant vn droict couſtumier que general en ce Royaume où il y a communauté entre le mary & femme, fondé ſur grande raiſon, le retraict de my-denier eſt introduict au retraict lignager, pour la conſeruation des heritages en la famille, & appartient *iure agnationis & ſanguinis*, autrement s'il n'auoit lieu, il aduiendroit vn effect du tout contraire au retraict lignager *ſcilicet* que *diſſoluta ſocietate* la femme auroit vne moitié en la choſe retiree, & au lieu de conſeruer l'heritage en la famille, ce qui eſt de la ſubſtance du retraict lignager on le mettroit en perſonne eſtrangere, & qui n'eſt *de gente & familia*, que la meſme raiſon militoit au retraict feodal, introduict en faueur des Seigneurs de fief, pour reünir

reünir à leur menſe feodale ce qui enaeſté autresfois oſté, d'auantage que le retraict feodal, eſtant vne fois executé, il eſtoit reüny au fief, & la reünion faicte, *ipſo iure, ipſo facto vnum erat feudum*, cenſé de meſme nature & qualité, le mot de reünion le demonſtre, laquelle reünion eſtant vne fois faicte ne ſe peut plus ſeparer ſans nouuelle alienation.

La vefue repliquoit, que faiſant ceſte partition des acqueſts *in corporibus hæreditarijs*, c'eſtoit bailler la moitié à perſonne eſtrangere, que par le moyen du mariage *erat os ex oſſibus mariti*, *caro ex carne*, que ſi pendant que le mary auoit veſcu, ce n'eſtoit qu'vne meſme perſonne, *duo in carne vna*, il n'eſtoit ſi hors de raiſon, qu'apres le decés de l'vn des deux conioincts, *iuris quadam fictione* l'on continuaſt en la perſonne du ſuruiuant, ce qui auoit eſté *in rei veritate* pendant le mariage : en tout cas, quand bien l'on voudroit introduire vne nouuelle loy en la couſtume, ou faire ceſte extenſion, qu'il faudroit deſ-intereſſer la vefue & eſtimer l'heritage à ce qu'il vaut, lors de la diſſolution du mariage.

Reſpondoit l'heritier, que l'intereſt n'eſtoit conſiderable, & que le hazard eſtoit pareil à la femme, pour raiſon des heritages retirez par retraict feodal des fiefs qui luy appartiennent, & pour monſtrer que tel heritage retiré par retraict feodal ou lignager, auoit quelque particularité qui les ſeparoit des autres acqueſts de la communauté, c'eſt qu'ils ſe faiſoient *non nomine* des deux conioincts, *ſcilicet* du mary & de la femme, *non nomine communi*, mais de celuy de l'eſtoc duquel eſt la parenté, ou le fief, *non iure ſocietatis, ſed iure quodam ſpeciali ſanguinis aut feudi*. Par arreſt, la vefue deboutee de ſa demande, & ordonné qu'elle n'auroit que la moictié du prix, pour lequel le retraict feodal auoit eſté executé, qui eſt vn droict de my-denier introduict en ladicte couſtume, Monſieur de Meſmes Rapporteur, en la cinquieſme des Enqueſtes, le quinzieſme Septembre, mil cinq cens nonnante-quatre.

Digitized by Google

REPROCHES DE TESMOINS.

IIII.

IVgé, au rapport de monſieur Iabin en la cinquieſme des Enqueſtes, que le reproche contre vn teſmoin repris de Iuſtice, pour crime infamant, ſe doibt noter, *bona ſupplendo*, bien qu'il n'y ayt le mot de condamné.

REPROCHES DE TESMOINS.

V.

IVgé au rapport de monſieur Bourgoin, le vingt-vnieſme Iuin, mil cinq cens trente-vn, en la cauſe de Regnauld de Marle, que la diſpoſition du Chapitre *licèt, de teſtibus*, n'eſt gardee qui admet *reprobatoria reprobatoriorum* & fut le demandeur debouté de ce qu'il vouloit, *etiam in cauſa criminali*, eſtre receu à reprocher les teſmoins oüys en l'enqueſte ſur faicts de reproches, l'arreſt donné ſur l'ancien ſtile du Palais, par lequel *reprobatoria reprobatoriorum non admittuntur : fallit in arduis*, eſtant *in religione iudicum* de admettre *ex magna cauſa* la preuue, quand il ſe voit vne ſuſpicion vehemente de ſubornation des teſmoins que l'on veut reprocher, mais cela s'admet pluſtoſt *Iudicis officio quàm parte requirente.*

RENTES DIVISEES PAR la Preſtation.

VI.

EN la cauſe de Philippes de Symier, contre Pierre Guerry, a eſte iugé qu'vn creancier qui a pluſieurs heritages hypotequez pour sõ deu, receuãt partie de la rẽte de l'vn des detẽteurs deſdits heritages à la proportion qu'il detient deſdits heritages, ne ſe peut plus addreſſer à l'vn des obligez ſolidairemẽt pour toute la rente,

ſuiuant la l. *ſi debitores*, *C. de pactis*, laquelle a lieu non ſeulement *in perſonali actione*, mais *in hypothecaria, arg. l. inter reos, de fideiuſſoribus .ff. ex pluribus enim ſolutionibus tacita præſumitur pactio quæ vt expreſſa operatur*, Monſieur Gayant Rapporteur, en Mars mil cinq cens trente-vn.

RESTITVTION EN ENTIER *au retraict lignager.*

VII.

AV mois de May, mil cinq cens trente-deux, iugé en la cauſe d'entre Iean de la Tour & Pierre Robineau, que l'on ne peut eſtre reſtitué contre la diſpoſition de la Couſtume, qui veut que ceux qui viennent au retraict lignager doiuent payer le prix dans certain temps, bien qu'il y euſt à dire fort peu de temps, & que la partie vouluſt fonder la cauſe de ſa reſtitution ſur cauſe fauorable, *quia de momento ad momentum fit computatio, & tempore elapſo ſtatim parti jus quæritur quod Principis reſcripto tolli non poteſt*: & par le meſme arreſt iugé que *minores contra ſtatutorum præſcriptionem non reſtituuntur quando de eorum facto non agitur, puta cùm quid in quærendis omiſerunt*, comme au retraict lignager: & eſt ce que l'on dict ordinairement, que *Princeps contra conſuetudinem non reſtituit. Reſtituit tamen contra ſtili omiſſionem, Conſule Carol. Molin. in conſuetud. Pariſienſ. §. 13. gloſ. 3. in verbo*, prendre, retenir & auoir, num. 5. *verſ. quinto.*

RENTES CREES A ESCVS.

VIII.

PAR arreſt donné en l'audience le Mardy vingtſixieſme Iuillet mil cinq cens nonante-quatre, Robert plaidant pour les Doyen Chanoines & Chpitre de l'Egliſe d'Angers, inthimez, contre Chouart, plaidant pour René Errault, vne rente de ſix eſcus, creée pour cent eſcus, payees en 75. eſcus, & le reſte en mon-

Digitized by Google

noye declaree bonne &valable, l'appellant condamné payer & continuer en eſcus: donné en conſequence d'autre arreſt donné aux Grands-Iours, tenus en la ville de Poictiers en Septembre mil cinq cens ſoixante-ſept, le ſeizieſme Septembre, au profit des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Egliſe d'Angers, contre Yues Ernauld, plaidans Hunauld & André, pour vne rente de dix-huict eſcus, au payement du principal de laquelle le contract portoit que l'on auoit baillé cent ſoixante-neuf eſcus, trente-trois eſcus couronne, & cent ſoixante dix-ſept liures quinze ſols en monnoye.

Pour concilier la diuerſité des arreſts qui ſont interuenus en telles rentes creees à eſcus, l'on a diſtingué des contracts de conſtitution, qui portoient le prix & eualuation des eſcus *tam in ſorte quàm in reditu*, comme leſdicts eſcus valans tant de liures, & en ce cas l'on a eſtimé que telle appreciation dõnoit l'option au debteur, & que l'intention des parties eſtoit telle, & l'ont ainſi tenu les Docteurs en la l. *cùm quid, ſi certum petat. ff.* & notamment Cynus, *in l. minorum, in quibus cauſ. reſtit. in integrum non eſt neceſſar. C.* Le Panorme & Felinus *cap. quanto, de iureiurando*, le Balde en ſon Conſeil 339. *tunc aureus datur ratione libræ, hac enim appreciatio ſeu æſtimatio id operatur vt debeantur aurei in libris turonenſibus, & ſic non tam ſpecies quàm eius æſtimatio certa*, qui eſt l'opinion de Bartole *in dicta l. Paulus, quæſt. penultima. de ſolut.* mais quand la ſtipulation de la rente eſt à eſcus non appreciez, la plus grande partie du ſort principal payé en eſcus non appreciez, & le reſte en monnoye, telles rentes ſe payent en eſcus ou la iuſte valeur, au temps de l'annee courante: & eſt l'opinion de Bartole en la *l. Paulus, in fine de ſolutionib.* L'on a tenu au Palais pour maxime, que le creancier ne receuant plus grand profit que celuy qui eſt limité par la loy, ny le debteur perte aucune, l'on ne peut reprouuer les contracts de conſtitution de rente.

Au faict particulier, que les creanciers auoient payé le ſort principal en eſcus, ou la iuſte valeur en autres eſpeces, qu'il n'y a aucun profit pour le creancier *idem* vn eſcu, ou la valeur d'vn eſcu, le debteur a receu en eſcus ſon ſort principal ou le prix de l'eſcu: qu'en l'vn & en l'autre il n'y a aucun profit ne perte, ne pouuant le debteur alleguer qu'il euſt

mis l'eſcu à plus qu'il n'eſt par l'ordonnance, que *auri vel argenti materia forma publica percuſſa æſtimationem non ex ſubſtantia & materiæ quantitate ſeu bonitate, ſed à lege accipiebat, l. 1. de cont. empt. ff.* qu'il y auoit touſiours eu proportion de l'or à l'argent pour le prix, *idem erat* à vn debteur d'auoir vn eſcu, ou le prix en monnoye de l'eſcu, & peut eſtre contraint receuoir l'vn pour l'autre, & le Bartole *in l. 1. §. 1. de auro & argento legato*, expliquant ces mots *ſi eadem æſtimatione fuerit*, dict que *ex generali conſuetudine aurum & argentum eam recipiunt functionem, vt aliud pro alio inuito creditori dari poßit*, & a eſté de ceſt aduis Boërius en ſa deciſion 327. num. 3. 10.

Arreſt du ſeptieſme Septembre 1584. entre les Threſoriers, Chanoines & Chapitre de la Saincte Chappelle, & Dame Vienne Dame de la Fayette, au rapport de monſieur Bellanger en la quatrieſme des Enqueſtes, par lequel vne rente creee à eſcus, & ſtipulee à eſcus, tant pour les arrerages que ſort principal, dés l'annee mil cinq cens quarante-ſix, que l'eſcu ne valloit que quarante cinq ſols, a eſté receuë à eſtre racheptee en eſcus à raiſon deſdits quarante-cinq ſols piece, & non de ſoixante ſols, que l'eſcu valoit lors du rachapt, d'autant que par le contract de la creation de la rente les trois cens eſcus, qui eſtoit le ſort principal, eſtoient tous appreciez à liures, à ladicte raiſon de quarante cinq ſols l'eſcu.

Voy l'arreſt donné au profit de l'Egliſe ſainct Martin de Tours, plaidans Robert & Seruin pour le Procureur general du Roy, le Ieudy dix-ſeptieſme Mars 1605. encores que par le contract, les eſcus fuſſent appreciez, neantmoins la rente a eſté declaree racheptable & payable à eſcus.

Autre arreſt du dix-huictieſme Ianuier 1568. entre Marguerite Deſchamps, & maiſtre Iean Quetin.

RAPPEL A LA SVCCESSION.

IX.

IVgé au procés de Diou, de Grenot, & de Malan, qu'encores que les filles mariees par pere & par mere, euſſent renoncé au moyen du dot qui leur eſtoit

Digitized by Google

baillé, eſtans neantmoins rappellees à la ſucceſſion par le teſtament du pere, que tel rappel valoit par forme de legs, bien que la couſtume portaſt, que nul ne peut eſtre heritier & legataire, que inſtitution d'heritier n'euſt lieu, l'arreſt contient les moyens des parties, Monſieur du Drac Rapporteur en la premiere des Enqueſtes, le 22. May 1574.

Idem iudicandum quando nepotes, ex defectu repræſentationis à lege ſeu ſtatuto excluduntur, car tel rappel, qui ſe faict par teſtament, *habet vim legati*, & ne ſaiſiſt, mais doit eſtre demandé à l'heritier, voy du Moulin en ſon Annotation ſur la couſtume locale de Lepuroulx & Bouge, ſouz la couſtume generale de Blois, article ſeptieſme, & apporte ceſte limitation pourueu qu'il ſoit permis de leguer, c'eſt à dire, qu'il faut reduire le legs, à la part de laquelle l'on peut diſpoſer par teſtament.

RENTES DE BLEDS CREEES A argent, quand ſe peuuent preſcrire.

X.

AV procés d'entre le ſieur de Maillé, du Lude, & le Chapitre de l'Egliſe de Tours, l'on a demandé ſi vne rente de dix muids de bled, aſſignee ſur quatre terres ſiſes en diuerſes Prouinces appartenans à diuers Seigneurs, en l'vne deſquelles ne croiſſoit aucun bled, de la qualité de la rente eſtoit rachetable, encores qu'il n'apparuſt de la creation, & que par l'ordonnance toutes rentes creees à prix d'argent ſoyent racheptables, quelque laps de temps qu'il y ait qu'elles ayent eſté creées, & qu'auparauant l'ordonnance il ſe pratiquoit ainſi au Palais, & que ne pouuant ceſte rente eſtre fonciere, pour n'auoir oncques leſdits ſeigneurs dudit Chapitre de Tours, eſté ſeigneurs deſdictes terres, & qu'il eſtoit neceſſaire qu'elle fuſt hypothecaire, partant inpreſcriptible, ſuiuant l'arreſt donné contre les Chartreux de Paris, pour vn muid de bled de rente: que d'ailleurs il apparoiſſoit par quelques comptes rendus audict Chapitre, que la rente auoit eſté anciennement appreciee à

cinq cens vingt cinq liures, qu'en telle annee la rente auoit doublé de prix: que c'eſtoit vſure qui ne ſe pouuoit preſcrire *propter perpetuam prohibitionem*: que l'ordonnance de l'an mil cinq cens ſoixante cinq y reſiſtoit.

Que par arreſt, donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Bouyn, en l'annee mil cinq cens quatre vingts cinq, vne rente creee, au profit des Religieuſes de Cleret dioceſe de Maillezais, auoit eſté declaree rachetable cent ſoixante-huict ans apres la creation, & ne s'y trouua qu'vne difficulté, ſi l'on payeroit le prix à raiſon de la bonté & valeur intrinſeque de la monnoye qui auoit cours lors du contract de conſtitution, ou bien eu eſgard à la monnoye qui auoit cours lors du rachapt, ſur laquelle difficulté, Meſſieurs ayans eſté partiz en opinions, la queſtion fut departie en la deuxieſme chambre, par arreſt, Monſieur Maſon Compartiteur, iugé que le debteur n'eſtoit tenu payer que le prix de la conſtitution & achapt de la rente, à la raiſon de la monnoye courante, & furent deduicts ſur les arrerages, ce que le bled auoit excedé le denier douze depuis conteſtation en cauſe, n'y ayant au preſẽt procés riẽ pour leſdits de chapitre, qu'vn arreſt de l'an mil cinq cens trente-cinq, par lequel les proprietaires deſdites terres auoiẽt eſté deboutez du rachapt de ladicte rente, partant que *cognitum erat de vſura*, & que *ab eo die*, l'on pouuoit preſcrire, que *rebus iudicatis ſtandum erat etiam in vſura* autrement, qu'il n'y auroit fin aux actions des hommes. Et qu'il fut dict par leſdicts Seigneurs du Lude, & de Maille, que le crime d'vſure n'eſtoit ſubiect à preſcription ou tranſaction, *quia eo deteriora erant ea crimina quo diutiùs infœlicem animam illigatam detinebant, nunquámque negotium transierat in vim & auctoritatem rei iudicatæ*, mais que la Cour n'auoit veu que la rente auoit eſté creee à prix d'argent, comme on le iuſtifioit, que l'vſure ne ſe pouuoit couurir par arreſt, meſmes en la perſonne deſdits de chapitre.

Iugé par arreſt, que la rente n'eſtoit rachetable, & que la preſcription auoit commencé, du iour de l'arreſt de l'an mil cinq cens trente-cinq *quo cognitum fuerat de vſura: idem ſi per tranſactionem*, d'autant que tels tiltre couurent l'vſure, donnent iuſte occaſion & ſubiect de preſcrire, pour n'eſtre

la rente deuë, tant en vertu du contract de conſtitution, que par le moyen de la tranſaction ou arreſt, Monſieur Iabin Rapporteur, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, le ſixieſme Septembre, mil cinq cens quatre-vingts huict, & iugé en ladicte chambre le 3. Septembre.

RENTE RACHEPTEE PAR l'vn des coobligez, auec ceſſion des droicts du creancier.

XI.

IVgé conformément à vn autre arreſt, donné en la troiſieſme des Enqueſtes, au rapport de monſieur Tiraqueau, que de pluſieurs coobligez ſolidairement à vne rente, celuy qui rachepte la rente & prend ceſſion du creancier, peut agir ſolidairement contre les autres coobligez, ou detenteurs particuliers des heritages obligez, la part toutesfois de laquelle il eſtoit tenu perſonnellement confuſe, & neantmoins au cas qu'il ſe trouuaſt quelqu'vn des coobligez inſoluables, ſa part ſeroit egalement portee par les autres coobligez, Monſieur du Vair Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le deuxieſme May mil cinq cens nonante, du Bois & Vuideuille.

L'arreſt donné en la troiſieſme chambre des Enqueſtes, eſt du quatorzieſme iour d'Aouſt mil cinq cens quatre-vingts quatre, entre les Couppez Grauelles, & la vefue Charles, prononcé en robbes rouges par monſieur le Preſident Preuoſt. L'arreſt donné au rapport de monſieur Tiraqueau, en l'annee mil cinq cens quatre-vingts cinq, le ſeizieſme iour d'Auril, qui eſt le iour qu'il fut prononcé.

RENTES

RENTES DE BLEDS CREEES à prix d'argent impreſcriptibles, & de la bonté de la monnoye pour le rachapt.

XII.

AV procés de Michel Vataire, Prieur de Chartraige, Guillet & Marais, au rapport de monſieur Boüyn, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, l'on a iugé deux queſtions, l'vne qu'vne rente de bled creée à prix d'argent eſt racheptable, quelque temps qu'il y ayt que la rente ayt eſté creée, voire cent ans, & que pour le rembourſement & ſort principal, & prix de la rente l'on ne regardoit la bonté de la mõnoye qui auoit cours lors de la creation de la rente, mais qu'il ſuffiſoit payer le prix en monnoye ayant cours lors du rachapt: le procés ayant eſté party en la cinquieſme des Enqueſtes, le trezieſme iour d'Aouſt 1585. Monſieur Malon Compartiteur, & du depuis departy en la premiere des Enqueſtes, & prononcé le premier iour d'Auril 1586.

Voy l'Ordonnance de Charles neufieſme, de l'an 1565. au mois d'Auril, faicte en la ville de Tours, & du Moulin en ſes Contracts vſuraires, queſtion 21. eſtimant que tels contracts ſont vſuraires, *qui nullo probantur tempore*, & en allegue des arreſts, Voy Anne Robert en ſes arreſts, liu. 4. arreſt 18.

Le quatorzieſme iour de Mars 1597. iugé en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur de Meſmes, entre le Chapitre de ſainct Gatian, & le Chapitre ſainct Martin de Tours, qu'vne rente d'vn muid de bled froment & ſept liures en argent, creée pour cent royaux d'or, l'an 1290. eſtoit rachetable, & la rente reduite au denier douze, bien que la rente euſt eſté baillee auſdicts de S. Martin, pour la fondation d'vne Chappelle auec grande charge de ſeruice, que d'ailleurs leſdits de ſainct Gatian euſſent acquis la terre de la Tour Iſoré, ſur laquelle ladicte rente eſtoit aſſignee, la Cour pour ſes particularitez, ayant ordonné que ce qui auoit eſté payé de ladicte rente, ne s'imputeroit au

Digitized by Google

ſort principal, en ce qu'il excedoit l'intereſt du denier douze. La queſtion demandee aux chambres, où ſe ſont trouuez pluſieurs arreſts qui ont iugé la meſme queſtion, *vide ſupra* arreſt 10.

RAPPORT PAR LA FEMME DE *ce que le mary a emprunté de la mere.*

XIII.

AV procés de Girard,& Doüet,Innocent de ſainct Germain, iugé qu'vne femme qui a renoncé à la communauté n'eſt tenuë rapporter à la ſucceſſion de ſes pere & mere ce que ſeſdits pere & mere auoient preſté à ſon mary, & que la nouuelle couſtume de Paris, eſt prohibitiue de pouuoir par le mary aliener directement ou indirectement le bien propre de ſa femme, ce qu'il pourroit faire indirectement ſi la femme eſtoit tenue de ce que le mary emprunte, ſoit de ſa belle mere ou autre.

Autre arreſt du vingt-huictieſme iour de Mars, 1589. donné en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Bragelonne, entre Thomas Camus & Philippes Cartier pareil au precedant, bien que la femme euſt accepté la communauté, & en ceſte conſideration n'a eſté condamnee que iuſques à la concurrence de la communauté: autre choſe ſeroit, ſi la femme auoit parlé aux debtes, & ſe y eſtoit obligée, car en ce cas elle ſeroit tenue rapporter à la ſucceſſion de ſes pere ou mere, encores qu'elle euſt renoncé à la communauté de ſon mary & d'elle, comme a eſté iugé par arreſt du vingt-troiſieſme Decembre 1574. entre Claude Fauereau,& Claude le Lieure, car en ce cas, *quod fecit pater*, ç'a eſté *filiæ non generi contemplatione*.

Digitized by Google

RENTES ACQVISES PAR VN *tiers detenteur, qui eſt contrainct vuider.*

XIIII.

IVgé en la cauſe du ſieur de Sigongne, qu'vn tiers detenteur, qui eſt condamné vuider, eſt tenu de delaiſſer les rentes qu'il auoit acquiſes ſur leſdicts heritages, en luy rendant ce qu'il en a deſbourſé, Monſieur de Fleury Rapporteur en la quatrieſme des Enqueſtes, c'eſt de grande equité.

DENIERS DE RACHAPT DE RENTE, *comme ſe doiuent partir entre coheritiers.*

XV.

IVgé, au rapport de monſieur Cheualier, en la troiſieſme des Enqueſtes, qu'en la couſtume de Mondidier, les deniers prouenans du rachapt d'vne rente venduë à faculté de *remerer*, ſe partageroient egalement entre les heritiers. ſans que l'aiſné y peuſt prendre aucun preciput, & ce nonobſtant que le rachapt fuſt faict depuis le decés de celuy *de cuius ſucceßione agebatur*: voy vn arreſt donné pour monſieur de Meſmes ſ. *in littera* D. arreſt. 30. *pag.* 183. & ſuiuantes.

SI EN VENTE D'HERITAGE AVEC *retention de droict de cens, il y a retraict feodal.*

XVI.

AV procés iugé en la deuxieſme des Enqueſtes, auparauant party en la premiere, d'entre les Chartreux de ceſte ville de Paris, demãdeurs en retraict feodal, à cauſe de leur ſeigneurie de Vigneu, d'vne part, & Robert Beſle Preuoſt de Villeneufue, s'agiſſoit de ſçauoir, ſi ledit Beſle ayãt acquis cẽt ſoixante arpẽs de terre pour

deux mil liures, le vendeur ayant retenu ſur chaſque arpent de terre quatre deniers de cenſiue, & la iuſtice & ſeigneurie ſur leſdites terres, il y auoit lieu d'auoir les choſes par retraict feodal.

Diſoient les Chartreux, que c'eſtoit vne vendition, que ceſte retention de cens & iuſtice, eſtoit frauduleuſe, qu'il falloit conſiderer *quid præponderabat*, les deniers valans le iuſte prix des heritages, que *erat merx, erat precium*, que les quatre deniers de cenſiue, eſtoit le moins du contract, que ſi telle fraude auoit lieu, que l'on fruſtreroit les Seigneurs de fief de leurs droicts.

Au contraire, ledit Preuoſt ſouſtenoit que par la Couſtume le ſeigneur de fief ſe pouuoit ioüer de ſon fief, iuſques à la demiſſion de foy, qu'il pouuoit bailler ſon domaine en fief, que le cens & la iuſtice reſeruee eſtoit le principal du contract, & qu'il falloit le plus conſiderer. Par arreſt les demandeurs deboutez du retraict, ſauf à eux y ayant ouuerture de fief, à ſe pouruoir pour leurs profits, ainſi que de raiſon, le ſeizieſme Feurier, mil cinq cens trente-ſept, Monſieur Quelain Rapporteur.

RENONCIATION FAICTE PAR LA fille mariee par pere & mere, en couſtume où l'on ne peut aduantager l'vn des enfans.

XVII.

LE penultieſme Feurier, mil cinq cens cinquante-ſix, au procés d'entre Damoiſelle Chalopin, femme de Chriſtophle de Pincé, Lieutenant criminel d'Angers, & François Chalopin Lieutenant particulier d'Angers, iugé qu'vne fille roturiere mineure de vingt-cinq ans, majeure de quatorze ans, mariee par pere & par mere, ayant renoncé *aliquo dato*, à ſucceſſion de pere & de mere, a eſté receuë à venir à partage auec ſes autres freres & ſœurs, en rapportant ce qu'elle auoit eu, y ayant eu auparauant enqueſte par turbes faites par monſieur maiſtre Nicole du Val, és villes d'Angers, Baugé, & Saulmur, & fut trouué par tous les turbiers, qu'en ladite couſtume d'Anjou, pere &

mere ne pouuoient aduantager leurs enfans, l'vn plus que l'autre, par quelque maniere que ſe peuſt eſtre, entre roturiers, *ſecus* entre nobles, monſieur Viole Rapporteur, & monſieur de Ranconnet Preſident, & fut au ſemeſtre de Ianuier.

Pour les autres couſtumes, voire en pays de droict eſcrit, n'y auroit difficulté, meſmes ſoubs le reſſort du Parlement de Paris, ce qui a eſté introduict *ad conſeruationem familiarum, & propter dubium euentum, multis namque caſibus poſt renunciationem parentes, aut ditiores aut paupertiores fieri poſſunt*, & ne conſidere l'on la lezion en la legitime, meſmement quand la fille eſt mariee, *ſecundùm dignitatem domus & familiæ*, ſi ce n'eſt que la couſtume locale ſoit au contraire, comme Sens & Lorris, leſquelles renonciations faictes par filles mariees par pere & mere, nous ne gardons, ſuiuant la doctrine des Docteurs, *in cap. quamuis, de pact. in 6.* ne par l'Auth. *ſacramenta puberum, l. pactum quod dotali, de collat. l. de fidecommiſſo, de tranſact. C. non propter iuramentum*, lequel n'eſt *vinculum iniquitatis*, mais *iure quodam Gallico & nouo*, & en fut le premier arreſt ſolennellement donné, le ſeptieſme Septembre, mil cinq cens trente-deux, entre Guy de Maillé, ſieur de Brezé, & Anne de Loüé ſa femme, & Iacques de Loüé ſieur de Nogen, encores que l'on alleguaſt lezion plus que d'outre moitié, & depuis a eſté iugé en la maiſon de Cany en Picardie, & en la maiſon d'Auaugour, pour lezion en la legitime, laquelle ne fut receuë *propter incertum & dubium euentum bonorum & fortunarum*, ce qui eſt indubitable entre nobles, pour la conſeruation des maiſons, en faueur des maſles, mais le meſme a eſté iugé entre roturiers, fondé ſur le doubteux euenement, par arreſt du quatorzieſme Auril, mil cinq cens quatre-vingts cinq, au rapport de monſieur le Maſurier, en la premiere des Enqueſtes, apres en auoir demandé aux chambres, pour des marchands de Lyon.

Conſule Carol. Molineum, in annotat. ad Conſ. Alexand. conſ. 29. lib. 3. & in ſuis conſ. conſ. 55. ce que deſſus n'a lieu, *quando pater non eſt functus pietatis officio*, & que *hujus conſuetudinis ſeu obſeruantiæ prætextu exhæredata potius quàm honeſtè dotata filia fuit*, ce qui ſe fait quelquesfois és enfans du premier lict, pour indirectement aduantager ceux du ſecond.

RENONCIATION FAICTE PAR le debteur à la ſucceßion eſcheuë en fraude de ſes creanciers.

XIX.

LE Mardy vingt-huictieſme Mars, mil cinq cens quatre-vingts neuf, fut prononcé par monſieur le Preſident Potier, l'arreſt donné en la quatrieſme chambre des Enqueſtes, au rapport de monſieur Leſcot, entre Arclin Foucault & Feret, par lequel vn debteur qui auoit renoncé à la ſucceſſion de ſes pere & mere, en fraude de ſes creanciers, & qui vouloit approuuer la diſpoſition faicte par ſon pere en faueur des petits enfans, a eſté condamné faire ceſſion & tranſport à ſeſdicts creanciers, pour ſe pouruoir par les creanciers contre la diſpoſition du pere, & renonciation en ce que ſe pouuoit monter la legitime deuë, & ce dont l'on ne pouuoit eſtre priué par la couſtume, és ſucceſſions de pere & mere, *hæc enim legitima eſt in bonis filiorum, non à teſtatorum liberalitate, ſed à legis diſpoſitione dependet, legitimæ à lege. Vide l. 19. & 20. quæ in fraud. credit. de patre filio fideicommiſſum maternæ hæreditatis, non deducta Falcidia & debitore non deducta Trebellianica hæreditatem reſtituente, hi in fraudem creditorum nihil feciſſe, imò plenam fidem agnouiſſe videntur, ſed alio iure debetur legitima, alio Falcidia ſeu Trebellianica, vide l. 1. C. de lege Falcidia, eorum placet ſententia, qui prædictas leges intelligunt ſi modò nihil dolo malo actum fuerit. Qui enim aliquid agit, vt deſinat habere quod habet fraudandorum creditorum cauſa, reuocatur. l. 3. Quæ in fraudem creditorum: vix autem eorum opinioni aſſentirem, qui, vt in l. 6. quæ in fraud. cred. dicunt in non quærendis edictum Prætoris locum non habere, ſed tantum ad diminuentes patrimonia; ita nec in his quæ à lege deferuntur, vt in Trebellianica & Falcidia, quod enim à lege defertur, & nullo iure denegari poteſt in bonis noſtris eſt, imò à die adeptæ hæreditatis & fidei commiſſi ius in Falcidia & Trebellianica queritur.*

Cet arreſt eſt fondé ſur ce que les creanciers preſtent argent plus librement à ceux qui outre leur bien ſont fondez

Digitized by Google

en vne certaine & aſſeuree eſperance de l'heredité future de leur pere & mere, *in qua etiam viuente patre quodammodo domini dicuntur*, ce qui ſe peut dire de ceux qui *aut hæreditatem aut fidei commiſſum reſtituere tenentur*, eſtans fondez *in Falcidia & Trebellianica.*

DE RENONCIATION A L'HEREdité en ligne collaterale en fraude du creancier. XX.

LE vingt-ſeptieſme Ianuier mil cinq cens nonante-ſix, au rapport de Monſieur le Roy en la premiere chambre des Enqueſtes, iugé au procés d'entre Heron de France, & les Maillards, qu'vne ſœur ayant renoncé à la ſucceſſion de ſon frere, & ſes enfans apprehendé la ſucceſſion, les creanciers de la ſœur eſtoiẽt bien fondez à demander que la ſœur euſt à ſe porter heritiere à leur perils & fortunes & apprehender la ſucceſſion, baillant par iceux creanciers bonne & ſuffiſante caution à la ſœur de la rendre quitte & indemne de tout l'euenement de ladicte ſucceſſion auparauant qu'elle fuſt tenuë d'apprehender ladicte ſucceſſion, leſquels creanciers ſeroient tenuz ſouſtenir toutes les actions qui ſeroient intentees pour raiſon de ladicte ſucceſſion, & faire iuger à leurs deſpens toutes les inſtances, ſans que ladicte ſœur en peuſt ſouffrir aucune perte & dommage. Que leſdits creanciers auroient communication de l'inuentaire des meubles, titres & obligations de l'heredité, & declaration des immeubles pour en eſtre vendu par leſdits creanciers, iuſques à la concurrence de leur deu, qui eſt vne limitation à la reigle, qu'il ne ſe porte heritier qui ne veut: & par cét arreſt l'on a iugé en ſucceſſion collaterale, ce qui n'auoit eſté iugé qu'en directe, *in qua ſunt veluti ſui hæredes*, auquel cas la diſpoſition de la loy n'auoit lieu, qui permettoit s'abſtenir de l'heredité.

Maiſtre Charles du Moulin a tenu l'opinion contraire, au §. 1. gloſe 3. num. 12. 13. de la couſtume de Paris, *alia enim ratio debitorum qui acquirere nolunt, alia qui proprium patrimo-* nium

nium diminuunt. Mais il y a grande paricularité en ceſt arreſt, la mere renonçant à l'heredité, pour la faire tomber à ſes enfans, qui eſt en effet la retenir pour elle, eſtant heritiere de ſeſdits enfans, és meubles & acqueſts, & eſtant d'autant deſchargee que ſes enfans auroient de commoditez.

Sed quid, ſi les enfans ne ſe fuſſent portez heritiers, ou que par le moien de telle renonciation l'heredité fuſt allee à des eſtrãgers, ou autres collateraux, ou d'vn autre branche: l'opiniõ de du Moulin auroit lieu, qui eſt la diſpoſitiõ du droict commun, *nec enim debitores patrimonium diminuere dicuntur*, mais l'equité reſiſte à ceſte opinion, *cùm ſpes hereditatis futura ſit in bonis*, & que telle eſperance inuite ſouuent les creanciers à preſter leurs deniers, & ne ſe peuuent excuſer les debteurs, de refuſer vn bien qui leur appartient, & par le moyen duquel ils peuuent ſatisfaire à leurs creanciers: ce qui reçoit moins de difficulté, quand les creanciers offrent deſdommager & indemniſer leurs debteurs, de telles aditions d'heredité, & ce qui rend ceſte eſperãce de ſucceder plus aſſeuree, c'eſt qu'elle eſt affectee à l'heritier par les couſtumes, en la plus part deſquelles l'inſtitutiõ d'heritier n'a lieu. Auſſi qu'en pays couſtumier, le mort ſaiſiſt le vif ſans autre apprehenſion d'heredité: la vraye raiſon de du Moulin eſtoit, qu'il eſt ſi hazardeux de ſe porter heritier, & ſuruient tant d'accidens, qu'il n'y a caution qui y puiſſe remedier.

POVR LA DIRECTE.
XXI.

LE huictieſme Iuillet mil cinq cens nonante huict, jugé au rapport de Monſieur Portal en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, entre Beſtier & du Guy que la renonciation faicte par le fils à la ſucceſſion du pere, pour la faire tomber à ſes enfans n'eſtoit valable, comme faicte pour fruſtrer ſes creanciers, nonobſtant laquelle renonciation, la portiõ des biens de l'heredité qui euſt peu appartenir au fils qui auoit renoncé, a eſté declaree affectee à ſes creanciers, pour le payement de ce qui leur eſtoit deu.

Digitized by Google

Voy du Moulin ſur la couſtume de Paris, §. 1. gloſe 3. *in verbo*, peut, num. 9. de celuy qui renonce à vn droict certain aſſeuré, meſme à vne heredité eſcheuë & non acceptee.

SI L'HERITIER DV MARY PEVT *demander remploy des propres alienez.*

XXII.

LE Mardy vingt-troiſieſme May mil cinq cens nonante cinq, iugé en la cinquieſme des Enqueſtes au rapport de Monſieur de Grieu, ſur vn appel du Bailly de Dreux, que l'heritier du mary ne pouuoit demander à la vefue remploy des propres alienez par le mary pendant la communauté, ſur les biens de ladicte communauté, ledict remploy n'eſtant porté par la couſtume, ne ſtipulé, encores que par la nouuelle couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, il ſoit diſpoſé au contraire, laquelle *ſuo clauditur territorio*, bien que la raiſon ſur laquelle ladicte couſtume a eſté reformee ſoit grande & equitable, pour retrancher tous aduantages indirects, mais d'autant que le remploy doit eſtre conuentionnel, la loy n'en diſpoſant, il ne ſeroit raiſonnable l'introduire és couſtumes qui n'en ont diſpoſé : ainſi ſe gardoit-il en l'ancienne couſtume de Paris, & l'arreſt d'Attichy party en la quatrieſme des Enqueſtes, entre Meſſieurs de Fleury & Bellanger, departy en la cinquieſme, l'auoit ainſi ſolennellement iugé, Chaillou, de l'Iſle, parties plaidantes, *vide 5. in eadem littera R. pag. 592.* & ſuiuantes.

SENTENCE DE RECREANCE EN *benefice ſe doit executer auant que l'on puiſſe pourſuiure le iugement du procés principal.*

XXIII.

LE neufieſme iour de Iuin mil cinq cens octante-quatre, iugé par arreſt en la cauſe d'entre René Richer & Nicolas le Lieure, pour raiſon du poſſeſſoire de la Cure de Bougeon, que la ſentence de

recreance donnee pour raiſon de ladicte Cure ſe deuoit executer, auant que l'appellant fuſt receuable à faire iuger l'appel, & que auant que le faire iuger, ledit appellant reſtabliroit les fruicts par luy pris ou fait prendre, depuis le iour de la poſſeſſion du demandeur, & iceux rendroit au demandeur, auāt qu'il peuſt pourſuiure le iugement dudict procez: l'inſtruction du procez en cauſe d'appel, ou de la maintenuë ne peut eſtre empeſchee, mais bien le iugement, & ainſi l'ay veu iuger par arreſt.

REMPLOY SE PRENANT SVR *les acqueſts de la communaulté, de quel temps l'on doit prendre le prix des acqueſts.*

XXIIII.

LE vingt-quatrieſme Iuillet 1584. iugé au procez d'entre Vincent Cheſneau, Hereau, Moinet & Geoffroy, que reprenant le remploy des propres de la femme alienez par le mary ſur les premiers acqueſts de la communauté, faicts apres la vente deſdicts propres, leſdicts acqueſts ſe conſiderent ſelon le prix qu'ils ont eſté acquis, d'autant que deſlors le remploy ſe deuoit faire par le mary, & non à la raiſon qu'ils ont valu du depuis: que ſi l'employ n'a eſté faict, eſtant ſtipulé & qu'il n'y ait aucuns acqueſts, tel employ eſt vne debte de la communauté qui ſe doit payer, & conſiderer comme les autres debtes. Ainſi le rapporte du Luc en ſes arreſts *lib.* 8. *tit.* 3. arreſt quatrieſme.

RETRAICT LIGNAGER *de partie des choſes acquiſes.*

XXV.

L'On a demandé, ſi vn acquereur d'vne terre pouuoit eſtre contrainct recognoiſtre vn lignager demandant vne partie de la terre ſeulement, ſans vouloir retirer le total, diſant l'acquereur qu'il a bien voulu acquerir toute la terre, mais pour partie qu'il n'y euſt

Digitized by Google

voulu penſer, que ne luy reſtant que partie de la terre c'eſt choſe qui luy eſt inutile, *non aliâs contracturus* ſuiuant la l. *domum*, la l. *arboribus*, *de contrahen. empt. ff.* Le retrayant lignager ſouſtenant au contraire, que l'acquereur auoit peu ou deu preuoir l'action de retraict lignager qui eſtoit *ex natura contractus*, que l'on ne pouuoit en adiuger dauantage en retraict, que ce qui eſtoit de l'eſtoc & de la ligne, quo le demandeur en retraict auoit bien le moyen de retirer partie de l'heritage qui eſtoit prouenu de ſes predeceſſeurs, mais non ce qui eſtoit de ſurplus, que la ſeule affection de conſeruer l'heritage en la famille l'appelloit au retraict, que ce ſeroit faire operer vn effect tout contraire à l'action de retraict lignager, laquelle n'eſt introduicte que pour conſeruer *auitas poſſeſſiones in familia*.

Par arreſt, du ſixieſme Mars, mil cinq cens ſeptante-quatre, donné au rapport de monſieur Courtin, en la troiſieſme des Enqueſtes, Monſieur Brulard Preſident, l'acquereur a eſté condamné à delaiſſer par retraict, deux ſixieſmes parties des heritages mentionnez au procés, ſi mieux ledict acquereur n'aymoit delaiſſer au demandeur en retraict, le total deſdits heritages adiugez en rembourſant. La meſme queſtion a eſté iugee en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Portal, le Samedy dix-huictieſme iour d'Auril, mil cinq cens nonante huict ſur vn appel des gens tenans les grands-Iours de Vandoſmois, Cadot & Locques parties plaidantes, & porte l'arreſt l'option baillee à l'acquereur de delaiſſer le total des heritages, *conſule dominum Tiraquellum*, du retraict lignager, §. 1. *in verbo*, ou autres choſes *gloſa. 7. num.* 86. ſur la couſtume de Poictou, & §. 23. *gloſa. 1. per totum*. Du Moulin, ſur le deux cens octante-deuxieſme article de la couſtume de la Marche, diſtingue le retraict lignager du retraict feodal en ceſte particuliere queſtion, ſçauoir, qu'au retraict lignager, le demandeur en retraict eſt tenu s'il plaiſt à l'acquereur retirer le tout pour le meſme prix, *vt emptor abeat indemnis*; ce qui ſemble equitable, d'autant que le retraict eſt odieux contre la liberté de contracter, & diſpoſition du droict commun: *non idem in feudali retractu*, qui eſt fondé pluſtoſt ſur la conuention feodale de la choſe baillee à

ceſte condition, que non ſur autre loy des fiefs, & ne ſe peut plaindre l'acquereur, lequel ayant acquis *rem feudalem, ſeu feudali ſubmiſit conditioni retractus*, qui eſt fauorable comme ſont toutes les conuentions appoſees *in rerum traditione*: & autant d'inueſtitures qui ſe font des choſes feodales, ſe repetent autant de fois telles conditions & conuentions de retraict feodal. Le meſme autheur du Moulin confirme ceſte meſme opinion ſur le vingtieſme article de la couſtume de Lodunois, num. 2. adiouſtant qu'il eſt plus aiſé preiudicier au retrayant lignager, qui vient au retraict par vne grace ſpeciale de la couſtume, contraire en cela à la diſpoſition de droict commun, que non au ſeigneur de fief, qui eſt fondé en contract, auquel ſeigneur de fief le vaſſal acquereur ne peut preiudicier. *Idem*, ſur la Couſtume de Xaintonge, article 53. num. 2. ſur la couſtume de Mante, article 91. & Boërius ſur la couſtume de Berry au titre du Retraict lignager, §. 5. ſur la fin, tient la meſme opinion, *nec enim emptor eo caſu tenetur diuidere rem nec contractum.* Voy du Moulin ſur la couſtume de Paris, au §. 13. num. 54 parlant du retraict feodal que le ſeigneur de fief peut retirer pour partie du contract en ce qui eſt de ſon fief.

Sed quid, ſi le prix du cõtract a eſté *ex ſpeciali conuentione* payé en eſcus, ſçauoir ſi le lignager ſera receu au rembourſement en monnoye? du Moulin ſur le 432. article de la couſtume de Bourbonnois, dict que *cùm notabile damnum patitur venditor & conſtat nil in fraudem retractus factum*, qu'il faut rendre en or, & non en monnoye, *potuit enim emptor aliam domum pro ſimili auro emere, & non pro moneta.*

SI UN HERITAGE FEODAL BAILLE' *à cens, ſans la volonté du ſeigneur de fief, le vaſſal ayant retenu la foy, auec la cenſiue, il y a retraict feodal.*

XXVI.

Vn vaſſal aliene douze ſeptiers de terre, auec vne maiſon & pre-cloſtures l'an mil cinq cens cinquante-deux, pour la ſomme de deux mil cinq cẽs liures auec retention de foy & hommage, & vn

Digitized by Google

denier de cens, ſur chaſque arpent de terre, en l'an mil cinq cens ſeptante-cinq, le Seigneur de fief duquel leſdits heritages tenoient en foy & hõmage, faict ſaiſir à faute d'hõme, au moins pour la moitié, n'eſtant ſeigneur du fief, dominant que pour vne moitié, les acquereurs de l'heritage, luy exhibent leur contract d'acquiſition, ſouſtiennent qu'ils ſont ſeigneurs à iuſte tiltre, appellant à garand leur vendeur qui y interuient & ſouſtient que par la couſtume de Senlis il a peu ſe ioüer de ſon fief, iuſques à demiſſion de foy, le Seigneur de fief ayant la communication du contract d'acquiſition, demande à auoir par retraict feodal, la moitié deſdits heritages, empeſché tant par le vaſſal que acquereurs, qui dient qu'au moyen dudict contract, l'heritage qui tenoit auparauant en fief, a eſté rendu roturier, qu'il ſuffiſt au vaſſal d'auoir retenu la foy, qu'ils ſoient quictes en payant chacun an le cens, ce qu'ils ont faict, que par ladicte couſtume en rotures il n'y a retraict feodal, que la foy garentiſt le ſurplus de l'heritage.

Le Seigneur de fief dict, que l'article de la couſtume par lequel le vaſſal ſe peut ioüer de ſon fief, iuſques à demiſſion de foy, s'entend pourueu que cela ſe face *ſciente & conſentiente patrono*, autrement que les vaſſaux pourroient aiſément priuer leurs ſeigneurs de fief, baillans tous les heritages qu'ils tiennent noblement en cenſiue, auec retention de foy ſeroient priuez des reliefs, priuez des profits de fief, quints & requints, priuez du retraict feodal, & au lieu d'auoir l'heritage par retraict, l'on n'auroit que la foy retenue, des cẽſiues, que les vaſſaux ſeroient en effect les vrais ſeigneurs de fief, qu'il y a en cela de la mauuaiſe foy, & interreſt trop notable.

Par arreſt, le Seigneur de fief receu au retraict de la moitié des choſes acquiſes, les fruicts adiugez depuis les deniers conſignez, ſi mieux les acquereurs n'aymoient delaiſſer le total deſdits heritages, en rendant par ledit Seigneur de fief, le prix principal dudit contract, Monſieur du Four Rapporteur, en la cinquieſme des Enqueſtes, le quinzieſme Auril, mil cinq cens quatre-vingts vn, du Four, de Turgis, Alard, Loiſel, & Magdaleine de Sauoye plaidans.

Conſule Molineum in §. 41. *Cõmentario ad conſuetud. Pariſienſ.* & ſur le §. trente-cinquieſme de ladite couſtume num. 18.

Voy à ce propos, vn arreſt cité par du Luc, *lib. 7. tit. 4.* arreſt 6. & ſemble que l'arreſt qu'il allegue eſt du tout cõtraire.

Autre arreſt, donné en la premiere des Enqueſtes, appellez deux de Meſſieurs de chaſque chambre, entre Robert Beſle, & les Chartreux Seigneurs du fief de Vigeu, du ſeizieſme iour de Feurier, mil cinq cens trente-ſept, par lequel les Chartreux ont eſté deboutez du retraict feodal, encores qu'il y euſt argent baillé, & cenſiue retenuë ſur chaſque arpent de terre, ſauf aux Chartreux y ayant ouuerture de fief, à ſe pouruoir ainſi que de raiſon.

DE LA RANCON DE PLVSIEVRS *habitans pris à l'aſſaut d'vne ville.*

XXVII.

En l'annee mil cinq cẽs quatre-vingt dix, au moys d'Octobre, la ville de Corbeil, ayant eſté aſſiegee & priſe d'aſſaut, ſe trouuerent dix-neuf des principaux habitans priſonniers & mis à rançon par les Eſpagnols, la taxe eſt faicte à quatre mil eſcus, le roolle faict aucuns particuliers payent partie de leur taxe, & prennent quitance de toute leur taxe, ſe trouuent deux femmes qui ſe pretendoient exemptes, pour n'eſtre contribuables, tant par le moyen d'vne declaration deſdits Eſpagnols, que par promeſſe deſdits priſonniers, qui neantmoins ſont employees taxees & audit roolle, & que deſdits quatre mil eſcus, n'y auoit eu que trois mil quatre cens eſcus de payé, encores qu'il y euſt quitances des quatre mil eſcus.

La ville reduite en l'obeiſſance du Roy, il y a procez entre les dix-neuf priſonniers, ſur l'inegalité de la taxe, & que aucuns auoient payé toute leur taxe, & les autres partie, & les femmes qui s'en pretendoient exemptes.

L'on diſoit que le roolle ayant eſté faict les taxes payees, *nihil amplius erat inquirendum*, quil eſtoit mal à propos rechercher ceux qui s'eſtoiẽt ſauuez ou partie, du peu ou rien payé de leur taxe, qu'en telles fortunes, ny falloit rechercher l'egalité ny la raiſon, non plus que qui voudroit egaler la perte

de ceux qui au ſac & pillage d'vne ville priſe d'aſſault, ont plus ou moins perdu, qu'il s'agiſſoit de la conſeruation de la vie des priſonniers, auſſi chere à ceux qui auoient peu, comme aux autres qui auoient plus de moyens.

Au contraire ſe diſoit, que *ad inſtar legis Rhodiæ de iactu*, ce qui auoit eſté baillé en ce peril eminent, par force, violence, ſans iugement, egalité ne proportion pour la conſeruation de la vie des priſonniers, deuoit apres la ville reduite & deliuree de ceſte tyrannie, venir *in tributum, omnium contributione ſarciatur, quod pro omnium ſalute datum eſt*: que les taxes ayans eſté faictes *in ipſo conflictu*, entre les armes, parmy le ſang, violemẽs & furie des ennemis, n'eſtoit que pour conſeruer les priſonniers, attendant vne cottiſation proportionnee ſelon les facultez d'vn chacun : que l'on perdroit la vie, ſi l'on vouloit employer quelque temps à proportionner les taxes, ſelon les facultez. De rechercher des exemptions, il n'y auoit apparence, les femmes ayant pareil intereſt que les hõmes, moins de vouloir profiter pour le payement par ceux qui n'auoient payé que partie de leur taxe, & pris quictance du total. Par arreſt a eſté ordonné que la ſomme de trois mil quatre cens eſcus, ſeroit egalee entre les dix-neuf priſonniers, eu eſgard à leurs facultez qu'ils auoient lors de la priſe de la ville, Monſieur du Val Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le 27. Ianuier 1596. & prononcé le enſuiuant.

DE SENTENCE DE RECREANCE *confirmee par arreſt.*

XXVIII.

IVgé en la premiere chãbre des Enqueſtes, au procés d'entre maiſtre Philippes le Poquet & frere Denys Hullot, au rapport de monſieur Spifame, pour raiſon du Prieuré de Taye, que celuy qui obtient arreſt de recreance à ſon profit, peut demander que les cautions qu'il a baillees pardeuant le Iuge *à quo*, ſoient deſchargees, d'autant qu'en ce cas la recreance ſe doit executer, non en vertu de la ſentence, mais de l'arreſt confirmatif.

SI EN

Digitized by Google

SI EN MATIERE BENEFICIALE *celuy qui demande à eſtre reintegré doit auoir tiltre.*

XXIX.

AV procés d'entre Iacques Foüyn, Amellon, & de Serre, iugé en la cinquieſme chambre des Enſtes, au rapport de monſieur de Meſmes, le vingt-cinquieſme iour de Ianuier 1597. & qui auoit eſté renuoyé de la grand' chambre pour eſtre plaidé en la cinquieſme châbre par Aduocats, s'eſt preſentee ceſte queſtion ſi Iacques Foüyn ayãt *in infirmitate conſtitutus* reſigné à Amellon ſon nepueu le Prieuré d'Argenteuil, reuenu du depuis en conualeſcence, & fait appeller ſon nepueu au Conſeil Priué, pour rentrer audit Prieuré, & obtenu arreſt, portant defenſes de reſigner, tellemẽt que Foüyn auoit *ius ad rem*, bien qu'il n'euſt aucun titre, & qu'il fuſt demeuré en poſſeſſion, ſi ayãt eſté ſpolié par de Serre reſignataire dudit Amellon, ledit Foüyn eſtoit bien fondé en la reintegrande par luy demandee.

Foüyn diſoit que les Canoniſtes non moins curieux de la conſeruation des Royaumes & Republiques, que les Iuriſconſultes & Empereurs, auoient tenu les meſmes maximes contre les vſurpateurs & violens poſſeſſeurs : qui ſeuls renuerſoient les familles, villes & Republiques : que l'on leur auoit denié toute audience, qu'au preallable ils n'euſſent reintegré, *ſpoliatus ante omnia erat reſtituendus.* Au chapitre dernier *de ordin. cognition. apud Gregor. Non audiendus ſpoliator*, s'il n'a au preallable rendu la poſſeſſion qu'il a priſe par force, au c. *in litteris, de reſtit. ſpoliat. nõ auditur ſpoliator, de canonica inſtitutione quæſtionem mouens*, il faut que *reſtituat*, & en rend la raiſon, *etiam prædoni ex iuris rigore reſtituendum eſt*, & eſt mal ſeant en la bouche d'vn voleur, de dire que ce qu'il a vſurpé, n'eſt à celuy ſur lequel il a mal pris : les vſurpateurs & violens poſſeſſeurs auroient ceſt aduantage qu'ils iouyroient du bien d'autruy, & contraindroient les proprietaires priuez de leur reuenu, venir à telle compoſition que l'on voudroit : voila

FFFf

Digitized by Google

pourquoy au cha. *ſollicitè, de reſtit. ſpoliat. Spoliatus nec tranſigere, nec paciſci ante reſtitutionẽ poteſt*, la raiſon, il eſt *in vinculis, in poteſtate occupãtis, & violẽti poſſeſſoris*. Que ſi en matiere beneficiale le titre eſtoit requis à celuy qui intente la reintegrande, il n'y auroit aucune difference entre la cõplainte & la reintegrande, le titre eſtant requis en l'vne & en l'autre. Au chapitre, *Conſultationibus, de offic. & poteſtat. iud. de leg. contra ſpoliatorem beneficij duo tantùm probantur, poſſeſſio & ſpoliatio*, il n'eſt requis aucun titre: au contraire le chapitre dict que *iniquum eſſet titulum ab eo exigere, qui fortaſſis eum amiſit in longa peregrinatione.*

De Serre au contraire, diſoit que la ſpoliation n'eſtoit tant odieuſe que l'iniuſte detention d'vn benefice par celuy qui n'auoit aucun titre: que la premiere & plus certaine reigle de droict c'eſtoit, que *beneficium Eccleſiaſticum ſine canonica inſtitutione poßideri non poterat*, que pour y auoir reintegrande il falloit deux choſes, que *ſit poſſeßio, ſit ſpoliatio*, que par ladicte reigle *in beneficialibus nulla poſſeßio ſine titulo*: voila pourquoy nulle reintegrande ne peut eſtre intẽtee, par celuy qui n'a aucun titre, l'vn ne pouuoit eſtre ſans l'autre, au chapitre *ex parte*, au chapitre *ex tranſmiſſa de reſtit. ſpoliat. Vxorem ſpoliatam repetenti matrimonij probatio incumbit*, & ne ſuffiſt de monſtrer la poſſeſſion, & l'argument en cela milite *à ſpirituali matrimonio, non idem in rebus prophanis*, leſquelles ſe peuuent acquerir ſans titre: laquelle ſpecialité rend la diuerſité en ceſte cauſe. De dire que ce faiſant qu'il n'y auroit aucune differẽce entre la reintegrãde & l'action poſſeſſoire, que la reſponſe y pouuoit eſtre, qu'en l'action poſſeſſoire *non quælibet inſtitutio ſed canonica deſiderabantur*, en reintegrande, *non canonica neceſſaria eſt, ſed quælibet ſufficit.* ce qui ſe peut iuger du chapitre *in litteris*, qui veut que *ſpoliator ſeu violẽtus poſſeſſor non ſit audiendus, qui canonicam inſtitutionem requirit*, il ne dict, *qui inſtitutionem requirit, & in his ſacris ſeu rerum ſpiritalium quæſtionibus cùm de poſſeßione quæritur, proprietatis cauſa inquirenda eſt & interdicta habent cauſam proprietati annexam in l. 2. §. quædam, de interdict.* Et ſeroit choſe monſtrueuſe en droict Canon de mettre par iugement vn en poſſeſſion d'vn benefice ou le reintegrer, s'il n'auoit titre, l'inconuenient n'y peut eſtre tel qu'aux choſes prophanes, aux benefices la prouiſion ſe iuſtifie par eſcrit, *per canonicam inſtitutionem*, & toute autre preuue eſt excluſe:

les choſes prophanes, s'acquierent diuerſement, la proprieté ſe preuue par teſmoins: en l'vn eſt facile iuſtifier le titre, en l'autre mal-aiſé, & où il y peut auoir de la longueur, la gloſe de la Clementine vnique *de cauſſa poſſeſſ. & proprietat.* a ſuiuy ceſte opinion, *vt poſſeſſio ſine titulo probari non poßit*; d'autant que l'vn depend tellement de l'autre qu'il ne ſe peut ſeparer: le Panorme ſur le chapitre *in litteris de reſtit. ſpoliat.* a ſuiuy la meſme opinion, au chapitre *Conſtitutus, de filijs presbyter.* la queſtion eſt decidee par exprés, eſtant requis preuue *non tantùm de ſpoliatione & poſſeſſione*, mais *de inſtitutione ſeu titulo*, & monſieur de Selue, qui a traicté particulierement ceſte queſtion, en ſon traicté *de Beneficijs, tractat. 3. quæſt. 10. num. 3. in fine*, l'a decidee en termes exprés.

Foüyn repliquoit que quand bien on luy tiendroit ceſte rigueur qu'il pourroit monſtrer auoir tiltre, car ayant eſté le vray titulaire, l'ayant reſigné à ſon nepueu *in infirmitate conſtitutus*, la ſeule demande qu'il a faicte à ſon nepueu de luy rendre le benefice, luy donne tiltre: qu'il eſtoit indubitable, qu'il auoit *jus ad rem*, que c'eſtoit choſe fauorable, que s'il eſtoit permis à tels reſignataires de mauuaiſe foy, perfides, de reſigner à vn tiers, ce ſeroit en effect eluder tout le profit de l'arreſt donné pour la Cure S. Innocent.

De Serre au contraire auſſi repliquoit, qu'il n'auoit concordé auec tel reſignataire de Foüyn, que du conſentement de Foüyn, qui auoit approuué le concordat *certis quibuſdam legibus*: que ſi elles n'auoient eſté accomplies par ſon nepueu, qu'il auoit *actionem perſonalem* contre luy. Par arreſt Foüyn debouté de ſa demande en reintegrande.

Boërius en ſa deuxieſme deciſion num. 34. eſt de meſme aduis, Monſieur Guymier en la gloſe de la Pragmatique ſanction, tit. *de Pacificis poſſeſſoribus, in §. ordinarij, in verbo, inquirunt, verſ. ſed alia eſt opinio communior*, ſuiuant l'opinion de *Ioannes And, in cap. 1. de cauſa poſſeßion. & proprietat. ſi modò doceatur poſſeßio ex titulo putà, ſi ſit poſſeßio ex auctoritate ſuperioris poteſtatem habentis, tunc enim hæc poſſeßio colorati tituli præſumptionem habet.* Rebuffe en ſes Commentaires ſur les Ordonnances *tractat. De cauſis beneficiorum poſſeſſorijs, gloſſa 1. num. 2. & 3.* eſt de meſme aduis, & qu'il faut iuſtifier ſon tiltre.

FFFf ij

Digitized by Google

SI REMPLOY EST DEV DE *propres alienez par le mary n'eſtant ſtipulé.*

XXX

L'Article deux cens trente-deux de la couſtume reformee de la Preuoſté & Vicomté de Paris, a apporté vn doute és autres couſtumes, n'ayans meſme diſpoſition, ſi l'vn de deux conjoincts par mariage ayant aliene tous ſes propres, ou partie d'iceux, eſtoit receu au remploy ſur les acqueſts, encores que tel remploy ne fuſt ſtipulé, eſtant choſe equitable, que tel remploy ſe face pour obuier aux fraudes qui ſe pourroient faire & aduantages indirects, voire conuertir les propres en acqueſts, pour en pouuoir plus aiſement diſpoſer, au preiudice des vrays coheritiers: iugé neãtmoins, que tel remploy ne ſe deuoit faire, & que tel article de couſtume n'a eſté fait ſuiuant les anciens arreſts; ſe iugeant tout le contraire, auant la reformation de ladicte couſtume. L'arreſt donné en l'audience le troiſieſme iour de May 1596. Odeſpun plaidant pour Iaquette Tonnelier, & Arnaud pour Cardin, & Seruin pour le Procureur general; & ce en la couſtume de Touraine prohibitiue au mary & à la femme de ſe pouuoir aduantager.

Autre arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au rapport de monſieur Charton, le 13. iour de Iuin 1597. entre Brizebarre & Loyautez en la couſtume du Maine. *vide ſ. in eadem littera R. pag. 582.*

La diſtinction que l'on y auoit apportee par les anciens arreſts, meſmes auparauant la couſtume reformee, c'eſtoit que le remploy n'eſtant ſtipulé, eſtoit neantmoins deu des rentes racheptees, eſtant du propre de la femme, le rachapt en eſtant neceſſaire & forcé, qui ſe receuoit de la ſeule volonté du mary, ſans que celuy de la femme y fuſt neceſſaire, & en ce faict particulier, le mary eſtant adminiſtrateur des propres de la femme, & comme perſonne neceſſaire pour receuoir les deniers du rachapt des rentes, *vt adminiſtrator legitimus* deuoit remployer: *non idem* des autres propres de

la femme qu'elle vendoit pẽdant la communauté, ce qu'elle pouuoit faire, auctoriſee de ſon mary, & n'y auoit pour ce particulier, remploy *nec à lege nec à conuentione: non idem* du mary lequel *bonorum ſuorum legitimus adminiſtrator, & dominus poteſt liberè vendere.* Toutes ces maximes n'ont lieu quand l'on voit que telles alienations faictes par l'vn ou l'autre des conjoints ſont en fraude, *putà*, pour conuertir des propres en acqueſts, pour aduantager indirectement, contre la prohibition de la couſtume, ou de l'ordonnance des ſecondes nopces.

Et le dernier iour de May, mil ſix cens trois, au procés d'entre d'Eſcart, & de Aymard, ſuiuant la diuerſité des arreſts, donnez és couſtumes qui ne diſpoſoient particulierement du remploy, la queſtion demandee aux chambres, d'vn commun conſentement, iugé que ceſte couſtume de Paris n'auoit lieu *extra territorium*, & qu'elle ne ſe pouuoit eſtendre aux autres couſtumes qui n'en diſpoſoient, & s'en ſont trouuez pluſieurs arreſts, tant auparauant la couſtume reformee de Paris, l'arreſt d'Ablon party en la quatrieſme chambre des Enqueſtes, & departy en la cinquieſme des Enqueſtes, & autres arreſts depuis interuenus: la raiſon, d'autant que tout remploy eſt *aut à lege, aut à conuentione*, & ne ſert de fonder l'opinion contraire ſur vne grande equité, d'autant que les femmes biẽ qu'elles ſoiẽt en la puiſſance du mary, ſi eſt-ce qu'auctoriſees peuuent librement diſpoſer de leur bien, le vendre & aliener, ce qui eſt indubitable en pays couſtumier, auquel n'eſt obſerué la l. *Iulia, de alienat. fund. dot.* Que ſi par dol, par aduantage indirect, au preiudice de la couſtume, telles alienations ſont faictes par la femme, elles ſe peuuent reuoquer & reſcinder, & n'eſt conſiderable que les deniers de telles alienations entrent en la communauté, de laquelle le mary eſt le maiſtre, d'autant que les femmes en pays couſtumier ont cét aduantage d'auoir la moitié en la communauté, qui depend ordinairement pluſtoſt du trauail & induſtrie du mary que de la femme, *quæ tantùm quæſita poteſt conſeruare, ideò grauata in vno releuatur in altero*; la condition en ce particulier egale au mary, lequel alienant de ſes propres, n'en peut demander le remploy, qu'il eſt en la puiſſance tant du mary que de la femme de ſtipuler par les contracts de mariage, ou con-

Digitized by Google

tracts particuliers de vendition le remploy, ce que n'ayant faict *remanent in diſpoſitione communi.*

Iugé par le meſme arreſt, que le remploy deu *à lege*, ſe deuoit faire des deniers ſeulement, & non des acqueſts, ſelon le prix porté par les contracts, encores que la femme euſt quelque ſubiect de ſe plaindre, que ſes propres ont eſté vendus en vn temps que les heritages eſtoient à vil prix, qu'il falloit faire le remploy en heritages acquis en meſme temps, que c'eſtoit vne grande equité, mais il faut conſiderer que la femme ayãt vendu ſon bien, la communauté n'eſt debitrice pour le remploy que du prix & non de l'heritage, & que l'augmentation ou diminution de la valeur des acqueſts, vient au profit de la communauté, auquel la femme a la moitié, *fallit* ſi la conuention portant le remploy eſt au contraire: l'arreſt donné en la cinquieſme des Enqueſtes, au Rapport de Monſieur Loüet, le dernier iour de May, mil ſix cens trois, entre d'Eſcart, & Gabrielle Aymard, la queſtion ayant eſté demandee aux chambres.

DES RENTES CONSTITVEES, ET *ſelon qu'elles couſtumes elles ſe doibuent partager quand il y a hypotheque ſpeciale.*

XXXI.

AV procés de Charles l'Hoſte Claude du Courtil, & Michel Gourlier, jugé au rapport de M. de Meſmes, en la cinquieſme des Enqueſtes, y ayant deux deputez de chaſque chambre, pour la difficulté & conſequence de la cauſe, s'eſt preſentee ceſte queſtion. Ayãt en vne ſucceſſion plußieurs rentes conſtituees à partir entre les coheritiers, les vnes ayans hypotheque ſpecial ſur des heritages ſituez és couſtumes eſquelles les rentes conſtituees eſtoient reputees meubles, les autres en d'autres couſtumes où les aiſnez auoient aduantage, quelle couſtume l'on deboit ſuyure, ou des heritages ſpecialement obligez, ou du domicile du creancier: & apres grandes raiſons alleguees de part & d'autre, s'eſt trouué la queſtion auoir eſté jugee, par

l'arreſt de Partenay, donné en la troiſieſme des Enqueſtes. au rapport de Monſieur Forget, le premier iour de Iuin, mil cinq cens ſeptante-vn, par lequel les rentes conſtituees auoient eſté partagees ſelon la couſtume de Paris, en laquelle demeuroit l'acquereur des rentes, bien que leſdictes rentes fuſſent aſſignees & euſſent leur ſpeciale hypotheque ſur des heritages ſituez en autres couſtumes, eſquelles les nepueuz ſuccedoient auec les oncles, contre ladicte couſtume de Paris,& ne faiſoit au contraire la particularité que l'on remarquoit audit arreſt, pour vne rente de mille liures aſſignee ſpecialement ſur des heritages ſituez en Languedoc : d'autãt que telle rente n'eſtant tãt conſtituee que fonciere, excedoit le denier ſeize, & que le ſieur de Grand-mont n'auoit tant voulu conſtituer ladicte rente de mille liures, que acquerir la terre de Mergault à faute de rachapt. Que ſi l'on vouloit ſuiure les couſtumes eſquelles ſont ſituees les terres ſpecialement obligees, ou generalement, il s'enſuiuroit vne incommodité, ou impoſſibilité de ventiler les terres ſpecialement, ou generalement obligees aux rẽtes ſituees en diuerſes couſtumes, voire qu'vne rente de cinq cens liures, ayant en diuerſes couſtumes ſpeciale hypotheque, pour dix mil liures de rente, il faudroit eualuer leſdictes terres & ſuiure *pro quota* leſdictes couſtumes, qu'il n'y auoit inconuenient aucun à ſuiure la couſtume du domicile de l'acquereur de la rente, rentes eſquelles la principale qualité eſtoit l'obligation perſonnelle, l'hypothecaire n'eſtant que l'acceſſoire. Que ceſte opinion auoit eſté ſuiuie par Monſieur Tiraqueau, en la quarante-neufieſme queſtion, *de iure primig. num.* 10. & eſté confirmee par arreſt prononcé le ſeptieſme Mars, mil cinq cens nonante-huict, tellement qu'il ne faut plus douter que les rentes conſtituees ne ſe doiuent partir entre coheritiers ſelon la couſtume du domicile de l'acquereur, du poſſeſſeur deſdictes rentes, ou de celuy *de cuius bonis, & hæreditat agitur.*

Chaſſaneus traicte ceſte queſtion *in vtramque partem*, ſur la couſtume de Bourgongne, au tiltre des confiſcations, *Rub.* 2. §. 1. *in verbo,* & appartient la confiſcation, num. 19.

Le vingt-vnieſme Mars mil ſix cens trois, iugé au rap-

Digitized by Google

port de Monſieur Mareſchal, en la cinquieſme des Enque-
ſtes, au procés d'entre les Gaucheris, qu'vne rente conſtituee
ſur les aydes de la ville de Beaumont au pays du Mayne eſtāt
de la ſucceſſion de Damoiſelle Marie Molé, ſe partageroit
ſuyuant la couſtume du pays du Maine, encore que ladicte
Molé demeuraſt à Paris & la raiſon de l'arreſt, eſt que ladite
rente n'auoit que ſon hypotheque ſpeciale & non generale
aſſignee ſur les aydes du pays du Mayne, *habebat ſitum certum*,
en quoy l'on doit conſiderer la ſpecialité de l'arreſt, ſuyuant
laquelle les rentes de la ville de Paris, ſoit ſur le ſel, ou ſur le
Clergé n'ayant aucune obligation perſonnelle ou hypothe-
que generale, mais la ſeule hypotheque ſpeciale, ſe deuroiēt
iuger ſelon la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris
bien que les creanciers euſſent leur domicile en autres cou-
ſtumes, ce qui eſt à remarquer auſſi que telles rentes *habent ſi-
tum certum*, à l'Hoſtel de ville de Paris.

RENTES FONCIERES SVR MAISONS *des villes, & qui ſont aux Eccleſiaſtiques ſi elles ſont racheptables.*

XXXII.

PAr l'ordonnance des mois de May & Mars mil
cinq cens cinquante trois, & Iuin mil cinq cens
ſeptante quatre, toutes rentes foncieres ſur mai-
ſons de villes, ſont racheptables au denier vingt,
& s'obſerue ordinairement de ceſte façon, mais les Eccleſia-
ſtiques obtindrent declaration du Roy Charles, le dernier
d'Aouſt, mil cinq cens ſoixante neuf, qui fut verifiee en Par-
lement, le dix-ſeptieſme Septembre enſuyuant, par laquelle
les rentes foncieres deuës aux Eccleſiaſtiques ſur les maiſons
des villes ſont exceptees, ſuyuant laquelle declaration, s'eſt
preſenté differend pardeuant le Preuoſt de Paris, ou ſon
Lieutenant, entre les Threſoriers & Chanoines de la Saincte
Chappelle de Paris, & Guillaume Buron Procureur au
Chaſtelet, qui vouloit racheter vne rente fonciere de vingt
ſept ſols ſix deniers, deue ſur ſa maiſon, y ayant eſté receu par
ſentence, en auroit du depuis eſté debouté par arreſt du neu-
fieſme

fieſme Feurier mil cinq cens ſeptante-deux, Monſieur le Procureur general ouy. La ſemblable queſtion a eſté du depuis iugee, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, au rapport de Monſieur Mareſchal, au commencement du mois de Septembre mil cinq cens nonante-neuf, en la cauſe d'entre Bertrand Martineau, & le chappellain de la chappelle de l'Annonciation, fondee en l'Egliſe ſainct Pierre d'Angers & Marabin.

DE LA RESIGNATION D'VN *benefice, faicte en fraude des Graduez.*

XXXIII.

DE la reſignation d'vn benefice faicte à *moriente*, au mois des Graduez, ou d'vn benefice affecté aux nommez, *& quid ſi cauſa permutationis*, & ſi en ces cas la reigle *de infirmis reſignantibus* a lieu *in ordinario*. *Vide & in littera I. pag. 383.*

DV SEIGNEVR DE FIEF QVI *veut pour ſon droict de relief, ou rachapt prendre tous les fruicts en eſpeces.*

XXXIIII.

LE Seigneur de fief, qui eſt fondé à prendre le rachapt ou relief, qui conſiſte au reuenu d'vne annee, eſt tenu de rembourſer le fermier de tous les fraiz qu'il a faits, pour les ſemences & recueil des fruicts, au cas qu'il ne ſe vueille contenter de la ferme, & au cas que le Seigneur de fief vueille vendre les fruicts, le fermier eſt preferé tant que dure ſon bail, pourueu qu'il ſoit fait ſans fraude, car quelque profit de fief qui ſoit accordé, par les couſtumes aux Seigneurs de fief, ce n'eſt pour empeſcher la libre diſpoſition aux vaſſaulx de leurs terres, pour oſter ceſte liberté de les pouuoir affermer, & arriueroit que les fermiers eſtant depoſſedez, ils auroient recours contre les proprietaires pour leurs dommages & intereſts, meſmement s'il ſe pre-

Digitized by Google

ſentoit vne annee fertile qui pourroit recompenſer les fermiers, de la ſterilité du paſſé: c'eſt l'opinion de Maiſtre Charles du Moulin, ſur le trente-huictieſme article de la couſtume de Paris en ſes Annotations, ce qui ſemble eſtre fondé en grande raiſon. Car ſi l'on tient pour maxime au Palais, que le vaſſal peut aliener, vendre, donner, & autrement diſpoſer de ſon domaine, meſme l'hypothequer à ſes creanciers, *quanto magis*, le bailler à ferme, & obliger le fonds & ſpecialement au fermier, & y ont pareil intereſt le Seigneur de fief, qui releuent d'autres Seigneurs, ou du Roy.

LE DEFAVT DE LA CONSIGNAtion au retraict lignager.

XXXV.

ES couſtumes eſquelles le retrayant lignager eſt tenu offrir le ſort principal, &c. en tous actes de la cauſe, l'on doit auoir eſgard à la conſignation des deniers reellement faicte, d'autant que telle conſignation vaut offre continuel & parmanent, c'eſt l'opinion de du Moulin en ſes Annotations ſur le 177. article de la couſtume de Paris, & emporte telle conſignation gain de fruicts, le meſme du Moulin en ſes Annotations ſur le 126. article de la couſtume de Vitry le Partois.

REQVESTES DV PALAIS

XXXVI.

DV Moulin ſur le vingt-deuxieſme article de la couſtume de Sens, en ſes Annotations, eſtime que c'eſt vn abus de renuoyer aux requeſtes du Palais, les cauſes eſquelles il s'agiſt des droits purs fonciers & domaniaux.

Digitized by Google

PRESIDIAVX NE COGNOISSENT *en dernier reſſort du retraict lignager.*

XXXVII.

PReſidiaux ne peuuent iuger en dernier reſſort du retraict lignager, la raiſon eſt renduë par du Moulin en ſes Annotations ſur le deux cens cinquante-huictieſme article de la couſtume de Senlis, num. 5. d'autant que tel retraict concerne l'affection, qui eſt ineſtimable, & ſur la ſentence des Preſidiaux de Senlis declaree nulle par arreſt. Ne peuuent non plus leſdits Preſidiaux cognoiſtre en dernier reſſort de l'interpretation de la couſtume, eſtant choſe qui ne reçoit prix ne eſtimation: le meſme du Moulin ſur le cent ſeptante-troiſieſme article de la couſtume de Tours, & ſur le ſoixante-neufieſme article de la couſtume de Chartres.

RETRAICT LIGNAGER AV NOM *de celuy qui n'eſtoit nay lors du contract.*

XXXVIII.

L'On a demandé ſi celuy qui n'eſtoit nay ne conceu au temps du contract d'vne vendition, pouuoit intenter l'action de retraict lignager.

La raiſon de douter eſtoit, que le contract de vendition, faiſant l'ouuerture à l'action de retraict, ne pouuoit donner tel droict à celuy qui n'eſtoit *in rerum natura*, *qui nec natus, nec conceptus*, & bien que le delay d'an & iour fuſt introduict pour intenter l'action, ce ne pouuoit eſtre au profit de celuy *qui non erat tempore contractus*, & a eſté traictee ceſte queſtion diuerſement par Monſieur Tiraqueau, decidee neantmoins par du Moulin ſur le 253. article de la couſtume de Vermandois, par ceſte raiſon que *ius retractus conſanguinitatis non datur certæ perſonæ, ſed toti familiæ & cogitationi in genere*, tellement qu'il ſuffiſt auoir ceſte qualité, *& eſſe de familia & cognatione tempore actionis.*

Digitized by Google

AVTRE QVESTION. XXXIX

SEd quid ſi l'aſſignation eſt baillee à vn iour de feſte, du Moulin recite vn arreſt, par lequel telle aſſignation eſt declaree bonne & valable, en ſes Annotations ſur la couſtume de Poictou, article 322.

AVTRE QVESTION. XL.

QVid, pour le retraict de my-denier, ſi le mary ſuruiuant ſa femme, a eſté creé tuteur à ſes enfans, la tutelle dure quinze ans, ſi les enfans pourrõt apres les quinze ans intenter contre leur pere, l'action de retraict de my-denier : du Moulin ſur le trois cens quarantieſme article de la couſtume de Poictou, tient que non ſeulement ils ſont receuables, pour n'auoir couru le temps d'vn an contre eux, pendant que leur pere a eſté leur tuteur, *qui à ſe debuit exigere*, mais iuſques à ce que les enfans ayent eu communication des titres, ne pouuant pluſtoſt eſtre inſtruicts de ce qu'il peuuent demander en retraict de my-denier.

REPRESENTATION QVE *ſont les aſcendans.* XLI,

REpreſentatiõ n'eſt onques entẽduë de perſõne viuãte, & ne ſe peut prẽdre que de perſõne decedee, naturellement ou ciuilemẽt, ſuiuãt la l. *ſi qua pœna, de his qui ſunt ſui vel alieni iuris, ff.* tellement que *matre repudiante, ilij non poſſunt venire per repræſentationem ea viuente, & ea deſuncta* ils ne peuuent venir que *ſuo iure, ex ſuo*

capite. Du Moulin ſur les deux cens quarante-vnieſme article de la couſtume du Mayne, & adiouſte que *repræſentatio ſemper rectà procedit*, & ne retrograde point, *& ſic patrueles non poſſunt repræſentare contra nepotes ex fratre*, ſans s'eſloigner d'vn degré en retrogradant ce qui n'eſt permis..

DV RELIGIEVX PROFEZ DISPOſant entre vifs au preiudice de ſon Abbé.

XLII.

EN l'annee mil cinq cens ſeptante-deux, Frere Antoine du Pré Religieux de l'Abbaye de S. Iean des Vignes, ordre de ſainct Auguſtin. Officier en ladite Abbaye, Prieur d'vn Prieuré qui en dependoit, & fermier d'icelle Abbaye, vend à la Haye, & le Sellier deux cens muids de bled, & cinquante muids d'auoine, meſure d'Auchy, pour dix mil liures, payees à ſçauoir, cinq mil deux cens liures contans, & quatre mil huict cens liures en vne promeſſe du meſme iour, par laquelle leſdicts la Haye & le Sellier, luy promettent paſſer contract de conſtitution de quatre cens liures de rente viagere, & durant la vie dudit du Pré, ſelon qu'il ſeroit aduiſé par le conſeil dudit du Pré pour ſa ſeureté. En l'annee mil cinq cens octante trois, du Pre fait appeller les heritiers du Sellier en recognoiſſance de cedule & du ſing du defunct, & iceluy recogneu, paſſer le contract de conſtitution de deux cens liures de rente viagere, faiſant moitié de quatre cens liures, & payer les arrerages eſcheuz.

Souſtiennent les heritiers, qu'ils ne doiuent aucuns arrerages, le contract n'eſtant paſſé, offrant le paſſer à la vie dudit du Pré, ſelon la conuention; en Octobre enſuiuant du Pré decede.

L'Abbé pretend ceſte ſomme de quatre mil huict cens liures luy appartenir, ou que l'on luy en doit paſſer contract de conſtitution de rente, ou payer icelle ſomme, qu'il eſtoit defendu aux religieux profes auoir vn pecule, au chapitre *Monachi, de ſtatu monachorum, qui peculium habuerit niſi ei fuerit ab Abbate permiſſum pro iniuncta ei adminiſtratione, à communic-*

ne altaris remoueatur, qui in extremis cum peculio inuentus fuerit & dignè non pœnituerit, nec oblatio fiat pro eo, nec inter fratres accipiat ſepulturam. Iuo Carnotenſ. Epiſcop. en ſon Epiſtre 62. parlāt d'vn Religieux auquel l'on auoit trouué vn pecule qu'il auoit recelé, *ſed quia ſacrilegium quod commiſit abſcondit, nec pecuniā monaſterio reddidit, monẽdo conſulimus & conſulendo monemus, vt ſepulturam quam cum fratribus miſericorditer acceperat amittat, vt cæteri Monachi terrorem habeant*, au chapitre *cùm ad monaſterium. de ſtatu monachorum, nec Papa diſpenſare poteſt cum monacho, vt peculiũ habeat*: le Panorme ſur le chap. *Monachi, verſ. item nota, regulariter Religioſi poſſunt ex licentia Abbatis habere peculium, ſeu peculij adminiſtrationem, quod intellige pro vtilitate monaſterij, vel alendo ſeipſum: ſecus autem, ſi vellet habere vt diſponeret ad libitum, quia tunc Abbas non poſſet ſibi hoc concedere, quinimo nec Papa*. Que ſi l'on vouloit dire, que *Religioſi ſancti Auguſtini erant laxioris regulæ*, voire que leur eſtant permis eſtre entre les ſeculiers, par le chap. *quod dei timorem, verſ. licèt, de ſtatu monac*. ce n'eſt que pour la predication & adminiſtration des Sacremens, és Egliſes dependantes de leurs Monaſteres, comme il eſt dit en la gloſe dudit chapitre, *& tenentur ad obſeruationem regulæ & religioſum ſocium habere*: qu'en France l'on auoit comparé les Religieux en ce qui cõcernoit leurs diſpoſitions & conuentions, tantoſt au fils de famille, tantoſt aux ſeruiteurs Romains, tantoſt aux libertins, le tout pour l'aduantage du Monaſtere, ſuyuant l'aduis de Benedictus *in cap. Raynutius, in verbo, ſi abſque liberis. num. 83. 86. de teſtam.* le Bartole, en la loy premiere *de ſtipulat. ſeruorum. ff.* dict que *vtilitas huius edicti in religioſis ſeu monachis conſiderari poteſt*, ce qui eſt ſuiuy par Iean Fabre, ſur le meſme tiltre des Inſtitutes, mais que pour en dire la verité, qu'il y auoit toute autre difference. Le fils de famille *proprium & peculari peculium habere poterat vt & libertus*, & le ſeruiteur auoit touſiours eſperance de venir en liberté, y eſtans appellez par la loy de nature, mais le Religieux auoit toute autre, voire contraire intention, il ne reſpiroit rien que ceſte obedience, que ce vœu de pauureté, ne penſoit rien moins que à la liberté, c'eſt pourquoy le Panorme, audit chap. *Monachi*; ſouſtient que *maior eſt ſeruitus in monacho quàm in ſeruo, quia eſt ſeruitus ſpiri-*

tualis quæ Deum vltorem habet, vt & patronum & Dominum: que l'on comparoit les Religieux à vne mort ciuile, & les Docteurs interpretans ce prouerbe ordinaire que *mortui ſunt mundo*, l'on dict *mortui quo ad ciuilia, non idem quo ad naturalia*, que les Religieux *nihil ſibi acquirere poterant, nihil ſtipulari, quidquid acquirunt, acquirunt monaſterio, ita vt nec momento quidem in eorum perſona quid ſubſiſtat. arg. l. placet, de acquir. vel omitt. hæred ff.* & on peut leur attribuer ce qui ſe dit des ſeruiteurs, *nec ſeruus quidquam debere poteſt, nec ſeruo deberi, ſed cùm eo verbo vtimur, magis eſt vt factum demonſtremus, & c. ff. de peculio*, par la l. *contra iuris ciuilis regulas, de Pactis, ff. pactum de non petendo à ſeruo factum non praiudicat Domino.* Au faict particulier que c'eſtoit *pactum de non petendo ſortem* ſe contentant ſeulement d'vne rente viagere, que ceſte ſtipulation de rente viagere eſtoit par trop ſuſpecte de fraude *tam ex qualitate perſonæ*, qui vouloit fruſtrer ſon Abbé *quàm ex rei qualitate, ſcilicet* qu'il y auoit prix ordinaire pour acquerir la rente: fraude telle que ſi tel contract ſe trouuoit entre mary & femme, ou faict par vn debteur au preiudice de ſes creanciers, on le remettoit *ad legitimum modum contrahendi*: qu'il y auoit deux contracts faicts entre ledict defunct du Pré, & ſes parties, la vente des bleds, & la ſtipulation de la rente, contracts diſtincts & ſeparez, qui n'eſtoient faicts en conſideration l'vn de l'autre, qu'en tout cas que ce n'eſtoit qu'vne promeſſe dudit du Pré, de paſſer rente par l'aduis de ſon conſeil, pour ſa ſeureté, ce qui n'auoit eſté effectué, au contraire douze ans apres, ledict du Pré s'en eſtoit plaint en iugement: que par vn ſi long temps les parties s'eſtoient aſſeurees de partie du contract de conſtitution de rente, partant que *mutuum erat, non emptio reditus*, & de faict, les deniers que leſdicts de la Haye & le Sellier auoient payez, & que l'on ſouſtenoit eſtre ſur les arrerages de ladicte rente, ne faiſoient mention aucune de la rente & arrerages, *aliud agebant, aliud ſimulabant.* Que ſi le libertin ne pouuoit rien faire au preiudice de ſon patron, *nec emere, nec vendere poterat, tantùm bene merentibus donare poterat res mobiles, & quæ perierant, nec extabant.* par la loy 2. 9. & 10. *ſi quid in fraud. Patron. ff. quanto magis*, vn Religieux, qui n'a tant de

pouuoir? Que ſi l'on vouloit dire que *libera peculij adminiſtra-*
tio religioſo conceſſa fuerat, la reſponſe eſt que *in libera peculij ad-*
miniſtratione quod generaliter conceditur comprehendit ea quæ domi-
nus in ſpecie fuiſſet conceſſurus, *l.47. de pecul. ff.* qu'il n'y auoit ap-
parẽce, que l'Abbé euſt concedé à ſon Religieux de paſſer vn
tel contract à ſon preiudice, & en fraude.

Au contraire, les heritiers de la Haye & Sellier, diſoient
que la vie & conuerſation ordinaire des Religieux nous diſ-
penſoit de ſes reigles auſteres, eſtablies en leur premiere in-
ſtitution, n'eſtant raiſonnable de iuger les actions des Reli-
gieux, qui ſont pourueuz de benefice en tiltre, qui ſont diſ-
penſez de la conuentualité, auſquels l'on permet de conuer-
ſer parmy les hommes, manier leur reuenu, porter l'habit
ſeculier, , auec les Religieux aſtraincts à l'obſeruance de la
reigle cloiſtriere, qui ne peuuent rien au mõde, ſans la licen-
ce de leur ſuperieur, les Religieux pourueuz en tiltre de be-
nefices, *non ad nutum*, mais purement & ſimplement, ont la
diſpoſition entiere de leur reuenu, s'ils en abuſent, à leur
dommage, ils en ſont reſponſables, qu'il ſuffiſt à l'Abbé, que
liberam habeat peculij, ſeu redditus adminiſtrationem, qu'entre tels
Religieux ceux de l'Ordre de ſainct Auguſtin, auoient l'ad-
uantage, eſtans pourueuz de Prieurez cures de leur Ordre,
ayans *Sacramentorum adminiſtrationem*, & rang entre les ſecu-
liers, la vacation reguliere y reſiſtant, & au contraire, la rei-
gle de ſainct Auguſtin, appelloit les Religieux de cét ordre
pour viure hors des monaſteres entre les ſeculiers, *cap. quod*
Dei timorem, de ſtatu monachorum. Auſſi ſont ils appellez en
droict Chanoines reguliers, comme eſtans *in regula laxiori*,
que les autres Religieux: que l'on ne s'arreſte en France à
ſes diſpoſitions canoniques, faictes pluſtoſt pour imiter,
que pour obſeruer, ce qui ſe peut colliger de la gloſe du cha-
pitre dernier, *in verbo, reſeruari, de offic. ordina. in 6.* que *clerici*
ſunt tantùm vſuarij aut vſufructuarij, ſans qu'ils puiſſent diſpo-
ſer *niſi de modico*, ce qui n'eſt admis en ce Royaume: autremẽt
en peu de temps l'ordre Eccleſiaſtique ſuffoqueroit les deux
autres ordres & emporteroit auec le temps tout le reuenu,
n'ayant par telles conſtitutions pouuoir que d'acquerir, &
non d'aliener, comme eſtant en curatelle, & ne pouuant con-
tracter

tracter qu'à leur profit. Qu'au faict particulier ſe preſentoiẽt deux conſideratiõs fort remarquables, l'vne que ceſte vente de bleds, & contract de conſtiution de rente viagere eſt contractee *in ipſa peculij adminiſtratione*, en la vente des fruicts du benefice, duquel du Pré eſtoit pourueu en tiltre, & de la ferme de partie du reuenu de l'Abbaye, que comme *ſeruus in ipſa peculij adminiſtratione domino nocere poteſt*, s'il faict quelque mauuais marché *dominum in peculio obligat*, auſſi le peut faire le Religieux, qui a beaucoup plus de pouuoir en l'adminiſtration des fruicts de ſon benefice que *ſeruit in adminiſtratione peculij*; au contraire le Religieux comme titulaire eſt *dominus fructuum, de his poteſt diſponere pro arbitrio*: que comme le Religieux ayant beaucoup profité en vn contract ſon Abbé y voudroit auoir part, auſſi s'il y a quelque hazard, il faut que *damnum cum lucro compenſet, l. 12. in fine, de acquirend. vel retin. poſſeſſ. C.* car il eſt *præpoſitus in peculio, & abbatem obligat, vt præpoſitus & inſtitor dominum*: voires que les Religieux ſont tellement *domini fructuum beneficiorum ſuorum*, que leur Abbé n'en peut diſpoſer ſans leur volonté, il y a grande raiſon, car comme la diſpoſition des fruicts depend du tiltre des benefices, & ne vient qu'en conſequence d'iceluy, tout ainſi que le tiltre eſt irreuocable, auſſi la diſpoſition & adminiſtration des fruicts. L'autre raiſon c'eſt qu'il ſemble par la proximité de la conuention de la vente des bleds, & de la conuention de la rente viagere eſtant de meſme iour, faiſant partie l'vne de l'autre, partie du prix, payement du prix, qu'il fault du tout entretenir le contract de vente, ou s'en departir *vnus contractus, vna conuentio, idem ſubiectum, eadem perſonarum conditio.* Les defendeurs, n'euſſent acheté ceſte quantité de bled ſans ceſte ſpeciale conuention, laquelle faict part du prix, c'eſt en ceſte rente viagere que le bled a eſté payé pour vne bonne partie, qu'il falloit iuger ceſte promeſſe pour vne rente viagere, d'autant tolerable, qu'il eſtoit ſeant à la qualité dudict du Pré, ſtipuler conuention profitable au debteur, en conſtitution de rẽte. Par arreſt les defendeurs condamnez payer audict demandeur ladicte ſomme de quatre mil huict cens liures, ſur ce deſduits les deniers par eux payez, ſçauoir ce que les deffendeurs diſoient auoir payé ſur les arrerages, ce

HHHh

Digitized by Google

qui a eſté imputé au ſort principal: du Vẽdredy vingt-vnieſme Iuillet mil ſix cens, Monſieur Louet Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes.

Faut noter qu'il n'y auoit eu aucun contract de conſtitution, au contraire l'on auoit refuſé de le paſſer, tellement que ceſte deuxieſme promeſſe n'auoit reüſſi, & la premiere eſtoit demeuree en ſon entier, *in cauſam mutui*, c'eſt pourquoy, par arreſt l'on impute ſur la premiere obligation ce qui auoit eſté payé, & quand bien *debito tempore*, le contract de conſtitution euſt eſté paſſé, les debteurs euſſent payé les annees des arrerages, qui eſt plus que le ſort principal, arrerages qui fuſſent vray-ſemblablement demeurez *in bonis & peculio defuncti*.

DV RACHAPT OV RELIEF, S'IL SE *doit eſtimer* inter fructus naturales aut ciuiles.

XLIII.

L'On a demandé en la couſtume de Poictou, au procés d'entre Bordeau, Thibault & la Combe, ſi vn rachapt eſtant eſcheu à vn fermier, ſur la fin de ſa ferme il pouuoit prendre les fruicts de la terre tombee en rachapt, l'annee entiere, à commencer du iour du rachapt eſcheu encores que la ferme fuſt finie.

La raiſon de douter eſtoit, que tels rachapts conſiſtent és fruicts d'vne annee, qui ſe leuent non à vne fois, non en vn iour, mais *de die in diem*: que nul ne les pouuoit prendre ſans la qualité de Seigneur de fief, ou ayant droict d'iceluy, que la ferme finie le fermier n'auoit plus de droict de prendre les fruicts de ſa ferme moins de celle tombee en rachapt, qui n'eſtoit qu'vn acceſſoire, qui ne pouuoit de ſoy ſubſiſter ſãs la terre principale: que ceſte qualité de rachapt auoit vne telle correſpõdãce auec le Seigneur de fief, que l'vn ne pouuoit eſtre ſans l'autre, qu'en effect, c'eſtoient fruicts que l'on pouuoit dire eſtre de la terre principale, comme reünis au moyen de l'ouuerture du rachapt: en tout cas, que c'eſtoient

fructus naturales, qui ne ſe pouuoient acquerir que *ſola perceptione*: ce neantmoins iugé au contraire, & que *iura releuiorum erant in fructu*, acquis au fermier, du iour qu'ils eſtoient eſcheuz, deſquels il pouuoit compoſer, que *erant fructus ciuiles* ou pluſtoſt *obuētiones*, leſquelles du iour qu'elles ſont deuës ſont ſeparees du fief principal, *vt fructus naturales à ſolo ſeparati*, ſuiuant l'opinion de du Moulin ſur le §. premier de la couſtume de Paris, gloſe premiere, *in verbo*, le Seigneur feodal, num. 33. iuſques au 38. du cinquieſme Aouſt mil ſix cens, Monſieur Louet Rapporteur en la cinquieſme Chambre des Enqueſtes.

DENIERS DOTAVX, QVI SE doiuent remployer, ſi c'eſt meuble ou immeuble.

XLIIII.

LE Vendredy vingt-deuxieſme de Decembre mil ſix cens, a eſté prononcé en robes rouges par Monſieur le premier Preſident, l'arreſt donné en la grand chambre, au rapport de Monſieur de Monthelon, pour Regnauld de Lyon, party en la grand chambre, & departy en la premiere des Enqueſtes, Monſieur du Tillet Compartiteur.

Le faict duquel eſtoit, que la femme apportant au mary en mariage trente mil liures, eſt conuenu que dix mille liures entreroient en la communauté, & les vingt mil liures reſtans, ſeroient employez par le mary en heritages, qui ſeroit le propre de la future eſpouſe, & aux ſiens de ſon eſtoc & ligne.

Du mariage, il y a vne fille qui ſuruit ſa mere, & decede, & peu apres ſon pere meurt, l'oncle de la fille, cōme le plus proche parēt, prēd leſdits vingt mil liures cōme vn immeuble: les heritiers du mary au cōtraire pretēdent que c'eſtoit meuble, partāt qu'ils leur appartenoiēt, comme ayant le mary ſuccedé à ſa fille. Iugé que leſdits vingt mil liures eſtoient vn immeuble, bien que le remploy n'euſt eſté faict, fondé l'arreſt ſur ce que le mary, ny ſes heritiers, ne peuuent alleguer le de-

Digitized by Google

faut de remploy prouenant de la faute du mary, autremēt le mary ayant intereſt que les deniers deſtinez à employ ſoient meubles, ou pour demeurer en la communauté, de laquelle il eſt le maiſtre, ou pour ſucceder à ſes enfans aux meubles, ne feroit oncques le remploy. *Secus*, ſi la queſtion euſt eſté entre les coheritiers de la future eſpouſe, auquel cas l'on euſt apporté les diſtinctions recitees par Monſieur Magiſtri en ſon traicté des criees, chapitre premier: encores que par deux arreſts aſſez vulgaires au Palais, l'vn de Rambures, l'autre de Chanteleu, *pecunia ex ipſa deſtinatione inter immobilia iudicata ſit.*

Ceſte diſtinction du mary ou des heritiers de la femme, auoit eſté remarquee par Maiſtre Charles du Moulin, ſur le dix-ſeptieſme article de la couſtume de Neuers, au titre des droicts appartenans à gens mariez.

SI FEMME SEPAREE DE BIENS d'auec ſon mary doit rachapt.

XLV.

EN la couſtume de Blois s'eſt preſentee vne difficulté, ſi vne terre feodale eſtant eſcheuë à Marie Goudeau, pendant ſon mariage, eſtant lors, & trois ans auparārauant, icelle Goudeau ſeparee de biens d'auec ſon mary, la ſeparation iugee par arreſts, ſi elle doit rachapt de ladite terre à elle eſcheuë par le decez de ſa mere, laquelle terre luy eſt aduenuë & eſcheuë in ligne directe pendant & conſtant ſon mariage.

Le Seigneur de fief, qui auoit faict ſaiſir pour le payemēt du droict de rachapt, diſoit qu'il eſtoit fondé en la diſpoſition de la couſtume, qui veut en ce cas particulier que la femme mariee doit rachapt de l'heritage feodal, qui luy eſt eſcheu en ligne directe, & bien que la couſtume die que ce ſoit le mary qui doit le rachapt, ſi eſt-ce que c'eſt *relatiuè ratione fundi vxoris*, que la raiſon eſt euidente, d'autant que *per matrimonium, vxor non eſt ſui iuris, manet in poteſtate viri*, voila pourquoy de ceſte mutation de perſonne, ou pour mieux

dire, pour ceſte nouuelle puiſſance, le Seigneur peut demander le rachapt, qui eſt le reuenu d'vne annee, comme y ayant vn nouueau vaſſal : que la ſeparation d'entre le mary & la femme quant aux biens, ne pouuoit oſter l'effect de ceſte couſtume, d'autant que nonobſtant telle ſeparation, *remanet viri poteſtas in vxorem*, laquelle puiſſance eſt comme de l'eſſence du mariage, & inſeparable d'auec iceluy, *mulieris in poteſtate viri, & ipſe dominabitur* : auſſi telle ſeparation n'a effect, que pour le regard de la diſpoſition & adminiſtration du bien, & non pour l'alienation, qui eſt vne preuue certaine de ceſte puiſſance maritale : que ladite couſtume ne requeroit en ce particulier de ſucceſſion directe, que le mariage par le moyen duquel le rachapt eſtoit deu, qu'il ſuffiſoit donc verifier, que ceſte qualité demeuroit, nonobſtant la ſeparation : que telle ſeparation eſtoit odieuſe, & qui ne pouuoit auoir effect, qu'à l'adminiſtration du reuenu de la femme, ſans que l'on la peuſt eſtendre plus auant, que nonobſtant telle ſeparation, la femme ſeparee, ne delaiſſe d'eſtre & demeurer auec ſon mary, iouyr des meſmes priuileges, de demeurer *in eadem domo, in eodem lecto*, bref c'eſt *vna caro, vna perſona*. De dire que tel rachapt ne ſoit deu que *propter mutationem poſſeſſoris*, qu'il ſoit deu *ratione fructuum*, qu'il y auoit beaucoup de fallences, car ſi la femme dés le lendemain du mariage conſummé demeuroit veſue, elle ne delaiſſeroit de deuoir le rachapt : bien que *in rei veritate*, le mary n'euſt iouy des fruicts, que tels droicts ſeigneuriaux eſtoient fauorables, non ſeulement par ce qu'ils eſtoient fondez en la couſtume, mais par ce que c'eſtoient conuentions appoſees *in traditionibus fundorum* : qu'il ſe pourroit commettre tant de fraudes en telles ſeparations, que l'on rendroit aiſément l'article de la couſtume du tout illuſoire : que ceſſant telle ſeparation par le moyen d'vne reconciliation du mary & la femme, le Seigneur de fief, ne la pourroit deſcouurir, demeureroit fruſtré de ſes droicts : que la diſpoſition de la couſtume eſtoit generale ſans aucune limitation, parle de la femme mariee, qualité qui ſe peut auſſi aiſement remarquer en la femme ſeparee de biens, que ſi elle ne l'eſtoit, telle ſeparation ne derogeant

Digitized by Google

en rien à ce qui eſt du mariage, & de l'eſſence d'iceluy.

Au contraire, diſoit ladicte Goudeau, qu'il falloit prendre la couſtume, non au pied de la lettre, mais ſelon ſa vraye intelligence, & ſelon la raiſon & conſiderer le mariage, non comme vn Sacrement, auquel cas *remanet poteſtas viri in mulierem*, *viri & mulieris vna caro*, *vna perſona* qui ſe prend *à marito* comme *à parte digniori*, mais il la conuient conſiderer en nos couſtumes, *quo ad effectus ciuiles*, & en ce cas la ſeparation de biens a quelque particularité, qui faict conſiderer la perſonne de la femme aucunement diſtincte, ſeparee, & differente d'auec la perſonne du mary: meſmement en ce qui eſt du maniement du reuenu & payement des charges reelles, comme des droicts & profits ſeigneuriaux: que c'eſtoit maxime aſſez vulgaire en pays couſtumier, que les rachapts n'eſtoient deuz, que *propter mutatione perſonæ* & ſe peut prendre pour droict d'inueſtiture du nouueau vaſſal, lequel ne pouuant par le droict des feudes entrer en la poſſeſſiõ de ſon fief, ſans le conſentement du Seigneur de fief, il donnoit à ſon Seigneur de fief pour droict d'inueſtiture les fruicts d'vne annee, qui eſt le rachapt, comme ſi le vaſſal racheptoit la terre de ſon Seigneur de fief, & combien que la couſtume de Bloys, comme la pluſpart de celles de ce Royaume, n'admettent droict de rachapt en ſucceſſion directe, *quia non tam nouus vaſſallus quàm antiquus*, c'eſt *continuatio dominij, filius eadem perſona cum patre*, toutesfois d'autant que la femme mariee, *eſt in poteſtate mariti*, qui faict les fruicts de l'heritage de la femme ſiens, la couſtume a voulu, que *maritus fructuum dominus nouus eſſet vaſſallus*, & en ceſte qualité de mary, la chargé de payer le rachapt, faire la foy & hommage, ceſte mutation de vaſſal, en la perſonne du mary, qui eſt le vray maiſtre des fruicts, derogé à ceſte regle de la couſtume: qu'en ligne directe, il n'y a rachapt, d'autant que le mary n'eſt en ligne directe, *eſt veluti perſona extranea*, & eſt aiſé de colliger de ceſte particuliere diſpoſition de couſtume, que le mary en ce particulier, debuoit le rachapt, *quia dominus fructuum*, que le rachapt eſt deu *potius ratione poſſeſſionis, quàm proprietatis*, que le Seigneur de fief conſidere pluſtoſt le poſſeſſeur, celuy qui

apparoiſt ſur le fief, celuy qui exerce, iouiſt des droicts honorifiques, que non la proprieté, car quelque mariage qu'il y ayt, quelque puiſſance que le mary ayt ſur la femme, elle ne delaiſſe de demeurer la vraye dame & proprieterelſe de ſon heritage, qui luy eſt par venu ſucceſſion, & de faict le rachat n'a ſon effect que ſur les fruicts d'vne annee, c'eſt choſe momentanee, qui ne regarde *tam proprietatem, quàm poſſeſſionem.* Or la ſeparation iugee ſans fraude de la femme auec ſon mary a cet effect, que la femme demeure dame & maiſtreſſe, *non tantùm proprietatis fundi*, mais *domina fructuum*, c'eſt ce qui eſt porté par les iugemens des ſeparations, peut diſpoſer de ſes fruicts, bailler à ferme, aſſiſter en iugement, acquerir, s'obliger ſans ſon mary, tellement que *verum eſt dicere*, qu'au moyen de telle ſeparation, *non fit mutatio perſonæ, remanet eadem perſona.* Le Seigneur de fief, ne peut pas dire, que *non habeat vaſſallum*, en la perſonne du mary, lequel mary, n'a rien en la terre, ny en la proprieté, ny en la poſſeſſion, c'eſt à dire és fruicts, mais qu'il n'a autre vaſſal que la femme heritiere du pere, ou de ſa mere, en l'heritage duquel l'on demande le rachapt, heritage exempt du payement de rachapt, eſtant venu en ligne directe, & en ce que par ladicte couſtume, le mary eſt chargé de payer le rachapt, c'eſt que la couſtume à eſtimé parler du mariage ſans aucune ſeparation de bien, dentre le mary & la femme, mariages, *& communi vſu loquendi*, mariage ordinaire, & auec les droicts que la couſtume baille, *ſcilicet* que *ſit dominus fructuum fundi vxoris*, n'ayãt la couſtume voulu preſumer choſe ſi funeſte, ſi odieuſe, & ſeroit ridicule qu'ẽ ce particulier, le mary payaſt le rachapt d'vn heritage duquel il ne iouiſt, auquel il ne prẽd aucune choſe. Tous les Feudiſtes ont eſté de cet aduis, & particulierement du Moulin, ſur le vingt-cinquieſme article de la couſtume de Paris, qui en recite les raiſons & auctoritez des Docteurs, & Pontanus qui a commenté ceſte couſtume de Bloys, a eſté auſſi de cet aduis & du Moulin en ce meſme lieu eſtime pour les meſmes conſiderations, que ſi par le cõtract de mariage, il n'y a communauté, le mary ne iouiſt des fruicts *quiſque res ſuas habeat & poſſideat* que par le moyen de tel mariage le rachapt n'eſt deu *quia nulla perſonæ mutatio*, le mary ne prend en ce cas

aucune choſe és fruicts. La queſtiõ demandee aux chambres & ne s'eſtant trouué arreſt iugé qu'il n'eſtoit deu rachapt, & le Seigneur de fief debouté, par arreſt du vingtieſme iour de Iuin, mil ſix cens vn, donné au rapport de Monſieur Cheualier, en la cinquieſme des Enqueſtes.

Ceſte meſme queſtion quand par contract de mariage, le mary ne iouiſt du reuenu de la femme, auoit eſté iugee cõtre le Seigneur de fief, au profit de la maiſon d'Aumõt, en la premiere des enqueſtes, au rapport de Mõſieur d'Amours, vers l'annee mil cinq cens ſeptante-trois, & depuis, en pareil cas, iugé par ſix de Meſſieurs du Parlement, arbitres conuenuz pour les biens de Madame d'O, ſur la clauſe de ſon contract de mariage, auec le Seigneur de Chappes.

LES DIX-ANS DE RESCISION D'VN contract de vente, auec faculté de rachapt, de quel iour ils doiuent commencer.

XVLI.

EN la cauſe de la Damoiſelle de Villiers, au rapport de Monſieur Granger en la troiſieſme chambre des Enqueſtes, c'eſt preſentee ceſte queſtion, ſi contre vn contract de vente, portant faculté de remerer de trois ans, l'on eſtoit receuable d'intenter l'action de reſciſion, pour la leſion d'outre moitié dans les dix ans, à compter du iour que la grace & faculté de remerer eſt expirée, ou bien s'il falloit compter les dix ans du iour du contract de vente.

Rebuffe en ſes commentaires, ſur les ordonnances, *in tractatu de reſciſione contractuũ, art. vnico gloſa* 21. ſouſtient que les dix ans ne doiuent commencer que du iour que la faculté de remerer eſt expiree, *quia ante hunc diem contractus non eſt perfectus, poteſt ex lege contractus reduci ad non eſſe, poteſt reſolui*, que l'ordonnance qui reſtraint les reſciſions à dix ans, ſe doit entendre *de contractu perfecto*, l'on peut dire que prenant les dix ans du iour du contract, le vendeur n'auroit le temps de dix ans, pour obtenir ſes lettres de reſciſion, ne les pouuant obtenir pendant que la faculté de remerer dure, ayant pendant ce temps

ce temps de faculté pouuoir de rentrer *ex lege contractus*, & non par le benefice du Prince, l'vn eſtant exclus par le moyen de l'autre.

Au contraire, que telle action de reſciſion ſe doit prendre du iour du contract, qui eſt en ſoy parfait, bien qu'il ſe puiſſe reſoudre par le moyen de la faculte de remerer, qui eſt bien conſiderable tāt qu'elle dure, mais expiree & finie n'eſt plus conſiderable, *ac ſi numquam nata fuiſſet*, il ſuffiſt au vendeur d'auoir eu ſes dix ans de reſtitution *quocūque modo, aut à ſtatuto, aut à lege contractus*, qu'il ſe deuoit imputer d'auoir laiſſé paſſer les dix ans: que l'on pourroit dire, que contre le contract de vente faict auec faculté de remerer *toties quoties*, qui eſt borné à trente ans; que les dix ans de reſciſion ne commenceroient qu'apres les trente ans, qui ſeroient contre l'intētion de l'ordonnance, qui a voulu abreger le temps de l'action. Que les mots de l'ordonnance du Roy Louys xij. y reſiſtoient en ces mots, à compter du iour que leſdits contracts ont eſté faits, qu'elle parle indefiniement des contracts ſans aucune limitation, ou auec faculté de remerer, ou non. La queſtion demandee aux chambres, par arreſt du vingt-vnieſme Iuillet mil ſix cens vn, iugé que les dix ans ne commencent à courir que du iour de la faculté expiree, ce qui reçoit moins de difficulté en reſciſion d'outre moitié de iuſte prix, que la leſion ne ſe peut iuger qu'apres la faculté de remerer expiree. Les noms des parties, de Villiers, & Iacques Furon, & l'ordonnance porte ces mots, s'il n'y a empeſchement de faict ou de droict, &c.

SI LE ROY PEVT ADMETTRE VNE reſignation d'vn benefice vacant en Regale en faueur.

XLVII.

PAr arreſt du ſeptieſme iour de May mil ſix cens vn, donné en l'audience, plaidans de Monthelon pour Moreau, & Talon pour Belin, & Monſieur Seruin pour le Procureur general du Roy, iugé que la collation faicte par le Roy d'vne prebende de l'Egliſe

Digitized by Google

de Troyes vacante en Regale, par la reſignation faicte en faueur eſtoit bonne & valable, ayant le Roy ce pouuoir d'admettre les reſignations en faueur, comme n'ayant aucun ſuperieur és benefices vacans en Regale, *nec ſummum Pontificem agnoſcit*, ce droict luy appartenant *iure coronæ*, *iure regio*, qu'il ne tient que de Dieu, & auquel droict *omnimodam habet poteſtatem ut ſummus Pontifex in ſpiritualibus*, la tenant directement de Dieu. Du Moulin a tenu ceſte opinion ſur la reigle *de infirmis reſignant*, *num.* 422. ce que n'auoit oſé faire Ruze en ſon traicte des Priuileges des Regales *priuil.* 32. Mais faut noter que du temps de Ruzé, les reſignations en faueur n'eſtoient encores beaucoup en vſage, mais du depuis telles reſignatiõs en faueur eſtans comme ordinaires en Cour de Rome, & ne s'accordans par diſpenſe, mais comme de choſe du droict commun, s'admettans plus ſouuent *per conceſſum* par le dataire, que par *fiat* par noſtre Sainct Pere, le Roy a voulu participer en ceſte diſpoſition de droict commun, ce qui a eſté ſuiuy par Probus en ſon traicté des Regales, queſtion 34. num.1.

DV RECELE', ET DE LA PEINE.

XLVIII.

VN mary ſuruiuant ſa femme, fait partage de la communauté auec les enfans du premier lict de ſa femme, ſouſtiennent les enfans que leur beau-pere ou vitric, ne repreſente tout ce qui eſt de la communauté, meſme vne partie de cinq mil cinq cens eſcus, qu'il y a autres debtes actiues qu'il ne repreſente, demande qu'il ſe purge par ſerment, le vitric afferme en iugement par diuerſes fois, ſur ce tranſaction, par laquelle derechef afferme n'auoir rien recelé : apres le decés du vitric, l'on trouue les contre-lettres, & autres pieces iuſtificatiues du recele, lettres pour faire caſſer la tranſaction, & par meſme moyen pour ſouſtenir que venant à nouueau partage, les heritiers du vitric ne deuoient auoir part és choſes recelees: en ceſte derniere clauſe conſiſtoit tout le

different d'entre les parties, n'y ayant difficulté pour la reſciſion de la tranſaction.

Les enfans & heritiers de la defuncte femme, diſoient de diſpoſition de droict l'heritier ayant ſoubſtraict ou mal pris partie des biens de l'heredité *in ſubſtractis ſeu amotis quartã non retinere, l. reſcriptum, de his quibus vt indig. ff. idem in l. hæres qui, eodem titulo. In parte in qua fraudem hæres fecit non vtitur Falcidia, in l. ex facto, §. finali, de vulg. & pupill. ſubſtitut. punitur in eo, in quo contra legẽ cõmiſit.* en la loy *Paulus reſpondit* 48. *ad Senat. Trebellian. ff. ſi quaſdam res hæreditarias hæres furatus eſt, in rebus quas ſubſtraxit petitionem ei denegari*, par la loy *non dubium, C. de legat. legatarius in rebus ſubſtractis partem non habet, & à legati petitione ſubmouetur.* Que la part que le mary ſuruiuant a en la communauté, ne luy appartiẽt mieux que l'heredité à l'heritier, la Falcidie ou Trebellianique pour le fideicommis, la choſe leguee au legataire: qu'il y auoit raiſon particuliere contre le mary, lequel declarant n'y auoir autres biẽs que ceux qu'il repreſente, conſent que ce qu'il recele n'eſt de la communauté, & qu'il n'y peut rien pretendre à cauſe d'icelle communauté: qu'il y auoit bonne reſpõſe à l'arreſt de Creuecœur & Courtenay, recité par *Ioan. Gall.* en ſes Arreſts, *in quinta parte*, arreſt cent trente & vn, par ce qu'il fut donné contre vne vefue, qui auoit quelque excuſe de ſon recelé, & qu'elle l'auoit faict auſſi toſt par ignorance que par dol, ne pouuant cognoiſtre les biens de la communauté. Et de fait du Moulin en l'Annotation qu'il a miſe ſur ledit Arreſt, ſouſtient que celuy qui cõmet le recelé, *in rebus recelatis partem non habet*, & renuoye à ce qu'il en a eſcrit ſur le 155. §. de la couſtume de Paris: qu'il falloit faire diſtinction du ſimple recelé non qualifié, d'auec celuy faict *per dolum & fallaciam, & fraudandi animo*, ce qui ſe pouuoit aiſement remarquer par ladite loy 48. *ad Trebellianum* en ces mots, *ſi hæres quaſdam res furatus eſt*, c'eſt à dire quand le recelé eſt tellement qualifié d'autre crime, *vt putà* de pariures, d'artifices, & autres males façons, que l'on le peut pluſtoſt nommer vn pur vol & larcin, qu'vn recelé: la loy 45. & 51. *pro ſoc. ff.* diſent que *contra ſocium furti datur actio, ſi per fallaciam, & dolo malo ſocius res amouit.* Quand donc le recelé ſe peut appeller pur larcin, comme au fait particu-

Digitized by Google

lier, c'eſt le cas de la loy 48. *ad Trebellian. hæres qui res hæreditarias furatus eſt, in his partem non habet*, & la loy baillant *actionem furti contra ſocium pro re quam furatus eſt ſocius*, elle declare aſſez qu'il en eſt priué, *cùm actione furti fur rem nec rei partem poſſit conſequi*, que ſi l'on iugeoit autrement ce ſeroit inuiter les ſuruiuans d'vne communauté à voler, & les plus impudens & ſignalez larrons auroient autant d'auantage, que ceux qui par vne ignorance auroient obmis à repreſenter quelque choſe de la communauté, les vns & les autres ſeroient quites pour repreſenter ce qu'ils auroient recelé ou mal pris. Les Iuriſconſultes & Empereurs, ont auec beaucoup de raiſon faict telles loix & conſtitutions, & ſe commence la l. 48. *Paulus reſpondit*, & finit par ces mots *rectè reſpondit*. Iean Fabre en ſon Commentaire qu'il a faict ſur le Code, interpretant la l. *non eſt dubium, C. de legatis* la aprouuee, & n'a dict qu'elle n'auoit lieu en France. Alexandre en ſon 35. Conſeil *lib.* 5. *num.* 1. dict que pour auoir lieu à la loy derniere, *de rei vindicat. ff.* laquelle *priuat detentorem re propria*, il faut que *dolo malo vel lata culpa detentor deneget poſſidere*: que ſi en France l'opinion du Bartole a eſté receüe, que *committens falſum in cauſa beneficij, iure ſuo priuatur* : & le tient ainſi Boërius en ſa Deciſion 291. num. 3. à plus forte raiſon le vitric, le tuteur, qui auec tant de pariures a recelé le bien de la communauté, doit eſtre priué du droict qu'il y pouuoit pretendre ſi le creancier de voye de faict & propre auctorité, prend ſon deu de ſon debteur. *Spreta iudicis auctoritate*, ſe met en poſſeſſion du bien de ſon debteur ſans auctorité du iuge, *jus crediti non habet*, encores qu'il luy ſoit legitimemēt acquis, en la l. *creditores, ff. ad legem Iuliam de vi priuata, quanto magis* celuy qui deſrobe, qui prend de ſon auctorité, ou pluſtoſt meſchanceté.

Les heritiers du vitric, ſouſtenoient au contraire, que ſi le defunct eſtoit viuant, il pourroit rendre raiſon particuliere de ce qui eſtoit de ſon faict: mais quand bien il y auroit preuue non ſeulement du recelé, mais des pariures mis en auant, ſi eſt-ce qu'en France nous n'auons gardé la rigueur de la diſpoſition du droict eſcrit, qui priue les particuliers de ce qui leur appartient, au lieu de la peine qu'ils meritent pour

leur delict, la loy veut que *inuaſores re propria priuentur*, nous ne gardons ceſte rigueur qui ſemble eſtre ſans raiſon, car *vt de meo tuum fiat*, il faut que *accedat legitimus titulus*, & qu'il ſoit tranſlatif de la proprieté: or qu'vn faux ferment, vn pariure, vn larcin ſoit de ceſte qualité que la peine d'vn tel delict, ſoit vn ſubiect d'oſter pour adiuger à vn autre, il faudroit veoir auparauant quel eſt l'intereſt de la partie vers laquelle l'on à vſé de recelé, de pariure, c'eſt par cét intereſt, que l'on doit conſiderer ce que l'on peut adiuger, enquoy la partie eſt intereſſee: en France les peines ſont arbitraires, nous ne ſuyuons touſiours la rigueur de la loy, mais bien l'equité canonique, au chapitre, *ſuam ad nos, verſ. quia igitur, de pœnis, apud Gregorium*, ou il eſt defendu *ex pœnæ præmio cum aliena iactura diteſcere*, & que quand l'on peut auoir ſa part & portiõ, *quis ſuum conſequitur* ſans auoir le bien d'autruy. Nos Docteurs François traictans ceſte queſtion, ont ſuiuy l'opinion des Canoniſtes, Benedictus, au chap. *Raynutius, in verbo, ſi abſque, num. 147. de teſtam.* a eſté de cet aduis, & ſe fonde ſur le can. *fraternitas. 12. quæſt. 2. ſed abſit, vt Eccleſia cum augmento recipiat, quod de terrenis rebus videtur amittere, & lucra dominica quærere*, Boërius a eſté de cet aduis, en la 291. Deciſion, num. 3. & Rebuffe en ſes Commentaires ſur les ordonnances, *in proœmio. gloſa 5. num. 76.* ſouſtient que telles loix ne ſõt receuës en France, *& nominatim.* la l. *Paulus, ad Trebellianum. ff.* mais bien, que *ex qualitate delicti, pœna aut patri aut fiſco adiudicatur*, pour deterrer & obuier à tels crimes & delicts, le procés eſtant aux opinions, a eſté interrompu, & n'a eſté ladicte queſtion iugee.

Chaſſaneus, ſur les couſtumes de Bourgongne, *rub. 4. §. 21. in verbo* ayant ſubſtraict & recelé. *num. 7.* tient l'aduis d'Alexandre, ſur la l. *ſcimus, §. licentia, de iure de lib. C.* & du Bartole *in dicta, l. ſcimus, §. 1. & 4.* que *res hereditarias occultãs in totum priuatur*, ce qui eſt pris de la gloſe, *in §. ſancimus, in Authent. de hæred. & Falcid. in verbo, ſorte*, & la gloſe, *in dicto Authent. §. ſi verò, in verbo, lucrari: Guido Papæ conſil. 42. num. 6.* le Balde en ſon conſeil, 180. qui tient que *hæres ſub beneficio inuentarij, qui ſubſtraxit doloſe, priuatur beneficio inuentarij.*

Le ſeptieſme Septembre, mil ſiix cens trois, iugé au rap-

Digitized by Google

port de Monſieur Marechal, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, que l'heritier qui s'eſtoit laiſſé cõdamner de rapporter ce qu'il auoit mal pris, & ſubſtraict de la ſucceſſion, ne pouuoit *in celatis & ſubſtractis partem habere*, ſuyuant la l. *Paulus reſpondit, ad Trebellianum. ff.* Martiniere, de Leu, parties plaidantes, *vide ſ, in littera pag.* 375.

Il ne ſe faut eſtonner, ſi ceſte queſtion a eſté diuerſement decidee, partant de grands Docteurs, & laiſſee quaſi comme irreſoluë au Palais, d'autant qu'en France, toutes nos peines ſont arbitraires, *pendent omnino ex iudicantium arbitrio*, & ceſte priuation de la part és choſes recelees, eſtant au lieu de la peine du delict, eſt iugee *ex varijs cauſarum circumſtantijs*, ſelon que l'on cognoiſt le dol qualifié, bien verifié, accõpagné de grandes particularitez, & eſt difficile en faire vne reigle bien certaine.

LES SIX MOIS DES REQVESTES ciuiles de quel iour ſe doiuent compter.

I L.

AV procés d'entre Merault & Corbonnois, au rapport de Monſieur Deſlandes, iugé que les ſix mois donnez par l'ordonnance, pour obtenir les requeſtes ciuiles contre les arreſts, ſe doiuent compter du iour de la prononciation de l'arreſt, pourueu que l'arreſt ſoit donné contradictoirement ſur les productions des parties: mais quand l'arreſt n'eſt donné ſur les productions des parties, les ſix mois ne ſe conptent que du iour de la ſignification de l'arreſt faicte à la partie condamnee.

Ceſte difference eſt raiſonnable, d'autant que les Procureurs du Parlement doibuent aſſiſter aux prononciations des arreſts qui ſe font chaſque Samedy à la feneſtre de la grand' chambre, & leur eſt taxé cinq ſols pariſis pour y aſſiſter, partant ne peuuent pretendre cauſe d'ignorance de l'arreſt, & peuuent encores auoir recours au premier iour, à la table des arreſts prononcez, qui eſt au Greffe, ce que les Procureurs des parties condamnee par defaut, ne peuuent ſi aiſement

Digitized by Google

cognoiſtre, ne pouuans deuiner le temps que les procés ſe mettent ſur le bureau, & ſe iugent : la raiſon de douter, au procés de Corbonnois, eſtoit grande, pour la difficulte du fonds du procés, que la faute du Procureur qui n'aduertiſt la partie de la prononciation de l'arreſt, que c'eſt pluſtoſt la faute du Procureur que de la partie, mais ceſte ouuerture ſeroit perilleuſe, & arriueroit que celuy qui a obtenu arreſt contradictoire, ne le faiſant ſignifier à la partie que deux ou trois ans apres qu'il eſt donne, l'on ſe pourroit pouruoir par requeſte ciuile. L'authorité des choſes iugees a cet aduantage, & l'vtilité publicque requiert qu'en ce particulier, les ſix mois ſe prennent à la rigueur, & que celuy qui en vertu de tels arreſts contradictoirement donnez, a eſté ſix mois en repos, *tutus ſit ea ſex menſium præſcriptione*, tout ainſi que celuy qui en vertu d'vn bon contract, a poſſedé dix ans entre preſens, ſans que l'on ſoit tenu voir au fonds à qui eſtoit la choſe iugee, ou preſcripte, le Vendredy cinquieſme iour de Ianuier mil ſix cens ſept.

REPARATIONS POVR TERRES d'Egliſe, & de quel iour les biens du titulaire ſont obligez & hypothequez.

L.

AV procés d'entre Meſſire Regnauld de Beaulne, Archeueſque de Sens, & les heritiers & creanciers du defunct Cardinal de Pelleué, viuant Archeueſque dudit Sens, c'eſt preſentee ceſte difficulté, ſi leſdits heritiers eſtoient tenus de faire les reparatiõs, auſquelles le defunct eſtoit tenu pour les terres dependantes dudit Archeueſché, duquel il auoit eſté poſſeſſeur trente vn an.

Iugé que les heritiers en eſtoient tenus, & les biens patrimoniaux & d'acqueſts dudit defunct Sieur Cardinal, obligez & hypothequez du iour de la priſe de poſſeſſion dudit Sieur Cardinal audit Archeueſché, par arreſt de la prononciation de Paſques, le vingt-quatrieſme iour de Mars, mil ſix cens

Digitized by Google

trois, au rapport de Monſieur le Roullier, en la grand chambre.

Par le Concile tenu à Orleans, *ſub Clodoueo, Anno. 515. iuſtum eſſe definimus vt tertia pars fructuum reparationibus Eccleſiaſtum & ædificiorum expendatur.* au chapitre 1. *de Eccleſijs ædificand. vel reparand. apud Gregor.* en eſt autant dit, la gloſe ſur le chap. *ex litteris, in verbo, obligata, de pignorib. apud Gregor.* dict que *omnia bona Prælati ſunt obligata Eccleſiæ pro mala adminiſtratione, & ſic poteſt agere Eccleſia contra tertium poſſeſſorem, ſicut agit mulier pro dote, & non tradas obliuioni hanc gloſam, nam militat argumentum à paritate rationis: Eccleſia enim æquiparatur minori. Ergo ſicut bona tutoris ſunt tacitè obligata pupillo, ita & bona Prælati Eccleſiæ.* Guymier en la pragmatique Sanction au §. *nam Eccleſiarum, in proœmio, in verbo, depereunt, circa medium,* dit en ces mots, *bona ipſorum Rectorum ſunt obligata Eccleſiæ, pro mala adminiſtratione eorum, & poterit Eccleſia agere contra tertium poſſeſſorem, ſicut agit mulier pro dote, ex paritate rationis. Nam Eccleſia æquiparatur vxori & beneficiatus marito, bona autem viri ſunt tacitè obligata pro dote: item Eccleſia æquiparatur minori, ergo ſicut bona tutoris, ſunt tacitè obligata pupillo, ita & bona Prælati Eccleſiæ: idem vides in fiſco, quod bona conductoris vectigaliũ ſunt tacitè obligata in fiſco: ergo bona Prælati Eccleſiæ qui quaſi contrahit cùm Eccleſia, accipiendo Prælaturam, cap. niſi, de renunciatione, ſimiliter bona adminiſtratoris ſunt tacitè obligata pro ſua adminiſtratione.* Rebuffe en ſes commentaires qu'il a faicts ſur les ordonnances: *tit. de conſtit. redit. art. 1. gloſ. 14. num. 30.* interpretant ces mots de l'ordonnance, & hypotheque, eſt de meſme aduis. *Quod accipiendo Prælaturæ poſſeſſionem obligatur Eccleſiaſticus, patet ex eo quod cum Eccleſia contrahit, ideo ad hanc poſſeſſionem accipiendam ſpeciale imò ſpecificum mandatum deſideratur, ex Molineo, in regula, de infirmis reſignantibus. num. 304.* L'arreſt a eſté prononcé le vingtſixieſme iour d'Auril mil ſix cens trois.

Du retraict lignager, faict par vn Secretaire du Roy, ſur vn autre Secretaire, pour vne terre eſtant au fief du Roy, & s'il faut payer les droicts ſeigneuriaux, *vide S. in littera pag.* 671.

DES

DES SOLENNITEZ REQVISES AV *retraict lignager, quand l'inſtance eſt intentee. hors la couſtume.*

L I.

ARreſt du vingt-huictieſme iour de May mil cinq cens ſeptãte-quatre, entre Pierre Breteau & Laurent Tupoille demandeurs en retraict lignager, & Marguerite de la Roche & cõſors defendeurs, par lequel les demandeurs ont eſté deboutez du retraict, par ce que par l'acte de remploy de la cauſe fait par le Preuoſt d'Angers, & par vn appointement precedant, par lequel auroit eſté ordonné que les defendeurs feroient apparoir de la litiſpendance, les demandeurs n'auroient fait les offres requiſes par la couſtume de Paris, où les heritages eſtoient aſſis, laquelle requeroit qu'à chaſque iournee de la cauſe, le retrayant offre bourſe, deniers, & à parfaire, combien que par la couſtume d'Anjou, tel offre ne fuſt neceſſaire à chaſque iournee de la cauſe, ains ſeulement à l'appointement de conteſtation.

La raiſon de douter eſtoit, que telle ſolennité ſemble eſtre & dependre du ſtyle de la iuriſdiction en laquelle l'on plaide, & que ces mots à chaſque iournee, iuſques à conteſtation, dependent du ſtyle de la iuriſdiction où l'inſtance eſt pendante, auſſi que le Procureur qui occupe, n'eſt tenu pour l'inſtruction, que ſuyure la couſtume de ſa iuriſdiction, n'eſt obligé à l'obſeruation d'autre couſtume, qu'il peut ignorer: que tout ainſi que pour les ſolennitez des teſtamẽs, des contracts, l'on ne conſidere que la couſtume du lieu où ils ſont paſſez, non des lieux où les biens deſquels l'on diſpoſe ſont ſituez: auſſi que telles ſolennitez requiſes és actes & appointemens & iournees de la cauſe & inſtance, ſe deuoiẽt reigler par la couſtume de la iuriſdiction, & non de celle où les lieux demandez en retraict eſtoient ſituez. Mais par cet arreſt a eſté iugé que telles ſolennitez requiſes par les couſtumes au retraict lignager, *rem afficiebant, rem ipſam ſequebantur*, n'accordant le retraict que *certis legibus, & conditionibus*, qu'il falloit

obſeruer, autrement que ſi l'on plaidoit en premiere inſtance en la Cour de Parlement, ou aux Requeſtes du Palais, en vne inſtance de retraict lignager, l'on ne ſeroit aſtraint à aucune couſtume, l'on n'obſerueroit aucune ſolennité, ce qui ſeroit ridicule.

L'arreſt donné au rapport de Monſieur Midorge en la troiſieſme des Enqueſtes, & faut imputer au demandeur en retraict lignager, qui plaide hors la couſtume où l'heritage demandé eſt ſitué, qu'il ne baille de bons memoires à ſon Procureur, conformes à la couſtume du lieu où les heritages ſont ſituez: d'autant qu'en telles matieres de retraict les couſtumes ſont reelles. Voy Monſieur Tiraqueau en ſon traicté du retraict lignager, §. 8. *gloſa 5*.

Monſieur Tiraqueau au §. 8. gloſe ſeptieſme du retraict lignager, parlãt de l'obſeruation des ſolẽnitez requiſes, num. 1. *vbicunque agitur ex conſuetudine vel ſtatuto in materia retractus, debent ad vnguem obſeruari, concurrere & probari omnia quæ à ſtatuto ipſo, aut conſuetudine requiruntur, aliâs agens ſuccumbit.* Et du Moulin au §. 1. gloſe quatrieſme de la couſtume de Paris, num. 9. *peculiare eſt in conſuetudinibus & ſtatutis, quod eorum verbis tenaciter eſt inhærendum, nec licet illis detrahere, nec aliâs interpretari quàm loquuntur.*

AVTRE QVESTION DE RETRAICT LII.

AV procés d'entre le Charron, & Heuſſelin, pendant en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, au rapport de Mõſieur Loüet, s'eſt preſentee vne autre queſtion, Heuſſelin eſtoit demandeur en retraict lignager, pour raiſon d'vne terre ſituee en la couſtume de Mante & Meullan: l'inſtance du retraict s'eſtoit conduite pardeuant le Preuoſt de Paris, le demãdeur en retraict par l'adiournement & premier appointement auoit ſuiuy les offres requiſes par la couſtume de Mante, or, argent à deſcouuert, & à parfaire, mais en autres appointemens de la cauſe, meſme en celuy de conteſtation, l'on auoit faict offres de bourſe, deniers, & à parfaire ſuiuant la couſtume de Paris où le procés eſtoit pendant.

Le Charron defendeur en retraict diſoit, qu'il falloit obſeruer *ad litteram, ad vnguem, in forma ſpecifica*, les ſolennitez de la couſtume, en matiere de retraict lignager, de ſoy odieux, empeſchāt la liberté de cōtracter, que les couſtumes auoient en ce particulier reſerué ce qui eſtoit *de formulis & earum exacta obſeruatione*, que *qui cadebat à ſyllaba, cadebat à toto*, il n'y falloit reſpondre ne par autre raiſon ne intereſt de particulier, *durum quidam ſed ſcriptum*, que telles ſolennitez & formes preſcriptes ne s'accompliſſoient *per æquipollentia*: qu'il y auoit grande difference entre la couſtume de Mante, qu'il deſiroit à peine de nullité, argent à deſcouuert, & celle de Paris qui ſe contentoit que ce fuſt vne bourſe; que les ſeuls mots denotoient la difference.

Heuſſelin au contraire, que c'eſtoit s'ayder des loix & couſtumes pour ſeruir de piege à ſurprēdre les hommes que vouloir *ad litteram* les obſeruer, & non par la raiſon: que le mot, & à parfaire, monſtroit que l'offre à deſcouuert requiſe par la couſtume de Mante, eſtoit illuſoire ſans cauſe & raiſon, car l'acquereur n'auoit aucun intereſt, ſi l'on luy offroit vn ſold en vne bourſe clauſe ou à deſcouuert: que le ſeul intereſt eſtoit en ce mot, & à parfaire, quand lors de l'execution de retraict l'on rembourſoit l'acquereur, c'eſt lors que la vraye realité eſtoit neceſſaire: que les morts, bourſe, deniers, & à parfaire, auoient la meſme ſignification, que le mot à deſcouuert: que *etiā per æquipollentia*, telles ſolennitez ſe pouuoient obſeruer, cōme il auoit eſté iugé pour la ſolennité du teſtament de Macheco Chanoine de Paris, lequel au lieu d'obſeruer les mots de la couſtume de Paris, leu & releu, auoit en chaſque page fait ſon ſing, pour monſtrer qu'il approuuoit le teſtament, & auoit declaré pardeuant Notaires qu'il auoit leu & releu ledit teſtament, la cauſe appointee au conſeil, partie en opinions en la grand chambre, partie pour la ſeconde fois en la premiere chambre des Enqueſtes, en fin departie pour la validité du teſtament en la deuxieſme des Enqueſtes, au rapport de Monſieur du Four, Monſieur Seguier compartiteur. C'eſtoit bien obſeruer la couſtume *per æquipollentia*, qu'en telle obſcurité l'on pouuoit entendre ces mots, bourſe, & deniers, pour deniers à deſcouuert, & non

encloſ en vne bourſe, qu'en ceſte benigne interpretation, l'acquereur n'auoit aucun intereſt : par arreſt, le demandeur en retraict debouté, & iugé ſuiuant l'aduis de Monſieur Tiraqueau qu'en matiere de retraict, *debent ad vnguem obſeruari, concurrere & probari omnia quæ à ſtatuto deſiderantur*, du trentieſme iour d'Auril mil ſix cens cinq.

FRAVDE EN RETRAICT LIGNAger, *entre deux lignagers.*

LIII.

AV procés d'entre Maiſtre Leon Dolet, la Damoiſelle Vion, & Monſieur Scaron Conſeiller en Parlement, l'on a demandé ſi ladite Vion ayant faict ſa demande en retraict lignager pour la terre de Longué, pouuoit exclure ledit Dolet premier retrayant, & qui auoit preueu ſur ce qu'elle pretendoit, que ledit Dolet preſtoit ſon nom audit ſieur Scaron, y ayant grande & violente preſomption d'accommodation de nom. L'exploict de Dolet fait vne heure apres l'adiudication par decret de la terre, nulle pourſuite l'eſpace de huict mois, la conſignation faite du prix de la terre, decret leué, enſaiſinement fait, reparations faites depuis l'adiournement en retraict, ſans y appeller ledit Dolet, qui n'auoit autre excuſe ſinon que ce n'eſtoit à luy à pourſuiure, qu'il attendoit ſa commodité de faire deniers, qu'il y auoit appel de l'adiudication par decret : ladite Vion pretendant deuoir eſtre receuë à faire preuue de ſes faits, entre leſquels eſtoit, que ledit Dolet auoit dit aux parens communs, eſtant prié de laiſſer la terre à ladicte Vion, qu'il auoit donné ſa parole à Monſieur Scaron, qu'il ne la pouuoit reuoquer : que faicts de fraude ſe verifioient par teſmoings, par indices, preſomptions, conjectures. Que Chaſſaneus ſur la couſtume de Bourgõgne au titre des Retraicts, §. 12. *in verbo*, ſi la fraude eſt trouuee, eſtoit de cet aduis ; Tiraqueau en ſes Commentaires du Retraict lignager, §. 1. gloſ. 7. en ſes mots, ou autres choſes, num. 73. auoit ſuiuy ceſte meſme opinion, ce qui receuoit moins de difficulté,

Digitized by Google

quand il apparoiſſoit de tant & ſi violentes preſomptions de fraude, qui reſultent du faict, preuues certaines hors de tout ſoupçon, prouenans *ex ipſa re*: que ſi telles fraudes eſtoient admiſes, qu'il falloit oſter de nos couſtumes tous les retraicts lignagers, que ayant vn retrayant à ſa deuotion, colludant auec luy faulſement, il excluroit tous les autres, & s'il falloit attendre l'euenement qui eſt, qu'il alienaſt l'heritage, il ſeroit aiſé d'attendre la fin de l'an & iour, & faire commettre quelque obmiſſion de ſolennité pour exclure du retraict, qu'il ſuffiſoit monſtrer *conſilium fraudis*, par la vertu duquel l'on pouuoit ſouſtenir, que le droict que baille la couſtume au premier retrayãt, n'eſt à celuy qui *committit in legem*, eſtant abſurde que *eodem tempore, vna eademque perſona, legis imploret auxilium, & in legem committat*; n'ayant oncques eſté l'intention de la couſtume, bailler ce priuilege à celuy qui vouloit frauder, qui au lieu de conſeruer en la famille, vouloit mettre la terre és mains d'vn eſtrãger: qu'il n'eſtoit a propos vouloir reietter ceſte preuue de fraude par teſmoings, & la deſirer par eſcrit, comme eſtant choſe excedant cẽt liures: l'ordonnance de Moulins n'ayant oncques entẽdu exclure la preuue d'vn dol, d'vne fraude, ordonnance qui n'a lieu que *inter contrahentes qui ſibi proſpicere potuerunt, & non contra tertium*, qui n'a peu ſtipuler par eſcrit.

Dolet au contraire, ſouſtenoit qu'il auoit preuenu au retraict, preferé par la couſtume, que l'on ne luy pouuoit rien imputer, ayant obſerué *ad vnguem* tout ce à quoy la couſtume l'oblige, s'il n'a pourſuiuy ce n'eſt ſa faute, ſuffiſt de dire qu'il n'a eſté pourſuiuy, attendoit ſa commodité de trouuer deniers, ſi les reparations ont eſté faictes ſans l'appeller, c'eſt la faute de l'acquereur, que telles preſomptions ne concluoient, qu'il n'y auoit apparẽce receuoir tels faicts par teſmoins, autrememt que deux teſmoins pourroient eluder ce priuilege que la couſtume donne au plus diligent, depoſeroient d'vne promeſſe d'accõmoder le nom à vn acquereur, que la plus commune opinion des docteurs auoit eſté en matiere de telles pretenduës fraudes en retraict lignager, de verifier deux choſes, comme neceſſaires, *conſilium & euentum*, l'vn n'eſtant ſuffiſant ſans l'autre. Grimauldes au traicté qu'il

Digitized by Google

a faict du retraict lignager, au ſeptieſme liure, chapitre quatrieſme, requiert deux choſes, conſeil doleux, & alienation de la choſe acquiſe, comme à la verité, en matiere de fraudes que l'on pretend faictes au preiudice des creanciers, le conſeil ſans l'euenement, n'eſt conſiderable, en la l. 4. §. *ſi quis autẽ, de fideicommiſſ. 1. libert. ff. ſi conſilium & euẽtus fuerit fraudãdorum creditorum*, au §. *in fraudem, quibus ex cauſis manumittere non licet, apud Iuſtin. modò fraudentur creditores, id eſt, & conſilio manumittentis, & ipſa re, eo quòd eius bona non ſunt ſuffectura creditoribus*, la loy, *ſi quis cùm haberet, quæ in fraudem cred. ff. quis libertates vt reſcindantur vtrumque in eorumdem perſona exigimus & conſilium & euentum*, la l. 1. *qui manumitt. non poſſ. C. & conſilium fraudis & euentum damni conſideramus*, & ne faut eſtimer que cela ſoit *libertatum fauore*, en la l. *ait Prætor*, §. *ita demum, quæ in fraudem creditorum, ff. ita demum reuocantur quod fraudandorum creditorum cauſa factum eſt, ſi euentum fraus habuerit.* Que ſ'il y auoit lieu d'obſeruer ceſte maxime, c'eſtoit en retraict lignager, qui eſt introduit *vt res maneat in familia*: tellemẽt que tant que le lignager iouyſt & poſſede, quelque mauuais deſtein qu'il y ait eu, il eſt dans les termes de la couſtume, il n'y contreuient, a peu changer de volonté, il ſeroit rude, que le premier retrayãt fuſt priué *ex ſolo conſilio*, n'eſtant paruenu *ad actum*: & en plus forts termes le meſme autheur Grimauldet, alleguoit vn arreſt en ſon dixieſme liure du retraict lignager, que le retrayant ayant baillé par eſcrit ſa promeſſe d'accommoder ſon nom, n'auoit eſté debouté du retraict, *potuit pœnitere*, changer de volonté: qu'il ſe trouuoit aux regiſtres des plaidoyers, vn arreſt donné en la grand' chambre, du 15. Iuillet, 1604. entre Barré & Boutard, Bernard, & Lutard plaidans, & Monſieur Seruin pour le Procureur general du Roy, par lequel ſur telles, voire plus grãdes preſomptions de fraude, emprunté les deniers d'vn, auquel l'on pretendoit l'accommodation de nom, que l'on laiſſoit iouyr de l'heritage demandé en retraict, debouté l'acquereur, qui vouloit eſtre receu à verifier par teſmoins les faits de fraude, reſerué à l'acquereur à ſe pouruoir, au cas que cy-apres le lignager miſt les heritages en autres mains.

Par arreſt ladite Vion, a eſté deboutee quant à preſent

du retraict, ſauf à elle à ſe pouruoir, au cas que cy apres ledit Dolet aliene ladite terre de Lõgué en fraude dudit retraict, & que ledit Dolet n'execute ledit retraict dans les vingt-quatre heures, portees par la couſtume, ainſi qu'elle verra eſtre à faire par raiſon, Monſieur Loüet Rapporteur, le dernier iour d'Auril, mil ſix cens cinq, & prononcé le Samedy enſuiuant.

SI L'ON EST RECEV A RAPPORTER *l'argent que l'on a eu en mariage, ou l'action que l'on a contre le mary, qui ne l'a employé.*

LIIII.

AV procés des heritiers de l'Affilé, viuãt Medecin à Paris, ſe ſont meuës deux difficultez, l'vne, ſi l'vne des filles mariee par pere & mere, ayant eu huict mil liures en mariage, que le mary deuoit employer ne l'ayant faict, ſi à la ſucceſſion de la mere, la fille eſtoit receuë à rapporter au lieu de quatre mil liures, l'action qu'elle auoit ſur les biens de ſon mary, la fille eſtant mineure lors du mariage, & au temps de la diſſolution d'iceluy. La ſeconde queſtion, ſi les enfans ayans renoncé à la ſucceſſion du pere qui auoit ſurueſcu ſa femme, & par ce moyen renoncé à la communauté, la fille ainſi mariee par pere & mere à argent pris en la communauté, ſi elle eſtoit tenuë rapporter la moitié de ſes deniers dotaux à la ſucceſſion maternelle, cõme ayant autres-fois eſté tels deniers maternels, c'eſt à dire appartenãs à la mere, & les eſtimer *in bonis* de ſa ſucceſſion.

Pour la premiere queſtion, la fille diſoit que le defaut d'employ de ſes deniers dotaux prouenoit de la faute du pere & de la mere qui auoient mal pourueu à la ſeureté des deniers dotaux, ou deuoient eux meſmes faire le remploy, ou ſtipuler bonnes cautiõs pour le faire à la ſeureté de leur fille, de faire porter ceſte faute à leur fille qu'il n'y auoit apparence, n'eſtant tenuë des faits, promeſſes ou fautes du pere, non plus que l'vn des autres coheritiers, qui doiuent contribuer à ce malheur, & bien qu'ils ne ſoient heritiers, ſi eſt-ce

Digitized by Google

que pour le bien maternel, la fille ainſi mal pourueuë ne peut rapporter, que ce qu'elle a eu, qui eſt en effect vne action qui luy reſulte de ſon contract de meriage, pour la repetition de ſes deniers dotaux, puiſque il ne doibt y auoir aucun aduantage entre coheritiers, egalement venans à vne ſucceſſion, il y auroit grande inegalité faire rapporter à la fille de l'argēt, au lieu d'vne mauuaiſe action, autrement elle ſeroit reſponſable de la faute du pere & de la mere, ſes coheritiers veulent participer au bien de la mere, ne veulent porter leur part de la perte, de ce qui eſt aduenu par la faute de la mere, ie dis de la mere, ſi tant eſt que le debuoir de nature inuite & oblige le pere & la mere à pouruoir leurs enfans, comme d'vn inſtinct maternel & naturel les animaux nourriſſent leurs petits: que la qualité de la fille eſtoit fort conſiderable, fauoriſoit ſon intention, minorité & aage de 14. ans ſeulemēt, qui ne permet d'empeſcher le mauuais meſnage d'vn mary, perdre ſon bien, ſon dot, ſa legitime, par la faute d'vn pere & d'vne mere, ſans, qu'il y ayt aucune choſe du fait de la fille, qu'il ſeroit trop dur. L'auth. *de æqualitate dot.* au §. dernier, veut que la fille mariee par le pere, ſi par negligence les deniers dotaux ont eſté diſſipez par le mary, ou mal employez, que la fille ne ſoit tenuë rapporter, que l'action qu'elle a ſur les biens de ſon mary: les filles mariees en minorité, ſeroient d'vne miſerable condition, perdroient leur bien, au veu & ſceu de leur pere, de leurs autres freres & ſœurs, ny pourroient pouruoir pour leur minorité, rien de leur faict, ce ſeroit vne eſpece d'exheredation, la loy municipale n'a voulu qu'il fuſt en la puiſſance du pere & de la mere priuer l'vn de leurs enfans de ſa legitime, ſans cauſe iuſte d'exheredation, ſoit directement ou indirectement, clauſe introduicte en faueur des enfans. Ne ſeroit-il pas aiſé à vn pere mariant ſa fille, à laquelle il ne porteroit amitié, luy faire perdre ſes deniers dotaux. Que ſi l'on ne veut preſumer ceſte mauuaiſe volonté à vn pere, *quid refert vri, virgis, ferróue necari?* qu'importe à la fille eſtre priuee de ſes deniers dotaux, ou par vne mauuaiſe affection du pere, ou par la faute du pere? Que la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, qui deſiroit que l'on rapportaſt ce que l'on a eu, n'eſtoit au contraire, car en droict,

idem

idem rapporter la choſe ou l'action,& l'Authent. *de æqualitate dot.* qui parle *de collatione* qui eſt le rapport, reçoit à rapporter l'action, autrement la fille rapporteroit ce qu'elle n'a eu *cum effectu*.

Pour la ſeconde queſtion, diſoit la fille qu'eſtant ſi rudement traictee par ſes coheritiers, qu'elle eſtoit contraincte de conſeruer ſon bien,qu'elle ne deuoit rapporter autre choſe de ſes deniers dotaux à la ſucceſſion de la mere, d'autant que tels deniers ont eſté pris en la communauté du pere & de la mere, biens de communauté du tout diſtincts & ſeparez des biens maternels, puiſque les enfans ont renoncé à la ſucceſſion du pere, & à la communauté du pere & de la mere par la couſtume de Paris: la communauté eſt au mary, il en peut diſpoſer de ſon viuant, & eſt *pleno iure dominus*, la femme n'y a rien, & bien qu'elle ſoit *ſocia bonorum*, cela depend de l'euenement, ſi elle ou ſes heritiers acceptent la communauté, que ſi on y renonce, il ne ſe peut dire que *aliquo tempore*, la femme ayt eu aucun droict ès biens de la communauté: or qu'il eſtoit certain, qu'en matiere de rapports, de partages, de ſucceſſions, il n'y a que les biens appartenans à la ſucceſſion de laquelle il s'agiſt: d'apporter des biens paternels auec des maternels, ce ſeroit partir deux ſucceſſions au lieu d'vne, bref il eſt ridicule que les biens d'vne communauté ſe rapportent à la ſucceſſion de celle qui y a renoncé: qu'il n'y a apparence de vouloir ſubtiliſer & ſouſtenir qu'il faut eſtimer moitié de ſes deniers dotaux, au bien paternel, & l'autre moitié au bien maternel, en quoy il y pourroit y auoir apparence. ſi la femme ou ſes enfans auoient accepté la communauté, quelle ſorte de bien ſeroit-ce? du propre de la mere il eſt ridicule, d'acqueſts il n'y a apparence, de meubles auſſi peu, tout eſt de la communauté,les biens de laquelle ne peuuent venir à la ſucceſſion maternelle non plus que les creanciers du pere, auſquels tout le bien de la communauté eſt obligé, ne ſe peuuent addreſſer au bien de la mere,& prenant ce fondement, la fille qui deuroit rapporter tous ſes deniers dotaux à la ſucceſſion du pere, au cas qu'elle fuſt heritiere, ſe tiendra à ſon don, à ce qu'elle a eu en mariage, ſuiuant la couſtume, qui luy permet de rapporter, ou ſe tenir à ce

Digitized by Google

qu'elle a eu. Bref tout ce qu'a eu la fille en mariage eſt de la communauté du pere & de la mere, & ayans les enfans renoncé à la communauté, l'on peut dire que ce qu'a eu la fille *totum eſt paternũ, nihil maternum*, & ſouſtenir que les creanciers paternels ne luy peuuent rien demander, n'eſtant heritiere du pere, ſe tenant à ſon don, n'ont aucune hypotheque.

Les freres & ſœurs coheritiers de la fille mariee diſoient au contraire, pour ce qui concernoit la premiere queſtion, que la couſtume de Paris obligeoit au rapport, qu'en nul endroit de la couſtume, n'eſtoit parlé de rapporter l'action, ce ſeroit adiouſter à la couſtume, & contre ſon intention, qui veut que le petit fils venãt à la ſucceſſion de l'ayeul ou l'ayeule, rapporte ce que le pere a eu, encores que l'on ayt renoncé à la ſucceſſion, que l'on ne peut dire qu'il y ait de la faute du pere, lequel *dotis fideiuſſorem non accepit*. La loy n'a eſtimé en ce particulier, ny faute ny negligence, moins de mauuaiſe volonté, *prudens conſilium pater capit pro liberis*, le pere donnant ſa fille à vn gendre s'en fiant de la perſonne, le peut des biens, qui ne ſont qu'acceſſoires, que la fille ſe trompe de diſputer ceſte queſtion, comme ſi c'eſtoit de ſon bien, de ſon propre qu'elle fuſt mariee, c'eſt *de ſubſtantia patris*, en laquelle *viuente patre*, elle ne peut rien pretendre, moins eſtant en minorité, tellement que ce que le Pere en faict, eſtant d'vne pure liberalité & quaſi preuenant le temps du mariage, il faut que la fille le prenne *cum lucro & damno*, au hazard, c'eſt à dire, aux conditions ordinaires du mariage: que tout ainſi que ces deniers dotaux bien employez doublent & triplent quelquesfois, ſans que l'on ſoit obligé à en rapporter dauantage, auſſi s'il aduient de la perte, cela n'empeſche le rapport, & ſuffiſt aux autres coheritiers, que *hoc ſit profectum ex ſubſtantia patris*, pour le faire rapporter la couſtume deſire que tout ce qui eſt baillé en mariage, tout ce qui eſt ſubiect à rapporter, ſoit bien employé, mais ſeulement *vnde profectum, an à patre, an à matre*: que ſi l'intention de la demandereſſe auoit lieu, il faudroit que les beaux freres veillaſſent les vns ſur les autres, ſur la ſeureté de l'employ des deniers dotaux, d'autant que l'euenement, & la perte en tomberoit ſur eux, qui ſeroit donner beau jeu à beaucoup de perſonnes

qui deſireroiĕt rechercher occaſions de diſputer,& ceſte ouuerture eſtăt admiſe, combien de fraudes, de tromperies des marys à l'employ des deniers dotaux, eſtimans qu'ils ſeroiĕt quittes de rapporter de mauuaiſes actions au lieu de rapporter ce qu'ils ont eu, que l'Authentique n'eſtoit à ce propos: de diſpoſition de droict *filia non in poteſtate mariti, ſed patris manebat*, tellement que le pere deuoit apporter de la diligence, en la conſeruation du dot, que deux qualitez l'y obligeoient, recitees par ladicte Authentique l'vne de pere, qui auoit ſa fille mineure en ſa puiſſance, l'autre du tuteur. Qu'en France toutes ces conſiderations ceſſoient, *vxor eſt in poteſtate mariti, caput mulieris* c'eſt *vir*, *mulier etiam minor à poteſtate patris per matrimonium ſoluitur*, *tranſit per matrimonium in alienam poteſtatem*, & en pays couſtumier, par le mariage eſt deu relief ou rachapt du bien de la femme, *quia per matrimonium tranſit in alienam poteſtatem.*

Quant à la ſeconde queſtion, qu'il y auoit plus de ſubtilité que de raiſon, qu'en pays couſtumier, la fille mariee par pere & mere, du bien de la communauté, doit rapporter à l'vne & l'autre ſucceſſion par moitié, *commune officium dotare filias, & ab eo inſtanti* que la fille eſt mariee par pere & mere du bien de la communauté, la moitié de ce qui eſt baillé ſe faict paternel, l'autre moitié maternel, d'autant que la femme du conſentement du mary, peut diſpoſer de partie du bien de la communauté, elle eſt *ſocia diuinæ, & humanæ domus*, la loy municipale n'empeſche la diſpoſition premiere, & le mary y preſte conſentemĕt, & eſtant ceſte partitiŏ faite du paternel & maternel, quelque renŏciation que l'on face puis apres à la communauté, ce qui eſt acquis, ce qui eſt donné par cŏtract, demeure en telle ſorte que les creanciers paternels *ſcilicet* de la communauté ne ſe pourroient addreſſer ſur la moitié des deniers dotaux qui ſont faits maternels par ledit contract de mariage: voudroit l'on dire, que ſi du conſentement du mary, vne femme auoit donné vne ſomme de deniers du bien de la communauté, que *ex euentu* la femme renonçaſt à la communauté, que telle donation fuſt reuoquee? il n'y auroit apparence, *ius ſemel quæſitum, ſemel deſignata pecunia cum effectu*, & du conſentement du mary. L'on demanderoit volontiers

Digitized by Google

quelle difference il y auroit, quand le pere ſeul marie vne fille des biens de la communauté, ou bien quand le pere & la mere: ſi le pere ſeul, la femme renonçant à la communauté, *totum quod datur paternum eſt*, ſi le pere & la mere, *tacita in eſt conditio*, que comme le deuoir de doter eſt commun au pere & à la mere, auſſi l'on preſume, que l'intention a eſté que le dot ſe rapportaſt à l'vne & l'autre ſucceſſion, ce qu'eſtant acquis par le contract de mariage, *ex voluntate mariti*, ne peut eſtre diuerty ne changé, quelque renóciation qui arriue puis apres à la communauté. La queſtion agitee, & demandee en la grand' chambre, *multis contradicentibus*, a eſte iugé, que la fille rapporteroit la moitié de ce qu'elle auoit eu en mariage, ſçauoir à la ſucceſſion maternelle, & non les actions, Monſieur Gelas Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le dernier Auril, mil ſix cens cinq, à l'extraordinaire.

QVAND EN RENTE CONSTITVEE *l'on faict entrer des intereſts d'vne rente.*

LV.

LE vingt-ſeptieſme iour de May, mil ſix cens cinq, iugé au rapport de Monſieur de Grieu en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, au procés d'entre la Broſſe, & Godefroyz, qu'vne rente conſtituee à prix d'argent, au denier douze, en laquelle l'on auoit fait entrer ſeize annees d'arrerages de ſix liures cinq ſols de rente legitimemét deubs par le debteur, pour choſe fauorable, *ſcilicet* pour le ſort principal d'vne ſomme de ſoixante quinze liures, payee par le creancier en faueur du debteur: pour rachepter dix hommees de vigne engagees par le debteur, qui auoit iouy ſeize annees entieres du reuenu de la vigne, ſans rien payer d'intereſt de ladicte ſomme de ſoixante quinze liures, vicioit la rente, & par arreſt, l'on a oſté l'intereſt, que pouuoient faire leſdites ſeize annees d'arrerages, qui eſtoit cent liures. L'on

a outre imputé ſur le ſort principal, l'intereſt payé par l'eſpace de vingt vn an, des huict liures qui eſtoit du ſort principal deſdictes cent liures, encores qu'au proces il y euſt deux ſentences contradictoirement donnees, qui approuuoient ladite rente deſquelles il n'y auoit appel.

La raiſon de douter eſtoit l'obſtacle deſdites deux ſentences, que l'intereſt des ſeize annees eſtoit legitimement deu, que la longueur du temps que le creãcier auoit attendu d'eſtre payé deſdites ſeize annees ne luy deuoit preiudicier, attendu que pendant ledit temps, le debteur auoit iouy chacun an deſdites dix hommees de vignes: que ſi le debteur euſt paye le creancier deſdites ſeize annees vn iour auparauant le contract de cõſtitution, l'on pouuoit dés le lendemain conuertir les deniers en ſort principal.

De cet arreſt l'on tire vne maxime, que arrerages de rente conſtituee ne peuuent entrer au ſort principal d'vne rente, & qu'y entrant la rente ſe reduit au ſort qui a eſté actuellement payee, ſans que tels arrerages puiſſent induire aucune rente, & ce qui a eſté payé, la reduction faicte s'impute au ſort principal, tellement que les huict liures de rente que faiſoient les cent liures, pour les ſeize annees d'arrerages, ont eſté imputez ſur le ſort principal.

Par autre arreſt donné en ladite chambre au rapport de Monſieur Creſpin, le vingt-quatrieſme Mars mil ſix cens trois, iugé que tous intereſts payez, en vertu d'vne obligation de pur & loyal preſt, entrez en rente conſtituee, ſe doiuét deduire ſur le principal, que l'on reduiſoit à ce qui auoit eſté actuellement payé, de Lenoncourt, & Clinchamp, parties plaidantes.

DE LA REGALE AV SPIRITVEL au Dioceſe d'Angouleſme.

LVI.

L'On a douté longuement au Palais, ſi és Dioceſes qui *ſunt vltra Ligerim* il y auoit droict de Regale, tous les Regaliſtes en ayans douté, & Meſſieurs Ruzé & le Maiſtre, &

Digitized by Google

Probus, meſmes l'ordonnance du Roy Philippes vſant de ces mots, *in his Eccleſiis in quibus iura regalia habemus*, celle de ſainct Louys, *idem in his Eccleſiis, &c.* Et de faict pour le particulier, on cite deux arreſts donnez, l'vn pour le dioceſe de Cominges, l'autre pour le dioceſe de Perigueux, contradictoirement donnez, celuy de Cominges plaidant Monſieur Riant, lors Aduocat du Roy, mil cinq cens cinquante ſix, & l'autre de Perigueux, plaidant Monſieur Bourdin Procureur general du Roy, recitez par Maiſtre René Choppin *lib. de ſacra politia, lib. 1. cap. 7.* & on a longuement veſcu au Palais en ceſte opinion: neantmoins le dix-neufieſme iour de Mars mil ſix cens ſept, au roolle de Paris: s'eſt preſentee la cauſe de Regale de la Châtrerie d'Angouleſme, plaidãs Girard. Mauguyn, & Monſieur le Bret pour le Procureur general du Roy, contre le Franc, par lequel le Regaliſte a obtenu, ſur ce que le droict de Regale eſt *de iure Regio, iure coronæ*, en tous les lieux où le Roy, où la Couronne cõmande, deu par le ſerment de fidelité, egalemẽt deu par tous les Eueſques, par le droict d'inueſtiture qui appartiẽt au Roy: & de faict Probus en ſa queſtion deuxieſme, eſt d'opiniõ que tel droict de Regale deuroit eſtre en tous les endroicts du Royaume, la cauſe & la raiſon y eſtant egale. Pour le particulier des dioceſes qui *ſunt vltra Ligerim*, le Roy Louys le ieune, qui eſt Louys ſeptieſme, lors qu'il accorda l'exemption en l'an mil cent trente-ſept, à l'Archeueſque de Bordeaux, tant pour luy que pour ſes ſuffragans, l'vn deſquels eſt Angouleſme, ce fut en conſideration du mariage faict auec la fille du Comte Guillaume, Comte de Guyenne que eſpouſa le Roy Louys, lequel mariage auoit traicté ledit Archeueſque de Bordeaux, mais du depuis ce mariage fut diſſolu, & l'Archeueſque, de Bordeaux contraint ſe retirer en Angleterre, à ceſte occaſion telle exemption ne doit reüſſir, *conditione non ſubſecuta*, en tout cas, n'euſt eu lieu que du viuant de celuy qui l'auoit octroyee, & de faict les Eueſques ſuffragans de Bordeaux exemptez par le meſme Roy Louys ſeptieſme du ſerment de fidelité n'en ont iouy, & ont preſté le ſerment de fidelité, ſans aucune difficulté, lequel ſerment de fidelité eſtant la cauſe efficiente de la Regale, a empeſché la preſcri-

ption, pour quelque laps de temps que ce ſoit: preſcription d'ailleurs nullement conſiderable en ce particulier de Regale, eſtant *de iure coronæ*, droict exempt de toute preſcription: & par ce meſme arreſt, iugé le ſemblable pour les dioceſes de Guyenne, fondez ſur l'exemption de Louys ſeptieſme, ceſte queſtion auoit ja eſté preiugee par la Regale iugee en Bretagne, Mantes, Viennes & Sainct Flour, ſur ceſte meſme raiſon qu'elle eſt deuë *iure coronæ*, reſeruez neantmoins les droicts des dioceſes qui ont compoſition & exemption particuliere, verifiee & auctoriſee par les arreſts, comme Amyens, Auxerre, Maſcon: voy Probus en ſon traicté des Regales queſtion deuxieſme, & ſon opinion que par lettres patentes le droict de Regale fuſt egalement eſtably par tout le Royaume, & y en eut ordonnance du Roy Charles neufieſme en l'an mil cinq cens ſoixante trois, pour cet effect, mais non verifiee. *De ipſo regaliorum iure, & quomodo debeantur, vide Molineum in conſuetud. Pariſienſ. §. 37. num. 9. competunt iura Regaliorum, Domino noſtro Regi, eiúſque coronæ, tam ratione directi dominij, & iuris patronatus feudalis, quod in dictarum Eccleſiarum temporalia, quæ ab eo eiúſque corona immediatè tenentur in feudum, quàm ratione patronatus Eccleſiaſtici earundem Eccleſiarum, quarum eſt fundator, & duplici iure patronus, & etiam ex antiquiſsima conſuetudine & approbatione ſummorum Pontificum vt Gregorij decimi in conſilio Lugdunenſi, in cap. generali, de elect. in 6. §. finali; quæ Regaliorum iura præſcriptioni, nec alienationi ſubijciuntur ex dicto Molineo, ad dictas conſuetud. Pariſienſ. § 1. gloſa. 5. in verbo.* Le fief, *num. 54. & hoc decreto iudicatum eorum opinionem delendam qui Reges Franciæ in iure Regaliorum in vniuerſum non eſſe fundatos exiſtimant, gloſa Pragmat. ſanction. tit. de Annatis, in §. item quod dicta, in verbo, Regaliæ, verſ. in quibuſdam.*

SENTENCE DE RECREANCE SE *doit executer nonobſtant l'appel, & les fruicts pris eſtre rendus.*

LVII.

IVgé par pluſieurs arreſts que les ſentẽces de maintenuë & recreance en matiere beneficiale par ſept Iuges ſont executoires, nonobſtant l'appel, l'ordonnance de trente-neuf y eſt expreſſe. Mais la Cour par les arreſts a paſſé plus outre, que l'appellãt n'eſtoit receuable à pourſuiure ſon appel, qu'il n'euſt reſtably & rendu les fruicts par luy pris du benefice contentieux : l'on en allegue pluſieurs arreſts, entre autres l'arreſt du dix ſeptieſme Aouſt mil ſix cens deux, entre François Ioullet Prieur de S. Geniteur, & frere Denys de Forges, toute audience deſniee à l'appellant de la ſentence de maintenuë & recreance, qu'il n'euſt rẽdu & reſtitué les fruicts, profits & reuenuz. Autre arreſt du douxieſme iour d'Octobre mil ſix cẽs deux, entre René Raquin demãdeur, & Iean Galand defendeur, toute audience deſniee, &c. Autre arreſt du vingt-deuxieſme May mil ſix cens quatre, entre maiſtre Nicolas le Clerc & Claude Regnauld, pour le Prieuré de Maiſons, toute audience deſniee. Autre arreſt donné au rapport de Monſieur le Roullier, au commencement de Septembre mil ſix cens huict, donné en conſequence des precedens.

REGALE EN TOVT LE ROYAVME.

LVIII.

LE vingt-troiſieſme iour d'Auril mil ſix cens huict, s'eſt plaidee la cauſe du Doyenné de l'Egliſe cathedrale de Belley en Breſſe, entre vn Regaliſte pourueu par le Roy, le ſiege Epiſcopal vacant, le pourueu par le chapitre par eſlection, le pourueu par le Pape, & le Doyenné ayant vacqué au mois du Pape. Contre le Regaliſte, l'on diſoit, que ceux qui ont eſcrit des droicts de

Regale

Regale, auoient ſouſtenu d'vn commun aduis, que le Roy n'auoit ce droict qu'en certains Dioceſes : l'autre maxime eſtoit, que *vltra Ligerim ceſſabat Regalia*, & en infinis autres endroicts, le droict de Regale ne venoit que d'vne poſſeſſion, en laquelle l'on trouuoit la Regale auoir lieu: c'eſt pourquoy les loix de Regale ſont fondees ſur arreſts particuliers interuenus és Dioceſes, *tantum præſcriptum quantum poſſeſſum*. Monſieur Ruzé, Monſieur le Maiſtre, Probus, qui ſont ceux qui ont eu plus de cognoiſſance des Regales, ont eſtimé qu'il y auoit grande quantité de Dioceſes eſquels la Regale n'auoit lieu : que la Breſſe eſtoit pays de nouueau reduict en l'obeyſſance du Roy, c'eſtoit au Duc de Sauoye, qui n'a oncques eu droict de Regale.

Au contraire, que la Regale eſtoit vn droict de la couronne, qui auoit lieu où elle eſtendoit ſes fleurons, que le Roy eſtoit Roy en Breſſe depuis la reünion comme à Paris, c'eſtoit vn droict indiuidu, qui ne ſe diuiſoit ne partiſſoit, puis que *iure Regio, iure coronæ* ce droit prenoit ſon fondement & pour ſeule raiſon la couronne : il eſtoit mal à propos d'en reduire les effects, & le coarcter en certains endroits, *vbi eadem ratio, cauſa & legis fundamentum, idem ius ſtatuendum*, que pour la Breſſe, c'eſtoit comme vne riuiere, qui eſtoit tombee en vn grand fleuue qui y auoit perdu ſon nom, & pris la nature du fleuue. Par arreſt ordõné que la Regale auoit lieu en la Breſſe, & en tous les autres lieux du Royaume, defenſes aux Aduocats le reuoquer en doute. Dolé, Mauguyn, & Montereul, Aduocats des parties.

SERVITVDES.

I.

IVgé en la nouuelle couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, qui veut que deſtination du pere de famille vaut titre en ſeruitude, ne s'entẽd des ſeruitudes qui eſtoient auant la redaction de la couſtume, & par le meſme arreſt, iugé que le decret ne purge les ſeruitudes eſtans ſur les choſes adiugees, ſi leſdi-

ctes ſeruitudes ſont viſibles comme egouts, Monſieur Cheualier Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, le ſeizieſme Feurier 1588. Bloüin, & de Franc.

SALVATIONS.
II.

SVr la diuerſité d'opinions qui eſtoient au Palais, ſçauoir s'il falloit forcluſions de fournir de ſaluations ou de reſponſes à griefs, auant que le procés fuſt en eſtat de iuger, apres en auoir demandé aux chambres, par arreſt, ordonné que les forcluſions, n'eſtoient neceſſaires, & qu'il ne fourniſſoit de ſaluations, ny bailloit reſponſes à griefs qui ne vouloit, Mr du Four Rapporteur, du vingt-neufieſme May mil cinq cẽs octante-neuf, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, & que les delayz portez par les reglemens expirez, *ipſo facto*, forcluoient aſſez.

SVBSTITVTION.
III.

IVgé que l'ordonnance de Moulins, concernãt la publication des ſubſtitutions n'eſt au profit de l'heritier, qui ne peut obijcer aux ſubſtituez le defaut de publication, & n'eſt telle ordonnance faite qu'en faueur des creanciers, & contractans auec les inſtituez & premiers ſubſtituez, auſſi qu'ordinairement les ſubſtituez n'ont cognoiſſance de la ſubſtitution, & n'eſt du temps des inſtituez en leur puiſſance.

La meſme queſtion auoit auparauant eſté iugee en la meſme chambre, au rapport de Monſieur Hennequin, & du depuis au rapport de Monſieur Iabin, pour le regard de l'heritier de l'heritier, entre le Court & Signoret, le Feurier 1590. Monſieur Scaron Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, le dix-ſeptieſme iour de Septembre, 1589. Montoimont, & les heritiers de Montepot.

S'eſt preſentee autre queſtion de l'heritier des propres qui eſtoit inſtitué & ſubſtitué aux acqueſts, & meubles, ſçauoir vn pere qui auoit inſtitué trois de ſes enfans auſdicts acqueſts & meubles, & ſubſtitué les vns aux autres, leſquels n'auoient faict publier, mais ſeulement inſinuer, ſçauoir ſi les filles mariees à argent, & qui auoient renõcé aux ſucceſſions directes, eſtoient receuables à demander les ſucceſſions collaterales de deux de leurs freres, qui eſtoient inſtituez auſdits meubles & acqueſts, & ſubſtituez les vns aux autres.

La difficulté eſtoit de la raiſon de l'arreſt precedant, qu'il n'y auoit que le creancier qui peuſt debatre de nullité la ſubſtitution, neãtmoins iugé que les deux qualitez d'heritier & d'inſtitué ou ſubſtitué concurrans en meſme perſonne, l'ordonnance auoit lieu, & que l'on pouuoit obijcer à l'heritier le defaut de la publication, d'autant que c'eſt l'heritier qui eſt chargé de la publication, du trezieſme Iuillet mil cinq cens nonante-ſix, Monſieur Charton Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, entre Guillon & Boyrenet.

SERMENT DEFERE'.

IIII.

IVgé que celuy qui s'eſt rapporté au ferment de la partie aduerſe qui a affermé n'eſt receuable à verifier le contraire, en l'audience en Aouſt 1573.

SVBROGATION EN MATIERE beneficiale.

V.

IVgé qu'en matiere beneficiale le procés eſtant conclud en la Cour, aduenant le decés de l'vne des parties, ne peut eſtre valablement iugé s'il n'y a repriſe par le ſubrogé au lieu du decedé trop bien la partie qui iuſtifie le decés, doit demander en la grand

chambre l'audience tenant main-leuee, *ſecus*, en matiere prophane, car depuis qu'vn procés eſt conclud & en eſtat de iuger, le decés de l'vne des parties n'empeſche le iugement.

La diuerſité de raiſon eſt, que *in beneficialibus non habemus ſucceſſorem*, mais *in prophanis* l'arreſt ſe met à execution contre l'heritier, & s'il n'y a heritier contre le curateur aux biens vacans, du Ianuier mil cinq cens trente.

L'ordonnance de l'an mil cinq cens trente-neuf, article nonantieſme, ſemble corriger cet arreſt, voulant que depuis qu'vn procés eſt en eſtat de iuger, qu'il ne doit eſtre differé pour le decés de l'vne des parties, laquelle l'on n'a voulu eſtendre aux cauſes criminelles, *quia cum morte crimen extinguitur, toto tit. ſi reus vel accuſat. mort. fuer. C.* & ce que l'on demande à preſent main-leuee en la grand' chambre, aduenant le decés de l'vn des contendans le benefice, c'eſt quand le procés n'eſt en eſtat de iuger.

SVBROGATION APRES L'AN.

VI.

SVbrogation en matiere beneficiale quand elle ſe doit demander, *vide ſ. in littera* I. *pag.* 380. & 381. *Conſule Carolum Molineum, in regulas cancellariæ, regula de publicand. num.* 414. & voy la fallence à la reigle *ſubrogationem poſt annum non dari num.* 424. *quando is qui petit ſubrogationem eſt in poſſeſſione beneficij, ſua enim poſſeſſione ſe tueri poteſt.*

PREVVES DE SERVITVDES *perſonnelles.*

VII.

IVgé au pays de Lyonnois & de Bourgongne, que la ſeruitude perſonnelle ne ſe peut prouuer par teſmoins, mais par eſcrit, & qu'vne ſeule recognoiſſance de celuy que l'on pretẽd ſerf n'eſt ſuffiſante, mais qu'il faut qu'elle ſoit geminee, *& cum legitimo*

interuallo, quod fauore libertatis eſt introductum, meſmes en France qui n'admet aiſement telles ſeruitudes, & qu'il ſeroit perilleux priuer vn François de ſa liberté pour vne ſeule confeſſion ou recognoiſſance, cela a eſté pris de la l. *cùm ſcimus, circa medium, C. de agrico. & cenſ. lib.* 11. que ſi le cens ne ſe prouue par teſmoins, à plus forte raiſon la ſeruitude perſonnelle, Monſieur Larcher Rapporteur, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, du dix-huictieſme iour d'Aouſt, mil cinq cens quatre-vingt-huict, de Diou, de Bourbon.

SI EN TOVTES SVBSTITVTIONS LES *enfans & petits enfans ſont touſiours entendus, encores qu'ils ne ſoient appellez, & ſi la ſubſtitution* poſſit tranſmitti ante conditionis euentum, & quando filiorum appellatione nepotes continentur.

VIII.

VN pere ayant en pays de droict eſcrit inſtitué ſon fils en la moitié de ſes biens, & ſa femme en l'autre moitié, à laquelle il auroit ſubſtitué trois de ſes autres enfans, & ſubſtitué les trois les vns aux autres & le ſuruiuant deux, l'vn deſdits trois enfans decedé auparauant la mere, & delaiſſé vn fils, ſçauoir ſi le fils du decedé pouuoit pretendre quelque choſe en la ſubſtitution auec ſes deux oncles.

Le fils du decedé diſoit qu'encores qu'il ne fuſt expreſſement appellé en la ſubſtitution, que neantmoins *ex præſumpta mente teſtatoris*, il y deuoit venir, que ce ſeroit choſe dure de voir vn pere diſpoſer de ſon bien, & en priuer ſes enfans, ou petits fils, en Geneſe quinzieſme chapitre, *non hic erit hæres tuus, ſed qui egredietur de vtero tuo, ipſum habebis hæredẽ*: l'Empereur à loüé la l. *cùm auus, de condit. & de monſt. ff.* en la l. *generaliter, de inſtit. & ſubſtitut. C. l. cùm acutiſſimi de fideicom. C.* qui veut que c'eſt contre toute preſomption, contre la loy de nature, qu'vn pere aye voulu exhereder ſon petit fils, que *filiorum appellatione nepotes continentur*, que plus *dictum quam ſcri-*

ptum, que les petits fils ſont appellez à ſubſtitution, *ex præſumpta & neceſſaria voluntate teſtatoris*, repreſentans leur pere *cum effectu, cum iiſdem iuribus*, ceſte condition eſtant perpetuelle *ſi ſine liberis deceſſerit, aut liberi ſine liberis*, c'eſt ce que nous diſons, que *liberorum appellatione, nepotes ſemper continentur. l. liberorum, de verborum ſignificatione*, en la l. *Lucius*, 85. *in fine, de hæred. inſtit. ff. prudens patris conſilium pro liberis & nepotibus*, c'eſt pourquoy en la l. *cùm auus, nepotes omiſſi præferuntur aliis expreſsè vocatis*, en la l. *vxorem & filium*, §. *concubinæ de legatis* 3. *filiorum appellatione etiam nepotes continentur, licèt expreſsè non ſint vocati*, & les Docteurs tiennent que *ad vitandum abſurdum ſemper filiorum appellatione nepotes continentur, quando aliàs quid durum contineretur*, ſuiuant. la l. *cùm acutiſſimi, de fideicom.* Et Alexandre en ſon conſeil 37. *lib.* 6. a eſté de cet aduis. Et au faict particulier ceſte abſurdité s'enſuyuroit, que *nepotes ſine cauſa exhæredarentur, qui non peccauerunt, qui ingrati auo non fuerunt, qui poſtumi nati fuerũt*: l'autre abſurdité eſt, que ſi la mere inſtituee euſt ſurueſcu ſes trois enfans qui luy eſtoient ſubſtituez, bien qu'ils euſſent laiſſé des enfans, la mere ſe remariant euſt priué les petits enfans des biens ſubſtituez, *veluti ex caduco legato*, & par telle inique interpretation priſe au pied de la lettre *teſtator alienas familias propriis prædilexiſſet*, contre la prohibition expreſſe de la l. *cùm acutiſſimi*. L'on tiẽt en droit, que *filiorum appellatione nepotes continentur, cùm de eorum cõmodo quæritur*, & Alexandre en ſon cõſeil 37. *lib.* 6. *num.* 8. a remarqué la commune opinion des Docteurs eſtre en ce cõforme, *tunc enim fit ampla interpretatio. l. filii. l. iſta, de verborum ſignificat. l. ſi ita ſcriptum, l. final. de conſt. princip.* Les Canoniſtes l'ont ainſi tenu au chap. *dilecti, de donat. apud Gregorium*, en la l. *cùm quidam, de lib. & poſth.* Ceſte interpretation, ou extẽſion fondee en la l. de nature, equité naturelle, c'eſt la meſme perſonne, l'image de l'ayeul, qui le repreſente touſiours, *ſiue in diſpoſitione legis aut hominis: filius nõ dicitur mortuus cùm nepos ex eo ſupereſt, in quem transfuſa fuit caro ex ſubſtantia patris*, en l'Eccleſiaſtique 30. *mortuus eſt pater eius, & quaſi non eſt mortuus, ſimilem enim reliquit ſibi poſt ſe*, & c'eſt la raiſon pour laquelle *in ſubſtitutionibus nõ deficit conditio, etiam mortuo patre ex quo viuit filius*, qui eſt le cas de la l. *cùm acutiſſimi, ſi ſine liberis deceſſerit, an liberi ſine liberis; non enim*

deceſsiſſe dicitur qui liberos reliquit, en la l. 1. *de condit. inſtit. C. nepos dicitur natus ex auo, ſiue corpore aui, ut ipſe filius*, en la loy. *Lucius* 2. *de hæredib. inſtit.* l'on remarque ces mots, *ex ſenatum, ubi conditio, ſi ſine filijs ex ſe natis deceſſerit* manque, ſi *reliquerit nepotes*: le Balde en la l. 1. *de condit. inſer. C.* en rend la raiſon, *quia in nepote eſt ſanguinis continuatio*, & le tient ainſi le Bartole en la l. *liberorum, collat. penult. in verbo, quæro quid ſi in aliquo, de verborum ſignificatione, & ita immediatè dicitur fieri, quod per rerum naturam continuatè vnum eſt & idem*, ſuyuant la loy *cùm acutiſsimi*. Nous le pouuons apprendre plus clairement, par l'exemple de l'Eſcriture ſaincte, en ſainct Mathieu chapitre premier, *Ioram genuit Ioſiam*, comme ſi Ioſias fuſt fils de Ioram, & neantmoins entre les deux, ont eſté Ochozias, Ioas, & Amazias comme il ſe void au quatrieſme liure des Roys, & eſt à ce propos, ce que nos Docteurs dient, que *generatio ſecum habet cõcomitantiam temporis neceſſariam, cap. Abbate ſanè de re iud. in 6.* & plus à propos, les Theologiens explicans ceſte generation du chapitre premier de S. Matthieu, *hæc filiorum iterata natiuitas nõ tollit, nec obũbrat veritatem primæ*, & peut l'on dire ce qui eſt en la l. derniere, *de imp. & alijs ſubſtit. patrem & filium natura eandem & ſimilem perſonã exiſtimari, & id fieri non ex iuris fictione, ſed id natura fieri, veritate iuris naturalis.* Pourquoy eſt-ce que Dieu puniſt les enfans pour la faute & peché des peres, *cùm peccata ſint perſonalia, ſuóſque ſequantur authores*, pourquoy eſt ce qu'il les recerche *vſque ad nepotes & nepotum filios*, voire *vſq; ad quartã generationẽ*, ſinõ que les enfans entrent au lieu des peres, non ſeulement, *cùm de eorum cõmodo agitur*, mais *in odioſis cùm de pœna*, les repreſentẽt, pour en receuoir le bien & le mal, comme eſtans *ex ſanguine & ſubſtantia patris*? En la l. 3. *de aſsignat. liber. aſsignatio facta vni ex liberis* a lieu, tant qu'il y a de ſes deſcendans. Tiraqueau a plus particulierement traicté ceſte queſtion, au traicté *de primogen. quæſt. 40. num. 33.* iuſques au 45. qu'il y auoit reſponſe à ce que l'on diſoit, que *hæreditas non adita non tranſmittitur*, que le pere du demandeur eſtant decedé auant la mere, le demandeur n'y pouuoit rien pretendre, ſuyuant la l. *cùm auus, de fideicom. C.* qui auoit bien lieu, *in fideicommiſſo, & in ſubſtitutione.* Diſoit le demandeur, que ces maximes pourroient eſtre conſiderables en la

barbarie du droict ancien, mais *iure nouo*, ceſte equité natu-relle y auoit du tout reſiſté, recours à la conſtitution particu-liere de l'Empereur Theodoſe, en la l. vnique, *de his qui ante apert. tabul. hæred. tranſ. C. periniquum & perindignum fortuitas ob cauſas vel caſus humanos, nepotes vel pronepotes, auitæ vel proauitæ ſucceſſione defraudari*, & ſur la fin de ceſte conſtitution, *habeant ergo nepotes triſtitiæ ſuæ ſolatium quibus meritò eſt conſulendum*: Auſſi peu eſtoit conſiderable ce que l'on diſoit, que *ſpes lega-ti conditionalis non tranſmittebatur ante conditionis euentum*, d'au-tant qu'au faict particulier, *non eſt conditionale legatum*, & quand il le ſeroit, ſi eſt-il *ſpeciale in liberis, quorum fauore tranſ-mittitur ſpes etiam ante conditionis euentum*, & de ce il y a la gloſe expreſſe, *in l. is qui ſub conditione, in verbo, crederem, in fine de act. & obligat. ff.* & Alexandre en la loy *cùm ex filio, de vulg. & pup.* alleguoit la gloſe *in l. 21. in verbo, vtiliter, de fideicomm. C.* qui tient la meſme opinion, & en la l. *cùm quidam. C. de nuptijs*, ceſte gloſe eſt par luy approuuee, *& eam in iure vnicam extollit*, nous en liſons autant en la gloſe de la l. vnique, *de his qui ante apert. tabul. in verb. de relictis. C.*

Les oncles du demandeur diſoient au contraire, que la l. *cùm auus, cùm acutiſſimi*, & autres ſemblables, auoient lieu *ni fideicommiſſo.* qui en vn droict acquis, qui ſe peut tranſmettre aux heritiers, qu'au faict particulier *erat ſubſtitutio*, que le pe-re du demandeur eſt decedé *ante conditionis euentum*, ſa mere l'ayant ſurueſcu, dauantage les oncles du demandeur appel-lez *proprio nomine non filiorum*: *tertio* c'eſt vne ſubſtitution reci-proque fauorable *propter incertum euentum*, en dernier lieu outre les biens ſubſtituez, le teſtateur a laiſſé trois de ſes enfans, qu'il ſubſtituoit à ſa femme leur legitime. Quant au fideicommis, la l. *cùm auus*, parle notamment *in fideicommiſſo*, & le repete en deux endroicts, & ne s'entend *de fideicommiſſo conditionali*, mais *de fideicommiſſ, ius certum potius quàm ſpem nu-dam dante*: de meſmes en la l. *generaliter inſtituo talem, &c. idem* en la l. *cùm acutiſſimi*. Pour le fideicommis ou ſubſtitution dont il s'agiſt, n'a oncques eſté acquis au pere du demãdeur, qui n'eſtoit que ſubſtitué à ſa mere, qui la ſurueſcu que *hære-ditas non adita numquam tranſmittitur, l. ſi ex pluribus, de ſuis & legit. hæredib. ff.* la l. vnique §. *in nouiſſimo, verſ. hæreditatem*

etenim

etenim, *de cad. toll*. & eſt la commune opinion des Docteurs remarquee par Bened. *in cap. Raynutius*, *in ſecunda parte*, *in verbo*, *ſi abſque liberis*, *num.* 73. ne faict au contraire la loy vnique, *de ijs qui ante apert. tab.* qui ne parle que *in legato*, *fideicommiſſo ſeu ſubſtitutione non conditionalibus*, mais *in puro fideicommiſſo ſeu legato*: qu'il y a grande difference entre l'vn & l'autre, *in non conditionali fideicommiſſo ius eſt certum*, *in re non in ſpe*, *quæ vt plurimum inanis eſt*, *ex euentu incerto dependens*, & eſt ce que l'on dict que *ſpes non tranſmittitur*, §. *ex conditionali*, *de verb. obligat. apud Iuſtin*. tellement que *quando inſtitutus decedit ante conditionis euentum*, *ſpes extinguitur*, *cum perſona non tranſmittitur*, *l. vnica*, §. *ſin autem*, *de cad. toll*. *l. ſi in perſona*, *de fideicom. C. l.* 3. *quando dies legat. ced. C. l.* 4. *verſ. ſed & ſi deceſſerit. de alim. & cibar. legat.* que la cõdition eſt au fideicommis duquel il s'agiſt, *ex eo* qu'il eſtoit differé *in tempus mortis vxoris teſtatoris l.* 4. *quando dies legat. vel fideicom. ced. ff. ſi cùm hæres morietur, legatum ſit*, *cõditionale eſt legatum*, *licèt enim certum ſit Titium decedere*, *quia tamen dies mortis incertus*, *conditio eſt*, *l. huiuſmodi*, *verſ. nam tale*, *quando dies legat. ced.* C'eſt pourquoy en ceſte meſme loy, *huius legati ſpes ad hæredem non tranſmittitur*, *ſi hæres aut inſtitutus ante conditionem deceſſerit*, & en la loy deuxieſme *verſ. neque petitio*, *& verſ. & ſi incerta*, *quando dies legat. ced. dies mortis conditionem facit*, tous l'ont ainſi tenu, en la l. *dies incertus*, *de condit. & demonſtrat. ff.* où les Docteurs tiennent que *in teſtamentis ſpes non tranſmittitur ante conditionis euentum*, *ſecus in contractibus*, & ne ſuiuons la gloſe de la l. *is qui. de act. & obligation.* ſoit *in cauſa liberorum*, ou en autres, bien que fauorables, comme l'a remarqué Benedict. au chap. *Raynutius verſ. ſi abſque liberis moreretur*, 2. *num*, 70. 71. 72. & 73. quand à l'autre gloſe de la l. *ſi in perſonam. in verbo*, *vtiliter*, *de fideicom. C.* ſur laquelle ſe fonde le demandeur, elle porte ſon contredict, par l'opinion du Balde, & de Iaſon la ſouſtenans faulſe & contraire à la gloſe de la l. *dies*, *verſ. dies incertus*, *de condit. & demonſtrat*. Quant à la ſeconde particularité, eſtoit conſiderable en ce que *teſtator filiorum nomine non erat vſus*, mais appellant ſes trois enfans par leurs noms propres. Du Moulin ſur le premier conſeil d'Alexandre *libro primo*, voulant monſtrer vne maxime & reigle certaine, *quando filiorum verbo ne-*

NNNn

Digitized by Google

potes veniunt, il dict *filiorum appellatione non venire nepotes ex vi vocabuli, & proprietate vocis, ſed tantùm ex legitima interpretatione, & illam ſufficere, quando teſtator indefinitè filiorum nomine eſt vſus, non referendo ad certas perſonas nomine proprio deſignatas*, & ſe fonde ſur vn autre conſeil d'Alexandre 37. *lib. 6. num.* 4. que *nomina propria non extenduntur, ſed tantùm appellatiua. arg. l. ſi quæſita, de teſta. tut.* & la ainſi tenu le meſme Alexandre en la l. *Gallus, de lib. & poſth.* fondé ſur ceſte raiſon, que *nomen proprium certam ſpeciem, certum indiuiduum demonſtrat.* La troiſieſme particularité eſt, que les parties *ſunt in reciproca ſubſtitutione*, qui ſeroit vne fallence à la l. *cùm auus, propter incertam ſpem, & incertum mortis exitum*, ſuiuant la l. 1. *C. de pactis*, & auſſi toſt pouuoient mourir les defendeurs comme le pere du demandeur. Pour la derniere particularité, c'eſt que le teſtateur a laiſſé la legitime aux trois enfans, tellement que toutes ces belles conſiderations de la l. *cùm auus, cùm acutiſſimi, ceſſant cùm teſtator liberis ſatis proſpexerit*, & qu'il n'a diſpoſé que de ce que la loy luy permettoit de donner aux eſtrangers, *inuitis liberis.*

Par arreſt iugé que le demandeur eſtoit mal fondé, que *ſpes non aditi fideicommiſſi conditionalis ad filios tranſmitti non poterat*, ſuiuant l'opinion d'Alexandre en ſon Conſeil 206. *num.* 2. *lib.* 6. Monſieur Cheualier Rapporteur en la cinquieſme Chambre des Enqueſtes, le dix-huictieſme iour de Mars mil cinq cens octante neuf. *An ſpes aut ius ſubſtitutionis, ſeu fideicommiſſi tranſmitti poſſit in hæredes, vide dominum Boërium, in conſil.* 36. *num.* 1.

DES SVBTITVTIONS CONTRActuelles & ſi elles ſont de pareil effect pour la prohibition d'aliener que les teſtamentaires. IX.

AV procés des Decouſuz ſe ſont preſentees deux queſtions, l'vne ſi les ſubſtitutions contractuelles eſtoient receuës en France meſmes en pays couſtumier, l'autre qu'au cas qu'elles fuſſent receuës, ſi l'on pou-

uoit aliener au preiudice du ſubſtitué.

Les tiers detenteurs de l'heritage ſubſtitué & qui le poſſedoient à tiltre particulier d'achapt diſoient que ceſte pretenduë ſubſtitution en vertu de laquelle l'on vouloit eluder leur acquiſition & preſcriptiõ ne pouuoit ſubſiſter, *cùm teſtamento non contractibus fiant hæredum inſtitutiones, ſubſtitutiones & fideicommiſſa*: qu'il ne ſe void en tout le droict aucune loy parlant des ſubſtitutions contractuelles, qu'en la l. *licet. C. de pactis*, faicte *fauore militiæ*, mais que la prohibition y eſtoit expreſſe, *in l. penult. & vlt. C. de pactis, quia contra bonos mores, & auferunt liberam teſtandi facultatem*, & ſeroient telles ſubſtitutions du tout inutiles n'ayant cet effect d'empeſcher l'alienation, *cùm ex contractu pactiones deſcendẽtes in perſonam dent actionem ad id quod intereſt, non autem in rem contra tertium, l. ea lege, de condict. ob cauſam dator. C.* en laquelle *datur tantum condictio ex pactione de non alienando, quæ condictio perſonalis eſt*, en la l. *quoties, de donat. quæ ſub modo. C. facta donatio vt poſt certum tempus Mæuio reſtitueretur, vt ſeruetur pactio datur condictio*, il eſt plus expres en la l. *ſi ita quis, §. ea lege, de verb. obligat.* en laquelle *non impeditur rei alienatio propter pactionem de non alienando, cùm perſonalis ex contractu non in rem detur actio*, qui eſt la commune opinion des Docteurs recitee par Tiraqueau, *lib. de retractu conuentio, §. 1. gloſa. 7.* c'eſt ſurquoy eſt fondee la deciſion de la l. *quotiens, de rei vind. C. de eo qui duobus prædium vendidit, qui prius in poſſeſſione, potior in iure*, par ce que *traditionibus & vſucapionibus, non conuentionibus & contractibus rerum transferuntur dominia, l. traditionibus. C. de pactis*, & eſt l'opinion des Canoniſtes au chapitre. *verum, de condit. appoſitis. apud Gregorium*, & particulierement du Panorme ſur le chapitre. *Raynutius, de teſtamentis*: la diſtinction des Docteurs eſt, *aut alienatio prohibita eſt à lege & teſtamento, aut à contractu primis duobus caſibus impeditur dominij tranſlatio, ſecus in tertio, l. filiusfamilias, §. Diui, de legat. 2.* que l'on auoit bien receu au Palais les fideicommis *ex contractu matrimonij, ex donatione*, mais c'eſtoit *rerum particularium*, d'vne terre, d'vne maiſon, *non totius hæreditatis*, & le tient ainſi le Bartole. *in l. ſtipulatio hoc modo concepta, de verborum obligat.* & en la l. derniere, *C. de pactis*, & ne s'en eſloigne Benedict. *in repet. cap. Raynutius. in verbo, duas habens filias, num. 217.*

Digitized by Google

de teſtam. ſed non totius hæreditatis, cùm hoc ſit contra bonos mores, & fauorabilior ſit cauſa liberi arbitrij, quæ ſemper præpõderat propter publicam vtilitatem, & l'ordonnance d'Orleans & de Moulins qui parle des ſubſtitutions contractuelles n'eſtoit que pour terres particulieres, encores ne diſpoſe l'ordonnance ſi telles terres ſe peuuent aliener ou non.

Les ſubſtituez au contraire ſouſtenoient que *res reſtitutioni ſubiectæ nullo caſu alienari poterant in præiudicium ſubſtituti*, qu'il eſtoit fort aiſé de reſpondre aux ſubtilitez de droict qui n'admettoient *ſubſtitutiones nec fideicommiſſa in contractibus*, que *prohibitio de non alienando non impediebat dominij tranſlationem*, c'eſt que *iure ciuili dominium contractu non poterat transferri ſed traditione.* Voila pourquoy *rei alienæ valida erat venditio*, mais en France par nos contracts les Notaires y appoſent les clauſes & conuentions tranſlatiues de poſſeſſion & tradition : nous les pouuons tirer en argument de la l. troiſieſme. *de pact. int. & empt. & vend. C. qui ex lege vendidit, vt niſi intra certum tẽpus pretium reſtitutum eſſet, prædium ad ſe reuerteretur*, l'Empereur donne *rei vindicationem, & actionem ex vendito, vindicationem ſi precaria poſſeſſio tradita, ſi nõ tradita, actionem ex vendito*, l'vne *in rem etiam ex contractu*, l'autre *in perſonam.* Or par nos contracts *clauſulæ precarij, conſtituti*, clauſes par leſquelles l'on deſſaiſit, l'on ſe demet, l'on quitte tout droict de proprieté, de ſeigneurie, *transferrunt dominium* : ceſte particularité ceſſant, il ſe peut ſouſtenir en droict que *pactio donationi appoſita in rem dat actionem etiam contra tertium*, en la l. 1. *de donationib. quæ ſub modo. C. & conditione donationi appoſita datur rei vindicatio*, & prenant bien l'eſpece de la l. *ea lege, de condict. ob cauſam dator. C. id efficit ne dominium prorſus alienaret*, & ce que l'Empereur *dat condictionem*, ce n'eſt qu'vne alternatiue. Quãt à la l. *quotiens, de donationibus quæ ſub modo*, la queſtion eſtant *an abſenti & non acceptanti ius per donationem queri poſſet, an pactione venditioni appoſita ius in re venditori quæratur, & à tertio poſſeſſori res vindicari poſſit, vide l. ſi quis ſub hoc pacto. de cont. empt. in fine*, & Chaſſaneus *in conſuetud. Burgund. tit.* des cenſiues, §.3. *in verbo.* on ne peut, num.30. en la l. *lex vectigali prædio, de pignoribus, pacto alienationi dicta dat domino in rem actionem*, en la l. *qui ea lege, de pact. int. empt. & vend. pactio venditioni appoſita dat rei vin-*

dicationem. Si en droict l'on obſerue que *ſi ea lege vendit, donauit, defectus cauſæ impulſiuæ reſolutionem contractus inducat. l. cùm te. de pact. inter empt. & vendit.* pourquoy? *quia non aliàs contracturus*, l'on en peut dire autant, *cùm quid ea lege dedi, cùm aliàs non eſſem donaturus.* Chaſſaneus a tenu ceſte opinion ſur la couſtume de Bourgongne en la Rubrique des rentes venduës à rachapt. Monſieur Tiraqueau tient la meſme opinion, au §. 5. gloſe premiere & au §. 1. gloſe 7. du contract cõuentionn. Monſieur du Val, *lib. de reb. dubijs, tit. de pactis de non alienando, verſ. an in donationib.* à plus forte raiſon *in ſubſtitutione & fideicommiſſo* receuz en France par contracts, comme il ſe void és plus grandes maiſons de ce Royaume, és contracts de mariage. Maſuere en ſa Practique *titulo de ſocietat. colum.* 7. & Monſieur Ferrery le tiennent ainſi, & que *per contractum matrimonij deferatur hæreditas* Chaſſaneus le tient particulierement en ladicte couſtume de Bourgongne, *Rub.* des droicts appartenans à gens mariez, *§. 7. verſ.* conſtant leur mariage: l'ordonnance d'Orleans, & de Moulins ont particulierement parlé des ſubſtitutions contractuelles, leſquelles ſeroient du tout illuſoires & ſans aucun effect, ſi au preiudice des ſubſtituez l'on pouuoit aliener, *ſi pactio de non alienando aut non hypothecæ nomine obligando* à ceſte force d'annuller ce qui eſt faict au preiudice de la vendition. *l. ſi creditor, §. quæritur, de diſtract. pignor.* à plus forte raiſon la ſubſtitution laquelle eſt receuë par contract en France, auec meſme effect comme elle eſt en droict par teſtament, & à laquelle l'on peut adapter, l'Auth. *res quæ, comm. de legat. C.* pour la prohibition d'aliener, ordonnances d'ailleurs qui parlent diſertement des ſubſtitutions, & non des fideicommis de terres particulieres, parlent d'hereditez, ce qui ne ſe doibt trouuer nouueau. Boërius en ſa deciſion 155. num. 7. & 8. & 204. num. 3. 4. & *Stephanus Aufrerius, in deciſion. capellæ Tholoſan.* 452. les approuuent par contract de mariage, *& hoc ſeruari de conſuetudine Regni Franciæ aſſerunt*, & ne gardons la l. *hæreditas, de pactis conuent. C. hæreditatem nec fideicommiſſum pacto deferri poſſe*: au contraire il y a bon nombre de couſtumes, par leſquelles le pere ayant marié ſon fils aiſné comme ſon principal heritier, ne peut plus aliener ne diſpoſer par teſtament, comme ſi ſon fils eſtoit heritier in-

Digitized by Google

ſtitué. La queſtion demandee aux chambres, & trouué que l'on auoit approuué les ſubſtitutions contractuelles & fideicommis par l'arreſt de Roidemont, & l'arreſt des Sanguins, par arreſt les tiers detenteurs qui auoient formé complaincte contre les ſubſtituez qui s'eſtoient mis en poſſeſſion des heritages ſubſtituez & pris les fruicts ſans autre permiſſion du Iuge ont eſté deboutez, & les ſubſtituez abſous auec deſpens tāt de la cauſe princiaple que de la cauſe d'appel, Monſieur Faye Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes, le cinquieſme Decembre mil cinq cens quatre vingts ſix.

An pactione dominij tranſlatio impediri poßit, & quomodo conſule Alexand. concil. 10. lib 1. & ibi Carol. Molineum, in littera B. & an prohibitio in teſtamento facta, contemplatione certæ perſonæ impediat tranſlationem dominij, vide l. filius familias, 117. §. Dini, de legat. 1.

De ſubſtitutione in contractu matrimonij facta, & an teſtamento poßit reuocari, conſule D. Boerium, deciſ. 204. Aufrerium in deciſ. capellæ Tholoſanæ, quæſt. 452. Molineum conſil. 15. num. 22. lib. 1. & de prohibita alienatione per contractum in conſuetudines Pariſienſes, §. 8. gloſa 3. num. 28. verſ. & hoc dummodò.

IN QVIBVS SVBROGATVM, ſapit naturam ſubrogati.

X.

VNe rente affectee à la garantie d'vne maiſon eſt cedee pour autre rente, ſçauoir ſi ceſte deuxieſme rente eſtant comme ſubrogee eſt affectee à la meſme garantie le demandeur y ayant notable intereſt, d'autant que du depuis la premiere rente auoit eſté rachetee & le debteur eſtoit inſoluable.

Le demandeur qui pretendoit la garantie diſoit que ceſtoit vne ſubrogation de rente à vn autre, que *ſubrogatum ſapiebat naturam ſubrogati, in cap. Eccleſia ſanctæ Mariæ, vt lite pend.* ce qui auoit lieu *etiam in particularibus iudicijs*, comme

en la l. *ſi donatæ*, §. *ſi ſponſus*, *de donat. inter virum & vxorem*, *l. imperator*, §. *finali*, *l. ſed & quod*, *de legat. l. fideicommiſſa*, §. *ſi rem ſuam*, *in fine*, *de legat.* 3. que le particulier eſtoit conſiderable, pour auoir eſté la rente changee non volontairement, mais par ſentence d'autant que la premiere rente ſe trouuoit vereuſe & par trop hypothequée, & a l'on contrainct en bailler vne autre qui eſt le vray cas de la regle *ſubrogatum ſapit naturam ſubrogati*, le § *ſi ſponſus*, y eſt expres, *cùm ſponſus alienum annulum ſponſæ dediſſet, conſummato matrimonio alium dedit.* Le Iuriſconſulte demande, *an valeat donatio, cùm facta ſit in tempus prohibitum*, reſpond *valere donationem quia tam factam donationem maritus confirmare videtur, non eam inchoare*, cela ſe faict *ex natura contractus, quando res data in aliam mutatur*, & entre tellement au lieu du premier contract que *primus potius remanet contractus quàm non nouus celebratur*, le ſecond n'eſt que la nuë execution du premier: en la l. *pater filium*, *de legat.* 3. *cùm filijs pater prædia pignori dare prohibuiſſet, filius à creditore nummos accepit, vt hæreditario creditori ſolueret, an pignus cum nouo creditore rectè contractum ſit*, le Iuriſconſulte dit, *pignus rectè contractum eſſe, cum ex neceſſitate factus ſit contractus ex cauſa præcedente*, partant le ſecond creancier entre au lieu du premier *non tam ex nouo contractu quàm ex antiquo.*

Le defendeur diſoit au contraire, que l'hypotheque demeuroit ſur la premiere rente qui auoit eſté eſtainte par le rachapt d'icelle, que ceſte deuxieſme rente n'auoit oncques eſté *in bonis debitoris*: que les loix alleguees n'en parlent à propos, ne parlans de l'hypotheque, ſpeciales *in dote*, moins la l. *pater*, d'autant que les enfans n'ont contreuenu à la volonté du teſtateur, au contraire ils y ont obey payans les creanciers: moins ſeruoit ceſte regle ou brocart que *ſubrogatum ſapit naturam ſubrogati. Ioannes Faber in §. fuerat. de actionib. apud Iuſtin. in fine.* dict que *hæc eſt via brocardica, in qua non reperitur finis*, auſſi n'a elle lieu que *in iudicijs vniuerſalibus, petitione hæreditatis, in fideicommiſſis*, en la loy, *ſi & rem & pretium, de petit. hæreditatis. ff. ſecus in alijs contractibus, l. qui vas, §. vltim. de furt.* ſi ce n'eſt *in priuilegiata Eccleſia, fiſco & minore, ex cap. inquirendum, de pecul. cleric. l. ſi ex ea, l. ſi vt proponis, de rei vend. C. ſecus quando à lege, aut ab homine aliud ſtatuitur*, voire que *in*

permutatione fundus permutatus non iiſdem ſubiicitur hypothecis ex Baldo, en la l. *pro debito. collat. 1. de bonis auth. iud. poßid.* & en la l. *mater, de rei vindic. C.* & eſt ſuiuy de Monſieur Tiraqueau au liure du retraict lignager, §.32. num.28. Le procés ayant eſté party entre Monſieur Bouyn Rapporteur & Monſieur Iabin Compartiteur a eſté du depuis departy en la premiere des Enqueſtes, & le demandeur qui pretendoit l'hypotheque debouté, d'autant que telles ſubrogations n'ont lieu que *in iudiciis vniuerſalibus*, en la loy *proponebatur, C. de iudiciis, in grege, in vniuerſitate*, que ceſte reigle auoit infinies fallences, *maximè quando fit ſubrogatio inter alias perſonas, aut interuentione tertiæ perſonæ, niſi expreßè dictum & conuentum ſit.* Monſieur Bouyn Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le vingt deuxieſme Mars mil cinq cens octante ſept, le Roux, Boudin.

Subrogationes factas vix in Senatu admittimus, imò ſententia Ioannis Fabri præualuit in §. fuerat antea, num.17. de actionibus, apud Iuſtin. ſubrogatum aut à lege, aut à conuentione pendere, nullum tertium, aliàs ſubrogationes irent in infinitum: faict pour ceſte opinion la l. *cùm in fundo, §. ſi fundus, ff. de iure dot. de fundo communi in dotem dato ſocio licitatione adiudicato pecunia quæ ex pretio prouenit dotalis erit, vt non vice corporis habeatur, ſed vt pecunia*, en la l. *qui vas, §. finali, de furt, ff. pretium redactum ex re furtiua non eſt furtiuum*, ce qui s'obſerue *in particularibus iudiciis & contractibus, non idem in vniuerſalibus.*

LE SVCCESSEVR AV BENEFICE *quand eſt tenu du faict de ſon predeceſſeur.*

XI.

AV procés d'entre Mõſieur le Cardinal de Bourbon, Abbé commendataire de l'Abbaye de Treſport defendeur contre Bouju demandeur, a eſté iugé que ledit Sieur Cardinal eſtoit tenu des deſpens & frais de ſon predeceſſeur Abbé en vn procés pendant en la Cour, bien qu'il ne fuſt ſon heritier & qu'il n'euſt l'Abbaye par ſa reſignation : fondé l'Arreſt ſur ce que l'action eſtant contre l'Abbé,

l'Abbé, *hæc dignitas non moritur, ſed habet ſucceſſorem*, autrement les ſubiects du Roy ſeroient forcez pour la conſeruation de leurs droicts plaider & perdre leurs fraiz contre des Abbez commendataires, qui n'ont le plus ſouuent aucun heritier, ioinct que l'action eſtant cõduicte en qualité d'Abbé, eſtant forcé de defendre ou demander en ceſte qualité, celuy qui ſuccede à la qualité eſt tenu de defendre.

La raiſon de doubter eſtoit, que l'Abbé commendataire n'eſtant qu'vſufruictier & adminiſtrateur des fruicts, ne pouuoit pour ſon mauuais meſnage obliger ny l'Egliſe ny ſon ſucceſſeur, ſucceſſeur qui *ius nec titulum ab eo, nec à monaſterio habebat, ſed à Rege patrono*, qu'en tout cas *læſa Eccleſia reſtituenda erat*, par arreſt prononcé en Nouembre mil cinq cens quarante deux, pris du liure de Monſieur d'Aigremont.

Cet arreſt eſt recité par du Luc, *lib.11.titul.*17.arreſt 2. voy Monſieur Tiraqueau *de iure primigen. quæſt.*35*. num.*18*. ſucceſſores in beneficio quaſi hæredes tenentur, cap.*1 *.de ſolutionibus.*

SEQVESTRE.

XII.

IVgé par arreſt qu'au bail à ferme de l'heritage cõtentieux ſequeſtré les parties contendantes ne ſont receuës à encherir l'heritage, ne moins le prendre à ferme le huictieſme Feurier 1543. entre la vefue Iean Pradel & Eſtienne & Iean les Pradels, autrement ſe feroit en effect eluder le ſequeſtre & laiſſer vne des parties en poſſeſſion & donner occaſion par ce moyen de perpetuer & immortaliſer vn procés par celuy qui iouïroit.

DIFFERENCE ENTRE SOCIETE' *coniugale & contractuelle.*

XIII.

AV procés d'entre Mercier, Bourgeois & petit au rapport de Monſieur Catinat en la ſeconde chambre des Enqueſtes le premier iour de Feurier mil cinq cens nonan-

Digitized by Google

te ſept s'eſt meu ceſte difficulté, ſi l'vn de la ſocieté de tous & chacuns les biens ayant reſpondu pour autruy, a peu obliger tous les biens de la ſocieté ou ſa part ſeulement, attendu qu'il eſtoit le maiſtre & chef de la ſocieté, & que par la couſtume de Berry au tiltre du mariage, le maiſtre de la ſocieté peut obliger, diſpoſer & adminiſtrer les biens de la ſocieté.

Iugé que telle obligation ne concernoit que la part de celuy qui auoit reſpondu, attendu que tel acte ne concerne la ſocieté, n'eſt faict *in rem ſocietatis*, *eſt extra ſocietatem*, & que la diſpoſition & adminiſtration baillee par ladicte couſtume, ſe doit entendre les contracts qui ſe font pour la ſocieté, laquelle n'a autre but que le profit & n'eſt contractee à autre fin.

Non idem en la ſocieté coniugale, en laquelle le mary n'a ſeulement l'adminiſtration, *ſed dominus eſt, poteſt perdere, diſſipare, abuti*: voila pourquoy par tous ſes contracts il peut obliger la communauté, la fin de ceſte ſocieté coniugale ce n'eſt le profit, c'eſt l'amitié & ce qui eſt requis pour l'entretenir & conſeruer: & ce que l'on dict que par la l. *omne æs alienum, pro ſocio. ff. omne æs alienum quod manente ſocietate contractum eſt de communi ſoluendum*, ſe doit entendre ſuiuant la limitation de la l. *iure ſocietatis, pro ſocio*, que *iure ſocietatis ſocius per ſocium non obligatur, niſi in communem arcam pecuniæ verſæ ſint*, que la debte ſoit creée pour la ſocieté, *ſecus*, ſi pour choſe *quæ omnino eſt extra ſocietatem* & qui n'en depend aucunement,

SAISIE FEODALE SI ELLE PEVT *durer plus de trois ans ſans eſtre renouuellee.*

XIIII.

L'On a douté au Palais ſi les ſaiſies feodales auoiẽt leur effect iuſques à 30. ans, biẽ qu'elles ne fuſſẽt renouuellees, ou ſi elles ſe deuoiẽt terminer par 3. ans, ce qui y a apporté de la difficulté ſõt les anciens arreſts recitez par du Moulin par leſquels vn vaſſal perdoit les fruits tãt que la ſaiſie feodale duroit, *etiã* de trẽte ans,

recours à l'arreſt donné au profit des Chartreux.

Ceſte queſtion s'eſtant preſentee au procés d'entre Heraulde, le Febure & Charles de Poſtel Seigneur d'Ormoy, en la premiere chambre des Enqueſtes a eſté iugé, qu'apres trois ans la ſaiſie feodale n'eſtant renouuellee n'auoit aucun effect, fondé ſur ce que telles ſaiſies ſe deuoient reigler par l'ordonnance de l'an mil cinq cens ſoixante trois des peremptions d'inſtance, comme à la verité il ne ſe peut nier que telle ſaiſie ne ſoit acte iudiciaire, inſtance ſubjecte à peremption, ce qui n'auoit lieu auparauant ladicte ordonnance de l'an mil cinq cens ſoixante trois, qui eſt le temps des arreſts alleguez par du Moulin. L'arreſt eſt en datte du vingt-ſixieſme iour de Nouembre mil cinq cens octante huict en la couſtume de Clermont en Beauuoiſis qui n'en diſpoſe particulierement.

Auſſi qu'à telle ſaiſie faut eſtablir commiſſaires qui ne peuuent durer que trois ans, & à ce eſt conforme la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris article trente-vnieſme, & ce qui eſt de particulier outre les peremptions, c'eſt que la ſaiſie feodale, bien qu'elle ne ſoit renouuellee apres trois ans, eſt touſiours valable pour trois ans, quelque peremption qu'il y ait, tellement que l'on peut dire que ce n'eſt vraye perẽption, mais que cela ſe iuge *ad inſtar peremptionum : fallit* ſi l'inſtance d'oppoſition ſur la ſaiſie dure plus de trois ans, car tant que dure l'inſtance, n'eſt neceſſaire de renouueller la ſaiſie, par arreſt du vingt-quatrieſme Mars mil ſix cens, au rapport de Mõſieur Charton en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, au profit de Monſieur le Cardinal de Gondy contre le Sieur de Luſarches.

DE LA SVBSTITVTION, SI SINE LIberis deceſſerit, *l'heritier inſtitué & les enfans eſtans hors le Royaume ne pouuans ſucceder aux biens eſtans en France.* XV.

AV procés euoqué du Parlement de Thoulouſe entre les Chanoines & Chapitre de l'Egliſe metropolitaine de Thoulouſe demandeurs & Laurens Buxi.

ſieur de ſainct Martin defendeur, l'on a demandé ſi l'heritier inſtitué *ſub conditione, ſi ſine liberis maſculis decederet, hæreditatem capitulo Eccleſiæ ſancti Stephani Tholozæ reſtitueret*, s'eſtant abſenté du Royaume dés l'an mil cinq cens cinquãte ſept, quarante ans ſont & plus demeuré aux Indes, pris femme dans la ville de Liſbonne, eu deux enfans maſles aux Indes, preuue au procés de la verité dudit heritier inſtitué, que ſa volonté eſtoit de finir ſes iours és Indes, mais bien d'enuoyer en France l'vn de ſes enfans eſtant en aage, ledit heritier inſtitué eſtant lors en aage de ſoixãte quinze ans *cùm defecerat conditio, & locus eſſet ſubſtitutioni*, ou bien ſi Laurens Buxi couſin germain de l'heritier inſtitué ſuccederoit.

Le Chapitre diſoit, que ſoit que l'on conſideraſt la perſonne de l'heritier inſtitué, ſoit de ſes deux enfans, que *extiterat conditio, & locus erat ſubſtitutioni*, qui falloit conſiderer la perſonne de l'heritier inſtitué & de ſes enfans *ac ſi non eſſent* que *non erant Regnicolæ* pour n'eſtre *manentes in regno, nec nati in regno*, qui ſont les deux qualitez eſſentielles & requiſes *vt quis Regnicola dici poßit: lege autem peregrinaria ſolis ciuibus iura ciuilia, iura ciuitatis dabantur, l. ſed & ſi conditione, §. ſolennis, de hæredib. inſtit. ff. l. 1. C. eod. ideo peregrini in capaces hæreditatum adipiſcendarum, nec ex lege regni immobilia poßidere poterant*, que l'on auoit bien faict difference *inter peregrinos & peregrinantes, peregrini qui perpetuæ moræ cauſa ad exteros bona ſua & facultates tranſtulerunt, ibi matrimonium contraxerunt, alienis legibus ſe ſubmiſerunt & peregrinæ dominationi*, & ceux-là *iura ciuitatis amiſerunt: peregrinantes verò, qui non perpetuæ moræ cauſa qui habent animum redeundi, ideo ciuitatis iura retinent, & inter ciues numerantur*, que *horum peregrinorum bona erant caduca, ideo ſubſtitutis deferebantur* par la l. 1. §. *pro ſecundo verò loco, de cadu. tollend. C. & pro non ſcriptis habebantur, cùm inſtitutio deueniſſet ad eum caſum à quo incipere non potuiſſet. l. 3. ff. de his quæ pro non ſcriptis*: qu'en droict *deportati & peregrini æquiparantur, & ex teſtamento capere non poterant, ideo pro non ſcriptis habebantur, l. 1. C. de hæred. inſtit*: Que *ij peregrini erant veluti transfugæ, ad inſtar. eorum, qui cùm apud hoſtes eſſent, cùm redire poterant, non fuerint reuerſi. l. non omnes, §. qui captus, de re milita. ff. transfugæ autem ciuitatem amittunt, l.*

Google

amiſsione, §. *qui deficiunt*, *de capt*. *ff*. Que cet heritier inſtitué *erat veluti mortuus*, *ſaltem quoad iura ciuilia*, que la loy. *Gallus*, §. *& quid ſit factum*, *de lib. & poſthum. hær. inſt. ad ſimilitudinem mortis cæteri caſus admittebantur*; pour les enfans, qu'ils n'eſtoient non plus conſiderables, *verè peregrini nati extra regnum*, *aduenæ cùm acceſſerint ad vos & genuerint filios in medio veſtrum erunt vobis ſicut indigenæ*, au Prophete Ezechiel, que n'eſtant *nati in regno*, *idem erat liberos non habere*, *aut non ſuccedentes extare*, ſuiuant l'opinion du Bartole, *in l. 2. §. ſed ſi ſunt ſui*, *ff. ad Tertull.* & d'Alexandre en ſon Conſeil, 117. num. 16. & 19. *lib.* 6. ce qui receuoit moins de difficulté *quando hæc conditio*, *ſi ſine liberis decederet*, *appoſita erat in fauorem liberorum*, *tunc enim ex præſumpta voluntate teſtatoris quæ perpetuò militat in fideicommiſsis*, *liberi vocantur ad ſucceſsionem*, encores que *ſint tantùm in conditione & non in diſpoſitione* & que *veniant ab inteſtato*, *& teſtator hoc caſu hos liberos prædilexit*, les preferant aux ſubſtituez, *& in fideicommiſsis & ſubſtitutionibus*, *hæc conditio ſi ſine liberis hæres inſtitutus deceſſerit*, s'entend *de liberis qui ſuccedere poſſunt*, *qui ſunt capaces ſucceſsionis*, ce mot *deceſſerit* le demonſtre, *ſi enim liberi non ſuperuixerint idem* que *ſi non nati eſſent*, & le particulier, qui eſt en la condition, c'eſt *ſi ſine liberis maſculis*, tellement que *teſtator prædilexit ſubſtitutos*, & les a preferez *fœminis*, *quanto magis* aux collateraux, comme eſt ledict Laurens Buxi conſin germani: ceſte queſtion eſtoit auſſi decidee en la loy, *ex facto*. §. *ex facto*, *ad Trebell. ff.* en laquelle *filij poſt deportationem concepti & nati non faciunt deficere conditionem ſi ſine liberis deceſſerit*, d'autant que *conditio in fauorem liberorum appoſita erat & liberi ſuccedere non poterant*, *quia nati à deportato* encores que *ſint liberi*. *l*, 1. *C. de repud.* & ce que le Bartole audit §. *ex facto*, ſouſtient que *filij bannitorum*, *poſt bannimentum concepti faciunt deficere conditionem fideicommiſsi*, cela ſe doibt entendre *quando conditio non eſt in fauorem filiorum appoſita*, cõme *Titius hæres inſtitutus*, *& ſi Sempronius ſine liberis deceſſerit*, *Mæuius hæres eſto*, *ſufficit conditionem de facto extitiſſe*, & la qualité de fils ſe pouuoit reuoquer, bien que celle d'heritier ceſſe, en laquelle le teſtateur n'a oncques penſé, *ſed tantùm de liberis licèt non hæredibus*, *non idem in ſubſtitutionibus*, *fideicommiſsis ſeu ſtatutis* où l'on parle *de liberis*, *quo ad*

Digitized by Google

iura ciuilia, quo ad effectus ciuiles, c'eſt à dire *qui ſunt liberi cum*
effectu, qui ſuccedere poſſunt: car encores que *liberorum procreatio*
ſit iuris naturalis, matrimonium iuris diuini, ſi eſt-ce que pour
ſçauoir *an ſit iuſtum & legitimum matrimonium, an iuſti & legiti-*
mi liberi, an ſuccedere poßint, cela eſt *iuris ciuilis, quæ ſunt au-*
tem iuris ciuilis, dantur ſolis ciuibus, comme il ſe peut remarquer
in deportato, qui ex teſtamento capere non poteſt, qui pro non ſcripto
habetur, l. 1. de hæred. inſtit. C. l. ex facto, §. ex facto, ad Trebell.
in captiuo, qui eſt bien en plus forts termes approchans de ce-
ſte queſtion, en la l. *Pater inſtituto, de capt. & poſtli. reuerſ. ff.* la
raiſon de laquelle ſert à decider ceſte queſtion, *quoniam ſi pa-*
ter qui non rediit, iam tunc deceßiſſe intelligitur ex quo captus eſt,
ſubſtitutio ſuas vires neceſſariò tenet & excluditur filius poſt capti-
uitatem natus à ſubſtituto, idem in transfuga, & la raiſon *quia fi-*
lij non habent ea quæ ſunt iuris ciuilis, vt ſunt hæreditates, enco-
res que *ex legitimo matrimonio ſint procreati* & que *maneat ma-*
trimonium in captiuo, deportato, peregrino, l. 1. C. de repud. mais *re-*
ferendo ſingula ſingulis cela ſ'entend, *quo adea quæ ſunt iuris*
naturalis, iuris diuini, non ad ea quæ ſunt iuris ciuilis, quoad effe-
ctus ciuiles, c'eſt pourquoy *filij extra regnum nati inter ciues*
non annumerantur, non habent iura ciuilia, nec ciuitatis, & faut
entendre le mot de *ſpurius*, en la loy. *Diuus Seuerus, in fine, de*
cap. & poſtli. reuerſis ff. de filio nato pendente captiuitate, pa-
tre in captiuitate defuncto, ſpurius, quo ad effectus ciuiles, quoad
ſucceſſionem, aliâs verò eſt filius & legitimus: que ſuyuant ceſte
loy *Pater*, l'on pouuoit tenir *pro conſtanti* au procés que l'he-
ritier inſtitué ayant eſté abſent du Royaume par quarãte vn
an, pris party, & eu des enfans, que *ab ea hora ad inſtar captiui*
locus fuit ſubſtitutioni, & bien en plus forts termes, car *redire*
potuit ad ſuos, ſ'il ne l'a faict *eſt transfuga*, & tomberoit en la
meſme peine, que *deportatus* ou le captif *qui obſtante legitimo im-*
pedimento redire non potuit, qu'il y a quarante ans qu'il n'eſt ve-
nu en France, que *regnũ Galliæ habuit pro patria peregrina*, temps
ſuffiſant cõme pour preſcrire auſſi pour renõcer au droit que
l'on pourroit auoir, comme pour acquerir *non incolatum & do-*
micilium, auſſi pour perdre *domicilium originis*, que ledit heri-
tier inſtitué comme ſes enfans nez hors le Royaume auoient
la bouche fermee n'eſtans en France, que comme le poiſſon

Google

eſtant hors de l'eau ne peut viure ayāt perdu ſa naturelle habitation, auſſi le François habitué hors du Royaume eſt reputé comme mort *quo ad defectus ciuiles*, que le defendeur ſe pretendant heritier ne pouuoit rien pretendre, *etiam ſi bona eſſent caduca*, auquel cas *ad ſubſtitutum perueniret*: de vouloir ſubtiliſer *conditionem de facto extitiſſe per liberorum exiſtentiam*, & qu'il ſuffiſt *liberos natos, licèt non hæredes* ſuiuant la l. *filius familias*, §. *cùm quis, de legat*. 1. le Bartole, en ce meſme lieu, y apporte la reſponſe, *aut liberi non ſuccedunt ab inteſtato ex propria voluntate, aut quia exhæredati, aut à lege, primis duobus caſibus non dicitur quis ſine liberis deceſſiſſe, vltimo verò caſu dicitur ſine liberis deceſſiſſe & locum eſſe ſubſtitutioni*: que les demandeurs eſtoient plus fauorables que le defendeur, *vocati ex teſtamento ſubſtituti*, le defendeur ne vient que *ab inteſtato, potior autem ſemper cauſa teſtamenti*, que ledit defendeur *nullo caſu* pouuoit pretendre aucun droict és biens ſubſtituez, que ledit heritier inſtitué ou ſes enfans ſont morts, à tout le moins ciuilement, auquel cas les demandeurs ſeroient preferables.

Au contraire, Laurens Buxi defendeur ſouſtenoit que Arnauld ſon couſin germain bien qu'il fuſt demeurant aux Indes qu'il pouuoit reuenir, qu'eſtant nay en France il ne luy falloit lettre de naturalité pour rentrer en ſon bien, que *eo viuente* ledit chapitre ne pouuoit pretendre aucun droict, *originis domicilium retinebat, non erat peregrinus, nec transfuga*, s'eſtoit retiré en pays allié auec la France, ce n'eſtoit terre ennemie *non erat apud hoſtes nec erat capite minutus, nec deportatus*, qu'ayant eu des enfans maſles *conditio defecerat, euanuerat ſubſtitutio*, enfans qui pouuoient reuenir en France, auoir aiſément lettres de naturalité, ſuiuant l'arreſt de Cenamy, *ſufficiebat cōditionem ſemel de facto extitiſſe etiam in ſeruo deportato, in ciuiliter mortuis*, l'exemple en eſt *in filio naturali, in l. cùm pater*, §. *volo, de legat*. 2. & *filiorum appellatione etiam naturales filios & in ſeruitute conceptos venire, l. Lucius, in fine, de legat*. 2. ſuiuant la l. *cùm pater*, §. *volo, de legat*. 2. en laquelle *filius naturalis in ſeruitute conceptus impedit ſubſtitutionem, idem* en la l. *ex facto*. §. *ſi quis rogatus, ad Trebell. ff*. qui decident la queſtion qui ſe preſente, & *ſufficit conditionem de facto extitiſſe, l. qui hæredem, l. Mæuius, de condit. & demonſtrat. ff*. & neantmoins les enfans d'Arnauld & *de facto* & *de iure ſunt liberi ex legitimo matri-*

monio concepti, *l.* 1. *C. de repud.* voire que venans en France, ayans lettres de naturalité, ſeroient heritiers pour les biens qui ſont en France, ſans eſtre legitimez, & au lieu où ils ſont nés, *ſunt liberi & hæredes* : que *lex peregrinaria* ou des Aubains n'auoit lieu, au pays de droict eſcript, comme l'atteſte Bened. *in cap. Raynutius, num*, 142. *de teſtament.* & Boerius en ſa deciſion 13. que meſme en France il ny auoit aucune ordonnance qui ſe peuſt adapter contre ceux qui s'eſtoient abſentez du Royaume.

Ceſte queſtion ayant eſté demandée aux chambres & ne s'eſtant troué aucun arreſt pour le particulier, par arreſt la ſubſtitution a eſté ouuerte au profit dudit chapitre & les biens ſubſtituez adiugez auec reſtitutiõ de fruicts, du vingt-troiſieſme iour de Decembre mil cinq cens nonante-huict, prononcé le Samedy enſuiuant, Monſieur Louet Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes.

Iugé par cet arreſt, que ceux qui ſe ſont abſentez du Royaume *perpetuæ moræ cauſa pro mortuis habentur*, *amiſerunt iura ciuitatis & regni, de ciuibus facti ſunt peregrini*, ne pouuans rien poſſeder en France, & que leurs enfans nez hors le Royaume *pro non natis habebantur, ad inſtar filiorũ poſt deportationem conceptorum, qui inter hæredes non annumerantur*, *& qui ex teſtamento capere non poterant.*

Ce meſme arreſt a eſté prononcé en robes rouges à la prononciation de Paſques le vingt ſixieſme iour d'Auril, mil cinq cens nonante-ſix Monſieur le Preſident Forget prononçant, voy Rebuffe, ſur le traicté *de liberis naturalibus*, *gloſa* 2. *in fine*, qui approuue l'opinion de Benedicti, & de Boerius.

DE FEMME SEPAREE DE BIENS d'auec ſon mary.

XVI.

D'Autant que pluſieurs couſtumes permettent aux femmes mariees de ſe pouuoir obliger ſans le conſentemẽt de leur maris pourueu qu'elles ſoient ſeparees de biens, l'on

l'on a demandé ce qu'il falloit pour ceſte ſeparation, eſtimans aucuns qu'il ſuffiſoit que ce fuſt par contract ou tranſaction, neantmoins du Moulin en ſes Annotations ſur le cent vingt-deuxieſme article de la couſtume de Montfort deſire que telle ſeparation ſe face par ſentence du iuge *cauſa cognita*, & par partages des meubles de la communauté qui ſoit executé, ce qui eſt aſſiſté de grande raiſon, d'autant que telle ſeparation eſtant de l'honneſteté publique ne doit dependre de la nuë volonté des particuliers, qu'il ſe preſenteroit de grandes fraudes, que la moindre colere de l'vn des deux conioincts emporteroit cõme vne eſpece de diuorce, que de la meſme legereté que telles conuentions ſe feroient, elles ſe de-feroient, ce ne ſeroit que tromperies, auiourd'huy ſeparez, remis enſemble dés le lendemain, ce ne ſeroit qu'vne incertitude, il eſt bien plus raiſonnable, que comme le diuorce qui emporte ſeparatiõ de corps, ne ſe peut faire que par auctorité de iuge d'Egliſe, & non par conuention par le chap. *porro, de diuortijs apud Gregor. cap. litteras, verſic. ſanè in verbis, qui ſine iudicio Eccleſiæ, de reſtitut. ſpoliat. cap. de illa, de diuort.* voy Boucherel ſur le commentaire ſur les Inſtitutes tit. *de nuptijs §. ſi vxor, in verbo, diuortium, canon. ſæculares, 33. quæſtio. 2. priuſquam in iudicio damnentur, ſi vxores ſuas abiecerint, à communione Eccleſiæ & populi cœtu excludantur*, que la ſeparation de biens qui en depend ne ſe puiſſe accomplir ſans cognoiſſance de cauſe du iuge, l'vn ſe faict par l'auctorité du Sacrement de mariage, qui ne conſiſte en conuention des particuliers, l'autre en l'vtilité & honneſteté publique qui ne depend non plus des volontez & contracts des particuliers.

Par arreſt donné au rapport de Monſieur Creſpin en la cinquieſme chambre des Enqueſtes à l'extraordinaire, Chauchefoin partie, iugé qu'vne tranſaction faicte entre mary & femme portant diuorce & ſeparation de biens eſtoit nulle, n'y ayant eu cognoiſſance de cauſe le Lundy cinquieſme iour de Feburier mil ſix cens vn.

DE LA SVCCESSION DE CEVX *qui ne ſont conjoincts que d'vn coſté, auec ceux qui le ſont des deux.*

XVII.

DV Moulin ſur le deux cens quarante-cinquieſme article de la couſtume d'Orleans faict diſtinction des meubles & acqueſts d'auec les propres ès ſucceſſions de ceux qui ſont conjoincts *ex vtroque latere*, d'auec ceux qui ne le ſont que *ex vno*, *vt coniuncti ex vtroque* ſoient preferez aux propres, mais quant aux acqueſts & meubles, *ſiue coniuncti ex vno*, *ſiue ex vtroque*, y viennent egalemēt. & ce qui eſt dict des propres, que c'eſt la couſtume generale du Royaume: & eſt à noter que ceſte reigle *coniuncti ex vtroque*, n'a lieu *vltra filios fratrum*, *ſed tantùm ſtirps lateris, ex quo prædia deſcendunt*, & en cite du Moulin l'arreſt de Villebreſne en ſon Annotation ſur le cent cinquante-cinquieſme article de la couſtume de Blois.

DV STELLIONAT TANT EN *rentes conſtituees, qu'en vente, qu'en obligation.*

XVIII.

DE Launay vend en l'annee mil cinq cens octante-cinq ſoixante quinze liures de rente, y oblige ſpecialement vne tierce partie de maiſon qu'il auoit en la ville de Paris ſcize en la ruë de la Harpe, priſee quatre mil liures, il declare par le contract de cōſtitution, que ladite portion de maiſon n'eſtoit obligee à autre rente ains franche & quite de toutes hypotheques, ſe trouue neantmoins qu'elle eſtoit obligee à vne rente de ſoixante deux liures dix ſols, on luy veut faire rachepter la rente comme faux vendeur pour l'empeſcher il diſoit.

Qu'en matiere de rentes conſtituees *libera & perpetua redimendi facultas erat penes debitorem*, que toute paction qui eſtoit au contraire ou par le moyen de laquelle directement

ou indirectement l'on paruenoit au rachapt de la rente contre la volonté du debteur deuoit eſtre rejectee, qu'il eſtoit fort aiſé & à Paris de faire appoſer telles clauſes encores que l'acquereur ſceuſt l'heritage eſtre obligé, comme il eſt aiſé à iuger de tous debteurs qui ſont mariez, leur bien eſtant obligé aux cõuentions matrimoniales, ou bien quand d'ailleurs l'on eſt obligé, l'on à reſpondu pour autruy, que telles clauſes ſont par trop ſuſpectes, n'eſtãt vray-ſemblable qu'aucun ayant conſerue au monde, negocié, ne ſoit obligé, autrement il faudroit n'auoir oncques contracté, auſſi que les debteurs plus volontiers s'y ſubmettent ſçachans l'vſage du Palais, que l'on les prend pour ſtyle de Notaire, au moins que l'on faict difference *in venditione aut in pignore, in pignore, quando aliunde abundè creditori ſatisfactum eſt*, que ſon hypotheque eſt aſſeuree, il n'y a aucun dol du debteur, nulle intereſt du creancier, la l. 36. *ſi quis in pignore*, au §. final. *verſ. planè de pignorat. act. ff.* en ſemblable eſpece la choſe eſtant obligee à deux dict que *quando res ſimila eſt, & ad modicium æris eſt pignorata dici debebit ceſſare non ſolum ſtellionatus crimen ſed etiam pignoratitiam & de dolo actionem:* que ceſte queſtion eſtoit autant de conſequence, qu'il n'y a Seigneur en ce Royaume qui ne peuſt eſtre ſtellionataire la prenant à la rigueur

Diſoit au contraire le creancier, que n'ayant action pour contraindre ſon debteur pour racheter la rente, qu'il eſtoit hors de toute enuie, ſi l'on deſiroit vne hypotheque aſſeuree, qu'il y auoit grande difference entre ne declarer par le debteur les rentes qu'il doit, obliger ſon heritage à plusieurs creanciers, ou bien affermer au creancier que l'heritage obligé eſt franc & libre: l'vn eſt le cas de la l. *ſi quis in pignore*, & faut imputer au creancier qui ne l'a demãdé, & ſuffiſt au debteur que *amplum habeat patrimoniũ*, qu'il le peut en ce cas obliger pluſieurs fois eſtans ſuffiſant à tous ſes creanciers, mais *ſi falſa enunciatione* il declare ſon heritage franc & quite *dolum committit, & crimine ſtellionatus conuenitur*, par la l. 2. *de crimin. ſtellionat ff. dolo decepit creditorem*, lequel ſans ceſte affirmation euſt cherché ſa ſeureté par quelque couendeur par la l. 15. *& qui nondum. §. final., de pignoribus. ff. qui res ſuas iam obligatas denuò obligãt* en doiuẽt aduertir le creancier,

vt effugiant debitores periculum quod ſolent pati, qui ſæpius res eaſdem obligant, *quanto magis* les debteurs qui auec dol, auec menſonge afferment le contraire. La loy 2. *de crimin. ſtellion.* veut que *hi in crimen ſtellionatus incidant qui rem alij obligatam diſsimulata obligatione per colliditatem diſtraxerunt*, qu'il n'eſtoit defendu aux creanciers d'aſſeurer leurs deniers, que les debteurs ne doiuent faire telles declarations cõtre la verité, s'ils ont *tam amplum patrimonium*, comme le deſire la loy, ils peuuent rachepter: par arreſt de Launay condamné à rachepter dans vn an au rapport de Monſieur Creſpin en la cinquieſme chambre des Enqueſtes le vingt-ſeptieſme Mars mil ſix cens.

Le crime de ſtellionat *in pignore* c'eſt *quando dolo malo, & calliditate debitoris res alteri pignoratæ ſeu obligatæ, diſsimulando & tacendo obligationes, alteri obligantur, aut quando vna eadémque res pluribus obligatur, vel cùm renunciatur res alteri obligatas non eſſe obligatas*. La l. 3. *de crimin. ſtellionat. ff.* eſt plus generale, *ſtellionatus crimen committitur, ſi rem alij obligatam diſsimulata obligatione per calliditatem alij diſtraxerit vel permutauerit, vel ſolutum dederit*, neãtmoins au Palais *bono publico introductum fuit*, & pour la facilité de contracter, que celuy qui oblige ſon heritage à pluſieurs *diſsimulando primas obligationes non conuenitur crimine ſtellionatus*, pourueu qu'il apparoiſſe qu'il y ait des biens ſuffiſamment pour l'aſſeurance du creancier, ce qui a eſté du depuis eſtendu quãd il y a clauſe par laquelle le debteur declare que les choſes ſpecialemẽt obligees ſont franches & quittes de toutes autres hypotheques, auquel cas particulier *hæc concurrere debent*, qu'il y ait biens plus que ſuffiſans pour la ſeureté de contracter du creãcier, ou que le creancier ſceuſt *res alteri obligatas, putà* vn homme marié, vray-ſemblablement tout ſon bien eſt affecté aux conuentions matrimoniales, & ne ſe preſentant autre creãcier que la femme, cela n'eſt conſiderable, pourueu qu'il n'y ait rien d'extraordinaire au contract & que la femme n'emportaſt tout: car touſiours il faut que le bien du debteur ſoit ſuffiſant pour la ſeureté du creancier.

L'autre cas particulier eſt quand le creancier a faict appoſer ceſte clauſe *in fraudem* & pour faire rachepter la rente,

fraude qui ſe prend *ex variys cauſarum figuris*, & la reigle que l'on peut prẽdre en ce crime de ſtellionat pour la plus aſſeuree, c'eſt que toutesfois & quantes que l'on voit clairement que le bien du debteur eſt ſuffiſant pour aſſeurer la debte du creancier, *ceſſat crimen ſtellionatus*, ce qui a eſté introduit par la ſubtilité d'aucuns creanciers, leſquels faiſoient appoſer telles clauſes ſoit de ſpeciale hypotheque, ou que les choſes hypothequees n'eſtoient obligees à autres creãciers, enquoy ils n'auoient aucun intereſt puis que bien de leur debteur eſtoit plus que ſuffiſant pour le deu, & ne pouuoient par ce moyen ſeruir telles clauſes, que pour donner de la peine à à leurs debteurs : aucuns ont voulu diſtinguer de l'obligation à la rente conſtituee, deſirans en la rente plus de ſeureté pour le creancier, qui doit preuoir que la rente peut aller à longues annees, ſans que l'on puiſſe contraindre à rachepter; *non idem* de la ſimple obligation, de laquelle le debteur eſt tenu ſe liberer dans vn temps limité, mais ſoit en l'vn ſoit en l'autre, il eſt raiſonnable que le creancier ſoit aſſeuré. L'on remarque à ce propos ce que dit du Moulin en ſes contracts vſuraires, *quæſt. 7. num. 134.* que *crimen ſtellionatus committit. qui res alienas, vel prioribus hypothecis exhauſtis hypothecauerit*, lequel mot de *exhauſtis*, ſe doit prendre quand l'immeuble du debteur eſt de ſi peu de valeur, qu'il n'eſt ſuffiſant pour garantir l'hypotheque, l'autre eſpece de ſtellionat *eſt in venditione, quando quis rem alienam vt ſuam vendit.* Quand à la punition du crime, en l'vn & l'autre cas ou l'on procede ciuilement, ou extraordinairemẽt, cela depend du dol, de la tromperie & mauuaiſe foy.

Succeſſions iuſques à quel degré elles ont lieu, & ſi elles paſſent le dixieſme degré, *vide s. in littera F. pag. 307.*

SI LES HERITIERS DES SECRETAIRES *taires du Roy partagent noblement.*

XIX.

LE vingt-vnieſme iour de Mars, mil ſix cens trois au rapport de Monſieur Mareſchal en la cinquieſme chambre des Enqueſtes a eſté iugé le procés d'entre les heritiers de defunct Iean Gauchery Secretaire du Roy decedé en l'an mil cinq cens cinquante-neuf, & de Damoiſelle Marie Molé ſa femme, fille de defunct Monſieur Mollé Conſeiller en Parlement decedee en l'an 1560.

Et apres que la queſtion a eſté demandee aux chambres & qu'il ne ſ'eſt trouué aucun arreſt, & veuz les priuileges octroyez aux Secretaires du Roy par les Roys Charles ſixieſme, Louys vnzieſme, Charles huictieſme, Louys douzieſme, & Henry deuxieſme, les vns verifiez au Parlement, qui ne faiſoient aucune mention de la poſterité deſdits Secretaires, les autres de Charles huictieſme verifiez au grand Conſeil en l'annee mil cinq cens ſeptante-ſix ſeulement ſans aucune lettre d'addreſſe ne ſurannation, mais ſur ſimple requeſte preſentee au grand Conſeil par le College des Secretaires, leſquels priuileges par mots exprés, annobliſſent la poſterité deſdits Secretaires.

Iugé que la ſucceſſion dudit Iean Gauchery ſe partageroit roturierement eſtant eſcheuë auparauant la verification deſdits priuileges audit grand Conſeil & ſans que l'on ayt voulu toucher à la validite de ladite verification ou nullité d'icelle, & quant à la ſucceſſion de ladicte Damoiſelle Marie Molé a eſté declaree noble & ordonné qu'elle ſeroit partagee noblement.

Digitized by Google

QVAND LES ENFANS SONT EXCLVS *de ſucceßion pour le delict du pere ou de la mere.*

XX

LE ſeptieſme iour d'Aouſt mil ſix cens quatre, ſ'eſt preſentee vne difficulté en la chambre de l'Edict au rapport de monſieur Beſnard; vn frere & vne ſœur plaidans enſemblement pour la proprieté d'vne terre, la ſœur ayans des enfans, le frere n'eſtant marié, la ſœur pendant le procés entreprend ſur la vie de ſon frere, le procés iugé, deux iours apres, la ſœur par ſon fils aiſné fait tuer ſon frere, la ſœur & les fils ſont condamnez, l'on diſpute la ſucceſſion du frere homicidé, les enfans de la ſœur demandent la ſucceſſion de leur oncle, les couſins germains du frere homicidé ſouſtiennent qu'ils en ſont indignes.

Diſoient les enfans de la ſœur, qu'ils eſtoient nepueux du defunct appellez à la ſucceſſion par la couſtume, & que ſi leur mere auoit failly & eſtoit participante de l'homicide commis en la perſonne de leur oncle, ils n'en doiuent porter la peine, *delicta perſonalia, quiſque ſuos patitur manes, pœna non excedit delictum, non debet aliquis alterius odio prægrauari, filij non peccauerunt, vbi nullum peccatum vbi nulla culpa, ibi nulla pœna*, qu'il n'y a qu'vn cas auquel les enfans ſoient punis pour la faute des peres, *in crimine leſæ maieſtatis, filius non portabit iniquitatem patris* qu'il ſuffiſoit qu'ils n'auoient preſté aucun cõſentement à l'aſſaſſinat commis en la perſonne du defunct leur oncle, c'eſt vne reigle de droict, que *culpa pœnam præcedit.* Vlpian en la l. *Diui fratres, de iure patronat.* a demandé *an aui vel patris delictum filio vel nepoti nocere poſſet*, meſmement en accuſation d'vn crime capital, la queſtion s'eſtant trouuee douteuſe, diſputee par diuers aduis, finablement la reſolution en fut priſe par les plus grands Iuriſconſultes, & decidé que *ex delicto patris filij puniendi non erant, nec nepotes ex delicto aui, nec ex perſona, vel nota patris excludi à bonis auiti liberti, plurium iuris auctorum ſed & Saluij Iuliani ſententiam fuiſſe, delicta ſuos authores ſequuntur*, que l'on accuſe d'auoir conſenty ou

participé au crime ceux que l'on veut exclure de la ſucceſ.
ſion, que s'il ſe trouuoit en droict quelque diſpoſition con-
traire, c'eſtoit en cas particulier *quando fiſco dabatur hæreditas*
comme en la l. *cùm ratio. de bonis damnat. ff.* & encores prenāt
la raiſon de la loy, au §. *præterea* ne parle que *ex his quæ dam-*
natus per flagitium acquiſiuit liberorum portiones augeri non debere,
que c'eſtoit contre toute raiſon en pays couſtumier auquel
il n'y auoit que l'amende au Roy & nulle cōfiſcation, & qu'au
particulier il ne s'agiſſoit *de bonis flagitio vel ſcelere quæſitus à de-*
functa matre, mais de ceux qui eſtoient deferez *à ſtatuto muni-*
cipali ſine facto & auxilio matris defunctæ.

Les couſins germains au contraire, ſouſtenoient que la
raiſon & l'vtilité publique, deſiroient que les enfans fuſſent
priuez, & que leur mere n'ayant eſté meuë d'autre occaſion
que par vne pure auarice d'auoir le bien du frere, que pour
paruenir l'on l'auoit homicidé, il n'eſtoit raiſonnable qu'elle
en amendaſt ny ſes enfans : qu'il y falloit apporter toute ri-
gueur pour deterrer vn chacun à commettre tels & ſi horri-
bles crimes, le ſeul moyen eſtoit d'en oſter la cauſe, le ſeul
bien inuitoit les meurtriers, il les en falloit priuer & leurs en-
fans : autrement s'en trouueroit qui ne craindroient expoſer
leur vie pour enrichir leurs enfans : qu'au temps miſerable
auquel l'on eſt en ce Royaume ſe trouueroit des peres telle-
ment addonnez au profit qui ne craindroient pour enrichir
leurs enfans, faire tuer celuy auquel il ſuccederoient, & en
ce faict particulier *factum patris* c'eſt *factum filij*, comme le
pere euſt eſté priuable du bien, auſſi doit eſtre le fils : que tels
meurtriers eſtant condamnez ne pouuoient tranſporter le
droict de ſucceder à leurs enfans, telles ſucceſſions ne bail-
lent par la couſtume que *iure repreſentationis*, la mere indigne
de la ſucceſſion partant ſes enfans qui la repreſentent, ce ſe-
roit en effect admettre les enfans à profiter du delit de leur
pere, que c'eſtoit le vray cas de la loy, *cùm ratio.* au §. *præterea*
de bonis damnat. ff. vt liberorum portiones non augeantur, de his quæ
damnati patres flagitio acquiſierunt, & ne faut adapter ce mot,
acquiſierunt, aux acquiſitions, ou ce qui ſeroit aduenu par
l'induſtrie du pere, car le Iuriſconſulte parle *de hæreditate* : que
Boërius auoit eſté de cet aduis en ſa deciſion vingt-cinquieſ-
me

me recitant les arreſts donnez en pareil cas : qu'il ſeroit ridicule que tels meurtriers fuſſent priuez de la ſucceſſion, & que leurs enfans y fuſſent appellez. En ce qui eſt du bien des ſucceſſiõs *patris & filiorum vna perſona*, que tout ce que l'on alleguoit au contraire, que *delicta ſuos ſequebantur authores*, cela eſtoit bon *in pœnis corporalibus* s'il eſtoit queſtion punir corporellement les enfans pour le delict de leurs peres il ſeroit indubitable, mais pour le bien temporel qui eſt la ſeule cauſe du delict, que les enfans ne participãs en la peine corporelle du delict ne doiuẽt non plus participer en la cauſe du crime qui eſtoit la ſucceſſion ny en tirer aucun profit: que la ſucceſſion du defunct n'eſtoit aucunement aſſeuree aux nepueuz ſans le faict ou l'aſſaſſinat commis par leur mere : le defunct ſe pouuoit marier, pouuoit auoir des enfans, pouuoit vendre & diſpoſer de ſon bien, comme il en auoit toutes les occaſions pour les mauuais traictemens qu'il auoit receuz de ſa ſœur, tellement que ceſte ſucceſſion en effect ne venant que par le delict de la mere, les enfans n'y deuoient en rien profiter, autrement ce ſeroit inuiter à commettre tels meurtres pour enrichir les enfans, & ſe pourroient promettre tels meurtres que par moyens & voyes illicites, ils pourroient euiter la punition & rigueur de la iuſtice. Que l'on liſoit en la Bible beaucoup d'exemples, qui donnent viſee à punir pour le delict d'autruy, quand pour le crime de Dauid Dieu fiſt mourir tant d'hommes : qu'au paradis terreſtre la poſterité d'Adam a eſté punie : que les enfans ont eſté punis pour le peché des peres; que l'on pouuoit ſuiuant ces exemples pour vn bien public, pour deterrer les mauuaiſes volontez de ce crime, & donner quelque aſſeuré repos à ceux qui ont du bien, qui ont des heritiers preſomptifs de mauuaiſe volonté, priuer ceux qui repreſentent, & qui ſont la meſme image des meurtriers, & ce pourroit dire auec raiſon que tels nepueuz eſtans admis à la ſucceſſion des defuncts ainſi miſerablement occis, que l'on verroit en vne meſme ſucceſſion meſme bien des aſſaſſinez & des meurtriers, *patris & filiorum vna ſucceſsio, vnum patrimonium, continuatio dominij, lex & ratio naturalis vt parentum ſucceſsio & hæreditas liberis addicatur deſiderat.*

Ce qui ſe trouuoit de particulier; c'eſt que le defunct

pendant le procés & apres que l'on eut attenté à ſa perſonne: & à ſa vie, fiſt ſon teſtament allant à la guerre, par lequel il exheredoit ſes nepueux, pour le crime commis par leur mere en ce qu'elle auoit attenté à ſa vie, & inſtituoit ſes heritiers ſes couſins germains, mais par la couſtume inſtitution d'heritier n'auoit point de lieu & debatoit l'on l'exheredation par les meſmes moyens du proces.

Par arreſts les enfans de la ſœur qui auoient commis l'aſſaſſinat priuez de la ſucceſſion, & les couſins germains du defunct, qui eſtoient les plus proches apres les nepueuz, declarez heritiers, les noms des parties, la Comteſſe de la Rochefoucault ayant ceſſion du Seigneur Baconat, Chatezac, du ſeptieſme iour d'Aouſt mil ſix cẽs quatre, Monſieur Beſnard Rapporteur.

Faut noter, que les enfans qui ſont exclus *viuente adhuc matre licèt condemnata per ſententiam*, de laquelle il y auoit appel, & morte pendant iceluy appel ne pouuoient *ex ſuo capite* venir à la ſucceſſion, par ce que le mort ſaiſiſt le vif, & venans à la ſucceſſion par le moyen de leur mere, *iniquum fuiſſet* de ſucceder au defunct homicidé par le moyen de la meurtriere.

Faut prendre la deciſion de cet arreſt par les particularitez, la ſœur heritiere du frere qu'elle auoit faict aſſaſſiner, les enfans de ceſte ſœur venans à la ſucceſſion du defunct, *non tam iure ſuo* que *per repræſentationem matris*, ſœur du defunct, ſœur condamnee long temps apres le meurtre, mais par ſentence de laquelle il y auoit appel, & pendant iceluy decedee, que l'on voyoit le ſeul ſujet du crime auoir eſte le bien, qu'il falloit auſſi que la peine fuſt ſur le bien.

SACS DES PROCES DANS QVEL TEMPS ſe peuuent demander aux Procureurs & Aduocats.

XXI.

SVr la difficulté qui s'eſt preſentee au Palais, en la recherche que les parties faiſoient contre les Aduocats & Procureurs qui ſe trouuent par leur recepiſſez ou autrement chargez des procés, aucuns ont voulu dire & iuger ſur les particularitez ſoit des

troubles, ou de ce qui eſtoit arriué en la maiſon de ceux qui en eſtoient chargez pour y eſtablir vne loy certaine, ſ'eſt enſuiuie l'ordonnance de l'vnzieſme Decembre mil cinq cens nonante-ſept, verifiee en Parlement le quatorzieſme iour de Mars mil ſix cens trois, par laquelle la Cour modifiant ladite ordonnance, ordonne que pour les procés indecis & & non iugez la demande s'en deuoit faire dans les dix ans du iour des recepiſſez des Aduocats ou Procureurs, & des procés iugez dans les cinq ans, & contre les veſues ou heritiers des Aduocats ou Procureurs, ou d'autres ayans droits d'iceux dans les cinq ans, tant des procés iugez qu'a iuger.

VN SECRETAIRE DV ROY VENANT au retraict lignager ſur vn acquereur Secretaire du Roy, & s'il faut rendre les lots & ventes.

XXII.

L'Argentier Secretaire du Roy acquiert par decret la terre de la Foſſe, auant le decret leué vn autre Secretaire du Roy lignager le fait appeller en retraict, qui y eſt incontinent recogneu, en execution l'Argentier demande ſon ſort principal, fraiz & loyaux couſts, entre leſquels il demande les droicts ſeigneuriaux, bien qu'il ne les euſt payez, en eſtant exempt à cauſe de ſa qualite de Secretaire, la terre eſtant au fief du Roy.

L'Argentier diſoit, que du iour du decret le droict luy eſtoit acquis exempt de payer les droicts Seigneuriaux, telle exemption eſtoit entre les profits & emolumens des Secretaires donnez à l'acquereur, concurrence de priuileges ne pouuoit oſter vn droict acquis: que le retrayant n'eſtoit en rien fauorable pour oſter à ſon cōpagnon ce qui luy eſt acquis, qu'il aduiendroit que tel retrayant auroit le profit des droicts ſeigneuriaux & vſeroit de ſon priuilege contre vn Secretaire du Roy, feroit ſa condition meilleure, que tel priuilege eſtoit donné à l'acquereur, & non au retrayant ligna-

Digitized by Google

ger, duquel en tout le priuilege il n'eſtoit parlé. Iugé au contraire le cinquieſme iour d'Auril mil ſix cens ſept en la grand chambre l'audience tenant, Bernage, & Bauſſan, Aduocats des parties, & que le retrayant n'eſtoit tenu rembourſer les droicts ſeigneuriaux, lequel entroit par le moyen du retraict au lieu de l'acquereur & vſoit du priuilege d'exẽptiõ octroyé à la perſonne des Secretaires du Roy : qu'il y auoit difference entre vn don & vne exemption, l'exemption eſtoit au college des Secretaires, autrement que ce ſeroit faire payer les droicts ſeigneuriaux à vn Secretaire qui n'a rien payé, ce combat de concurrence de priuilege de meſme qualité empeſchoit que l'on n'exerçaſt le priuilege l'vn contre l'autre, l'vn *certat de damno vitando*; l'autre *de lucro captando, quoties duæ virtutes ſunt eiuſdem potentiæ, vna ad agendum, altera ad excipiendum, fortior eſt illa quæ ad excipiendum*, que par le priuilege, il ne ſe peut colliger qui ſe puiſſe exercer contre vn autre priuilegié ayant la meſme qualité, que la ſeule qualité de Secretaire & non la perſonne eſtoit la cauſe du priuilege : c'eſt au corps des Secretaires que l'exemption eſt donnee, il y euſt eu plus de difficulté, ſi le priuilege des Secretaires euſt porté dõ des droicts ſeigneuriaux au lieu de l'exemption ſeulement : ce don euſt acquis vn droict à l'acquereur du iour de ſon contract qui ne luy pourroit eſtre oſté, mais l'exemption deſdits droicts, ſe peut plus aiſement eſtendre de la perſonne de l'acquereur à celle du retrayant qui entre en ſon lieu auec la meſme qualité & la vraye cauſe de l'exemption.

SENTENCE DE RECREANCE emporte reſtabliſſement de fruicts.

XXIII.

SEntence de recreance, executee nonobſtant l'appel, & toute audience deſniee à l'appellant qu'il n'ayt reſtably les fruicts, *vide S. in littera R. pag. 636.*

TVTEVR NON SOLVABLE.

I.

Ce a eſté vne difficulté au Palais, ſçauoir ſi les parens qui ont donné leur voix à l'eſlection d'vn tuteur qui ne ſe trouuoit ſoluable, *ſi in ſubſidium* l'on ſe pouuoit addreſſer aux parens, & les biens des parens diſcutez, au iuge pardeuant lequel l'eſlection auoit eſté faicte.

Pour le mineur, l'on diſoit que par le titre *de magiſtrat. conueniendis*, la queſtion eſtoit iugee, que c'eſt la ſeule ſeureté des mineurs, qu'en cela les parens & iuge ne reſpondoient que de leur faict, c'eſtoit les aduertir d'aduiſer de pres à la perſonne des tuteurs, *ſatius eſſet* laiſſer les mineurs ſans tuteur, que donner impunité aux parens, d'en eſlire à leur plaiſir, qui ſeroit en effect mettre toute la ſubſtance des mineurs en la diſpoſition des parens, la loy dit que *hi qui ſucceſsionem ſperant* parlant des mineurs *iidem eam tueantur & protegant*, que ce n'eſtoit ſans occaſion que la loy auoit deſiré vne ſolennité *in datione tutorum*, vne inquiſition precedente, non pour trouuer vn tuteur ſafranier, mais qui peuſt *legitimo modo* regir le bien & perſonnes des mineurs. Nos couſtumes & droict François oſtans *dationes tutorum, & teſtamentarias tutelas*, ont ordonné vne forme plus aſſeuree, pour la conſeruation du bien des mineurs, vne aſſemblee de parens des plus proches, qui peuuent mieux ſçauoir les facultez de celuy d'entre-eux qu'ils eliſent, & quand bien qu'ils n'y auroit parens, vn Procureur du Roy feroit ceſte curieuſe recherche & inquiſitiõ, demanderoit caution comme à vn receueur, qu'outre la theſe generale qu'il y auoit du particulier en ceſte cauſe, le tuteur eſleu eſtoit fils de famille n'ayans aucuns immeubles, que *non erat idonea perſona*.

Les parens au contraire ſouſtenoient n'eſtre tenuz de la fortune & miſere du defunct tuteur, que la diſpoſition du droict n'eſtoit conſiderable, d'autant que *iure Romano nominatores tutorum quaſi vt fideiuſſores tenebantur*, & l'Empereur les

nomme ainſi en la l. *de magiſtratib. conueniend.* qualité qui ne ſe peut rapporter és eſlections de tutelles, *eodem iure inquiſitio neceſſaria erat, & tam extranei quàm affines admittebantur*, mais de noſtre droict il eſt neceſſaire aux parens d'aſſiſter à la nomination & y donner leurs voix, y ſont contraincts, & ſeroit dur que les parens fuſſent reſponſables de leur aduis qu'ils donnent *officio pietatis, naturæ, ſanguinis & affinitatis, officium nemini debet eſſe damnoſum*, ce qu'ils y ſont appellez, c'eſt pour donner leur aduis, appellez *pro conſilio, nullus autem ex conſilio tenetur*, s'il n'y a dol, ou fraude *aut lata culpa*, comme s'ils auoient eſleu & nommé vn notoirement prodigue, non ſoluable, vn diſſipateur de biens, vn interdit; qu'en droict vn tuteur *ſuſpectus dici non poteſt paupertate, ſed tantùm moribus, l. ſuſpectum de ſuſpect. tut.* que les parens cognoiſſans vn homme de bonne vie aduiſé en ſes affaires, le peuuent nommer, eſtant riche en conſcience, que *etiam in cauſa fiſci* les receueurs generaux ne bailloient caution que de mil liures, bien qu'ils receuſſent chaſque quartier dix mil eſcus, que ſi l'on vouloit aſtraindre les parens & iuges de reſpondre des biens & facultez d'autruy, en ſubir vn doubteux euenement, nul n'y voudroit aſſiſter, & voulans prendre les plus riches pour tuteurs feroient preiudice au bien des mineurs, & arriueroit vn inconuenient, c'eſt que les Parens ne voudroient nõmer aucun pour tuteur ſans bailler caution, ce qui ſeroit abſurde *cùm ſit officium neceſſarium.* Par arreſt les parens deſchargez, & ſans deſpens, Monſieur Scaron Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, le huictieſme iour d'Aouſt mil cinq cens quatre-vingt-ſept & prononcé en robes rouges, le quatorzieſme enſuiuant par Monſieur le Preſident Briſſon.

La l. *ſi creditores, de priuilegiis creditorum, ff. ſuſpectus hæres non iiſdem modis, quibus ſuſpectus tutor exiſtimatur, ſi quidem tutorem non facultates, ſed fraudulenta in rebus pupillaribus vel callida conuerſatio ſuſpectum commendat, hæredem verò ſuſpectum ſolæ facultates.*

TVTEVR TESTAMENTAIRE.

II.

IVgé au rapport de Monſieur Boucher, en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, que le tuteur eſleu par les parens eſt preferé au tuteur nommé par le teſtament du pere au pays de droict eſcrit du huictieſme iour de Iuillet 1587.

Tuteur tenu vers ſon mineur pour ne s'eſtre oppoſé à vn decret d'vne terre ſur laquelle le mineur auoit hypotheque, *vide* *S. in littera, D. pag.* 188.

Ce qui ſemble rigoureux veu que ce mal arriue *in rebus proprijs* & aux plus vigilans peres de famille, qu'ordinairement vn tuteur ne ſoit tenu que *ex dolo & lata culpa quia neceſſarium eſt officium, officium gratuitum*, ſans aucun profit.

TRANSACTION FAICTE PAR VN tuteur ſur la reddition de ſon compte.

III.

L'On a demandé, ſi vn tuteur n'ayant rendu compte à ſon mineur pouuoit par tranſaction ſe liberer de l'adminiſtration, qu'il a eue du bien de ſon mineur, & ſi la tranſaction faite auec les mineurs lors eſtant majeurs eſtoit valable. Le tuteur alleguoit la faueur des tranſactions, que *ſapientis erat ſuum perdere & à lite diſcedere*, que l'ordonnance des tranſactions ne donne qu'vn ſeul moyen de les retracter, ſi par dol perſonnel elles ſont faites reiettant toute leſion, qu'il n'eſtoit à propos de s'enquerir *an de re certa, an litigioſa tranſactum ſit*, la l. *in ſumma de condict. indeb. ff.* y reſiſte, *cauſa tranſactionis hæc eſt cùm à lite diſceditur*, & quand bien *de re certa tranſactum fuiſſet*, il faut conſiderer qu'il ne s'agiſt que de fruicts, de meubles, deſquels la libre & entiere diſpoſition appartient à celuy auec lequel il a tranſigé, & *dato* que le tuteur d'euſt par la reddition de ſon

compte, ſi eſt-ce que l'on luy à peu donner, remettre, voire *ex cauſa merè gratuita, quanto magis ex cauſa oneroſa*, comme *ex cauſa tranſactionis*, l'euenement du compte incertain, autant d'articles, autant de debats & de proces, voila la raiſon pour laquelle la tranſaction eſt legitime: ce que l'on tient au Palais qu'en matiere de compte, il n'y a lieu de prouiſion, c'eſt pour ce que tout eſt incertain, de dire que l'on a voulu ſeruir à couuert le mineur, cela luy ſeruiroit s'il n'eſtoit majeur, mais eſtant fait majeur a deu ſçauoir ſur quoy il tranſigeoit, *contractus initio ſunt voluntatis poſtea neceſsitatis*, & tout ainſi que le tuteur ne ſeroit receuable à ſe vouloir departir de la tranſaction pour auoir accordé plus qu'il n'euſt peu deuoir par l'iſſuë du compte: par meſme raiſon ſa partie aduerſe eſt mal fondé ſous pretexte d'vne leſiõ de s'en vouloir departir.

Au contraire, l'on diſoit que ſi les tranſactions eſtoient fauorables la conſeruation du bien des mineurs l'eſtoit dauantage, & pour neant auroit l'on apporté tant de ſeuretez pour defendre les mineurs de l'oppreſſion de leurs curateurs, ſi l'on admettoit qu'vn tuteur peuſt tranſiger auec ſon mineur bien qu'il fuſt fait majeur de l'adminiſtration de la tutelle, que le dol eſt apparent en ce que le tuteur ſeul ſçait ce qu'il y a de bon en ſon compte, ce qu'il doit, ce qui luy eſt deu, celuy auquel il le doit rendre n'en peut auoir cognoiſſance, ſi l'on ne luy baille vn bref eſtat de la miſe & la recepte: ſi en droict l'on a reprouué les tranſactions faites ſur teſtamẽs qui ne ſont en euidence, *l. de his controuerſis, de tranſactionib. ff. l. 1. quemad. teſtam. aperiant. ff.* pour ne ſçauoir & ne pouuoir cognoiſtre ce ſur quoy l'on accorde, pour y auoir plus d'incertitude d'erreur que de conſentement; à plus forte raiſon la conuention faicte ſur vne reddition de compte, qui eſt entierement cogneuë par le tuteur pour eſtre de ſon faict, & du tout incogneuë à celuy auec lequel il tranſige, que c'eſt vn dol perſonnel, vne mauuaiſe foy, que le tuteur eſt ſans intereſt: où il eſt lezé par la tranſaction, & en ce cas il ne doit inſiſter, ou il y a du profit, & en ce cas il l'a ſans cauſe, contre ſa qualite de tuteur, *quæ vt in damno eſſe non debet nec in lucro*, au preiudice de ſon mineur, qualité de tuteur qui emporte auec ſoy vne conſequence neceſſaire de rendre compte, qu'il n'y a aucun

Digitized by Google

aucun ſujet de tranſiger, ne pouuant eſtre reuoqué en doute ſi vn tuteur doit rendre compte: qu'admettant ceſte paction il n'y auroit tuteur qui à la longue ne forçaſt ſon mineur à tranſiger ſur le compte qu'il doit rendre, ce que l'on pourroit tirer à conſequence pour les Receueurs, y ayant identité de raiſon : bref vn tuteur au lieu de rendre compte mettroit ſa partie en tenebres, & en lieu où luy ſeul verroit clair. Par arreſt la tranſaction caſſée ſuiuant les lettres de ce obtenuës & le tuteur condamné à rendre compte, Monſieur Briſard Rapporteur en la cinquieſme des Enqueſtes le vingt-ſeptieſme Nouembre mil cinq cens octante-cinq.

TVTEVR PRENANT CESSION de la debte de ſon mineur.

IIII.

GAbriel Seguyer ayeul de Iean d'Aigremont, & ſon tuteur, prend ceſſion de la ſomme de huict cens liures deuë par le pere de ſon mineur pour reliqua de compte pour la ſomme de quatre cens liures ſeulement, d'Aigremont pretendoit ne deuoir ceſte partie & que ſon tuteur en ayant pris ceſſion en deuoit eſtre priué, bien qu'il fuſt coobligé auec le pere du mineur en la recepte pour raiſon de laquelle ladicte ſomme de huict cens liures eſtoit deuë.

D'Aigremont diſoit que par la diſpoſition de l'Authentique, *minoris C. qui dare tut. vel curat.* le tuteur prenant ceſſion de la debte de ſon mineur eſtoit priuable de la ſomme au profit du mineur, *etiam ſi ceſſio iuſtis de cauſis facta ſit*, *Ioan. Faber* ſur cet Authent. en rend la raiſon qu'il a priſe du Balde en ſon Conſeil deux cens cinquante-huict *ne tutores minorum inſtrumenta ſubſtrahant*, eſtant aiſé à vn tuteur de mauuaiſe conſciēce ſaiſi des titres & papiers de ſon mineur, retirer les quitances, ſe ſaiſir des titres principaux, & trouuer des creãciers de ſon humeur deſquels il prendroit la ceſſion pour peu de choſe : qu'en cas moins fauorable la Cour auoit reprouué toutes pactions, ceſſions & tranſports faicts au profit des

Aduocats, Procureurs & autres adminiſtrateurs concernans le bien de ceux qu'ils ont pris en leur protection & deſenſe, qu'il y va du public : que le tuteur prenant telle ceſſion, ou c'eſt pour profiter au preiudice de ſon mineur, ce qui ne luy eſt loiſible, ou pour le profit de ſon mineur, & ne doit craindre d'accorder *nomine tutorio non proprio*, qu'en tout euenement ce que le tuteur faict *pendente adminiſtratione, in bonis minoris*, ſera preſumé en qualité de tuteur, *maximè cùm de bonis minorum agitur. l. 2. quando ex facto tutorum. ff.*

Seguyer au contraire, que la qualité d'ayeul auec celle de tuteur joinctes enſemble oſtoient toute ſiniſtre ſuſpition : que la rigueur de l'Auth. *minoris.* n'auoit oncques eſté gardee au Palais, *vbi non eſt delictum, ibi ceſſat pœna quæ delicto debet commenſurari* : que les mineurs n'auoient intereſt, ou que leur tuteur ou vn eſtrãger fuſſent leurs creanciers, que la debte legitimement creée ſe deuoit acquiter ſoit à l'vn ſoit à l'autre : que le particulier de ceſte cauſe la rendoit hors des termes de l'Authent. *minoris.* Seguyer auoit intereſt d'acquiter ceſte debte, eſtoit coobligé auec le pere d'Aigremont, *negotium proprium non minoris geſſerat.*

Par arreſt la debte de huict cens liures reduite à quatre cens liures pour laquelle elle auoit eſté cedee, & combien qu'il y euſt vingt ans que le commãdement de payer euſt eſté faict, neantmoins il n'y a eu aucuns intereſts, Monſieur de Grieu Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes du vingt-deuxieſme iour d'Auril mil cinq cens nonante-cinq à l'extraordinaire.

ACQVISITION FAICTE PAR tranſaction pendant la communauté, ſi la femme a la moitié de la choſe acquiſe ou la moitié des deniers.

V.

LA Chaſtellenie d'Azé en Touraine contentieuſe au grand Conſeil contre la vefue d'vn Treſorier ſur lequel elle auoit eſté confiſquee, eſt adiugee par arreſt au donataire du Roy, con-

tre cet arreſt l'on preſente vne requeſte ciuile, pendant laquelle le donataire ſe remarie à la Dame Mareſchale de Coſſé, pendant le mariage l'on tranſige auec la vefue pour la ſomme de vingt mil liures, le donataire decede ſa vefue demande part en ceſte terre, on luy offre la moitié des deniers contenus en la tranſaction, par arreſt la moitié de la ſomme de vingt mil liures adiugee à la vefue.

Fondé l'arreſt ſur ce que la terre auoit eſté acquiſe *ante matrimonium*, que *tranſactio non mutabat primum contractum, per tranſactionem diſcedebatur à lite, lis redimitur, gloſa, in capit. dilectus, in verbo, accepit, de Simo. ext.* dauantage que *renuntiatione litis, dominium non quæritur, ſed tantùm exceptio datur, qua renuntians excluditur, l. poſtquam liti de prædio motæ. C. de pactis.* C'eſt pourquoy en vertu de telles tranſactions ne ſont deubs droicts ſeigneuriaux, n'y a lieu de retraict, quelque choſe qu'ait voulu dire au contraire Monſieur Tiraqueau en ſon liure du Retraict lignager, §. 1. gloſe quatorzieſme, *in verbo*, ou equipollent, num. 64. bien qu'il ne baille l'action que pour l'action, & non pour la choſe que l'on pretend acquiſe, & eſt ſon opinion reprouuee par la gloſe de la l. 1. *in verbo, obtulis, ff. pro ſoceo.* où eſt decidé, que *litis æſtimatio à poſſeſſore facta facit emptionem, modò per tranſactionem hoc actum non ſit, aliâs ſeruatur deciſio l. ſi pro fundo, de tranſactionib. C.* où le Bartole tient que *quoties antiquus poſſeſſor non mutatur antiquum ius per tranſactionem confirmatur, & nouum ius non acquiritur*, Monſieur Boüyn Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes le vingthuictieſme Septembre mil cinq cens octante neuf, Lanſac, le Clerc, & la Mareſchale de Coſſé.

TRANSACTION. FAICTE SVR contracts vſuraires auec ſupplement du iuſte prix ſi elle eſt valable.

VI.

L'An mil cinq cens cinquante trois l'on vend vne rẽte de quatre cẽs liures à raiſon du denier quinze auec ſtipulation de rachepter la rente dans trois

ans, autrement de bailler aſſiette en heritage. En l'annee mil cinq cens cinquante ſix l'on faict vn autre contract par lequel à faute d'auoir rachetéla rente l'on baille les fruicts de la terre de Boullay au lieu de la rente: en l'annee mil cinq cens cinquante ſept on faict vn autre contract parlequel à faute d'auoir obey aux deux contracts, meſme à celuy de l'an mil cinq cens cinquante ſept, d'auoir racheté, l'on vend la terre du Boullay *iuſto pretio*, comme on le pretendoit; en ſoixante quatre vne tranſaction par la quelle *aliquo dato* l'on confirme tous ces contracts.

Celuy qui auoit tranſigé & qui ſe diſoit proprietaire de la terre du Boullay diſoit, qu'és contracts de conſtitution de rente il y auoit clauſes qui vicioient & eſtoient nulles, autres qui ne pouuoient ſubſiſter les contracts neantmoins demeurans, que les clauſes des premiers contracts de rachepter la rente de quatre cens liures ne valoient rien, *ſed non vitiabant actum*, que le contract d'acquiſition de l'an mil cinq cens cinquante ſept a purge tout le vice, la terre acquiſe *iuſto pretio*, qui eſt vne particularité telle qui oſte tout le vice & preſomption d'vſure qui ne peut eſtre *ſine lucro*, clauſe qui purge tout vice *etiam in lege commiſſoria. l. ſi ſundus, §. finali, de pignorib. ff.* tellement que la tranſaction du depuis interuenuë, ç'a eſté ſur choſe licite, non vſuraire, le contract de l'an mil cinq cens cinquante ſept n'eſtant nul, ſe pouuant ſouſtenir pour n'y auoir aucun profit illicite, qui a eſte faict entre majeur capables de contracter, *de re licita*, tranſaction qui a mis celuy qui pretendoit droict en ladicte terre hors de tout interreſt, vendant à iuſte prix ou à celuy auquel d'ailleurs il eſtoit redeuable *ex legitima cauſa*, ou à vn autre, puis que *neceſſaria erat alienatio vrgente are alieno*, tranſaction en tout cas qui a oſté le doute que l'on euſt peu alleguer ſur ledict contract de l'an mil cinq cens cinquant ſept.

Le ſieur de Sourches au contraire diſoit, que telles clauſes de rachepter rentes conſtituees & à faute de rachepter de bailler aſſiette en heritage eſtoient illicites, vſuraires & reprouuees; que par telles clauſes non ſeulement on oſtoit la libre falcuté de rachepter, qui eſt eſſentielle és rentes conſtituees, mais l'on contraignoit vendre ſa terre à la volonte &

diſcretion du creancier,comme au fait particulier vne rente de quatre cens liures a faict vendre vne terre de douze cens liures de rente, de la valeur de douze mil eſcus,& la clauſe appoſee de vendre *iuſto pretio*,n'eſt qu'vne amorce pour attraper le debteur & le faire mettre dans les filets,que le voyant reduict à l'extremité & neceſſité de vendre, auoir l'heritage auec telles pactions qu'il plaira au creancier qui ſe veut aſſeurer de la rente & d'vne vendition d'heritage contre la nature des rentes conſtituees: que ſi l'opinion de du Moulin en ſa 50. & cinquante-vnieſme queſtion des contracts vſuraires auoit lieu, les conuentions qui oſtent ceſte liberté de racheter les rentes conſtituees, rendent le contract vſuraire & duquel l'on ne peut tirer aucun profit, que s'il y en a aucun il le faut imputer au ſort principal,& ce que l'on a limité le profit au dernier douze aux creanciers, ſans que *aliquo caſu nec ſtipulatione* ils le puiſſent exceder *aut in lucro aut commoditate*, ce a eſté en faueur du pauure debteur, lequel autrement *quaſi delectatus iret in ſomnum & per ſuauitatem ſoporis moreretur, quia tunc venenum per omnia membra decurreret & in debitum totum conuerteretur*: que telles pactions eſtans *contra naturam & eſſentiam actus vitiabant contractum*, ne pouuans tels contracts *tranſire in aliud nomen contractus lege prohibente, & quod partes voluerunt non potuerunt*, c'eſt ce qu'allegue du Moulin en ſon liure des contracts vſuraires,num.19. Quant à la trãſaction qu'elle ne peut ſubſiſter pour eſtre interuenuë ſur vſure vice deteſtable *& inter peccata in cœlum clamantia*, en Exode vingt-deuxieſme, & dans laquelle tranſaction a entré de ceſte vſure, de ce profit vſuraire & illicite des premiers contracts, *& modicum fermenti totam maſſam corrumpit*:tranſaction infectee en ſa racine,fondement illicite & ſur lequel l'on ne peut rien baſtir d'aſſeuré, *tale namque vitium nec pactione nec tranſactione extinguitur*; mais il faut rendre ce profit vſuraire, auant que pouuoir rien baſtir d'aſſeuré, *non dimittitur peccatum ſi non reſtituatur ablatum*:il faut rendre le pauure debteur emprisonné és cruelles priſons de ſon creancier en liberté pour pouuoir contracter: liberté qui giſt en la reſtitution de ce profit vſuraire, profit qui ne pouuoit eſtre ſi petit que *totum contractum non afficeret, vt lepra totum corpus*:que comme l'vſure ne ſe

pouuoit eſteindre par preſcription, pour eſtre d'autant plus griefue, *quò diutius infelicem creditoris animam detinet alligatam*, non plus que par conuention, la preſcription eſt la conuention de la loy, l'autre de l'homme: que telles conuentions & tranſactoins auoient eſté reprouuees par deux arreſts, l'vn donné entre Marie de Couſſaye & Pierre de Ioüye appellans des requeſtes & Bonauanture Gaultier ſieur de Pigareau intimé le dix-huictieſme iour d'Auril mil cinq cens ſeptante-trois, par lequel pareils cõtracts de l'an mil cinq cẽs trẽte-vn, trente-trois, & mil cinq cens trente-ſix, confirmez par tranſactio du vingt-deuxieſme Feurier, mil cinq cẽs trente-huict, furent caſſez en entherinant les lettres obtenuës en l'an mil cinq cens ſoixante-ſix, trente deux ans apres, le procés party en la premiere chambre des Enqueſtes entre Monſieur Viole & Monſieur de Thou, & depuis departy en la ſeconde des Enqueſtes, en conſequence duquel auoit eſté donné autre arreſt au rapport de monſieur Paſtoureau en l'an mil cinq cens ſeptante-cinq en la cinquieſme des Enqueſtes entre Terſac & Sanſac, & de ces deux arreſts l'on a tiré vne maxime au Palais, que tranſaction ſur vſure ne vaut: que par les contracts ſur leſquels leſdicts arreſts ſont interuenus les meſmes clauſes de rachepter la rente, & à faute de bailler en aſſiette vendre *iuſto pretio* y eſtoient. La raiſon eſt fort palpable tout ainſi que *ſuper dolo futuro non procedit conuentio, l. ſi vnus, §. illud, de pact. ff. ſic nec tranſactione ſuper futura vſura*, trop bien, peut l'on tranſiger *ſuper præterita vſura, vt ſuper dolo præterito*, mais quand la tranſaction contient l'execution des cõtracts vſuraires & reprouuez *futuram vſuram continet*, eſt fondee ſur vn fondement vicieux qui renuerſe tout *& malæ fidei poſſeſſor eſt qui cõtra leges & edicta mercatur*. Le procés party entre Monſieur du Vair Rapporteur & Monſieur Louet Compartiteur, le huictieſme iour de Iuillet mil cinq cens quatre-vingts ſept, du Boullay, la Saulgere, & de Sourches parties plaidantes.

L'vne opinion eſtant à approuuer la tranſaction, l'autre d'entheriner les lettres, & ce faiſant caſſer la tranſaction & contracts des annees mil cinq cens cinquante-ſix, & mil cinq cens cinquante ſept, en rendant le ſupplement contenu par leſdits contracts, impenſes & meliorations condmané Saul-

gere de ſe departir de la terre,& condãné de Sourches à continuer la rente de quatre cens liures racheptable de ſix mil liures, rendre les fruicts de la terre depuis l'an mil cinq cens cinquante-ſix, ſur ce deduict l'intereſt des deniers portez par leſdicts contracts & tranſaction à raiſon du denier quinze.

L'arreſt de Pigareau, contient ces mots, la Cour euoquant le principal a caſſé & caſſe les cõtracts des rentes conſtituees au profit de Iean Ioüye és annees mil cinq cens trente-vn, trente-trois, & mil cinq cens trente-ſix, declarees és lettres Royaux de l'an mil cinq cens trẽte ſix, & ce ſans auoir eſgard à la tranſaction du vingt huictieſme Feurier mil cinq cens trente huict, a ordonné & ordonne que l'inthimé rentrera en tel droit, poſſeſſion & iouyſſance des terres qu'il auoit lors des conſtitutions deſdictes rentes, condamné leſdicts appellans à rendre les fruicts & les lettres de conſtitution deſdites rentes comme caſſees & de nul effect, en rembourſant le ſort principal deſdites rentes & arrerages leſquels ſeront deduits & precomptez ſur leſdicts fruicts.

FRAVDE RECEVE A VERIFIER PAR teſmoins, contre la teneur du contract, & que l'ordonnance de Moulins n'y a lieu.

VII.

LE Mardy deuxieſme iour d'Octobre mil cinq cens quatre-vingts deux, és grands iours tenus en la ville de Clermõt en Auuergne en la cauſe d'entre Courtin & Breton appellans du Bailly d'Orleans, iugé que l'ordonnance de Moulins qui n'admet preuue par teſmoins de ce qui excede cẽt liures, non plus que de ce qui eſt cõtre la teneur du cõtract n'auoit lieu en faict de fraude allegué contre vn contract de bail à rẽte perpetuelle d'vn heritage, auquel l'on vouloit venir par droict de retraict lignager, le faict eſtant que hors le contract il y auoit eu promeſſe & faculté accordee de rachepter la rente, argent baillé par l'acquereur, eſquels cas il y auoit retraict par la couſtume d'Orleans.

TESTAMENT MILITAIRE EN *pays couſtumier.*

VIII.

LE Lundy douzieſme iour de Nouembre 1582. en la cauſe plaidee aux grands iours tenuz à Clermōt en Auuergne d'entre les filles de Toudes, s'agiſſoit de ſçauoir ſi la fille qui ſe pretendoit eſtre legataire de ſon pere pouuoit verifier par teſmoins la volonté de ſon pere decedé d'vn coup qu'il auoit receu en la ville d'Aurillac, eſtant ſur la muraille en ſentinelle, ayant auant que mourir commencé ſon teſtament qu'il n'auoit peu paracheuer ne ſigner preuenu de mort.

Souſtenant la fille, que la faueur des teſtamens militaires luy donnoit ce droict *in quibus ſufficit quoquomodo conſtare de voluntate defuncti.*

Au contraire l'heritier ſouſtenant que la forme preſcripte aux teſtamens n'auoit eſté gardee, que la couſtume du pays preſcriuoit la forme à peine de nullité, que l'on ne pouuoit dire teſtament militaire d'vn habitant de ville decedé en la ville en laquelle il faiſoit ſa demeure: que l'ordonnance de Moulins empeſchoit la preuue par teſmoins de ce qui excedoit cent liures: par arreſt la fille receuë à faire preuue de la volonté du pere pour les legs par elle pretendu, à verifier par teſmoins la volonté du teſtateur

Du depuis le Parlement ſeant à Tours, en l'annee mil cinq cens nonante-deux le quinzieſme iour de May, en la cauſe d'entre Philippes Rouſſeau & Charles de Gentil & Iean de la Barree, la meſme queſtion s'eſt preſentee au rapport de Monſieur Loüet, pour la validité d'vn teſtament militaire faict en l'an mil cinq cens ſoixante-huict par vn gentil-homme eſtant en l'armee du Prince de Condé, ledit teſtament faict par deuant Notaire qui auoit obmis la ſollennité preſcripte par la couſtume du Bailliage de Sens.

L'on diſoit contre tel teſtament qu'il ne pouuoit ſubſiſter, d'autant que la couſtume declaroit les teſtamēs nuls eſquels

la

Digitized by Google

la ſorme preſcrite n'eſtoit gardee: qu'en païs couſtumier l'on n'obſeruoit les teſtamens militaires, que la couſtume eſtoit generale comprenant tous teſtamens ſans faire diſtinction des militaires d'auec les autres, qu'en tout cas le teſtateur bien qu'il fuſt en l'armee & qu'il euſt pris ceſte qualité par le teſtament, ſi eſt-ce qu'eſtant allé en vne petite ville & pris vn Notaire pour paſſer ſon teſtament *iure militari teſtari noluerat*.

Le legataire qui eſtoit la vefue du teſtateur ſouſtenoit au contraire, que la forme de teſter preſcrite par la couſtume ne comprenoit les teſtamens militaires, ne les ſpecifioit particulierement, que tels teſtamens eſtoient introduits de droict en faueur des gens de guerre, & pour cauſe plus que raiſonnable; pour la neceſſité & vtilité publicque, qu'il ſuffiſoit que le teſtateur ait declaré qu'il eſtoit *in expeditione*, *in caſtris*: que comme par les ordonnances l'on n'a compris les perſonnes priuilegiees par quelques termes generaux qu'il y euſt cõme celles de Moulins pour les quatre mois apres la condemnation l'on n'a compris les Eccleſiaſtiques ny les femmes, par celles de l'an mil cinq cens trente-neuf les mineurs pour la diſcution des meubles, que l'on en doit autant iuger des couſtumes qui ne ſe peuuent adapter aux choſes priuilegiees & receuës par le droict ciuil n'en faiſant nulle mention: par arreſt le teſtament declaré valable comme eſtant militaire & non ſubiect aux ſolennitez requiſes par la couſtume.

L'on diſoit contre tels teſtamens, que les couſtumes ayans preſcrit vne forme aux teſtamens, faicts *ad pias cauſas* de ſoy recommãdables, que les meſmes ſolennitez deuoient eſtre gardees aux teſtamens militaires qui n'auoient plus de faueur. Au contraire, qu'il ſeroit choſe rude & contre toute raiſon, que les couſtumes euſtent voulu aſtraindre les gens-d'armes à des ſolennitez à eux du tout impoſſibles, ne pouuans trouuer *in caſtris nec in expeditione militari* perſonnes publicques, ſoit des Notaires ou Curez qui puiſſent receuoir leurs teſtamens, ce ſeroit reduire les gens de guerre à vne impoſſibilité & les priuer des teſtamens, au lieu de les gratifier en recompenſe du ſeruice qu'ils font au public. *Ioan Fab. ad l. 1. de iur. & fact. ignoran. C.* dict que *milites noſtri temporis iiſdem*

Digitized by Google

gaudent priuilegijs, quando eadem cauſa militat quæ antiquitus, & allegue le Specul. pour ſon opinion, *de Procurat.* §. 1. *verſ. item quid eſt miles.*

Du Moulin ſur la couſtume de Niuernois article treizieſme au titre des teſtamens, num. 2. confirme ceſte opinion, & que *etiam* en pays couſtumier *militare teſtamentum valet ſine ſcriptura & teſtibus probari poteſt.*

DV TESTATEVR QVI A VOVLV que ſon ſecond teſtament ne valuſt, s'il n'y auoit quelques mots particuliers appoſez.

IX.

IL s'eſt preſenté ceſte difficulté au procés d'entre Iean Gaillard & Clement Teſte-fort, au rapport de Monſieur Godard en la quatrieſme chambre des Enqueſtes. Le teſtateur par ſon premier teſtament auoit appoſé clauſe, qu'au cas qu'il fiſt vn ſecond teſtament, il ſeroit de nulle valeur & de nul effect ſi ces mots n'y eſtoient appoſez, *ſurgite mortui venite ad iudicium*, & repetez par trois fois. Il ſe trouue du depuis vn ſecond teſtament reuoquant tous autres teſtamens precedens, ne faiſant neantmoins mẽtion de la clauſe appoſee au premier teſtament, *ſurgite mortui.*

L'on diſoit que *hanc ſibi legem teſtator non poteſt imponere vt à teſtandi libertate priuetur*, que *libera & de ambulatoria erat voluntas*, que *vt pactione aut ſtipulatione reſtringi, impediri aut coarctari non poterat, ita nec teſtamento*, que *in teſtamentis vltima voluntas vera & vnica erat*, que le teſtateur reuoquant tous autres teſtamens il ſçauoit le contenu au dernier qu'il auoit faict, & les mots qui y eſtoient appoſez, qu'il pourroit arriuer vn grand inconuenient voire empeſcher la liberté de teſter, & de reuoquer les teſtamens precedens, *ſcilicet* de faire mettre au teſtateur telles clauſes, tels mots qu'il n'auroit la memoire de les ſpecifier ny declarer, qu'il n'eſtoit neceſſaire d'vne ſpeciale derogation *quando teſtator ſciens & prudens primum teſtamentum reuocauerat* ſuiuant l'opinion de Cujas & Duaren.

Au contraire, que par le moyen de telles clauſes la volon-

Digitized by Google

té du teſtateur eſtoit conſeruee, & s'eſtoit donné vne loy de laquelle il ſe pouuoit deliurer, qui eſtoit du tout en ſa puiſſance, qui ne le priuoit de teſter, au contraire, qui empeſchoit les ſuggeſtions : que la commune opinion des Docteurs auoit ſuiuy ceſte reſolution en la l. *ſi quis in ſuo, de legat. 3. in l. ſi ita ſit ſcriptum, & in l. mihi & tibi, de legat. 1.* Alexandre en ſon Conſeil 7. *lib.* 4. a ſuiuy ceſte opinion, comme eſtãt la commune de tous les Docteurs. La queſtion demandee aux chambres, par arreſt la ſentence du Seneſchal de Lyon a eſté confirmee, par laquelle le dernier teſtament auoit eſté declaré nul & le precedant confirmé, iugeant qu'il falloit derogation particuliere & ſpeciale, l'obmiſſion de laquelle demonſtroit vn manquement de volonté du teſtateur au dernier teſtament, le trentieſme iour de May 1596.

TESTAMENT MVTVEL FAICT par mary & femme, s'il ſe peut reuoquer apres la mort du mary par la femme qui l'a approuué.

X.

LE Mardy cinquieſme iour d'Auril mil cinq cens octante trois, fut pronõcé en robes rouges l'arreſt dõné en la chambre de l'Edict au rapport de Mõſieur de Grieu entre Zacharie Perot & Leonard Bizeul, par lequel fut iugé qu'vn teſtament faict conjoinctement par mary & femme auec don mutuel de tous leurs acqueſts & meubles pour en iouyr par le ſuruiuãt en proprieté, ne ſe pouuoit reuoquer par la femme apres la mort de sõ mary, pour auoir approuué apres le deces ledit teſtament & diſpoſé de partie des acqueſts & pris les meubles ſans auoir faict inuentaire, & fut declaré le ſecond teſtament de ladicte vefue reuocatoire du premier nul, pour n'eſtre plus les affaires de la communauté en leur entier, comme l'on iuge à preſent au Palais c'eſt quand le ſuruiuant s'eſt aydé du teſtament, & en a profité & diſpoſé du profit ne le peut plus reuoquer, encores qu'il offre mettre le tout en ſon entier, *etiam alienata reuocare*; & les mettre en la maſſe. Il y eut propoſition d'er-

Digitized by Google

reur contre cét arreſt au rapport de monſieur de Thurin, & bonne partie de Meſſieurs ayans opiné & s'eſtant trouué contrarieté d'opinions, les parties accorderent & ne fut la propoſition d'erreur iugee.

Et le premier iour de Iuillet mil ſix cens trois plaidans la Marteliere & Mauguin, pour Pierre Deſbois & Philippes Larmé, meſme queſtion s'eſt preſentee en l'audience, Monſieur l'Aduocat general du Roy Marion a ſouſtenu que la commune vſance du Palais eſtoit, qu'vn teſtament faict par le mary & la femme mutuellement ayant eſté executé apres le decés du mary par la femme, pris les meubles, tiré profit & commodité, ne ſe pouuoit reuoquer par la femme ſuruiuante, & fut ainſi iugé par arreſt. Ce qui ſe doit entendre quand le teſtament contient diſpoſition en faueur des enfans, car en ce cas la mere ſuruiuante qui veut diſpoſer au profit d'autres & en autre façon n'eſt receuable, *fauor liberorum id poſtulat*, & n'ay veu encores iuger la queſtion, quand la femme n'ayant enfans veut reuoquer ſon teſtament faict auec ſon mary par elle executé, & duquel elle a receu commodité, offrãt remettre le tout en ſon entier, encores qu'en pays couſtumier l'on ayt eſtimé ceſte forme de teſter mutuellement ſi fauorable, que *etiam exiſtentibus liberis* il ayt eſté iugé, que la reuocation par le ſuruiuant ne ſe pouuoit faire le teſtament ayant eſté par luy approuué, executé & pris profit en vertu d'iceluy, comme en l'arreſt dudit Perot, & nonobſtant les arreſts donnez en ſemblable cas, recitez par maiſtre René Choppin en ſes Commentaires ſur la Couſtume d'Anjou en la premiere partie, ſi eſt-ce qu'au procés pendant en la Cour entre Meulnier & de Combes en la quatrieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Theuin, auquel l'on reuoquoit en doute ſi leſdicts arreſts auroient lieu, quand la femme ſuruiuante qui auoit approuué le teſtament mutuel par elle faict auec ſon mary, pris les meubles & iouy des immeubles en vertu dudit teſtament, auoit au preiudice de ſon teſtament mutuel diſpoſé au profit de l'vn de ſes petits enfans de la moitié d'vne terre & de la ſomme de mil liures, & le procés ayant eſté party, Monſieur de Cheſſé Compartiteur, par arreſt du treizieſme iour de Feurier mil ſix cens ſix

donné en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, iugé qu'au preiudice du premier teſtament mutuel ainſi approuué, la femme ſuruiuante n'auoit peu donner à ſon petit fils, tellement qu'à preſent il ne faut plus diſputer la queſtion iugee ſuiuant l'aduis d'Oldrade en ſon conſeil ,de Benedicti ſur le chap. *Raynutius, in verbo, habens duas, num.* 197.

TABELLIONS PEVVENT commettre à leur charge pour receuoir contracts & teſtamens.

XI.

AV procés d'entre le Moyhier, du Grat & du Viuier, iugé en la couſtume de Chartres qu'vn Tabellion pouuoit commettre en ſon lieu pour inſtrumenter & receuoir teſtamens, bien que la couſtume ne permiſt qu'aux Notaires & Tabellions de receuoir teſtamens ſans parler de leur commis, fondé ſur ce que le Tabellionnage ſe pouuant par ladicte couſtume bailler à ferme ſe peut ceder par commiſſion : mais par le meſme arreſt a eſté iugé que tels commis deuoient preſter le ſerment en iuſtice auant que d'exercer ſur peine de nullité, Mõſieur Loüet rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes le quatorzieſme iour d'Octobre, 1595.

Iugé par le meſme arreſt que les actes receuz par le commis qui auoit exercé quelques annees ſans auoir preſté le ſerment à iuſtice eſtoient valables, ne pouuans les parties qui contractoient deuiner ſi tel commis auoit preſté le ſerment ou non, fondé ſur l'erreur commun ſuyuant la l. *Barbarius Philippus. de offic. Præt.* & la loy premiere, *C. de teſtamentis*, & la l. *Herennius Modeſtinus, de decurionibus.*

Digitized by Google

SI LES SOLENNITEZ D'VN TE-ſtament ſe peuuent verifier par teſmoins.

XII.

LA pluſpart des couſtumes requierent ſolennitez particulieres és teſtamẽs, meſme qu'il en ſoit faite mention en iceux teſtamens à peine de nullité.

L'on a demandé, ſi les Notaires ayans obmis à faire mention par le teſtament de telle ſolennité, ſi la partie eſt receuable à mettre en faict que telle ſolennité a eſté deuë-ment obſeruee & le verifier par teſmoins, voire par ceux qui ont ſigné au teſtament. du Moulin en ſes Annotations ſur le ſoixante-huictieſme article de la couſtume de Sens recite vn arreſt par lequel la Cour n'a voulu receuoir le faict, d'au-tant que pour obuier aux ſuggeſtiõs les couſtumes ont vou-lu apporter ceſte caution, & qu'admettãt le fait ce ſeroit en-trer plus auant en telles ſuggeſtions & ſe ſoubſmettre à la fa-cilité des teſmoins, ioinct que comme les teſtamens ſont fa-uorables & la liberté de teſter grande, auſſi eſt elle ſubiecte à grandes ſuggeſtions, & a eſté trouué plus expediant de pour-uoir à telles ſuggeſtiõs que d'oſter ceſte liberté de teſter qui ſe fait quelquesfois *à moriẽte*, qui eſt detenu d'vne griefue ma-ladie, n'a l'eſprit en telle liberté que l'on pourroit deſirer en celuy qui diſpoſe de tout ſon bien, qui eliſt vn ſucceſſeur en ſa maiſon, qui y eſtabliſt vne loy, que celuy qui ſeroit plein de ſanté & libre de ſon eſprit ne voudroit entreprendre ſans conſeil, & n'y a que telles ſolẽnitez qui puiſſent ſuppleer tels defauts.

EN QVEL CAS EST TENV VN tuteur ſubrogé.

XIII.

EN la cauſe des Minimes & Bons-hommes du boys de Vincennes, l'on à demande ſi le mi-neur qui auoit eu ſon Pere pour tuteur & ſon oncle pour tuteur ſubrogé à l'effect de l'in

uentaire & autres actions, que le mineur pouuoit auoir contre ſon pere & le pere contre le fils, le tuteur ſubrogé ayant faict faire inuentaire des biens de la communauté apres le decés de la mere du mineur, mais ayant negligé d'auoir l'œil ſur les comportemens du pere tuteur qui n'employoit le bien de ſon fils à profit, pere qui eſtoit deuenu à pauureté pendant les troubles, mort en priſon pour ſes debtes, ſi pour ceſte negligence du tuteur ſubrogé & oncle le mineur ſe pouuoit addreſſer contre leſdits Bon-hommes & Minimes detenteurs d'vne maiſon qui auoit appartenu audit tuteur ſubrogé.

Souſtenant le mineur, que tous tuteurs, contuteurs ſoient honoraires ou ſubrogez eſtoient obligez par leur qualité d'auoir l'œil à la conſeruation des biens des mineurs, *tutor à tuendo, tutela, tuitio*, que le tuteur honoraire *vigilare debebat*, en la l. *ſi plures, de adminiſtrat. tut. diſcuſſis tutorum facultatibus qui geſſerunt, tenentur tutores honorarij, ſunt enim obſeruatores & cuſtodes, ſollicitè curare debent quomodo res minorum conſeruentur, & blandiuntur ſibi qui putant honorarios tutores non teneri.* S'il faut prẽdre la ſignification du mot de ſubrogé, qu'eſt-ce autre choſe qu'vn ayde, vn ſecours au mineur, pour la conſeruation de ſon bien, au defaut du tuteur, pour ſuppleer au defaut du tuteur? Que l'acte de tutelle portoit ces mots, ſubrogé pour l'effect de l'inuentaire, pour les actions du fils contre le pere & du pere contre le fils, que ce n'eſtoit faire inuentaire ſi par meſme moyen l'on ne pouruoyoit à mettre à profit la part que le mineur auoit és biens de l'inuentaire, qu'eſtant tuteur aux actions il en auoit vne *vt patrem à tutela tanquam ſuſpectum remoueret*, que tels tuteurs ſubrogez preſtent le ſerment pardeuant le iuge *ad inſtar* des autres, meſmes ſolennitez en l'election.

Les Religieux au contraire diſoient, que comme l'on n'auoit aucune action contre leur autheur qui auoit eſté tuteur ſubrogé, auſſi que l'on ne les pouuoit cõuenir hypothecairement, n'auoit eſté tuteur que *ad certum genus*, à l'effect de l'inuentaire, ce qu'il auoit fidelement effectué: pour les actions, que cela s'entendoit des differens entre le pere & le fils & encontre l'vn l'autre, & non pour la tutelle, qu'il euſt eſté

mal ſeant au tuteur ſubrogé, *patrem vt ſuſpectum remouere à tutela*, n'en auoit aucun ſubiect, que pendant les troubles nul ne ſe fuſt preſente qui ſe fuſt voulu charger de la tutelle, les biẽs de laquelle ne conſiſtoient qu'en cedules, ſur marchands de Lyon, Auuergne, Anjou, & Poictou: que le tuteur ſubrogé ne s'obligeoit que *ad certa & limitata negotia*, qu'il y auoit obey: de le charger *de negligentia* en ce qui n'eſt de ſa charge, qu'il n'eſtoit raiſonnable, ſa condition ſeroit pire que des autres tuteurs, qui ne rẽdent cõpte que de leur adminiſtration mais que le tuteur ſubrogé ne pouuoit rien manier, que *aliud erat in contutoribus & tutoribus honorariis*, qui ſont tuteurs en effect, ſans limitation, que comme le tuteur baillé *in rebus Italicis*, & vn autre baillé *in rebus Galliæ*, l'vn n'eſtoit tenu pour l'autre, non plus que *moribus noſtris* ceux qui ſont baillez aux biens maternels ne reſpondent des biẽs paternels, *quando diuiſa eſt tutela*, il n'eſtoit non plus raiſonnable de vouloir eſtendre la tutelle du tuteur ſubrogé hors les cas ſpecifiez, que l'acte de tutelle bailloit l'hypotheque, formoit l'obligation.

Par arreſt, les Religieux Minimes abſous de la demande & ſans deſpẽs, Monſieur de Grieu Rapporteur en la cinquieſme chãbre des Enqueſtes le ſeptieſme iour de Septembre 1604.

VENDITION FAICTE A DEVX *ſi la l.* quotiens, *a lieu.*

I.

VN pere ayant donné vne terre à ſon fils par contract de mariage ſans luy en auoir actuellement deliuré la poſſeſſion vend la meſme terre cinq ans apres, l'acquereur pretendoit eſtre preferé au fils: par la l. *quotiens duobus, de rei vind. C* eſt dict que *non pactionibus ſed traditionibus rerum dominia transferebantur*, que tant que le pere eſtoit demeuré poſſeſſeur il en auoit peu valablement diſpoſer, que la l. *quotiens* eſtoit gardee en France, comme l'atteſtoit *Guido Papæ decis.* 112. voire *in donatore*, comme *in venditore*, & en allegue vn arreſt donné au Parlement de Grenoble conformement

conformement à l'opinion de *Ioannes And. in ſpeculat. in* §. 1. *de empt. & vendit. verſ. nota quòd ſi res*: qu'il auoit ainſi eſté iugé par arreſt en la troiſieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur le Coigneux: que la diſtinction que le Balde apportoit ſur ceſte loy decidoit le different, *aut ſolo conſenſu, ſola pactione rei transfertur dominium, aut cum traditione: in ijs quæ ſola pactione acquiruntur* la loy n'a lieu, *ſicut in beneficijs in quibus primus in titulo potior eſt in iure, titulus enim ſine poſſeßione plenum ius tribuit*, mais *quando neceſſaria eſt traditio* que la l. *quotiens duobus* auoit lieu, & en ce particulier, celuy qui eſt ſans poſſeſſion *non eſt dominus, non enim nuda pactione dominium tranſlatum fuit*, mais *remanſi penes donantem*.

Le donataire au contraire diſoit, qu'il y auoit grande difference entre les venditions que nous liſons en droict, & celle qui ſe contractent en France pardeuant Notaires, de droict que *ſolo conſenſu perficiebatur emptio pretio accedente, dominij tranſlatio non erat de eſſentia, & perfectione venditionis*, voila pourquoy *res aliena vendi poterat*, & ne deſiroit l'on que l'action prouenant du contract, c'eſt pourquoy la l. *quotiens* eſtoit ſans difficulté, *qui enim vendiderat & non tradiderat, retinebat dominium*: c'eſtoit deux choſes que la vendition & la poſſeſſion, & eſtoit deſiré vn nouueau conſentement du vendeur pour pouuoir par l'acquereur entrer en poſſeſſion, en la l. *ſi ex ſtipulatione, de acquirenda vel amittenda poſſeßione. ff. ſi tibi fundum vendidero, & ſine mea voluntate poſſeßionem accepiſti, pro emptore non poßides, ſed prædo es*. Mais *iure noſtro* que c'eſtoit tout autre choſe par le ſtil cõmun des Notaires; leſquels par leurs clauſes ordinaires deſſaiſiſſoient le vendeur & ſaiſiſſoient l'acquereur de la choſe acquiſe, l'en rendoiẽt le vray ſeigneur & proprietaire, faiſant renoncer le vendeur à tout droict qu'il y euſt peu pretendre, & donnant vne hypotheque ſpeciale ſur la choſe venduë, *quæ in rem potius quàm in perſonam dabat actionem*, & par le moyen de laquelle le droict acquis au donateur luy eſtoit conſerué *in rem ipſam*, & ſans que par vn ſubſequent contract l'on l'ait peu oſter *inuito & contradicente emptore*, par la reigle de droict, *quod meum eſt ſine facto meo ad alium transferri non poteſt*.

La queſtion demandee aux chambres, interloqué ſur la

poſſeſſion pretenduë par le donataire, prejugeant la Cour par ſon arreſt que la l. *quotiens duobus, C. de rei vindic.* ſe gardoit au Palais, Monſieur Petau Rapporteur le vingt quatrieſme iour d'Auril mil cinq cens nonante cinq.

DE LA REIGLE DE CHANCELLERIE, de veriſimili notitia.

I I.

AV procés d'entre Claude Thierry & Godefroy le Roy pour le poſſeſſoire de la Cure de Longues, ſe ſont meuës deux difficultez ſur la reigle *de veriſimili notitia*, l'vne ſi vn reſignatataire ayant eu prouiſion en Cour de Rome pour eſtre pourueu de ladicte Cure & pourueu deux iours apres le deces du reſignãt, la reigle *de veriſimili notitia* annulloit la prouiſion faicte *per obitum reſignantis*, l'autre poſé que la reigle n'euſt lieu *ſi idem eſſet iudicandum* quand il n'y a procuration pour reſigner en faueur mais pour reſigner purement & ſimplement.

Le reſignataire diſoit que la cauſe de la prohibition de la reigle ceſſoit en ce particulier, *non erat votum captandæ mortis.* ne pouuant le reſignataire preuoir aſſeurement le iour du decés du reſignant, *quis ſcit an adijciant hodiernæ craſtina vitæ tempora dij ſuperi?* que le reſignataire auoit eu iuſte occaſion d'enuoyer à Rome, qu'il y a eu legitime interualle depuis le partement du courrier iuſques au iour de la prouiſion, huict iours entiers, *hoc habuit legitimum initium*: en la l. *ſi filius familias, ad Sent. Maced. C. origo obligationis non titulus actionis inſpicitur.* & le Balde à ce propos dit ſur ceſte loy, que *ſi licita eſt obligatio in origine, licita etiam in actibus conſecutiuis*, en la l. *Tutor datus, de fideiuſſoribus, debiti cauſa inſpicienda eſt non quod poſtea accidit*, ne ſçauoit le reſignataire & ne pouuoir ſçauoir *diem neque horam mortis* de ſon reſignant, que ceſte opinion auoit paſſé par l'aduis des plus grandes beneficialiſtes. Monſieur Guymier en la gloſe de la Pragmatique Sanction, *in §. neque in verbo, faciendas, de collationibus*, eſt de cet aduis, ſuiuy par *Philippus Probus* en ſon addition en ce meſme endroict, num. 7. &

opinionem gloſæ amplectitur praxis Galliæ tam in conſulendo quàm in iudicando. Monſieur de Selue a eſté de cet aduis en ſon traicté *de beneficijs, quæſt. 46. tractat. 3.* & Rebuffe en deux endroicts, *in §. declarantes, in verbo præuentionis, in fine, de mandat. Apoſtolicis, in concord. & in praxi beneficiorum, in regula de veriſimili notitia, gloſa 4.* vſant de ces mots, *& ita ſeruatur in regno*: que la deciſion de ceſte premiere queſtion iugeoit la ſeconde, n'ayant celuy qui a procuration pure & ſimple moins d'occaſion d'enuoyer en Cour de Rome, *legitimum initium, iuſta cauſa arripiendi itineris*, qu'il ne falloit iuger l'acte bon ou mauuais pour l'euenemẽt incertain, *careat ſucceſsibus opto, quiſquis ab euentu facta notanda putat.*

Le pourueu par l'ordinaire de ladicte Cure comme vacante *per obitum*, ſouſtenoit au contraire: du Moulin ſur ceſte reigle de Chancellerie num. 52. & Gomes ſur ceſte meſme reigle troiſieſme queſtion ſont d'aduis, qu'au particulier la reigle de Chancellerie *de veriſimili notitia* auoit lieu: que ſi Monſieur de Selue, Probus & Rebuffe ont ſuiuy Monſieur Guymier ç'auoit eſté *vt grues, quæ primam volantem ſequuntur*, que ceux qui *noluerunt iurare in verba Magiſtri* ont eſté pouſſez de grandes raiſons. Qu'en France il y auoit trois reigles de Chancellerie de Cour de Rome qui auoient eſté introduictes à la priere & en faueur des ordinaires, *de infirmis reſignantib. de publicand. & de veriſimili notitia*, ſans leſquelles les ordinaires n'euſſent oncques toleré en France que les prouiſions des benefices euſſent eſté admiſes en Cour de Rome, comme eſtans ſeules conſeruatrices de leurs collatiõs, & demeureroit le Pape pluſtoſt *ſolus ordinarius*, que *ordinarius ordinariorum*, collations *quæ ſunt in fructu & hono[r]ifico & lucratiuo*: que ſi ce que veut pretendre le demandeur auoit lieu, les ordinaires ne receuroient commodité aucune de ceſte reigle *de veriſimili notitia*, Gomes fauoriſant les expeditions de Cour de Rome autant que ſa vacation luy a peu hõneſtement permettre, s'eſt eſtudié en ſon pouuoir ſuiure l'opinion que tient le demandeur; mais ne pouuant reſpondre ny apporter ſolution valable, à ce que l'on feroit produire à ceſte reigle vn effect du tout contraire à celuy pour lequel elle a eſté introduite, oſter aux ordinaires leurs collations au lieu de les leur

Digitized by Google

conſeruer, eſt contrainct de recognoiſtre que ceſte reigle a touſiours eſté gardee en Cour de Rome, & entenduë des vaccations par mort. *ſi quidem generalia verba omnem quamcumque vacationem etiam per obitum comprehendunt*; meſmes en faueur des ordinaires, en conſideration deſquels la reigle a eſté ſpecialement introduite, *nominatim* contre les preuentions de Cour de Rome; & que les plus grands de la Rote ont ſuiuy ceſte equitable opinion. Reigle d'ailleurs en ſoy fauorable, pour obuier à ces ambitieuſes courſes & rapines de benefices. *Secundò* en la raiſon & ſens commun, que le Pape ne peut conferer vn benefice comme vaccant par mort, duquel il ne peut *per rerum naturam* ſçauoir la vacãce; reſignataire nullement fauorable qui oſte ceſte liberté aux ordinaires de pouuoir eſlire vn perſonnage d'honneur pour pouruoir en la place du defunct. Quant aux procuratiõs pour reſigner puremẽt & ſimplemẽt en Cour de Rome, elles ſont fort ſuſpectes & eſt ſe fier beaucoup en vn Banquier, ou ſolliciteur de Cour de Rome qui peut faire tomber le benefice à celuy qui bon luy ſemblera. Que ſi le reſignant veut reſigner purement & ſimplement il a l'ordinaire à ſa porte, qui peut admettre la reſignation : qu'admettant ces ſubtiles inuentions qu'il falloit oſter les ordinaires, car ayant touſiours vne procuratiou en Cour de Rome il ſe trouuera vne prouiſion du iour du decés.

Ces deux queſtions demandees aux chambres pour l'occaſion d'vn arreſt autresfois dõné en la premiere chambre des Enqueſtes vers l'an 1544. qui auoit declaré telles prouiſions nulles : Par arreſt iugé que la prouiſion de Cour de Rome eſtoit bonne & que la reigle *de veriſimili notitia* n'auoit lieu quand l'on enuoyoit en Cour de Rome auec procuratiõ, *quia impetrans iuſtam arripiendi itineris habet occaſionem, multis tamen diſſentientibus propter fauorem ordinariorum, ſed potius vſus communis quàm ratio preualuit.*

LE FRERE VTERIN EXCLVD LES couſins paternels és acqueſts du pere, eſcheuz au fils de cuius ſucceſſione agitur.

III.

Le dix-ſeptieſme iour de Septembre mil cinq cẽs octante deux fut donné arreſt aux grands iours tenus en la ville de Clermont en Auuergne, plaidans Seruin & du Val, en la cauſe d'entre Iean & Louys Narbonet appellans du Bailly de Maſcon, & Charles Mouchet intimé, par lequel arreſt fut iugé qu'au pays de Maſconnois, qui eſt pays de droict eſcrit, le frere vterin eſt preferé au couſin paternel meſmes és acqueſts faicts par le pere reputez propres paternels au fils *de cuius ſucceſſione agebatur.*

La raiſon de l'arreſt eſt que le droict ciuil n'a conſideré la regle *paterna paternis*, ny faict difference des parens paternels pour les preferer aux maternels, *ſed proximiorem vocat hæredem cuiuſcunque ſexus, l. maximum vitium, C. de legit. hæred.* & y eſt plus expres par la loy des douze tables, *quæ proximiorem agnatum hæredem eſſe iubebat.*

DROICT DE VISITATION à argent.

IIII.

Av procés d'entre Iacques Pelé Doyen du Doyenné de Mauges demãdeur contre Guillaume Roullart Curé de Saincte Chriſtine defendeur, le defendeur a eſté cõdamné de payer pour les droicts de viſitation la ſomme de ſoixante quatre ſols & douze ſols *anno pari*, & neuf ſols *anno impari*, encores que le defendeur fiſt offre de payer *paſtum* ſans payer argent, Monſieur Angenouſt Rapporteur en la premiere chambre des Enqueſtes du vingt-troiſieſme iour de Decembre, 1568.

Digitized by Google

VISA.

V.

POur les *viſa* des prouiſions de Cour de Rome & ſi les ordonnances de Bloys & de Meleun ſont gardees prohibitiues de prendre poſſeſſion ſans auoir obtenu *viſa* de l'ordinaire, *vide ſ. in litera P. pag. 517.*

DE LA RENONCIATION AV DROICT *Velleian ſans que l'on l'aye donné à entendre, & de la femme qui vend ſolidairement auec ſon mary ſans renoncer au droict Velleian.*

VI.

AV procés d'entre Perot & la vefue Sainct Yon, qui eſtoit au rapport de Monſieur Ricoüart en la deuxieſme chambre des Enqueſtes, l'on a demandé ſi la femme vendant & s'obligeant ſolidairement auec sõ mary vne maiſon, qui eſtoit le propre du mary pour vn tiers, & de la femme pour les deux autres tiers, la femme ayãt renoncé au Senatuſconſulte Velleiã ſans qu'il fuſt porté par le cõtract que c'eſtoit que le droict Velleian, bien qu'il y euſt ces mots, que luy auons donné à entendre, ſçauoir ſi la femme eſtoit valablement obligee, ſi elle ſe pouuoit ayder du benefice du Velleian, ou ſi elle y auoit valablement renoncé.

Pour la premiere queſtion l'on diſoit, que *vendenti mulieri ceſſabat Velleiani auxilium ſecus intercedenti*, qu'il y auoit grande difference entre l'vn & l'autre, que tel benefice n'auoit lieu *in venditionibus, in quibus mulieres ſuum non alienum gerebant negotium. cùm rei alienæ venditio eſſe poſſit*, que *in venditione emptor mulieris fidem fortunáſque ſequebatur, non aliter empturus ſi mulier non vendidiſſet*, que *in interceſſionibus* l'on diſoit *creditor, debitor, in venditionibus emptor, venditor,* que ce n'eſtoit à l'acquereur de s'enquerir ce que la femme debuoit faire des deniers. *l. ſi mulier. ad Velleian. ff. ignorari poteſt quid poſtea acturæ ſint*, autrement,

quis cum muliere contraheret? & l'on alleguoit vn arreſt recité par du Luc, au dixieſme liure, tit. 5. arreſt 4. qui auoit iugé la queſtion en ſemblable hypotheſe le vingt-troiſieſme Feurier mil cinq cens quarante cinq, entre Ieanne des Iardins & Anne Collignier en la troiſieſme chambre des Enqueſtes, voire en plus forts termes ayant declaré la femme par les contracts que les heritages qu'elle vendoit ne luy appartenoient ains à celuy qui ſolidairement vendoit auec elle.

Pour la ſeconde queſtion l'on diſoit, que quand la renonciation ſeroit neceſſaire pour la validite de l'obligation, que la femme auoit renoncé *cum effectu*, le contract portoit la renonciation & que l'on luy auoit donnee à entendre.

Au contraire pour la premiere queſtion l'on diſoit, que *non tam verba obligationis quam mentem contrahentium & rei veritatem conſiderare debeamus*, ce qui eſt particulierement deſiré *in Velleiano*, en la l. *aliquando*, *ad Velleian ff.* que la femme s'obligeant pour ſon mary eſtoit ſubiette aux artifices ou des marys, ou des creanciers, ou des Notaires, qui deſguiſoient les contracts pour eluder le benefice du Velleian, comme en ce particulier la femme au lieu de la faire directement obliger pour le faict de ſon mary, on luy faict vendre le bien de ſon mary auec le ſien, non pour acquiter ſes debtes, mais celles de ſon mary, en tout cas que les deniers entroient en la communauté de laquelle le mary auoit l'adminiſtration, ſans que la femme y euſt aucune puiſſance; demeuroit d'accord la vefue que *alia erat venditio, alia interceſſio*, & que l'acquereur ne ſe debuoit enquerir *quid poſtea mulier actura erat* des deniers prouenans de la vente, mais que ſe voyant à l'œil par le contract que telle vendition n'eſt qu'vne vraye interceſſion maſquee d'vne vente, qu'en effect la femme s'obligeoit pour le faict de ſon mary, c'eſtoit vne caution interuenante au contract que le tout tournoit *in rem mariti*, qu'en cela *mulier alienum factum gerebat*, *veritas verbis erat præferenda*: qu'il y auoit du particulier en l'arreſt de l'an 1545. c'eſtoit vne femme qui vendoit, icy vne femme mariee, en l'vn le vray cas eſt que l'acquereur n'eſt tenu de s'enquerir *quid ex pecunia actura mulier*, elle peut auſſi bien l'employer à ſon profit,

que le perdre, *non idem in vxore cum marito vendente*, laquelle ne peut auoir les deniers & n'en peut faire ſon profit, au contraire demeurent en la puiſſance du mary comme le reſte de la communauté, & peut l'on dire en pays couſtumier que quelque vente qui ſe puiſſe faire la femme auec ſon mary, *ſocietatis rem gerit* qui eſt à dire *mariti*, qui y a la ſeule authorité.

Pour la ſeconde queſtion qu'il auoit eſté iugé par infinis arreſts, que le Notaire n'ayant donné à entendre à la femme ce que c'eſtoit que le Velleian que la renonciation n'eſtoit valable, d'autant que *iuri quod quis ignorat renuntiare non poteſt*, il faut que *cognitio ſeu ſcientia renunciationem præcedat*, que le dernier arreſt auoit eſté donné en la quatrieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Fauier au mois de Septembre 1595. La queſtion ayant eſté demandee aux chambres par arreſt le contract de vente declaré nul pour le regard de la femme qui n'auoit valablement renoncé, & ordonné qu'elle rentreroit en ſa part des maiſons alienees, & le Notaire condamné en la ſomme de vingt eſcus d'amende pour la faute qu'il auoit faicte de n'auoir donné à entendre le benefice du Velleian du deuxieſme iour de Decembre, mil cinq cens nonante cinq.

La vraye doctrine & diſtinction que l'on a apporté en telle queſtion, c'eſt *de muliere vendente etiam rem alienam*, ou bien *de muliere cum alieno vendente rem alienam primo caſu auxiliũ Velleiani denegatur, cùm intercedentibus non vendentibus mulieribus ſuccurrat Velleianum: ſecundo caſu non tam venditio quàm interceſſio dicitur, ideo mulieribus cum alio rem alienam vendentibus ſuccurritur.*

RENONCIATION AU DROICT *Velleian ſans expreſſion.*

VII.

AV procés d'entre Satrain, Samuel & Deniſot iugé en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Loüet le vnzieſme Ianuier 1597. a eſté iugé que la femme renonçant au Velleian, qui luy auoit eſté donné à entendre qui eſt tel

que

que, &c. ſans que le Notaire euſt paſſé plus outre, que telle renonciation n'eſtoit valable, ne pouuant la femme renoncer à vn droict, s'il ne luy eſt particulierement, & ſpecifiquement donné à entendre, & la queſtion ayant eſté demandee aux chambres s'eſt trouué vn arreſt donné au rapport de Monſieur des Trapes, en la troiſieſme des Enqueſtes, auquel la Cour auoit declaré la renonciation au Velleian nulle d'autant que la minute du contract portoit ces mots, que luy auons donné à entendre qui eſt, &c. combien que la groſſe du contract portaſt l'extenſion ſpecifiant le droict Velleian, d'autant que telle expreſſion ne declaroit à la femme quel eſtoit le droict Velleiã pour n'eſtre preſente lors que la groſſe s'eſcrit. Voy du Moulin en ſes Contracts vſuraires en la queſtion ſeptieſme ſur la fin.

La meſme queſtion iugee en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Boucher au procés d'entre Creſpy, Saguier, Poiſſon, le vingt-troiſieſme iour d'Aouſt mil cinq cens nonante ſeptieſme encores que la groſſe de l'obligation portaſt le contenu au Velleian.

Il ſe trouue vn arreſt au regiſtre des procés par eſcrit du vingt-neufieſme Iuillet mil cinq cens nonante cinq qui contient les moyens des parties, par lequel la Cour enjoint aux Notaires que d'oreſnauant ils donnent à entendre aux femmes qui interuiendront aux contracts & obligations, qu'elles ne ſe peuuent valablement obliger pour autruy meſmes pour leurs maris ſi elles n'ont expreſſement renoncé aux benefices du Velleian & Authent. *ſi qua mulier*, & aux autres droicts introduicts en faueur des femmes, leſquels ils ſeront tenus leur donner à entendre, au cas qu'elles y vueillent renoncer, & en faire mention en leurs minutes ſur peine d'en reſpondre en leur propre & priué nom & d'eſtre condamnez és deſpens, dommages & interreſts des parties, ordonné qu'à la diligence du Procureur general du Roy l'arreſt ſera publié les noms des parties Deniſe Bernard, & Françoiſe Beſſe, Monſieur Pauier Rapporteur en la quatrieſme chambre des Enqueſtes, ſur vn appel d'vne ſentence du Bailly de Colomiers.

A preſent toutes ces ſubtilitez qui ne ſeroient que d'op-

primer les ſubjects du Roy, ſont oſtees par edict verifié en Parlement, le iour de May mil ſix cens ſept, publié le vingt-vnieſme iour de May audict an, & ſe peuuent les femmes obliger valablement & interceder, ſans faire aucune renonciation : lequel Edict a lieu tant pour le paſſé que pour l'aduenir, pourueu qu'il n'y ait arreſt qui ait acquis le droict à la partie.

Voy du Moulin en ſes Contracts vſuraires queſtion trente-huictieſme, qui tient le contraire & que *reſpectu creditoris valet obligatio quæ non eſt interceſſio*, la femme s'obligeant comme principale debitrice, le creancier ne pouuant preſumer que ce ſoit *interceſſio cùm debitoris principalis & interceſſoris alia ſit conditio* : le meſme autheur du Moulin a eſté de ceſte opinion en ſes Annotations ſur la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, article 109. num. 4. neantmoins l'opinion de du Moulin ſe doit entẽdre eſtãt la renonciation au droict de Vellejan faicte, ce qu'il declare aſſez amplemẽt ſur le 245. article de la couſtume de Bourbonnois qui eſt ſpecial *in venditione*.

VSVFRVICT DE TOVS LES propres, legué en pays où l'on ne peut diſpoſer que du quint de ſes propres.

VIII.

LE vingt-huictieſme iour de Nouembre mil cinq cens trẽte-ſept iugé au procés d'entre Guillaume Pinault & Iean Laiſné, que les legs d'vſufruict de tous les propres ne ſe deuoit ſeulement reduire au quint des propres en la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, par laquelle l'on peut diſpoſer du quint de ſes propres, mais ſe doit reduire au quint de l'vſufruict des propres; & la raiſon de cela d'autant que l'intention du teſtateur n'a eſté de dõner aucune proprieté des propres, mais ſeulement l'vſufruit, & que *in legatis non fit extẽſio de vſufructu ad proprietatẽ, quod teſtator voluit non potuit, quod potuit non fecit*, aucuns voulãs reduire le legs au quint des propres. Le procés party en la

deuxieſme chambre des Enqueſtes, & depuis en la troiſieſme chambre, & du depuis departy en la premiere.

SI L'VSVFRVICTIER OV PROprietaire doiuent acquiter le relief ou rachapt.

IX.

L'On a longuement diſputé au Palais, ſçauoir ſi l'vſufruitier d'vn fonds où heritage eſtoit tenu acquicter le rachapt ou relief, ou bien le proprietaire d'iceluy. Maiſtre Charles du Moulin s'eſtant clos & fermé en ſon opinion que *tenetur vſufructuarius, ſicut & alia onera realia agnoſcere. l. hactenus, l. ſed & pendentes, §. ſed & cloacarij, de vſufruct. ff. quæ enim fructus ipſos reſpiciunt ſolum fructuarium concernunt & ſpectant*, & en la l. *quæro, de vſu & vſufruct. legat. ff. indictiones temporariæ, tributa, & aliæ præſtationes ad fructuarium pertinent, releuia autem fructus reſpiciunt, eóſque diminuunt & inter onera realia connumerantur*, & ne faiſoit au contraire ce que l'on diſoit *in doario*, l'heritier deuãt acquiter la doüairiere du relief, *tale namque doarium eſt loco alimentorum*, autrement *alendus non alimenta perciperet*, & eſt ce que la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris article quarantieſme, a voulu dire que la doüairiere n'acquitoit le relief *quod eſt ſpeciale in dote*, & autres raiſons alleguees par ledict du Moulin ſur le §. vingt-deuxieſme de la couſtume de ladicte Preuoſté & Vicomté de Paris, num. cent cinquante ſix, ayant eu pour aduerſaire en ſon opinion Mõſieur Boyer ſur la couſtume de Berry article neufieſme au titre des fiefs & cens, ſe fondant ſur la l. *qui concubinam*, §. *qui hortos*, & la l. *apud Iulianum*, §. *hæres, de legat.* 3. il faut que *legatum ita præſtetur ab hærede, vt haberi & poßideri poßit: & vt vſufructuarius onera realia agnoſcere teneatur*, il faut que *proprietarius eos ſumptus faciat qui ſunt neceſſarij ad poßidendum legatum* ſuiuant la gloſe en la l. *his verbis*, §. *finali, de legat.* 3. *in verbo, danda*, ſuiuie par le Bartole audict, §. *& iſtam gloſam perpetuò tene menti*, dict li, & ſe doit concilier de ceſte façon, la l. *vſufructu relicto. de vſufruct. ff.* & l'vſufruict d'vn fonds feodal legué ne ſe pouuãt poſſeder par

l'vſufruictier ſans payer le relief deu par le decés du teſtateur, *omnia onera & introitus militiæ ab hærede præſtari debent*, comme il eſt porté par ledict §. final.

Ceſte queſtion s'eſtant preſentee au Palais au rapport de Monſieur Spifame entre les Aubris, s'eſt enſuiuy arreſt le Lundy ſeizieſme iour de Feurier mil cinq cens octante ſept à la quinzaine, par lequel l'heritier a eſte condamné acquiter l'vſufruicter du droict de relief, Monſieur de Thou Preſidant.

La meſme queſtion a eſté du depuis iugee en la cinquieſme chambre des Enqueſtes au rapport de Monſieur Petau entre Grenet & Cholet, le vingt-vnieſme iour de Iuin mil cinq cens nonante ſept.

La vraye raiſon pour ces reliefs, c'eſt que l'vſufruictier ne peut iouyr de l'heritage feodal qui luy eſt legué ſans payer le relief qui eſt deu par le decés du teſtateur, & qu'à faute du payement dudit relief le Seigneur de fief peut exploicter le fief & faire les fruicts ſiens, & rendroit par ce moyen l'vſufruict inutile. Du Moulin ſur le vingt-deuxieſme §. de la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris, num. 158. queſtion quarante-huictieſme, diſpute ceſte queſtion de part & d'autre, & concilie l'opinion de Boërius & Chaſſaneus, auec ſa reſolution ou le relief eſt deu auparauant que l'vſufructier ſoit entré en la iouiſſance de l'vſufruict, & que l'vſufructier ne peut entrer en la iouiſſance ſans que le Seigneur de fief ſoit payé de ſon relief, en ce cas c'eſt au proprietaire à le payer & non à l'vſufruictier, *ex gloſa in l. his verbis, §. finali, de legat. 3.* & le Bartole, *in l. quæro, de vſufruct. legato, cùm vſufructuarius aliàs non poſſit habere ius fructuum percipiendorum*, il faut que *fructuario liceat vti frui*, qui eſt l'opinion de Boërius ſur les couſtumes de Berry au titre des fiefs, §. 9. & de Chaſſaneus ſur la couſtume de Bourgongne au titre des fiefs, §. 1. *gloſa 2. in fine*, & eſt l'eſpece particuliere de l'arreſt des Aubris, *idem quando releuium debetur facto proprietarij, putà quando poſt conſtitutum vſumfructum vendit, donat aut permutat proprietatem: aut verò debetur releuium morte naturali proprietarij & tunc vſufructuarius qui iam eſt in poſſeſſione vſufructus debet releuium, vt & alia onera realia, l. ſi pendentes. §. ſi quid cloacarij de vſufructu.*

Digitized by Google

ff. fallit in doario propter alimenta debito, doarium enim eſt loco alimentorum, & valet argumentum à doario ad alimenta, eueniret autem vt in anno releuij doaria ſuis priuaretur alimentis & ſtatutum dans doarium ſeu alia conuentio voluit vt eo pendente doaria debitis nō priuetur alimentis, ideo hoc ſpeciali caſu dominus proprietatis debet releuium patrono non vſufructuaria, idque fauore alimentorum.

Si vn contract de vendition qui eſt à raiſon du denier dix peut eſtre dit vſuraire, *vide ſ. in litera A. pag. 19.*

SI LE SEIGNEVR DE FIEF PEVT changer ſon vaſſal retenant ſon fief.

X.

LA grande liberté que l'on a laiſſee en la diſpoſition des heritages feodaux ſoit de la part des Seigneurs de fief ou des vaſſaux a apporte ceſte difficulté, ſi vn Seigneur de fief pouuoit aliener ſon vaſſal & le tranſporter ſans aliener le fief duquel le vaſſal releue.

En quoy il ſembloit y auoir moins de difficulté que cela eſtoit *in bonis domini*, qui pouuoit diſpoſer non ſeulement de ſon fief mais *de qualibet eius parte*, que meſmes en beaucoup de couſtumes il eſtoit permis au vaſſal ſe iouër de ſon fief, iuſques à demiſſion de foy, ne reſtant plus qu'vn droict pluſtoſt perſonnel, que reel, les Seigneurs de fief en pouuoient autant pretendre, neantmoins du Moulin ſur le deux cens vnieſme article de la couſtume de la Marche, eſt d'opinion contraire *& meritò*, d'autant que c'eſt vn droict reel deu *non ratione perſonæ ſed feudi; & vbi feudum ibi vaſſalus, & vt vaſſalus alium loco ſui non poteſt ſubſtituere retento fundo clientelari, idem in patrono ſtatuendum*, voy le meſme Autheur ſur le §. 1. gloſe 3. de ſes commentaires ſur la couſtume de la Preuoſté & Vicomté de Paris.

De la vefue qui a ſubſtrait quelques meubles apres le decés de ſon mary, & ſi elle peut eſtre conuenuë criminellemẽt ou ciuilement, *vide ſ. in litera. C. pag. 103.*

Si la vefue exclud le haut iuſticier au droict de desherance, *vide ſ. in litera. F. pag. 307.*

Digitized by Google

SI LES HERITIERS DOIBVENT *fournir la vefue d'habits de dueil.*

XL.

AV procés d'entre le Boug curateur de du Bellay, & des Rotroux, l'on a demandé ſi les heritiers doiuēt fournir habits de dueil à la vefue & à ſon train, & le prendre ſur leur part de la communauté ſans que la vefue y contribuë.

Ce qui rēdoit la difficulté c'eſt que la femme a ſon doüaire ſur les biens du mary pour s'entretenir ſelon ſon eſtat pour faire honneur au defunct ſon mary, qu'elle doibt cet hōneur à ſon mary, ce qui ſembloit receuoir moins de difficulté la vefue prenant la moitié de la communauté grande & opulente, comme au faict particulier qu'il eſtoit deu plus de trēte mil liures, jugé neantmoins au contraire que c'eſtoit au heretiers à bailler le dueil à la vefue & à ſon train ſelon ſa qualité, d'autāt que l'heritier eſt tenu de faire enterrer le defunct à ſes deſpens & fournir de ce qui eſt neceſſaire & l'habit de la vefue fait part de la ceremonie, ſoit pour la quarantaine és grandes maiſons ou pour autre ſeruice, ou la vefue doibt ou peut aſſiſter. Boërius ſur la couſtume de Berry au tiltre des couſtumes concernans les mariages & doüaires au §. 5 *in fine*, à ces mots, *& vtilis eſt conſuetudo generalis in toto regno Franciæ*, tient ceſte opinion & que ceſte couſtume generale eſt obſeruee en ce Royaume & atteſtee par le Balde & Paul de Caſtre & autres, par arreſt du May mil ſix cens Monſieur de Meſmes Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes.

Digitized by Google

SI D'VN CONTRACT DE VENTE faict auec faculté de rachepter executee dans la grace eſt deu lots & ventes.

XII.

L'On vend ſa terre auec faculté de la pouuoir retirer dans cinq ans, peu auparauant les cinq ans expirez le vendeur retire ſa terre, le retraict deuëment executé, le Seigneur de fief pretend lots & ventes du contract de vente.

Ce qui luy eſt denié par le proprietaire, qui diſoit que la faculté de remerer eſtant ſtipulee par le contract faiſoit tellement reſouldre & aneantir, voire annuller le contract de vẽte que l'on ne pouuoit dire que c'euſt eſté vn vray contract de vente, *cuius reſolutio pendebat ex ipſo contractu ex conuentione appoſita contractui ortus & interitus in ipſo contractu*, & s'il faut dire *contractus & non contractus*, que les couſtumes qui donnẽt lots & ventes des contracts de vente, ſe deuoient entendre *de vero & perfecto venditionis contractu conſummato*, & non des cõtracts *qui pendebant ex incerto conditionis euentu*, que tels contracts *non tribuebant dominium*, & pour le monſtrer ſi pendant la grace & faculté de remerer, l'acquereur auoit creé quelques rentes, quelques hypotheques, par le moyen du retrait conuentionnel elles ſeroient eſteintes, nulles, comme non aduenuës, par la l. *lex vectigali prædio dicta, de pignoribus.* par ce que tel acquereur n'a oncques eſté Seigneur incõmutable, mais ſous condition, que comme en droict l'on dict, que *non videtur factum, non dicitur factum, ſi non duret factum, non dicitur verſum, ſi non duret verſum*, autant en doit l'on dire *de venditione conditionali, non dicitur venditio quæ non durat*, que *tantùm momentanea eſt, quæ non transfert dominium*, que l'on demeure d'accord que *venditio ſub pacto legis commiſſoriæ vera non eſt venditio.* Auſſi les Docteurs ne veulent que de tels contracts il en ſoit deu lots & ventes, la raiſon *verus non eſt contractus*, au cõtraire *res ſit inempta, ſi Titius meliorem conditionem attulerit*, de meſme *de addictione in diem*, l'on en peut autant dire *in pacto de retrouendendo*, lequel deuëment

executé, la choſe venduë retirée *res eſt inempta, non manet vendi-tio, non eſt contractus.* Faber ſur le §. 1. *de emptione & vendit.* aux inſtitutes, traictant ceſte queſtion ſouſtient que *laudimia non debentur ex contractu venditionis, niſi contractus ſit perfectus & conſummatus omni conſummatione*, que *ſi venditio ſub conditione contrahitur, conditione exiſtente diſceditur à contractu, nihil videlicet factum, emptio nulla fuit*: bref c'eſt vne vendition pour trois ou pour cinq ans, qui n'a auec effect, n'a transferé la proprieté, que *in venditione à minore facta & reſciſa laudimia non debebantur. Idem in læſione ultra dimidiam iuſti pretij, imò* dit du Moulin *laudimia ſoluta repetuntur*: de diſtinguer *in venditione in diem, ſub pacto legis commiſſoriæ*, que l'on pouuoit ſouſtenir par les raiſons meſmes du Iuriſconſulte en la l. 2. *de lege commiſſor. ff. quæ venditio erat pura, ſed ſub conditione reſoluebatur*, & neantmoins du Moulin & Tiraqueau recognoiſſent que *ex his venditionibus nulla iura debebantur*, & n'y a autre raiſon ſinon que *veræ non erant venditiones, nullum ex ijs transferebatur dominium.*

Le Seigneur de fief diſoit au contraire, que *venditio ſub pacto de retrouendendo facta, pura & vera erat venditio, ſed ſub conditione reſoluebatur*, que pour monſtrer que *vera erat venditio*, les Iuriſconſultes auoient deſiré trois choſes, *in vera & perfecta venditione eſt conuentio, numeratio pretij, & traditio, in l. cùm res, de probationib. C.* & quand ces trois marques ſe rencontrent, *vera & perfecta eſt venditio, etiam omni perfectione*, qui eſt l'opinion commune en la l. 2. *quando liceat ab emptio. diſc. C.* c'eſt pourquoy l'on a eſtimé que *venditio ſub eo pacto facta, vt toties quoties ſeſe offerret redimendi facultas* l'on pourroit entrer en la terre, eſtoit vraye & parfaicte vendition, en la l. *ſi ea lege parentes tui, de pact. int. emptor. & vendit. C.* que *ex tali venditione ſub eo pacto de retrouendendo facta mutatur dominus*, le Seigneur de fief à vn autre vaſſal qui iouyſt *de facto*, qui faict les fruicts ſiens, qui eſt capablo de faire la foy & hommage, bailler par adueu, ne ſe peut addreſſer au vendeur, qui n'eit plus poſſeſſeur, vray vaſſal ſur lequel le Seigneur peut confiſquer, que ſi tel poſſeſſeur eſt capable de toutes actions, l'on ne peut reuoquer en doubte que tel contract ne ſoit vne vray e vente, le Seigneur de fief *veros poſſeſſores conſiderat*, & qui

par

par tiltre tranſlatif de proprieté poſſedent les heritages. Faber ſur le §. 1. *de emptione & venditione. apud Iuſtinianum* a reuoqué en doubte ceſte queſtion, & par les meſme raiſons alleguees par l'acquereur, mais quand il conſidere *vim & auctoritatem poſſeſsionis, & quando virtute contractus emptionis ſit rei emptæ traditio*, que le vaſſal iouïſt, il vſe de ceſte diſtinction, *aut partes diſcedunt à contractu ante traditionem, & tunc nulla debentur Laudimia, aut poſt traditionem & debentur*. Que tous ceux qui auoient eſcrit de ceſte queſtion eſtoient tous d'vn aduis. Monſieur Tiraqueau au traicté du retraict conuentionnel. §. 6. gloſe ſeconde, en ces mots, les loyaux couſtemens, s'eſt eſtudié de rechercher l'opinion des Docteurs, qui auoient traicté ceſte queſtion, & au nombre 20. il prend ſa reſolutiõ, que *ab his contractibus venditionum diſceditur propter nullitatem, quia læſio vltra dimidiam iuſti pretij, quia venditio à minore facta ſine decreto iudicis, tunc nulla debentur iura domino*: & en tels contracts l'on prononce par la caſſation, par la nullité, & n'eſt raiſonnable que *ex contractu nullo iura aliqua debeantur*; eſt de meſme aduis *ſi contractus reſoluatur ex pacto legis commiſſoriæ*, & la raiſon *quia non fuit venditio, non mutata poſſeſſio, diſceſſum fuit ab emptione re integra*, mais *quando contractus reſoluitur ex pacto de retrouendendo, tunc deberi laudimia ex prima venditione quæ pura fuit non obſtante eo pacto, & ideo emptor lucratur fructus, alteri poteſt fundum emptum cedere & dominium transferre*. Bertrandi en ſon conſeil 45. du premier liure a eſté de meſme aduis. Du Moulin ſur la couſtume de Paris. §. 23. num. 26. ſe reſoult des difficultez qu'il auoit meuës au §. vingt-deux, & eſt de meſme aduis que Tiraqueau, & perſeuere en ceſte meſme opinion au §. cinquante cinquieſme num. quarante ſept & quarante huict. Les Docteurs ont bien faict difficulté, *ſi ex reuenditione noua iura debebantur*, & aucuns en ont eſté d'aduis, laquelle opinion n'a eſté ſuiuie *cùm potius ſit diſtractus quàm contractus*: & ceux qui ont voulu contredire l'aduis de Tiraqueau & de du Moulin ont mal pris l'aduis de Faber ſur la l. derniere *comm. de legat. C. num.* 10. lequel ne parle *de venditione ſub pacto de retrouendendo*, mais *de venditione nulla*, & ce qui a faict eſtimer qu'il parloit *de pacto de retrouendendo*, ç'a eſté Chaſſaneus ſur la couſtume de Bourgongne au titre des cenſes, §. 7. num. 5. lequel Chaſſaneus en

Digitized by Google

ce cas ne ſuit l'aduis dudit Faber. Qu'il ſe trouuoit vn arreſt donné en la couſtume du Maine prononcé en robes rouges à Noel mil cinq cens octante quatre, recité par Robert *rerum iudicatarum, lib.* 3. chapitre dix-huict, & par Choppin en ſon liure qu'il a faict *de domanio*, *lib.* 2. *tit.* 5. *num.* 7. par lequel auoit eſté iugé, que d'vn contract de vente faict *ſub pacto de retrouendendo* les lots & ventes eſtoient deuës du iour du contract & non de la faculté de remerer expiree, couſtume qui n'admet lots & ventes pendant la grace. Par arreſt iugé que les lots & ventes eſtoient deuës, apres auoir demandé la queſtion aux chambres, Monſieur Portal Rapporteur en la cinquieſme chambre des Enqueſtes, les noms des parties, Perdrigeon & Chappuis.

Et bien que la ſentence qui a eſté confirmee ne ſoit que *interlocutoire*, ſi eſt-ce que la queſtion a eſté iugee & les parties demeuroient d'accord que l'acquereur auoit iouy & entré en poſſeſſion, ledit arreſt eſt du deuxieſme iour de Iuillet mil ſix cens trois.

Boërius en ſa deciſion cent octante deux, num. 39. diſpute la queſtion de part & d'autre, & pour preuue que *non debentur Laudimia*, cite la gloſ. *in verbo. reſolutio. l. Pomponius*, §. *præterea*, *de acquirenda poſſeſsione. ff. reſoluto contractu idem ac ſi actus nunquam fuiſſet, ac ſi venditor dominus ſemper manſiſſet*: tellement que *ex cõtractu qui nunquam fuit cum effectu, non debentur Laudimia*: Manſuerius *contra, tit. de emption. verſ. item in caſu, exiſtimat, ex prima venditione deberi laudimia, non ex ſecunda ſeu reſolutione contractus, idem tit. de locato poſt principiũ*, & ſemble que Boërius ſur la couſtume de Berry au titre de la couſtume des fiefs & cens, §. 18. *circa medium* tienne l'opinion de Faber ſur la l. derniere, *com. de legat. C. Laudimia non deberi.*

Du Moulin ſur le §. treizieſme de la couſtume de Paris, gloſe cinquieſme, num. 12. demande *an re integra liceat contrahentibus ab emptione diſcedere, etiam in præiudicium patroni*, & que *nulla iura patrono debentur*, & ſe reſolut que *ſtatim ſub ſolo conſenſu contractu facto acquiſitum eſt domino ius retractus vel quinti pretij, ſed reuocabiliter, quia ſi re integra contrahentes mutuo conſenſu diſcedant nihil debetur domino, nec ex diſtractu quia ex proprio & vero diſtractu nihil debetur, nec etiam ex contractu, quia habetur pro infecto*

Digitized by Google

iure communi permittente, ſcilicet vt re integra contrahentes poſsint à contractu diſcedere, cui iure conſuetudo non derogat.

Si en contract de vente le reuenu de la choſe acquiſe eſtant au denier dix, l'on peut dire qu'il y ait vſure, *vide S. in littera A. pag. 19.*

SI LA VEFVE EXCLVD LE FISQVE en la ſucceſsion du mary eſtranger.

XIII.

C'Eſt choſe aſſez notoire & qui ſe trouue iugee par plusieurs arreſts que la vefue exclud le hault iuſticier en la ſucceſſion de ſon mary decedé ſans heritiers, *vide S. in littera F. pag.* 307.

Mais l'on a demandé ſi la vefue d'vn eſtranger decedé en France auoit ce meſme droict *contra fiſcum.* La raiſon de douter eſtoit qu'il auoit eſté iugé, que le titre *vnde vir & vxor,* auoit lieu contre le hault iuſticier, que la vefue l'excluant, *idē ſtatuendum erat* contre le fiſque, qu'il n'y auoit plus de raiſon en l'vn qu'en l'autre, que le haut iuſticier pretēdoit ce droict comme eſtant ſon fief originairement venu de la couronne, *à qua feuda in regno primùm ſumpſerunt originem,* qu'il en auoit retenu ceſte marque, neantmoins il s'obſerue au contraire. & que *fiſcus excludit viduam in bonis extranei defuncti in Regno.* Conan a eſté de cet aduis, *lib. 9. qui teſtam. fac. poſſ.* & s'ayde de l'opinion de Benedicti, *in cap. Raynutius, verſic. Rex omnia bona occupat iure, num.* 1042. & eſt de cet aduis. Bacquet en ſon traicté qu'il a fait du droict d'Aubeine, chap. 33. & Choppin en ſon liure *de Domanio, lib. primo,* chapitre 12. num. 9.

XXXx ij

FIN.

Digitized by Google

TABLE ALPHABETIQVE
DES MATIERES PRINCIPALES
CONTENVES EN CE RECVEIL de notables arreſts.

A.

Age de Majorité en Aniou à vingt ans. p.114

Aage pour tenir vne prebende. p.258. & ſuiuant.

Aage requis pour tenir vn benefice Sacerdotal de fondation. p. 31. 32. 33. 34.

De l'Abbé, & ſi à ſon preiudice le Religieux peut diſpoſer. p.601. & ſuiuant.

Acceptation de donation. p.143.

D'Acceptation de donation ſans pouuoir ſpecial p. 228.

Achapt auec faculté de remerer. p.19. 20.

Si l'Acheteur a recours de garantie quand ſciemment il a acheté le bien d'autruy. p. 17. 18.

Acqueſts. page 1. 2. 3.

Acqueſts peuuent eſtre dõnez par celuy qui a des propres. p. 208. 209.

Des Acqueſts & prix d'iceux lors qu'on fait remploy des propres. p. 583.

Des Acqueſts, & qu'on ne peut diſpoſer que du tiers d'iceux, ſi on n'a propres. p. 558.

Des Acqueſts faits conſtant le mariage ſituez en diuerſes couſtumes. p. 72.

Acquiſitiõ de l'heritage qui n'appartient au vendeur. p. 17 & 18.

D'Acquiſition faicte par tranſaction durant la communauté. p. 676 679.

D'Acte d'heritier. p. 342. & ſuiu.

Si vn Acte ſuffiſt pour eſtre en poſſeſſion de preſenter à vn benefice, ou le conferer. p. 509. & ſuiuant.

Les Actes probatoires demeurẽt l'inſtance eſtant perie. p. 544. 545.

Actiõ cedee pour droict litigieux p. 62. 70.

Action criminelle, ſi elle ſe preſcrit par 20. ans. p. 119. 120.

Action hypothecaire. p. 336.

Action perpetuee par conteſtation. p. 506. 507.

Action pour dixmes Eccleſiaſtiques. p. 183.

Actiõ pour euictiõ de legs. p. 426.

Action prouenant du delict, ſi elle ſe donne contre l'heritier. p. 24. 25.

Adiournement donné dans l'an & iour en retrait lignager. p. 14.

D'Adiournemẽt faict à la reque-

ſte d'vn mineur ſans ſon curateur. p. 444.
Aduocats & Procureurs comme deſchargez des ſacs. p. 670. 671.
Aiſné s'il paye plus des debtes que les puiſnez p. 158. 159. & ſuiuans.
De l'aiſné & ſon preciput où il y a moulin. p. 453.
Aiſneſſe ne peut eſtre oſteeà l'aiſné, & donnee au puiſné p. 272. & ſuiuans.
Si Aiſneſſe a lieu en partage du domaine du Roy engagé. p. 183 & ſuiuantes.
Alienation de bien de mineur ſans diſcuſſion. p. 5.
Alienation de dixme infeodee. p. 150.
Alienation du dot de la femme. p. 153.
Alienation forcee pour le bien public. p. 60.
Alimens de baſtards. p. 4.
Alimens preferez à autres debtes. p. 23.
Amende par faute de payement du cens. p. 8.
Ameubliſſement des propres. p. 546 547.
Ameubliſſement d'immeuble en faueur de mariage faict par mineur ſans ſolennité. p. 440. & ſuiuantes.
Amortiſſement de l'heritage dóné à gens de main-morte. p. 16.
Annee quand doit eſtre commécee pour la partition des fruits. p. 15.
Anticipation de ferme de bien d'Egliſe. p. 35. 36.
Apoticaires preferez à tous creáciers. p. 92. 93.
Appel doit ſuſprendre le decret. p. 253.
Appel perimé. p. 505.
Appellations verbales ſi elles ſe periment. p. 502. & ſuiuantes.
Arbitres & du compromis pardeuant iceux. p. 58. 59.
Arrerages de rentes ou penſions deuës par vn benefice, de quel temps peuuent eſtre demandez. p. 21. 22.
Arrerages deubz par vn tiers detenteur. p. 7.
Arreſt interlocutoire & du rembourſement des fraiz d'iceluy. p. 141.
Arreſts ne doiuét eſtre executez par les Conſeillers des Requeſtes. p. 84. 85.
Aſſault de ville, & rançon de pluſieurs habitans d'icelle. p. 587. 588.
Aſſiſter à iugement de mort, s'il faict vacquer le benefice. p. 26.
D'aubaine & desherences. p. 193.
Aubains & de leur ſucceſſion. p. 22. 23
Auctoriſation d'vne femme mariee n'eſt neceſſaire quand elle contracte pour la deliurance de ſon mary comme ſa procuratrice. 8. 9. 10. 11. & 12
Auctoriſation neceſſaire en donation faicte par femme mariee p. 362
Si l'augment de dot eſt donation ſubjecte à inſinuation. p. 391. & ſuiuantes.
Si l'ayeule peut donner à aucuns de ſes petits enfans d'vne branche. p. 229. 230

B.

BAil à ferme de bien d'Egliſe faict par anticipation. p. 35

Digitized by Google

Bail à réte caſſé pour leſion enorme p. 50

Bailleur prefere aux creanciers du preneur pour les fruicts de la ferme. p. 283. & ſuiuantes.

Des Bancs d'Egliſe. p. 276.

Bannalité de moulins. p. 446. 447. 448.

Banniz s'ilz peuuent agir. p. 56.

Des Bans & default de publication d'iceux en mariage. p. 435. & ſuiuans.

Si le Baſtard peut demander ſes aliments. p. 4. 5.

Des Baſtards & donation à eux faicte. p. 138. & ſuiuans.

Des Baſtimens nouueaux faicts par l'emphytheotaire. p. 277. & ſuiuantes.

Des Baulx à loyers des boutiques de la Sale & cour du Palais. p. 455. 456.

Benefice decreté apres la reuocation de la donation ou fondation. p. 141.

Benefice d'inuentaire. p. 331. & ſuyuantes.

Benefice d'inuentaire non admis en communauté. p. 174.

Benefice d'vn ſeruiteur éleué par ſon maiſtre, reſigné ſans ſon conſentement. p. 37.

Benefice en regale conferé en faueur. p. 613.

Benefice & des fruicts d'icelle à qui ilz appartiennent apres le decés du titulaire. p. 294. 295.

De benefice & penſion creée ſur iceluy. p. 535. & ſuiuantes.

De benefice, & ſi les fruicts peuuent eſtre retenuz par le reſignant. p. 300. & ſuiuantes.

Du benefice & ſucceſſeur en iceluy. p. 652.

Benefice reſigné en extremité de maladie. p. 45. 46. & ſuiuan.

Benefice Sacerdotal de fondation. p. 31. 32. 33. 34.

De benefice tenu en confidence. p. 39. 40.

Benefice vaccant pour auoir aſſiſté à iugement de mort. p. ib.

Des Benefices affectez aux habituez & muſiciens, & ſi on les peut reſigner. p. 325. 326.

Benefices doiuent eſtre exprimez és prouiſions de Cour de Rome. p. 28. 29. 30.

Benefices, & du poſſeſſoire d'iceux. p. 40.

De Benefices & reintegrande d'iceux. p. 589. & ſuiuantes.

En benefices permutuez, ſi la reigle des 20. iours a lieu. p. 549 550.

Beneficié quels arrerages doibt des rentes ou penſiõs deuës ſur ſon benefice. p. 21. 22.

Beneficiers nommez, & de leur capacité. p. 56.

Biens cedez. p. 70

Bien d'autruy acheté ſciemment, s'il y a recours de garentie. p. 27. & 28.

Bien d'Egliſe baillé à ferme par anticipation p. 35. 36.

Bien de mineur alienė ſans diſcuſſion. p. 5.

Biens ſubſtituez, quand ſubiects au doüaire. p. 173. 174.

Si Biens de la communauté peuuent eſtre donnez au preiudice de la femme. p. 212.

Bonnet verd en ceſſion de biens p. 136.

De la Bonté de la monnoye p. 572. 573.

Des Boutiques de la Cour du Pa-

laiſs ſi ſont meubles ou immeubles.p.455.456.
Boys de 20 ans appartenāt à l'Egliſe comme doibt eſtre vendu.p.27.

C.

CAnonique portion.p.121.
de Canonique portion.p.233 & ſuiuantes.
Capacité des nommez aux benefices.p.36.
Cardinaux & de leur indults. p. 50.51.
ſi Cas fortuit peut faire changer de volonté.p.105. & ſuiuantes.
Caſſation du bail à rente pour leſion. p. 50.
Cauſes poſſeſſoires beneficiales. p.40.
Caution n'ayāt que meubles eſt inſuffiſante.p.67.
Cedule recogneüe de quand emporte hypotheque.p.336.
de Cedule recogneüe par deuant le Iuge d'Egliſe.p.362.363.
Cens doibt eſtre payé, & à faulte de payement y a amende. p.8.
De Cens & retention d'iceluy. p. 575.576.
Si Cenſiue ſe peut preſcrire par cent ans. p.76. 77. & ſuiuantes.
Des Cenſiues acquiſes par le Seigneur feodal en ſon fief.p.286. & ſuiuantes.
De Centenaire preſcriptiō. p.76. 77. & ſuiuantes.
Si le Certificateur & le fideiuſſeur iudiciaire peuuent eſtre contraincts ſans diſcuſſion. p.308. 309.
Ceſſion d'actions de droict litigieux.p.62.70.
De Ceſſion d'actions au coobligé qui rachete rente. p.572.
Ceſſion de biens.p.70.
Ceſſion de biens & du bonnet verd.p.136.
Ceſſion de debte au tuteur cōtre ſon mineur.p. 677. & ſuiu.
Ceſſion du fermier.p.137.
De Ceſſion faicte par le creancier apres l'obligation acquitee.p.110.111.
Ceſſion generale d'actions ſi elle compréd les reſcindans & reſciſſoires.p.68.69.
Du Ceſſionnaire qui ne s'eſt oppoſé au decret s'il peut agir contre ſon cedāt qui a promis garentir fournir & faire valoir. p.310.& ſuiuantes.
Champart, & du droict d'iceluy. p.75.
Si Chāpart ſe peut preſcrire par cent ans.p.76.77.& ſuiuans.
Changement de vaſſal. p.705.
Chātres de la Chappelle du Roy, & de muſique s'ilz gaignent franc.p.98.99.100.
Chappelle du Roy, & de ſes chātres.p.98.99.
Chemin & droict d'iceluy. pa.56. 57.58.
Cheualliers de Malte. p.67.73. 74.
Cheualiers de Malte exempts de dixmes. p.231.
Chirurgiens preferez à tous creanciers. p.92.93.
Si Choſe litigieuſe ſe peut aliener & preſcrire. p.424.425.426.
Ciuile mort. p.90.
Clauſe de fournir & faire valoir en eſchange.p. 289.
De la Clauſe de fournir & faire valoir dont le ceſſionnaire ſe

Digitized by Google

veult ayder contre ſon cedant. p. 310. 311. & ſuiuantes.
De la Clauſe, la femme renonçant à la communauté doibt reprendre ce qu'elle a apporté, ſi elle a lieu aux enfans. p. 318 319.
Des Clauſes penales ou reſolutiues des contracts. p. 559. 560.
De la cognoiſſance d'vn concordat entre Eccleſiaſtiques. p. 115
Des Commandes ſeculiers. p. 41. 42. 43. 44
Commencement d'annee pour la partition des fruicts. p. 15
Commis de Tabellions. p. 689.
Commiſſaires doibuent ſigner l'exploict d'eſtabliſſement ou eſtre interpellez. p. 261
Communauté acceptee par benefice d'inuentaire. p. 134
Communauté continuee par default d'inuentaire. p. 93. & ſuiuantes.
Communauté d'entre mary & femme par quelle couſtume doibt eſtre reglee. 63 64. 71.
De Communauté & renonciation à icelle. 304
Communauté entre mariez, dont l'vn delinque. p. 186. 187
De la Communauté & renonciation a icelle apres la ſubſtraction. p. 561
Communaté & ſi le don des biens d'icelle peut eſtre faict au preiudice de la femme. p. 212
Complainte n'a lieu ſans poſſeſſion. p. 68
Compromis faict par vn tuteur. p. 60. 61. 62.
Compromis par deuant arbitres. p. 58. 59
Cõcordat entre Eccleſiaſtiques, & qui en doibt cognoiſtre. p. 115
Du Concordat non omologué. p. 112
Condamnez par contumace s'ils peuuent ſucceder. p. 90
Condition de ſe marier & du don à ceſte condition. p. 429
Pour conferer vn benefice ſi vn acte ſuffiſt. p. 509. & ſuiuantes.
Confeſſion faicte en iugement. p. 101
Confidence de benefice. p. 39. 40
Confiſcation à qui appartient. p. 101. 102
En Confiſcation de biens, ſi le Seigneur eſt tenu aux debtes du delinquant. p. 127. & ſuyuantes.
Si en Confiſcation de biens pour le delict du mary, la part de la communauté y vient. p. 126. 127. 128. & ſuyuantes.
Congez de faulx donnez en l'audiéce comme ſe iugent en premiere inſtance. p. 135
Congrue portion. p. 121. 233. & ſuiuantes.
Conſeiller de Parlement diſpenſé de faire foy & hommage en perſonne. p. 291
Conſeillers de la cour gaignent les fruits de leurs benefices faiſans ſeruice au Roy. p. 86. 87. & ſuyuantes.
Conſeillers de la cour ne ſont exempts de la contrainte par corps apres les 4. moys. p. 96. 97.
Des Cõſeillers de la Cour & s'ils ſont nobles. p. 493.
Conſeillers des Requeſtes ne peuuent

peuuent executer les arreſts de la Cour. p.84.85.
Conſentemẽt du tuteur en iugement, & ſi le mineur s'en doibt faire releuer. p.68
Conſignation de deniers. p. 65. 66.
Conſignation de deniers. p.123. 124.125.
De Conſignation en retraict lignager. p.598.
Continuation de communauté à faute d'inuentaire non faict. p. 93. & ſuiuantes.
En Contract d'achat auec faculté de remerer s'il y a vſure au denier dix. p.19.20.
D'vn Cõtract de vente gratieuſe ſont deubz lots & vẽtes. p.707 & ſuiu.
Contract faict par femme mariee pour la deliurance de ſon mary cõme ſa procuratrice ſans auctoriſation eſt valable. p.8.9.10 11.& 12.
En Contract gracieux quand cõmencent les 10. ans de reſciſiõ. p.612.
De Contract pignoratif de la terre vendue plus qu'elle ne vaut. p.498.499.
De Contract pignoratif n'ayant les trois marques. p. 497.498.
En Contract pignoratif ſi l'on peut contraindre à rendre le ſort principal. p.494.& ſuiu.
Du Contract pignoratif quand le creancier iouyſt par ſes mains. p.548.
Des Contracts & clauſes penales & reſolutiues d'iceux. p. 559. 560.
Des Cõtracts pignoratifs. p.488. 489.490.& ſuiuant.
Contracts vſuraires & tranſactiõ ſur iceux. p.679. & ſuiu.
Contrainte par corps apres les 4. moys a lieu contre les maiſtres des Requeſtes & Conſeillers de la Cour. p.96 97.
Contre lettres en contract de mariage. p.91.92.
Si Conuention ſur les biens d'vne heredité emporte acte d'heritier. p.342.& ſuiuantes.
Conuention de mariage non ſubiecte à inſinuation. p.252.
En Conuentions de mariage ſi la renonciation au Velleiá eſt neceſſaire. p.197.198.199.
Si Conuẽtiõs de mariage ſe peuuent reformer. p. 430. & ſuiuantes.
Du Coobligé qui rachete vne rẽte auec ceſſion d'actiõs du creancier. p.572.
Coupe de boys de 20. ans appartenant à l'Egliſe. p.27.
Courtiſans & de leur domicile. p. 73.
Couſin paternel exclus par le frere vterin és acqueſts du pere. p.697.
Couſtume de quel iour doibt eſtre obſeruee. p.75.76.
Couſtume quelle on doibt ſuyure en offres de foy & hõmage p.121.122.
Quelle couſtume doibt eſtre gardee s'agiſſant de la qualité de la perſonne. p.114.
Quelle Couſtume doibt regler la communauté d'entre mary & femme. p.63.64.71.
Si la Couſtume prohibitiue d'aliener a lieu au droict de ſherences ou d'aubaine. p. 193.
Si aux Couſtumes eſt derogé

par l'ordonnance des inſinuations p 258.
Du Creancier oppoſát aux criees pour rente deuë ſur l'hoſtel de ville de Paris au prejudice de la ſurſeance, p.112 113.
Du Creancier qui cede ſes actiõs au coobligé qui rachete rente. p.572.
Creanciers d'alimens preferez aux autres.p.23.
Creanciers du fils cõdemné s'ilz ſe peuuent addreſſer aux biens du pere decedé apres la condemnation.p.90.
Creanciers peuuent empeſcher leur debteur de renoncer en fraude deux à vne ſucceſſion eſcheuë.p.579. & ſuiuantes.
Crime ſe preſcript par 20.ans. p. 119.120.
Curateur de femme mineure mariee.p.427.

D.

Debte du filz l'ayeule luy ſuccedant par la renonciatiõ de la vefue du filz.p.154.
Debte pour alimens preferee aux creanciers.p.23.
Debtes comme payees entre des heritiers paternels& maternels, p.500.& ſuiuantes.
Debtes,comme ſe doit entendre. p.155. & ſuiuantes.
Debtes entre l'aiſné & les puiſnez,p 158.159.
Des debtes, & ſi le donataire y contribue auec l'heritier p.224. & ſuiuantes.
Debtes qui ſe payent *pro modo emolumenti*,p.155.
Du debteur qui renonce à la ſucceſſion qui luy eſt eſcheuë, en fraude des creanciers, p.579. & ſuiuant.
Decés du titulaire aduenant à qui appartiennent les fruicts du benefice.p.294.295.
Decret adiugé au preiudice d'vn appel par prouiſion,p.253.
Decret auctoriſé apres dix ans p. 179.180.
Decret de benefice apres la reuocation de la fondation d'iceluy. p.141.
Du decret faict d'vn heritage appartenant à des majeurs & mineurs ſans diſcuſſion.p.445.
Decret d'immeuble par prouiſion.p 525.526.& ſuiuant.
Decret n'eſt caſſé pour ne s'eſtre le mineur *ny ſon tuteur* oppoſez pour droict d'hypotheque. p.188.189.
Decret ſe doit faire des moulins ſur bateaux, quoy qu'ils ſoyent meubles.p.445.
Degradation des Eccleſiaſtiques. p.235.
Deguerpiſſant, ſi on eſt tenu rebaſtir vne maiſon bruſlee par gens de guerre. p. 200.201.
Du deguerpiſſement par l'heritier de l'heritage venu en ſon lot.p.365.366.
Delict du defunct s'il paſſe à l'heritier.p.24 25.
Du delict du mary,& ſi en confiſcation des biés du mary la part de la communauté vient. p.126. 127.128.& ſuiuantes.
Pour delict du pere enfans exclus de la ſucceſſion p. 667.& ſuiu.
Si pour delict de l'vn des mariez la part de la communauté peut eſtre deterioree p.186.187.
Deliurance du mary fauorable.p.

8.9.10.11.12.
Demande des deniers dotaux apres dix ans non receuable. p. 170.
Deniers conſignez. p.65.66.
Deniers conſignez perdus. p.123. 124,125
Deniers de rachat de rente qui ſe partiſſent entre coheritiers. p, 575.
Deniers deſtinez pour eſtre employez en immeubles ſi ſont immeubles. p.254. & ſuiuantes
Deniers dotaux en pays couſtumier ne ſe reſtituent ſans ſtipulation. p.195.196.
Deniers dotaux & remploy d'iceux. p.607
Deniers dotaux ne peuuent eſtre demandez apres dix ans. p.170
Deniers prouenans de terre noble engagee & retiree comme ſe partagent. p. 183. & ſuiuantes.
Deniers touchez en mariage s'ils doibuent eſtre rapportez ou l'action contre le mary. p.627, 628
Des depoſts & comme ils ſont deubs. p.248.& ſuiuantes.
Depoſt receu par vn hoſte verifié par teſmoins. p.190,191
Derogation à la regle de 20. *diebus* p.50,51
Deſcharge des ſacs des procés. p. 670,671.
De desherance. p.307,308
De desherance & aubaine. p.193
Deſloger vn locataire. p.409.
Des deſpens de cauſe d'appel. p. 141.
De deſpens s'il eſt deu intereſt & dequel temps. p.384,385
Si Deſpens viennent du iour du contract en ordre de creanciers. p.202,203.
Deſtinatiõ de deniers pour eſtre employez en immeubles. p. 254.& ſuiuantes
Deuolutaires. p.169.170.
Diſcuſſion des meubles requiſe en l'alienation des biens d'vn mineur. p.5.
Diſcuſſion des immeubles hors le Royaume. p.212.
De diſcuſſion quand l'hypothecaire & perſonnelle concurrẽt. p.255.256.
Quand diſcuſſion eſt requiſe en hypotheque ſpeciale. p.339. & ſuiuantes.
Si la Diſcuſſion eſt requiſe en cõtrainte contre le fidejuſſeur iudiciaire & le certificateur. p. 308,309
Diuiſion de rente par la preſtation. p.566.
Dixme infeodee. p.146.& ſuiu.
Dixme infeodee alienee. p.150
De dixme infeodee & nouale. p. 23,24
Dixme infeodee ſe preſcrit par poſſeſſion immemoriale cõtre l'Egliſe p.192.
De dixme infeodee & de la portion congruë & canonique. p. 233.& ſuiuantes
Des dixmes Eccleſiaſtiques & action pour icelles. p.182,183
Des dixmes & gros ſur icelles. p. 328
Domaine du Roy engagé comme ſe partage. p.183.& ſuiuant.
Du domicile de ceux qui ſuiuent la Cour. p.73
Don auec cõdition de ſe marier. p.429
Don de meuble faict à la femme

Digitized by Google

p.428.
Don des biens de la communauté au preiudice de la femme p. 212.
Don d'immeuble par mineur en faueur de mariage ſans ſolénité.p.440.& ſuiuantes.
Don faict au petit fils par l'ayeule n'eſt rapportable en la ſucceſſion du pere, p.194.195.
Si le Don faict par vn fiancé eſt reſtituable le mariage ne s'eſtát enſuiuy,p.305.306.
Si le Donataire contribue aux debtes auec l'heritier. p. 224. & ſuiuantes.
Donataire & heritier.p 363.364.
Donataire & heritier beneficiaire *in linea directa* ſi ſont choſes compatibles.p.354.& ſuiu.
Du donataire vniuerſel,& s'il eſt tenu aux creanciers. p. 257.
De donation acceptee par le pere ſans pouuoir de ſa fille.p.228.
Donation annullee ſur faict d'adultere propoſé. p. 204. 205. 206.
De donation d'acqueſts pourueu que l'on ayt propres. p. 208. 209.
Donation des acqueſts faicte au ſucceſſeur en ligne collaterale eſt faict propre au donataire.p. 1.2.& 3.
Donation de meubles.p.178.
De la donation d'vn benefice decreté apres la renonciation. p. 141.
De donation d'vſufruict.p.178.
De donation en aduancement d'hoirie , ſi elle ſe doibt inſinuer.p.247.248.
Si Donation en faueur de mariage peut eſtre reuoquee *ex ſuperuenientia liberorum* par vn collateral,p.217. & ſuiuantes.
De donation entre fiancez, p.182.
De donation entre vifs,ou a cauſe de mort.p.152.
Donation & de l'inſinuation d'icelle. p.379.382.
Donation faicte à filz illegitime. p.138.139.140.
De donation faicte à mineur non inſinuee. p.256.
De donation faicte à vn mineur non valablement acceptee par ſon tuteur.p.232.
De donation faicte au fils de celuy auquel l'on ne peut dóner. p.163.& ſuiuantes.
Donatió faicte en faueur de mariage au fils de la perſonne prohibee.p.212.213.
Donation faicte hors mariage au premier fils qui viendra du mariage p.214.& ſuiuantes.
De donation faicte par femme mariee ſans eſtre auctoriſee. p. 362.
De donation generale de tous biens en faueur de mariage en pays couſtumier.p.209.210.
Donation inſinuee au temps que l'on ne ſe pouuoit plus donner p.211.
De donation non inſinuee ny acceptee. p.142.143.144.
Si Donation par contract de mariage eſt ſubiecte aux debtes .p. 145.146.
De donation pour cauſe pieuſe. p.181.
Donation teſtamétaire faicte par l'ayeule à aucuns de ſes petits enfans , & ſi elle diminuë la portion des enfans de la meſme branche.p.229.230.

Digitized by Google

De donation vniuerſelle en iugement, & ſi bailler ſon bien pour eſtre nourry, eſt donatiõ p.175.
Donner & retenir.p.151.
Du dot alienê de la femme.p.153.
Si Dot& doüaire ont meſme priuilege,p.197.198.
Du dot & de l'augment d'iceluy. p.291. & ſuiuantes.
Dot ne peut eſtre demãdee apres dix ans.p.170.
Dot ne ſe reſtituë en pays couſtumiers il n'eſt ſtipulé. p.195. 196.
Doüaire ſur vn office hereditaire. p.251.
Doüaire n'eſt deu pour mort ciuile,ains prouiſion. p.192.
Doüaire quand a lieu ſur biens ſubſtituez.p.173.474.
Du doüaire propre aux enfans, & quãd ſe peut purger l'hypotheque par decret.p.171.
Du doüaire, s'il eſt ſubject à rapport,p.207.208.
Si Doüaire & Dot ont meſme priuilege, p.198.198.
De la doüairiere decedant auant les fruicts recueilliz, p.192.
Droict de champart,p.75.
Droict de chemin,p 56.57.58.
De droict de viſitation à argent, p.697.
Droict litigieux, & de la ceſſion d'iceluy,p.62.70.
Si Droict ſeigneurial ſe peut preſcrire par cent ans, p.76.77. & ſuiuant.
Droicts ſeigneuriaux, p. 413. & ſuiuantes.
Dueil eſt porté par la vefue aux deſpens des heritiers,p.706.

E.

ECcleſiaſtiques degradez. p. 233.
De l'Egliſe & preſcription cõtre icelle,p.479.480.
De l'Emphiteotaire qui a fait de nouueaux baſtimens, p. 277. & ſuiuantes.
Empriſonnement pour prouiſiõ nul p 525.526.
Des Enfans iſſus d'vne femme cõdamnee à mort, s'ils ſuccedent, p.275.276.
Enfans quand exclus de ſucceſion pour delict du pere, p. 667. & ſuiuantes.
D'Enfant né auant ſept mois, p. 266 & ſuiuantes.
En eſchange fournir & faire valoir,p.289.
En eſchange lots & ventes ,p.423
En eſchange s'il y a lots & ventes, p.413 & ſuiuantes.
Si l'Eſcolier gaigne les fruits d'vne prebende, n'ayant faict ſon ſtage, en faueur des eſtudes, p.272.
Eſcuz comme ſe rapportent, p. 260.
d'Eſcuz & rentes creés en eſpeces d'eſcus,p. 567.568.579.
Eſtabliſſement de Commiſſaires doit eſtre ſigné, p.261.
Eſtats de Conſeillers de la Cour non ſubjets à rapport, p.85 86.
d'Eſtrãger,& ſi la vefue exclud le fiſque en ſa ſucceſſion, p. 710. 711.
Eſtrangers,& de leur ſucceſſion, p.22.23.
Eueſché reſigné auec reſerue des collations,539.540.

D'vn Eueſque Religieux & de ſa ſucceſſion.p.261.& ſuiuantes
Euiction de bien d'autruy, ſciemment acheté.p.17,18
Euiction de legs,p.426
Excluſion des parés par le fiſque, p.370
Excluſion de ſucceſſion pour delict du pere, p.667.& ſuiuant.
Excluſion du fiſque par la vefue d'vn eſtranger,p.710,711
Execution des arreſts ne ſe faict par les Conſeillers des Requeſtes,p.84,85
Execution de ſentence de recreance,p.532.583,636
des Executoires de deſpens s'il eſt deu intereſt & de quel temps, p.384.385
Exploict d'eſtabliſſement de cōmiſſaires nul pour n'auoir eſté interpellez de ſigner,p.261
Expreſſiō de tous benefices doibt eſtre faicte és prouiſions de Cour de Rome, p.28,29,30

F.

Faculté de remeré. p.19,20
Faculté perpetuelle de rachat ſe preſcrit par 30.ans, p.511.512
Faict d'adultere receu pour annuller vne donatiō, p. 204,205, 206.
Faueur de la deliurance du mary priſonnier,p.8,9,10,11,12
En faueur de mariage ſi le mineur peut ameublir ou donner ſon immeuble ſans ſolénité,p.440. & ſuiuantes
En Faueur du public l'on peut eſtre contraint de vēdre ſon biē p.6
Si Femme eſt contraignable par corps apres les 4. moys, p. 292 293
Femme mariee peut contracter pour la deliurance de ſon mary ſans eſtre ſpecialement auctoriſee eſtant procuratrice d'iceluy,p.8,9,10,11,& 12
de Femme mineure ſi le mary eſt ſon curateur,p.427
Femme ne peut donner ſans eſtre auctoriſee *etiam reſpectu hæredum*, p.362
Féme ne peut rien pretendre aux acqueſts faicts par le mary auāt le mariage,p.3
de Femme obligee en ſon nom, renonçant à la communauté,p. 304.
de la Femme oppoſante pour ſon douaire aux criees des biens de ſon mary condemné vers le fiſque en groſſes amendes, p.309, 310.
Si Féme peut eſtre priuee de ſon propre par la faute du mary, p. 299.300
de Femme ſeparee de biens,p.660 661
Femme ſeparee de biens ne doibt rachat. p.608. & ſuiuantes.
Si Femme ſeparee de biens peut aliener ſans eſtre auctoriſee de ſon mary,p.320.321.
Si Femme vefue peut eſtre pourſuiuie ciuilement ou criminellement pour meubles pris, p. 103.104.105.
Fermier s'il peut eſtre receu à ceſſion,p.137.
Fiancé eſtant decedé, ſi la fiancee doibt rendre ce qui luy a eſté donné p.305.306.
Fiancez ne ſe peuuent donner, p.

Fideicommis conditionnel, p.282
Du Fideiuſſeur rachetant la rente auec ceſſion d'actions s'il peut contraindre à rachepter, p.316 317
Si le Fideiuſſeur iudiciaire & le certificateur peuuent eſtre contraincts ſans diſcuſſion, p.308 309
De fief à partager entre coheritiers n'y ayant autre bien, p. 281
Fief eſt indiuidu & toutesfois peut tenir de diuers Seigneurs, p.282
Le Fief par quelle couſtume ſe doit regir, p.306
De Fille arguant l'impudicité de ſa belle mere pour la priuer de ſes conuentions, p.281
De Fille mariee des deniers de la communauté & qui n'eſt heritiere du pere, & qui a renoncé à la communauté, p.629. & ſuiuantes.
De Fille qui renonce eſtant mariee par pere & mere, 576, & ſuiuantes.
Des Filleuls & filleules, p. 319, 320
Si le Fils ou fille ſont hors de la puiſſance du pere par mariage, p.449
Le Fiſque exclud les parens en quel degré, p.307
Fiſque exclus par la vefue en ſucceſſion d'eſtranger, p.710.711
Fondation d'vn benefice Sacerdotal, p.31,32,33,34
De la Fondation d'vn benefice decreté apres la reuocation, p. 141.
De Forterreſſe baſtie ſans la volonté du Seigneur, p.296, 297
De Forterreſſe faicte par celuy qui a ſimple cenſiue, p.298
Fournir & faire valoir en eſchange, p.289
Foy & hommage deu par vn Cõſeiller du Parlement eſtant en ſeruice, p.291
Foy & hommage & des offres d'icelle, p.121. 122.
Si la foy & hommage peut eſtre faicte par l'vn des coheritiers pour tous ou pour ſa part, p.315
Des Frais faicts par vn creancier qui ne vient en ſon ordre, p.116
Fraude en retraict lignager, p.624. & ſuiuantes
Fraude receuë à verifier par teſmoins, p 683
Frere vterin exclud les couſins paternels és acqueſts du pere, p.697
Des Fruits de benefice le titulaire decedant, p 294, 295
Fruits des benefices ſont gaignez par les Conſeillers ſeruans le Roy en Parlement, p.86, 87, 88, 89.
Fruicts de legitime de quel iour ſont deubs, p.290
Des Fruicts de benefice retenus par le reſignant, 300. & ſuiu.
Fruits d'vn benefice comme doiuent eſtre partis, p.15
Pour Fruicts d'vne ferme vn bailleur eſt preferé aux autres creanciers du preneur, p.283, & ſuiuantes.
Des Fruicts pendans lors du decés de la doüairiere, p.292.

G.

SI le Gardenoble peut eſtre en iugement au lieu de tuteur,

p.327.
Garentie de bien d'autruy acheté ſciemment,17.& 18.
Gens de main-morte, ſi on eſt tenu d'amortir l'heritage qui leur eſt donné, p.16.
Du Gradué qui a reuenu ſuffiſant en benefices hors le Royaume, p.330.
De graduez, dont l'vn eſt remply, l'autre a vn benefice incompatible,p.326.327.
Des Graduez,&ce qu'il faut pour les remplir,p.323.324.
Des Graduez, & de reſignation admiſe en fraude d'iceux, p. 328.329.
Des Graduez nommez, & ce qui eſt requis en la collation qui leur eſt faicte, p.324..325.
Si les Graduez nommez peuuent requerir les benefices affectez aux habituez & muſiciens, p. 325.326.
Si Graduez ſont preferez aux indultaires, p.53.54.55.
D'vn Greffier exerçant vn Greffe, s'il eſt eſtimé majeur, p. 329. 330.
Gros ſur des dixmes, p.328.

H.

HAbitz de dueil de la vefue, p. 706.
Heredité venduë d'vn viuant, p. 337.
Heritage donné à gens de main-morte doibt eſtre admorty, p. 16.
Si en Heritage feodal baillé à cés il y a retraict feodal. p.585.586.
Si l'Heritier deguerpiſsāt ou n'eſtant plus detenteur de l'Heritage, qu'il a eu en ſon lot, peut eſtre tenu plus que ſa part hereditaire hypothecairement,p. 365 366.
Si l'Heritier du mary peut demāder remploy des propres alienez,p.582.
Si l'Heritier eſt tenu faire amortir l'heritage donné à gens de main-morte.p.16
Heritier & donataire ou legataire,p.363.
Heritier, & quand on en faict acte,p.342.& ſuiuantes.
Heritiers indignes, p.336.
Heritier par benefice d'inuentaire,p.331.& ſuiuantes.
Heritier par benefice d'inuētaire mineur qui a ſouſtraict les tiltres & papiers de l'heredité, p. 375. & ſuiuantes.
Heritier par benefice d'inuentaire s'il peut eſtre donataire *in linea directa*,p.354. & ſuiuantes.
Si l'Heritier qui n'a faict inuentaire prenant les meubles peut empeſcher la deliurance des legs par ce qu'ils excedent le quint des propres.p.386
Heritier s'il eſt tenu du delict du defunct,p.24.25.
Heritiers des Secretaires du Roy s'ils partagent noblement, p. 666.
Si Heritiers doibuēt fournir à la vefue habits de düeil, p. 706.
Heritiers paternels & maternels comme payent les debtes,p.50 & ſuiuantes.
Homologation de concordat, p. 112.
De l'Hoſte qui a receu vn depoſt, & ſi on eſt receu à verifier le depoſt par témoins, p. 190.

Digitized by Google

190, 191.
Hypothecaire action, p. 336.
Hypotheque creée ſur vn fonds poſſedé par indiuis, & ſi elle châge par partage ſubſequant, p. 346. & ſuiuantes.
Hypotheque de l'Egliſe ſur les biens des titulaires, p. 619. 620.
Hypotheque de quel iour quand il y a continuation de contract, 370. 371.
Hypotheque de biens du mineur qu'a le tuteur pour ce qui luy eſt deu par ſon compte. 372 & ſuiuantes.
Hypotheque du iour de la recognoiſſance de cedule, p. 336.
Hypotheque en pays de nantiſſement, p. 578.
Si l'Hypotheque eſt preuilegiee quand l'heritage eſt acquis des deniers d'vn creancier, p. 367. & ſuiuantes.
l'Hypotheque ne ſe diuiſe, *& tota eſt in qualibet parte*, p. 366. 367.
Hypotheque ſpeciale quand requiert diſcuſſion, 339. & ſuiu.
Hypotheque ſur vn lot entre coheritiers, p. 334. & ſuiuantes.

I

INdult d'vn Cardinal, p. 50. 51.
Si les indultaires ſont preferez aux graduez, p. 53. 54. 55.
Infeodation de dixmes, p. 146. & ſuiuantes.
Inſinuation de donation, p. 142. & ſuiuantes.
Inſinuation de donation, p. 379. 382.
Inſinuation de donation de meubles, p. 178.
De l'Inſinuation de donation en aduancement d'hoirie, p. 247. 248
Inſinuation de donation faicte lors qu'on ne le pouuoit plus donner iugee bonne, p. 211.
Inſinuation d'vne donation faite à mineur eſt neceſſaire, p. 256.
Inſinuation d'vſufruict donné. p. 178.
Inſinuation non neceſſaire és côuentions de mariage, p. 252.
Inſtance ne periſt quand l'vne des parties decede, p. 397
Inſtance perie és appellations verbales, p. 502. & ſuiuantes.
En Inſtance perie les actes probatoires demeurent, p. 544. 545.
Inſtance perimee ou perie: p. 380. 381.
Intereſt de l'augment de dot, p. 39[illegible] & ſuiuantes.
De l'Intereſt des executoires de deſpens, p. 384. 385.
Intereſt comment ſont deubz & de quel iour. p. 387. 388.
Intereſts de quel iour ſont deubz d'vne obligation, p. 306.
Intereſts entrez en rente conſtituee, p. 632. 633.
Intereſts payez ſur vne obligation, 388. 389. 390
Inuentaire en la couſtume de Paris, p. 394. 395.
Inuentaire n'eſtant faict s'il y a continuation de communauté, p. 93. & ſuiuantes.
Du iour auquel commencent les dix ans de reſciſion en contract à grace, p. 612
Iuge d'Egliſe s'il eſt capable de faire recognoiſtre des cedules, p. 362. 363.
Iuge quand peut eſtre pris à par-

Digitized by Google

tie,p.474.
Iuges quand ſont pris à partie en leur nom priué,p.397.

L.

Legataire & heritier, p. 363. 364
Si vn Legataire peut agir pour euiction de legs contre vn autre legataire,p.426
Legitimation des enfans ne vaut ſans l'expres conſentement du pere,p.411.412
Legitimation des enfans nez *primo viuente marito ciuiliter condemnato*,p.419.420
De la Legitime, & de quel iour en ſont deubs les fruits,p.290
Legitime,ſi elle s'eſtend à la mere,p.398. & ſuiuantes.
Legs d'vne notable ſomme à diſtribuer par la volonté d'vn Curé, ſelon l'intention du teſtateur,409.410
Legs faict à vn Religieux, p.412. 413.
Des Leproſeries & penſion ſur icelles,p.408
Leſion enorme faict caſſer vn bail à rente,p.50
Liberi in conditione poſiti an ſint in diſpoſitione,p.117.118
En Licitation s'il y a lots & ventes,p.413.& ſuiuantes.
De Litis quota pactum,p.407.
Locataire contrainct deſloger, p. 409.
Du Locataire loüant partie de ſon bail,p.422
Lots & ventes des contracts d'eſchange,p. 423
Lots & ventes des rentes conſtituees,p.420.421
Lots & ventes en retraict executé ſur vn Secretaire,p. 671.672
Lots & ventes & droits ſeigneuriaux de licitations entre coheritiers, & de contracts d'eſchange les rentes rachetees, p. 413.& ſuiuantes.
Lots & ventes s'ilz ſont deubz de vente auec grace,p.707. & ſuiuantes.
De la L. *ab Anaſtaſio, & per diuerſas. C.mandati*,p.419
Si la L. 2. *de reſcind. vendit.* a lieu *in emptore*, & en bail à rente, p. 418

M.

Majeur à vingt ans en Anjou. p.114.
Majeur eſt reputé le Greffier qui exerce vn greffe.p.329.330
Main morte & de l'heritage donné à gés de main morte,s'il doit eſtre amorti,p.16.
Maiſon bruſlee par gens de guerre,ſi elle doit eſtre rebaſtie en deguerpiſſant,p.200.201
Maiſtres des Requeſtes ſont contraignables par corps apres les 4.moys,p.96.97
En Maladie extreme benefice reſigné,p.45.46.& ſuiuantes.
Du Mariage du mineur qui n'a que meubles,p. 452.453
De Mariage & de la publication des bans,p.453.& ſuiuant.
Mariage & des contrelettres au preiudice d'iceluy,p 91.92.
Du Mariage, & que les conuentions d'iceluy ne ſe peuuent reformer.p.430.& ſuiuant.
Si par Mariage le filz ou fille ſont hors de la puiſſance du pere, p. 449

Du mariage pretendu par conſommation. p.462.

En mariage ſi le mineur peut donner ſon immeuble ſans ſolennité, p.440. & ſuiuantes.

En mariage s'il faut renoncer au Velleian, p.197.198.199

L'vn des Mariez ayant delinqué, ſi la part de la communanté de l'autre peut eſtre deterioree, p. 186.187

Si le Mary acceptant vne ſucceſſion eſcheuë à ſa femme, rend ſa femme heritiere ſans qu'elle ait parlé, p.458. & ſuiuantes.

Si le Mary delinquant, la communauté tombe en confiſcation. 126. 127. & ſuiuantes.

Si le Mari eſt curateur de ſa femme mineure, p. [illegible]

De Mary eſtranger ſi la veſue exclud le fiſque, p.710.711

Si le Mary peut donner les biens de la communauté au preiudice de ſa femme, p.212.

Mary priſonnier, & du contract faict pour ſa deliurance, p.8.9. & ſuiuantes.

Des Marraines & parrains. p.319. 320

Matiere poſſeſſoire de benefices, p.4. [illegible]

Si vne Mere peut reuoquer vn partage faict de ſa ſucceſſion, l'ayant approuué. p.513. & ſuiu.

Meres ne ſuccedét à leurs enfans, p.435

Meubles donnez à la femme, p. 428.

Des meubles & acqueſts donnez, p.208 209

Meubles ſaiſiz par diuers creanciers en meſme iour. p.443.

En Meubles ſaiſiz quand y a priuilege, p.439.440.

Meubles ſót moulins ſur bateaux p.445

Des Meubles ſtipulez propres, p. 546.547

De Militaire teſtament, p.684. & ſuiuantes.

Mineur a recours contre ſon tuteur s'il ne s'eſt oppoſé à vn decret, p.188.189

Si le Mineur doit prouuer le prix de la vendition eſtre tourné à ſon proffit, p.450.451.452

De Mineur, & ſi preſcriptió commencee court contre luy, 542. 543

De Mineur heritier beneficiaire qui à ſouſtraict les tiltres de l'heredité. p 375. & ſuiuantes.

Mineur n'eſt releué de l'acceptation mal faicte par ſon tuteur d'vne donation, p.232

Si le Mineur peut ameublir ou donner de ſon immeuble en faueur de mariage ſans ſolennité de iuſtice. p.440. & ſuiu.

Si Mineur peut eſtre reſtitué du default d'inſinuation. p.256.

Si Mineur peut faire adiourner valablement ſans ſon curateur, p.444

De Mineur qui s'eſt dict majeur, p.438.439

Si vn Mineur ſe doit faire releuer d'vn iugemét conſenty par ſon tuteur, p.68.

Du Mineur ſe mariant qui n'a que meubles, p.452.453

Mineur tranſigeant de reddition de compte, p.675.676.

Minorité non conſiderable en vn Greffier exerçant vn greffe, nó plus qu'en vn Notaire. p.329. 330.

Digitized by Google

De la Monnoye & bonté d'icelle, p.571.573
Mort ciuile, p.90
Par Mort ciuile, doüaire n'eſt deu ains prouiſion, p.192
Du Moulin bannier enclos dans l'arpent du precipu de l'aiſné, p.453
Du Moulins auec droict de bannalité, 446.447
Moulins ſur bateaux ſe doiuent decreter, p.445
Muſique, & des Chantres du Roy, p.99.100

N

Nantiſſement, p.378
Nobleſſe des Conſeillers de la Cour, p.464.
Nommez aux benefices, & leur capacité, p.36
Des Nopces ſecondes, p.462.463, 466, 467
Du Notaire non Royal qui inſtrumente hors ſon reſſort, p.471.
Du Notaire qui reçoit vn contract, & s'il renonce à ſon hypotheque, p.463. & ſuiuantes.
Des Notaires de Cour d'Egliſe, p.462.463
Notaires quand ſont tenuz és dommages & intereſts des parties pour omiſſion notable faicte és contracts, p.467. & ſuiuantes.
de Nouale, p.223, 224.
De Nouation, p.465, 466

O

Oblations, p.477.
Des Oblats & Religieux lays, p.477.478.
Obſeruation de la couſtume, p.75. 76.
D'Offenſe faicte par le vaſſal à ſon Seigneur, p.291
Office hereditaire non ſubiect à doüaire, p.251
Office venal, ſi c'eſt meuble ou immeuble, p.475.476
Officier du Roy quād peut eſtre pris à partie en ſon nom, p.474.
Officiers de Cour d'Egliſe, p.472 & ſuiuantes.
Des Officiers d'vn Seigneur, & s'il eſt tenu de leur faict, p.474
Officiers quand peuuent eſtre oſtez, p.472.
Offres de foy & hommage, p.121. 122.
Omiſſion faicte par Notaire prejudiciable aux particuliers, p.467. & ſuiuantes.
De l'Ordinaire preuenu par le Pape, p.551.552.
Ordonnance de Moulins art. 48. a lieu contre les maiſtres des Requeſtes & Conſeillers de la Cour, p.96. 97.
Si l'Ordonnance des comptables a lieu és maiſons des particuliers, p.364.365.
Ordonnance des inſinuations deroge aux couſtumes, p.179.
Si l'Ordonnance des inſinuations deroge aux couſtumes p.258.
Si l'Ordonnance des 4. mois a lieu contre les femmes, p.292.293.
Si l'Ordonnance prohibant aux meres de ſucceder à leurs enfās a lieu en pays de droict eſcript. p.444.
Ordonnance prohibitiue aux meres de ſucceder à leurs enfans interpretee, p.454.

Digitized by Google

De l'Ordonnance que les meres ne ſuccederont à leurs enfans p 435
En Ordre ſi deſpens viennent du iour du contract, p. 202. 203

P

PActum de quota litis, p. 407
Du Pape & de la preuention, p. 517. & ſuiuantes.
Du Pape & ſa preuention contre l'ordinaire, p. 551, 552.
Parens en quel degré excluz par le fiſque, p. 307
Des Parrains & marraines, p. 320
Partage comme ſe faict du domaine du Roy engagé, p. 183. & ſuiuantes.
Partage de biens poſſedez par indiuis s'il oſte l'hypoteque crée par l'vn des partageans, p. 346. & ſuiuantes.
Partage de fief n'y ayant autres biens, p. 271.
Partage de procés en opinion, p. 553.
Du Partage des deniers de rachat de rente, p. 575.
De Partage des rentes cõſtituees, p. 594. & ſuiuantes.
Partage de ſucceſſion des Secretaires du Roy, p. 666.
Du Partage faict par la mere de ſa ſucceſſion, & ſi elle le peut reuoquer l'ayant approuué, p. 513. & ſuiuantes.
Quand en Partage l'on baille du paternel au lieu du maternel, p 542.
Partition des fruits d'vn benefice, p. 15
De Partu ſeptimeſtri, p. 266. & ſuiuãtes.
Paterna paternis en la couſtume de Paris, p. 538. & ſuiuantes.
Du Patrõ Eccleſiaſtique & quand il empeſche la preuention du Pape, p. 517. & ſuiuantes.
Payement de debtes entre des heritiers paternels & maternels, p. 500. & ſuiuantes.
Du Payemẽt des debtes par l'heritier ou donataire, p. 224. & ſuiuantes.
Si payement d'vne rente empeſche la preſcription, p. 481. 482 483.
Peine du doublement & tiercement, p. 484.
De la Peine du recelé, p. 614. & ſuiuantes.
De Peine ſtipulee à faute de payement, p. 483
De Peine ſtipulee, dommages & intereſts à faute d'eſpouſer, p. 456. 457.
Des Pen[illegible] les clauſes des cõtracts, p. 559. 560
De Penſion creée ſur vne prebende, p. 554
Penſion creée ſur benefices, p. 535. & ſuiuantes.
Penſion ſur benefice Cure, p. 539.
Penſion ſur leproſeries, 408.
Penſion ſur les fruicts d'vn benefice, p. 538.
Du Pere & de ſa puiſſance, ſi elle finiſt par mariage, p. 449
Peremption d'appel, p 505
Peremption d'inſtance, p. 380. 381.
Peremption d'inſtance és appellations verbales, p. 502. & ſuiuantes.
De Peremption d'inſtance quand l'vne des parties eſt decedee dãs

Digitized by Google

les trois ans,p.397
De Peremption en Procés criminel reglé en procés ordinaire, p. 543.544.
Peremption d'inſtance ſi elle a lieu aux Requeſtes du Palais, p. 508.
Perie l'inſtance les actes probatoires demeurent, p.544.545.
Si en la Permutation des benefices la reigle des 20.iours a lieu, p.549.550
Perte de deniers conſignez, p. 123.124.125
Petit fils n'eſt tenu rapporter à la ſucceſſion du pere le don de ſon ayeule,p.194.195
Du Pignoratif contract quand le creancier iouyſt par main, p. 548.
Des Pignoratifs contracts, p. 488. 489.490. & ſuiuantes.
Des Places & bancs des Egliſes, p. 276.
Portion congrue & canonique,p. 121.
De portion cõgrue & canonique, p.233. & ſuiuantes.
Pour poſſeſſion de conferer ou preſéter à vn benefice,ſi vn ſeul acte ſuffiſt, p,509.& ſuiu.
Par poſſeſſion immemoriale on preſcrit vne dixme infeodee contre l'Egliſe,p.192.
Sans Poſſeſſion ny a lieu de la cõplainte,p.68
Du Poſſeſſoire en matiere Beneficiale, p.40
Pratique d'vn Procureur,p.485
Prebende à quel aage peut eſtre tenuë, p.258.& ſuiuantes.
De Prebende & penſion ſur icelle p.554.
Prebende pour le ioyeux aduenement du Roy, 485.486.
Precipu de l'aiſné où il y a moulin,p.453.
Preference d'alimens à autres debtes,p.23
De la Preference de la femme du defunct ou du Seigneur de fief en deſherance,p.307.&308
Preference des Apothicaires & Chirurgiens à tous creanciers, p.92.93
Preference des indultaires & graduez,p.53.54.55
Preference du vendeur pour le prix de la choſe contre les premiers ſaiſiſſans.p.508.509
Preference en meubles ſaiſis, p. 443
Preference pour les arrerages des fruicts d'vne ferme,283,& ſuiu.
Premier ſaiſiſſant n'eſt touſiours preferé,p.508.509.
Si preſcription à lieu quand l'on eſt payé d'vne rente,481.482.483
Preſcription centenaire de cẽſiue, champart,ou droict ſeigneurial p.76.77.& ſuiu.
Preſcription cõtre l'Egliſe,p.479. 480
De Preſcription conuentionnelle commencee contre vn maieur & ſi elle court cõtre vn mineur p.542.543.
De Preſcription de choſe litigieuſe acquiſe,p.424.425.426
Preſcription de dixme infeodee contre l'Egliſe,p 191.
Preſcription de faculté perpetuelle de rachat,p.511.512.
Preſcription de l'action criminelle par 20.ans,p.119.120
Preſcription de rentes en bled creées à argent, p. 570, & ſuyuantes,

Pour preſenter à vn benefice ſi vn acte ſuffiſt, p.509. & ſuiuantes.

Preſidiaux ne cognoiſſent en dernier reſſort de retraict lignager, p.599.

De la Preuention du Pape, p. 517. & ſuiuantes.

Preuention du Pape contre l'ordinaire, 551.552

Preuue ſi le prix a tourné au profit du mineur *cui incumbit*, p.450. 451.452

Preuues de ſeruitudes perſonnelles, p.640,

De Prieurez dependans de meſme abbaye ſi on en peut eſtre pourueu de deux. p.38

Priuilege du dot & doüaire, p.197. 198.199

Du Prix des acqueſts ſur leſquels ſe préd le remploy des propres, p.583

En Procés criminel reiglé en procés ordinaire, ſi peremption a lieu, p.543.544

Du Procés en eſtat de iuger deuát le premier iuge auant l'ordonnance de 1563. diſcontinué par 23. ans. p.506.507

Le Proces eſtant aux opinions, ſi on peut produire de nouueau, p.541.542

Si Proces par eſcrit conclud en la Cour eſt ſubject à peremption, p.505. 506.

Proces party en opinions, p.486. 487.553

Procureur du mineur s'il peut occuper apres le decés du tuteur, p.91.

D'vn Procureur & de ſa pratique, p.485

Procureurs comme deſchargez des ſacs, p.670.671.

Procureur General du Roy s'il peut eſtre recuſé, p,545

Si production nouuelle doibt eſtre receuë le procés eſtát party en opinions, p.486.487.

Production nouuelle le procéz eſtant aux opinions, p.541.542.

De propoſition d'erreur, & ſi le Roy y a intereſt, p.28r.

Propre ne remonte en pays couſtumier, p.555.& ſuiuantes.

Des Propres alienez ſi remploy peut eſtre demandé par l'heritier du mary, p.582

Des Propres ameubliz, & meubles ſtipulez propres, p.546. 547.

Des Propres & remploy d'iceux non ſtipulé, p.592.& ſuiuantes.

Sans Propres on ne peut diſpoſer que du tiers des acqueſts, p.556.

Prouiſion de deux Prieurez dependans de meſme abbaye, p. 38.

Es Prouiſions de Cour de Rome, tous benefices doibuent eſtre exprimez, p.28.29.30

Prouiſion eſt deuë par mort ciuile & non le doüaire, p.192

Si en Prouiſion l'on peut empriſonner ou vendre l'immeuble, p.525.526

Du Public & de ſa faueur. p.6.

De Puiſſance paternelle, p.449

Q

De Quota litis pactum, p.407

R

Rachat n'eſt deu par femme ſeparee, p.608. & ſuiuant.

Du Rachat des rentes foncieres Eccleſiaſtiques.p.596.
Du rachat ou relief, p 606.
Du rachat ou relief deu au Seigneur,597.
Rachat s'il doibt eſtre acquité par l'vſufruictier, p.703. & ſuiuantes.
De la rançon de pluſieurs habitãs pris à l'aſſaut d'vne ville, p.587 588.
Rappel à la ſucceſſion, p 569 570.
Rapport de don faict par l'ayeule au petit fils ne ſe faict à la ſucceſſion du pere.p 194.195
Du rapport des deniers touchez en mariage, & de l'action contre le mary,p 627 628.
Du rapport des eſtats de Conſeillers de la Cour.p.85.86,
Rapport du doüaire,p.207.208
Rapport d'vne ſomme en eſcus, p.260.
Rapport par la femme de ce que le mary à emprunte de la mere p.574.
Du Recelé & de la peine d'iceluy,p,614 & ſuiuantes.
Recours de garantie en vente du bien d'autruy faicte ſciemmēt, p.17.18.
Recreance confirmee par l'arreſt, p.588.
Recreance ſe doit executer auant que d'eſtre receu au principal, p.582 583.
Recreance s'execute nonobſtant l'appel,p.636
Reduction au quint de l'vſufruict des propres,p.702
Regale à lieu par tout le Royaume,p 636 637
De Regale & benefice conferé par le Roy en faueur, p.613.
De la Regale en Angoulmois, p. 633. & ſuiuantes.
De la Regle *de infirmis reſignantibus* ſi elle a lieu en l'ordinaire, p.383 & 384
De la Regle *de veriſimili notitia*, p. 694 & ſuiuantes.
Si la Regle des 20 iours a lieu en permutation de benefice,p.549 550.
De la Regle *paterna paternis*, &c. en la couſtume de Paris, p. 528. & ſuiuantes.
De reintegrande en benefices, & s'il faut auoir tiltre pour eſtre reintegré,p.589.& ſuiuantes.
Du Relief ou rachat deu au Seigneur,p 597.
Du Relief ou rachat,p.606.
Relief s'il doibt eſtre acquitté par l'vſufruictier,703. & ſuiu.
Religieux capable de legs, p.412. 413.
Du Religieux Eueſque & de ſa ſucceſſion,p.261.& ſuiuantes,
Religieux lay ou oblat, 477. 478.
Du Religieux profés diſpoſant au preiudice de ſon Abbé, p. 601. & ſuiuantes.
Rembourſement de moitié des fraiz d'arreſt interlocutoire, p.141.
Du Remploy de deniers dotaux, p. 607.
Si Remploy des propres alienez peut eſtre demandé par l'heritier du mary, p. 582.
De Remploy non ſtipulé des propres alienez par le mary, p 582. & ſuiuantes.
Remploy ſe prenant ſur les acqueſts de quel temps on doibt prendre le prix des acqueſts, p. 583.

Renonciation

Renonciation à la communauté apres la ſubſtraction, p. 561.
De Renonciation au Velleian p. 608. & ſuiuantes.
Si Renonciation au Velleian eſt neceſſaire en conuentions de mariage, p. 197. 198. 199.
De Renonciation faicte par la fille mariee par pere & mere, p. 576. & ſuiuantes.
De Renonciation par la femme à la communauté, p. 304.
De Renonciation faicte par le debteur à la ſucceſſion eſcheuë en fraude de ſes creanciers, p. 579. & ſuiuantes.
De Rente cõſtituee ou l'on faict entrer des intereſts, p. 632. 633.
Rente rachepté par l'vn des coobligez auec ceſſion des droicts du creancier, p. 572.
Rente acquiſes par vn tiers detenteur qui eſt contrainct de vuider, p. 575.
Des Rentes conſtituees & partage d'icelles, p. 594, & ſuiuantes
Des Rentes conſtituees ſi on en peut demander lots & ventes, p. 420. 421.
De Rentes creées à eſcu, p. 567. 568. 569.
Rentes de bled creées à argent quand ſe peuuent preſcrire, p. 570.
Rentes diuiſees par la preſtation, p. 566.
Des Rẽtes foncieres ſur maiſons de ville, ſi elles ſont rachetables, p. 596.
De la reparation des lieux emphyteuticaires, p. 280.
De Reparation des terres d'Egliſe, & de quel iour les biens du titulaire y ſont hypothequez. p. 619. 620.
Repreſentations des aſcendans, p. 600.
Reproches de teſmoins, p. 566.
Requeſtes ciuiles & des 6. moys, 618.
Requeſtes du Palais ne doibuent cognoiſtre des droicts purs fõciers & dominiaux, p. 508.
Aux Requeſtes du Palais ſi peréption a lieu. p. 508.
Reſcidans & reſciſſoires s'ils ſont compris en ceſſion generale de droicts. p. 68 69.
Reſciſion quand commence en contract a grace, p. 612.
Reſignant s'il peut retenir les fruicts du benefice, 300. & ſuiuantes.
de Reſignation admiſe en fraude des graduez, p. 328. 329.
Reſignation de benefice en extremité de maladie, p. 45. 46. & ſuiuantes.
Reſignation de benefice par vn ſeruiteur eleué par ſon maiſtre, p. 57.
Des Reſolutiues clauſes des contracts, p. 559. 56.
Reſtitution au retraict lignager, p. 567.
Reſtitution de deniers dotaux doit eſtre ſtipulee en pays couſtumier, p. 595. 596.
De Retention des collations ſur vn benefice p. 539. 540.
De Retention des fruicts par le reſignant, 300. & ſuiuantes,
En Retraict aſſignation baillee à iour de feſte eſt bonne. p. 600.
Retraict de my-denier, p. 563. 564. 565.
De Retraict de my-denier, p. 600.

De Retraict feodal en heritage feodal baillé à cens,p.585,586.
De Retraict feodal en vente d'heritage auec retention de droict de cens,p 575,576
Retraict feodal ou lignager, p. 562 563.
De Retraict lignager au nom de celuy qui n'eſtoit né lors du contract,p.599.
Retraict lignager de partie des choſes acquiſes, p. 583. & ſuyuantes.
De Retraict lignager & conſignation,p.598
De Retraict lignager & fraude faicte,p.624.& ſuiuantes.
Retraict lignager, & quand l'adiournemét doibt eſtre donné, p 14.
De Retraict lignager & reſtitution en retraict, p.567.
Du Retraict lignager & ſolennitez requiſes, p. 621, 622. & ſuyuantes.
Retraict lignager executé ſur vn Secretaire,p.671
De Retraict lignager ne peuuent cognoiſtre les Preſidiaux en dernier reſſort.599
De Reuocation de donation par ſuruenance d'enfans, p.217. & ſuiuantes.
Reuocation de teſtamét mutuel, p.687,688
Reuocation d'vn partage ſi peut eſtre faicte apres l'auoir approuué,p.513.& ſuiuantes.
Le Roy confere en regale *in fauorem*,p 613
Du Roy & de prebende pour ſon ioyeux aduenement, p. 485, 486.

S

Sacs de procés & de la deſcharge d'iceux, p.671
Saiſie de meubles faicte en meſme iour par diuers creanciers, 443
Saiſie de meubles quand priuilegiee,p.439
De Saiſie feodale,306 654.655
Saiſiſſant premier n'eſt touſiours preferé.p.508,509.
De Saluations,p.638
Des ſecondes nopces, p. 462,463, 466,467
D'vn Secretaire venát au retraict lignager ſur vn autre Secretaire p.671,672
Des Secretaires du Roy & du partage de leur ſucceſſion, p. 666.
Du Seigneur de fief,& quelle qualité il peut prendre en concurrence d'autres fiefs ſiz en meſme lieu,p 322
Si le Seigneur de fief n'ayant droict de bannalité en ſes moulins,peut empeſcher les meuſniers circonuoiſins de venir chaſſer en ſa terre, p 446.447. 448
Si le Seigneur eſt tenu aux debtes des creanciers hypothecaires du delinquant qui confiſque, p.127.128
Si le Seigneur eſt tenu du faict de ſes officiers,p.474
Du Seigneur feodal offenſé par ſon vaſſal en iugement,p.291
Si le Seigneur feodal peut changer ſon vaſſal retenant ſon fief, p 705
Du Seigneur feodal qui acquiert

Digitized by Google

des cenſiues en ſon fief,p.286,& ſuiuantes.
Du Seigneur feodal qui veut prédre pour ſon droictde relief ou rachat tous les fruicts en eſpeces,p.597
Seigneur peut empeſcher le vaſſal de baſtir fortereſſe, p. 296, 297,298
DeSentence de recreance confirmee par arreſt,p.588
Sentence de recreance p.636
Sentence de recreance ſe doibt executer auant de pourſuiure le iugement du procés principal, p.582.583
De Separation de biens de mary & femme,p,660,661
Separatiõ de biens empeſche que rachat ne ſoit deu au Seigneur, p.608.& ſuiuantes.
De Septimeſtri partus, p. 266. & ſuyuantes.
Du Sequeſtre,p.653
De Sermenr deferé,p 639
Du Seruiteur eleué par ſon maiſtre,& s'il peut reſigner ſes benefices ſans ſon conſentement, p.37
Des Seruitudes,p.637
Seruitudes perſonnelles,p.640
Les ſix moys des Requeſtes ciuiles quand commencent, p. 618
De Societé coniugale & contractuelle,p.653
Solennité d'inuentaire en la couſtume de Paris,p.394,395
Solennitez de teſtamét ne ſe verifient par teſmoins, p.690
Des ſolennitez requiſes au retraict lignager,p.621,622.& ſuiuantes.
Du Stellionat, p. 662. & ſuiuantes.
Stipulation de peine à faute de payement p.483
Stipulation requiſe pour la reſtitution du dot en pays couſtumier,p.195.196.
De Subrogation apres l'an, p. 640
De Subrogation en matiere beneficiale,p.639
Subrogatum ſapit naturam ſubrogati,p. 650. & ſuiuantes.
Subrogé tuteur quand eſt tenu,p. 690.& ſuiuantes.
De ſubſtitution, p.638.641.& ſuiuantes.
De ſubſtitution conditionnelle, p 655.& ſuiuantes
De Subſtitutions contractuelles, p.646.& ſuiuantes.
Subſtraction des titres de l'heredité par vn mineur heritier beneficiaire,p.375.& ſuiuantes.
De la Subſtraction faicte par la vefue qui renonce à la communauté.p.561
Du Succeſſeur au benefice, p. 652
De Succeſſion de ceux qui ne ſont cõioints que d'vn coſté, p. 662
Succeſſion de femme condemnee à mort qui a des enfans depuis icelle condemnation, p. 275,276
De Succeſſion de la mere partagee de ſon viuant,& ſi elle peut reuoquer le partage l'ayant approuué,p.513.& ſuiuantes.
Succeſſion des aubains, p. 22, 23.
Succeſſion d'eſtranger entre le fiſque & la vefue,p.710.711
Succeſſion dont les enfans ſont

Digitized by Google

exclus pour delict du pere, p. 667.& ſuiuantes.
Succeſſion d'vn Eueſque Religieux, p.261.& ſuiuantes.
De Succeſſion eſcheuë à laquelle le debteur renonce en fraude de ſes creanciers, p. 579.& ſuiuantes.
De Succeſſion & rappel à icelle, p.569.570
Surſeance des rentes deuës ſur l'Hoſtel de ville de Paris, p.112. 113
Si par ſuruenance d'enfans la donatiõ eſt reuocable par vn collateral, p.217.& ſuiuantes.

T

TAbellions peuuent cõmettre à leurs charges, p.689
Terre noble du domaine du Roy engagee comme ſe partage, p. 183. & ſuiuantes.
Teſmoins & de leurs reproches, p.566
Teſmoins non receuables à verifier les ſolennitez d'vn teſtament. p.690
Teſmoins receuz contre le contract frauduleux. p.683
Teſmoins receuz en preuue de depoſt fait par vn hoſte, p.190. 191.
De Teſtament & de ſes ſolénitez ſi elles ſe verifiét par teſmoins, p.690
Teſtament mutuel s'il eſt reuocable, p.687.& ſuiuantes.
De Teſtament militaire. p.684.& ſuiuantes.
Teſtament ne peut eſtre impugné par celuy qui a demandé le legs y contenu, p.410.
Du Teſtateur & de ſon teſtamét, p.686.687
Tiers detenteur doibt payer les arrerages de rente fonciere, p.7
Des Titres ſubtraicts par l'heritier beneficiaire mineur, p.375. & ſuiuantes.
Titulaire decedãt à qui les fruits du benefice appartiennent, p. 294.295.
De Tranſaction durant la communauté portant acquiſition, p. 678.679
Tranſaction ſur contracts vſuraires, p. 679.& ſuiuantes.
Tranſaction ſur reddition de cõpte, 675.676
Tuteur ayant conſenty vn iugement, ſi le mineur s'en doibt faire releuer, p.68.
Tuteur de quel temps a ſon hypotheque ſur les biens de ſon mineur de ce qui luy eſt deu par ſon compte, p. 372. 373. 374.
Tuteur eſt tenu vers ſon mineur, s'il ne s'eſt oppoſé au decret, p. 188.189.
Tuteur ne peut compromettre pour ſon mineur p., 60.61.62.
Tuteur non ſoluable, p. 673
Tuteur prenant ceſſion de debte contre ſon mineur, p.677.& ſuiuantes.
Tuteur ſubrogé quand eſt tenu, p.690.& ſuiuantes.
Tuteur teſtamentaire, p.675
Tuteur tranſigeant ſur ſon compte, p.675.676.

V

VAcation de benefice pour auoir aſſiſté à iugement de

Digitized by Google

mort,p.26

Vaſſal ne peut baſtir fortereſſe contre la volonté de ſon Seigneur,p.296.297.298

Du Vaſſal qui a offenſé ſon Seigneur en iugement,p.291

Vaſſal ſi peut eſtre changé par le Seigneur de fief.p.705.

La Veſue conuolant en ſecondes nopces peut diſpoſer de ſa part des acqueſts de la premiere communauté,p.1

Si la Veſue exclud le fiſque en la ſucceſsion du mary eſtranger, p.711.

Veſue portant dueil,p.706.

De la Veſue qui veut renoncer à la communauté apres la ſubſtraction,p.561.

Du Velleian p.198. & ſuiuantes.

Du Velleian en mariage,p.197.198 199.

Vendeur eſt preferé pour le prix de la choſe aux premiers ſaiſiſſans,p.508.509.

En Vendition à grace executee ſi ſont deubz lots & ventes, p. 707 & ſuiuantes.

Vendition de bien d'autry faite à celuy qui le faict,p.17.18

En Vendition d'heredité ſi la l.2. *de reſcind. vendi.* à lieu , p. 337. 338.

En Vendition de droicts ſucceſſifs ſi la l.2.*de reſcin. vendit.* a lieu, p.339.

De Vendition faicte à deux, p. 692.693

Vendition forcee pour le bien public eſt vallable,p.6. & 7.

Vente auec faculté de remerer. p. 19.20.

Vente de boys de 20. ans appartenant à l'Egliſe,p.27

En Vente d'heritage auec retention de cens s'il y à retraict feodal,575.576

Des Ventes de rentes cõſtituees, p.420.421

Ventes & droicts ſeigneuriaux,p. 413.& ſuiuantes.

Ventes ſi elles ſont deuës de vendition à grace,p.707.& ſuiuant.

Verification par teſmoins receuë contre le contract frauduleux. p 683.

De viſitation & droict d'icelle à argent,p.697

Volonté changee par cas fortuit, p.105.& ſuiuantes.

Vſufruict des propres leguez s'il ſe reduict au quint,p 702

Vſufruict donne ſubiect à inſinuation,p.178

Si l'Vſufruictier doibt acquiter le rachat,p 703.& ſuiuantes.

Vſure au denier dix en contract d'achat auec faculté de remerer,p.19.20.

Vſure ſi eſt conuerte par tranſaction,p.679 & ſuiuant.

l'Vterin frere exclud les couſins paternels és acqueſts du pere,p. p.697.

FIN.

EXTRAICT DV PRIVILEGE DV ROY.

PAr grace & Priuilege du Roy, il eſt permis à Abel l'Angelier Marchand Libraire Iuré en l'Vniuerſité de Paris, d'imprimer ou faire imprimer, vendre & debiter ce preſent liure intitulé *Le Recueil d'aucuns notables Arreſts, donnez en la Cour de parlement de Paris, pris des Memoires de feu Monſieur Loüet Conſeiller en icelle.* Et ſont faictes tres-expreſſes deffences à tous Imprimeurs & Libraires, ou autres de quelque qualité qu'ils ſoient, d'imprimer ou faire imprimer partie ou portion d'iceluy, vendre ny diſtribuer en quelque ſorte & maniere que ce ſoit ledict liure, ſinon de ceux qu'aura faict imprimer ledit l'Angelier, & ce iuſques au temps & terme de ſix ans entiers & conſecutifs à peine de confiſcatiō de tous les Liures qui ſe trouueront imprimez, & d'amende arbitraire: Et outre voulons qu'en mettant à la fin ou au commencement dudit liure ~~ce preſent~~ extraict de priuilege, il ſoit tenu pour deuëment ſignifié comme plus amplement eſt declaré & contenu auſdictes lettres du Priuilege. Donnees à Paris le 28. Iuillet 1609,

PAR LE ROY EN SON CONSEIL,

BRIGARD.

oogle

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google